ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE NOMINATIVE

établie par le Service des Archives de l'Assemblée Nationale

SESSIONS DE 1981 (1)

7e LEGISLATURE

Session de droit prévue par l'article 12 de la Constitution.....	Du 2 au 16 juillet 1981.
Première session extraordinaire de 1980-1981.....	Du 17 juillet au 2 août 1981.
Deuxième session extraordinaire de 1980-1981.....	Du 8 septembre au 1er octobre 1981.
Première session ordinaire de 1981-1982.....	Du 2 octobre au 20 décembre 1981.
Première session extraordinaire de 1981-1982.....	Du 21 au 23 décembre 1981.

(1) La deuxième session ordinaire de 1980-1981 (du 2 avril au 22 mai 1981) figure dans la table précédente (sessions de 1980-1981) au titre de la 6e législature.

ABREVIATIONS

Socialiste ..... Groupe socialiste.

R. P. R. ..... Groupe du Rassemblement pour la République.

U. D. F. ..... Groupe Union pour la démocratie française.

Communiste ... Groupe communiste.

N. I. ..... Députés n'appartenant à aucun groupe.

EXPLICATIONS DES SIGLES

A. D. O. S. O. M. ..... Association pour l'administration d'œuvres sociales d'outre-mer.
A. E. E. ..... Agence pour les économies d'énergie.
A. F. N. O. R. ..... Association française pour la normalisation.
A. F. P. A. ..... Association pour la formation professionnelle des adultes.
A. N. A. H. ..... Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
A. N. P. E. ..... Agence nationale pour l'emploi.
A. N. R. E. D. ..... Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.
A. N. V. A. R. ..... Agence nationale de valorisation de la recherche.
A. O. C. ..... Appellation d'origine contrôlée.
A. P. L. ..... Aide personnalisée au logement.
A. R. R. C. O. ..... Assurance des régimes de retraites complémentaires.
B. A. P. S. A. ..... Budget annexe des prestations sociales agricoles.
B. I. C. ..... Bénéfices industriels et commerciaux.
B. I. M. P. ..... Banque industrielle et mobilière privée.
B. I. P. A. ..... Banque d'information politique et d'actualité.
B. I. P. E. ..... Bureau d'informations et de prévisions économiques.
B. T. P. ..... Bâtiments et travaux publics.
B. U. M. I. D. O. M. ... Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer.
B. V. P. ..... Bureau de vérification de la publicité.
C. A. E. C. L. ..... Caisse d'aménagement des équipements des collectivités locales.
C. A. U. E. ..... Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement.
C. F. A. ..... Centre de formation d'apprentis.
C. G. C. ..... Confédération générale des cadres.
C. G. E. ..... Compagnie générale d'électricité.
C. G. I. ..... Code général des impôts.
C. G. M. ..... Compagnie générale maritime.
C. I. A. L. ..... Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine.
C. I. A. S. I. ..... Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles.
C. I. C. R. E. D. ..... Centre international de coordination des recherches en démographie.
C. I. O. ..... Crédit industriel de l'Ouest.
C. M. P. ..... Commission mixte paritaire.
C. N. E. S. E. R. ..... Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.
C. N. E. X. O. ..... Centre national pour l'exploitation des océans.
C. N. R. S. ..... Centre national de la recherche scientifique.
C. N. S. T. P. ..... Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans.
C. O. B. ..... Commission des opérations de bourse.
C. O. D. E. R. ..... Commission de développement économique régional.
C. O. G. E. M. A. ..... Compagnie générale des matières nucléaires.
C. O. T. O. R. E. P. ... Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.
C. R. O. S. S. ..... Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage.
C. S. C. U. ..... Conseil supérieur des corps universitaires.
C. U. M. A. ..... Coopérative d'utilisation en commun de matériels agricoles.
D. G. E. ..... Dotation globale d'équipement.
D. G. F. ..... Dotation globale de fonctionnement.
D. O. M. - T. O. M. ... Départements et territoires d'outre-mer.
E. N. A. ..... Ecole nationale d'administration.
E. N. S. P. ..... Ecole nationale de la santé publique.
E. P. R. ..... Etablissement public régional.
E. R. A. P. ..... Entreprise de recherche et d'activité pétrolières.
F. A. C. E. ..... Fonds d'amortissement des charges d'électrification.
F. A. D. I. L. ..... Fonds d'aides au développement de l'intérieur et des îles de la Nouvelle-Calédonie.
F. A. D. I. P. ..... Fonds d'aides au développement de l'intérieur de la Polynésie.
F. A. S. ..... Fonds d'action sociale.
F. A. S. S. O. ..... Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire.
F. D. E. S. ..... Fonds de développement économique et social.
F. E. D. ..... Fonds européen de développement.
F. E. D. E. R. ..... Fonds européen de développement régional.
F. E. O. G. A. ..... Fonds européen d'orientation et de garanties agricoles.
F. F. A. ..... Forces françaises en Allemagne.
F. F. I. ..... Forces françaises de l'intérieur.
F. I. A. M. ..... Fonds d'intervention et d'action maritime.
F. I. A. T. ..... Fédération des industries automobiles de Turin.
F. I. C. ..... Fonds d'intervention culturelle.
F. I. D. A. R. ..... Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.
F. I. D. E. S. ..... Fonds d'intervention et de développement économique et social.
F. I. D. O. M. ..... Fonds d'intervention des départements d'outre-mer.
F. I. O. M. ..... Fonds d'intervention et d'orientation maritime.
F. I. Q. V. ..... Fonds d'intervention pour la qualité de la vie.
F. N. S. ..... Fonds national de solidarité.
F. N. S. ..... Force nucléaire stratégique.
G. A. E. C. ..... Groupement agricole d'exploitation en commun.
I. G. A. M. E. ..... Inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire.
I. N. C. ..... Institut national de la consommation.
I. N. E. D. ..... Institut national d'études démographiques.
I. N. R. A. ..... Institut national de recherches agronomiques.
I. R. P. P. ..... Impôt sur le revenu des personnes physiques.
I. S. T. P. M. ..... Institut scientifique et technique des pêches maritimes.
I. U. T. ..... Institut universitaire de technologie.
I. V. D. ..... Indemnité viagère de départ.
I. V. G. ..... Interruption volontaire de grossesse.
L. E. P. ..... Lycée d'enseignement professionnel.
M. C. M. ..... Montants compensatoires monétaires.
M. O. D. E. F. ..... Mouvement de défense des exploitations familiales.
M. S. A. ..... Mutualité sociale agricole.
O. A. S. ..... Organisation Armée secrète.
O. N. A. C. ..... Office national des anciens combattants.
O. N. E. R. A. ..... Office national d'études et de recherches aérospatiales.
O. N. U. D. I. ..... Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.
P. A. C. ..... Politique agricole commune.
P. A. P. ..... Programme d'action prioritaire.
P. A. P. I. R. ..... Programme d'action prioritaire d'intérêt régional.
P. I. B. M. ..... Produit intérieur brut marchand.
P. M. E. ..... Petites et moyennes entreprises.
P. M. S. ..... Préparation militaire supérieure.
P. S. I. ..... Prêt spécial immédiat du Crédit foncier.
P. V. D. ..... Pays en voie de développement.
R. B. E. ..... Revenu brut d'exploitation.
R. V. I. ..... Renault véhicules industriels.
S. A. C. ..... Service d'action civique.
S. A. F. E. R. ..... Société d'aménagement foncier et d'établissement rural.
S. A. M. U. ..... Service d'aide médicale urgente.
S. D. R. ..... Société de développement régional.
S. E. I. T. A. ..... Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
S. J. T. I. ..... Service juridique et technique de l'information.
S. M. I. C. ..... Salaire minimum interprofessionnel de croissance.
S. N. C. F. ..... Société nationale des chemins de fer français.
S. N. E. A. ..... Société nationale Elf-Aquitaine.
S. N. I. A. S. ..... Société nationale des industries aéronautiques et spatiales.
T. D. F. ..... Télédiffusion de France.
T. G. V. ..... Train à grande vitesse.
T. I. P. P. ..... Taxe intérieure sur les produits pétroliers.
T. V. A. ..... Taxe sur la valeur ajoutée.
U. E. R. ..... Unité d'enseignement et de recherche.
U. N. E. D. I. C. ..... Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la date des Séances avec la date de la Publication, la pagination, les numéros des Débats et les numéros des Microfiches.

(Compte rendu)

ANNÉE 1981

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.
2 avril	3 avril	1 à 12	1	001
3 avril	4 avril	13 à 20	2	002
2 juillet	3 juillet	21 à 36	3	003
3 juillet	4 juillet	37 à 40	4	004
7 juillet	8 juillet	41 à 44	5	005
8 juillet	9 juillet	45 à 68	6	006
9 juillet	10 juillet	69 à 92	7	007
10 juillet	11 juillet	93 à 108	8	008
15 juillet	16 juillet	109 à 154	9	009
16 juillet	17 juillet	155 à 240	10	010
17 juillet	18 juillet	241 à 264	11	011
22 juillet	23 juillet	265 à 284	12	012
24 juillet	25 juillet	285 à 304	13	013
27 juillet	28 juillet	305 à 396	14	014
28 juillet	29 juillet	397 à 458	15	015
29 juillet	30 juillet	459 à 538	16	016
30 juillet	31 juillet	539 à 590	17	017
31 juillet	1er août	591 à 670	18	018
1er août	2 août	671 à 742	19	019
2 août	3 août	743 à 798	20	020
8 septembre	9 septembre	799 à 830	21	021
9 septembre	10 septembre	831 à 886	22	022
10 septembre	11 septembre	887 à 950	23	023
11 septembre	12 septembre	951 à 1030	24	024
15 septembre	16 septembre	1031 à 1086	25	025
16 septembre	17 septembre	1087 à 1134	26	026
17 septembre	18 septembre	1135 à 1182	27	027
18 septembre	19 septembre	1183 à 1230	28	028
22 septembre	23 septembre	1231 à 1262	29	029
23 septembre	24 septembre	1263 à 1284	30	030
24 septembre	25 septembre	1285 à 1340	31	031
29 septembre	30 septembre	1341 à 1372	32	032
30 septembre	1er octobre	1373 à 1428	33	033
1er octobre	2 octobre	1429 à 1458	34	034
2 octobre	3 octobre	1459 à 1488	35	035
6 octobre	7 octobre	1489 à 1550	36	036
7 octobre	8 octobre	1551 à 1604	37	037
8 octobre	9 octobre	1605 à 1652	38	038
9 octobre	10 octobre	1653 à 1676	39	039
12 octobre	13 octobre	1677 à 1708	40	040
13 octobre	14 octobre	1709 à 1756	41	041
14 octobre	15 octobre	1757 à 1836	42	042
15 octobre	16 octobre	1837 à 1892	43	043
16 octobre	17 octobre	1893 à 1964	44	044
17 octobre	18 octobre	1965 à 2044	45	045
18 octobre	19 octobre	2045 à 2108	46	046
19 octobre	20 octobre	2109 à 2186	47	047
20 octobre	21 octobre	2187 à 2250	48	048
21 octobre	22 octobre	2251 à 2322	49	049
22 octobre	23 octobre	2323 à 2386	50	050
23 octobre	24 octobre	2387 à 2466	51	051
24 octobre	25 octobre	2467 à 2530	52	052

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMEROS	NUMEROS des microfiches.
26 octobre	27 octobre	2531 à 2602	53	053
27 octobre	28 octobre	2603 à 2642	54	054
28 octobre	29 octobre	2643 à 2714	55	055
29 octobre	30 octobre	2715 à 2786	56	056
30 octobre	31 octobre	2787 à 2864	57	057
31 octobre	1er novembre	2865 à 2920	58	058
2 novembre	3 novembre	2921 à 2984	59	059
3 novembre	4 novembre	2985 à 3048	60	060
4 novembre	5 novembre	3049 à 3168	61	061-062
5 novembre	6 novembre	3169 à 3222	62	063
6 novembre	7 novembre	3223 à 3308	63	064
7 novembre	8 novembre	3309 à 3388	64	065
9 novembre	10 novembre	3389 à 3456	65	066
10 novembre	11 novembre	3457 à 3534	66	067
12 novembre	13 novembre	3535 à 3604	67	068
13 novembre	14 novembre	3605 à 3682	68	069
14 novembre	15 novembre	3683 à 3768	69	070
16 novembre	17 novembre	3769 à 3838	70	071
17 novembre	18 novembre	3839 à 3902	71	072
18 novembre	19 novembre	3903 à 3980	72	073
19 novembre	20 novembre	3981 à 4066	73	074
20 novembre	21 novembre	4067 à 4136	74	075
24 novembre	25 novembre	4137 à 4158	75	076
25 novembre	26 novembre	4159 à 4204	76	077
26 novembre	27 novembre	4205 à 4250	77	078
27 novembre	28 novembre	4251 à 4264	78	079
1er décembre	2 décembre	4265 à 4344	79	080
2 décembre	3 décembre	4345 à 4376	80	081
3 décembre	4 décembre	4377 à 4408	81	082
4 décembre	5 décembre	4409 à 4430	82	083
7 décembre	8 décembre	4431 à 4492	83	084
8 décembre	9 décembre	4493 à 4538	84	085
9 décembre	10 décembre	4539 à 4602	85	086
10 décembre	11 décembre	4603 à 4666	86	087
11 décembre	12 décembre	4667 à 4728	87	088
12 décembre	13 décembre	4729 à 4840	88	089-090
14 décembre	15 décembre	4841 à 4888	89	091
15 décembre	16 décembre	4889 à 4966	90	092
16 décembre	17 décembre	4967 à 5030	91	093
17 décembre	18 décembre	5031 à 5146	92	094-095
18 décembre	19 décembre	5147 à 5226	93	096
19 décembre	20 décembre	5227 à 5336	94	097-098
20 décembre	21 décembre	5337 à 5384	95	099
21 décembre	22 décembre	5385 à 5388	96	100
22 décembre	23 décembre	5389 à 5400	97	101
23 décembre	24 décembre	5401 à 5432	98	102

INDICATIONS PRELIMINAIRES

Pages.

I. — **Composition de l'Assemblée nationale :**

1. Liste par ordre alphabétique des députés élus les 14 et 21 juin 1981 9
2. Liste par circonscription des députés élus les 14 et 21 juin 1981 13

II. — **Modifications de la composition de l'Assemblée nationale.**

A. — Elections :

1. Annulations d'élections par circonscription .. 19
2. Contestations d'élections par circonscription avec les décisions du Conseil constitutionnel 19
3. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par ordre alphabétique 21
4. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par circonscription 22

B. — Députés nommés membres du Gouvernement ... 23

C. — Député décédé 23

III. — **Groupes politiques** 24

Pages.

IV. — **Bureau de l'Assemblée nationale :**

1. Bureau d'âge 26
2. Bureau de l'Assemblée nationale 26

V. — **Commissions permanentes** 27

VI. — **Délégations de l'Assemblée nationale à des organismes internationaux** 29

VII. — **Délégations de l'Assemblée nationale à des organismes extraparlementaires** 30

VIII. — **Autres délégations de l'Assemblée nationale** 32

IX. — **Haute Cour de justice** 32

X. — **Députés chargés d'une mission temporaire** 33

XI. — **Sessions** 33

XII. — **Composition du deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy :**

1. Par ordre alphabétique 34
2. Par ministère 34

I. — COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. — LISTE PAR ORDRE ALPHABETIQUE des députés élus les 14 et 21 juin 1981.

(Le mandat commence le 2 juillet 1981.)

MM. François ABADIE ..... Hautes-Pyrénées (2e).
Maurice ADEVAH-PŒUF. Puy-de-Dôme (4e).
Jean-Marie ALAIZE ..... Ardèche (3e).
Nicolas ALFONSI ..... Corse-du-Sud (1re).
Edmond ALPHANDERY .. Maine-et-Loire (3e).
Jean ANCIANT ..... Oise (4e).
Gustave ANSART ..... Nord (20e).
Vincent ANSQUER ..... Vendée (4e).
François ASENSI ..... Seine-Saint-Denis (8e).
Emmanuel AUBERT ..... Alpes-Maritimes (4e).
François d'AUBERT ..... Mayenne (1re).
André AUDINOT ..... Somme (5e).
Robert AUMONT ..... Aisne (1re).
Jean AUROUX ..... Loire (5e).
François AUTAIN ..... Loire-Atlantique (3e).
Mme Edwige AVICE ..... Paris (16e).
MM. Jacques BADET ..... Loire (3e).
Jean-Pierre BALLIGAND.. Aisne (3e).
Georges BALLY ..... Isère (7e).
Paul BALMIGÈRE ..... Hérault (4e).
Gérard BAPT ..... Haute-Garonne (2e).
Bernard BARDIN..... Nièvre (3e).
Michel BARNIER..... Savoie (2e).
Raymond BARRE..... Rhône (4e).
Jacques BARROT..... Haute-Loire (1re).
Jean-Jacques BARTHE.... Pas-de-Calais (7e).
Claude BARTOLONE..... Seine-Saint-Denis (6e).
Pierre BAS..... Paris (4e).
Philippe BASSINET..... Hauts-de-Seine (13e).
Jean-Claude BATEUX..... Seine-Maritime (4e).
Umberto BATTIST..... Nord (22e).
Henri BAUDOUIN..... Manche (3e).
Jacques BAUMEL..... Hauts-de-Seine (8e).
Henri BAYARD..... Loire (7e).
Jean-Michel BAYLET..... Tarn-et-Garonne (2e).
Raoul BAYOU..... Hérault (5e).
Jean BEAUFILS..... Seine-Maritime (9e).
Jean BEAUFORT..... Finistère (6e).
Guy BÊCHE ..... Doubs (2e).
Jacques BECQ..... Somme (4e).
Jean BÉGAULT ..... Maine-et-Loire (4e).
Roland BEIX..... Charente-Maritime (3e).
André BELLON..... Alpes-de-Haute-Provence (2e).
Jean-Michel BELORGEY.. Allier (4e).
Serge BELTRAME..... Vosges (4e).
Georges BENEDETTI..... Gard (2e).
Daniel BENOIST..... Nièvre (1re).
Pierre de BENOUVILLE.. Paris (12e).
Michel BEREGOVOY..... Seine-Maritime (1re).
Christian BERGELIN..... Haute-Saône (1re).
Jean BERNARD..... Meuse (1re).
Pierre BERNARD..... Tarn (1re).
Roland BERNARD..... Rhône (12e).
Michel BERSON..... Essonne (1re).

MM. Wilfrid BERTILE..... La Réunion (3e).
Louis BESSON..... Savoie (1re).
Marcel BIGEARD..... Meurthe-et-Moselle (5e).
André BILLARDON..... Saône-et-Loire (3e).
Alain BILLON..... Paris (29e).
Claude BIRRAUX..... Haute-Savoie (3e).
Emile BIZET..... Manche (2e).
Paul BLADI..... Moselle (6e).
Jacques BLANC..... Lozère (2e).
Jean-Marie BOCKEL..... Haut-Rhin (4e).
Alain BOCQUET..... Nord (19e).
Gilbert BONNEMAISON... Seine-Saint-Denis (1re).
Alain BONNET..... Dordogne (3e).
Christian BONNET..... Morbihan (2e).
Augustin BONREPAUX... Ariège (1re).
André BOREL..... Vaucluse (2e).
Jean-Michel BOUCHERON. Charente (1re).
Jean-Michel BOUCHERON. Ille-et-Vilaine (2e).
Pierre BOURGUIGNON... Seine-Maritime (3e).
Loïc BOUVARD..... Morbihan (4e).
Jean-Pierre BRAINE..... Oise (3e).
Jean-Guy BRANGER..... Charente-Maritime (2e).
Benjamin BRIAL..... Wallis-et-Futuna.
Maurice BRIAND..... Côtes-du-Nord (4e).
Jean BRIANE..... Aveyron (1re).
Jean BROCARD..... Haute-Savoie (1re).
Albert BROCHARD..... Deux-Sèvres (3e).
Alain BRUNE..... Jura (1re).
Jacques BRUNHES..... Hauts-de-Seine (1re).
Georges BUSTIN..... Nord (18e).
Jacques CAMBOLIVE..... Aude (3e).
Jean-Marie CARO..... Bas-Rhin (5e).
Roland CARRAZ..... Côte-d'Or (1re).
Michel CARTELET..... Aube (3e).
Raoul CARTRAUD..... Vienne (3e).
Jean-Claude CASSAING... Corrèze (2e).
Elie CASTOR..... Guyane.
Laurent CATHALA..... Val-de-Marne (5e).
Robert de CAUMONT..... Hautes-Alpes (2e).
Jean-Charles CAVAILLÉ... Morbihan (3e).
André CELLARD..... Gers (2e).
Aimé CESAIRE..... Martinique (2e).
Jacques CHABAN-DELMAS Gironde (2e).
André CHANDERNAGOR. Creuse (2e).
Guy CHANFRAULT ..... Haute-Marne (2e).
Robert CHAPUIS ..... Ardèche (1re).
Jean-Paul CHARIÉ ..... Loiret (3e).
Serge CHARLES ..... Nord (9e).
Gilles CHARPENTIER .... Ardennes (3e).
Michel CHARZAT ..... Paris (30e).
Gérard CHASSEGUET ... Sarthe (1re).
Albert CHAUBARD ..... Allier (2e).
Guy-Michel CHAUVEAU .. Sarthe (3e).
Alain CHENARD ..... Loire-Atlantique (2e).

Mme	Annette CHEPY-LEGER ..	Marne (3e).
MM.	Daniel CHEVALLIER.....	Hautes-Alpes (1re).
	Jean-Pierre CHEVENEMENT	Territoire de Belfort (1re).
	Jacques CHIRAC.....	Corrèze (3e).
	Paul CHOMAT.....	Loire (1re).
	Didier CHOUAT.....	Côtes-du-Nord (3e).
	Pascal CLÉMENT	Loire (6e).
	Michel COFFINEAU.....	Val-d'Oise (5e).
	Michel COINTAT.....	Ille-et-Vilaine (5e).
	Georges COLIN.....	Marne (1re).
	Gérard COLLOMB.....	Rhône (2e).
	Jean-Hugues COLONNA...	Alpes-Maritimes (3e).
	Jean COMBASTEIL.....	Corrèze (1re).
	Maurice CORNETTE.....	Nord (12e).
	Roger CORRÈZE	Loir-et-Cher (2e).
	Jean-Pierre COT.....	Savoie (3e).
	Michel COUILLET.....	Somme (3e).
	Pierre-Bernard COUSTÉ...	Rhône (5e).
	Maurice COUVE DE MURVILLE	Paris (6e).
	Michel CREPEAU.....	Charente-Maritime (1re).
Mme	Edith CRESSON.....	Vienne (2e).
MM.	Pierre DABEZIES.....	Paris (2e).
	Jean-Marie DAILLET.....	Manche (1re).
	Louis DARINOT.....	Manche (5e).
	Henri DARRAS.....	Pas-de-Calais (12e).
	Marcel DASSAULT.....	Oise (1re).
	Michel DEBRÉ	La Réunion (1re).
	Gaston DEFFERRE.....	Bouches-du-Rhône (3e).
	Jean-Pierre DEFONTAINE.	Pas-de-Calais (2e).
	Marcel DEHOUX.....	Nord (21e).
	Bertrand DELANOË	Paris (26e).
	Georges DELATRE.....	Seine-Maritime (10e).
	André DELEHEDDE.....	Pas-de-Calais (1re).
	André DELELIS.....	Pas-de-Calais (13e).
	Georges DELFOSSE.....	Nord (1re).
	Henry DELISLE.....	Calvados (2e).
	Xavier DENIAU.....	Loiret (4e).
	Albert DENVERS.....	Nord (11e).
	Charles DEPREZ.....	Hauts-de-Seine (5e).
	Bernard DEROSIER.....	Nord (4e).
	Jean DESANLIS.....	Loir-et-Cher (3e).
	Freddy DESCHAUX-BEAUME	Eure (4e).
	Jean-Paul DESGRANGES..	Allier (1re).
	Jean-Claude DESSEIN....	Somme (1re).
	Jean-Pierre DESTRADE...	Pyrénées-Atlantiques (4e).
	Paul DHAILLE.....	Seine-Maritime (5e).
	Yves DOLLO.....	Côtes-du-Nord (1re).
	Maurice DOUSSET.....	Eure-et-Loir (3e).
	Raymond DOUYÈRE	Sarthe (2e).
	René DROUIN.....	Moselle (3e).
	Hubert DUBEDOUT.....	Isère (2e).
	Guy DUCOLONÉ	Hauts-de-Seine (11e).
	Roland DUMAS.....	Dordogne (1re).
	Jean-Louis DUMONT.....	Meuse (2e).
	Dominique DUPILET.....	Pas-de-Calais (6e).
	Paul DURAFFOUR.....	Saône-et-Loire (2e).
	Adrien DURAND.....	Lozère (1re).
	Guy DURBEC.....	Var (3e).
	Jean-Paul DURIEUX.....	Meurthe-et-Moselle (7e).
	André DUROMÉA	Seine-Maritime (7e).
	Roger DUROURE.....	Landes (1re).
	Job DURUPT.....	Meurthe-et-Moselle (2e).
	André DURR.....	Bas-Rhin (3e).
	Lucien DUTARD.....	Dordogne (4e).
	Henri EMMANUELLI.....	Landes (3e).
	Manuel ESCUTIA.....	Paris (28e).
	Marcel ESDRAS.....	Guadeloupe (3e).
	Claude ESTIER.....	Paris (25e).
	Claude EVIN.....	Loire-Atlantique (6e).
	Laurent FABIUS	Seine-Maritime (2e).
	Jean FALALA	Marne (2e).
	Alain FAUGARET	Nord (8e).
	Maurice FAURE	Lot (1re).
	Charles FÈVRE	Haute-Marne (1re).
Mme	Berthe FIÉVET.....	Cher (3e).
MM.	Georges FILLIOUD	Drôme (3e).
	François FILLON	Sarthe (4e).
	Jacques FLEURY	Somme (2e).
	Roland FLORIAN	Oise (2e).
	Gaston FLOSSE	Polynésie française (2e).
MM.	Jean FONTAINE.....	Réunion (2e).
	Pierre FORGUES.....	Hautes-Pyrénées (1re).
	Raymond FORNI.....	Territoire de Belfort (2e).
	Roger FOSSÉ	Seine-Maritime (8e).
	Jacques FOUCHIER	Deux-Sèvres (2e).
	Jean-Pierre FOURRÉ	Seine-et-Marne (2e).
	Jean FOYER.....	Maine-et-Loire (2e).
	Joseph FRANCESCHI.....	Val-de-Marne (4e).
Mme	Jacqueline FRAYSSE-CAZALIS	Hauts-de-Seine (7e).
MM.	Georges FRÊCHE	Hérault (1re).
	Edouard FRÉDÉRIC-DUPONT	Paris (5e).
	Dominique FRELAUT....	Hauts-de-Seine (3e).
	Marc FROMION.....	Seine-et-Marne (4e).
	Jean-Paul FUCHS.....	Haut-Rhin (1re).
	Jean-Pierre GABARROU..	Tarn (2e).
	René GAILLARD.....	Deux-Sèvres (1re).
	Robert GALLEY.....	Aube (2e).
	Max GALLO.....	Alpes-Maritimes (1re).
	Gilbert GANTIER.....	Paris (21e).
	Edmond GARCIN.....	Bouches-du-Rhône (6e).
	Pierre GARMENDIA.....	Gironde (4e).
	Marcel GARROUSTE.....	Lot-et-Garonne (3e).
	Pierre GASCHER.....	Sarthe (5e).
Mme	Françoise GASPARD.....	Eure-et-Loir (2e).
MM.	Henri de GASTINES.....	Mayenne (2e).
	Jean GATEL.....	Vaucluse (3e).
	Jean-Claude GAUDIN.....	Bouches-du-Rhône (2e).
	Francis GENG.....	Orne (2e).
	Germain GENGENWIN....	Bas-Rhin (4e).
	Claude GERMON.....	Essonne (3e).
	Jean GIOVANELLI.....	Morbihan (6e).
	Antoine GISSINGER.....	Haut-Rhin (5e).
	Jean-Louis GOASDUFF...	Finistère (3e).
	Pierre GODEFROY.....	Manche (4e).
	Jacques GODFRAIN.....	Aveyron (3e).
Mme	Colette GOEURIOT.....	Meurthe-et-Moselle (6e).
MM.	Georges GORSE.....	Hauts-de-Seine (10e).
	Georges GOSNAT.....	Val-de-Marne (3e).
	Daniel GOULET.....	Orne (1re).
	Joseph GOURMELON.....	Finistère (2e).
	Christian GOUX.....	Var (4e).
	Hubert GOUZE.....	Tarn-et-Garonne (1re).
	Gérard GOUZES.....	Lot-et-Garonne (2e).
	Léo GRÉZARD	Yonne (2e).
	François GRUSSENMEYER	Bas-Rhin (7e).
	Olivier GUICHARD.....	Loire-Atlantique (7e).
	Pierre GUIDONI.....	Aude (2e).
	Jacques GUYARD.....	Essonne (2e).
	Charles HABY.....	Haut-Rhin (2e).
	René HABY.....	Meurthe-et-Moselle (4e).
	Gérard HAESEBROECK..	Nord (10e).
	Georges HAGE.....	Nord (15e).
Mme	Gisèle HALIMI.....	Isère (4e).
MM.	Emmanuel HAMEL.....	Rhône (8e).
	Jean HAMELIN.....	Ille-et-Vilaine (6e).
Mme	Florence d'HARCOURT...	Hauts-de-Seine (6e).
M.	François d'HARCOURT...	Calvados (4e).
Mme	Nicole de HAUTECLOCQUE	Paris (18e).
MM.	Alain HAUTECŒUR.....	Var (1re).
	Kléber HAYE.....	Gironde (7e).
	Guy HERMIER.....	Bouches-du-Rhône (4e).
	Charles HERNU.....	Rhône (6e).
	Edmond HERVÉ	Ille-et-Vilaine (1re).
Mme	Adrienne HORVATH.....	Gard (3e).
MM.	Jean-François HORY.....	Mayotte.
	Gérard HOUTEER.....	Haute-Garonne (5e).
	Roland HUGUET.....	Pas-de-Calais (8e).
	Xavier HUNAULT.....	Loire-Atlantique (5e).
	Jacques HUYGHUES DES ETAGES	Nièvre (2e).
	Jean IBANÈS	Ariège (2e).
	Michel INCHAUSPÉ	Pyrénées-Atlantiques (3e).
	Gérard ISTACE.....	Ardennes (2e).
Mme	Marie JACQ.....	Finistère (4e).
MM.	Pierre JAGORET.....	Côtes-du-Nord (5e).
	Frédéric JALTON.....	Guadeloupe (2e).
	Parfait JANS.....	Hauts-de-Seine (4e).
	Jean JAROSZ.....	Nord (23e).
	Noël JOSEPHE.....	Pas-de-Calais (11e).

MM. Lionel JOSPIN..... Paris (27e).
Charles JOSSELIN..... Côtes-du-Nord (2e).
Emile JOURDAN..... Gard (1re).
Alain JOURNET..... Gard (4e).
Pierre JOXE..... Saône-et-Loire (5e).
Didier JULIA..... Seine-et-Marne (5e).
Raymond JULIEN..... Gironde (5e).
Jean JUVENTIN..... Polynésie française (1re).
Gabriel KASPEREIT..... Paris (7e).
Emile KOEHL..... Bas-Rhin (1re).
Pierre-Charles KRIEG.... Paris (1re).
André LABARRÈRE ..... Pyrénées-Atlantiques (1re).
Claude LABBÉ ..... Hauts-de-Seine (9e).
Jean LABORDE..... Gers (1re).
Jean LACOMBE..... Hérault (3e).
René LA COMBE..... Maine-et-Loire (6e).
Jacques LAFLEUR..... Nouvelle-Calédonie et dépendances (2e).
Pierre LAGORCE..... Gironde (8e).
André LAIGNEL..... Indre (2e).
André LAJOINIE..... Allier (3e).
Mme Catherine LALUMIERE... Gironde (3e).
MM. Michel LAMBERT..... Orne (3e).
Yves LANCIEN..... Paris (15e).
Louis LARENG..... Haute-Garonne (3e).
Roger LASSALE..... Yonne (3e).
Jean LAURAIN..... Moselle (1re).
André LAURENT..... Nord (6e).
Marc LAURIOL..... Yvelines (4e).
Christian LAURISSERGUES ..... Lot-et-Garonne (1re).
Jacques LAVÉDRINE ..... Puy-de-Dôme (3e).
Georges LE BAILL..... Hauts-de-Seine (12e).
Jean-Pierre LE COADIC... Val-d'Oise (2e).
Mme Marie-France LECUIR..... Val-d'Oise (4e).
MM. Jean-Yves LE DRIAN..... Morbihan (5e).
Robert LE FOLL..... Seine-et-Marne (3e).
Bernard LEFRANC..... Aisne (5e).
Jean LE GARREC..... Nord (16e).
Jean LE GARS..... Yvelines (1re).
Joseph LEGRAND..... Pas-de-Calais (14e).
André LEJEUNE..... Creuse (1re).
Daniel LE MEUR..... Aisne (2e).
Georges LEMOINE..... Eure-et-Loir (1re).
Guy LENGAGNE..... Pas-de-Calais (5e).
Jean-Jacques LEONETTI.. Bouches-du-Rhône (7e).
François LÉOTARD ..... Var (2e).
Louis LE PENSEC..... Finistère (8e).
Roger LESTAS..... Mayenne (3e).
Maurice LIGOT..... Maine-et-Loire (5e).
Jean de LIPKOWSKI..... Charente-Maritime (5e).
François LONCLE..... Eure (3e).
André LOTTE..... Saône-et-Loire (4e).
Jean-Paul LUISI..... Haute-Corse (2e).
Alain MADELIN..... Ille-et-Vilaine (4e).
Bernard MADRELLE..... Gironde (10e).
Jacques MAHÉAS ..... Seine-Saint-Denis (9e).
Louis MAISONNAT..... Isère (3e).
Guy MALANDAIN..... Yvelines (8e).
Robert MALGRAS..... Moselle (4e).
Martin MALVY..... Lot (2e).
Raymond MARCELLIN... Morbihan (1re).
Georges MARCHAIS..... Val-de-Marne (1re).
Philippe MARCHAND..... Charente-Maritime (4e).
Claude-Gérard MARCUS.. Paris (8e).
Jacques MARETTE..... Paris (17e).
Roger MAS..... Ardennes (1re).
Marius MASSE..... Bouches-du-Rhône (8e).
Jean-Louis MASSON..... Moselle (2e).
François MASSOT..... Alpes-de-Haute-Provence (1re).
Gilbert MATHIEU..... Côte-d'Or (4e).
Pierre MAUGER..... Vendée (3e).
Joseph MAUJOUAN DU GASSET ..... Loire-Atlantique (4e).
Pierre MAUROY..... Nord (2e).
Alain MAYOUD..... Rhône (9e).
Jacques MÉDECIN ..... Alpes-Maritimes (2e).
Pierre MÉHAIGNERIE .... Ille-et-Vilaine (3e).
Jacques MELLICK..... Pas-de-Calais (9e).
Joseph MENGA..... Seine-Maritime (6e).
Louis MERMAZ..... Isère (5e).
Georges MESMIN..... Paris (20e).
MM. Pierre MESSMER..... Moselle (8e).
Philippe MESTRE..... Vendée (1re).
Pierre METAIS..... Vendée (2e).
Charles METZINGER..... Moselle (5e).
Louis MEXANDEAU..... Calvados (1re).
Pierre MICAUX..... Aube (1re).
Claude MICHEL..... Eure (2e).
Henri MICHEL..... Drôme (2e).
Jean-Pierre MICHEL..... Haute-Saône (2e).
Charles MILLON..... Ain (2e).
Charles MIOSSEC..... Finistère (5e).
Mm Hélène MISSOFFE..... Paris (24e).
MM. Gilbert MITTERRAND.... Gironde (9e).
Marcel MOCOEUR..... Haute-Vienne (3e).
Robert MONTDARGENT.. Val-d'Oise (3e).
Mmes Christiane MORA..... Indre-et-Loire (3e).
Louise MOREAU..... Alpes-Maritimes (5e).
MM. Paul MOREAU..... Nord (17e).
François MORTELETTE.. Loir-et-Cher (1re).
Ernest MOUTOUSSAMY... Guadeloupe (1re).
Jean NARQUIN..... Maine-et-Loire (1re).
Jean NATIEZ..... Loire-Atlantique (1re).
Mmes Véronique NEIERTZ..... Seine-Saint-Denis (5e)
Paulette NEVOUX..... Val-de-Marne (8e).
MM. Maurice NILÈS ..... Seine-Saint-Denis (4e).
Michel NOIR..... Rhône (3e).
Arthur NOTEBART..... Nord (5e).
Christian NUCCI..... Isère (6e).
Roland NUNGESSER..... Val-de-Marne (6e).
Louis ODRU..... Seine-Saint-Denis (7e).
Jean-André OEHLER..... Bas-Rhin (2e).
René OLMETA..... Bouches-du-Rhône (5e).
Michel d'ORNANO..... Calvados (3e).
Pierre ORTET..... Haute-Garonne (6e).
Mmes Jacqueline OSSELIN..... Nord (3e).
Marie-Thérèse PATRAT... Rhône (1re).
MM. François PATRIAT..... Côte-d'Or (3e).
Albert PEN..... Saint-Pierre-et-Miquelon.
Jean-Pierre PÉNICAUT ... Landes (2e).
Régis PERBET..... Ardèche (2e).
Michel PÉRICARD ..... Yvelines (2e).
Paul PERNIN..... Paris (11e).
Francisque PERRUT..... Rhône (10e).
Rodolphe PESCE..... Drôme (1re).
Camille PETIT..... Martinique (1re).
Jean PEUZIAT..... Finistère (7e).
Louis PHILIBERT..... Bouches-du-Rhône (9e).
Roch PIDJOT..... Nouvelle-Calédonie et dépendances (1re).
Christian PIERRET..... Vosges (2e).
Lucien PIGNION..... Pas-de-Calais (3e).
Joseph PINARD..... Doubs (1re).
Etienne PINTE..... Yvelines (5e).
Charles PISTRE..... Tarn (3e).
Jean-Paul PLANCHOU.... Paris (31e).
Bernard POIGNANT..... Finistère (1re).
Bernard PONS..... Paris (22e).
Jean POPEREN..... Rhône (13e).
Vincent PORELLI..... Bouches-du-Rhône (11e).
Jean-Claude PORTHEAULT ..... Loiret (2e).
Maurice POURCHON..... Puy-de-Dôme (1re).
Henri PRAT..... Pyrénées-Atlantiques (2e).
Jean de PRÉAUMONT .... Paris (23e).
Jean PRORIOL..... Haute-Loire (2e).
Pierre PROUVOST..... Nord (7e).
Jean PROVEUX..... Indre-et-Loire (4e).
Mme Nicole QUESTIAUX..... Paris (13e).
MM. Paul QUILÈS ..... Paris (14e).
Jack RALITE..... Seine-Saint-Denis (3e).
Noël RAVASSARD..... Ain (3e).
Alex RAYMOND..... Haute-Garonne (4e).
Pierre RAYNAL..... Cantal (2e).
Roland RENARD..... Aisne (4e).
Amédée RENAULT..... Indre (3e).
Alain RICHARD..... Val-d'Oise (1re).
Lucien RICHARD..... Loire-Atlantique (8e).
René RIEUBON..... Bouches-du-Rhône (10e).
Jean RIGAL..... Aveyron (2e).
Jean RIGAUD..... Rhône (7e).
Marcel RIGOUT..... Haute-Vienne (2e).
Jacques RIMBAULT..... Cher (1re).
Louis ROBIN..... Ain (1re).

MM. Michel ROCARD..... Yvelines (3e).
Jean-Paul de ROCCA SERRA ..... Corse-du-Sud (2e).
Alain RODET..... Haute-Vienne (1re).
Emile ROGER..... Nord (14e)
André ROSSINOT..... Meurthe-et-Moselle (3e).
Jean ROUSSEAU..... Cher (2e).
Jean ROYER..... Indre-et-Loire (1re).
Victor SABLÉ ..... Martinique (3e).
Michel SAINTE-MARIE.... Gironde (6e).
Jean-Pierre SANTA CRUZ. Jura (2e).
Hyacinthe SANTONI..... Bouches-du-Rhône (1re).
Jacques SANTROT..... Vienne (1re).
Michel SAPIN..... Indre (1re).
Georges SARRE..... Paris (9e).
Yves SAUTIER..... Haute-Savoie (2e).
Pierre SAUVAIGO..... Alpes-Maritimes (6e).
Alain SAVARY..... Haute-Garonne (1re).
Bernard SCHREINER..... Yvelines (7e).
Philippe SÉGUIN ..... Vosges (1re).
Jean SEITLINGER..... Moselle (7e).
Gilbert SENÈS ..... Hérault (2e).
Maurice SERGHERAERT.. Nord (13e).
Mme Odile SICARD..... Isère (1re).
MM. Jean-Pierre SOISSON..... Yonne (1re).
René SOUCHON..... Cantal (1re).
Mme Renée SOUM..... Pyrénées-Orientales (1re).
MM. André SOURY..... Charente (3e).
Germain SPRAUER..... Bas-Rhin (8e).
Bernard STASI..... Marne (4e).
Olivier STIRN..... Calvados (5e).
Mme Marie-Josèphe SUBLET... Rhône (11e).
M. Michel SUCHOD..... Dordogne (2e).

MM. Jean-Pierre SUEUR..... Loiret (1re).
Pierre TABANOU..... Val-de-Marne (2e).
Dominique TADDEI..... Vaucluse (1re).
Yves TAVERNIER..... Essonne (4e).
Jean-Michel TESTU..... Indre-et-Loire (2e).
Jean TIBERI..... Paris (3e).
Luc TINSEAU..... Eure (1re).
Yvon TONDON..... Meurthe-et-Moselle (1re).
Jacques TOUBON..... Paris (19e).
André TOURNÉ ..... Pyrénées-Orientales (2e).
Mme Ghislaine TOUTAIN..... Paris (10e).
MM. Georges TRANCHANT.... Hauts-de-Seine (2e).
Edmond VACANT..... Puy-de-Dôme (5e).
Guy VADEPIED..... Oise (5e).
Jean VALLEIX..... Gironde (1re).
Jean VALROFF..... Vosges (3e).
Bruno VENNIN..... Loire (2e).
Théo VIAL-MASSAT..... Loire (4e).
Joseph VIDAL..... Aude (1re).
Bernard VILLETTE..... Charente (2e).
Alain VIVIEN..... Seine-et-Marne (1re).
Robert-André VIVIEN..... Val-de-Marne (7e).
Hervé VOUILLOT..... Côte-d'Or (2e).
Roland VUILLAUME..... Doubs (3e).
Marcel WACHEUX..... Pas-de-Calais (10e).
Robert WAGNER..... Yvelines (6e).
Pierre WEISENHORN..... Haut-Rhin (3e).
Claude WILQUIN..... Pas-de-Calais (4e).
Claude WOLFF..... Puy-de-Dôme (2e).
Jean-Pierre WORMS..... Saône-et-Loire (1re).
Pierre ZARKA..... Seine-Saint-Denis (2e).
Adrien ZELLER..... Bas-Rhin (6e).
Jean ZUCCARELLI ..... Haute-Corse (1re).

2. — LISTE PAR CIRCONSCRIPTION
des députés élus les 14 et 21 juin 1981.

I. — DEPARTEMENTS DE LA METROPOLE

01 - Ain.

1re	circonscription.....	MM.	Robin (Louis).
2e	—		Millon (Charles).
3e	—		Ravassard (Noël).

02 - Aisne.

1re	circonscription.....	MM.	Aumont (Robert).
2e	—		Le Meur (Daniel).
3e	—		Balligand (Jean-Pierre).
4e	—		Renard (Roland).
5e	—		Lefranc (Bernard).

03 - Allier.

1re	circonscription.....	MM.	Desgranges (Jean-Paul).
2e	—		Chaubard (Albert).
3e	—		Lajoinie (André).
4e	—		Belorgey (Jean-Michel).

04 - Alpes-de-Haute-Provence.

1re	circonscription.....	MM.	Massot (François).
2e	—		Bellon (André).

05 - Alpes (Hautes-).

1re	circonscription.....	MM.	Chevallier (Daniel).
2e	—		de Caumont (Robert).

06 - Alpes-Maritimes.

1re	circonscription.....	MM.	Gallo (Max).
2e	—		Médecin (Jacques).
3e	—		Colonna (Jean-Hugues).
4e	—		Aubert (Emmanuel).
5e	—	Mme	Moreau (Louise).
6e	—	M.	Sauvaigo (Pierre).

07 - Ardèche.

1re	circonscription.....	MM.	Chapuis (Robert).
2e	—		Perbet (Régis).
3e	—		Alaize (Jean-Marie).

08 - Ardennes.

1re	circonscription.....	MM.	Mas (Roger).
2e	—		Istace (Gérard).
3e	—		Charpentier (Gilles).

09 - Ariège.

1re	circonscription.....	MM.	Bonrepaux (Augustin).
2e	—		Ibanes (Jean).

10 - Aube.

1re	circonscription.....	MM.	Micaux (Pierre).
2e	—		Galley (Robert).
3e	—		Cartelet (Michel).

11 - Aude.

1re	circonscription.....	MM.	Vidal (Joseph).
2e	—		Guidoni (Pierre).
3e	—		Cambolive (Jacques).

12 - Aveyron.

1re	circonscription.....	MM.	Briane (Jean).
2e	—		Rigal (Jean).
3e	—		Godfrain (Jacques).

13 - Bouches-du-Rhône.

1re	circonscription.....	MM.	Santoni (Hyacinthe).
2e	—		Gaudin (Jean-Claude).
3e	—		Defferre (Gaston).
4e	—		Hermier (Guy).
5e	—		Olmeta (René).
6e	—		Garcin (Edmond).
7e	—		Leonetti (Jean-Jacques).
8e	—		Masse (Marius).
9e	—		Philibert (Louis).
10e	—		Rieubon (René).
11e	—		Porelli (Vincent).

14 - Calvados.

1re	circonscription.....	MM.	Mexandeau (Louis).
2e	—		Delisle (Henry).
3e	—		d'Ornano (Michel).
4e	—		d'Harcourt (François).
5e	—		Stirn (Olivier).

15 - Cantal.

1re	circonscription.....	MM.	Souchon (René).
2e	—		Raynal (Pierre).

16 - Charente.

1re	circonscription.....	MM.	Boucheron (Jean-Michel).
2e	—		Villette (Bernard).
3e	—		Soury (André).

17 - Charente-Maritime.

1re	circonscription.....	MM.	Crépeau (Michel).
2e	—		Branger (Jean-Guy).
3e	—		Beix (Roland).
4e	—		Marchand (Philippe).
5e	—		de Lipkowski (Jean).

18 - Cher.

1re	circonscription.....	MM.	Rimbault (Jacques).
2e	—		Rousseau (Jean).
3e	—	Mme	Fiévet (Berthe).

19 - Corrèze.

1re	circonscription.....	MM.	Combasteil (Jean).
2e	—		Cassaing (Jean-Claude).
3e	—		Chirac (Jacques).

20 A - Corse-du-Sud.

1re	circonscription.....	MM.	Alfonsi (Nicolas).
2e	—		de Rocca Serra (Jean-Paul).

20 B - Haute-Corse.

1re	circonscription.....	MM.	Zuccarelli (Jean).
2e	—		Luisi (Jean-Paul).

21 - Côte-d'Or.

1re	circonscription.....	MM.	Carraz (Roland).
2e	—		Vouillot (Hervé).
3e	—		Patriat (François).
4e	—		Mathieu (Gilbert).

22 - Côtes-du-Nord.

1re	circonscription.....	MM.	Dollo (Yves).
2e	—		Josselin (Charles).
3e	—		Chouat (Didier).
4e	—		Briand (Maurice).
5e	—		Jagoret (Pierre).

23 - Creuse.

1re	circonscription.....	MM.	Lejeune (André).
2e	—		Chandernagor (André).

24 - Dordogne.

1re	circonscription.....	MM.	Dumas (Roland).
2e	—		Suchod (Michel).
3e	—		Bonnet (Alain).
4e	—		Dutard (Lucien).

25 - Doubs.

1re	circonscription.....	MM.	Pinard (Joseph).
2e	—		Bêche (Guy).
3e	—		Vuillaume (Roland).

26 - Drôme.

1re	circonscription.....	MM.	Pesce (Rodolphe).
2e	—		Michel (Henri).
3e	—		Fillioud (Georges).

27 - Eure.

1re	circonscription.....	MM.	Tinseau (Luc).
2e	—		Michel (Claude).
3e	—		Loncle (François).
4e	—		Deschaux-Beaume (Freddy).

28 - Eure-et-Loir.

1re	circonscription.....	M.	Lemoine (Georges).
2e	—	Mme	Gaspard (Françoise).
3e	—	M.	Dousset (Maurice).

29 - Finistère.

1re	circonscription.....	MM.	Poignant (Bernard).
2e	—		Gourmelon (Joseph).
3e	—		Goasduff (Jean-Louis).
4e	—	Mme	Jacq (Marie).
5e	—	MM.	Miossec (Charles).
6e	—		Beaufort (Jean).
7e	—		Peuziat (Jean).
8e	—		Le Pensec (Louis).

30 - Gard.

1re	circonscription.....	MM.	Jourdan (Emile).
2e	—		Benedetti (Georges).
3e	—	Mme	Horvath (Adrienne).
4e	—	M.	Journet (Alain).

31 - Garonne (Haute-).

1re	circonscription.....	MM.	Savary (Alain).
2e	—		Bapt (Gérard).
3e	—		Lareng (Louis).
4e	—		Raymond (Alex).
5e	—		Houteer (Gérard).
6e	—		Ortet (Pierre).

32 - Gers.

1re	circonscription.....	MM.	Laborde (Jean).
2e	—		Cellard (André).

33 - Gironde.

1re	circonscription.....	MM.	Valleix (Jean).
2e	—		Chaban-Delmas (Jacques).
3e	—	Mme	Lalumière (Catherine).
4e	—	MM.	Garmendia (Pierre).
5e	—		Julien (Raymond).
6e	—		Sainte-Marie (Michel).
7e	—		Haye (Kléber).
8e	—		Lagorce (Pierre).
9e	—		Mitterrand (Gilbert).
10e	—		Madrelle (Bernard).

34 - Hérault.

1re	circonscription.....	MM.	Frêche (Georges).
2e	—		Sénès (Gilbert).
3e	—		Lacombe (Jean).
4e	—		Balmigère (Paul).
5e	—		Bayou (Raoul).

35 - Ille-et-Vilaine.

1re	circonscription.....	MM.	Hervé (Edmond).
2e	—		Boucheron (Jean-Michel).
3e	—		Méhaignerie (Pierre).
4e	—		Madelin (Alain).
5e	—		Cointat (Michel).
6e	—		Hamelin (Jean).

36 - Indre.

1re	circonscription.....	MM.	Sapin (Michel).
2e	—		Laignel (André).
3e	—		Renault (Amédée).

37 - Indre-et-Loire.

1re	circonscription.....	MM.	Royer (Jean).
2e	—		Testu (Jean-Michel).
3e	—	Mme	Mora (Christiane).
4e	—	M.	Proveux (Jean).

38 - Isère.

1re	circonscription.....	Mme	Sicard (Odile).
2e	—	MM.	Dubedout (Hubert).
3e	—		Maisonnat (Louis).
4e	—	Mme	Halimi (Gisèle).
5e	—	MM.	Mermaz (Louis).
6e	—		Nucci (Christian).
7e	—		Bally (Georges).

39 - Jura.

1re	circonscription.....	MM.	Brune (Alain).
2	—		Santa Cruz (Jean-Pierre).

40 - Landes.

1re	circonscription.....	MM. Duroure (Roger).
2e	—	Pénicaut (Jean-Pierre).
3e	—	Emmanuelli (Henri).

41 - Loir-et-Cher.

1re	circonscription.....	MM. Mortelette (François).
2e	—	Corrèze (Roger).
3e	—	Desanlis (Jean).

42 - Loire.

1re	circonscription.....	MM. Chomat (Paul).
2e	—	Vennin (Bruno).
3e	—	Badet (Jacques).
4e	—	Vial-Massat (Théo).
5e	—	Auroux (Jean).
6e	—	Clément (Pascal).
7e	—	Bayard (Henri).

43 - Loire (Haute-).

1re	circonscription.....	MM. Barrot (Jacques).
2e	—	Proriol (Jean).

44 - Loire-Atlantique.

1re	circonscription.....	MM. Natiez (Jean).
2e	—	Chénard (Alain).
3e	—	Autain (François).
4e	—	Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri).
5e	—	Hunault (Xavier).
6e	—	Evin (Claude).
7e	—	Guichard (Olivier).
8e	—	Richard (Lucien).

45 - Loiret.

1re	circonscription.....	MM. Sueur (Jean-Pierre).
2e	—	Portheault (Jean-Claude).
3e	—	Charié (Jean-Paul).
4e	—	Deniau (Xavier).

46 - Lot.

1re	circonscription.....	MM. Faure (Maurice).
2e	—	Malvy (Martin).

47 - Lot-et-Garonne.

1re	circonscription.....	MM. Laurissergues (Christian).
2	—	Gouzes (Gérard).
3e	—	Garrouste (Marcel).

48 - Lozère.

1re	circonscription.....	MM. Durand (Adrien).
2e	—	Blanc (Jacques).

49 - Maine-et-Loire.

1re	circonscription.....	MM. Narquin (Jean).
2e	—	Foyer (Jean).
3e	—	Alphandery (Edmond).
4e	—	Bégault (Jean).
5e	—	Ligot (Maurice).
6e	—	La Combe (René).

50 - Manche.

1re	circonscription.....	MM. Daillet (Jean-Marie).
2e	—	Bizet (Emile).
3e	—	Baudouin (Henri).
4e	—	Godefroy (Pierre).
5e	—	Darinot (Louis).

51 - Marne.

1re	circonscription.....	MM. Colin (Georges).
2e	—	Falala (Jean).
3e	—	Mme Chepy-Léger (Annette).
4e	—	M. Stasi (Bernard).

52 - Marne (Haute-).

1re	circonscription.....	MM. Fèvre (Charles).
2e	—	Chanfrault (Guy).

53 - Mayenne.

1re	circonscription.....	MM. d'Aubert (François).
2e	—	de Gastines (Henri).
3e	—	Lestas (Roger).

54 - Meurthe-et-Moselle.

1re	circonscription.....	MM. Tondon (Yvon).
2e	—	Durupt (Job).
3e	—	Rossinot (André).
4e	—	Haby (René).
5e	—	Bigeard (Marcel).
6e	—	Mme Goeuriot (Colette).
7e	—	M. Durieux (Jean-Paul).

55 - Meuse.

1re	circonscription.....	MM. Bernard (Jean).
2e	—	Dumont (Jean-Louis).

56 - Morbihan.

1re	circonscription.....	MM. Marcellin (Raymond).
2e	—	Bonnet (Christian).
3e	—	Cavaillé (Jean Charles).
4e	—	Bouvard (Loïc)
5e	—	Le Drian (Jean-Yves).
6e	—	Giovannelli (Jean).

57 - Moselle.

1re	circonscription.....	MM. Laurain (Jean).
2e	—	Masson (Jean-Louis).
3e	—	Drouin (René).
4e	—	Malgras (Robert).
5e	—	Metzinger (Charles).
6e	—	Bladt (Paul).
7e	—	Seitlinger (Jean).
8e	—	Messmer (Pierre).

58 - Nièvre.

1re	circonscription.....	MM. Benoist (Daniel).
2e	—	Huyghues des Etages (Jacques).
3e	—	Bardin (Bernard).

59 - Nord.

1re	circonscription.....	MM. Delfosse (Georges).
2e	—	Mauroy (Pierre).
3e	—	Mme Osselin (Jacqueline).
4e	—	MM. Derosier (Bernard).
5e	—	Notebart (Arthur).
6e	—	Laurent (André).
7e	—	Prouvost (Pierre).
8e	—	Faugaret (Alain).
9e	—	Charles (Serge).
10e	—	Haesebroeck (Gérard).
11e	—	Denvers (Albert).
12e	—	Cornette (Maurice).
13e	—	Sergheraert (Maurice).
14e	—	Roger (Emile).

59 - Nord (*suite*).

15e	—	.....	MM. Hage (Georges).
16e	—	.....	Le Garrec (Jean).
17e	—	.....	Moreau (Paul).
18e	—	.....	Bustin (Georges).
19e	—	.....	Bocquet (Alain).
20e	—	.....	Ansart (Gustave).
21e	—	.....	Dehoux (Marcel).
22e	—	.....	Battist (Umberto).
23e	—	.....	Jarosz (Jean).

60 - Oise.

1re	circonscription	.....	MM. Dassault (Marcel).
2e	—	.....	Florian (Roland).
3e	—	.....	Braine (Jean-Pierre).
4e	—	.....	Anciant (Jean).
5e	—	.....	Vadepied (Guy).

61 - Orne.

1re	circonscription	.....	MM. Goulet (Daniel).
2e	—	.....	Geng (Francis).
3e	—	.....	Lambert (Michel).

62 - Pas-de-Calais.

1re	circonscription	.....	MM. Delehedde (André).
2e	—	.....	Defontaine (Jean-Pierre).
3e	—	.....	Pignion (Lucien).
4e	—	.....	Wilquin (Claude).
5e	—	.....	Lengagne (Guy).
6e	—	.....	Dupilet (Dominique).
7e	—	.....	Barthe (Jean-Jacques).
8e	—	.....	Huguet (Roland).
9e	—	.....	Mellick (Jacques).
10e	—	.....	Wacheux (Marcel).
11e	—	.....	Josephe (Noël).
12e	—	.....	Darras (Henri).
13e	—	.....	Delelis (André).
14e	—	.....	Legrand (Joseph).

63 - Puy-de-Dôme.

1re	circonscription	.....	MM. Pourchon (Maurice).
2e	—	.....	Wolff (Claude).
3e	—	.....	Lavédrine (Jacques).
4e	—	.....	Adevah-Pœuf (Maurice).
5e	—	.....	Vacant (Edmond).

64 - Pyrénées-Atlantiques.

1re	circonscription	.....	MM. Labarrère (André).
2e	—	.....	Prat (Henri).
3e	—	.....	Inchauspé (Michel).
4e	—	.....	Destrade (Jean-Pierre).

65 - Pyrénées (Hautes-).

1re	circonscription	.....	MM. Forgues (Pierre).
2e	—	.....	Abadie (François).

66 - Pyrénées-Orientales.

1re	circonscription	.....	Mme Soum (Renée).
2e	—	.....	M. Tourné (André).

67 - Rhin (Bas-).

1re	circonscription	.....	MM. Koehl (Emile).
2e	—	.....	Oehler (Jean-André).
3e	—	.....	Durr (André).
4e	—	.....	Gengenwin (Germain).
5e	—	.....	Caro (Jean-Marie).
6e	—	.....	Zeller (Adrien).
7e	—	.....	Grussenmeyer (François).
8e	—	.....	Sprauer (Germain).

68 - Rhin (Haut-).

1re	circonscription	.....	MM. Fuchs (Jean-Paul).
2e	—	.....	Haby (Charles).
3e	—	.....	Weisenhorn (Pierre).
4e	—	.....	Bockel (Jean-Marie).
5e	—	.....	Gissinger (Antoine).

69 - Rhône.

1re	circonscription	.....	Mme Patrat (Marie-Thérèse).
2e	—	.....	MM. Collomb (Gérard).
3e	—	.....	Noir (Michel).
4e	—	.....	Barre (Raymond).
5e	—	.....	Cousté (Pierre-Bernard).
6e	—	.....	Hernu (Charles).
7e	—	.....	Rigaud (Jean).
8e	—	.....	Hamel (Emmanuel).
9e	—	.....	Mayoud (Alain).
10e	—	.....	Perrut (Francisque).
11e	—	.....	Mme Sublet (Marie-Josèphe).
12e	—	.....	MM. Bernard (Roland).
13e	—	.....	Poperen (Jean).

70 - Saône (Haute-).

1re	circonscription	.....	MM. Bergelin (Christian).
2e	—	.....	Michel (Jean-Pierre).

71 - Saône-et-Loire.

1re	circonscription	.....	MM. Worms (Jean-Pierre).
2e	—	.....	Duraffour (Paul).
3e	—	.....	Billardon (André).
4e	—	.....	Lotte (André).
5e	—	.....	Joxe (Pierre).

72 - Sarthe.

1re	circonscription	.....	MM. Chasseguet (Gérard).
2e	—	.....	Douyère (Raymond).
3e	—	.....	Chauveau (Guy-Michel).
4e	—	.....	Fillon (François).
5e	—	.....	Gascher (Pierre).

73 - Savoie.

1re	circonscription	.....	MM. Besson (Louis).
2e	—	.....	Barnier (Michel).
3e	—	.....	Cot (Jean-Pierre).

74 - Savoie (Haute-).

1re	circonscription	.....	MM. Brocard (Jean).
2e	—	.....	Sautier (Yves).
3e	—	.....	Birraux (Claude).

75 - Paris.

1re	circonscription	.....	MM. Krieg (Pierre-Charles).
2e	—	.....	Dabezies (Pierre).
3e	—	.....	Tiberi (Jean).
4e	—	.....	Bas (Pierre).
5e	—	.....	Frédéric-Dupont (Edouard).
6e	—	.....	Couve de Murville (Maurice).
7e	—	.....	Kaspereit (Gabriel).
8e	—	.....	Marcus (Claude-Gérard).
9e	—	.....	Sarre (Georges).
10e	—	.....	Mme Toutain (Ghislaine).
11e	—	.....	MM. Pernin (Paul).
12e	—	.....	de Benouville (Pierre).
13e	—	.....	Mme Questiaux (Nicole).
14e	—	.....	MM. Quilès (Paul).
15e	—	.....	Lancien (Yves).
16e	—	.....	Mme Avice (Edwige).
17e	—	.....	M. Marette (Jacques).

75 - Paris (*suite*).

18e — ..... Mme de Hauteclocque (Nicole).
19e — ..... MM. Toubon (Jacques).
20e — ..... Mesmin (Georges).
21e — ..... Gantier (Gilbert).
22e — ..... Pons (Bernard).
23e — ..... de Préaumont (Jean).
24e — ..... Mme Missoffe (Hélène).
25e — ..... MM. Estier (Claude).
26e — ..... Delanoë (Bertrand).
27e — ..... Jospin (Lionel).
28e — ..... Escutia (Manuel).
29e — ..... Billon (Alain).
30e — ..... Charzat (Michel).
31e — ..... Planchou (Jean-Paul).

76 - Seine-Maritime.

1re circonscription..... MM. Beregovoy (Michel).
2e — ..... Fabius (Laurent).
3e — ..... Bourguignon (Pierre).
4e — ..... Bateux (Jean-Claude).
5e — ..... Dhaille (Paul).
6e — ..... Menga (Joseph).
7e — ..... Duroméa (André).
8e — ..... Fossé (Roger).
9e — ..... Beaufils (Jean).
10 — ..... Delatre (Georges).

77 - Seine-et-Marne.

1re circonscription..... MM. Vivien (Alain).
2 — ..... Fourré (Jean-Pierre).
3e — ..... Le Foll (Robert).
4e — ..... Fromion (Marc).
5e — ..... Julia (Didier).

78 - Yvelines.

1re circonscription..... MM. Le Gars (Jean).
2e — ..... Péricard (Michel).
3e — ..... Rocard (Michel).
4e — ..... Lauriol (Marc).
5e — ..... Pinte (Etienne).
6e — ..... Wagner (Robert).
7e — ..... Schreiner (Bernard).
8e — ..... Malandain (Guy).

79 - Sèvres (Deux-).

1re circonscription..... MM. Gaillard (René).
2e — ..... Fouchier (Jacques).
3e — ..... Brochard (Albert).

80 - Somme.

1re circonscription..... MM. Dessein (Jean-Claude).
2 — ..... Fleury (Jacques).
3e — ..... Couillet (Michel).
4e — ..... Becq (Jacques).
5e — ..... Audinot (André).

81 - Tarn.

1re circonscription..... MM. Bernard (Pierre).
2e — ..... Gabarrou (Jean-Pierre).
3e — ..... Pistre (Charles).

82 - Tarn-et-Garonne.

1re circonscription..... MM. Gouze (Hubert).
2e — ..... Baylet (Jean-Michel).

83 - Var.

1re circonscription..... MM. Hautecœur (Alain).
2e — ..... Léotard (François).
3e — ..... Durbec (Guy).
4e — ..... Goux (Christian).

84 - Vaucluse.

1re circonscription..... MM. Taddei (Dominique).
2e — ..... Borel (André).
3e — ..... Gatel (Jean).

85 - Vendée.

1re circonscription..... MM. Mestre (Philippe).
2e — ..... Métais (Pierre).
3e — ..... Mauger (Pierre).
4e — ..... Ansquer (Vincent).

86 - Vienne.

1re circonscription..... M. Santrot (Jacques).
2e — ..... Mme Cresson (Edith).
3e — ..... M. Cartraud (Raoul).

87 - Vienne (Haute-).

1re circonscription..... MM. Rodet (Alain).
2e — ..... Rigout (Marcel).
3e — ..... Mocœur (Marcel).

88 - Vosges.

1re circonscription..... MM. Séguin (Philippe).
2e — ..... Pierret (Christian).
3e — ..... Valroff (Jean).
4e — ..... Beltrame (Serge).

89 - Yonne.

1re circonscription..... MM. Soisson (Jean-Pierre).
2e — ..... Grézard (Léo).
3e — ..... Lassale (Roger).

90 - Territoire de Belfort.

1re circonscription..... MM. Chevènement (Jean-Pierre).
2e — ..... Forni (Raymond).

91 - Essonne.

1re circonscription..... MM. Berson (Michel).
2e — ..... Guyard (Jacques).
3e — ..... Germon (Claude).
4e — ..... Tavernier (Yves).

92 - Hauts-de-Seine.

1re circonscription..... MM. Brunhes (Jacques).
2e — ..... Tranchant (Georges).
3e — ..... Frelaut (Dominique).
4e — ..... Jans (Parfait).
5e — ..... Deprez (Charles).
6e — ..... Mmes d'Harcourt (Florence).
7e — ..... Fraysse Cazalis (Jacqueline).
8e — ..... MM. Baumel (Jacques).
9e — ..... Labbé (Claude).
10e — ..... Gorse (Georges).
11e — ..... Ducoloné (Guy).
12e — ..... Le Baill (Georges).
13e — ..... Bassinet (Philippe).

93 - Seine-Saint-Denis.

1re circonscription..... MM. Bonnemaison (Gilbert).
2e — ..... Zarka (Pierre).
3e — ..... Ralite (Jack).
4e — ..... Nilès (Maurice).
5e — ..... Mme Neiertz (Véronique).
6e — ..... MM. Bartoloné (Claude).
7e — ..... Odru (Louis).
8e — ..... Asensi (François).
9e — ..... Mahéas (Jacques).

94 - Val-de-Marne.

1re	circonscription.....	MM.	Marchais (Georges).
2e	—		Tabanou (Pierre).
3e	—		Gosnat (Georges).
4e	—		Franceschi (Joseph).
5e	—		Cathala (Laurent).
6e	—		Nungesser (Roland).
7e	—		Vivien (Robert-André).
8	—	Mme	Nevoux (Paulette).

95 - Val-d'Oise.

1re	circonscription.....	MM.	Richard (Alain).
2e	—		Le Coadic (Jean-Pierre).
3e	—		Montdargent (Robert).
4e	—	Mme	Lecuir (Marie-France).
5	—	M.	Coffineau (Michel).

II. — DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe.

1re	circonscription.....	MM.	Moutoussamy (Ernest).
2e	—		Jalton (Frédéric).
3e	—		Esdras (Marcel).

Guyane.

Circonscription unique..... M. Castor (Elie).

Martinique.

1re	circonscription.....	MM.	Petit (Camille).
2e	—		Césaire (Aimé).
3e	—		Sablé (Victor).

Réunion.

1re	circonscription.....	MM.	Debré (Michel).
2e	—		Fontaine (Jean).
3e	—		Bertile (Wilfrid).

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Circonscription unique..... M. Pen (Albert).

III. — COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MAYOTTE

Mayotte.

Circonscription unique..... M. Hory (Jean-François).

IV. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Nouvelle-Calédonie et dépendances.

1re	circonscription.....	MM.	Pidjot (Roch).
2e	—		Lafleur (Jacques).

Polynésie française.

1re	circonscription.....	MM.	Juventin (Jean).
2e	—		Flosse (Gaston).

Wallis-et-Futuna.

Circonscription unique..... M. Brial (Benjamin).

II. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE INTERVENUES DEPUIS LE DEBUT DE LA LEGISLATURE JUSQU'AU 31 DECEMBRE 1981

A. — ELECTIONS

1. — ANNULATIONS D'ELECTIONS PAR CIRCONSCRIPTION

Marne (3e circonscription) : annulation de l'élection de Mme Annette CHEPY-LEGER ; **Paris** (2e circonscription) : annulation de l'élection de M. Pierre DABEZIES ; **Paris** (12e circonscription) : annulation de l'élection de M. Pierre DE BENOUVILLE ; **Seine-et-Marne** (4e circonscription) : annulation de l'élection de M. Marc FROMION ; [4 décembre 1981] (p. 4410, 4430). Décisions du Conseil constitutionnel du 3 décembre 1981.

2. — CONTESTATIONS D'ELECTIONS PAR CIRCONSCRIPTION ET DECISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Alpes-Maritimes :

5e *circonscription :* contestation de l'élection de Mme Louise Moreau par MM. Cornut-Gentille et Grinda [7 juillet 1981] (p. 43) ; rejet de la requête [29 septembre 1981] (p. 1370).

6e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Pierre Sauvaigo par MM. Galy et Fremaux [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [1er octobre 1981] (p. 1455).

Bouches-du-Rhône :

1re *circonscription :* contestation de l'élection de M. Hyacinthe Santoni par M. Girard [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [1er octobre 1981] (p. 1456).

2e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Jean-Claude Gaudin par M. Loo [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [29 septembre 1981] (p. 1369).

10e *circonscription :* contestation de l'élection de M. René Rieubon par M. Filliatre [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [15 juillet 1981] (p. 153).

11e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Vincent Porelli par Mme Chabrand-Thoret [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [15 juillet 1981] (p. 153).

Calvados :

3e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Michel d'Ornano par M. Besse [7 juillet 1981] (p. 43) ; rejet de la requête [1er octobre 1981] (p. 1456).

5e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Olivier Stirn par M. Banaias [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [15 juillet 1981] (p. 154).

Charente :

1re *circonscription :* contestation de l'élection de M. Jean-Michel Boucheron par M. Chauffour [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [9 septembre 1981] (p. 879).

Charente-Maritime :

1re *circonscription :* contestation de l'élection de M. Michel Crépeau par M. Allain [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [15 juillet 1981] (p. 151).

5e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Jean de Lipkowski par MM. de Lipkowski et Hattabe [2 juillet 1981] (p. 34) ; désistement des requérants [15 juillet 1981] (p. 151).

Corrèze :

3e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Jacques Chirac par M. Hollande [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [29 septembre 1981] (p. 1369).

Corse-du-Sud :

2e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Jean-Paul de Rocca Serra par M. Luciani [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [6 novembre 1981] (p. 3307).

Haute-Corse :

1re *circonscription :* contestation de l'élection de M. Jean Zuccarelli par M. Giacomi [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [6 novembre 1981] (p. 3305).

Côtes-du-Nord :

5e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Pierre Jagoret par M. Garsmeur [2 juillet 1981] (p. 34) ; et par M. Le Bricquir (requête non enregistrée) ; rejet de la requête [9 septembre 1981] (p. 882).

Dordogne :

3e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Alain Bonnet par M. Lejeune [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [9 septembre 1981] (p. 882).

Drôme :

2e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Henri Michel par M. Jalifier [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [15 juillet 1981] (p. 152).

Eure :

3e *circonscription :* contestation de l'élection de M. François Loncle par M. Froissard [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [15 juillet 1981] (p. 153).

Haute-Garonne :

2e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Gérard Bapt par M. Farre [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [15 juillet 1981] (p. 152).

Hauts-de-Seine :

13e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Philippe Bassinet par M. Meynaud [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [29 septembre 1981] (p. 1369).

Isère :

4e *circonscription :* contestation de l'élection de Mme Gisèle Halimi par M. Villeger [2 juillet 1981] (p. 34) et par Mmes Poujol et Casseville [7 juillet 1981] (p. 43) ; rejet des requêtes [18 septembre 1981] (p. 1225).

Haute-Loire :

2e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Jean Proriol par M. Pegnon [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [12 octobre 1981] (p. 1705).

Loiret :

1re *circonscription :* contestation de l'élection de M. Jean-Pierre Sueur par M. Broquet [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [15 juillet 1981] (p. 150).

Maine-et-Loire :

1re *circonscription :* contestation de l'élection de M. Jean Narquin par M. Zaloum-Bordes [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [9 septembre 1981] (p. 881).

Marne :

3e *circonscription :* contestation de l'élection de Mme Annette Chépy-Léger par M. Lemaitre [7 juillet 1981] (p. 43) ; annulation de l'élection de Mme Annette Chépy-Léger [4 décembre 1981] (p. 4429).

Meurthe-et-Moselle :

3e *circonscription :* contestation de l'élection de M. André Rossinot par M. Groscolas [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [1er octobre 1981] (p. 1455).

Moselle :

6e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Paul Bladt par M. Bousch [7 juillet 1981] (p. 43) ; rejet de la requête [29 septembre 1981] (p. 1370).

Oise :

5e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Guy Vadepied par M. Mancel [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [18 septembre 1981] (p. 1226)

Paris :

1re *circonscription :* contestation de l'élection de M. Pierre-Charles Krieg par MM. Buannic, Benassayag et Sernissi [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [13 novembre 1981] (p. 2680).

2e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Pierre Dabezies par M. Dominati [2 juillet 1981] (p. 34) ; annulation de l'élection de M. Pierre Dabezies [4 décembre 1981] (p. 4428).

9e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Georges Sarre par M. Mirraert [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [9 septembre 1981] (p. 880).

10e *circonscription :* contestation de l'élection de Mme Ghislaine Toutain par M. Taieb [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [9 septembre 1981] (p. 880).

12e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Pierre de Bénouville par MM. Farandjis et Farine [2 juillet 1981] (p. 34) et par M. Tremblay [7 juillet 1981] (p. 43) ; annulation de l'élection de M. Pierre de Bénouville [4 décembre 1981] (p. 4429).

13e *circonscription :* contestation de l'élection de Mme Nicole Questiaux par M. Morel-Maroger [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [9 septembre 1981] (p. 879).

19e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Jacques Toubon par M. Banaias [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [15 juillet 1981] (p. 154).

21e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Gilbert Gantier par M. Le Barbier de Blignières [2 juillet 1981] (p. 34) ; rejet de la requête [9 septembre 1981] (p. 881).

Pyrénées-Atlantiques :

2e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Henri Prat par M. Werbrouck [2 juillet 1981] (p. 35) ; rejet de la requête [15 juillet 1981] (p. 152).

Bas-Rhin :

3e *circonscription :* contestation de l'élection de M. André Durr par M. Bronn [2 juillet 1981] (p. 35) ; rejet de la requête [9 septembre 1981] (p. 882).

Haut-Rhin :

3e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Pierre Weisenhorn par M. et Mme Renhas [2 juillet 1981] (p. 35) ; rejet de la requête [15 juillet 1981] (p. 154).

Savoie :

1re *circonscription :* contestation de l'élection de M. Louis Besson par M. Mareschal de Luciane [2 juillet 1981] (p. 35) ; rejet de la requête [15 juillet 1981] (p. 150).

Seine-Maritime :

8e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Roger Fossé par M. Merle [2 juillet 1981] (p. 35) ; rejet de la requête [4 décembre 1981] (p. 4427).

Seine-et-Marne :

4e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Marc Fromion par M. Peyrefitte [7 juillet 1981] (p. 43) ; annulation de l'élection de M. Marc Fromion [4 décembre 1981] (p. 4430).

Tarn-et-Garonne :

2e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Jean-Michel Baylet par M. Briat et Mme Flament [2 juillet 1981] (p. 35) ; rejet de la requête [13 novembre 1981] (p. 2678).

Val-de-Marne :

2e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Georges Marchais par M. Vermont [2 juillet 1981] (p. 35) ; rejet de la requête [9 septembre 1981] (p. 881).

3e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Georges Gosnat par M. Dumas [2 juillet 1981] (p. 35) ; rejet de la requête [13 novembre 1981] (p. 2679).

Val-d'Oise :

4e *circonscription :* contestation de l'élection de Mme Marie-France Lecuir par M. Petit [7 juillet 1981] (p. 43) ; rejet de la requête [20 novembre 1981] (p. 4131) ;

Guadeloupe :

1re *circonscription :* contestation de l'élection de M. Ernest Moutoussamy par M. Banaias [2 juillet 1981] (p. 35) ; rejet de la requête [15 juillet 1981] (p. 154).

2e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Frédéric Jalton par M. Banaias [2 juillet 1981] (p. 35) ; rejet de la requête [15 juillet 1981] (p. 154).

3e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Marcel Esdras par MM. Banaias et Clery [2 juillet 1981] (p. 35) ; rejet des requêtes [15 juillet 1981] (p. 154), [12 octobre 1981] (p. 1705).

Guyane :

Contestation de l'élection de M. Elie Castor par M. Lenoir [2 juillet 1981] (p. 35) ; rejet de la requête [15 juillet 1981] (p. 151).

Réunion :

2e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Jean Fontaine par M. Vergès [7 juillet 1981] (p. 43) ; rejet de la requête [20 novembre 1981] (p. 4131) ;

Nouvelle-Calédonie et dépendances :

2e *circonscription :* contestation de l'élection de M. Jacques Lafleur par MM. Burck, Fraise, Chivot [2 juillet 1981] (p. 35) ; rejet de la requête [18 septembre 1981] (p. 1224).

Wallis et Futuna :

Contestation de l'élection de M. Benjamin Brial par MM. Tui Basilio et autres [7 juillet 1981] (p. 43) ; rejet de la requête [12 octobre 1981] (p. 1706).

Mayotte :

Contestation de l'élection de M. Jean-François Hory par MM. Maoulidahmed et Gabriel [2 juillet 1981] (p. 35) ; rejet de la requête [18 septembre 1981] (p. 1224).

Requêtes en contestation de l'ensemble des opérations électorales par MM. Chauffour, Coulombeix et Mme Lallia [2 juillet 1981] (p. 35) ; rejet des requêtes [15 juillet 1981] (p. 152, 153).

3. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR ORDRE ALPHABETIQUE

M. François ABADIE, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. Jean DUPRAT.

M. Jean AUROUX, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. Jean-Jacques BENETIERE.

M. François AUTAIN, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. Jacques FLOCH.

Mme Edwige AVICE, nommée membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacée par M. Roger ROUQUETTE.

M. Jacques BENETIERE, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. Jean AUROUX, nommé membre du Gouvernement.

M. Pierre DE BENOUVILLE : élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 3 décembre 1981).

M. Jean-Claude BOIS, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. André DELELIS, nommé membre du Gouvernement.

M. André BRUNET, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. Georges FILLIOUD, nommé membre du Gouvernement.

M. Robert CABÉ, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. Henri EMMANUELLI, nommé membre du Gouvernement.

Mme Denise CACHEUX, devenue député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçante de M. Jean LE GARREC, nommé membre du Gouvernement.

M. André CELLARD, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par Mme Lydie DUPUY.

Mme Colette CHAIGNEAU, devenue député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçante de M. Michel CREPEAU, nommé membre du Gouvernement.

M. André CHANDERNAGOR, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par Mme Nelly COMMERGNAT.

Mme Annette CHEPY-LEGER : élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 3 décembre 1981).

M. Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. Lucien COUQUEBERG.

Mme Nelly COMMERGNAT, devenue député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçante de M. André CHANDERNAGOR, nommé membre du Gouvernement.

M. Jean-Pierre COT, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. Paul PERRIER.

M. Lucien COUQUEBERG, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, nommé membre du Gouvernement.

M. Michel CRÉPEAU, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par Mme Colette CHAIGNEAU.

Mme Edith CRESSON, nommée membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacée par M. Marc VERDON.

M. Pierre DABEZIES. Election annulée (décision du Conseil constitutionnel du 3 décembre 1981).

M. Henri DARRAS, décédé le 2 juillet 1981 ; remplacé par M. Pierre KUCHEIDA.

M. Pierre DASSONVILLE, devenu député le 23 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. Pierre MAUROY, nommé Premier ministre.

M. Gaston DEFFERRE, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. Philippe SANMARCO.

M. André DELELIS, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. Jean-Claude BOIS.

M. Jean DUPRAT, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. François ABADIE, nommé membre du Gouvernement.

Mme Lydie DUPUY, devenue député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçante de M. André CELLARD, nommé membre du Gouvernement.

M. Henri EMMANUELLI, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. Robert CABE.

M. Laurent FABIUS, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. Marc MASSION.

M. Georges FILLIOUD, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. André BRUNET.

M. Jacques FLOCH, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. François AUTAIN, nommé membre du Gouvernement.

Mme Martine FRACHON, devenue député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçante de M. Michel ROCARD, nommé membre du Gouvernement.

M. Joseph FRANCESCHI, nommé membre du Gouvernement le 25 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. René ROUQUET.

M. Marc FROMION. Election annulée (décision du Conseil constitutionnel du 3 décembre 1981).

M. Jean GALLET, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. Georges LEMOINE, nommé membre du Gouvernement.

M. Charles HERNU, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. Jean-Jack QUEYRANNE.

M. Edmond HERVE, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet à minuit. Remplacé par M. Clément THEAUDIN.

Mme Muguette JACQUAINT, devenue député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçante de M. Jack RALITE, nommé membre du Gouvernement.

M. Marcel JOIN, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de Mme Catherine LALUMIERE, nommée membre du Gouvernement.

M. Pierre KUCHEIDA, devenu député le 3 juillet 1981, en remplacement de M. Henri DARRAS, décédé.

M. André LABARRERE, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. Georges LABAZÉE.

M. Georges LABAZÉE, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. André LABARRERE, nommé membre du Gouvernement.

Mme Catherine LALUMIERE, nommée membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacée par M. Marcel JOIN.

M. Jean LAURAIN, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. Nicolas SCHIFFLER.

M. Gilbert LE BRIS, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. Louis LE PENSEC, nommé membre du Gouvernement.

M. Jean LE GARREC, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par Mme Denise CACHEUX.

M. Georges LEMOINE, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. Jean GALLET.

M. Louis LE PENSEC, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. Gilbert LE BRIS.

M. Marc MASSION, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. Laurent FABIUS, nommé membre du Gouvernement.

M. Pierre MAUROY, nommé Premier ministre le 22 juin 1981. Cessation de son mandat le 22 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. Pierre DASSONVILLE.

M. Roland MAZOIN, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. Marcel RIGOUT, nommé membre du Gouvernement.

M. Louis MEXANDEAU, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par Mme Eliane PROVOST.

M. Louis MOULINET, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de Mme Nicole QUESTIAUX, nommée membre du Gouvernement.

M. Paul PERRIER, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. Jean-Pierre COT, nommé membre du Gouvernement.

Mme Eliane PROVOST, devenue député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçante de M. Louis MEXANDEAU, nommé membre du Gouvernement.

Mme Nicole QUESTIAUX, nommée membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacée par M. Louis MOULINET.

M. Jean-Jack QUEYRANNE, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. Charles HERNU, nommé membre du Gouvernement.

M. Jack RALITE, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par Mme Muguette JACQUAINT.

M. Marcel RIGOUT, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. Roland MAZOIN.

M. Michel ROCARD, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par Mme Martine FRACHON.

M. Jacques ROGER-MACHART, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. Alain SAVARY, nommé membre du Gouvernement.

M. René ROUQUET, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. Joseph FRANCESCHI, nommé membre du Gouvernement.

M. Roger ROUQUETTE, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de Mme Edwige AVICE, nommée membre du Gouvernement.

M. Philippe SANMARCO, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. Gaston DEFFERRE, nommé membre du Gouvernement.

M. Alain SAVARY, nommé membre du Gouvernement le 23 juin 1981. Cessation de son mandat le 23 juillet 1981 à minuit. Remplacé par M. Jacques ROGER-MACHART.

M. Nicolas SCHIFFLER, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. Jean LAURAIN, nommé membre du Gouvernement.

M. Clément THÉAUDIN, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de M. Edmond HERVÉ, nommé membre du Gouvernement.

M. Marc VERDON, devenu député le 24 juillet 1981, en qualité de remplaçant de Mme Edith CRESSON, nommée membre du Gouvernement.

4. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR CIRCONSCRIPTION

Bouches-du-Rhône (3e circonscription) : M. DEFFERRE (Gaston) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; M. SANMARCO (Philippe) à partir du 24 juillet 1981.

Calvados (1re circonscription) : M. MEXANDEAU (Louis) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; Mme PROVOST (Eliane) à partir du 24 juillet 1981.

Charente-Maritime (1re circonscription) : M. CRÉPEAU (Michel) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; Mme CHAIGNEAU (Colette), à partir du 24 juillet 1981.

Creuse (2e circonscription) : M. CHANDERNAGOR (André) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; Mme COMMERGNAT (Nelly) à partir du 24 juillet 1981.

Drôme (3e circonscription) : M. FILLIOUD (Georges) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; M. BRUNET (André) à partir du 24 juillet 1981.

Eure-et-Loir (1re circonscription) : M. LEMOINE (Georges) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; M. GALLET (Jean) à partir du 24 juillet 1981.

Finistère (8e circonscription) : M. LE PENSEC (Louis) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; M. LE BRIS (Gilbert) à partir du 24 juillet 1981.

Haute-Garonne (1re circonscription) : M. SAVARY (Alain) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; M. ROGER-MACHART (Jacques) à partir du 24 juillet 1981.

Gers (2e circonscription) : M. CELLARD (André) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; Mme DUPUY (Lydie) à partir du 24 juillet 1981.

Gironde (3e circonscription) : Mme LALUMIERE (Catherine) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommée membre du Gouvernement) ; M. JOIN (Marcel) à partir du 24 juillet 1981.

Ille-et-Vilaine (1re circonscription) : M. HERVE (Edmond) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; M. THEAUDIN (Clément) à partir du 24 juillet 1981.

Landes (3e circonscription) : M. EMMANUELLI (Henri) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; M. CABE (Robert) à partir du 24 juillet 1981.

Loire (5e circonscription) : M. AUROUX (Jean) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; M. BENETIERE (Jean-Jacques) à partir du 24 juillet 1981.

Loire-Atlantique (3e circonscription) : M. AUTAIN (François) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; M. FLOCH (Jacques) à partir du 24 juillet 1981.

Marne (1re circonscription) : Mme CHEPY-LÉGER (Annette) ; élection annulée le 3 décembre 1981.

Moselle (1re circonscription) : M. LAURAIN (Jean) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; M. SCHIFFLER (Nicolas) à partir du 24 juillet 1981.

Nord (2e circonscription) : M. MAUROY (Pierre) jusqu'au 22 juillet 1981 (nommé Premier ministre) ; M. DASSONVILLE (Pierre) à partir du 23 juillet 1981. — (16e circonscription) : M. LE GARREC (Jean) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; Mme CACHEUX (Denise) à partir du 24 juillet 1981.

Pas-de-Calais (12e circonscription) : M. DARRAS (Henri) décédé le 2 juillet 1981 ; M. KUCHEIDA (Jean-Pierre) à partir du 3 juillet 1981. — (13e circonscription) : M. DELELIS (André) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; M. BOIS (Jean-Claude) à partir du 24 juillet 1981.

Pyrénées-Atlantiques (1re circonscription) : M. LABARRERE (André) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; M. LABAZÉE (Georges) à partir du 24 juillet 1981.

Hautes-Pyrénées (2e circonscription) : M. ABADIE (François) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; M. DUPRAT (Jean) à partir du 24 juillet 1981.

Rhône (6e circonscription) : M. HERNU (Charles) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; M. QUEYRANNE (Jean-Jack) à partir du 24 juillet 1981.

Savoie (3e circonscription) : M. COT (Jean-Pierre) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; M. PERRIER (Paul) à partir du 24 juillet 1981.

Paris (2e circonscription) : M. DABEZIES (Pierre) ; (12e circonscription) : M. DE BENOUVILLE (Pierre) ; élections annulées le 3 décembre 1981. — (13e circonscription) : Mme QUESTIAUX (Nicole) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommée membre du Gouvernement) ; M. MOULINET (Louis) à partir du 24 juillet 1981. — (16e circonscription) : Mme AVICE (Edwige) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommée membre du Gouvernement) ; M. ROUQUETTE (Roger) à partir du 24 juillet 1981.

Seine-Maritime (2e circonscription) : M. FABIUS (Laurent) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; M. MASSION (Marc) à partir du 24 juillet 1981.

Seine-et-Marne (4e circonscription) : M. FROMION (Marc) ; élection annulée le 3 décembre 1981.

Yvelines (3e circonscription) : M. ROCARD (Michel) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; Mme FRACHON (Martine) à partir du 24 juillet 1981.

Vienne (2e circonscription) : Mme CRESSON (Edith) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommée membre du Gouvernement) ; M. VERDON (Marc) à partir du 24 juillet 1981.

Haute-Vienne (2e circonscription) : M. RIGOUT (Marcel) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; M. MAZOIN (Roland) à partir du 24 juillet 1981.

Territoire de Belfort (1re circonscription) : M. CHEVENEMENT (Jean-Pierre) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; M. COUQUEBERG (Lucien) à partir du 24 juillet 1981.

Seine-Saint-Denis (3e circonscription) : M. RALITE (Jack) jusqu'au 23 juillet 1981 (nommé membre du Gouvernement) ; Mme JACQUAINT (Muguette) à partir du 24 juillet 1981.

Val-de-Marne (4e circonscription) : M. FRANCESCHI (Joseph) jusqu'au 23 juillet 1981 ; M. ROUQUET (René) à partir du 24 juillet 1981.

B. — DEPUTES NOMMES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

DEUXIEME GOUVERNEMENT DE M. PIERRE MAUROY

1. — *Nommé Premier ministre :* M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779). Cessation de son mandat de député le 22 juillet 1981 [*J. O.* du 24 juillet 1981] (p. 2054).

2. — *Nommés ministres :* Mme Edwige AVICE, MM. Jean AUROUX, André CHANDERNAGOR, Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, Jean-Pierre COT, Michel CRÉPEAU, Mme Edith CRESSON, MM. Gaston DEFFERRE, André DELELIS, Laurent FABIUS, Georges FILLIOUD, Charles HERNU, Edmond HERVÉ, André LABARRERE, Mme Catherine LALUMIERE, MM. Jean LAURAIN, Louis LE PENSEC, Louis MEXANDEAU, Mme Nicole QUESTIAUX, MM. Jack RALITE, Michel ROCARD, Marcel RIGOUT, Alain SAVARY. Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786). Cessation de leur mandat de député le 23 juillet 1981 [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2064).

3. — *Nommés secrétaires d'Etat :* MM. François ABADIE, François AUTAIN, André CELLARD, Henri EMMANUELLI, Joseph FRANCESCHI, Jean LE GARREC, Georges LEMOINE. Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1787). Cessation de leur mandat de député le 23 juillet 1981 [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2064).

C. — DEPUTE DECEDE

M. Henri DARRAS (Pas-de-Calais, 12e circonscription) décédé le 2 juillet 1981 [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1860).

III. — GROUPES POLITIQUES

I. — Groupe socialiste.

Font partie de ce groupe (265 membres) [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863). — Président : M. Joxe (Pierre). — MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Alaize (Jean-Marie), Anciant (Jean), Aumont (Robert), Auroux (Jean), Autain (François), Mme Avice (Edwige), MM. Badet (Jacques), Balligand (Jean-Pierre), Bally (Georges), Bapt (Gérard), Bardin (Bernard), Bartolone (Claude), Bassinet (Philippe), Bateux (Jean-Claude), Battist (Umberto), Bayou (Raoul), Beaufils (Jean), Beaufort (Jean), Bêche (Guy), Becq (Jacques), Beix (Roland), Bellon (André), Belorgey (Jean-Michel), Beltrame (Serge), Benedetti (Georges), Benoist (Daniel), Beregovoy (Michel), Bernard (Jean), Bernard (Pierre), Bernard (Roland), Berson (Michel), Bertile (Wilfrid), Besson (Louis), Billardon (André), Billon (Alain), Blad (Paul), Bockel (Jean-Marie), Bonnemaison (Gilbert), Bonrepaux (Augustin), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bourguignon (Pierre), Braine (Jean-Pierre), Briand (Maurice), Brune (Alain), Cambolive (Jacques), Carraz (Roland), Cartelet (Michel), Cartraud (Raoul), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), de Caumont (Robert), Cellard (André), Chandernagor (André), Chanfrault (Guy), Chapuis (Robert), Charpentier (Gilles), Charzat (Michel), Chaubard (Albert), Chauveau (Guy-Michel), Chénard (Alain), Mme Chepy-Léger (Annette), MM. Chevallier (Daniel), Chevènement (Jean-Pierre), Chouat (Didier), Coffineau (Michel), Colin (Georges), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Cot (Jean-Pierre), Mme Cresson (Edith), MM. Darinot (Louis), Defferre (Gaston), Dehoux (Marcel), Delanoë (Bertrand), Delehedde (André), Delelis (André), Delisle (Henry), Denvers (Albert), Derosier (Bernard), Deschaux-Beaume (Freddy), Desgranges (Jean-Paul), Dessein (Jean-Claude), Destrade (Jean-Pierre), Dhaille (Paul), Dollo (Yves), Douyère (Raymond), Drouin (René), Dubedout (Hubert), Dumas (Roland), Dumont (Jean-Louis), Dupilet (Dominique), Durbec (Guy), Durieux (Jean-Paul), Duroux (Roger), Durupt (Job), Emmanuelli (Henri), Escutia (Manuel), Estier (Claude), Evin (Claude), Fabius (Laurent), Faugaret (Alain), Mme Fievet (Berthe), MM. Fillioud (Georges), Fleury (Jacques), Florian (Roland), Forgues (Pierre), Forni (Raymond), Fourré (Jean-Pierre), Franceschi (Joseph), Frêche (Georges), Fromion (Marc), Gabarrou (Jean-Pierre), Gaillard (René), Gallo (Max), Garmendia (Pierre), Garrouste (Marcel), Mme Gaspard (Françoise), MM. Gatel (Jean), Germon (Claude), Gourmelon (Joseph), Goux (Christian), Gouze (Hubert), Gouzes (Gérard), Grézard (Léo), Guidoni (Pierre), Guyard (Jacques), Haesebroeck (Gérard), Hautecœur (Alain), Haye (Kléber), Hernu (Charles), Hervé (Edmond), Houteer (Gérard), Huguet (Roland), Huyghues des Etages (Jacques), Ibanès (Jean), Istace (Gérard), Mme Jacq (Marie), MM. Jagoret (Pierre), Jalton (Frédéric), Josephe (Noël), Jospin (Lionel), Josselin (Charles), Journet (Alain), Joxe (Pierre), Labarrère (André), Laborde (Jean), Lacombe (Jean), Lagorce (Pierre), Laignel (André), Mme Lalumière (Catherine), MM. Lambert (Michel), Lareng (Louis), Lassale (Roger), Laurain (Jean), Laurent (André), Laurissergues (Christian), Lavédrine (Jacques), Le Baill (Georges), Le Coadic (Jean-Pierre), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Drian (Jean-Yves), Le Foll (Robert), Lefranc (Bernard), Le Garrec (Jean), Le Gars (Jean), Lejeune (André), Lemoine (Georges), Lengagne (Guy), Leonetti (Jean-Jacques), Le Pensec (Louis), Lotte (André), Madrelle (Bernard), Mahéas (Jacques), Malandain (Guy), Malgras (Robert), Malvy (Martin), Marchand (Philippe), Mas (Roger), Masse (Marius), Mauroy (Pierre), Mellick (Jacques), Menga (Joseph), Mermaz (Louis), Metais (Pierre), Metzinger (Charles), Mexandeau (Louis), Michel (Claude), Michel (Henri), Michel (Jean-Pierre), Mitterrand (Gilbert), Mocœur (Marcel), Mme Mora (Christiane), MM. Moreau (Paul), Mortelette (François), Natiez (Jean), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Notebart (Arthur), Nucci (Christian), Oehler (Jean-André), Olmeta (René), Ortet (Pierre), Mmes Osselin (Jacqueline), Patrat (Marie-Thérèse), MM. Pénicaut (Jean-Pierre), Pesce (Rodolphe), Peuzlat (Jean), Philibert (Louis), Pierret (Christian), Pignion (Lucien), Pinard (Joseph), Pistre (Charles), Planchou (Jean-Paul), Poignant (Bernard), Poperen (Jean), Portheault (Jean-Claude), Pourchon (Maurice), Prat (Henri), Prouvost (Pierre), Proveux (Jean), Mme Questiaux (Nicole), MM. Quilès (Paul), Ravassard (Noël), Raymond (Alex), Renault (Amédée), Richard (Alain), Robin (Louis), Rocard (Michel), Rodet (Alain), Rousseau (Jean), Sainte-Marie (Michel), Santa Cruz (Jean-Pierre), Santrot (Jacques), Sapin (Michel), Sarre (Georges), Savary (Alain), Schreiner (Bernard), Sénès (Gilbert), Mme Sicard (Odile), M. Souchon (René), Mmes Soum (Renée), Sublet (Marie-Josèphe), MM. Suchod (Michel), Sueur (Jean-Pierre), Tabanou (Pierre), Taddei (Dominique), Tavernier (Yves), Testu (Jean-Michel), Tinseau (Luc), Tondon (Yvon), Mme Toutain (Ghislaine), MM. Vacant (Edmond), Vadepied (Guy), Valroff (Jean), Vennin (Bruno), Vidal (Joseph), Villette (Bernard), Vivien (Alain), Vouillot (Hervé), Wacheux (Marcel), Wilquin (Claude), Worms (Jean-Pierre).

S'inscrivent à ce groupe [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993) : M. Kucheida (Jean-Pierre) ; [*J. O.* du 24 juillet 1981] (p. 2054) : M. Dassonville (Pierre) ; [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085) : MM. Benetière (Jean-Jacques), Brunet (André), Cabé (Robert), Mmes Cacheux (Denise), Commergnat (Nelly), M. Couqueberg (Lucien), Mme Dupuy (Lydie), M. Floch (Jacques), Mme Frachon (Martine), MM. Gallet (Jean), Join (Marcel), Labazée (Georges), Le Bris (Gilbert), Massion (Marc), Moulinet (Louis), Perrier (Paul), Queyranne (Jean-Jack), Roger-Machart (Jacques), Rouquet (René), Rouquette (Roger), Sanmarco (Philippe), Schiffler (Nicolas), Théaudin (Clément), Verdon (Marc) ; [*J. O.* du 30 juillet 1981] (p. 2092) : M. Dassonville (Pierre) ; [*J. O.* du 31 juillet 1981] (p. 2101) : Mme Provost (Eliane) ; [*J. O.* du 1er août 1981] (p. 2133) : M. Bois (Jean-Claude) ; [*J. O.* du 5 novembre 1981] (p. 3021) : M. Patriat (François) ; [*J. O.* du 19 novembre 1981] (p. 3152) : M. Massot (François) ; [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464) : M. Loncle (François).

Cessent d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 24 juillet 1981] (p. 2054) : M. Mauroy (Pierre) ; [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065) : MM. Auroux (Jean), Autain (François), Mme Avice (Edwige), MM. Cellard (André), Chandernagor (André), Chevènement (Jean-Pierre), Cot (Jean-Pierre), Mme Cresson (Edith), MM. Defferre (Gaston), Delelis (André), Emmanuelli (Henri), Fabius (Laurent), Fillioud (Georges), Franceschi (Joseph), Hernu (Charles), Hervé (Edmond), Labarrère (André), Mme Lalumière (Catherine), MM. Laurain (Jean), Le Garrec (Jean), Lemoine (Georges), Le Pensec (Louis), Mexandeau (Louis), Mme Questiaux (Nicole), MM. Rocard (Michel), Savary (Alain) ; [*J. O.* du 5 décembre 1981] (p. 3329) : Mme Chépy-Léger (Annette), M. Fromion (Marc).

Apparentés aux termes de l'article 19 *du règlement* (20 membres) [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864) : MM. Abadie (François), Alfonsi (Nicolas), Baylet (Jean-Michel), Bonnet (Alain), Castor (Elie), Césaire (Aimé), Crépeau (Michel), Dabezies (Pierre), Defontaine (Jean-Pierre), Duraffour (Paul), Faure (Maurice), Mme Halimi (Gisèle), MM. Julien (Raymond), Loncle (François), Luisi (Jean-Paul), Massot (François), Pen (Albert), Pidjot (Roch), Rigal (Jean), Zuccarelli (Jean).

S'apparentent au groupe socialiste : [*J. O.* du 31 juillet 1981] (p. 2101) : Mme Chaigneau (Colette) ; [*J. O.* du 2 août 1981] (p. 2121) : M. Duprat (Jean).

Cessent d'être apparentés [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065) : MM. Abadie (François), Crépeau (Michel) ; [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3152) : M. Massot (François) ; [*J. O.* du 5 décembre 1981] (p. 3329) : M. Dabezies (Pierre) ; [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464) : M. Loncle (François).

II. — Groupe du rassemblement pour la République.

Font partie de ce groupe (79 membres) [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864). — Président : M. Labbé (Claude). — MM. Ansquer (Vincent), Aubert (Emmanuel), Barnier (Michel), Bas (Pierre), Baumel (Jacques), Bergelin (Christian), Brial (Benjamin), Cavaillé (Jean-Charles), Chaban-Delmas (Jacques), Charié (Jean-Paul),

Charles (Serge), Chasseguet (Gérard), Chirac (Jacques), Cointat (Michel), Cornette (Maurice), Corrèze (Roger), Cousté (Pierre-Bernard), Couve de Murville (Maurice), Debré (Michel), Delatre (Georges), Durr (André), Falala (Jean), Fillon (François), Flosse (Gaston), Fossé (Roger), Foyer (Jean), Galley (Robert), Gascher (Pierre), Gastines (Henri de), Gissinger (Antoine), Goasduff (Jean-Louis), Godfrain (Jacques), Gorse (Georges), Goulet (Daniel), Grussenmeyer (François), Guichard (Olivier), Haby (Charles), Hamelin (Jean), Mme Hauteclocque (Nicole de), MM. Inchauspé (Michel), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Krieg (Pierre-Charles), Labbé (Claude), La Combe (René), Lafleur (Jacques), Lancien (Yves), Lauriol (Marc), Lipkowski (Jean de), Marcus (Claude-Gérard), Marette (Jacques), Masson (Jean-Louis), Mauger (Pierre) Messmer (Pierre), Miossec (Charles), Mme Missoffe (Hélène), MM. Narquin (Jean), Noir (Michel), Nungesser (Roland), Perbet (Régis), Péricard (Michel), Petit (Camille), Pinte (Etienne), Pons (Bernard), Préaumont (Jean de), Raynal (Pierre), Rocca Serra (Jean-Paul de), Santoni (Hyacinthe), Sauvaigo (Pierre), Séguin (Philippe), Sprauer (Germain), Tiberi (Jean), Toubon (Jacques), Tranchant (Georges), Valleix (Jean), Vivien (Robert-André), Vuillaume (Roland), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

Cessent d'appartenir à ce groupe [J. O. du 25 juillet 1981] (p. 2065) : M. Cousté (Pierre-Bernard) ; [J. O. du 12 septembre 1981] (p. 2450) : Mme Missoffe (Hélène).

Apparentés aux termes de l'article 19 *du règlement* (9 membres) [J. O. du 3 juillet 1981] (p. 1864) : MM. Benouville (Pierre de), Bizet (Emile), Dassault (Marcel), Deniau (Xavier), Frédéric-Dupont (Edouard), Godefroy (Pierre), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Médecin (Jacques), Richard (Lucien).

S'apparentent à ce groupe [J. O. du 25 juillet 1981] (p. 2065) : M. Cousté (Pierre-Bernard) ; [J. O. du 12 septembre 1981] (p. 2450) : Mme Missoffe (Hélène).

Cesse d'être apparenté [J. O. du 5 décembre 1981] (p. 3329) : M. de Bénouville (Pierre).

III. — **Groupe Union pour la démocratie française.**

Font partie de ce groupe (51 membres) [J. O. du 3 juillet 1981] (p.1864). — Président : M. Gaudin (Jean-Claude). — MM. Alphandery (Edmond), Aubert (François d'), Barrot (Jacques), Baudouin (Henri), Bayard (Henri), Bégault (Jean), Birraux (Claude), Blanc (Jacques), Bonnet (Christian), Bouvard (Loïc), Briane (Jean), Brocard (Jean), Caro (Jean-Marie), Clément (Pascal), Daillet (Jean-Marie), Delfosse (Georges), Deprez (Charles), Desanlis (Jean), Dousset (Maurice), Durand (Adrien), Fèvre (Charles), Fuchs (Jean-Paul), Gantier (Gilbert), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Haby (René), Hamel (Emmanuel), Koehl (Emile), Léotard (François), Lestas (Roger), Madelin (Alain), Marcellin (Raymond), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Mayoud (Alain), Méhaignerie (Pierre), Mesmin (Georges), Mestre (Philippe), Micaux (Pierre), Millon (Charles), Mme Moreau (Louise), MM. Ornano (Michel d'), Perrut (Francisque), Proriol (Jean), Rossinot (André), Sautier (Yves), Seitlinger (Jean), Soisson (Jean-Pierre), Stasi (Bernard), Stirn (Olivier), Wolff (Claude).

Apparentés aux termes de l'article 19 *du règlement* (11 membres) [J. O. du 3 juillet 1981] (p. 1864) : MM. Barre (Raymond), Bigeard (Marcel), Brochard (Albert), Esdras (Marcel), Fouchier (Jacques), Harcourt (François d'), Ligot (Maurice), Mathieu (Gilbert), Pernin (Paul), Rigaud (Jean), Sablé (Victor).

IV. — **Groupe communiste.**

Font partie de ce groupe (43 membres) [J. O. du 3 juillet 1981] (p. 1864). — Président : M. Lajoinie (André). — MM. Ansart (Gustave), Asensi (François), Balmigère (Paul), Barthe (Jean-Jacques), Bocquet (Alain), Brunhes (Jacques), Bustin (Georges), Chomat (Paul), Combasteil (Jean), Couillet (Michel), Ducoloné (Guy), Duroméa (André), Dutard (Lucien), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Frelaut (D o m i n i q u e), Garcin (Edmond), Mme Goeuriot (Colette), MM. Gosnat (Georges), Hage (Georges), Hermier (Guy), Mme Horvath (Adrienne), MM. Jans (Parfait), Jarosz (Jean), Jourdan (Emile), Lajoinie (André), Legrand (Joseph), Le Meur (Daniel), Maisonnat (Louis), Marchais (Georges), Montdargent (Robert), Nilès (Maurice), Odru (Louis), Porelli (Vincent), Ralite (Jack), Renard (Roland), Rieubon (René), Rigout (Marcel), Rimbault (Jacques), Roger (Emile), Soury (André), Tourné (André), Vial-Massat (Théo), Zarka (Pierre).

Deviennent membres de ce groupe [J. O. du 28 juillet 1981] (p. 2075) : Mme Jacquaint (Muguette), M. Mazoin (Roland).

Cessent d'appartenir à ce groupe [J. O. du 25 juillet 1981] (p. 2065) : MM. Ralite (Jack), Rigout (Marcel).

Apparenté aux termes de l'article 19 *du règlement* (1 membre) [J. O. du 3 juillet 1981] (p. 1864) : M. Moutoussamy (Ernest).

V. — **Liste des députés n'appartenant à aucun groupe** (11)

[J. O. du 3 juillet 1981] (p. 1864) : MM. Audinot (André), Branger (Jean-Guy), Fontaine (Jean), Giovannelli (Jean), Hory (Jean-François), Hunault (Xavier), Kucheida (Jean-Pierre), Patriat (François), Royer (Jean), Sergheraèrt (Maurice), Zeller (Adrien).

Deviennent députés non inscrits [J. O. du 9 juillet 1981] (p. 1926) : M. Juventin (Jean) ; [J. O. du 24 juillet 1981] (p. 2054) : M. Dassonville (Pierre) ; [J. O. du 25 juillet 1981] (p. 2065) : MM. Benetière (Jean-Jacques), Bois (Jean-Claude), Brunet (André), Cabé (Robert), Mmes Cacheux (Denise), Chaigneau (Colette), Commergnat (Nelly), MM. Couqueberg (Lucien), Duprat (Jean), Mme Dupuy (Lydie), M. Floch (Jacques), Mme Frachon (Martine), M. Gallet (Jean), Mme Jacquaint (Muguette), MM. Join (Marcel), Labazée (Georges), Le Bris (Gilbert), Massion (Marc), Mazoin (Roland), Moulinet (Louis), Perrier (Paul), Mme Provost (Eliane), MM. Queyranne (Jean-Jack), Roger-Machart (Jacques), Rouquet (René), Rouquette (Roger), Sanmarco (Philippe), Schiffler (Nicolas), Théaudin (Clément), Verdon (Marc).

Cessent d'être députés non inscrits [J. O. du 28 juillet 1981] (p. 2075) : Mme Jacquaint (Muguette), M. Mazoin (Roland) ; [J. O. du 29 juillet 1981] (p. 2085) : MM. Benetière (Jean-Jacques), Brunet (André), Cabé (Robert), Mmes Cacheux (Denise), Commergnat (Nelly), M. Couqueberg (Lucien), Mme Dupuy (Lydie), M. Floch (Jacques), Mme Frachon (Martine), MM. Gallet (Jean), Join (Marcel), Labazée (Georges), Le Bris (Gilbert), Massion (Marc), Moulinet (Louis), Perrier (Paul), Queyranne (Jean-Jack), Roger-Machart (Jacques), Rouquet (René), Rouquette (Roger), Sanmarco (Philippe), Schiffler (Nicolas), Théaudin (Clément), Verdon (Marc) ; [J. O. du 30 juillet 1981] (p. 2092) : M. Dassonville (Pierre) ; [J. O. du 31 juillet 1981] (p. 2101) : Mmes Chaigneau (Colette), Provost (Eliane) ; [J. O. du 1er août 1981] (p. 2113) : M. Bois (Jean-Claude) ; [J. O. du 2 août 1981] (p. 2121) : M. Duprat (Jean) : [J. O. du 5 novembre 1981] (p. 3021) : M. Patriat (François).

VI. — **Déclarations politiques** [J. O. du 3 juillet 1981] (p. 1861).

IV. — BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. — Bureau d'âge [2 juillet 1981] (p. 21) :

Président : M. Dassault (Marcel).

Secrétaires : M. Fillon (François), Mme Chépy-Léger (Annette), MM. Charié (Jean-Paul), Sapin (Michel), Le Coadic (Jean-Pierre), Bartolone (Claude).

2. — Bureau de l'Assemblée nationale :

Scrutin pour l'élection du président de l'Assemblée nationale [2 juillet 1981] (p. 23) : est élu M. Mermaz (Louis).

Nomination des six vice-présidents [3 juillet 1981] (p. 38) : MM. Nucci (Christian), Séguin (Philippe), Stasi (Bernard), Ducoloné (Guy), Mme Jacq (Marie), M. Guidoni (Pierre).

Nomination des trois questeurs [3 juillet 1981] (p. 38) : MM. Bayou (Raoul), Laurissergues (Christian), Corrèze (Roger).

Nomination des douze secrétaires [3 juillet 1981] (p. 38) : MM. Baudouin (Henri), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Brunhes (Jacques), Mme Chépy-Léger (Annette), MM. Gissinger (Antoine), Goulet (Daniel), Hage (Georges), Laborde (Jean), Mahéas (Jacques), Malvy (Martin), Proriol (Jean), Mme Soum (Renée).

Modifications intervenues depuis le 2 juillet 1981 :

Vice-présidents [11 décembre 1981] (p. 4703) : démission de M. Nucci (Christian) ; [15 décembre 1981] (p. 4937) : remplacé par M. Malvy (Martin).

Secrétaires [3 décembre 1981] : Mme Chépy-Léger n'est plus secrétaire en raison de l'annulation de son élection par le Conseil constitutionnel ; [15 décembre 1981] (p. 4937) : M. Malvy (Martin) devient vice-président.

V. — COMMISSIONS PERMANENTES

1. — Commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Membres [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876) : MM. Alaize (Jean-Marie), Ansquer (Vincent), Badet (Jacques), Bally (Georges), Bardin (Bernard), Barrot (Jacques), Bartoloné (Claude), Bas (Pierre), Bateux (Jean-Claude), Battist (Umberto), Bayard (Henri), Baylet (Jean-Michel), Beaufort (Jean), Becq (Jacques), Belorgey (Jean-Michel), Benedetti (Georges), Bernard (Pierre), Besson (Louis), Billon (Alain), Blanc (Jacques), Bocquet (Alain), Bonrepaux (Augustin), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Briane (Jean), Brunhes (Jacques), Bustin (Georges), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Chaban-Delmas (Jacques), Chanfrault (Guy), Chevallier (Daniel), Chevènement (Jean-Pierre), Chirac (Jacques), Chouat (Didier), Coffineau (Michel), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Cousté (Pierre-Bernard), Crépeau (Michel), Defontaine (Jean-Pierre), Dehoux (Marcel), Delehedde (André), Delfosse (Georges), Derosier (Bernard), Dollo (Yves), Dumas (Roland), Durr (André), Durupt (Job), Evin (Claude), Falala (Jean), Fillioud (Georges), Mme Frayssé-Cazalis (Jacqueline), MM. Fuchs (Jean-Paul), Garrouste (Marcel), Gascher (Pierre), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Giovannelli (Jean), Gissinger (Antoine), Godefroy (Pierre), Grézard (Léo), Guyard (Jacques), Haby (Charles), Haby (René), Haesebroeck (Gérard), Hage (Georges), Hermier (Guy), Mme Jacq (Marie), MM. Josèphe (Noël), Julia (Didier), Koehl (Emile), Laborde (Jean), Lareng (Louis), Laurent (André), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Foll (Robert), Le Garrec (Jean), Le Gars (Jean), Legrand (Joseph), Léonetti (Jean-Jacques), Loncle (François), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Metzinger (Charles), Mexandeau (Louis), Miossec (Charles), Mme Missoffe (Hélène), MM. Narquin (Jean), Nungesser (Roland), Oehler (Jean-André), Olmeta (René), Ortet (Pierre), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Pénicaut (Jean-Pierre), Péricard (Michel), Perrut (Francisque), Pesce (Rodolphe), Petit (Camille), Pignion (Lucien), Pinard (Joseph), Pinte (Etienne), Pons (Bernard), Proriol (Jean), Proveux (Jean), Mme Questiaux (Nicole), MM. Ralite (Jack), Renard (Roland), Sainte-Marie (Michel), Santoni (Hyacinthe), Santrot (Jacques), Sautier (Yves), Schreiner (Bernard), Mme Sublet (Marie-Josèphe), MM. Sueur (Jean-Pierre), Testu (Jean-Michel), Tourné (André), Mme Toutain (Ghislaine), MM. Vennin (Bruno), Villette (Bernard), Zarka (Pierre).

Bureau [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903) : président : M. Evin (Claude) ; vice-présidents : MM. Brunhes (Jacques), Delehedde (André), Derosier (Bernard), Mme Lecuir (Marie-France) ; secrétaires : MM. Hage (Georges), Pesce (Rodolphe), Renard (Roland), Santrot (Jacques).

Deviennent membres de cette commission [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1994) : M. Marchais (Georges) ; [*J. O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046) : M. Brial (Benjamin) ; [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085) : Mme Jacquaint (Muguette) ; [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429) : M. Couqueberg (Lucien), Mme Frachon (Martine), MM. Moulinet (Louis), Schiffler (Nicolas), Théaudin (Clément) ; [*J. O.* du 15 septembre 1981] (p. 2468) : M. Césaire (Aimé).

Cessent d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1994) : M. Bustin (Georges) ; [*J. O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046) : M. Julia (Didier).

2. — Commission des affaires étrangères.

Membres [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877) : MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Asensi (François), Audinot (André), Barre (Raymond), Barthe (Jean-Jacques), Baumel (Jacques), Bellon (André), Beregovoy (Michel), Bernard (Roland), Bertile (Wilfrid), Bonnet (Christian), Castor (Elie), Cellard (André), Chandernagor (André), Cot (Jean-Pierre), Couve de Murville (Maurice), Defferre (Gaston), Deniau (Xavier), Dhaille (Paul), Dubedout (Hubert), Duraffour (Paul), Emmanuelli (Henri), Escutia (Manuel), Estier (Claude), Faugaret (Alain), Faure (Maurice), Fourré (Jean-Pierre), Frédéric-Dupont (Edouard), Gallo (Max), Gorse (Georges), Guidoni (Pierre), Harcourt (François d'), Mme Hauteclocque (Nicole de), MM. Hory (Jean-François), Jagoret (Pierre), Jospin (Lionel), Joxe (Pierre), Julien (Raymond), Kaspereit (Gabriel), Lagorce (Pierre), Léotard (François), Lipkowski (Jean de), Madelin (Alain), Mahéas (Jacques), Marcus (Claude-Gérard), Médecin (Jacques), Mellick (Jacques), Mermaz (Louis), Montdargent (Robert), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Notebard (Arthur), Odru (Louis), Pernin (Paul), Poignant (Bernard), Raynal (Pierre), Rousseau (Jean), Seitlinger (Jean), Stirn (Olivier), Vadepied (Guy), Vial-Massat (Théo), Zeller (Adrien).

Bureau [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904) : président : M. Faure (Maurice) ; vice-présidents : MM. Estier (Claude), Guidoni (Pierre), Montdargent (Robert) ; secrétaires : MM. Bellon (André), Julien (Raymond), Poignant (Bernard).

Deviennent membres de cette commission [*J. O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046) : M. Julia (Didier) ; [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429) : MM. Brunet (André), Mmes Chaigneau (Colette), Dupuy (Lydie), MM. Perrier (Paul), San Marco (Philippe).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046) : Mme Hauteclocque (Nicole de).

3. — Commission de la défense nationale et des forces armées.

Membres [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877) : MM. Abadie (François), Aumont (Robert), Auroux (Jean), Mme Avice (Edwige), MM. Baudouin (Henri), Beaufils (Jean), Benouville (Pierre de), Bigeard (Marcel), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bouvard (Loïc), Branger (Jean-Guy), Brial (Benjamin), Brocard (Jean), Césaire (Aimé), Chauveau (Guy-Michel), Combasteil (Jean), Corrèze (Roger), Dabezies (Pierre), Daillet (Jean-Marie), Darinot (Louis), Delatre (Georges), Delelis (André), Deprez (Charles), Dessein (Jean-Claude), Durbec (Guy), Dutard (Lucien), Fillon (François), Frêche (Georges), Garmendia (Pierre), Gatel (Jean), Goulet (Daniel), Gourmelon (Joseph), Gouze (Hubert), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Hernu (Charles), Hervé (Edmond), Hunault (Xavier), Huyghues des Etages (Jacques), Istace (Gérard), Jourdan (Emile), Labarrère (André), Lafleur (Jacques), Lancien (Yves), Lavédrine (Jacques), Le Coadic (Jean-Pierre), Lefranc (Bernard), Lemoine (Georges), Le Pensec (Louis), Luisi (Jean-Paul), Madrelle (Bernard), Mauger (Pierre), Mesmin (Georges), Nilès (Maurice), Mme Patrat (Marie-Thérèse), MM. Philibert (Louis), Richard (Lucien), Rimbault (Jacques), Robin (Louis), Tinseau (Luc), Vacant (Edmond).

Bureau [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904) : président : M. Darinot (Louis) ; vice-présidents : Aumont (Robert), Combasteil (Jean), Huyghues des Etages (Jacques) ; secrétaires : Gatel (Jean), Madrelle (Bernard), Mme Patrat (Marie-Thérèse).

Deviennent membres de cette commission [*J. O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046) : Mme Hauteclocque (Nicole de) ; [*J. O.* du 31 juillet 1981] (p. 2101) : M. Juventin (Jean) ; [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429) : MM. Bois (Jean-Claude), Cabé (Robert), Mme Commergnat (Nelly), MM. Dassonville (Pierre), Duprat (Jean), Join (Marcel), Le Bris (Gilbert), Mme Provost (Eliane), M. Verdon (Marc) ; [*J O.* du 15 septembre 1981] (p. 2468) : M. Queyranne (Jean-Jack).

Cessent d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046) : M. Brial (Benjamin) ; [*J. O.* du 15 septembre 1981] (p. 2468) : M. Césaire (Aimé) ; [3 décembre 1981] : MM. de Bénouville (Pierre), Dabezies (Pierre), en raison de l'annulation de leur élection par le Conseil constitutionnel.

4. — Commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Membres [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877) : MM. Alphandery (Edmond), Anciant (Jean), Aubert (François d'), Balligand (Jean-Pierre), Bapt (Gérard), Barnier (Michel), Beltrame (Serge), Benoist (Daniel), Berson (Michel), Bonnet (Alain), Carraz (Roland), Charzat (Michel), Chomat (Paul), Denvers (Albert), Douyère (Raymond), Dumont (Jean-Louis), Fabius (Laurent), Flosse (Gaston), Forgues (Pierre), Fossé (Roger), Frelaut (Dominique), Gantier (Gilbert), Gastines (Henri de), Germon (Claude), Gosnat (Georges), Goux (Christian), Hamel (Emmanuel), Inchauspé (Michel), Jans (Parfait), Josselin (Charles), Journet (Alain), Laignel (André), Le Drian (Jean-Yves), Lengagne (Guy), Ligot (Maurice), Malvy (Martin), Marette (Jacques), Méhaignerie (Pierre), Mestre (Philippe), Mortelette (François), Natiez (Jean), Noir (Michel), Pierret (Christian), Planchou (Jean-Paul), Pourchon (Maurice), Préaumont (Jean de), Prouvost (Pierre), Rieubon (René), Rigout (Marcel), Rocard (Michel), Rocca Serra (Jean-Paul de), Rodet (Alain), Royer (Jean), Soisson (Jean-Pierre), Souchon (René), Sprauer (Germain), Taddei (Dominique), Tavernier (Yves), Vivien (Alain), Vivien (Robert-André), Vouillot (Hervé), Wilquin (Claude).

Bureau [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904) : président : M. Goux (Christian) ; rapporteur général : M. Pierret (Christian) ; vice-présidents : MM. Laignel (André), Rieubon (René), Taddei (Dominique) ; secrétaires : MM. Bonnet (Alain), Chomat (Paul), Planchou (Jean-Paul).

Deviennent membres de cette commission [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085) : M. Mazoin (Roland) ; [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429) : MM. Benetière (Jean-Jacques), Massion (Marc).

5. — Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Membres [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877) : MM. Alfonsi (Nicolas), Aubert (Emmanuel), Autain (François), Bockel (Jean-Marie), Bonnemaison (Gilbert), Bourguignon (Pierre), Briand (Maurice), Brune (Alain), Caro (Jean-Marie), Charles (Serge), Charpentier (Gilles), Clément (Pascal), Mme Cresson (Edith), MM. Delanoé (Bertrand), Deschaux-Beaume (Freddy), Ducoloné (Guy), Esdras (Marcel), Fleury (Jacques), Fontaine (Jean), Forni (Raymond), Foyer (Jean), Franceschi (Joseph), Garcin (Edmond), Mmes Gaspard (Françoise), Goeuriot (Colette), MM. Gouzes (Gérard), Guichard (Olivier), Mme Halimi (Gisèle), MM. Hautecœur (Alain), Houteer (Gérard), Krieg (Pierre-Charles), Mme Lalumière (Catherine), MM. Lauriol (Marc), Le Meur (Daniel), Lotte (André), Maisonnat (Louis), Marcellin (Raymond), Marchand (Philippe), Massot (François), Mauroy (Pierre), Messmer (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Millon (Charles), Moutoussamy (Ernest), Ornano (Michel d'), Pidjot (Roch), Poperen (Jean), Renault (Amédée), Richard (Alain), Sapin (Michel), Sauvaigo (Pierre), Savary (Alain), Séguin (Philippe), Sergheraert (Maurice), Stasi (Bernard), Suchod (Michel), Tabanou (Pierre), Tiberi (Jean), Toubon (Jacques), Wolff (Claude), Worms (Jean-Pierre), Zuccarelli (Jean).

Bureau [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904) : président : M. Forni (Raymond) ; vice-présidents : MM. Garcin (Edmond), Massot (François), Richard (Alain) ; secrétaires : Mme Gaspard (Françoise), MM. Marchand (Philippe), Moutoussamy (Ernest).

Deviennent membres de cette commission [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1994) : M. Bustin (Georges) ; [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429) : Mme Cacheux (Denise), MM. Floch (Jacques), Labazée (Georges), Roger-Machart (Jacques), Rouquet (René), Rouquette (Roger).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1994) : Mme Goeuriot (Colette).

6. — Commission de la production et des échanges.

Membres [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877) : MM. Ansart (Gustave), Balmigère (Paul), Bassinet (Philippe), Bayou (Raoul), Bêche (Guy), Bégault (Jean), Beix (Roland), Bergelin (Christian), Bernard (Jean), Billardon (André), Birraux (Claude), Bizet (Emile), Bladt (Paul), Borel (André), Braine (Jean-Pierre), Brochard (Albert), Cambolive (Jacques), Cartelet (Michel), Cartraud (Raoul), Caumont (Robert de), Cavaillé (Jean-Charles), Chapuis (Robert), Charié (Jean-Paul), Chasseguet (Gérard), Chaubard (Albert), Chénard (Alain), Mme Chépy-Léger (Annette), MM. Cointat (Michel), Colin (Georges), Cornette (Maurice), Couillet (Michel), Dassault (Marcel), Delisle (Henry), Desanlis (Jean), Desgranges (Jean-Paul), Destrade (Jean-Pierre), Dousset (Maurice), Drouin (René), Dupilet (Dominique), Durand (Adrien), Durieux (Jean-Paul), Durouméa (André), Duroure (Roger), Fèvre (Charles), Mme Fiévet (Berthe), MM. Florian (Roland), Fouchier (Jacques), Fromion (Marc), Gabarrou (Jean-Pierre), Gaillard (René), Galley (Robert), Goasduff (Jean-Louis), Godfrain (Jacques), Grussenmeyer (François), Hamelin (Jean), Haye (Kléber), Mme Horvath (Adrienne), MM. Huguet (Roland), Ibanes (Jean), Jalton (Frédéric), Jarosz (Jean), Kucheida (Jean-Pierre), Labbé (Claude), Lacombe (Jean), La Combe (René), Lajoinie (André), Lambert (Michel), Lassale (Roger), Laurain (Jean), Laurissergues (Christian), Le Baill (Georges), Lejeune (André), Lestas (Roger), Malandain (Guy), Malgras (Robert), Marchais (Georges), Mas (Roger), Masse (Marius), Masson (Jean-Louis), Mathieu (Gilbert), Mayoud (Alain), Menga (Joseph), Metais (Pierre), Micaux (Pierre), Michel (Claude), Michel (Henri), Mitterrand (Gilbert), Mocœur (Marcel), Mmes Mora (Christiane), Moreau (Louise), MM. Moreau (Paul), Nucci (Christian), Patriat (François), Pen (Albert), Perbet (Régis), Peuziat (Jean), Pistre (Charles), Porelli (Vincent), Portheault (Jean-Claude), Prat (Henri), Quilès (Paul), Ravassard (Noël), Raymond (Alex), Rigal (Jean), Rigaud (Jean), Roger (Emile), Rossinot (André), Sablé (Victor), Santa Cruz (Jean-Pierre), Sarre (Georges), Sénès (Gilbert), Mmes Sicard (Odile), Soum (Renée), MM. Soury (André), Tondon (Yvon), Tranchant (Georges), Valleix (Jean), Valroff (Jean), Vidal (Joseph), Vuillaume (Roland), Wacheux (Marcel), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

Bureau [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904) : président : M. Ansart (Gustave) ; vice-présidents : MM. Billardon (André), Huguet (Roland), Michel (Claude), Soury (André) ; secrétaires : MM. Chapuis (Robert), Delisle (Henri), Mmes Horvath (Adrienne), Sicard (Odile).

Deviennent membres de cette commission [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1994) : Mme Goeuriot (Colette) ; [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429) : M. Gallet (Jean).

Cessent d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1994) : M. Marchais (Georges) ; [3 décembre 1981] : Mme Chépy-Léger (Annette), M. Fromion (Marc), en raison de l'annulation de leur élection par le Conseil constitutionnel.

Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membres [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903) : MM. Anciant (Jean), Aumont (Robert), Bas (Pierre), Bonnemaison (Gilbert), Deniau (Xavier), Deprez (Charles), Fuchs (Jean-Paul), Gaillard (René), Inchauspé (Michel), Lagorce (Pierre), Mortelette (François), Nilès (Maurice), Sénès (Gilbert), Tabanou (Pierre), Testu (Jean-Michel).

Bureau [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904) : président : M. Gaillard (René) ; vice-présidents : MM. Aumont (Robert), Nilès (Maurice) ; secrétaires : MM. Mortelette (François), Sénès (Gilbert).

VI. — DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A DES ORGANISMES INTERNATIONAUX

DELEGATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE POUR L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Représentants titulaires [*J. O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985) : MM. Barthe (Jean-Jacques), Baumel (Jacques), Caro (Jean-Marie), Duraffour (Paul), Frêche (Georges), Lagorce (Pierre), Mayoud (Alain), Oehler (Jean-André), Pignion (Lucien), Sénès (Gilbert), Valleix (Jean), Wilquin (Claude).

Représentants suppléants [*J. O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985) : MM. Bassinet (Philippe), Bertile (Wilfrid), Bizet (Emile), de Caumont (Robert), Mme Chépy-Léger (Annette) (1), MM. Delehedde (André), Fourré (Jean-Pierre), Grussenmeyer (François), Koehl (Emile), Rossinot (André), Prouvost (Pierre), Vial-Massat (Théo) ; [*J. O.* du 1er août 1981] (p. 2113) : M. Beix (Roland), en remplacement de M Caumont (Robert de), démissionnaire.

(1) N'est plus représentant suppléant, en raison de l'annulation de son élection, le 3 décembre 1981, par le Conseil constitutionnel.

DELEGATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE POUR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Membres [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993) : MM. Bladt (Paul), Cointat (Michel), Dehoux (Marcel), Deniau (Xavier), Durieux (Jean-Paul), Godfrain (Jacques), Gouzes (Gérard), Hautecœur (Alain), Ibanès (Jean), Josselin (Charles), Lengagne (Guy), Ligot (Maurice), Michel (Henri), Renard (Roland), Schreiner (Bernard), Soury (André), Villette (Bernard), Wolff (Claude) ; [*J. O.* du 15 octobre 1981] (p. 2800) : M. Inschauspé (Michel), en remplacement de M. Deniau (Xavier).

Bureau [*J. O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046) : président : M. Josselin (Charles) ; vice-présidents : MM. Hautecœur (Alain), Cointat (Michel), Renard (Roland), Ligot (Maurice) ; secrétaires : MM. Ibanès (Jean), Lengagne (Guy).

VII. — DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A DES ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Comité consultatif du fonds national des abattoirs.

Membre titulaire [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610) : M. Prat (Henri).

Membre suppléant [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610) : M. Bernard (Jean).

Comité consultatif pour la gestion du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

Membres [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2752) : MM. Souchon (René), Soury (André).

Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie.

Membres [*J. O.* du 4 décembre 1981] (p. 3314) : MM. Chaubard (Albert), Birraux (Claude).

Comité de contrôle du fonds forestier national.

Membres [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610) : M. Duroure (Roger), Mme Horvath (Adrienne).

Comité directeur du fonds d'aide et de coopération.

Membres [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610) : MM. Bellon (André), Vivien (Alain), Charié (Jean-Paul).

Comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer.

Membres [*J. O.* du 7 novembre 1981] (p. 3041) : MM. Pen (Albert), Jalton (Frédéric), Sablé (Victor), Soury (André), Balligand (Jean-Pierre), Berson (Michel).

Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer.

Membres titulaires [*J. O.* du 8 août 1981] (p. 2187) : MM. Juventin (Jean), Pidjot (Roch), Cathala (Laurent).

Membres suppléants [*J. O.* du 8 août 1981] (p. 2187) : MM. Brial (Benjamin), Laignel (André), Rouquet (René).

Comité des finances locales.

Membres titulaires [*J. O.* du 28 juillet 1981] (p. 2075) : MM. Jans (Parfait), Lotte (André).

Membres suppléants [*J. O.* du 28 juillet 1981] (p. 2075) : MM. Anciant (Jean), Maisonnat (Louis).

Comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures.

Membres [*J. O.* du 17 septembre 1981] (p. 2489) : MM. Gosnat (Georges), Chaubard (Albert).

Comité national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membres titulaires [*J. O.* du 1er août 1981] (p. 2113) : MM. Sueur (Jean-Pierre), Charzat (Michel).

Membres suppléants [*J. O.* du 1er août 1981] (p. 2113) : MM. Hermier (Guy), Alphandery (Edmond).

Comité national interprofessionnel pour les économies d'énergie.

Membres [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2752) : MM. Richard (Alain), Vidal (Joseph), Weisenhorn (Pierre).

Comité des prix de revient des fabrications d'armement.

Membres [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610) : MM. Darinot (Louis), de Gastines (Henri).

Commission d'accès aux documents administratifs.

Membre titulaire [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3493) : M. Sapin (Michel).

Membre suppléant [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3493) : M. Lotte (André).

Commission centrale de classement des débits de tabac.

Memres [*J. O.* du 1er août 1981] (p. 2113) : MM. Fossé (Roger), Méhaignerie (Pierre).

Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F. O. R. M. A.).

Membres [*J. O.* du 22 octobre 1981] (p. 2885) : MM. Tavernier (Yves), Mazoin (Roland), Balmigère (Paul), Colin (Georges), Desanlis (Jean), Michel (Henri).

Commission chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires.

Membres [*J. O.* du 11 décembre 1981] (p. 3377) : MM. Bourguignon (Pierre), Clément (Pascal), Richard (Alain).

Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux.

Membre [*J. O.* du 30 octobre 1981] (p. 2974) : M. Bockel (Jean-Marie).

Commission chargée de formuler un avis sur les décisions de dérogation accordée pour la diffusion de programme de radiodiffusion sonore.

Membres [*J. O.* du 18 décembre 1981] (p. 3450) : MM. Schreiner (Bernard), Hage (Georges).

Commission des comptes de la sécurité sociale.

Membres [*J. O.* du 30 octobre 1981] (p. 2974) : MM. Evin (Claude), Legrand (Joseph).

Commission nationale de la caisse nationale de prévoyance.

Membre [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2751) : M. Perrut (Francisque).

Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture.

Membres [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2751) : MM. Chouat (Didier), Gallo (Max).

Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Membres [*J. O.* du 20 décembre 1981] (p. 3474) : MM. Forni (Raymond), Marchand (Philippe).

Commission nationale d'urbanisme commercial.

Membres titulaires [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611) : MM. Michel (Claude), Destrade (Jean-Pierre), Gabarrou (Jean-Pierre), Mme Horvath (Adrienne), M. Bizet (Emile).

Membres suppléants [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611) : MM. Bassinet (Philippe), Portheault (Jean-Claude), Borel (André), Combasteil (Jean), Durand (Adrien).

Commission pleinière de la caisse nationale de crédit agricole.

Membres [*J. O.* du 1er août 1981] (p. 2113) : MM. Balmigère (Paul), Fouchier (Jacques), Gaillard (René).

Commission supérieure des allocations familiales.

Membre [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610) : M. Guyard (Jacques).

Commission supérieure des caisses d'épargne.

Membres [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610) : MM. Mortelette (François), Jans (Parfait).

Commission supérieure du crédit maritime mutuel.

Membres [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610) : MM. Denvers (Albert), Dupilet (Dominique), Duroméa (André), Fouchier (Jacques), Gaillard (René), Goasduff (Jean-Louis).

Commission supérieure des sites.

Membres [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2751) : Mme Toutain (Ghislaine), M. Briane (Jean).

Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Membres [*J. O.* du 1er août 1981] (p. 2113) : MM. Pourchon (Maurice), Taddei (Dominique), Ligot (Maurice).

Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membres titulaires [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610) : MM. Brunhes (Jacques), Séguin (Philippe).

Membres suppléants [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610) : M. Derosier (Bernard), Mme Gaspard (Françoise).

Conseil d'administration de l'agence pour l'amélioration des conditions de travail.

Membre [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2752) : M. Coffineau (Michel).

Conseil d'administration de la Bibliothèque nationale.

Membre [*J. O.* du 25 novembre 1981] (p. 3206) : M. Dumas (Roland).

Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Membre [*J. O.* du 23 octobre 1981] (p. 2897) : M. Delehedde (André).

Conseil national des services publics départementaux et communaux.

Membres [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610) : MM. Bourguignon (Pierre), Maissonnat (Louis), Tabanou (Pierre), Worms (Jean-Pierre).

Conseil national de la statistique.

Membre titulaire [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611) : M. Vouillot (Hervé).

Membre suppléant [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611) : M. Anciant (Jean).

Conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Membres [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2751) : MM. Pesce (Rodolphe), Brunhes (Jacques), Préaumont (Jean de).

Conseil permanent du service militaire.

Membres [*J. O.* du 30 octobre 1981] (p. 2974) : MM. Dabezies (Pierre) (1), Garmendia (Pierre).

Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membres [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611) : MM. Natiez (Jean), Houteer (Gérard), Michel (Jean-Pierre).

Conseil supérieur de l'adoption.

Membre [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610) : M. Labazée (Georges).

Conseil supérieur de l'eménagement rural.

Membre titulaire [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2751) : M. Nucci (Christian).

Membre suppléant [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2751) : M. Goasduff (Jean-Louis).

Conseil supérieur de la coopération.

Membres [*J. O.* du 20 novembre 1981] (p. 3164) : MM. Dumont (Jean-Louis), Gaillard (René).

Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

Membre titulaire [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2752) : M. Duroure (Roger).

Membre suppléant [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2752) : M. Vuillaume (Roland).

Conseil supérieur de la mutualité.

Membre [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610) : M. Legrand (Joseph).

Conseil supérieur du pétrole.

Membres [*J. O.* du 1er août 1981] (p. 2113) : MM. Rodet (Alain), Welsenhorn (Pierre), Mme Mora (Christiane).

Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membres titulaires [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610) : MM. Alaize (Jean-Marie), Wilquin (Claude), Pistre (Charles).

Membres suppléants [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610) : MM. Geng (Francis), Inschauspé (Michel), Soury (André).

Conseil supérieur du service social.

Membre [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611) : M. Gissinger (Antoine).

Conseil supérieur de la sûreté nucléaire.

Membre [*J. O.* du 1er août 1981] (p. 2113) : M. Le Baill (Georges).

Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membres titulaires [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610) : MM. Aubert (Emmanuel), Floch (Jacques), Beix (Roland).

Membres suppléants [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610) : MM. Hautecœur (Alain), Garcin (Edmond), Porelli (Vincent).

Organismes institués par la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision.

Membres [*J. O.* du 24 juillet 1981] (p. 2054) : MM. Vivien (Robert-André), Bertile (Wilfrid), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Hage (Georges)

(1) N'est plus membre en raison de l'annulation de son élection par le Conseil constitutionnel le 3 décembre 1981.

VIII. — AUTRES DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membres [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993) : MM. Bertile (Wilfrid), Briane (Jean), Mme Fraysse-Cazalis (Jacqueline), MM. Gissinger (Antoine), Grezard (Léo), Mme Jacq (Marie), M. Loncle (François), Mmes Missoffe (Hélène), Mora (Christiane), M. Mortelette (François), Mme Nevoux (Paulette), MM. Perrut (Francisque), Pinte (Etienne), Proveux (Jean), Souchon (René).

Délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française.

Députés membres de la délégation [*J. O.* du 30 juillet 1981] (p. 2092) : MM. Asensi (François), Drouin (René), Estier (Claude), Loncle (François), Mme Moreau (Louise).

Bureau [*J. O.* du 4 septembre 1981] (p. 2374) : président : M. Estier (Claude), député ; vice-présidents : Mme Moreau (Louise), M. Asensi (François), députés ; MM. Prado (Dominique), Ciccolini (Félix), sénateurs.

IX. — HAUTE COUR DE JUSTICE

Membres élus par l'Assemblée nationale :

Juges titulaires [16 juillet 1981] (p. 187) : MM. Mesmin (Georges), Lauriol (Marc), Sablé (Victor), Fossé (Roger), Duraffour (Paul), Hautecœur (Alain), Marchand (Philippe), Renault (Amédée), Richard (Alain), Belorgey (Jean-Michel), Bockel (Jean-Marie), Ducoloné (Guy). Prestation de serment [28 juillet 1981] (p. 476).

Juges suppléants [16 juillet 1981] (p. 195) : premier tour de scrutin : la majorité absolue des membres composant l'Assemblée nationale n'est pas atteinte.

X. — DEPUTES CHARGES D'UNE MISSION TEMPORAIRE

M. Roger DUROURE, chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [24 juillet 1981] (p. 288).

M. Arthur NOTEBART, chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [*J. O.* du 5 août 1981] (p. 2142).

M. Jean-Michel BELORGEY, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation [*J. O.* du 1er septembre 1981] (p. 2350).

M. Aimé CESAIRE, chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2422) ; [*J. O.* du 11 septembre 1981] (p. 2438).

M. Bernard SCHREINER, chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [*J. O.* du 29 octobre 1981] (p. 2959).

M. Joseph MENGA, chargé d'une mission temporaire auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [*J. O.* du 29 octobre 1981] (p. 2959).

M. Jean-Jack QUEYRANNE, chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de la culture [*J. O.* du 29 octobre 1981] (p. 2963).

M. Christian NUCCI, chargé d'une mission temporaire [*J. O.* du 9 décembre 1981] (p. 3351). Nommé haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J. O.* du 20 décembre 1981] (p. 3472).

XI. — SESSIONS

Session de droit prévue par l'article 12 de la Constitution :

Ouverture le 2 juillet 1981 [2 juillet 1981] (p. 21) ;
Clôture le 16 juillet 1981 [16 juillet 1981] (p. 215).

Première session extraordinaire de 1980-1981 :

Ouverture le 17 juillet 1981 [17 juillet 1981] (p. 216) ;
Clôture le 2 août 1981 [2 août 1981] (p. 795).

Deuxième session extraordinaire de 1980-1981 :

Ouverture le 8 septembre 1981 [8 septembre 1981] (p. 800) ;
Clôture le 1er octobre 1981 [1er octobre 1981] (p. 1454).

Première session ordinaire de 1981-1982 :

Ouverture le 2 octobre 1981 [2 octobre 1981] (p. 1460) ;
Clôture le 20 décembre 1981 [20 décembre 1981] (p. 5379).

Première session extraordinaire de 1981-1982 :

Ouverture le 21 décembre 1981 [21 décembre 1981] (p. 5385) ;
Clôture le 23 décembre 1981 [23 décembre 1981] (p. 5431).

XII. — COMPOSITION DU DEUXIEME GOUVERNEMENT DE M. PIERRE MAUROY (1)

(Décrets des 22 et 23 juin 1981, « Journal officiel » des 23 et 24 juin 1981, p. 1779 et 1786.)

1. — Par ordre alphabétique.

M. Pierre MAUROY, Premier ministre.
M. François ABADIE, secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme.
M. Jean AUROUX, ministre du travail.
M. François AUTAIN, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des immigrés.
Mme Edwige AVICE, ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports.
M. Robert BADINTER, garde des sceaux, ministre de la justice.
M. André CELLARD, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture.
M. André CHANDERNAGOR, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes.
M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie.
M. Claude CHEYSSON, ministre des relations extérieures.
M. Jean-Pierre COT, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.
M. Raymond COURRIERE, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés.
M. Michel CREPEAU, ministre de l'environnement.
Mme Edith CRESSON, ministre de l'agriculture.
M. Gaston DEFFERRE, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.
M. André DELELIS, ministre du commerce et de l'artisanat.
M. Jacques DELORS, ministre de l'économie et des finances.
M. Pierre DREYFUS, ministre de l'industrie.
Mme Georgina DUFOIX, secrétaire d'Etat auprès du ministre de de la solidarité nationale, chargé de la famille.
M. Henri EMMANUELLI, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer.
M. Laurent FABIUS, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.
M. Georges FILLIOUD, ministre de la communication.
M. Charles FITERMAN, ministre d'Etat, ministre des transports.
M. Joseph FRANCESCHI, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées.
M. André HENRY, ministre du temps libre.
M. Charles HERNU, ministre de la défense.
M. Edmond HERVE, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie.
M. Michel JOBERT, ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur.
M. André LABARRERE, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement.
Mme Catherine LALUMIERE, ministre de la consommation.
M. Jack LANG, ministre de la culture.
M. Jean LAURAIN, ministre des anciens combattants.
M. Jean LE GARREC, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public.
M. Georges LEMOINE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.
M. Louis LE PENSEC, ministre de la mer.
M. Anicet LE PORS, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.
M. Louis MEXANDEAU, ministre des P. T. T.
Mme Nicole QUESTIAUX, ministre de la solidarité nationale.
M. Roger QUILLIOT, ministre de l'urbanisme et du logement.
M. Jack RALITE, ministre de la santé.
M. Marcel RIGOUT, ministre de la formation professionnelle.
M. Michel ROCARD, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire.
Mme Yvette ROUDY, ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme.
M. Alain SAVARY, ministre de l'éducation nationale.

2. — Par ministère.

Premier ministre	Pierre MAUROY.
Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation	Gaston DEFFERRE.
Ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur	Michel JOBERT.
Ministre d'Etat, ministre des transports	Charles FITERMAN.
Ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire	Michel ROCARD.
Ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie	Jean-Pierre CHEVENEMENT.
Ministre de la solidarité nationale.	Nicole QUESTIAUX.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme	Yvette ROUDY.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement	André LABARRERE.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives	Anicet LE PORS.
Garde des sceaux, ministre de la justice	Robert BADINTER.
Ministre des relations extérieures.	Claude CHEYSSON.
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes.	André CHANDERNAGOR.
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement	Jean-Pierre COT.

(1) La composition du 1er gouvernement de M. Pierre Mauroy figure à la page 487 de la table 1980-1981.

Ministre de la défense	Charles HERNU.
Ministre de l'économie et des finances	Jacques DELORS.
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget	Laurent FABIUS.
Ministre de l'éducation nationale.	Alain SAVARY.
Ministre de l'agriculture	Edith CRESSON.
Ministre de l'industrie	Pierre DREYFUS.
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie	Edmond HERVE.
Ministre du commerce et de l'artisanat	André DELELIS.
Ministre de la culture	Jack LANG.
Ministre du travail	Jean AUROUX.
Ministre de la santé	Jack RALITE.
Ministre du temps libre	André HENRY.
Ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports	Edwige AVICE.
Ministre de l'urbanisme et du logement	Roger QUILLIOT.
Ministre de l'environnement	Michel CREPEAU.
Ministre de la mer	Louis LE PENSEC.
Ministre de la communication	Georges FILLIOUD.
Ministre des P. T. T.	Louis MEXANDEAU.
Ministre des anciens combattants.	Jean LAURAIN.
Ministre de la consommation	Catherine LALUMIERE.
Ministre de la formation professionnelle	Marcel RIGOUT.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public	Jean LE GARREC.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés	Raymond COURRIERE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer	Henri EMMANUELLI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé de la famille	Georgina DUFOIX.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées	Joseph FRANCESCHI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des immigrés	François AUTAIN.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense	Georges LEMOINE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture	André CELLARD.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme	François ABADIE.

ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE NOMINATIVE

SESSIONS DE 1981

ABADIE (François)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme
Député des Hautes-Pyrénées
(2e *circonscription*)
Apparenté socialiste.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'être apparenté à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1787).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* volonté du Gouvernement de permettre à un plus grand nombre possible de Français de partir en vacances ; chèques-vacances ; libre choix entre tourisme associatif et tourisme traditionnel ; développement de l'effort de promotion en direction de l'étranger assurant un apport de devises et permettant de remplir les équipements touristiques en dehors des périodes de saturation ; ouverture de deux bureaux de tourisme français à l'étranger, l'un à Stockholm, l'autre en Amérique du Sud ; convention passée entre l'Etat et l'association française d'action touristique ; subvention accordée aux groupements d'intérêt économique « Bienvenue France » ; création de dix postes pour renforcer les délégations régionales du tourisme ; campagne « Janvier plein ski » ; utilisation du tourisme comme élément d'aménagement du territoire ; réalisation de contrats stations-vallées ; effort du Gouvernement pour développer les moyens d'accueil propres aux associations et aux collectivités locales ; villages-vacances ; campings publics ; aide à la pierre ; rétablissement des primes d'équipement hôtelier [19 novembre 1981] (p. 4029) ; réforme du conseil supérieur du tourisme et des comités régionaux et départementaux du tourisme ; dépôt prochain d'un projet de loi à ce sujet ; son intention de passer des contrats de modération avec la profession pour la saison 1982 ; remboursement de la T. V. A. aux étrangers sous la IVe République ; subvention au G. I. E. « Bienvenue France » ; procédure des unités touristiques nouvelles ; démocratisation de la directive montagne ; association des maires des stations à ces travaux (p. 4047) ; organisation d'une table ronde sur la situation du tourisme aux Antilles (p. 4048).

ADEVAH-PŒUF (Maurice)

Député du Puy-de-Dôme

(4e *circonscription*)

Socialiste.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord** entre la France, la Communauté européenne de

l'**énergie atomique** et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France (n° 8) [9 juillet 1981] (p. 89).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du **Sénégal** sur la formation en vue du retour et de l'insertion dans l'économie sénégalaise des **travailleurs ayant émigré temporairement** en France (n° 81) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 8), autorisant l'approbation d'un **accord** entre la France, la **Communauté européenne de l'énergie atomique et de l'Agence internationale de l'énergie atomique** relatif à l'application de garanties en France (**n° 113**) [16 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 81), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du **Sénégal** sur la **formation en vue du retour et de l'insertion dans l'économie sénégalaise des travailleurs ayant émigré temporairement en France (n° 570)** [26 novembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France (n° 8).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : accord relatif à l'exercice en France de contrôles de l'usage pacifique des matières nucléaires : relations France-Euratom [24 juillet 1981] (p. 294) ; traité de non-prolifération ; directives de Londres de 1978 relatives à l'exportation de matières et de matériels nucléaires ; dispositions essentielles de l'accord ; non-remise en question de la souveraineté nationale ; intérêts de l'accord : exemplarité et diversification des approvisionnements de la France en matière nucléaire (p. 295).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* rôle de la France dans les rapports Nord-Sud ; lutte contre la misère pour le développement et pour un nouvel ordre économique international ; position de la France exprimée à la conférence des pays les moins avancés, à celle de Cancun et à la conférence franco-africaine de Paris ; relance des négociations globales dans le cadre des Nations Unies ; création d'une filiale « énergie » de la Banque mondiale et d'une réserve alimentaire d'urgence ; stabilisation des cours des matières premières ; relèvement des crédits du fonds d'aide et de coopération consacrés au projet de développement des cultures vivrières et des énergies nouvelles ; cohérence de notre politique de coopération et de développement ; rôle des organisations non gouvernementales dans les relations avec le Tiers Monde ; augmentation des concours financiers ; nouveaux types d'échanges devant se développer grâce à la politique de coopération et de développement [19 novembre 1981] (p. 3991).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal sur la formation en vue du retour et de l'insertion dans l'économie sénégalaise des travailleurs ayant émigré temporairement en France (n° 81).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : importance de la colonie sénégalaise en France ; incidence des aides au retour ; aides financières au retour ; formation professionnelle assurée par la France aux travailleurs émigrés sénégalais volontaires [17 décembre 1981] (p. 5100).

ALAIZE (Jean-Marie)

Député de l'Ardèche.
(3e *circonscription*).
Socialiste.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commision des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à créer, sans dépense nouvelle, une indemnisation du **congé parental d'éducation,** permettant de libérer plusieurs milliers d'emplois (n° 149) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [*J. O.* du 7 octobre 1981] (p. 2734).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3494).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* raisons des diffieultés antérieures de l'éeole ; son manque de moyens ; effets immédiatement salutaires de la thérapeutique budgétaire ; nécessité d'offrir à l'éeole un cadre plus propice à la réalisation de sa mission ; définition des nouvelles orientations : innovation, recherche, invention [10 novembre 1981] (p. 3459) ; encouragement de la pédagogie et de la réflexion éducative (p. 3460).

ALFONSI (Nicolas)

Député de la Corse-du-Sud
(1re *circonscription*)
Apparenté socialiste.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie [*J. O.* du 31 juillet 1981] (p. 2103).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** soutient l'amendement n° 16 de la commission (tendant à faire bénéficier de l'amnistie les infractions relatives aux actes de destruction commis en vue de nuire à la défense nationale) : adopté [29 juillet 1981] (p. 494).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres III et IV) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 45 :** son amendement n° 237 rectifié (application de la loi à la région corse) [9 septembre 1981] (p. 859) : adopté avec modification (p. 860).

ALPHANDERY (Edmond)

Député du Maine-et-Loire

(3e *circonscription*)

U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [21 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 28 juillet 1981] (p. 2079).

Membre suppléant du comité national de l'enseignement supérieur et de la recherche [*J. O.* du 1er août 1981] (p. 2113).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2700).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Services du Premier ministre : Relations avec le Parlement) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3425).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances** pour 1982 (n° 450) annexe n° 29 : Services du Premier ministre : **Relations avec le Parlement (n° 470)** [15 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : dévaluation : montants compensatoires [7 octobre 1981] (p. 1555).

orales sans débat :

— n° **10** de M. Olivier Stirn : **politique européenne :** substitution de l'axe anglo-allemand à l'axe franco-allemand [10 juillet 1981] (p. 94).

— n° **9** posée le 8 juillet : **politique économique et sociale** (politique monétaire) (p. 67) ; appelée le 10 juillet 1981. **Politique monétaire :** politique monétaire du Gouvernement visant au rétablissement du franc ; conséquences de la hausse des taux d'intérêt ; responsabilité de la politique économique et sociale du Gouvernement dans la faiblesse du franc ; manque de cohérence entre politique monétaire, politique de change et politique budgétaire (p. 101).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture :

Discussion générale : priorité donnée à la politique de l'emploi dans le collectif [15 juillet 1981] (p. 143) ; incohérence du financement de la politique de relance par l'impôt ; revalorisation fictive des bas salaires et des prestations sociales ; « apurement du passé » ; politique négative des taux d'intérêt ; usage fait par le Gouvernement de la politique monétaire (p. 144) ; prévisions de l'actuel gouvernement ; taux d'intérêt aux Etats-Unis (p. 145).

Discussion des articles : **après l'article 1er :** critique de l'amendement n° 7 de la commission des finances relatif aux donations-partages : ni vote distinct, ni plafonnement souhaitable pour les petits patrimoines ; abstention du groupe U.D.F. [16 juillet 1981] (p. 194) ; **article 2 :** son amendement n° 48 (limitation de la taxe exceptionnelle sur certains frais généraux aux entreprises de plus de 200 salariés) : rejeté (p. 196) ; son amendement n° 50 (relèvement du seuil de recouvrement de la taxe exceptionnelle sur certains frais généraux) : rejeté (p. 197).

Commission mixte paritaire, explications de vote : vote défavorable du groupe U. D. F. ; politique de relance de l'activité économique par l'impôt ; contradiction entre la politique budgétaire et la politique monétaire du Gouvernement [29 juillet 1981] (p. 467) ; atteinte au droit de propriété (p. 468).

Deuxième lecture, explications de vote : vote défavorable du groupe U. D. F. [29 juillet 1981] (p. 533).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Jean-Claude Gaudin.

Explication de vote : dévaluation [12 octobre 1981] (p. 1699) ; réduction du déficit budgétaire après le gel de 15 milliards de francs de dépenses publiques ; effort de solidarité ; aggravation de la fiscalité ; imposition des plus modestes ; augmentation du prix de l'essence, de la vignette auto, de la redevance de télévision ; majoration des cotisations sociales, notamment pour les agriculteurs ; accroissement des salaires et des prestations sociales ; surveillance de l'évolution des rémunérations ; rapport de la commission du bilan ; budget de relance et accroisssement de l'inflation ; politique keynesienne ; financement des déficits publics par la création monétaire ; dévaluation du franc subie de l'extérieur et renchérissant les importations ; politique économique en accordéon (p. 1700) ; nationalisations ; soutient la motion de censure (p. 1701).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** séance de la commission des finances consacrée au budget pendant le débat sur les nationalisations [13 octobre 1981] (p. 1715).

Discussion des articles : **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27 :** cession des participations industrielles de Suez et Paribas ; inutilité de l'article ; succès de Suez et Paribas à l'étranger ; intérêt pour la balance des paiements [20 octobre 1981] (p. 2233).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, discussion générale : contradictions entre la politique économique de la France et celle de ses partenaires ; déficit spectaculaire du budget ; pari selon lequel le déficit du budget relancera l'activité économique ; distinction entre croissance et relance ; recherche d'un Keynes perdu ; relation croissance-investissement-épargne ; incitations à l'investissement ; doublement des aides à l'industrie et à l'artisanat ; augmentation du budget de la recherche ; ralentissement de la croissance des investissements des grandes entreprises nationales ; subordination de l'aide fiscale aux investissements à des créations nettes immédiates d'emploi ; besoins pour les entreprises d'être assurées de débouchés sûrs et durables ; climat de confiance, condition de la décision d'investir ; niveau des taux d'intérêt ; financement du déficit budgétaire par des emprunts, ponction de l'Etat sur le marché financier [28 octobre 1981] (p. 2653) ; nécessité d'un faible déficit budgétaire en France en raison de l'étroitesse du marché financier ; atteintes à l'épargne ; modification de la rémunération des dépôts à terme ; taxation de bons anonymes ; désordre dans la structure des taux d'intérêt ; amputation du marché boursier du fait des nationalisations ; conséquences nocives pour l'épargne de l'imposition sur le patrimoine ; pari du Gouvernement sur la modération de la hausse des prix en dépit de la relance économique ; relation directe entre relance budgétaire et relance économique ; relation directe entre relance budgétaire et accélération de l'inflation ; financement du déficit budgétaire par la création monétaire ; relance dans un climat de suspicion à l'égard des chefs d'entreprises ; conséquences : absence d'accroissement de la capacité de production ; évolution des rémunérations ; probabilité de la restauration du blocage généralisé des prix ; pari de la relance économique sans creusement du déficit extérieur ; sensibi-

lité des importations à l'activité économique intérieure ; dépenses publiques économes en déficit extérieur ; jeu du multiplicateur keynesien à l'encontre de cet effet ; répartition des revenus supplémentaires induits par la dépense publique sur l'ensemble des marchés ; détérioration du commerce extérieur ; dévaluation du franc (p. 2654) ; augmentation des dépenses publiques sans croissance des impôts : politique de la facilité ; alourdissement des charges pour les lois de finances ultérieures : rémunérations des nombreux fonctionnaires nouvellement embauchés, indemnités versées au titre de la dette publique ; priorité aux dépenses de fonctionnement des services sur les investissements ; exemple du budget de l'agriculture ; solidarité nationale ; impôt sur le patrimoine et sur les détenteurs de bons anonymes ; effet du plafonnement du quotient familial ; augmentation de la pression fiscale sur les catégories les plus modestes ; majoration des cotisations sociales, notamment des agriculteurs ; contradiction entre une politique monétaire restrictive et une politique budgétaire laxiste ; renforcement des contrôles fiscaux ; prise de contrôle de la totalité du crédit et des grandes entreprises industrielles par l'Etat ; isolement de la France au sein de la Communauté économique européenne ; nécessité d'une construction monétaire européenne et d'une harmonisation des politiques conjoncturelles ; impossibilité pour la France de parler le langage de la morale monétaire internationale ; accroissement du déficit budgétaire prévu pour 1982 ; creusement du déficit de la balance des paiements (p. 2655) ; absence d'amélioration de la situation de l'emploi ; accélération de la hausse des prix (p. 2656) ;

Première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** indexation de la base d'imposition des grandes fortunes [28 octobre 1981] (p. 2702) ; ses explications de vote sur l'article 2 du projet de loi de finances : hostilité du groupe U. D. F. ; condamnation de l'impôt sur la fortune par le rapport Blot, Ventejol et Méraud ; caractère inquisitorial de l'impôt ; refus d'indexation par le Gouvernement (p. 2708) ; **article 3 :** son amendement n° 375 (tendant à exclure intégralement les biens professionnels de l'impôt sur la fortune) ; distinction entre usage professionnel et usage à titre privé des biens [29 octobre 1981] (p. 2743) ; superposition d'impôts ; conséquences néfastes pour l'investissement ; pénalisation des petites et moyennes entreprises ; mécanisme de déduction pour investissements ; définition des biens professionnels : détention d'actions ou de parts sociales par des associés ayant la qualité de gérant ou des actionnaires exerçant des fonctions de direction, de gestion ou d'administration ; amendement n° 375 rejeté au scrutin public (p. 2744) ; son amendement n° 379 (tendant à ce que ne soit pas comprise dans l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes la valeur des objets d'art, meubles, collections exposés au public dans un immeuble classé monument historique ou inscrit à l'inventaire supplémentaire, ou dans les immeubles faisant partie du patrimoine national en raison de leur caractère historique ou artistique particulier) : devenu sans objet (p. 2760) ; soutient l'amendement n° 470 de M Pierre Micaux (p. 2761) ; son sous-amendement n° 548 à l'amendement n° 528 du Gouvernement (tendant à étendre le mode d'évaluation des stocks de vins et d'alcools aux produits végétaux et horticoles) ; situation des entreprises horticoles ; sous-amendement n° 548 rejeté (p. 2762) ; soutient l'amendement n° 377 de M. Philippe Mestre ; situation de fortune des propriétaires de monuments historiques sans commune mesure avec la valeur des monuments qu'ils possèdent ; notion de service public culturel et touristique (p. 2763) ; **article 6 :** rapport Blot-Méraud-Ventejol ; petites et moyennes entreprises ; aggravation du chômage [30 octobre 1981] (p. 2816) ; **article 7 :** absence d'effet incitatif de l'imposition sur la fortune (p. 2825) ; distinction entre le capital financier et le capital humain (p. 2828) ; **son explication de vote sur l'article 7 :** volume des investissements des entreprises privées ; investissements des entreprises nationales ; programme électro-nucléaire ; investissements et poids respectif des entreprises (p. 2830) ; **article 9 : son rappel au règlement :** explications de vote (p. 2846) ; **article 10 :** taxation des bons anonymes ; place des bons anonymes dans le volume global d'épargne ; politique de l'épargne ; épargne populaire ; maintien de l'anonymat des bons (p. 2850) ; **article 11 :** justice fiscale en faveur des catégories sociales les plus modestes ; accroissement des charges des entreprises ; dépenses inutiles dans le budget [31 octobre 1981] (p. 2880) ; majoration du taux de la T. V. A. sur les aliments pour chats et chiens (p. 2901) ; **article 12 :** accélération de la détérioration de l'emploi ; arrêt de l'embauche ; renversement de tendance annoncé pour la fin de l'année 1981 [2 novembre 1981] (p. 2926) ; recours à l'emprunt ; financement du déficit budgétaire ; alourdissement des charges fiscales alimentant l'engrenage du chômage ; référence faite au Chili par M. le ministre du budget (p. 2929) ; **article 13 :** taux d'intérêt pour le financement de l'immobilier ; révision par le Gouvernement des liens juridiques entre propriétaires et locataires ; risque d'augmentation des loyers pour les agriculteurs preneurs à bail à long terme (p. 2936) ; **article 14 :** son amendement n° 419 (exonération des personnes physiques ou morales soumises à l'imposition des bénéfices agricoles ou des bénéfices non commerciaux) : retiré (p. 2957) ; son amendement n° 436 (rapport présenté au Parlement par le Gouvernement sur l'application de la taxe) ; incapacité de l'administration d'établir des critères précis de déductibilité des charges ; taxe brutale et indifférenciée (p. 2970) ; effets dépressifs sur des secteurs de l'économie ; pertes éventuelles de ressources pour l'Etat ; déséquilibre éventuel du commerce extérieur ; amendement n° 436 rejeté (p. 2971) ; **après l'article 14 :** avoir fiscal (p. 2973) ; **article 15 :** rémunération des comptes à terme : atteinte à l'épargne, alourdissement des comptes d'exploitation des banques par le prélèvement [3 novembre 1981] (p. 2987) ; contradictions de la politique du Gouvernement (p. 2988) ; **article 26 :** son amendement n° 446 (composition de la commission chargée de dresser la liste des bénéficiaires de l'aide publique ; critères de recevabilité des demandes) ; presse quotidienne d'opinion en province ; indépendance de la presse ; changements auxquels sont soumis les journalistes ; nationalisation du crédit ; aide comme moyens de pression [4 novembre 1981] (p. 3100) ; rejet par scrutin public de l'amendement n° 446 (p. 3101) ; **après l'article 29 :** son sous-amendement n° 584 à l'amendement n° 572 de M. Gilbert Gantier (rapport au Parlement sur la situation fiscale comparative des personnes mariées et vivant en union libre) (p. 3118) ; principe selon lequel un contribuable marié ne peut être placé dans une situation plus défavorable au plan fiscal que celle de deux contribuables vivant en concubinage ; rejet du sous-amendement n° 584 (p. 3119) ; **article 36 :** son amendement n° 416 (D. G. F. : prélèvement exceptionnel de deux milliards de francs ; prélèvement sur l'E. R. A. P.) (p. 3137) ; rejeté par scrutin public (p. 3138) ; **article 40 :** progression déraisonnable des dépenses publiques ; augmentation de la pression fiscale frappant toutes les catégories sociales (p. 3152) ; déficit (p. 3153) ;

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale,* rapporteur spécial pour les relations avec le Parlement : conséquences de la transformation du secrétariat d'Etat en ministère chargé des relations avec le Parlement ; analyse des relations entre le Parlement et le Gouvernement ; renforcement du rôle du Parlement ; engagement pris par le Premier ministre concernant les propositions de loi, le droit d'amendement, les questions d'actualité, le respect des droits de l'opposition et le renforcement des pouvoirs du Parlement [18 novembre 1981] (p. 3904) : opposition du ministre chargé des relations avec le Parlement à des demandes de scrutin public ; laconisme des ministres à l'égard du Parlement dans les discussions législatives et budgétaires ; conditions de travail du Parlement ; accroissement nécessaire du pouvoir d'investigation et de contrôle du Parlement sur l'ensemble du secteur public à la suite de l'accroissement considérable de celui-ci consécutif à la loi de nationalisation (p. 3905) ; **son rappel au règlement :** regrette l'absence de réponse du secrétaire d'Etat sur les crédits du secrétariat général de la défense nationale, les crédits du Conseil économique et social et des Journaux officiels et les crédits portant sur les relations entre le Gouvernement et le Parlement (p. 3919) ; **son rappel au règlement :** demande au président de la commission des finances pourquoi l'article 68 du projet de loi a été réservé après l'examen de l'article 80 [20 novembre 1981] (p. 4068) ; **article 74 :** soutient l'amendement n° 212 de M. François d'Aubert ; nécessité de réserver l'obligation de facturation aux ventes de fruits et légumes dépassant 500 francs (p. 4077) ; **article 66 précédemment réservé :** son amendement n° 12 (suppression de cet article : incitation à l'investissement) ; soutient l'amendement n° 61 de M. Gilbert Mathieu ; nocivité de cet article ; complexité des relations entre investissement et emploi ; sacrifice du long terme au court terme ; politique marxiste et keynésienne du Gouvernement (p. 4080) ; multiplicité des raisons qui font douter les chefs d'entreprises de la cohérence de la politique économique du Gouvernement (p. 4082) ; augmentation des cotisations sociales ; accroissement des impôts grevant les frais généraux des entrepri-

ses ; aggravation de l'ensemble des charges des entreprises ; complexité des relations entre investissement et emploi (p. 4083) ; amendement n° 12 rejeté (p. 4084).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 11 :** son amendement n° 117 (majoration des droits de timbre sur les tickets du P. M. U.) [17 décembre 1981] (p. 5053) ; devenu sans objet (p. 5054) ; **article 12 :** prélèvement exceptionnel de 0,5 p. 1 000 sur les sociétés d'assurance ; prélèvement sur les provisions techniques ; distorsions de concurrence (p. 5055).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion générale : dépenses supplémentaires ; nationalisation de la société Matra ; dispositions fiscales ; rapidité du changement ; insuffisance de débats démocratiques ; réflexions sur les conditions de l'équilibre général du projet du Gouvernement ; augmentation du déficit budgétaire ; moins-values fiscales ; absence de reprise économique [7 décembre 1981] (p. 4444) ; augmentation des taux d'intérêt ; maintien artificiel du franc ; dévaluation du franc ; supériorité de l'arme monétaire sur l'arme budgétaire ; importance du déficit budgétaire par rapport au P. I. B. ; financement des dépenses supplémentaires ; impossibilité de lancer un nouvel emprunt public ; saturation des marchés financiers ; situation saine laissée par le précédent gouvernement ; responsabilité du Gouvernement sur sa propre gestion ; nationalisation des banques ; lutte contre le chômage et l'inflation (p. 4445).

Discussion des articles : **article 14 :** modalités fiscales de la participation de l'Etat au capital de Matra ; protocole d'accord entre l'Etat et la société Matra ; genèse de la prise de participation de l'Etat dans Matra ; absence d'information donnée au Parlement par le Gouvernement ; évaluation de la valeur de la société Matra ; regroupement des actifs du secteur « Communication » dans la société M. M. B. ; coût de la prise de participation majoritaire (p. 4476).

Explications de vote : dispositions fiscales relevant plus d'un D. D. O. F. que d'un collectif ; majoration de dépenses publiques ; rapport Bloch-Lainé ; recrutement de nouveaux fonctionnaires ; distribution de prestations diverses ; conséquences des mesures prises sur le niveau des prix (p. 4487).

ANCIANT (Jean).

Député de l'Oise
(4e circonscription)
Socialiste.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [J. O. du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J. O. du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [J. O. du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Membre suppléant du comité des finances locales [J. O. du 28 juillet 1981] (p. 2075).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [J. O. du 28 juillet 1981] (p. 2079).

Membre suppléant du conseil national de la statistique [J. O. du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Services du Premier ministre : Services généraux) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 31 : Services du Premier ministre : **Services généraux (n° 470)** [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, discussion générale : fraude fiscale ; conditions de travail de l'administration des impôts ; impôt sur la fortune ; établissement d'un meilleur équilibre entre les revenus du travail et les revenus du capital ; impôt à faible taux ; imposition généralisée sur les signes extérieurs de richesse ; abus de certains frais généraux passés par pertes et profits dans les comptes d'entreprise ; esprit fraudeur à l'égard du fisc encouragé par le désordre fiscal [27 octobre 1981] (p. 2620) ; fiscalité de classe ; grande délinquance fiscale ; préservation de l'épargne ; financement d'investissements productifs ; nécessité de faire perdre leurs privilèges et leur anonymat à certaines formes de thésaurisation et de placements spéculatifs ; exemple de la grande fraude internationale ; nécessité de considérer la délinquance financière et fiscale comme un véritable délit (p. 2621).

Première partie :

Discussion des articles : **article 4 :** petites et moyennes entreprises [30 octobre 1981] (p. 2797) ; **article 11 :** possibilité d'accorder aux anciens combattants et victimes de guerre et aux veuves de guerre âgées de soixante-quinze ans une demi-part de quotient familial [31 octobre 1981] (p. 2899) ; **article 14 :** abus concernant des dépenses inscrites en frais généraux ; dépenses privées [2 novembre 1981] (p. 2956) ; **après l'article 14 :** hostilité du groupe socialiste à l'égard le l'avoir fiscal ; réforme globale de l'épargne (p. 2973) ; **article 28 :** son amendement n° 500 (arrondissement du montant de certains impôts au franc inférieur) : modifié et adopté [4 novembre 1981] (p. 3114).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale,* rapporteur spécial pour les services généraux : crédits de fonctionnement du Gouvernement ; absence d'économies au niveau des cabinets ministériels ; développement des banques de données publiques ; Documentation française [18 novembre 1981] (p. 3908) ; haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme ; haut comité de la langue française ; engorgement des services du médiateur (p. 3909).

Discussion des articles, rapporteur spécial. **après l'article 92 :** s'oppose à l'amendement n° 9 corrigé de M. Jean Foyer : refuse le contrôle des fonds spéciaux du Premier ministre conformément à la tradition républicaine (p. 3922-3923) ; **article 82 :** rétablissement de la confiance [20 novembre 1981] (p. 4109).

ANSART (Gustave)

Député du Nord
(20e circonscription)
Communiste.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [J. O. du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J. O. du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Président de cette commission [J. O. du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Rapporteur pour avis pour le projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576) [3 décembre 1981] (p. 4405).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 576) approuvant le **plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 597)** [8 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : relance de l'industrie textile : Accord multifibre ; affaire Willot [25 novembre 1981] (p. 4160).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : indépendance nationale ; puissance de la France [6 octobre 1981] (p. 1515) ; implications multiples de l'énergie ; relance de l'économie ; poids des investisse-

ments ; diversification de l'approvisionnement ; notion de coût social ; nucléaire : sécurité et information ; énergie nationale (p. 1516) ;

Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).

Première lecture, discussion générale : évocation de la répression policière au profit des maîtres de forges ; situation de la sidérurgie à Denain et à Longwy ; approbation par les travailleurs de la nationalisation de la sidérurgie ; contentieux entre les maîtres de forges et la nation et entre les maîtres de forges et le mouvement ouvrier français ; principe que les décisions concernant une grande industrie française doivent être prise par les élus de la nation ; nécessité de mettre fin à un gâchis sur le plan matériel, financier et humain ; renaissance de la sidérurgie française ; nationalisation, forme modèle de la concentration démocratique des moyens de production gérés et orientés pour le bien de la nation ; lutte contre le chômage ; attribution aux travailleurs de nouvelles conditions de travail et de droits nouveaux ; drame dans la sidérurgie des années 1978-1979 ; inhumanité des conseils d'administration des entreprises privées ; situation critique de la sidérurgie française malgré l'accroissement de la productivité [8 octobre 1981] (p. 1614) ; mise en service d'installations ultra-modernes ; moyens dérisoires consacrés à la recherche ; politique malthusienne au niveau européen ; conduite de la sidérurgie française à la faillite par ses dirigeants ; concours financier de l'Etat ; contrôle de la sidérurgie, élément de la nouvelle politique industrielle favorable à l'emploi ; industrie de la machine-outil ; prix de l'acier ; coûts sociaux ; traduction de la relance économique par un accroissement de la demande en produits plats et en produits longs ; importations d'acier ; protectionnisme généralisé ; négociations au sein de la Communauté économique européenne ; nécessité de produire français ; amélioration des conditions de travail ; création de nombreux emplois nouveaux ; haute qualification de la classe ouvrière dans le secteur sidérurgique ; insuffisance de la protection du travail et de la santé des hommes (p. 1615) ; statut du sidérurgiste ; vieillissement de la main-d'œuvre ; embauche et formation des jeunes ; participation de l'Etat dans le capital d'Usinor et de Sacilor à 95 p. 100 ; position des communistes en faveur de la nationalisation de l'ensemble de la sidérurgie ; table ronde consacrée à la stratégie industrielle de la sidérurgie (p. 1616).

Discussion des articles : **article 2 :** culpabilité des gouvernements précédents vis-à-vis des sidérurgistes (p. 1641).

Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et énergie. — *Discussion générale* : « mise à la casse » de secteurs industriels entiers sous le précédent septennat ; relance de l'économie en contradiction avec la majoration des cotisations de sécurité sociale [14 novembre 1981] (p. 3740) ; dépendance extérieure ; notion d'efficacité sociale ; reconquête du marché intérieur ; problème du textile : mesures de protection ; ressources charbonnières et hydrauliques ; nationalisation comme levier d'une grande politique industrielle nationale (p. 3741) ; nationalisation du secteur bancaire et crédits aux P. M. I. ; réforme des Codefi ; rapport Hannoun ; vote favorable du groupe communiste (p. 3742).

Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : priorité à l'emploi dans le plan intérimaire ; absence de définition dans le détail de la nouvelle politique industrielle et absence de concertation menée avec les syndicats ; association des organisations syndicales aux travaux de la commission de la production [11 décembre 1981] (p. 4682) ; rapports sociaux ; concertation ; place des cadres ; rôle des nationalisations ; mise en œuvre des contrats de solidarité dans le secteur public ; nationalisation du crédit ; synthèse du progrès économique et du progrès social ; correction des inégalités ; reconquête du marché intérieur ; nouvelle politique industrielle ; déclin de secteurs industriels essentiels ; mesures de protection sur le plan commercial international ; effort de reconstruction des industries d'équipement, notamment de la machine-outil ; effort de recherche ; aide à l'investissement ; politique de « déménagement du territoire » de l'ancien gouvernement ; contrôle des fonds publics et décentralisation de ce contrôle (p. 4683) ; poids des charges sociales sur l'économie française ; situation de l'industrie textile ; nombre de chômeurs ; rentabilité et choix des investissements ; dimensions nouvelles du raisonnement économique ; aménagement du territoire (p. 4684).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° **4** (réforme de l'assiette des cotisations sociales des entreprises et prise en compte de la valeur ajoutée pour le calcul des cotisations) [12 décembre 1981] (p. 4760) ; retiré ; son amendement n° 5 (généralisation du caractère contractuel des aides accordées par l'Etat aux entreprises, sur la base d'un plan de développement et d'un plan de financement conformes aux objectifs de la politique économique) (p. 4761) ; modification de l'amendement (insertion dans les contrats de plan de la part respective de l'effort de la puissance publique et de celle des actionnaires dans les plans de financement des entreprises) ; contrôle de l'utilisation des fonds publics, exemple de la sidérurgie ; amendement n° 5 rectifié adopté (p. 4762) ; son amendement n° 7 (développement de la sidérurgie et de la chimie et programmation des reconversions) ; son amendement n° 9 (essor du secteur sidérurgique) ; son amendement n° 8 (maintien des capacités de production sidérurgique de la France) (p. 4796) ; amendements nos 7, 9 et 8 retirés (p. 4797) ; article 3 : son sous-amendement n° 10 à l'amendement n° 1 de M. Jean-Paul Planchou (suppression de toute référence à la contribution de la commission du suivi à l'élaboration du rapport) : adopté ; son sous-amendement n° 11 à l'amendement n° 1 présenté par M. Jean-Paul Planchou (composition de la commission du suivi) : adopté (p. 4827).

ANSQUER (Vincent)

Député de la Vendée
(4e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à compléter l'article L. 468-3° du code de la sécurité sociale relatif à l'interdiction pour l'employeur de se garantir par une assurance en cas de faute inexcusable (n° 438) [22 octobre 1981] (p. 2382).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Noir tendant à faire participer les fonctionnaires civils et militaires de l'Etat et les agents titulaires des collectivités locales au financement du régime national interprofessionnel d'aide aux travailleurs privés d'emploi (n° 374) [12 novembre 1981] (p. 3603). Remplacé par M. Pierre-Bernard Cousté [10 décembre 1981] (p. 4660).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la création de **chambre des professions libérales (n° 56)** [8 juillet 1981]

Proposition de loi tendant à permettre au conseil régional de fixer librement le total des **ressources fiscales** que l'**établissement régional** peut recevoir en application des dispositions de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions **(n° 57)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à substituer aux expressions conseil général et conseiller général les expressions **conseil départemental** et **conseiller départemental (n° 58)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi organique tendant à limiter le rôle de l'endettement dans la création de la monnaie et permettre une **nouvelle politique économique** assurant la résorption du chômage et l'indépendance énergétique **(n° 157)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi sur l'**entreprise personnelle à responsabilité limitée (n° 197)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 142-2 du code de l'urbanisme instituant une **taxe départementale d'espaces verts (n° 411** [1er octobre 1981].

Proposition de loi relative à la création de **sociétés mobilières d'investissement** (Somi) et d'un nouveau contrat financier, le **crédit-bail d'actions (n° 412)** [1er octobre 1981].

Proposition de loi sur les **sociétés de partenaires (n° 413)** [1er octobre 1981].

Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 468-3° du code de la sécurité sociale relatif à l'interdiction pour l'**employeur** de se garantir par une **assurance en cas de faute inexcusable (n° 438)** [1er octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 23 :** son amendement n° 227 (exonération des avions privés munis d'un certificat de navigabilité restreint) [4 novembre 1981] (p. 3054) : rejeté (p. 3055).

ASENSI (François)

Député de la Seine-Saint-Denis
(8e *circonscription*)
Communiste.
Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [*J. O.* du 30 juillet 1981] (p. 2092).

Vice-président de cette délégation [*J. O.* du 4 septembre 1981] (p. 2374).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de quatre protocoles portant modification de la convention de Varsovie du 12 octobre 1929, pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international (n° 107) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 26 novembre 1981] (p. 3223).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 107), autorisant la ratification de quatre protocoles portant modification de la **convention de Varsovie** du 12 octobre 1929, pour l'unification de certaines règles relatives au **transport aérien international (n° 496)** [5 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **respect du principe des nationalisations** [15 juillet 1981] (p. 117) : mesures de restructuration prises par certaines sociétés visant à mettre hors du champ des nationalisations leurs activités les plus rentables ;

— **semaine mondiale de l'O.N.U. sur le désarmement :** « guerre fraîche » ; Europe occidentale menacée ; conférence à Paris sur le problème de désarmement proposée par le Président de la République [14 octobre 1981] (p. 1778) ;

— **élections professionnelles à Citroën-Aulnay :** mise à pied d'un délégué C.G.T., membre du comité d'établissement, par la direction de Citroën-Saint-Ouen ; nécessité de créer une commission exceptionnelle chargée de contrôler les élections professionnelles [28 octobre 1981] (p. 2668).

orale sans débat :

— **n° 8** posée le 8 juillet 1981 : **chômage : indemnisation** (allocations) (p. 67) ; appelée le 10 juillet 1981 : limites de la protection sociale des chômeurs ayant épuisé leurs droits ; politique de lutte contre le chômage menée par le Gouvernement ; situation des jeunes sans diplôme (p. 103).

— **n° 57** posée le 20 octobre 1981 : **automobiles et cycles (entreprises : Seine-Saint-Denis)** (p. 2247).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Explications de vote : vote favorable du groupe communiste ; service public rénové et décentralisé ; puissances financières ; financement publicitaire [24 septembre 1981] (p. 1336).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : nécessité de la nationalisation du crédit [14 octobre 1981] (p. 1766) ; non rétrocession des participations bancaires dans Creusot-Loire et Framatome ; rôle néfaste des banques pour l'économie sous le précédent septennat ; démocratisation de la gestion des banques ; nouvelle composition et nouveau rôle du conseil d'administration ; mise en place de conseils de bureau ; création d'une banque nationale d'investissements ; création de banques régionales d'investissements (p. 1767).

Discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 8 :** son amendement n° 121 représentation plus importante des salariés dans les conseils d'administration des sociétés nationalisées à prévoir par la future loi sur le secteur public) ; représentation des consommateurs [17 octobre 1981] (p. 2036) ; amendement n° 121 retiré (p. 2037) ; **article 9 précédemment réservé :** son amendement n° 125 (suppression de l'incompatibilité entre les fonctions d'administrateur salarié et les autres mandats de représentation des salariés) [19 octobre 1981] (p. 2155) : retiré (p. 2156) ; son amendement n° 126 (de conséquence de l'amendement n° 125) : retiré (p. 2157) ; **titre II : nationalisation des banques ; article 20 précédemment réservé :** son amendement n° 136 (représentation plus importante des salariés au sein des futurs conseils d'administrations à prévoir par la loi sur l'organisation du secteur public) : retiré [22 octobre 1981] (p. 2334) ; **article 21 précédemment réservé :** son amendement n° 538 (désignation des administrateurs salariés par les organisations syndicales les plus représentatives au plan national pendant la période transitoire) : retiré ; son amendement n° 169 (administrateurs salariés désignés compte tenu de la représentativité au plan national des organisations syndicales) retiré (p. 2343) ; son amendement n° 144 (administrateurs salariés, suppression des incompatibilités prévues au quatrième alinéa de l'article) (p. 2345) : retiré ; son amendement n° 145 (de coordination avec l'amendement n° 144) : retiré (p. 2346) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 35 :** son amendement n° 152 (représentation plus importante des salariés au conseil d'administration à prévoir par la loi sur l'organisation et la démocratisation du secteur public) : retiré [24 octobre 1981] (p. 2508) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **après l'article 50 :** loi sur l'organisation et la démocratisation du secteur public ; avancées permises par les nationalisations ; pressions antisyndicales ; volonté patronale de saboter les nationalisations [26 octobre 1981] (p. 2574) ; association des organisations sociales représentatives à l'élaboration de la loi sur la démocratisation du secteur public (p. 2575).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale :* radio et télévision ; journalistes communistes ; décentralisation de l'audiovisuel ; F.R. 3 ; effectifs et temps de travail dans les professions de l'audiovisuel [16 novembre 1981] (p. 3828).

Culture. — *Discussion générale :* rend hommage à Abel Gance ; essor à donner à la création ; améliorer la diffusion du film français à l'étranger ; réaménagement du système d'aide au cinéma ; problème du prix des places de cinéma : cinéma non commercial ; avenir du cinéma d'expression nationale [17 novembre 1981] (p. 3882).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : développement de l'appareil productif national ; croissance en région parisienne ; reconquête du marché intérieur ; régénération de l'industrie de la région parisienne ; industrie aéronautique ; propositions présentées dans le cadre de la préparation du Plan intérimaire ; essor technologique ; formation des travailleurs ; nationalisation et droits nouveaux pour les travailleurs ; industrie de la machine-outil ; responsabilité des collectivités locales ; secteur de la mécanique et de l'équipement industriel et électrique ; reconquête industrielle du territoire régional ; revalorisation de la Plaine-Saint-Denis ; secteur d'Aulnay-Roisy ; réalisation d'un centre de commerce interrégional ; création d'un institut de coopération industrielle avec les pays en voie de développement [11 décembre 1981] (p. 4710).

AUBERT (Emmanuel)

Député des Alpes-Maritimes

(4e *circonscription*)

R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Cointat tendant à définir les fonctions de « responsable d'entreprise » (n° 255) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues tendant à remplacer la taxe professionnelle par une majoration des taux de la taxe sur la valeur ajoutée (n° 291) [17 septembre 1981] (p. 1181).

Membre titulaire du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J.O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [*J.O.* du 22 décembre 1981] (p. 3482).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre en faveur des **anciens prisonniers du camp de Rawa-Ruska (n° 348)** [17 septembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **situation en Pologne :** position de la France aux côtés de la Pologne dans son combat pour la liberté et l'identité nationale ; incapacité du monde encore libre à faire triompher les droits de l'homme ; inconsistance de l'attitude du Gouvernement et incohérence des déclarations ministérielles ; déclaration du Président de la République à Mexico : « courage, la liberté vaincra » [16 décembre 1981] (p. 4994) ; échecs successifs des pays socialistes dans le domaine économique et dans celui de l'épanouissement de l'homme ; nécessité pour le Premier ministre d'une révision déchirante de sa politique et de ses alliances ; nécessité d'informer l'Assemblée nationale de l'évolution de la situation en Pologne autrement que par le relecture des dépêches de l'A. F. P. ; mise en cause par le Gouvernement des qualités d'un élu du peuple (M. Robert-André Vivien) (p. 4995).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement et débat sur cette déclaration (n° 11).

Explications de vote : contradictions du programme du Gouvernement ; nouvelle citoyenneté et nécessité de l'unité nationale [9 juillet 1981] (p. 84) ; hostilité du R.P.R. aux nationalisations ; refus de la confiance du groupe R. P. R. p. 85).

Rappel au règlement : programme de travail de l'Assemblée nationale [15 juillet 1981] (p. 134).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titre Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : projet de loi du Gouvernement précédent portant développement des responsabilités locales ; proposition de loi socialiste portant décentralisation de l'Etat ; précipitation dans l'examen du projet de loi ; étape de la réforme de la décentralisation ; unité, indivisibilité de la République ; régions ; caractère exécutoire des décisions ; exécutif départemental [27 juillet 1981] (p. 345)) ; séparation des responsabilités départementales et étatiques : nécessité d'un décret en Conseil d'Etat ; grandes villes et petites communes ; caractère non suspensif du recours ; cour de discipline budgétaire ; confusion des attributions entre l'Etat et différentes collectivités ; statut de Paris ; proposition socialiste n° 2031 (p. 346) ; tutelle technique (p. 347).

Discussion des articles : **article 3 :** son sous-amendement n° 282 à l'amendement n° 45 de la commission (obligation d'informer le maire à peine d'irrecevabilité) [28 juillet 1981] (p. 435) : adopté (p. 436) ; son sous-amendement n° 215 à l'amendement n° 45 de la commission (possibilité donnée au maire de demander au représentant de l'Etat si celui-ci a l'intention de former un recours devant le tribunal administratif) : adopté (p. 437) ; **article 45 :** pour le sous-amendement n° 352 de M. Michel Noir à l'amendement n° 128 de la commission [9 septembre 1981] (p. 841) ; **après l'article 45 :** son amendement n° 302 (modification des limites territoriales des régions) : réservé (p. 858) ; **article 46 :** son sous-amendement à l'amendement n° 129 de la commission (p. 864) ; rejeté (p. 865) ; **après l'article 47 : rappel au règlement :** déroulement du débat sur l'amendement n° 132 corrigé de la commission (p. 872) ; **après l'article 45** (*suite*) : son amendement n° 302 précédemment réservé (modification des limites des régions) : rejeté par scrutin public [11 septembre 1981] (p. 959) ; **article 60 :** son amendement n° 231 (conditions dans lesquelles est institué le comité d'allègement des prescriptions techniques et composition de ce comité) : retiré (p. 987) ; **après l'article 64 :** ses sous-amendements n° 372 rectifié, n° 373 et n° 374 précédemment réservés à l'amendement n° 127 corrigé du gouvernement (rémunération par les collectivités locales des fonctionnaires et agents de l'Etat) (p. 1007) ; rejetés (p. 1008).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 5 :** pouvoir de décision du représentant de l'Etat ; avis de la chambre régionale des comptes [15 décembre 1981] (p. 4918) ; **article 7 :** modification de l'ordre du jour ; subventions d'équilibre (p. 4922) ; **article 11 :** soumission des maires et des adjoints à la cour de discipline budgétaire et financière ; absence de pouvoir de délégation de l'adjoint au maire (p. 4928) ; son sous-amendement n° 479 à l'amendement n° 25 de la commission (supprimant les mots « adjoints des maires » après les mots « les maires » dans le premier alinéa de l'amendement n° 25 et ajoutant en qualité d'« ordonnateur » après « les adjoints des maires » (p. 4930) ; adopté (p. 4931).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion générale : **rappel au règlement :** notion « d'ancien régime » utilisée par le président de l'Assemblée [29 juillet 1981] (p. 485).

Mise au point au sujet de son vote [31 juillet 1981] (p. 654).

— Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77).

Mise au point au sujet de son vote sur l'ensemble du projet de loi en deuxième lecture [31 juillet 1981] (p. 654).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Explications de vote : solidarité nationale ; lutte contre le chômage ; lutte contre l'inflation ; déstabilisation de l'équilibre économique du pays ; confiance des agents économiques [15 septembre 1981] (p. 1082) ; programme socialiste ; précédents gouvernements socialistes (p. 1083).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son hostilité à la participation des étudiants étrangers aux conseils d'université [16 septembre 1981] (p. 1122).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** soutient l'amendement n° 28 de M. Philippe Séguin [18 septembre 1981] (p. 1214, 1215).

Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion des articles : **article 3,** *article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* champ de l'expulsion ; menace grave pour l'ordre public [30 septembre 1981] (p. 1412) ; *article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* rapatriement des mineurs de seize ans ne séjournant pas auprès de leur famille (p. 1416) ; protection contre l'expulsion de l'étranger marié à un ressortissant français : détournements de la loi, mariages de dernière heure (p. 1417).

Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Jean-Claude Gaudin.

Explications de vote : absence du Premier ministre à la fin du débat [12 octobre 1981] (p. 1701) ; projet socialiste, idéologie passéiste ; incohérence de la pensée et de l'action du Gouvernement ; volonté du Gouvernement de marquer la rupture avec « l'ancien régime » ; projets de réformes hâtivement élaborés ; désarroi de l'opinion ; double langage du Gouvernement ; relance de la consommation mais impératifs résultant de la dévaluation du franc ; contrôle des prix ; incompatibilité de l'accroissement de la fiscalité et des cotisations sociales avec une politique de relance de la consommation ; augmentation abusive des dépenses publiques ; gel de 15 milliards de francs de dépenses d'investissement ; financement du déficit budgétaire par ponction sur l'épargne et création monétaire ; impôt sur la fortune ; prélèvement exceptionnel de solidarité ; justice fiscale ; fiscalité directe et faibles revenus ; levée de l'anonymat sur les transactions d'or ; nationalisations ; politique de l'énergie (p. 1702) ; déclarations contradictoires du ministre des relations extérieures ; vision doctrinaire de la société ; censure du Gouvernement par le groupe R.P.R. (p. 1703).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 3 :** refus de la majorité de prendre en considération la contribution de l'opposition [16 octobre 1981] (p. 1959) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27 : son rappel au règlement :** attaques personnelles à l'égard de députés de l'opposition ; attitude de la majorité envers le Président de séance [20 octobre 1981] (p. 2241) ; **titre II :** nationalisation des banques : **article 16 précédemment réservé :** reprise d'amendement de l'opposition par le rapporteur [21 octobre 1981] (p. 2299) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **après l'article 50 :** son sous-amendement n° 1422 à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon (recours ouvert aux pharmaciens d'officines auxquels auront été opposés trois refus de crédit successifs par trois banques nationalisées) : rejeté [26 octobre 1981] (p. 2578).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 11 :** équité fiscale ; réforme fiscale ; déficit budgétaire ; relèvement des tranches du barème de l'impôt sur le revenu ; pénalisation des couches moyennes ; plafonnement du quotient familial [31 octobre 1981] (p. 2868) ; **après l'article 20 :** T.V.A. sur l'hôtellerie quatre étoiles ; confusion entre les hôtels « quatre étoiles » et les hôtels « quatre étoiles luxe » [3 novembre 1981] (p. 3032) ; **article 23 :** pavillons de complaisance [4 novembre 1981] (p. 3050) ; taxation de la navigation de plaisance (p. 3051) ; déclaration de M. Gaston Defferre sur la taxation de la navigation de plaisance (p. 3054) ; **article 36 :** dotation globale de fonctionnement (p. 3128) ; diminution de la durée d'exonération de l'impôt foncier et allégements de charges des collectivités locales ne devant pas être comptés comme complément de la D.G.F. ; freinage des investissements ou augmentation de la charge fiscale imposée par les communes (p. 3129) ; prévisions économiques du Gouvernement pour 1982 (p. 3133) ; allégement de charges des collectivités locales ; reprend l'amendement n° 330 de M. Dominique Frelaut (p. 3134) ; rejeté (p. 3135).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* police ; sécurité des Français ; paix civile [17 novembre 1981] (p. 3850) ; délinquance ; insécurité ; violence ; rôle du policier ; îlotage ; justice ; carrière des policiers ; informatique ; bonifications quinquennales ; sécurité publique (p. 3851).

Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **Titre I, article 3 :** droit des héritiers des rapatriés [2 décembre 1981] (p. 4368) ; problème de l'absence de possibilité d'appel contre les décisions de la commission de réaménagement des prêts ; insuffisance du recours en cassation (p. 4369).

Son rappel au règlement : amendements de l'opposition déclarés irrecevables par la commission des finances ; non applicabilité de l'article 40 de la Constitution lors de la procédure de l'article 38 de la Constitution [9 décembre 1981] (p. 4568).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er : alinéa 1er :** programme du Gouvernement [9 décembre 1981] (p. 4570) ; flou des limites données à l'habilitation gouvernementale (p. 4573) ; **alinéa 2 à 5 : son rappel au règlement :** attitude du rapporteur à l'égard des amendements de l'opposition (p. 4593) ; **alinéa 8 :** son amendement n° 16 (suppression de l'alinéa) ; ses observations sur l'audition par la commission des lois du ministre du Plan et de l'aménagement du territoire [10 décembre 1981] (p. 4621) ; seuil d'âge et durée d'activité pour la retraite ; maintien en vigueur de la préretraite jusqu'en mars 1983 (p. 4622) ; objectif du Gouvernement de supprimer la garantie de ressources ; conséquences de la retraite à soixante ans sur les régimes complémentaires (p. 4623) ; amendement n° 16 rejeté (p. 4624) ; lien entre le minimum vieillesse et le S.M.I.C. (p. 4630) ; réévaluation en même temps que le S.M.I.C. (p. 4631) ; **alinéa 9 :** son amendement n° 104 (suppression de la dernière phrase de l'alinéa) (p. 4636) : rejeté par scrutin public (p. 4637) ; **alinéa 11 :** caractère optionnel de la prise de la retraite conforme aux vœux des travailleurs ; but d'homogénéisation des régimes complémentaires poursuivi par le Gouvernement (p. 4644) ; **alinéa 12 :** financement des contrats de solidarité par les collectivités locales (p. 4649) ; contradiction avec la décentralisation (p. 4650) ; financement des contrats de solidarité imposé à toutes les communes (p. 4651) ; **alinéa 13 :** lutte contre le travail au noir (p. 4655) ; création d'une forme légale de travail au noir par les contrats de solidarité ; **après l'article 1er :** son amendement n° 94 (maintien des droits acquis des travailleurs et non-accroissement des charges des entreprises) (p. 4656) : rejeté (p. 4657).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 57 (revalorisation des retraites agricoles) : rejeté [12 décembre 1981] (p. 4809).

— Demande une suspension de séance au nom du groupe du rassemblement pour la République, en raison d'une modification de l'ordre du jour [15 décembre 1981] (p. 4914).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 4 :** son amendement n° 10 (institution d'un prélèvement exceptionnel sur les excédents non affectés du Crédit agricole au titre des exercices de 1976 à 1980) ; principe de la

spécialité des établissements publics ; possibilité pour le conseil d'administration de la caisse nationale de crédit agricole d'affecter les ressources à des opérations de crédits à court terme, à moyen terme et à long terme, individuels et collectifs ; amendement n° 10 rejeté [17 décembre 1981] (p. 5108).

AUBERT (François d')

Député de la Mayenne
(1re *circonscription*)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384). [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Transports : section commune) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 26 novembre 1981] (p. 3223).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexé n° 39 : Transports : Section commune (**n° 470**) [15 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Rôle du Parlement** : absence du président de l'Assemblée nationale lors de la séance des questions du mercredi [28 octobre 1981] (p. 2664) ; incompatibilité des propos tenus par M. Louis Mermaz au congrès de Valence avec l'exercice de sa fonction de président de l'Assemblée nationale (p. 2665).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** nécessité d'un étalement de droit, dans le temps, en matière d'imposition de revenus exceptionnels ; cas particulier du versement de primes de départ élevées [16 juillet 1981] (p. 179) ;

Explications de vote : « impôt sanction » ; maniement excessif des taux de l'impôt sur le revenu ; plus grande efficacité de l'élargissement de l'assiette ; abstention du groupe U.D.F. (p. 184) ; **après l'article 1er :** imposition des entreprises de travail temporaire et fiscalité « à la carte » (p. 185) ; son sous-amendement n° 64 à l'amendement n° 7 de la commission des finances (maintien de la réduction dans le cas de donations-partages pour les entreprises familiales) : rejeté (p. 193) ; **article 5 :** s'oppose à l'article 5 du projet de loi de finances pour 1981 relevant le taux de la T.V.A. sur les hôtels de luxe ; cas de la région de la Côte-d'Azur (p. 204) ;

— **Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77).**

Première lecture, explications de vote : opposition du groupe Union pour la démocratie française [17 juillet 1981] (p. 260).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale : absence de concertation préalable ; tutelle *a priori* bienveillante des préfets ; caractère répressif de la tutelle *a posteriori* ; cour de discipline budgétaire ; risque de paralysie ; encombrement juridictionnel ; personnels des chambres régionales des comptes [27 juillet 1981] (p. 365) ; toute-puissance du ministère des finances ; caisse des dépôts et consignations ; caractère incohérent du projet de loi (p. 366).

Discussion des articles : **article 4 :** Codefi [30 juillet 1981] (p. 547) ; **article 5 :** soutient le sous-amendement n° 258 de M. Claude Wolff à l'amendement n° 51 de la commission [31 juillet 1981] (p. 607) ; soutient l'amendement n° 305 de M. Charles Millon (p. 608) ; **article 12 :** gouvernement des juges ; dissymétrie entre le statut des élus locaux et celui des fonctionnaires ; cas de saisine de la cour de discipline budgétaire ; sanctions civiques ; autorités capables de saisir la cour de discipline budgétaire ; procédure devant la cour de discipline budgétaire (p. 631) ; limitation de la saisine de la cour de discipline budgétaire au cas où il y aura utilisation du droit de réquisition ; sanctions applicables en cas de saisine de la cour de discipline budgétaire (p. 633) ; son sous-amendement n° 449 à l'amendement n° 49 de la commission (élargissement de la catégorie des justiciables de la cour de discipline budgétaire aux membres du gouvernement) : rejeté par scrutin public (p. 635) ; possibilité donnée aux élus locaux de contracter une police d'assurance couvrant au moins une partie de la sanction pécunière (p. 636) ; honoraires versés pour des travaux fictifs à des entreprises comme l'Orgeco ; utilisation des cars de transport scolaire dans les communes communistes pour conduire des employés municipaux à de grandes réunions de masse (p. 651) ; **article 18 :** problème de la répartition des compétences entre les diverses collectivités territoriales ; transfert des services ; principe d'égalité devant le service public ; politisation [1er août 1981] (p. 692) ; agence technique départementale (p. 693) ; son sous-amendement n° 464 à l'amendement n° 78 de la commission (convention passée avec chaque ministère intéressé) (p. 697) rejeté (p. 698) ; notion de « services de la préfecture » ; son sous-amendement n° 469 à l'amendement n° 78 de la commission (création de services après avis motivé et rendu public de la chambre régionale des comptes) : rejeté par scrutin public (p. 699) ; **après l'article 18 :** statut des personnels départementaux (p. 708) ; problème des rémunérations (p. 709) ; **article 21 :** portée de la déconcentration (p. 726) ; avantage de l'amendement n° **494** de M. Philippe Séguin plaçant le représentant de l'Etat sous l'autorité du Premier ministre (p. 730) ; **après l'article 22 :** audition du représentant de l'Etat au conseil général [2 août 1981] (p. 749) ; **article 23 :** « régime d'assemblée » ; respect des droits des minorités ; politisation de la vie locale ; unification des indemnités des conseillers généraux (proposition de loi Jozeau-Marigné) (p. 753) ; **article 38 :** suspicion illégitime à l'égard des trésoriers-payeurs généraux (p. 784).

— **Projet de loi relatif au prix du livre (n° 251).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2 :** revente de livres par certains comités d'entreprise ; suppression des établissements et centres culturels reconnus établis hors de France du champ des dérogations [31 juillet 1981] (p. 646).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).**

Première lecture, discussion générale : solution de type anglo-saxon pour la délivrance des dérogations ; exemple de Radio-Mayenne [24 septembre 1981] (p. 1310) ; texte provisoire ; publicité clandestine ; moyens occultes ; son opposition aux radios municipales (p. 1311).

— **Son rappel au règlement :** propos tenus par le rapporteur du projet de loi sur les nationalisations à l'encontre des membres de l'opposition [2 octobre 1981] (p. 1483).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : recours devant le Conseil constitutionnel [14 octobre 1981] (p. 1796) ; incapacité des nationalisations à résoudre les problèmes de l'emploi ; conséquences sur l'emploi de la nationalisation du système bancaire et du regroupement des banques régionales ; déstabilisation de l'économie française ; conséquences sur la confiance dans la monnaie ; transfert de clientèle au profit des banques étrangères ; effondrement des entreprises nationalisées britanniques et italiennes ; bouleversement des stratégies et des équipes dirigeantes des entreprises nationalisables ; fuite des cerveaux (p. 1797) ; bouleverse-

ment des relations entre les groupes et les sous-traitants ; préférence accordée par les P.M.E. aux banques privées ; institution du « crédit global d'exploitation » ; danger de la sélectivité du crédit pour les P.M.E. : exemple de l'entreprise Majorette ; faible part des bénéfices des banques dans le coût du crédit ; volonté de main-mise de l'Etat sur l'économie par la nationalisation du crédit ; aide de l'Etat aux groupes nationalisables sous le précédent septennat ; rétrocession des filiales (p. 1798) ; motivation idéologique des nationalisations ; contradiction entre la nationalisation du crédit et la décentralisation ; explication des succès de Renault par sa gestion privée ; inutilité de la nationalisation si la gestion demeure privée ; programme des travaillistes britanniques (p. 1799) ; société dualiste avec l'extension du secteur public ; coût en subventions et en moins-values fiscales des nationalisations ; droit de l'opposition de discuter le projet et de déposer des amendements ; suggestion de M. Rocard sur des prises de participations temporaires à 51 p. 100 à la place des nationalisations (p. 1800) ; nationalisation rampante ; maintien d'Hachette et d'Europe n° 1 dans le secteur privé (p. 1801).

Discussion des articles : **avant le titre Ier :** respect par la France de ses engagements internationaux [15 octobre 1981] (p. 1844) ; question de la conformité au traité de Rome de l'augmentation de la dotation en capital fournie par l'Etat à Renault pour 1982 (p. 1846) ; **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **avant l'article 1er :** démocratie économique ; emploi dans les groupes nationalisables (p. 1849) ; **article 1er :** absence de critères des nationalisations ; négociations P.C.-P.S. ; nationalisations et emploi : exemple de la papeterie, de la téléphonie et du textile (p. 1858) ; investissements de Renault à l'étranger (p. 1860) ; absence d'informations sur la politique industrielle du Gouvernement et sur la gestion future des groupes nationalisables ; danger de mise sous séquestre à la demande d'actionnaires étrangers ; investissements réalisés par les groupes nationalisables ; coût de la nationalisation pour les finances publiques (p. 1862) ; son amendement n° 408 (exclusion de la C.G.E. du champ des nationalisations) ; critères des nationalisations (p. 1876) ; rapport Hannoun ; aide aux grandes entreprises au Japon et en R.F.A. ; nationalisation d'entreprises de travaux publics et de l'Electro-Banque par le biais de la nationalisation de la C.G.E. ; amendement n° 408 rejeté (p. 1877) ; son amendement n° 409 (exclusion de Saint-Gobain du champ des nationalisations) ; absence de caractère stratégique ; filiales étrangères ; absence de monopole (p. 1878) ; amendement n° 409 : rejeté ; son amendement n° 410 (exclusion de P.U.K. du champ des nationalisations) ; absence de monopole et de caractère stratégique (p. 1879) ; filiales américaines de P.U.K. ; activités de P.U.K. dans le secteur de la chimie et de l'aluminium (p. 1880) ; amendement n° 410 rejeté (p. 1881) ; son amendement n° 411 (exclusion de Rhône-Poulenc du champ des nationalisations) ; absence d'intérêt stratégique et de caractère de monopole ; emploi dans le textile ; déroulement du débat (p. 1885) ; amendement n° 411 rejeté (p. 1886) ; son amendement n° 412 (exclusion de Thomson-Brandt du champ des nationalisations) ; nationalisation de Thomson-C.S.F. ; part décroissante des commandes publiques dans le chiffre d'affaires de Thomson-Brandt ; emplois dans le secteur téléphonie de Thomson-C.S.F. (p. 1887) ; amendement n° 412 rejeté (p. 1888) ; discussion des amendements [16 octobre 1981] (p. 1918) ; critères de rétrocession au secteur privé des filiales des groupes industriels ; nationalisation rampante (p. 1919) ; nationalisation du Joint français ; critères des nationalisations (p. 1921) ; critères des nationalisations (p. 1923-1924) ; notion de nationalisation ; effets extraterritoriaux de la nationalisation ; nationalisation du Canal de Suez (p. 1925) ; nationalisation d'A.E.C. ; secteur coopératif préconisé par M. Michel Rocard (p. 1926) ; soutient l'amendement n° 278 de M. Michel Noir ; convention franco-américaine de 1959 ; indemnisation des actionnaires américains : risque de procédures ; soutient l'amendement n° 280 de M. Michel Noir ; actifs de Rhône-Poulenc au Brésil (p. 1927) ; soutient l'amendement n° 281 de M. Michel Noir : nationalisation de Thomson-C.S.F. (p. 1928) ; **article 2 :** inconvénients de la détention, par des organismes publics, d'actions de sociétés nationalisables : constitution de féodalités économiques et politiques (p. 1937) ; « mécano-industriel » ; regroupements fantaisistes (p. 1938) ; soutient l'amendement n° 4 de M. Charles Fèvre ; autonomie de la gestion des entreprises nationalisées par rapport à l'Etat ; gestion démocratique (p. 1946) ; soutient l'amendement n° 423 de M. Charles Millon ; arrêt Cogema ; transferts du secteur public au secteur privé (p. 1949) ; **après l'article 2 :** conditions de transfert au secteur privé de certaines parties du secteur public ; rapport Nicolay (p. 1952) ; **article 4 :** effets extraterritoriaux de la nationalisation [17 octobre 1981] (p. 1974) ; précédent du pipe-line de la Trapsa reliant Hassi-Messaoud à Sfax ; nationalisation de la compagnie du Canal de Suez ; importance des actifs à l'étranger pour l'équilibre des sociétés industrielles nationalisables (p. 1975) ; communication au Parlement de la consultation de juristes internationaux effectuée à la demande du Gouvernement ; nature des bénéficiaires des cessions de filiales et succursales à l'étranger (p. 1980) ; **article 5 :** emprunt 16,75 p. 100 ; emprunt 1973 ; avantage pour le marché financier de l'indemnisation par le biais de la distribution d'actions sans droit de vote ; nominal des obligations remises en indemnité (p. 1995) ; découragement de l'épargne ; répercussions sur le rendement des SICAV (p. 1996) ; parts bénéficiaires se substituant aux obligations remises en indemnité ; risque d'afflux d'ordre de vente concernant ces obligations ; soutien des cours par les personnes publiques ; risque d'encombrement du marché obligataire ; non amendement n° 636 (nationalisation au 1er janvier 1984) ; son amendement n° 640 (nationalisation au 1er janvier 1983) ; ses amendements nos 637 et 641 (de conséquence des amendements 636 et 640) ; avantage pour les finances publiques de différer la nationalisation (p. 2000) : rejetés : (p. 2001) ; aléa des obligations à taux variable ; habitudes des épargnants ; nécessité de prévoir une procédure d'intervention des personnes publiques pour soutenir le cours des obligations remises en indemnité (p. 2002) ; ses amendements nos 638, 639, 642 et 643 (taux des obligations remises en indemnité : période de référence aux emprunts d'Etat) : retirés (p. 2003) ; répercussions de la nationalisation sur le marché financier (p. 2006) ; son amendement n° 464 (attribution d'un dividende au titre de 1981, aux détenteurs d'actions transférées à l'Etat) ; nationalisation au 1er janvier 1982 ; indemnisation ne tenant pas compte des résultats de 1981 (p. 2007) ; amendement n° 464 rejeté (p. 2008) ; **article 6 :** valeur d'échange des actions ; procédures éventuelles d'actionnaires étrangers ; absence de consolidation des comptes et d'actualisation des actifs ; multiplicateur du bénéfice net (p. 2010) ; dividendes de 1981 ; comptes consolidés ; (p. 2019) ; inégalité entre les banques françaises et les banques étrangères ; **après l'article 6 :** inégalité entre les salariés des entreprises nationalisées : conservation de leurs actions par les personnels de la S.N.I.A.S. et de Renault (p. 2025) ; **article 7 :** conseil d'administration des sociétés nationalisées : élimination des dirigeants en place (p. 2027) ; Yalta politique entre le parti communiste et le parti socialiste à l'intérieur du secteur nationalisé (p. 2028) ; son amendement n° 482 (maintien en fonction à titre transitoire des équipes dirigeantes des cinq sociétés industrielles nationalisables) ; arrêté des comptes sociaux au 31 décembre 1981 (p. 2029) ; retiré (p. 2030) ; **article 9 :** procédure d'examen des amendements [18 octobre 1981] (p. 2057) ; titre II : nationalisation des banques ; **article 13 :** changement complet de nature du système socio-politique avec la nationalisation du crédit ; rapport Mayoux ; introduction par la nationalisation des banques d'un système extrêmement centralisé ; perte d'une partie de la liberté des entreprises ; suffisance actuelle des instruments de direction du crédit : plan et conseil national du crédit ; risque de conseil entre le conseil national du crédit et le commissariat au Plan ; aspect international du problème des nationalisations ; aliénation d'une partie des actifs des banques à l'étranger ; problèmes d'implantation ; exemple de la Malaisie, qui refuse que des banques dont un Etat étranger est propriétaire, s'installent sur son sol ; problème du recyclage des capitaux ; banques régionales ; super-sélectivité du crédit et super-centralisation ; disparition pratique des marchés monétaires (p. 2069) ; bénéfices des banques ; crédit global d'exploitation (p. 2070) ; solution de compromis consistant à fixer le seuil de la nationalisation à 3,300 millards de francs de dépôts (p. 2088) ; demande de précision sur les sociétés régionales de banque (p. 2095) ; inégalité de traitement entre banques françaises et banques étrangères (p. 2095 et 2097) ; soutient l'amendement n° 928 de M. Charles Millon ; détention de participations dans les banques françaises par des banques étrangères favorable aux intérêts de la France (p. 2101) ; soutient l'amendement n° 651 de M. Michel Noir ; banque commerciale de L'Europe du Nord [19 octobre 1981] (p. 2115) ; application de l'article 49, alinéa 3 ; restructuration dans les banques (p. 2116) ; soutient le sous-amendement n° 659 de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 de la commission ; restructuration dans les banques régionales ; réduction d'effectifs ; Banque

Chaix décentralisée (p. 2120) ; soutient les sous-amendements n°s 664 et 665 de M. Michel Noir ; signature de la France pénalisée du fait des nationalisations (p. 2122) ; soutient le sous-amendement n° 667 de M. Michel Noir ; caractère régional de la Banque Hervet ; intervention de M. Hervet dans le débat sur les nationalisations ; fermeture de guichets ; (p. 2123) ; soutient le sous-amendement n° 677 de M. Michel Noir ; question de la fusion de la Société marseillaise de crédit avec la Banque Chaix ; capital de la Société séquanaise de banque détenu à 78 p. 100 par des personnes publiques ; coût supplémentaire de la nationalisation à 100 p. 100 (p. 2134) ; nationalisation des actions détenues par le personnel des trois grandes banques déjà nationalisées ; cessation des fonctions de présidents-directeurs généraux des banques nationalisables et déjà nationalisées (p. 2141) ; **titre I** : nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 10** : nomination du président du conseil d'administration : élection ; nomination politique (p. 2164) ; garanties d'indépendance et de compétence (p. 2165) ; soutient l'amendement n° 494 de M. Charles Millon ; nomination du président du conseil d'administration sur proposition dudit conseil (p. 2171) ; nomination du président du conseil d'administration (p. 2172) ; **article 12** : durée d'amortissement des obligations remises en indemnité ; indexation insuffisante ; dotations en fonds propres non prévue au budget 1982 ; redevance versée par les cinq sociétés industrielles nationalisables ; emprunt par la caisse nationale de l'industrie pour amortir les obligations (p. 2180) ; soutient l'amendement n° 505 de M. Charles Millon ; création de la caisse nationale de l'industrie relevant du domaine réglementaire ; coût des nationalisations [20 octobre 1981] (p. 2188) ; soutient l'amendement n° 508 de M. Charles Millon ; composition du conseil d'administration de la caisse nationale de l'industrie (p. 2192) ; emprunts de la caisse nationale de l'industrie sur les marchés extérieurs ; encombrement du marché obligataire français (p. 2194) ; **explications de vote sur l'article 12** : caractère anticonstitutionnel de l'article ; redevance versée par les cinq sociétés industrielles nationalisées ; principe de l'universalité budgétaire ; vote hostile du groupe U.D.F. (p. 2195) ; **après l'article 12** : son amendement n° 512 (interdiction faite à l'Etat de détenir, directement ou non, des participations dans la presse) (p. 2196) ; engagement du Gouvernement à propos des participations détenues par Matra (p. 2197) ; amendement n° 512 rejeté (p. 2201) ; ses amendements n°s 513 à 517 (rétrocession des participations de Matra dans la presse si l'Etat venait à acquérir directement ou indirectement plus de 50 p. 100 des actions Matra) ; amendement promis par le Premier ministre (p. 2207) ; Dernières Nouvelles d'Alsace ; Europe n° 1 ; Télé 7 jours ; Elle ; Le Journal du Dimanche (p. 2208) ; rejet des amendements n°s 513 à 515 (p. 2210) ; rejet par scrutin public de l'amendement n° 516 ; rejet de l'amendement n° 517 ; ses amendements n°s 518 et 519 (rétrocession des participations de Matra dans Europe n° 1, Images et Sons et dans la société de production des disques « A.Z. » si l'Etat venait à détenir directement ou non plus de 50 p. 100 des actions Matra) (p. 2211) ; rejet par scrutin public de l'amendement n° 518 ; amendement n° 519 rejeté ; ses amendements n°s 520 et 521 (rétrocession des participations de Matra dans le secteur de la diffusion si l'Etat venait à détenir directement ou non plus de 50 p. 100 des actions Matra) ; Nouvelles Messageries de la presse parisienne (p. 2212) ; rejet des amendements n°s 520 et 521 ; son amendement n° 522 (rétrocession des participations de Matra dans le secteur du livre si l'Etat venait à détenir directement ou non plus de 50 p. 100 des actions Matra) (p. 2213) ; rejeté ; rétrocession de maisons d'édition (p. 2214) ; **titre II** : nationalisation des banques ; **après l'article 13** : soutient l'amendement n° 943 de M. Charles Millon ; ouverture de nouveaux guichets ; banques dont les dépôts dépasseront le milliard de francs (p. 2219) ; effets de la nationalisation des banques sur le coût et l'abondance du crédit ; emploi dans le secteur bancaire avec la nationalisation (p. 2221) ; **titre III** : nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27** : nationalisation symbole ; substitution d'une classe de technocrates à une autre ; risque que l'Etat ne puisse maîtriser ces deux féodalités ou qu'elles soient démantelées (p. 2231) ; soutient l'amendement n° 1200 de M. Charles Millon ; inutilité de la nationalisation de Suez et Paribas ; nationalisation préalable au tri des participations détenues par les deux compagnies ; gestion future de Suez et Paribas ; critères de la rétrocession (p. 2243) ; son amendement n° 1201 (nationalisation des deux compagnies financières effective après le regroupement dans des filiales de leurs actifs destinés à être rétrocédés) ; engagement du Premier ministre sur la rétrocession ; méthode du tri préalable ; critères de la rétrocession (p. 2244) ; amendement n° 1201 rejeté ; son amendement n° 1202 (rétrocession au secteur privé dans un délai de trois mois, des actifs des deux compagnies non destinés, par nature, à entrer dans le secteur public) (p. 2245) ; rejeté (p. 2246) ; **titre II** : nationalisation des banques ; **article 14 précédemment réservé** : participations détenues par les banques ; contradiction entre les articles 13 et 14 du projet [21 octobre 1981] (p. 2271) ; retrait d'amendements par l'opposition (p. 2275) ; restructuration dans le secteur bancaire (p. 2276) ; consultation des personnels des banques préalablement à la nationalisation ; non-représentation des non-syndiqués dans les nouveaux conseils d'administration (p. 2279) ; **article 15 précédemment réservé** : amendements de l'opposition (p. 2280) ; **article 16 précédemment réservé** : système bancaire français au deuxième rang mondial ; crédit et signature de la France (p. 2292) ; conséquences de la nationalisation sur la balance des paiements (p. 2293) ; aliénation des filiales bancaires à l'étranger ; danger de pression sur le Gouvernement français (p. 2299) ; soutient l'amendement n° 1026 de M. Charles Millon : nationalisation rampante du secteur bancaire (p. 2300) ; **article 17** : ses amendements n°s 994 et 991 (date de jouissance des obligations remises en indemnité) : rejetés (p. 2303) ; ses amendements n°s 995 et 992 (de conséquence) : rejetés (p. 2304) ; ses amendements n°s 996 et 993 (de conséquence) : rejetés ; son amendement n° 1039 (rédactionnel) : rejeté (p. 2305) ; soutient l'amendement n° 1045 de M. Charles Millon : découragement des épargnants ; orientation de l'épargne (p. 2307) ; **article 18** : arbitraire de l'évaluation de l'indemnisation (p. 2308) ; distorsion de traitement entre les actionnaires (p. 2309) ; **article 19 précédemment réservé** : cessation des fonctions des équipes dirigeantes des banques déjà nationalisées par le biais de l'article ; critères de nomination des administrateurs généraux : constitution de féodalités [22 octobre 1981] (p. 2329) ; **article 20 précédemment réservé** : représentation des P.M.E. aux conseils d'administration (p. 2334) ; **article 23 précédemment réservé** : soutient l'amendement n° 1099 de M. Charles Millon (p. 2352) ; **article 24 précédemment réservé** : redevance versée par les banques nationalisées à la caisse nationale des banques ; principe de non-affectation des recettes (p. 2353) ; érection de la caisse nationale des banques en budget autonome ou en compte spécial ; coût de l'indemnisation (p. 2354) ; contrôle de la gestion de la caisse nationale des banques ; son sous-amendement n° 1412 à l'amendement n° 826 de M. Michel Noir (office national des banques sous la tutelle du ministre de l'économie et des finances) : rejeté ; son sous-amendement n° 1413 à l'amendement n° 826 de M. Michel Noir (gestion de l'office national des banques vérifiée par l'inspection des finances et contrôlée par la Cour des comptes) : rejeté (p. 2356) ; **article 25 précédemment réservé** : suppression de l'actionnariat dans les banques et maintien chez Renault ; renationalisation des trois grandes banques déjà nationalisées (p. 2358) ; **article 26 précédemment réservé** : restructurations dans le secteur bancaire : « meccano » bancaire (p. 2364) ; réorganisation autoritaire de la banque ; réseau des banques populaires et banque Chaix (p. 2365) ; restructuration dans le secteur bancaire prévue par le groupe socialiste d'entreprises ; création d'une banque nationale d'investissements ; restructuration des réseaux à l'étranger (p. 2370) ; officines au sein du parti socialiste ; voie de la radicalisation ouverte par le projet ; restructuration dans le secteur bancaire ; possibilité de constitution de conglomérats ; spécialisation des banques (p. 2372) ; **après l'article 26** : liberté de création d'une entreprise bancaire [23 octobre 1981] (p. 2388) ; soutient l'amendement n° 1105 de M. Charles Millon : actionnariat des salariés ; fonds propres des banques (p. 2389) ; restructuration : protection des droits des salariés (p. 2390) ; implications possibles du pouvoir de distribution du crédit (p. 2393) ; décentralisation de la politique du crédit (p. 2400) ; dépôt d'amendements par l'opposition (p. 2403) ; travail de la commission spéciale ; responsabilité des manœuvres financières intervenues pendant le débat ; désordre dans les entreprises nationalisables (p. 2404) ; **avant l'article 13** : déclaration de M. Poperen au congrès de Valence (p. 2413) ; **son rappel au règlement** : déclaration de M. André Lajoinie qualifiant les députés de l'opposition de complices de Paribas et du C.N.P.F. ; demande la réunion du bureau de l'Assemblée (p. 2415) ; soutient les sous-amendements n°s 877 à 892 de M. Charles Millon ; critères de la nationalisation (p. 2416) ; non-nationalisation des banques devenues étrangères ; politique suivie par le Gouvernement dans les trois banques déjà nationalisées (p. 2417) ; **son rappel au règlement** :

discussion et mise aux voix des amendements n°s 877 à 892 déposés par M. Charles Millon ; nationalisation des banques et nationalisation de banques ; banques étrangères (p. 2418) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 45 :** déclarations du ministre du budget sur le régime fiscal des obligations ; prélèvement libératoire (p. 2419) ; **article 46 :** propose au Gouvernement et à la commission de demander la réserve (p. 2421) ; **article 47 :** régime des plus-values résultant de la vente des obligations remises en indemnité (p. 2422) ; **après l'article 48 :** cession d'actifs de sociétés nationalisées (p. 2425) ; **article 49 :** opposition du Gouvernement à l'actionnariat salarié (p. 2426) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 28 précédemment réservé :** déclaration de M. Paul Quilès au congrès de Valence (p. 2428) ; **article 29 précédemment réservé :** engagement pris par le Premier ministre sur les rétrocessions (p. 2438) ; dissolution de Suez et de Paribas ; soutient l'amendement n° 1221 de M. Charles Millon : application de la seule loi de 1966 aux filiales des deux compagnies financières nationalisées (p. 2440) ; nomination de fonctionnaires aux conseils d'administration des filiales (p. 2441) ; **après l'article 29 :** soutient l'amendement n° 1223 précédemment réservé de M. Charles Millon : administration des deux compagnies financières nationalisées par un conseil de surveillance et un directoire (p. 2442) ; soutient l'amendement n° 1222 précédemment réservé de M. Charles Millon : secret professionnel dans les deux compagnies financières nationalisées ; **article 30 précédemment réservé :** procédure de rétrocession des filiales bancaires inconstitutionnelle : arrêt Cogema ; article 34 de la Constitution (p. 2443) ; soutient l'amendement n° 1224 de M. Charles Millon : procès avec des actionnaires étrangers (p. 2445) ; son sous-amendement n° 1420 à l'amendement n° 1130 de M. Michel Noir (Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion) ; avenir d'un éventuel satellite franco-luxembourgeois ; silences du rapporteur (p. 2447) ; improvisation dans la préparation du texte ; sous-amendement n° 1420 rejeté ; cession des filiales à l'étranger : suppression de la référence aux pratiques bancaires ; atteintes à la souveraineté française (p. 2448) ; notion de « pratiques non bancaires » ; identification des actionnaires (p. 2449) ; **article 31 précédemment réservé :** coût de l'indemnisation ; inscription de 2,2 milliards pour l'indemnisation au budget 1982 au lieu des 3 milliards nécessaires ; montant des rétrocessions (p. 2453) ; son amendement n° 1256 (date de jouissance et premier règlement des intérêts des obligations remises en indemnité) (p. 2456) ; rejeté (p. 2457) ; **après l'article 31 :** dividende 1981 ; premier projet du Gouvernement ; défense des petits actionnaires [24 octobre 1981] (p. 2468) ; **article 32 précédemment réservé :** responsabilité des manœuvres financières intervenues pendant le débat ; mode de calcul de l'indemnisation ; dividende 1981 : importance pour les salariés des compagnies financières (p. 2469) ; **article 33 précédemment réservé :** valse hésitation du Gouvernement ; engagement pris par le Premier ministre dans son discours du 8 juillet ; malfaçons de l'article ; condamnation du titre III par la suppression de l'article (p. 2478) ; absence de rétrocessions : suppression d'une recette ; refus du Gouvernement d'indiquer le délai de dépôt de la future loi sur les rétrocessions ; responsabilité du Gouvernement dans les difficultés rencontrées par les compagnies financières (p. 2486) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 46 précédemment réservé :** absence de M. le ministre du budget (p. 2492) ; retrait de l'article 33 non conforme aux engagements du Gouvernement ; dividende 1981 refusé aux actionnaires (p. 2493) ; **article 48 précédemment réservé :** incapacité des services des impôts de connaître l'assiette des droits de timbre et d'enregistrement (p. 2496) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 34 :** optique punitive des nationalisations ; incident survenu la veille entre des assistants de parlementaires et MM. Jean-Paul Planchou et André Billardon (p. 2499) ; **article 35 :** huit membres des conseils d'administration sous la dépendance de l'Etat ; administrateur général : potentat (p. 2505) ; institution de féodalités ; cumul des mandats ; rémunération des administrateurs (p. 2506) ; compétence des administrateurs (p. 2509) ; agrément de la commission de contrôle des banques à leur nomination ; nominations à la direction des banques ; nouvelle classe de managers issus de la haute administration (p. 2510) ; un chef d'une entreprise de moins de mille salariés parmi les administrateurs désignés à raison de leurs compétences ; notion d'usagers des compagnies financières (p. 2512) ; notion de période transitoire ; renvoi à une loi ultérieure (p. 2513) ; rapport Nora ; gestion rigoureuse ; responsabilité des administrateurs (p. 2514) ; gratuité des fonctions d'administrateur ; attitude de l'opposition dans le débat (p. 2515) ; **explications de vote :** risque de pression politique sur les dirigeants des compagnies financières ; notion de responsabilité financière ; reconstitution de féodalités ; « mitterrandisation » des entreprises publiques ; vote hostile du groupe U. D. F. (p. 2516) ; **article 36 :** soutient l'amendement n° 1254 de M. Charles Millon : désignation des représentants des salariés au conseil d'administration [26 octobre 1981] (p. 2533) ; soutient l'amendement n° 1287 de M. Charles Millon ; ancienneté des administrateurs salariés ; politisation des entreprises (p. 2535) ; **article 37 :** pouvoirs de nomination aux mains du Gouvernement ; garantie factice d'indépendance ; politisation dans les entreprises ; article « Quilès » (p. 2536) ; son sous-amendement n° 1436 à l'amendement n° 105 de la commission (nomination du président du conseil d'administration après avis conforme du conseil) : rejeté (p. 2538) ; **article 38 :** exclusion *a priori* de la possibilité de transformation des compagnies financières en sociétés d'économie mixte (p. 2540) ; **avant l'article 39 :** soutient l'amendement n° 1306 de Mme Louise Moreau ; clause de conscience pour les salariés des sociétés entrant dans le secteur public ; critère de courtisanerie politique (p. 2543) ; soutient le sous-amendement n° 1438 de M. Charles Millon à l'amendement n° 1415 du Gouvernement (p. 2544) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 39 :** dispositions prévues par l'article, déjà en vigueur (p. 2546) ; **après l'article 50 :** son amendement n° 1372 (application de la présente loi jusqu'à expiration des mandats des membres des conseils d'administration nommés pour la première fois en application des articles 8, 20 et 35) : retiré (p. 2573) ; son amendement n° 1325 (transmission des budgets d'investissement des entreprises nationales au Parlement) : rejeté ; son amendement n° 1373 (présentation au Parlement de rapports sur la situation des sociétés nationalisées et sur l'étendue du secteur public) : rejeté (p. 2588) ; son amendement n° 1375 (rapport au Parlement sur les conditions dans lesquelles le secteur public recourt à la publicité) : rejeté (p. 2589).

Deuxième lecture, discussion générale : auditions de la commission spéciale ; motivations idéologiques du projet [1er décembre 1981] (p. 4286) ; risque de démantèlement de l'appareil économique, bancaire et industriel ; menaces de mises sous séquestre ; tromperie sur l'emploi ; coût des nationalisations ; nationalisation à 100 p. 100 ; redevance à acquitter par les entreprises nationalisées ; rétrocessions : système Willot ; besoins en capital des entreprises nationalisables (p. 4287) ; coût éventuel du traitement identique des actionnaires étrangers et français ; déficit de 27 milliards du secteur public en 1982 ; déclaration du Premier ministre sur l'utilisation des nationalisations pour orienter les entreprises (p. 4288) ; déclaration de M. Pierre Mauroy à Dijon le 7 novembre (p. 4293) ;

Discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** critères de la nationalisation des cinq groupes ; justification d'ordre idéologique ; coût des nationalisations ; atteinte à la bonne santé de la bourse et au rôle de Paris comme place financière internationale ; risque de perte de substance extérieure (p. 4302) ; éventualité de la mise sous séquestre des actions de Howmet ; **après l'article 1er :** son amendement n° 60 (loi de finances pour les dispositions financières nécessaires à l'accord entre l'Etat et Matra) (p. 4305) ; explication du retard de la convocation de l'assemblée générale des actionnaires de Matra ; amendement n° 60 rejeté (p. 4306) ; **article 2 :** coût pour les contribuables de la faculté offerte aux personnes publiques détenant des actions de sociétés nationalisables de les échanger contre des obligations indemnitaires (p. 4308) ; **article 4 :** rétrocessions : inconstitutionnalité de l'article (p. 4310) ; **article 5 :** absence de dividende pour l'exercice 1981 (p. 4311) ; inconstitutionnalité (p. 4312) ; **article 6 : son rappel au règlement :** recevabilité des amendements (p. 4313) ; changement d'optique du président de la commission des finances entre la première et la deuxième lecture ; **article 7 :** profil des futurs administrateurs généraux (p. 4314) ; **article 8 :** étatisation ; notion d'activité publique : moyen supplémentaire pour le Gouvernement de nommer des fonctionnaires (p. 4315) ; **article 12 :** caisse nationale de l'industrie : principe de non-affectation des recettes aux dépenses violé par les articles 12 et 24 du projet (p. 4317) ; **titre II :** nationalisation de banques ; **article 13 :** non-nationalisation des banques étrangères ; statut d'extranationalité attribué par le Gouvernement aux banques françaises sous contrôle étranger (p. 4319) ; rupture de l'égalité des citoyens devant la loi (p. 4320) ; **après l'article 13 :** menace du Premier ministre de sélectionner les entreprises en utilisant l'arme du crédit (p. 4337, 4338).

Article 14 : incohérence économique et dispositions inconstitutionnelles du projet de loi ; coût considérable et caractère du projet de loi ; restructuration future du secteur bancaire [3 décembre 1981] (p. 4379) ; utilité d'une deuxième lecture du projet ; incidences financières de l'article 14 (p. 4380) ; **article 15 :** soutient l'amendement n° 67 de M. Charles Millon ; **article 16 :** caractère inconstitutionnel de cet article (p. 4381) ; reconnaissance implicite par le secrétaire d'Etat du caractère inconstitutionnel de cet article ; rapport Bonnefous ; nationalisations rampantes ; incompatibilité entre l'affirmation par le Gouvernement qu'il existe une nécessité publique de nationaliser et la prévision que certaines parties des banques peuvent être dénationalisées (p. 4382) ; **article 18 :** multiplicité des critères régissant l'indemnisation des banques (p. 4383) ; manque d'explications données par le président de la commission et le rapporteur (p. 4384) ; **article 20 :** étatisation et collectivisation issues de cet article ; demande au Gouvernement de prendre en considération les droits des actionnaires actuels ; son opposition à l'amendement n° 22 de M. André Billardon permettant à des fonctionnaires d'être nommés dans les conseils d'administration des futures banques nationalisées (p. 4385) ; **article 24 :** caractère inconstitutionnel de cet article ; **article 26 :** problème de la restructuration (p. 4386, 4387) ; **article 27 :** responsabilité du Gouvernement dans l'affaire Paribas-Suisse (p. 4388) ; conséquences d'une éventuelle nomination du directeur du Trésor à la tête de Paribas (p. 4389).

Troisième lecture, discussion générale . bouleversement des structures économiques [18 décembre 1981] (p. 5172) ; violation de la Constitution ; absurdité économique ; entrave à la liberté ; vote hostile du groupe U. D. F. (p. 5173).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** problème de l'indexation de l'abattement pour l'impôt sur la fortune ; nécessité d'une revalorisation annuelle de la base d'imposition [28 octobre 1981] (p. 2701) ; **article 18 :** indexation de la T. I. P. P. ; attitude du Gouvernement à l'égard de l'indexation ; pouvoir du Parlement de voter l'impôt [3 novembre 1981] (p. 3005).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* bilan dressé par la commission Bloch-Lainé ; baisse de 7 p. 100 des investissements ; affaire Mitel [7 novembre 1981] (p. 3316) ; installation de l'usine Mitel dans les Vosges (p. 3321).

Examen des crédits : **article 48 :** son amendement n° 88 (réduction de crédits) (p. 3324) ; prélèvement opéré par le budget général ; ressources compensatrices (p. 3325) ; amendement n° 88 rejeté ; son amendement n° 89 (réduction de crédits) : non soutenu (p. 3326) ; son amendement n° 90 (réduction de crédits) : retiré (p. 3327).

Transports. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : répartition des rapports au sein de la commission des finances [7 novembre 1981] (p. 3329) ; absence de création de postes ; nominations intervenues à la R. A. T. P. et aux transports terrestres ; institut Auguste-Comte ; recherche ; desserte de la Corse ; coordination de l'action des ministres communistes par un membre du cabinet du ministre des transports ; risque de politisation du ministère des transports (p. 3330) ; réseaux routiers ; ses observations sur les rappels au règlement de M. Jacques Brunhes et de M. Maurice Pourchon à propos de son attitude en temps que rapporteur (p. 3331).

Plan et aménagement du territoire. — *Examen des crédits :* **état B, titre III :** ses amendements n°s 80 à 85 (réduction de crédits) : retirés ; **état C, titre V :** ses amendements n°s 86 et 87 (réduction de crédits) : retirés [7 novembre 1981] (p. 3386).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* réalisations de la politique passée en matière de logement social ; maintien de la répartition entre le locatif et l'accession à la propriété ; désolvabilisation des ménages ; hausse des taux d'intérêts ; compensations budgétaires sous forme de bonifications d'intérêts ; pénalisation de l'accession à la propriété ; conséquences pour les prêts H. L. M. de l'augmentation de la rémunération des dépôts à la caisse d'épargne ; amélioration de l'habitat privé notamment dans les centres villes [12 novembre 1981] (p. 3550) ; suppression de l'intervention du fonds d'aménagement urbain en milieu rural pour la réalisation des équipements publics accompagnant les opérations programmées d'amélioration de l'habitat ; absence de coordination avec la loi de décentralisation (p. 3551).

Examen des crédits : **titre VI, état C :** son amendement n° 145 : non soutenu (p. 3569) ;

Economie et finances. — I : Charges communes. *Examen des crédits :* **état B, titre IV :** son amendement n° 162 (réduction de crédits) [14 novembre 1981] (p. 3703) ; rejeté (p. 3704) ; **article 74 :** son amendement n° 212 (complétant cet article par les mots : « qui excèdent 500 francs, toutes taxes comprises ») : rejeté [20 novembre 1981] (p. 4077).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : absence de concertation pour l'élaboration du plan ; incohérence du plan ; rapport de la « commission du bilan » ; lutte contre les inégalités ; analyse économique du chômage ; démographie ; relance de l'activité ; partage du travail ; nationalisations ; relance par la consommation ; investissements [11 décembre 1981] (p. 4704) ; hausse des prix industriels ; dépendance de la relance vis-à-vis de l'extérieur ; situation financière des entreprises ; imposition des entreprises ; taux d'intérêt ; orientation de l'épargne vers les entreprises productives et augmentation des fonds propres ; déficit budgétaire ; dérapage inflationniste ; augmentation des tarifs publics ; partage du travail ; formation professionnelle ; augmentation du salaire horaire ; alourdissement des coûts de production ; maintien des capacités de production ; modèle informatique D M S ; réduction du temps de travail ; incohérence entre la nationalisation et la décentralisation ; alourdissement du prélèvement obligatoire (p. 4705) ; priorités du VIII[e] Plan ; relance de l'investissement et reprise de l'emploi ; politique industrielle ; insuffisance de sélectivité du Plan ; secteur du bâtiment et des travaux publics ; reconquête du marché intérieur ; absence de programmation prioritaire ; contrats de plan (p. 4706) ; développement culturel ; avenir des politiques économiques (p. 4707).

Discussion des articles : **article 1[er] :** lien entre le secteur nationalisé et les objectifs du plan ; financement de l'investissement des entreprises nationalisables ; aide de l'Etat au secteur privé ; prêts du F. D. E. S. et subventions [12 décembre 1981] (p. 4756) ; bénéfices de Renault (p. 4757) ; reconquête du marché intérieur ; part du commerce extérieur dans l'économie française (p. 4758) ; limitation des ventes de biens d'équipement sophistiqués aux pays en voie de développement (p. 4759).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 : fiscalité des caisses locales du Crédit mutuel [17 décembre 1981]** (p. 5108) ; affectation de 70 p. 100 des ressources du Crédit mutuel à des financements dits d'utilité collective ; centralisation des ressources du Crédit mutuel (p. 5109).

AUDINOT (André)

Député de la Somme
(5[e] circonscription)
N. I.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

N'appartient à aucun groupe [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à améliorer les conditions de vie des **victimes d'accidents du travail (n° 414)** [1[er] octobre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'artilce 348 du code civil relatif au **consentement à l'adoption (n° 415)** [1[er] octobre 1981].

Proposition de loi tendant à instituer une promotion spéciale dans l'**ordre national du Mérite** en faveur des anciens combattants de la guerre 1914-1918 **(n° 514)** [6 novembre 1981].

AUMONT (Robert)

Député de l'Aisne
(1re *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Vive-président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3), [9 juillet 1981] (p. 89).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Défense : Section gendarmerie) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François d'Harcourt tendant à améliorer les conditions d'accès à la retraite des gendarmes (n° 293) [12 novembre 1981] (p. 3603).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome VI : Défense : Section gendarmerie **(n° 473)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale et des forces armées

Première lecture, discussion générale : création de 1 000 postes de gendarmes ; nécessité de construire de nouveaux casernements pour la gendarmerie ; mesures permettant la poursuite du pompage du pétrole du Tanio [15 juillet 1981] (p. 128) ; amendement de la commission de la défense nationale supprimant les crédits d'indemnisation des fabricants d'armement à la suite d'embargos à l'égard de l'Afrique du Sud et de la Libye (p. 129).

Discussion des articles : **article 13 :** conclusion du contrat avec la Libye par la société Lohr ; embargo décidé par le gouvernement précédent ; situation financière difficile de la société Lohr ; aides à cette société ; avances de trésorerie et non-dépenses définitives ; soutient l'amendement n° 41 de la commission de la défense nationale (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement inscrits à l'article 13) : adopté ; soutient l'amendement n° 42 de la commission de la défense nationale (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement inscrits à l'article 13) [17 juillet 1981] (p. 225) ; adopté (p.226).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis pour la Section gendarmerie : augmentation des effectifs de la gendarmerie ; amélioration des conditions de vie des gendarmes : réforme du règlement du service intérieur ; calendrier pour l'amélioration du sort de retraités ; situation des gendarmes blessés ; pensions de réversion ; amélioration des casernements ; subvention en capital de l'Etat aux collectivités locales pour les casernements [13 novembre 1981] (p. 3652) ; souhaite une augmentation de 30 millions de francs pour subventionner les collectivités locales réalisant des casernements de gendarmerie (p. 3653).

Discussion des articles : **article 44 : participation du** ministère de la défense au financement de la construction des logements de la gendarmerie [14 novembre 1981] (p. 3693) ; **après l'article 45 :** information des députés par le nouveau gouvernement (p. 3697).

Services du Premier ministre. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis suppléant pour le secrétariat général de la défense nationale : nécessité d'une action interministérielle au niveau de la défense nationale ; problème de la défense civile et de la mise à l'abri de la population ; importance de la menace biologique et chimique [18 novembre 1981] (p. 3910) ; insuffisance des crédits destinés à la défense civile (p. 3911).

AUROUX (Jean)

Député de la Loire
(5e *circonscription*)
Socialiste
Ministre du travail

Elu le 4 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre du travail : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre du travail (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Guy Bêche : réduction du temps de travail [15 juillet 1981] (p. 114) : négociations puis dispositions législatives avant la fin de l'année ;

— Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : conflit de travail aux usines Renault-Billancourt : expression des salariés sur leurs conditions de travail [14 octobre 1981] (p. 1779) ;

— M. Guy Ducoloné : non-réintégration de délégués syndicaux : inapplicabilité de la loi d'amnistie pour les licenciements par la S.N.I.A.S. ; réexamen des dossiers de ses ouvriers licenciés par le ministre de la défense ; conditions de mutation [21 octobre 1981] (p. 2559) ;

— M. François Asensi : élections professionnelles à Citroën-Aulnay : un effort du Gouvernement pour garantir l'expression syndicale dans les divers établissements du groupe P. S. A. ; nécessité de maintenir le contrôle des élections professionnelles sous la responsabilité du ministre du travail [28 octobre 1981] (p. 2668) ;

— M. René Rieubon : atteintes aux libertés à la S.N.I.A.S. de Marignane ; développement des droits des salariés dans les entreprises nationales [28 octobre 1981] (p. 2669).

— Mme Paulette Nevoux : plan emploi ; politique de relance de l'emploi du Gouvernement ; contrats à durée déterminée et travail temporaire ; contrats de solidarité ; chômage partiel [4 novembre 1981] (p. 3078) ;

— M. Gilbert Sénès : agence nationale pour l'emploi ; situation des services de l'A.N.P.E. ; création d'emplois ; projet de création d'un nouveau service public de l'emploi [4 novembre 1981] (p. 3078) ;

— M. Edmond Garcin : création des comités pour l'emploi : mission des comités locaux pour l'emploi : promouvoir la conclusion de contrats de solidarité entre l'Etat, les entreprises et les collectivités locales ; solution au problème d'emploi local ; favoriser les initiatives créatrices d'emploi [18 novembre 1981] (p. 3929, 3930) ;

— Mme Colette Gœuriot : état des négociations à Peugeot-Sochaux : respect des libertés syndicales ; déroulement des négociations [18 novembre 1981] (p. 3930) ;

— **M. Hervé Vouillot : accès aux marchés publics des entreprises en difficulté** : mesures tendant à soutenir l'activité des entreprises en difficulté passagère ; accès aux marchés publics des entreprises [18 novembre 1981] (p. 3934) ;

— **M. Maurice Dousset : travail noir** : travail noir, fléau social et économique ; caractère inacceptable du travail clandestin ; problèmes des employeurs utilisant des travailleurs étrangers en situation irrégulière ; développement des contrôles ; contrats de solidarité [2 décembre 1981] (p. 4355) ;

— **M. Vincent Porelli : licenciements abusifs** : recours devant les prud'hommes et devant les inspecteurs du travail ; renforcement des droits des salariés ; formation des inspecteurs du travail [2 décembre 1981] (p. 4355, 4356) ;

— **M. Jean Lacombe : plan avenir jeunes et statut de l'agence nationale pour l'emploi** : accueil convenable réservé au plan avenir jeunes ; renforcement de l'intervention de l'Etat au bénéfice de l'A.N.P.E. ; décentralisation et démocratisation du service public de l'emploi [9 décembre 1981] (p. 4558) ;

— **M. Robert Montdargent : situation de l'emploi chez Thomson** : inexistence d'un projet de suppression d'effectifs à la connaissance du ministère [9 décembre 1981] (p. 4565) ;

— **M. Paul Chomat : conventions collectives dans les assurances** : participation de l'ensemble des syndicats à la négociation sur la durée du travail impliquant une modification de la convention collective [16 décembre 1981] (p. 4993) ;

— **M. Claude Bartoloné : syndicaliste licencié dans l'entreprise Dalmap-Dron à Pantin** : organisation d'une réunion de conciliation par l'inspection du travail ; proposition d'une procédure d'arbitrage par la direction départementale du travail ; recherche de solutions négociées ; discussion prochaine d'un projet de loi relatif aux droits des travailleurs [16 décembre 1981] (p. 4997).

orales sans débat de :

— **Mme Muguette Jacquaint (n° 27) : jeunes chômeurs** en fin de droits : allocations (p. 1469) ; contrats de solidarité [2 octobre 1981] (p. 1470) ;

— **M. Guy Bêche (n° 31) : médecine du travail** : action en milieu de travail ; prévention ; participation des salariés ; indépendance de la médecine du travail [2 octobre 1981] (p. 1471) ;

— **M. Michel Bérégovoy (n° 50) : chômeurs en fin de droits** : description du dispositif législatif et conventionnel ; difficultés de reclassement ; conditions de l'aide de secours exceptionnel ; effort de concertation ; contrats de solidarité [16 octobre 1981] (p. 1896) ;

— **M. Alain Madelin (n° 92) : lutte contre le chômage dans la région de Redon** : sensibilisation du Gouvernement au problème de la région de Redon ; mise en place par le Gouvernement d'un dispositif adapté aux problèmes de la région de Redon [4 décembre 1981] (p. 4422) ; attribution à la région de Redon de l'ensemble des aides allouées par le fonds national de l'emploi au taux maximal ; mise en place des contrats de solidarité ; rôle du comité local de l'emploi ; difficultés de la Laiterie moderne de Redon ; souplesse des contrats de solidarité (p. 4423).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier** : nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 8** : composition des nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles nationalisables : première étape sur la voie de la démocratisation économique ; Gouvernement disposé à faire confiance à l'encadrement ; représentation des consommateurs [17 octobre 1981] (p. 2035) ; pouvoirs des nouveaux conseils d'administration ; son sous-amendement n° 874 à l'amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) (p. 2036) ; adopté ; projet de loi sur l'organisation et la démocratisation du secteur public (p. 2037) ; conditions de travail de l'Assemblée ; composition des nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles nationalisables : nécessité de souplesse ; s'oppose à la limitation à quatre du nombre des administrateurs membres de la fonction publique ; représentation des cadres ; fuite des cerveaux ; possibilité de nomination d'anciens administrateurs (p. 2040) ; soutient le sous-amendement n° 1354 du Gouvernement à l'amendement n° 34 de la commission (tendant à supprimer le mot « transitoire ») [18 octobre 1981] (p. 2046) ; souci du Gouvernement de préserver l'image de marque des futurs conseils d'administration ; sous-amendement n° 1354 adopté ; délai de deux exercices trop bref ; responsabilité des membres des conseils d'administration devant le Gouvernement (p. 2049) ; utilité de la présence de certains élus locaux dans les conseils d'administration (p. 2050) ; **article 9** : désignation des représentants du personnel par les organisations syndicales représentatives ; conditions de préservation du pluralisme ; travailleurs citoyens dans l'entreprise ; consultation permanente par le Gouvernement des organisations syndicales et professionnelles (p. 2054) ; danger d'anticipation sur la loi relative à l'organisation et à la démocratisation du secteur public (p. 2056) ; **article 9 précédemment réservé** : distinction à établir entre les comités d'entreprise et les nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles nationalisables ; son sous-amendement n° 1381 à l'amendement n° 35 de la commission (désignation des représentants des salariés aux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles nationalisables) : adopté ; son amendement n° 876 (désignation des représentants des salariés aux nouveaux conseils d'administration des sociétés industrielles nationalisables en attendant l'entrée en vigueur de la loi sur l'organisation du secteur public) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 35 de la commission ; son amendement n° 1391 (rédactionnel) [19 octobre 1981] (p. 2152) ; adopté ; son amendement n° 1330 (rédactionnel) : adopté ; administrateurs salariés : contrat de travail avec la société (p. 2153) ; suppression de l'obligation pour les organisations syndicales de présenter trois noms pour chaque siège attribué aux salariés dans les nouveaux conseils d'administration ; son amendement n° 1331 (administrateurs salariés : conditions de présentation) (p. 2154) ; adopté ; contrat de travail (p. 2155) ; incompatibilité entre les fonctions d'administrateur salarié et les autres mandats de représentation des salariés ; moyens des administrateurs salariés ; s'oppose à l'incompatibilité entre les fonctions d'administrateurs salariés et les mandats d'élu local (p. 2156) ; son amendement n° 1378 (droits et garanties des administrateurs salariés) (p. 2157) : adopté ; maintien du statut des personnels des sociétés nationalisées (p. 2158) ; **article 11** : continuité de la société ; pouvoirs des assemblées d'actionnaires exercés par les représentants de l'Etat ; responsabilité civile et pénale de droit commun pour les administrateurs (p. 2177) ; caisse nationale de l'industrie ; redevance versée par les entreprises et dotation de l'Etat fixées par la loi de finances ; redevance liée aux résultats de l'entreprise (p. 2182) ; besoins en fonds propres des cinq sociétés industrielles nationalisables ; indemnisation de 32 milliards (p. 2183).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Travail. — *Discussion générale* : dégâts sociaux dus au chômage ; ambition de stabiliser et d'inverser la courbe du chômage en 1982 ; nouveau partage du travail ; réconciliation des Français avec l'entreprise ; indemnisation du chômage ; départements d'outre-mer ; deuxième convention sociale de la sidérurgie [13 novembre 1981] (p. 3626) ; chômeurs en fin de droits ; réforme du service public de l'emploi ; augmentation des moyens de l'A.N.P.E. ; décentralisation de l'agence ; A.F.P.A. ; recours accru au chômage partiel ; actions de formation conventionnées du Fonds national pour l'emploi ; financement d'emplois d'initiative locale ; réforme des aides à la mobilité ; contrats de solidarité (p. 3627) ; plan « Avenir jeunes » ; insertion des travailleurs handicapés ; création d'emplois par le partage du travail ; projet de loi sur le travail à temps partiel ; réforme de la législation sur le travail temporaire ; projet de loi sur le contrat de travail à durée déterminée ; projet de loi début 1982 sur l'avancement de l'âge de la retraite ; projet de loi sur la politique conventionnelle : obligation de négociation annuelle ; moyens supplémentaires accordés aux institutions représentatives du personnel ; renforcement du fait syndical ; conseils de prud'hommes (p. 3628) ; médecine du travail ; exercice du droit d'expression des salariés sur leurs conditions de travail ; moyens de l'inspection du travail ; projet de loi sur la réduction du temps de travail et la réforme du code du travail (p. 3629) ; comportement de l'opposition (p. 3639) ; droits des travailleurs et développement économique ; attitude du Gouvernement à l'égard du patronat ; plan « Avenir jeunes » ; indemnisation du chômage ; moyens de l'A.N.P.E. ; renforcement de l'A.F.P.A. (p. 3640) ;

Répond à la question de :

— *M. Yves Tondon :* cinquième équipe ; travail posté ; droit d'expression des salariés ; réforme de la médecine du travail ; conception des nouvelles machines (p. 3641) ;

— *M. Philippe Bassinet :* projet de loi sur le travail intérimaire ; augmentation du travail temporaire de 50 p. 100 entre 1977 et 1980 (p. 3642).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : urgence économique et sociale ; discussion parlementaire sur la loi d'orientation sociale et concertation avec les partenaires sociaux ; échec de l'ancienne majorité [9 décembre 1981]) (p. 4548) ; aveuglement de l'opposition sur le plan économique ; partage du travail ; politique contractuelle et négociations par branche ; contrats de solidarité ; principe des trente-cinq heures hebdomadaires en 1985 ; réduction de la durée du travail : amélioration des conditions de travail et de l'appareil de production ; création d'emplois ; extension des droits des salariés ; protection de certaines garanties : repos hebdomadaire, travail de nuit et heures supplémentaires (p. 4549) ; application de dérogations avec l'accord des organisations syndicales ; compensation dégressive de la réduction de la durée du travail en matière de salaires ; cinquième semaine de congés ; règle du contrat à durée indéterminée ; refus de la dualité du monde du travail ; intégralité des droits sociaux pour les travailleurs à temps partiel ; maintien des seuils sociaux ; limitation du travail temporaire et des contrats à durée déterminée ; conciliation du progrès social et du développement économique (p. 4550).

Discussion des articles : **article 1er :** climat psychologique entretenu selon M. Emmanuel Hamel par les membres du Gouvernement (p. 4555) ; **alinéa 1er :** terme de salariés et de travailleurs (p. 4570) ; articulation du dispositif d'orientation sociale avec la relance de la croissance (p. 4573) ; droits acquis ; complémentarité de la loi et du droit conventionnel ; maintien de la procédure du veto pour l'extension des conventions collectives ; renforcement de la commission supérieure des conventions collectives ; prise en compte des droits acquis pour le repos hebdomadaire, le travail de nuit et les heures supplémentaires ; garantie de ressources (p. 4574) ; **alinéas 2 à 5 :** ses observations sur l'amendement n° 171 de M. Philippe Séguin (p. 4579) ; attachement du Gouvernement à la politique contractuelle mais maintien de la prééminence du pouvoir politique ; consultation des partenaires sociaux sur le contenu des ordonnances (p. 4580) ; niveaux de la négociation sociale (p. 4581) ; réduction de la durée du travail pour les travaux pénibles (p. 4585) ; son amendement n° 167 (cinquième semaine de congé) (p. 4586) ; référence à cinq semaines de congé plutôt qu'à une cinquième semaine pour éviter l'arrêt de l'outil industriel pendant une trop longue période ; amendement n° 167 adopté ; modalités de maintien des avantages acquis par les futurs accords contractuels (p. 4587) ; taux d'absentéisme en France parmi les moins élevés du monde (p. 4592) ; nouvelles formes d'organisation du travail au moyen du droit d'expression des travailleurs (p. 4593) ; utilisation des équipements industriels ; son amendement n° 168 (trente-cinq heures pour les emplois pénibles et cinquième équipe) (p. 4594) ; amendement n° 168 rectifié adopté ; travail de nuit pour les femmes et repos dominical ; garanties syndicales prévues en cas de négociation de modifications dérogatoires (p. 4596) ; réduction des heures d'équivalence (p. 4597) ; prise en compte par les ordonnances des travailleurs soumis au régime des équivalences ; limitation par les ordonnances du recours aux heures supplémentaires (p. 4598) ; responsabilité de l'ancienne majorité dans la situation de l'emploi ; **alinéa 6 :** travail à temps partiel (p. 4599) ; liberté de choix du salarié ; ses observations sur la déclaration de M. Jacques Toubon relative à M. le ministre des relations avec le Parlement (p. 4600) ; **article 1er** (*suite*), **alinéa 6 :** congé parental d'éducation [10 décembre 1981] (p. 4606) ; congé pour convenance personnelle ; s'oppose à l'amendement n° 126 de M. Jacques Barrot ; conventions entre les entreprises, les branches et le F.N.E. pour le travail à temps partiel (p. 4607) ; **alinéa 7 :** objectif de lutte contre la précarité de l'emploi : limitation du travail temporaire et des contrats à durée déterminée, prise en compte des contraintes économiques des entreprises (p. 4608) ; conclusion d'accords d'établissement dans des entreprises de travail temporaire ; changement en matière de travail temporaire et de contrats à durée déterminée (p. 4611) ; limitation du travail temporaire et du contrat de travail à durée déterminée (p. 4612) ; son amendement n° 169 (éviter que des emplois soient tenus de manière permanente par des titulaires de contrats précaires) (p. 4613) ; travailleurs intérimaires ou sous contrat à durée déterminée pour le remplacement d'une personne arrêtée pour maladie ou en cas de maternité ; rectifie son amendement n° 169 (p. 4615) : adopté (p. 4616) ; son amendement n° 170 (mission de placement temporaire du service public de l'emploi) ; engagement du Gouvernement pour l'égalité des droits et des salaires entre les différentes catégories de salariés (p. 4617) ; but non lucratif du service de l'emploi (p. 4619) ; amendement n° 170 : adopté (p. 4620) ; surcoût pour les entreprises employant une main-d'œuvre temporaire ; **alinéa 8 :** ses observations sur la solidarité gouvernementale (p. 4621) ; progrès social et partage du travail par l'abaissement de l'âge de la retraite ; ses observations sur la garantie de ressources (p. 4622) ; **alinéa 11 :** signature d'accord U.N.E.D.I.C. sur les contrats de solidarité (p. 4643) ; bassins d'emploi (p. 4645) ; financement des contrats de solidarité prévu au budget 1982 ; s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (p. 4646) ; contrats de solidarité fondés sur le volontariat des entreprises et des salariés ; possibilité d'octroi de prêts bonifiés pour les entreprises signataires de contrats de solidarité ; contrats de travail à durée indéterminée pour les salariés embauchés au titre des contrats de solidarité ; principe du maintien des bas salaires en cas de réduction de la durée du travail (p. 4647) ; politique contractuelle ; adaptation des contrats de solidarité aux bassins d'emplois les plus touchés ; panachage des différentes formes d'intervention (p. 4648) ; **alinéa 12 :** contrats de solidarité fondés sur le volontariat (p. 4649) ; financement des contrats de solidarité : mécanisme de péréquation entre les collectivités locales (p. 4650) ; principe de la solidarité nationale ; contrats de solidarité dans les petites communes (p. 4651) ; **alinéa 13 :** formation des jeunes : rapport Schwartz ; objectif d'insertion sociale des jeunes ; formation assurée de façon pluraliste et diversifiée (p. 4652) ; formation en alternance ; danger de multiplication des structures de formation ; formation et insertion sociale des jeunes immigrés (p. 4653) ; problème des seuils ; distinction entre les seuils sociaux et les seuils financiers ; lutte contre le travail clandestin (p. 4655) ; modalités d'indemnisation du chômage partiel ; rapport du Gouvernement au Parlement sur les incidences de la présente loi quant à la création d'emplois (p. 4656) ; **après l'article 1er :** ses observations sur l'amendement n° 94 de M. Emmanuel Aubert (p. 4657).

AUTAIN (François).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des immigrés
Député de la Loire-Atlantique
(3e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de la solidarité nationale, chargé de la sécurité sociale : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des immigrés (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1787).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **Mme Jacqueline Osselin : situation des travailleurs immigrés ne pouvant produire des contrats de travail :** problème des jeunes algériens nés en France après le 1er janvier 1963 tenus de satisfaire leurs obligations militaires en France et en Algérie ; régularisation exceptionnelle des travailleurs clandestins [18 novembre 1981] (p. 3934).

orales sans débat de :

— **M. François Grussenmeyer (n° 55) : statut fiscal des travailleurs frontaliers alsaciens :** définition de la zone frontalière [27 novembre 1981] (p. 4252-4253) ;

— **M. Loïc Bouvard (n° 84) : allocation de salaire unique :** faible montant et suppression de l'allocation de salaire unique [27 novembre 1981] (p. 4253-4254) ;

— **M. Michel Couillet (n° 77) : droits des salariés dans le secteur bancaire nationalisable :** interprétation des incidents survenus à la banque Indo-Suez ; importance de la négociation dans les entreprises [27 novembre 1981] (p. 4255).

— **M. Georges Hage (n° 38) : handicapés,** en remplacement de Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale : augmentation des allocations : renforcement de la Cotorep ; recrutements dans le secteur public [9 octobre 1981] (p. 1661).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 387).**

Première lecture, discussion générale : immigration clandestine ; responsabilité des employeurs ; renforcement de la législation en 1976 ; correctionnalisation de l'infraction ; aggravation des sanctions dont sont passibles les employeurs [29 septembre 1981] (p. 1345) ; égalité des entreprises devant les charges salariales ; droits des salariés clandestins, indemnité de « licenciement », paiement des cotisations sociales ; moyens nouveaux affectés aux services de contrôle de l'immigration ; volonté d'application des textes (p. 1346) ; complexité du problème ; opinion publique (p. 1347) ; retrait de l'ordre du jour du projet sur les conditions d'entrée et de séjour des travailleurs étrangers ; caractère exceptionnel de l'opération de régularisation ; bienveillance pour les immigrés ne justifiant pas d'un emploi stable ; fermeté à l'égard de ceux entrés en France pour profiter des nouvelles mesures de régularisation ; renforcement des contrôles aux frontières (p. 1348) ; refus d'accepter l'arrivée de nouveaux immigrés (p. 1349).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** accepte les amendements n° 3 et n° 4 de la commission ; **article 1er :** renforcement des sanctions pénales dont sont passibles les employeurs de salariés clandestins ; accepte les amendements n° 5 et n° 6 de la commission (p. 1349) ; accepte l'amendement n° 10 de M. Antoine Gissinger : fermeture des ateliers clandestins ; sanctions pour les employeurs étrangers employant des travailleurs clandestins ; **article 2 :** soutient le sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 7 de la commission (confiscation de tout ou partie du matériel de l'entreprise employant des salariés clandestins) ; soutient le sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 7 de la commission (confiscation du produit du travail irrégulier) ; soutient le sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 7 de la commission (confiscation du produit du travail clandestin et du matériel de l'entreprise ayant recours au travail clandestin déterminée par le tribunal) (p. 1350) ; les trois sous-amendements du Gouvernement adoptés ; **article 3 :** soutient l'amendement n° 13 du Gouvernement (protection des travailleurs clandestins du secteur agricole) : adopté ; s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Antoine Gissinger : contre une procédure de régularisation automatique (p. 1351) ; **après l'article 3 :** s'oppose à l'amendement n° 1 corrigé de la commission des lois : procédures abusives ; complicité éventuelle entre l'employeur et le salarié ; s'engage à assurer la protection des travailleurs clandestins Intentant une action judiciaire contre leur employeur ; soutient le sous-amendement n° 14 du Gouvernement à l'amendement n° 8 de la commission (possibilité d'ester en justice conférée à l'organisation syndicale à laquelle appartient le travailleur immigré) ; soutient le sous-amendement n° 15 du Gouvernement à l'amendement n° 8 de la commission (information du salarié clandestin quand l'organisation syndicale intervient en justice) (p. 1352) ; rejet des sous-amendements n° 14 et n° 15 du Gouvernement ; s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission : multiplication de constitutions de parties civiles ; **article 4 :** soutient l'amendement n° 16 du Gouvernement (entrée en vigueur au 1er janvier 1982 des articles 1er et 2 de la présente loi) : rejeté (p. 1353).

Deuxième lecture, discussion générale : agir avec plus d'efficacité contre les employeurs de travailleurs clandestins ; modifications apportées par le Sénat [1er octobre 1981] (p. 1444, 1445).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 2 (responsabilité du donneur d'ouvrage) (p. 1445) ; adopté ; exonération en cas de bonne foi ; **article 3 ter :** son opposition à l'amendement n° 1 de la commission : possibilité pour tout syndicat de se porter partie civile (p. 1446).

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 387).**

Commission mixte paritaire, discussion des articles : son amendement n° 1 (responsabilité du donneur d'ouvrage) : adopté [9 octobre 1981] (p. 1665) ; lutte contre le travail clandestin ; entrepreneur de bonne foi.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).**

Première lecture, discussion générale : demande le report de la discussion du projet après les textes modifiant le code du travail et la loi du 1er juillet 1901 relative aux contrats d'association [29 septembre 1981] (p. 1342).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** s'oppose à la reconduction à la frontière par mesure administrative des étrangers entrés clandestinement moins d'une semaine avant leur appréhension par les services de police ; **article 2 :** son amendement n° 1 (autorisation de séjour de six mois accordée à l'étranger si le tribunal n'a pas prononcé sa reconduction à la frontière) : adopté avec modification ; son amendement n° 13 (rédactionnel) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 1 ; son amendement n° 14 (reconduction automatique à la frontière de l'étranger ayant fait l'objet d'une interdiction du territoire) [9 octobre 1981] (p. 1670) ; rejeté ; son sous-amendement n° 15 à l'amendement n° 3 de la commission (étranger en situation irrégulière ; constatation de la relation de travail ; consultation facultative de l'inspection du travail) : rejeté (p. 1671) ; **article 5 :** son amendement n° 16 (autorité compétente pour décider de la rétention administrative) (p. 1673) ; adopté ; son amendement n° 17 (autorité compétente pour décider de la rétention administrative) : adopté (p. 1674).

Commission mixte paritaire, discussion générale : non-expulsion du salarié clandestin agissant en justice pour faire reconnaître une relation de travail ; justification de la résidence en France : charge de la preuve incombant à l'étranger mais avec l'aide de l'administration [14 octobre 1981] (p. 1787).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).**

Première lecture, discussion générale : politique globale d'insertion des immigrés ; éligibilité aux conseils de prud'hommes et au conseil d'administration des caisses de sécurité sociale ; participation à la vie locale ; refus du Gouvernement de leur accorder le droit de vote aux élections municipales de 1983 ; participation des étrangers à des associations françaises ; associations étrangères clandestines ; application de la loi de juillet 1972 aux associations étrangères ; intérêts diplomatiques de la France ; maintien en vigueur de la loi de 1936 sur les groupes armés [29 septembre 1981] (p. 1363).

Discussion des articles : **après l'article 3 :** s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson : commission d'harmonisation de la procédure ; annonce le dépôt d'un texte concernant les départements d'Alsace-Lorraine (p. 1366) ; s'oppose aux amendements n° 2, n° 3 et n° 8 de M. Jean-Louis Masson (p. 1367).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité nationale. — *Discussion générale :* adoption de trois textes de loi importants relatifs aux immigrés : liberté d'association, travail clandestin, conditions d'entrée et de séjour des étrangers [10 novembre 1981] (p. 3522) ; financement des actions en faveur des immigrés ; politique d'insertion ; préservation de la personnalité culturelle des immigrés ; priorité donnée au financement des opérations intéressant les grands ensembles ; « zones d'éducation prioritaires » ; fonds d'action sociale ; régularisation de la situation des immigrés ; remplacement d'une politique d'aide au retour par une politique de coopération négociée avec le pays d'origine (Algérie) ; élaboration d'un nouveau statut des foyers ; politique de relance du logement social ; décentralisation et démocratisation du fonds d'action sociale (p. 3523) ; actions de préformation et de formation professionnelle ; difficultés d'insertion des jeunes immigrés de la deuxième génération ; « contrats d'agglomération » ; problèmes posés par la cohabitation de diverses populations dans certaines banlieues ; création d'offices des migrants ; droits acquis par les immigrés ; maîtrise des flux migratoires ; répression de l'immigration clandestine et de l'emploi des travailleurs clandestins ; reconnaissance de l'existence et de l'identité des communautés d'immigrés en France (p. 3524).

AVICE (Edwige)

Ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports.

Député de Paris
(16e circonscription)
Socialiste

Elue le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommée ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* rattachement des enseignants d'éducation physique sportive à l'éducation nationale ; création d'un véritable ministère de la jeunesse ; lutte contre le chômage ; programme interministériel d'emplois d'initiative locale ; programme « jeunes volontaires » ; contribution de la France au fonctionnement des offices franco-allemand et franco-québécois ; bourses A.J.I.R. ; amélioration de l'information destinée aux jeunes ; développement du réseau des centres d'information jeunesse ; droit au travail et à la contraception ; remplacement de la manifestation « semaine de la jeunesse » par une campagne d'information ; animation du temps extra-scolaire ; centres de vacances ; intégration des handicapés ; développement des « points d'accueil jeunes » ; augmentation des interventions aidant le mouvement associatif ; création d'emplois de conseillers techniques et pédagogiques et de postes « Fonjep » ; politique sportive ; développement harmonieux entre le sport de masse et le sport de haut niveau ; préparation des athlètes aux grandes compétitions [19 novembre 1981] (p. 4027) ; nécessité de concilier les exigences d'entraînement avec la scolarité et avec la vie professionnelle ; accord passé avec les P.T.T. et différentes entreprises ; aide aux fédérations sportives ; rattrapage du retard en équipements sportifs ; subventions pour les jeux Olympiques ; rénovation de cinq grands stades de football ; modernisation de l'I.N.S.E.P., de l'école de voile et de l'école nationale d'équitation ; sport de masse ; aide aux clubs, fédérations, associations ; pratique sportive des écoliers ; sport en entreprises ; création de contrats de conseillers techniques et pédagogiques ; développement de la coopération interministérielle ; processus de décentralisation tenant compte des besoins spécifiques des régions, notamment des départements et territoires d'outre-mer (p. 4028) ; rôle des femmes pour les activités sportives ; rôle du ministère chargé de la jeunesse et des sports : renforcement de ses moyens ; sort du fonds national de développement du sport ; sa décentralisation ; subventions aux mouvements sportifs et aux équipements, particulièrement aux équipements légers ; subordination de l'accord sur le programme des grands stades à la réalisation d'une série d'équipements de type léger destinés au sport de masse ; situation des personnels techniques, des personnels rattachés au ministère de l'éducation nationale et des maîtres municipaux ; bénévolat ; création d'emplois pour l'animation sportive ; nécessité de créer des passerelles entre les enseignants et les cadres techniques (p. 4048) ; problèmes du statut d'animation ; planification des programmes d'équipement ; questions posées sur les problèmes de la jeunesse ; médecine sportive ; office franco-québécois et office franco-allemand ; leur élargissement éventuel à d'autres pays ; représentation des jeunes travailleurs ; rôle des services d'information du ministère de la jeunesse ; information sur le droit du travail, sur l'emploi ; campagne d'information sur la contraception ; rapport Schwartz ; contrats de « jeunes volontaires » ; programme « par les jeunes, pour les jeunes » ; « points d'accueil jeunes » ; rénovation des centres d'accueil collectifs pour les jeunes ; intérêt du ministère de la défense pour les problèmes sportifs ; entraînement sportif des appelés ; carte « sports-études » ; développement du sport en entreprise (p. 4049) ; meilleure intégration du temps réservé au sport dans la vie de l'entreprise ; convention avec les P.T.T. relative à la prise en charge par cette administration d'athlètes de haut niveau et au financement du sport corporatif ; contrats de plan de carrière pour les sportifs de haut niveau ; jeux Olympiques ; représentation internationale de nos athlètes (p. 4050).

B

BADET (Jacques)

Député de la Loire
(3e circonscription)
Socialiste.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22). S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 29 octobre 1981] (p. 2966).

DEPOTS

Proposition de loi relative au **droit de préemption dans les zones d'intervention foncière** en matière industrielle **(n° 644)** [17 décembre 1981].

QUESTIONS

orale sans débat : n° 63 posée le 20 octobre 1981 : **logement (politique du logement)** (p. 2248).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Première lecture, discussion générale : besoin de communication [24 septembre 1981] (p. 1309) ; intérêts financiers ; fonds de péréquation des ressources publicitaires (p. 1310).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).

Première lecture, discussion générale : restructuration de la sidérurgie française ; nécessité de la prise de contrôle par l'Etat des sociétés sidérurgiques ; nouvelle orientation pour les investissements publics ; situation douloureuse des départements de la Loire [8 octobre 1981] (p. 1267) ; besoin d'un plan de reconversion allié à un développement de filières nouvelles ; rationalisation opérée par le groupe Creusot-Loire ; problème du devenir de la Compagnie française des aciers spéciaux ; consultation des travailleurs ; potentiel d'innovation technologique et tradition sidérurgique de la Loire (p. 1628).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* effort consenti en faveur du logement social ; rétablissement de la maîtrise publique sur un secteur ne devant pas être abandonné à l'économie de marché ; volonté d'assurer une relance durable de l'activité dans le secteur du bâtiment et ainsi le soutien de l'emploi ; augmentation du nombre de logements aidés ; insuffisance de la réalisation de logements sociaux du secteur locatif dans les centres villes ; renchérissement du financement du logement social ; construction de logements locatifs sociaux par des opérateurs publics ; rétablissement progressif de l'équilibre entre l'accession à la propriété et le locatif au niveau des aides directes et indirectes de l'Etat ; réhabilitation [12 novembre 1981] (p. 3551) ; réforme des aides au logement ; politique d'urbanisme et réforme foncière parties intégrantes d'une politique sociale de l'habitat ; réalisation d'une politique du logement au service de l'homme (p. 3552).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* champ recouvert par le ministère du temps libre avec l'éducation populaire, la jeunesse, le loisir social, le tourisme ; rôle fondamental des collectivités locales et des communes dans le développement des activités d'éducation populaire, de jeunesse et de loisir social ; manque d'équipement des collectivités locales, besoins en matière de fonctionnement ; hommage au bénévolat ; progression de 73 p 100 des crédits apportés aux activités de loisir social ; formation des animateurs ; renforcement de l'aide directe aux associations d'éducation populaire ; création de postes de Fonjep et de postes de conseillers techniques et pédagogiques ; définition d'un statut d'animateur municipal [19 novembre 1981] (p. 4040).

— Conclusions du rapport n° 559 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Alain Bocquet tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970, dite loi anti-casseurs n° 200 ; 2° de M. Lionel Jospin tendant à l'abrogation des articles 314 et 184, alinéa 3, du code pénal et à la modification de l'article 108, alinéa 2, résultant de la loi anti-casseurs n° 351.

Discussion générale : exemple de l'inculpation d'un maire au titre de la loi anti-caseurs ; amnistie ; condamnation de personnes n'ayant pas commis de dommages par eux-mêmes [25 novembre 1981] (p. 4195).

— Projet de loi relatif aux droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** aides des communes aux entreprises [15 décembre 1981] (p. 4904).

BADINTER (Robert)

Garde des sceaux, ministre de la justice

NOMINATIONS

Est nommé garde des sceaux, ministre de la justice (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J.O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

DEPOTS

Projet de loi portant **suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77)** *[8 juillet 1981].*

Projet de loi relatif à la **Cour de cassation (n° 116)** [17 juillet 1981].

Projet de loi portant **abolition de la peine de mort (n° 310)** [8 septembre 1981].

Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée, M. Paul Bladt **(n° 608)** [11 décembre 1981].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Alain Hautecœur : assassinat du juge Michel ; hommage rendu à ce jeune magistrat ; sécurité des magistrats [28 octobre 1981] (p. 2662).

— M. Pierre Micaux : magistrature ; ratification *a posteriori* des nominations de magistrats ; indépendance de la magistrature [4 novembre 1981] (p. 3082) ; projet de réforme des lois organiques relatives au conseil supérieur de la magistrature et au statut de la magistrature ; procédure d'avancement ; commission de la transparence ; syndicats de magistrats (p. 3083).

orales sans débat de :

— M. Emile Koehl (n° 53) : construction de la nouvelle prison de Strasbourg : inscription des crédits relatifs aux études et à l'acquisition foncière au budget pour 1981 ; non inscription dans le projet de budget pour 1982 du financement de la construction de l'établissement ; valeur des terrains ; calendrier [16 octobre 1981] (p. 1895) ;

— M. Jean Valroff (n° 79) : justice prud'homale : absence d'un lien entre la mort des deux jeunes femmes qui se sont suicidées et l'instance prud'homale que l'une d'elles avait engagée à la suite de son licenciement ; problème grave se posant à la juridiction prud'homale ; formation des conseillers-prud'hommes [27 novembre 1981] (p. 4255, 4256) ;

— M. Philippe Séguin (n° 56) : reconstruction de la prison d'Epinal : désaffection de l'établissement à brève échéance [18 décembre 1981] (p. 5156).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77).

Première lecture, discussion générale : pouvoir de l'assemblée en matière de libertés et de justice [17 juillet 1981] (p. 245) ; création de la Cour de sûreté de l'Etat ; composition ; dérogation au principe fondamental de l'inamovibilité des magistrats ; procédure ; perquisitions ; saisies ; ouverture des poursuites ; contrôle de l'instruction ; décision de mise en accusation ; principe de séparation du judiciaire et de l'exécutif ; compétence ; pouvoir discrétionnaire ; retour au droit commun ; équivoque du terme de « sûreté » de l'Etat ; restitution de compétences aux juridictions correctionnelles et aux cours d'assises ; courage des jurés et des magistrats (p. 246) ; portée exemplaire des verdicts ; fonction de la juridiction pénale ; compétences des juridictions de droit commun en matière d'infractions concernant la sûreté de l'Etat ; exception en cas de crimes de trahison ou d'espionnage et d'infractions portant sur un secret de

la défense nationale ; défense nucléaire ; compétences des juridictions militaires ; dessaisissement des juridictions de droit commun par la chambre criminelle de la Cour de cassation ; remplacement des tribunaux permanents des forces armées par de nouvelles juridictions militaires ; garanties des droits de la défenses ; compétence territoriale ; cas de terrorisme organisé sur l'ensemble du territoire national ; dessaisissement ou règlement de juges ; procédure de renvoi : présentation de la demande par le procureur général de la Cour de cassation ; hypothèse de défaillance des jurés ; ordonnance du premier président de la cour d'appel autorisant la cour à être complétée par d'autres magistrats ; force et indépendance de l'autorité judiciaire (p. 247) ; indépendance des juges ; juridictions gardiennes des libertés publiques (p. 248) ; impossibilité de révéler des secrets de la défense militaire à des jurés tirés au sort ; projet de suppression des tribunaux militaires ; remplacement de la loi « sécurité et liberté » (p. 253) ; garde à vue en matière de sûreté intérieure de l'Etat ; pouvoirs de police judiciaire des préfets ; abrogation de la loi « sécurité et liberté » (p. 258) ; déclaration de M. Poniatowski sur la suppression des juridictions d'exception en 1969 ; violation des principes fondamentaux de la justice ; image de la magistrature dans l'opinion publique (p. 259).

Discussion des articles : ses observations sur l'amendement de Mme Gisèle Halimi (p. 259).

Deuxième lecture, discussion générale, possibilité de renvoi ; personnels de la Cour de sûreté de l'Etat [29 juillet 1981] (p. 472).

— Projet de loi relatif à la Cour de cassation (n° 116).

Première lecture, discussion générale : efforts de formation, de gestion et d'organisation ; inflation des pourvois ; ses conséquences : retard (dix-huit mois à deux ans), effacement de la fonction régulatrice de la cour [22 juillet 1981] (p. 267) ; concertation avec la juridiction suprême et tous ses auxiliaires ; propositions de réforme émanant de la Cour de cassation : alignement sur les juridictions européennes quant au quorum d'audience ; sections spécialisées ; pouvoirs des formations restreintes ; loi du 3 janvier 1979 ; possibilité d'examen des affaires simples ; risque pour l'unité de la jurisprudence au sein de la Cour de cassation (p. 268).

Discussion des articles : **article 1er :** soutient le sous-amendement n° 6 du Gouvernement à l'amendement n° 1 de la commission des lois (substitution au mot « plénière » le mot « élargie ») : retiré; notion de formation élargie (p. 270) ; **après l'article 2 :** saisine pour avis de la Cour de cassation (p. 275).

Deuxième lecture, discussion générale : renvoi de l'affaire à la formation plénière ; amende de cassation [29 juillet 1981] (p. 471).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion générale : anticipation de réformes dans les domaines pénal, militaire, de la décentralisation et de la radiodiffusion ; volonté de réconciliation nationale ; dimension traditionnelle du projet de loi (amnistie réelle, amnistie au quantum, amnistie des sanctions disciplinaires et amnistie par mesure individuelle) ; atteintes à la sûreté intérieure de l'Etat ; amnistie de sept catégories nouvelles d'infractions (défense des droits des Français rapatriés d'outre-mer, délits de presse de radio ou d'opinion, avortement, entrée et séjour en France des étrangers) [29 juillet 1981] (p. 480) ; infractions d'ordre militaire ; élévation du plafond permettant de bénéficier de l'amnistie dite au quantum ; mesures administratives relatives au permis de conduire ; modifications apportées par le Sénat en ce qui concerne l'amnistie par mesure individuelle ; sanctions disciplinaires et pénales dans les entreprises privées ; dispositions prises par le Gouvernement dans ce domaine ; portée du projet de loi ; liste des exclusions (p. 481) ; répond aux divers orateurs (p. 489, 490) ; caractère criminogène des prisons ; « loi de classe » (p. 491).

Discussion des articles : **article 2 :** soutient le sous-amendement n° 55 du Gouvernement à l'amendement n° 18 de la commission (référence à des « honoraires légaux ») : adopté (p. 495) ; **article 3 :** soutient l'amendement rédactionnel du Gouvernement : adopté (p. 502) ; **article 9** *bis* : s'oppose à l'amendement n° 25 de la commission ; principes fondamentaux de la procédure pénale ; prérogatives du ministère public (p. 505) ; **article 12 :** retire l'amendement rédactionnel du Gouvernement n° 56 (p. 507) ; **après l'article 12 :** rapports de droit privé ; loi de 1937 ; mesures prises par le ministre du travail ; circulaire adressée aux dirigeants des entreprises privées et aux inspecteurs du travail (p. 509) ; **article 14 :** soutient l'amendement n° 57 du Gouvernement (précisant l'autorité ou la juridiction compétente pour connaître des contestations sur l'amnistie en l'absence d'une décision définitive) : adopté (p. 513) : **article 15** *bis* : soutient l'amendement n° 58 du Gouvernement (remise des majorations de retard sous certaines conditions) : adopté (p. 514) ; **article 19 :** affaire Bidalou (p. 517) ; **article 24 :** soutient un sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 32 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté (p. 520) ; soutient le sous-amendement n° 76 du Gouvernement à l'amendement n° 32 de la commission des lois (rédactionnel) ; rejeté (p. 522) ; exclusions catégorielles choisies en 1974 ; soutient le sous-amendement n° 59 du Gouvernement à l'amendement n° 32 de la commission des lois (relatif au proxénétisme) ; adopté (p. 523) ; affaire Hersant ; position du Conseil d'Etat ; notion de délits continus (p. 524) ; soutient le sous-amendement n° 60 du Gouvernement à l'amendement n° 32 de la commission des lois (rédactionnel) ; adopté (p. 526).

Commission mixte paritaire, discussion générale : délits d'apologie de crimes de guerre ; infractions racistes et sexistes ; amnistie des faits ayant donné lieu à sanctions disciplinaires dans les entreprises privées ; réinsertion des condamnés ; liaison étroite avec le ministère de la solidarité [31 juillet 1981] (p. 594).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : problème politique [17 septembre 1981] (p. 1138) ; historique des tentatives abolitionnistes ; opinion publique ; engagement du Président de la République et des partis de gauche ; référendum (p. 1138, 1139) ; absence de corrélation entre l'existence de la peine de mort et la criminalité ; caractère non dissuasif de la peine de mort (p. 1140) ; signification politique de la peine de mort ; pouvoir de l'Etat ; grâce présidentielle ; terrorisme (p. 1141) ; refus de la loi du talion ; justice d'élimination ; origines sociales et ethniques des condamnés à mort ; faillibilité de la justice ; contradiction des décisions rendues (p. 1142) ; sécurité des personnels de police et du personnel pénitentiaire ; refus d'une peine de remplacement ; nouveau code pénal (p. 1143) ; choix de conscience ; effets pervers de l'isolement de la France en Europe occidentale (nos partenaires refusent d'extrader) ; référendum [18 septembre 1981] (p. 1204) ; compétence du Parlement ; causes sociales de la délinquance (p. 1205) ; peine de substitution ; nouveau code pénal ; annonce la présentation au printemps 1982 de dispositions remplaçant celles de la loi dite « sécurité et liberté » et un débat sur la période de sûreté au plus tard au début de l'hiver 1983 ; récidive (p. 1206).

Discussion des articles : **article 1er :** s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Charles Millon ; artifice de procédure ; dispositions d'ordre pénal (p. 1209) ; s'oppose aux amendements n° 20 de M. Jacques Baumel, 9 de M. Pierre Micaux, 19 de M. Gilbert Gantier, 22 de M. Roland Nungesser, 17 de M. Jacques Chaban-Delmas et 4 de M. Serge Charles : principe de l'abolition quel que soit le crime commis (p. 1212) ; s'oppose aux amendements n° 21 de M. Paul Pernin et 10 de Mme Hélène Missoffe ; abolition définitive de la peine de mort (p. 1213) ; s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Pierre-Charles Krieg ; opposition à une peine réellement perpétuelle (p. 1214) ; s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Philippe Séguin ; donne l'assurance que le Gouvernement soumettra à l'Assemblée les modalités nouvelles du contrôle de l'exécution des peines au printemps 1982 (p. 1215) ; accepte l'amendement n° 6, deuxième rectification, de la commission (p. 1216) ; **après l'article 7** : accepte l'amendement n° 26 de la commission (p. 1221).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises (n° 314).

Première lecture, discussion générale : rôle du ministère public dans la défense de l'intérêt général ; droit d'initiative et de recours du ministère public dans les procédures soumises au tribunal de commerce ; nombre croissant de procédures de règlement collectif du passif ; réforme générale des procédures collectives de règlement du passif ; droit d'information du ministère public ; insuffisance de ses moyens d'action procédurale ; distinction entre la qualité de partie principale et celle de partie jointe dans le débat

judiciaire ; nécessité d'une intervention plus pressante et plus fréquente du ministère public dans les procédures de règlement collectif ; différents pouvoirs du ministère public : saisir officiellement le tribunal d'une procédure en ouverture de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, demander la suspension provisoire des poursuites, proposer à la juridiction consulaire le remplacement d'un syndic [22 septembre 1981] (p. 1234) ; exercice du droit d'appel dans le cadre des cessions à forfait d'actif ; droit du ministère public de demander au tribunal de priver les dirigeants sociaux de leur droit de vote ; droit du ministère public de demander au tribunal la cession forcée par les débiteurs de tout ou partie de leurs droits ; autonomie, compétence et pouvoirs des juridictions consulaires (p. 1235) ; urgence de l'élargissement des pouvoirs du ministère public ; spécialisation de magistrats du parquet en matière commerciale ; dispositions du projet de loi appliquées dans d'autres pays d'Europe ; rappel des projets de M. Alain Peyrefitte et de M. Jean Foyer (p. 1241).

Discussion des articles : **articles 3 et 4** : ses observations sur les amendements de M. Charles Millon (p. 1242, 1244) ; **article 6** : ses observations sur l'amendement de M. Alain Hautecœur (p. 1246) ; son amendement n° 9 (tendant à accorder au procureur de la République un droit d'appel des décisions autorisant les syndics à traiter à forfait) (p. 1247) ; adopté (p. 1249).

Deuxième lecture, discussion générale : voie de recours exceptionnelle [1er octobre 1981] (p. 1431).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean Foyer ; constitutionnalité du projet [13 octobre 1981] (p. 1732), notion actuelle du droit de propriété ; droit de propriété du domaine de la loi et non de la Constitution ; élargissement de la notion de nécessité publique ; pouvoirs du Conseil constitutionnel : décision des 19 et 20 janvier 1981 ; principe d'égalité devant la loi : champ des nationalisations (p. 1733) ; principe d'égalité devant la loi : banques étrangères, indemnisation des actionnaires ; juste indemnité (p. 1734) ; indemnité préalable ; conformité du projet au droit public international ; compatibilité du projet avec les engagements internationaux de la France ; respect de l'article 55 de la Constitution ; respect de l'article 34 de la Constitution pour la rétrocession des filiales étrangères (p. 1735) ; absence d'effets extraterritoriaux des nationalisations ; article 33 du projet (p. 1736).

Discussion des articles : **titre Ier** : nationalisation de cinq sociétés industrielles : **article 3** : application de la loi de 1966 aux sociétés nationalisables ; nationalisation et personnalité morale ; souveraineté du Parlement [17 octobre 1981] (p. 1968) ; régime particulier des sociétés nationalisées défini par le législateur (p. 1969) ; termes « non contraire » et « compatible » ; maintien des statuts des personnels (p. 1970) ; **après l'article 3** : direction et administration des sociétés industrielles nationalisées (p. 1972) ; **article 4** : effets extraterritoriaux de la nationalisation (p. 1977) ; mandat de quelques mois confié à l'administrateur général de chacune des sociétés nationalisables ; cession de filiales ou de succursales à l'étranger des cinq sociétés industrielles nationalisables (p. 1978) ; communication au Parlement de la consultation de juristes internationaux effectuée par le Gouvernement (p. 1980) ; extraterritorialité des nationalisations : compétence des juridictions éventuellement saisies ; convention franco-américaine (p. 1981).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération. — *Discussion générale* : taux d'augmentation du budget de la Légion d'honneur ; crédits consacrés aux maisons d'éducation ; succès scolaires obtenus par les établissements d'enseignement de la Légion d'honneur ; modicité des crédits affectés aux secours ; première augmentation des traitements depuis 1964 ; financement de la construction d'un nouvel ensemble scolaire à la maison d'éducation de Saint-Denis ; décret du 31 juillet permettant d'augmenter de mille le contingent triennal des croix de chevalier destinées aux anciens combattants de la Première Guerre mondiale ; ouverture des conseils de l'ordre de la Légion d'honneur et du mérite national aux titulaires de tous les grades et dignités de ses ordres ; promotion dans les ordres nationaux d'agents de l'Etat ou de particuliers tués ou blessés dans l'accomplissement de leurs devoirs civique ou national ; progression du budget de l'ordre de la Libération ; réfection de la toiture du bâtiment abritant la grande chancellerie [12 novembre 1981] (p. 3581) ;

Examen des crédits : son amendement n° 146 (tendant à majorer le montant des mesures nouvelles inscrites au paragraphe II de l'article 48 de 10 millions de francs) ; majoration permettant de porter à 30 p. 100 pour 1982 le taux d'augmentation du budget de la Légion d'honneur : adopté (p. 3582).

Justice. — *Discussion générale* : volonté du Gouvernement de transformer l'institution et de l'arracher aux pesanteurs du passé ; souffle de renouveau et de liberté passant sur notre justice ; prochaines mesures envisagées : abrogation des dispositions de la loi « sécurité et liberté » ; projet de suppression des tribunaux militaires ; réforme du code pénal ; progrès réalisés dans ce projet de budget dans le cadre de la continuité nécessaire à l'institution judiciaire ; données sociales : création d'emplois nouveaux, insertion professionnelle des jeunes, éducation surveillée ; construction du tribunal de grande instance de Bobigny ; caractère social de ce budget ; transformation du régime de l'aide judiciaire et des commissions d'office de l'aide juridique ; accroissement du fonds d'indemnisation [12 novembre 1981] (p. 3598) ; réparation des accidents de la circulation ; création d'emplois de magistrats ; suppression des emplois vacants en deux ans ; volonté de libérer les magistrats de pesanteurs inutiles ; développement de l'emploi de l'information ; exemple de la Cour de cassation ; budget de changement ; protection et prévention ; surveillance et garde des établissements pénitentiaires ; réinsertion ; volonté de réduire la criminalité, de prévenir la délinquance et de sauver les victimes (p. 3599) ; décisions prises en matière de délinquance ; transformation du milieu fermé ; création d'emplois dans l'administration pénitentiaire ; amélioration du régime indemnitaire ; revalorisation du statut et formation professionnelle des surveillants ; réinsertion sociale des détenus ; développement de la formation professionnelle ; développement du milieu ouvert ; extension des comités de probation ; prise en considération des besoins des associations d'aide et de soutien des détenus libérés ; subventions aux associations participant au contrôle judiciaire ; question de la délinquance juvénile ; « éduquer et prévenir » ; éducation surveillée ; création de six centres d'orientation et d'action éducative ; reconversion des grands internats ; développement de l'hébergement banalisé sous forme de placements familiaux et de foyer de travailleurs ; lutte contre le chômage et développement de la vie associative ; problème de l'indemnité de « copies de pièces » ; écoles de Metz ; centre de semi-liberté de Lyon (p. 3600) ; assassinat du juge Michel ; éducation surveillée ; état de la maison d'arrêt de Strasbourg ; condition des greffiers et problème des créations d'emplois dans ce corps ; construction de la cité judiciaire de Lyon ; non-rémunération des commissions d'office ; réponse à l'intervention de M. Jean Foyer ; loi informatique et libertés ; gratuité des actes de justice ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; indépendance de la magistrature ; statut des membres du parquet ; commission de la « transparence » ; nécessité du caractère libéral de la profession d'avocat (p. 3601) ;

Examen des crédits : **titre III, état A** : son amendement n° 147 corrigé (majoration du montant de la subvention du budget général au budget annexe de la Légion d'honneur) ; financement de la revalorisation des traitements des officiers, chevaliers titulaires de la Légion d'honneur et des titulaires de la médaille militaire ; amendement n° 147 adopté (p. 3602).

— Conclusions du rapport n° 559 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Alain Bocquet tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970, dite loi « anti-casseurs » n° 200 ; 2° de M. Lionel Jospin tendant à l'abrogation des articles 314 et 194, alinéa 3, du code pénal et à la modification de l'article 108, alinéa 2, résultant de la loi anti-casseurs n° 351.

Discussion générale : disparition de l'arsenal juridique français de tout ce qui relève de la catégorie des exceptions ; dispositions de la loi anti-casseurs ; arsenal répressif contre tous les troubles majeurs de l'ordre public dans le cas d'attroupements ; inutilité de la loi anti-casseurs ; participation à une manifestation ; « grande peur » de mai 1968 ; passage de la sanction de l'auteur identifié de violences à la punition de l'instigateur d'une manifestation pacifique ;

danger pour les libertés [25 novembre 1981] (p. 4186) ; rappel des fondements du droit pénal français : principe de la personnalité des peines ; prévention des manifestations ; principe de la responsabilité pénale et extension de la responsabilité civile ; application de la loi lors de manifestations issues de revendications politiques, sociales, professionnelles ou universitaires ; sécurité des citoyens ; sûreté de l'Etat ; arsenal répressif du code pénal (p. 4187) ; loi anti-casseurs, loi de circonstance (p. 4188) ; inefficacité de la lutte contre l'insécurité par des textes liberticides (p. 4197).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le conseil des communautés européennes, le 13 décembre 1976 (n° 467).

Première lecture, discussion générale : programme complet d'harmonisation du droit des sociétés avec les directives du conseil des communautés européennes ; évolution de la vie des sociétés depuis 1966 ; revalorisation du capital minimum ; débat fructueux au Sénat [1er décembre 1981] (p. 4268) ; protection des droits des associés, des tiers et des salariés (p. 4269).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** s'oppose à la substitution du terme sociétés nominatives à celui de sociétés anonymes (p. 4270) ; **article 1er :** délai de régularisation en cas de réunion de toutes les parts sociales en une seule main ; **article 4 :** transformation d'une société en société anonyme ; désignation de commissaires (p. 4271) ; libre choix de ces commissaires par les organes de justice (p. 4272) ; **article 9 :** transformation de société : réduction du capital social ; harmonisation des législations sociales et fiscales avec le droit des sociétés (p. 4273) ; **après l'article 10** *bis :* obligation d'acquisition d'actions de la société par les dirigeants sociaux (p. 4275) ; **article 13 :** opération des sociétés sur leurs propres titres en cas de dommage grave et imminent ; **article 14 :** rôle et pouvoirs de la C. O. B. (p. 4276) ; **article 24 :** son amendement n° 20 (délai accordé aux sociétés pour harmoniser leurs statuts) : adopté (p. 4279).

— Discussion des conclusions du rapport (n° 547) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 334-8 du code civil, relatif à l'établissement de la filiation naturelle (n° 73).

Première lecture, discussion générale : éclaircissement donné par la présente proposition à la loi du 3 janvier 1972 ; rôle accordé par la loi de 1972 à la possession d'état dans le cadre de l'établissement de la filiation ; divergence d'interprétation jurisprudentielle [14 décembre 1981] (p. 4858) ;

— Répond aux rappels au règlement de MM. Jacques Toubon, Claude Evin et Jean Briane : propose à l'Assemblée nationale de suspendre ses travaux pour participer à la manifestation de soutien au peuple polonais [14 décembre 1981] (p. 4860).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat (n° 468).

Première lecture, discussion générale : capacité de jugement et surcharge du Conseil d'Etat ; accroissement de l'arriéré des affaires en attente de jugement [17 décembre 1981] (p. 5130) ; hommage à l'effort exceptionnel fait par les membres du Conseil d'Etat face à l'afflux des requêtes nouvelles ; mesures prises par le Conseil d'Etat pour faire face à l'accroissement du contentieux ; effort de modernisation et d'adaptation des méthodes de travail ; informatisation ; institution des référendaires ; fonction de rapporteurs à la section du contentieux ; identité de leurs obligations à celles des membres du Conseil d'Etat, s'agissant du nombre de dossiers à traiter par an ; nomination des référendaires sur proposition d'une commission présidée par le vice-président du Conseil d'Etat ; modestie de l'apport extérieur constitué par les référendaires ; indépendance du Conseil d'Etat ; garantie d'un recrutement de qualité ; prévision de la création des emplois de référendaires par le projet de loi de finances pour 1982 ; réflexion sur les moyens les plus adaptés pour faire face à la montée des contentieux administratifs ; plan de recrutement au Conseil d'Etat ; modification des compétences de la juridiction administrative et de la jurisprudence judiciaire ; élimination du retard accumulé (p. 5131).

Discussion de l'article unique : **article 3 de l'ordonnance du 31 juillet 1945 :** titre de référendaire ou titre de rapporteur délégué (p. 5134) ; durée des fonctions des référendaires ; son amendement n° 21 (nomination des référendaires pour une période de quatre ans non renouvelable) : adopté ; son amendement n° 19 (composition de la commission chargée de nommer les référendaires) (p. 5135) ; inutilité de l'épreuve de contentieux administratif ; élargissement de la commission chargée du recrutement des référendaires ; minorité de membres du Conseil d'Etat au sein de la commission ; amendement n° 19 devenu sans objet (p. 5136) ; éventail des candidatures (p. 5137) ; position de détachement des référendaires ; son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 6 de M. Michel Sapin (double hypothèse du retour dans le corps d'origine du référendaire sur sa demande et d'une fin anticipée du détachement sur décision de la commission) (p. 5137) : rejeté ; hypothèse de l'inaptitude d'un référendaire à remplir ses fonctions ; *après l'article unique :* nomination de conseillers d'Etat au tour extérieur, compétence du pouvoir réglementaire (p. 5138) ; augmentation de la représentation des membres des tribunaux administratifs au sein du Conseil d'Etat (p. 5139) ; modification des conditions de recrutement des conseillers d'Etat au tour extérieur ; restriction du champ d'action du Président de la République ; retire le projet de loi de l'ordre du jour (p. 5140).

— Projet de loi relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le conseil des communautés européennes (n° 467).

Deuxième lecture, discussion générale : progrès de notre droit des sociétés [18 décembre 1981] (p. 5224).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Raymond Forni tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal.

Discussion générale : incrimination d'exception ; existence dans notre droit d'un ensemble complet et rigoureux de textes permettant d'assurer la protection des mineurs de quinze à dix-huit ans contre toutes les formes d'attentats aux mœurs ; faible application du deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal ; refus de la répression de l'homosexualité par la loi pénale française de 1791 à 1942 [20 décembre 1981] (p. 5370) ; inefficacité de la répression pénale à l'égard de l'homosexualité ; pratique judiciaire du parlement de Paris à l'égard de l'homosexualité au XVIIIe siècle ; répression policière de l'homosexualité ; choix idéologique de l'incrimination pénale de l'homosexualité ; normalisation de la sexualité adolescente (p. 5371) ; contradiction avec les principes de non-discrimination et de respect de la vie privée (p. 5372) ; maintien d'un arsenal répressif protégeant l'intégrité de la personne humaine (p. 5375) ; fixation d'une limite d'âge pour le libre consentement à l'activité sexuelle ; discrimination particulière envers l'homosexualité du fait de l'article 331 du code pénal (p. 5376).

Discussion de l'article unique : s'oppose au relèvement de la majorité sexuelle proposé par M. Jean Foyer ; travail considérable accompli en six mois par l'Assemblée nationale (p. 5378).

BALLIGAND (Jean-Pierre).

Député de l'Aisne :
(3e circonscription).
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 28 juillet 1981] (p. 2079).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Economie et finances : Charges communes ; Services économiques et financiers) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Comptes spéciaux du Trésor) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J. O.* du 7 novembre 1981] (p. 3041).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargé de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3425).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [*J.O.* du 22 décembre 1981] (p. 3482).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 11 : Economie et finances : (tome I) Charges communes, (tome II) Services économiques et financiers, (tome III) Comptes spéciaux du Trésor **(n° 470)** [15 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : Codefi : bilan des aides accordées [7 octobre 1981] (p. 1554).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres I^er^ et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : absence de consultation des élus locaux ; action économique des collectivités locales ; personnel départemental ; imbrication des services administratifs de l'Etat et du département ; statut du personnel départemental [27 juillet 1981] (p. 382).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).

Première lecture, discussion des articles : **article 1^er^ :** rétablissement par la commission des finances d'une remise de 5 p. 100 ; carte de fidélité [30 juillet 1981] (p. 568).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, discussion générale : volontarisme économique du projet de loi de finances ; fiscalité différentielle entre bons anonymes et bons non anonymes : levée de l'anonymat lors des ventes des bons ; impôt sur les grandes fortunes ; forte croissance du budget d'investissement sélectif ; souci du gouvernement de protéger l'activité économique ; aides budgétaires à l'industrie ; comparaison des dotations du fonds de développement économique et social entre 1981 et 1982 ; affectation exclusive à la R. A. T. P. de la part des dotations du F. D. E. S. destinées aux entreprises publiques ; dotations du F. D. E. S. à l'industrie ; possibilité donnée aux comités départementaux d'examiner les problèmes de financement des entreprises et aux Codefi d'aider les entreprises en difficulté ; crédits de politique industrielle ; primes et aides en faveur du développement régional [27 octobre 1981] (p. 2628).

Première partie, discussion des articles : **article 3 :** faiblesse du nombre de Français concernés par l'impôt sur la fortune [29 octobre 1981] (p. 2725) ; problèmes agricoles ; situation des propriétés foncières, combinaison de l'abattement de 3 millions de francs avec les possibilités de déduction fiscale au niveau des biens amortissables et de l'endettement (p. 2726) ; **article 4 :** son sous-amendement n° 555 à l'amendement n° 493 de M. Yves Tavernier (tendant à inclure dans les biens professionnels les parts de groupements fonciers agricoles représentatives d'apports constitués par des immeubles ou des droits immobiliers à destination agricole et lorsque les baux à long terme consentis par le groupement répondent aux conditions prévues à l'alinéa précédent [30 octobre 1981] (p. 2792, 2793) ; adopté (p. 2796) ; **article 6 :** déduction en fonction de l'excédent de l'investissement net en biens amortissables (p. 2820) ; **article 7 :** possibilités de déduction ; déduction pour endettement ; impôt-incitation ; biens amortissables dans le nouveau plan comptable (p. 2825) ; cheptel vif (p. 2830) ; **article 9 :** soutient l'amendement n° 495 de M. Roger Duroure ; rendement des forêts ; longueur du cycle de production en matière d'exploitation forestière (p. 2844) ; **article 11 :** progressivité de l'impôt sur le revenu [31 octobre 1981] (p. 2870) ; relèvement des tranches du barème ; plafonnement du quotient familial (p. 2871) ; soutient l'amendement n° 557 de M. René Souchon (p. 2900) ; **après l'article 17 :** régime du bénéfice mondial [3 novembre 1981] (p. 2996) ; **article 22 :** augmentation de 20 p. 100 pour la vignette des véhicules de 5 à 7 CV ; hostilité de principe des socialistes à un accroissement des impôts indirects (p. 3039).

Deuxième partie :

Travail. — *Discussion générale :* problème de la déqualification ; modernisation des A.F.P.A. ; réforme du travail temporaire [13 novembre 1981] (p. 3639).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* stratégie de défense indépendante ; effort consenti en faveur de la F. N. S. ; Alliance atlantique ; absence de déséquilibre des forces à l'heure actuelle ; armes nucléaires tactiques ; programmation des armes nouvelles [14 novembre 1981] (p. 3690).

Economie et finances. — Charges communes. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : nouveau gonflement des charges communes depuis la réforme de 1977 ; caractère hétéroclite nuisant au contrôle ; financement du déficit budgétaire ; dette publique [14 novembre 1981] (p. 3697) ; encours de la dette égal à 8 p. 100 du P.I.B. ; émission d'un emprunt d'Etat à taux variable ; emprunt à 7 p. 100 1973 ; bons du Trésor sur formule ; surveillance de la progression des bons du Trésor en compte courant ; crédits destinés à couvrir des dépenses en atténuation de recettes ; dégrèvements de taxe professionnelle ; croissance des remboursements de T.V.A. ; maintien du pouvoir d'achat des rémunérations et des pensions de la fonction publique en 1982 ; achèvement de la mensualisation des pensions pour 1983 ; financement des mesures en faveur de l'emploi des jeunes ; aide à la création d'emplois d'initiative locale (p. 3698) ; dotations à la caisse nationale de l'industrie et à la caisse nationale des banques ; 22 milliards pour le Fonds national de solidarité (p. 3999).

Economie et finances. — II : Services économiques et financiers. — Comptes spéciaux du Trésor : Budget annexe des monnaies et médailles. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : développement des exportations ; recensement général de la population ; politique de la concurrence et de la consommation ; moyens supplémentaires donnés à l'I.N.S.E.E. ; pouvoir de contrôle de la Cour des comptes ; nouveau plan comptable ; réduction du nombre de comptes spéciaux du Trésor ; compte des avances sur le montant des impositions revenant aux départements, communes et organismes locaux ; fonds forestier national ; fonds de soutien aux hydrocarbures ; compte d'emploi de la redevance de la radiodiffusion-télévision française ; F.D.E.S. [16 novembre 1981] (p. 3770) ; aides du F.D.E.S. pour la reconversion de l'industrie (p. 3771).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : relations entre l'Etat et les collectivités territoriales ; développement de la contractualisation ; consultation des établissements régionaux sur le plan intérimaire ; exécution du plan par des contrats ; aide de l'Etat et aide des collectivités locales ; aide du F.E.D.E.R. : correction des déséquilibres régionaux ; politique de la montagne pour les différentes régions ; cas de la Picardie [12 décembre 1981] (p. 4732) ; répartition des aides géographiques (p. 4733).

Discussion des articles : **article 1^er^ :** analyse de la situation économique du pays contenue dans le plan (p. 4751) ; rapport de la commission Bloch-Lainé (p. 4752) ; engagement du Président de la République de ne pas procéder à de nouvelles nationalisations au cours de la présente législa-

ture ; modalités de la nouvelle politique pour soutenir les entreprises publiques existantes ; secteur agricole (p. 4754) ; taux d'intérêt de l'épargne ; problème de remboursement de l'emprunt d'Etat de 1973 ; budget des charges communes ; rémunération de l'épargne productive (p. 4766) ; programmation militaire ; prévisions macro-économiques et analyses des flux financiers ; conjoncture économique internationale (p. 4767) ; loi de programmation militaire (p. 4768).

BALLY (Georges).

Député de l'Isère,
(7e circonscription).
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **article 14 :** séparation de l'exploitation des télécommunications et de celle de la poste et des services financiers dans le budget annexe des P.T.T. ; rapport pour 1981 de la Cour des comptes déplorant l'absence de la compensation entre les deux branches ; charge de l'emprunt pour la poste ; unicité nécessaire du budget annexe des P.T.T. proposée par la commission de la production et des échanges [17 juillet 1981] (p. 226).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : Super-Phénix ; coût et sûreté du nucléaire ; information nucléaire ; économies d'énergie et énergies nouvelles [7 octobre 1981] (p. 1588).

BALMIGÈRE (Paul)

Député de l'Hérault,
(4e circonscription).
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole [*J.O.* du 1er août 1981] (p. 2113).

Membre de la commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F. O. R. M. A.) [*J.O.* du 22 octobre 1981] (p. 2885).

QUESTIONS

au Gouvernement : entreprise Carnaud, à Béziers [7 octobre 1981] (p. 1557, 1558).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er :** son amendement n° 248 (participation d'un « comité de décentralisation » à l'élaboration des textes devant compléter le texte en discussion : retiré [28 juillet 1981] (p. 418).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* office du vin ; compétence sur les importations ; refus de l'élargissement du marché commun ; réforme des règlements du marché commun ; connaissance des revenus ; poids des charges sociales ; calcul des cotisations ; indemnités journalières et congé maternité [6 novembre 1981] (p. 3251).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* redressements à opérer en vue de permettre l'accès aux vacances pour tous ; priorité à accorder au tourisme social ; développement de la promotion touristique de la France à l'étranger ; implantation de nouveaux villages de vacances [19 novembre 1981] (p. 4033) ; besoins du camping-caravaning ; diversification des implantations touristiques ; lutte contre le tourisme spéculatif ; aménagement raisonnable des espaces naturels ; problème des aides personnelles : taux de réduction des billets de congés payés S. N. C. F., porté à 50 p. 100 ; institution d'un deuxième billet annuel de congés payés permettant le développement des vacances de neige ; attribution de bons d'essence à tarif réduit ; suppression des péages sur les trajets de vacances ; projet de « chèques-vacances » (p. 4034).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Discussion générale : situation des viticulteurs ; mission de l'office spécialisé ; organisation du marché ; fixation d'un prix minimal [16 décembre 1981] (p. 4983) ; mise en place d'un dispositif permettant d'écouler la récolte ; distillation préventive ; importation de vin italien ; organisation du marché tenant compte du principe de la complémentarité ; nécessaire modification des règlements communautaires ; contrôle de la qualité ; contrôle des coupages ; contrôle des stocks (p. 4984).

BAPT (Gérard)

Député de la Haute-Garonne
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [15 juillet 1981] (p. 152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (services du Premier ministre : rapatriés) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Rapporteur du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485) [3 décembre 1981] (p. 4405).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [*J. O.* du 22 décembre 1981] (p. 3482).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 [*J. O.* du 24 décembre 1981] (p. 3506).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) : annexe n° 30 : services du Premier ministre : **rapatriés (n° 470)** [15 octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 485) portant diverses dispositions relatives à la **réinstallation des rapatriés (n° 568)** [26 novembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 661) portant diverses dispositions relatives à la **réinstallation des rapatriés (n° 665)** [22 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : la faim dans le monde : lutte contre la faim dans le monde [14 octobre 1981] (p. 1784).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* disparité de la situation de nos tribunaux ; situation de la cour de Toulouse [12 novembre 1981] (p. 3597).

Services du Premier ministre. — *Discussion générale,* rapporteur spécial pour les rapatriés : rapatriés d'Afrique du Nord ; aménagement des dettes et indemnisation des meubles meublants ; titre d'indemnisation prioritaire et aménagement des prêts de réinstallation ; nécessaire revalorisation de l'allocation mensuelle de subsistance des rapatriés de retour récent en métropole [18 novembre 1981] (p. 3906) ; nécessité de trouver une solution au problème posé par les harkis et les veuves de harkis ne pouvant prétendre à aucun avantage de retraite ; participation de l'Etat à certaines caisses de retraite ; action en faveur des Français musulmans par l'intermédiaire de l'A.D.O.S.O.M. (association pour l'administration d'œuvres sociales d'outremer) ; problème du transfert des archives françaises d'Aix-en-Provence en Algérie (p. 3907).

— Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).

Première lecture, discussion générale ; rapporteur : volonté du Gouvernement de changer la politique à l'égard des rapatriés ; problèmes des rapatriés réinstallés ; indemnisation des meubles meublants ; promesses non tenues dans le passé ; non-respect des accords d'Evian ; nationalisation des exploitations des agriculteurs français en octobre 1963 ; problèmes spécifiques aux agriculteurs réinstallés ; prêts de réinstallation; moratoire et aménagement des prêts de réinstallation [2 décembre 1981] (p. 4358) ; prolongement d'une année supplémentaire du bénéfice du moratoire ; opposition des rapatriés aux mesures prises par les précédents Gouvernements ; sentiment croissant de mécontentement et d'injustice ; nécessité de procéder à un véritable aménagement des dettes des rapatriés et de venir en aide aux titulaires de ressources modestes ; financement des mesures par reconduction de la dotation antérieure ; aide immédiate aux rapatriés les plus démunis par octroi d'une indemnité forfaitaire compensant la perte des meubles meublants ; modification de la composition des commission d'aménagement des prêts ; octroi de prêts à long terme destinés à la consolidation de toutes les dettes (p. 4359-4360).

Discussion des articles : **Titre I, article 1er :** ses observations sur les amendements rédactionnels n° 21 de Mme Lydie Dupuy et n° 18 de M. Paul Pernin (p. 4367) ; **article 3 :** son amendement n° 10 (complétant le 5e alinéa de l'article 3) : adopté (p. 4368) ; son amendement n° 11 (modifiant le dernier alinéa de l'article 3 visant à élargir les possibilités pour les rapatriés de se faire représenter devant la commission) : adopté ; **article 4 :** son avis favorable à l'amendement n° 28 de M. Raymond Courrière (p. 4369) ; **article 5 :** son avis favorable à l'amendement n° 29 de M. Raymond Courrière ; **article 7 :** prêts de consolidation (p. 4370) ; **article 8 :** son amendement n° 13 (rédactionnel) : rejeté ; **article 9 :** son amendement n° 14 (tendant à compléter l'article 9) : adopté ; **après l'article 9 :** son amendement n° 15 (abrogation de l'article 22 de la loi de janvier 1978 validant les dispositions du décret du 7 septembre 1977) ; article déjà implicitement abrogé ; amendement n° 15 adopté (p. 4371) ; **Titre II, article 10 :** son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté ; **article 12 :** son amendement n° 17 (tendant à ce que l'indemnisation des meubles meublants ne soit pas imposable au titre de l'impôt sur les revenus des personnes physiques) : retiré (p. 4372).

Commission mixte paritaire, discussion générale ; rapporteur : texte de la C.M.P. proposé à l'approbation de l'Assemblée ; nouvelle rédaction pour la commission d'aménagement des prêts [22 décembre 1981] (p 5391) ; bénéficiaires de l'indemnité des « meubles meublants » ; procédure devant l'instance arbitrale (p. 5392).

BARDIN (Bernard)

Député de la Nièvre
(3e circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [*J.O.* du 7 octobre 1981] (p. 2734).

BARNIER (Michel)

Député de la Savoie
(2e circonscription).
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Services du Premier ministre : Conseil économique et social) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Journaux officiels) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 [*J. O.* du 24 décembre 1981] (p. 3506).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer un **service national féminin** volontaire de la coopéraiton **(n° 326)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à la **création d'une force d'intervention humanitaire (n° 376)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 3-2 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les **rapports entre bailleurs et locataires** en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal **(n° 408)** [1er octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 33 : Services du Premier ministre : **Conseil économique et social (n° 470)** [15 octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 33 : Services du Premier ministre : **Conseil économique et social (n° 470)** [15 octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 47 : **Journaux officiels (n° 470)** [15 octobre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 356 du code de la sécurité sociale relatif aux conditions d'attribution de la **majoration de pension accordée aux invalides** dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne **(n° 540)** [6 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **inondations dans les Alpes du Nord** : situation de la commune de Bourg-Saint-Maurice ; nécessité d'une réflexion sur les moyens d'indemnisation et de prévention des risques naturels [14 octobre 1981] (p. 1782).

— **situation en Pologne** : langage de la diplomatie « frileuse » tenu par le Gouvernement ; nécessité d'une condamnation sans équivoque des événements polonais [16 décembre 1981] (p. 4993) ; citation du général de Gaulle relative au pacte séculaire entre la grandeur de la France et la liberté du monde ; défense des libertés au Chili, en Argentine, au Nicaragua, en Afghanistan et au Cambodge ; raison du coup d'État en Pologne : échec total d'un système politique et d'une doctrine économique (p. 4994) ;

orales sans débat :

— **n° 42,** posée le 7 octobre 1981 : **sécurité sociale (bénéficiaires)** (p. 1601), appelée le 16 octobre 1981 : **protection sociale des moniteurs de ski** : insuffisance de la couverture sociale des moniteurs de ski et des guide de haute montagne (assurance maladie et assurance vieillesse) ; augmentation de la cotisation minimale (p. 1907) ; spécificité de ces professions ; volonté des jeunes montagnards de vivre et de travailler au pays ; accès à la profession (p. 1908) ;

— **n° 75,** posée le 20 novembre 1981 : **métaux (entreprises : Savoie)** (p. 4132) : appelée le 4 décembre 1981 ; **Pechiney-Ugine-Kuhlmann** : projet de nationalisation de Pechiney-Ugine-Kuhlmann et ses conséquences sur l'emploi en Savoie (p. 4413, 4414) ; insuffisance de la réponse de M. Pierre Dreyfus (p. 4415).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement et débat sur cette déclaration (n° 11).

Discussion : attitude de l'opposition ; bilan du précédent septennat [9 juillet 1981] (p. 70) ; son hostilité au programme du Gouvernement ; évolution vers une société hyperadministrée ; gonflement des effectifs de la fonction publique, nouvelle bureaucratie régionale (p. 71) ; politique économique du Gouvernement ; économie administrée ; libertés ; plan Messmer relatif aux centrales nucléaires (p. 72) ; politique étrangère ; participation (p. 73).

— Conclusions du rapport (n° 395) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées (n° 248).

Première lecture, discussion générale : situation difficile des agriculteurs de montagne : stagnation ou baisse de leur niveau de vie, conditions de travail ; injustice de la proposition de résolution à l'égard de l'effort engagé depuis 1962 en faveur des zones de montagne ; rappel de la politique menée : politique de rénovation rurale en faveur des zones fragiles, création de régions d'économie montagnarde à dominante pastorale, associations foncières pastorales et groupements pastoraux, aides aux investissements agricoles, création de la dotation d'installation pour les jeunes agriculteurs, loi d'orientation agricole ; rapport Bizet, rapport Brocard ; déceptions récentes des agriculteurs de montagne : modalités nouvelles d'application de la prime au maintien du troupeau allaitant, suppression des aides aux troupeaux mixtes, augmentation du taux des prêts simples de modernisation, nouveau taux d'intérêt des prêts spéciaux d'élevage, suppression du dégrèvement de la taxe intérieure de consommation sur l'essence et le pétrole ; prix du lait ; revenus des agriculteurs de montagne touchés par les blocages des prix [6 octobre 1981] (p. 1493) ; approbation de la création de la commission d'enquête par le groupe du rassemblement pour la République (p. 1494).

Explications de vote : politique en faveur de la montagne depuis 1962 (p. 1501) ; relèvement du taux des prêts ; (p. 1502).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre II** : nationalisation des banques ; **article 13** : soutient le sous-amendement n° 649 de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 de la commission ; rôle de la banque corporative du bâtiment et des travaux publics au service de la profession ; animation par la profession [19 octobre 1981] (p. 2114).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 9** : son amendement n° 209 (tendant à compléter dans l'article 9 la référence à l'article n° 793 du code général des impôts) [30 octobre 1981] (p. 2844) : devenu sans objet (p. 2845) ; **après l'article 13** : son amendement n° 211 (exonération de l'impôt sur le revenu des bénéfices agricoles inférieurs à 8 000 francs ; majoration des tarifs de droit de timbre) ; phénomène de la pluri-activité ; rôle essentiel pour l'entretien de la montagne ; anachronisme de l'imposition des bénéfices agricoles dans certaines régions [2 novembre 1981] (p. 2941) ; promesses sur la montagne ; amendement n° 211 rejeté (p. 2942) ; **article 14** : son amendement n° 212 (exonération des frais de déplacement à l'étranger et d'un pourcentage de frais généraux correspondant à la part du chiffre d'affaires réalisé avec l'étranger) : rejeté (p. 2967) ; **article 31** : discours du Premier ministre du 9 juillet 1981 [4 novembre 1981] (p. 3122) ; réduction d'avantages obtenus par les montagnards ; suppression de la détaxation des carburants agricoles (p. 3123) ; son amendement n° 84 (suppression de l'article) : adopté (p. 3125).

Economie et finances. — III : Budget. *Examen des crédits :* **état B, titre III :** son amendement n° 101 (réduction de crédits) : rejeté [14 novembre 1981] (p. 3714).

Services du Premier ministre. *Discussion générale,* rapporteur spécial pour le Conseil économique et social et les Journaux officiels : bilan positif de l'activité du Conseil économique et social ; stagnation des crédits affectés au Conseil économique et social pour 1982 ; Journaux officiels ; technique nouvelle de la photocomposition adoptée par l'imprimerie des Journaux officiels ; renouvellement complet des méthodes de production [18 novembre 1981] (p. 3911) ; problème des délais de parution ; mutations techniques entraînant des gains de productivité ; diminution de la subvention d'exploitation de l'imprimerie des Journaux officiels ; relèvement nécessaire du tarif des annonces ; effort sur l'informatisation ; réflexion approfondie sur la politique de diffusion de l'information par les Journaux officiels (p. 3912) ; diminution du coût de constitution d'un certain nombre de banques de données informatisées à la suite des nouvelles techniques adoptées par le *Journal officiel ;* urgence présentée par la réalisation en photocomposition de l'édition des Lois et décrets du *Journal officiel* (p. 3913) ; **son rappel au règlement** : demande qu'une sanction soit prise à l'encontre d'un fonctionnaire du service d'information et de diffusion (S.I.D.) ayant manqué à l'obligation de réserve en faisant état de sa qualité de fonctionnaire et de délégué de la fédération du Nord du parti socialiste (p. 3921).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. *Discussion générale* : œuvre accomplie dans le domaine sportif, socio-éducatif, pour les loisirs et pour le temps libre par les gouvernements précédents ; structure du ministère du temps libre ; critique la volonté d'opposer le tourisme social et le tourisme traditionnel ou commercial ; arsenal fiscal mis en place par le budget de 1982 compromettant l'essor de l'industrie touristique ; recherche d'une politique sociale du tourisme ; « chèques ou titres de vacances » ; politique de la montagne ; difficultés des moniteurs de ski et des guides pour leur assurance vieillesse et leur couverture sociale ; augmentation du taux de cotisation pour les accidents du travail pour les employeurs de moniteurs de ski de fond ; développement du tourisme rural ; gîtes ruraux ; loisirs des jeunes défavorisés, handicapés, immigrés ou marginalisés ; accès de tous au sport ; rôle et formation des conseillers techniques régionaux ; nécessité d'une nouvelle loi de programme d'équipement sportif ; aménagement des rythmes

scolaires pour les athlètes ; section sports-études [19 novembre 1981] (p. 4032) ; lycée d'Albertville ; hommage aux dirigeants et animateurs bénévoles ; secteur de la jeunesse et du mouvement socio-éducatif ; création de nombreux postes d'animateurs ; mouvement associatif ; respect de la loi de 1901 sur les associations ; éléments positifs de ce budget et ses inquiétudes concernant le tourisme (p. 4033) ; **après l'article 70 :** son amendement n° 204 (tendant à réduire le montant de la taxe locale d'équipement et de la taxe départementale d'espaces verts dues au titre des gîtes ruraux non gérés par un exploitant agricole) ; nécessité de développer toutes les formes d'accueil touristique ; effort en faveur du départ en vacances des familles les plus modestes [20 novembre 1981] (p. 4068) ; contradiction entre le lyrisme du Gouvernement et l'absence de mesures en faveur des familles modestes ; amendement n° 204 rejeté (p. 4069) ; **article 71 :** importance du tourisme ; nécessité de créer des postes de fonctionnaires permettant de renforcer les contrôles fiscaux (p. 4070).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 71 :** report d'une année des mesures applicables aux loueurs de meublés [17 décembre 1981] (p. 5090).

— **Ses rappels au règlement :** fixation de l'ordre du jour ; discussion du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement à prendre en application de l'article 38 de la Constitution des mesures d'ordre social [11 décembre 1981] (p. 4675) ; travaux en commission ; réponses du ministre du Plan à des questions posées par des commissaires (p. 4676).

— **Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).**

Première lecture, discussion générale : rôle de la planification ; crise économique de 1974 ; premiers plans de la V^e^ République ; élaboration du Plan ; décentralisation ; place accordée aux régions [11 décembre 1981] (p. 4695) ; consultation des partenaires sociaux ; absence de données chiffrées dans le Plan ; financement du déficit budgétaire et de la sécurité sociale ; politique démographique ; abaissement de l'âge de la retraite ; politique agricole ; politique monétaire ; absence de choix dans le Plan ; politique industrielle ; absence de simulations à partir d'un modèle macro-économique ; alourdissement des charges sociales et fiscales des entreprises (p. 4696) ; prélèvements supplémentaires pour renflouer la sécurité sociale ; politique de nationalisation ; reprise de l'investissement privé ; augmentation du nombre des dépôts de bilan ; politique budgétaire ; relance des dépenses de fonctionnement ; lutte contre l'inflation ; politique des revenus ; maintien du franc au sein du système monétaire européen ; limitation du déficit extérieur ; réduction de la durée hebdomadaire de travail ; programmation pour le développement du secteur public élargi ; chute de l'investissement privé ; absence de politique démographique ; réforme du quotient familial (p. 4697) ; politique commerciale ; reconquête du marché intérieur ; développement des exportations ; recours à l'endettement extérieur ; relance économique ; croissance sociale et croissance douce ; état de guerre économique ; inadaptation des politiques de relance de type keynésien ; relance par la demande extérieure ; abaissement des prélèvements obligatoires ; rôle du secteur public ; interventionnisme des collectivités locales (p. 4698) ; dérapage des prix ; accroissement du chômage ; glissement du franc ; étatisation de l'économie (p. 4699) ; vote du groupe R.P.R. en faveur de la motion de renvoi en commission de M. Emmanuel Hamel [12 décembre 1981] (p. 4746).

Discussion des articles : **article 1^er^ :** absence d'amendements de l'opposition et amendements du groupe R.P.R. au projet de Plan (p. 4750) ; **son rappel au règlement :** scrutin public sur les amendements (p. 4753) ; son amendement n° 71 (présentation au Parlement par le Gouvernement d'un Plan de deux ans relatif à la reconquête du marché intérieur et fixant des objectifs concernant le volume de l'endettement extérieur, l'équilibre de la balance des paiements et le rapport entre importations et exportations) : rejeté (p. 4758) ; problème de la nationalisation au niveau des négociations internationales dans le cadre du G. A. T. T. (p. 4759) ; modification de l'assiette des cotisations sociales (p. 4761) ; secteur de la recherche développement (p. 4762) ; lutte contre l'inflation et politique monétaire ; son amendement n° 84 (communication par le Gouvernement au Parlement du tableau des opérations financières associé au plan intérimaire) (p. 4765) ; rejeté ; orientation des dépenses publiques en faveur de la recherche, des économies d'énergie et de l'investissement productif ; priorité pour les dépenses de la défense nationale (p. 4767) ; précision sur l'orientation des dépenses publiques en priorité vers l'objectif de défense nationale (p. 4768) ; son amendement n° 87 (suppression de la référence à la modification progressive de la répartition des prélèvements obligatoires) : retiré ; son amendement n° 70 (stabilisation de l'ensemble des prélèvements obligatoires et limitation de leur volume à 42,5 p. 100 du produit intérieur brut) ; inconvénients de prélèvements obligatoires excessifs ; découragement des investisseurs et réduction des cacaptiés d'épargne (p. 4769) ; amendement n° 70 rejeté (p. 4770) ; comparaison du chiffre des prélèvements obligatoires avec le résultat brut d'exploitation des petites et moyennes entreprises, les investissements annuels de l'Etat et l'investissement productif de toutes les industries (p. 4771) ; reconstitution de l'épargne populaire pour permettre le financement des investissements (p. 4779) ; garantie du pluralisme de l'enseignement par la loi (p. 4781) ; désertification des zones rurales ; son amendement n° 76 (présentation au Parlement par le Gouvernement d'un projet de loi fixant les règles d'aménagement du territoire qui s'imposent aux collectivités locales) : rejeté ; son amendement n° 77 (limitation de l'intervention économique des collectivités locales à 5 p. 100 de leurs recettes fiscales et respect du principe général de la liberté des commerçants et des industries) (p. 4787) : rejeté (p. 4788) ; nécessité de réaliser la liaison Rhin—Rhône (p. 4790) ; problèmes du Larzac (p. 4791) ; entreprises des départements d'outre-mer ; production agricole situation de l'emploi ; concertation avec les forces de ces départements (p. 4793) ; son amendement n° 103 (rapport d'ensemble présenté par le Gouvernement au Parlement, relatif au bilan du dernier plan « composants », au bilan des expériences conduites par l'administration dans le domaine de la bureautique, aux moyens prévus pour coordonner l'action des trois ministères concernés et aux points forts des entreprises françaises spécialisées dans les différentes technologies électroniques ; extension du secteur public dans le domaine de la bureaucratique : rejeté ; secteur de l'armement (p. 4794) ; diversification de de la politique industrielle de l'armement vers les productions civiles ; son amendement n° 106 (maintien de la capacité productive des entreprises publiques et privées par la poursuite des exportations de matériel d'armement) : rejeté (p. 4795) ; son amendement n° 61 (fonctionnement de deux centrales thermiques nouvelles sans accroissement des importations françaises de charbon) : rejeté ; son amendement n° 64 (exportations d'électricité et détermination des investissements dans le secteur de l'énergie nucléaire) (p. 4798) : rejeté ; son amendement n° 109 (extension de l'usine de La Hague dans les délais les plus rapides) : rejeté ; son amendement n° 62 (dépôt par le Gouvernement avant la fin de 1982 des solutions aux difficultés de l'industrie du raffinage) : rejeté (p. 4799) ; son amendement n° 63 (dépôt par le Gouvernement à l'Assemblée nationale, avant la fin de l'année 1982, des critères des prix retenus pour l'approvisionnement en France en gaz naturel) : retiré (p. 4800) ; suppression de nombreux emplois agricoles ; rappel de la politique agricole conduite par les gouvernements de la cinquième République (p. 4801) ; diffusion du progrès technique ; chute du revenu de l'ensemble des agriculteurs ; augmentation de la contribution personnelle des agriculteurs à leur couverture sociale (p. 4802) ; révision de la notion de revenu cadastral ; gestion des marchés agricoles (p. 4803) ; impulsion aux investissements collectifs de production agricole ; développement de la production agricole (p. 4805) ; amélioration de la condition des personnes âgées par la revalorisation de leurs retraites ; entretien de la forêt française par les propriétaires (p. 4809) ; son amendement n° 73 (orientation de la politique tarifaire des télécommunications) ; coût des communications dû à la distance (p. 4812) ; amendement n° 73 retiré (p. 4813) ; son amendement n° 72 (développement de la politique démographique fondée sur la progressivité des avantages sociaux en fonction de la taille de la famille) ; rétrécissement de la taille des familles ; vieillissement de la population ; amendement n° 72 rejeté ; son amendement n° 126 (versement des prestations familiales sans conditions de ressources et majorations substantielles à partir du troisième enfants) : rejeté (p. 4814) ; son amendement n° 65 (suppression de la mention des centres de santé intégrés) ; inconvénients des centres de santé intégrés, qui ne paieront ni taxe professionnelle ni impôt, et coût de ces centres ; incompatibilité avec un véritable exercice libéral de la médecine ; amendement n° 65 rejeté (p. 4815) ; son amendement n° 66 (persistance de l'exercice libéral de la médecine dans les hôpitaux publics) : rejeté ; son amendement

n° 67 (suppression de la mention de département hospitalier) ; (p. 4816) : retiré (p. 4817) ; risques de blocage des opérations de constructions d'immeubles à usage locatif (p. 4820) ; son amendement n° 133 (attribution du chèque vacances en priorité aux personnes désirant partir en vacances en dehors des deux mois de juillet et août) ; étalement des vacances ; essor du tourisme familial ; utilisation économique des moyens d'accueil touristiques ; amendement n° 133 retiré (p. 4820) ; son amendement n° 74 (insertion d'un sixième programme national du plan concernant le développement de la politique du sport ; programme d'équipements publics pour le tennis, le golf ou l'équitation sous la forme de clubs municipaux ou d'associations agréées) ; amendement n° 74 rejeté ; son amendement n° 68 (création d'un fonds national des risques naturels) (p. 4821) ; conséquences de certaines catastrophes naturelles ; procédure d'indemnisation ; prévention des catastrophes naturelles ; amendement n° 68 rejeté ; son amendement n° 69 (extension de la concertation en matière de développement des moyens d'accueil dans les régions touristiques aux professions du tourisme) : retiré (p. 4822) ; son amendement n° 75 (réforme du système de coopération pour permettre aux jeunes Français de partir plus facilement et plus nombreux pour effectuer un service national ou civique dans les pays touchés par des catastrophes naturelles ou des conflits) ; efforts de la France en faveur des pays les moins avancés ; actions humanitaires en faveur des pays du tiers monde ; volontariat dans le secteur public et le secteur privé ; groupe d'études sur les problèmes humanitaires (p. 4823) ; amendement n° 75 retiré (p. 4824) ; son amendement n° 138 (révision du système d'abonnement et de la politique tarifaire de l'Opéra afin de permettre son accès à un plus grand nombre de Français ; accentuation de la diffusion des spectacles de l'Opéra ; baisse des tarifs et augmentation des représentations ou retransmissions à la télévision de la quasi-totalité des productions) : rejeté ; son amendement n° 137 (retransmission par la télévision de concerts ou d'opéras interprétés par des orchestres régionaux) (p. 4825) ; décentralisation et politique de diffusion de la musique classique ; répertoires régionaux ; amendement n° 137 rejeté ; système d'éducation pluraliste (p. 4826) ; **explications de vote :** rôle de l'opposition dans le débat sur la planification (p. 4833) ; imprécision du plan intérimaire ; relance économique (p. 4834).

Deuxième lecture, discussion générale : déclaration faite par le président du groupe socialiste accusant l'opposition d'obstruction [23 décembre 1981] (p. 5410) ; travail de l'opposition (p. 5411).

Explications de vote : dépôt d'un projet de loi fixant les règles d'aménagement du territoire ; nécessité d'une limite aux possibilités d'intervention des collectivités locales en matière économique ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 5418).

— **Son rappel au règlement :** ordre du jour de la session extraordinaire [21 décembre 1981] (p. 5386).

BARRE (Raymond)

Député du Rhône,
(4e circonscription)
Apparenté U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 juillet 1981] (p. 1877).

BARROT (Jacques)

Député de la Haute-Loire,
(1re circonscription)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Francis Geng tendant à faire bénéficier les salariés frappés par des mesures de chômage technique d'un déblocage anticipé des droits acquis par eux au titre de l'ordonnance du 17 août 1967 (n° 361) [8 octobre 1981] (p. 1646).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à compléter l'article L. 512 du code de la santé publique pour réserver aux pharmaciens la délivrance au public de certaines essences végétales (n° 422) [22 octobre 1981] (p. 2382).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 512 du code de la santé publique pour réserver aux **pharmaciens** la délivrance au public de certaines essences végétales **(n° 422)** [1er octobre 1981].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 66,** posée le 26 octobre 1981 : **enseignement privé (personnel : Somme)** (p. 2597) ;

— **n° 107 : enseignement supérieur et postbaccalauréat (professions et activités médicales),** posée le 8 décembre 1981 (p. 4538) ; appelée le 11 décembre 1981 : **réforme des études médicales :** certificats d'études spécialisées ; risque de régression pédagogique et sociale ; organisation des concours (p. 4669) ; examen classant ; abandon des grandes régions sanitaires (p. 4670) ; travaux de la commission Fougère ; syndicats d'enseignants (p. 4671).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 246 (visant à éviter les attributions croisées) [28 juillet 1981] retiré (p. 412) ; **article 4 :** son amendement n° 259 (compétences d'attribution des communes en matière d'interventionnisme économique et social) (p. 448) : retiré (p. 450) ; **après l'article 4 :** son amendement n° 260 (procédure de suspension d'un acte du conseil municipal lorsqu'un citoyen croit être personnellement lésé par cet acte) [31 juillet 1981] (p. 602) ; rejeté ; proposition de loi socialiste n° 15-57 (p. 603) ; **article 14 :** son amendement n° 261 (annulation par le préfet des délibérations ayant lésé personnellement un citoyen) (p. 659) ; devenu sans objet (p. 660) ; **article 34 :** son amendement n° 235 (régime des participations) rejeté [2 août 1981] (p. 781).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : réforme du système pénal et pénitentiaire ; prévention ; réinsertion [18 septembre 1981] (p. 1184).

— **Conclusions du rapport (n° 395) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées (n° 248).**

Première lecture, discussion générale : importance particulière de la politique de la montagne en France ; refus de l'engrenage fatal de la désertion des montagnes ; refus de toute forme d'assistance ; compensation des handicaps ; atténuation des coûts d'exploitation ; statut des prêts spéciaux ; relèvement des taux des prêts de modernisation et des taux des prêts spéciaux d'élevage ; prêts aux jeunes agriculteurs ; pluriactivité en montagne ; allègement des charges et des contraintes ; conditions de la diversification des activités montagnardes ; conséquences de la loi de décentralisation : inégalités entre communes de montagne et communes de plaines pour soutenir les entreprises ; régionalisation et risque d'écartèlement des massifs ; risque de mettre les régions de montagne situées dans des régions pauvres dans une situation inégalitaire par rapport à d'autres ; fonds interministériel de développement et d'amé-

nagement rural ; plan Massif central [6 octobre 1981] (p. 1497) ; rapport Brocard ; groupe montagne de la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ; place de la montagne dans le plan intérimaire du Gouvernement (p. 1498).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des artilces : **article 11 :** augmentation du montant des allocations familiales ; plafonnement du quotient familial ; déficit de la sécurité sociale ; proposition d'affecter les économies réalisées sur le quotient familial au « secteur » famille de la sécurité sociale ; unification des plafonds de ressources des prestations familiales [31 octobre 1981] (p. 2867) ; son amendement n° 345 (relèvement du plafond du quotient familial en fonction de la hausse des prix) : retiré ; son amendement n° 346 (institution au profit des caisses d'allocations familiales d'un prélèvement annuel sur les recettes de l'Etat égal au produit résultant du plafonnement du quotient familial) : rejeté au scrutin public (p. 2897).

Deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* nécessité d'une action en profondeur ; participation des parents à l'œuvre éducative de l'école ; effet de la décentralisation dans le système éducatif ; politique des zones d'éducation prioritaires ; constitution des équipes d'éducateurs prenant en charge les élèves des zones prioritaires ; position d'affectation des enseignants qualifiés dans ces zones ; problème du secteur privé de l'enseignement ; [9 novembre 1981] (p. 3443) discussion sur l'enseignement agricole privé et le flux de passage d'un enseignement à l'autre ; établissements sous contrat ; possibilité de parfaire la loi de 1959 complétée en 1977 mettant en œuvre une politique contractuelle ; démarche contractuelle, gage d'efficacité et de reconciliation (p. 3444).

Solidarité nationale, santé, travail. — I : Section commune. — II : Santé, solidarité nationale. *Discussion générale :* observatoires régionaux de santé ; augmentation du nombre de scanners ; réforme des études médicales ; politique de contrôle des prix pharmaceutiques ; échec de la politique des monopoles étatiques en matière de médicaments dans les pays concernés [16 novembre 1981] (p. 3796) ; achat de scanners à l'étranger (p. 3807).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture :

Discussion générale : recours aux ordonnances juridiquement fondé ; encombrement par le Gouvernement de l'ordre du jour du Parlement ; réserve des syndicats [8 décembre 1981] (p. 4505) ; surenchères dans un débat éventuel ; risque d'une société duale ; danger de la notion de seuil d'âge pour la retraite ; système de retraite progressive et proportionnelle à la durée de la carrière ; insertion des jeunes : multiplication de formations sommaires, relations entre l'école et l'entreprise ; risque de renforcement de la rigidité des entreprises (p. 4606) ; limitation du recours au contrat à durée déterminée ; assouplissement des seuils administratifs et fiscaux ; partage du temps de travail et partage des rémunérations ; risque d'affaiblissement de la compétitivité des entreprises sans création d'emplois ; meilleure utilisation des équipements ; problème des finances publiques ; inversion des priorités ; inversion des procédures ; mise en œuvre d'une politique sociale sans engagement d'une politique économique ; mesures irréversibles ; vote hostile du groupe U. D. F. (p. 4507).

Discussion des articles : **article 1er, alinéa 1er :** son amendement n° 106 (amélioration des conditions de vie des travailleurs en assurant la compétitivité de l'économie et la maîtrise de l'inflation [9 décembre 1981] (p. 4572) ; sauvegarde de l'environnement économique nécessaire au progrès social ; amendement n° 106 rejeté (p. 4573) ; **alinéas 2 à 5 :** son amendement n° 108 (négociations sociales au niveau de la nation, des branches et des entreprises) ; étude la plus ponctuelle possible de l'utilisation des équipements (p. 4580) ; négociations syndicales menées aussi près que possible de l'entreprise ; amendement n° 108 rejeté (p. 4581) ; son amendement n° 111 (rythme de la réduction de la durée du travail déterminée dans le cadre des négociations contractuelles ; priorité au bénéfice des travailleurs affectés à des tâches pénibles ; adaptation à chaque entreprise) (p. 4584) ; compensation salariale ; amendement n° 111 rejeté (p. 4585) ; régime des chèques-vacances (p. 4589) ; son amendement n° 122 (assouplissement de dispositions du droit du travail) (p. 4591) ; rejeté (p. 4592) ; son amendement n° 123 (modification de dispositions du droit du travail ; développement de nouvelles formes d'organisation du travail) (p. 4593) ; rejeté (p. 4594) ; **alinéa 6 :** son amendement n° 125 (travail à temps partiel) ; loi du 28 janvier 1981 (p. 4600) ; amendement n° 125 rejeté (p. 4601).

Fait personnel : attitude de M. Raymond Forni à son égard [10 décembre 1981] (p. 4631) ; évolution du pouvoir d'achat des retraites et du minimum vieillesse pendant le précédent septennat (p. 4632).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** (*suite*), **alinéa 6 :** son amendement n° 126 (temps partiel : convention entre les entreprises, les branches et le F. N. E.) : rejeté [10 décembre 1981] (p. 4607) ; **alinéa 7 :** son amendement n° 129 (consultation des organisations professionnelles et syndicales sur les modifications à apporter au régime du travail temporaire et du contrat à durée déterminée) (p. 4611) ; éviter la concentration des sociétés de travail temporaire ; amendement n° 129 rejeté ; son amendement n° 131 (suppression de l'objectif de limitation du recours au travail temporaire et aux contrats de travail à durée déterminée) ; effets pervers d'un droit du travail trop rigide (p. 4612) ; amendement n° 131 rejeté (p. 4613) ; limitation du travail temporaire et du contrat de travail à durée déterminée : système de surveillance policière de l'entreprise (p. 4615) ; **alinéa 8 :** son amendement n° 134 (respect de l'autonomie et de l'équilibre financier des régimes de retraite complémentaire) ; renversement démographique en 1985 ; coût de la retraite à soixante ans (p. 4625) ; sa proposition d'aménagement de la garantie de ressources (p. 4626) ; amendement n° 134 rejeté (p. 4627) ; son amendement n° 135 (retraite progressive en fonction de la durée d'assurance et d'activité) ; inconvénient de la « retraite-couperet » ; amendement n° 135 rejeté (p. 4628) ; dispositions dérogatoires de retraite anticipée pour certaines catégories ; aménagement de l'imposition sur le revenu lors du départ en retraite (p. 4629) ; **alinéa 11 :** contrats de solidarité : prêts bonifiés aux entreprises signataires (p. 4647) ; son amendement n° 145 (adaptation des contrats de solidarité aux P. M. E.) ; exclusion de fait des P. M. E. des contrats de solidarité (p. 4648) ; amendement n° 145 rejeté (p. 4649) ; **alinéa 13 :** formation professionnelle des jeunes : rôle de l'apprentissage ; développement de l'alternance (p. 4654) ; seuils financiers ; son amendement n° 149 (lutte contre le travail clandestin) (p. 4655) ; rejeté ; son amendement n° 150 (adaptation des modalités d'indemnisation du chômage partiel) : rejeté ; son amendement n° 151 (rapport du Gouvernement au Parlement sur les incidences des dispositions de la présente loi quant à la création d'emplois et à l'amélioration des conditions de travail) : rejeté (p. 4656).

Explications de vote : Parlement sur la « touche » et opposition « aux vestiaires » ; risque pour les ordonnances de manquer leur but ; vote hostile du groupe U. D. F. (p. 4658).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 21 (nouvelle répartition des responsabilités dans la gestion des organismes de sécurité sociale et modification des règles de financement de la sécurité sociale en s'inspirant des principes d'équilibre prévisionnel) : rejeté [12 décembre 1981] (p. 4813) ; son amendement n° 23 (limitation du recours aux centres de santé intégrés créés à l'initiative des collectivités publiques aux cas de carence manifeste de la médecine libérale, individuelle ou associée) : rejeté (p. 4815) ; son amendement n° 24 (modernisation de la gestion des hôpitaux publics dans un souci d'économie et de progrès de la qualité des soins, et mise en place d'une nouvelle tarification) : rejeté (p. 4817) ; son amendement n° 22 (politique des prestations familiales mettant la priorité sur les aides accordées aux familles nombreuses et aux familles aux ressources modestes) : rejeté (p. 4818).

BARTHE (Jean-Jacques)

Député du Pas-de-Calais.
(7e circonscription).
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Représentant titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J. O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (commerce extérieur) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome IV : **Commerce extérieur (n° 472)** [16 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : agents licenciés dans les hôpitaux publics : article L. 351-16 du code du travail donnant droit aux agents hospitaliers non titulaires, en cas de licenciement, à une allocation de base et à une allocation de fin de droits ; décret d'application n° 80-897 du 18 novembre 1980 [16 décembre 1981] (p. 4993).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

— *Première lecture, discussion générale :* concertation ; « Loi Sauvage » : atteinte à la démocratie de l'enseignement supérieur ; loi d'orientation de 1968 ; « quorum étudiant » ; composition du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (C.N.E.S.E.R.) ; composition des conseils d'université ; pouvoirs des présidents [16 septembre 1981] (p. 1099) ; problème des U.E.R. et universités à dérogation ; concertation ; coopération scientifique et culturelle internationale ; principe d'une réforme globale ; recherche scientifique ; lutte contre la ségrégation sociale ; carte universitaire (p. 1100).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 18 soutenu par M. André Duromèa (précisant la catégorie des personnels non-enseignants) : retiré (p. 1117).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* diminution de la flotte de commerce ; pavillons étrangers ; utilisation discriminatoire des marins étrangers ; flotte grecque ; évasion de trafic ; ports secondaires ; démocratisation de la gestion des ports ; construction et réparation navales ; pêches maritimes ; négociations européennes ; aide au carburant ; formation professionnelle des gens de la mer [9 novembre 1981] (p. 3394) ; rattrapage des salaires forfaitaires ; jugement favorable du groupe communiste sur le budget (p. 3395).

Commerce extérieur. — *Discussion générale :* rapporteur pour avis ; importance des relations commerciales sur les rapports entre Etats ; problème des exportations de matériels militaires à l'étranger ; sélection nécessaire des acheteurs d'armes ; nécessité d'exclure du nombre de ces acheteurs les pays pratiquant l'apartheid, les pays fascisants et les pays où la démocratie est bafouée ; détacher les ventes d'armes de la loi du simple profit et des soucis d'équilibre de la balance commerciale ; négociation du projet de livraison de gaz à la France par l'Algérie ; rayonnement de la culture et de la langue française à l'étranger ; langue française comme vecteur privilégié du commerce extérieur [18 novembre 1981] (p. 3944).

BARTOLONE (Claude)

Député de la Seine-Saint-Denis
(6e circonscription)
Socialiste.

Elu le 21 juin 1981.

Secrétaire d'âge.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

QUESTIONS

au Gouvernement : syndicaliste licencié dans l'entreprise Dalmap-Dron à Pantin : défense des droits syndicaux ; licenciement par la direction de l'instigateur du mouvement tendant à la création d'une section syndicale de la C.G.T. ; expulsion des travailleurs de cette entreprise et de l'entreprise Duroi-Jacquet [16 décembre 1981] (p. 4996).

INTERVENTIONS

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : rôle des collectivités locales dans la lutte contre le chômage ; problème des modalités de financement [9 décembre 1981] (p. 4541) ; précisions à apporter par le Gouvernement (p. 4542).

BAS (Pierre)

Député de Paris
(4e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à compléter l'article L. 356 du code de la santé publique relatif aux conditions d'exercice des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme (n° 332) [12 novembre 1981] (p. 3603).

Rapporteur de sa proposition de loi relative au transfert au Panthéon des cendres de Mme Eugénie Boué (n° 339) [12 novembre 1981] (p. 3603).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à abolir la **peine de mort** en France (**n° 40**) [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à créer une **peine de remplacement de la peine de mort (n° 41)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier les conditions d'acquisition de la **nationalité française (n° 328)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à instituer des mesures de protection et de soutien à l'égard des jeunes **femmes enceintes (n° 329)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à assurer l'**indemnisation des victimes d'attentats (n° 330)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'**exercice des activités** relatives à certaines opérations portant sur les **immeubles** et les **fonds de commerce (n° 331)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 356 du code de la santé publique relatif aux conditions d'exercice des **professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme (n° 332)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à améliorer les conditions de dégrèvement de la **taxe d'habitation** en faveur des personnes âgées de plus de **soixante-quinze ans (n° 333)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à faciliter l'**accès aux emplois publics** des pères de famille nombreuse **(n° 334)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à exonérer les organismes à fins charitables, sociales, sanitaires, éducatives et culturelles du **versement pour dépassement du plafond légal de densité (n° 335)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à compléter les articles 10, 24 et 62 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 modifiée portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de **locaux d'habitation ou à usage professionnel** et instituant des **allocations de logement (n° 336)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à améliorer les **prestations familiales,** à créer le salaire maternel, à instituer des prêts aux jeunes foyers et un fonds national de secours aux mères en détresse **(n° 337)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à l'amélioration du **quotient familial** et à l'établissement d'une plus grande **justice fiscale** pour les familles et les personnes ayant charge d'enfants **(n° 338** [17 septembre 1981].

Proposition de loi relative au **transfert au Panthéon des cendres de Mme Eugénie Eboué (n° 339)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à admettre les **dons d'œuvres d'art** originales effectués au profit de la réunion des musées nationaux, des musées de l'Etat, des départements et des communes, en **déduction du revenu ou du bénéfice imposable,** au titre de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés **(n° 340)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à garantir le véritable exercice de la **liberté syndicale (n° 341)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi portant refonte de l'**impôt sur le revenu (n° 342)** [17 septembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : précipitation dans l'examen du projet de loi ; unité nationale ; référendum de 1969 ; réforme de 1972 ; apparition de « féodalités » [27 juillet 1981] (p. 374) ; risques liés à la suppression de la tutelle ; conflit de compétences entre assemblée départementale et assemblée régionale ; interventionnisme des collectivités locales ; statut de Paris (p. 375).

Discussion des articles : **article 1er :** son sous-amendement n° 389 à l'amendement n° 288 du Gouvernement (statut de Paris ; adaptation par voie législative dans un délai de six mois) [28 juillet 1981] (p. 407), retiré (p. 409) ; **article 4 :** son amendement n° 8 (limitation des moyens d'intervention communale à des mesures financières) : [30 juillet 1981] rejeté (p. 541) ; **article 13 :** son amendement n° 9 devenu sans objet [31 juillet 1981] (p. 655) ; **article 34 :** son amendement n° 10 (moyens d'actions des départements : mesures financières) retiré [2 août 1981] (p. 778).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : historique des tentatives pour abolir la peine de mort ; retard de la France [17 septembre 1981] (p. 1166, 1167) ; réforme pénitentiaire ; exécution des peines (p. 1168).

Discussion des articles : **article 2 :** risque d'abaissement général de l'échelle des peines ; peine de sûreté ; danger de l'emprisonnement à vie ; rééducation des détenus [18 septembre 1981] (p. 1219) ; son amendement n° 18 (peine de sûreté de vingt ans) : retiré (p. 1220).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : volonté de l'Etat socialo-communiste de contrôler le pays ; « mythe » Renault ; aucun critère logique de choix des entreprises nationalisables [14 octobre 1981] (p. 1820) ; différence de régime dans la rétrocession des filiales selon qu'elles appartiennent aux groupes industriels ou aux compagnies financières ; arsenal actuellement à la disposition des autorités monétaires pour contrôler le crédit ; nationalisation inefficace pour faire baisser les taux d'intérêt ; étatisation complète de l'économie avec la nationalisation du crédit ; perturbation des relations économiques entre la France et le reste du monde (p. 1821) ; nationalisation des filiales étrangères des banques privées contraire au droit international ; difficulté pour les banques françaises de trouver du crédit sur les marchés extérieurs avec la nationalisation ; conséquences de la nationalisation du crédit sur l'emploi et la participation dans le secteur bancaire (p. 1822) ; propos tenus à l'égard des banquiers par les orateurs de la majorité (p. 1824).

Discussion des articles : **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** soutient l'amendement n° 614 de M. Michel Noir [18 octobre 1981] (p. 2084) ; **son rappel au règlement :** sur l'appartenance des départements d'outremer au territoire français (p. 2085) ; soutient l'amendement n° 618 de M. Michel Noir ; nationalisation des banques ayant plus de 50 milliards de francs de bilan (p. 2088) ; soutient l'amendement n° 626 de M. Michel Noir (p. 2091, 2092).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, discussion générale : barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; nécessité d'exonérer les catégories aux revenus les plus faibles ; problème de l'actualisation des tranches d'impôt ; augmentation massive de l'impôt pour la grande majorité des contribuables ; fiscalité de lutte des classes [27 octobre 1981] (p. 2625) ; seuil d'application de l'impôt sur les grandes fortunes ; assimilation des grandes fortunes aux possesseurs de nombreux villages en Hongrie ; impôt sur le capital constitué par l'imposition des successions ; mutilation du quotient familial : politique antifamiliale ; ruine de l'esprit d'épargne ; traduction dans le budget du désir de confisquer tout ou partie des biens des classes moyennes ; effondrement de la monnaie ; historique de la dépréciation monétaire ; atteinte portée par la loi de finances à l'esprit unitaire de la République (p. 2626).

Première partie :

Discussion des articles : **article 1er :** désordres monétaires ; concurrence internationale ; alourdissement des charges et des dépenses de l'Etat ; accroissement des dépenses publiques par l'augmentation des transferts sociaux ; aggravation des charges pesant sur les forces productives ; croyance en la relance de la croissance par la consommation et les dépenses publiques ; paralysie de l'aptitude des entreprises françaises à la compétition économique internationale ; augmentation considérable du poids des cotisations sociales ; ponction faite sur la richesse nationale pour être redistribuée ; prélèvement voisin de 50 p. 100 du revenu national aux alentours de 1983 [28 octobre 1981] (p. 2682) ; **avant l'article 2 :** son amendement n° 332 (tendant à substituer aux mots « impôt sur les grandes fortunes », les mots « impôt sur la fortune ») : retiré (p. 2686) ; **article 2 :** son amendement n° 334 (tendant à prévoir que le plafond de trois millions de francs pour l'impôt sur la fortune est réévalué chaque année en fonction du taux de hausse des prix) ; retiré (p. 2702) ; son amendement n° 333 (tendant à prévoir que l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes s'applique sous réserves de dispositions conventionnelles contraires) : rejeté (p. 2703) ; **après l'article 2 :** son amendement n° 336 (tendant à insérer après l'article 2 un nouvel article prévoyant que le montant de l'impôt sur le revenu additionné au montant de l'impôt sur les grandes fortunes ne peut dépasser 80 p. 100 du revenu net imposable et prévoyant en cas de dépassement de ce taux un abattement sur le total de l'impôt sur la fortune et une augmentation des taux de T. V. A. compensant la perte de recettes occasionnée) : rejeté au scrutin public [29 octobre 1981] (p. 2718) ; caractère inquisitorial de l'impôt sur la fortune ; hypothèse où la totalité des impôts est supérieure au revenu ; exemple du cinéaste suédois Ingmar Bergman

(p. 2719) ; **article 3 :** Imposition du patrimoine économique (p. 2721), projet anti-économique ; impôt supplémentaire sur les entreprises ; ponction de l'impôt sur la fortune supérieure dans de nombreux cas aux ressources des propriétaires personnels de l'entreprise ; expériences des pays étrangers ; danger de l'inquisition fiscale ; menace sur l'avenir de la vie culturelle et artistique (p. 2722) ; son amendement n° 335 (tendant ce que les immeubles classés monuments historiques soient exclus de l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes) : rejeté (p. 2764) ; **article 8 :** son amendement n° 337 (tendant à prévoir que doivent être souscrites par foyer fiscal autant de déclarations sur la fortune que sont souscrites de déclarations sur les revenus) : rejeté [30 octobre 1981] (p. 2840) ; **article 9 :** son amendement n° 338 (tendant à compléter cet article par l'insertion de la référence à l'article 1829 du code général des impôts) : rejeté au scrutin public (p. 2845) ; **article 11 :** sa proposition de suppression de l'impôt sur le revenu pour les foyers déclarant une somme annuelle imposable égale ou inférieure à 60 000 francs ; poids des charges fiscales et sociales ; part des prélèvements obligatoires dans le produit intérieur brut ; caractère anti-économique de la pression fiscale [31 octobre 1981] (p. 2867) ; conséquences de la fiscalité ; perspective d'un système bureaucratique et d'un Etat tentaculaire (p. 2868) ; son amendement n° 339 (relèvement des tranches du barème de l'impôt sur le revenu et revalorisation des taux de taxe sur la valeur ajoutée) (p. 2873) ; ampleur de la hausse des prix ; amendement n° 339 rejeté (p. 2874) ; son amendement n° 340 (exonération des foyers fiscaux d'un impôt sur le revenu annuel imposable égal ou inférieur à 60 000 francs et revalorisation à due concurrence des taux de T. V. A.) (p. 2880) ; exonération des petits contribuables ; risque d'asphyxie économique pour les employeurs (p. 2881) ; amendement n° 340 rejeté ; coût de l'exonération ; avantages respectifs de l'impôt direct et de l'impôt indirect (p. 2882) ; **après l'article 11 :** son amendement n° 347 (précision de la notion de résidence principale pour l'application de l'article 156 du code général des impôts prévoyant en faveur des contribuables la possibilité de déduire de leurs revenus imposables les intérêts afférents aux dix premières annuités des prêts contractés pour la construction, l'acquisition ou les grosses réparations d'une résidence principale) ; situation des Français de l'étranger propriétaires en France d'une habitation familiale (p. 2902) ; amendement n° 347 rejeté (p. 2903) ; son amendement n° 348 (précision de la définition de résidence principale pour l'application de l'article du code général des impôts prévoyant un régime de déduction pour certaines dépenses destinées à économiser l'énergie et relèvement à titre de compensation du taux de la déduction forfaitaire en matière de revenus fonciers, pour les redevances perçues par les propriétaires de terrain, de carrière ou de sablière) : rejeté (p. 2903) ; son amendement n° 516 (exonération de l'impôt sur le revenu pour les recettes tirées de la location d'une ou plusieurs pièces à des étudiants constituant la dépendance immédiate d'une habitation principale et majoration à due concurrence du taux majoré de la taxe sur la valeur ajoutée) ; condition de logement des étudiants (p. 2908) ; amendement n° 516 retiré ; son amendement n° 349 (déduction pour les handicapés civils et militaires dont le revenu net global est inférieur au plafond de la neuvième tranche du barème de l'impôt sur le revenu des dépenses engagées pour l'emploi sans but lucratif de personnels occupés à des tâches familiales ou ménagères et majoration du taux majoré de la T. V. A.) : rejeté (p. 2909).

BASSINET (Philippe)

Député des Hauts-de-Seine
(13e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).
Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34).
Rejet de la requête, décision du Conseil Constitutionnel [29 septembre 1981] (p. 1369).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).
Représentant suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).
Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).
Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

INTERVENTIONS

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Jean-Claude Gaudin.

Soutien du pays à la politique du Gouvernement; défense par l'opposition des privilégiés et des puissances financières ; but recherché par l'U.D.F. en déposant sa motion de censure : motion de censure thérapeutique pour un groupe en mal d'identité ; politique de régression sociale du Gouvernement précédent ; perpétuation de l'injustice et accroissement des privilèges ; projet de budget pour 1982 [12 octobre 1981] (p. 1696) ; choix de la croissance économique, de la relance de l'investissement et de la réduction des inégalités ; impôt sur la fortune ; impôt sur les hauts revenus ; effort de solidarité ; extension du secteur public ; prétendue opposition entre la politique budgétaire de la France et celle de ses partenaires ; défense de la monnaie ; réajustement des parités monétaires européennes (p. 1697).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : création d'emplois à l'étranger et licenciements en France par les groupes nationalisables [14 octobre 1981] (p. 1814) ; politique industrielle du précédent septennat : exemple de l'électronique et des télécommunications ; nationalisation et rationalisation de la production (p. 1815).

Discussion des articles, **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **après l'article 1er :** information du Parlement sur les accords conclus ou à conclure par l'Etat avec Dassault, Matra, I.T.T., Roussel-Uclaf, C.I.I. Honeywell-Bull [16 octobre 1981] (p. 1931, 1932) ; transfert au secteur privé de participations détenues par les cinq sociétés industrielles nationalisables (p. 1933) ; **article 7 :** gestion des entreprises nationalisées ; propos tenus par M. François d'Aubert à l'égard de M. Jean Le Garrec (p. 2028, 2029) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** amendements de l'opposition [19 octobre 1981] (p. 2127).

Deuxième lecture, discussion générale : nouvelle discussion du même projet de loi de nationalisation [1er décembre 1981] (p. 4288) ; nationalisation comme moyen de la relance économique ; dépossession de pouvoir au profit d'un petit nombre de dirigeants ; programme voulu par les Français (p. 4289).

Troisième lecture, discussion générale : étape décisive pour l'histoire de notre pays ; choix démocratique ; maîtrise des conditions du développement économique ; lutte pour l'emploi ; moyens industriels de faire face à la crise donnés au pays ; vote favorable du groupe socialiste [18 décembre 1981] (p. 5172).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Travail. — *Discussion générale : questions :* proposition de loi socialiste en 1979 sur le travail temporaire [13 novembre 1981] (p. 3641) ; projet de loi améliorant les droits des travailleurs intérimaires (p. 3642).

Industrie et énergie. — *Discussion générale :* situation de l'industrie automobile ; pénétration étrangère ; danger japonais et mutation de l'industrie américaine ; protection du marché européen [14 novembre 1981] (p. 3761) ; fiscalité automobile ; politique de crédit aux ménages ; coopération entre les deux groupes français (p. 3762).

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* progression du budget civil de recherche et de développement technologique ; objectif du Gouvernement de porter l'effort national de recherche à 2,5 p. 100 du produit intérieur brut en 1985 [19 novembre 1981] (p. 4011) ; assises régionales pour la recherche ; prochaine loi d'orientation de programmation ; priorité donnée à l'emploi ; rajeunissement des équipes de recherche ; création de postes destinés à l'Agence Nationale de Valorisation de la Recherche (Anvar) ; amélioration de l'emploi scientifique ; chercheurs du C. N. R. S. ; problème du passage d'attaché à celui de chargé de recherche ; revalorisation de la prime de participation à la recherche ; problème du blocage des carrières des ingénieurs, techniciens et administratifs ; abrogation des décrets

du **6 mai 1981** relatifs aux personnels I. T. A. du C. R. R. S., de l'I. N. S. E. R. M. et de l'I. N. R. A. ; allocation de recherche (p. 4012).

— Projet de loi de finances rectificatives pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion générale : politique industrielle ; subventions aux houillères nationales ; augmentation du coût des charbons importés ; alourdissement des charges non liées à l'exploitation ; politique de relance du charbon français ; prise de contrôle de la société Matra par l'Etat ; nationalisation d'Usinor et de Sacilor ; volonté du Gouvernement de ne pas démanteler les groupes ; non-prise de contrôle d'activités touchant à l'édition et à la presse ; constitution de la société Multi-Médias-Beaujon [7 décembre 1981] (p. 4449) ; place des salariés dans le futur conseil d'administration de Matra ; projet de loi portant démocratisation du secteur public ; nouvelle stratégie industrielle de Matra ; hommage rendu aux salariés de ce groupe (p. 4450).

Discussion des articles : **article 14 :** contrôle par l'Etat de la société Matra ; absence de prise de contrôle sur les activités liées à l'information et à l'édition ; loi portant démocratisation de la gestion du secteur public ; programme de nationalisations (p. 4476).

BATEUX (Jean-Claude)

Député de la Seine-Maritime.
(4e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* développement des L. E. P. ; préparation au C. A. P. et au B. E. P. ; situation dans le département de la Seine-Maritime ; augmentation des moyens de l'enseignement technique court permettant à chaque jeune d'obtenir un diplôme professionnel ; rapport Schwartz ; qualification professionnelle des jeunes et relance économique ; priorité à donner à l'enseignement technique ; création de séances éducatives ; critique des stages « Beullac » ; augmentation des moyens en personnel affectés aux L. E. P. ; situation du parc de machines ; enseignement technique, partie prenante dans la bataille pour l'emploi [9 novembre 1981] (p. 3448).

BATTIST (Umberto)

Député du Nord
(22e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 29 octobre 1981] (p. 2966).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 3** : équivalence de l'abattement pour l'impôt sur la fortune à 80 années de salaires de smicard [29 octobre 1981] (p. 2735).

Deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* efficacité des agences d'urbanisme, leur rôle d'assistance technique et de conseil ; examen des problèmes d'urbanisme et de logement au niveau de l'agglomération ; caractère interministériel de l'urbanisme [12 novembre 1981] (p. 3556).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : abaissement du droit à la retraite à l'âge de soixante ans ; situation actuelle entraînant le paiement des retraites des plus favorisés par les plus défavorisés [8 décembre 1981] (p. 4529) ; réflexion sur une autre répartition du temps de travail dans la vie des individus (p. 4530).

BAUDOUIN (Henri)

Député de la Manche.
(3e circonscription)
U. D. F.
Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion des articles :* **article 44 :** son amendement n° 130 (réduction de crédits) : rejeté [14 novembre 1981] (p. 3692) ; son amendement n° 188 (réduction de crédits) : retiré (p. 3693) ; **après l'article 45 :** son amendement n° 132 (rapport du Gouvernement au Parlement avant le 1er février 1982 sur les orientations retenues pour la modernisation de la F. N. S. et des forces nucléaires tactiques) (p. 3695) ; rejeté (p. 3696).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins (n° 465).

Première lecture, discussion générale : conférence internationale sur le droit de la mer ; progrès techniques du transport maritime ; statut international des océans ; besoins des pays industrialisés en matières premières minérales [24 novembre 1981] (p. 4144) ; projet de convention internationale ; définition du cadre institutionnel et institution d'une autorité internationale ; élaboration de règles relatives à l'exploitation des fonds marins ; partage des revenus entre les exploitants et les autres Etats ; position des Etats-Unis ; législation nationale dans l'attente d'une convention internationale ; relations Nord-Sud ; répartition des richesses sous-marines (p. 4145).

BAUMEL (Jacques)

Député des Hauts-de Seine
(8e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Représentant titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

QUESTIONS

au Gouvenement :

— **Déclaration de M. le ministre des relations extérieures après la mort du président Sadate :** propos choquants et maladroits tenus par M. Claude Cheysson ; politique française au Proche-Orient [14 octobre 1981] (p. 1780, 1781) ;

— **Archives relatives à la présence française en Algérie :** rétrocession éventuelle à l'Algérie des archives françaises rapatriées à Aix-en-Provence en 1962 ; nécessité de créer un centre de documentation à Aix-en-Provence ; patrimoine historique [21 octobre 1981] (p. 2262).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 20 (maintien de la peine de mort dans certains cas) [18 septembre 1981] (p. 1210) : rejeté (p. 1212).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures. — Affaires européennes. — Coopération et développement. — *Discussion générale :* rôle de l'Asie dans l'équilibre des forces internationales ; récents contacts de la France avec l'Inde ; séjour de Mme Indira Gandhi à Paris ; questions concernant nos relations avec le Japon et la Chine ; durcissement de Pékin ; importance de Taïwan sur le plan économique ; relations avec le Viet-Nam, le Cambodge et le Laos ; sort des Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens internés dans les camps ; faiblesse de notre présence en Aise du Sud-Est : Thaïlande, Malaisie, Philippines et Indonésie ; action de la France en Afrique ; défense de la langue et de la culture françaises ; défense des droits de nos compatriotes au Vanuatu ; tragédie de l'Iran ; atteintes aux droits de l'homme constatées dans certains Etats d'Amérique centrale et d'Amérique latine [19 novembre 1981] (p. 3982).

BAYARD (Henri)

Député de la Loire
(7e circonscription)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gilbert Gantier destinée à protéger la jeunesse des publications à caractère licencieux ou pornographique (n° 168) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à rétablir le mérite social (n° 287) [8 octobre 1981] (p. 1646).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1962 et le 2 juillet 1962 (n° 289) [8 octobre 1981] (p. 1646).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Mayoud relative à l'attribution de bonifications annuelles pour le calcul de la retraite des policiers municipaux (n° 353) [8 octobre 1981] (p. 1646).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Mauger tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° 407) [22 octobre 1981] (p. 2382).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Solidarité nationale : Famille et population) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pascal Clément et plusieurs de ses collègues relative à la fermeture au public des établissements commerciaux (n° 440) [12 novembre 1981] (p. 3603).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à rétablir le **Mérite social (n° 287)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à permettre aux **directeurs d'associations syndicales** autorisées de percevoir une **indemnité annuelle de fonctions (n° 288)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 décembre 1974 donnant **vocation à la qualité de combattant** aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en **Afrique du Nord** entre le 1er janvier 1962 et le 2 juillet 1962 **(n° 289)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 décembre 1974 donnant **vocation à la qualité de combattant** aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en **Afrique du Nord** entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 **(n° 360)** [17 septembre 1981]. Retrait de cette proposition [23 septembre 1981] (p. 1279).

Proposition de loi tendant à définir la **vente à perte (n° 428)** [1er octobre 1981].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XVIII : Solidarité nationale : **Famille et population (n° 471)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 11 :** son amendement n° 514 (indexation du montant fixé pour le plafonnement du quotient familial) : rejeté ; son amendement n° 515 (institution, à concurrence du produit résultant du plafonnement du quotient familial d'un prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régimes de prestations familiales) : retiré [31 octobre 1981] (p. 2898).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* notion de bassin de consommation pour l'implantation de grandes surfaces ; vente à perte ; rôle de la commission nationale d'urbanisme ; statut du conjoint ; commerçants non sédentaires ; crédits concernant les zones sensibles [5 novembre 1981] (p. 3181).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* drainage, irrigation et hydraulique [6 novembre 1981] (p. 3283) ; mesures gouvernementales pour le soutien des cours de la viande ; marché porcin ; montants compensatoires monétaires (p. 3284).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* enseignement technique supérieur ; importance de la place des I.U.T. [10 novembre 1981] (p. 3468).

Solidarité nationale. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : perspectives de la démographie française ; politique familiale [10 novembre 1981] (p. 3507) ; augmentation des crédits pour les centres sociaux ; action sociale en faveur des familles et aide sociale à l'enfance ; effort de prévention ; mise en place d'une aide aux jeunes ménages ; déclin et vieillissement de la population française face à l'explosion démographique du tiers monde ; regrette l'absence d'une loi d'orientation sur la politique de la famille ; nécessité d'assurer la progression du pouvoir d'achat des prestations destinées à l'ensemble des familles ; critique l'intention du remboursement intégral de l'interruption volontaire de grossesse ainsi que le plafonnement du quotient familial (p. 3508).

BAYLET (Jean-Michel)

Député de Tarn-et-Garonne
(2e circonscription)
Apparenté socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe socialiste [J.O. du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 35). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [13 novembre 1981] (p. 2678).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 juillet 1981] (p. 1876).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 548).

Discussion : centre de Golfech ; refus du tout nucléaire ; croissance économique et croissance de consommation d'énergie ; retraitement ou stockage des déchets ; énergies renouvelables ; économies d'énergie ; choix technocratiques du précédent Gouvernement [6 octobre 1981] (p. 1545, 1546).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : diminution de moitié de la population agricole ; aide à l'installation des jeunes ; modulation des garanties de prix en fonction des quantités livrées ; montants compensatoires monétaires ; offices par produits ; formation des jeunes ; recherche [6 novembre 1981] (p. 3266) ; endettement de l'agriculture ; répartition des aides au revenu ; augmentation des prêts bonifiés (p. 3267).

BAYOU (Raoul)

Député de l'Hérault,
(5e circonscription)
Socialiste
Questeur de l'Assemblée nationale

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 3** : stockage des vins de table [29 octobre 1981] (p. 2761).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : viticulture méridionale [6 novembre 1981] (p. 3256) ; bilan des précédents gouvernements ; mesures prises par l'actuel Gouvernement ; application stricte du traité de Rome ; revalorisation du revenu viticole ; office des vins ; fixation d'un prix minimum garanti ; prime à la qualité ; contrôle des importations ; promotion des vins personnalisés (p. 3257).

Economie et finances. — I : Charges communes. *Examen des crédits* : **état B, titre 1er** : date de discussion devant l'Assemblée du projet de loi portant indemnisation des rapatriés [14 novembre 1981] (p. 3703).

Industrie et énergie. — *Discussion générale* : crise industrielle et crise viticole dans le Languedoc-Roussillon ; transfert à Montpellier du centre de distribution E.D.F.-G.D.F. ; usine Carnaud ; réouverture des mines du bassin de Graissessac [14 novembre 1981] (p. 3758).

— Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).

Première lecture, discussion générale : caractère définitif de la réparation donnée aux rapatriés ; indemnisation en priorité et en totalité des personnes âgées ou démunies ; révision des carrières ; problèmes spécifiques au Maroc et à la Tunisie [2 décembre 1981] (p. 4365).

BEAUFILS (Jean)

Député de la Seine-Maritime
(9e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions* : conteneurisation du transport de la banane ; conséquences pour Dieppe ; difficultés de la ligne trans-Manche ; construction d'un port à l'extérieur ; pêche de la coquille Saint-Jacques [9 novembre 1981] (p. 3402).

BEAUFORT (Jean)

Député du Finistère
(6e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission ds affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [J.O. du 3 octobre 1981] (p. 2703).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. *Discussion générale* : diminution du revenu des agriculteurs ; échec de la politique du précédent Gouvernement [6 novembre 1981] (p. 3253) ; politique du revenu ; réorganisation du marché et création d'offices ; maîtrise du foncier (p. 3254).

Education nationale. *Discussion générale* : rôle des centres de documentation et d'information [10 novembre 1981] (p. 3461) ; démocratisation de l'enseignement ; nécessité absolue d'une pluralité des méthodes pédagogiques dans le cadre d'une individualisation de l'enseignement ; valeur du travail indépendant de l'enfant ; intégration complète du centre de documentation et d'information à l'ensemble de l'équipe éducative ; implantations nécessaires des C.D.I. dans les L.E.P. et les collèges (p. 3462).

Solidarité nationale, santé, travail. — I : Section commune. — II : Santé, solidarité nationale. *Discussion générale :* problème spécifique à l'hospitalisation dans le monde rural ; carte sanitaire ; maintien à domicile ; développement en milieu rural de foyers-logements et de maisons de retraite [16 novembre 1981] (p. 3804).

BÊCHE (Guy)

Député du Doubs
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 26 novembre 1981] (p. 3223).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la **politique du personnel** appliquée dans l'**entreprise Peugeot (n° 469)** [15 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : réduction du temps de travail [15 juillet 1981] (p. 114).

orale sans débat : n° 31, posée le 30 septembre 1981 : **professions et activités médicales (médecine du travail)** (p. 1427) ; appelée le 2 octobre 1981 : **médecine du travail :** son indépendance à l'égard de l'employeur (p. 1470).

INTERVENTIONS

— Discussion de la motion de censeure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé : bataille pour l'emploi ; travail temporaire ; contrat de travail à durée déterminée ; indemnisation du chômage ; industrie sidérurgique ; industrie textile ; secteur de la machine-outil ; partage de l'emploi par la réduction du temps de travail ; retraite ; aide aux créations d'emploi ; insertion professionnelle ; formation professionnelle ; effort de solidarité nationale ; cumul emploi-retraite ; politique industrielle ; nationalisations ; droits nouveaux des travailleurs ; concours des chefs d'entreprise [15 septembre 1981] (p. 1058) ; liberté d'entreprendre ; charges sociales ; relance de la consommation ; grève de l'embauche ; nationalisation du crédit ; petites et moyennes entreprises ; nationalisation des grands groupes industriels ; diversification des sources d'énergie ; politique d'économie d'énergie ; politique de la recherche ; projet de budget pour 1982 (p. 1059).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er ;** *article* 3-2 bis *de la loi du 3 juillet* 1972 : son sous-amendement à l'amendement n° 9 de la commission (délai d'un mois imparti à la commission chargée d'étudier les dérogations pour formuler son avis [24 septembre 1981] (p. 1327) : adopté (p. 1328).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : programme du parti socialiste et du président de la République ; champ des nationalisation ; affaire de Paribas-Suisse ; mouvement du capitalisme vers la concentration ; internationalisation des groupes dominants [14 octobre 1981] (p. 1789) ; pouvoir de fait exhorbitant des grands groupes : choix des implantations, fixation des prix, pression sur l'Etat ; nationalisation et démocratie économique ; nationalisation et lutte contre la crise ; nationalisation et division internationale du travail ; nationalisation et développement du tiers monde ; démocratisation du secteur public (p. 1790) ; actionnariat ouvrier (p. 1791).

Discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **après l'article 2 :** ses observations [16 octobre 1981] (p. 1952) ; **article 3 :** travail de la commission spéciale (p. 1959) ; attitude de l'ancienne majorité à l'égard des droits des salariés ; future loi sur les **droits** des travailleurs [17 octobre 1981] (p. 1971) ; **après l'article 3 :** « officines » existant autour du parti socialiste (p. 1973) ; **son rappel au règlement :** article du *Figaro Magazine* portant atteinte à la dignité de l'Assemblée nationale (p. 1988) ; **article 5 :** s'oppose aux amendements nos 636, 637, 640 et 641 de M. François d'Aubert visant à retarder la nationalisation ; évasion de capitaux vers la Suisse (p. 2001) ; **son rappel au règlement :** attitude de M. Robert-André Vivien refusant de retirer ses propos à l'égard de M. Claude Estier (p. 2558) ; **titre IV :** dispositions diverses : **après l'article 50 :** noms patronymiques portés par des sociétés nationalisées ; mouvements sociaux chez Peugeot [26 octobre 1981] (p. 2572) ; sincérité des engagements pris par la majorité ; C. F. T. ; S. A. C. ; (p. 2575) ; extension des droits des travailleurs dans les entreprises (p. 2576).

Deuxième lecture, discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **après l'article 1er : son rappel au règlement :** demande à la présidence d'appliquer l'article 56, alinéa 3, du règlement [1er décembre 1981] (p. 4307).

Explications de vote : importance des nationalisations en cours donnant à la France les moyens de maîtriser son avenir ; création d'un secteur bancaire dynamique ; respect par les banques nationalisées des options du Plan et des instructions générales du Gouvernement dans le but de rétablir la prospérité de la nation ; idéologie du Gouvernement [3 décembre 1981] (p. 4397, 4398).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, discussion générale : impôt sur le revenu ; alourdissement de la charge de l'impôt sur les plus basses tranches ; absence d'indexation des tranches sur l'inflation ; mécanisme du quotient familial ; charge de l'impôt pesant sur les revenus les plus modestes [27 octobre 1981] (p. 2633) ; refonte de la fiscalité dans le sens d'une plus grande justice ; lutte contre la fraude fiscale ; imposition des grandes fortunes ; relèvement des tranches du barème de l'impôt sur le revenu égal au taux d'inflation ; plafonnement des avantages du quotient familial ; institution d'une décote applicable à l'impôt exigible pour les contribuables modestes ; nécessité d'une réforme de la structure du barème de l'impôt ; surimposition des contribuables modestes ; exemple de la taxe d'habitation ; régime d'imposition des non-salariés ; nécessité d'aboutir à une imposition réelle ; objectif de la transparence des revenus (p. 2634).

Deuxième partie :

Industrie et énergie. — *Discussion générale :* développement de l'emploi industriel ; sous-utilisation de l'outil de production ; relance de la consommation populaire ; démocratisation de la politique des aides ; campagne d'intoxication sur l'ensemble des entreprises nationales ; politique de la recherche et de la technologie ; utilisation et détection de nos ressources en matières premières ; reconquête du marché intérieur [14 novembre 1981] (p. 3746, 3747) ; **son rappel au règlement :** crise traversée actuellement par l'industrie textile et impossibilité de parvenir, au niveau européen, à une position commune sur l'Accord multifibres ; demandes au Gouvernement quelles mesures il entend prendre pour réagir contre cette situation [18 novembre 1981] (p. 3921).

BECK (Bernard)

Premier président de la Cour des comptes.

DEPOTS

Rapport de la Cour des comptes [8 juillet 1981] (p. 60).

INTERVENTIONS

Dépose sur le bureau de l'Assemblée nationale le rapport établi par la Cour des comptes au titre de l'année 1981 [8 juillet 1981] (p. 60).

BECQ (Jacques)

Député de la Somme
(4e *circonscription*).
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

BÉGAULT (Jean)

Député de Maine-et-Loire
(4e *circonscription*)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Birraux tendant à introduire la possibilité de commercialisation d'articles en or à neuf carats sur le marché français (n° 431) [8 octobre 1981] (p. 1646).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Temps libre : Tourisme) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur e **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XVI : Temps libre : **Tourisme (n° 475)** [16 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **revenu agricole** : perte du revenu agricole de plus de 9 milliards de francs pour 1981 ; engagement du Président de la République sur le maintien du revenu des agriculteurs ; plafonnement des aides de solidarité [9 décembre 1981] (p. 4561).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. *Discussion générale.* Rapporteur pour avis : place du budget du tourisme dans la loi de finances pour 1982 (0,02 p. 100 des dépenses de l'Etat) ; progression des crédits destinés aux aménagements touristiques de la montagne, du littoral et de l'espace rural et du crédit d'équipement pour le tourisme social ; aides aux villages de vacances et en faveur du caravaning ; chèques-vacances ; aide à la personne devant être complétée par une aide à la pierre ; construction de lits et d'installations de vacances ; priorité particulière donnée au tourisme social ; risques de la collectivisation des loisirs par une prise en charge totale du temps libre et d'une socialisation rapide du tourisme ; décisions prises à l'encontre de l'hôtellerie française ; nécessité de prendre des dispositions spécifiques pour sauver les agences de voyages ; fausse indépendance du secrétariat d'Etat au tourisme ; nécessité de faire figurer à la section tourisme les crédits de la section commune du ministère du temps libre ainsi que les dotations budgétaires consacrées aux équipements touristiques figurant à d'autres ministères [19 novembre 1981] (p. 4025).

BEIX (Roland)

Député de la Charente-Maritime
(3e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Représentant suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 1er août 1981] (p. 2113).

Membre titulaire du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [J.O. du 25 septembre 1981] (p. 2610).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Modification de l'assiette des charges sociales** [15 juillet 1981] (p. 115) : pénalisation des entreprises de main-d'œuvre.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, explications de vote : vote positif du groupe socialiste ; donation-partage et autres dispositions fiscales [17 juillet 1981] (p. 233) ; lutte contre l'évasion fiscale ; participation des travailleurs au capital des entreprises ; création de 55 000 emplois nouveaux dans le secteur public et associatif ; relèvement du S. M. I. C. et son financement (p. 234).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).**

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** situation des insoumis ; mode de régularisation de leur situation ; anciens élèves fonctionnaires de l'Etat objecteurs de conscience [29 juillet 1981] (p. 502) ; **après l'article 12 : son rappel au règlement** (p. 512).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **article 11 :** renforcement de la libre association et de la libre coopération entre les communes [31 juillet 1981] (p. 628).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres III et IV) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis suppléant : extension des compétences régionales ; échec des expériences passées de réforme régionale ; rappel de certains transferts d'attributions au profit des régions ; exemple des parcs naturels régionaux, des primes régionales et des fonds de garantie, des actions en faveur des économies d'énergie, des innovations et du tourisme ; planification et coordination des investissements ; expérience des P. A. P. I. R. ; participation des conseils régionaux à l'élaboration du plan national ; élaboration du plan régional ; soutien de l'emploi ; intervention directe des conseils régionaux dans l'économie régionale et dans la gestion des équipements ; participation des établissements publics régionaux aux dépenses de fonctionnement entraînées par des

opérations d'intérêt régional ; participation au capital des sociétés de développement régional et des sociétés d'économie mixte ; association des élus régionaux à la gestion des prêts de la C. A. E. C. L. et de la Caisse des dépôts et consignations ; délivrance des agréments fiscaux [8 septembre 1981] (p. 807).

— **Projet de loi de finances pour 1981 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 25 :** projet de l'ancien gouvernement de relever de 50 p. 100 le droit de consommation sur les alcools ; prise en compte des conditions sociales de la production ; ristourne en faveur des petits producteurs [4 novembre 1981] (p. 3095) ; risque d'encouragement à la fabrication d'alcool industriel par une fiscalité lourde sur les productions d'appelation d'origine (p. 3096) ; **article 29 :** majoration de 113 p. 100 des crédits mis à la disposition des chambres de métiers pour la formation professionnelle et l'apprentissage (p. 3117) ; **article 40 ;** innovation fiscale ; impôt sur les grandes fortunes (p. 3152).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. *Discussion générale :* difficultés du secteur du commerce et de l'artisanat ; animation du milieu rural ; charte du commerce et de l'artisanat ; ouverture de grandes surfaces ; délégations régionales ; primes d'installation ; augmentation des crédits et des aides pour l'assistance technique et l'apprentissage [5 novembre 1981] (p. 3178) ; stabilité de l'emploi pour les formateurs relevant des chambres de métiers ; régime social des commerçants et artisans ; vote favorable du groupe socialiste (p. 3179).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion générale : partage du temps de travail et unité de la nation ; complexité des dispositions envisagées ; sa proposition de versement à l'entreprise des allocations Assedic pour l'embauche de chômeurs ; âge de départ à la retraite : professions non salariées ; renforcement de l'I. V. D. et de l'aide spéciale compensatrice [8 décembre 1981] (p. 4532).

BELLON (André)

Député des Alpes-de-Haute-Provence
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant acte constitutif de l'organisation des Nations Unies pour le développement industriel (n° 9) [9 juillet 1981] (p. 89).

Membre du comité directeur du fonds d'aide et de coopération [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450). (Relations extérieures : Coopération et développement) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 9), autorisant la ratification de l'accord portant acte constitutif de **l'organisation des Nations Unies pour le développement industriel (n° 114)** [16 juillet 1981].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome II : Relations extérieures : **Coopération et développement (n° 472)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de l'accord portant acte constitutif de l'organisation des Nations Unies pour le développement industriel (n° 9).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : érection de l'O.N.U.D.I. en organisation spécialisée autonome ; importance du développement industriel dans les préoccupations de la communauté internationale ; contribution de l'O.N.U.D.I. à l'industrialisation du tiers monde ; fourniture de technologie ; aide en capitaux pour financer des projets industriels ; moyens insuffisants de l'organisation ; recherche d'un nouveau développement industriel international ; « new deal planétaire » ; dépendance de la France à l'égard du développement économique et social des pays non développés [24 juillet 1981] (p. 291).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : indépendance énergétique ; caractère conjoncturel de la stabilité du marché pétrolier ; relations internationales [7 octobre 1981] (p. 1589).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **après l'article 12 :** participations de Matra dans la presse [20 octobre 1981] (p. 2198).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Economie et finances. — II : Services économiques et financiers. Comptes spéciaux du Trésor. Budget annexe des monnaies et médailles. *Discussion générale :* politique de relance économique moyens donnés au ministère de l'économie et des finances dans ce sens ; action de la direction de la concurrence et de la consommation ; politique de la concurrence et de la consommation ; rôle et action de la commission de la concurrence ; recensement de la population ; missions confiées à l'I. N. S. E. E. ; développement de l'information ; observatoires économiques régionaux ; banques de données locales ; décentralisation des données économiques et sociales [16 novembre 1981] (p. 3772) ; aide en matière d'informations données par l'I. N. S. E. E. aux pays en voie de développement (p. 3773).

Relations extérieures. — Affaires européennes. — Coopération et développement. *Discussion générale,* rapporteur pour avis pour la coopération et le développement : l'héritage des précédents gouvernements en matière de politique de la coopération ; inadéquation entre les objectifs et la volonté politique des précédents gouvernements ; instabilité économique et sociale des Etats du tiers monde ; importance des concours financiers ; trop grande importance des prêts du trésor ; objectifs de paix, de justice et de développement affirmés par le chef de l'Etat à Cancun ; rend hommage à l'action de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures [18 novembre 1981] (p. 3962) ; coordination de l'aide au développement vis-à-vis du tiers monde (p. 3963).

BELORGEY (Jean-Michel)

Député de l'Allier
(4e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [16 juillet 1981] (p. 187).

Prête serment [29 juillet 1981] (p. 476).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation [*J.O.* du 1er septembre 1981] (p. 2350).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [*J.O.* du 13 octobre 1981] (p. 2779).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Solidarité nationale : Population immigrée) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Rapporteur du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577) [10 décembre 1981] (p. 4660).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement par application de l'article 38 de la Constitution à prendre des mesures d'ordre social [*J.O.* du 23 décembre 1981] (p. 3494).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XVII : Solidarité nationale : **Population immigrée (n° 471)** [16 octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi d'orientation** (n° 577) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des **mesures d ordre social (n° 593)** [3 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des **mesures d'ordre social (n° 664)** [22 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi d'orientation (n° 662) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des **mesures d'ordre social (n° 668)** [22 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des **mesures d'ordre social (n° 674)** [23 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion générale : droits des immigrés ; refus de l'ouverture des frontières [30 septembre 1981] (p. 1402) ; travail clandestin ; contingences économiques ; exigence de souveraineté de l'Etat ; intervention du juge judiciaire ; critères d'attribution de la nationalité française ; politique d'aide au développement ; accords avec les pays d'origine d'immigration ; mise en valeur de la spécificité culturelle des immigrés (p. 1403).

Discussion des articles : **article 1er** : soutient l'amendement n° 51 de M. Bernard Derosier (délai nécessaire à la rectification d'une erreur éventuellement commise par l'autorité administrative pour refuser l'entrée d'un étranger) (p. 1407) ; **article 2** : son sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 11 de la commission (délivrance d'un titre de séjour temporaire à l'étranger séjournant irrégulièrement en France mais non refoulé) : rejeté (p. 1409).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : débat démocratique ; conseil supérieur des choix technologoques [6 décembre 1981] (p. 1544).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité nationale. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : est suppléé dans la présentation de son rapport par M. Claude Evin [10 novembre 1981] (p. 3507).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : connaissance par l'Assemblée du programme pour l'exécution duquel l'habilitation est sollicitée ; légitimité du recours aux ordonnances ; risques induits par la poursuite ininterrompue du travail législatif pour la mission d'explication et de médiation des parlementaires ; restauration du rôle de la loi [8 décembre 1981] (p. 4496) ; impatience des travailleurs ; manœuvres dilatoires ; garantie de bon usage de la délégation consentie par le Parlement ; précisions du Gouvernement ; dépôt au plus tard le 30 juin 1982 d'un projet de loi de finances dégageant les ressources nécessaires à la mise en application des ordonnances ; véritable débat de ratification ; travail à temps partiel ; travail intérimaire et contrat à durée déterminée ; contrats de solidarité ; durée du travail : perspective des trente-cinq heures hebdomadaires d'ici à 1985 ; cinquième semaine de congé ; cinquième équipe pour le travail en continu ; limitation des dérogations aux dispositions du code du travail (p. 4497) ; retraite à taux plein à soixante ans avec un nombre minimum d'annuités d'assurance ; retraite à taux plein à cinquante-cinq ans pour les travailleurs exerçant des tâches pénibles sous condition de trente-cinq ans d'activité ; aménagement des régimes de retraite complémentaire : question de l'alignement des régimes des non-salariés sur le régime général ; situation des travailleurs totalisant avant soixante ans une durée d'assurance suffisante pour prétendre à une pension à taux plein, indépendamment de la condition d'âge ; conditions d'articulation des régimes de retraite et du minimum vieillesse ; cumuls emploi-retraite ; système contractuel de cessation d'activité pour les agents des collectivités locales ; qualification professionnelle des jeunes (p. 4498) ; avis favorable de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 4499) ; recours à une procédure dilatoire par l'opposition [9 décembre 1981] (p. 4551).

Discussion des articles : **article 1er** : nouvelle question préalable avec l'amendement n° 11 de M. Jean Falala (p. 4569) ; **alinéa 1er** : son amendement n° 1 (rédactionnel) ; retombées du projet de loi pour les non-salariés (p. 4570) ; amendement n° 1 adopté ; travailleurs indépendants (p. 4571) ; ses observations sur l'amendement n° 69 de M. Jacques Toubon (p. 4572) ; compétitivité de l'économie nécessaire à la maîtrise de l'inflation (p. 4573) ; arbitrage du Gouvernement entre les différentes catégories de droits acquis (p. 4574) ; **alinéas 2 à 5** : rejet par la commission de cinq amendements constituant le contenu de l'amendement n° 171 de M. Philippe Séguin ; incitation à la négociation sociale par le législateur mais conservation de la maîtrise de la législation par celui-ci (p. 4579) ; ses observations sur l'amendement n° 108 de M. Jacques Barrot (p. 4581) ; chèques-vacances (p. 4582) ; son amendement n° 2 (caractère significatif de la première réduction de la durée du travail) : adopté ; réduction de la durée légale du travail et aménagement des règles relatives aux heures supplémentaires ; compensation salariale (p. 4583) ; amendement de la commission sur la priorité à accorder aux travailleurs occupant des emplois pénibles pour la réduction de la durée du travail (p. 4585) ; s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Jacques Toubon prévoyant une compensation salariale à la réduction de la durée du travail ; son amendement n° 3 (généralisation de la cinquième semaine de congé) (p. 4586) ; retiré au profit de l'amendement n° 167 du Gouvernement ; non appartenance au domaine législatif de l'étalement des congés ; son amendement n° 4 (rédactionnel) (p. 4587) ; création d'emplois dans le secteur du tourisme (p. 4588) ; amendement n° 4 adopté (p. 4589) ; ses observations sur l'amendement n° 121 de M. Alain Madelin (p. 4590) ; modification de dispositions du droit du travail : assouplissement et renforcement (p. 4591) ; équilibre entre l'assouplissement et la rigidité ; absentéisme (p. 4592) ; conditions de travail des salariés occupant des emplois pénibles ; son amendement n° 5 (cinquième équipe pour le travail en continu et instauration des trente-cinq heures pour les travaux pénibles) : retiré au profit de l'amendement n° 168 du Gouvernement (p. 4594) ; distinction à établir entre les travaux pénibles et le travail posté (p. 4595) ; modification de dispositions du droit du travail : travail de nuit pour les femmes, repos hebdomadaire (p. 4596) ; heures d'équivalences (p. 4597) ; examen du problème des équivalences par profession extérieur au domaine de la loi d'habilitation ; recours aux heures

supplémentaires (p. 4598) ; **alinéa 6 :** encouragement au travail à temps partiel (p. 4601) ; rapporteur : **article 1er (suite), alinéa 6 :** extension du travail à temps partiel [10 décembre 1981] (p. 4605) ; temps partiel : conventions entre les entreprises, les branches et le F.N.E. (p. 4607) ; **alinéa 7 :** ses observations sur l'amendement n° 49 de M. Philippe Séguin et le sous-amendement n° 127 de M. Alain Madelin (p. 4610-4611) ; son amendement n° 6 (interdiction de l'usage du travail temporaire et du contrat de travail à durée déterminée pour des emplois présentant un caractère permanent) : retiré (p. 4613) ; travail temporaire et contrat à durée déterminée (p. 4614) ; son amendement n° 7 (égalité des droits des salariés temporaires et des autres salariés ; rôle du service public de l'emploi dans le placement temporaire) (p. 4616) ; représentation des travailleurs temporaires ; rôle de contrôle et d'animation du placement temporaire pour l'A.N.P.E. (p. 4617) ; monopole du placement au service public de l'emploi (p. 4619) ; amendement n° 7 rejeté ; terme de « salariés » et de « travailleurs » (p. 4620) ; position favorable de la commission sur l'institution d'une contribution supplémentaire des entreprises de travail temporaire à l'assurance chômage (p. 4621) ; **alinéa 8 :** retraite : retour sur des droits acquis (p. 4624) ; distinction entre les droits acquis à titre individuel et les droits acquis par la collectivité des travailleurs (p. 4625) ; volontariat pour le départ à la retraite à soixante ans (p. 4627) ; retraite progressive en fonction de la durée d'assurance ; congé parental d'éducation ; dispositions dérogatoires de retraite anticipée pour les catégories les moins favorisées et dans les zones les plus touchées par le chômage (p. 4628) ; aménagement de l'impôt sur le revenu lors du départ en retraite (p. 4629) ; son amendement n° 8 (respect des droits acquis par les salariés en préretraite à la date de promulgation de l'ordonnance) modifié et adopté (p. 4630) ; **alinéa 9 :** exclusion du champ de l'habilitation des emplois à la discrétion du Gouvernement (p. 4635) ; architecture des corps de la fonction publique (p. 4636) ; maintien des règles de recrutement dans la fonction publique (p. 4637) ; **alinéa 10 :** limitation des cumuls en fonction de la spécificité des pensions de retraite ; plafonds de cumul (p. 4638) ; prise en compte des situations particulières ; proposition de M. Delhalle en 1979 (p. 4639) ; limitation des cumuls en fonction du nombre de personnes à charge ; situation des anciens militaires ; cumuls des revenus tirés des œuvres de l'esprit, des licences et des brevets (p. 4640) ; s'oppose au cumul de retraites avec le fruit de consultations juridiques ou fiscales (p. 4641) ; ses observations sur l'amendement n° 143 de M. Alain Madelin ; droits acquis par les retraités (p. 4642) ; **alinéa 11 :** ses observations sur l'amendement n° 61 de M. Philippe Séguin (p. 4643) ; son amendement n° 9 (dégagement de ressources financières ; suppression de l'autorisation accordée au Gouvernement) (p. 4645) : rejeté par scrutin public (p. 4646) ; financement des emplois de solidarité par l'augmentation des ressources fiscales et la baisse des dépenses sociales induite par la création d'emplois ; contrat à durée indéterminée pour les salariés embauchés au titre des contrats de solidarité ; modalités de la compensation salariale (p. 4647) ; **alinéa 12 :** ses observations sur l'intervention de M. Jacques Toubon (p. 4649) ; financement des contrats de solidarité et libre administration des collectivités locales ; mécanisme de péréquation (p. 4650) ; **alinéa 13 :** modification des lois sur l'alternance et la formation professionnelle ; rapport Schwartz (p. 4652) ; formation et insertion sociale des jeunes immigrés (p. 4653) ; pas de réforme de l'apprentissage par ordonnance ; engagement du Premier ministre sur le chômage des jeunes (p. 4654) ; souhaits des membres de la commission quant au contenu des ordonnances ; lutte contre le travail clandestin (p. 4655) ; rapport du Gouvernement au Parlement sur les incidences de la présente loi sur la création d'emplois ; **après l'article 1er :** son amendement n° 10 (dépôt d'un projet de loi de finances pour dégager les ressources nécessaires à l'application des mesures prises en vertu de la présente loi) : devenu sans objet avec le rejet de l'amendement n° 9 de la commission (p. 4656) ; **article 2 :** date du débat de ratification des ordonnances (p. 4657).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : accord non intervenu en commission mixte paritaire ; propose à l'Assemblée le retour au texte adopté en première lecture [22 décembre 1981] (p. 5396).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur : demande l'adoption du texte voté par l'Assemblée en deuxième lecture [23 décembre 1981] (p. 5407).

BELTRAME (Serge)

Député des Vosges
(4e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Consommation) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 8 : **Consommation (n° 470)** [15 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **constitution de couvertures de change à terme en vue du paiement des importations de matières textiles :** extension au jute brut et au sisal brut [25 novembre 1981] (p. 4168).

— **distribution de carburant en milieu rural :** arrêté du 1er juillet 1975 imposant aux compagnies pétrolières distributrices de carburant de mettre en conformité avec les normes de sécurité l'ensemble des installations de leurs points de distribution ; suppression de certains points de distribution envisagée par les compagnies pétrolières ; nécessité de maintenir les points de distribution de carburant en milieu rural [16 décembre 1981] (p. 4997).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Consommation. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : interlocuteurs des consommateurs au plus haut niveau ; information complète des usagers ; activités de l'I.N.C. ; contrôle qualitatif des produits ; prolifération des entraves et des ententes illicites ; accroissement des aides aux mouvements associatifs ; B.V.P. ; affaires des huiles frelatées ; protection et progression du pouvoir d'achat des plus défavorisés ; exécution du programme d'action prioritaire n° 18 [6 novembre 1981] (p. 3224, 3225).

Examen des crédits : **état B, titre III :** création de postes de contractuels au ministère de la consommation (p. 3228).

BENEDETTI (Georges)

Député du Gard
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Associations de centres de soins** (posée par M. Jacques Badet) : importance de l'union nationale des associations de centres de soins ; nécessité de reconnaître ces associations et de les associer aux consultations en vue de l'élaboration de la charte de la santé [16 décembre 1981] (p. 4998).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité. — *Discussion générale :* droit à la solidarité nationale ; lutte contre les inégalités ; choix retenus par le nouveau Gouvernement ; relance de la consommation populaire par l'augmentation du S. M. I. C., des allocations familiales, des allocations aux personnes âgées et handicapées et la relance de l'emploi [10 novembre 1981] (p. 3514) ; nouveau choix de société ; problème général de la sécurité sociale et de son financement ; volonté du Gouvernement de traiter les problèmes de sécurité sociale sous l'angle des droits aux assurés sociaux ; consultation sans précédent des organisations syndicales et professionnelles ; contrôle du Parlement sur l'intervention de l'Etat dans le financement de la sécurité sociale ; transfert au régime maladie du financement de l'allocation pour adultes handicapés ; budget de 1982, budget pour la croissance, budget pour l'emploi ; ressources nouvelles issues de la solidarité nationale : impôt sur la fortune, majoration exceptionnelle de 10 p. 100 de l'impôt sur les hauts revenus en faveur de l'indemnisation du chômage ; lutte contre la fraude fiscale ; modification du quotient familial ; mesures prises pour assurer le redressement du budget de la sécurité sociale ; augmentation de 1 p. 100 des cotisations des salariés ; augmentation de 3,5 points du déplafonnement des employeurs ; ménagement des entreprises de main-d'œuvre ; organisation chaque année au Parlement d'un débat sur le budget de la sécurité sociale ; application de la loi sur la décentralisation ; formation des travailleurs sociaux ; augmentation des crédits d'équipement social : crèches, établissements pour enfants handicapés ou inadaptés ; efforts consentis pour la transformation des hospices (p. 3515).

BENETIERE (Jean-Jacques)

Député de la Loire.
(5e *circonscription*).
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Jean Auroux, nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : stockage des déchets radioactifs ; projet de Saint-Priest-La-Prugne ; plan de reconversion minier pour la région bourbonnaise [6 octobre 1981] (p. 1527).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, discussion générale : sort réservé aux agriculteurs ; réduction des déductions forfaitaires applicables aux revenus fonciers ; suppression du régime de détaxation des carburants agricoles ; impôt sur la fortune ; aggravation des conditions de vie de nombreuses familles agricoles ; récession et désertification des régions rurales ; nécessité pour la fiscalité de prendre en compte les spécificités de l'activité agricole ; endettement des agriculteurs ; spéculation foncière ; incitation aux placements les plus rentables ; propriété foncière ; biens professionnels ; problème des stocks agricoles au regard de l'impôt sur la fortune ; nécessité de tenir compte des spécificités de l'investissement et du stockage en agriculture [27 octobre 1981] (p. 2637) ; politique d'aide aux revenus des agriculteurs ; politique des prix et politique des crédits à taux bonifié ; constitution de rentes pour les grosses entreprises du Bassin parisien (p. 2638).

Première partie :

Discussion des articles : **article 3** : exclusion de l'assiette de l'impôt des groupements forestiers et agricoles [29 octobre 1981] (p. 2767).

Deuxième partie:

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* dégradation du revenu statistique ; grandes exploitations ; critères de l'aide au revenu ; organisation des filières agro-alimentaires ; arrêt des dérogations à la préférence communautaire ; revision du système de soutien des prix ; offices par filière ou par secteur de produits ; organisation des agriculteurs au sein de coopératives et de sociétés d'intérêt collectif agricole [6 novembre 1981] (p. 3246) ; politique foncière ; statut du fermage ; contrôle des cumuls ; politique d'aide et de financement sélective ; solidarité nationale pour les seuls agriculteurs en difficulté ; connaissance des revenus ; réforme fiscale ; congé hebdomadaire et annuel (p. 3247).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* politique d'amélioration de l'habitat ; développement de l'effort de construction de logements sociaux ; réhabilitation des logements locatifs sociaux ; incidences favorables sur la construction ou la réhabilitation des logements de l'augmentation de la participation de l'Etat sur la surcharge foncière ; réforme de la politique foncière et de la fiscalité sur le foncier ; aide à l'amélioration des logements appartenant au patrimoine privé ; création d'un prêt « maintien au domicile » en faveur des personnes âgées ; nécessité de revitaliser les quartiers urbains et les secteurs ruraux dégradés [12 novembre 1981] (p. 3554).

— Projet de loi relatif à la durée du mandat des membres des chambres d'agriculture (n° 477).

Première lecture, discussion générale : renouvellement du mandat d'une partie des membres des chambres d'agriculture ; première étape d'une réforme des modalités d'élection de la composition et des attributions des chambres d'agriculture ; représentativité de la diversité des intérêts ; adoption du scrutin de liste à la proportionnelle ; définition des missions des chambres ; rappel de leur création en 1924 ; relations entre organisations professionnelles et syndicales du monde agricole [25 novembre 1981] (p. 4180) ; situation de la F.N.S.E.A. ; mise en place du centre national des jeunes agriculteurs, de la confédération nationale de la mutualité et de la coopération et des crédits agricoles et du conseil de l'agriculture française ; rôle consultatif des chambres d'agriculture et remise en cause du monopole syndical confié par les gouvernements précédents à la F. N. S. E. A. ; concertation au stade des choix d'orientation de la politique agricole ; financement des organisations syndicales ; fonds destinés aux établissements publics pour la gestion des services publics ; multiplicité des statuts des agences de développement ; mise en place des centres départementaux du développement agricole et de l'association nationale du développement agricole ; participation des chambres d'agriculture à la mise en œuvre au niveau départemental et local des politiques de développement ; nécessité de préciser le rôle consultatif des organisations syndicales et le rôle des organisations économiques (p. 4181).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Discussion générale : aide au revenu des agriculteurs ; allocation de solidarité ; aide aux agriculteurs en difficulté ; aide aux sinistrés de l'ouest ; prise en charge des intérêts d'emprunt ; aide à l'organisation et à la modernisation de l'ensemble de la filière agro-alimentaire ; aide aux investissements ; promotion des exportations ; mise en œuvre de nouvelles politiques foncières ; actions en faveur de l'emploi ; procédure de la conférence annuelle [16 décembre 1981] (p. 4969) ; prise en charge de la sous-rémunération structurelle d'un grand nombre d'agriculteurs ; mesures de solidarité ; montant des allocations de solidarité ; cas des productions hors sol et des G.A.E.C. ; limitation du cumul des différentes aides ; nécessité de connaître la situation réelle de chaque agriculteur ; maintien des mesures nationales de soutien au revenu jusqu'à la réforme de la politique communautaire ; amélioration des conditions de vie des agriculteurs ; durée du travail hebdomadaire ; droit au congé annuel et au congé hebdomadaire ; création d'emplois ; extension des contrats de solidarité au secteur agricole ; organisation et modernisation de l'agriculture ; crédits

alloués aux filières agro-alimentaires ; mise en œuvre d'une politique foncière efficace et réaliste ; extension des pouvoirs des S.A.F.E.R. ; création d'offices fonciers au niveau cantonal et départemental ; organisation des marchés (p. 4970).

BENOIST (Daniel)

Député de la Nièvre
(4e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450). Santé [27 octobre 1981] (p. 2641).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450). (Solidarité nationale.)

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 34 (tome 1). Santé (tome 2). **Solidarité nationale** (n° 470) [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale :* rapporteur spécial suppléant avis défavorable de la commission des finances sur les amendements n° 59 de M. Pierre Micaux et n° 74 de M. René La Combe [10 novembre 1981] (p. 3500, 3501).

Solidarité nationale. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : changement radical d'orientation politique commençant après le 10 mai ; complexité et structures existantes ; orientation des réformes futures ; action sociale et politique à l'égard des travailleurs immigrés ; problèmes financiers de la sécurité sociale ; avis et information du Parlement ; meilleure utilisation des travaux de la commission des comptes de la sécurité sociale ; place des représentants des salariés dans la gestion des caisses du régime général [10 novembre 1981] (p. 3504) ; transferts sociaux ; relance de l'emploi ; solidarité envers les personnes âgées ; transformation des hospices en établissements sociaux ou en établissements sanitaires ; augmentation des crédits destinés à l'habitat des personnes du troisième âge ; service de soins à domicile ; création d'emplois d'aides ménagères ; aménagement de l'âge de la retraite ; mise en place d'une véritable politique familiale ; augmentation des allocations familiales de 50 p. 100 à la fin de 1982 ; égalité des familles devant la fiscalité ; effets du quotient familial ; développement des structures destinées aux familles ; accueil de l'enfance ; crèches ; croissance des crédits de l'aide sociale à l'enfance ; prévention ; mesures en faveur des handicapés ; amélioration du dispositif de santé ; couverture sociale et hospitalisation ; institution du « tiers garant » ; restauration des droits des travailleurs immigrés ; conditions d'entrée et de séjour des étrangers ; suppression de l'aide au retour ; mesures décidées pour résorber le déficit de la sécurité sociale de 1981 compte tenu des prévisions pour 1982 (p. 3505) ; priorité retenue par le ministère : formation des travailleurs sociaux ; programmes d'actions sociales ; travailleurs immigrés ; investissements destinés aux établissements à caractère social (p. 3506).

Solidarité nationale-santé-travail. I. Section commune. II. Santé, solidarité nationale. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : prévention médicale ; médecine générale ; médecine hospitalière ; réduction des inégalités devant la santé [16 novembre 1981] (p. 3777) ; gestion des centres de soins ; secteur hospitalier ; création du secteur public du médicament (p. 3778).

BENOUVILLE (Pierre de)

Député de Paris
(12e *circonscription*)
Apparenté R.P.R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34), [7 juillet 1981] (p. 43).

Annulation de son élection [4 décembre 1981] (p. 4429).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : mode d'exécution ; droit de l'Etat ; récidivistes ; peine perpétuelle [18 septembre 1981] (p. 1197).

BEREGOVOY (Michel)

Député de la Seine-Maritime
(1re *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

QUESTIONS

orale avec débat n° 50 : posée le 13 octobre 1981 : **chômage : indemnisation (allocations)** (p. 1752) ; appelée le 16 octobre 1981 : **chômeurs en fin de droits ;** gravité de la condition des chômeurs en situation de fin de droits (p. 1896) ; insignifiance de l'allocation exceptionnelle (p. 1897).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale :* mise en œuvre du T.G.V. ; fermeture de lignes ; matériel ferroviaire ; port de Dieppe ; liaison ferroviaire Fos—Turin [7 novembre 1981] (p. 3348) ; coordination entre le rail et la route ; transports collectifs urbains ; tarification du trafic marchandises (p. 3349).

Commerce extérieur. — *Discussion générale :* nécessité de regrouper les moyens budgétaires du commerce extérieur dans un même document ; nécessité de promouvoir les exportations françaises ; importance de la place du secteur automobile ; faiblesse du secteur des machines-outils, des biens d'équipement ménager et des produits du bois ; utilisation des aides mises à la disposition des entreprises exportatrices ; insuffisance de l'exportation du blé ; développement des ventes de produits finis ou semi-finis ; exemple des céréales ; incohérence de la politique industrielle menée en France par les gouvernements précédents ; hégémonie des sociétés multinationales sur le marché français ; nouvelle politique industrielle consécutive au projet de loi sur les nationalisations ; recherche de marchés extérieurs ; rôle du centre français du com-

merce extérieur ; relance des exportations en direction des pays industriels ; importance du déficit vis-à-vis des Etats-Unis et des pays de l'O.C.D.E. ; détérioration des échanges avec le Japon ; exclusion des ventes d'armes et de matériels militaires des pays colonialistes, fascistes ou pratiquant l'apartheid ; développement des exportations et réduction des importations ; pénétration étrangère sur le marché français provoquée par la division internationale du travail ; problème de l'industrie du bois et de la pâte à papier ; solde déficitaire au niveau des viandes ; importation de la plus grande partie des aliments pour le bétail ; engrais importés des Etats-Unis ; nécessité d'éviter que la reconquête du marché intérieur n'entraîne des mesures protectionnistes ; mise en œuvre d'une autre politique industrielle [18 novembre 1981] (p. 3950).

BERGELIN (Christian)

Député de la Haute-Saône
(1re *circonscription*)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République *[J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1854).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges *[J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).
Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Bernard Consté tendant à l'institution d'un contrôle technique des véhicules de tourisme (n° 20) [17 juillet 1981] (p. 236).
Rapporteur de la proposition de loi de M. Marc Lauriol tendant à modifier l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix (n° 524) [19 novembre 1981] (p. 4066).

QUESTIONS

au Gouvernement : établissements de l'intendance : transfert du projet de centre mobilisateur n° 60 de La Vaivre à Saint-Dié [2 décembre 1981] (p. 4348).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 23 :** exonération des avions monoplace et biplace construits par des amateurs [4 novembre 1981] (p. 3054) ; traitement différent des amendements selon leur origine politique (p. 3055).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* lutte contre le chômage ; contraintes administratives ; taxe professionnelle ; pression fiscale [5 novembre 1981] (p. 3182) ; augmentation du nombre des faillites ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 3183).

Transports. — *Discussion générale : questions :* baisse de l'effort en faveur des routes ; déviations [7 novembre 1981] (p. 3360) ; fiscalité des transports routiers ; déductibilité de la T.V.A. sur le gazole (p. 3370).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* suppression de l'intervention du fonds d'aménagement urbain en zone rurale pénalisant les communes rurales ; politique du Gouvernement en faveur de l'habitat rural et de l'aménagement des campagnes [12 novembre 1981] (p. 3563).

Economie et finances. — III. — Budget. — *Examen des crédits :* **après l'article 86 :** ses amendements n° 154 (fonds de concours ; recouvrement des amendes) et n° 155 (fonds de concours ; recouvrement des pensions alimentaires) : retirés [14 novembre 1981] (p. 3715).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : avis des régions sur le plan intérimaire ; incohérence interne du plan ; programme énergétique de la France en équipement électronucléaire ; secteur des télécommunications ; situation de la région Franche-Comté ; déficit des finances publiques ; égalité de ressources ; généralisation de la sécurité sociale ; indemnisation du chômage ; ébauche d'une assurance-veuvage ; besoins de financement de l'Etat ; surestimation des recettes et sous-estimation de certaines dépenses dans le budget de l'Etat; besoin de financement des entreprises publiques ; émissions brutes de valeurs mobilières ; endettement extérieur et création monétaire ; reprise de l'embauche sans amélioration de la productivité et de la compétitivité des entreprises ; diminution du temps de travail ; relance de la consommation [11 décembre 1981] (p. 4714) ; ponctions sur les revenus des ménages ; cohérence macro-économique du plan (p. 4715).

Discussion des articles : **article 1er :** aides de l'Etat aux entreprises nationalisées en subventions ou en dotations en capital [12 décembre 1981] (p. 4753) ; son amendement n° 47 (aide à l'investissement agricole) (p. 4804) **:** rejeté (p. 4805).

BERNARD (Jean)

Député de la Meuse
(1re *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste *[J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges *[J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).
Membre suppléant du comité consultatif du fond national des abattoirs *[J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).
Membre de la commission sociale chargée d'examiner le projet de loi de finances pour 1981 (n° 385) *[J.O.* du 30 septembre 1981] (p. 2669).

BERNARD (Pierre)

Député du Tarn
(1re *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [J. O. du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 juillet 1981] (p. 1876).
Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [J. O. du 29 octobre 1981] (p. 2966).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : énergies renouvelables ; charbon ; Carmaux et Decazeville ; emploi [7 octobre 1981] (p. 1585).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* fiscalité ; protection sociale ; concurrence ; crédits ; régression du petit commerce [5 novembre 1981] (p. 3181) ; clarification et simplification de la réglementation fiscale ; régime du réel contrôlable ; mode de calcul de la taxe professionnelle ; réforme de l'assiette des charges sociales (p. 3182).

Solidarité nationale, santé, travail. — I : Section commune. — **II : Santé, solidarité nationale.** — *Discussion générale :* officines pharmaceutiques ; industrie pharmaceutique ; transformation du secteur de fabrication et de distribution des

médicaments ; nationalisation des laboratoires les plus importants ; circuits de distribution ; maintien du *numerus clausus* en ce qui concerne les officines ; transformation de la profession pharmaceutique [16 novembre 1981] (p. 3794) ; médecines parallèles ou médecines complémentaires (p. 3795).

BERNARD (Roland)

Député du Rhône

(12e *circonscription*)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1984] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

BERSON (Michel)

Député de l'Essonne

(1re *circonscription*)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 28 juillet 1981] (p. 2079).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Formation professionnelle) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J. O.* du 7 novembre 1981] (p. 3041).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 16 : **Formation professionnelle** [15 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : Codefi [15 juillet 1981] (p. 114) : nécessité de réviser les critères d'attribution des aides financières des Codefi, notamment en faveur des entreprises de services.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion des articles : titre III : nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27 :** liens financiers établis par Suez et Paribas [20 octobre 1981] (p. 2234) ; liens personnels par le biais des conseils d'administration ; liens familiaux entre le personnel politique de la majorité d'hier et les grands groupes financiers et industriels : MM. Couve de Murville, famille Giscard d'Estaing, MM. Debré, Frey, Taittinger (p. 2235), MM. Fourcade, Claude Pierre-Brossolette et Calvet (p. 2236) ; rappelé à l'ordre (p. 2236) ; décision du bureau rapportant le rappel à l'ordre (p. 2239) ; **avant l'article 39 :** clause de conscience proposée par M. François d'Aubert pour les personnels des sociétés nationalisées [26 octobre 1981] (p. 2543).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 9 :** son amendement n° 512 (tendant à rajouter la référence à l'article L. 16 du code général des impôts) : adopté [30 octobre 1981] (p. 2846).

Deuxième partie :

Formation professionnelle. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : loi du 16 juillet 1971 reconnaissant le droit à la formation professionnelle continue [12 novembre 1981] p. 3569) ; utilisation de la formation professionnelle par le patronat ; second souffle donné à la formation professionnelle par le budget de 1982 ; budget en hausse de 28 p. 100 ; plan « avenir jeunes » pour la période de juillet 1981 à juillet 1982 concernant 622 000 personnes ; provisions inscrites au budget des charges communes pour des mesures en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle ; tendance à la diminution des stages de promotion professionnelle ; révision nécessaire du mode de financement des congés-formation ; dispositions concernant la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle ; effort réalisé pour la formation professionnelle des adultes et pour les contrats emploi-formation ; augmentation des crédits de rémunération des stagiaires ; poursuite du programme de mise en place de centre de formation d'apprentis ; place de l'apprentissage dans le système de formation (p. 3570) ; développement du contrôle ; usage des fonds collectés par les organismes patronaux et des réserves accumulées par les A.S.F.O. ; relations emploi-formation ; nécessité de l'effort de l'Etat pour la formation professionnelle en raison de la situation de l'emploi (p. 3571).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion générale : chômage des jeunes ; rapport Schwartz ; objectif de résorption du chômage des seize et dix-huit ans avant deux ans ; rénovation de l'enseignement technologique ; création de missions d'animation ; rôle des L.E.P. ; formation des apprentis ; mobilisation des associations d'éducation populaire ; amélioration des conditions de vie des jeunes [9 décembre 1981] (p. 4542) ; vote favorable du groupe socialiste (p. 4543).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).**

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** fiscalisation des caisses de crédit mutuel ; institution d'un prélèvement exceptionnel de 2. p. 100 sur le montant moyen en 1980 des dépôts des établissements bancaires ; spécificités et contraintes particulières du Crédit mutuel ; homogénéisation des régimes fiscaux des différents établissements bancaires et de crédits [17 décembre 1981] (p. 5114).

BERTILE (Wilfrid)

Député de la Réunion

Socialiste

(3e *circonscription*)

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Représentant suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J. O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Membre des organismes institués par la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision [*J. O.* du 24 juillet 1981] (p. 2054).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion générale : députés socialistes d'outre-mer ; situation économique et sociale dans les D.O.M. et notamment à la Réunion ; séquelles du passé colonial ;

départementalisation ; politique de développement et non politique de simple croissance [16 juillet 1981] (p. 169).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : concentration des hommes, des affaires et des richesses à Paris ; spécificité des problèmes des départements d'outre-mer ; nécessité d'une véritable décolonisation économique, mais aussi politique ; séquelles de la colonisation [27 juillet 1981] (p. 383).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 3 (application de la présente loi aux D.O.M jusqu'à la promulgation de lois d'adaptation) : retiré [28 juillet 1981] (p. 411).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* mise en place d'un ministère de plein exercice ; extension immédiate aux D.O.M. des mesures sociales prises au lendemain des élections ; nouvelle politique d'information à FR 3 Réunion ; couverture sociale des agriculteurs ; concurrence extérieure ; création d'un office pour les plantes essentielles, aromatiques et médicinales ; augmentation de l'aide sociale accordée aux petits planteurs ; politique des taux de fret ; liaison aérienne ; difficultés du financement et de développement des entreprises locales ; politique en faveur de l'habitat social [5 novembre 1981] (p. 3207) ; retour des migrants ; décentralisation à mettre en œuvre en même temps que pour la Corse ; fait part à l'Assemblée des observations de M. Roche Pidjot (p. 3208).

I : Section commune. *Examen des crédits :* **état B :** son amendement n° 71 (réduction de crédits de 7 750 000 francs ; frais d'avion pour les migrants chargés de famille) (p. 3218) ; organisation de la politique de migration ; revalorisation des crédits pour le transport des travailleurs migrants ; retrait de l'amendement n° 71 (p. 3219).

Transports. — *Discussion générale, questions :* desserte aérienne de la Réunion [7 novembre 1981] (p. 3358) ; internationalisation de l'escale de la Réunion (p. 3359).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 13 :** maintien des avantages acquis pour les départements d'outre-mer sur la maîtrise du fonds routier ; extension aux départements d'outre-mer des dispositions adoptées en métropole à l'encontre d'éventuelles spéculations sur les stocks de carburants [7 décembre 1981] (p. 4475).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : sous-développement des départements et territoires d'outre-mer ; réorientation de l'effort public afin de renforcer la création d'emplois dans le secteur productif ; instauration d'une société plus juste ; promotion de l'investissement privé ; politique des transports maritimes et aériens ; émergence de productions locales ; échanges de populations entre les départements d'outre-mer et la métropole ; développement du tourisme, de l'agriculture, de la recherche et de l'énergie ; problème de la protection sociale, notamment dans le domaine agricole ; logement social ; reconnaissance de l'identité culturelle des populations d'outre-mer ; statistiques du sous-développement ; extraversion de l'appareil productif ; nécessité de réenraciner la production locale ; structures de désarticulation et de domination qui brisent le dynamisme interne des départements d'outre-mer ; nouveaux rapports Nord-Sud ; décentralisation [11 décembre 1981] (p. 4722).

BESSON (Louis)

Député de la Savoie

(1re *circonscription*)

Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 5 juillet 1981] (p. 1863).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 35). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [15 juillet 1981] (p. 150).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [J.O. du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Rapporteur de cette commission [J.O. du 15 octobre 1981] (p. 2800).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Solidarité nationale : **Handicapés**) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la **situation de l'agriculture et de l'économie rurale** dans les zones de montagne et défavorisées **(n° 248)** [29 juillet 1981].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982 (n° 471)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : politisation des organes locaux ; atteintes à l'unité nationale ; désengagement de l'Etat ; compétences respectives de la région et du département ; rôle futur des régions ; services de l'Etat dans le département ; services propres du département ; transformation des crédits d'investissement en dotation globale de libre affectation par le conseil général [27 juillet 1981] (p. 389).

Discussion des articles : **article 16 :** aide des conseils généraux aux petites communes [1er août 1981] (p. 680) ; agence technique départementale (p. 723-724) ; **article 21 :** son amendement n° 6 (commissaires de la République adjoints) retiré (p. 734) ; **article 22 :** son amendement n° 7 (dénomination du lieu de réunion de l'assemblée départementale : « hôtel du département ») [2 août 1981] (p. 747) : rectifié, adopté (p. 746).

— Titres III et IV.

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 45 :** modification du nom, du chef-lieu et de la taille des régions ; pragmatisme du Gouvernement ; proposition de loi socialiste n° 1557 déposée sous la précédente législature [9 septembre 1981] (p. 857, 858).

— Conclusions du rapport (n° 395) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées (n° 248).

Première lecture, discussion générale : gravité de la situation économique des montagnes, spécialement pour les agriculteurs ; surcoûts insuffisamment compensés ; absence de garantie de rémunération du travail ; aides à l'installation ; non-revalorisation des prix à la production [6 octobre 1981] (p. 1491) ; baisse du revenu des producteurs ; politique précédente : contradiction entre la priorité accordée à la compétitivité et les besoins des zones défavorisées ; exemple des conditions mises à l'approbation des plans de développement ; conséquences néfastes de l'absence de toute protection planifiée des productions spécifiques ; nécessité de mesures sociales d'aide au revenu et d'atténuation des surcoûts ; problème des subventions et des indemnités compensatoires ; charges nouvelles ; exemple de la taxe de coresponsabilité ; application restrictive par les précédents gouvernements des directives communautaires ; nécessité d'une commission d'enquête pour dresser le bilan de la situation et élaborer des propositions concrètes ; diversité des situations agricoles : nécessité de moduler les mesures ; doublement de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs ; négociation avec les partenaires européens (p. 1492) ; application de la régionalisation massif par massif ; gestion des offices par produit ; répartition des crédits du Fidar (p. 1493).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité nationale. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : aide aux personnes handicapées ; enfance handicapée ; établissements d'hébergement ; vie sociale ; insertion professionnelle ; prestations ; assouplissement des modalités d'attribution de l'allocation d'éducation spéciale ; augmentation de l'allocation des adultes handicapés ; développement de la formule des auxiliaires de vie ; recherche d'une formule de contrats solidarité-insertion ; employeur à statut non lucratif ; représentation des parents d'enfants handicapés au sein des conseils d'administration des établissements spécialisés du secteur public ; développement de nouvelles formules d'emploi des personnes handicapées dans les services publics ; création de foyers d'accueil pour les grands handicapés moteurs et mentaux adultes [10 novembre 1981] (p. 3509) ; création de structures de soins auprès des établissements d'enseignement afin de contribuer à une insertion scolaire normale des enfants handicapés (p. 3510).

BIGEARD (Marcel)

Député de la Meurthe-et-Moselle

(5e *circonscription*)

Apparenté U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Insécurité des Français :** déliquescence progressive de l'autorité en France ; recrudescence de la criminalité ; amnistie [28 octobre 1981] (p. 2666) ;

— **Sanction disciplinaire intervenue contre un officier de marine :** jours d'arrêt infligés à un capitaine de frégate ayant demandé à ses subordonnés « de ne pas se conduire comme des députés socialistes » [9 décembre 1981] (p. 4562) ; publicité journalistique donnée à la sanction (p. 4563).

INTERVENTIONS

— **Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.**

Armée française ; tenue du franc ; maintien du pouvoir d'achat ; taux de chômage en Europe ; considération de la France dans le monde ; participation des communistes au Gouvernement [15 septembre 1981] (p. 1066) ; contradictions du Gouvernement : programme nucléaire, ventes d'armes, relations extérieures, construction européenne ; décentralisation ; nationalisations ; inflation ; situation du commerce extérieur ; déficit du budget ; rapport des forces dans le monde ; politique de l'U.R.S.S. (p. 1067) ;

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : victimes ; avortement ; auto-justice ; récidive ; faiblesse de la justice ; mode d'exécution [17 septembre 1981] (p. 1165).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : hâte du Gouvernement [14 octobre 1981] (p. 1767) ; absence de justification économique à la nationalisation du secteur bancaire ; situation des salariés des banques privées : exemple de la Banque Varin-Barnier à Toul ; performances respectives du secteur privé et du secteur public ; anachronisme de la nationalisation ; coût financier (p. 1768).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 25 :** rétablissement du privilèges des bouilleurs de cru [4 novembre 1981] (p. 3063).

Deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* état des armées en 1974 [3 novembre 1981] (p. 3665) ; efforts du précédent gouvernement ; retards dans l'exécution de la loi de programmation ; huit S.N.L.E. (p. 3666) ; armement et entraînement ; ventes d'armes ; expériences nucléaires ; service militaire de six mois ; vague pacifiste ; puissance de l'U.R.S.S. ; débat au Parlement sur l'orientation stratégique de la défense ; maintien de notre dispositif militaire en Afrique noire ; forces d'assistance rapide ; 4,5 p. 100 du P.I.B. pour la défense ; vote favorable du groupe U.D.F. (p. 3667) ; plongée du Premier ministre à bord du *Tonnant* (p. 3668).

Discussion des articles : **article 44 :** prise en charge par l'éducation nationale de la création de treize emplois au profit de l'école spéciale militaire interarmes [14 novembre 1981] (p. 3692).

BILLARDON (André)

Député de Saône-et-Loire

(3e *circonscription*)

Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de nationalisation (n° 384) [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Président de cette commission [*J.O.* du 26 septembre 1981] (p. 2629).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Industrie) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation ; président de cette commission [*J. O.* du 26 novembre 1981] (p. 3223).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome VIII : **Industrie** (n° **475**) [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificatives pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion générale : « apurement du passé » ; politique de relance du Gouvernement [15 juillet 1981] (p. 145) ; problèmes de l'investissement privé ; extension du secteur industriel public ; effort en matière de recherche ; A. N. V. A. R. ; politique d'approvisionnement et de diversification énergétique ; nécessité d'un débat sur les questions énergétiques (p. 146).

Sur le rappel au règlement de M. Jean Brocard : (absence de débat sur l'ordre du jour) : ordre du jour prioritaire [13 octobre 1981] (p. 1738).

Sur le rappel au règlement de M. Gilbert Gantier : consultation obligatoire du Conseil économique et social limitée aux lois de programme [14 octobre 1981] (p. 1758).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : conditions de travail de la commission spéciale [13 octobre 1981] (p. 1739) ; logique de la multinationalisation de l'économie ; logique de la maîtrise de l'économie ; lutte pour l'emploi (p. 1748) ; sur le rappel au règlement de M. Charles Millon (conditions de travail de la commission) : polémique procédurière menée par l'opposition [15 octobre 1981] (p. 1838).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** conditions de travail de la commission : absence d'audiences parallèles [15 octobre 1981] (p. 1852) ; consultation du personnel des cinq groupes industriels nationalisables (p. 1853) ; **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** politique industrielle du Gouvernement (p. 1862-1863) ; manœuvres procédurières de l'opposition (p. 1883) ; politique industrielle du Gouvernement et politique industrielle du précédent septennat (p. 1884) ; **article 2 :** date d'effet de la nationalisation [16 octobre 1981] (p. 1947) ; **article 3 :** concertation avec l'opposition (p. 1960) ; application de la loi de 1966 aux sociétés nationalisables [17 octobre 1981] (p. 1967) ; **article 5 :** indexation du nominal des obligations remises en indemnité (p. 1997) ; **article 8 :** sur le rappel au règlement de M. Michel Noir (heures de séance tenues depuis le début de la semaine par l'Assemblée ; obligations religieuses de certains députés) ; propose de retarder à dix heures l'ouverture de la séance du dimanche matin (p. 2037) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** avalanche d'amendements et bataille de procédure [18 octobre 1981] (p. 2098) ; suppression pour les organisations syndicales de l'obligation de présenter trois noms par siège d'administrateur salarié à pourvoir [19 octobre 1981] (p. 2154) ; **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 10 :** sous-amendements de l'opposition sans rapport avec les amendements auxquels ils se réfèrent (p. 2173) ; **article 12 :** accords conclus ou à conclure avec Dassault Matra, I. T. T., C. I. I.-H. B. et Roussel Uclaf ; politique de l'information de l'ancienne majorité [20 octobre 1981] (p. 2200) ; **après l'article 12 :** obstruction de l'opposition (p. 2210) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 14 précédemment réservé :** travail de la commission spéciale [21 octobre 1981] (p. 2272) ; **article 16 précédemment réservé :** son amendement n° 988 (aliénation partielle ou totale des filiales étrangères des banques) (p. 2298) ; adopté (p. 2299) ; **article 26 précédemment réservé :** associations de défense des actionnaires dans les banques nationalisables ; consultation du personnel [22 octobre 1981] (p. 2369) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Michel Noir (silence du Gouvernement sur les questions posées par l'opposition) : manœuvre de procédure de l'opposition (p. 2377) ; propose au président que l'Assemblée siège le plus longtemps possible et qu'il consulte le personnel s'il l'estime nécessaire (p. 2378) ; **après l'article 26 :** son **rappel au règlement :** application de l'article 98, alinéa 5 du règlement aux sous-amendements de M. Michel Noir à son amendement n° 850 (consultation de l'Assemblée sur leur recevabilité) [23 octobre 1981] (p. 2396) ; irrecevabilité des sous-amendements nos 852 à 866 de M. Michel Noir (p. 2397) ; amendements identiques déposés par l'opposition (p. 2403) ; **avant l'article 13 :** application de l'article 100, alinéa 3, du règlement aux amendements nos 877 à 892 déposés par M. Charles Millon au titre II (p. 2414) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 28 précédemment réservé : son rappel au règlement :** clôture de la discussion sur l'article en application de l'article 57, alinéas 1 et 3 du règlement (p. 2428, 2429) ; **son rappel au règlement :** parole retirée à M. François d'Aubert sur l'article 28 ; articles 58 et 54 du règlement (p. 2431) ; **article 30 précédemment réservé :** son amendement n° 1255 (cession des filiales bancaires à l'étranger quand les pratiques propres à certains pays le rendent nécessaire) (p. 2448) ; adopté (p. 2449) ; **article 31 précédemment réservé :** demande l'application de l'article 26 de l'instruction générale du bureau (p. 2455) ; **article 33 précédemment réservé :** amendements de suppression et jeu de l'article 40 de la Constitution [24 octobre 1981] (p. 2485) ; **article 34 :** suspensions de séance et amendements répétitifs de l'opposition (p. 2498) ; encouragement de l'hémorragie financière (p. 2499) ; **article 35 :** cinq administrateurs représentant l'Etat au conseil d'administration (p. 2510) ; cinq représentants des salariés au conseil d'administration (p. 2511) ; administrateurs nommés à raison de leurs compétences (p. 2512) ; critères et modalités de désignation des administrateurs au terme de la période transitoire (p. 2513) ; « discours photocopie » de l'opposition (p. 2514) ; **article 36 :** demande la clôture de la discussion sur l'article en application de l'article 57 du règlement (p. 2518) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 40 :** demande au président de laisser s'achever la discussion sur l'article [26 octobre 1981] (p. 2548) ; **après l'article 50 :** son amendement n° 1377 (création d'un haut conseil du secteur public) (p. 2577) ; son sous-amendement verbal à son amendement n° 1377 (p. 2585) ; adopté ; amendement n° 1377 modifié adopté ; **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **après l'article 2 :** droit de regard du Parlement sur le secteur public (p. 2586) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **après l'article 50 :** satisfaction donnée à M. Michel Noir par l'amendement n° 1377 (p. 2587) ; importance historique de l'adoption du projet ; procédure de retardement du débat par le dépôt d'amendements (p. 2591) ; affaire Moussa ; appauvrissement du capital productif ; lutte des classes dans le débat (p. 2592).

Deuxième lecture, discussion générale : vote de la question préalable par le Sénat et non d'une exception d'irrecevabilité [1er décembre 1981] (p. 4295) ; utilisation par certaines entreprises nationalisables du pouvoir qu'elles conservent contre la loi et contre la France (p. 4296) ;

Discussion des articles : **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 12 :** sa proposition d'achever l'examen du texte dans le courant de la nuit (p. 4318) ; **titre II :** nationalisation de banques ; **article 13 :** reprise par l'opposition du débat de première lecture ; volonté de remise en cause de la légitimité des votes alors intervenus (p. 4332) ; **article 18 :** son amendement n° 21 (rédactionnel) : adopté [3 décembre 1981] (p. 4384) ; **article 20 :** son amendement n° 22 (rédactionnel) (p. 4385) ; adopté (p. 4386) ; **article 35 :** son amendement n° 24 (tendant à adopter pour les compagnies financières une rédaction similaire à celle qui a été retenue pour les entreprises industrielles à l'article 8) : adopté (p. 4393).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et énergie. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis pour l'industrie : sous-utilisation des capacités de production ; meilleure résistance des P.M.I. [14 novembre 1981] (p. 3733) ; politique pour la création d'entreprises ; vulnérabilité du marché intérieur ; moyens des directions interdépartementales ; politique des matières premières ; « programme Nodules » ; reconquête du marché intérieur et nationalisations ; approche par filières (p. 3734) ;

BILLON (Alain)

Député de Paris
(29e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [*J.O.* du 7 octobre 1981] (p. 2734).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J.O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 13 octobre 1981] (p. 2773).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [*J.O.* du 20 décembre 1981] (p. 3475).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion générale : racisme ; immigrés de la deuxième génération ; travail clandestin ; circulaires de juillet et d'août 1981 ; régularisation ; nouvelle politique globale vis-à-vis de l'immigration [30 septembre 1981] (p. 1403) ; lutte contre l'entrée clandestine ; participation des immigrés à la gestion des collectivités ; portée internationale du projet (p. 1404).

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 387).**

Commission mixte paritaire, discussion générale, rapporteur suppléant : responsabilité du donneur d'ouvrage ; possibilité pour les associations luttant contre les discriminations raciales de se constituer partie civile à l'occasion des infractions relatives à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère [9 octobre 1981] (p. 1664).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 18 :** son amendement n° 529 (réduction de 100 p. 100 du taux de la T.I.P.P. pour les chauffeurs de taxi à hauteur de 3 000 litres par an) [3 novembre 1981] (p. 3014) ; crise de la profession de chauffeur de taxi (p. 3015) ; réorganisation nécessaire de la profession ; retrait de l'amendement n° 529 (p. 3016).

Deuxième partie :

Solidarité nationale. — *Discussion générale :* problèmes de l'insertion professionnelle et sociale des immigrés de la deuxième et troisième générations ; scolarisation ; logement [10 novembre 1981] (p. 3521) ; efforts d'accueil ; enseignement de la langue d'origine ; lutte contre toutes formes de discrimination raciale (p. 3522) ;

Economie et finances. — III : Budget : Budget annexe de l'Imprimerie nationale. Taxes parafiscales. *Discussion générale :* imprimerie Georges Lang ; diminution du temps de travail à l'Imprimerie nationale ; avenir de l'annuaire téléphonique ; plan d'ensemble pour l'imprimerie et les arts graphiques en France [14 novembre 1981] (p. 3711).

BIRRAUX (Claude)

Député de la Haute-Savoie
(3e *circonscription*)
U. D. F.

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).
Rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier le titre deuxième du livre troisième du code rural relatif à la pêche fluviale (n° 196) [30 juillet 1981] (p. 590).
Rapporteur de la proposition de loi de M. Henri Bayard tendant à définir la vente à perte (n° 428) [8 octobre 1981] (p. 1646).
Membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [*J.O.* du 4 décembre 1981] (p. 3314).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier le titre deuxième du livre troisième du code rural relatif à la **pêche fluviale (n° 196)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à introduire la possibilité de **commercialisation d'articles en or** à 9 carats sur le marché français (n° **431**) [1er octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Revendications des V.R.P.** [9 décembre 1980] (p. 4563).

INTERVENTIONS

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : bilan énergétique en 1973 et en 1979 ; prélèvement sur le P.I.B. ; politique volontariste pour l'indépendance énergétique sous le précédent septennat ; croissance de besoins en énergie [6 octobre 1981] (p. 1529) ; objectifs du Gouvernement ; coût des économies d'énergie ; déclarations du ministre de la recherche au *Nouvel Observateur ;* danger du gel nucléaire ; coût du charbon national et d'une diminution du recours au nucléaire ; menace pour l'emploi ; retraitement (p. 1530) ; avantages financiers du retraitement des combustibles étrangers ; information sur le nucléaire ; choix du Gouvernement pour les implantations nucléaires (p. 1531).

Explications de vote : hésitations du Gouvernement et de sa majorité ; nécessité du nucléaire [7 octobre 1981] (p. 1598) ; nucléaire, emploi, exportation ; effort de recherche énergétique des précédents gouvernements ; vote hostile du groupe de l'Union pour la démocratie française (p. 1599).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* volonté du Gouvernement d'atteindre 2,5 % du P. I. B. en 1985 [19 novembre 1981] (p. 4005), extension considérable du champ d'action du ministère de la recherche ; rattachement de l'Anvar et de la délégation à l'innovation et à la technologie ; créations d'emplois et qualité du recrutement ; programmes de recherches des entreprises nationales ; protection et valorisation des inventions ; modalités de gestion de leur portefeuilles-brevets par les établissements publics et les universités ; réalisation du transfert des connaissances de laboratoires vers les entreprises et vers les P. M. I. ; régionalisation de l'Anvar ; diffusion de la recherche par l'accroissement du corps des enseignants associés aux universités et aux grandes écoles, par le développement de la pratique de l'enseignement alterné et par une mobillté suffisante des chercheurs ; organisation des assises régionales de la recherche ; création de pôles régionaux de recherche ; affaire du C. N. R. S. (p. 4006) ; problème de rapports entre les sciences et la politique ; conditions d'élaboration de la loi-cadre (p. 4007).

Examen des crédits : **Etat B. — Titre III :** son amendement n° 133 (réduction des crédits) ; critique le bien-fondé de la création de trente emplois dans l'administration centrale ; amendement n° 133 rejeté ; **Etat C. — Titre V :** soutient l'amendement n° 134 de M. Gilbert Gantier ; demande des précisions au sujet de l'information scientifique et technique ; **titre VI :** son amendement n° 135 (réduction de crédits) ; destination des crédits alloués au développement et à la diffusion de l'information scientifique et technique : rejeté (p. 4017).

— **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).**

Première lecture, discussion des articles : **titre II, après l'article 14 :** son amendement n° 31 (concernant les rapatriés comptables ou experts-comptables) : non soutenu [2 décembre 1981] (p. 4373).

BIZET (Emile)

Député de la Manche
(2e *circonscription*)
Apparenté R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à réglementer la commercialisation et l'utilisation des substances vénéneuses pouvant être employées pour la fabrication d'aliments médicamenteux à usage vétérinaire (n° 30) [17 juillet 1981] (p. 236).

Représentant suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J. O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p 2611).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (prestations sociales agricoles) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XIV : **Prestations sociales agricoles (n° 475)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er :** son sous-amendement n° 62 à l'amendement n° 7 de la commission des finances (harmonisation des délais de paiement des droits de donation-partage avec ceux des droits de succession) : déclaré irrecevable [16 juillet 1981] (p. 190).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : victimes ; danger de l'autodéfense et de l'autojustice [18 septembre 1981] (p. 1194) ;

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture : première partie.

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 86 (tendant à ce que les biens agricoles soient considérés comme biens professionnels lorsqu'ils sont exploités dans le cadre du statut du fermage) : rejeté [29 octobre 1981] (p. 2776) ; **article 19 :** assujettissement des vétérinaires à la T. V. A. ; pénalisation des petits éleveurs [3 novembre 1981] (p. 3026).

Deuxième partie :

Agriculteurs, B. A. P. S. A. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : augmentation des cotisations sociales agricoles [6 novembre 1981] (p. 3237) ; invalidité ; maternité ; répartition des cotisations ; participation accrue des agriculteurs au financement de leur régime social (p. 3238).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 51 (moyens nouveaux accordés aux S. A. F. E. R. sans porter préjudice aux prêts fonciers aux particuliers) [12 décembre 1981] (p. 4805) : rejeté (p. 4806).

BLADT (Paul)

Député de la Moselle

(6e *circonscription*)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 186).

Contestation de son élection [7 juillet 1981] (p. 43). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [29 septembre 1981] (p. 1370).

Demande de levée de son immunité parlementaire. Rejet [18 décembre 1981] (p. 5148).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : charbon national ; politique du secteur de la sidérurgie à l'égard du charbon national ; limiter le recours au nucléaire [7 octobre 1981] (p. 1586).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).

Première lecture, discussion générale : baisse de la part française dans la production européenne d'acier ; retard de l'industrie française ; mesures adoptées par la Communauté européenne pour lutter contre la crise de l'acier ; contraintes de l'appartenance à la C. E. C. A. : quotas de production privilégiant la situation acquise, code des aides donnant à la commission un pouvoir de contrôle de l'opportunité des actions industrielles des Etats membres ; possibilités de développement de la sidérurgie française ouvertes par l'appartenance à la C. E. C. A. : extension du marché, organisation de la concurrence, répartition entre les Etats des charges découlant de la rationalisation et des mesures sociales ; application du principe de la solidarité financière entre les Etats membres ; politique sociale européenne ; passage à la semaine de trente-cinq heures ; cinquième équipe ; problème de l'efficacité du système d'organisation des marchés mis en place par la Communauté ; régime du contingentement obligatoire ; sauvegarde de l'emploi et préservation des capacités de production ; actions sur les prix [8 octobre 1981] (p. 1636) ; augmentations de capital souscrites par les Etats en faveur de leurs entreprises sidérurgiques publiques ; contrôle des frontières : entrée de produits sidérurgiques extérieurs à la C. E. C. A. (p. 1637).

BLANC (Jacques)

Député de la Lozère

(2e *circonscription*)

U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

QUESTIONS

au Gouvernement : réformes : perturbations actuelles de la vie économique française et aggravation des difficultés de l'emploi [2 décembre 1981] (p. 4352, 4353) ; divergences entre les membres du Gouvernement (p. 4354).

INTERVENTIONS

— Rappel au règlement : allocation partisane du Président de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : « décentralisation-spectacle » ; absence de concertation ; compétences et moyens financiers des communes, des départements et des régions ; accroissement du pouvoir des cabinets ; substitution de la sanction à la négociation ; disparités entre les communes ; conflit de compétences [27 juillet 1981] (p. 380).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Explications de vote : solutions au chômage ; volonté d'entente au sein de l'opposition ; collectivisation de l'économie [15 septembre 1981] (p. 1079) ; insulte à l'égard de l'opposition : représentation des forces de l'argent ; gou-

vernement par slogans électoraux ; incapacité du Gouvernement à traiter les problèmes de fond ; aggravation du chômage et de l'inflation (p. 1080) ; confiance des chefs d'entreprise ; mise en cause de l'acquis communautaire ; politique des trous : dans le budget de l'Etat, dans le budget de la sécurité sociale, dans la balance commerciale ; « bilan mascarade » du septennat précédent ; mainmise du parti socialiste sur l'appareil d'Etat ; application des dogmes du socialisme (p. 1081).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* fausse progression du budget ; stagnation de l'aide réelle aux jeunes agriculteurs ; problème foncier ; enseignement agricole [6 novembre 1981] (p. 3254) ; baisse des dépenses d'équipement ; démantèlement du ministère de l'agriculture ; déclaration d'un ministre sur l'insuffisante participation des agriculteurs à leur couverture sociale (p. 3255) ; *questions :* coordination de l'aménagement rural ; tentatives de démantèlement du ministère de l'agriculture ; location de terres par les S. A. F. E. R. ; groupements fonciers agricoles ; ventes en différé (p. 3295, 3296).

Examen des crédits : **Etat B, titre III :** dépenses informatiques ; administration de l'agriculture privilégiée au détriment de l'équipement (p. 3298) ; réduction des interventions et du train de vie de l'Etat (p. 3299) ; crainte de voir se réduire le rôle du ministère ; **titre IV :** attribution de postes d'animateurs culturels en milieu rural ; organisations professionnelles agricoles (p. 3300) ; pérénité des postes d'animateurs culturels ; organisation foncière de l'agriculture ; location de terres par les S. A. F. E. R. ; subventions à l'enseignement agricole privé (p. 3301) ; droit de propriété ; exploitations familiales ; enseignement agricole privé (p. 3302).

Solidarité nationale, santé, travail. — I : Section commune. — II : Santé, solidarité nationale. *Discussion générale :* exercice libéral de la médecine ; répartition des compétences entre le ministre de la santé et le ministre de la solidarité nationale [16 novembre 1981] (p. 3786) ; hôpitaux ; financement des mesures nouvelles ; politique de la santé ; création de centres de santé intégrés ; suppression du conseil de l'ordre des médecins ; médecine libérale (p. 3787) ; mode d'exercice des professions de santé ; organisation syndicale des professions de santé (p. 3788).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er : alinéas 2 à 5 :** son amendement n° 115 (maintien du mécanisme des heures d'équivalence) : rejeté [9 décembre 1981] (p. 4586) ; son amendement n° 119 (régime des chèques-vacances) (p. 4589) ; rejeté (p. 4590).

BOCKEL (Jean-Marie)

Député du Haut-Rhin,
(4e *circonscription*)
Socialiste
Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie [*J. O.* du 31 juillet 1981] (p. 2103).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 70-1322 du 31 décembre 1970 relative à l'ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés (n° 123) [30 juillet 1981] (p. 590).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [16 juillet 1981] (p. 187).

Prête serment [29 juillet 1981] (p. 476).

Membre de la commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux [*J. O.* du 30 octobre 1981] (p. 2974).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Paul Pernin tendant à compléter l'article 410 du code pénal relatif aux jeux de hasard (n° 424) [5 novembre 1981] (p. 3221).

Rapporteur du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483) [5 novembre 1981] (p. 3221).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Charles Krieg tendant à modifier l'article 24 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif au versement d'intérêts pour les sommes payées d'avance au propriétaire à titre de loyer ou de dépôts en garantie (n° 508) [26 novembre 1981] (p. 4249).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 483) relatif aux **droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 684)** [23 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la Cour de cassation (n° 116).**

Première lecture, discussion générale : conséquences de l'encombrement de la Cour de cassation : lenteur du procès et de l'évolution du droit (cas du droit du travail) ; améliorations apportées par les amendements 1, 2, 3 et 4 de la commission [22 juillet 1981] (p. 269).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).**

Première lecture, discussion des articles : **article 24 :** son sous-amendement n° 44 rectifié à l'amendement n° 32 de la commission des lois (exclusion des infractions ayant pour conséquence de rendre la marchandise dangereuse pour la santé de l'homme et de l'animal) ; retiré ; loi de 1976 ; usage des œstrogènes en médecine vétérinaire ; organisation des consommateurs [29 juillet 1981] (p. 525).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **article 14 :** son amendement n° 448 ; devenu sans objet [31 juillet 1981] (p. 662).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres III et IV) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 47 :** soutient l'amendement n° 132 corrigé de la commission (composition du comité économique et social) [9 septembre 1981] (p. 873).

BOCQUET (Alain)

Député du Nord
(19e *circonscription*)
Communiste
Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Communication : Radiotélévision) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **l'abrogation** de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970 dite **loi « anti-casseurs » (n° 200)** [22 juillet 1981].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XXI : Communication : **radio-télévision (n° 471)** [16 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : statut de l'entreprise franco-belge Soferval [25 novembre 1981] (p. 4161).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Première lecture, discussion générale : droit à la communication radiophonique [24 septembre 1981] (p. 1298) ; service public national de la diffusion et de la communication décentralisé et géré démocratiquement par les personnels, les associations et les organisations syndicales ; journalistes communistes ; financement publicitaire (p. 1299) ; exemple italien ; « radio Hersant » (p. 1300).

Discussion des articles : **article 1er :** *article 3-2* bis *de la loi du 3 juillet 1972 :* son amendement n° 25 (consultation des collectivités locales avant d'accorder une dérogation au monopole) : retiré au profit de l'amendement n° 9 de la commission (p. 1326) ; *article 3-3* bis *de la loi du 3 juillet 1972 :* son amendement n° 26 (prohibition du financement publicitaire) (p. 1330) : retiré au profit de l'amendement n° 17 de la commission (p. 1331) ; *article 3-4 de la loi du 3 juillet 1972 :* son amendement n° 27 (zones de diffusion) devenu sans objet avec l'adoption de l'amendement n° 8 de la commission (p. 1332).

Deuxième lecture, discussion générale : pauvreté culturelle ; américanisation ; désinformation ; réhabilitation du service public de la radio-télévision ; radios locales associatives ; danger du financement publicitaire ; indépendance des radios locales [30 septembre 1981] (p. 1378).

Discussion des articles : **article 1er :** *article 3-4 de la loi du 3 juillet 1972 :* prohibition du financement publicitaire (p. 1385).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Antoine Gissinger : politique de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'égard de l'information [30 septembre 1981] (p. 1375).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 18 :** son amendement n° 318 (réduction à 7 p. 100 de la T.V.A. sur la redevance télévision) [3 novembre 1981] (p. 3025) : retiré (p. 3026).

Deuxième partie :

Solidarité nationale. — *Discussion générale :* financement de la sécurité sociale ; causes du déficit de la sécurité sociale : sous-emploi, bas salaires, austérité ; critique de l'augmentation de 1 p. 100 sur les cotisations des salariés de sécurité sociale ; nécessité de s'attaquer aux profits par un déplafonnement total des cotisations patronales pour tous les régimes [10 novembre 1981] (p. 3512) ; nécessité de dégager des moyens nouveaux de financement de la protection sociale ; réforme de l'assiette des cotisations ; démocratisation de la sécurité sociale ; sa gestion par les travailleurs ; sa décentralisation ; nécessaire abrogation des ordonnances de 1967 (p. 3513).

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : réforme de l'audiovisuel ; loi du 7 août 1974 ; chaînes de radio et de télévision [16 novembre 1981] (p. 3813) ; pluralisme ; qualité des programmes ; création française ; ségrégation culturelle ; alignement de la redevance au taux de la T.V.A. (p. 3814).

— Conclusions du rapport n° 559 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Alain Bocquet tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970, dite loi anti-casseurs n° 200 ; 2° de M. Lionel Jospin tendant à l'abrogation des articles 314 et 184, alinéa 3, du code pénal et à la modification de l'article 108, alinéa 2, résultant de la loi anti-casseurs n° 351.

Discusison générale : droit de rassemblement ; création par la loi de juin 1970 d'une présomption de culpabilité sur le manifestant ; engagement de la responsabilité pénale et civile en violation des principes du droit ; principes de la solidarité et de la responsabilité ; responsabilité pénale pour fait d'autrui ; loi sécurité et liberté [25 novembre 1981] (p. 4191) ; abrogation du texte du 8 juin 1970 ; amnistie des condamnations prononcées en application de cette loi (p. 4192).

BOIS (Jean-Claude)

(13e *circonscription*)
Député du Pas-de-Calais
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. André Delelis, nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 1er août 1981] (p. 2113).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

QUESTIONS

au Gouvernement : Bassin minier du Nord - Pas-de-Calais : relance de la production charbonnière française [2 décembre 1981] (p. 4350-4351).

orale sans débat : (n° 93), posée le 1er décembre 1981. — **Métaux (emploi et activité)** (p. 4343) : appelée le 4 décembre 1981 : **production française de fils et câbles d'acier :** difficultés rencontrées par les producteurs nationaux de fils et câbles d'acier pour la reconquête du marché national de l'industrie métallurgique ; concurrence étrangère particulièrement agressive ; cas de l'entreprise Fital de Lens (filiale d'Usinor) ; demande au Gouvernement quelles mesures il envisage afin d'inciter les utilisateurs de fils et câbles d'acier à s'orienter vers des productions nationales (p. 4416) ; prend acte des engagements du ministre de l'industrie ; chômage dans la région lensoise (p. 4417).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : relance charbonnière ; Nord - Pas-de-Calais [6 octobre 1981] (p. 1545).

BOMBARD (Alain)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

BONNEMAISON (Gilbert)

Député de la Seine-Saint-Denis
(1re *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [*J.O.* du 13 octobre 1981] (p. 2779).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article 13 de la loi n° 76-394 du 6 mai 1976 portant création et organisation de la **région d'Ile-de-France (n° 624)** [17 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres I et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** son sous-amendement n° 265 (information du ministre de l'intérieur et de la décentralisation : non soutenu [28 juillet 1981] (p. 436) ; son sous-amendement n° 266 (établissement d'un rapport destiné au Parlement sur l'exercice du contrôle *a posteriori* par des représentants de l'Etat) non soutenu (p. 437).

(Titres III et IV.)

Première lecture, discussion générale : malentendu entre Paris et la province, entre l'Ile-de-France et les autres régions [8 septembre 1981] (p. 818) ; renforcement de la solidarité entre régions ; compétence des régions dans le respect des pouvoirs des autres collectivités locales ; action des régions pour le développement économique ; complémentarité entre régions ; échange d'expériences originales ; lutte contre le chômage ; désignation des élus régionaux au suffrage universel direct ; comité économique et social régional ; soumission de la région Ile-de-France au droit commun (p. 819) ;

Discussion des articles : **article 60 :** soutient l'amendement n° 30 de M. Robert de Caumont [11 septembre 1981] (p. 988).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 11 :** continuation de la société ; pas de révocation des administrateurs par l'assemblée générale [19 octobre 1981] (p. 2176) ; clause de conscience pour les salariés dont l'entreprise entre dans le secteur public (p. 2179) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 34 : son rappel au règlement :** dépêches de l'A.F.P. emportées par des parlementaires [24 octobre 1981] (p. 2502).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Explications de vote : politique de changement ; justice fiscale ; instauration de l'impôt sur la fortune ; mesures fiscales en faveur des plus défavorisés ; majorations exceptionnelles destinées à financer l'indemnisation du chômage ; poursuite des réformes ; mesures pour la relance économique [20 novembre 1981] (p. 4127) ; création d'emplois publics ; budget donnant à la France sa dimension culturelle ; augmentation des crédits en faveur de la recherche ; réduction de la dépendance française vis-à-vis des pays producteurs de pétrole ; réforme de la fiscalité ; justice sociale ; revitalisation économique et morale du pays (p. 4128).

BONNET (Alain)

Député de la Dordogne

(3e *circonscription*)

Apparenté socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [9 septembre 1981] (p. 882).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Postes, télécommunications et télédiffusion) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 50 : **Postes, télécommunications et télédiffusion (n° 470)** [15 octobre 1981].

QUESTIONS

orale sans débat (n° 15) : posée le 9 juillet 1981 : **pollution et nuisances** (lutte contre la pollution et les nuisances) (p. 89) ; appelée le 16 octobre 1981 : **nuisances dues aux avions supersoniques :** dégâts matériels et humains causés par les « bangs » supersoniques ; vols au-dessus de la mer ; réparation des préjudices par l'Etat (p. 1894).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale : chômage en France ; agriculture ; décentralisation d'activités de pointe vers le milieu rural ; situation difficile du commerce et de l'artisanat ; politique de l'ex-majorité ; majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 1980 et double imposition des travailleurs indépendants [16 juillet 1981] (p. 158).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (n° 142).

Première lecture, discussion générale : lutte des parlementaires en faveur de la célébration du 8 mai ; signification de la célébration du 8 mai ; rejet du budget des anciens combattants depuis plusieurs années ; information des jeunes [23 septembre 1981] (p. 1276).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 26 :** taxe sur la publicité télévisée : hebdomadaires départementaux [4 novembre 1981] (p. 3099, 3100).

Deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* **son rappel au règlement :** ton adopté par M. Francis Geng, rapporteur pour avis [6 novembre 1981] (p. 3237).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : mauvaise adaptation de la poste aux besoins ; performances des télécommunications ; alimentation du budget général par le budget des P. T. T. ; compensation à hauteur d'un milliard du déficit de la poste ; dégradation des conditions de travail ; automatisation des télécommunications de l'ensemble du pays [7 novembre 1981] (p. 3310) ; dispersion des choix techniques ; endettement croissant ; problèmes de personnel ; contrat de législature entre l'Etat et les P. T. T. (p. 3311).

Examen des crédits : **article 48 :** ses observations sur l'amendement n° 46 de M. Michel Noir (p. 3323) ; prélèvement exceptionnel de 3,2 milliards au profit du budget général (p. 3325).

— Son rappel au règlement : non-respect du règlement par M. Philippe Séguin [4 décembre 1981] (p. 4424).

BONNET (Christian)

Député du Morbihan

(2e *circonscription*)

U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 387).

Première lecture, explications de vote : vote favorable du groupe de l'U. D. F. ; action engagée par le précédent gouvernement ; dignité des travailleurs immigrés ; égalité de concurrence entre les entreprises [29 septembre 1981] (p. 1354).

— Rappel au règlement : modification de l'ordre du jour intervenue le 29 septembre ; impossibilité d'assister au débat sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, du fait de la session du conseil général du Morbihan [30 septembre 1981] (p. 1375).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* création du ministère de la mer ; pensions ; société nationale de sauvetage ; négociations communautaires sur la pêche ; conchyliculture ; réglementation de la pêche au chalut pélagique [9 novembre 1981] (p. 3395).

Intérieur et décentralisation. *Discussion générale :* dotation globale de fonctionnement du ministère de l'intérieur [17 novembre 1981] (p. 3841) ; missions de la police (p. 3845) ; service d'action civique (S.A.C.) (p. 3846) ; dignité de la police (p. 3863).

BONREPAUX (Augustin).

Député de l'Ariège

(1re *circonscription*)

Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste *J. O.* du 3 juillet 1981 (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

QUESTIONS

au Gouvernement : vol d'armes au camp militaire de Foix [25 novembre 1981] (p. 4167).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** problèmes des petites communes rurales [28 juillet 1981] (p. 444).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** relance de l'investissement sur le territoire national [15 octobre 1981] (p. 1859) ; comportement à l'égard de la sous-traitance ; entreprise Sabria à Tarascon-sur-Ariège ; association des salariés aux décisions ; travail intérimaire (p. 1860).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale : questions :* réouverture de lignes S.N.C.F. ; participation financière des collectivités locales [7 novembre 1981] (p. 3359).

Industrie et énergie. — *Discussion générale :* reconquête du marché intérieur ; textile et habillement : contrôle des importations et réduction des charges sociales ; décentralisation des aides [14 novembre 1981] (p. 3756).

BOREL (André)

Député de Vaucluse

(2e *circonscription*)

(*Socialiste*)

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commisslon de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

BOUCHERON (Jean-Michel)

Député de la Charente

(1re *circonscription*)

Socialiste.

Secrétaire de l'Assemblée nationale

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [9 septembre 1981] (p. 879).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Membre des organismes institués par la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision [*J. O.* du 24 juillet 1981] (p. 2054).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Communication) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome III : **Communication (n° 471)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (n° 142).

Première lecture, discussion générale : signification du 8 mai et de sa commémoration ; résistance des Gouvernements précédents à célébrer le 8 mai ; refus de l'oubli ; information des jeunes [23 septembre 1981] (p. 1274).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).**

Première lecture, discussion générale : besoin de communication rapprochée ; protéger la nouvelle liberté ; dérogations accordées par le Premier ministre [24 septembre 1981] (p. 1306) ; redéfinir le texte de la loi de 1901 ; caisse de péréquation des ressources publicitaires (p. 1307).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 26 :** aides conjoncturelles à la presse ; statut de l'entreprise de presse soumis prochainement au Parlement [4 novembre 1981] (p. 3101).

Deuxième partie :

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : service d'information et de diffusion (S.I.D.) ; haut conseil de l'audiovisuel ; service juridique et technique de l'information (S.J.T.I.) [16 novembre 1981] (p. 3811) ; agence France-Presse ; aides directes et indirectes à la presse (p. 3812) ; T.D.F. (p. 3813).

BOUCHERON (Jean-Michel)

Député d'Ille-et-Vilaine

(2e *circonscription*)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

BOURGUIGNON (Pierre)

Député de la Seine-Maritime

(3e *circonscription*)

Socialiste.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre du conseil national des services publics départementaux et communaux [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes le 13 décembre 1976 (n° 467) [28 octobre 1981] (p. 2709).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Bernard Cousté et plusieurs de ses collègues tendant à compléter et à modifier les dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales (n° 24) [5 novembre 1981] (p. 3220).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Bernard Cousté et plusieurs de ses collègues sur les groupes de sociétés et la protection des actionnaires, du personnel et des tiers (n° 25) [5 novembre 1981] (p. 3220).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Bernard Cousté et plusieurs de ses collègues réformant la loi du 13 juillet 1967 en ce qui concerne l'action en complément du passif et de la faillite personnelle des dirigeants de sociétés (n° 34) [5 novembre 1981] (p. 3220).

Membre de la commission chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [*J.O.* du 11 décembre 1981] (p. 3377).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J.O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 467), relatif à la **mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes,** le 13 décembre 1976 **(n° 567)** [26 novembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté avec modification par le Sénat en deuxième lecture, relatif à la **mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes,** le 13 décembre 1976 (n° 653), **(n° 658)** [18 décembre 1981].

QUESTIONS

orale sans débat (n° 36) posées le 1er octobre 1981 : **papiers et cartons (entreprises)** (p. 1457) ; appelée le 9 octobre 1981 : **groupe papetier Chapelle-Darblay :** situation de l'industrie papetière (p. 1662, 1663).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).**

Première lecture, discussion générale : libération de Guy Mauvillain ; signification politique de l'amnistie ; petits délinquants ; délits « odieux » ; délits au coût social très élevé [29 juillet 1981] (p. 487).

Discussion des articles : **article 16 :** son amendement n° 42 (restitution du matériel confisqué aux personnes des groupes concernés par l'amnistie des délits relatifs à la radiodiffusion et à la télévision) : retiré (p. 516) ; **article 24 :** affaire Hersant ; infractions à l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse (p. 519).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le conseil des communautés européennes, le 13 décembre 1976 (n° 467).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive européenne ; marge de manœuvre donnée au législateur de chacun des Etats ; projets de directive en cours d'élaboration ; travail du Sénat ; dispositions relatives à l'achat par la société de ses propres actions ; attribution de la C.O.B. à l'égard des sociétés intervenant sur leurs propres titres [1er décembre 1981] (p. 4267) ; projet de loi permettant d'introduire la structure dualiste et la participation des salariés au conseil de surveillance (p. 4268).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** substitution du terme sociétés nominatives à celui de sociétés anonymes (p. 4270) ; **article 1er :** délai de régularisation en cas de réunion de toutes les parts sociales en une seule main ; **article 4 :** transformation d'une société en société anonyme : désignation de commissaires (p. 4271) ; **article 9 :** son amendement n° 1 (transformation de société ; réduction du capital social) : adopté après modification (p. 4273) ; **après l'article 9 :** son amendement n° 2 (montant minimum du capital social de certaines sociétés anonymes) : adopté ; **après l'article 10** *bis :* discussion lors d'un prochain débat de l'obligation d'acquisition d'actions de la société par les dirigeants sociaux ayant reçu de celle-ci une rémunération supérieure à un certain seuil (p. 4274) ; **article 13 :** son amendement n° 3 (suppression de la dispense d'autorisation de l'assemblée générale pour l'acquisition de ses actions par la société lorsque cette opération a pour but d'éviter un dommage grave et immédiat) (p. 4275) ; multiplication des circonstances dans lesquelles une société peut opérer en bourse sur ses propres actions ; notion de « dommage grave et imminent » ; amendement n° 3 adopté ; **article 14 :** son amendement n° 4 (opérations des sociétés sur leurs propres

titres ; rôle et pouvoirs de la C. O. B.) (p. 4276) ; adopté ; **article 14** *bis* : son amendement n° 19 (délai de cession des actions acquises à la suite d'une transmission de patrimoine à titre universel ou d'une décision de justice) : adopté ; **article 15** *bis* : son amendement n° 5 (délai de restitution d'actions de la société prises en gage par celle-ci) : adopté ; son amendement n° 6 (prise en gage de leurs propres actions par les entreprises de crédit) : adopté (p. 4277) ; **article 19** : son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté ; **article 22** : son amendement n° 8 (rédactionnel) (p. 4278) ; adopté (p. 4279).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : propose l'adoption du texte voté par le Sénat en deuxième lecture [18 décembre 1981] (p. 5224).

BOUVARD (Loïc)

Député du Morbihan
(2e *circonscription*).
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Défense : **Section Air** [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à abroger l'avant-dernier alinéa de l'article L. 5 du **code électoral** qui interdit l'**inscription des faillis sur les listes électorales (n° 359)** [17 septembre 1981].

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome V : Défense : **Section Air (n° 473)** [16 octobre 1981].

Proposition de loi tendant à la **promotion du sport amateur** en France (**n° 503**) [6 novembre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le **règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes** et à instituer un fonds de garantie des créances agricoles (**n° 504**) [6 novembre 1981].

Proposition de loi tendant à améliorer la condition des **femmes seules chefs de famille (n° 505)** [6 novembre 1981].

QUESTIONS

orale sans débat : (n° 84), posée le 24 novembre 1981 ; **prestations familiales (allocation de salaire unique)** (p. 4157) : appelée le 27 novembre 1981 : **allocation de salaire unique** : exclusion du bénéfice du complément familial des familles titulaires de l'allocation de salaire unique ; problème des charges auxquelles font face les familles nombreuses ; volonté du gouvernement précédent de freiner la dénatalité (p. 4253) ; problème des familles nombreuses (p. 4254).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale : précipitation lors de l'examen du projet de loi ; absence de consultation préalable ; étapes de la réforme ; « nouvelle citoyenneté » ; problème des petites communes ; services départementaux [27 juillet 1981] (p. 368) ; exécutif départemental ; fonctionnement de la région ; commissaires de la République ; nationalisation et planification ; contrôle juridictionnel ; « pouvoir des juges » (p. 369).

Discussion des articles : **article 4 :** soutient l'amendement n° 35 de M. Claude Wolff [31 juillet 1981] (p. 599) ; **après l'article 4 :** abus né du versement de rémunérations à des fonctionnaires de l'Etat ; distorsion des grilles des rémunérations de la fonction publique (p. 602).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : inutilité de la peine de mort ; attentat à la vie ; réinsertion sociale ; peine incompressible [17 septembre 1981] (p. 1170).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : avenir énergétique de la Bretagne ; centrale de Plogoff [6 octobre 1981] (p. 1518).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* croissance de l'emploi dans l'artisanat ; assistance technique ; formation professionnelle des artisans ; primes d'installation et de développement artisanal ; poids des charges sociales ; taxe professionnelle ; droit de licenciement ; seuils sociaux [5 novembre 1981] (p. 3180).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis pour la section air : évolution des crédits de la section air : réduction des commandes de Mirage 2000 ; capacité insuffisante du tranport aérien ; lacunes de la défense à basse altitude ; retard pris pour les stocks de munitions [13 novembre 1981] (p. 3651).

Culture. — *Discussion générale :* décentralisation ; inégalité devant la culture ; région parisienne ; bibliothèque centrale de prêt ; « cité internationale de la musique » ; « maison des cultures du monde » ; musée des sciences et des techniques de La Villette ; centre Pompidou ; « charte culturelle de Bretagne » [17 novembre 1981] (p. 3885).

Commerce extérieur. — *Discussion générale :* nécessité de développer les échanges économiques et commerciaux français avec l'Amérique latine ; intérêt porté par les élites des pays d'Amérique latine à la France ; progression rapide des pays d'Amérique latine ; solde déficitaire des échanges avec l'Amérique latine lié aux achats croissants de pétrole au Mexique et au Venezuela ; carence des services français chargés de l'expansion commerciale ; insuffisance de l'assistance aux exportateurs ; impuissance du conseil national du commerce extérieur ; conséquences de la condamnation par le Gouvernement français de certains aspects de la politique intérieure des pays d'Amérique latine ; conséquences de la nationalisation des cinq groupes industriels sur leurs filiales en Amérique latine ; conséquences des nationalisations des banques et des compagnies financières [18 novembre 1981] (p. 3948).

BRAINE (Jean-Pierre)

Député de l'Oise
(3e *circonscription*)
Socialiste.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

QUESTIONS

au Gouvernement : incendie du collège Jean-de-la-Fontaine à Crépy-en-Valois : fonctionnement à venir de l'établissement ; installation de classes mobiles ; créations de postes supplémentaires de surveillants ; remplacement des établissements de type « Pailleron » [25 novembre 1981] (p. 4166).

BRANGER (Jean-Guy)

Député de la Charente-Maritime
(2e *circonscription*)
N. I.
Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
N'appartient à aucun groupe [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à donner aux adjudicataires dans les **ventes aux enchères publiques mobilières** un délai pour **l'exercice du recours en garantie** à l'encontre de l'officier vendeur (n° **632**) [17 décembre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 4 du **code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre** (n° **633**) [17 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **conséquences de la mort du président Sadate :** concertation de la France avec ses partenaires européens [7 octobre 1981] (p. 1560) ;

— **relance de la politique communautaire :** relance des politiques communes dans les domaines social, énergétique et de la recherche [21 octobre 1981] (p. 2269).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** imprécision de l'article 4 [28 juillet 1981] (p. 447).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).**

Commission mixte paritaire, discussion générale : son abstention ; caractère discriminatoire de la loi ; réinsertion des condamnés dans la société [31 juillet 1981] (p. 594).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : référendum ; victimes ; peine de substitution ; risque pour la police [17 septembre 1981] (p. 1170, 1171).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** délai de distribution des amendements [15 octobre 1981] (p. 1839).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** imposition de l'outil de travail : situation de l'industrie agro-alimentaire [28 octobre 1981] (p. 2697) ; **article 6 :** pénalisation de l'outil de travail [30 octobre 1981] (p. 2822) ; **article 11 :** son sous-amendement n° 556 à l'amendement n° 104 de la commission (tendant à ne pas mettre en recouvrement les cotisations initiales d'impôt sur le revenu lorsque leur montant, avant toute imputation de crédit d'impôt, est inférieur à 260 francs et à l'institution d'un prélèvement exceptionnel de 30 p. 100 de l'augmentation du chiffre d'affaires des entreprises exploitant en France des gisements d'hydrocarbures [31 octobre 1981] (p. 2876) ; rejeté (p. 2880) ; **article 14 :** inquiétude des professionnels de la restauration et de l'hôtellerie ; bilan d'application de la taxe [2 novembre 1981] (p. 2971).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* insuffisance des crédits de l'armée de l'air ; problème des cumuls ; nécessité de réaliser un effort supplémentaire pour les veuves et les orphelins, en particulier pour les familles des gendarmes morts au champ d'honneur de la paix civile [14 novembre 1981] (p. 3686).

— **Son rappel au règlement :** distribution aux députés des bleus budgétaires et du compte rendu analytique [3 novembre 1918] (p. 3024).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat (n° 468).**

Première lecture, discussion de l'article unique : **article 3 de l'ordonnance du 31 juillet 1945 :** son amendement n° 10 (nomination des référendaires par décret après l'accord écrit des intéressés) : non soutenu ; son amendement n° 11 (nomination des référendaires pour dix ans renouvelables de plein droit) : non soutenu [17 décembre 1981] (p. 5135) ; son amendement n° 13 (extension de la liste des personnes pouvant faire acte de candidature aux postes de référendaires aux avocats ayant au moins dix années de pratique du barreau) : non soutenu ; son amendement n° 14 (rédactionnel) : non soutenu ; son amendement n° 15 (radiation des avocats nommés référendaires du tableau de l'ordre pendant la durée de leur fonction) : non soutenu ; son amendement n° 16 (fin des fonctions des référendaires au Conseil d'Etat à la demande exclusive des intéressés) : non soutenu (p. 5137).

BRIAL (Benjamin)

Député de Wallis-et-Futuna
R. P. R.
Elu le 28 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).
Contestation de son élection [7 juillet 1981] (p. 43). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [12 octobre 1981] (p. 1706).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046).

Membre suppléant du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [*J. O.* du 8 août 1981] (p. 2187).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Lafleur tendant à assurer la protection des retraités d'un régime métropolitain résidant dans un territoire d'outre-mer (n° 180) [24 septembre 1981] (p. 1337) ; Démissionnaire [22 octobre 1981] (p. 2382).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gaston Flosse relative à l'assurance maladie des retraités et fonctionnaires des corps de l'Etat résidant dans un territoire d'outre-mer (n° 272) [1er octobre 1981] (p. 1454).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* implantation de services administratifs à Wallis-et-Futuna ; fonds d'aide au développement économique et sociale [5 novembre 1981] (p. 3210) ; collège de Lano ; assainissement du village de Mata-Utu ; déclaration du Premier ministre de Vanuatu demandant l'indépendance de Wallis-et-Futuna (p. 3211).

BRIAND (Maurice)

Député des Côtes-du-Nord
(4e *circonscription*)
Socialiste
Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modération des loyers [*J.O.* du 17 décembre 1981] (p. 3440).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du services d'action civique [*J.O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77).

Première lecture, discussion générale : dénaturation par la Cour de sûreté de l'Etat ; des mobiles politiques des inculpés : assimilation à des délinquants de droit commun ; création de la Cour de sûreté de l'Etat : mise en œuvre de moyens permanents de répression [17 juillet 1981] (p. 255) ; règles exorbitantes du droit commun ; compétence de la Cour en temps de paix ; inculpation de militants culturels ; absence d'inculpation des organisations d'extrême droite ; police politique ; arrestation de militants syndicaux ; délits d'opinion ; exemple des Bretons et des Corses ; indépendance des magistrats ; institutionnalisation des pressions politiques ; limitation des pouvoirs du juge d'instruction ; délai de garde à vue ; interrogatoire sans l'assistance d'un avocat ; contradiction avec les dispositions de la convention européenne des droits de l'homme ; pratique de la torture ; abus commis par la Cour de sûreté de l'Etat ; exemple de l'attentat du château de Versailles ; détention de militants bretons ; mesures de décentralisation comme solution aux manifestations violentes des autonomistes (p. 256) ; soutien au projet de loi (p. 257).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion des articles : **article 24 :** son sous-amendement n° 47 rectifié à l'amendement n° 32 de la commission (relatif à la pollution marine) ; adopté ; naufrage de l'*Amoco-Cadiz* [29 juillet 1981] (p. 526).

— Conclusions du rapport (n° 547) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 334-8 du code civil, relatif à l'établissement de la filiation naturelle (n° 73).

Première lecture, discussion générale : établissement de la filiation naturelle ; respect des droits de l'opposition par la majorité ; progrès apporté en matière de filiation par la loi de 1972 ; suppression de la catégorie des enfants adultérins [14 décembre 1981] (p. 4858) ; différence subsistant entre l'établissement de la filiation légitime et la filiation naturelle ; établissement de la filiation naturelle par possession d'état ; divergence de jurisprudence ; vérité biologique établie par la possession d'état (p. 4859).

BRIANE (Jean)

Député de l'Aveyron
(1re *circonscripiton*)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).
Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).
Rapporteur de la proposition de loi de M. Gilbert Gantier tendant à modifier l'article L. 471 du code de la sécurité sociale (n° 160) [17 septembre 1981] (p. 1180).
Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J.O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).
Rapporteur de la proposition de loi de M. Francis Geng tendant à étendre aux salariés âgés de plus de soixante ans privés d'emploi le bénéfice de l'allocation de logement instituée par la loi du 16 juillet 1971 (n° 362) [8 octobre 1981] (p. 1646).
Membre de la commission supérieure des sites [*J.O.* du 9 octobre 1981] (p. 2751).
Rapporteur de la proposition de loi de M. Charles Fèvre et plusieurs de ses collègues relative à l'obligation pour les collectivités locales d'avoir recours à un architecte (n° 439) [12 novembre 1981] (p. 3603).
Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [*J.O.* du 20 décembre 1981] (p. 3475).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à réglementer les manifestations donnant lieu à **vente ou échanges d'objets anciens ou d'occasion (n° 441)** [1er octobre 1981].

Proposition de loi d'orientation familiale (n° 555) [19 novembre 1981].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la **sécurité routière (n° 604)** [10 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : évolution des retraites et des prestations familiales : augmentation du pouvoir d'achat des retraités et des prestations familiales au cours des sept dernières années ; accroissement de l'inflation et du chômage [18 novembre 1981] (p. 3926).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** caractère dangereux de l'élargissement du champ des dérogations au principe du prix unique [30 juillet 1981] (p. 571).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son hostilité à la participation des étudiants étrangers dans les conseils d'université [16 septembre 1981] (p. 1123).

Explications de vote : vote hostile du groupe U. D. F. au nom du principe d'une gestion vraiment démocratique et d'un bon fonctionnement des universités (p. 1128).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés aux autres enfants à charge pour le bénéfice des dispositions ouvrant droit au recul de la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat (n° 318).

Première lecture, explications de vote : vote favorable du groupe de l'Union pour la démocratie française ; vote à l'unanimité de la loi d'orientation de 1975 ; commission des affaires culturelles, familiales et sociales non saisie [22 septembre 1981] (p. 1260).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 22 :** vignette : exonération des motos de grosse cylindrée [3 novembre 1981] (p. 3038) ; vignette moto (p. 3042).

Deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale : questions :* désenclavement de l'Aveyron [7 novembre 1981] (p. 3385).

Solidarité nationale. — *Discussion générale :* redressement de la situation financière opéré par le précédent Gouvernement ; déficit de la sécurité sociale dû à la montée du

chômage, à l'accroissement des prestations et à l'accélération des dépenses de santé ; recherche de nouvelles recettes risquant de mener à une politique anti-emploi ; critique le rétablissement du 1 p. 100 sur la cotisation de maladie s'appliquant aux fonctionnaires et aux chômeurs, le déplafonnement de 3,5 points de cotisations et le relèvement exceptionnel du plafond [10 novembre 1981] (p. 3513) ; interroge le ministre sur le montant des prélèvements sociaux en valeur absolue et par rapport au produit intérieur brut pour 1982 ; absence de rigueur dans la gestion des hôpitaux et dans l'ensemble de notre système de protection sociale (p. 3514).

— **Son rappel au règlement :** événements de Pologne [14 décembre 1981] (p. 4841) ; demande au Gouvernement de faire une déclaration afin d'informer l'Assemblée nationale de sa position vis-à-vis du drame polonais (p. 4842).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 579).**

Première lecture, discussion générale : exigence de solidarité nationale, de responsabilité des personnes, de clarté et de simplification ; complexité du code de la sécurité sociale ; remise en ordre de la protection sociale ; garantie de ressources ; assurance maladie-maternité ; protection sociale ; aide sociale ; nécessité d'une bonne connaissance des revenus ; financement et gestion de la protection sociale ; rétablissement des droits sociaux des chômeurs non indemnisés ; chasse aux faux chômeurs ; abrogation du ticket modérateur d'ordre public ; plafond des cotisations de sécurité sociale ; déplafonnement de la cotisation d'assurance veuvage ; instauration d'une cotisation d'assurance maladie sur les revenus de remplacement ; modulation du minimum vieillesse : pénalisation des couples âgés [14 décembre 1981] (p. 4848) ; réforme de la sécurité sociale (p. 4849).

Discussion des articles : **article 4 :** insuffisance de l'étude du texte examiné actuellement (p. 4854).

Explications de vote : futur projet de réorganisation de la sécurité sociale (p. 4856).

— **Son rappel au règlement :** demande une suspension de séance afin de participer à la manifestation en faveur du peuple polonais [14 décembre 1981] (p. 4859).

BROCARD (Jean)

Député de la Haute-Savoie

(1re *circonscription*)

U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 15 octobre 1981] (p. 2800).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à reporter à vingt-sept ans l'**âge limite de l'incorporation des étudiants** en chirurgie dentaire et en pharmacie **(n° 344)** [17 septembre 1981].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la **situation des anciens militaires et marins de carrière (n° 609)** [11 décembre 1981].

Proposition de loi tendant à garantir le **droit au travail des militaires retraités (n° 631)** [17 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : mode de calcul du revenu agricole en 1981 : détermination de l'aide au revenu [25 novembre 1981] (p. 4170).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).**

Première lecture, discussion générale : délits en relation avec la défense des droits et intérêts des Français rapatriés d'outre-mer : reconstitution de carrière des fonctionnaires civils et militaires [29 juillet 1981] (p. 489).

Discussion des articles : **après l'article 2 :** soutient l'amendement n° 37 de Mme Louise Moreau : (p. 501).

Commission mixte paritaire, explications de vote : caractère discriminatoire de la loi ; atteinte à l'armée française ; inconstitutionalité ; abstention ou vote défavorable du groupe U. D. F. [31 juillet 1981] (p. 598).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titre III et IV) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **article 45 :** demande la suppression du dernier alinéa de l'amendement n° 128 de la commission (la création et l'organisation des régions ne portent atteinte ni à l'unité naitonale ni à l'intégrité du territoire) [9 septembre 1981] (p. 836).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : votes du 10 mai et du 21 juin ; peine de remplacement ; échelle des peines criminelles ; maintien de la peine de mort pour les crimes atroces [17 septembre 1981] (p. 1161).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (n° 142).**

Première lecture, discussion générale : exploitation politique du sujet ; action des parlementaires en faveur de la célébration du 8 mai ; signification du 8 mai 1945 ; nécessité de sensibiliser les jeunes générations ; enseignement de l'histoire [23 septembre 1981] (p. 1270) ; procédure utilisée ; portée du projet de loi ; déclarations relatives au 19 mars 1962 (p. 1271).

— **Son rappel au règlement :** absence de débat sur l'ordre du jour [13 octobre 1981] (p. 1737) ; séance prévue le 2 novembre (p. 1738).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : coût des nationalisations ; inefficacité sur les prix et le chômage ; démantèlement des groupes bancaires ; emploi dans le secteur bancaire ; nationalisation des filiales à l'étranger des groupes nationalisables ; emploi et climat social dans le secteur nationalisé [14 octobre 1981] (p. 1804) ; incompatibilité des nationalisations projetées avec le traité de Rome (p. 1805).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 3 :** destruction de la famille par l'imposition de la fortune ; proposition de déduction par part [29 octobre 1981] (p. 2725) ; **article 31 :** méconnaissance de la montagne par les ministres concernés par la suppression de la détaxe sur les carburants agricoles [4 novembre 1981] (p. 3124).

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* propos tenus par M. André Labarrère à l'égard de l'opposition [5 novembre 1981] (p. 3175) ; augmentation de crédits inférieure au taux de l'inflation ; rôle et pouvoirs des délégations régionales ; mesures substituées à l'aide compensatrice ; S. A. R. L. familiale ; statut des conjoints ; droits de mutation sur les cessions de fonds ; insuffisance de fonds propres : frais financiers ; assistance technique aux entreprises artisanales ; situation des membres élus des chambres de métiers (p. 3176).

Examen des crédits : **état B, titre III :** son amendement n° 64 (réduction de crédits de 650 000 francs) : retiré ; son amendement n° 65 (réduction de crédits de 26 000 francs) (p. 3187) ; rejeté ; son amendement n° 66 (réduction de crédits de 185 000 francs) ; augmentation des frais de déplacement de l'administration centrale (p. 3188) ; raison du dépôt de ses amendements au titre III de l'état B ; retrait de son amendement n° 66 (p. 3189) ; **après l'article 85 :** son amendement n° 67 (majoration de taxe pour frais de chambres de métiers) : adopté (p. 3190).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Examen des crédits :* **état B, titre IV :** son amendement n° 35 (réduction de 1 400 000 francs des crédits de l'animation culturelle) [6 novembre 1981] (p. 3300) ; rejeté ; son amendement n° 36 (réduction de 50 millions de francs des crédits (p. 3301) ; retiré (p. 3302).

Anciens combattants. — *Discussion générale :* rapport constant ; situation des veuves et ascendants ; carte du combattant pour les anciens d'Afrique du Nord : campagne double ; retraite mutualiste ; retraite à cinquante-cinq ans pour les grands invalides militaires à 60 p. 100 et congé de longue durée pour les grands invalides à 85 p. 100 ; réduction des crédits des fêtes nationales ; suppression des crédits de la commission historique ; indemnisation des P. R. O. ; transfert des archives des événements d'Algérie à Alger [9 novembre 1981] (p. 3413) ; absence de vote favorable de l'U. D. F. (p. 3414).

— **Son rappel au règlement :** nécessité d'arrêter la séance vers 20 heures en raison du 11 novembre [10 novembre 1981] (p. 3481, 3482).

— **Conclusions du rapport n° 559 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Alain Bocquet tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970, dite loi anti-casseurs n° 200 ; 2° de M. Lionel Jospin tendant à l'abrogation des articles 314 et 184, alinéa 3, du code pénal et à la modification de l'article 108, alinéa 2, résultant de la loi anti-casseurs n° 351.**

Discussion générale : sécurité des Français ; développement d'un climat d'insécurité par les décisions gouvernementales [25 novembre 1981] (p. 4194).

— **Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).**

Première lecture, discussion générale : situation de l'office d'H. L. M. de la Haute-Savoie ; déficit conjoncturel des offices publics d'H. L. M. en raison du blocage des loyers ; perspective de l'abrogation du décret du 18 septembre 1980 tendant à inclure les frais de main-d'œuvre relatifs au gardiennage et à l'entretien dans les charges locatives et non plus dans les loyers ; diminution des ressources d'exploitation pour les offices d'H. L. M. ; travaux entrepris sur les immeubles anciens ; liberté de décision du conseil d'administration de l'office d'H. L. M. [26 novembre 1981] (p. 4217).

Discussion des articles : **article 2 :** problème des charges récupérables (p. 4224) ; **article 3 : son rappel au règlement :** examen des amendements (p. 4226).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.**

Explications de vote : demande une suspension de séance pour protester contre les propos tenus par le ministre chargé des relations avec le Parlement [16 décembre 1981] (p. 5024).

— **Son rappel au règlement :** attitude du ministre chargé des relations avec le Parlement vis-à-vis des députés de l'opposition [16 décembre 1981] (p. 5025).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).**

Discussion des articles : fiscalisation et gestion du Crédit mutuel ; lettre du président du Crédit mutuel de Haute-Savoie ; recherche d'un accord entre le Crédit mutuel et le Gouvernement [17 décembre 1981] (p. 5115) ; encadrement du crédit et fiscalité (p. 5116).

BROCHARD (Albert)

Député des Deux-Sèvres
(3e *circonscription*)
Apparenté U. D. F.
Elu le 14 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : prise en main du pouvoir économique par l'Etat ; risque d'effondrement de l'économie ; référence faite au général de Gaulle par la majorité ; concurrence déloyale faite aux agences de voyage par la nationalisation des banques [14 octobre 1981] (p. 1763).

BRUNE (Alain)

Député du Jura
(1re *circonscription*)
Socialiste
Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981) (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Louis Besson et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées (n° 248) [11 septembre 1981] (p. 1026).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J.O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

DEPOTS

Rapport au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 248) de M. Louis Besson et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur la situation de l'**agriculture** et de l'**économie rurale** dans les **zones de montagne et défavorisées** (n° 395) [30 septembre 1981].

INTERVENTIONS

— **Conclusions du rapport (n° 395) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées (n° 248).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : déséquilibres démographiques ; déséquilibres des revenus ; déséquilibre des activités ; déséquilibre spatial ; déséquilibre politique des zones de montagne ; productions des zones de montagne imposées par la nature et ne bénéficiant pas de fonds de garantie, ni de mécanisme de régulation ; méfait d'une politique agricole orientée par la logique libérale ; incapacité des aides spécifiques aux zones de montagne à compenser les handicaps ; dépeuplement ; diminution du service public ; spirale de la désertification et de la pauvreté ; irruption du tourisme ; nécessité d'un effort plus important de la collectivité en faveur de ces régions ; maîtrise du développement par les pouvoirs locaux ; double tâche de la commission d'enquête : bilan des politiques nationales et européennes dans les zones de montagne ; propositions concernant les mesures à prendre [6 octobre 1981] (p. 1490).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).**

Discussion générale : inquiétude du monde agricole et rural franc-comtois [16 décembre 1981] (p. 4984) ; problème de l'emploi ; installation des jeunes ; amélioration des conditions de vie du milieu rural ; contrôle de l'accès au foncier par l'acquisition ou par la location ; travaux de remembrement et d'hydraulique agricole ; bonification d'intérêt à l'installation ; mise en place d'une organisation économique assurant une sécurité de revenus aux agriculteurs comtois et permettant aux producteurs de lait de percevoir un prix garanti pour des quantums ; défense des appellations ; production laitière comtoise ; régulation du marché et maintien des structures artisanales ; modernisation des fruitières (p. 4985).

BRUNET (André).

Député de la Drôme

(3e *circonscription*)

Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Georges Fillioud, nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

BRUNHES (Jacques).

Député des Hauts-de-Seine

(1re *circonscription*)

Communiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Membre du conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2751).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Education nationale : Enseignements primaire et secondaire) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Rapporteur du projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 484) [20 novembre 1981] (p. 4132).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à étendre au personnel porteur du service municipal des pompes funèbres de Paris le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950, accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension (n° 517) [17 décembre 1981] (p. 5144).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3494).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la gratuité et à l'**aide sociale en matière scolaire et universitaire (n° 212)** [22 juillet 1981].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome VI. **Education nationale :** Enseignement primaire et enseignement secondaire **(n° 471)** [16 octobre 1981].

Proposition de loi tendant à étendre au **personnel porteur du service municipal des pompes funèbres de Paris** le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du **droit à pension (n° 517)** [6 novembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 484) supprimant le caractère obligatoire de la **consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 565)** [25 novembre 1981].

QUESTIONS

au gouvernement :

— **filiales des sociétés sidérurgiques nationalisées :** nécessité de prendre certaines mesures pour éviter que, dans la sidérurgie, ne se produisent, avec les filiales, des opérations comparables à celle de Paribas dans le secteur bancaire ; restructuration des circuits commerciaux de Sacilor ; démantèlement de Davum, filiale commerciale de Sacilor [4 novembre 1981] (p. 3084) ; Compagnie française d'entreprises métallurgiques (p. 3085) ;

— **remplacement des instituteurs** [9 décembre 1981] (p. 4564).

orales sans débat :

— **(n° 37)** : posée le 6 octobre 1981 : **logement (expulsions et saisies)** (p. 1549) ; appelée le 9 octobre 1981 : **suspension des saisies et expulsions** : crise économique ; augmentation des loyers et des charges ; engagement du Président de la République ; suspension des saisies et des expulsions pour un an ; proposition de loi du groupe communiste (p. 1656-1657) ;

— **(n° 76)** : posée le 24 novembre 1981 : **enseignement (programmes)** (p. 4156) : appelée le 27 novembre 1981 : **éducation sexuelle à l'école** : campagne d'information lancée par le ministre des droits de la femme sur la contraception et l'interruption volontaire de grossesse ; inégalité devant l'éducation sexuelle ; promotion de l'éducation sexuelle à l'école ; échec des tentatives précédentes d'information (p. 4256, 4257) ; volonté politique manifestée par le Gouvernement en matière d'éducation sexuelle (p. 4257).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale. nouvelle politique scolaire et universitaire amorcée par le Gouvernement ; gratuité scolaire et universitaire ; allègement des effectifs ; auxiliariat [16 juillet 1981] (p. 164).

— Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77).

Première lecture, explications de vote. vote favorable du groupe communiste [17 juillet 1981] (p. 260)

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : article 1er : calendrier de réformes pour les D. O. M. [28 juillet 1981] (p. 403).

Discussion des articles : **article 61 :** danger du saupoudrage des subventions ; nécessité de donner aux collectivités locales les moyens indispensables à une politique culturelle [11 septembre 1981] (p. 992, 993) ; **article 62 :** indexation de la dotation attribuée aux communes pour compenser la charge de logement des instituteurs ; répartition entre les communes (p. 1001).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).

— *Première lecture, discussion générale* manifeste communiste pour le livre ; intervention de M Ralite en 1979 à propos de l'arrêté Monory ; nécessité de favoriser un pluralisme culturel ; origines de classe de la crise du livre ; inégalité devant le temps de lire, les moyens de lire et les raisons de lire ; ségrégation dans l'accès aux études et à la culture à l'égard des travailleurs et de leurs enfants ; bibliothèques municipales et centrales de prêts ; biblio-

thèques d'entreprise, d'établissement scolaire et universitaire ; étroitesse de « la population lisante » ; mainmise du grand capital sur le livre ; groupe Matra-Hachette [30 juillet 1981] (p. 561) ; situation de la création littéraire ; diminution de la subvention accordée au centre national des lettres ; concertation dans l'élaboration d'une nouvelle politique du livre et de la lecture publique ; recul de l'édition ; augmentation du prix des livres (p. 562).

Discussion des articles : **article 2 :** soutient l'amendement n° 2 de la commission des finances et son amendement n° 23 (élargissement du champ des dérogations aux comités d'entreprise et aux bibliothèques accueillant du public pour la lecture et pour le prêt) : retirés (p. 570).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion générale : responsabilité de l'ancienne majorité ; exemple de Gennevilliers [30 septembre 1981] (p. 1394).

Discussion des articles : **article 3 :** *article 24 de l'ordonnance du 2 novembre 1945* : soutient l'amendement n° 47 de M. Roland Renard (graduation de la sanction pour tenir compte de la situation de l'étranger) (p. 1415).

Explications de vote : opposition du parti communiste à la loi du 10 janvier 1980 ; droits des étrangers ; réglementer leur entrée ; regroupement familial ; héritage de l'ancienne majorité ; vote favorable du groupe communiste (p. 1424).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 13 (tendant pour faciliter le vote des étudiants à instituer le vote par correspondance) [1er octobre 1981] (p. 1438) ; retiré (p. 1439) ; son amendement n° 14 (prévoyant que les opérations électorales pour la désignation des représentants étudiants doivent se dérouler sur deux jours) : retiré (p. 1440).

Explications de vote : état de déshérence des universités françaises ; limites de la loi d'orientation de 1968 ; autoritarisme et défiance du pouvoir de l'époque à l'égard des usagers de l'université ; retour à l'esprit de la loi de 1968 ; suppression du quorum ; accroissement de la participation étudiante ; aide sociale aux étudiants ; approuve le projet de loi (p. 1443).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Explications de vote : débat démocratique [7 octobre 1981] (p. 1599) ; relance du charbon ; coût de l'énergie ; pompes à chaleur ; extension du centre de La Hague ; surrégénérateur ; contrats avec l'étranger ; énergies nouvelles ; droits des salariés de l'énergie ; contrôle parlementaire (p. 1600).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* bilan de la politique menée jusqu'en juin 1981 ; stagnation du secteur secondaire ; précarité du secteur primaire ; hypertrophie du secteur tertiaire ; dépendance coloniale ; chômage ; émigration ; décentralisation ; assemblée unique élue au suffrage universel et à la proportionnelle ; assassinat de Pierre Declercq ; prise de conscience anticoloniale du peuple mélanésien [5 novembre 1981] (p. 3201) ; droit du peuple canaque à l'indépendance ; réforme fiscale ; société « Le Nickel » ; vote favorable du groupe communiste (p. 3202).

I. — Section commune. *Examen des crédits :* **état B :** transformation du B. U. M. I. D. O. M. (p. 3219).

Transports. — *Discussion générale :* **son rappel au règlement :** attitude de M. François d'Aubert comme rapporteur [7 novembre 1981] (p. 3331) ; transports collectifs en région parisienne ; prolongement de lignes de métro : interconnexion des réseaux R. E. R. et S. N. C. F. ; autoroute A 86 ; tarification des transports collectifs pour les travailleurs résidant à plus de 75 kilomètres de Paris ; prise en charge de la carte orange par l'employeur (p. 3349) ; suppression de la surtarification de Gennevilliers (p. 3350).

Education nationale. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : enseignement primaire et secondaire ; déclarations du Président de la République et du Premier ministre tendant à faire de l'école « un service public qui corrige les inégalités » ; regrette que le budget de l'éducation nationale augmente moins vite que le budget général [9 novembre 1981] (p. 3427) ; lutte contre les inégalités ; stratégie de lutte contre l'échec scolaire ; amélioration de l'école maternelle ; création d'emplois ; formation des enseignants ; unification et revalorisation de la fonction d'enseignant ; système des « doublettes » et des « binômes » introduit à la rentrée de 1981 ; souhait de la commission de ne pas voir reconduire ce système l'an prochain ; nécessité de résorber l'auxiliariat dans le second degré ; problème posé par la suppression massive de postes de surveillants dans les collèges et les lycées ; rôle essentiel des personnels de services techniques, administratifs, sociaux et de santé pour le fonctionnement du service public de l'éducation ; mesures sociales indispensables à la démocratisation de l'enseignement ; action nécessaire pour les enfants des familles défavorisées ; revalorisation des bourses ; maintenance de la sécurité des établissements ; nécessité de dresser un bilan des besoins ; budget ouvrant la voie à une grande politique de l'éducation nationale (p. 3428).

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 5 :** abrogation du décret du 18 septembre 1980 relatif aux charges locatives [26 novembre 1981] (p. 4232).

— Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 484).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : réforme de l'architecture ; rôle de pédagogie et de conseil des C.A.U.E. [26 novembre 1981] (p. 4235) ; information du public ; qualité architecturale ; suspension de l'entrée en vigueur de la consultation obligatoire ; information des particuliers et des associations ; participation des C.A.U.E. à la réalisation de programmes de formation destinés aux maîtres d'ouvrage ; intervention des C.A.U.E. en amont de la demande de permis de construire ; bilan et structure des C.A.U.E. ; rôle de garant de la qualité architecturale des constructions pour lesquelles le recours à un architecte n'est pas obligatoire ; réticences administratives à la consultation obligatoire et insuffisance des crédits budgétaires ; suppression de la consultation afin de consacrer la mission pédagogique des C.A.U.E. (p. 4236) ; dangers d'une administration supplémentaire (p. 4237).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : engagements de la majorité [8 décembre 1981] (p. 4507) ; obligation pour le Gouvernement de recourir aux ordonnances du fait des manœuvres de la droite ; caractère exceptionnel de la procédure de l'article 38 de la Constitution pour le groupe communiste ; consultation des organisations syndicales et de la commission des affaires sociales durant l'élaboration des ordonnances ; engagement du Gouvernement sur l'inscription à l'ordre du jour du projet de loi de ratification ; volonté du patronat de bloquer le progrès social ; trente-cinq heures hebdomadaires ; cinquième équipe ; abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans ; embauche et formation des jeunes ; cinquième semaine de congés et institution du chèque-vacances ; nécessité de la retraite à cinquante ans pour les femmes et les travailleurs effectuant des travaux pénibles (p. 4508) ; revalorisation du minimum garanti à 70 p. 100 de la rémunération brute des dix meilleures années ; maintien des avantages acquis : interdiction du travail de nuit des femmes, repos hebdomadaire du dimanche ; réduction de la durée du temps de travail ; maintien du salaire, des primes et du treizième mois ; dégagement de moyens financiers pour la formation des jeunes (p. 4509).

Discussion des articles : article 1er : **alinéa 1er :** son amendement n° 89 (ordonnances prises dans le respect des droits acquis des salariés) [9 décembre 1981] (p. 4573) ; blocage du patronat et des membres de l'opposition ; repos dominical ; travail de nuit pour les femmes ; maintien du régime de préretraite (p. 4574) ; saisine de la commission des affaires sociales sur le contenu des ordonnances ; amendement n° 89

retiré (p. 4575) ; **alinéas 2 à 5 :** niveaux de la négociation salariale (p. 4581) ; caractère significatif de la première réduction de la durée du travail (p. 4583) ; langage de la droite depuis un siècle sur la réduction de la durée du travail (p.4584) ; semaine de trente-cinq heures pour les travaux pénibles (p. 4594) ; cinquième équipe pour le travail posté (p. 4595) ; repos hebdomadaire ; travail de nuit pour les femmes et les jeunes (p. 4596) ; **alinéa 7 :** abus en matière de travail temporaire et de contrat de travail à durée déterminée ; interdiction pour les emplois présentant un caractère permanent [10 décembre 1981] (p. 4615) ; amélioration des droits des travailleurs temporaires ; engagements du Gouvernement ; mise en place d'un service public de l'emploi assurant une mission de placement temporaire (p. 4618) ; **alinéa 11 :** son amendement n° 93 (contrats de solidarité ; maintien du salaire et garantie de l'emploi pour les salariés nouvellement embauchés) (p. 4647) : rejeté (p. 4648).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Explications de vote : importantes réformes de structures et politique de changement engagées par le Gouvernement et sa majorité à l'Assemblée nationale ; travail législatif accompli ; mesures budgétaires créatrices d'emplois ; nationalisation des sociétés industrielles et du système bancaire et financier ; abaissement de l'âge de la retraite ; réduction de la durée du travail hebdomadaire ; amélioration de la formation professionnelle ; démocratisation de la vie économique, sociale et politique de la France ; avantages pour les P. M. I. de l'extension du secteur public et de la nationalisation du secteur bancaire ; vote sur la motion de censure permettant de décompter ceux qui refusent l'instauration en France de nouveaux rapports sociaux ; soutien des députés communistes à l'action pour réussir la relance économique et le changement [16 décembre 1981] (p. 5025).

BUSTIN (Georges)

Député du Nord
(18e circonscription)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1994).

Devient membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1994).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie [*J. O.* du 31 juillet 1981] (p. 2103).

DEPOTS

Proposition de loi portant amélioration des **retraites minières (n° 286)** [30 juillet 1981].

C

CABÉ (Robert)

Député des Landes
(3e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Henri Emmanuelli nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

QUESTIONS

au Gouvernement : taux d'intérêt au Crédit agricole : relèvement des taux d'intérêt des prêts bonifiés destinés au financement de l'agriculture ; nécessité de privilégier les jeunes agriculteurs et les agriculteurs des zones défavorisées et de montagne [28 octobre 1981] (p. 2663).

INTERVENTIONS

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Guerre contre le chômage ; redéploiement industriel ; développement des exportations ; crise pétrolière : choix néo-libéraux erronés ; retards technologiques ; mainmise du capital étranger sur l'économie ; consommation des ménages ; augmentation du pouvoir d'achat des plus défavorisés : relèvement du S.M.I.C. et augmentation des prestations familiales ; nationalisations ; vitalité du secteur public ; rôle pilote du secteur public en matière sociale ; réorientation du modèle de développement économique ; priorités du plan ; mesures spécifiques pour les P. M. E. et les P. M. I. [15 septembre 1981] (p. 1073) ; nationalisation du crédit ; politique du financement des petites et moyennes entreprises ; allégement des charges pour les entreprises de main-d'œuvre ; nouvelle politique agricole (p. 1074).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* endettement de l'agriculture [6 novembre 1981] (p. 3259) ; causes de l'endettement ; absence d'une véritable politique foncière ; recours au crédit pour soutenir le revenu agricole ; recours à des formes associatives ou coopératives d'utilisation du matériel ; prêts bonifiés aux C.U.M.A. ; bonification d'intérêts ; encadrement du crédit ; approche globale du financement (p. 3260) ; globalisation des aides ; formule des annuités progressives pour l'installation des jeunes agriculteurs ; rôle du Crédit agricole ; affectation des excédents principalement à l'hydraulique, au remembrement et à la politique foncière ; démocratisation du Crédit agricole (p. 3261).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** assujettissement de la Caisse nationale, des caisses régionales et des caisses locales de Crédit agricole à l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun de 50 p. 100 ; extension des compétences du Crédit agricole ; ressources de l'institution ; équilibre du système financier [17 décembre 1981] (p. 5107).

CACHEUX (Denise)

Député du Nord
(16e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Jean Le Garrec nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés, bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés, aux autres enfants à charge pour le bénéfice des dispositions ouvrant droit au recul de la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat (n° 318) [11 septembre 1981] (p. 1026).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Etienne Pinte relative aux reculs de limites d'âge pour charges de famille des agents non titulaires de l'Etat (n° 276) [17 septembre 1981] (p. 1181).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [25 septembre 1981] (p. 2611).

Vice-présidente de cette commission [*J. O.* du 30 septembre 1981] (p. 2669).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 29 octobre 1981] (p. 2966).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Bernard Stasi et plusieurs de ses collègues sur le délai dans lequel doit être exercée l'action en recherche de paternité (n° 427) [5 novembre 1981] (p. 3221).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 318), portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés, bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés, aux autres enfants à charge pour le bénéfice des dispositions ouvrant droit au recul de la **limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat (n° 378)** [17 septembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : exploitation politique de la violence ; opinion publique ; réhabilitation [18 septembre 1981] (p. 1188).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés aux autres enfants à charge pour le bénéfice des dispositions ouvrant droit au recul de la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat (n° 318).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : assimiler les enfants adultes handicapés aux autres enfants à charge ; caractères du projet de loi ; militaires et agents non titulaires hors du champ d'application de la loi [22 septembre 1981] (p. 1255).

Discussion de l'article unique : défend l'amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 1259).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Situation de l'emploi dans la région du Nord ; politique du crédit ; politique industrielle ; centralisme des décisions ; innovations technologiques [15 septembre 1981] (p. 1064) ; inflation ; trésorerie des petites et moyennes entreprises ; étranglement financier des collectivités locales ; dotation exceptionnelle hors enveloppe ; clientélisme ; bureaucratie (p. 1065).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).

Première lecture, discussion générale : extension du secteur public industriel aux deux grands groupes sidérurgiques Usinor et Sacilor ; maîtrise du problème sidérurgique ; nécessité de compléter une opération financière par des mesures industrielles [8 octobre 1981] (p. 1631) ; problème du sort des filiales déficitaires ; nécessité de s'orienter vers l'intégration de la production et de la transformation d'acier ; jugement de la rentabilité sur l'ensemble de la filière ; changements dans la gestion des entreprises ; situation à Denain, dans le Valenciennois, à Douai et à Dunkerque ; circulation coûteuse, entre les centres sidérurgiques, des produits intermédiaires ; incohérence dans le développement des capacités de production ; plan de restructuration et plan de sauvetage présentés par les travailleurs ; modernisation des installations ; politique de commercialisation ; importations anormales de produits qui pourraient être fabriqués en France, exemple des rails du T. G. V. ; reconquête du marché intérieur ; sabotage de la nationalisation par la direction d'Usinor ; durée du travail ; appel à des entreprises de travail temporaire (p. 1632) ; convention de protection sociale ; stratégie de retardement du patronat ; blocage des négociations sur les salaires et conditions de travail ; nécessité de changer rapidement les conditions de travail ; suppressions d'emplois à Denain ; nouveaux droits pour les travailleurs ; responsabilité du commandement ; association des travailleurs au plan industriel ; changement des dirigeants des sociétés (p. 1633).

CAMBOLIVE (Jacques)

Député de l'Aude
(3e circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale : aspects agricoles du collectif budgétaire ; première des douze propositions du Président de la République relatives au revenu des agriculteurs ; réduction du temps de travail en agriculture ; décentralisation et réorganisation du crédit agricole ; augmentation des coûts de production ; prix agricoles ; viticulteurs du Midi ; T. V. A. sur le vin [16 juillet 1981] (p. 165).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* aménagement hydraulique dans la région Languedoc-Roussillon [6 novembre 1981] (p. 3281).

CARO (Jean-Marie)

Député du Bas-Rhin,
(5e circonscription)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection (2 juillet 1981) (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Représentant titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J. O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Bernard Cousté tendant à modifier les articles 256, 287, 288, 291, 372, 373 et 374 du code civil relatifs à la garde de l'enfant après séparation des parents, et à instituer en ce cas le principe d'une garde associée et le maintien de l'autorité parentale conjointe (n° 36) [11 septembre 1981] (p. 1025).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à interdire la **vente au déballage** à l'occasion de voyages organisés en France et à l'étranger **(n° 531)** [6 novembre 1981].

CARRAZ (Roland)

Député de la Côte-d'Or
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (transports : transports intérieurs) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 40 : transports : **transports intérieurs (n° 470)** [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles, **article 8 :** son amendement n° 118 (relatif aux critères et aux modalités de désignation des membres des conseils d'administration) : devenu sans objet [18 octobre 1981] (p. 2046).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) :

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : nouvelle vision gouvernementale de la politique des transports ; réforme des transports parisiens ; poids des charges de retraite ; programmes routiers ; priorité donnée aux réseaux de rase campagne ; déviations urbaines ; transports collectifs urbains de province ; financement des investissements de la S. N. C. F. pour l'avenir [7 novembre 1981] (p. 3332) ; transports collectifs parisiens ; politique autoroutière ; situation des autoroutes Paris—Lorraine ; voies navigables et batellerie ; liaison Rhin—Rhône (p. 3333).

Examen des crédits : **état B :** liaison Rhin—Rhône (p. 3371).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale, questions :* liaison Rhin—Rhône [7 novembre 1981] (p. 3384).

CARTELET (Michel)

Député de l'Aube

(3e circonscription)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : débat démocratique ; danger nucléaire ; économies d'énergie et autres énergies ; réseaux de chaleur ; centrale de Nogent-sur-Seine ; retraitement des déchets [6 octobre 1981] (p. 1542).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* pose la question de M. Robert Malgras [12 novembre 1981] (p. 3565, 3566).

CARTRAUD (Raoul)

Député de la Vienne

(3e circonscription)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : économies d'énergie et énergies nouvelles ; agences régionales de l'énergie ; procédure d'implantation nucléaire [7 octobre 1981] (p. 1581).

— Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 484).

Première lecture, discussion générale : rôle de formation et de conseil des C. A. U. E. ; caractère obligatoire de la consultation ; aménagement du cadre de vie ; valeur éducative des missions des C. A. U. E. ; architectes consultants des directions départementales de l'équipement ; attribution de fonds publics aux C. A. U. E. ; insuffisance en personnel [26 novembre 1981] (p. 4241).

CASSAING (Jean-Claude)

Député de la Corrèze

(2e circonscription.)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [*J. O.* du 7 octobre 1981] (p. 2734).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

INTERVENTIONS

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Jean-Claude Gaudin.

Solidarité nationale ; projet de loi de finances pour 1981 ; mobilisation pour l'emploi et l'investissement ; crédits en hausse pour la santé, le logement, la culture, la recherche ; fiscalité plus juste ; nationalisation ; levée de l'anonymat sur la vente des lingots d'or ; record alarmant des faillites établi sous le précédent septennat ; dépréciation du franc par rapport au deutschemark ; décélération des taux d'intérêts ; volonté de tempérer l'inflation ; surveillance des prix ; accord de régulation pour les prix de certains services marchands ; aménagement des parités monétaires européennes ; croissance forte pour l'emploi [12 octobre 1981] (p. 1693) ; situation de la Corrèze ; économie rurale ; politique agricole ; appel en faveur de l'agriculture des zones défavorisées, notamment l'agriculture de montagne ; prêts aux jeunes agriculteurs ; prêts spéciaux de modernisation ; dotations d'installation ; bonifications d'intérêts (p. 1694).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, discussion générale : prend la parole à la place de M. Christian Nucci : mesures prévues par le budget en faveur de l'économie rurale ; maintien de la population active agricole ; cas de la Corrèze ; nécessité d'inverser la tendance à l'exode rural et la tendance qui fait des agriculteurs la catégorie socio-professionnelle où les inégalités sont les plus fortes ; inégalités de revenus ; inégalités dans les moyens de production ; inégalités vis-à-vis de la course à l'innovation ; nécessité de la mise en place d'une véritable politique de relance dans le milieu agricole ; mesures qui arrêteront la désertification des campagnes ; aides aux agriculteurs en difficulté ; création pour le début 1982 de l'office des vins, de l'office des fruits et légumes ; doublement de la dotation pour les jeunes agriculteurs ; cadres nouveaux de la décentralisation ; procédure nouvelle d'attribution des crédits en faveur de l'aménagement rural ; programme F.I.D.A.R. ; contrats de plan ; contribution d'une enveloppe régionale globale à l'essor de l'économie rurale ; maîtrise du foncier ; amélioration des conditions d'installation des jeunes agriculteurs ; fonctionnement des S.A.F.E.R. ; aides aux revenus fondées sur des critères nouveaux ; actions en faveur de l'élevage ; prime au maintien du troupeau des vaches allaitantes ; modifications récentes des taux d'intérêt ; modulation de ces taux d'intérêt en fonction des handicaps géographiques et du niveau de revenu des agriculteurs ; augmentation des cotisations au B.A.P.S.A. ; nécessité de les moduler selon des critères techniques [27 octobre 1981] (p. 2630).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale* : rattrapage concernant les prestations sociales ; modulation des cotisations pour les zones défavorisées ; échec des lois d'orientation 1960 et 1962 ; exode rural [6 novembre 1981] (p. 3262) ; allocation maternité ; réforme du B.A.P.S.A. ; principe de la parité ; répartition des cotisations ; modulation de la progression des cotisations ; indemnités journalières ; droits des agricultrices (p. 3263).

Education nationale. — *Discussion générale* : formation des maîtres ; création des zones prioritaires ; projets d'action éducative ; augmentation importante de la subvention de fonctionnement pour la recherche pédagogique ; intégration des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive dans le corps des certifiés ; formation continue ; exemple du congé-formation des instituteurs ; extension de la formule des instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques à d'autres disciplines [9 novembre 1981] (p 3450).

Solidarité nationale, santé, travail. — I : Section commune. — II : Santé, solidarité nationale. — *Discussion générale* : services d'aide médicale urgente ou S.A.M.U. ; coordination nécessaire entre le secteur public et le secteur privé [16 novembre 1981] (p. 3804).

CASTOR (Elie)

Député de la Guyane
Apparenté socialiste

Elu le 21 juin 1981

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 35). Rejet de la requête, décision du Conseil Constitutionnel [15 juillet 1981] (p. 151).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres I^er^ et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1^er^ :** spécificité des D.O.M. [28 juillet 1981] (p. 399).

CATHALA (Laurent)

Député du Val-de-Marne
(5^e^ circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981

L'assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [*J. O.* du 8 août 1981] (p. 2187).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (départements et territoires d'outre-mer : régime social) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XXVI : **départements et territoires d'outre-mer (n° 471)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. *Discussion générale*, rapporteur pour avis : inégalité au sein des sociétés locales ; disparités avec la métropole [5 novembre 1981] (p. 3194) ; politique du dialogue ; décentralisation ; rupture avec un système d'assistance ; rôle moteur des entreprises nationalisées ; affirmation de l'identité culturelle ; déséquilibre de l'économie ; taux de chômage supérieur à 20 p. 100 ; migrations ; FUMIDOM ; indemnisation du chômage ; allocations familiales : conditions d'ouverture du droit et montant ; S.M.I.C. des D.O.M. (p. 3195) ; coordination entre les régimes sociaux de métropole et ceux des T.O.M. (p. 3196).

CAUMONT (Robert de)

Député des Hautes-Alpes
(2^e^ circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Représentant suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J. O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985) ; démissionne de cette Assemblée [*J. O.* du 1^er^ août 1981] (p. 2113).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3423).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (plan et aménagement du territoire) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XII : **Plan et aménagement du territoire (n° 475)** [16 octobre 1981].

QUESTIONS

orale sans débat : n° 33 : posée le 30 septembre 1981 : **Aménagement du territoire (zones de montagne et de piémont)** (p. 1427) ; appelée le 2 octobre 1981 : **équipement en zones de montagne** : régulation des crédits d'équipement (p. 1471, 1472).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres III et IV) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 59 :** son amendement n° 29 (prescriptions techniques ; dispositions particulières justifiées par les conditions locales) : retiré [11 septembre 1981] (p. 983) ; **article 60 :** son amendement n° 30 (adaptation des normes aux conditions locales) : adopté (p. 988).

— Projet de loi relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises (n° 314).

Deuxième lecture, discussion générale : mérites et dangers de la cession à forfait ; sécurité et protection accrues des travailleurs par l'extension du droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises [1er octobre 1981] (p. 1431).

— Discussion des conclusions du rapport (n° 395) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées (n° 248).

Première lecture, discussion générale : relative inefficacité de la politique de montagne [6 octobre 1981] (p. 1495) ; bilan dressé par la fédération française des économies montagnardes ; goulets d'étranglement de la politique de la montagne : crédits, problèmes fonciers, dilution des mesures prises au bénéfice de la montagne, centralisme administratif ; nécessité d'un développement de la planification et de la décentralisation des responsabilités au profit des collectivités locales ; inefficacité de l'addition d'une multiplicité de politiques sectorielles ; déclin des vallées ; confiscation des terres par la spéculation immobilière ; disparition des services publics ; atouts de l'économie de montagne : énergies renouvelables, climatisme, qualité de l'artisanat et de l'agriculture, champ privilégié de la pluriactivité, complémentarité entre le caractère saisonnier de certaines activités et la création d'industries ; nécessité de mettre fin à la notion de montagne assistée ; nécessité de mesures concernant la législation électorale, la non-prolifération des résidences secondaires, la décentralisation des responsabilités et la planification ; urgence d'une nouvelle politique d'ensemble pour la montagne (p. 1496) ; protection de la nature en montagne ; nécessité de promouvoir un autre modèle de développement touristique maîtrisé par les habitants de la montagne (p. 1497).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : énergie et aménagement du territoire ; dépendance en uranium ; énergies nouvelles ; régions de montagne [7 octobre 1981] (p. 1591).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale : questions :* liaison ferroviaire Gap—Turin [7 novembre 1981] (p. 3364).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : ère de la non-planification giscardienne ; plans sectoriels ; privatisation des profits et collectivisation des pertes ; augmentation des moyens inscrits au budget [7 novembre 1981] (p. 3373) ; généralisation de la planification à la base ; régionalisation des fonds interministériels ; solidarité nationale au bénéfice de secteurs et de zones défavorisés ; maintien des fonds européens pour le développement régional au bénéfice des zones de montagne ; sélectivité ; concentration des moyens sur la découverte d'activités productives nouvelles ; conclusion de contrats d'incitation et d'accompagnement pour la localisation des entreprises (p. 3374) ; questions : politique en faveur de la montagne ; mission parlementaire : loi d'orientation ; énergies renouvelables ; maintien des services publics (p. 3383).

Examen des crédits, rapporteur pour avis : **Etat C. — Titre VI :** son amendement n° 38 (réduction de crédits) ; déséquilibre entre le F. I. A. T. et le F. I. D. A. R. (p. 3386) ; promotion du développement des Vosges et des Alpes du Sud ; amendement n° 38 retiré (p. 3387).

Environnement. — *Discussion générale :* augmentation quantitative et amélioration qualitative du budget de l'environnement [10 novembre 1981] (p. 3495) ; parcs nationaux et régionaux ; parc national des Ecrins ; revitalisation nécessaire de la zone périphérique des parcs ; revitalisation des fonds de vallées ; nécessité de revoir les structures des parcs, le développement touristique (p. 3496).

Examen des crédits : **Etat C. — Titre VI :** amendement n° 74 de M. René La Combe ; action du fonds d'intervention pour la qualité de la vie pour les parcs nationaux et les parcs régionaux (p. 3501).

Solidarité nationale-santé-travail. — I : Section commune. — II : Santé, solidarité nationale. — *Discussion générale :* déficit de la sécurité sociale ; développement nécessaire de nouvelles techniques de prévention telles que la climatothérapie d'altitude ou climatisme [16 novembre 1981] (p. 3795).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : politique de la montagne ; nouvelle politique d'aménagement du territoire ; encouragement aux formes de développement « autocentré » ; politique d'aménagement global et programmes de développement intégré ; effort de solidarité nationale et régionale à l'égard de la montagne ; contrats de plan ; mise en place de structures inter-régionales ; spécificité des massifs : conséquences de la surexploitation touristique ; valorisation des ressources énergétiques ; promotion du tourisme social ; incitation aux productions agricoles de qualité ; climatisme ; mobilisation des ressources forestières ; reconquête du marché intérieur ; établissement de circuits courts entre les entreprises locales ; réanimation des services publics ; péréquation des plus-values foncières ; mobilisation des terres en friche ; banalisation de l'immobilier touristique ; développement du logement social et de la restauration de l'habitat existant ; utilisation sur place des capitaux ; redéploiement du secteur bancaire ; financement de l'innovation des petites et moyennes entreprises locales [11 décembre 1981] (p. 4719, 4720) ; modification du régime des charges sociales et fiscales ; amélioration des transports publics ; réduction de l'inégalité sociale face aux loisirs et grâce aux chèques-vacances, à la cinquième semaine de congés payés et à l'étalement des vacances ; articulation entre le Plan et le budget ; contrats de plans ; protection de la haute montagne ; schéma de développement de la haute montagne ; perspective d'une loi d'orientation (p. 4721).

Discussion des articles : **article 1er :** son sous-amendement n° 169 à l'amendement n° 91 de M. Daniel Goulet (maintien des structures administratives dans les communes de montagne isolées) [12 décembre 1981] (p. 4786) ; adopté (p. 4787) ; transparence des revenus agricoles ; politique modulée des prix ; rémunération du travail agricole ; moyens procurés aux Safer ; baux de carrière ; spéculation foncière et immobilière ; déclin du revenu des agriculteurs depuis sept ans ; aides directes à caractère social ; aides économiques visant à encourager la création, le maintien et la modernisation des petites et moyennes exploitations (p. 4810) ; proposition de loi sur la réparation des risques naturels ; son amendement n° 173 (concertation pour le développement des moyens d'accueil dans les régions de tourisme entre les professionnels du milieu d'accueil et les organisation du milieu d'origine) (p. 4822) : adopté (p. 4823).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Discussion générale : difficultés des agriculteurs en zones de montagne ; spéculation foncière engendrée par le développement touristique ; crédits dégagés pour permettre aux

S. A. F. E. R. d'engager une politique de location en zones de montagne et zones défavorisées ; création d'offices fonciers en montagne ; législation foncière permettant de sauvegarder les meilleures terres pour l'agriculture; politique de prix modulés par la protection des productions pouvant réussir en montagne ; développement des productions de qualité ; restauration de l'habitat ; actions prioritaires consacrées à la montagne ; programme supplémentaire de gîtes ruraux ; renforcement des actions techniques et génétiques pour l'élevage ; augmentation de l'enveloppe globale de l'aide [16 décembre 1981] (p. 4976) ; problèmes posés par le système de l'aide forfaitaire et des seuils ; cas des pluriactifs ; transparence des revenus ; équité fiscale ; prêts aux jeunes agriculteurs en zones de montagne ; extension effective dans le secteur agricole de la nouvelle politique de l'emploi ; contrat emploi-formation et contrat de solidarité ; travail de la commission d'enquête sur l'agriculture de montagne (p. 4977).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat (n° 468).

Première lecture, discussion de l'article unique : **après l'article unique :** modification du régime du tour extérieur au Conseil d'Etat afin de l'ouvrir plus largement aux membres des tribunaux administratifs ; rappel du régime actuel du tour extérieur ; souci de permettre l'introduction au Conseil d'Etat d'une proportion plus forte de personnes ayant une compétence contentieuse plus affirmée et souci d'assurer une meilleure osmose entre les deux niveaux de juridiction administrative ; débouché pour les corps de conseillers de tribunaux administratifs [17 décembre 1981] (p. 5139).

CAVAILLÉ (Jean-Charles)

Député du Morbihan

(3e *circonscription*)

R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981]

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864). (p. 22).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877)

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gérard Chasseguet tendant à aménager les dispositions de l'article 850, alinéa 2, du code rural, relatives aux travaux d'amélioration effectués par le preneur à bail rural (n° 50) [17 juillet 1981] (p. 236).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : approvisionnement en énergie de la Bretagne ; Plogoff [6 octobre 1981] (p. 1528).

CELLARD (André)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture

Député du Gers

(2e *circonscription*)

Socialiste

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1787).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Michel Suchod : revenus des petits agriculteurs : individualisation des procédures pour les agriculteurs en difficulté ; mutualité sociale agricole ; dévaluation de 1,5 p. 100 du franc vert [7 octobre 1981] (p. 1552).

— M. Jean Combasteil : montants compensatoires : réalignement monétaire ; concertation avec les partenaires européens [7 octobre 1981] (p. 1557).

— M. Charles Miossec : dotations à l'enseignement agricole privé : respect pour 1981 des engagements pris par le Gouvernement précédent [7 octobre 1981] (p. 1560).

— M. Alain Mayoud : politique agricole : démantèlement des montants compensatoires négatifs par le Gouvernement ; dégradation du revenu des agriculteurs [14 octobre 1981] (p. 1776).

— M. Jean Brocard : mode de calcul du revenu agricole en 1981 : estimation du revenu agricole en 1981 ; hausse des prix à la production ; recettes tirées des productions animales et végétales ; hausse des coûts de production ; aides au revenu agricole ; conférence annuelle de l'agriculture [25 novembre 1981] (p. 4170) ; évolution des revenus agricoles en 1981 ; maintien du pouvoir d'achat des agriculteurs ; hausse des prix à la production ; risques de « détournement de fonds » (p. 4171).

orale sans débat de :

— M. Marc Fromion (n° 81) : utilisation énergétique des excédents d'alcool vinique et de betteraves : difficultés techniques liées à l'emploi de l'éthanol comme carburant ; « plan carburol » [27 novembre 1981] (p. 4258).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :*

Répond à la question de :

— *M. Charles Haby :* titularisation de vacataires dans les lycées d'enseignement agricole ; organisation de la profession vinicole [6 novembre 1981] (p. 3279) ;

— *M. Marcel Garrouste :* financement de l'hydraulique dans le Sud-Ouest (p. 3281) ;

— *M. Jacques Cambolive :* hydraulique agricole dans le Languedoc-Roussillon ; construction des barrages de Montbel et de La Prade (p. 3281) ;

— *M. Francisque Perrut :* office du vin : appellations d'origine contrôlée ; liens entre l'institut national des appellations d'origine et l'office (p. 3283) ;

— *M. Jean-François Hory :* répartition des terres à Mayotte ; intervention de l'O. N. F. à Mayotte (p. 3287) ;

— *M. Guy-Michel Chauveau :* répartition par âge de la population active agricole ; location de terres par les S. A. F. E. R. ; contrôle des cumuls (p. 3290) ;

— *M. François d'Harcourt :* revenu agricole : sélectivité dans l'aide ; mesures particulières par secteur ; consommation intermédiaire (p. 3293) ;

— *M. Michel Couillet :* sélectivité dans l'aide au revenu (p. 3293) ;

— *M. Xavier Deniau :* offices fonciers ; respect de la propriété privée (p. 3294) ;

— *M. Roger Corrèze :* hydraulique et drainage (p. 3295) ;

— *M. Bernard Stasi :* comité interprofessionnel des vins de Champagne (p. 3296) ;

— *M. Jacques Blanc* : sociétés civiles de placement immobilier ; système de location par les S. A. F. E. R. ; nécessité de conserver la propriété privée à l'exploitant (p. 3296) ;

— *M. Jacques Godfrain* : offices par produits (p. 3298).

— Projet de loi relatif à la durée du mandat des membres des chambres d'agriculture (n° 477).

Première lecture, discussion générale : report d'un an des élections de certains membres des chambres d'agriculture ; réforme des chambres d'agriculture en 1982 ; règles relatives aux opérations électorales ; mode de scrutin [25 novembre 1981] (p. 4173) ; historique des chambres d'agriculture ; rôle de concertation : organes consultatifs et professionnels des intérêts agricoles ; rôle de services : création ou subvention de toutes entreprises collectives d'utilité agricole ; caractère d'établissement public des chambres d'agriculture ; représentation des différentes catégories du monde agricole ; représentation des organismes agricoles ; présentation de candidats par les organisations syndicales ; coopératives agricoles ; décentralisation ; participation des chambres d'agriculture au développement régional ; définition de la place des corps intermédiaires ; renforcement du rôle de service public des chambres d'agriculture ; organisation des marchés ; articulation des missions des offices et de celles des chambres d'agriculture ; institution d'un mode de scrutin proportionnel (p. 4174) ; modalités d'élection des chambres d'agriculture ; durée du mandat de leurs membres ; domaine législatif et réglementaire ; rôle du Parlement ; concertation préalable à la réforme des chambres d'agriculture (p. 4181) ; objectifs de la réforme : régionalisation, démocratisation, simplification et rénovation (p. 4182).

Deuxième lecture, discussion générale : réforme des chambres d'agriculture : modalités relevant du domaine réglementaire et du domaine législatif [17 décembre 1981] (p. 5127).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion générale : montant de l'aide à l'agriculture ; aide aux plus défavorisés ; comparaison des entreprises agricoles et des entreprises industrielles ou commerciales ; situation des zones de montagne [17 décembre 1981] (p. 5105) ; baux des groupements fonciers agricoles ; crédits alloués aux S. A. F. E. R. ; révision des seuils de chiffre d'affaires ; prise en compte de la diversité des situations agricoles ; problèmes de l'élevage ; étude des possibilités de pondération en concertation avec les organisations professionnelles ; compétences du crédit mutualiste ; rôle du crédit agricole ; excédent de la caisse nationale de crédit agricole (p. 5106).

Discussion des articles : **article 10** : restitution aux sociétés de courses de « l'arrondissement des rapports » du P. M. U. et affectation à la modernisation du pari mutuel urbain ; création d'un fonds spécial de modernisation sous le contrôle du contrôleur d'Etat et des autorités de tutelle ; encouragement à l'élevage ; difficultés des sociétés de courses ; stagnation de leurs recettes (p. 5120) ; incidence sur l'emploi du personnel du P. M. U. ; apport de l'Etat au financement du plan de modernisation ; concertation avec les professionnels (p. 5121).

CÉSAIRE (Aimé)

Député de la Martinique
(2e *circonscription*)
Apparenté socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 septembre 1981] (p. 2468).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 15 septembre 1981] (p. 2468).

Chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer [*J.O.* du 10 septembre 1981] (p. 2422), [*J.O.* du 11 septembre 1981] (p. 2438).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **article 11** : absence dans le budget d'un crédit spécifique pour la construction de logements sociaux dans les D.O.M. ; situation grave à la Martinique ; non-respect de l'objectif du Plan ; diminution de l'emploi dans le bâtiment [17 juillet 1981] (p. 223).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : problème de l'outre-mer ; mesures positives pour les départements d'outre-mer ; caractère simplificateur et réducteur du texte : banalisation des problèmes d'outre-mer ; spécificité administrative, politique, économique, culturelle antillaise ; « sous-Europe tropicale » ; nécessité d'un statut spécial et d'un plan de développement spécifique [27 juillet 1981] (p. 364) ; statut spécial de la Corse (p. 365).

CHABAN-DELMAS (Jacques)

Député de la Gironde
(2e *circonscription*)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 17 (maintien de la peine de mort dans certains cas) [18 septembre 1981] (p. 1210) : rejeté (p. 1212).

CHAIGNEAU (Colette)

Député de la Charente-Maritime
(1re *circonscription*)
Apparenté socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Michel Crépeau nommé membre du Gouvernemnt [25 juillet 1981] (p. 303).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 31 juillet 1981] (p. 2101).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

QUESTIONS

au Gouvernement : prix des loyers : droit à l'hébergement des chômeurs en fin de droits et des jeunes sans emploi [21 octobre 1981] (p. 2266).

INTERVENTIONS

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Nombre de chômeurs ; inflation ; hausse des tarifs publics ; situation économique de la région rochelaise ; discrimination au niveau de l'emploi [15 septembre 1981] (p. 1074).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* difficultés du port de La Rochelle ; surexploitation des ressources du golfe de Gascogne [9 novembre 1981] (p. 3404).

Solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* nécessité de définir un véritable statut des aides ménagères ; développement des équipes de soins et d'aide à domicile ; création de lieux d'hébergement temporaire [10 novembre 1981] (p. 3531).

CHANDERNAGOR (André)

Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes
Député de la Creuse
(2e circonscription)
Socialiste
Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Jean Valleix : exécutions en Iran : recours individuels devant la Cour européenne des droits de l'homme ; défense des ressortissants français en Iran ; accueil réservé en France aux Iraniens [21 octobre 1981] (p. 2261) ;

— M. Jacques Baumel : archives relatives à la présence française en Algérie : groupe de travail franco-algérien ; rapports entre la France et l'Algérie [21 octobre 1981] (p. 2262) ;

— M. Jean-Claude Gaudin : retour d'archives en Algérie [21 octobre 1981] (p. 2266) ;

— M. Jean Rigaud : prisonniers français en Irak : démarches du Gouvernement [21 octobre 1981] (p. 2267) ;

— M. Jean-Guy Branger : relance de la politique communautaire : mémorandum adressé par M. Pierre Mauroy au président de la commission des communautés [21 octobre 1981] (p. 2269) ;

— M. Yves Lancien : manifestations neutralistes ; garantie de la paix : équilibre des forces, dissuasion des menaces, négociation d'une stabilisation de la situation internationale ; indépendance de la force dite de dissuasion française ; désarmement ; conférence de Madrid ; proposition française d'une conférence du désarmement en Europe portant sur les forces conventionnelles [28 octobre 1981] (p. 2660) ;

— M. Jean Ibanès : dotations du fonds européen de développement économique régional : désaccord du Gouvernement avec les propositions de la commission des communautés conduisant à exclure la France métropolitaine des interventions dites sous quota du fonds européen de développement régional au profit exclusif des zones plus gravement affectées par le sous-développement structurel [18 novembre 1981] (p. 3935) ;

— M. André Soury : politique agricole commune : relance européenne ; préférence communautaire ; élimination rapide des montants compensatoires monétaires (M. C. M.) ; taxe de coresponsabilité sur le lait ; organisation du marché des produits méditerranéens ; défense des principes de la politique agricole commune [2 décembre 1981] (p. 4356, 4357).

orales sans débat de :

— M. Olivier Stirn (n° 10) : politique européenne : relations franco-allemandes ; bilan de la politique européenne de ses prédécesseurs ; politique européenne du Gouvernement : politiques communes ; espace social européen ; position des syndicats européens [10 juillet 1981] (p. 94, 95) ;

— M. Guy Malandain (n° 40) : situation au Maroc après les émeutes à Casablanca : position du Gouvernement français [9 octobre 1981] (p. 1658, 1659).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* difficultés rencontrées par M. Pierre Méhaignerie pour obtenir les éléments nécessaires à la rédaction de son rapport [18 novembre 1981] (p. 3969) ; la C. E. E., première puissance économique du monde ; menaces contre la puissance économique européenne : crise de l'énergie, crise de l'emploi, retour progressif aux protectionnismes nationaux ; effort commun de relance de la construction européenne ; entrée du Portugal et de l'Espagne dans le Marché commun ; réexamen de la politique agricole commune ; « mémorandum » adressé aux partenaires de la France concernant la priorité à l'emploi, la priorité à une meilleure association des partenaires sociaux à la vie et aux actions communautaires ; la reconquête du marché intérieur ; politique économique extérieure de l'Europe ; restructuration des industries traditionnelles ; opposition de la France au « mandat du 30 mai » décidant d'accorder à la Grande-Bretagne une compensation pour deux ans et prévoyant des modifications structurelles portant sur le développement des politiques communautaires ; réaménagement nécessaire de la politique agricole commune ; attachement du Gouvernement aux principes de la politique agricole commune ; graves inconvénients résultant des montants compensatoires monétaires (p. 3970) ; établissement de garantie pour les produits méditerranéens ; nécessité de mener des négociations concernant l'entrée du Portugal et de l'Espagne dans le Marché commun avec le plus grand sérieux ; ouverture avec l'Espagne de négociations sur l'union douanière (p. 3971).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal sur la formation en vue du retour et de l'insertion dans l'économie sénégalaise des travailleurs ayant émigré temporairement en France (n° 81).

Première lecture, discussion générale : formation et réinsertion des travailleurs immigrés ; accord franco-sénégalais conclu à la demande du Sénégal [17 décembre 1981] (p. 5100).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion au protocole à la convention du 19 mai 1956 relative au contrat de transport international de marchandises par route (C. M. R.) (n° 106).

Première lecture, discussion générale : plafond d'indemnité à verser par le transporteur routier international en cas de perte ou d'avarie des marchandises transportées ; remplacement du franc germinal par le droit de tirage spécial [17 décembre 1981] (p. 5101).

CHANFRAULT (Guy)

Député de la Haute-Marne
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité nationale, santé, travail. — I : Section commune. — II : Santé, solidarité nationale. *Discussion générale :* médecine scolaire ; protection maternelle et infantile ; médecine du travail ; statut du médecin scolaire [16 novembre 1981] (p. 3798, 3799).

CHAPUIS (Robert)

Député de l'Ardèche
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Recherche et technologie) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XV : **Recherche et technologie (n° 475)** [16 octobre 1981].

QUESTIONS

orale sans débat (n° 104) : assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (calcul des pensions) posée le 8 décembre 1981 (p. 4538). — Appelée le 18 décembre 1981 : **prise en compte des services accomplis par les fonctionnaires de l'Etat pour les collectivités locales :** rapprochement entre le statut des fonctionnaires et la situation des agents des collectivités locales ; non-prise en compte des services effectués pour le compte d'une collectivité locale en cas de reclassement de personnes qui deviennent fonctionnaires d'Etat (p. 5162) ; décentralisation conçue non pas comme un risque mais comme une chance (p. 5163).

INTERVENTIONS

— **Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.**

Mutations économiques et sociales des pays industrialisés ; évolution de l'informatique ; révolution biologique ; problème de l'énergie ; firmes multinationales ; nouvel ordre international ; politique à l'égard du tiers monde ; politique européenne ; écoulement de pans entiers du système industriel ; situation économique de l'Ardèche ; exil des capitaux [15 septembre 1981] (p. 1068) ; reconquête du marché intérieur ; partage et réduction du temps de travail ; amélioration des conditions de travail ; utilisation rationnelle des équipements ; contraintes pesant sur les petites et moyennes entreprises ; rapports entre emploi et formation et entre emploi et retraite ; plan de lutte contre le chômage ; solidarité nationale ; (p. 1069).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : domination du pétrole ; choix nucléaire imposé à l'opinion ; économie productiviste et choix énergétiques ; débat démocratique ; nouvelle politique de l'énergie s'appuyant sur la demande [6 octobre 1981] (p. 1536) ; économies d'énergie ; décentralisation ; accords de codéveloppement avec les pays exportateurs ; contrôle étroit et limitation du nucléaire (p. 1537).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : budget intégrant les dotations de la quasi-totalité des organismes de recherche à l'exception du centre national d'études des télécommunications (C.N.E.T.) et de l'Université ; nécessité de redonner à notre pays les moyens de son expansion, de remettre en marche le progrès scientifique et technique pour trouver une issue à la crise économique et sociale ; créations d'emplois ; augmentation des moyens du C. N. R. S. et du COMES (commissariat à l'énergie solaire) ; relance de la recherche industrielle ; concertation avec les travailleurs de la recherche ; définition des grandes priorités à travers six missions de recherche ; coordination entre les divers organismes et les différents types de recherche ; C.N.R.S. ; définition des objectifs de la recherche ; choix technologiques (introduction de la génétique dans les processus chimiques ou alimentaires) ; développement des automatismes et de l'informatique dans l'industrie ; utilisation des matériaux de substitution ; nouvelles formes de communication ; nécessité de desserrer le carcan administratif et d'alléger les contrôles financiers [19 novembre 1981] (p. 3999) ; place des sciences humaines et sociales ; orientation à donner au fonds de la recherche et à l'aide de l'innovation ; financement de l'activation de la recherche dans les prochaines années ; recherche de nouvelles solutions financières ; dépôt nécessaire d'un projet de loi d'orientation et de programmation de la recherche (p. 4000).

CHARIÉ (Jean-Paul)

Député du Loiret
(3e circonscription)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.
Secrétaire d'âge.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre du comité directeur du fonds d'aide et de coopération [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion des articles : **article 11 :** producteurs de lait ; décisions communautaires ; augmentation de la taxe de coresponsabilité [17 juillet 1981] (p. 224).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly ; intérêt économique ; nucléaire et justice sociale [6 octobre 1981] (p. 1522, 1523).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'odre social (n° 577).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** remise en cause de la compétitivité des entreprises contraire à l'intérêt des Français [9 décembre 1981 (p. 4553) ; projet de loi illusoire (p. 4554) ; **alinéa 1er :** son sous-amendement n° 113 à l'amendement n° 1 de la commission (terme de salariés substitué à celui de travailleurs) (p. 4570) ; rejeté ; son amendement n° 30 (substitution du terme de salariés à celui de travailleurs) : devenu sans objet du fait du rejet de son sous-amendement n° 113 à l'amendement n° 1 de la commission (p. 4571) ; **alinéas 2 à 5 :** compatibilité de la réduction du travail avec la compétitivité de l'économie (p. 4578) ; séquestrations et comportements abusifs à l'encontre des chefs d'entreprise (p. 4580) ; réduction de la durée du travail : compatibilité avec la compétitivité de l'économie (p. 4582) ; son amendement n° 13 (absentéisme) ; mesures en faveur des travailleurs ponctuels ; amendement n° 13 rejeté (p. 4592) ; modification de dispositions du droit du travail : compensation aux avantages accordés aux travailleurs (p. 4596) ; **alinéa 6 :** son amendement n° 47 (travail à temps partiel : garantie des droits des salariés et des entreprises [10 décembre 1981] (p. 4605) : rejeté (p. 4606) ; **alinéa 7 :** son amendement n° 15 (suppression de l'alinéa) (p. 4608) : rejeté (p. 4609) ; son amendement n° 50 (substitution du mot « salariés » à celui de « travailleurs ») : rejeté (p. 4620) ; **alinéa 9 :** son amendement n° 18 (accord des salariés intéressés pour le dégagement d'emplois) : rejeté (p. 4636) ; **alinéa 10 :** son amendement n° 21 (limitation des cumuls en tenant compte des engagements de l'Etat) : rejeté (p. 4640).

— **Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 43 (prélèvement obligatoire pour les agriculteurs sur la base d'une notion plus objective que le revenu cadastral) : rejeté [12 décembre 1981] (p. 4803).

CHARLES (Serge)

Député du Nord
(9e *circonscription*)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code des communes relatives à la désignation des membres des conseils de communautés (n° 532) [26 novembre 1981] (p. 4250).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code des communes relatives à la **désignation des membres des conseils de communautés (n° 532)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 511 du code de la sécurité sociale, relatif au champ d'application des **prestations familiales (n° 541)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi relative à l'**information des assurés sociaux** par les caisses primaires de sécurité sociale **(n° 588)** [3 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 31 (étalement sur trois ans de la base de référence de la majoration exceptionnelle) : rejeté [16 juillet 1981] (p. 178) ; son amendement n° 32 (base de référence pour le calcul de la majoration exceptionnelle en ce qui concerne les entreprises individuelles) : rejeté ; son amendement n° 33 (extension des délais de paiement de l'imposition supplémentaire pour les entreprises possédant une créance sur l'Etat ou d'autres collectivités publiques) : rejeté (p. 183) ; **article 5 :** son amendement n° 34 (suppression de l'article 5) : rejeté (p. 205).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale : manichéisme du projet de loi ; essence démocratique de l'institution préfectorale ; risque de la décentralisation ; menace pour les petites communes ; refus de choix entre les différents niveaux d'administration [27 juillet 1981] (p. 363) ; unité nationale (p. 364).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 15 (décisions rendues exécutoires par leur notification au commissaire de la République) ; son amendement n° 16 (exception au caractère exécutoire de plein droit des décisions) [28 juillet 1981] (p. 420), rejetés (p. 422) ; **article 3 :** son amendement n° 18 devenu sans objet (p. 437) ; son amendement n° 19 (sursis à exécution) (p. 438), rejeté (p. 439) ; **article 9 :** son amendement n° 22 (information préalable du maire sur la nomination du comptable) : retiré [31 juillet 1981] (p. 623) ; **article 11 :** son amendement n° 23 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 629) ; **article 12 :** problème des petites communes ; agence départementale pluridisciplinaire (p. 631) ; son amendement n° 24 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 635) ; **article 21 :** son amendement n° 27 devenu sans objet [1er août 1981] (p. 733).

Titres III et IV.

Première lecture, discussion générale : nouveau statut du conseil régional ; comité économique et social ; arbitrage nécessaire entre le département et la région ; relations entre les services de l'Etat dans la région et les « services régionaux » ; situation du commissaire de la République ; transformation des régions en collectivités territoriales ; établissements publics régionaux créés par la loi de 1972 [8 septembre 1981] (p. 816) ; projet présenté par le général de Gaulle en 1969 ; budget régional ; élection au suffrage universel du conseil régional ; théories régionalistes et remise en cause de l'unité nationale ; protection de l'environnement (p. 817).

Discussion des articles : **article 45 :** son sous-amendement n° 255 rectifié à l'amendement n° 128 de la commission (comité économique et social) : rejeté [9 septembre 1981] (p. 844) ; **article 49 :** son amendement n° 283 (les délibérations des conseils régionaux deviennent exécutoires dès leur notification au représentant de l'Etat) : devenu sans objet ; son amendement n° 285 : devenu sans objet [10 septembre 1981] (p. 926) ; **article 50 :** son amendement n° 286 (délégation du conseil régional au bureau) : rejeté (p. 932) ; **article 51 :** son amendement n° 287 devient sans objet (p. 936) ; **article 53 :** son amendement n° 288 (nomination du comptable régional) : adopté (p. 944) ; **article 55 :** son amendement n° 289 (suppression du troisième alinéa de l'article) : rejeté ; son amendement n° 290 (suppression du quatrième alinéa de l'article) : rejeté ; son amendement n° 291 (suppression du cinquième alinéa de l'article) : rejeté (p. 949).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : peine de remplacement [17 septembre 1981] (p. 1173) ; votes des 10 mai et 21 juin ; référendum ; avortement ; rétablissement de la peine de mort dans certains Etats des Etats-Unis ; risque pour les personnels des prisons ; vengeance privée ; transportation pénale (p. 1174).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 4 (maintien de la peine de mort dans certains cas) [18 septembre 1981] (p. 1210) ; rejeté (p. 1212) ; **après l'article 2 :** son amendement n° 5 (interdiction de séjour) : rejeté (p. 1221).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 31 (rédactionnel) adopté [30 septembre 1981] (p. 1406) ; **article 2 :** son amendement n° 32 (refoule-

ment décidé par le ministre de l'intérieur) : rejeté (p. 1408) ; son amendement n° 33 (interdiction du territoire de cinq à dix ans pour les récidivistes à la législation sur l'entrée des étrangers) : rejeté (p. 1409) ; **article 3,** *article* 23 *de l'ordonnance du* 2 *novembre* 1945 : son amendement n° 34 (expulsion ; référence à l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : adopté (p. 1412) ; *article* 24 *de l'ordonnance du* 2 *novembre* 1945 : son amendement n° 35 (champ de l'expulsion ; étranger en situation irrégulière séjournant depuis plus d'un an en France) : devient sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 15 de la commission (p. 1413) ; *article* 26 bis *de l'ordonnance du* 2 *novembre* 1945 : son amendement n° 36 (reconduction à la frontière de l'étranger ayant fait l'objet d'un arrêté d'expulsion) : rejeté (p. 1421) ; **article 7** : son amendement n° 37 (maintien en vigueur de l'article 13 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : rejeté (p. 1423).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : réformes entreprises au lendemain de la Libération ; violation par le projet de l'égalité devant la loi ; moyens dont dispose actuellement l'Etat pour orienter l'économie [14 octobre 1981] (p. 1802) ; coût du projet ; inutilité de la nationalisation à 100 p. 100 ; danger pour la compétitivité des entreprises ; contradiction entre la nationalisation et la décentralisation (p. 1803).

Discussion des articles : **titre Ier** : nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **après l'article 6** : son amendement n° 646 (distribution d'actions aux salariés des nouvelles sociétés industrielles nationalisées à concurrence du quart du capital social) [17 octobre 1981] (p. 2025) ; rejeté (p. 2026) ; **titre II** : nationalisation des banques ; **article 25 précédemment réservé** : son amendement n° 1016 (extension des dispositions de 1973 sur l'actionnariat aux nouvelles banques nationalisées) : rejeté [22 octobre 1981] (p. 2364) ; **titre IV** : dispositions diverses ; **après l'article 50** : son sous-amendement n° 1435 à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon (recours ouvert aux mutualistes des banques populaires auxquels auront été opposés trois refus successifs de crédit par leurs banques locales) : rejeté [26 octobre 1981] (p. 2585).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat : son rappel au règlement : temps de parole dans la discussion budgétaire ; responsabilité du Gouvernement en matière d'ordre du jour [5 novembre 1981] (p. 3175).

Environnement. — *Discussion générale* : organisation du ministère de l'environnement ; dépôt annoncé d'un projet de loi relatif aux ressources et aux compétences des régions ; compétence de la région en matière de protection de l'environnement ; procédure en vigueur dans le domaine général de l'évaluation des impacts de la technologie sur l'environnement ; création d'un comité d'évaluation des options technologiques ; inadaptation du contrôle juridictionnel à l'action administrative en matière de grands aménagements tels que l'installation des centrales électro-nucléaires [10 novembre 1981] (p. 3493).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 6** : son amendement n° 120 (modification du tarif de l'impôt sur la fortune) : non soutenu [17 décembre 1981] (p. 5048).

CHARPENTIER (Gilles)

Député des Ardennes

(3e *circonscription*)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

CHARZAT (Michel)

Député de Paris

(30e *circonscription*)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 28 juillet 1981] (p. 2079).

Membre titulaire du comité national de l'enseignement supérieur et de la recherche [*J.O.* du 1er août 1981] (p. 2113).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 26 septembre] (p 2629).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Recherche et technologie) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation ; rapporteur de cette commission [*J. O.* du 26 novembre 1981] (p. 3223).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de **nationalisation** (n° 384) **(n° 456)** [6 octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 23 : **Recherche et technologie (n° 470)** [15 octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de **nationalisation (n° 566)** [25 novembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de **nationalisation,** rejeté par le Sénat (n° 564) **(n° 578)** [1er décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le **projet de loi de nationalisation** rejeté par le Sénat en nouvelle et deuxième lecture (n° 622), **(n° 650)** [18 décembre 1981].

QUESTIONS

orale sans débat (n° 80) posée le 24 novembre 1981 : **informatique (entreprises)** (p. 4156) : appelée le 27 novembre 1981 : **devenir de la Compagnie d'informatique C. I. I. - Honeywell-Bull** : développement d'une filiale informatique française (p. 4263) ; situation économique actuelle de C. I. I. - H. B. (p. 4264).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : renforcement et démocratisation du secteur public ; programme du Président de la République et de la majorité ; champ du projet de loi [13 octobre 1981] (p. 1710) ; urgence de la réforme ; choix du précédent Gouvernement de l'internationalisation et la spécification à outrance ; rôle positif du secteur public pendant le septennat écoulé ; planification démocratique ; usage novateur des nationalisations ; débats de 1946 ; enjeu industriel des nationalisations (p. 1711) ; constitution de pôles de développement de l'appareil productif ; efficacité de l'investissement ; proscription des nationalisations rampantes ; rôle des entreprises nationales à

l'égard des P. M. E. et P. M. I. ; modification des conditions de la sous-traitance ; extension du secteur public et recherche ; effets positifs de la maîtrise publique du crédit sur l'investissement et la recherche ; nationalisation et expérimentation sociale (p. 1712) ; nationalisation et utilisation des compétences des salariés ; clarification des rapports entre l'Etat et les entreprises nationales ; refus de l'étatisation ; autonomie de gestion des entreprises ; conventions avec l'Etat ; charte du crédit ; soutien de l'emploi ; reconquête du marché intérieur ; refus d'une économie duale ; gestion équilibrée des entreprises publiques ; conformité du projet aux textes constitutionnels (p. 1713) ; respect du droit international ; indemnisation ; gestion collective des entreprises nationales : représentation tripartite, représentants de l'Etat minoritaires ; nationalisation des seules sociétés mères ; création d'une délégation parlementaire pour le secteur nationalisé ; renforcement du droit des travailleurs dans le secteur public et représentation des consommateurs ; suppression de l'article 33 (p. 1714) ; clarification des règles de transfert de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé ; présentation par le Gouvernement d'un projet de loi d'organisation et de démocratisation du secteur public avant l'été 1982 ; mise en place de structures nouvelles de contrôle et de gestion au niveau de l'atelier ; nouvelle citoyenneté économique (p. 1715) ; contre l'exception d'irrecevabilité de M. Jean Foyer ; préambule de la Constitution de 1946 ; article 17 de la déclaration des droits de l'homme de 1789 ; nécessité publique constatée par le seul Parlement ; respect du principe d'égalité (p. 1736) ; indemnisation juste et préalable ; conformité du projet au droit international ; possibilité d'aliénation des filiales conforme à l'article 34 de la Constitution ; suppression de l'article 33 du projet (p. 1737) ; s'oppose à la motion de renvoi en commission présentée par M. Charles Fèvre [14 octobre 1981] (p. 1832).

Discussion des articles : **avant le titre 1er :** notion de nécessité publique [15 octobre 1981] (p. 1839) ; engagements du Président de la République et du Premier ministre sur le champ des nationalisations (p. 1840) ; conformité du projet au traité de Rome (p. 1842) ; conformité du projet aux dispositions du traité de Rome sur la concurrence (p. 1843) ; conformité du projet au traité de Rome en matière de discrimination de nationalité (p. 1844) ; **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** transfert complet des actions à l'Etat ou à des personnes publiques (p. 1871) ; nationalisation rampante (p. 1873) ; caractère stratégique des cinq sociétés industrielles nationalisables (p. 1877) ; son amendement n° 22 (nationalisation de Rhône-Poulenc S. A.) : adopté (p. 1886) ; s'oppose à la consultation des comités d'entreprise sur les nationalisations ; souveraineté du législateur [16 octobre 1981] (p. 1917) ; nationalisation à 100 p. 100 des sociétés mères ; entrée dans le secteur public de toutes les filiales des groupes industriels (p. 1919) ; nationalisation du Joint français (p. 1921) ; négociations avec l'étranger sur les nationalisations de Roussel-Uclaf, I. T. T., C. I. I. Honeywell-Bull (p. 1930) ; **après l'article 1er :** possibilité de transfert du secteur public au secteur privé de filiales des cinq sociétés industrielles nationalisables (p. 1932) ; s'oppose à l'obligation pour les sociétés contrôlées à plus de 50 p. 100 par des personnes publiques de racheter les participations des actionnaires privés dans ces sociétés si ceux-ci en font la demande (p. 1935) ; **article 2 :** déroulement du débat ; nationalisation et étatisation (p. 1940) ; s'oppose à la création d'un institut de participation industrielle chargé de gérer les participations majoritaires de l'Etat (p. 1946) ; date d'effet de la nationalisation (p. 1947) ; maintien des participations croisées ; avantage de réduire la charge de l'indemnisation ; ses amendements nos 23, 24 et 25 (rédactionnels) : adoptés ; son amendement n° 26 (d'harmonisation) : adopté (p. 1948) ; critères d'appartenance au secteur public (p. 1949) ; actions des groupes industriels nationalisables détenues par les salariés (p. 1950) ; **après l'article 2 :** transferts du secteur public au secteur privé (p. 1952) ; s'oppose à la création de comités des entreprises publiques et des participations publiques ; association du Parlement au contrôle de la gestion du secteur public (p. 1953) ; **article 3 :** son amendement à titre personnel n° 1107 (application aux sociétés nationalisées de la loi de 1966 en tant qu'elle est compatible avec les dispositions de la présente loi) (p. 1957) ; son amendement n° 27 devient sans objet ; amendement n° 1107 adopté ; maintien des statuts et conventions collectives en vigueur dans les cinq sociétés industrielles nationalisables ; extension des droits des travailleurs par la nationalisation [17 octobre 1981] (p. 1970) ; **après l'article 3 :** s'oppose au choix par le personnel des sociétés contrôlées par les sociétés nationalisables du rattachement au secteur public de leurs entreprises (p. 1971) ; **article 4 :** participations dans des entreprises publiques à l'étranger (p. 1977) ; absence de nationalisation des actifs situés à l'étranger (p. 1979) ; rétrocession de participations à l'étranger ; article 34 de la Constitution (p. 1980) ; s'oppose à l'amendement n° 447 de M. Charles Millon : privatisation partielle des cinq sociétés industrielles nationalisables (p. 1982) ; notion de filiale ; son amendement n° 28 (rédactionnel) : adopté (p. 1990) ; affectation du produit des rétrocessions (p. 1991) ; s'oppose à la cession en priorité aux anciens actionnaires des participations détenues dans des filiales à l'étranger : limitation de la possibilité de négociation dévolue au Gouvernement par l'article 4 (p. 1992) ; **après l'article 4 :** rétrocession des participations détenues dans des entreprises exploitant des services publics (p. 1993) ; **article 5 :** s'oppose aux amendements 636, 637, 640 et 641 de M. François d'Aubert (visant à retarder la nationalisation) (p. 2001) ; s'oppose aux amendements n° 340 de M. Michel Noir et n° 459 de M. Charles Millon visant à supprimer la possibilité de remboursement anticipé : souplesse de la gestion de la dette publique (p. 2004) ; caractère réglementaire de l'inscription à la cote officielle des obligations remises en indemnité (p. 2005) ; s'oppose à l'attribution d'un dividende au titre de 1981 aux actionnaires des cinq sociétés industrielles nationalisables (p. 2008) ; **après l'article 5 :** s'oppose à la création d'une commission spéciale chargée d'évaluer les actifs de chaque société des groupes nationalisables : retard dans la nationalisation et alourdissement de son coût (p. 2009) ; **article 6 :** s'oppose à la prise en compte de la situation nette consolidée et des provisions (p. 2019) ; son amendement n° 29 (détermination de la valeur d'échange des actions) (p. 2020) ; période de référence pour la capitalisation boursière ; provisions (p. 2021) ; non-prise en considération des comptes consolidés ; coefficient multiplicateur du bénéfice (p. 2023) ; amendement n° 29 adopté (p. 2024) ; son amendement n° 923 (valeur d'échange des actions diminuée des sommes versées et à valoir sur les dividendes au titre de 1981) adopté (p. 2025) ; **article 7 :** son amendement n° 30 (gestion des cinq sociétés industrielles nationalisables ; période transitoire ; administrateur général) (p. 2030) ; adopté avec modifications ; son amendement n° 31 (maintien en fonction des organes représentatifs des salariés dans les cinq sociétés industrielles nationalisables) (p. 2031) adopté ; durée des fonctions de l'administrateur général (p. 2032) ; **article 8 :** son amendement n° 32 (composition des nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles nationalisables : période transitoire limitée à deux ans) (p. 2036) ; adopté avec modifications (p. 2037) ; son amendement n° 33 (composition des nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles nationalisables : représentation des consommateurs) ; représentation des cadres ; nomination d'anciens administrateurs aux nouveaux conseils d'administration (p. 2039) ; représentation des consommateurs (p. 2040) ; amendement n° 33 adopté (p. 2041) ; soutient l'amendement n° 34 de la commission (affirmant le caractère provisoire des dispositions concernant le conseil d'administration des entreprises nationalisées) : adopté [18 octobre 1981] (p. 2046) ; sociétés nationales régies en matière de cumul par la loi sur les sociétés commerciales (p. 2047) ; sous-amendement n° 1349 de M. Charles Millon à l'amendement n° 9 de M. Charles Fèvre relevant du domaine réglementaire (p. 2049) ; sanction excessive ; exclusion injuste de nombre d'élus locaux des conseils d'administration des sociétés nationalisées (p. 2050) ; **article 9 :** modalités d'élection des représentants des salariés au sein des conseils d'administration (p. 2056) ; **titre II : nationalisation des banques : article 13 :** inconstitutionnalité de l'amendement n° 960 de M. Charles Millon (p. 2080) ; son amendement n° 46 (rédactionnel) : adopté (p. 2084) ; son amendement n° 47 (relatif à la liste unique des banques établie par le conseil national du crédit) : adopté (p. 2085) ; son amendement n° 48 (rédactionnel : adopté (p. 2094) ; nationalisation de l'ensemble des activités des banques ; son amendement n° 49 (liste des banques nationalisées) [19 octobre 1981] (p. 2111) ; nationalisation de la Banque de Bretagne : jeu des critères définis à l'article 13 (p. 2113) ; nationalisation de la Banque de Paris et des Pays-Bas (p. 2117) ; amendement n° 49, modifié adopté (p. 2138) ; Banque française du commerce extérieur ; non-nationalisation des banques étrangères (p. 2139) ; non-nationalisation de la B. N. P. intercontinentale du fait des critères de la nationalisation des banques (p. 2140) ; opposition de la commission au principe de l'intéressement financier des salariés (p. 2141) ; ses amendements nos 50 et 51 (rédactionnels) ; adoptés (p. 2142) ; consultation du conseil éco-

nomique et social sur la restructuration dans le secteur bancaire (p. 2149) ; sur le rappel au règlement de M. Jean Foyer : consultation du conseil économique et social (p. 2150) ; **titre Ier** : nationalisation de cinq sociétés industrielles. **Article 9 précédemment réservé** : mode de désignation des représentants des salariés aux conseils d'administration des cinq sociétés Industrielles ; son amendement n° 35 (désignation des représentants des salariés aux nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles pendant une période transitoire) modifié et adopté (p. 2152) ; suppression de l'obligation pour les organisations syndicales de présenter trois noms pour chaque siège attribué aux salariés dans les nouveaux conseils d'administration (p. 2154) ; son amendement n° 37 (administrateurs salariés : conditions de présentation) devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 1331 du Gouvernement (p. 2155) ; incompatibilité entre les fonctions d'administrateurs salariés et les autres mandats de représentation des salariés ; incompatibilité entre les fonctions d'administrateur salarié et de permanent syndical (p. 2156) ; son amendement n° 38 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 39 (droits et garanties des administrateurs salariés) (p. 2157) : retiré (p. 2158) ; **article 10** : son amendement n° 40 (nomination du président du conseil d'administration après avis du conseil) adopté ; son amendement n° 41 (rédactionnel) (p. 2172) adopté (p. 2173) ; nomination aux emplois de direction ; son amendement n° 42 (nomination des commissaires aux comptes) adopté (p. 2174) ; s'oppose à la continuation de la société entre l'Etat et les personnes physiques qui viendraient à en détenir des actions ; composition des conseils d'administration : usagers, clients (p. 2178) ; **article 12** : création de la caisse nationale de l'industrie : articles 34 et 37 de la Constitution ; redevance versée à la caisse par les sociétés industrielles nationalisables [20 octobre 1981] (p. 2189) ; affectation du produit des cessions ; redevance calculée sur la base des résultats des entreprises (p. 2190) ; son amendement n° 43 (fixation du montant de la redevance versée par les cinq sociétés industrielles nationalisées à la caisse nationale de l'industrie en fonction des résultats de l'entreprise) (p. 2191) adopté (p. 2192) ; son amendement n° 44 (composition du conseil d'administration de la caisse nationale de l'industrie) adopté (p. 2193) ; contrôle de la Cour des comptes et information du Parlement sur la caisse nationale de l'industrie (p. 2195) ; **après l'article 12** : application aux cinq sociétés industrielles nationalisables de la réglementation des sociétés faisant appel à l'épargne (p. 2196) ; accord intervenu entre le Gouvernement et Matra (p. 2198) ; **avant l'article 13** : suppression du conseil national du crédit : prochain projet de loi d'organisation du crédit (p. 2216) ; **titre II** : nationalisation des banques ; **article 14 précédemment réservé** : nationalisation par le transfert de toutes les actions à l'Etat [21 octobre 1981] (p. 2274) ; son amendement n° 52 (rédactionnel) (p. 2275) ; adopté ; son amendement n° 54 (de coordination) : adopté après modification ; s'oppose à la possibilité de cession à des personnes privées des actifs des banques ; dénationalisation rampante (p. 2276) ; ses amendements nos 55 et 56 (rédactionnels) : adoptés ; son amendement n° 57 (de coordination) (p. 2278) ; adopté (p. 2279) ; **article 15 précédemment réservé** : son amendement n° 1119 (conditions d'application de la loi de 1966 aux banques nationalisées) (p. 2281) ; adopté après modification ; son amendement n° 59 devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 1119 de la commission (p. 2232) ; égalité de traitement entre les banques de la part des personnes publiques (p. 2283) ; application de l'article 274 de la loi de 1966 (p. 2284) ; **après l'article 15 précédemment réservé** : inexistence de la notion de secret bancaire (p. 2285) ; **article 16 précédemment réservé** : rétrocession de participations (p. 2295) ; soutient l'amendement n° 988 de M. André Billardon : possibilité d'aliéner les filiales étrangères des banques ; ses engagements nos 60 et 61 devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement 988 de M. André Billardon (p. 2299) ; **article 18** : son amendement n° 62 (rédactionnel) adopté ; son amendement n° 63 (nouvelle rédaction de l'article : coordination avec l'article 6) (p. 2312) ; adopté après modifications ; son amendement n° 1351, à titre personnel (déduction des sommes versées et à valoir sur les dividendes 1981 de la valeur d'échange des actions) devenu sans objet du fait de l'adoption du sous-amendement n° 1406 du Gouvernement à l'amendement n° 63 de la commission (p. 2315) ; son amendement n° 1352, à titre personnel (de coordination avec l'article 6) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 1408 du Gouvernement (p. 2316) ; **après l'article 18** : s'oppose aux amendements nos 779 et 781 à 786 de M. Michel Noir ; rétrocession de participations détenues par des banques [22 octobre 1981] (p. 2327) ; **article 19 précédemment réservé** : son amendement n° 64 (cessation des fonctions des équipes dirigeantes) (p. 2331) : modifié et adopté ; son amendement n° 65 (maintien en fonction des organes représentatifs des salariés) : adopté (p. 2332) ; **article 20 précédemment réservé** : son amendement n° 66 (référence à la loi sur l'organisation et la démocratisation du secteur public) : modifié et adopté ; son amendement n° 67 (de coordination avec l'article 13) : modifié et adopté (p. 2334) ; son amendement n° 68 (cinq représentants de l'Etat au conseil d'administration) : adopté ; son amendement n° 69 (cinq représentants des salariés au conseil d'administration) : adopté ; son amendement n° 70 (cinq personnalités choisies en raison de leurs compétences dans les conseils d'administration) (p. 2335) : adopté ; son amendement n° 71 (représentation des usagers) : adopté (p. 2336) ; son amendement n° 72 (modification par la loi de la compositlon des conseils d'administration à l'expiration de la période transitoire) : modifié et adopté (p. 2337) ; **article 21 précédemment réservé** : son amendement n° 73 (rédactionnel) : modifié et adopté (p. 2343) ; son amendement n° 74 (administrateurs salariés : suppression de l'obligation faite aux organisations syndicales de présenter trois noms par siège) : adopté (p. 2344) ; son amendement n° 75 (administrateurs salariés, ancienneté dans l'entreprise) : rejeté (p. 2345) ; son amendement n° 77 (moyens des administrateurs salariés) : rejeté (p. 2346) ; **article 22 précédemment réservé** : son amendement n° 78 (nomination du président du conseil d'administration après avis dudit conseil) : adopté ; son amendement n° 79 (nomination du président du conseil d'administration par décret en conseil des ministres) : adopté (p. 2348) ; son amendement n° 80 (nomination des commissaires aux comptes) : adopté (p. 2350) ; **article 24 précédemment réservé** : son amendement n° 81 (redevance versée par les banques à la caisse nationale des banques fixée chaque année par la loi de finances en fonction des résultats) : réservé (p. 2357) ; adopté ; son amendement n° 82 (deux représentants de l'Assemblée nationale et un du Sénat au conseil d'administration de la caisse nationale des banques) : adopté (p. 2358) ; **article 25 précédemment réservé** : son amendement n° 1015 (abrogation des dispositions de la loi du 4 janvier 1973) : retiré (p. 3364) ; **article 36 précédemment réservé** : restructuration : consultation du personnel (p. 2373) ; **après l'article 26** : création de nouvelles banques privées ; non-nationalisation des banques venant à dépasser un milliard de francs de dépôts [23 octobre 1981] (p. 2388) ; s'oppose à la participation des salariés au capital des banques (p. 2389) ; droits acquis des salariés des banques (p. 2390) ; **avant l'article 13** : son amendement n° 45 précédemment réservé (intitulé du titre II) (p. 2413) ; adopté (p. 2419) ; **titre IV** : dispositions diverses ; **article 45** : opérations sur les obligations remises en indemnité ; détaxation du revenu investi en actions (p. 2423) ; **article 49** : intérêt de l'article pour les anciens actionnaires des sociétés nationalisées ; ses amendements nos 112 et 113 (rédactionnels) : adoptés (p. 2426) ; **titre III** : nationalisation de deux compagnies financières ; **article 28 précédemment réservé** : ses amendements nos 83, 84, 85 (rédactionnels) : adoptés (p. 2432) ; son amendement n° 86 (rédactionnel) : adopté (p. 2433) ; **article 29 précédemment réservé** : son amendement n° 1120 (application de la loi de 1966 aux deux compagnies financières) (p. 2439) ; adopté (p. 2440) ; **article 30 précédemment réservé** : son amendement n° 88 (rédactionnel) : adopté (p. 2448) ; son amendement à titre personnel n° 1262 (cession des participations majoritaires ou minoritaires détenues par les deux compagnies financières dans des filiales) : adopté (p. 2449) ; tentative d'obstruction du travail parlementaire (p. 2450) ; limitation de la capacité du Gouvernement par l'amendement n° 1132 de M. Michel Noir (p. 2451) ; **article 32 précédemment réservé** : son amendement n° 90 (méthode d'évaluation de la valeur d'échange des actions ; rédactionnel) ; son sous-amendement n° 1353 à son amendement n° 90 (rédactionnel) [24 octobre 1981] (p. 2475) ; adopté ; adoption de l'amendement n° 90 modifié par scrutin public (p. 2476) ; **après l'article 32** : réponse à l'amendement n° 1167 de M. Michel Noir fournie par l'article 49 (p. 2477) ; **article 33 précédemment réservé** : son amendement n° 91 (suppression de l'article) ; difficultés sur la conformité de l'article à la Constitution ; respect des engagements du Gouvernement sur les rétrocessions (p. 2484) ; amendement n° 91 adopté par scrutin public (p. 2487) ; **article 26 précédemment réservé** : amendement n° 317 de M. Charles Millon satisfait par l'article 49 (p. 2496) ; **après l'article 33** : extension du secteur public

aux services de distribution d'eau (p. 2497) ; **article 34 :** son amendement n° 92 (durée des fonctions des actuelles équipes dirigeantes ; de coordination avec les articles 7 et 19) ; adopté après modification (p. 2503) ; son amendement n° 93 (maintien en fonction des organes représentatifs des salariés) (p. 2504) ; adopté (p. 2505) ; **article 35 :** son amendement n° 94 (de coordination avec les articles 8 et 20) ; adopté, après modification, par scrutin public (p. 2508) ; son amendement n° 95 (cinq administrateurs représentant l'Etat au conseil d'administration) : adopté (p. 2510) ; son amendement n° 96 (cinq représentants des salariés au conseil d'administration des compagnies financières) : adopté (p. 2511) ; son amendement n° 97 (cinq administrateurs nommés en raison de leurs compétences) : adopté ; son amendement n° 98 (possibilité de représentation des usagers au conseil d'administration) (p. 2512) ; adopté ; son amendement n° 99 (critères et modalités de désignation des administrateurs fixés par la loi au terme de la période transitoire) (p. 2513) ; adopté après modification (p. 2514) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 36** (*suite*) : son amendement n° 100 (désignation des administrateurs jusqu'à la mise en place des nouveaux conseils d'administration) [26 octobre 1981] (p. 2533) ; modifié et adopté ; son amendement n° 101 (suppression de l'obligation faite aux organisations syndicales de présenter trois noms par siège à pourvoir) : adopté ; son amendement n° 102 (administrateurs salariés, ancienneté) : retiré (p. 2534) ; son amendement n° 103 (rédactionnel) ; adopté ; son amendement n° 104 (moyens des administrateurs salariés) : retiré au profit de l'amendement n° 1390 du Gouvernement (p. 2535) ; **article 37 :** son amendement n° 105 (nomination du président du conseil d'administration après avis du conseil) : adopté ; son amendement n° 106 rédactionnel) : adopté (p. 2538) ; son amendement n° 107 (suppression du dernier alinéa de l'article) : adopté (p. 2539) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 40 :** remboursement des rompus ; échange des titres et opérations de remboursement des rompus (p. 2559) ; **après l'article 40 :** inutilité de l'identitication des actions en échange desquelles les obligations sont remises ; autonomie de gestion des entreprises nationalisées (p. 2560) ; **article 42 précédemment réservé :** transformation en obligations indemnitaires des obligations convertibles émises par les sociétés nationalisables (p. 2562) ; **article 42 précédemment réservé :** son amendement n° 108 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 109 devient sans objet du fait de l'adoption n° 1416 du Gouvernement ; nature réglementaire des dispositions de l'amendement n° 1303 de M. Michel Noir (p. 2563) ; **article 43 précédemment réservé :** son amendement n° 110 (amortissement des obligations remises en indemnité réalisé au 1er janvier 1997) : adopté (p. 2564) ; **article 44 précédemment réservé :** article 2 de la loi du 3 janvier 1977 ; son amendement n° 111 (amortissement des obligations indemnitaires non réclamées par leurs titulaires) : adopté ; après **l'article 49 :** participations de l'Etat dans la presse (p. 2565) ; **article 50 :** son amendement n° 114 (suppression de l'article) : adopté (p. 2569) ; **après l'article 50 :** amendements répétitifs de l'opposition (p. 2570) ; future loi d'organisation du crédit ; rétablissement du comité d'organisation de Vichy prévu par l'amendement n° 1366 de M. Charles Millon ; s'oppose à la garantie par l'Etat des dettes contractées par des sociétés nationalisées du fait de la présente loi (p. 2571) ; utilisation de raisons sociales et de noms patronymiques par l'Etat (p. 2572) ; actionnariat des salariés des banques nationalisées (p. 2573) ; son amendement n° 115 (loi relative à l'organisation et à la démocratisation du secteur public) (p. 2574) ; sollicitude de l'opposition à l'égard des droits des travailleurs (p. 2576) ; adoption de l'amendement n° 115 ; concurrence dans le secteur du crédit ; non nationalisation des réseaux mutualistes et coopératifs (p. 2577) ; ses observations sur les sous-amendements de l'opposition à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon (p. 2579) ; défense de la liberté des professions juridiques (p. 2580) ; **après l'article 50** (*suite*) : son amendement n° 116 (création d'une délégation parlementaire pour le secteur nationalisé) : devenu sans objet avec l'adoption de l'amendement n° 1377 de M. André Billardon (p. 2587) ; information du Parlement sur le secteur public (p. 2588) ; ses observations sur l'amendement n° 1371 de M. Charles Millon (p. 2589).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : rejet par la commission de l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean Foyer ; reprise du texte de première lecture [1er décembre 1981] (p. 4281) ; amendements adoptés par la commission ; contradiction de l'opposition sur l'article 33 ; évolution positive à l'intérieur des entreprises nationalisables ; délégation d'hommes d'affaires et de responsables de l'opposition au Chili (p. 4282) ; rénovation de l'appareil productif et nouvelle citoyenneté économique (p. 4283).

Discussion des articles : **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** s'oppose à l'amendement de suppression de l'article présenté par M. Charles Millon (p. 4303) ; **après l'article 1er :** examen par la commission des finances des conséquences financières pour l'Etat de l'accord passé avec Matra (p. 4306) ; **article 2 :** son amendement n° 6 (possibilité pour les personnes publiques détenant des actions des sociétés nationalisables de les échanger contre des obligations indemnitaires) : adopté ; son amendement n° 7 (personnes publiques détenant des actions des sociétés nationalisables ; délai d'option d'un an pour l'échange contre des obligations indemnitaires) : adopté (p. 4308) ; **article 5 :** indemnisation préalable ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté (p. 4311) ; **article 6 :** s'oppose à la constitution d'une commission chargée d'évaluer l'indemnisation (p. 4313) ; **article 7 :** son amendement n° 9 (durée des fonctions des actuels commissaires aux comptes) : adopté (p. 4315) ; **titre II :** nationalisation de banques ; **article 13 :** liste des banques nationalisables (p. 4334) ; **article 14 :** son amendement n° 10 (harmonisant l'article 14 et l'article 2) : adopté ; son amendement n° 11 (harmonisant l'article 14 et l'article 2) : adopté [3 décembre 1981] (p. 4380) ; **article 16 :** son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté ; **article 17 :** son amendement n° 13 (rédactionnel) (p. 4382) ; adopté (p. 4383) ; **article 18 :** absence d'une commission d'évaluation en 1945 ; **article 19 :** son amendement n° 14 (harmonisant l'article 19 avec l'ensemble de la loi) (p. 4384) ; adopté (p. 4385) ; **article 28 :** son amendement n° 15 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté (p. 4390) ; **article 31 :** son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté (p. 4391) ; **article 34 :** son amendement n° 18 (fonctions des commissaires aux comptes) : adopté (p. 4393) ; **article 42 :** son amendement n° 19 (allongeant le délai ouvert aux porteurs d'obligations convertibles pour effectuer leurs options) : adopté (p. 4394).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur : exception d'irrecevabilité adoptée par le Sénat ; respect du bon usage parlementaire par la majorité [18 décembre 1981] (p. 5169) ; nationalisation, moyen d'une politique économique audacieuse ; surcroît de dynamisme et de compétitivité grâce à la démocratie industrielle ; force de loi donnée à une novation irréversible (p. 5170).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et réformes administratives. — *Discussion générale :* dégradation des relations citoyens-administration sous les Gouvernements précédents ; rapport Longuet ; colonisation de l'Etat par une caste [13 novembre 1981] (p. 3613) ; restauration nécessaire du service public ; règlement d'ici 1985 des problèmes des non-titulaires ; horaires d'ouverture des services publics ; extension des garanties statutaires ; lutte contre la bureaucratie et le secret administratif ; décentralisation ; mise en place d'hommes et de femmes capables d'appliquer loyalement la politique voulue par le pays ; devoir de neutralité ; rénovation civique (p. 3614).

Recherche et technologie. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : rupture avec la politique des Gouvernements précédents et concrétisation des engagements pris par le Président de la République ; avis très favorable de la commission des finances pour les crédits de 1982 ; volonté de privilégier le long terme, les grands programmes vitaux et les filières jugées décisives ; distinction entre l'enveloppe interministérielle de recherche inscrite au budget du ministère de la recherche et les programmes de développement technologique ; action de coordination et de concertation du nouveau ministère ; organisation d'un colloque national de la recherche ; progression de près de 30 p. 100 du budget de la recherche devenant ainsi une des grandes priorités du budget de l'Etat ; priorité donnée à l'emploi ; créations d'emplois [19 novembre 1981] (p. 3997) ; financement des programmes de développement technologique en accroissement de 36 p. 100 ; rôle fondamental de l'information scientifique et technique ; création de six missions chargées de mettre en œuvre un nouveau modèle de développement, de créer les conditions d'un usage raisonné de la science et de la technique ; rôle des sciences sociales ; C.N.R.S. ; problème de l'information ; réhabilitation du plan ; développement des nouvelles technologies et introduc-

tion de nouveaux processus de production ; organisation d'un grand débat national ; valorisation de la recherche ; augmentation des crédits destinés à encourager l'effort de recherche des entreprises ; rattachement de la D.I.T. (délégation à l'innovation et à la technologie) et de l'A.N.V.A.R. (agence nationale de valorisation de recherche) au ministère de la recherche ; nécessité de revoir les relations entre organismes publics de recherche et entreprises nationales ; association plus étroite de l'industrie à la recherche fondamentale ; nécessité d'éviter l'appauvrissement scientifique et technique du secteur privé au profit des laboratoires des entreprises publiques ; diffusion du progrès technique auprès des P.M.E. ; création d'entreprises satellites dans la mouvance des sociétés nationales ; contrats de sous-traitance entre sociétés nationales et P.M.E. ; constitution de centres régionaux de recherches multidisciplinaires ; développement des accords techniques et de commercialisation avec les entreprises étrangères ; articulation entre le plan quinquennal et la durée des grands programmes de développement technologique (p. 3998) ; nécessité d'une prochaine loi d'orientation de la recherche (p. 3999).

Examen des crédits : **état B, titre III :** création de trente emplois dans l'administration centrale ; élargissement des compétences du ministère ; **état C, titre V :** développement de l'information scientifique et technique (p 4017) ; **après l'article 92 :** s'oppose aux amendements n° 5, 6, 7 et 8 de M. Jean-Louis Masson (p. 4018).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : politique de croissance économique et sociale ; stratégie de sortie de la crise ; effort de solidarité nationale ; rénovation de l'appareil de production ; relations sociales dans l'entreprise ; organisation de la croissance pour réduire le chômage et reconstruire le tissu industriel ; reconquête concurrentielle du marché intérieur ; besoins en produits manufacturés ; amélioration de la productivité ; relation entre les actions de formation et les besoins en personnel de l'industrie du futur ; action en faveur du premier emploi des jeunes ; développement de la formation alternée ; partage du travail ; restructurations industrielles ; prise en compte des interdépendances entre activités ; marchés porteurs de l'électronique grand public ; secteur des biens d'équipements industriels ; transformations technologiques ; économies d'énergie ; objectifs de la politique industrielle ; effets d'entraînement et de diffusion au sein du tissu industriel ; cohérence entre les moyens et les objectifs ; rôle d'entraînement du secteur public [11 décembre 1981) (p. 4715) ; cohérence des moyens financiers (p. 4716).

CHASSEGUET (Gérard)

Député de la Sarthe

(1re *circonscription*)

R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22)).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier l'article 29 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 73-1193 du 27 décembre 1973) (n° 556) [4 décembre 1981] (p. 4427).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'installation des **jeunes agriculteurs** en les exonérant partiellement des cotisations sociales **(n° 47)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à permettre aux **anciens combattants** invalides à 60 p. 100 ou plus de prendre leur **retraite à partir de l'âge de cinquante-cinq ans (n° 48)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi relative à la profession de **psychorééducateur (n° 49)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à aménager les dispositions de l'article 850, alinéa 2, du code rural, relatives aux travaux d'amélioration effectués par le **preneur à bail rural (n° 50)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à exonérer partiellement les revenus des personnes qui ont dû louer le logement dont elles sont propriétaires lorsque cette location est nécessitée par des raisons de maladie ou d'ordre professionnel **(n° 51)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à la reconnaissance de la qualité de comptable aux **receveurs-distributeurs** et à leur intégration dans le corps des recettes **(n° 52)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à l'institution d'une **détaxe des carburants utilisés par les artisans-chauffeurs de taxi et les voyageurs, représentants de commerce et placiers (n° 53)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à donner **vocation à la qualité de combattant** aux militaires ayant participé aux opérations de **Madagascar,** entre le 30 mars 1947 et le 30 septembre 1949 **(n° 171)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant **vocation à la qualité de combattant** aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en **Afrique du Nord** entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 **(n° 172)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à ouvrir l'accès au **Crédit agricole** en tant que sociétaires, aux négociants en grains agréés, adhérents d'une société coopérative de caution mutuelle **(n° 274)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 29 de la **loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 73-1193 du 27 décembre 1973) **(n° 556)** [19 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : avenir du collège militaire du Mans : audition de M. Chauveau par le ministre de la défense ; effets sur l'emploi de la transformation du collège [9 décembre 1981] (p. 4565).

INTERVENTIONS

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 42 (suppression de la référence à la répartition des concours de l'Etat à l'agriculture et à la contribution des exploitants au financement des charges publiques ainsi que la référence à la reconnaissance des revenus individuels réels des agriculteurs) [12 décembre 1981] (p. 4802) : rejeté (p. 4803).

CHAUBARD (Albert)

Député de l'Allier

(2e *circonscription*)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre du comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures [*J. O.* du 17 septembre 1981] (p. 2489).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Industrie : Energie) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [*J. O.* du 4 décembre 1981] (p. 3314).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) ; tome IX : Industrie : **Energie (n° 475)** [16 octobre 1981].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XVII : Transports : **transports intérieurs (n° 475)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

— *Discussion :* croissance sociale ; économie d'énergie ; énergies nouvelles ; relance charbonnière ; décentralisation ; secret et autoritarisme du tout nucléaire ; surcapacité d'électricité avec six tranches pour les années 1982-1983 ; choix entre le retraitement ou le stockage définitif des combustibles étrangers [6 octobre 1981] (p. 1535).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et énergie. — *Discussion générale ;* rapporteur pour avis pour l'énergie : politique charbonnière ; objectif de 30 millions de tonnes de charbon national en 1990 ; économies d'énergie : désencadrement des crédits ; primes ; rôle de l'A. N. A. H. ; mise en place d'un service public des économies d'énergie [14 novembre 1981] (p. 3736).

CHAUVEAU (Guy-Michel)

Député de la Sarthe

(3e *circonscription*)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* évolution du monde rural et agricole : vieillissement ; installation des jeunes ; maîtrise et répartition du foncier [6 novembre 1981] (p. 3290).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* écoles militaires ; formation militaire ; explication de la stratégie de défense ; école interarmes [14 novembre 1981] (p. 3686).

CHENARD (Alain)

Député de la Loire-Atlantique

(2e *circonscription*)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864.)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (art. 4 et 34) (n° 105) [22 juillet 1981] (p. 281) ; (art. 45 et 48) [8 septembre 1981] (p. 828).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Transports : Transports intérieurs) [27 octobre 1981] (p. 2641).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes des départements et des régions (titres Ier et II) (p. 105).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : exonération de la taxe professionnelle ; sociétés d'économie mixte ; intervention économique des collectivités locales ; protection des intérêts économiques et sociaux de la population communale et départementale ; rôle des régions ; dimension intercommunale de l'action économique ; association des grandes villes à l'action économique ; service de développement industriel ; gestion de services dans les domaines de l'industrie, du commerce et de la gestion ; association des échelons locaux à l'élaboration du Plan [27 juillet 1981] (p. 316) ; secteur privé concurrencé par les interventions économiques des collectivités locales ; statut des élus locaux et de la fonction publique locale (p. 317). *Discussion des articles :* **article 4 :** soutient l'amendement n° 178 de la commission de la production (rédactionnel) [28 juillet 1981] adopté (p. 448) ; soutient l'amendement n° 179 de la commission de la production (prise de participation dans les sociétés de services communaux et les sociétés d'économie mixte) [30 juillet 1981] (p. 543) : retiré (p. 544) ; **article 34 :** soutient l'amendement n° 180 de la commission de la production (substitution à la notion de services départementaux celle d'activités d'intérêt général) : retiré [2 août 1981] (p. 779).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** constructions nouvelles ; responsabilités des élus locaux [15 décembre 1981] (p. 4903) ; **article 6 :** intervention du groupe socialiste lors de la discussion des amendements (p. 4919) ; **article 7 :** s'exprimera à l'occasion des amendements (p. 4922) ; **article 10** *bis :* longueur de la procédure (p. 4927) ; **article 11 :** tentative d'intimidation des maires menée par l'opposition ; délégation et transfert de responsabilités impliquant l'acceptation des règles de la responsabilité (p. 4929).

Explications de vote : vote favorable du groupe socialiste [20 décembre 1981] (p. 5363).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre II :** nationalisation des banques ; **après l'article 26 :** conception nationale socialiste du droit prêtée à la majorité par l'opposition [23 octobre 1981] (p. 2397).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : héritage catastrophique ; investissements en faveur des déviations et des rocades urbaines ; entretien du réseau national [7 novembre 1981] (p. 3333) ; voies navigables ; projet de T. G. V. atlantique ; droit au transport pour tous ; tramway français ; péages ; affectation du « versement transports » ; droit au transport ; renouveau du rail ; sécurité routière (p. 3334).

CHEPY-LÉGER (Annette)

Député de la Marne

(3e *circonscription*)

Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale

Elue le 21 juin 1981.

Secrétaire d'âge.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [7 juillet 1981] (p. 43).

Annulation de son élection [4 décembre 1981] (p. 4429).

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Représentant suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J. O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Urbanisme et logement) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome X : **Urbanisme et logement (n° 475)** [16 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : situation de la société Armand Thierry-Sigrand : conséquences internationales ; coût de la restructuration ; conséquences économiques pour la commune d'Aizenay [25 novembre 1981] (p. 4168).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion générale : politique en faveur du logement et du cadre de vie ; relance de la construction grâce à une nouvelle autorisation de programme et ses conséquences sur le secteur du bâtiment ; revalorisation de l'aide personnalisée au logement ; amélioration de l'habitat notamment dans le secteur du logement social [16 juillet 1981] (p. 167) ; augmentation des effectifs dans les services de l'équipement (p. 168).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : absence de caractère dissuasif ; opinion publique ; engrenage de la violence ; avortement [18 septembre 1981] (p. 1198).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* commerce et artisanat en milieu rural [5 novembre 1981] (p. 3183).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : budget de redressement ; définition des orientations prioritaires de l'urbanisme ; accélération de l'élaboration des documents de planification urbaine ; relance de l'action foncière publique ; réforme de l'enseignement de l'architecture ; rupture avec la politique antérieure ; détérioration de l'emploi dans le secteur du bâtiment et des travaux publics [12 novembre 1981] (p. 3537) : principales orientations du budget du logement ; relance de l'activité du bâtiment ; mise en chantier de 400 000 logements en 1982 ; développement du secteur de la réhabilitation du parc existant (H. L. M.) ; effort important consacré aux travaux visant à économiser l'énergie ; relèvement des barèmes d'aides ; projets de loi tendant à assurer l'évolution modérée des loyers et à instituer les rapports entre bailleurs et locataires ; création d'un impôt foncier ; conséquences sur les prêts au logement du relèvement du taux d'intérêt servi par les caisses d'épargne ; procédure de conventionnement (p. 3538).

Droits de la femme. — *Discussion générale :* nécessaire disparition de toute discrimination à l'égard des femmes ; respect de leurs droits dans tous les domaines : économiques, politiques, culturels, sociaux et familiaux ; droit à l'emploi ; création d'un véritable statut pour le conjoint d'artisans et de commerçants ; statut des agricultrices ; mesures concrètes en faveur des femmes seules, veuves ou divorcées ; nécessité de porter le taux de réversion de pension à 60 p. 100 ; créer rapidement un fonds national chargé d'assurer le recouvrement et le versement régulier des pensions alimentaires pour les femmes divorcées ; institution d'une allocation-veuvage et d'une assurance-divorce (p. 3899).

CHEVALLIER (Daniel)

Député des Hautes-Alpes
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

CHEVÈNEMENT (Jean-Pierre)

Ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie.

Député du Territoire de Belfort
(1re circonscription)
Socialiste
Ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de M. Jean Foyer : centre national de la recherche scientifique : réforme « autoritaire » du C. N. R. S. en 1979 ; conditions du départ de M. Chabbal ; réforme démocratique du C. N. R. S. ; intervention du ministre de la recherche pour que soit mis fin aux fonctions de M. Morisson, directeur des sciences sociales au C. N. R. S. ; préparation du projet de budget en 1982 ; réforme des statuts du C. N. R. S. [4 novembre 1981] (p. 3087) ; colloque national sur la recherche et la technologie (p. 3088).

INTERVENTIONS

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : recherche énergétique ; énergie nationale abondante et compétitive [6 octobre 1981] (p. 1508) ; économies d'énergie, habitat, transports, procédés industriels, procédés de stockage ; énergies nouvelles ; recherche charbonnière ; recherche en matière d'hydrocarbures ; recherche nucléaire ; retraitement et stockage des déchets ; francisation du procédé Westinghouse ; Super-Phénix ; fusion thermo-nucléaire ; inertie du système énergétique et rigidités de l'appareil industriel (p. 1509) ; information sur l'énergie ; refus de l'impasse sur le nucléaire ; exportation du nucléaire (p. 1510).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* réforme des statuts du C. N. R. S. par le précédent Gouvernement [19 novembre 1981] (p. 4006) ; effort sans précédent en faveur de la recherche et de la technologie ; traduction concrète d'une ambition nationale exprimée par M. François Mitterrand ; objectif fixé par le Gouvernement de porter les moyens consacrés à la recherche au niveau de 2,5 p. 100 du produit intérieur brut en 1985 ; création d'un ministère d'Etat assurant l'unité d'action en matière de recherche, d'une part, et de développement technologique, d'autre part ; placement du C. N. R. S. et de l'A. N. V. A. R. sous la tutelle du ministère de la recherche et de la technologie ; inscription des dotations des principaux organismes de recherche à son budget ; nécessité de définir les modalités de partage de la tutelle avec les ministères intéressés ; renforcement de la coordination interministérielle (p. 4012) ; mise en œuvre des réformes d'organisation et de statut des personnels des organismes de recherche ; objet de la loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique ; organisation d'un colloque national sur la recherche et la technologie précédé d'assises régionales ; expression des besoins régionaux ; démocratisation des procédures de décision au sein des organismes scientifiques ; « transparence » des choix ; effets salutaires de la crise provoquée au C. N. R. S. ; nécessité d'une politique cohérente de l'emploi scientifique ; création d'emplois ; rapprochement indispensable de la recherche et de ses utilisateurs facilité par les nationalisations et le rôle nouveau de la planification ; amélioration de l'insertion de la science et de la technologie dans la société ; diffusion des connaissances d'information scientifique et technique ; animation régionale de la recherche et développement de pôles régionaux ; organisation de notre système de recherche ; modification des statuts du C. N. R. S. afin de donner aux sciences sociales un nouvel élan (p. 4013) ; réforme des statuts des personnels de la recherche ; objectif de 2,5 p. 100 du produit intérieur brut à atteindre en 1985 pour la recherche ; effort public sur quelques secteurs et insuffisance de l'effort parallèle des entreprises ; rôle moteur des entreprises nationales ; P. M. I. et innovations ; études de mesures fiscales en leur faveur ; politique en matière d'emploi ; financement adapté de la politique de l'innovation ; problème de l'industrialisation de produits nouveaux ; accroissement des moyens financiers de l'A. N. V. A. R. ; progression de 30 p. 100 du budget civil de la recherche ; politique de l'emploi ; création de postes (p. 4014) ; prolongement de la croissance indispensable jusqu'en 1985 grâce à la loi d'orientation et de programmation ; déroulement des carrières ; amélioration rapide de la situation des I. T. A. ; formation des jeunes à la recherche et par la recherche ; revalorisation des allocations de recherche de la D. G. R. S. T. ; mesures en faveur du personnel sans statut ; cas des entreprises sous-traitantes ; définition des critères d'intégration ; refonte des statuts des personnels de la recherche publique ; reconstitution du potentiel de nos laboratoires ; effort consenti pour la recherche de base ; missions prioritaires ; nouveaux matériaux : la chimie fine, les industries agricoles et alimentaires, la recherche médicale sur l'enfance et sur le vieillissement ; innovation industrielle ; problèmes de l'information scientifique et technique ; défense du français comme langue scientifique (p. 4015) ; meilleure valorisation de la recherche ; création de centres de recherche régionaux multidisciplinaires ; création d'un office d'évaluation des choix technologiques ; problème des sciences sociales et humaines ; rôle du C. N. R. S. dans le domaine des sciences sociales ; géothermie ; études d'épistémologie ; effort nécessaire pour lier l'activité de recherche à un nouveau type de croissance ; problème de l'instrumentation et de la recherche industrielle ; diminution des crédits de paiement du commissariat à l'énergie atomique ; dépôts de brevets au titre des recherches appliquées ; liaison nécessaire entre les universités et les grandes écoles ; recherche fondamentale ; augmentation des autorisations de programme du C. N. R. S. ; problèmes de l'I. N. R. A. ; recherche d'un équilibre entre la définition nécessaire d'une politique de la recherche et l'indépendance des chercheurs ; C. E. A. ; microélectronique ; décloisonnement de la recherche ; introduction de la recherche dans les I. U. T. ; substitution du temps du dialogue et du respect au temps du mépris (p. 4016).

Examen des crédits : **état B, titre III** : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Claude Birraux ; **état C, titre V :** s'oppose à l'amendement n° 134 de la commission ; information scientifique et technique (p. 4017) ; **après l'article 92 :** demande à M. Jean-Louis Masson de retirer ses amendements n°s 5, 6, 7 et 8 ; sa réponse écrite au sujet de l'I. R. S. I. D. (p. 4018).

CHEYSSON (Claude)

Ministre des relations extérieures.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre des relations extérieures : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre des relations extérieures (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

DEPOTS

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Pologne relatif aux **instituts français en Pologne** et aux **instituts polonais en France (n° 89)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la **conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (n° 90)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention sur la **sécurité sociale** du 28 février 1952 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **Principauté de Monaco (n° 91)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant la ratification d'une **Convention consulaire** entre la République française et la **République démocratique allemande (n° 92)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention d'assistance administrative mutuelle en matière de **douane** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République d'Autriche (n° 93)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République démocratique allemande** relatif au statut et aux modalités de fonctionnement des **centres culturels** institués par l'Accord de coopération culturelle conclu entre eux **(n° 94)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un Accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant la **pêche dans le lac Léman (n° 95)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'**Ile Maurice** tendant à éviter les **doubles impositions** en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune **(n° 96)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant la ratification d'un Accord entre la France et le **Canada** sur l'**extradition (n° 97)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République du Mali** sur la **sécurité sociale (n° 98)** [15 juillet 1981].

Projet de loi concernant l'application de l'**Accord Franco-Guinéen** du 26 janvier 1977 relatif au règlement du **contentieux financier** entre les deux pays **(n° 99)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République du Libéria** sur l'encouragement et la protection réciproques des **investissements (n° 100)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une disposition complémentaire aux **Conventions internationales concernant le transport par chemins de fer** des marchandises, des voyageurs et des bagages **(n° 486)** [2 novembre 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République d'Islande** afin d'éviter la **double imposition en matière de transport aérien (n° 487)** [2 novembre 1981].

Projet de loi

1° autorisant la ratification d'un accord relatif aux produits relevant de la communauté européenne du charbon et de l'acier, signé entre les **Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la République du Zimbabwe ;**

2° autorisant l'approbation d'un Accord interne entre les Etats membres de la Communauté économique européenne, modifiant l'**Accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté** signé le 20 novembre 1979 **(n° 488)** [2 novembre 1981].

Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole portant amendement de la convention relative à l'**aviation civile internationale** (article 83 *bis*) **(n° 489)** [2 novembre 1981].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Bernard Derosier : Irlande et position du Gouvernement français** [15 juillet 1981] (p. 113-114) ;

— **M. Gilbert Gantier : implantation d'une antenne de l'O.L.P.** [15 juillet 1981] (p. 116) ;

— **M. Robert Montdargent : Irlande du Nord** [15 juillet 1981] (p. 117) ;

— **M. Jean-Guy Branger : conséquence de la mort du président Sadate :** concertation de la France avec ses partenaires européens ; camp David [7 octobre 1981] (p. 1561) ;

— **M. Gilbert Gantier : mouvement neutraliste en Europe :** indépendance de la force de dissuasion française [14 octobre 1981] (p. 1778) ;

— **M. François Asensi : semaine mondiale de l'O. N. U. sur le désarmement :** proposition de création d'une agence internationale de satellites de contrôle ; conférence de Madrid sur le désarmement en Europe ; accords régionaux et négociations entre les « super-grands » [14 octobre 1981] (p. 1779) ;

— **M. Jacques Baumel : déclaration de M. le ministre des relations extérieures après la mort du président Sadate :** voyage du Chef de l'Etat français en Israël ; mort du président Sadate ; évolution de l'Egypte et paix au Proche-Orient [14 octobre 1981] (p. 1781) ;

— **M. Bernard Stasi : droits de l'homme :** condamnation solennelle de toute discrimination ; soutien du Gouvernement aux organisations humanitaires telle qu'Amnesty International ; méthode permettant d'améliorer le sort d'une personne [4 novembre 1981] (p. 3080) ; extradition pour motifs politiques ; contrats commerciaux (p. 3081) ;

— **M. Marc Lauriol : transfert d'archives en Algérie :** poursuite des négociations avec l'Algérie sur la communication des archives [18 novembre 1981] (p. 3931) ;

— **M. Michel Cointat : diffusion d'une émission télévisée sur les conditions d'adoption d'enfants colombiens :** problèmes de l'adoption d'enfants étrangers ; procédure normale d'adoption ; cas de la Colombie [25 novembre 1981] (p. 4164) ;

— **M. Guy Malandain : situation au Nicaragua et au Salvador :** troubles actuels dus aux injustices existant dans ces sociétés ; aide humanitaire de la France [2 décembre 1981] (p. 4349-4350) ;

orales sans débat de :

— **M. Charles Miossec (n° 97) : négociations avec l'Algérie :** accord sur la livraison algérienne de gaz naturel liquéfié ; relations économiques entre la France et l'Algérie ; négociations techniques entre Gaz de France et Sonatrach ; mission des deux « sages » [11 décembre 1981] (p. 4672) ;

— **M. Emmanuel Hamel (n° 108) : difficultés des artisans coiffeurs :** hausse des tarifs de la coiffure par rapport à la hausse de l'indice I. N. S. E. E. ; crise du volume des affaires pour la coiffure « hommes » ; blocage des prix des prestations de services ; enquête effectuée au siège de certaines organisations professionnelles de la coiffure par les services de la direction de la concurrence et de la consommation ; effets sur l'emploi ; examen, par les services du ministère du commerce et de l'artisanat et du ministère de l'économie et des finances, des problèmes soulevés par les professionnels de la coiffure [11 décembre 1981] (p. 4673) ;

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 87).**

Première lecture, discussion générale : établissement d'un réseau d'accords sur les doubles impositions avec les pays d'Europe de l'Est ; convention fiscale type élaborée par l'O. C. D. E. [24 juillet 1981] (p. 289).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord de coopération culturelle, scientifique et technique et d'un protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire révolutionnaire de Guinée (n° 82).**

Première lecture, discussion générale : normalisation des relations entre la France et la Guinée ; liens de coopération ; abrogation des accords culturels et techniques de 1961 et de 1963 ; institution d'une commission mixte ; scolarisation des ressortissants français [24 juillet 1981] (p. 289) ; protocole annexe fixant le statut du personnel français mis à la disposition de la Guinée et les garanties accordées à ce personnel (p. 290).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de l'Accord portant acte constitutif de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (n° 9).**

Première lecture, discussion générale : transformation de l'O. N. U. D. I. en une institution spécialisée ; gestion du budget de l'O. N. U. D. I. ; garanties données aux grands contributeurs : minorité de blocage dans l'adoption du budget [24 juillet 1981] (p. 291).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la Convention du 27 novembre 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (n° 110).**

Première lecture, discussion générale : évolution de la pratique internationale en matière fiscale ; changements intervenus dans les législations internes du Japon et de la France depuis 1964 ; protectionnisme japonais ; imperméabilité du marché japonais aux entreprises européennes [24 juillet 1981] (p. 290) ; vente de six avions Airbus à la compagnie japonaise TOA (p. 291).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires telle que modifiée par le protocole de 1978 (n° 7).**

Première lecture, discussion générale : affaire de l'*Amoco Cadiz ;* rejet de substances polluantes par les navires à l'occasion de leur exploitation normale ; application des réglementations et des interdictions aux hydrocarbures sous toutes leurs formes ; prévention de la pollution ; autorité compétente ; conditions d'entrée en vigueur de la convention : ratification par quinze Etats représentant 50 p. 100 du tonnage mondial ; importance de la ratification française ; conférence de Paris ; contrôle de l'application de la convention par le ministre de la mer [24 juillet 1981] (p. 292).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine sur l'établissement de postes consulaires (n° 84).**

Première lecture, discussion générale : Convention de Vienne du 24 avril 1963 régissant les relations consulaires ; consulat général de France à Shanghaï ; importance de la ville de Shanghaï pour le tourisme français en Chine et

pour les exportations de la France vers la Chine ; consulat général de Chine à Marseille ; liberté de circulation des membres du poste consulaire ; inviolabilité des locaux consulaires ; première convention de ce type conclue par la Chine [24 juillet 1981] (p. 293).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 109).

Première lecture, discussion générale : dépassement de la Convention de 1953 régissant les relations fiscales entre la France et la Norvège ; évolution des législations internes après les découvertes pétrolières ; changement intervenu dans la pratique fiscale internationale ; ajustement opéré par la convention favorable dans l'ensemble aux entreprises françaises exerçant en Norvège ; nécessité d'accélérer au maximum le processus conventionnel ; conséquences des procédures gouvernementales ou parlementaires dans la soumission de textes internationaux à l'approbation de la représentation nationale [24 juillet 1981] (p. 294).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France (n° 8).

Première lecture, discussion générale : non-remise en cause par l'accord de notre statut de puissance nucléaire militaire, ni des possibilités liées à notre force de dissuasion ; accès à l'uranium en Australie et au Canada [24 juillet 1981] (p. 295).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Liberia sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 100).

Première lecture, discussion générale : pavillons de complaisance [24 juillet 1981] (p. 296).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique allemande relatif au statut et aux modalités de fonctionnement des centres culturels institués par l'accord de coopération culturelle conclu entre eux (n° 94).

Première lecture, discussion générale : la France, première puissance occidentale à signer un accord de coopération culturelle avec la République démocratique allemande [24 juillet 1981] (p. 298).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali sur la sécurité sociale (n° 98).

Première lecture, discussion générale : évolution de la législation française vers des systèmes de protection permettant aux Français détachés à l'étranger de continuer à bénéficier des mêmes facilités que celles dont ils disposent en France ; volonté de donner des garanties aussi complètes que possible aux étrangers en situation régulière en France [24 juillet 1981] (p. 298).

— Projet de loi autorisant la ratification d'une Convention consulaire entre la République française et la République démocratique allemande (n° 92).

Première lecture, discussion générale : caractère des négociations ; problème de la nationalité allemande et son règlement ; accord quadripartite sur la nation allemande [24 juillet 1981] (p. 300).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement, *discussion générale* : imperfection du reflet des intentions du Gouvernement données par le budget du ministère des affaires extérieures ; augmentation des moyens du ministère ; problèmes liés aux fluctuations du dollar ; réalisation partielle du plan quinquennal de redressement ; amélioration de la sécurité des agents en poste à l'étranger ; rend hommage à la mémoire de Louis Delamare, ambassadeur de France à Beyrouth, assassiné ; amélioration et modernisation de la gestion quotidienne (consulat et ambassade) ; amélioration et rationalisation de l'implantation immobilière de la France à l'étranger [18 novembre 1981] (p. 3965) ; accroissement de la solidarité avec les Français de l'étranger ; protection des colonies françaises en cas de crise ; accroissement de la solidarité avec les réfugiés et les apatrides ; importance du service social d'aide aux immigrants ; développement des aides d'urgence en cas de cataclysme ; solidarité avec les nations du sud ; croissance impressionnante des contributions de la France à des fins humanitaires ; insuffisance des émissions radiophoniques vers l'étranger ; développement de l'action de la Somera au Proche-Orient ; donner à Radio-France internationale son plein essor ; importance de l'action culturelle française à l'étranger ; problème de la scolarisation des enfants français à l'étranger ; nécessité de regrouper dans la même direction générale l'ensemble des moyens de l'action culturelle française à l'étranger ; unicité de la politique extérieure de la France définie par le Président de la République, le Gouvernement et contrôlée par le Parlement ; problèmes économiques des pays de la communauté économique européenne (p. 3966) ; meilleure utilisation du marché européen ; relance de l'Europe ; conséquences néfastes des choix fiscaux et monétaires des Etats-Unis ; rôle novateur de la Communauté européenne dans certains rapports avec le tiers monde (convention de Lomé) ; problème des variations erratiques des cours des matières premières ; dommages causés par les variations des taux de change et des taux d'intérêt ; nécessité de multiplier les accords de matières premières et d'étendre l'assurance du producteur contre les mauvaises années (modèles Stabex et Lomé) ; nécessité de remettre en cause la confiscation des marchés à terme par les spéculateurs ; nécessité de traiter à un niveau global (les Nations unies) les négociations portant sur les sujets économiques et financiers ; utilisation plus large de la Banque mondiale et des organes de Bretton Woods ; engagement de la France au côté des faibles, des opprimés, des marginalisés des dernières décennies et des nations prolétaires (p. 3967) ; affirmation par la France des droits imprescriptibles des hommes, des peuples et des nations ; droit à l'autodétermination ; condamnation de toutes occupations étrangères ; rôle de la France dans la reprise du travail en commun des cinq pays occidentaux chargés par les Nations unies de préparer la mise en œuvre de la résolution 435 de l'O. N. U. qui doit assurer l'indépendance de la Namibie en 1982 ; aide à l'Angola ; responsabilité de la France en Afrique ; autodétermination ; droit à la sécurité dans la paix et dans la garantie de ses frontières de chaque Etat (Israël, Etats arabes, futur Etat palestinien) ; naissance nécessaire de cette paix dans une négociation libre ; aide au gouvernement libanais ; défit entre l'Est et l'Ouest ; impossibilité du non-alignement pour la France ; attachement de la France à l'Alliance atlantique ; sympathie et intérêt portés par les Français pour la marche des Polonais vers le renouveau ; liens anciens de la France avec la Russie ; caractère injustifié de la poursuite d'opérations militaires par l'U.R.S.S. en terre étrangère ; problème de la course aux armements ; menaces sur la paix provoquées par le déséquilibre Est-Ouest issues de l'effort considérable d'armement mené par l'U. R. S. S. (p. 3968) ; nécessité de négocier ; conférence de Madrid ; « semaine pour le désarmement » ; session spéciale des Nations Unies ; progrès effrayants faits par les armements soviétiques (SS 20) ; danger de séparer la défense américaine et la défense de l'Europe ; importance considérable de l'indépendance de la force stratégique française de dissuasion ; nécessité pour la France d'accroître son effort de défense ; recherche par la France d'un ordre mondial nouveau (p. 3969) ; réorganisation du ministère des relations extérieures ; volonté de donner à la France l'instrument de sa coopération au développement ; coordination entre les différents départements ministériels concernés par le plan de la coopération au développement ; comité interministériel pour les relations culturelles extérieures ; francophonie ; croissance de notre action marquée dans une nouvelle partie du monde ; constitution d'un fonds de prévoyance pour les Français à l'étranger ; problème de la politique étrangère ; Asie [19 novembre 1981] (p. 3994) ; partage des charges résultant de la défense et de l'action commune à l'égard du tiers monde entre le Japon, les Etats-Unis et la Communauté économique européenne ; relations avec la Chine ; développement des relations

commerciales et industrielles et économiques avec la Corée du Sud, l'Indonésie et l'Inde ; problèmes humains du Sud-Est asiatique ; accueil des réfugiés du Sud-Est asiatique et des réfugiés d'Amérique latine ; nécessité de rétablir le programme d'aide alimentaire au Viet-Nam ; situation en Iran ; protection de nos ressortissants dans ce pays ; maintien de notre ambassade et des relations économiques avec ce pays ; notre volonté de faciliter le règlement des problèmes se posant au Sahara occidental ; notre approbation des décisions de l'Organisation de l'unité africaine pour un référendum d'autodétermination ; problèmes de la Méditerranée orientale ; indépendance et autodétermination de Chypre ; Proche-Orient ; priorité absolue à donner au Liban ; participation de la France à la force du Sinaï ; ambiguïté de la politique du précédent gouvernement (p.3995) ; problèmes concrets de l'Europe : politique agricole commune, système monétaire européen, problème de l'emploi, de la durée du travail, de la stratégie industrielle et de l'action sociale ; orientation donnée à notre politique étrangère par le changement de majorité ; raisons de notre engagement sur le tiers monde (p. 3996).

CHIRAC (Jacques)

Député de la Corrèze
(3e *circonscription*)
(R. P. R.)

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [29 septembre 1981] (p. 1369).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, discussion générale : rupture du projet de loi de finances avec la politique économique et financière de la Ve République ; déficit budgétaire prévisionnel ; stratégie budgétaire et fiscale du Gouvernement : développement de l'emploi et relance économique par la relance de la consommation ; effort de solidarité ; budget incohérent et archaïque : contradiction entre deux politiques économiques ; modification du projet de budget ; gel de 15 millards de crédits d'équipement ; croissance de la masse monétaire ; financement de la sécurité sociale ; poids des charges sociales sur les salariés et les entreprises ou sur le budget général ; incohérence entre la politique budgétaire et économique de la France et celle de ses partenaires industriels [28 octobre 1981] (p. 2646) ; diagnostic du fonds monétaire international relatif aux déficits budgétaires et à l'inflation, rappel du programme de Léon Blum de 1933 ; budget « vieillot » inspiré de l'idéologie keynesienne ; relance brutale de la consommation et forte augmentation des importations conduisant à une dévaluation et à une inflation rapide ; impossibilité pour le marché financier de satisfaire plus de la moitié des besoins de l'Etat au détriment des investissements productifs des entreprises ; créations inflationniste de monnaie ; taux insensé atteint par le crédit à long terme ; taxation de l'outil de travail ; augmentation des cotisations sociales ; déficit des entreprises nationales ; difficultés pour les entreprises d'emprunter sur le marché intérieur, coûteux et asséché par les ponctions de l'Etat ; aggravation mécanique de l'inflation en 1982 ; retards pris par le barème de l'impôt sur le revenu par rapport à la hausse des prix ; absence d'indexation de l'épargne populaire ; taxation des grandes fortunes et imposition du capital sans réflexion en profondeur sur l'articulation des droits de succession, des taxes foncières et d'un éventuel impôt foncier déclaratif annuel ; faiblesse du rendement de l'impôt sur la fortune ; surévaluation de recettes budgétaires et sous-évaluation de plusieurs dépenses ; problèmes du financement de l'U. N. E. D. I. C. ; surestimation des effets à court terme de la lutte contre la fraude fiscale ; situation des salariés petits et moyens vis-à-vis des contrôles des rémunérations et du tour de vis fiscal ; plafonnement du quotient familial ; impôt chômage (p. 2647) ; alourdissement des cotisations sociales ; aggravation du chômage et de la hausse des prix ; stagnation de l'investissement ; récente dévaluation du franc ; environnement international ; contre-coups de la politique américaine ; système de changes flottants ; nécessité d'une reprise vigoureuse de la croissance pour créer des emplois et réduire les injustices sociales mais danger de toute relance brutale pour les échanges extérieurs ; encouragement massif à la production ; liberté d'action des entreprises ; point d'équilibre entre l'étatisation et la liberté ; nécessité d'une augmentation des dépenses publiques du même ordre que la croissance de la richesse nationale ; réorientation de l'argent public ; compression des dépenses de fonctionnement improductif ; recherche de la relance en détaxant massivement l'investissement productif et en supprimant les entraves au développement des entreprises ; indexation stricte des tranches du barème sur l'inflation ; engagement d'un plan de trois ans visant à réduire l'impôt sur le revenu ; exonération des familles en dessous d'un certain seuil de ressources ; désengagement de l'Etat du secteur productif ; réintégration dans l'économie de marché d'un certain nombre de participations accumulées par la puissance publique (p. 2648) ; entreprise de colonisation de la société française par le parti socialiste ; dépassement de la limite de 42 p. 100 de la part des prélèvements obligatoires dans le produit intérieur brut ; menace sur l'équilibre entre la sphère de liberté et la sphère d'intervention collective ; soif de pouvoir sans partage et refus du dialogue du parti socialiste (p. 2649).

CHOMAT (Paul)

Député de la Loire
(1re *circonscription*)
Communiste

Élu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Président de cette commission [*J. O.* du 30 septembre 1981] (p. 2669).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Commerce extérieur [27 novembre 1981] (p. 2640).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [29 octobre 1981] (p. 2966).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3425).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à interdire le **contrôle médical patronal (n° 204)** [22 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 6 : **Commerce extérieur (n° 470)** [15 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **règle du trentième indivisible dans les arsenaux et établissements de l'Etat** : atteinte inadmissible à l'exercice du droit de grève [9 décembre 1981] (p. 4563).

— **conventions collectives dans les assurances** : émotion des communistes devant le développement des événements en Pologne ; volonté d'aider les Polonais à trouver l'espoir d'un renouveau démocratique ; rejet du protocole patronal relatif au temps de travail dans la profession des assurances par les organisations syndicales ; respect du pluralisme syndical [16 décembre 1981] (p. 4992).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion générale : chômeurs en fin de droits ; augmentation du S. M. I. C. et son financement ; politique de soutien de l'emploi et son financement ; politique de la demande et ses limites ; relance de la production ; cas du textile ; temps de travail ; mesures visant à la défense du franc [16 juillet 1981] (p. 156) ; participation des travailleurs aux décisions et au contrôle des entreprises ; entreprises en difficulté ; proposition de réforme des tribunaux de commerce ; investissements des collectivités locales (p. 157).

Discussion des articles : **après l'article 1er :** soutient l'amendement n° 6 de la commission des finances (prélèvement exceptionnel de 10 p. 100 sur les entreprises de travail temporaire) : adopté ; affectation des recettes nouvelles à une aide aux chômeurs en fin de droits [16 juillet 1981] (p. 184) ; **article 8 :** vote du groupe communiste contre l'amendement n° 55 de M. Gilbert Gantier visant à supprimer l'article 8 ; son opposition à une majoration de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 215).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 18 :** son sous-amendement n° 385 à l'amendement n° 80 de la commission (mise à disposition du président du conseil général des services de l'Etat) : retiré [1er août 1981] (p. 702).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : sentiment d'insécurité dû à la petite et moyenne délinquance ; prévention ; chômage ; politique en faveur de la jeunesse ; éducation surveillée [17 septembre 1981] (p. 1166).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises (n° 314).**

Première lecture, discussion générale : accroissement du nombre de défaillances d'entreprises ; inadaptation des procédures judiciaires actuelles ; exemple de Manufrance ; liquidation d'une entreprise par décision d'un tribunal de commerce ; lutte contre le chômage ; droits nouveaux pour les salariés ; soustraction à la compétence des tribunaux de commerce des procédures relatives aux difficultés des entreprises ; constitution de chambres économiques ; renforcement du rôle du parquet dans la conduite des opérations judiciaires ; remplacement des syndics par un corps de curateurs, spécialistes de la gestion des entreprises ; droit du comité d'entreprise d'intervenir tout au long de la procédure [22 septembre 1981] (p. 1235) ; consultation du comité d'entreprise sur les investissements, l'exploitation et l'endettement de l'entreprise ; désignation d'un commissaire aux comptes par le personnel ; octroi de crédits par les banques après une étude économique ; association des représentants des collectivités locales à la recherche de solutions ; nécessité d'une restructuration de toutes les interventions dans la prévention et le traitement des difficultés des entreprises (p. 1236).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).**

Première lecture, discussion générale : extension du secteur public dans la sidérurgie ; bataille pour l'emploi et la revitalisation de l'activité des régions ; politique de « casse » industrielle poursuivie ces dernières années ; usage des finances publiques ; besoins en acier ; politique d'austérité et de déclin national ; augmentation de la demande d'acier par la relance de l'investissement productif, de l'industrie du bâtiment et des travaux publics, le développement du secteur de la machine-outils et l'amélioration de la qualité des productions ; dotation de la sidérurgie en moyens de production et en technologie adaptée aux besoins futurs ; modernisation ; redressement de la productivité ; maîtrise complète de la filière acier ; situation d'entreprise sidérurgique de la région stéphanoise [8 octobre 1981] (p. 1609) ; nécessité d'un effort de redressement par : l'embauche des jeunes, une meilleure formation des salariés et une valorisation des tâches ; aptitude des travailleurs à contribuer à la gestion de leur entreprise, à la détermination des orientations, de l'organisation et de l'objectif du secteur sidérurgique ; question de l'information des travailleurs ; gestion des filiales ; révision des objectifs industriels de Sacilor et Usinor ; démocratisation de la gestion ; usage des minerais lorrains ; droits nouveaux des travailleurs ; table ronde conduisant au dépôt d'une loi d'organisation de la sidérurgie (p. 1610) ; répond à M. Jean-Louis Masson sur le fonctionnement de la commission spéciale (p. 1620).

Discussion des articles : **article 2 :** point de départ des difficultés de la sidérurgie (p. 1640) ; espoir des sidérurgistes dans la nouvelle majorité (p. 1641).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 9 précédemment réservé :** suppression de l'obligation pour les organisations syndicales de présenter trois noms pour chaque siège attribué aux salariés dans les nouveaux conseils d'administration [19 octobre 1981] (p. 2154) ; soutient l'amendement n° 125 de M. François Asensi ; suppression de l'incompatibilité entre les fonctions d'administrateur salarié et les autres mandats de représentation des salariés (p. 2155) ; droits et garanties des administrateurs salariés (p. 2157) ; **article 10 :** participation des communistes à la vie nationale ; élection des présidents des sociétés par les conseils d'administration des sociétés industrielles nationalisées ; droit de deux vice-présidents parmi les membres de deux autres composantes du conseil d'administration ; rôle des conseils d'administration tripartites (p. 2167) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27 :** moyens d'une politique nouvelle ; suppression de l'article 33 [20 octobre 1981] (p. 2231) ; conseils d'administration tripartites (p. 2232).

Explications de vote : objectifs du parti communiste en matière de nationalisation ; domination des trusts ouest-allemands, américains et japonais ; casse de nos usines ; champ des nationalisations moins large que celui proposé par le parti communiste ; gestion démocratique du nouveau secteur nationalisé ; direction des entreprises du nouveau secteur public ; rôle des travailleurs pour déjouer les manœuvres des anciens tenants du pouvoir ; vote favorable du groupe communiste [26 octobre 1981] (p. 2594).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, discussion générale : budget pour l'emploi ; réduction d'effectifs dans l'entreprise ; bilan du gouvernement précédent ; poids des multinationales sur l'économie française ; suprématie du dollar ; aggravation de la crise internationale ; course effrénée au profit ; restructuration dirigée par le grand capital et réduction de l'investissement productif ; nécessité des créations d'emplois dans l'industrie ; renversement de la tendance ; priorité accordée à l'industrie ; accroissement du pouvoir d'achat des plus défavorisés ; élaboration d'un plan d'embauche et de relance dans chaque entreprise ; rôle des instances régionales, en particulier des comités locaux pour l'emploi ; mise à nue des causes réelles du chômage ; introduction de nouveaux critères de choix d'investissement dans l'entreprise ; rétablissement de plans de développement prenant en compte les besoins spécifiques de la région, de la branche et de l'entreprise [27 octobre 1981] (p. 2624) ; réorientation de la politique du crédit des institutions financières ; accumulation d'une masse substantielle de profits n'ayant été que peu mobilisés pour l'investissement ; poids croissant pris par le détournement du profit dans les entreprises par les circuits financiers ; problème des aides publiques ; transferts de l'Etat aux entreprises ayant renforcé des gâchis financiers et la spéculation sans contribuer à la relance ; priorité donnée à la recherche et à l'élévation des qualifications ; rôle moteur d'un secteur public rénové et étendu ; participation des travailleurs ; augmentation des aides aux entreprises publiques et des aides générales à l'industrie ; multiplication par cinq des crédits du F. D. E. S. ; réoriente-

tion des aides au bénéfice des P. M. E. ; difficultés particulières de nombreuses P. M. I. ; leur endettement ; définition des conditions de financement adaptées au cycle d'investissement des entreprises ; reconquête du marché intérieur et redéveloppement équilibré des échanges extérieurs ; intervention des travailleurs et des élus à tous les niveaux ; nationalisation, décentralisation (p. 2625).

Discussion des articles : **article 11 :** son amendement n° 300 (institution d'une tranche à 65 p. 100 de l'impôt sur le revenu) [31 octobre 1981] (p. 2874) ; rejeté (p. 2875) ; son amendement n° 539 (extension du bénéfice de la déduction prévue pour frais de garde des enfants de moins de trois ans à tous les couples exerçant une activité professionnelle et soumission des entreprises d'assurances passibles de l'impôt sur les sociétés, à un prélèvement de 1,5 pour mille du montant des provisions techniques prévues par le code des assurances) (p. 2890) ; retiré (p. 2891) ; son amendement n° 302 (demi-part supplémentaire de quotient familial pour les assujettis à l'impôt sur le revenu, célibataires ou mariés, bénéficiaires d'une carte d'invalidité et majoration à due concurrence de la taxe sur certains frais généraux des entreprises visées à l'article 14 du projet de loi) (p. 2900) ; amendement n° 302 satisfait (p. 2901) ; **après l'article 14 :** son amendement n° 311 (exclusion du régime des plus-values à long terme des redevances tirées de l'exploitation de droits de propriété industrielle. Lorsque la société concessionnaire a son siège à l'étranger) [2 novembre 1981] (p. 2971) ; rejeté (p. 2972) ; son amendement n° 314 (réintégration dans le bénéfice imposable de provisions pour risque constituées par les compagnies d'assurances) (p. 2976) ; retiré (p. 2977) ; **après l'article 17 :** son amendement n° 315 (étude par le gouvernement du système fiscal du bénéfice mondial) [3 novembre 1981] (p. 2295) : retiré (p. 2296) ; **après l'article 18 :** son amendement n° 328 (suppression de la T. I. P. P. pour les chauffeurs de taxi à hauteur de 5 000 litres par an) (p. 3014) : retiré (p. 3015).

Travail. — *Discussion générale :* travailleurs en situation précaire ; atteinte aux libertés portée par le groupe Peugeot ; conflit à la Caisse d'épargne de Paris ; résistance du patronat ; actions des travailleurs pour freiner le chômage ; Manufrance ; thème du noyautage communiste [13 novembre 1981] (p. 3635, 3636).

Commerce extérieur. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : nécessité de desserrer la contrainte extérieure pour relancer l'économie et améliorer l'emploi ; double impératif de la stratégie du commerce extérieur : restauration de l'équilibre des échanges et contribution à la politique de l'emploi [18 novembre 1981] (p. 3942) ; augmentation du déficit du commerce extérieur en 1978 et 1980 ; progression des importations ; augmentation de la consommation de biens importés par les industries exportatrices ; contribution de l'extension du secteur public au rééquilibre ; politique industrielle vigoureuse ; contrôle et limitation des importations ; renégociation d'accords défavorables à la France (accords Multifibres) ; recherche de débouchés extérieurs nouveaux ; reconquête du marché intérieur ; attention particulière apportée aux industries textiles, à la construction mécanique, aux industries du bois et de l'ameublement ; commerce extérieur ; définition du rôle du ministre du commerce extérieur ; moyens donnés aux centres français du commerce extérieur ; nouvelle dotation à l'agence pour la coopération technique, industrielle et économique (A. C. T. I. M.) ; maintien des aides à l'exportation ; modification du refinancement des crédits à l'exportation auprès de la Banque de France pour le rendre compatible avec la progression de la masse monétaire ; création d'un comité interministériel chargé de développer la coopération interministérielle en matière de commerce extérieur ; création du conseil du commerce extérieur (instance de concertation regroupant les parties concernées) (p. 3943) ; mise en place de délégations régionales représentatives des organismes compétents en matière de commerce extérieur ; caractère de la politique industrielle (p. 3944).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* jeunesse et vie associative ; rupture avec l'action gouvernementale de la droite ; augmentation de 37 p. 100 des crédits pour le mouvement associatif ; développement du chômage parmi la jeunesse ; conditions de vie des jeunes dans les cités populaires ; aide aux mouvements associatifs et initiatives municipales ; actions prioritaires dans les grands ensembles en liaison avec l'éducation nationale, mouvement sportif et organismes de vacances et de loisirs ; encouragement à la vie associative ; lutte contre les inégalités ; allègement de certaines charges financières et de diverses contraintes administratives pesant sur les associations ; concertation ; formation des animateurs de la vie associative [19 novembre 1981] (p. 4039) ; effort considérable nécessaire pour permettre aux salariés et aux travailleurs de prendre place dans la vie associative ; institution de congés spéciaux sans perte de salaire et sans rupture de contrat de travail ; démocratisation de centres d'information départementaux de la jeunesse ; situation des offices franco-allemand et franco-québécois (p. 4040).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le conseil des communautés européennes le 13 décembre 1976 (n° 467).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 23** *bis :* son amendement n° 11 (possibilité pour les actionnaires représentant 10 p. 100 du capital social de poser par écrit des questions au président du conseil d'administration ou au directoire sur tout fait significatif révélant une évolution préoccupante de la société) : retiré [1er décembre 1981] (p. 4279).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion générale : dispositions visant à faciliter le recouvrement de l'impôt ; renforcement des moyens mis à la disposition de l'administration pour lutter contre l'évasion fiscale ; poids de l'héritage de la droite ; responsabilité du grand capital ; événements de 1968 [7 décembre 1981] (p. 4442) ; réformes menées par la majorité parlementaire et le Gouvernement ; mesures sociales et économiques décidées par le Gouvernement ; fragilité de la reprise ; obstruction du C. N. P. F. ; mesures d'aide à l'industrie ; attitude antinationale du patronat ; prise de contrôle majoritaire de l'Etat dans le groupe Matra ; effets positifs des nationalisations pour l'économie et la situation des travailleurs ; actions du parti communiste en faveur des nationalisations ; utilisation de fonds publics par le groupe Matra ; maîtrise des secteurs décisifs pour l'intérêt national ; souhait du parti communiste d'une nationalisation franche du groupe Matra ; phases conduisant à la prise de participation majoritaire de l'Etat (p. 4443) ; manœuvres effectuées par la direction de Matra ; participation effective des travailleurs comme conditions essentielles de la réussite des réformes ; projet de loi relatif à l'organisation de la démocratisation du secteur public ; réforme de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle ; participation du groupe communiste aux réformes (p. 4444).

Discussion des articles : **article 22 :** dotation aux communes, centres d'agglomérations ; difficultés rencontrées par les communes ; dotation supplémentaire exceptionnelle pour les villes sinistrées par la crise économique (p. 4479).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er : alinéas 2 à 5 :** droit aux vacances instauré par le front populaire ; inégalités dans son exercice ; urgence à instituer le chèque-vacances ; modulation en fonction des ressources ; participation à hauteur de 50 p. 100 des entreprises ; affectation en totalité au tourisme social [9 décembre 1981] (p. 4588).

CHOUAT (Didier)

Député des Côtes-du-Nord
(3e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Membre de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2751).

QUESTIONS

au Gouvernement : financement des plans de développement en agriculture : difficultés rencontrées par les agriculteurs sollicitant un plan de développement [18 novembre 1981] (p. 3935).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* long cheminement vers la gratuité ; diminution de la participation des familles aux dépenses de fonctionnement des internats ; gratuité des manuels scolaires concernant les L. E. P. [10 novembre 1981] (p. 3460) ; augmentation substantielle des crédits affectés aux transports scolaires ; construction d'établissements neufs à proximité des installations sportives nécessaires à l'éducation physique ; mode d'attribution des bourses scolaires ; mise en œuvre d'une réforme fiscale (p. 3461).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Sens exact de la troisième motion de censure déposée par les groupes de l'opposition ; situation de l'agriculture et des agriculteurs [16 décembre 1981] (p. 5017) ; tentative de l'opposition de récupérer le mécontentement du monde agricole à des fins politiques ; examen des problèmes des revenus agricoles à l'occasion de la conférence annuelle agricole ; aides et mesures structurelles ; nécessité d'expliquer davantage la nouvelle politique agricole aux agriculteurs eux-mêmes ; politique de solidarité impliquant un minimum de sélectivité ; aspects sociaux de la politique agricole ; aides aux agriculteurs les plus défavorisés ; mise en œuvre de réforme des structures importantes ; mise en place des offices par produits et par filières de produits ; organisation des marchés ; crédits affectés aux S. A. F. E. R. et aux futurs offices fonciers ; maintien du maximum d'exploitants dans leur ferme pour lutter contre le chômage ; nécessité d'enrayer la désertification des régions les plus défavorisées (zones de montagne, Bretagne inférieure) (p. 5018) ; reconnaissance des organisations sociales agricoles ; recherche d'une forme d'agriculture moderne, productive, économe en énergie et en produits importés ; exemple des aliments pour l'élevage produits au détriment des cultures vivrières des pays sous-développés (p. 5019).

CLÉMENT (Pascal)

Député de la Loire
(6e circonscription)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Inchauspé et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer les dispositions du code des débits de boissons relatives à la fermeture administrative des débits de boissons et des restaurants (n° 43) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi, rejetée par le Sénat, tendant à modifier le 3° de l'article 2102 du code civil (n° 151) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Henri Bayard et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux directeurs d'associations syndicales autorisées de percevoir une indemnité annuelle de fonctions (n° 288) [24 septembre 1981] (p. 1338).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Madelin tendant à l'abrogation des articles 199 et 200 du code pénal (n° 294) [24 septembre 1981] (p. 1338).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [*J. O.* du 13 octobre 1981] (p. 2779).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Bernard Coûsté tendant à instituer une carte d'identité européenne (n° 18) [15 octobre 1981] (p. 1889).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Charles Haby et plusieurs de ses collègues relative à l'attribution d'une allocation de vétérance aux anciens sapeurs-pompiers volontaires (n° 409) [15 octobre 1981] (p. 1890).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Louise Moreau et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une caisse nationale des calamités publiques (n° 499) [3 décembre 1981] (p. 4405).

Membre de la commission chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [*J. O.* du 11 décembre 1981] (p. 3377).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 608) [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3423).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modération des loyers [*J. O.* du 17 décembre 1981] (p. 3440).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la fermeture au public des **établissements commerciaux (n° 440)** [1er octobre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 25 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971, portant **réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 501)** [6 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : coût de l'immobilier à Paris : acquisition par M. le Premier ministre d'un hôtel sis 13, rue Vaneau, donnant sur les jardins de l'hôtel Matignon [14 octobre 1981] (p. 1777).

orale sans débat (n° 112) matériel ferroviaire (entreprises : Loire) posée le 15 décembre 1981 (p. 4963) ; appelée le 18 décembre 1981 : **difficultés de la compagnie de matériel ferroviaire, à Balbigny** (p. 5157) ; annulation d'une adjudication sur avis du ministère des transports ou à l'initiative d'un membre du cabinet du Premier ministre (p. 5158).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la Cour de cassation (n° 116).

Première lecture, explications de vote : proposition par voie d'amendements d'une « contre-réforme » de la réforme ; abstention du groupe U. D. F. [22 juillet 1981] (p. 275).

— Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77).

Première lecture, discussion générale : problème posé par la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; juridiction spécialisée et non juridiction d'exception ; justification de sa création par la nécessité de mettre un terme à l'instauration de juridictions de circonstance ; exemple de telles juridictions : décret du 17 mars 1956 pris par M. Mitterrand à l'encontre du F. L. N. algérien ; tribunaux de droit commun dessaisis au profit des juridictions militaires ; répression de l'O. A. S. [17 juillet 1981] (p. 254) ; inadaptation des juridictions de droit commun au terrorisme organisé ; division de la répression ; jurys d'assises ; absence de mesures prévues pour assurer la protection des jurés contre les menaces ; exemple de l'attentat de Pont-sur-Seine contre le général de Gaulle ; exemple du procès des brigades rouges à Turin en 1978 ; complexité des réseaux internationaux ; exemple de la cour fédérale de Karlsruhe ; impératifs de la coopération internationale

pour la lutte contre le terrorisme ; suppression des tribunaux permanents des forces armées ; délai de garde à vue ; voies de recours ; inefficacité de la politique de prévention en matière de terrorisme : exemple du Pays basque espagnol ; nécessité dans l'avenir de prendre des mesures exceptionnelles (p. 255).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; discipline de vote à gauche [17 septembre 1981] (p. 1143) ; absence de consultation des Français ; référendum ; refonte du code pénal ; réexamen de l'échelle des peines ; respect de la vie ; droit pour la société de donner la mort pour se défendre ; caractère dissuasif de la peine de mort ; récidive ; inhumanité de la détention perpétuelle (p. 1144) ; risque d'auto-justice ; tentation pour la police de faire justice elle-même ; aggravation induite des autres peines (p. 1145) ; rejet de la question préalable (p. 1148).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** sécurité des Français ; situation diplomatique de la France ; propose la nullité de toute association portant atteinte à l'ordre public ; son amendement n° 7 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 4 de la commission [29 septembre 1981] (p. 1365).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre III** : nationalisatoin de deux compagnie financières ; **article 28 précédemment réservé** : nationalisation à 100 p. 100 ; étatisation [23 octobre 1981] (p. 2427) ; problème avec certains pays étrangers (p. 2428) ; **article 32 précédemment réservé** : comptes consolidés ; valeur des actifs nets [24 octobre 1981] (p. 2470) ; **après l'article 32** : loi Monory ; crédit de l'Etat ; **article 33 précédemment réservé** : promesse de rétrocession des filiales faite par le Président de la République (p. 2477) ; **article 34** : deux poids, deux mesures pour les représentants des salariés et les équipes dirigeantes ; nationalisation et emploi ; capital humain des compagnies financières (p. 2505) ; **article 35** : nomination de commissaires politiques de l'Etat nationalisé ; durée du mandat des membres du conseil d'administration (p. 2507) ; **article 36** : déclaration de M. Jean Le Garrec au congrès de Metz sur M. François Mitterrand (p. 2517) ; élection à bulletin secret des administrateurs salariés (p. 2518).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Examen des crédits :* **titre VI, état C** : son amendement n° 143 non soutenu [12 novembre 1981] (p. 3568) ; son amendement n° 144 non soutenu (p. 3569).

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Première lecture, discussion générale : blocage des loyers ; table ronde réunissant les organisations de bailleurs et les associations de locataires ; accords de modération et fixation autoritaire du prix des loyers ; logements vides [26 novembre 1981] (p. 4210) ; limitation du pourcentage d'augmentation des loyers ; augmentation des loyers H. L. M. ; inconvénients du blocage des loyers ; sociétés immobilières d'investissement ; effort en faveur de la construction ; avenir du secteur du bâtiment et des travaux publics ; loi analogue votée en Italie ; crise des travaux publics et de la construction au lendemain de la guerre en France (p. 4211) ; situation des propriétaires-bailleurs (p. 4212).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 32 (tendant à ne pas soumettre au blocage des loyers les locaux pour lesquels il y aurait eu changement de locataire) : rejeté (p. 4221) ; **article 2** : dérogation aux règles de hausse des loyers en cas de travaux pour les habitations H. L. M. (p. 4223) ; **article 3** : son amendement n° 33 (hausse de loyer et changement de locataire) : retiré (p. 4228) ; **après l'article 4** : coefficient de revalorisation des loyers des baux commerciaux (p. 4231) ; hostilité du groupe de l'union pour la démocratie française sur l'ensemble du projet de loi (p. 4232).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : travail à temps partiel : seuils sociaux, heures supplémentaires [8 décembre 1981] (p. 4529).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Inquiétude de l'opinion publique après six mois de politique socialiste ; « recherche du socialisme à la française » ; critique des nationalisations ; voix du syndicat Solidarité présentant les dénationalisations comme moyen de résoudre les difficultés économiques ; prix des nationalisations ; danger de créer des employés et non des emplois ; risque de faire des banques une sécurité sociale des entreprises ; solutions de faeilité de la politique économique du Gouvernement ; collectifs budgétaires ; politique de déficit massif des finances publiques ; religion du déficit au service du mythe de la relance [16 décembre 1981] (p. 5010) ; financement des mesures sociales prises en juin ; rétablissement du 1 p. 100 supplémentaire ; ordonnances portant mesures d'ordre social ; dangers de faire passer le social avant l'économie ; hausse des charges sociales, salariales des entreprises ; hausse des prix de revient ; baisse de la compétitivité ; baisse de la production et de la croissance ; accroissement du chômage ; critique du double langage du Gouvernement ; contradiction entre une politique budgétaire expansioniste et une politique monétaire restrictive, entre une volonté de relance d'une consommation et la majoration des cotisations sociales, entre une volonté de relance de l'investissement et l'assujettissement de l'outil de travail à l'impôt sur le patrimoine, entre la volonté de porter la croissance économique à 3 p. 100 et l'alourdissement des charges fiscales et sociales des entreprises ; problèmes de l'agriculture ; (p. 5011) ; sous-évaluation du budget de l'agriculture ; différence entre l'aide sociale et l'aide économique à l'agrieulture ; insuffisance de l'aide pour les plus défavorisés et inexistence de cette aide pour les agriculteurs dont le chiffre d'affaires atteint 25 000 francs ; prolétarisation recherchée de l'agriculture ; remplacement obligatoire des taxes d'habitation et de la taxe professionnelle ; hypothétique relance ; conséquences des réformes de structures (p. 5012) ; effets négatifs de l'action du Gouvernement ; augmentation du chômage ; inflation ; déficit commercial et déficit des comptes ; avantages de l'environnement international ; baisse du prix du pétrole ; augmentation de la taxe à l'importation sur les produits pétroliers ; alliance du Gouvernement avec le parti communiste ; abaissement du rôle international de la France ; rapport Est-Ouest ; manque de propositions concrètes dans les rapports Nord-Sud ; politique au Moyen-Orient ; voix timide de la France pour soutenir le peuple polonais dans son combat (p. 5013) ; déclaration du Premier ministre sur sa rencontre avec M. Fiterman (p. 5014).

COFFINEAU (Michel)

Député du Val-d'Oise
(5e *circonscription*)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre du conseil d'administration de l'agence pour l'amélioration des conditions de travail [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2752).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Travail) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur **le projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XXII : **Travail (n° 471)** [16 octobre 1981].

INVERVENTIONS

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : nationalisation et transformation des rapports de travail ; autogestion ; nouvelle composition des conseils d'administration des entreprises nationales ; élection des représentants des salariés au conseil d'administration ; représentation des salariés au conseil d'administration des filiales ; expression des salariés à tous les niveaux de l'entreprise nationalisée ; comités d'entreprise [14 octobre 1981] (p. 1823) ; présentation par le Gouvernement avant le printemps 1982 d'un projet de loi sur la démocratisation du secteur public (p. 1824).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* insuffisance des moyens en personnel et en crédits de l'académie de Versailles ; problème posé par un surplus non prévu de 3 000 élèves localisés dans les départements de l'Essonne et du Val-d'Oise [10 novembre 1981] (p. 3469).

Solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* Liberté de négociation entre les partenaires sociaux [10 novembre 1981] (p. 3529).

Travail. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : indemnisation des chômeurs ; service public de l'emploi ; plan « Avenir jeunes » ; emplois d'initiative locale [13 novembre 1981] (p. 3621) ; contrats emploi-solidarité ; aides aux entreprises en difficulté ; moyens d'investigation des comités d'entreprise ; connaissance des offres d'emploi par l'A.N.P.E. ; réglementation des entreprises de travail temporaire ; amélioration des conditions de travail ; inspection du travail (p. 3622).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : utilisation justifiée de la procédure de l'article 38 de la Constitution ; urgence [8 décembre 1981] (p. 4503) ; respect par le Gouvernement des droits du Parlement ; procédure de ratification des ordonnances ; dépôt d'un projet de loi de finances rectificative ; délai de trois mois accordé au Gouvernement pour statuer par ordonnances ; orientations conformes au programme socialiste ; reconquête du marché intérieur ; partage du travail ; durée hebdomadaire de trente-cinq heures en 1985 (p. 4504) ; réduction d'une heure au début de 1982 ; maintien des petits et moyens salaires ; retraite à soixante ans au taux plein ; cumul d'une pension de retraite et d'un emploi ; limitation de l'utilisation du contrat à durée déterminée et réglementation du travail temporaire ; vote favorable du groupe socialiste (p. 4505).

Discussion des articles : **article 1er, alinéa 1er :** ses observations sur l'amendement n° 69 de M. Jacques Toubon [9 décembre 1981] (p. 4572) ; **alinéas 2 à 5 :** dispositions relatives au travail de nuit et au repos hebdomadaire (p. 4597) ; **alinéa 11 :** semaine de trente-cinq heures par les contrats de solidarité [10 décembre 1981] (p. 4643) ; **alinéa 13 :** attachement du groupe socialiste aux seuils sociaux (p. 4655).

Explications de vote : enrichissement du projet initial (p. 4658) ; avancée sociale ; attitude des députés de l'opposition ; vote favorable du groupe socialiste (p. 4659).

COINTAT (Michel)

Député d'Ille-et-Vilaine
(5e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Vice-président de cette délégation [*J. O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Bernard Cousté relative à la promotion des petites et moyennes entreprises (n° 21) [17 juillet 1981] (p. 236).

Rapporteur de sa proposition de loi relative à la police des eaux (n° 170) [30 juillet 1981] (p. 590).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **police des eaux (n° 170)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi relative aux **boissons uvales (n° 173)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à définir les fonctions de **« responsable d'entreprise » (n° 255)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi relative aux **industries de main-d'œuvre (n° 552)** [19 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— sens du mot « office » dans le secteur agricole : variété des offices dans le secteur agricole ; rôle du F. O. R. M. A. [21 octobre 1981] (p. 2261) ;

— diffusion d'une émission télévisée sur les conditions d'adoption d'enfants colombiens : conséquences internationales ; inquiétude des parents adoptifs [25 novembre 1981] (p. 4164).

COLIN (Georges)

Député de la Marne
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F. O. R. M. A.) [*J. O.* du 22 octobre 1981] (p. 2885).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* plan et aménagement du teritoire sous la responsabilité d'un même ministère ; sidérurgie, construction navale, métallurgie et zones de montagne sacrifiées par le précédent Gouvernement ; multiplication de procédures ; objectif de la création d'emplois [7 novembre 1981] (p. 3376) ; sociétés coopératives ouvrières de production ; économie sociale ; contractualisation des relations entre l'Etat, les collectivités publiques et les partenaires privés ; accroissement des capacités d'intervention des collectivités locales ; réforme des procédures d'aide ; rapport Hannoun (p. 3377).

COLLOMB (Gérard)

Député du Rhône
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gérard Chasseguet tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1951 et le 2 juillet 1962 (n° 172) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi [*J.O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [*J.O.* du 13 octobre 1981] (p. 2779).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Services du Premier ministre : Rapatriés) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XXV : Services du Premier ministre : **Rapatriés (n° 471)** [16 octobre 1981].

QUESTIONS

orale sans débat (n° 85) posée le 1er décembre 1981 : **arts et spectacles (danse)** (p. 4342) : appelée le 4 décembre 1981 : **danse contemporaine française :** situation de dénuement et d'indifférence dans laquelle vit la danse contemporaine française ; demande au ministre de la culture quelles mesures le Gouvernement compte prendre en faveur de la création de nouveaux centres chorégraphiques (p. 4417) ; satisfaction donnée aux créateurs par la réponse du ministre (p. 4418).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion générale : tradition d'accueil de la France ; libertés individuelles ; relations avec les pays du tiers monde ; droit d'association ; travail clandestin ; contrôle de l'entrée ; situation juridiquement stable [30 septembre 1981] (p. 1404) ; conditions de l'expulsion ; atteinte à l'ordre public ; garanties juridictionnelles ; nécessité de l'avis favorable de la commission des expulsions ; (p. 1405).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* effort accompli par le Gouvernement ; ouverture de postes d'instituteurs ; déroulement de la rentrée 1981 dans les enseignements élémentaires et pré-élémentaires ; hostilité des parents au système des « doublettes » ; concertation nécessaire pour organiser la rentrée de 1982 [9 novembre 1981] (p. 3454).

Solidarité nationale, santé, travail. — I : Section commune — II : Santé, solidarité nationale. *Discussion générale :* hôpitaux psychiatriques ; hospitalisation psychiatrique à domicile ; financement des hôpitaux psychiatriques ; soins psychiatriques extra-hospitaliers [16 novembre 1981] (p. 3801).

Services du Premier ministre. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis pour les rapatriés : rapatriés d'Algérie ; multiplicité des promesses faites aux rapatriés depuis vingt ans ; crédits d'action sociale et aide à la réinsertion des rapatriés ; crédits d'aide sociale et crédits destinés à subventionner des rachats de cotisations d'assurance vieillesse [18 novembre 1981] (p. 3907) ; conditions de logement des rapatriés dans les cités de la Sonacotra ; chômage important des anciens harkis ; chômage des jeunes rapatriés ; problème des retraites des rapatriés ; mesures d'amnistie ; nécessité de mettre en place des structures de concertation visant à l'indemnisation des rapatriés ; effort à consentir en faveur des Français musulmans de la deuxième et de la troisième génération (p. 3908).

— Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).

Première lecture, discussion générale : rapidité de l'action du Gouvernement en faveur des rapatriés ; indemnisation des meubles meublants ; problème posé par la réinstallation des français rapatriés dans des activités agricoles et commerciales [2 décembre 1981] (p. 4364) ; décalage entre la valeur des biens laissés en Algérie et l'indemnisation ; problème de l'aménagement des prêts ; rapidité de l'action du Gouvernement actuel (p. 4365).

Discussion des articles : **titre I, article 2 :** soutient l'amendement n° 22 de M. Jean-Hugues Colonna (p. 4368).

Commission mixte paritaire, discussion générale : insinuations et campagnes sur le problème des archives ; remise de documents à l'Algérie dès 1967 ; autre projet à l'étude sur les retraites, l'indemnisation et l'amnistie [22 décembre 1981] (p. 5392).

COLONNA (Jean-Hugues).

Député des Alpes-Maritimes.
(3e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'extension à l'ensemble des avocats français exerçant ou ayant exercé à l'étranger de la faculté d'affiliation volontaire à la caisse nationale des barreaux français (n° 121) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [*J.O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Education nationale : éducation physique et sportive) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [*J.O.* du 23 décembre 1981] (p. 3494).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome IX : Education nationale : **éducation physique et sportive (n° 471)** [16 octobre 1981].

Proposition de loi relative à l'**indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528)** [6 novembre 1981].

QUESTIONS

orale sans débat (n° 30) posée le 30 septembre 1981 : **calamités et catastrophes (pluies et inondations : Alpes-Maritimes)** (p. 1427) ; appelée le 2 octobre 1981 : **inondations dans les Alpes-Maritimes :** proposition de loi organisant la solidarité nationale (p. 1465).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : éducation physique et sportive ; augmentation globale de 16,6 p. 100 ; création de 1 700 emplois ; bilan positif mais insuffisant ; insuffisance de l'éducation physique et sportive à l'école maternelle ; formation, éducation physique et sportive des instituteurs ; augmentation des moyens et du nombre des unités d'enseignement et de recherche d'éducation physique et sportive ; activités physiques et sportives dans l'enseignement supérieur ; plan d'intégration des professeurs adjoints dans le corps des certifiés ; absence de crédits d'équipement pour les secteurs élémentaires et

secondaires ; programmation des équipements sportifs nécessaires aux établissements scolaires ; retour de l'éducation physique et sportive au sein du ministère de l'éducation nationale [9 novembre 1981] (p. 3430).

Recherche et technologie. — *Discussion générale* : planification de la recherche technologique dans sa pluridisciplinarité et dans sa diversité ; système de financement prévu dans la loi-cadre ; reconversion et mobilité des chercheurs ; formation des hommes dans les domaines technologiques ; caractère néfaste de la dualité universités-grandes écoles ; non-démocratisation de notre système actuel de formation ; notre potentiel pluridisciplinaire de matière grise ; développement de la liaison universités-recherches-industrie [19 novembre 1981] (p. 4007).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* mauvais équipement du pays niçois pour accueillir le tourisme social ; refus à l'association Tourisme et travail de l'implantation d'un centre dans la citadelle de Villefranche-sur-Mer ; absence presque totale d'hébergement de plein air en bordure de mer ; rôle du conservatoire du littoral ; nécessité de démarginaliser le tourisme social ; étalement des vacances ; insuffisance de l'information concernant le tourisme social ; formation en matière de tourisme social et de tourisme en milieu rural ; formation des cadres du tourisme [19 novembre 1981] (p. 4045) ; lycées d'hôtellerie et de tourisme de Nice et de Strasbourg ; institut inter-associations ; formation des cadres de gestion (p. 4046).

— Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).

Première partie, discussion des articles : **titre I, article 2 :** son amendement n° 22 (rédactionnel) [2 décembre 1981] (p. 4368) adopté ; **article 7 :** son amendement n° 25 rectifié (rédactionnel) : non soutenu (p. 4370).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion générale : conférence annuelle agricole ; situation du département des Alpes-Maritimes ; opposition à la loi d'orientation agricole de 1980 ; exploitations de type familial ; revenus agricoles ; importations de produits agricoles résultant de la libre circulation instituée en vertu des accords de Lomé ; agriculture des départements méditerranéens notamment de la frange littorale ; imposition des bénéfices agricoles ; régime du forfait ; aides à caractère social ; revenus des horticulteurs ; détaxe du fuel ; aide indirecte en faveur des entreprises en difficulté temporaire ; prêts bonifiés du crédit agricole ; renforcement des moyens des S. A. F. E. R. ; élevage ovin ; rôle des offices fonciers [17 décembre 1981] (p. 5104).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat (n° 468).

Première lecture, discussion générale : crise du contentieux au Conseil d'Etat ; causes profondes : organisation interne du conseil, statuts des membres, recrutement au tour extérieur, procédure devant la juridiction administrative ; gestion du corps des tribunaux administratifs ; gestion des services contentieux des ministères ; statut de l'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ; information du justiciable [17 décembre 1981] (p. 5133) ; indépendance du magistrat ; données statistiques relatives au nombre de dossiers traités chaque année ; inégalité à l'intérieur même du corps du Conseil d'Etat ; opposition du syndicat de la juridiction administrative au projet de loi (p. 5134).

COMBASTEIL (Jean)

Député de la Corrèze
(1re circonscription)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J.O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Défense : Section Forces terrestres) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à favoriser la **conversion des baux à métayage en baux à ferme (n° 222)** [22 juillet 1981].

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome III : Défense ; Section **Forces terrestres (n° 473)** [16 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— montants compensatoires : réalignement monétaire [7 octobre 1981] (p. 1557).

— prêts aux collectivités locales : investissements des collectivités locales ; problème de financement ; régime des prêts accordés aux collectivités locales par la Caisse des dépôts, les caisses d'épargne et la C.A.E.C.L. ; « contingents Minjoz » [28 octobre 1981] (p. 2669).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement et débat sur cette déclaration (n° 11).

Discussion : bilan du septennat de M. Giscard d'Estaing en matière agricole, diminution de la population agricole, insuffisance des prix agricoles, désertification de régions entières, nécessité d'une expansion de l'agriculture [9 juillet 1981] (p. 79) ; relance des productions animales et méditerranéennes (p. 80).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : problème de la répartition des ressources ; nécessité de réduire les prélèvements opérés sur les budgets et d'améliorer les dotations de l'Etat ; réforme des systèmes de financement public ; méthode de la simulation ; calendrier de la réforme ; mise en œuvre d'une décentralisation culturelle ; maintien de la notion de subvention exceptionnelle aux communes en difficultés ; fonds de compensation de la T.V.A. ; nécessité d'affecter les tiers des ressources publiques nationales aux collectivités locales ; allègement des charges ; fiscalité locale : taxe d'habitation ; loi du 10 janvier 1980 ; dotation globale de fonctionnement ; problème de la péréquation ; dotation globale d'équipement [27 juillet 1981] (p. 356) ; problème des petites communes (p. 357).

Discussion des articles : **après l'article 47 :** composition du comité économique et social [9 septembre 1981] (p. 870) ; **article 48 :** s'oppose au déplafonnement des ressources fiscales des régions [10 septembre 1981] (p. 910).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : plan hydraulique ; centrale marémotrice du Mont-Saint-Michel ; micro-centrales [6 octobre 1981] (p. 1520).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 4 :** soutient l'amendement n° 292 de M. Georges Gosnat ; rétablissement du critère de participation majoritaire pour les biens professionnels ; établissement d'une distinction nette entre la part qui doit revenir à la gestion des sociétés et celle qui procède du placement financier [29 octobre 1981] (p. 2780) ; **article 5 :** usufruit [30 octobre 1981] (p. 2801) ; **avant l'article 30 :** maintien du service militaire avec une durée satisfaisante ; pouvoir d'achat du prêt du soldat : indexation sur le S.M.I.C. à hauteur de 20 p. 100 de celui-ci [4 novembre 1981] (p. 3121).

Deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis pour la section Forces terrestres : armée de terre [13 novembre 1981] (p. 3648) ; revendications des personnels ; prêts pour l'acquisition d'un logement ; gratuité du repas de midi ; cumul emploi-retraite ; prêt du soldat : fixation à 20 p. 100 du S.M.I.C. ; retards dans l'exécution de la loi de programmation ; armement ; détaxation du carburant utilisé par l'armée ; entraînement des troupes (p. 3649) ; effort de rattrapage en 1982-1983 (p. 3650).

Discussion des articles : **article 45 :** mesures en faveur des appelés ; nocivité des prélèvements sur les crédits de paiement [14 novembre 1981] (p. 3694).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** crédits de la défense ; couverture des besoins au titre des rémunérations et charges sociales ; couverture des besoins au titre de la hausse des prix des produits pétroliers ; non-accès du ministère de la défense aux crédits de répartition des charges communes ; hausse des rémunérations ; réduction de la part des dépenses militaires dans l'ensemble du budget de l'Etat ; annulation de l'achat de trois hélicoptères Puma, d'un char Roland et de six cents camionnettes par le ministère de la défense ; mise en cause des votes du Parlement [7 décembre 1981] (p. 4459).

COMMERGNAT (Nelly)

Député de la Creuse
(2e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. André Chandernagor nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 302).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

QUESTIONS

au Gouvernement : prestations familiales : problèmes soulevés par l'individualisation des aides à la famille en fonction des ressources entrant au foyer ; rôle de l'administration fiscale ; forfaitarisation éventuelle des prestations familiales [14 octobre 1981] (p. 1785).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** petites communes rurales ; coopération intercommunale ; tutelle insidieuse [28 juillet 1981] (p. 418).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* problème du revenu agricole ; cotisations sociales ; consommations intermédiaires ; aides directes ; réforme de la P. A. C. ; montants compensatoires monétaires ; mise en place d'offices par produits ; aides conjoncturelles [6 novembre 1981] (p. 3249) ; connaissance des revenus agricoles ; répartition de l'aide pour 1980 ; propositions d'affectation de l'aide pour 1981 ; procédure des agriculteurs en difficulté ; création d'une aide sociale ; aide au désendettement (p. 3250) ; interventions structurelles en faveur des secteurs les plus en crise (p. 3251).

CORNETTE (Maurice)

Député du Nord
(12e circonscription)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Vincent Ansquer tendant à modifier l'article L. 142-2 du code de l'urbanisme instituant une taxe départementale d'espaces verts (n° 411) [8 octobre 1981] (p. 1646).

Rapportur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Consommation) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1982 (n° 450),** tome VI : **Consommation (n° 475)** [16 octobre 1981].

Proposition de loi relative au régime de production, d'utilisation et de taxation de certains **carburants biochimiques (n° 498)** [6 novembre 1981].

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : énergie solaire ; biotechnologies [6 octobre 1981] (p. 1523).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).

Première lecture, discussion générale : importance de la sidérurgie dans la vie économique et sociale de la région du nord ; prise de contrôle des deux groupes Usinor et Sacilor par l'Etat [8 octobre 1981] (p. 1626) ; achèvement du demi-pas amorcé en 1978 ; plan Davignon ; contexte mondial de surcapacité de production de demande stagnante et de concurrence sauvage ; avenir des filiales des deux groupes concernés ; secteur des aciers spéciaux ; comité de coordination ; plan industriel pour la sidérurgie ; aspirations des travailleurs : semaine de trente-cinq heures, cinquième équipe, relèvement des salaires, revision des classifications, amélioration des conditions de travail, pré-retraite, embauche, formation professionnelle renforcée, nouveaux droits dans l'entreprise, changement des directions des groupes ; absence de réponses du projet de loi ; imprécisions du Gouvernement ; alourdissement de l'industrie par les pesanteurs de la gestion administrative ; mauvaises conditions du processus de nationalisation ; difficultés de concilier plan social maximum et réduction des coûts de production (p. 1627).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Consommation. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : création de cent emplois au service de la répression des fraudes ; I. N. C. ; aide aux associations de consommateurs ; rééquilibrage du pouvoir économique entre consommateurs et producteurs [6 novembre 1981] (p. 3225).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 52 (maintien de la réglementation en matière de cumuls dans la répartition du foncier sous le contrôle de la profession [12 décembre 1981] (p. 4806) ; rejeté (p. 4807) ; son amendement n° 55 (extension de la recherche de l'amélioration de la productivité des élevages des abattoirs publics et privés) : rejeté (p. 4808).

CORREZE (Roger)

Député du Loir-et-Cher
(2e circonscription)
R. P. R.
Questeur de l'Assemblée nationale

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1804).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à faire du **8 mai** un jour férié **(n° 367)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « Personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « **victimes de la déportation du travail** » **(n° 526)** [6 novembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **article 10** : abaissement du taux de la T.V.A. de 17,60 p. 100 à 7 p. 100 pour le vin ; suppression des droits de circulation ; nécessaire relèvement du S.M.I.C. en Guadeloupe [17 juillet 1981] (p. 222).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (n° 142).

Première lecture, discussion générale : action des parlementaires en faveur de la célébration du 8 mai ; signification de la célébration du 8 mai ; oubli des victimes de la déportation du travail ; information des jeunes générations ; tentation du totalitarisme [23 septembre 1981] (p. 1273).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 13** : réduction des déductions forfaitaires applicables aux revenus fonciers ; éventuel blocage ou limitation des loyers ; recours croissant au logement de type H.L.M. [2 novembre 1931] (p. 2934) ; **article 14** : inadaptation de la taxation des frais généraux ; complexité (p. 2943) ; difficultés de vérification ; frais de réception exposés à l'étranger (p. 2944) ; **article 21** : embarras du Gouvernement dans sa recherche de recettes nouvelles ; pénalisation des plus pauvres ; concurrence étrangère [3 novembre 1981] (p. 3034) ; T.V.A. sur les hôtels de grand luxe (p. 3036) ; **article 22** : suppression de la vignette pour les grosses motos ; suppression pour les véhicules de moins de 5 CV (p. 3038) ; son amendement n° 4 (exonération de vignette pour les véhicules d'une puissance égale ou inférieure à 4 CV) (p. 3040) : rejeté par scrutin public (p. 3041) ; **article 25** : modalités d'application de la taxe sur le coupage des vins ; T.V.A. à 17,60 p. 100 sur le vin ; droit de circulation ; éventuelle limitation des rendements à quatre-vingts hectolitres par hectare pour le vin de table ; nouvelle adaptation du régime du bénéfice réel à la viticulture ; prise en compte de l'érosion monétaire lors de la réalisation d'une plus-value professionnelle agricole [4 novembre 1981] (p. 3062) ; rétablissement de la franchise de distillation de dix litres d'alcool ; **après l'article 25** : son amendement n° 462 (abrogation de la surtaxe au droit de circulation sur les vins) : rejeté (p. 3063) ; **article 31** : détaxe sur les carburants agricoles (p. 3123) ; pénalisation des petits exploitants (p. 3124) ; **article 36** : son amendement n° 543 (dotation globale de fonctionnement ; maintien du montant du prélèvement à 16,386 p. 100 des recettes de la T.V.A. ; maintien du produit en cas de modification de la législation) ; ressources des collectivités locales ; décentralisation (p. 3135) ; rejet par scrutin public de l'amendement n° 543 (p. 3137).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale questions* : dotation aux jeunes agriculteurs ; prêts bonifiés [6 novembre 1981] (p. 3279) ; crédits pour l'hydraulique en Sologne (p. 3294) ; poursuite du programme de drainage (p. 3295) ; recherches en matière de productions nouvelles ; culture du « pois lupin » (p. 3298).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale* : faiblesse du niveau d'équipement de nos forces armées ; distorsion entre les prévisions de la loi de programme et les réalisations ; crise énergétique ; agitation à l'Est et repli américain ; satellites d'observation ; S.N.L.E. ; Mirage 4000 ; atelier de Salbris ; établissement de l'armée de l'air de Romorantin [14 novembre 1981] (p. 3689) ; son vote hostile (p. 3690).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale* : intégration du ministère de la jeunesse et des sports au ministère dit du temps libre ; occupation du temps des chômeurs [19 novembre 1981] (p. 4037) ; peu de temps libre dont disposent les travailleurs ; demande une étude précise du temps libre dans les différentes catégories sociales ; diminution du volume des crédits mis à la disposition du ministère de la jeunesse et des sports ; situation de l'industrie du tourisme en raison de la majoration de la T.V.A. sur les hôtels de première catégorie, la taxation des dépenses de congrès, de réception et de restauration à 30 p. 100 ; « saucissonage » des crédits affectés à la jeunesse et aux sports ; rôle positif des maîtres municipaux d'éducation physique ; concentration entre les mains du pouvoir central de l'éducation nationale de l'ensemble des éléments du système d'éducation sportive ; répartition des conseillers techniques pédagogiques mis à la disposition des départements ; financement du fonds national pour le développement du sport (p. 4038) ; craint le démembrement du sport français (p. 4039).

COT (Jean-Pierre)

Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement
Député de la Savoie
(3e *circonscription*)
Socialiste

Ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).
Cesse d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).
Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J.O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale* : objectifs prioritaires : solidarité avec le tiers monde, priorité à donner à l'aide publique ; renforcement de l'unité de la politique extérieure de la France dans les relations Nord-Sud ; maintien et renforcement de la spécificité de l'instrument du développement ; croissance des moyens donnés au fonds d'aide et de coopération (F.A.C.) ; croissance de l'assistance technique (création de 230 postes dont 100 postes de « volontaires du progrès ») ; amélioration de l'effort de formation et de réinsertion des coopérants à leur retour [18 novembre 1981] (p. 3971) ; nécessité de supprimer l'abattement de salaires pour double contrat ; problème de la couverture

sociale des coopérants militaires ; appui logistique donné par la France aux coopérants ; actions culturelles (accroissement des bourses et des stages ; accroissement des crédits consacrés à l'effort des organisations non gouvernementales ; stagnation des crédits de formation ; stagnation des crédits de fonctionnement ; augmentation des crédits de coopération militaire ; augmentation de l'aide publique au développement (p. 3972) ; notre grande politique du tiers monde impliquant des transformations et des adaptations structurelles en France même ; notion de codéveloppement devant gouverner nos rapports avec les Etats du tiers monde [19 novembre 1981] (p. 3993) ; absence de conséquences de la crise internationale sur les programmes d'aides au développement ; rapport Berthelot ; budget de transition vers le changement ; difficultés dues à la chute des cours des matières premières, aux fluctuations des monnaies internationales et à la spéculation ; protection de la zone franc ; problème de la réintégration des coopérants à leur retour en France ; dimension interministérielle des relations entre le Nord et le Sud ; accroissement de 35 p. 100 en 1982 de l'aide publique française (p. 3994).

COUILLET (Michel)

Député de la Somme
(3e circonscription)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à fixer à soixante ans pour les hommes et à cinquante-cinq ans pour les femmes et les travailleurs des métiers pénibles et insalubres l'âge auquel ils pourront bénéficier **de la retraite à taux plein (n° 205)** [22 juillet 1981].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 7,** posée le 8 juillet 1981 : **habillement, cuirs et textiles** (entreprises) (p. 67) ; appelée le 10 juillet 1981 : **agissement du groupe Willot et industrie textile** : règlement judiciaire de la société Boussac-Saint frères ; groupe Rhône-Poulenc ; politique du gouvernement Barre (p. 99) ;

— **n° 77,** posée le 24 novembre 1981 : **banques et établissements financiers (Banque d'Indochine et de Suez)** (p. 4156) : appelée le 27 novembre 1981 : **droits des salariés dans le secteur bancaire nationalisable** : refus du patronat de mettre en œuvre le changement ; fuite des capitaux vers l'étranger ; participation des salariés à la gestion de l'entreprise ; incident survenu à la Banque Indo-Suez (p. 4254) ; problèmes des P.D.G. des sociétés nationalisées menant une politique contraire à l'intérêt national ; droits et pouvoirs nouveaux des travailleurs des groupes nationalisés à la suite de l'extension du secteur public (p. 4255).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : situation actuelle des communes ; disparition des services publics dans les secteurs ruraux ; nécessité de créer une agence technique départementale ; « tutelle du savoir-faire » ; urbanisation et équipement des régions rurales ; protection du patrimoine agricole [27 juillet 1981] (p. 378).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** lacunes du projet de loi : non-inclusion, dans le secteur public, des banques qui viendraient à atteindre le seuil de dépôt retenu pour les nationalisations ; exemple du groupe Empain-Schneider ; nécessité d'une suite à l'application de la loi [18 octobre 1981] (p. 2076).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 11 :** soutient l'amendement n° 539 de M. Paul Chomat ; souci du parti communiste de défendre les familles françaises [31 octobre 1981] (p. 2890) ; **après l'article 14 :** abrogation de l'avoir fiscal pour les personnes morales [2 novembre 1981] (p. 2973).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* différenciation en matière de prix et d'aides en fonction des volumes de production ; modulation des cotisations [6 novembre 1981] (p. 3285) ; indemnité compensatrice de la perte de revenu pour les petits et moyens exploitants (p. 3293).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* retard accumulé dans la satisfaction des revendications du personnel ; déracinement des agents ; mutations ; besoins en logements locatifs réservés aux P.T.T. ; situation des ressortissants des D.O.M.-T.O.M. ; création d'emplois ; rémunérations ; responsabilité de l'ancienne majorité dans l'endettement de la poste ; prélèvement de 3,2 milliards sur l'excédent des télécommunications [7 novembre 1981] (p. 3315) ; âge de la retraite ; réduction du temps de travail ; réintégration des personnels licenciés (p. 3316).

Transports. — *Discussion générale :* entretien et rénovation du réseau routier ; liaisons transversales ; péages autoroutiers ; T.G.V. ; fermeture de lignes [7 novembre 1981] (p. 3343) ; réexamen des tarifs S.N.C.F. ; transports collectifs urbains ; tramway français ; seuil de prélèvement de la taxe de transport : abaissement à 50 000 habitants ; voies navigables ; vote positif du groupe communiste (p. 3344).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, explications de vote : rôle du groupe communiste dans le débat ; attitude du rapporteur à l'égard d'amendements communistes ; ses observations sur la méthode des ordonnances ; vote favorable du groupe communiste [10 décembre 1981] (p. 4657).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Discussion générale : héritage d'une politique de baisse des prix agricoles ; syndicats agricoles ; évolution du « ciseau des prix » ; nouvelle organisation des marchés ; non-respect de la préférence communautaire ; montants compensatoires monétaires ; politique du « tout-productivité » ; besoins des agriculteurs moyens ; allégement de la charge financière représentée par les carburants [15 décembre 1981] (p. 4958) ; amélioration de la productivité des surfaces en herbe ; développement des productions déficitaires ; encouragement du travail en coopération ; installation des jeunes ; modification et élargissement de la politique agricole commune ; conférence annuelle agricole (p. 4959).

COUQUEBERG (Lucien)

Député du Territoire de Belfort
(1re circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Jean-Pierre Chevènement, nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 302).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : nationalisation et droits nouveaux des salariés ; secteur de l'informatique ; Alsthom-Atlantique [14 octobre 1981] (p. 1815) ; gestion tripartite d'Alsthom-Atlantique ; nouvelle citoyenneté économique (p. 1816).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité nationale, santé, travail. — I° Section commune. — II° Santé, solidarité nationale. *Discussion générale :* centres de santé intégrés ; presse médicale [16 novembre 1981] (p. 3798).

COURRIERE (Raymond)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779). Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1787).

DEPOTS

Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la **réinstallation des rapatriés (n° 485)** [31 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* nécessité d'apporter une solution véritable et définitive à la situation insupportable des rapatriés ; coût de l'indemnisation : coût du moratoire et de l'aménagement du prêt ; projet de loi destiné à améliorer le dispositif d'aménagement des prêts de réinstallation [18 novembre 1981] (p. 3916) ; problème des Français musulmans ; installation des familles des Français musulmans dans des cités ou des hameaux forestiers ; pèlerinage de La Mecque (p. 3917) ; mission d'accueil et de réinsertion des rapatriés accomplie par le service central des rapatriés ; subventions destinées au rachat des cotisations d'assurance vieillesse ; droit d'option entre les régimes de sécurité sociale (proposition du Gouvernement) ; négociations avec l'Arrco (assurance des régimes de retraites complémentaires) concernant la diminution du droit des rapatriés de 10 p. 100 ; loi de 1972 relative à la généralisation de la retraite complémentaire ; son application en faveur des rapatriés ; révision des carrières ; attitude coopérative des associations des rapatriés dans leur rapport avec le secrétariat d'Etat aux rapatriés (p. 3918) ; mise en place en 1982 d'une commission concernant l'indemnisation avec l'ensemble des associations de rapatriés ; création de trente-sept emplois dans les services du Premier ministre ; base de données informatique Lex pour l'ensemble des textes législatifs, réglementaires, et pour les décisions du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat réalisée par le secrétariat général du Gouvernement et accessible au public par l'intermédiaire de cinq centres serveurs facturant les temps d'interrogation aux utilisateurs ; haut comité de la langue française ; création d'emplois à la documentation française ; création de la B. I. P. A. (banque d'information politique et d'actualité) par la Documentation française ; augmentation du nombre de réclamations transmises au médiateur et augmentation des crédits de celui-ci (p. 3919) ; missions du secrétariat général de la défense nationale ; programme civil de défense ; augmentation des crédits destinés au Conseil économique et social ; adoption par les Journaux officiels de la technique de la photocomposition ; création d'une banque de données des textes législatifs et réglementaires ; fichier Lex du secrétariat général du Gouvernement ; problème des relations avec le Parlement ; propositions de loi relatives au 8 mai : jour férié ; prochaine abrogation de la loi anticasseurs ; reconnaissance du pouvoir d'amendement des parlementaires (p. 3920) ; son avis concernant la suggestion de la commission des finances tendant à ce que le Gouvernement constitue un groupe de travail chargé de faire des propositions sur les réformes à conduire pour permettre au Parlement d'exercer ses prérogatives avec le maximum d'efficacité ; service d'information et de diffusion (p. 3921).

Discussion des articles : **après l'article 92 :** s'oppose à l'amendement n° 9 corrigé de M. Jean Foyer visant à ce que le contrôle sur les fonds spéciaux du Premier ministre soit accru (p. 3923).

— Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).

Première lecture, discussion générale : visite historique de M. François Mitterrand à Alger ; volonté du Gouvernement d'effacer les traumatismes nés de la décolonisation ; promesses non tenues d'une indemnisation effective ; endettement important des rapatriés non salariés réinstallés ; attribution d'une indemnité forfaitaire des meubles meublants ; réforme des commissions d'aménagement ; aménagement des prêts de réinstallation ; application aux rapatriés du principe de la solidarité nationale inscrit dans le préambule de la Constitution ; stabilisation définitive des familles de rapatriés sur leurs biens de réinstallation [2 décembre 1981] (p. 4360) ; octroi de prêts à long terme destinés à la consolidation de toutes dettes (p. 4361) ; retour au droit commun par la réforme des commissions d'aménagement (p. 4361) ; indemnité forfaitaire des meubles meublants (p. 4361) ; harkis (p. 4366).

Discussion des articles : **titre Ier, article Ier :** volonté du Gouvernement de prendre en compte par la loi les rapatriés réinstallés sans l'aide de l'Etat (p. 4367) ; **article 3 :** ses observations sur l'amendement n° 19 de M. Paul Pernin dont l'adoption serait défavorable aux rapatriés (p. 4369) ; **article 4 :** son amendement n° 28 (modifiant l'article 4 de telle façon que soient élargis les pouvoirs de la commission dans l'intérêt des rapatriés) : adopté (p. 4369) ; **article 5 :** son amendement n° 29 (prévoyant le réexamen des cas des rapatriés à leur demande) : adopté (p. 4370) ; **article 9 :** son amendement n° 32 (complétant le premier alinéa de l'article 9) : adopté (p. 4371) ; **titre II, article 10 :** son amendement n° 30 (tendant à ce que l'indemnité sur les meubles meublants soit versée aux orphelins de « père et de mère » et non de « père ou de mère ») : adopté ; **article 12 :** inutilité de l'amendement n° 17 excluant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques l'indemnité de meubles meublants, car cette disposition est prévue par l'article 238 *bis* C du code général des impôts (p. 4372).

COUSTE (Pierre-Bernard)

Député du Rhône
(5e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Lucien Richard tendant à élargir les limites de possibilité de cumul d'une retraite personnelle et d'une pension de réversion au conjoint survivant (n° 69) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier l'article 13 de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité

sociale afin que les cotisations patronales destinées au régime de la sécurité sociale soient en partie proportionnelles à la valeur ajoutée par les entreprises (n° 16) [17 septembre 1981] (p. 1179).

Rapporteur de sa proposition de loi concernant le repos hebdomadaire des salariés (n° 19) [17 septembre 1981] (p. 1179).

Rapporteur de sa proposition de loi relative à l'emploi des travailleurs handicapés (n° 32) [17 septembre 1981] (p. 1179).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à améliorer le statut et l'emploi des travailleurs temporaires (n° 35) [17 septembre 1981] (p. 1179).

Rapporteur de sa proposition de loi relative à l'intégration de certains chauffeurs de taxi non salariés au régime complémentaire d'assurance vieillesse des professions artisanales (n° 38) [17 septembre 1981] (p. 1179).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier la rédaction de l'article 54-G du livre II du code du travail afin de préciser les modalités de calcul des congés payés (n° 15) [22 octobre 1981] (p. 2382).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à compléter la loi n° 68-978 d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 afin de prévoir le dépôt annuel d'un rapport au Parlement sur l'application de ladite loi (n° 29) [22 octobre 1981] (p. 2382).

Rapporteur de sa proposition de loi visant à compléter le titre III (autonomie administrative et participation) de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 (n° 31) [22 octobre 1981] (p. 2382).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Roger Corrèze et plusieurs de ses collègues tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots « victimes de la déportation du travail » (n° 526) [3 décembre 1981] (p. 4404).

Rapporteur de sa proposition de loi relative aux conditions d'emploi des personnels relevant des entreprises du secteur « tertiaire-technique » (n° 37) [3 décembre 1981] (p. 4404).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Noir tendant à faire participer les fonctionnaires civils et militaires de l'Etat et les agents titulaires des collectivités locales au financement du régime national interprofessionnel d'aide aux travailleurs privés d'emploi (n° 374) [10 décembre 1981] (p. 4660).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à reviser les articles n°s 39, 40, 44, 45 et 69 de la **Constitution** pour accorder aux membres du **Conseil économique et social** l'initiative des lois et le droit d'amendement (**n° 4**) [3 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à encourager le développement **d'activités d'intérêt général (n° 12)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à compléter l'article 37 de la loi du 13 juillet 1930 relative aux **contrats d'assurances (n° 13)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 416, paragraphe 2, du code de la sécurité sociale relatif aux bénéficiaires de la législation concernant **les accidents du travail et les maladies professionnelles (n° 14)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier la rédaction de l'article 54-*g* du livre II du code du travail afin de préciser les modalités de **calcul des congés payés (n° 15)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifer l'article 13 de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la sécurité sociale afin que les **cotisations patronales destinées** aux régimes de la **sécurité sociale** soient en partie proportionnelles à la valeur ajoutée par les entreprises (**n° 16**) [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifer la loi n° **57-298** du 11 mars 1957 sur la **propriété littéraire et artistique (n° 17)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à instituer une **carte d'identité européenne (n° 18)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi concernant le **repos hebdomadaire des salariés (n° 19)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à l'institution d'un contrôle technique des **véhicules de tourisme (n° 20)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi relative à la promotion des **petites et moyennes entreprises (n° 21)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi sur l'adaptation de la **comptabilité des entreprises** à l'inflation (**n° 22**) [8 juillet 1981].

Proposition de loi sur les **sociétés civiles de placement** à capital variable (**n° 23**) [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à compléter et à modifier les dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les **sociétés commerciales (n° 24)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi sur les **groupes de sociétés** et la protection des actionnaires, du personnel et des tiers (**n° 25**) [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à la création de **sociétés unipersonnelles (n° 26)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi instituant un **report complémentaire d'incorporation en faveur des étudiants** bénéficiant des dispositions de l'article L. 10 du code du service national (**n° 27**) [8 juillet 1981].

Proposition de loi relative à l'extension de l'obligation de munir les **voitures particulières** d'un **dispositif antivol** à tous les véhicules immatriculés (**n° 28**) [28 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 68-978 d'orientation de l'**enseignement supérieur** du 12 novembre 1968 afin de prévoir le **dépôt annuel d'un rapport au Parlement** sur l'application de ladite loi (**n° 29**) [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à réglementer la commercialisation et l'utilisation des substances vénéneuses pouvant être employées pour la fabrication d'**aliments médicamenteux à usage vétérinaire (n° 30)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi visant à compléter le titre III (autonomie administrative et participation) de la loi d'orientation de l'**enseignement supérieur** du 12 novembre 1968 (**n° 31**) [8 juillet 1981].

Proposition de loi relative à l'emploi des **travailleurs handicapés (n° 32)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à assurer la réparation intégrale des dommages causés aux **véhicules automobiles (n° 33)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi réformant la loi du 13 juillet 1967 en ce qui concerne l'action en comblement du passif et la **faillite personnelle** des dirigeants de sociétés (**n° 34**) [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à améliorer le statut et l'emploi des **travailleurs temporaires** (n° 35) [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier les articles n°s **256**, 287, 288, 291, 372, 373 et 374 du code civil, relatifs à la **garde de l'enfant après séparation des parents,** et à instituer en ce cas le principe d'une garde associée et le maintien de l'autorité parentale conjointe (**n° 36**) [8 juillet 1981].

Proposition de loi relative aux conditions d'emploi des **personnels** relevant **des entreprises du secteur « tertiaire technique »** (**n° 37**) [8 juillet 1981].

Proposition de loi relative à l'intégration de certains **chauffeurs de taxi** non salariés au régime complémentaire **d'assurance vieillesse** des professions artisanales (**n° 38**) [8 juillet 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : accord Multifibres : problèmes liés aux renouvellements de l'accord Multifibres [18 novembre 1981] (p. 3931).

orales sans débat :

— (n° 1) posée le 2 juillet 1981 : **radiodiffusion et télévision** (chaînes de télévision et stations de radio) (p. 35) ;

— (n° 3) posée le 2 juillet 1981 : **Communautés européennes** (propriété industrielle) (p. 35) ;

— (n° 4) posée le 2 juillet 1981 : **politique extérieure** (organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne) (p. 35) ;

— (n° 21) posée le 5 août 1981 : **politique économique et sociale** (généralités) : [8 septembre 1981] (p. 830) ; appelée le 2 octobre 1981 : **situation économique de la France :** politique budgétaire inadaptée (p. 1467) ; commission Bloch-Lainé ; impôts indirects ; levée de l'anonymat sur l'or (p. 1468) ;

— (n° 22) posée le 7 août 1981 : **Communautés européennes** (système monétaire européen) : [8 septembre 1981] (p. 830) ; appelée le 9 octobre 1981 : **politique européenne et française à l'égard du dollar :** déconnexion des taux d'intérêt internes et externes (p. 1654, 1655) ;

— (n° 68) posée le 30 octobre 1981 : **chômage : indemnisation (chômage partiel)** (p. 2857) ;

— (n° 67) posée le 26 octobre 1981 : **matériels électriques et électroniques (emploi et activités)** (p. 2537) : appelée le 4 décembre 1931 ; **industrie des tubes pour la télévision en couleur :** menaces pesant sur l'industrie des tubes pour la télévision en couleur à cause des importations de matériels japonais ; nécessité d'une action immédiate du Gouvernement (p. 4412) ; nécessité que la France n'abandonne pas comme la Grande-Bretagne cette fabrication d'intérêt national ; mesures à prendre au niveau communautaire ; inefficacité des nationalisations dans ce domaine (p. 4413).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Commission mixte paritaire, discussion générale : entreprises de travail temporaire ; rapport Cousté ; effets économiques et sociaux du prélèvement sur les entreprises de travail temporaire ; temps de travail [29 juillet 1981] (p. 461) ; avantages de la technique de la convention collective (p. 462).

— Projet de loi de nationalisation (n° 334).

Première lecture, discussion générale : anticonstitutionnalité du projet ; performance des groupes nationalisables ; coût du secteur public ; non-conformité du projet avec le traité de Rome [14 octobre 1981] (p. 1825) ; filiales étrangères des entreprises nationalisables (p. 1826).

Discussion des articles : **avant le titre Ier :** soutient l'amendement n° 188 de M. Michel Noir (article 55 de la Constitution ; respect par la France de ses engagements internationaux) [15 octobre 1981] (p. 1842) ; article 222 du traité de Rome (p. 1843) ; soutient l'amendement n° 182 de M. Michel Noir ; non-conformité du projet aux dispositions du traité de Rome sur la concurrence (p. 1843) ; soutient l'amendement n° 183 de M. Michel Noir (conformité du projet au traité de Rome ; absence de discrimination de la nationalité) (p. 1844) ; soutient l'amendement n° 184 de M. Michel Noir (projet non conforme avec les dispositions du traité de Reme sur les monopoles) ; soutient l'amendement n° 187 de M. Michel Noir (non-conformité du projet aux dispositions du traité de Rome sur les positions dominantes) (p. 1845) ; soutient l'amendement n° 185 de M. Michel Noir (non-conformité du projet aux dispositions du traité de Rome sur les libertés d'établissement) (p. 1846, 1847) ; soutient l'amendement n° 186 de M. Michel Noir (non-conformité du projet aux dispositions du traité de Rome sur la concurrence) (p. 1847)) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** soutient l'amendement n° 616 de M. Michel Noir ; atténuation du caractère arbitraire du choix d'une seule date [18 octobre 1981] (p. 2089) ; soutient l'amendement n° 631 de M. Michel Noir (p. 2101) ; soutient l'amendement n° 621 corrigé de M. Michel Noir (p. 2102) ; soutient le sous-amendement n° 648 de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 de la commission ; succès de la banque de Bretagne ; capital détenu à 15 p. 100 par le personnel [19 octobre 1981] (p. 2113) ; **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 9 précédemment réservé :** son amendement n° 370 (élection des représentants du personnel aux nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles) : rejeté (p. 2152) ; **article 10 :** élection du président du conseil d'administration (p. 2170) ; son amendement n° 369 (élection du président du conseil d'administration par le conseil) : rejeté (p. 2171) ; soutient le sous-amendement n° 1392 de M. Maurice Couve de Murville (p. 2172) ; soutient l'amendement n° 381 de M. Michel Noir : ratification par le conseil d'administration de la nomination de son président (p. 2173) ; soutient l'amendement n° 382 de M. Michel Noir (publication au *Journal officiel* des rapports des commissaires aux comptes en cas d'exercice social déficitaire) (p. 2174) ; **article 11 :** surplus de productivité globale ; participation des salariés ; son amendement n° 385 (suppression de l'article) : rejeté (p. 2177) ; **article 12 :** soutient l'amendement n° 390 de M. Michel Noir ; ressources de la caisse nationale de l'industrie [20 octobre 1981] (p. 2190) ; soutient l'amendement n° 533 de M. Michel Noir ; représentation des anciens actionnaires au conseil d'administration de la caisse nationale de l'industrie (p. 2193) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27 :** fondement politique de la nationalisation ; effet d'extra-territorialité ; inutilité de l'article : rétrocessions prévues par l'article 33 (p. 2240) ; **titre II :** nationalisations des banques ; **article 16 précédemment réservé :** soutient l'amendement n° 708 de M. Michel Noir : contentieux à l'étranger ; allégement du coût financier des nationalisations [21 octobre 1981] (p. 2299) ; **article 26 précédemment réservé :** son amendement n° 840 (apport par l'Etat des actions de banque à une autre banque nationale et non à une autre entreprise publique) [22 octobre 1981] (p. 2372) ; rejeté (p. 2373) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 32 précédemment réservé :** érosion monétaire ; période de référence pour le calcul du cours de bourse ; pondération des critères ; incidence des plus-values latentes ; fixation d'un plancher pour la valeur d'échange des actions [24 octobre 1981] (p. 2476) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 50 :** accroissement du contrôle du Gouvernement sur l'ensemble du crédit ; oubli des caisses d'épargne et du Crédit agricole ; organisation du crédit préalablement à sa nationalisation [26 octobre 1981] (p. 2567).

Troisième lecture, discussion générale : expropriation des employés actionnaires de leur banque ; retrait de l'article 33 sur les compagnies financières ; incompatibilité entre les dispositions du traité de Rome et la loi de nationalisation ; vote hostile du groupe R. P. R. [18 décembre 1981] (p. 5171).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 12 :** risque d'insuffisance du prélèvement exceptionnel pour combler le déficit de l'U. N. E. D. I. C. ; appel à l'emprunt [2 novembre 1981] (p. 2923) ; **article 14 :** diminution du prélèvement au titre de la taxe à proportion du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation (p. 2959) ; exonération des frais engagés pour l'exportation (p. 2967) ; déductibilité de la taxe des résultats imposables (p. 2968) ; plafonnement de la taxe en fonction du chiffre d'affaires (p. 2969) ; exonération de la taxe à hauteur de 1 p. 100 du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation ; exonération portée à 55 000 francs pour les véhicules de société à moteur diesel (p. 2970) ; **après l'article 14 :** utilité économique des entreprises de travail temporaire ; caractère exceptionnel du prélèvement sur leurs bénéfices souligné par le ministre du budget en juillet 1981 ; renchérissement des coûts des entreprises utilisatrices (p. 2974).

Deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale : questions :* métro de Lyon [7 novembre 1981] (p. 3368, 3369) ; fait part de la question de M. Christian Bergelin ; liaison Rhin—Rhône (p. 3370) ; financement (p. 3371).

Examen des crédits : **état B :** son amendement n° 70 (réduction de crédits) ; liaison Rhin—Rhône (p. 3371) ; amendement n° 70 rejeté (p. 3372).

Justice. — *Discussion générale :* mission de la commission des lois à Lyon [12 novembre 1981] (p. 3595) ; construction de la nouvelle cité judiciaire de Lyon ; regroupement de la cour d'appel ; lenteur des décisions prud'homales à Lyon ;

insuffisance des crédits prévus pour réaliser la cité judiciaire de Meaux ; tribunal d'instance de Gonesse ; tribunal d'instance de Pontoise ; études et acquisitions foncières de Dijon et de Saint-Denis de la Réunion ainsi que pour le nouveau palais de justice de Lyon ; assassinat du juge Pierre Michel à Marseille ; problème de la sécurité des policiers et de la protection des villes ; incendie du central téléphonique de Lyon (p. 3596).

Industrie et énergie. — *Examen des crédits :* **état B, titre III :** son amendement n° 121 (réduction de crédits) ; accord Multifibres ; tubes électroniques ; réduction des charges sociales pour les industries de main-d'œuvre ; machine-outil ; action des chambres de commerce et d'industrie ; amendement n° 121 rejeté [14 novembre 1981] (p. 3764).

Discussion des articles : **article 88 :** accord Multifibres (p. 3768).

Commerce extérieur. — *Discussion générale :* place de la France au troisième rang des exportateurs mondiaux ; insuffisance du nombre des entreprises françaises exportatrices ; insuffisance du nombre des petites et moyennes entreprises exportatrices ; statistiques montrant l'amélioration des résultats du commerce extérieur ; excédent considérable des échanges agro-alimentaires ; caractère préoccupant des échanges industriels ; action des conseillers du commerce extérieur en mission extraordinaire en France ; augmentation du nombre des contrats d'assurance-prospection simplifiée ; compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) ; comité français des manifestations économiques ; agence pour la coopération technique, industrielle et économique ; institution d'une nouvelle dotation « coopération économique » ; politique de développement des contrats avec les chambres de commerce ; problème de l'exportation des bestiaux vivants ; promotion des vins français dans les foires, expositions et manifestations internationales ; nécessité d'une véritable action promotionnelle par secteur ; suppression de la taxe professionnelle pour les exportateurs ; allégement de la réglementation des changes ; encadrement du crédit ; réduction de l'impôt sur les sociétés au prorata de la progression des exportations réalisées hors de la Communauté ; octroi d'amortissement accéléré proportionnel au surcroît d'exportations ; exemple japonais ; développement et financement des sociétés de commerce international ; création d'une société de caution mutuelle propre à ces sociétés dont le fonds de garantie serait alimenté par le budget ; renforcement des postes à l'étranger ; importance de la direction des relations économiques intérieures [18 novembre 1981] (p. 3949) ; promotion des investissements français à l'étranger ; problème du boycott ; visa des chambres de commerce et des banques ; compatibilité des relations commerciales avec le Japon et de la politique commerciale communautaire ; rôle du ministère du commerce extérieur ; libéralisation des échanges (p. 3950).

— **Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).**

Première lecture, discussion générale : maintien du pouvoir d'achat au cours des dernières années malgré la crise économique mondiale [12 décembre 1981] (p. 4731) ; incohérence entre la création massive d'emplois publics, la progression des dépenses de fonctionnement des administrations et la croissance des dépenses sociales ; renforcement des contraintes financières des entreprises et possibilités d'autofinancement ; réduction de la durée du travail ; problème de l'harmonisation avec les décisions économiques des partenaires de la France ; conditions de la concurrence et mécanisme de formation des prix ; réduction du recours au travail temporaire ; situation des transports : réalisation de la liaison Rhin—Rhône ; déficit du commerce extérieur envers les pays industriels (p. 4732) ; relèvement des taux des prêts du Crédit national et de la Caisse des petites et moyennes industries (p. 4738) ; contrat de plan entre l'Etat et les entreprises et contrats de solidarité (p. 4742).

Discussion des articles : **article 1er :** travail de la commission Bloch-Lainé (p. 4752) ; problème de la compatibilité des nationalisations avec le traité de Rome (p. 4754) ; précisions de l'idée de reconquête du marché intérieur (p. 4758) ; son amendement n° 94 (commencement d'exécution de réalisations d'options essentielles en matière de transports telles que la liaison Rhin—Rhône) : rejeté (p. 4790) ; son amendement n° 2 (réalisation de la liaison Rhin—Rhône) : retiré (p. 4827).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Troisième lecture, discussion générale : vote hostile des groupes U. D. F. et R. P. R. [23 décembre 1981] (p. 5407).

COUVE DE MURVILLE (Maurice)

Député de Paris
(6e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre] (p. 2611).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : précipitation du Gouvernement ; nationalisation à 51 p. 100 seulement des groupes Dassault et Matra [14 octobre 1981] (p. 1791) ; absence de monopole détenu par les groupes nationalisables ; absence de risque d'internationalisation ; exclusion du champ des nationalisations des grands groupes étrangers existant en France ; nécessité du profit pour l'intérêt général ; nationalisation et étatisation ; performances du secteur public ; moyens détenus actuellement par l'Etat pour contrôler le crédit (p. 1792) ; exclusion du secteur mutualiste bancaire du champ des nationalisations ; étatisation de l'ensemble de l'économie française par la nationalisation et la future loi sur la restructuration du crédit ; coût des nationalisations (p. 1793)

Discussion des articles : **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** approbation du Parlement pour les accords conclus par l'Etat avec Dassault et Matra [15 octobre 1981] (p. 1856) ; son amendement n° 190 (nécessité publique évidente en raison de l'appartenance au contexte historique de l'arrivée de la gauche au pouvoir) (p. 1873) ; constitutionnalité des textes de loi ; critères des nationalisations ; raisons politiques (p. 1874) ; amendement n° 190 rejeté (p. 1875) ; **son rappel au règlement :** déroulement du débat ; absence de réponse du Gouvernement sur les critères du choix des groupes industriels nationalisables (p. 1882) ; soutient l'amendement n° 657 de M. Michel Noir : consécration dans les textes de la liste limitative des nationalisations [16 octobre 1981] (p. 1930) ; **après l'article 1er :** soutient l'amendement n° 307 de M. Michel Noir : énumération limitative dans le projet de loi de la liste des sociétés nationalisables ; approbation du Parlement sur le rachat, par le Gouvernement, d'actions de la société Dassault ; gestion de cette société (p. 1931) ; **article 2 :** son amendement n° 313 (maintien pour les salariés des avantages acquis au titre de la législation sur la participation et l'actionnariat) (p. 1950) : rejeté par scrutin public (p. 1951) ; **article 5 :** ses observations sur l'intervention de M. Guy Malandain ; interprétation donnée à son amendement visant à fixer la liste des sociétés nationalisables [17 octobre 1981] (p. 2004) ; soutient l'amendement n° 343 de M. Michel Noir ; anémie de la Bourse de Paris ; financement des investissements des cinq sociétés industrielles nationalisables (p. 2005) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** restructuration et nationalisation du crédit ; fonctionnement des banques nationalisées [18 octobre 1981] (p. 2072) ; privilège de l'émission de la monnaie ; contingentement du crédit ; futur projet de loi relatif au fonctionnement du crédit ; intervention de l'Etat dans le fonctionnement des banques ; conventions conclues entre l'Etat et les banques ; système existant pour le commerce extérieur ; système d'assurance crédit ; évolution des banques vers des administrations publiques irresponsables ; partie de l'activité des banques françaises tournée vers l'étranger (p. 2073) ; façon différente

de calculer les dépôts dans les départements d'outre-mer et dans les départements de la métropole (p. 2092 et 2093) ; **titre 1er** : nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 10** : conditions de nomination des présidents de conseil d'administration : étatisation ; nomination des commissaires aux comptes ; approbation du Parlement sur les contrats à conclure avec Dassault et Matra [19 octobre 1981] (p. 2166) ; son sous-amendement n° 1392 à l'amendement n° 40 de la commission (nomination du président du conseil d'administration sur proposition dudit conseil) (p. 2172) rejeté (p. 2173) ; **après l'article 12** : rétrocession des participations détenues par Matra et Dassault dans la presse ; accord intervenu entre le Gouvernement et Dassault [20 octobre 1981] (p. 2199) ; engagement du Premier ministre sur le dépôt d'un amendement (p. 2220) ; **titre III** : nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27 ; son rappel au règlement** (sa mise en cause personnelle par M. Michel Berson) (p. 2237, 2238) ; **son rappel au règlement** ; sa mise en cause par M. Michel Berson [21 octobre 1981] (p. 2256) ; **article 30 précédemment réservé** : son amendement n° 1131 (rédactionnel) : rejeté ; absence de réponse aux questions de l'opposition ; cession de participations dans les seuls pays où les pratiques le rendent nécessaire [23 octobre 1981] (p. 2449) ; **article 33 précédemment réservé** : opposition entre les dogmatiques et les réalistes de la majorité [24 octobre 1981] (p. 2478) ; cavaliers budgétaires pour les rétrocessions ; procédure suivie pour Dassault et Matra (p. 2479) ; **titre IV** : dispositions diverses ; **article 50** : suppression de l'article 33 ; raison politique de la non-nationalisation du Crédit agricole ; début de contrôle des établissements mutualistes ; suppression de l'article 50 : suppression de la justification de non-nationalisation du Crédit agricole et des banques populaires [26 octobre 1981] (p. 2568).

Deuxième lecture, discussion générale : droits et devoirs de l'opposition ; attaques personnelles [1er décembre 1981] (p. 4289) ; réponses du Gouvernement aux questions de l'opposition ; saisine du Conseil constitutionnel ; procédure à l'égard de Dassault, Matra et des trois sociétés étrangères ou à participation étrangère : approbation parlementaire des accords conclus ou à conclure ; non-nationalisation du Crédit agricole et des banques populaires ; réactions internationales : procès, mises sous séquestre ; gestion des actifs à l'étranger (p. 4290) ; conséquences financières des nationalisations ; besoins en capitaux des sociétés nationalisables ; manque à gagner fiscal ; désordre résultant des nationalisations ; succès de l'économie de marché (p. 4291).

Discussion des articles : **titre 1er** : nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **après l'article 1er** : son amendement n° 86 (approbation par le Parlement des accords conclus ou à conclure avec Dassault, Matra, I. T. T., Honeywell-Bull et Roussel-Uclaf) (p. 4305) ; approbation explicite et non implicite ; amendement n° 86 rejeté (p. 4306) ; **article 2** : son amendement n° 80 (non-nationalisation des actions détenues par les salariés au titre de l'intéressement et de la participation) (p. 4308) ; rejeté (p. 4309).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* absence de changement visible dans le budget du ministère des relations extérieures [18 novembre 1981] (p. 3972) ; remise en ordre du fonctionnement du quai d'Orsay ; expansion de la langue et de la culture françaises à l'étranger ; Français établis hors de France ; reconnaissance de l'anglais comme langue universelle ; développement du tiers monde ; faible augmentation des dotations de la coopération ; problème de la réorganisation des services de coopération ; concentration des décisions en matière de politique extérieure à l'Elysée ; adoption des idées du général de Gaulle sur la politique extérieure ; caractère choquant de certaines déclarations du ministre des relations extérieures ; reconnaissance par le présent Gouvernement d'une politique de défense fondée sur la possession de l'arme nucléaire ; rejet par le présent Gouvernement des déclarations de la conférence de Venise et soutien aux accords de Camp David ; discussion sur la politique agricole commune et sur la politique financière des communautés ; rapports franco-anglais et franco-allemands ; importance de la continuité dans de nombreux domaines (présence politique, culturelle, économique et militaire en Afrique) (p. 3973) ; problème mondial du développement ; désarroi de l'Europe (p. 3974).

CREPEAU (Michel)

Ministre de l'environnement

Député de la Charente-Maritime
(1re circonscription)
Apparenté socialiste
Ministre de l'environnement

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [15 juillet 1981] (p. 151).

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'être apparenté à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de l'environnement : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre de l'environnement (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1787).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Robert Montdargent : situation de la carrière de gypse exploitée par la société Lambert-Industrie : autorisation d'y créer une décharge pour les déchets industriels et ménagers ; réaction défavorables de l'opinion ; enquête publique [25 novembre 1981] (p. 4162) ;

— M. René Rieubon : désulfuration de la centrale de Gardanne : création de 2 000 emplois à Gardanne ; coût de la désulfuration des fumées ; études en cours sur cette désulfuration [2 décembre 1981] (p. 4357) ;

orale sans débat de :

— M. Jean-Louis Masson (n° 34) : vocation de la ville de Metz en matière d'environnement [9 octobre 1981] (p. 1659, 1660).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale :* aspiration des Français à un meilleur environnement ; volonté du Gouvernement de faire de l'environnement un des éléments moteurs de la politique de l'emploi et l'instrument d'une nouvelle croissance plus économe en énergie et en matières premières ; augmentation des crédits de l'environnement de plus de 36 p. 100 [10 novembre 1981] (p. 3485) ; dépôt en deuxième délibération d'un amendement tendant à individualiser les crédits affectés à l'environnement figurant au budget de l'urbanisme et du logement ; politique de l'eau ; prix de l'eau ; contrats pluriannuels d'assainissement ; assistance technique aux collectivités locales en matière de station d'épuration ; protection des nappes souterraines contre les pollutions (nitrate) ; aménagement des grands fleuves ; travaux relatifs au barrage de Naussac et de Villerest sur le bassin de la Loire ; barrage sur l'Aube ; modernisation du réseau d'annonce des crues ; politique de l'air ; lutte contre le bruit ; création d'un conseil national du bruit ; résorption des « points noirs » du bruit d'origine routière ou ferroviaire ; lutte contre les bruits dans l'industrie ; question des deux roues (p. 3486) ; organisation d'une campagne nationale contre le bruit ; augmentation des crédits affectés à la lutte contre les pollutions atmosphériques ; les crédits relatifs à l'agence de l'air ; politique des espaces naturels ; parcs nationaux ; le parc de l'Ariège ; le parc du Mercan-

tour ; la mise à l'étude du parc de la Guadeloupe ; augmentation des dotations relatives aux réserves naturelles ; crédits relatifs aux parcs régionaux et aux zones périphériques des parcs nationaux ; la décentralisation ; son intention de déposer à la session parlementaire prochaine un projet de loi relatif à l'organisation de la pêche tendant à assurer la protection et la gestion des milieux naturels aquatiques ; plan quinquennal de développement des milieux naturels aquatiques ; plan quinquennal de développement des ressources piscicoles ; organisation rationnelle de la chasse ; opérations de recyclage des déchets susceptibles d'économiser l'énergie et les matières premières ; réutilisation systématique du papier utilisé dans les administrations et les assemblées parlementaires (p. 3487) ; promotion de la qualité de l'environnement ; sa volonté de décentraliser et de développer la participation des citoyens à la protection de la nature et de l'environnement ; augmentation des moyens d'information mis à la disposition des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement ; dimension internationale de l'environnement ; coopération européenne et coopération avec le tiers monde ; besoin en eau du tiers monde ; augmentation des crédits destinés à la recherche (p. 3488) ; organisation d'un débat sur la chasse ; nécessité de repenser la réglementation de la chasse en fonction de la décentralisation (p. 3497) ; espace littoral atlantique et méditerranéen ; conservatoire du littoral ; politique concernant la protection et la gestion des zones humides ; parcs nationaux ; parc des Ecrins ; politique de la montagne ; rôle des collectivités locales dans le cadre de la décentralisation ; problème des zones périphériques des parcs nationaux ; problème du sel et de la pollution du Rhin, études d'impact ; levée du secret administratif ; application de la loi de 1978 ; modification de l'enquête d'utilité publique ; nouveaux moyens dont seront dotés les directeurs régionaux d'architecture et de l'environnement ; problème de la représentativité des associations (p. 3498) ; organisation du ministère de l'environnement ; rôle de la région pour apprécier convenablement les problèmes de l'environnement ; anarchie technique et financière dans le domaine de l'eau ; composition des comités de bassins ; augmentation des crédits relatifs à la valorisation des déchets ; pollution des eaux souterraines par les nitrates ; défense de l'eau du robinet ; rédaction d'un rapport sur la nocivité du nitrate ; problème des agences de bassin et de la maîtrise de l'eau ; le problème du bruit ; bruit dans les entreprises ; augmentation de 20 p. 100 du fonds de la dotation du fonds d'intervention pour la qualité de la vie (p. 3499).

Examen des crédits : **titre IV, état B** : demande à M. Pierre Micaux de retirer son amendement n° 59 relatif aux parcs régionaux ; action du F. I. Q. V. ; augmentation de 15 p. 100 (p. 3500) ; **titre VI, état C** : demande le retrait de l'amendement n° 74 de René La Combe ; aide aux parcs régionaux ; amendement n° 60 corrigé de M. Pierre Micaux ; maintien des crédits destinés aux barrages (p. 3501).

— **Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 434).**

Première lecture, discussion générale : création et moyens des C. A. U. E. ; consultation des élus ; séparation entre les responsabilités de l'Etat et les responsabilités des collectivités locales ; décentralisation et loi sur l'architecture ; rapport des C. A. U. E. avec les collectivités locales ; services propres de l'Etat ; délivrance des permis de construire [26 novembre 1981] (p. 4237) ; agrément des maîtres d'œuvre ; discussion de la loi sur l'architecture ; soumission des permis de construire aux C. A. U. E. ; instauration de nouveaux équilibres ; rôle éducatif et de conseil des C. A. U. E. ; autonomie des C. A. U. E. ; présidence des C. A. U. E. ; nouvelle taxe au profit des C. A. U. E. (p. 4244).

Discussion des articles : **article 2** : obligation de recourir à un architecte pour une part considérable des opérations réalisées par les collectivités locales ; avis des maires sur les permis de construire (p. 4245).

CRESSON (Edith)

Ministre de l'agriculture

Député de la Vienne
(2e circonscription)
Socialiste

Ministre de l'agriculture

Elue le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de l'agriculture : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy, décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommée ministre de l'agriculture (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy), décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Projet de loi relatif à la durée du **mandat des membres des chambres d'agriculture (n° 477)** [21 octobre 1981].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Charles Josselin : aides à l'agriculture** [15 juillet 1981] (p. 115-116) ;

— **M. André Soury : prix du lait** [15 juillet 1981] (p. 118) : prix indicatif du lait ; prix d'intervention du beurre et de la poudre de lait écrémé ; priorité aux négociations interprofessionnelles ;

— **M. Michel Cointat : sens du mot « office » dans le secteur agricole** : rôle des offices dans l'organisation des marchés [21 octobre 1981] (p. 2261) ; loi-cadre sur l'organisation des marchés ; mission des offices ; création de conseils régionaux de l'office ; office foncier ; S. A. F. E. R. (p. 2262) ;

— **M. Claude Evin : concours de l'armée pour la récolte de maïs** : permission exceptionnelle de huit jours accordée à tous les fils d'agriculteurs effectuant leur service militaire [21 octobre 1981] (p. 2264) ;

— **Mme Lydie Dupuy : location de terres par les S.A.F.E.R.** ; préparation d'un projet de loi sur ce sujet [28 octobre 1981] (p. 2663) ;

— **M. Robert Cebé : taux d'intérêt au Crédit agricole** ; prêts consentis en zone de montagne et en zone défavorisée pour l'installation des jeunes agriculteurs ; prêts spéciaux de modernisation [28 octobre 1981] (p. 2663) ;

— **M. Jean Bégault : revenu agricole** : baisse du revenu agricole depuis sept ans ; aide sélective suivant les engagements pris par le Président de la République ; modulation du plafond de chiffre d'affaires en fonction des productions ; extension de la procédure d'aide aux agriculteurs en difficulté ; aide exceptionnelle aux agriculteurs des zones sinistrées de l'Ouest ; location de terres au jeunes par les S. A. F. E. R. ; économies d'énergie ; bonne tenue des prix en 1981 [9 décembre 1981] (p. 4562).

orales sans débat de :

— **Mme Gisèle Halimi (n° 23) : prix du lait** : caractère indicatif du prix fixé à Bruxelles ; effort du Gouvernement pour en rapprocher le prix payé ; politique de la montagne ; connaissance des revenus agricoles ; action dans le domaine foncier [2 octobre 1981] (p. 1461) ;

— **M. Charles Miossec (n° 45) : relations commerciales au sein du marché commun** : évolution des exportations agricoles françaises vers l'Italie et la Grande-Bretagne [16 octobre 1981] (p. 1898) ; harmonisation des règlements sanitaires au niveau européen (p. 1899) ;

— **Mme Adrienne Horvath (n° 46) : difficultés des agriculteurs** : endettement de l'agriculture française ; procédure d'aide aux agriculteurs en difficultés ; politique des marchés ; prêts bonifiés à l'agriculture ; crédit agricole ; prêts aux jeunes agriculteurs ; mesures de sauvegarde en faveur des viticulteurs et des producteurs de lait ; prime à la vache allaitante [16 octobre 1981] (p. 1900) ; fiscalisation

des bénéfices du crédit agricole ; problème foncier ; S. A. F. E. R. ; prix du lait ; B. A. P. S. A. ; connaissance des revenus agricoles ; préparation d'une conférence annuelle sur le problème de l'emploi en matière agricole (p. 1901) ;

— **M. Noël Ravassard (n° 51) : situation des éleveurs de veaux :** règlement du dossier des importations de vins d'Italie ; rétorsions italiennes ; évolution des exportations françaises de veaux [16 octobre 1981] (p. 1902) ;

— **M. Jean-Paul Desgranges (n° 49) : maintien des agences postales et des receveurs-distributeurs :** polyvalence des services ; reclassement des receveurs-distributeurs [16 octobre 1981] (p. 1903) ;

— **M. Maurice Sergheraert (n° 110) : coopérative laitière d'Hazebrouck :** décision de fermeture de l'usine pour 1983 [18 décembre 1981] (p. 5152) ; maintien global de l'emploi (p. 5153) ;

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* gestion à part de l'agriculture dans le passé ; œuvre législative agricole des socialistes [6 novembre 1981] (p. 3267) ; salariés agricoles ; baisse du revenu agricole depuis sept ans ; invention du franc vert ; démantèlement des montants compensatoires monétaires ; entorses à la préférence communautaire ; réforme de P.A.C. ; endettement de l'agriculture (p. 3268) ; inadaptation de la gestion de l'agriculture à la crise économique ; aide aux agriculteurs en difficulté ; disparité de revenus dans le secteur agricole ; freinage de l'exode agricole et rural ; garantie de niveau de vie ; allégement de la charge foncière et en matériel ; offices par produits (p. 3269) ; création d'emplois au ministère de l'agriculture ; irrigation ; assainissement et drainage ; enseignement en milieu rural ; abaissement des coûts de production ; machinisme agricole ; situation des agricultrices (p. 3270) ; formation féminine en milieu rural ; enseignement privé ; I.N.R.A. ; installation des jeunes agriculteurs : dotation ; prêts spéciaux d'installation et de modernisation du crédit agricole ; prêts à remboursement progressif ; effort particulier pour les zones de montagne et les zones défavorisées (p. 3271) ; indemnité spéciale de montagne ; encouragement des C.U.M.A. et de l'agriculture de groupe ; allégement de la charge foncière ; location de terres par les S.A.F.E.R. ; développement du fermage par les offices fonciers ; cumuls d'exploitation ; loi d'aménagement foncier ; filière bois ; projet de loi forestière ; décentralisation des politiques d'aménagement rural ; D.O.M.-T.O.M. (p. 3272) ; connaissance des revenus des agriculteurs ; augmentation des prestations sociales ; révision des bases de l'assiette des cotisations ; fiscalité agricole : imposition au réel simplifié ; organisation des marchés ; dépôt d'une loi-cadre au printemps sur les offices de produits ; meilleure transparence des marchés : facturation obligatoire (p. 3273) ; secteur de l'élevage ; développement de l'appareil agro-industriel ; transformation sur le sol national ; rôle de la coopération agricole ; réforme des aides à l'investissement accordées au secteur agro-alimentaire ; balance commerciale (p. 3274) ; politique d'exportation ; réforme de la P.A.C. ; restauration de ses principes ; différenciation des prix garantis en fonction des volumes livrés ; répartition des dépenses du F.E.O.G.A. : comparaison entre la France et la R.F.A. (p. 3275) ; avenir du crédit agricole ; encadrement du crédit ; utilisation des excédents du crédit agricole ; électrification rurale (p. 3276).

Répond aux questions de :

— *M. Jean Narquin :* insuffisante organisation des branches horticoles et maraîchères ; concurrence étrangère ; mesures prises dans le Maine-et-Loire (p. 3278) ;

— *M. Jean-Louis Goasduff :* augmentation de 18 p. 100 des crédits de l'enseignement agricole privé ; bourses (p. 3279) ;

— *M. Roger Corrèze :* encadrement du crédit ; taux des prêts bonifiés ; dotation aux jeunes agriculteurs (p. 3280) ;

— *M. Pierre Métais :* agriculture vendéenne ; aménagement de l'organisation actuelle du marché de la viande (p. 3280) ;

— *Mme Christiane Mora :* aides au contrôle laitier (p. 3281) ;

— *M. Jean-Pierre Pénicaut :* subventions de l'Etat au Modef, à la fédération française de l'agriculture et à la confédération des travailleurs paysans (p. 3282) ;

— *M. Jacques Fleury :* situation économique et sociale des agriculteurs âgés sans successeur ; modulation des cotisations sociales (p. 3282) ;

— *M. Henri Bayard :* hydraulique agricole (p. 3283) ;

— *M. Henri Bayard :* cours de la viande ; montants compensatoires monétaires (p. 3284) ;

— *M. Emmanuel Hamel :* enseignement agricole privé (p. 3284) ; augmentation de 18 p. 100 des crédits (p. 3285) ;

— *de M. Lucien Dutard :* enseignement agricole ; intégration de l'enseignement agricole dans le service unifié de l'éducation ; sauvegarde du pluralisme (p. 3285) ;

— *M. Michel Couillet :* modulation des taxes (p. 3286) ;

— *M. Lucien Dutard :* électrification rurale (p. 3286) ;

— *M. André Soury :* réforme de la P.A.C. ; conception de la commission ; prix différenciés en fonction des volumes produits ; entorse à la préférence communautaire ; montants compensatoires monétaires et taux verts (p. 3286) ;

— *M. Pierre Raynal :* prêts bonifiés du crédit agricole ; zones de montagne et zones défavorisées (p. 3288) ;

— *M. Charles Miossec :* enseignement agricole privé ; modulation pour la perception des cotisations (p. 3288) ; aide à l'installation des jeunes agriculteurs ; doublement de la dotation d'installation ; endettement des producteurs ; agriculteurs en difficulté (p. 3289) ;

— *M. Jean Hamelin :* office des fruits et légumes : dépôt du projet de loi à la session de printemps (p. 3289) ; poires et tomates concernées la première année ; importations (p. 3290) ;

— *M. Jean Gatel :* industries agro-alimentaires ; stockage ; sociétés multinationales (p. 3290) ; activités des coopératives (p. 3291) ;

— *M. Jean Desanlis :* cours des productions animales ; accords sur le lait entre producteurs et distributeurs (p. 3291) ;

— *M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset :* octroi de prêts spéciaux ; mesures d'aide aux agriculteurs de l'Ouest (p. 3291) ;

— *M. Charles Fèvre :* installation des jeunes ; nouvelle politique foncière ; mutualité sociale agricole : système de modulation des cotisations (p. 3292) ;

— *M. Daniel Goulet :* répercussion de la hausse du prix indicatif communautaire du lait (p. 3293) ; gestion du marché (p. 3294) ;

— *M. Jean-Louis Goasduff :* bonification d'intérêt pour l'agriculture ; intégration du fonds national de solidarité dans le B.A.P.S.A. (p. 3294) ;

— *M. Pierre Raynal :* aide aux exploitants installés en zones de montagne ; pluriactivité agricole (p. 3295) ;

— *M. Jacques Blanc :* aménagement rural (p. 3295) ;

— *M. Charles Miossec :* augmentation des cotisations sociales ; modulation (p. 3296) ; aide aux agriculteurs en difficulté (p. 3297) ;

— *M. Daniel Goulet :* intervention du fonds national des calamités dans l'Orne ; hydraulique (p. 3297) ;

— *M. Pierre Raynal :* fiscalisation éventuelle du crédit agricole (p. 3297) ;

— *M. Xavier Deniau :* effet des réajustements monétaires ; montants compensatoires monétaires (M.C.M.) ; négociations sur la réforme de la P.A.C. (p. 3297) ; base de calcul des M.C.M. pour la viande porcine (p. 3298) ;

— *M. Roger Corrèze :* productions nouvelles en matière fourragère ; aide au stockage (p. 3298).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Discussion générale : connaissance, par le Gouvernement, des difficultés des agriculteurs ; hausse des coûts de production ; insuffisance du niveau des prix agricoles à la production ; baisse du revenu constant depuis 7 à 8 ans ; recherche d'une politique d'expansion de l'agriculture ; offices fonciers ; offices par produits ; développement de l'agro-alimentaire ; accroissement des exportations ; politique agricole commune ; refus des aides directes aux

exploitants les plus aisés ; régression du revenu des systèmes de production à dominante végétale ; accroissement du revenu des exploitations tournées vers une spéculation animale [15 décembre 1981] (p. 4946) ; stabilisation du revenu des élevages laitiers ; soutien sélectif aux agriculteurs ; allocation exceptionnelle de solidarité financée sur les excédents de la caisse nationale du crédit agricole ; aides à caractère économique ; procédure d'aide aux agriculteurs en difficulté ; nécessité d'aider les jeunes qui s'installent ; prise en charge d'intérêts de prêts consentis depuis 4 ans ; crédits destinés à faire face aux difficultés des agriculteurs de l'Ouest touchés par les difficultés dans l'alimentation fourragère de leur bétail ; nécessité de différer le remboursement des prêts « calamités » antérieurs (p. 4947) ; prise en charge partielle du surcoût de la récolte effectuée dans des conditions difficiles ; aide à l'achat d'alimentation de substitution ; effort en faveur des investissements agricoles à venir ; contingent de prêts bonifiés supplémentaires ; financement des actions significatives à caractère structurel ; renforcement de l'organisation des marchés et de l'organisation économique des producteurs ; développement de l'emploi et valorisation de l'installation des jeunes ; nécessité de conforter la compétitivité de l'industrie agricole et alimentaire et de développer les exportations ; valorisation des investissements de nature à réduire les coûts des consommations intermédiaires ; contrats emploi-formation-installation (p. 4948) ; crédits dégagés en faveur du développement des montagnes sèches ; crédits pour l'agriculture corse ; développement équilibré ; nécessité de garantir un pouvoir d'achat des agriculteurs les plus défavorisés ; difficultés d'ordre économique connues par certaines entreprises agricoles ; concertation avec les professions ; conférence annuelle agricole (p. 4949).

D

DABEZIES (Pierre)

Député de Paris
(2e circonscription)
Apparenté socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).
Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34).
Annulation de son élection [4 décembre 1981] (p. 4428).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).
Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Défense : Section Marine) [27 octobre 1981] (p. 2641).
Membre du conseil permanent du service militaire [*J. O.* du 30 octobre 1981] (p. 2974).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome IV : *Défense : Section* **Marine (n° 473)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion dse articles : **article 21 :** conséquences militaires du caractère exécutoire des décisions des autorités locales [1er août 1981] (p. 725).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (n° 142).

Première lecture, discussion générale : signification de la suppression du 8 mai comme fête légale par le précédent septennat ; caractère spécifique du 8 mai [23 septembre 1981] (p. 1270).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis pour la section Marine : hausse des crédits de la force océanique stratégique ; hésitations et contradictions du précédent septennat pour la marine ; S. N. L. E. ; transall Marine ; porte-avions ; protection des approvisionnements et des routes maritimes [13 novembre 1981] (p. 3650).

DAILLET (Jean-Marie)

Député de la Manche
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi visant à la création d'un dispositif de prévention, d'information et de traitement des **difficultés des entreprises (n° 42)** [8 juillet 1981].

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : programme de Flamanville : tranches 3 et 4 [6 octobre 1981] (p. 1517) ; usine de retraitement de La Hague (p. 1518).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* ses observations sur le temps consacré à la discussion du budget [13 novembre 1981] (p. 3671) ; débat sur la défense au printemps ; inquiétude de l'opinion ; continuité ; objectif de 4 p. 100 du P. I. B. ; non-application de la loi de programmation par le ministre ; augmentation des emplois au détriment des équipements ; ralentissement de la progression de l'effort de défense (p. 3672) ; rapport de force ; recours à l'emprunt ; retard américain sur l'Union soviétique ; déclaration du Premier ministre le 14 septembre 1981 ; vague de pacifisme ; rénovation de l'Alliance atlantique (p. 3673) ; concertation européenne en matière d'armements et d'organisation de la défense ; nouvel avion de transport à long rayon d'action ; Mirage 4000 (p. 3674).

Discussion des articles : **article 44 :** réduction des crédits de la sécurité militaire [14 novembre 1981] (p. 3693) ; **après l'article 45 :** débat d'orientation générale au Parlement de nature à inspirer les décisions à prendre en matière de défense (p. 3696).

DARINOT (Louis)

Député de la Manche
(5e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).
Président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).
Membre du comité des prix de revient des fabrications d'armement [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

QUESTIONS

orale sans débat (n° 86) posée le 1er décembre 1981, **arts et spectacles (cinéma)** (p. 4342) : appelée le 4 décembre 1981 : **relance des coproductions télévisées :** ralentissement actuel de la politique de coproduction des sociétés de programme ; désengagement des chaînes de télévision par rapport au cinéma menaçant les bases de la création cinématographique (p. 4418) ; nécessité absolue d'une reprise très rapide de la collaboration entre la télévision et le cinéma pour la production de films (p. 4419).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : centre de La Hague ; stockage ou retraitement ; commission d'information [7 octobre 1981] (p. 1584, 1585).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* ses observations sur la discussion budgétaire [13 novembre 1981] (p. 3655) ; visites d'unités par les parlementaires ; maintien d'une défense crédible ; développement du potentiel soviétique ; vulnérabilité de nos approvisionnements ; dialogue nord-sud ; défense nationale autonome ; fidélité à l'Alliance atlantique ; contribution des nationalisations à la sécurité (p. 3656) ; dissuasion nucléaire comme clé de voûte de la politique de défense ; septième S. N. L. E. ; conscription ; réforme du service national ; maîtrise de l'industrie d'armement ; intégration de la planification militaire dans l'ensemble de la planification économique ; action en faveur du contrôle des armements et du désarmement (p. 3657).

DARRAS (Henri)

Député du Pas-de-Calais
(12e circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

Décédé le 2 juillet 1981 [J.O. du 3 juillet 1981] (p. 1860). Hommage est rendu à sa mémoire [2 juillet 1981] (p. 22). Son éloge funèbre est prononcé le 27 juillet 1981 (p. 306).

DASSAULT (Marcel)

Député de l'Oise
(1re circonscription)
Apparenté R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.
Président d'âge.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [J.O. du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Allocution en qualité de président d'âge (n° 1) [2 juillet 1981].

INTERVENTIONS

en qualité de président d'âge.

— **Déclare ouvertes** la 7e législature de l'Assemblée nationale et la session de droit prévue par l'article 12 de la Constitution ;

— **Rend hommage** à la mémoire de M. Henri Darras, député, et de MM. René de Branche et Jacques-Antoine Gau, anciens députés [2 juillet 1981] (p. 21).

— **Allocution :** chômage ; industries de la moto, des appareils photographiques, du meuble, de l'automobile ; exposition universelle (p. 22).

— **Proclame** M. Louis Mermaz président de l'Assemblée nationale (p. 23).

DASSONVILLE (Pierre)

Député du Nord
(2e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 23 juillet 1981, de M. Pierre Mauroy, nommé Premier ministre [25 juillet 1981] (p. 302).
S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 30 juillet 1981] (p. 2082).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 10 septembre 1981] (p. 2429).

DEBARGE (Marcel)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [J.O. du 23 juin 1981] (p. 1779).

DEBRE (Michel)

Député de la Réunion
(1re circonscription)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [J.O. du 3 juillet 1981] (p. 1864).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à reconnaître certains droits supplémentaires à la **femme, mère de famille (n° 60)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à compléter les dispositions visant à la suppression des **habitations insalubres (n° 61)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à l'interdiction de l'exportation du **patrimoine immobilier français (n° 62)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à la création d'un **livret d'épargne patrimonial (n° 63)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à l'établissement de l'**enseignement obligatoire de l'histoire** nationale dans les écoles, collèges et lycées **(n° 64)** [8 juillet 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **îles éparses de l'océan Indien :** souveraineté française ; revendications malgaches [7 octobre 1981] (p. 1559) ; intérêt économique (p. 1560) ;

— **date des élections cantonales dans les départements d'outre-mer :** projets du Gouvernement quant à l'avenir des D.O.M. ; prorogation du mandat des conseillers généraux préjugeant du futur régime des D.O.M. [9 décembre 1981] (p. 4566) ;

orales avec débat :

— **n° 1,** posée le 7 juillet 1981 : **famille** (politique de la famille) (p. 43) ;

— **n° 2,** posée le 31 juillet 1981 : **travail** (durée du travail) (p. 664) ;

orales sans débat :

— **n° 19,** posée le 24 juillet 1981 : **politique extérieure** (défense nationale) (p. 303) ;

— **n° 20,** posée le 30 juillet 1981 : **départements et territoires d'outre-mer** (départements d'outre-mer : logement) (p. 590) ; appelée le 16 octobre 1981 : **construction de logements à la Réunion :** situation économique et sociale des

départements d'outre-mer, notamment de la Réunion ; déconcentration des décisions et diminution des crédits de logement ; situation du logement à la Réunion (p. 1908) ; nécessité d'appliquer à la Réunion le statut de droit commun des départements ; lutte contre les bidonvilles et lutte contre le chômage (p. 1909) ;

— n° **69**, posée le 31 octobre 1981 : **famille (politique de la famille)** (p. 2911) ;

— n° **71**, posée le 4 novembre 1981 : **communautés européennes (politique agricole commune)** (p. 3162) ;

— n° **72**, posée le 6 novembre 1981 : **départements et territoires d'outre-mer (départements d'outre-mer)** (p. 3308) : appelée le 18 décembre 1981 : **conseils généraux et régionaux des départements d'outre-mer** : non-renouvellement par moitié des conseils généraux des D. O. M. les 14 et 21 mars 1982 ; volonté du gouvernement d'instituer une assemblée unique ; violation de la Constitution ; distinction entre D. O. M. et T. O. M. (p. 5161) ; mauvaise voie juridique à contre courant du sentiment populaire (p. 5162) ;

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes des départements et des régions (titres I[er] et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité [27 juillet 1981] (p. 325) ; article 72 de la Constitution ; référendum de 1969 ; commissaire de la République ; unité de la nation ; recours juridictionnel non suspensif prévu par le projet de loi (p. 326) ; principe de la supériorité de l'Etat sur les collectivités territoriales ; article 3 et préambule de la Constitution ; signification du mot « Etat » (p. 327) ; construction non unitaire mais fédérative de la France ; article 13 de la Constitution ; paragraphe I de l'article 72 de la Constitution ; nécessité d'une loi constitutionnelle ; exemple de 1969 et de 1972 ; article 72 paragraphe III de la Constitution (p. 328 ; préfet ; exécutif départemental ; référendum de 1969 (p. 332) ; caractère non suspensif du recours juridictionnel (p. 333) ; rejet par scrutin public de l'exception d'irrecevabilité (p. 334).

Discussion des articles : **article 1[er]** : ses observations sur la discussion de l'amendement n° 288 du Gouvernement relatif aux D. O. M. [28 juillet 1981] (p. 409) ; son **rappel au règlement** : message adressé au « peuple » corse du ministre de l'intérieur [1[er] août 1981] (p. 677) ;

Titres III et IV.

Première lecture, discussion générale : insuffisance du cadre départemental ; contradiction entre la nécessité d'une administration régionale et le danger de fédéralisme ; rappel du projet de 1945 ; révision de la carte départementale ; décret de 1960 créant les régions ; spécialisation de la région ; projet de loi constitutionnelle de 1962 soumis à référendum [8 septembre 1981] (p. 820) ; loi de 1972 créant l'établissement public régional ; transformation de l'établissement public d'une collectivité territoriale à compétence générale par le projet de loi ; élection de l'autorité responsable de la région au suffrage universel direct ; suppression de la responsabilité du délégué du Gouvernement ; dédoublement des services de l'Etat et des services régionaux ; doubles emplois entre l'Etat et la région et entre la région et les départements ; risque d'orientation politique contraire aux orientations des représentants de la souveraineté nationale ; problème des ressources de la région ; impossibilité pour l'Etat d'abandonner des ressources aux collectivités locales ; absence de pouvoir financier régional ; division politique de la République ; dispositions particulières pour la Corse et pour les départements d'outre-mer ; risque d'empiétement sur le pouvoir central ; distinction de la centralisation politique et de la décentralisation administrative ; organes régionaux susceptibles d'empiéter sur les compétences politiques de la souveraineté nationale ; atteinte à l'égalité entre les citoyens ; compétition internationale ; Plan ; nécessité de maintenir le caractère spécialisé de la nouvelle collectivité régionale (p. 821).

Discussion des articles : **article 45** : son sous-amendement n° 253 à l'amendement n° 128 de la commission (attributions spécialisées des régions) : rejeté [9 septembre 1981] (p. 838) ; son sous-amendement n° 254 à l'amendement n° 128 de la commission (mode d'élection du conseil régional) : rejeté ; compétences spécialisées de la région ; dédoublement des services ; frais généraux ; conflit entre les départements et la région ; unité de l'Etat (p. 839).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 45** : regrette que le commissaire de la République ne dispose pas d'un pouvoir de recours suspensif à l'égard du conseil régional ; terme de « souveraineté régionale » employé par le ministre de l'intérieur [19 décembre 1981] (p. 5282) ; régions soumises à l'autorité du Gouvernement (p. 5283).

Son rappel au règlement : sa mise en cause par M. Michel Berson le 20 octobre 1981 [21 octobre 1981] (p. 2252).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion générale : désordre monétaire ; conséquence de l'absence d'étalon neutre ; conséquences des changes flottants ; compétition acharnée des puissances industrielles ; guerre économique ; arrivée sur les rangs dans la compétition mondiale de pays n'ayant pas de législation sociale et abusant d'une main-d'œuvre sous-protégée ; « passoire » qu'est devenu le Marché commun ; emprunts émis pour l'indemnisation du chômage ; politique de bouleversement de la société ; recherche scientifique et technique ; augmentation des frais généraux de la nation ; [27 octobre 1981] (p. 2614) ; découragement des chefs d'entreprise ; excès du coût du crédit ; limitation apportée à la liberté du commerce et emprise excessive du secteur public ; hésitation sur la politique énergétique de la France ; réduction du temps de travail ; loi des quarante heures et progression du chômage en 1936 ; erreur consistant à ériger la diminution générale et rapide du temps de travail en panacée économique face à des concurrents qui maintiennent ou augmentent la durée du travail ; déficit des finances publiques ; charges accrues pour les entreprises ; appel accru à l'emprunt ; endettement accru de l'Etat ; lutte contre l'inflation ; lutte contre la concurrence abusive et sauvage ; relance du caractère inflationniste de l'économie ; nécessité de réduire les frais généraux de l'Etat et de la nation ; réduction du déficit des finances publiques et des finances sociales (p. 2615) ; nécessité de freiner l'indexation permanente des revenus et politique des revenus, exception pour l'épargne placée à long terme ; caractère exceptionnel de l'impôt sur la fortune ; maintien de la durée du travail ; protection du marché intérieur ; établissement de quelques grands programmes stratégiques : programme énergétique, programme de construction de logements, programme de recherche scientifique et programme pour quelques grands armements ; incohérence entre l'effort de production et une réduction aveugle de la durée du travail ; absence de cohérence entre le déficit des finances publiques et sociales et la stabilité de la monnaie ; absence de cohérence entre une politique générale des prestations sociales et une ouverture du marché à des produits venant de pays qui ne paient pas leur main-d'œuvre (p. 2616).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 2 (abattements supplémentaires pour enfants à charge jusqu'à 6 millions de francs de patrimoine) [29 octobre 1981] (p. 2739) ; comparaison avec les fiscalités étrangères ; nécessité de prendre en considération l'ensemble de la fiscalité : impôts fonciers, impôt sur les mutations, impôt sur les plus-values ; proposition d'un impôt exceptionnel sur le patrimoine ; complexité des législations étrangères (p. 2740) ; amendement n° 2 rejeté au scrutin public ; **son rappel au règlement** : discussion des amendements (p. 2741) ; son sous-amendement n° 551 à l'amendement n° 527 du Gouvernement (tendant à prévoir que les objets d'antiquité, d'art ou de collection ne sont pas compris dans les bases d'imposition sur la fortune lorsque leur propriétaire s'engage à ne pas les vendre pour l'exportation) : adopté (p. 2752) ; son amendement n° 3 (tendant à ce que les immeubles classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire soient comptés pour un quart de leur valeur et pour un cinquième quand ils sont ouverts au public dans l'assiette de l'impôt sur la fortune ainsi que les objets mobiliers dont la valeur historique ou artistique est sanctionnée par l'interdiction de vente hors du territoire national) ; contradiction consistant à imposer un élément du patrimoine privé des propriétaires de biens faisant partie du patrimoine national ; rectifie son amendement n° 3 en supprimant les dispositions relatives aux objets mobiliers (p. 2765) ; amendement n° 3 rectifié rejeté (p. 2766).

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale* : abandon des structures départementales ; méconnaissance de la Constitution ; mobilité des travailleurs entre les D. O. M. et la métropole [5 novembre 1981] (p. 3206) ; sentiment français dans les D. O. M. (p. 3207).

— **Fait personnel** : ordonnance de janvier 1959 étant à la base de la grande réforme hospitalo-universitaire inspirée par le professeur Robert Debré [18 novembre 1981] (p. 3935, 3936).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; interprétation correcte de l'article 38 par le Gouvernement ; désordre monétaire résultant du surarmement ; hausse du prix des matières premières et du pétrole ; stratégie économique mondiale des Etats-Unis et du Japon ; déplacement de l'industrie moderne vers l'Afrique et l'Asie ; demande du travail féminin [8 décembre 1981] (p. 4500) ; nécessité de diminuer les frais généraux de la nation ; effort d'invention ; adoption d'une politique de protection à l'égard de certains concurrents étrangers ; non-réponse du Gouvernement aux causes profondes du chômage ; politique de relance de la consommation et de réduction du temps de travail inadaptée à la lutte contre le chômage ; coût de l'abaissement des limites d'âge dans la fonction publique ; épuration permise par des dispositions dérogatoires ; établissement d'impôts et de taxes par les ordonnances contraire à la Constitution (p. 4501) ; question de la compatibilité avec l'article 72 de la Constitution de la participation obligatoire des collectivités locales aux dépenses résultant de la mise à la retraite anticipée de certains de leurs agents (p. 4502) ; rejet par scrutin public de la question préalable (p. 4503).

Discussion des articles : **article 1er** (*suite*), **alinéa 9 :** son amendement n° 19 (suppression de la dernière phrase de l'alinéa) [10 décembre 1981] (p. 4636) : rejeté par scrutin public (p. 4637) ; **alinéa 11 :** son amendement n° 23 (dégagement de ressources financières : suppression de l'autorisation accordée au Gouvernement) (p. 4645) : rejeté par scrutin public (p. 4646) ; **alinéa 12 :** son amendement n° 24 (suppression du financement des contrats de solidarité par les collectivités locales) (p. 4650) : rejeté (p. 4651).

DEFFERRE (Gaston)

Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation

Député des Bouches-du-Rhône
(3e *circonscription*)
Socialiste

Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Projet de loi relatif aux droits et libertés des **communes**, des **départements** et des **régions (n° 105)** [16 juillet 1981].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Bernard Poignant : attentats en Bretagne :** enquête administrative en cours ; publication de ses conclusions [7 octobre 1981] (p. 1555) ;

— **M. Charles Fèvre : action de la police :** réconciliation de la police et des citoyens [7 octobre 1981] (p. 1556) ; hommage à la police (p. 1557) ;

— **M. Jacques Toubon : rôle des syndicats dans la procédure de régularisation de la situation des travailleurs étrangers** [7 octobre 1981] (p. 1558, 1559) ;

— **M. Michel Inchauspé : modification des limites des cantons :** avis du conseil général ; application de la réglementation en vigueur [7 octobre 1981] (p. 1559) ;

— **M. Michel Barnier : inondations dans les Alpes du Nord :** mesures envisagées par le Gouvernement [14 octobre 1981] (p. 1782) ;

— **M. Pierre Garmendia : sécurité dans les grandes agglomérations :** raisons de cette situation ; réunions avec les représentants de chacun des ministères concernés ; augmentation des crédits de la police ; mission ministérielle confiée à M. Belorgey ; instruction ministérielle [14 octobre 1981] (p. 1785) ;

— **M. Edmond Garcin : trafics d'armes :** augmentation des crédits accordés aux services de la police ; actions de la police [21 octobre 1981] (p. 2259) ;

— **M. Alain Vivien : attentat d'Anvers :** attentat de la rue Copernic ; collaboration avec les autres polices d'Europe ; rôle d'Interpol [21 octobre 1981] (p. 2264) ;

— **M. René Drouin : inondations dans la vallée de l'Orne (Moselle) :** aide de l'Etat ; prêts à taux réduit du crédit d'équipement des P. M. E. ; études par les services techniques sur les causes de l'inondation [21 octobre 1981] (p. 2265) ;

— **M. Adrien Zeller : droit local d'Alsace et de Moselle :** maintien du statut local en Alsace et Moselle ; régime des prud'hommes ; concertation avec les élus locaux ; liberté des provinces françaises [25 novembre 1981] (p. 4172) ;

— **Mme Nicole de Hauteclocque : effectifs de police à Paris :** recrutement accru des fonctionnaires de police ; répartition des effectifs dans les grandes villes ; conséquence de la réduction des horaires [2 décembre 1981] (p. 4347) ;

— **Mme Florence d'Harcourt : sécurité au bois de Boulogne et à La Défense :** rôle des patrouilles à cheval [2 décembre 1981] (p. 4348, 4349) ;

— **M. Michel Debré : date des élections cantonales dans les départements d'outre-mer :** prorogation d'un an de la durée du mandat des conseillers généraux renouvelables au mois de mars 1982 ; futur projet de loi tenant compte de la spécificité de chaque D. O. M. ; choix ultérieur du Gouvernement entre le maintien de deux assemblées ou de l'institution d'une assemblée unique dans les D. O. M. [9 décembre 1981] (p. 4566).

orales sans débat de :

— **M. Jean-Pierre Michel (n° 11) : expulsion de locataires en période de congés payés** [10 juillet 1981] (p. 104) ;

— **M. Georges Sarre (n° 13) : attentat de la rue Copernic :** dépôt d'un projet de loi pour interdire la vente et le port des insignes nazis [10 juillet 1981] (p. 105, 106) ;

— **M. Hyacinthe Santoni (n° 28) : sécurité à Marseille :** racisme ; affaire d'Auriol ; S. A. C. [2 octobre 1981] (p. 1463) ; chômage ; moyens de la police ; conseil interministériel sur la sécurité dans les grandes villes (p. 1464) ;

— **M. Jean-Hugues Colonna (n° 30) : inondations dans les Alpes-Maritimes :** indemnisation [2 octobre 1981] (p. 1465).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale : besoin de participation [27 juillet 1981] (p. 317) ; nouvelle citoyenneté ; allégement des tâches de l'Etat ; transfert du pouvoir aux élus locaux ; suppression des tutelles *a priori* ; transfert de l'exécutif départemental aux élus ; extension des compétences économiques des communes et des départements ; renforcement de la responsabilité des élus ; déconcentration ; calendrier de la réforme ; projet de loi relatif à la répartition des compétences ; coopération intercommunale : syndicats, districts, communautés urbaines, syndicats communautaires

d'aménagement ; projet relatif au transfert des ressources financières et à la réforme de la fiscalité locale ; taxe professionnelle ; élection au suffrage universel des conseillers régionaux ; organisation des chambres régionales des comptes; statuts des élus ; incompatibilités et cumul des mandats ; élaboration des textes en coopération avec les élus et les organisations syndicales (p. 318) ; actes administratifs des collectivités territoriales ; délibérations et arrêtés exécutoires de plein droit ; disparition des régimes de déclaration préalable, de nullité de droit, d'annulation ou d'approbation ; répartition des pouvoirs en matière de police ; maintien du pouvoir de substitution du représentant de l'Etat dans le département ; droit des ordonnateurs de réquisitionner leur comptable ; contrôle de légalité *a posteriori* ; juridictions administratives ; sanctions à l'égard des élus ; chambre régionale des comptes ; surveillance des équilibres budgétaires ; responsabilité des élus locaux ; comptes des comptables publics, des collectivités territoriales et des établissements publics ; compétence de la cour de discipline budgétaire et financière ; transfert de l'exécutif départemental au président du conseil général ; partage des services administratifs départementaux ; autorité du conseil général sur les services accomplissant des tâches départementales ; autorité du commissaire de la République sur les services de l'Etat ; compétences des collectivités territoriales dans le domaine économique (p. 319) ; intervention en faveur des entreprises en difficulté ; défense de l'emploi ; subventions, prêts, locations d'immeubles ; interdiction des participations financières dans les entreprises n'exploitant pas des services locaux ; règles d'aménagement du territoire définies par le Plan ; statut du représentant de l'Etat dans le département ; maintien du corps préfectoral et du grade de préfet ; rôle du commissaire de la République : représentation de chacun des ministres, direction des services de l'Etat dans le département ; déconcentration ; suppression de la correspondance des chefs de service avec la capitale ; responsabilité de l'ordre public attribuée au commissaire de la République ; rôle des sous-préfets ; situation particulière de la ville et du département de Paris ; annonce d'un projet de loi (p. 320) ; décentralisation économique (p. 321) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité de M. Michel Debré ; distinction entre « Etat-nation » et « Etat-services » ; portée du suffrage universel ; rejet de la conception fédérative de l'Etat ; article 72 paragraphe 1er de la Constitution (p. 330) ; rôle ambivalent du préfet ; augmentation de ses pouvoirs ; décret de 1964 portant déconcentration ; notion de contrôle administratif, par nature, *a posteriori* (p. 331) ; procédure des exceptions d'irrecevabilité (p. 333) ; ses observations sur la question préalable de M. Olivier Guichard ; étapes de la réforme ; interventionnisme des collectivités locales ; entreprise Titan-Coder (p. 338) ; large concertation mise en œuvre lors de l'élaboration du projet de loi (p. 389) ; conscience du problème des petites communes ; pouvoir exécutif dans le département ; politisation des organes locaux ; augmentation du coût de la vie causée par la centralisation ; possibilité donnée au président du conseil général de nommer des adjoints et de déléguer ses pouvoirs ; constitution d'une mission sur les problèmes de décentralisation ; introduction du système de la proportionnelle dans les élections locales ; abrogation de la loi Boscher ; maintien des avantages acquis politiques, administratifs ou religieux dans le Haut-Rhin et le Bas-Rhin ; prise en compte de la spécificité des départements d'outre-mer (p. 390).

Discussion des articles : **article 1er** : principes contenus dans l'amendement n° 125 de M. Séguin [28 juillet 1981] (p. 401) ; engagement d'en tenir compte ; soutient l'amendement n° 288 du Gouvernement (liste des projets de loi devant compléter le texte en discussion) adopté après modifications (p. 402) ; problème de Paris (p. 404) ; loi de 1975 créant un statut dérogatoire pour la ville de Paris (p. 405) ; s'oppose aux sous-amendements, à l'amendement n° 288 du Gouvernement relatifs à la ville de Paris (p. 408-409) ; **article 2** : coopération intercommunale ; tutelle ministérielle ; cas du métro de Marseille (p. 419) ; soutient l'amendement n° 289 du Gouvernement (rédactionnel) adopté (p. 425) ; **article 3** : nécessité de faire confiance aux élus ; indépendance des magistrats (p. 427) ; **article 4** : affaire Titan-Coder ; affaire Terrin ; sociétés d'économie mixte locales ; garanties données par le plan national ; « région blanche » (p. 445) ; F. D. E. S. ; contrôle des fonds publics communaux ; gages sur les biens personnels ; utilisation des observatoires régionaux (p. 446) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Philippe Séguin [30 juillet 1981] (p. 540) ; ses observations sur les amendements n° 310 et n° 205 (p. 542) ; interprétation de la notion de protection (p. 542) ; son amendement n° 429 (prises de participation des communes) (p. 544) ; cas des communes de montagne (p. 545) ; adoption de l'amendement n° 249 (p. 546) ; **après l'article 4** : commission extramunicipale [31 juillet 1981] (p. 600) ; sous-amendements n° 426, n° 427 et n° 428 du Gouvernement à l'amendement n° 49 de la commission : réservés jusqu'à l'examen du titre IV (p. 602) ; **avant l'article 5** : soutient les sous-amendements rédactionnels nos 293 à 295 du Gouvernement à l'amendement n° 50 de la commission (p. 603) ; sous-amendement n° 295 ; retiré (p. 604) ; sous-amendements n° 294 et n° 293 : adoptés (p. 605) ; **article 5** : soutient le sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 51 de la commission (précision de la notion de budget en équilibre) : adopté (p. 607) ; soutient le sous-amendement n° 290 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 52 de la commission : adopté ; soutient le sous-amendement (rédactionnel) n° 291 du Gouvernement à l'amendement n° 52 de la commission : retiré (p. 608) ; soutient l'amendement n° 292 rectifié du Gouvernement (procédure de redressement du budget communal) : retiré (p. 609) ; **article 6** : soutient le sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 55 de la commission (modification du seuil de déclenchement de la procédure de rétablissement de l'équilibre) ; adopté (p. 619) ; **article 8** : retire le sous-amendement n° 296 du Gouvernement à l'amendement n° 60 de la commission ; soutient le sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 61 de la commission (délai de réponse du maire à une mise en demeure faite par le représentant de l'Etat) : adopté (p. 622) ; **article 10** : soutient le sous-amendement n° 243 du Gouvernement à l'amendement n° 63 de la commission (précision du cadre juridique dans lequel le comptable peut exercer son contrôle) : adopté (p. 625) ; soutient l'amendement n° 446 du Gouvernement (responsabilité propre de l'ordonnateur) : adopté par scrutin public (p. 627) ; **article 11** : soutient le sous-amendement n° 434 du Gouvernement à l'amendement n° 201 de M. Alain Richard (rédactionnel) : adopté (p. 629) ; soutient le sous-amendement n° 431 du Gouvernement à l'amendement n° 263 rectifié de M. Guy Malandain (rédactionnel) : adopté ; soutient le sous-amendement n° 432 du Gouvernement à l'amendement n° 263 rectifié de M. Guy Malandain (application de la loi Boscher jusqu'à l'abrogation de celle-ci) : adopté (p. 630) ; **article 12** : garanties supplémentaires données au maire par l'avis de la cour de discipline budgétaire (p. 650) ; soutient l'amendement n° 451 du Gouvernement (suppression de l'intervention du ministre de l'intérieur dans la procédure de saisine de la cour de discipline budgétaire) (p. 652) ; adopté (p. 653) ; **Article 13** : soutient l'amendement n° 433 du Gouvernement (suppression de l'article 13) : adopté ; **après l'article 13** : soutient l'amendement n° 297 rectifié du Gouvernement (régime applicable aux communes des T. O. M.) (p. 655) ; adopté (p. 656) ; soutient le sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 236 de M. Michel Noir (intervention des représentants de l'Etat dans les départements aux conférences intercommunales à la demande des communes) : adopté (p. 657) ; **article 14** : soutient l'amendement n° 444 du Gouvernement (suspension ou révocation du maire pour une durée qui n'excède pas un mois) (p. 660) ; adopté ; soutient l'amendement n° 445 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 661) ; adopté ; soutient l'amendement n° 361 du Gouvernement (adaptation de la législation aux communes des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) : adopté (p. 662) ; **article 16** : situation des préfets dans les départements ; « Etat U. D. R. » [1er août 1981] (p. 674) ; application des lois électorales en vigueur lors des élections cantonales ; introduction de la représentation proportionnelle pour les élections municipales et régionales (p. 675) ; date des élections cantonales ; découpage des cantons ; sur-représentation du secteur rural (p. 676) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Michel Debré ; statut régional de la Corse (p. 677) ; soutient le sous-amendement n° 450 du Gouvernement à l'amendement n° 410 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté (p. 680) ; **article 18** : coordination opérée par les plans régionaux ; rôle du bureau (p. 694) ; soutient l'amendement n° 366 rectifié du Gouvernement (procédure de transfert des services de l'Etat aux départements ; création de services) (p. 696) : retiré (p. 697) ; **après l'article 18** : soutient le sous-amendement n° 452 à l'amendement n° 80 de la commission (modalités de mise à disposition des services extérieurs de l'Etat (p. 704) : devenu sans objet (p. 706) ; butoirs à l'utilisation des services de l'Etat par le président du conseil général (p. 704-705) ; ses observations sur l'amendement n° 413 de la commission des finances relatif à l'information du président du conseil

général par le représentant de l'Etat (p. 707) ; soutient le sous-amendement n° 490 du Gouvernement à l'amendement n° 81 de la commission relatif au personnel des services départementaux (rédactionnel) (p. 708) : adopté (p. 709) ; soutient l'amendement n° 367 du Gouvernement (maintien jusqu'à l'adoption des lois prévues à l'article 1er des prestations matérielles accordées aux préfets) : adopté (p. 718) ; retire l'amendement n° 368 rectifié du Gouvernement relatif aux modalités de la délégation ; soutient le sous-amendement n° 435 du Gouvernement à l'amendement n° 83 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 721) ; soutient le sous-amendement n° 436 du Gouvernement à l'amendement n° 83 de la commission (modalités de délégation des membres du conseil général autres que les vice-présidents) : adopté ; soutient l'amendement n° 424 rectifié du Gouvernement (agence technique départementale) (p. 722) : adopté après modifications ; **article 19** : retire l'article 19 relatif à la mise en jeu de la responsabilité du président du bureau du conseil général (p. 724) ; **article 20** : soutient l'amendement n° 370 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 725) ; **article 21** : déconcentration : autorité des commissaires de la République sur les services extérieurs de l'Etat ; décret de 1964 ; signification du dernier alinéa de l'article 21 (p. 727) ; compétence réglementaire en matière de déconcentration ; avis du Conseil d'Etat relatif à la constitutionnalité de l'article 21 (articles 13 et 72 de la Constitution) (p. 728) ; retire le sous-amendement n° 371 (rédactionnel) du Gouvernement à l'amendement n° 86 de la commission relatif à la direction par le commissaire de la République des services de l'Etat (p. 732) ; soutient l'amendement n° 372 du Gouvernement (habilitation à s'exprimer au nom de l'Etat devant le conseil général accordée au seul commissaire de la République) : adopté (p. 733) ; son amendement n° 373 (commissaire de la République adjoint) (p. 734) : adopté (p. 735) ; **article 22** : son opposition à l'amendement n° 402 de M. Charles Millon rétablissant le système des sessions [2 août 1981] (p. 745) ; ses observations sur l'amendement n° 7 de M. Louis Besson relatif au lieu de réunion du conseil général ; possibilité de réunion dans une ville autre que le chef-lieu (p. 747) ; maintien du commissaire de la République dans les locaux (p. 748) ; **après l'article 22** : précision des cas d'audition obligatoire et facultative du représentant de l'Etat par le conseil général (p. 749-750) ; ses observations sur l'amendement n° 479 de M. Roland Nungesser à l'amendement n° 90 de la commission (audition du représentant de l'Etat à la demande d'un ministre) (p. 751) ; **article 23** : soutient l'amendement n° 374 du Gouvernement (réunion extraordinaire par décret) (p. 755) : adopté après modifications (p. 756) ; **article 28** : soutient le sous-amendement n° 375 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 95 de la commission : adopté (p. 770) ; **article 29** : soutient l'amendement n° 376 du Gouvernement (interdiction d'une dissolution d'ensemble des conseils généraux) : adopté (p. 770) ; soutient l'amendement n° 377 du Gouvernement (réunion de plein droit de l'Assemblée) : adopté (p. 771) ; **article 31** : soutient l'amendement n° 437 du Gouvernement (caractère exécutoire des décisions relatives aux marchés) : adopté (p. 772) ; soutient l'amendement n° 438 du Gouvernement (rédactionnel) adopté (p. 774) ; **article 32** : soutient l'amendement n° 439 du Gouvernement (visant à harmoniser les dispositions relatives au département et celles adoptées pour les communes) (p. 775) : adopté après modifications ; **article 33** : soutient le sous-amendement n° 458 du Gouvernement (rédactionnel) à l'amendement n° 100 de la commission : adopté ; soutient le sous-amendement n° 459 du Gouvernement à l'amendement n° 100 de la commission (portée et contenu de l'information donnée au président du conseil général) : adopté (p. 776) ; **article 34** : soutient l'amendement n° 460 rectifié du Gouvernement (renvoi à l'article 4 du projet) : adopté (p. 779) ; soutient l'amendement n° 461 du Gouvernement (association du département à d'autres collectivités territoriales) devenu sans objet ; soutient l'amendement n° 488 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 781) ; **article 37** : retire le sous-amendement n° 378 du Gouvernement à l'amendement n° 109 de la commission (p. 783) ; **article 39** : soutient le sous-amendement n° 379 à l'amendement n° 112 de la commission (mention de la responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable) : adopté (p. 784) ; soutient l'amendement n° 486 du Gouvernement (responsabilité propre de l'ordonnateur en cas de réquisition) : adopté (p. 785) ; **article 40** : soutient l'amendement n° 380 rectifié du Gouvernement (extension de l'application des dispositions aux établissements publics communs aux communes et aux départements) : adopté ; **article 42** : soutient l'amendement n° 487 du Gouvernement (conditions de saisine de la cour de discipline budgétaire) : adopté (p. 789) ; **article 43** : retire l'article 43 au nom du Gouvernement ; **article 44** : soutient l'amendement n° 382 du Gouvernement (démission d'office des conseillers généraux ayant manifesté une absence persistante) : adopté après modifications ; soutient l'amendement n° 383 du Gouvernement (abrogation des articles 2 et 3 de la loi du 28 pluviôse an VIII) : adopté (p. 791).

Titres III et IV :

Première lecture, discussion générale : élection des conseillers régionaux au suffrage universel ; loi de 1884 sur l'institution communale ; maire, chef de l'exécutif et président de l'assemblée délibérante [8 septembre 1981] (p. 825) ; distinction des notions de déconcentration et de décentralisation ; possibilité d'intervention économique pour les départements et les communes ; référendum de 1969 (p. 826) ; rapprochement de l'administration des citoyens ; harmonisation par un texte spécial du projet de loi avec les textes régissant les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; maintien de l'unité nationale par le respect de la diversité des régions ; décentralisation complétée par les projets de loi relatifs à la répartition des compétences au transfert des crédits de l'Etat aux régions et à la réforme de la fiscalité locale ; décentralisation économique et culturelle (p. 827).

Discussion des articles : **titre III, avant l'article 45** : accepte l'amendement n° 328 de M. Maurice Pourchon [9 septembre 1981] (p. 833) ; **article 45** : accepte l'amendement n° 128 de la commission ; son amendement n° 100 (compétences des régions et élection du conseil régional au suffrage universel direct) : retiré (p. 836) ; s'oppose au sous-amendement n° 169 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 128 de la commission (p. 837) ; s'oppose aux sous-amendements nos 253 et 254 de M. Michel Debré à l'amendement n° 128 de la commission (p. 839) ; compétences des régions en matière touristique (p. 840) ; propose un mandat de cinq ou six ans pour les conseillers régionaux (p. 842) ; accepte le sous-amendement n° 365 de M. Adrien Zeller à l'amendement n° 128 de la commission (p. 846) ; s'engage à faire rédiger une circulaire sur la collaboration interrégionale ; nécessité de l'accord du Gouvernement pour que la région collabore avec des pays étrangers (p. 848) ; **après l'article 45** : s'oppose aux amendements n° 176 de M. Jacques Toubon, n° 261 de M. Charles Millon, n° 99 de M. Pierre Godefroy, n° 302 de M. Emmanuel Aubert et n° 21 de M. Michel Noir ; accepte le principe de modifications du découpage des régions (p. 857) ; demande la réserve des amendements n° 176, n° 261, n° 99, n° 302 et n° 21 (p. 858) ; engagement de faire diligence pour qu'un texte sur les D.O.M.-T.O.M. soit présenté à l'Assemblée (p. 860) ; **article 46** : accepte l'amendement n° 129 de la commission (p. 862) ; calendrier de la réforme régionale (p. 862 à 864) ; s'oppose au sous-amendement de M. Emmanuel Aubert à l'amendement n° 129 de la commission (p. 865) ; **article 47** : exécutif régional ; accepte l'amendement n° 159 de M. Maurice Pourchon (p. 868) ; **article 48** : compétences de la région ; intervention économique et culturelle ; tutelle régionale pour les autres collectivités locales ; frais de fonctionnement [10 septembre 1981] (p. 890, 891) ; défend l'amendement n° 392 du Gouvernement (participation de la région à des frais de fonctionnement) (p. 893) ; adopté (p. 894) ; soutient l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement (p. 898) ; s'oppose au sous-amendement n° 346 de M. Michel Noir (p. 900) ; amendement n° 77 rectifié adopté ; soutient l'amendement n° 78 du Gouvernement (attribution d'aides financières aux entreprises) ; soutient l'amendement n° 79 du Gouvernement (participation de la région au capital de sociétés intervenant dans le développement économique) ; amendement n° 78 adopté (p. 901) ; amendement n° 79 adopté ; soutient l'amendement n° 101 du Gouvernement (agréments fiscaux accordés par les régions) (p. 902) ; amendement n° 101 retiré ; soutient l'amendement n° 394 du Gouvernement (agréments fiscaux accordés par les régions) (p. 903) ; adopté ; défend l'amendement n° 393 du Gouvernement (de coordination) : adopté (p. 904) ; soutient l'amendement n° 80, deuxième rectification, du Gouvernement (interventions économiques des régions) (p. 905) ; adopté ; soutient l'amendement n° 81 du Gouvernement (attribution d'aides financières à l'investissement par la région) : adopté ; soutient l'amendement n° 82 du Gouvernement (participation de la région au capital de sociétés intervenant dans le développement écono-

mique) : adopté (p. 907) ; propose la limitation des effets du plafonnement des ressources fiscales des régions (p. 908) ; demande la réserve de l'amendement n° 136 (p. 910) ; **après l'article 48** : nécessité de l'accord du Gouvernement pour que les régions puissent coopérer avec des pays étrangers (p. 912) ; soutient l'amendement n° 83 du Gouvernement (conditions d'octroi des prêts consentis par la région) (p. 915) ; première phrase de l'amendement n° 83 adoptée (p. 917) ; défend le sous-amendement n° 397 du Gouvernement à l'amendement n° 83 (comité des prêts) : adopté (p. 921) ; défend le sous-amendement n° 398 du Gouvernement à l'amendement n° 83 (rôle du comité des prêts) : adopté (p. 922) ; amendement n° 83 du Gouvernement : adopté après modification (p. 923) ; **article 49** : défend l'amendement n° 84 rectifié du Gouvernement (délibération des conseils régionaux ; rôle du représentant de l'Etat) ; s'oppose au sous-amendement n° 274 de M. Charles Millon à l'amendement n° 84 rectifié du Gouvernement (p. 924) ; s'oppose au sous amendement n° 358 de M. Michel Noir et au sous-amendement n° 275 de M. Charles Millon à l'amendement n° 84 rectifié du Gouvernement (p. 925) ; amendement n° 84 rectifié adopté ; soutient l'amendement n° 85, deuxième rectification, du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 926) ; s'oppose à l'amendement n° 206 de M. Philippe Séguin et donne l'assurance que la région ne pourra engager l'Etat sans l'accord de ce dernier ; s'oppose à l'amendement n° 310 de M. Claude Wolff (p. 927) ; soutient l'amendement n° 86 du Gouvernement (délai imparti au représentant de l'Etat pour faire connaître son opposition à une délibération du conseil régional engageant l'Etat) : adopté ; **après l'article 49** : soutient l'amendement n° 154 du Gouvernement (approbation de toute disposition soumettant les délibérations des conseils régionaux à approbation préalable du pouvoir central ou permettant leur annulation par celui-ci) : adopté (p. 928) ; **article 50** : accepte l'amendement n° 138 de la commission (p. 929) ; s'oppose au sous-amendement de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 138 de la commission (p. 931) ; s'oppose à l'amendement n° 286 de M. Serge Charles ; accepte l'amendement n° 57 de M. Michel Noir (p. 932) ; **après l'article 50** : s'oppose aux amendements n° 58 et n° 59 de M. Michel Noir (p. 933) ; s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Michel Noir ; s'oppose au sous-amendement n° 400 de M. Jean-Louis Masson à l'amendement n° 61 de M. Michel Noir (p. 934) ; **article 51** : accepte les amendements n°s 139 et 391 de la commission ; s'oppose aux amendements n° 62 de M. Michel Noir et n° 294 de M. Charles Millon (p. 935) : soutient l'amendement n° 88 du Gouvernement (liste des services de la préfecture de région transférés à la collectivité régionale) : adopté ; s'oppose au sous-amendement n° 278 de M. Charles Millon à l'amendement n° 88 du Gouvernement ; soutient l'amendement n° 89 du Gouvernement (suppression des quatre derniers alinéas de l'article 51) : adopté ; **après l'article 51** : soutient l'amendement n° 90 rectifié du Gouvernement (le président du conseil régional dispose, à titre transitoire, des services extérieures de l'Etat) (p. 936) : adopté ; ses observations sur l'utilisation, à titre transitoire, des services de l'Etat par le président du conseil régional ; soutient l'amendement n° 91 rectifié du Gouvernement : adopté (p. 938) ; soutient l'amendement n° 92 rectifié du Gouvernement (coordination entre l'action des services régionaux et des services de l'Etat) : modifié et adopté (p. 939) ; s'oppose aux sous-amendements n° 210 de M. Philippe Séguin et n° 401 de M. Charles Millon à l'amendement n° 92 rectifié du Gouvernement ; soutient l'amendement n° 93 rectifié du Gouvernement (prestations fournies par la région à l'Etat et prestations fournies par l'Etat à la région) : adopté ; s'oppose au sous-amendement n° 390 de M. Charles Millon à l'amendement n° 93 rectifié du Gouvernement ; amendement n° 94 rectifié du Gouvernement : devenu sans objet (p. 940) ; s'oppose aux amendements n° 211 de M. Philippe Séguin et n° 250 de M. Adrien Zeller ; **article 52** : soutient l'amendement n° 121 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 941) ; s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Michel Noir ; soutient l'amendement n° 95 du Gouvernement (rôle du commissaire de la République) : adopté (p. 942) ; soutient l'amendement n° 96 du Gouvernement (rôle du commissaire de la République) : adopté ; soutient l'amendement n° 97 du Gouvernement (rôle du commissaire de la République) : adopté ; soutient l'amendement n° 122 rectifié du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; s'oppose à l'amendement n° 321 de M. Charles Millon (p. 943) ; **après l'article 52** : soutient de l'amendement n° 98 rectifié du Gouvernement (audition du commissaire de la République par le conseil régional) (p. 943) : adopté (p. 944) ; s'oppose à l'amendement n° 214 de M. Philippe Séguin, aux sous-amendements n° 316 de M. Roland Nungesser, 362 de M. Michel Noir et 280 de M. Charles Millon ; **article 53** : soutient l'amendement n° 108 du Gouvernement (nomination du comptable régional) : adopté ; soutien l'amendement n° 109 du Gouvernement (comptable régional) : adopté ; soutien l'amendement n° 110 du Gouvernement (rôle du comptable régional ; réquisition) : adopté (p. 945) ; **après l'article 53** : s'engage à harmoniser le découpage des services de l'Etat et le découpage régional ; **article 54** : soutien l'amendement n° 111 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 946) ; soutien l'amendement n° 112 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 947) ; **article 55** : nécessité des sanctions pour les ordonnateurs ; soutient l'amendement n° 113 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 948) ; retire l'amendement n° 114 du Gouvernement (montant maximum de l'amende dont est passible un ordonnateur) ; accepte l'amendement n° 140 rectifié de la commission ; indemnités des élus locaux ; projet de loi sur le statut des élus ; s'oppose aux amendements n°s 289 et 290 de M. Serge Charles ; soutient l'amendement n° 115 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté (p. 949) ; **après l'article 55** : s'oppose aux amendements n° 251 de M. Adrien Zeller et n° 218 de M. Philippe Séguin [11 septembre 1981] (p. 953) ; demande une seconde délibération sur l'amendement n° 251 de M. Adrien Zeller (p. 954) ; s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Jean-Louis Masson ; confirme qu'un projet de loi sur le cumul des mandats sera déposé avant l'entrée en vigueur de la loi instituant l'élection des conseillers régionaux au suffrage universel (p. 955) ; **après l'article 45** (*suite*) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (p. 958) ; s'oppose au sous-amendement n° 387 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 302 de M. Emmanuel Aubert (p. 959) ; **article 56** : s'oppose à l'amendement n° 219 de M. Philippe Séguin (p. 964) ; accepte l'amendement n° 329 de M. Michel Sapin (p. 969) ; **après l'article 56** : accepte l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin (p. 970) ; soutient le sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin (le président de la chambre régionale des comptes peut être un conseiller-maître et est nommé par décret du Président de la République) (p. 971) ; soutient le sous-amendement n° 403 du Gouvernement à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin (président de la chambre régionale des comptes) : adopté (p. 972) ; retire le sous-amendement n° 404 du Gouvernement à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin (rôle du commissaire du Gouvernement à la chambre régionale des comptes) ; s'oppose au sous-amendement n° 405 de M. Charles Millon à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin (p. 973) ; s'oppose au sous-amendement n° 406 de M. Charles Millon à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin (p. 974) ; s'oppose au sous-amendement n° 410 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin (p. 975) ; accepte le sous-amendement n° 411 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin (p. 976) ; accepte l'amendement n° 226 de M. Philippe Séguin ; **article 57** : soutient l'amendement n° 120 du Gouvernement (compétences de la chambre régionale des comptes) : adopté (p. 977) ; contrôle, par la chambre régionale des comptes, de l'opportunité des actes qui lui sont soumis ; s'oppose à l'amendement n° 396 de M. Charles Millon (p. 978) ; **article 59** : accepte de faire procéder à l'allégement des normes techniques avant leur codification (p. 982) ; soutient l'amendement n° 414 du Gouvernement (nature juridique des prescription techniques) : adopté (p. 983) ; soutient l'amendement n° 165 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; soutient l'amendement n° 166 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; soutient l'amendement du Gouvernement (délai de deux ans pour l'élaboration du code des prescriptions techniques) : adopté (p. 984) ; soutient l'amendement n° 167 du Gouvernement (code des prescriptions techniques) : adopté (p. 985) ; **article 60** : accepte de réétudier la composition du conseil national des services publics départementaux et communaux (p. 986) ; s'oppose à l'amendement n° 232 de M. Jacques Toubon : nature réglementaire des dispositions régissant le conseil national des services publics départementaux et communaux mais s'engage à modifier les compétences de ce conseil ; accepte l'amendement n° 230 de M. Philippe Séguin ; soutient l'amendement n° 415 du Gouvernement (rôle du comité d'allégement des prescriptions techniques) (p. 987) ; adopté ; accepte l'amendement n° 30 de M. Robert de Caumont (p. 988) ; **avant l'article 61** : soutient l'amendement n° 416 du Gouvernement (application à la ville de Paris des dispositions relatives à l'allégement des charges des collectivités territoriales) (p. 989) ; adopté ; accepte l'amendement n° 238 de M. Gaston Flosse (p. 991) ;

article 61 : soutient l'amendement n° 123 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 994) ; devenu sans objet après adoption de l'amendement n° 367 rectifié de la commission des finances (p. 995) ; s'oppose à l'amendement n° 324 de M. Charles Millon ; lourdeur de la procédure prévue par l'amendement n° 326 de M. Rodolphe Pesce ; prend l'engagement que le Gouvernement procédera à une concertation avec les élus locaux pour la répartition de la dotation culturelle (p. 997) ; **article 62 :** s'engage à augmenter la dotation attribuée aux communes pour compenser la charge supportée par le logement des instituteurs ; soutient l'amendement n° 124 du Gouvernement (rédactionnel) : retiré (p. 1001) ; **après l'article 62 :** s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Michel Noir (p. 1002) ; prend l'engagement d'étudier la prise en charge par l'Etat des dépenses du contingent d'aide sociale ; **article 63 :** s'oppose à l'amendement n° 339 de M. Adrien Zeller (p. 1003) ; **article 64 :** soutient l'amendement n° 125 du Gouvernement (rédactionnel) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 370 de la commission des finances (p. 1004) ; les sous-amendements n° 426, n° 427 et n° 428 du Gouvernement précédemment réservés à l'amendement n° 49 de la commission tombent du fait du retrait de cet amendement (p. 1005) ; **après l'article 64 :** soutient l'amendement n° 127 corrigé du Gouvernement précédemment réservé (rémunération par les collectivités locales des fonctionnaires et agents de l'Etat) (p. 1006) ; s'oppose aux sous-amendements n° 372 rectifié, n° 373 et n° 374 de M. Emmanuel Aubert à l'amendement n° 127 corrigé du Gouvernement (p. 1007) ; amendement n° 127 corrigé du Gouvernement : adopté ; s'oppose à l'amendement n° 136 rectifié de la commission et à l'amendement n° 273, deuxième rectification, de M. Charles Millon ; à l'amendement n° 340 de M. Jacques Toubon ; **avant l'article 65 :** soutient l'amendement n° 126 rectifié du Gouvernement (intitulé du chapitre IV) ; adopté (p. 1012) ; **article 65 :** s'oppose à l'amendement n° 152 de la commission ; création d'une chambre des comptes dans chaque région (p. 1013).

Seconde délibération : **article 33 :** soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de l'article 33) : adopté (p. 1015) ; **article 40 :** soutient l'amendement n° 4 du Gouvernement (délai imparti au représentant de l'Etat pour faire connaître son opposition à des délibérations des conseils régionaux engageant l'Etat) ; adopté (p. 1016) ; **après l'article 47 :** soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (composition des comités économiques et sociaux et nomination de leurs membres) : adopté par scrutin public ; **article 55** *bis :* soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (suppression de l'article 55 *bis*) : adopté (p. 1018).

Explications de vote : solidité de la majorité parlementaire ; les nationalisations ; la décentralisation (p. 1022) ; annonce des projets de loi sur le statut de la ville de Paris, de la Corse, des élus, le cumul des mandats, la réforme électorale pour les élections régionales et municipales ; caractère irréversible des textes adoptés ; décentralisation économique et culturelle ; renforcement de l'unité nationale, grâce à la réforme des collectivités locales (p. 1023, 1024).

Deuxième lecture, discussion générale : attitude du Sénat ; agence technique départementale ; attitude du Sénat vis-à-vis de la région [14 décembre 1981] (p. 4872) ; problème de la fiscalité locale ; suppression de la taxe d'habitation ; modification de la taxe professionnelle ; sens de l'expression « sincérité du budget » ; agences techniques départementales (p. 4873).

Discussion des articles : **article 1er :** notion de « garanties statutaires » et de « garanties fondamentales » (p. 4877) ; pouvoir de substitution du représentant de l'Etat ; départements d'outre-mer ; départementalisation (p. 4878) ; statut des départements d'outre-mer ; caractère de collectivité territoriale mixte des départements d'outre-mer (p. 4879) ; statut de Paris (p. 4880) ; **article 2 :** modification du texte par l'opposition (p. 4881) ; permissions de voirie (p. 4882) ; **article 3 :** actes des autorités municipales ; rédaction de cet article ; son sous-amendement à l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4883) ; grandes et petites communes ; notification des actes administratifs de la commune aux commissaires de la République ; saisine de la chambre régionale des comptes ; constitution d'archives par la chambre régionale des comptes (p. 4884) ; son sous-amendement à l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4885) ; sursis à exécution ; autorité de la chose jugée (p. 4887) ; **article 6 :** son amendement n° 478 (dans le premier alinéa de cet article, substituer la date du 1er juillet à celle du 1er août) [15 décembre 1981] (p. 4919) ; adopté (p. 4920) ; **article 7 :** réduction à néant des crédits du chapitre 67-51 (p. 4921) ; répartition des crédits disponibles au titre de subventions exceptionnelles (p. 4922) ; **article 10 :** suggère de substituer dans les sous-amendements n° 455 de M. Charles Millon et 345 de M. Philippe Séguin les mots : « la suspension de paiement » aux mots : « son opposition de paiement » (p. 4926) ; **article 12 :** son sous-amendement n° 319 à l'amendement n° 27 de la commission (appliquant les dispositions du troisième alinéa de l'amendement n° 27 aux établissements intercommunaux) (p. 4933) ; adopté (p. 4934) ; **article 13** *bis :* consultation des assemblées territoriales des T. O. M. pour l'application du titre I [18 décembre 1981] (p. 5180) ; **article 13** *ter :* position du Gouvernement sur le sort de Mayotte (p. 5181) ; **article 13** *quater :* son amendement n° 305 (application des dispositions du titre I aux communes des départements d'Alsace-Lorraine ; loi d'harmonisation) : adopté (p. 5182) ; **article 14 B :** futur projet de loi sur le statut des élus (p. 5183) ; **article 14 :** son amendement n° 286 (de conséquence de l'amendement n° 31 à l'article 14 B et de l'institution d'une chambre régionale des comptes ; suppression de l'interdiction des vœux politiques ; caisse de retraite des pompiers bénévoles) : adopté ; son amendement n° 544 (maintien pendant un an de la réglementation des tarifs d'ingénierie (p. 5185) ; rectifié puis adopté ; son amendement n° 287 (réunion des conseils municipaux en séance extraordinaire à la demande de la majorité du conseil) : adopté ; son amendement n° 288 (de conséquence de l'amendement n° 287) : adopté ; son amendement n° 289 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 290 (suppression de l'interdiction des vœux politiques) : adopté ; son amendement n° 291 (tutelle sur le maire en tant qu'agent de l'Etat) : adopté ; son amendement n° 292 (modalités d'acceptation de la démission d'un conseiller municipal) ; adopté (p. 5186) ; ses amendements nos 293 à 296 (rédactionnels) : adoptés ; son amendement n° 297 (institution d'un taux limite des cotisations aux syndicats intercommunaux d'électrification) : adopté ; son amendement n° 298 (suppression du paragraphe 32 de l'article) : adopté ; ses amendements nos 299 à 301 (rédactionnels) : adoptés ; son amendement n° 302 (cahiers des charges des concessions de service public des communes) (p. 5187) ; adopté ; son amendement n° 303 (caisse de secours en faveur des pompiers non professionnels) : adopté ; son amendements n° 325 (garde champêtres agréés par le procureur de la République) : adopté ; son amendement n° 326 (agents de police municipaux nommés par le maire agréés par le procureur de la République) : adopté ; son amendement n° 304 (rédactionnel) : adopté (p. 5188) ; **article 14** *bis* : date des élections cantonales dans les D. O. M. ; son amendement n° 306 (suppression de l'article) : adopté ; chambre régionale des comptes pour les D. O. M. (p. 5189) ; **article 16 :** non établissement de tutelles sur les départements et les communes (p. 5191) ; **article 17 :** délégations de pouvoirs du conseil général au bureau ; projet de loi sur les cumuls de mandat ; types de délégations consenties par le conseil général (p. 5193) ; **article 18 :** accepte la suppression du dernier alinéa de l'amendement n° 39 de la commission ; ses observations sur la création d'un poste de secrétaire général du conseil général ; son sous-amendement n° 320 à l'amendement n° 39 de la commission (délégation de signature du président du conseil général à des responsables administratifs du département) : adopté (p. 5195) ; son sous-amendement n° 321 à l'amendement n° 39 de la commission (pouvoirs du président du conseil général pour la gestion du domaine et en matière de police) : adopté (p. 5196) ; **article 18** *bis* : attributions des comités départementaux du tourisme (p. 5202) ; **article 18** *ter* : possibilité de donner un statut aux fonctionnaires actuellement sans statut (p. 5203) ; maintien des avantages acquis ; passerelles à prévoir entre les carrières locales, départementales, régionales et nationales ; agents de l'Etat travaillant dans le département : formule de la mise à disposition retenue à titre transitoire (p. 5204) ; **article 18** *quinquies* : maintien des prestations que se fournissent l'Etat et le département (p. 5206) ; maintien de la situation matérielle et morale des préfets ; **article 18** *sexies* : délégations du président du conseil général à des membres du conseil autres que les vice-présidents (p. 5207) ; **article 18** *septies* : libre choix des maires entre l'agence technique départementale, les services de l'Etat et une entreprise privée ; non-affectation de fonctionnaires de l'Etat dans les agences techniques contre leur gré ; compétences de l'agence technique départementale (p. 5209) ; **article 21 :** son sous-amendement n° 322 à l'amendement n° 47 de la commission (pouvoirs de police du représentant de l'Etat) (p. 5212) ; adopté (p. 5215) ; **article 42 :** son sous-amendement n° 440 à l'amendement n° 73 de la commission (détermination par un décret en Conseil d'Etat des modalités d'organisation du service dépar-

temental d'incendie) [19 décembre 1981] (p. 5270) ; adopté ; **article 44 A :** participation des conseillers généraux à des réunions internationales sur des problèmes de caractère frontalier ; son amendement n° 580 (suppression de l'article) : adopté (p. 5271) ; **article 44 :** ses amendements n° 307 (abrogation des articles 51 et 52 de la loi du 10 août 1871), n° 308 (suppression de l'interdiction des vœux politiques), n° 309 (maintien en vigueur de dispositions de la loi du 28 pluviose an VIII), n° 310 (suppression du paragraphe 6), n° 311 (suppression du paragraphe 7), n° 312 (modèle de cahiers des charges), n° 313 (contrats d'ingénierie), n° 314 (règles du renouvellement du conseil général), n° 315 (rédactionnel) : adoptés ; son amendement n° 316 (rédactionnel) (p. 5272) ; adopté ; son amendement n° 317 (substitution du terme de commissaire de la République à celui de préfet) : adopté ; son amendement n° 318 (abrogation des tutelles sur les délibérations, actes et arrêtés des départements) : adopté (p. 5273) ; **article 45 :** absence de « souveraineté régionale » (p. 5282) ; **après l'article 45 :** adoption d'un projet de loi sur la Corse en janvier 1982 (p. 5284) ; **article 47** *bis* **:** composition des futurs comités économiques et sociaux (p. 5286) ; **article 47** *quinquies* **:** organisation par les conseils régionaux de contacts réguliers avec des collectivités décentralisées étrangères ayant une frontière commune avec la région (p. 5290) ; son sous-amendement à l'amendement n° 124 de la commission (tendant à autoriser des relations entre les régions et des collectivités étrangères avec l'accord du Gouvernement) : adopté (p. 5291) ; **article 50 :** s'oppose au sous-amendement n° 527 de M. Charles Millon à l'amendement n° 138 de la commission (p. 5303) ; statut des élus voté avant le mois de mars 1983 (p. 5309) ; **article 51 :** son sous-amendement n° 323 à l'amendement n° 141 de la commission (délégation de signature du président du conseil régional aux responsables des services de la région) (p. 5311) ; adopté ; responsabilité des chefs de service ayant reçu une délégation (p. 5312) ; **article 51** *ter* **:** son sous-amendement à l'amendement n° 142 de la commission (respect des droits acquis des personnels des services transférés à la région) : adopté (p. 5314) ; **article 56 :** sa préférence pour le rattachement des trésoreries générales à la chambre régionale des comptes (p. 5238) ; **article 56** *bis* **:** son sous-amendement n° 324 à l'amendement n° 216 de la commission (président de la chambre régionale des comptes) (p. 5329) ; ses observations sur l'intervention de M. Philippe Séguin (p. 5330) ; inamovibilité des présidents des chambres régionales des comptes (p. 5331) ; utilisation d'arguments du style de journaux comme *Minute* par M. Philippe Séguin ; sous-amendement n° 324 adopté (p. 5332) ; **article 57 :** s'oppose au sous-amendement n° 486 de M. Philippe Séguin (p. 5333) ; ses observations sur les amendements n° 383 de M. Philippe Séguin et 488 de M. Charles Millon (p. 5335) ; **article 59 :** délai pour la codification des normes techniques existantes [20 décembre 1981 (p. 5343) ; **article 61 B :** chambres régionales des comptes dans les D.O.M. (p. 5344) ; **article 61 :** répartition par les régions d'une partie de la dotation culturelle de l'Etat (p. 5345) ; répartition de la dotation pour 1982 ; **article 62 :** son amendement n° 581 (dotation spéciale de l'Etat aux communes atténuant la charge du logement des instituteurs) (p. 5346) ; accepte le sous-amendement verbal de M. Edmond Garcin ; amendement n° 581 modifié, adopté ; **article 64 :** son sous-amendement n° 582 à l'amendement n° 231 de la commission (montant pour 1982 de la compensation des dépenses engagées par les collectivités territoriales au titre du service public de la justice) (p. 5347) : adopté (p. 5348) ; **article 65 A :** son sous-amendement n° 545 à l'amendement n° 235 de la commission (représentant de l'Etat dans les départements de Corse, ordonnateur des comptes de liquidation de l'ancien département Corse) : adopté (p. 5349) ; **article 65 :** son sous-amendement n° 583 à l'amendement n° 237 de la commission (jugement des comptes de 1981 et 1982 par les receveurs des finances) (p. 5350) : adopté (p. 5351) ; **article 66 :** présentation par le Gouvernement d'un texte sur la répartition des compétences et des crédits ; suppression de la taxe d'habitation ; transformation de la taxe professionnelle ; rattrapage pour les charges transférées aux collectivités territoriales dans le passé ; transferts de crédits accompagnant les transferts de compétences ; création d'une D.G.E. (p. 5352) ; **article 93 :** son amendement n° 543 (création d'une D.G.E.) : adopté (p. 5360) ; **article 100 :** son amendement n° 372 (de codification) : adopté (p. 5361).

Seconde délibération : **article 42 :** son amendement n° 1 (transfert au président du conseil général des pouvoirs exercés par le préfet en matière de service départemental d'incendie et de secours, à l'exception de ceux concernant la mise en œuvre opérationnelle des moyens de ce service) : adopté (p. 5362).

Attaque personnelle prononcée par M. Philippe Séguin le 19 décembre ; amélioration du texte (p. 5363) ; ses observations sur le vote du groupe U.D.F. ; renforcement de l'unité nationale ; qualité des rapports entre le Gouvernement et la majorité (p. 5364).

— **Ses observations sur la fixation de l'ordre du jour** [28 juillet 1981] (p. 430).

— **Fixation de l'ordre du jour** [30 juillet 1981] (p. 578).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* missions de la police [17 novembre 1981] (p. 3845) ; service d'action civique (S. A. C.) ; recrutement des policiers ; prévention ; policiers en civil ; gradés ; commandants ; incorporation de la prime de sujétion dans le salaire de base servant au calcul de la retraite ; hommage rendu à la police ; armes mises à la disposition des policiers ; commissariats ; postes de police ; sécurité civile ; lutte contre les incendies de forêt (p. 3846) ; liberté de la presse ; liberté d'expression ; collectivités locales ; étrangers ; travailleurs immigrés ; assignation à résidence de certains Basques ; extraditions ; aide de la France à la démocratie espagnole ; armée secrète de libération de l'Arménie ; communauté arménienne en France (p. 3847) ; terrorisme ; milices privées (p. 3848) ; décentralisation ; répartition des crédits ; transfert de crédits de l'Etat aux collectivités locales ; finances locales ; transferts de crédits de l'Etat aux collectivités territoriales et refonte du système des finances locales ; pension de réversion pour les veuves de policiers morts en service ; femmes agents ; conséquences de la loi de décentralisation en Alsace-Lorraine (p. 3861) ; violence ; Marseille ; fonctionnaires de l'Etat ; fonctionnaires municipaux ; fonctionnaires départementaux ; îlotage ; sécurité ; indemnité spéciale de sujétion (p. 3862) ; liberté d'expression des syndicats ; extrême-droite ; extrême-gauche ; service d'action civique (S. A. C.) ; nécessité de doter la police de matériels modernes et d'acheter des motocyclettes françaises ; logement des policiers ; « garde statique » ; drogue ; métropolitain ; indemnités du secrétariat général pour l'administration de la police de Paris ; effectifs ; décentralisation ; pompiers (p. 3863) ; achat de matériels français ; dotation globale de fonctionnement ; dotation globale d'équipement ; sécurité ; Marseille ; tribunaux administratifs (p. 3864) ; petites communes ; personnels des préfectures (p. 3865).

Examen des crédits : **état B, titre III :** s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Jean Proriol (p. 3865) ; son amendement n° 206 (tendant à ce que l'administration dispose d'un personnel supplémentaire) : adopté ; son amendement n° 207 (tendant à majorer les crédits de 1 million de francs dans le but d'intégrer progressivement l'indemnité de sujétion spéciale de police dans les bases de calcul des pensions de retraite des personnels actifs de la police) : adopté ; son avis sur l'amendement n° 138 de M. Jean Proriol relatif à la suppression des crédits correspondant à l'informatisation des cartes d'identité et des titres de séjour (p. 3866) ; **état C, titre V :** son avis sur l'amendement n° 139 de M. Jean Proriol (p. 3867).

DEFONTAINE (Jean-Pierre)

Député du Pas-de-Calais
(2e circonscription)
Apparenté socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

DEHOUX (Marcel)

Député du Nord
(21e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* rattachement de l'éducation physique et sportive au ministère de l'éducation nationale ; problème de l'éducation physique et sportive à l'école élémentaire et à l'école primaire ; principe de la polyvalence ; semi-spécialisation d'un nombre suffisant d'instituteurs en éducation physique ; création de cent postes en 1982 ; section sport-études de l'enseignement secondaire ; nécessité d'instituer une option E. P. E. S. au baccalauréat ; intégration des professeurs adjoints ; formation unique des enseignements d'éducation physique [9 novembre 1981] (p. 3447) ; programmation et réalisation d'équipements sportifs (p. 3448).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* problèmes de la jeunesse [19 novembre 1981] (p. 4040) ; centres d'information de la jeunesse ; situation des jeunes ruraux et des jeunes dans les zones périphériques des grandes villes ; restructuration de la vie associative et développement des animations de quartier ; revalorisation des aides accordées aux centres d'accueil pour les vacances et pour les loisirs ; formation des animateurs ; réduction du coût des séjours ; rénovation des auberges de jeunesse ; création de postes de conseillers techniques et pédagogiques pour la formation d'animateurs et de postes Fonjep ; rapport Schwartz sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes ; contrats de jeunes volontaires ; coordination indispensable avec l'éducation nationale pour la réussite des sections sports-études ; affectation des jeunes appelés au service national proche du « domicile sportif » (p. 4041).

DELANOE (Bertrand)

Député de Paris
(26e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (intérieur et décentralisation : sécurité) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome IV : intérieur et décentralisation : **sécurité (n° 474)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : sécurité, criminalité en France ; moyens de la police ; maintien de l'ordre [17 novembre 1981] (p. 3844) ; formation des policiers ; taux de la pension de réversion des veuves des policiers morts en service ; classement en catégorie B des agents de surveillance au regard des droits à pension de retraite ; sécurité civile ; moyens des services de lutte contre les incendies de forêts ; subventions de fonctionnement de l'Etat à la ville de Paris pour la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ; subvention d'équipement de l'Etat aux collectivités locales pour les casernements de sapeurs-pompiers (p. 3845).

Examen des crédits : **état B, titre III :** son avis sur l'amendement n° 207 du Gouvernement (p. 3866).

DELATRE (Georges)

Député de la Seine-Maritime
(10e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DELEHEDDE (André)

Député du Pas-de-Calais
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3) [9 juillet 1981] (p. 89).

Représentant suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J. O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'attribution d'une prime de transport à l'ensemble des salariés du secteur privé (n° 117) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur pour avis de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (n° 142) [10 septembre 1981] (p. 950).

Membre du conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre [23 octobre 1981] (p. 2897).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) relations extérieures : relations culturelles, scientifiques et techniques [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1981** (n° 3) **(n° 102)** [15 juillet 1981].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome I : relations extérieures : **relations culturelles, scientifiques et techniques (n° 471)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Première lecture, discussion générale : solidarité nationale ; revalorisation du minimum vieillesse et des pensions des anciens combattants ; création d'emplois publics dans le domaine social ; augmentation des moyens de fonctionnement des Cotorep ; création d'emplois dans les musées ; recherche ; amélioration des pactes nationaux pour l'emploi [15 juillet 1981] (p. 126) ; nécessité d'une réforme en profondeur de l'insertion professionnelle des jeunes ; compensation du relèvement du S.M.I.C. par l'allégement des charges sociales des entreprises ; nécessité de choisir, pour les cotisations sociales et la fiscalité locale, des bases qui ne défavorisent pas l'emploi ; lutte contre le chômage ; développement des contrats emploi-formation ; création d'emplois à l'A.F.P.A. ; création d'emplois dans l'éducation (p. 127) ; difficultés financières des établissements secondaires et universitaires ; politique en direction de l'enfance inadaptée ; (p. 128).

Discussion des articles, **article 22 :** son amendement n° 23 (rédactionnel) : adopté ; loi du 10 juillet 1979 portant diverses dispositions en faveur de l'emploi [16 juillet 1981] (p. 228).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Première lecture, discussion générale : « loi Sauvage » ; période transitoire ; composition des conseils ; « quorum étudiant » ; rééquilibrage au profit des catégories des enseignants B et C ; représentation des personnalités extérieures ; principe d'une réforme globale de l'université ; concertation [16 septembre 1981] (p. 1103).

Discussion des articles, **article 2 :** son hostilité à la réintroduction du vote par correspondance (p. 1122) ; abrogation nécessaire du « décret Imbert » relatif aux étudiants étrangers (p. 1123).

Explications de vote : vote favorable du groupe socialiste (p. 1127).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (n° 142).

Première lecture, discussion générale : rapporteur pour avis : signification de la commémoration du 8 mai 1945 ; ténacité du parlement ; incidences du texte sur le droit du travail ; régime des jours fériés : repos, rémunération et récupération des jours fériés [23 septembre 1981] (p. 1266) ; incidence sur les congés payés ; dispositions conventionnelles ; manifestations de renaissance du racisme et du nazisme (p. 1267).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* création d'un ministère des anciens combattants ; 8 mai ; rattrapage de 5 p. 100 des pensions ; délai d'achèvement du rattrapage ; mesures en faveur des veuves, orphelins et ascendants ; conditions de reconnaissance des services au titre de la résistance ; attribution de la carte du combattant volontaire de la résistance au niveau départemental ; anciens d'Afrique du Nord ; date du 19 mars 1962 [9 novembre 1981] (p. 3410) ; conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens d'Algérie ; campagne double ; plafond de la retraite mutualiste ; vote favorable du groupe socialiste (p. 3411).

Education nationale. — *Discussion générale :* dégradation des services publics de l'éducation engendrée par les politiques antérieures ; difficultés accumulées par la gestion passée [9 novembre 1981] (p. 3440) ; progression de 17,4 p. 100 de ce budget ; orientation générale du budget de la nation : lutte pour l'emploi, création de 17 000 postes ; manque de mesures catégorielles ; situation des personnels non enseignants ; poste de maitre-ouvrier ; retour de l'éducation physique et sportive et des universités dans le ministère de l'éducation ; intégration souhaitable de l'enseignement agricole ; réduction des inégalités ; priorité donnée à la petite enfance ; création de maisons de l'enfance ; problème de l'enseignement technologique ; problème d'emploi ; absence de qualification professionnelle d'un grand nombre de jeunes ; absence de formation professionnelle ; rôle des services publics dans les actions de formation continue ; progression des crédits de l'enseignement privé (p. 3441) ; application de la carte scolaire ; arrêt du recrutement d'auxiliaires ; nécessité de prévoir la titularisation des auxiliaires en place ; augmentation des crédits de fonctionnement ; recherche pédagogique ; prise en charge partielle par l'Etat de l'indemnité de logement des instituteurs ; insuffisance de l'aide sociale (p. 3442).

Examen des crédits : **état B, titre III** : réunification du grand service public de l'éducation ; demande un scrutin public sur le titre III au nom du groupe socialiste [10 novembre 1981] (p. 3473).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement, *discussion générale,* rapporteur pour avis pour les relations culturelles, scientifiques et techniques : problème des relations culturelles (« rapport Rigaud ») ; inefficacité de la politique menée par les précédents gouvernements ; conséquences de l'appréciation des monnaies liées au dollar ; diminution des crédits de fouilles ; augmentation des dépenses immobilières ; nécessité d'une volonté politique en matière de relations culturelles en direction de l'étranger [18 novembre 1981] (p. 3963).

DELELIS (André)

Ministre du commerce et de l'artisanat.
Député du Pas-de-Calais
(13e circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre du commerce et de l'artisanat : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy, décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre du commerce et de l'artisanat (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy), décret du 23 juin 1981 [*J.O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de : M. René Souchon : petit commerce et grandes surfaces : réforme de la loi d'orientation de 1973 ; moyens d'une concurrence loyale [2 décembre 1981] (p. 4351).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* volume des actions hors budget ; volonté de décentralisation ; antennes régionales ; application d'un code de concurrence loyale ; action de formation ; statut des conjoints [5 novembre 1981] (p. 3174) ; crédits du F. D. E. S. ; régime du réel simplifié ; antennes régionales ; progression du budget ; prime au premier salarié ; projet de loi sur le statut des conjoints : statut d'associé, de salarié ou de collaborateur (p. 3184) ; promesses de la charte du commerce et de l'artisanat ; personnels des organismes consulaires ; lutte contre le travail clandestin ; freinage du développement anarchique des grandes surfaces ; surtaxe frappant les grandes surfaces

affectée aux petits commerces ; harmonisation des droits de mutation ; aide spéciale compensatrice : nouveau dispositif ; cotisations d'assurance maladie des retraités (p. 3185) ; liberté des prix ; contrats de régulation ; aménagement des seuils sociaux ; seuil d'autorisation des grandes surfaces ; projet de loi tendant à modifier la loi Royer ; crédit fournisseur ; vente à perte ; baux commerciaux : plafonnement de leur augmentation ; formalités administratives (p. 3186) ; neuf ministres du commerce et de l'artisanat en moins de dix ans (p. 3187).

Examen des crédits : ses explications sur les crédits affectés au paiement de loyers (p. 3187) ; charges de carburant et d'entretien du parc automobile du ministère (p. 3188) ; raison de l'accroissement des crédits de fonctionnement (p. 3189).

DELFOSSE (Georges)

Député du Nord
(1re *circonscription*)
U. D. F.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du livre premier du **code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (n° 419)** [1er octobre 1981].

DELISLE (Henry)

Député du Calvados
(2e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385)) [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 29 octobre 1981] (p. 2966).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).**

Première lecture, discussion générale : situation particulière de la Société métallurgique de Normandie ; nécessité d'un règlement durable et du maintien de l'activité dans la région ; plan de sauvegarde ; projet global de production d'acier ; effort de modernisation [8 octobre 1981] (p. 1628).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. —*Discussion générale :* ses observations sur l'intervention de M. Francis Geng [6 novembre 1981] (p. 3237) ; aménagement rural (p. 3264) ; désertification des campagnes ; service public en milieu rural ; création d'un service public du développement (p. 3265) ; planification (p. 3266).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* télématique ; télévision par câble [7 novembre 1981] (p. 3316) ; vidéotex ; insuffisance de la politique passée en matière de bureautique ; télématique (p. 3317).

Examen des crédits : **article 48 :** lenteur du débat sur les nationalisations responsable de l'examen rapide du budget des postes et télécommunications (p. 3324).

— **Son rappel au règlement :** s'associe à la protestation de M. Vincent Porelli contre la visite de deux députés au Chili [2 décembre 1981] (p. 4357).

DELORS (Jacques)

Ministre de l'économie et des finances

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de l'économie et des finances : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre de l'économie et des finances (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J.O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

DEPOTS

Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [23 septembre 1981].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Charles Pistre : soutien aux entreprises en difficulté** [15 juillet 1981] (p. 114) : entreprises et système bancaire (p. 115) : Codefi ;

— **M. Michel Berson : Codefi** [15 juillet 1981] (p. 114) : extension des avances de trésorerie aux secteurs du bâtiment et des travaux pubilcs ; cas des services et du commerce ;

— **M. Jean-Jacques Queyranne : conséquence de l'ajustement monétaire :** différentiel d'inflation entre la France et la R.F.A. ; modalités du réalignement [7 octobre 1981] (p. 1553) ;

— **M. Dominique Taddei : contrôle des prix :** dévaluation ; politique des prix [7 octobre 1981] (p. 1553) ; moyens des services de contrôle ; objectif d'un rythme de hausse de 10 p. 100 au début de 1982 (p. 1554) ;

— **M. Jean-Pierre Balligant : Codefi :** difficultés d'entreprises saines [7 octobre 1981] (p 1554) ;

— **M. Edmond Alphandery : dévaluation :** différentiel d'inflation entre la France et la R.F.A. ; précédente gestion [7 octobre 1981] (p. 1556) ;

— **M. Christian Goux : opérations spéculatives sur Paribas :** loi sur la nationalisation ; position du Gouvernement : empêcher toute entreprise de démantèlement des opérations internationales de Paribas ; mesures prises par le Gouvernement [21 octobre 1981] (p. 2263) ;

— **M. Joseph Pinard : incidents à la frontière franco-suisse :** efficacité du service des douanes [21 octobre 1981] (p. 2263) ; renforcement des moyens du service des douanes (p. 2264) ;

— **M. Georges Labazée : industrie des engrais :** plainte déposée à la demande des utilisateurs agricoles d'engrais [9 décembre 1981] (p. 4559) ; confirmation de l'avis de la commission de la concurrence par le ministère mais réduction de moitié des amendes proposées en raison du ralentissement intervenu dans les hausses (p. 4560) ;

— **M. Jean Royer : déblocage des prix de réparation du matériel ferroviaire :** blocage du prix des services mais maintien de la liberté des prix pour les services spécifiques rendus aux industriels ; déblocage de l'ensemble des prix des services rendus aux industriels avant le 31 mars 1982 [9 décembre 1981] (p. 4567) ;

orales sans débat de :

— **M. Edmond Alphandery (n° 9) : politique monétaire :** contexte monétaire international ; priorité donnée à la défense du franc ; contreparties de cette politique et remèdes apportés [10 juillet 1981] (p. 102) ; situation monétaire, budgétaire et économique léguée par le précédent septennat (p. 103) ;

— **M. François Asensi (n° 8) : chômeurs non indemnisés :** inventaire des dispositions législatives et conventionnelles relatives aux chômeurs ayant épuisé leurs droits ; problème des jeunes à la recherche d'un premier emploi [10 juillet 1981] (p. 104) ;

— **M. Gilbert Gantier (n° 29) : indexation de l'épargne :** livret d'épargne indexé ; T. V. A. sur les produits de première nécessité ; emprunt d'Etat à 16,75 p. 100 [2 octobre 1981] (p. 1466) ;

— **M. Pierre-Bernard Cousté (n° 21) : situation économique de la France :** politique budgétaire inadaptée ; conjoncture européenne ; taux d'intérêt nord-américains ; choc pétrolier ; reprise modérée ; protection du S. M. E. [2 octobre 1981] (p. 1467) ; convergence des politiques budgétaires française et allemande ; politique des prix ; levée de l'anonymat sur l'or ; financement de l'investissement (p. 1468) ; inflation et chômage (p. 1469) ;

— **M. Pierre-Bernard Cousté (n° 22) : politique européenne et française à l'égard du dollar :** système monétaire international depuis 1971 ; taux d'intérêt américains ; hausse du dollar ; renforcement de la concertation européenne [9 octobre 1981] (p. 1654) ; décentralisation des services de la D. R. E. E. ; déconnexion des taux d'intérêt internes et externes ; prix et revenus ; faible déficit public de la France par rapport à la R. F. A. (p. 1655) ;

— **M. Jean Royer (n° 90) : entreprises :** difficultés rencontrées par les petites et moyennes entreprises ; problème du seuil d'effectifs ; bilan positif des avances exceptionnelles de trésorerie ; nécessité de limiter l'emploi des contrats interprofessionnels [4 décembre 1981] (p. 4425) ; faveur du Gouvernement pour la concertation permanente (p. 4426).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 5 :** formules envisagées par le Gouvernement pour l'indemnisation ; caractère uniforme de l'indemnisation ; possibilité d'échange des obligations remises en indemnité contre un titre participatif créé par une prochaine loi ; porteurs assurés contre la hausse des prix grâce au taux variable des obligations [17 octobre 1981] (p. 1998) ; obligations mobilisables ; durée moyenne de huit ans ; assimilation des obligations remises en indemnité à des actions pour la réglementation des Sicav ; remboursement par anticipation (p. 1999) ; soutien en bourse ; marché obligataire ; emprunt 1973 ; s'oppose aux amendements 636, 637, 640 et 641 de M. François d'Aubert (visant à retarder la nationalisation) (p. 2001) ; information du public sur les obligations remises en indemnité ; taux d'intérêt de ces obligations : avantage de la référence aux emprunts émis pour une durée supérieure à 7 ans (p. 2002) ; inscription à la cote officielle des obligations remises en indemnité prévue par la loi ; inscription à la cote de bourses étrangères (p. 2005) ; tenue du marché financier de Paris ; capitaux à risque ; prêts participatifs ; libre transfert par les non-résidents du produit de la vente des obligations remises en indemnité (p. 2006) ; s'oppose à l'attribution d'un dividende au titre de 1981 aux actionnaires des cinq sociétés industrielles nationalisables (p. 2008) ; **après l'article 5 :** s'oppose à la création d'une commission spéciale chargée d'évaluer les actifs de chaque société des groupes nationalisables : modalités d'indemnisation inscrites dans la loi ; retard dans l'indemnisation (p. 2009) ; **article 6 :** modalités d'indemnisation ; critères de nationalisation des banques ; saisine de l'Assemblée européenne par des membres de l'opposition (p. 2013) ; traitement uniforme et équitable des actionnaires ; capitalisation boursière ; non-prise en compte de l'année 1981 pour ne pas léser les actionnaires ; méthode multi-critères et protection des intérêts de la France à l'étranger ; nationalisation de la seule maison mère ; comptes sociaux et comptes consolidés ; coefficient retenu pour le calcul de la capitalisation des bénéfices (p. 2014) ; cours boursiers : période de référence (p. 2021) ; son sous-amendement n° 873 à l'amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) ; retiré (p. 2022) ; fait générateur pour déterminer le nombre de titres ; coefficient multiplicateur de 10 appliqué aux bénéfices nets (p. 2023) ; convention franco-américaine ; absence de discrimination à rebours aux dépens des actionnaires français (p. 2024) ; **après l'article 6 :** texte de loi sur la participation et la démocratie économique (p. 2025) ; engagements pris par le Premier ministre (p. 2026) ; **article 7 :** son sous-amendement n° 1328 à l'amendement n° 30 de la commission (nomination sans délai de l'administrateur général) ; son sous-amendement n° 1329 à l'amendement n° 30 de la commission (nomination de l'administrateur général dans les plus brefs délais) (p. 2030) ; sous-amendements n°s 1328 et 1329 adoptés (p. 2031) ; **article 8 :** amendement n° 875 du Gouvernement (relatif à la durée du mandat des membres des conseils d'administration) : devenu sans objet (p. 2047) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** présentation des modalités de la nationalisation des banques ; critère du volume des dépôts ; problème de l'indemnisation ; impératif de concilier un traitement uniforme et un traitement équitable ; choix d'une référence multi-critères : cours de bourse, actif net, valeur de rendement ; mode d'indemnisation : remise d'obligations à intérêt variable d'une durée de quinze ans et garantie par l'Etat ; organisation interne des instances de direction des banques ; texte de loi ultérieur précisant les modes de participation des travailleurs dans les entreprises comme dans les banques ; aspirations des travailleurs : négociations, information, possibilité de s'exprimer directement sur l'organisation et les conditions de travail ; composition tripartite des conseils d'administration : un tiers de représentants de l'Etat, un tiers de représentants nommés en raison de leurs compétences et un tiers de représentants des salariés ; traitement réservé aux deux compagnie financières de Suez et de Paris et des Pays-Bas [18 octobre 1981] (p. 2063) ; tutelle du système bancaire ; prérogatives du conseil national du crédit ; présentation ultérieure d'un projet de loi bancaire ; égalité de traitement entre tous les guichets et entre tous les établissements ; maintien des positions internationales des banques françaises (p. 2064) ; résultats des banques françaises sur le plan international ; aide aux entreprises dans leurs efforts d'exportation et d'implantation ; critiques formulées contre le système bancaire : méconnaissance de l'intérêt général, exclusion du champ d'intervention des banques des projets d'utilité collective, contradiction entre la politique du crédit et la politique industrielle ; opérations sur les marchés des changes de façon nuisible pour la solidité de la monnaie ; égoïsme des banques : abandon des entreprises après les avoir exploitées ; immixtion excessive d'une banque dans des entreprises ; réservation des crédits d'une manière préférentielle aux demandeurs les plus nantis ; primauté à la sécurité du gage par rapport à l'avenir du projet ; logique du profit pour le profit ; nécessité de réformer le système bancaire français ; gaspillages : excès des implantations des guichets et de la publicité ; inégalité de traitement entre les clients des banques ; refus d'immobiliser des capitaux dans des secteurs, des branches, ou des régions en perte de vitesse ; critères utilisés pour modifier les taux d'intérêt défavorables à beaucoup d'entreprises d'avenir ; retrait brutal d'une banque dans une opération de crédits consortiaux ; arrêt brutal au concours apporté à une banque ; excès de centralisation ; nécessité de prendre en compte trois soucis : rentabilité, sécurité et liquidité ; nécessité d'adapter les banques à la vie des entreprises et à l'intérêt général ; responsabilité du contexte économique dans les insuffisances et les lacunes des banques ; application de la vieille technique de l'escompte ; nécessité de changer la logique générale du système (p. 2065) ; réforme bancaire dans le respect du pluralisme ; élargissement des critères de l'activité bancaire ; clarification des responsabilités propres de l'Etat ; absence de contradiction naturelle entre l'intérêt général et l'exercice du métier de banquier ; nécessité de mettre en œuvre des procédures et des conventions marquant clairement les responsabilités de la puissance publique ; distinction très nette entre l'Etat et les banques ; distinction entre les missions de l'Etat, celles d'actionnaire et celles de puissance publique ; maintien de l'émulation entre les établissements bancaires ; politique du crédit : contrats entre l'Etat et le système bancaire ; réforme de la composition des modes d'action et des prérogatives du conseil national du crédit dans le cadre d'une loi bancaire ; souci d'assurer un meilleur équilibre morphologique du réseau bancaire (p. 2066) ; nécessité de déconcentrer et de décentraliser le système bancaire ; possibilité de créer des unités bancaires à assises régionales ; développement

de l'esprit mutualiste (p. 2067) ; situation des départements et territoires d'outre-mer ; exclusion des banques étrangères du champ de la nationalisation (p. 2077) ; nationalisation de trente-six banques ; conjoncture économique marquée par la stagnation et par la désindustrialisation ; justification du critère de nationalisation ; nécessité de trouver un traitement uniforme ; secteur coopératif et mutualiste ; abandon de centaines, voire de milliers d'entreprises par les banques au nom de critères trop sélectifs ; priorités de la planification ; nécessité d'un dosage différent des critères de rentabilité, de sécurité et de liquidité ; directions de la future loi bancaire : décentralisation, autogestion, recherche d'une aide aux entreprises qui répondent à leurs besoins d'activité et de roulement ; souci de faire des banques une base opérationnelle pour les actions de revitalisation de l'industrie ; actualisation des contrats de mariage entre les entreprises françaises nationalisées, les banques françaises nationalisées et leurs partenaires étrangers (p. 2078) ; clarification des responsabilités entre la puissance publique et les banques ; maintien de la distinction des genres entre l'Etat, la Banque de France et les banques ; fixation par l'Etat d'un cadre d'actions à l'ensemble du secteur bancaire ; mise en œuvre par la Banque de France de la politique de la monnaie et du crédit ; collecte des ressources et distribution des crédits par les banques ; difficultés du ministre de l'économie et des finances pour se faire obéir par le système bancaire sur de grandes orientations ; nécessité que les banques fassent évoluer leur comportement en fonction des besoins d'une économie moderne et des impératifs du redressement du tissu productif (p. 2079) ; emprunt à l'esprit mutualiste pour les futures banques régionales et de dépôts (p. 2080) ; soutient l'amendement n° 1332 du Gouvernement (tendant à substituer la notion de territoire européen de la France à la notion de territoire français) ; précision de la notion de « siège social » situé en France : amendement n° 1332 : adopté (p. 2085) ; demande la réserve de l'amendement n° 1333 du Gouvernement ; soutient l'amendement n° 1333 du Gouvernement (prévoyant que le mode de recensement des dépôts dans les départements et territoires d'outre-mer est effectué par l'institut d'émission des départements d'outre-mer) : adopté (p. 2094) ; développement de l'esprit mutualiste dans le cas de la réforme du système bancaire par la création de sociétés régionales de banque et de dépôts (p. 2095) ; **titre III** : nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27** : critères de la nationalisation : fonctions bancaires remplies par Suez et Paribas ; rétrocession des participations après la nationalisation : impossibilité du tri préalable ; positions françaises à l'étranger [20 octobre 1981] (p. 2242) ; carence des banques d'affaires (p. 2243), modalités de la rétrocession ; impossibilité du tri préalable ; différence entre les banques et les compagnies financières (p. 2245) ; négociations avec l'étranger pour les actifs détenus à l'étranger par les deux compagnies financières (p. 2246).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, discussion générale : emploi - relance - solidarité ; nécessité de mener de pair l'action sur l'or et l'action sur la demande ; contexte de guerre économique ; cohérence entre la politique économique du Gouvernement et sa politique extérieure ; contribution à l'éclosion d'un nouvel ordre économique mondial ; amélioration qualitative et quantitative de l'aide de la France aux pays en voie de développement ; relance de la construction européenne ; maintien d'une économie ouverte sur l'extérieur ; conférence sur les pays les moins avancés ; intervention des représentants de la France à Ottawa et à Cancun ; prochaine réunion du sommet européen à Londres [28 octobre 1981] (p. 2670) ; cohérence de la politique économique et du projet de société ; souci de donner à chacun les moyens concrets de la liberté ; liberté de créer et d'inventer une nouvelle forme de travail ; rupture avec le dirigisme consistant à socialiser les pertes et à privatiser les gains ; coexistence du marché et du plan ; planification française, espace privilégié de concertation ; solidarité et contribution à l'effort collectif ; partage du travail dans le cadre des contrats de solidarité ; garantie de l'exercice de la responsabilité pour les chefs d'entreprises ; simplification des formalités administratives ; droit des travailleurs à la négociation et à l'information ; propositions des travailleurs pour l'amélioration de l'organisation du travail ; exemple du Japon (p. 2671) ; prolongation de la récession due à la hausse du dollar et des taux d'intérêt ; 1980, année la plus noire de l'économie française et des économies européennes depuis la guerre ; non-vérification en France de la théorie de l'économie libérale « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain » ; prolongation de la récession économique par une hausse des taux d'intérêt et des fluctuations de la valeur du dollar ; difficile financement de l'économie française ; déficit prévisible pour 1981 ; effort de solidarité par les transferts sociaux en faveur des personnes âgées et des familles ; relance du bâtiment et de la construction ; facilités exceptionnelles de crédit ; reprise de la progression de la consommation ; inflation « mal français essentiel » ; désintoxication de l'économie française de l'inflation, condition de la lutte contre le chômage ; maintien des règles du jeu des marchés des capitaux ; identité du montant des augmentations de capital réalisées par les entreprises sur le marché français des capitaux en 1981 et 1980 ; reprise de la croissance stimulée par la consommation et par les exportations ; cas des pays pratiquant depuis des années la fuite en avant dans le déséquilibre budgétaire ; cas des pays menant des politiques hyper-monétaristes (p. 2672) ; lutte contre le chômage : objet prioritaire de la politique de la France ; concurrence internationale sauvage ; nouvelle révolution industrielle ; augmentation raisonnable du déficit public et lutte contre l'inflation par une modération des revenus et des prix ; rapprochement avec les moins mauvais des modèles européens ; politique de la fiscalité et du budget ; exemple du déficit public en Allemagne ; nécessité de stopper la désindustrialisation en France ; fruits du réalignement monétaire ; efforts en faveur des plus défavorisés ; relèvement des bas salaires, rejet de toute police des salaires, maintien de la liberté des prix ; rôle de la commission de la concurrence ; action renforcée de la direction de la consommation et de la concurrence et appui des organisations de consommateurs ; maintien de la liberté de négociation entre partenaires sociaux ; effort de rigueur dans les domaines de la monnaie et du crédit ; désencadrement du crédit (p. 2673) ; possibilité pour chaque travailleur de trouver sur le marché du travail, auprès de l'agence pour l'emploi, les conseils, l'effort de formation et de lancement nécessaires ; recensement dans chaque région et dans chaque bassin d'emplois des points d'appui permettant de relancer l'emploi (p. 2674) ; politique du crédit et de la monnaie ; politique de régulation mixte ; réforme du secteur bancaire ; rapprochement des établissements bancaires et des entreprises ; transformation des petites et moyennes entreprises en un facteur essentiel de l'innovation et de l'exportation ; augmentation de 52 p. 100 des crédits aux P.M.E. ; appui sur l'enseignement des sociétés de développement régional et des organisations patronales et syndicales (p. 2674) ; action directe sur le chômage ; augmentation de la délinquance ; effet pervers du chômage sur le système éducatif ; création de 120 000 emplois publics ; insertion de la jeunesse dans la vie professionnelle ; financement des contrats de solidarité (p. 2675).

Deuxième partie :

Economie et finances. — I. — Charges communes. — *Discussion générale :* rationalisation de la présentation du budget ; augmentation de la dette publique ; émission d'emprunts à taux variable ; bons du Trésor sur formule ; augmentation de 52 p. 100 des aides aux entreprises ; accroissement des aides aux pays en voie de développement [14 novembre 1981] (p. 3701).

Examen des crédits : **état B, titre 1er :** ses observations sur les remarques de M. Robert Montdargent relatives au caractère « fourre-tout » du budget des charges communes (p. 3702) ; actions du ministère de l'économie et des finances pour les pays en voie de développement (p. 3703) ; **titre IV :** crédits affectés à la caisse nationale de l'industrie et à la caisse nationale des banques (p. 3704).

Economie et finances. — II. — Services économiques et financiers. Comptes spéciaux du Trésor. Budget annexe des monnaies et médailles. — *Discussion générale :* recensement de la population par l'I. N. S. E. E. en 1982 ; détachement d'experts statisticiens dans les autres administrations ; direction générale de la concurrence et de la consommation ; politique des prix et de la concurrence ; commission de la concurrence ; renforcement des effectifs de la direction générale de la concurrence et de la consommation ; formation des prix et politique contractuelle ; réforme de la Cour des comptes ; prochaine répartition des compétences entre les services extérieurs du Trésor et les chambres régionales des comptes ; loi comptable ; compte de prêts à des Etats étrangers en vue de faciliter l'achat de biens d'équipement ; fonds de développement économique et social [16 novembre 1981] (p. 3773) ; réforme du fonds de développement économique et social ; désencadrement du cré-

dit ; faiblesse quantitative du programme des monnaies françaises ; billet de vingt francs ; stock de monnaies et médailles ; politique commerciale de l'administration des monnaies et médailles ; agents des monnaies et médailles (p. 3774).

Examen des crédits : **état B, titre III :** conséquence de la démonétisation de la pièce d'argent de 50 francs (p. 3775).

DENIAU (Xavier)

Député du Loiret
(4e circonscription)
Apparenté R.P.R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Cesse d'appartenir à cette délégation [*J. O.* du 15 octobre 1981] (p. 2800).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (relations extérieures : relations culturelles, scientifiques et techniques) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de l'étude des **conditions d'âge** exigées pour l'attribution d'une **pension de retraite** par les différents régimes de protection sociale **(n° 459)** [7 octobre 1981].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1982 (n° 450)**, tome III : relations extérieures : **relations culturelles (n° 472)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : disparités entre communes ; rôle des sous-préfets ; [27 juillet 1981] (p. 370) ; création d'une agence technique départementale ; tutelle technique ; exemple des certificats d'urbanisme et des permis de construire ; difficultés des communes en matière d'emprunt ; nécessité d'une régionalisation de la distribution du crédit (p. 371).

Discussion des articles : **article 3 :** son sous-amendement n° 422 à l'amendement n° 45 de la commission (communication au maire par le représentant de l'Etat de toute précision permettant de modifier dans le sens de la légalité les actes concernés) [28 juillet 1981] adopté (p. 436) ; **après l'article 3 :** soutient l'amendement n° 136 de M. Philippe Séguin (p. 439) ; petites communes ; avis techniques ; cour de discipline budgétaire (p. 439) ; **article 21 :** son sous-amendement n° 423 à l'amendement n° 6 de M. Louis Besson (relatif au commissaire de la République adjoint) devenu sans objet [1er août 1981] (p. 734).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).

Première lecture, discussion générale : **rappel au règlement :** conditions de travail de la commission des affaires étrangères ; publication et distribution de l'avis de la commission des affaires étrangères [29 septembre 1981] (p. 1358).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* offices fonciers [6 novembre 1981] (p. 3294) ; effets de la récente dévaluation du franc sur le revenu agricole (p. 3297).

Première lecture, deuxième partie :

Formation professionnelle. — *Discussion générale :* affectation du produit de la taxe professionnelle aux organismes de formation privée ou professionnelle ; réduction des délais d'admission dans les centres de formation [12 novembre 1981] (p. 3575).

Commerce extérieur. — *Discussion générale :* voies et moyens d'une politique de francophonie ; rôle du ministère du commerce extérieur dans la diffusion de la langue française à l'étranger [18 novembre 1981] (p. 3952).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis pour les relations culturelles, scientifiques et techniques : conséquences de la fluctuation des cours du dollar ; plan de réforme de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques (D.G.R.C.S.T.) ; application du rapport Rigaud ; prochaine réforme envisagée par le ministre des affaires extérieures ; « opération » Guyane ; insuffisance des émissions françaises à l'étranger ; caractère positif des opérations intégrées (accord avec les collectivités locales au Maroc, accord avec le centre de recherche scientifique de Kuspitek en Indonésie, plan général de recherches agricoles dans certaines régions du Brésil) ; nécessité d'avoir recours à l'aide des associations privées ; nouvelle convention signée avec l'Alliance française ; absence de liaisons véritables entre les services du ministère des relations extérieures et les services culturels du ministère des affaires culturelles ou du ministère de l'éducation nationale ; problème des accords inter-universitaires passés par les universités françaises restant sans effet ; problème de la place du français dans le monde [18 novembre 1981] (p. 3964) ; volonté du Président de la République de voir se développer la francophonie ; volonté du Président de la République de concentrer en une même structure l'ensemble des organismes intéressés à la francophonie (p. 3965).

— Son rappel eu règlement concernant les horaires des séances de l'Assemblée nationale [18 novembre 1981] (p. 3955).

DENVERS (Albert)

Député du Nord
(11e circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (mer) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 21 : **Mer (n° 470)** [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : consécration de la spécificité des problèmes maritimes ; budget annonciateur d'une politique nouvelle ; création d'un fonds d'intervention et d'action maritime ; association nationale

pour les télécommunications du littoral et de la mer ; société nationale de sauvetage ; compagnie nationale maritime ; trafic trans-Manche ; ports et pensions ; rapport Dufour ; jugement favorable de la commission des finances [9 novembre 1981] (p. 3390).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* rôle de la puissance publique en matière d'habitat et d'urbanisme ; rééquilibrage des aides au logement ; insuffisance des aides publiques au patrimoine immobilier ; conséquences de la hausse du coût des crédits pour assurer le financement du logement social (relèvement de la rémunération des livrets A de caisse d'épargne) [12 novembre 1981] (p. 3547) ; vocation sociale des aides de l'Etat au titre de l'accession à la propriété et pour la réhabilitation ; nécessité d'éviter le retour à la banalisation du financement de la construction sociale ; dépôt en 1982 d'un texte relatif à la mise en place d'une grande politique de l'habitat et de l'urbanisme ; réforme de la fiscalité foncière et immobilière (p. 3548) ; taux de couverture du coût d'usage du logement (p. 3560).

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Première lecture, discussion générale : alourdissement des dépenses de logement pour les ménages ; charges incombant aux propriétaires ; situation du secteur H.L.M. ; caractère global de la limitation des loyers et aggravation des inégalités ; réduction des travaux d'entretien et d'amélioration des organismes d'H.L.M. ; mesures nécessaires à la poursuite de l'action sociale des organismes d'H.L.M. ; aides exceptionnelles au organismes sociaux en difficulté ; réduction des charges locatives ; travaux d'économie d'énergie ; taxe sur les combustibles [26 novembre 1981] (p. 4212).

DEPREZ (Charles)

Député des Hauts-de-Seine
(5e circonscription)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française *[J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).
Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

DEROSIER (Bernard)

Député du Nord
(4e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).
Vice-président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).
Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des pu lications destinées à l'enfance et à l'adolescence [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).
Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).
Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Education nationale) [27 octobre 1981] (p. 2640).
Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [*J. O.* du 7 octobre 1981] (p. 2734).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome V : **Education nationale (n° 471)** [16 octobre 1981].

Proposition de loi portant sur diverses mesures tendant à favoriser l'**adoption plénière (n° 554)** [19 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : Irlande et position du Gouvernement français [15 juillet 1981] (p. 113).

orale sans débat (n° 100) : aide sociale (conditions d'attribution), posée le 8 décembre 1981 (p. 4537) ; appelée le 18 décembre 1981 : **délais de paiement des allocations d'aide sociale :** délai de un à trois mois entre la constitution du dossier et le versement des allocations (p. 5153) ; généralisation des secours d'urgence ; accélération de la procédure suivie par les autorités départementales (p. 5154).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale : faiblesse et diminution générale des crédits relatifs à l'éducation ; désengagement de l'Etat [16 juillet 1981] (p. 160) ; nouvelle politique éducative ; décentralisation (p. 161).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Première lecture, discussion générale : son opposition à la question préalable opposée par M. Jean Foyer ; loi d'orientation de 1968 ; politique universitaire depuis 1968 ; « Loi Sauvage » ; notion de service public [16 décembre 1981] (p. 1095) ; mode de distribution des diplômes ; participation des étudiants ; enseignants de rang magistral ; politisation (p. 1096).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion des articles. **article 1er :** son amendement n° 51 (délai d'un jour franc pour procéder au refoulement d'un étranger auquel est opposé un refus d'entrer) : adopté [30 septembre 1981] (p. 1407) ; **article 4 :** son amendement n° 57 (remise de documents d'identité à un service de police ou de gendarmerie) : adopté ; son amendement n° 58 (prolongation de la rétention administrative) : adopté (p. 1422).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : changement de politique ouvrant un horizon neuf au secteur éducatif ; réhabilitation de la fonction « éducation » dans la société ; budget de transition ; politique nouvelle en matière de création d'emplois (30 000 emplois nouveaux seront créés en dix-huit mois) ; coup de frein au démantèlement de l'enseignement ; le budget de l'éducation nationale pour 1982 redevient le premier budget civil de la nation [9 novembre 1981] (p. 3426) ; historique du système éducatif ; école ouverte sur la vie ; refus de la primauté absolue donnée à la sélection ; lutte contre l'échec scolaire ; formation des enseignants ; augmentation des crédits de bourses pour assurer la démocratisation de l'enseignement ; ouverture d'une large concertation afin que le budget de 1983 assure le renouveau de l'école (p. 3427).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : qualification professionnelle pour les jeunes de seize à dix-huit ans ; précisions à apporter par le Gouvernement [9 décembre 1981] (p. 4545) ; rejet du système scolaire traditionnel ; départ à soixante ans des fonctionnaires ayant trente-sept ans et demi de cotisations ; préretraite ; travail à temps partiel dans la fonction publique (p. 4546).

Discussion des articles : **article 1er :** ses observations sur l'intervention de M. Philippe Séguin (p. 4570) ; **alinéa 1er :** terme de travailleurs (p. 4571) ; **alinéa 7 :** travail temporaire et contrat de travail à durée déterminée [10 décembre 1981] (p. 4615) ; **alinéa 8 :** dispositions dérogatoires de retraite anticipée pour les catégories les moins favorisées dans les zones les plus touchées par le chômage (p. 4628) ; ses observations sur l'amendement n° 158 de M. Charles Millon (p. 4629) ; droits acquis par les salariés en préretraite (p. 4630).

DESANLIS (Jean)

Député du Loir-et-Cher
(3e circonscription)
U. D. F.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gilbert Gantier tendant à assurer la protection et le contrôle sanitaire de certains animaux domestiques (n° 162) [30 juillet 1981] (p. 590).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Mesmin portant création du conservatoire des espèces végétales et des races animales pour l'agriculture (n° 433) [8 octobre 1981] (p 1646).

Membre de la commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles [*J. O.* du 22 octobre 1981] (p. 2885).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à mettre des **appelés du contingent** à la disposition des **corps de sapeurs-pompiers communaux (n° 625)** [17 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 22 :** son amendement n° 445 (T. V. A. de 17 p. 100 pour les motocyclettes de plus 250 cm3 de fabrication française ; augmentation à due concurrence du taux de la T. V. A. sur les motocyclettes importées) ; industrie française de la motocyclette [3 novembre 1981] (p. 3042) ; moto entièrement française ; rejet de l'amendement n° 445 (p. 3043).

Deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* élevage et lait ; hydraulique agricole et remembrement ; prix d'appel pratiqués par les grandes surfaces [6 novembre 1981] (p. 3291).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* modalités de financement de la construction des collèges ; collèges ruraux ; charges des communes [10 novembre 1981] (p. 3468).

DESCHAUX-BEAUME (Freddy)

Député de l'Eure
(4e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, érigeant en commune l'ensemble urbain du Vaudreuil (n° 315) [11 septembre 1981] (p. 1026).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modération des loyers [*J. O.* du 17 décembre 1981] (p. 3440).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 315), érigeant en commune l'**ensemble urbain du Vaudreuil (n° 377)** [17 septembre 1981].

INTERVENTIONS

Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 12 :** indépendance de la tutelle *a posteriori* [31 juillet 1981] (p. 632).

Projet de loi, adopté par le Sénat, érigeant en commune l'ensemble urbain du Vaudreuil (n° 315).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : volonté de planifier la croissance urbaine ; loi Boscher [22 septembre 1981] (p. 1251) ; choix de la formule de l'ensemble urbain ; administrateurs non élus ; transformation immédiate de l'ensemble urbain en commune avec des élections intervenant dans un délai de six mois ; maintien en vigueur des dispositions financières applicables aux villes nouvelles ; réforme du statut des villes nouvelles (p. 1252).

Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* revalorisation indiciaire ; intégration dans le corps des certifiés des professeurs d'adjoints en éducation physique et sportive [9 novembre 1981] (p. 3450) ; création supplémentaire de postes budgétaires permettant d'améliorer les conditions de travail ; tragi-comédie des mathématiques modernes ; formation initiale et formation continue des professeurs ; nécessité d'adapter l'enseignement à l'économie et d'instaurer un système éducatif débouchant sur une qualification facilitant l'insertion professionnelle (p. 3451) ; urgence de l'implantation de nouveaux lycées d'enseignement professionnel (p. 3452).

— Conclusions du rapport (n° 402) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur les activités du Service d'action civique (S. A. C.) et pour déterminer les complicités dont il a pu bénéficier à tous les niveaux (n° 348).

Première lecture, discussion générale : tuerie d'Auriol ; rumeurs concernant le S. A. C. ; distinction entre le S. A. C. et les forces politiques qu'il sert ; objectifs inscrits par le S. A. C. dans ses statuts ; question de l'utilité de l'association [17 décembre 1981] (p. 5124).

DESGRANGES (Jean-Paul)

Député de l'Allier,
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

QUESTIONS

au Gouvernement : avenir de la production de matériel vidéo : accord international signé par les groupes Thorn de Grande-Bretagne, Telefunken de République fédérale d'Allemagne et J. V. C. du Japon pour la fabrication de vidéo-disques, magnétoscopes et caméras-vidéo ; exclusion du groupe Thomson de cet accord ; possibilité d'un accord entre Thomson et le groupe Philips [16 décembre 1981] (p. 4997).

orale sans débat (n° 49) posée le 13 octobre 1981 : **Postes et télécommunications (fonctionnement)** (p. 1752) ; appelée le 16 octobre 1981 : **maintien des agences postales et des receveurs-distributeurs :** coup d'arrêt aux fermetures de classes ; nécessité de maintenir un minimum de services en milieu rural ; importance des agences postales et des recettes-distribution pour le milieu rural (p. 1902) ; reclassement des receveurs-distributeurs (p. 1903).

INTERVENTIONS

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Lutte contre le chômage ; réinsertion de l'individu dans la société ; projet culturel ; projet de justice sociale ; égalité des chances ; décentralisation ; extension du secteur public ; insertion des handicapés ; amélioration de la formation professionnelle ; prévention sociale ; augmentation des crédits de l'urbanisme et du logement ; économies d'énergie [15 septembre 1981] (p. 1070).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : contexte économique ; discipline de vote à gauche [18 septembre 1981] (p. 1191) ; échelle des peines ; respect de la vie ; cycle de la violence (p. 1192).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : nationalisation et démocratie économique ; exemple de Saint-Gobain : participation publique au capital ; aide de l'Etat et politique dommageable à l'emploi, nationalisation et politiques de secteurs ; rôle du Plan [14 octobre 1981] (p. 1772) ; nationalisation comme moyen d'aide au tiers monde ; nationalisation et aménagement du territoire ; création d'un holding public coordonnant les actions de l'Etat à l'égard des groupes nationalisés ; nouvelle politique de la sous-traitance des entreprises nationales (p. 1773).

Discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **après l'article 12 ;** liberté de la presse [20 octobre 1981] (p. 2209).

DESSEIN (Jean-Claude)

Député de la Somme
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* mesures positives pour les appelés ; processus de transformation du service national ; objectif de réduction de sa durée, reconnaissance d'un véritable droit à l'objection de conscience et à l'expression des appelés ; affectations ; formation des jeunes les plus défavorisés pendant le service national [14 novembre 1981] (p. 3687).

DESTRADE (Jean-Pierre).

Député des Pyrénées-Atlantiques
(4e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à interdire la vente des produits de la pêche effectuée par les pêcheurs de plaisance ou les pêcheurs amateurs dans la zone des eaux mixtes du domaine fluvial (n° 125) [17 septembre 1981] (p. 1181).

Membre titulaire de la Commission nationale d'urbanisme commercial [*J. O.* du 25 septembre] 1981 (p. 2611).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Commerce et artisanat) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome III : **Commerce et artisanat (n° 475)** [16 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : plan intérimaire en faveur des régions Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon : discours de Mazamet et plan de développement du Grand Sud-Ouest ; plan intérimaire ; distribution des crédits d'Etat [28 octobre 1981] (p. 2664).

INTERVENTIONS

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Vue d'ensemble sur le problème de l'emploi ; situation des Pyrénées-Atlantiques ; chômage des jeunes ; entreprises en difficulté ; aide au développement du secteur artisanal ; mise en place d'un système de clignotants, structure d'intervention et structure d'expertise ; expérience du conseil régional d'Aquitaine [15 septembre 1981] (p. 1064).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : action d'initiation à la gestion ; recul du petit et moyen commerce dans le secteur de l'alimentation ; urbanisme commercial, carte des équipements commerciaux d'une surface supérieure à 400 mètres carrés [5 novembre 1981] (p. 3172) ; création de délégations régionales du commerce et de l'artisanat ; couverture sociale ; fin du régime de l'aide spéciale compensatrice : nouvelle forme d'aides ; accès au crédit ; dotation du F. D. E. S. pour le commerce ; abaissement du seuil pour la prime de développement régional ; démocratisation des chambres de métier (p. 3173).

Examen des crédits : **après l'article 85 :** son amendement n° 68 (majoration de taxe pour frais de chambres de métiers) : adopté (p. 3190).

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale :* conséquences des radios libres sur le fonctionnement des radios du service public ; utilisation des langues régionales [16 novembre 1981] (p. 3832).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* création d'emplois dans la police ; C. R. S. ; problème de l'autorité des maires sur le personnel de police recruté et administré par l'Etat [17 novembre 1981] (p. 3855, 3856).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale* : possibilité d'envisager un développement touristique répondant aux problèmes économiques régionaux [19 novembre 1981] (p. 4029) ; tourisme associatif ; socialisation des espaces naturels ; priorité donnée à la sauvegarde de la nature ; rattachement des comités régionaux du tourisme aux assemblées régionales ; création de dix postes de délégué régional au tourisme ; mise en place de l'office français des congrès ; création d'un office national du tourisme ; aménagement de la côte Aquitaine (p. 4030).

DHAILLE (Paul)

Député de la Seine-Maritime
(5e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **art. 10** : suppression de certaines entraves mises à l'action des communes [31 juillet 1981] (p. 624).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450)

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale* : effort budgétaire nécessaire ; loi sur le prix unique des livres ; bibliothèque centrale de prêts ; bibliothèques municipales ; « multimédias » ou « médiathèques » ; musées nationaux ; musées municipaux [17 novembre 1981] (p. 3883-3884).

DOLLO (Yves)

Député des Côtes-du-Nord
(1re *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [*J.O.* du 23 décembre 1981] (p. 3494).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale* : enseignement des langues et des cultures régionales ; déclarations de M. François Mitterrand sur le droit à la différence ; création des postes nécessaires ; habilitations des licences d'études bretonnes et celtiques à Brest ; enseignement de la langue et de la culture corse dans le premier degré ; délégation d'itinérants et de conseillers pédagogiques ; décentralisation culturelle [10 novembre 1981] (p. 3458).

DOUSSET (Maurice)

Député de l'Eure-et-Loir,
(3e *circonscription*)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier l'article L. 251-3 du code de l'aviation civile relatif à l'extension de la compétence de l'Aéroport de Paris de 50 à 100 kilomètres (n° 345) [8 octobre 1981] (p. 1646).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Départements et territoires d'outre-mer) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 251-3 du code de l'aviation civile relatif à l'extension de la compétence de l'**aéroport de Paris** de 50 à 100 kilomètres (n° 345) [17 septembre 1981].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome IV : **Départements et territoires d'outre-mer (n° 475)** [16 octobre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 29 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'**orientation du commerce et de l'artisanat (n° 626)** [17 décembre 1981].

Proposition de loi tendant à octroyer de nouvelles **garanties aux petites et moyennes entreprises** en cas de **défaillance du « donneur d'ordres » (n° 627)** [17 décembre 1981].

Proposition de loi tendant à réglementer le **cumul d'une pension de vieillesse**, versée aux fonctionnaires, et **d'une rémunération d'activité (n° 628)** [17 décembre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 et le décret n° 67-1120 du 22 décembre 1967 relatifs aux organes de la **prévention et du traitement des difficultés des entreprises (n° 629)** [17 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement ;

— **Travail noir** : craint que l'abaissement du temps de travail ne conduise au développement du travail noir ; conséquences sur les finances publiques [2 décembre 1981] (p. 4354).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **art. 1er** : son amendement n° 1 rectifié (non-imposition des revenus exceptionnels fictifs) : rejeté [16 juillet 1981] (p. 182).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Première lecture, discussion des articles : **art. 2** : soutient l'amendement n° 13 de M. Claude Wolff [16 septembre 1981] (p. 1121).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier** : nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 8** : nomination par le Gouvernement de douze des membres des nouveaux conseils d'administration des sociétés industrielles nationalisables ; représentation des consommateurs et des cadres [17 octobre 1981] (p. 2041) ; soutient l'amendement n° 8 de M. Charles Fèvre ; nécessité que les dirigeants des entreprises nationales se consacrent entièrement à leurs

fonctions ; protection de la démocratie [18 octobre 1981] (p. 2047) ; soutient l'amendement n° 9 de M. Charles Fèvre (p. 2049) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 35 :** hâte du ministre chargé des relations avec le Parlement [24 octobre 1981] (p. 2515).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, discussion générale : injustices contenues dans le projet de loi de finances à l'égard des familles ; plafonnement du quotient familial ; système correctif des charges qu'entraîne pour les familles le fait d'avoir des enfants ; évolution vers une suppression progressive de ce système ; absence d'indexation prévue au plafonnement [27 octobre 1981] (p. 2629) ; impôt-chômage et impôt sur la fortune : indépendance de l'importance de la taille de la famille ; atteinte à la notion de patrimoine familial (p. 2630) ; effets du plafonnement du quotient familial (p. 2634).

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : conclusions du rapporteur non suivies par la commission de la production et des échanges ; auto-suffisance alimentaire ; échanges extérieurs déficitaires ; attirance des demandeurs d'emplois vers le secteur public ; faiblesse du marché local [5 novembre 1981] (p. 3193) ; aide spécifique à l'investissement industriel ; création de zones économiques au large des D. O. M.-T. O. M. : développement des ressources de la mer ; hydrocarbures et nodules polymétalliques ; aquaculture ; utilisation des énergies nouvelles ; tourisme ; développement de l'irrigation ; diversification de l'agriculture ; remise en cause par des minorités des liens avec la France (p. 3194).

DOUYERE (Raymond)

Député de la Sarthe
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Services du Premier ministre : Fonction publique) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 28 : Services du Premier ministre : **Fonction publique (n° 470)** [15 octobre 1981].

QUESTIONS

orale sans débat (n° 32) : posée le 30 septembre 1981 : **matériels ferroviaires (entreprises ; Sarthe)** (p. 1427) ; appelée le 2 octobre 1981 : **entreprise de matériel ferroviaire Carel et Fouché** (p. 1475).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : économies d'énergie ; sensibilisation de la population aux économies d'énergie par une information au niveau scolaire ; créations d'agences départementales de l'énergie ; lancement d'un emprunt de 10 milliards de francs renouvelé chaque année pendant cinq ans [7 octobre 1981] (p. 1593).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 18 :** taxe sur le fuel lourd : substitution du charbon [3 novembre 1981] (p. 3005) ; indexation de la T. I. P. P. ; prix des carburants et gaspillage (p. 3006).

Deuxième partie :

Education nationale. *Discussion générale :* titularisation progressive des maîtres auxiliaires ; élargissement du recrutement en 1980 [10 novembre 1981] (p. 3458) ; situation dramatique des auxiliaires des centres d'information et d'orientation ; revalorisation indiciaire des enseignants dans le cadre de la refonte générale de la grille indiciaire de la fonction publique ; accélération et harmonisation des carrières ; amélioration des conditions de travail (p. 3459).

Fonction publique et réformes administratives. *Discussion générale,* rapporteur spécial : croissance et répartition des effectifs ; fonction publique locale ; répartition hiérarchique ; rémunérations de base et rémunérations annexes ; remise en ordre des rémunérations publiques ; grille indiciaire unique pour l'ensemble des fonctionnaires d'Etat et des collectivités territoriales ; revalorisation différenciée des rémunérations ; écarts dans la répartition des primes [13 novembre 1981] (p. 3606) ; augmentation de façon tendancieuse des chiffres relatifs au pourcentage des primes accordées aux catégories les moins favorisées ; accord salarial de 1981 ; poursuite de la mensualisation du paiement des pensions (p. 3607).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion générale : dépassement des crédits concernant les aides à l'exportation ; prêt de la caisse centrale de coopération économique et de la banque française du commerce extérieur ; coût des dispositifs destinés à favoriser les exportations ; stratégie du « tout exportation » ; absence d'une véritable politique industrielle ; endettement des pays en voie de développement ; fonctionnement des marchés internationaux de capitaux ; inflation mondiale ; recyclage des pétrodollars [7 décembre 1981] (p. 4451) ; capitaux flottants ; reprise économique (p. 4452).

Discussion des articles : **article 7 :** taux de recouvrement de l'impôt direct et de l'impôt sur les sociétés (p. 4460) ; **article 8 :** extension du privilège du Trésor aux majorations des droits et pénalités (p. 4466) ; **article 9 :** octroi d'un sursis de paiement ; établissement de la différence entre le contribuable de bonne foi et celui de mauvaise foi ; danger d'une mauvaise appréciation (p. 4467) ; **article 10 :** intérêts moratoires versés par l'Etat condamné à un dégrèvement au profit d'un contribuable ; intérêts moratoires au profit du trésor lorsque les impositions pour lesquelles un sursis de paiement a été obtenu ont donné lieu à une décision juridictionnelle défavorable au contribuable ; suppression des limitations prévues à l'article L. 209 du livre des procédures fiscales (p. 4470) ; **article 11 :** développement de la fraude fiscale à l'échelle internationale et européenne ; espace européen de lutte contre la fraude fiscale (p. 4470) ; **article 14 :** souhaite que MM. Edmond Alphandery, Emmanuel Hamel et Jacques Marette votent le texte du Gouvernement (p. 4477) ; *explications de vote :* action économique et sociale du Gouvernement ; lutte contre la fraude fiscale ; révision des hypothèses économiques ; concours en capital donnés aux entreprises nationales ; prise de participation majoritaire dans l'entreprise Matra ; actions sociales : indemnisation du chômage et actions en faveur des travailleurs immigrés ; augmentation du déficit budgétaire (p. 4486).

DREYFUS (Pierre)

Ministre de l'industrie

NOMINATIONS

Est nommé ministre de l'industrie (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Jean Jarosz : usine de la Ceraver à Tarbes [7 octobre 1981] (p. 1557).

— M. Emile Jourdan ; industrie textile : importations abusives ; programme d'action en faveur du textile ; reconquête du marché intérieur [7 octobre 1981] (p. 1558).

— M. Paul Balmigère : entreprise Carnaud à Béziers [7 octobre 1981] (p. 1558).

— **M. François Loncle : prix de l'acier ;** situation des entreprises sidérurgiques communautaires ; décision des pays membres de la C.E.C.A. ; hausse des prix de l'acier [28 octobre 1981] (p. 2662).

— **M. Alain Richard : transport d'électricité à très haute tension ;** schéma directeur du réseau de très haute tension à l'horizon 2000 ; information des populations [28 octobre 1981] (p. 2663) ; tracé de la ligne Méréolles-Remise traversant la région du Vexin français (p. 2664).

— **M. Jean-Paul Fuchs : industrie textile :** importance du secteur des industries textiles et de l'habillement [18 novembre 1981] (p. 3927).

— **M. Philippe Séguin : licenciement au groupe Boussac Saint frères :** situation de ce groupe [18 novembre 1981] (p. 3930) ; absence d'un plan de licenciement ; conditions (p. 3931).

— **M. Pierre-Bernard Cousté : accord multifibres :** problèmes liés à l'accord multifibres ; plafonds globaux d'importation vis-à-vis de tous les pays à bas prix de revient [18 novembre 1981] (p. 3932).

— **M. Alain Bocquet : statut de l'entreprise franco-belge Soferval ;** achèvement des programmations de modernisation de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. ; activités de l'entreprise Soferval ; études du secteur du matériel des transports ferroviaires [25 novembre 1981] (p. 4161).

— **Mme Annette Chépy-Léger : situation de la Société Armand Thierry-Sigrand :** mesures relatives aux charges sociales des industries textiles ; situation de la S.I.V.E.M., filiale d'Armand Thierry-Sigrand ; régression du marché du vêtement masculin ; sauvegarde de l'emploi [25 novembre 1981] (p. 4168).

— **MM. André Duroméa, Marc Massion et Pierre Bourguignon : entreprise de papier La Chapelle-Darblay :** programme d'ensemble de l'industrie papetière française ; handicap des deux usines normandes dû au manque d'investissements depuis dix ans [16 décembre 1981] (p. 4993).

— **M. Jean-Paul Desgranges : avenir de la production de matériel vidéo :** accord international signé par les groupes Thorn, de Grande-Bretagne, Telefunken de la République fédérale d'Allemagne et J.V.C. du Japon ; proposition faite à Thomson de participer à cette entreprise ; risque pour les parties prenantes européennes de perdre leur indépendance ; recherche d'une solution pour Thomson garantissant l'indépendance technologique ; bonne position de l'usine Thomson à Moulins pour la fabrication des nouveaux produits électroniques de grand public [16 décembre 1981] (p. 4997).

orales sans débat de :

— **M. Philippe Séguin (n° 6) : groupe Boussac Saint frères et industrie textile :** décisions du Gouvernement à l'égard du groupe Agache-Willot et de l'entreprise Boussac Saint frères [10 juillet 1981] (p. 97) : mesures ponctuelles immédiates envisagées par le Gouvernement ; négociations avec les professionnels et les organisations syndicales (p. 98).

— **M. Michel Couillet (n° 7) : agissements du groupe Willot et industrie textile :** groupe Rhône-Poulenc nationalisable ; éviter une détérioration supplémentaire de l'emploi [10 juillet 1981] (p. 99).

— **M. Bruno Vennin (n° 14) : industrie de la machine-outil :** régie Renault ; entreprise Liné ; élaboration d'un plan en faveur de l'industrie de la machine-outil ; rôle de l'Etat et des entreprises publiques [10 juillet 1981] (p. 100).

— **M. Pierre Bourguignon (n° 36) : groupe papetier Chapelle-Darblay :** situation de l'industrie papetière [9 octobre 1981] (p. 1662) ; réflexion concernant l'ensemble du secteur (p. 1663).

— **M. Antoine Gissinger (n° 2) : liaison fluviale Nord-Méditerranée :** crédits nécessaires aux acquisitions foncières prévues au budget 1982 [9 octobre 1981] (p. 1664).

— **M. Christian Nucci (n° 87) : avenir de l'atelier P. V. C. de Roussillon :** déficit important mais maintien en fonctionnement de cet atelier [4 décembre 1981] (p. 4410).

— **M. Jean Lacombe (n° 88) : restructurations industrielles dans la région sétoise :** C. O. F. A. Z. et K. E. R. ; nécessité d'une restructuration de la C. O. F. A. Z. ; réforme profonde envisagée pour la K. E. R. ; relations constantes entre les services du ministère de l'industrie et les industriels concernés [4 décembre 1981] (p. 4412).

— **M. Pierre-Bernard Cousté (n° 67) : industrie des tubes pour la télévision en couleur :** importance des importations japonaises [4 décembre 1981] (p. 4412) ; impossibilité de mettre en place des mesures nationales de limitation des importations, incompatibles avec le Traité de Rome ; action des autorités du Gouvernement français auprès des autorités japonaises ; soutien du Gouvernement français apporté aux producteurs nationaux (p. 4413).

— **M. Michel Barnier (n° 75) : Pechiney-Ugine-Kuhlmann :** problèmes spécifiques de l'usine « Ugine Acier » en Savoie [4 décembre 1981] (p. 4414) ; élaboration d'une véritable politique de modernisation de la sidérurgie française (p. 4415).

— **M. Emile Koehl (n° 91) : usine de la cellulose de Strasbourg :** non-aboutissement des négociations pour trouver un partenaire industriel à la Cellulose de Strasbourg ; effort conjoint du ministère de l'industrie et du ministère de l'économie et des finances en vue d'obtenir la prolongation d'un an du mandat de la société d'exploitation [4 décembre 1981] (p. 4415).

— **M. Jean-Claude Bois (n° 93) : production française de fils et câbles d'acier :** action du Gouvernement sur plusieurs plans : restauration du niveau de compétitivité de la sidérurgie française ; lutte contre la concurrence déloyale (Espagne) [4 décembre 1981] (p. 4416) ; resserrement des liens entre les acheteurs publics et les fournisseurs français (p. 4417).

— **M. Michel Inchauspé (n° 109) : industrie de la chaussure et de l'espadrille :** augmentation de la production nationale depuis 1976 ; concurrence de la Chine populaire ; non-respect de l'accord d'auto-limitation ; demande du Gouvernement français à la C. E. E. visant à contingenter les espadrilles [18 décembre 1981] (p. 5150-5151).

— **M. Vincent Porelli (n° 105) : politique nucléaire civile :** renforcement du contrôle public sur la filière nucléaire ; terme anticipé mis à la licence liant Westinghouse et Framatome [18 décembre 1981] (p. 5151).

— **M. Maurice Sergheraert (n° 110) :** donne communication de la réponse de Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture [18 décembre 1981] (p. 5152, 5153).

INTERVENTIONS

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : développement des productions nationales ; renforcement des techniques de pointe ; diversification des approvisionnements pétroliers [6 octobre 1981] (p. 1508).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) :**

Première lecture, discussion générale : nécessité pour la France d'avoir une sidérurgie forte, inventive, compétitive, moderne et adaptée à ses besoins ; situation actuelle de cette industrie ; insuffisance de l'intervention de l'Etat ; insuffisance dans la gestion et dans la coordination des stratégies des entreprises ; dégradation rapide des résultats dès l'entrée dans la crise ; pertes financières ; contrôle par l'Etat des entreprises sidérurgiques Usinor et Sacilor ; objectifs industriels des nouvelles firmes sidérurgiques nationales ; situation du marché mondial de l'acier ; sidérurgie des pays en voie de développement, sidérurgie européenne, japonaise, américaine [8 octobre 1981] (p. 1611) ; croissance des besoins intérieurs ; produits nouveaux faisant appel à des quantités réduites d'acier ; concurrence des matériaux nouveaux ; évolution accélérée des techniques ; nécessité pour la sidérurgie d'adapter ses structures, de développer ses capacités d'innovation, de proposer des produits de qualité accrue ; atouts de la sidérurgie française : savoir-faire des travailleurs ; qualité de certaines installations ; ressources en fer sur le sol national malgré la faible teneur des minerais ; problème de la compétitivité des mines lorraines ; mission d'étude Audibert ; technologie française de haut niveau ; désorganisation du marché européen ; mesures prises dans le cadre communautaire : redressement des prix ; produits plats ; produits longs ; filières électriques ; besoins accrus liés à la relance de l'activité économique ; situation dans les aciers spéciaux ; défi technologique lancé par les sidérurgies concurrentes ; nécessité de l'intensification de la recherche et du progrès technique ; amélioration des procédés de production ;

accroissement des moyens des instituts de recherches de la sidérurgie ; nécessité de préserver une structure de concurrence ; autonomie des deux groupes Usinor et Sacilor ; convention des entreprises avec l'Etat ; cohérence des stratégies des deux sociétés : comité de coordination ; instauration d'un nouveau type de relations entre les organisations représentatives du personnel et les organes dirigeants des sociétés (p. 1612) ; élaboration de plans par les entreprises sidérurgiques nationales ; concertation avec les travailleurs, les organisations syndicales et les élus ; étude des conséquences sociales et régionales des choix industriels ; respect des accords communautaires ; contrôle par l'Etat de l'évolution des mines de fer ; filiales des grands groupes sidérurgiques ; problème des charges indues pesant sur les mines ; valorisation des ressources du sous-sol ; développement de la recherche ; répond aux différents orateurs (p. 1638, 1639).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion des articles : **avant la titre I^er^ :** reconstruction de l'industrie avec la nationalisation [15 octobre 1981] (p. 1847) ; dynamisation des groupes nationalisables ; nouveau comportement à l'égard des P.M.I. ; nouvelle politique sociale (p. 1848) ; **titre I^er^ :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1^er^ ;** Renault (p. 1861-1862) ; nationalisation à 100 p. 100 des sociétés mères ; gestion des sociétés nationales (p. 1871) ; **article 2 :** s'oppose à la création d'un institut de participation industrielle gérant les participations majoritaires de l'Etat [16 octobre 1981] (p. 1946) ; **après l'article 2 :** s'oppose à la nécessité de l'approbation par le Parlement des actes ou accords ayant pour objet de faire entrer une société dans le secteur public (p. 1951) ; **après l'article 3 :** s'oppose à ce que les personnels des sociétés contrôlées par les cinq sociétés industrielles nationalisables décident du rattachement de leurs entreprises au secteur public [17 octobre 1981] (p. 1971) ; **article 10 :** nomination des présidents de conseil d'administration (convention passée entre l'entreprise nationale et les pouvoirs de tutelle) ; fonctionnement des filiales [19 octobre 1981] (p. 2170) ; nomination du président du conseil d'administration (p. 2172) ; gestion des entreprises nationalisées (p. 2173) ; contrôle de la Cour des comptes sur les sociétés nationalisées (p. 2175).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et énergie. *Discussion générale :* renouveau de l'industrie [14 novembre 1981] (p. 3736) ; aide en trésorerie aux entreprises ; encouragement aux P.M.I. ; plans sectoriels : filière bois, jouet, cuir, textile, habillement et machine-outil ; trente-quatre milliards de francs d'aide à l'industrie ; soutien aux industries de pointe ; nouveau « plan composants » ; recherche en informatique et en automatique ; meilleure diffusion des technologies avancées (p. 3737) ; assainissement des secteurs traditionnels ; programme de développement de l'industrie de la machine-outil et de la robotique industrielle ; politique de qualité et de sécurité industrielle ; décentralisation de l'institut national de la propriété industrielle ; utilisation rationnelle de l'énergie ; soutien à la production nationale (p. 3738) ; politique d'indépendance dans le domaine des matières premières ; « plan métaux » et « programme nodules » ; renforcement des directions interdépartementales de l'industrie ; création au ministère d'une direction générale des stratégies industrielles ; utilisation des crédits d'aide à l'industrie ; rôle d' « entraîneur » du nouveau secteur public (p. 3739) ; projet de loi sur la cession des sociétés du secteur public (p. 3749) ; rôle du ministère de l'industrie ; situation du textile ; sidérurgie lorraine ; aides aux P.M.I. ; difficultés de l'industrie automobile ; autonomie de gestion des groupes nationalisés dans le cadre du plan (p. 3762).

DROUIN (René)

Député de la Moselle
(3^e^ *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [*J. O.* du 30 juillet 1981] (p. 2092).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 30 septembre 1981] (p. 2669).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 29 octobre 1981] (p. 2966).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 29 octobre 1981] (p. 2966).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de **loi de finances rectificative pour 1981** (n° 385) **(n° 447)** [2 octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1981 (n° 481)** [28 octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le **projet de loi de finances rectificative pour 1981** (n° 478) **(n° 490)** [4 novembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de **loi de finances rectificative pour 1981** (n° 544) rejeté par le Sénat en nouvelle et deuxième lecture **(n° 548)** [12 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : inondations dans la vallée de l'Orne (Moselle) : fonds de secours national ; enquête technique sur les causes et les circonstances ayant pu aggraver ces inondations [21 octobre 1981] (p. 2265).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).**

Première lecture, discussion des articles : **article 19 :** révocation du juge Bidalou et de l'inspecteur de police Jean-Louis Breton [29 juillet 1981] (p. 516) ; indépendance de la magistrature ; réintégration des fonctionnaires amnistiés (p. 517).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : nationalisation de plusieurs groupes industriels et de la sidérurgie ; reconquête du marché intérieur ; politique de l'emploi ; table ronde en vue de la préparation d'une loi d'organisation de la sidérurgie ; situation des régions sidérurgiques ; monactivité ; emprise des patrons de la sidérurgie sur la région ; cités ouvrières ; conditions de vie et conditions de travail des mineurs ; plans successifs de restructuration de la sidérurgie : départs à Dunkerque et à Fos, licenciements, fermeture de mines et d'usines ; cas de l'usine de Moyeuvre-Grande ; désertification ; conséquences pour les finances locales de la fin du paternalisme [8 octobre 1981] (p. 1606) ; vote de la population lorraine ; nouvelle politique industrielle de développement régional ; rivalité coûteuse des groupes sidérurgiques ; absence de souci de rationalisation géographique : circulation de produits entre usines éloignées ; exemple d'Usinor ; refus de réaliser une véritable intégration de la sidérurgie avec les secteurs en amont et en aval ; erreurs techniques et manque de vue d'ensemble : remplacement ponctuel d'unités de production ; absence de création d'usines intégrées ; rôle de l'institut de recherches de la sidérurgie française ; aides financières de l'Etat sans contrepartie en faveur de restructurations industrielles ; souci du Gouvernement actuel de tirer les conséquences d'une situation déjà créée ; dispositions du projet de loi : conversion en actions des prêts à caractéristiques spéciales consentis par le F. D. E. S. aux sociétés Usinor, Sacilor-Sollac ; insuffisance de l'opération réalisée en 1978 ; sauvetage industriel et politique de modernisation ; souci d'indépendance nationale (p. 1607) ; disparition des sociétés dites de jumelage ; entrée dans le secteur public des filiales contrôlées majo-

ritairement par Usinor et Sacilor ; problème des minerais de fer lorrain ; mission Audibert sur la valorisation de l'exploitation et de l'utilisation du minerai de fer français ; maintien de l'autonomie des deux sociétés nationalisées ; création d'un comité de coordination entre les deux groupes ; plan intérimaire de deux ans ; aménagement du territoire ; innovations ; concurrence internationale ; renforcement de la qualification professionnelle ; nécessité d'un effort d'intégration : constitution d'une filière acier ; politique sociale ; modification des conditions de travail et reconnaissance de droits nouveaux aux salariés : cinquième équipe, réduction de la durée hebdomadaire du travail, reprise de l'embauche de jeunes travailleurs, freinage de la croissance de l'âge moyen des salariés de la sidérurgie ; unification des statuts des personnels ; représentants élus des travailleurs au conseil d'administration des entreprises nationalisées ; extension des droits syndicaux et des prérogatives des représentants du personnel (p. 1608) ; conditions de fonctionnement de la commission spéciale (p. 1618).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** retire son amendement n° 18 (tendant à prévoir que le Gouvernement déposera sur le bureau de l'Assemblée un rapport rendant compte de l'exécution des autorisations financières prévues par les articles 1er à 3 de la présente loi) (p. 1642).

Commission mixte paritaire, discussion générale, rapporteur : aide de l'Etat aux sociétés Usinor et Sacilor ; nationalisations de la sidérurgie ; plan industriel [29 octobre 1981] (p. 2733).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : rétablissement du projet de loi dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et par la commission mixte paritaire [4 novembre 1981] (p. 3107).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (tendant à rétablir l'article 1er dans sa rédaction initiale) : adopté ; **article 2 :** son amendement n° 2 (rétablissement de l'article 2 dans sa rédaction initiale) : adopté ; **article 3 :** son amendement n° 3 (rétablissement de l'article 3 dans sa rédaction initiale) : adopté ; **article 4 :** son amendement n° 4 (rétablissement de l'article 4 dans la rédaction initiale) : adopté (p. 3108).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur : urgence d'un plan industriel réclamé par l'opposition ; échec des plans de restructuration sidérurgique entre 1971 et 1979 ; disparition d'industries sous-traitantes ; dilapidation des deniers publics dans l'industrie sidérurgique pendant le précédent septennat ; mise sur pied d'une filière acier viable ; négociations sur la mise en place de la cinquième équipe et de la semaine de trente-cinq heures [18 novembre 1981] (p. 3937) ; répond aux attaques qui lui ont été adressées par M. Jean-Louis Masson (p. 3941).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).**

Première lecture, discussion générale : donne communication de l'intervention de M. Jean-Louis Dumont [17 décembre 1981] (p. 5101, 5102).

DUBEDOUT (Hubert)

Député de l'Isère
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale : son intervention sur la question préalable de M. Olivier Guichard ; précipitation dans l'élaboration et l'examen du projet de loi ; taxe professionnelle ; référendum de 1969 ; tutelle financière ; réforme régionale de 1972 [27 juillet 1981] (p. 336) ; fondement du mouvement associatif ; participation des administrés (p. 337).

DUCOLONE (Guy)

Député des Hauts-de-Seine
(11e circonscription)
Communiste
Vice-président de l'Assemblée nationale

Elu le 21 juin 1981

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [16 juillet 1981] (p. 187).

Prête serment [29 juillet 1981] (p. 476).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie [*J.O.* du 31 juillet 1981] (p. 2103).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Justice : administration centrale et services judiciaires) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Bocquet et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970 dite loi « anti-casseurs » (n° 200) [24 septembre 1981] (p. 1338) ; remplacé par M. Philippe Marchand [19 novembre 1981] (p. 4066).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à interdire l'apologie du nazisme (n° 201) [24 septembre 1981] (p. 1338).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à interdire l'apologie du **nazisme (n° 201)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à ce qu'en matière de **protection sociale** chacun bénéficie de plein droit des dispositions plus favorables contenues dans les lois promulguées et publiées postérieurement à la date d'entrée en jouissance des prestations **(n° 207)** [22 juillet 1981].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450). — Tome I : **Justice** : administration centrale et services judiciaires **(n° 474)** [16 octobre 1981].

Proposition de loi tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'**élection des conseillers généraux (n° 636)** [17 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **non-réintégration de délégués syndicaux** : licenciement de syndicalistes chez Thomson-C.S.F. à Malakoff ; refus de réintégration de la part de la direction de l'usine de la S.N.I.A.S., à Saint-Nazaire [21 octobre 1981] (p. 2258) ;

— **revendications des personnels ouvriers de l'assistance publique** [9 décembre 1981] (p. 4564).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président de l'Assemblée nationale.

— **Répond aux rappels au règlement** de M. Robert-André Vivien : 1° lors de la discussion de l'article 7 du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [16 juillet 1981] (p. 212) ; 2° lors de la discussion de l'article 9 de ce projet de loi : non-nécessité de réunion de la commission pour les amendements de conséquence [17 juillet 1981] (p. 218).

— **Déclare** close la session de droit ouverte en application de l'article 12 de la Constitution [16 juillet 1981] (p. 215).

— **Déclare** ouverte la session extraordinaire [17 juillet 1981] (p. 216).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon lors de la discussion du projet de loi portant amnistie [29 juillet 1981] (p. 512).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Roland Beix lors de la discussion du projet de loi portant amnistie [29 juillet 1981] (p. 512).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Philippe Séguin lors du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [31 juillet 1981] (p. 600).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Philippe Séguin : rectification du procès-verbal de la séance [1er août 1981] (p. 676).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Michel Debré : régime des questions orales en période de session extraordinaire (p. 677).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Alain Richard : motif d'une demande de suspension de séance (p. 681).

— **S'oppose à la demande de suspension de séance** formulée par M. Charles Millon [9 septembre 1981] (p. 833).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Emmanuel Aubert : déroulement du débat [9 septembre 1981] (p. 872).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : mise aux voix des amendements [11 septembre 1981] (p. 975).

— Ses observations sur le fait personnel de M. Robert-André Vivien [11 septembre 1981] (p. 998).

— **Répond au rappel au règlement** de M. François d'Aubert : propos tenus par le rapporteur du projet de loi sur les nationalisations à l'encontre des membres de l'opposition [2 octobre 1981] (p. 1484).

— **Donne acte** à M. Jacques Marette de sa mise au point au sujet d'un incident de séance qui l'avait opposé à M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation [9 octobre 1981] (p. 1668).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Charles Millon (organisation du débat sur les nationalisations) [16 octobre 1981] (p. 1914).

— **Répond au rappel au règlement** de M. André Lajoinie (déroulement du débat sur les nationalisations) (p. 1916).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Michel Noir (organisation du débat sur les nationalisations) (p. 1916).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe (organisation du débat sur les nationalisations) p. 1916).

— Ses observations sur la discussion des amendements (projet de loi de nationalisation) [16 octobre 1981] (p. 1917-1918).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Michel Noir : organisation du débat, application de l'article 100 du règlement [16 octobre 1981] (p. 1940).

— **Répond aux rappels au règlement** de M. Michel Noir et de M. Pierre Joxe (fixation de l'ordre du jour ; séance de l'Assemblée durant les réunions du comité central ou de comité directeur des partis) [17 octobre 1981] (p. 1966).

— **Son souhait** que les débats conservent toute la sérénité nécessaire [17 octobre 1981] (p. 1967).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Charles Millon ; réserve d'un certain nombre d'articles et discussion du projet de loi de nationalisation [18 octobre 1981] (p. 2062).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Michel Noir (boissons servies en séance) [19 octobre 1981] (p. 2150).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Charles Millon (attaque personnelle ; rappel à l'ordre) [19 octobre 1981] (p. 2169).

— Recevabilité des amendements [19 octobre 1981] (p. 2173).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon (modification d'un amendement en séance par un sous-amendement verbal) [31 octobre 1981] (p. 2906).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Guy Branger : distribution aux députés des bleus budgétaires et du compte rendu analytique [3 novembre 1981] (p. 3024).

— **Refuse** de transférer à M. Gilbert Gantier le temps de parole de M. Robert-André Vivien sur l'article 22 de la première partie du projet de loi de finances pour 1982 [3 novembre 1981] (p. 3038).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Claude Labbé : communiqué de l'Elysée regrettant la mise en cause de M. Roger Frey ; demande de convocation du bureau formulée par M. Claude Labbé [4 novembre 1981] (p. 3089) ; avis du Président de la République ne visant pas le bureau de l'Assemblée nationale ; informe les parlementaires de la décision du président de l'Assemblée de ne pas réunir le bureau (p. 3090).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* temps de parole des rapporteurs [9 novembre 1981] (p. 3425).

— **Répond aux rappels au règlement** de M. Michel Barnier : travaux en commission et discussion sur la loi d'habilitation autorisant le Gouvernement à prendre des mesures d'ordre social [11 décembre 1981] (p. 4676).

— **Projet de loi relatif aux droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** sort de l'amendement n° 327 de M. Edmond Garcin [15 décembre 1981] (p. 4905).

Ses observations sur le travail accompli par le Sénat, lors de la discussion de la deuxième lecture du projet de loi relatif aux droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des départements d'outre-mer [19 décembre 1981] (p. 5279).

En qualité de député.

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement et débat sur cette déclaration (n° 11).**

Explications de vote : vote favorable du groupe communiste ; désir de changement manifesté aux élections présidentielles et législatives ; bilan du septennat de M. Giscard d'Estaing ; chômage ; nouvelle citoyenneté ; droits des travailleurs ; priorité accordée au logement social ; rôle du Parlement [9 juillet 1981] (p. 85).

— **Projet de loi relatif à la Cour de cassation (n° 116).**

Première lecture, discussion des articles : **art. 1er : rappel au règlement :** utilisation du scrutin public par l'opposition [22 juillet 1981] (p. 272).

Explications de vote : vote positif du groupe communiste (p. 276).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **art. 1er :** statut des D. O. M. [28 juillet 1981] (p. 410) ; **art. 3 :** ses observations favorables à l'amendement n° 307 de la commission des finances relatif à la réduction du délai de saisine ; **article 21 :** ambiguïté du dernier alinéa de l'article 21 [1er août 1981] (p. 727) ; caractère dangereux de l'amendement n° 494 de M. Philippe Séguin ; rattachement de la gestion des commissaires de la République au Premier ministre (p. 730) ; retire l'amendement n° 240 de M. Parfait Jans (p. 735) ; **article 23 :** convocation à la demande d'un tiers des membres du conseil général sur un ordre du jour précis [2 août 1981] (p. 755) ; **article 42 :** soutient les amendements n° 242 et n° 243 de M. Edmond Garcin (p. 787) ; volonté d'obstruction de l'opposition (p. 788).

Première lecture, discussion des articles : **article 45 :** s'oppose à l'amendement n° 106 de M. François Grussenmeyer ; atteinte à la souveraineté nationale [9 septembre 1981] (p. 849) ; **article 48 :** favorable à l'amendement n° 79 du Gouvernement ; participation de la région au capital des sociétés de développement régional [10 septembre 1981] (p. 902) ; **article 50 :** son sous-amendement n° 396 à l'amendement n° 138 de la commission (convocation du conseil régional par un tiers de ses membres) (p. 929, 930) : adopté (p. 931) ; **article 56 :** inamovibilité des magistrats de la chambre régionale des comptes [11 septembre 1981] (p. 961).

Seconde délibération : **après l'article 47 :** favorable à l'amendement n° 1 du gouvernement ; composition des comités économiques et sociaux (p. 1017).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 50 :** son sous-amendement n° 329 à l'amendement n° 138 de la commission (suppression de la limitation de la durée des sessions extraordinaires du conseil régional) : retiré ; son sous-amen-

dement n° 330 à l'amendement n° 138 de la commission (suppression de la possibilité pour le conseil régional de déléguer des attributions au bureau) : retiré [19 décembre 1981] (p. 5309).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion générale : bilan du précédent septennat en ce qui concerne les libertés [29 juillet 1981] (p. 483) ; amnistie des sanctions prononcées contre les travailleurs par les patrons ; libertés syndicales ; règlement intérieur ; réintégration ; problème des fonctionnaires (reconstitution de carrière, interventions des organismes paritaires) ; recours par le patronat à « l'arme juridique » (p. 484) ; liberté de la presse ; affaire Hersant ; reversement du « trop perçu » ; poursuites engagées contre certains clubs sportifs (p. 485).

Discussion des articles : **article 2 :** ses amendements n° 12 et n° 1 (rédactionnels) : adoptés (p. 493) ; **après l'article 12 :** son amendement n° 2 (amnistie de faits ayant donné lieu à des sanctions disciplinaires dans les entreprises privées) : retiré ; son sous-amendement n° 48 à l'amendement n° 27 de la commission (réintégration des représentants du personnel ou des délégués syndicaux y compris si le motif essentiel de leur licenciement était économique, personnel ou disciplinaire) : rejeté ; son sous-amendement n° 49 rectifié à l'amendement n° 27 de la commission (contestations relatives à l'amnistie et détermination de la compétence juridictionnelle) : rejeté ; ses amendements n° 3 et n° 4 (réintégration des représentants du personnel ou des délégués syndicaux) : retirés (p. 511) ; **article 13 :** son amendement n° 5 (réintégration dans l'établissement universitaire ou scolaire de l'amnistié) : rejeté (p. 512) ; **article 19 :** son amendement n° 7 (procédure de réintégration ; commission paritaire) : retiré (p. 517) ; **article 24 :** son sous-amendement n° 61 à l'amendement n° 32 de la commission (exclusion des infractions à l'ordonnance de 1944 sur l'organisation de la presse française) : retiré (p. 525).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** organisation des débats [17 septembre 1981] (p. 1152).

Discussion des articles : **art. 1er :** s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Charles Millon [18 septembre 1981] (p. 1209, 1210).

Explications de vote : vote favorable du groupe communiste (p. 1222).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** possibilité d'abus ; risque de chantage de Gouvernements étrangers sur le Gouvernement français ; application de la loi de 1936 [29 septembre 1981] (p. 1364).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Jean-Claude Gaudin.

Bilan du précédent septennat ; étude économique autour de la recherche de profit maximum ; besoins des firmes multinationales [12 octobre 1981] (p. 1691) ; précarité de l'emploi ; augmentation des prix ; déséquilibre de la balance commerciale ; réduction du pouvoir d'achat des allocations familiales ; baisse des revenus des exploitants familiaux agricoles ; inégalité devant la maladie, les accidents, l'école et l'accès à la culture ; secteurs en déclin ; diminution des crédits du budget de l'Etat pour les équipements collectifs ; accentuation des déséquilibres régionaux ; réduction de la production nationale ; dévaluation, héritage du précédent gouvernement ; politique de renoncement ou de sous-traitance ; récession économique ; taux d'intérêt élevés ; découragement du développement national des investissements productifs ; nationalisations ; primauté de l'intérêt national sur l'intérêt monopoliste ; VIIIe Plan ; fermetures d'entreprises ; taux de pénétration sur le marché intérieur ; nouvelle croissance économique (p. 1692) ; mesures de relance économique contenues dans le projet de budget ; blocage des prix des services et de certains produits alimentaires ; contrôle de la formation des prix industriels ; mesures contre la fuite des capitaux à l'étranger ; les profits excessifs et la spéculation immobilière ; imposition des fortunes et du capital ; conditions de la lutte contre l'inflation ; relance de la consommation populaire ; maintien du pouvoir d'achat des salaires ; lutte contre les inégalités sociales, les profits spéculatifs et les restructurations sauvage (p. 1693) ; absence des députés de l'U. D. F. (p. 1698).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** déroulement du débat ; prolongation du débat par l'opposition [14 octobre 1981] (p. 1801).

Discussion des articles : **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **après l'article 12 :** direction de la banque industrielle et mobilière conseillant à ses salariés de rejoindre l'association créée par ses clients [20 octobre 1981] (p. 2213) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 21 précédemment réservé :** désignation des administrateurs salariés [22 octobre 1981] (p. 2340) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 28 précédemment réservé : son rappel au règlement :** application de l'article 57 du règlement par la présidence [23 octobre 1981] (p. 2429).

— Fait personnel : injure proférée à son adresse par M. Gilbert Gantier le qualifiant de maurrassien [23 octobre 1981] (p. 2433).

— Répond au fait personnel de M. Gilbert Gantier ; anciennes activités professionnelles de celui-ci [28 octobre 1981] (p. 2684).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 17 :** système du bénéfice mondial : forme d'évasion fiscale [3 novembre 1981] (p. 2996) ; **après l'article 18 :** exonération de la T.I.P.P. pour les chauffeurs de taxi ; premier amendement du groupe communiste dans les années 1950 (p. 3019).

Deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* utilisation et augmentation de la contribution payée par les employeurs pour participer à l'effort de construction [12 novembre 1981] (p. 3561).

Justice. — *Discussion générale :* rapporteur pour avis : insuffisance des crédits portant sur l'administration centrale et les services judiciaires ; volonté de penser la justice comme un service public national ; remboursement aux collectivités locales des dépenses qu'elles supportent jusqu'à présent ; facilité d'accès à la justice ; augmentation du plafond des ressources donnant droit à l'aide judiciaire ; nécessité de porter le plafond pour l'aide totale au niveau du S.M.I.C. ; aide sous forme de subventions ; revalorisation de l'indemnité perçue par les avocats ; participation de l'Etat aux dépenses de formation des jeunes avocats ; disparition des lignes budgétaires relatives aux « bois de justice » et à la Cour de sûreté de l'Etat ; poursuites de l'évolution engagée par la disparition des tribunaux permanents des forces armées et par l'abrogation des lois dites « anti-casseurs » et « sécurité et liberté » ; réforme du code pénal ; nécessité de rendre la justice plus humaine ; limitation de l'incarcération préventive ; réduction du nombre des courtes peines ; amélioration des conditions d'emprisonnement [12 novembre 1981] (p. 3585) ; insuffisance des créations d'emplois ; « l'asphyxie judiciaire » ; indemnité dite de « copie de pièces » (p. 3586).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* sécurité des Français ; police ; communauté arménienne en France ; petite délinquance ; commissariat de quartier et hôtel de police ; îlotage ; gendarmerie mobile [17 novembre 1981] (p. 3852) ; personnels administratifs de la police (p. 3853).

— Son rappel au règlement : caractère anti-national de l'évasion des capitaux : lutte contre l'évasion des capitaux [18 novembre 1981] (p. 3937).

— Conclusions du rapport n° 559 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Alain Bocquet tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970, dite loi « anti-casseur » n° 200 ; 2° de M. Lionel Jospin tendant à l'abrogation des articles 314 et 184, alinéa 3, du code pénal et à la modification de l'article 108, alinéa 2, résultant de la loi « anti-casseurs » n° 351.

Discussion générale : nécessité d'abroger la loi anti-casseurs ; proposition de loi du groupe communiste ; protestation populaire lors du vote de la loi anti-casseurs ; atteinte au droit de manifestation et de réunion ; rappel de l'utilisation anti-syndicale de la loi du 8 juin 1970 lors de la manifestation du 23 mars 1979 pour défendre la sidérurgie [25 novembre 1981] (p. 4188) ; interdiction des manifestations dans les centres des villes ; abrogation de la loi sécurité et liberté et réforme du code pénal ; retour au droit commun ; extension des libertés (p. 4189).

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 18 (tendant à supprimer l'article 2) : retiré [26 novembre 1981] (p. 4222) ; **après l'article 3 :** son sous-amendement n° 21 à l'amendement n° 8 de la commission (hausse de la redevance des logements-foyers limitée à 80 p. 100 de la variation de l'indice du coût de la construction) (p. 4229) ; rejeté (p. 4230) ; **après l'article 5 :** son amendement n° 22 rectifié (abrogation du décret du 18 septembre 1980 relatif aux charges locatives) ; retiré (p. 4232).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er : alinéa 1er** amendements fantaisistes de l'opposition ; technique de retardement [9 décembre 1981] (p. 4572) ; **alinéa 2 à 5 :** niveaux de la négociation sur la durée de travail ; défense de certains intérêts particuliers par l'amendement n° 108 de M. Jacques Barrot (p. 4581) ; réduction de la durée du travail : compensation salariale (p. 4583) ; travail de nuit ; repos hebdomadaire pour les femmes et les jeunes (p. 4597) ; **alinéa 7 :** reprend l'amendement n° 6 de la commission ; perversité de la généralisation du travail temporaire ; interdiction de son usage pour des emplois présentant un caractère permanent [10 décembre 1981] (p. 4614) ; amendements reprenant les théories du C. N. P. F. ; retire l'amendement n° 6 précédemment repris (p. 4616) ; **alinéa 8 :** droits acquis des salariés en préretraite (p. 4630).

— Son rappel au règlement : événements de Pologne ; décision du groupe communiste de ne pas prendre part au vote sur une suspension ou une levée de séance [14 décembre 1981] (p. 4842).

— Conclusions du rapport (n° 402) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur les activités du Service d'action civique (S. A. C.) et pour déterminer les complicités dont il a pu bénéficier à tous les niveaux (n° 238).

Première lecture, discussion de l'article unique : son amendement n° 1 (augmentation du nombre de membres de la commission d'enquête) ; souci de donner à chaque groupe de L'Assemblée le droit d'avoir une représentation aux travaux de la commission [17 décembre 1981] (p. 5124) ; insuffisance de la représentation communiste dans le projet initial ; amendement n° 1 rejeté (p. 5125).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat (n° 468).

Première lecture, discussion générale : désencombrement du Conseil d'Etat ; augmentation du nombre de recours ; allongement des délais de jugement ; rappel de la réforme de 1953 ; recrutement à titre temporaire de référendaires au tour extérieur [17 décembre 1981] (p. 5131) ; limitation de la période de nomination des référendaires ; indépendance des référendaires (p. 5132).

Discussion de l'article unique : **article 3 de l'ordonnance du 31 juillet 1945 :** durée des fonctions des référendaires (p. 5135) ; composition de la commission chargée de les nommer (p. 5136).

DUFOIX (Georgina)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de la solidarité nationale, chargé de la famille

Secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé de la solidarité nationale, chargé de la famille

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de la solidarité nationale, chargé de la famille : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé de la solidarité nationale, chargé de la famille (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J.O.* du 24 juin 1981] (p. 1787).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Jean Falala : allocation de rentrée scolaire : défauts de l'allocation de rentrée scolaire [14 octobre 1981] (p. 1782) ; préférence du Gouvernement pour une revalorisation des allocations familiales et des allocations logement (p. 1783).

— Mme Nelly Commergnat : prestations familiales : difficultés liées aux prestations sous condition de ressources ; redistribution des revenus par le biais de l'impôt ; simplification et revalorisation de l'allocation familiale [14 octobre 1981] (p. 1785-1786).

— Mme Marie-Josèphe Sublet : difficultés financières des services de travailleuses familiales : augmentation des plafonds de prestations pour ces services [2 décembre 1981] (p. 4352).

— M. Francisque Perrut : politique familiale : politique en faveur des familles nombreuses ; aides aux familles de un ou deux enfants [2 décembre 1981] (p. 4354) ; conférence annuelle des familles (p. 4355).

REPONSES AUX QUESTIONS

orales sans débat de :

— Mme Muguette Jacquaint (n° 47) : allocation-logement : possibilité pour le propriétaire de faire opposition sur l'allocation-logement ; dispositif d'aide aux familles rencontrant des difficultés temporaires pour le paiement de leurs loyers ; allocation mensuelle accordée dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance ; intervention de la commission départementale d'aide sociale [16 octobre 1981] (p. 1906).

— M. Michel Barnier (n° 42) : protection sociale des moniteurs de ski : rattachement des moniteurs au régime des travailleurs non salariés ; caractère saisonnier de la profession ; augmentation de la cotisation minimale ; assurance vieillesse et régime privé de prévoyance [16 octobre 1981] (p. 1907) ; position des syndicats sur le régime complémentaire (p. 1908).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité nationale. — *Discussion générale :* politique familiale ; augmentation des prestations familiales ; leur simplification ; augmentation de l'allocation-logement ; politique des équipements en crèches, haltes-garderies et services collectifs de voisinage [10 novembre 1981] (p. 3524) ; dépôt prochain d'un projet de loi d'orientation de la politique familiale ; dimension démographique de la politique familiale ; moyens de la politique familiale ; allégement de la part de dépenses de fonctionnement des équipements supportés par les collectivités locales ; augmentation des crédits destinés aux centres sociaux, à l'action sociale en faveur des jeunes travailleurs, aux maisons familiales de vacances ; aide aux enfants les plus défavorisés ; développement des actions de prévention (p. 3525) ; allocation au dernier enfant ; régime des prestations familiales des départements d'outre-mer ; harmonisation du régime des départements et territoires d'outre-mer avec celui de la métropole ; versements de l'Etat à la caisse nationale d'allocations familiales ; importance de la politique de la contraception ; étude de la prise en charge par la sécurité sociale du coût de l'interruption volontaire de grossesse (p. 3526).

Répond à la question de :

— *Mme Marie-Josèphe Sublet :* rôle des travailleuses familiales et des aides ménagères ; intervention financière des pouvoirs publics ; négociations en cours entre les D. D. A. S. S. et les fédérations des travailleuses familiales (p. 3530) ;

— *Mme Muguette Jacquaint :* étude du principe de la prise en charge du coût de l'I.V.G. par la sécurité sociale ; développement de l'information relative à la contraception (p. 3531).

DUMAS (Roland)

Député de Dordogne
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre du conseil d'administration de la bibliothèque nationale [*J. O.* du 25 novembre 1981] (p. 3206).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 63 corrigé (rédactionnel) : non soutenu [29 juillet 1981] (p. 494).

DUMONT (Jean-Louis)

Député de la Meuse
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 28 juillet 1981] (p. 2079).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Anciens combattants) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 29 octobre 1981] (p. 2966).

Membre du conseil supérieur de la coopération [*J. O.* du 20 novembre 1981] (p. 3164).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3425).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [*J. O.* du 22 décembre 1981] (p. 3482).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 [*J. O.* du 24 décembre 1981] (p. 3506).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe 3 : **Anciens combattants (n° 470)** [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 11 :** son sous-amendement n° 402 à l'amendement n° 109 de la commission (augmentation d'une demi-part du quotient familial pour les titulaires de la carte de combattant âgés de plus de soixante-quinze ans bénéficiant de revenus n'excédant pas la limite supérieure de la sixième tranche du barème de l'impôt sur le revenu) : adopté [31 octobre 1981] (p. 2899).

Deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : solidarité envers les anciens combattants [9 novembre 1981] (p. 3407) ; entente entre les peuples ; 8 mai ; application du rapport constant ; mise en place d'une commission historique pour la paix ; attribution d'un contingent exceptionnel de légions d'honneur aux anciens combattants de 1914-1918 ; retard des pensions des anciens combattants et victimes de guerre ; nouvelle étape de rattrapage en 1982 ; action sociale ; centres d'appareillage ; anciens d'Afrique du Nord ; patriotes résistants à l'occupation et patriotes réfractaires et insoumis (p. 3408) ; avis favorable de la commission des finances (p. 3409) ; rapport Constant (p. 3414).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion générale : fait part des observations de M. Jacques Floch [9 décembre 1981] (p. 4544).

— **Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).**

Première lecture, discussion générale : difficultés de l'industrie sidérurgique et situation économique de la Lorraine ; crise des grands centres ; situation de l'emploi dans la Meuse ; nécessité d'un désenclavement routier et ferroviaire ; relance économique en fonction des spécificités régionales et départementales ; développement de la filière Bois ; développement de l'artisanat ; réduction des inégalités régionales [12 décembre 1981] (p. 4731) ; s'oppose à la motion de renvoi en commission de M. Emmanuel Hamel ; politique pour l'emploi ; redressement par la solidarité nationale ; adaptation de l'appareil de production ; réformes de structures ; analyse de la situation économique ; travaux des commissions parlementaires sur le plan intérimaire ; avis du Conseil économique et social (p. 4748).

Discussion des articles : **article 1er :** financement du secteur public (p. 4753) ; son amendement n° 28 rectifié (politique de normalisation conçue dans une stratégie de service public) (p. 4758) ; normalisation dans les transactions commerciales et la consommation ; politique de qualité des produits et des services de consommation ; politique d'information ; analyse des besoins de l'ensemble des partenaires au plan macro-économique comme au plan micro-économique ; équilibre des stratégies ; production et distribution face à la consommation : propositions de création d'une délégation interministérielle à la normalisation et d'une agence nationale de normalisation ; sens de l'A.F.N.O.R. ; impératifs de la réglementation européenne (p. 4759) ; amendement n° 28 rectifié adopté (p. 4760) ; formation professionnelle et avenir des jeunes (p. 4784) ; détermination de la capacité de production électrique ; prise en compte des exportations à partir de la production électrique ; prise en compte des exportations à partir de la production d'ori-

gine nucléaire (p. 4798, 4799) ; médecine libérale ; consultation personnalisée en secteur public dans les hôpitaux ; absence de justifications pour le maintien d'un secteur hospitalier privé (p. 4816).

Explications de vote : esprit planificateur ; solidarité nationale ; partage du travail ; besoins sociaux et culturels ; stratégie pour l'emploi (p. 4833).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

— Première lecture, discussion générale : nouvelle organisation économique du secteur agricole ; politique incitatrice à l'installation des jeunes agriculteurs ; revenus agricoles ; tendance à une diminution de la population active agricole [17 décembre 1981] (p. 5101) ; désertification du secteur rural ; accès au foncier ; intervention des S.A.F.E.R. ; statut du fermage ; prise en compte des problèmes spécifiques des zones de montagne ; conférence annuelle agricole ; travaux de remembrement et hydrauliques ; investissements en matériel ; rapport de la Cour des comptes ; objectif de relance ; budgétisation du service des haras ; situation des éleveurs de chevaux ; gestion interprofessionnelle du marché ; déficit des échanges pour la viande de cheval ; secteur agro-alimentaire ; situation du département de la Meuse (p. 5102).

DUPILET (Dominique)

Député du Pas-de-Calais
(6e circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 465), sur l'exploration et l'exploitation des **ressources minérales des grands fonds marins (n° 557** [19 novembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* mode de financement des écoles d'apprentissage maritime [9 novembre 1981] (p. 3403).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins (n° 465).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : élargissement des possibilités d'approvisionnement mondial en matières premières ; géophysique des nodules polymétalliques [24 novembre 1981] (p. 4139) ; Centre national d'exploitation des océans ; réserves en métaux des nodules polymétalliques : nickel, cuivre, cobalt, manganèse ; évolution du cours mondial des métaux ; degré de dépendance de la France en matières premières ; intensification du programme français de recherche ; consortiums multinationaux ; constitution de l'Afernod ; travaux de prospection ; zones de droit exclusif d'exploitation ; localisation de ces zones dans le Pacifique Nord ; tests de faisabilité et essai d'un véhicule de ramassage ; troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer ; principe fondamental selon lequel les fonds marins sont le « patrimoine commun de l'humanité » ; conclusion d'un accord international ; législation unilatérale des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne ; permis exclusif d'exploitation ; négociations pour la reconnaissance des sites revendiqués par chaque Etat ; caractère transitoire de la loi ; création d'une redevance sur les produits extraits au profit des pays les plus pauvres ; aide publique au tiers monde ; création d'un compte spécial du Trésor ; inspiration du code minier pour les autorisations d'exploitation et d'exploration (p. 4140) ; monopole pour les navires et aéronefs français du transport entre le territoire français et les installations mises en place au-dessus des fonds marins ; obligation des titulaires de permis de respecter le milieu marin (p. 4141).

Discussion des artilces : **article 2 :** limitation du champ d'application du projet aux seules ressources minières (p. 4149) ; **article 7 :** engagement des titulaires de permis d'exploitation sur un programme minimal de production ; durée de validité de chaque titre ; spéculation sur les titres ; impératifs d'approvisionnement et contexte international, possibilité pour les sociétés françaises de faire les investissements nécessaires avant le début de l'exploitation ; programme de recherche français ; passation des accords de réciprocité (p. 4150) ; **après l'article 16 :** inutilité de l'incorporation des dispositions de la loi au code minier ; signature d'accords de réciprocité ; possibilité technique d'exploiter les fonds marins limitée à quatre consortiums internationaux et à l'association française Afernod ; attente d'une convention internationale (p. 4154).

DUPRAT (Jean)

Député des Hautes-Pyrénées
(2e circonscription)
Apparenté socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. François Abadie, nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 2 août 1981] p. 2121).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 10 septembre 1981] p. 2429).

DUPUY (Lydie)

Dépût du Gers
(2e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. André Cellard nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

QUESTIONS

au Gouvernement : location de terres par les S.A.F.E.R. : nécessité de donner aux S.A.F.E.R. la possibilité de louer des terres aux jeunes agriculteurs [28 octobre 1981] (p. 2663).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie : **relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement,** *discussion générale :* politique de la France à l'égard des pays du tiers monde ; sommet de Cancun ; politique de solidarité ; message lancé par M. François Mitterrand dans son discours de Mexico aux « combattants de la liberté » ; Salvador ; internationalisme humaniste de M. François Mitterrand opposé à la « loi du plus fort » du président Ronald Reagan ; prise en compte de la dimension culturelle [19 novembre 1981] (p. 3988).

— Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **Titre Ier, article 1er,** son amendement n° 21 (rédactionnel) [2 décembre 1981] (p. 4366) ; retiré (p. 4367).

DURAFFOUR (Paul)

Député de Saône-et-Loire
(2e *circonscription*)
Apparenté socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [16 juillet 1981] (p. 187).

Prête serment [29 juillet 1981] (p. 476).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 108) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Représentant titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J. O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

Membre de la commission « *ad hoc* » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 608) [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3423).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 108) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de **Sri Lanka** sur **l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 574)** [26 novembre 1981].

DURAND (Adrien)

Député de la Lozère
(1re *circonscription*)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

DURBEC (Guy)

Député du Var
(3e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DURIEUX (Jean-Paul)

Député de Meurthe-et-Moselle
(7e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 30 septembre 1981] (p. 2669).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 29 octobre 1981] (p. 2966).

Membre de la commission « *ad hoc* » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 608) [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3423).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).**

Première lecture, discussion générale : soutien des travailleurs et de l'ensemble de la population des bassins sidérurgiques à la politique du Gouvernement ; définition d'une ambition pour l'acier français ; droits des travailleurs de la sidérurgie ; nécessité de mise en œuvre d'une politique d'ensemble dans le secteur sidérurgique ; coordination d'actions menées par Usinor et Sacilor ; promotion d'un développement équilibré des produits longs et des produits plats ; investissements en faveur d'ensembles cohérents ; nécessité de développer la recherche en s'appuyant sur l'I. R. S. I. D. et sur les services de recherches à l'usine ; prise en compte des équilibres régionaux [8 octobre 1981] (p. 1620).

Explications de vote : nouvelle stratégie de la filière acier ; développement de la recherche et de l'innovation ; modernisation de l'outil de production ; définition de nouveaux droits pour les travailleurs ; vote du groupe socialiste en faveur du projet de loi (p. 1644).

DUROMEA (André)

Député de la Seine-Maritime
(7e *circonscription*)
Communiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [*J. O* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Mer) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier les articles 4 *bis* et 6 de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 tels qu'ils résultent de la loi n° 79-5 du 2 janvier 1979 sur la **pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 218)** [22 juillet 1981].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450). — Tome XI : **Mer (n° 475)** [16 octobre 1981].

Proposition de loi tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'**élection des conseillers régionaux (n° 637)** [17 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : entreprise de papier La Chapelle-Darblay : étude d'une entreprise scandinave en vue du rachat de cette entreprise ; recherche de solutions de rechange [16 décembre 1981] (p. 4993).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** soutient l'amendement n° 18 de M. Jean-Jacques Barthe [16 septembre 1981] (p. 1117).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, érigeant en commune l'ensemble urbain du Vaudreuil (n° 315).

Première lecture, discussion générale : choix anti-démocratique des prédédents gouvernements ; dévitalisation des régions industrielles ; nouveau statut des villes nouvelles [22 septembre 1981] (p. 1253, 1254).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 27 :** son sous-amendement n° 324 à l'amendement n° 127 de la commission (maintien de la durée d'exonération des contributions foncières pour des immeubles relevant de l'accession à la propriété) [4 novembre 1981] (p. 3110) ; rejeté (p. 3113).

Deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : création du ministère de la mer ; renforcement des effectifs de la sécurité maritime ; action de protection et d'aménagement du littoral ; *Amoco Cadiz ;* ports maritimes ; insuffisance des crédits d'entretien ; évasion de trafic ; gestion des ports ; plan de consolidation et d'expansion de la flotte ; renforcement de la Compagnie générale maritime par des dotations en capital ; industrie de la construction navale ; pêche et cultures maritimes ; quotas ; démocratisation du fonds d'intervention et d'orientation des marchés [9 novembre 1981] (p. 3391) ; enseignement et apprentissage maritime ; decalage du salaire forfaitaire par rapport au salaire réel : rapport Dufour ; avis favorable de la commission (p. 3392).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins (n° 465).

Première lecture, discussion générale : approvisionnement en matières premières ; travaux de prospection de l'Afernod ; zones exploitables en haute mer internationale ; résolution des Nations unies sur le « patrimoine commun de l'humanité » ; principes détournés par de grandes sociétés capitalistes internationales ; nécessité d'une entreprise nationale française [24 novembre 1981] (p. 4142) ; période d'attente d'une législation internationale ; lois unilatérales promulguées par les Etats-Unis, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ; exploitation des gisements ; institution d'une redevance sur les produits extraits ; chômage ; réduction des inégalités par la relance de l'économie (p. 4143).

DUROURE (Roger)

Député des Landes
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [24 juillet 1981] (p. 288).

Membre du comité de contrôle du fonds forestier national [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Membre titulaire du conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2752).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 9 :** son amendement n° 495 (tendant à compléter la référence à l'article 793 du code général des impôts dans l'article 9 du projet de loi) [30 octobre 1981] (p. 2844) : adopté (p. 2845) ; son amendement n° 494 (application des dispositions de l'article 793 1 à 3 du code général des impôts à l'impôt sur les grandes fortunes lorsque les parts détenues dans les groupements forestiers sont représentatives d'apports constitués par des biens mentionnés au 3e paragraphe) : adopté (p. 2846).

DURR (André)

Député du Bas-Rhin
(3e circonscription)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 35). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [9 septembre 1981] (p. 882).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 85 (tendant à prévoir que les constructions nouvelles à usage d'habitation achevées après le 1er janvier 1982 sont exclues de l'assiette de l'impôt sur la fortune) : rejeté [29 octobre 1981] (p. 2743) ; **après l'article 13 :** son amendement n° 182 (régime fiscal des gérants de S.A.R.L., des gérants de sociétés en commandite par actions et des associés en nom des sociétés de personnes et des membres des sociétés en participation ; taxe spéciale sur les huiles végétales importées) [2 novembre 1981] (p. 2940) ; rejeté (p. 2941).

Deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. *Discussion générale :* création d'emplois ; sort des personnels ; perte de pouvoir d'achat sur les primes et indemnités [7 novembre 1981] (p. 3317).

Education nationale. *Discussion générale : questions :* taxe professionnelle dans les départements de l'Est ; création d'un fonds de compensation à l'échelle nationale sur les recettes de cette taxe ; dégradation du patrimoine de l'éducation nationale et du parc des machines [10 novembre 1981] (p. 3470. 3471).

Intérieur et décentralisation. *Discussion générale :* sécurité publique et sécurité civile ; sapeurs-pompiers [17 novembre 1981] (p. 3856).

DURUPT (Job)

Député de Meurthe-et-Moselle
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat portant validation d'inscriptions d'étudiants dans les unités pédagogiques d'architecture (n° 615) [17 décembre 1981] (p. 5144).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 615), portant validation **d'inscription d'étudiants dans les unités pédagogiques d'architecture (n° 621)** [17 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie : **environnement.** *Discussion générale :* étude d'impact ; enquête publique [10 novembre 1981] (p. 3494) ; contrôle de la réalité des nuisances ; augmentation des moyens accordés aux organismes de contrôle et aux associations œuvrant pour la protection de l'environnement ; diffusion obligatoire des documents d'étude ; contrôle de l'indépendance du maître d'œuvre chargé de l'étude d'impact (p. 3495).

— Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 484).

Première lecture, discussion générale : mission de conseil des C. A. U. E. ; insuffisance de leurs moyens en matériel et en personnel ; pouvoirs des élus, dans le cadre de la décentralisation, au niveau des choix urbanistiques ; indépendance des C. A. U. E. vis-à-vis des rouages administratifs ; refonte des procédures [26 novembre 1981] (p. 4240).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant validation d'inscriptions d'étudiants dans les unités pédagogiques d'architecture (n° 615).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : suspension des dispositions du décret du 8 mars 1978 fixant le régime des études conduisant aux diplômes d'architecte diplômé ; absence d'une réforme globale de l'enseignement de l'architecture ; mouvement de protestation contre le système du quota ; liste complémentaire hors quota ; système de sélection ; distinction entre étudiants reçus dans le cadre du quota et étudiants autorisés à s'inscrire en sus du quota ; validation d'inscriptions d'étudiants étrangers [17 décembre 1981] (p. 5127) ; cas des étudiants désirant bénéficier d'une quatrième inscription au D. E. U. G. ; effectif des architectes diplômés ; nécessité de doter le secteur de l'enseignement de nouveaux textes répondant aux exigences de la réalité dans le cadre d'une réforme de l'architecture ; définition pour l'ensemble des unités pédagogiques d'architecture d'un minimum commun de connaissances ; nécessité d'engager une vaste concertation ; statistiques sur le nombre des étudiants en architecture (p. 5128).

DUTARD (Lucien)

Député de la Dordogne
(4e circonscription)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).

Première lecture, explications de vote : vote favorable du groupe communiste [30 juillet 1981] (p. 585).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **après l'article 10 :** soutient l'amendement n° 131 de Mme Colette Gœuriot ; extension de la gestion tripartite aux filiales et sous-filiales ; papeterie de Condat en Dordogne [19 octobre 1981] (p. 2175).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 14 :** plafonnement des rémunérations, indemnités et allocations des dirigeants d'entreprise admises en déduction des résultats imposables ; conversion de bénéfices en salaires versés aux dirigeants ; connaissance et limitation de l'éventail des revenus [2 novembre 1981] (p. 2975).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. *Discussion générale :* connaissance statistique du secteur du commerce et de l'artisanat [5 novembre 1981] (p. 3176) ; assiette des charges sociales ; fermeture hebdomadaire obligatoire ; protection sociale ; statut des conjoints ; règles de concurrence ; situation des concessionnaires et gérants libres de stations-service ; vote favorable du groupe communiste (p. 3177).

Agriculture, B. A. P. S. A. *Discussion générale : questions :* formation professionnelle agricole ; rattachement de l'enseignement agricole au ministère de l'éducation nationale [6 novembre 1981] (p. 3285) ; fonds d'amortissement des charges d'électrification (p. 3286).

Education nationale. *Discussion générale :* développement des enseignements d'initiation artistique [9 novembre 1981] (p. 3455).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Discussion générale : choix par les communistes d'une agriculture familiale à responsabilité personnelle ; installation des jeunes ; formation ; statut des maisons familiales rurales ; apprentissage à la conduite de l'exploitation ; dispositions relatives au foncier ; sécurité de l'exploitant ; prêts super-bonifiés ; développement des formules de location ; démocratisation des Safer départementales et régionales ; augmentation de la dotation des jeunes ; report d'impôts ; allégement de charges sociales ou de cautionnement ; aide au financement par un encouragement à la coopération et à l'agriculture de groupe ; retraite des agriculteurs ayant atteint soixante ans ; aide à l'habitat rural ; politique de prix rémunérateurs ; organisation de services de remplacement ; harmonisation de la protection sociale [16 décembre 1981] (p. 4972-4973).

E

EMMANUELLI (Henri)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer

Député des Landes
(3e circonscription)
Socialiste

Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1787).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Projet de loi portant **ratification des ordonnances** prises en application de la loi n° 79-1114 du 22 décembre 1979 autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures rendues nécessaires par la déclaration de **l'indépendance des Nouvelles-Hébrides (n° 309)** [8 septembre 1981].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Michel Debré : îles éparses de l'océan Indien :** souveraineté française ; revendications malgaches [7 octobre 1981] (p. 1559, 1560).

— **M. Roch Pidjot : situation en Nouvelle-Calédonie :** assassinat de M. Pierre Declercq ; mesures prises par le Gouvernement pour assurer la sécurité publique dans le territoire de Nouvelle-Calédonie [14 octobre 1981] (p. 1783).

— **M. Didier Julia : élections cantonales dans les départements d'outre-mer ;** caractéristiques spécifiques des départements d'outre-mer ; concertation ; adaptation de la loi de décentralisation aux D.O.M. ; revision de la carte cantonale [28 octobre 1981] (p. 2659).

— **M. Marcel Bigeard : insécurité des Français ;** évolution de la criminalité et de la délinquance ; envoi d'un groupe de travail composé de représentants de tous les ministères concernés à Lyon ; politique de recrutement [28 octobre 1981] (p. 2667).

— **M. Marcel Esdras : décentralisation dans les D.O.M. ;** adaptation de la loi sur la décentralisation aux départements d'outre-mer ; promotion de la région [28 octobre 1981] (p. 2667, 2668).

— **M. Jean Combasteil : prêts aux collectivités locales ;** suppression des tutelles spécifiques pesant sur les collectivités locales ; recours à l'emprunt ; effet des récentes mesures prises en matière de rémunération de l'épargne à court terme [28 octobre 1981] (p. 2670).

— **M. Philippe Marchand : meurtre d'un policier à Villeurbanne ;** chronologie des faits ; résultat de l'enquête ; plan d'alerte générale mis en œuvre dans l'agglomération lyonnaise ; sécurité des policiers [4 novembre 1981] (p. 3077).

— **M. Jean-Louis Goasduff : assignation à résidence de deux Basques à Ouessant ;** position du Gouvernement français à l'égard des Basques espagnols militants de l'E.T.A. ; assignation à résidence de deux Basques espagnols à Ouessant [4 novembre 1981] (p. 3086).

orales sans débat de :

— **M. Pierre-Charles Krieg (n° 74) : transformation des parkings souterrains en abris anti-atomiques :** poursuite par le ministère de l'intérieur du recensement des abris existants [27 novembre 1981] (p. 4259).

— **M. Guy Malandain (n° 83) : problèmes de l'industrie automobile française :** situation de l'industrie automobile française ; poids important de cette industrie au sein de l'économie française ; recul du marché dans les principaux pays industrialisés ; développement des petits modèles [27 novembre 1981] (p. 4261) ; coopération entre les deux groupes français ; maintien du taux de pénétration japonaise ; importance de l'offensive japonaise sur les marchés extérieurs (p. 4262).

— **M. Jacques Lafleur (n° 73) : société Le Nickel :** crise économique frappant le nickel en Nouvelle-Calédonie [27 novembre 1981] (p. 4263).

— **M. Michel Charzat (n° 80) : devenir de la Compagnie informatique C I I - Honeywell Bull :** contrôle de l'Etat assuré par la nationalisation du groupe Saint-Gobain, actionnaire majoritaire [27 novembre 1981] (p. 4264).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titre I^er^ et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale : application du projet de loi aux départements et territoires d'outre-mer ; modification des mentalités ; « fait colonial » ; transformation des préfets en commissaires de la République ; situation des communes des départements d'outre-mer ; non-extension du projet de loi aux communes des territoires d'outre-mer [27 juillet 1981] (p. 322) ; consultation de l'Assemblée territoriale requise pour modifier l'organisation des territoires d'outre-mer ; annonce d'un projet de loi spécifique abolissant la tutelle sur les communes des territoires d'outre-mer ; établissements publics régionaux d'outre-mer ; reconnaissance de la spécificité de l'outre-mer par des projets de loi à venir ; concertation avec les élus (p. 323).

Discussion des articles : **art. 1^er^ :** ses observations sur les dispositions de l'amendement n° 288 du Gouvernement relatif aux D.O.M. [28 juillet 1981] (p. 410).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 30 :** délégation de vote au conseil général ; projet de loi portant statut des élus [19 décembre 1981] (p. 5252) ; **article 34 :** intervention économique des départements ; coordination avec les Codefi (p. 5257) ; s'oppose au sous-amendement n° 439 de M. Olivier Guichard prévoyant l'avis des ministres de l'économie et du Plan pour l'aide aux entreprises en difficulté par le département ; notion de défaillance de l'entreprise privée (p. 5258) ; **article 36 :** son sous-amendement n° 576 à l'amendement n° 64 de la commission (arrêté des comptes départementaux) (p. 5259) ; adopté (p. 5260) ; **article 39 :** nouvelle forme de tutelle introduite par la possibilité donnée au comptable de demander la production de pièces (p. 5261).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* actions transférées au budget d'autres ministères ; effort d'investissement ; accroissement supérieur à 20 p. 100 de l'ensemble des dépenses consacrées aux D.O.M. ; relance des forces productives locales ; développement du secteur de l'artisanat et des entreprises de petite et moyenne taille ; réforme de l'aide à l'investissement [5 novembre 1981] (p. 3213) ; industrie sucrière et culture de la banane ; usine du Lareinty ; complément d'aide pour les petits et moyens planteurs ; création d'une structure interprofessionnelle pour l'activité sucrière ; diversification des cultures ; sylviculture ; exploitation de la mer ; utilisation d'énergies renouvelables ; réorientation du tourisme ; négociations à propos du fret aérien ; remise en ordre du secteur des transports maritimes (p. 3214) ; effort de justice du Gouvernement ; nouvelle politique de formation professionnelle ; généralisation progressive de la protection sociale ; politique des précédents gouvernements ; suppression de la condition d'activité pour le versement des prestations familiales ; maintien des chantiers de développement ; programme de création d'emplois d'initiative locale ; résorption de l'habitat insalubre ; prise en compte du créole dans l'enseignement du français (p. 3215) ; problème culturel de l'outre-mer ; festival d'art du Pacifique ; adaptation de la décentralisation à la spécificité des départements d'outre-mer (p. 3216) ; assemblée unique ; réformes profondes en Nouvelle-Calédonie ; Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 3217) ; revision du statut de la Polynésie française ; liens de solidarité existant avec les D.O.M.-T.O.M. (p. 3218). I. — **Section commune.** *Examen des crédits :* **Etat B :** organisation de la migration ; racisme (p. 3218) ; accès des plus défavorisés aux transports (p. 3219).

Troisième lecture, discussion générale : constitution de sociétés d'usufruit : abus de droit [19 décembre 1981] (p. 5235) ; danger de la confusion entre la pratique de la fraude fiscale et l'exercice de la liberté (p. 5237).

ESCUTIA (Manuel)

Député de Paris
(28^e^ *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

QUESTIONS

orale sans débat (n° 61) posée le 20 octobre 1981 : **Imprimeries (entreprises : Paris)** (p. 2247).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. *Discussion générale :* nécessité de substituer à la notion d'assistance la notion de droit ; indemnisation partielle des biens ; nécessité de l'indemnisation des personnes par la reconnaissance du travail effectué outre-mer ; importance dans l'aide aux rapatriés du fonds national de solidarité ; nécessité de reconnaître leur activité avant le rapatriement ; projet de loi relatif à l'aménagement de prêts de réinstallation [18 novembre 1981] (p. 3915).

— Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).

Première lecture, discussion générale : écart entre les promesses et la réalité sous les précédents gouvernements ; accord des associations de rapatriés aux mesures prises par le Gouvernement actuel [2 décembre 1981] (p. 4363).

Discussion des articles : **titre Ier, article 8 :** son amendement n° 26 (poursuite de l'activité professionnelle) : adopté (p. 4371).

ESDRAS (Marcel)

Député de la Guadeloupe
(3e circonscription)
Apparenté U. D. F.

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).
Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 35). Rejet des requêtes, décision du Conseil constitutionnel [15 juillet 1981] (p. 154) [12 octobre 1981] (p. 1705).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

QUESTIONS

au Gouvernement : — décentralisation dans les D.O.M. : maintien du statut départemental dans les D.O.M. ; institution d'un conseil régional comme assemblée unique [28 octobre 1981] (p. 2667).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** spécificité des D.O.M. ; région mono-départementale ; difficultés économiques et sociales [28 juillet 1981] (p. 399) ; dispositions relatives aux D.O.M. (p. 411).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* situation de la Guadeloupe ; usine de Beaufort ; conteneurisation du transport bananier ; chute du tourisme ; insuffisance des crédits du F.I.D.O.M. ; rénovation de la côte Sous-le-Vent ; principe de continuité territoriale ; attachement au statut départemental [5 novembre 1981] (p. 3205).

ESTIER (Claude)

Député de Paris
(25e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [*J.O.* du 30 juillet 1981] (p. 2092).

Président de cette délégation [*J.O.* du 4 septembre 1981] (p. 2374).

DEPOTS

Rapport d'information établi au nom de la **délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française,** instituée par l'article 4 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 **(n° 654)** [18 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Première lecture, discussion générale : contre la question préalable opposée par M. Alain Madelin ; mettre fin à la situation anarchique ; minimum de réglementation ; appétits financiers [24 septembre 1981] (p. 1294) ; « radio fric » ; fonds de péréquation des ressources publicitaires (p. 1295).

Explications de vote : vote favorable du parti socialiste ; comportement de l'ancienne majorité à l'égard des radios libres ; fonds de péréquation des ressources publicitaires (p. 1335-1366).

Deuxième lecture, explications de vote : prohibition du financement publicitaire ; fonds de péréquation des ressources publicitaires : vote favorable du groupe socialiste [30 septembre 1981] (p. 1387).

Fait personnel : proteste contre les propos tenus par M. Robert-André Vivien l'assimilant à un « nouveau Goebbels » [26 octobre 1981] (p. 2548).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* lente préparation de la réunion du Conseil européen devant se tenir à Londres ; dégradation de la Communauté européenne ; résultats obtenus au niveau de la politique agricole et dans le tiers monde ; insuffisances, dissensions internes et contradictions ; relance des politiques communautaires, réaménagement de la politique agricole ; problème de la contribution britannique ; mémorandum français relatif aux actions concrètes proposées dans le domaine de l'emploi ; développement de la communauté dans le domaine de l'énergie, de la recherche, de l'innovation, de la reconversion industrielle ; le problème crucial de l'existence de l'Europe sur la scène internationale ; coopération politique ; silence de la Communauté à la suite des déclarations du Président des Etats-Unis relatives à une guerre nucléaire limitée à l'Europe [19 novembre 1981] (p. 3984).

EVIN (Claude)

Député de la Loire-Atlantique
(6e circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

Président de cette commission [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 380) [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [*J.O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Président de cette commission [*J.O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Membre de la commission des comptes de la sécurité sociale [*J.O.* du 30 octobre 1981] (p. 2974).

Rapporteur pour avis du projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576) [3 décembre 1981] (p. 4404).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [*J.O.* du 23 décembre 1981] (p. 3494).

Président de cette commission [*J.O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 576) approuvant le **Plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 599)** [9 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **concours de l'armée pour la récolte de maïs** : difficultés de certains agriculteurs des Pays de la Loire ; prix demandé pour l'intervention d'appelés du contingent [21 octobre 1981] (p. 2264) ;

— **financement de la sécurité sociale** : consultations engagées avec les partenaires sociaux sur le financement et les structures de la sécurité sociale [4 novembre 1981] (p. 3079).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).

Première lecture, discussion générale : protestation contre les conditions d'examen du texte [30 juillet 1981] (p. 552).

Discussion des articles : **article 2** : ses observations sur les divers amendements visant à élargir le champ des dérogations au principe du prix unique (p. 571) ; **article 3** : nécessité de déterminer un point de départ précis et vérifiable du délai prévu à l'article 3 (p. 572) ; **article 8** : soutient l'amendement n° 4 de la commission des finances (application de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, à la poursuite et à la répression des infractions à la législation économique).

Explications de vote : association de la commission à l'élaboration des mesures techniques prévues par le Gouvernement (p. 584).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : nécessité de préciser certaines conditions d'organisation du scrutin afin de faciliter notamment la participation des étudiants [16 septembre 1981] (p. 1120) ; **titre** : soutient l'amendement de la commission (visant à modifier le titre du projet de loi) : adopté (p. 1127)

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Première lecture, discussion générale : travail de la commission des affaires culturelles [24 septembre 1981] (p. 1296).

Discussion des articles : **article 1er** ; *article 3-2 bis de la loi du 3 juillet 1972* : son sous-amendement à l'amendement n° 9 de la commission (avis de la commission chargée d'étudier les dérogations) (p. 1326) : adopté (p. 1328).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions du code du travail relatives à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 387).

Première lecture, discussion des articles : **article 3** : accepte l'amendement n° 13 du Gouvernement ; dépôt d'amendements en séance [29 septembre 1981] (p. 1351).

— **Sur le rappel au règlement** de M. François d'Aubert : retrait, par le rapporteur de la commission chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation, des propos qu'il avait formulés à l'égard de l'opposition ; suspension des travaux de la commission après le départ des commissaires de l'opposition [2 octobre 1981] (p. 1484).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **Titre II** : nationalisation des banques ; **après l'article 26** : désignation des orateurs : article 56, alinéa 3, du règlement [23 octobre 1981] (p. 2401) ; **article 30** : vote du groupe socialiste sur des amendements (p. 2448 et 2451).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Examen des crédits* : **après l'article 87** : est favorable au sous-amendement n° 123 de M. Santrot à l'amendement n° 122 relatif aux conditions d'intégration des vacataires dans le corps des assistants ; consultation des organisations syndicales [10 novembre 1981] (p. 3476).

Solidarité nationale. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis suppléant : accueil et insertion sociale en France des populations immigrées ; reconversion des crédits destinés à l' « aide au retour » en crédits destinés à financer les « contrats d'agglomérations » ; insertion des immigrés ; formation professionnelle et logement social ; effort de scolarisation adapté aux enfants immigrés ; préservation des liens entre les immigrés et leur culture d'origine ; lutte contre les employeurs de main-d'œuvre clandestine [10 novembre 1981] (p. 3507).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : indique au président qu'il souhaitait demander une suspension de séance pour réunir la commission avant le rappel au règlement de M. Philippe Séguin ; non-dépôt d'amendements par l'opposition lors de l'examen du texte en commission [9 décembre 1981] (p. 4551) ; manœuvre dilatoire de l'opposition (p. 4552).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert : application de l'article 40 de la Constitution dans la procédure de l'article 38 de la Constitution [9 décembre 1981] (p. 4568).

Discussion des articles : **article 1er** : **alinéa 1er** : dépôt d'amendements par l'opposition (p. 4572) ; **alinéas 2 à 5** : durée du travail ; non-exécution du programme de Blois (p. 4576) ; objectif des trente-cinq heures hebdomadaires en 1985 (p. 4584) ; remise en cause du travail du rapporteur par des membres de l'opposition (p. 4592) ; ses observations sur la discussion des amendements ; volonté d'obstruction de l'opposition (p. 4593) ; cinquième équipe pour le travail posté ; trente-cinq heures hebdomadaires pour les travaux pénibles (p. 4595) ; **article 1er** (*suite*). — **Alinéa 6** : prolongation du débat : manœuvre de l'opposition [10 décembre 1981] (p. 4606) ; **alinéa 7** : mise en cause par l'opposition du travail du rapporteur (p. 4620).

— Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : approche sociale et approche culturelle contenues dans le Plan ; terme de deux ans : variations structurelles et variations conjoncturelles ; absence de régionalisation du Plan intérimaire ; faiblesse du nombre de prévisions chiffrées et d'objectifs quantifiés ; création en deux ans de 400 000 à 500 000 emplois nouveaux [11 décembre 1981] (p. 4679) ; lutte contre les inégalités ; tableau de la solidarité et perspective du Plan intérimaire ; solidarité face au chômage et solidarité face à la protection sociale ; diminution de la durée du travail et abaissement de l'âge de la retraite ; actions sélectives en faveur de l'insertion des handicapés ; actions dans le domaine de la santé ; égalité de l'accès aux soins ; réduction de l'inégalité devant la culture ; moyens de renforcer la solidarité dans le pays ; définition des axes de la protection sociale ; répartition des responsabilités dans la gestion des régimes ; couverture sociale ; partage des charges financières ; limite de l'efficacité redistributive du système de protection sociale ; remise en cause des avantages particuliers de certains régimes spéciaux de retraite (p. 4630) ; définition de droits nouveaux pour les salariés dans les entreprises ; mise en place pour la sécurité sociale des nouveaux modes de gestion ; rapport Auroux sur les droits des travailleurs ; réforme du système éducatif (p. 4681) ;

— Son rappel au règlement : situation en Pologne ; arrestation de militants syndicaux du mouvement Solidarité [14 décembre 1981] (p. 4842).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 579).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : nécessité d'examiner les amendements les uns après les autres [14 décembre 1981] (p. 4853).

— Son rappel au règlement : solidarité du groupe socialiste avec le peuple polonais ; demande une suspension des travaux de l'Assemblée nationale afin de participer à la manifestation en faveur du peuple polonais [14 décembre 1981] (p. 4859).

F

FABIUS (Laurent)

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget

Député de la Seine-Maritime
(2e circonscription)
Socialiste

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3) [3 juillet 1981].

Projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1979 (n° 101)** [15 juillet 1981].

Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [23 septembre 1981].

Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) [2 octobre 1981].

Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561) [20 novembre 1981].

Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600) [9 décembre 1981].

Projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1980 (n° 652)** [18 décembre 1981].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Jean Proriol : dispositions budgétaires : intégration de l'indemnité spéciale de sujétion dans le calcul des droits à retraite pour les seuls fonctionnaires de police [18 novembre 1981] (p. 3927).

— M. Georges Mesmin : spéculation boursière : lutte contre la spéculation boursière ; compétence unique de la commission des opérations de bourse pour effectuer des enquêtes sur les opérations de bourse ; attitude du Gouvernement à l'égard de la fraude [18 novembre 1981] (p. 3928) ;

— M. Parfait Jans : évasion des capitaux : priorité absolue donnée au contrôle des mouvements de capitaux et au contrôle frontalier ; mission de contrôle des opérations réalisées par les établissements financiers ; renforcement des moyens d'action de la direction des douanes ; imprescriptibilité absolue du délit de détention d'avoirs à l'étranger [18 novembre 1981] (p. 3929) ;

— M. Joseph Pinard : campagne du C. N. P. F. contre la taxe professionnelle : caractère néfaste de la taxe professionnelle ; augmentation de la taxe professionnelle en 1981 ; campagne de protestations ; réexamen complet de la taxe professionnelle en 1982 [2 décembre 1981] (p. 4350) ;

— M. Claude Birraux : revendications des V. R. P. : engagement d'une concertation avec leurs représentants [9 décembre 1981] (p. 4563) ;

— M. Georges Tranchant : suppression des règlements au Trésor sous forme d'obligations cautionnées : coût de ces obligations pour la puissance publique [9 décembre 1981] (p. 4566) ; réaménagement entre les différents bénéficiaires et non suppression ; opérations de suppression intervenues en 1980 (p. 4567).

orales sans débat de :

— M. Robert de Caumont (n° 33) : équipement en zones de montagne, en remplacement de M. Jaeques Delors, ministre de l'économie et des finances : régulation des crédits d'équipement ; plan de relance Fourcade-Chirac ; conditions d'engagement des crédits ; nécessité pour le budget d'agir rapidement sur la conjoncture [2 octobre 1981] (p. 1472) ;

— M. Christian Nucci (n° 48) : politique de la S.E.I.T.A. : modification du statut résultant de la loi du 2 juillet 1980 ; situation des personnels menacés de la privatisation progressive de la société ; maintien des droits acquis qui avaient été menacés après juillet 1980 ; politique commerciale ; concertation ; planteurs de tabac et évolution des ventes de tabac brun ; reconversion ; aide de l'Etat [16 octobre 1981] (p. 1897) ;

— M. Parfait Jans (n° 94) : détaxe des carburants utilisés par les taxis : diversité de la profession de chauffeur de taxi ; bénéfice des dispositions nouvelles à l'ensemble de la profession ; volonté du Gouvernement de faire profiter la profession de chauffeurs de taxi du progrès social [4 décembre 1981] (p. 4426, 4427) ;

— M. Pierre Mauger (n° 98) : extension du fonds de compensation pour la T.V.A. aux organismes chargés de la gestion des marais : liste des bénéficiaires du fonds de compensation [11 décembre 1981] (p. 4668) ;

— **M. Antoine Gissinger (n° 96) : restructuration de la chimie industrielle :** nationalisation de Rhône-Poulenc, de Produits chimiques Ugine-Kuhlmann et de Saint-Gobain ; Office national industriel de l'azote ; Mines domaniales de potasse d'Alsace ; difficultés financières du secteur de la chimie ; Entreprise minière et chimique ; extraction et valorisation de la potasse ; intérêts de l'Alsace [11 décembre 1981] (p. 4669).

— **M. François Patriat (n° 99) : travail à temps partiel aux ministères de l'économie et du budget :** son opposition au recours à des personnels auxiliaires pour le remplacement des absences subséquentes au travail à temps partiel ; développement des brigades de renfort et recrutement d'agents titulaires [18 décembre 1981] (p. 5159).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion générale : priorité accordée à l'emploi ; solidarité dans la relance économique ; recul de la production industrielle en 1981 ; augmentation du chômage ; inflation ; pénétration des produits industriels étrangers sur le marché français ; crise internationale pétrolière et monétaire ; mauvaise gestion du Gouvernement Barre en matière d'emploi, d'inflation et de commerce extérieur [15 juillet 1981] (p. 119) ; « apurement du passé » ; mauvaise estimation du déficit prévisionnel pour 1981 ; revalorisation du S. M. I. C., des prestations familiales, de l'allocation logement, de l'allocation aux handicapés ; compensation par l'Etat d'une partie de l'augmentation du S. M. I. C. ; dispositions relatives à l'emploi ; reconduction et amélioration du pacte national pour l'emploi ; création d'emplois publics dans les hôpitaux et le secteur social, l'enseignement, les postes et télécommunications (p. 120) ; mesures en faveur des anciens combattants ; rapport constant ; mesures en faveur des agriculteurs ; dispositions fiscales ; déficit budgétaire financé par l'emprunt et sans dérapage monétaire ; perspectives économiques de 1981 en matière d'inflation, de P. I. B. et de chômage ; réforme fiscale ; plafonnement des avantages liés au quotient familial ; impôt déclaratif sur les grandes fortunes ; approbation, par le Gouvernement, de l'amendement de la commission des finances tendant à supprimer le régime fiscal privilégié des donations-partages (p. 121) ; simulation avant l'application de toute loi fiscale importante ; contact plus étroit avec le Parlement dans l'élaboration de la législation fiscale ; lutte contre la fraude fiscale ; coût économique et social du chômage (p. 122) ; répond à la question préalable de M. Philippe Mestre ; incertitude des prévisions (p. 136) ; répond aux divers orateurs ; F. D. E. S. et aide à l'emploi ; fonds national de solidarité ; revenu des agriculteurs ; chômeurs en fin de droits ; droit d'amendement ; fonds d'action conjoncturelle [16 juillet 1981] (p. 172 à 175).

Discussion des articles : **article 1er :** s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Serge Charles [16 juillet 1981] (p. 179) ; avoir fiscal (p. 180) ; principe de non-compensation des impôts et des créances sur l'Etat (p. 188) ; **après l'article 1er :** son sous-amendement à l'amendement n° 7 de la commission des finances portant le plancher d'exonération à 250 000 francs (p. 189) ; devenu le sous-amendement n° 69 du Gouvernement (abattement porté de 200 000 à 250 000 francs) : adopté (p. 194) ; **article 5 :** T. V. A. sur les hôtels de luxe (p. 205) ; **article 7 :** soutient le sous-amendement n° 63 à l'amendement n° 12 de la commission (maintien hors du champ d'application de la mesure les coques de plus de dix ans sans distinction entre moteur de plus ou de moins de dix ans) : adopté (p. 212) ; **article 8 :** négociations avec les représentants des chauffeurs de taxis (p. 214) ; s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Gilbert Gantier visant à supprimer l'article 8 majorant la taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 215) ; **article 9 :** soutient l'amendement de conséquence n° 70 du Gouvernement : adopté [17 juillet 1981] (p. 218) ; **article 11 :** soutient les amendements nos 57 et 58 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme destinées à la construction de logements sociaux dans les D. O. M.-T. O. M.) : adoptés (p. 224) ; **article 24 :** maintien du caractère non révisable des pensions tout en prévoyant qu'elles peuvent faire l'objet d'une revalorisation par décret (p. 229) ; **article 25 :** rapport Constant ; commémoration du 8 mai (p. 230) ; *seconde délibération du projet de loi :* **article 9 :** soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (de conséquence) : adopté (p. 231) ; **article 11 :** soutient les amendements de conséquence nos 2 et 3 du Gouvernement : adoptés ; **article 13 :** soutient l'amendement n° 4 de suppression du Gouvernement : adopté (p. 233).

Droit d'amendement ; non-recours au vote bloqué [17 juillet 1981] (p. 235).

Commission mixte paritaire, discussion des articles : **article 1er :** soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement (non-application de la majoration exceptionnelle sur l'impôt sur le revenu pour ce qui concerne les expropriations à la demande du contribuable) : adopté ; soutient l'amendement n° 2 rectifié du Gouvernement (majoration de l'abattement sur les donations-partages en faveur des handicapés) : adopté ; soutient l'amendement n° 3 du Gouvernement (de conséquence) ; adopté [29 juillet 1981] (p. 467).

Explications de vote : concertation entre le Gouvernement et les deux assemblées (p. 469) ; ses observations sur l'intervention des divers orateurs (p. 469, 470).

Deuxième lecture, discussion générale : rétablissement de l'abattement supplémentaire en faveur des handicapés par voie d'amendement gouvernemental [29 juillet 1981] (p. 529).

Discussion des articles : **article 1er bis A :** soutient l'amendement n° 20 du Gouvernement : adopté (p. 529) ; **article 1er ter :** soutient l'amendement n° 21 du Gouvernement (majoration de l'abattement en matière de donations-partages en faveur des handicapés) : adopté (p. 530) ; **article 9 et état A :** soutient l'amendement n° 22 corrigé du Gouvernement : adopté (p. 532).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).**

Première lecture, discussion générale : rappel des nationalisations de 1936 et de la Libération ; nécessité d'une nouvelle extension du secteur public ; entreprises publiques, élément décisif du développement économique et social : progrès technologiques, qualités des services offerts aux usagers et avancées sociales ; pouvoir des travailleurs dans l'entreprise, dimension autogestionnaire ; stratégie industrielle ; effets des nationalisations sur l'ensemble des sociétés ; secteur sidérurgique : illustration de l'incapacité du capitalisme privé à sortir de la crise ; scandale financier de l'aide de l'Etat à la sidérurgie ; énumération des prêts successifs consentis par l'Etat depuis 1978 [8 octobre 1981] (p. 1610) ; volonté de la France d'avoir une industrie sidérurgique vivante, moderne et forte ; défense de la vie des régions concernées ; nécessité pour Usinor et Sacilor de mener la vie industrielle et sociale normales de toute entreprise ; dégradation de la situation économique, industrielle, financière et sociale des deux groupes depuis 1971 ; intervention de l'Etat en 1978 ; prise de contrôle par l'Etat assurée par la conversion en actions des sociétés Usinor et Sacilor des prêts à caractéristiques spéciales consentis par le F. D. E. S. ; traduction de l'opération pour le budget de l'Etat par deux mouvements simultanés de sens opposé et de montant identique : remboursement anticipé au fonds de développement économique et social par les deux sociétés et souscription par l'Etat pour le même montant à des augmentations de capital des deux sociétés (p. 1611).

Discussion des articles : **article 2 :** responsabilité des gouvernements précédents dans la situation de la sidérurgie (p. 1641).

Deuxième lecture, discussion générale : rétablissement du texte dans sa rédaction initiale [4 novembre 1981] (p. 3107) ; entrée de la sidérurgie française dans une nouvelle phase (p. 3108).

— **Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Jean-Claude Gaudin.**

Impôt sur les grandes fortunes ; seuil minimum de l'impôt solidarité, chômage ; situation de la Corrèze ; aide aux agriculteurs les plus défavorisés ; intérêts des travailleurs [12 octobre 1981] (p. 1697).

Explications de vote : raisons de l'absence du Premier ministre à la fin du débat de censure (p. 1701).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion des articles : **titre IV :** dispositions diverses ; **article 45 :** s'oppose à l'amendement n° 1316 de M. Charles Millon ; gel de la législation fiscale ; commission sur l'épargne ; abattement de 3 000 francs sur le revenu des obligations remises en indemnité ; caractère bancable de ces obligations ; intention du Gouvernement de maintenir leur valeur ; avoir fiscal au titre des acomptes sur dividendes versés en 1981 par les sociétés nationalisables ; **article 46 :** demande la réserve de l'article [23 octobre 1981] (p. 2421) ; **article 47 :** son amendement n° 1414 (régime des plus-values résultant de la vente des obligations remises en indemnité) (p. 2422) : adopté ; entrée en application de

la réforme sur les plus-values début 1983 (p. 2423) ; **après l'article 47 :** opérations sur les obligations remises en indemnité ; loi Monory ; **article 48 :** demande la réserve de l'article (p. 2424) ; **article 49 :** possibilité pour les S. I. C. A. V. de détenir plus de 10 p. 100 de leurs actifs en obligations de la caisse nationale de l'industrie ou de la caisse nationale des banques (p. 2426).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, discussion générale : rejet de la motion de censure sur le projet de loi de finances pour 1982 ; relations entre l'emploi, la relance et la solidarité ; succession de cycles économiques sous l'effet des hausses répétées du prix du pétrole depuis 1970 ; transition non encore maîtrisée entre deux phases majeures du progrès technique et de l'organisation des rapports sociaux, décomposition de l'ordre économique et monétaire instauré à la fin de la Seconde Guerre mondiale ; émergence de nouveaux pôles de développement économique ; sous-emploi des hommes et du capital productif ; développement de formes diverses de violence et de contestation ; dualité des stratégies possibles : retour au libre jeu des forces du marché fondé sur trois idées : abstention de la puissance publique, prospérité d'une collectivité par l'appauvrissement de la majorité de ses membres, relation directe entre les profits, l'investissement et l'emploi ; seconde stratégie possible . la relance par l'engagement de l'Etat ; utilisation de l'outil budgétaire et des dépenses publiques ; objectif de croissance de 3 p. 100 en 1982 ; inversion de la courbe du chômage ; ralentissement de l'inflation ; maîtrise de la relance et de l'accroissement des coûts des entreprises ; action conjointe sur la demande et sur l'offre ; encouragement à la consommation des ménages ; progrès de l'investissement des entreprises ; financement du déficit prévisionnel de la sécurité sociale sans ajout au budget de l'Etat ; nouveau mécanisme de régulation des dépenses publiques ; création d'un comité interministériel, présidé par le Premier ministre, vérifiant trimestriellement l'exécution des dépenses publiques [27 octobre 1981] (p. 2607) ; traduction par le budget de la priorité absolue accordée à l'emploi ; financement du plan « avenir-jeunes » ; création de 125 000 emplois publics ; renforcement des capacités productives ; augmentation du budget civil de recherche ; aide fiscale à l'investissement ; prêts du fonds de développement économique et social ; primes de développement régional ; action budgétaire consacrée aux économies d'énergie et aux énergies nouvelles ; dépenses d'équipement dans le domaine du logement ; priorité à la santé et à la solidarité ; travaux d'économie d'énergie ; opérations d'assainissement ; travaux subventionnés par le fonds d'aménagement urbain ; transports collectifs urbains ; investissements de la poste ; effort de défense ; effort en faveur des personnes âgées ; relèvement de 50 p. 100 de l'allocation aux familles ; contribution à l'Unedic ; subvention de l'Etat au B. A. P. S. A. ; solidarité internationale : progression de l'aide publique au développement ; amélioration des conditions de vie des Français, amélioration des services publics, création d'emplois au ministère de l'éducation nationale ; aides de l'Etat aux collectivités locales ; priorité accordée à la culture ; relance de l'économie par la stimulation budgétaire sans relance de l'inflation ; sources possibles d'inflation : excès de la demande sur l'offre, pressions excessives des coûts des entreprises, excès de création monétaire ; sous-utilisation actuelle des capacités de production (p. 2608) ; conditions de formation des coûts et des prix des entreprises ; gains de productivité ; décélération des prix ; nécessité de maintenir le rythme de croissance de la création monétaire au niveau de celui du produit intérieur brut marchand ; modération du déficit budgétaire ; part substantielle du déficit financée par l'emprunt ; revitalisation du marché financier ; politique budgétaire de la France différente de celle menée par ses partenaires ; exigences de la lutte contre le chômage ; marge de manœuvre financière ; niveau de la dette publique française inférieur à celui de la plupart des pays industrialisés ; déficits budgétaires collectionnés par les Gouvernements précédents ; « cercle vicieux giscardien » : chômage, déficit, restrictions ; mutations technologiques ; recettes budgétaires ; maintien du taux de pression fiscale en 1982 (p. 2609) ; mesures fiscales nouvelles proposées par le Gouvernement : manque à gagner important pour le budget en maintenant la structure fiscale de 1981 ; stagnation du produit de l'impôt sur les sociétés ; égalité du produit de la taxation de certains frais généraux à l'aide fiscale à l'investissement ; poids de l'impôt indirect ; relèvement des taxes spécifiques : tabac, vignette, taxe intérieure sur les produits pétroliers, indexation sur la hausse des prix des dernières années ; plafonnement du quotient familial, impôt de solidarité chômage ; création de l'impôt sur les grandes fortunes ; exemples étrangers et historiques de l'impôt sur les grandes fortunes ; justifications de l'imposition de la fortune : faculté contributive particulière, nécessité de corriger les inégalités supérieures en matière de patrimoine à celles existant en matière de revenus ; compensation de certaines insuffisances : revenu du capital moins imposé que celui du travail ; connaissance du patrimoine (p. 2610), minoration des revenus rendue plus malaisée par une photographie périodique des fortunes ; impôt socialement juste : abattement de trois millions de francs ; suppression de l'anonymat sur les transactions d'or ; création d'une taxe spécifique de 1,5 p. 100 sur la valeur vénale des bons anonymes ; mise au nominatif des titres non cotés ; inopposabilité à l'administration des cessions d'actifs anonymes ; impôt économiquement raisonnable : calcul sur la valeur nette du patrimoine ; absence de pénalisation de l'outil de travail ; impôt techniquement simple : impôt déclaratif ; nécessité de ne pas dénaturer le texte en permettant la multiplication des exceptions et des régimes de faveur ; approbation de l'immense majorité des Français à la création d'un impôt sur la fortune ; lutte contre la fraude fiscale : ensemble de dispositions juridiques, de moyens nouveaux et d'effectifs ; niveau insupportable atteint par la fraude, fléau social ; perte de recette équivalente au montant du déficit budgétaire ; perturbation par la fraude fiscale des circuits économiques et du jeu de la concurrence ; mesures nouvelles permettant de lutter contre les transferts de fonds vers les paradis fiscaux ; répression de l'organisation de l'insolvabilité ; paiement par chèque au-dessus de 5 000 francs des achats de bijoux et d'œuvres d'art ; déclaration des contrats supérieurs à 100 000 francs par les compagnies d'assurance ; mise au nominatif des titres non cotés ; facturation obligatoire pour toute une série de prestations ; relèvement du taux des amendes douanières ; suppression de la prescription pour les délits en matière de transferts irréguliers d'argent à l'étranger ; fraude internationale ; fraude de grosses entreprises ou de contribuables à revenu très élevé ; nécessité d'éviter les tracasseries inutiles à l'encontre des petits contribuables ; création de 3 500 emplois dans les services de la direction générale des impôts (p. 2611) ; résultat attendu de la « nouvelle donne fiscale et douanière » ; décalage important entre le contrôle et le recouvrement ; imposition des plus-values exemple type de la mauvaise réforme fiscale ; fiscalité de l'épargne ; réforme de la fiscalité locale ; réforme de la fiscalité personnelle (p. 2612) ; jeu du plafonnement à partir d'un peu plus de 300 000 francs de revenu annuel (p. 2629) ; effet du plafonnement du quotient familial (p. 2634).

— Répond aux divers intervenants : déficit du budget de l'Etat dans le projet de loi de finances pour 1975 ; augmentation des prélèvements sociaux de 1974 à 1976 ; taxe professionnelle ; relèvement du barème de l'impôt sur le revenu ; proposition du Gouvernement relative à l'impôt sur les grandes fortunes ; contribution des plus riches en faveur des plus pauvres sans taxer les classes moyennes ; unité de la politique économique et sociale de la France et du budget ; critique de Léon Blum ; liberté du Parlement ; libertés publiques ; libertés économiques, du travail, des collectivités locales et des travailleurs [28 octobre 1981] p. 2676) ; progression des dépenses publiques ; satisfaction des besoins prioritaires des Français ; impôt sur la fortune ; détention par 5 p. 100 des Français de près de 50 p. 100 de la fortune nationale ; origine de la crise ; impôt sur les sociétés et impôt sur la fortune ; nécessité d'un contrôle accru sur les aides publiques accordées aux entreprises ; limitation de tous les risques de dérapage économique ; inversion des priorités en faveur de l'emploi ; inflexions des priorités budgétaires en faveur des dépenses les plus économes en importation ; mesures limitant l'accroissement des charges des entreprises accompagnant l'augmentation du S.M.I.G. ; impôt temporaire sur les fortunes ; fange de l'inflation et fange du chômage ; effort de création d'emplois ; déficit passif ; action de relance par le biais des dépenses publiques ; cohérence de la politique budgétaire ; priorité accordée à l'emploi ; coût des nationalisations ; aides aux entreprises ; problèmes agricoles ; situation de l'agriculture (p. 2677) ; perspectives de croissance économique ; impôt sur la fortune ; progression des dépenses publiques ; augmentation de la dette publique ; impôt sur la fortune ; pression fiscale sur les entreprises ; levée de l'anonymat sur les fonds du Trésor ; établissement de nouvelles donnes fiscales ; impôt sur les grandes fortunes ; fraude fiscale ; critiques à l'encontre de la taxe d'habitation ; poids économique de la fiscalité ; impôt sur la fortune pour

les agriculteurs ; épargne ; équilibre des échanges extérieurs ; plafonnement du quotient familial ; imposition de la fortune ; modification de l'impôt sur la fortune en ce qui concerne l'agriculture ; barème de l'impôt sur le revenu (p. 2678) ; imposition en proportion des ressources des contribuables (p. 2679).

Première partie, discussion des articles : **article 2** : processus d'accumulation de la fortune ; territorialité de l'impôt [28 octobre 1981] (p. 2691) ; imperfection existant en matière de fiscalité des successions (p. 2694) ; déduction de l'impôt des investissements susceptibles de déboucher sur des créations d'emplois ; abattement de trois millions de francs (p. 2698) ; nécessité d'une revalorisation périodique de l'assiette de l'impôt sur la fortune en fonction de l'évolution des données économiques et du fonctionnement même de l'impôt (p. 2700) ; principe d'égalité devant l'impôt ; danger des exonérations exceptionnelles ; tradition de la haute courtoisie diplomatique (p. 2706) ; engagement du Gouvernement à procéder en fonction des évolutions économiques à des revalorisations périodiques de la base d'imposition sur la fortune (p. 2707) ; **après l'article 2** non-application de l'article 180 du code général des impôts au cas où un contribuable vendrait un élément de son patrimoine pour acquitter l'impôt sur les grandes fortunes [29 octobre 1981] (p. 2716) ; refus d'imputer l'impôt sur les grandes fortunes sur les droits de mutation ultérieurs (p. 2719) ; **article 3** : nécessité de ne pas dénaturer le projet d'impôt sur les grandes fortunes (p. 2727) ; prise en compte de la famille pour le calcul de l'impôt ; distinction du patrimoine du mari et de la femme (p. 2734) ; exclusion des œuvres d'art de l'assiette de l'impôt ; augmentation des droits sur les échanges et les opérations d'achat et de vente d'œuvres d'art (p. 2735) ; danger de l'immixtion du fisc dans la vie privée des personnes (p. 2742) ; son amendement n° 527 (tendant à prévoir que les objets d'antiquité, d'art ou de collection ne sont pas compris dans les bases d'imposition et à prévoir que, en cas de vente aux enchères, le taux de 2 p. 100 soit porté à 3 p. 100) ; souci d'éviter de pénaliser le domaine culturel ; taxation en cas de commercialisation ; protection du patrimoine national (p. 2747) ; exportation du patrimoine national ; droits de mutation ; paiement rétroactif de l'impôt sur la fortune en cas d'exportation (p. 2750) ; amendement n° 527 adopté après modifications (p. 2752) ; évaluation de la valeur des stocks de vins (p. 2761) ; son amendement n° 528 (tendant à prévoir que les sotcks de vins et d'alcools d'une entreprise industrielle, commerciale ou agricole sont retenus pour leur valeur comptable) : adopté (p. 2763) ; **article 4** : refus de discuter sur un décret ; volonté de l'opposition de vider l'impôt sur les grandes fortunes de son contenu (p. 2771) ; affectation des biens ; libre inscription au bilan ; lien de causalité directe entre l'activité professionnelle exercée et les biens correspondants (p. 2775) ; questions des droits d'auteur (p. 2776) ; climat de la discussion parlementaire ; bons anonymes [30 octobre 1981] (p. 2795) ; œuvres d'art (p. 2796) ; **article 5** : contrat d'assurance sur la vie (p. 2800) ; usufruitier ; impôt à la charge du nu-propriétaire ; cas des vendeurs en viager se réservant l'usufruit ; droit de jouissance légal sur les biens des enfants mineurs ; cas où les enfants du premier lit obligent le deuxième conjoint survivant à substituer un usufruit à un legs en pleine propriété (p. 2803) ; droit d'usage et droit d'habitation (p. 2807) ; suppression de l'imposition sur la fortune du vivant sous prétexte d'un passage d'un bien dans le domaine public lors du décès (p. 2809) ; paradis fiscaux (p. 2810) ; capitaux flottants (p. 2812) ; **article 6** : principes et modalités de l'imposition sur la fortune (p. 2815) ; droit d'amendement (p. 2819) ; mécanisme d'allègement de la taxation des biens professionnels (p. 2821) ; **article 7** : investissements nets des amortissements (p. 2824) ; comptes courants d'associés (p. 2825) ; nouveau plan comptable ; calcul de l'investissement (p. 2826) ; formation professionnelle ; crédit-bail ; système de financement par endettement (p. 2828) ; stocks agricoles (p. 2829) ; **article 8** : cas de décès du redevable au cours de l'année d'imposition (p. 2840) ; système actuel de pénalités ; taxation d'office et arbitrage d'office ; dépôt des déclarations (p. 2841) ; information des intéressés sur l'imposition de la fortune (p. 2842) ; **article 9** : déduction des dettes en matière de droits de succession comme en matière d'impôt sur les grandes fortunes ; principes d'identification des dettes (p. 2847) ; **article 10** : prélèvement *pro rata temporis* sur les bons anonymes (p. 2852) ; interdiction de la publicité des bons anonymes ; anonymat sur les transactions d'or (p. 2853) ; **après l'article 10** : réforme de la législation sur les plus-values (p. 2855) ; qualité du travail réalisée par l'Assemblée ; hostilité fondamentale de l'opposition à l'imposition sur la fortune ; choix de classe ; produit de l'impôt sur la fortune ; solidité de la majorité (p. 2856) ; **article 11** : politique familiale et quotient familial ; concubinage [31 octobre 1981] (p. 2871) ; T.V.A. et fiscalité indirecte ; évolution de l'impôt sur le revenu ; équité fiscale ; imposition des grandes fortunes ; ajustement des tranches du barème ; réforme de l'impôt sur le revenu ; injustice du quotient familial ; exonération de l'impôt sur le revenu pour les « smicards » (p. 2872) ; hausse des prix ; revalorisation des tranches de l'impôt ; compensation par la hausse de la T.V.A. (p. 2874) ; création d'une tranche d'imposition sur le revenu à 65 p. 100 (p. 2875) ; déduction des pensions alimentaires (p. 2878) ; exonération d'impôt sur le revenu pour les faibles revenus ; augmentation du taux de la T.V.A. : pénalisation des consommateurs (p. 2882) ; son amendement n° 560 (de coordination avec l'amendement n° 104 de la commission : décote) : adopté ; son amendement n° 561 (de coordination) : adopté réforme générale de l'impôt sur le revenu ; difficulté du gage (p. 2890) ; limites d'application de l'abattement (p. 2891) ; politique en faveur des invalides ; démagogie de l'amendement n° 194 de M. Etienne Pinte (p. 2895) ; **après l'article 11** : composition et travaux de la commission de l'épargne (p. 2904, 2905) ; réglementation administrative de la succession des contribuables (p. 2905) ; loi de 1976 relative aux plus-values ; institution d'une taxe sur l'huile et la vente des parts de l'Erap ; répercussion de la taxe dans le prix des huiles végétales et des produits agricoles d'origine animale (p. 2906, 2907) ; situation des chômeurs vis-à-vis de l'impôt sur le revenu (p. 2908) ; notion de domicile et de résidence (p. 2909) ; création du chèque-vacances ; taxation sur les alcools (p. 2910) ; **article 12** : situation de chômage laissée à la nouvelle majorité ; imprévision des financements ; effets de la nouvelle politique sur l'emploi en juin et juillet 1982 ; recours à l'emprunt ; cotisation chômage [2 novembre 1981] (p. 2924) ; suppression de déductions supplémentaires pour frais professionnels ; majoration de l'impôt sur le revenu applicable sur l'impôt dû avant déduction de l'avoir fiscal ; effets de seuil de la majoration (p. 2925) ; taux maximum de pression fiscale sur le revenu de 66 p. 100 ; économies budgétaires ; aides fiscales à l'investissement ; recours à l'emprunt ; notion de solidarité (p. 2927) ; impôt sur les grandes fortunes ; double seuil de 25 000 et de 15 000 francs (p. 2928) ; majoration : jeu de l'avoir fiscal (p. 2931) ; difficulté technique de l'application de la majoration de 10 p. 100 aux prélèvements libératoires ; question de ces prélèvements réglée dans le cadre de la réforme fiscale ; s'oppose à l'exonération de la majoration de 10 p. 100 pour les retraités et veuves de retraités : rupture de l'égalité devant l'impôt (p. 2932) ; **article 13** : propriété agricole ; déduction des travaux d'amélioration de l'habitat ; complexité du régime fiscal des revenus fonciers (p. 2935) ; **après l'article 13** : s'oppose à l'amendement n° 91 de M. Etienne Pinte (régime fiscal des indemnités de licenciement et de départ volontaire) ; projet de loi concernant les plus-values (p. 2938) ; s'oppose à une fiscalité sanction (p. 2939) ; obligation des syndics de déposer des fonds à la Caisse des dépôts et consignations (p. 2940) ; **article 14** : souci du Gouvernement à l'égard du secteur de la restauration ; réduction de la charge fiscale des entreprises par le budget ; doublement des seuils de taxation ; seuil de 60 000 francs pour les immeubles et frais de voiture (p. 2948) ; déformation de sa pensée par M. Gilbert Gantier (p. 2957) ; taxation des frais de la restauration assurés par l'entreprise elle-même (p. 2958) ; exonération des frais de déplacement (p. 2960) ; régime des avantages en nature déclarés par leurs bénéficiaires à l'impôt sur le revenu (p. 2961) ; notion de frais généraux ; son amendement n° 564 (fixation à 60 000 francs de l'exonération des dépenses afférentes aux véhicules et aux immeubles mis à la disposition des dirigeants d'entreprises ou de personnes n'appartenant pas à l'entreprise (p. 2963) ; exonération des cantines, crèches et colonies de vacances ; exonération des immeubles, non réservés aux cinq ou dix salariés les mieux payés de l'entreprise (p. 2964) ; adopté (p. 2965) ; s'oppose à l'exonération des frais de congrès et de voyage présentant un caractère d'agrément ; difficulté de la distinction à opérer entre les congrès et voyages quant à leurs liens avec l'activité de l'entreprise (p. 2966) ; exonération des déplacements à l'étranger faits dans un cadre professionnel ; s'oppose à la déductibilité de la taxe du revenu ou du bénéfice ; avantage consenti aux entreprises bénéficiaires (p. 2968) ; s'oppose au plafonnement de la taxe en fonction du bénéfice ou du chiffre d'affaires (p. 2969) ;

régime des frais généraux réintégrés dans le revenu imposable (p. 2970) ; **après l'article 14 :** s'oppose à l'exonération du régime des plus-values à long terme des redevances tirées de l'exploitation des brevets lorsque la société concessionnaire a son siège à l'étranger ; difficultés sur le plan de la législation européenne ; réflexion sur la fiscalité des plus-values et des redevances (p. 2972) ; s'oppose aux amendements n° 310 de M. Parfait Jans et n° 115 de la commission relevant les seuils d'application de la législation fiscale des sociétés mères et filiales ; double taxation ; conséquences sur la concurrence internationale et sur le marché financier ; étude dans le contexte plus général de la réforme de la fiscalité et de l'épargne ; s'oppose à la suppression de l'avoir fiscal pour les personnes morales ; dépôt d'un projet de loi d'ensemble sur l'épargne (p. 2973) ; prélèvement sur les bénéfices des entreprises de travail temporaire ; difficulté à légiférer de façon particulière pour telle ou telle catégorie d'entreprises (p. 2974) ; provisions pour risque des banques et des compagnies d'assurances ; contrôle du provisionnement des compagnies d'assurances ; problème général des provisions (p. 2976) ; **article 15 :** situation favorable des banques et des établissements de crédit ; crédit mutuel [3 novembre 1981] (p. 2988) ; définition de son rôle et de ses possibilités (p. 2989) ; **après l'article 15 :** s'oppose à la réduction des provisions pour fluctuation des cours constituées par les sociétés de raffinage ; majoration du prélèvement fiscal pesant sur les producteurs ; déficit des raffineries (p. 2991) ; **article 17 :** régime des profits de construction ; spéculation foncière ; dispositions rétroactives ; non-application de sanctions pénales ou fiscales en cas d'interprétation de la loi (p. 2994) ; simplification du régime d'imposition des profits de construction ; **après l'article 17 :** régime du bénéfice mondial ; injonction au Gouvernement faite par les amendements n° 120 de M. Christian Pierret et n° 315 de M. Paul Chomat (p. 2995) ; **avant l'article 18 :** engagement du Président de la République concernant la T.V.A. applicable aux produits de première nécessité ; opération politique visée par l'amendement n° 81 de M. Jacques Marette (p. 3001) ; **article 18 :** effet des augmentations du prix du pétrole ; indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (T.I.P.P.) ; problème de la constitutionnalité de l'indexation sur les prix à la consommation ; indexation en fonction des tranches du barème de l'impôt sur le revenu ; non-indexation pour 1982 de la taxe intérieure sur le fuel domestique ; détaxation du prix du carburant pour les taxis à hauteur de 5 000 litres par an (p. 3007) ; effort de justice fiscale (p. 3008) ; opposition du Gouvernement à tout amendement visant à étendre à d'autres catégories la détaxe accordée aux taxis (p. 3009) ; taxation du fuel lourd, exemple de la R.F.A. ; augmentation des crédits alloués aux économies d'énergie (p. 3010) ; son amendement n° 518 (indexation de la T.I.P.P. sur la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 3011) : modifié et adopté ; son amendement n° 567 (alignement de la taxation des goudrons sur celle du fuel lourd) (p. 3012) ; approvisionnement de C.D.F.-Chimie en matière première ; adoption de l'amendement n° 567 (p. 3013) ; **après l'article 18 :** son amendement n° 575 (réduction de 100 p. 100 de la T.I.P.P. pour les chauffeurs de taxi à hauteur de 5 000 litres par an) ; engagement du Président de la République (p. 3014) ; ordre de mise aux voix des amendements ; concertation engagée par le Gouvernement avec les chauffeurs de taxi (p. 3016) ; propose que l'amendement de M. Edouard Frédéric-Dupont soit mis aux voix le premier (p. 3018) ; taxe sur le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières non conforme à la législation européenne (p. 3019) ; majoration des droits de timbre sur les effets de commerce substituée à l'augmentation des droits sur les permis de chasse comme gage de l'amendement n° 575 ; adoption par scrutin public de l'amendement n° 575 rectifié (p. 3020) ; s'oppose à l'exonération de T.V.A. sur les attributions de combustibles aux personnels des houillères nationales (p. 3025) ; **article 19 :** déductibilité de la T.V.A. facturée par les vétérinaires ; régime fiscal de la vaccination prophylactique ; T.V.A. sur le secteur agricole (p. 3027) ; **article 20 :** T.V.A. de 2,1 p. 100 pour la presse quotidienne et politique, 4 p. 100 pour les publications non politiques (p. 3029) ; **après l'article 20 :** ses observations sur la capacité de M. Jean-Pierre Soisson à défendre le tourisme (p. 3032) ; **article 21 :** S.E.I.T.A. ; évolution du marché du tabac ; ses observations sur les propos de MM. Roger Corrèze et Gabriel Kaspereit (p. 3036) ; **article 22 :** structure des recettes nouvelles proposées par le Gouvernement ; ses observations sur l'amendement n° 322 de M. Dominique Frelaut (p. 3040) ; ses observations sur les amendements n° 291 de M. Robert-André Vivien et n° 524 de M. Gilbert Gantier (p. 3041) ; **après l'article 22 :** impossibilité de taxation réduite au titre de la T.V.A. pour les motos de fabrication française (p. 3043) ; **article 23 :** amélioration de la protection sociale des marins ; 4 p. 100 du parc de bateaux concerné par la majoration ; développement de la navigation de plaisance [4 novembre 1981] (p. 3052) ; **après l'article 23 :** exonération des avions construits par des amateurs ; son sous-amendement verbal supprimant le gage de l'amendement n° 323 : adopté (p. 3055) ; **article 24 :** machines à sous ; non-taxation des appareils automatiques des clubs sportifs (p. 3059) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Jacques Toubon ; **après l'article 24 :** demande la réserve jusqu'après l'article 30 de l'amendement n° 533 de M. Adrien Zeller (p. 3061) ; **après l'article 25 :** surtaxe au droit de circulation sur les vins (p. 3063) ; bouilleurs de cru : transfert de la consommation taxée vers l'alcool exonéré ; multiplication par trois du nombre de bouilleurs de cru avec l'amendement n° 536 de M. François Grussenmeyer ; santé publique ; choix de M. Pierre Mendès-France (p. 3065) ; son sous-amendement n° 579 à l'amendement n° 501 de M. René Soum (modification du gage) (p. 3092) ; développement de la viticulture et des vins doux naturels (p. 3093) ; adoption du sous-amendement n° 579 ; muscat de Pantaleria ; son amendement n° 578 (droits sur les alcools) (p. 3094) ; hausse des droits décidés en 1981 ; engagements du Président de la République (p. 3095) ; adoption de l'amendement n° 578 (p. 3096) ; **article 26 :** perception de la taxe sur Télé Luxembourg et Télé Monte-Carlo ; durée de deux ans ; critères d'attribution de l'aide à la presse manquant de ressources publicitaires (p. 3098) ; non-imposition des messages publicitaires radiodiffusés ; exonération des messages passés pour le compte d'œuvres reconnues d'utilité publique (p. 3099) ; son amendement n° 582 (exonération des messages passés pour le compte d'œuvres reconnues d'utilité publique à l'occasion de grandes campagnes nationales) : adopté (p. 3100) ; renonce à sa demande de scrutin public sur l'article (p. 3101) ; remercie les participants au débat ; transformation de la législation fiscale (p. 3102) ; **article 27 :** saisine du Parlement de dispositions sur la fiscalité des sociétés immobilières ; exonération de l'impôt sur les sociétés pour les implantations créatrices d'emplois dans les D.O.M. (p. 3109) ; déduction forfaitaire sur les dividendes distribués par les sociétés immobilières d'investissement (p. 3110) ; **après l'article 27 :** accepte l'amendement n° 127 de la commission réduisant la durée d'exonération des contributions foncières ; coût d'un milliard du sous-amendement n° 424 de M. André Duroméa à l'amendement n° 127 de la commission ; difficultés pratiques ; réforme des aides au logement (p. 3111) ; impossibilité de distinguer entre les différentes catégories de bénéficiaires ; risque de contentieux ; conséquences du sous-amendement n° 324 à l'amendement n° 127 de la commission pour les communes à forte proportion de logements sociaux ; son sous-amendement à l'amendement n° 127 de la commission (réduction de la durée d'exonération de contribution foncière) : adopté (p. 3113) ; **article 28 :** arrondissement du montant de certains impôts au franc inférieur ; **après l'article 28 :** son amendement n° 580 (tarifs des droits de timbre et procès-verbaux de réception de véhicules, des droits fixes d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière) (p. 3114) : adopté (p. 3115) ; **article 29 :** formation professionnelle alternée ; maintien des ressources consacrées à l'apprentissage ; **après l'article 29 :** présentation d'une réforme de la fiscalité locale (p. 3117) ; fiscalité comparative du concubinage et du mariage (p. 3119) ; **avant l'article 30 :** incohérence de l'attitude de l'opposition à propos de la T.V.A. ; effets d'une taxe professionnelle assise sur la valeur ajoutée : transfert de charges entre entreprises, branches et régions ; réforme de la fiscalité locale (p. 3120) ; **après l'article 24 :** accepte l'amendement n° 533 de M. Adrien Zeller (p. 3122) ; **article 31 :** ses observations sur les déclarations de M. Roger Corrèze (p. 3125) ; **après l'article 31 :** taxe sur les salaires pour les associations ; déduction au titre de l'impôt sur le revenu en faveur des associations ; concertation interministérielle sur la vie associative (p. 3127) ; **article 36 :** trucage opéré par l'ancienne majorité pour la D.G.F. 1981 ; forte progression de l'aide de l'Etat aux collectivités locales en 1982 ; insignifiance de M. Jacques Toubon (p. 3132) ; diminution des durées d'exonération des taxes foncières (p. 3133) ; efforts faits par le Gouvernement pour les collectivités locales ; décentralisation (p. 3134) ; s'oppose à l'amendement n° 543 de M. Roger Corrèze et au sous-amendement n° 583 de M. Jean Royer (p. 3136) ; **article 37 :** législation à l'étranger de l'exploitation des nodules (p. 3139) ; **article 40 :** volonté systématique négative

de l'opposition (p. 3151) ; coopération entre l'exécutif et le législatif ; refus par l'opposition de toutes les mesures de justice sociale ; trois milliards et demi de francs d'allégements fiscaux (p. 3153) ; non-augmentation de la pression fiscale globale ; amélioration du projet par le travail parlementaire ; son amendement n° 585 (modifiant l'évaluation de recettes de l'état A) : adopté (p. 3154) ; prélèvement au profit de l'Etat sur l'excédent du budget annexe des P.T.T. (p. 3155) ; son amendement n° 586 (modification d'évaluation du paragraphe I de l'article 40) : adopté (p. 3156).

Seconde délibération : droit de timbre sur les passeports ordinaires ; exonération de T. V. A. sur les produits de première nécessité ; modification d'évaluations de recettes ; évaluation du produit de la T. V. A. (p. 3157) ; **article 11 :** son amendement n° 1 (droit de timbre sur les passeports) : adopté ; son amendement n° 2 (majoration du tarif prévu au premier alinéa de l'article 869 du code général des impôts) : adopté ; **article 18 A :** son amendement n° 3 (suppression de l'article) : adopté (p. 3158) ; **article 40 :** son amendement n° 4 (modification d'évaluation de recettes à l'état A) : adopté (p. 3162).

Deuxième partie :

Economie et finances. — I : Charges communes. — *Discussion générale :* présentation du budget ; progression du minimum vieillesse ; mensualisation du paiement des pensions ; rapatriés et Français musulmans [14 novembre 1981] (p. 3701) ; indemnisation, aménagement des prêts et application du moratoire des prêts pour les rapatriés ; réforme de la fiscalité locale ; plan « avenir jeunes » ; aide à la création d'emplois d'initiative locale ; majoration des rentes viagères (p. 3702).

Examen des crédits : **état B, titre I :** son amendement n° 165 (réduction de crédits ; aménagement de la fiscalité locale) (p. 3702) ; date de présentation à l'Assemblée des textes sur l'indemnisation des rapatriés ; amendement n° 165 adopté ; **titre III :** son amendement n° 201 (majoration de crédits ; participation du budget de l'Etat à la sécurité sociale) : adopté (p. 3703) ; **titre IV :** son amendement n° 202 (réduction de crédits) : adopté (p. 3704).

Economie et finances. — III : Budget annexe de l'Imprimerie nationale. Taxes parafiscales. — *Discussion générale :* annuaire téléphonique ; utilisation de papier recyclé ; taxes parafiscales [14 novembre 1981] (p. 3712) ; institution d'une cotisation aux sections régionales de la conchyliculture ; transparence nécessaire de l'emploi des ressources produites par les taxes parafiscales ; administration du budget : besoins de personnel ; lutte contre la fraude fiscale ; moins de tracasserie à l'égard des erreurs et plus de sévérité à l'égard des fraudeurs ; faiblesse du taux des recouvrements ; information des services budgétaires (p. 3713) ; crédits pour les travaux d'équipement des cadastres ; rôle de la comptabilité publique dans la décentralisation (p. 3714).

Economie et finances. — III : Budget. — *Examen des crédits :* **titre III :** recrutement en faveur des services de la douane (p. 3714) ; **après l'article 86 :** procédure des fonds de concours ; financement sur des crédits budgétaires en 1983 des emplois destinés au recouvrement des amendes (p. 3715) ; **taxes parafiscales : article 58 et état E, ligne 17 :** son amendement n° 166 (contribution aux dépenses des sections régionales de la conchyliculture) : adopté (p. 3731).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion des articles :* **état B, titre IV :** déroulement du débat sur les articles non rattachés [19 novembre 1981] (p. 4054).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 67 : demande à M. Gilbert Gantier de retirer son amendement n° 219 [19 décembre 1981] (p. 4060) ; **article 68 :** son avis sur l'amendement n° 29 de M. Georges Gosnat ; volonté du Gouvernement de geler la situation en ce qui concerne les valeurs Monory sans préjuger de ce qui sera décidé ultérieurement ; futur rapport de la commission chargée d'étudier les problèmes de l'épargne ; volonté de ne pas modifier les dispositions actuelles en cette matière ; demande à M. Parfait Jans de retirer l'amendement n° 29 de M. Georges Gosnat (p. 4062) ; **article 69 :** constate que l'amendement n° 170 de M. Robert-André Vivien prévoyant une augmentation des possibilités de déduction de l'assiette de l'impôt sur les sociétés des dons faits au profit d'associations reconnues d'utilité publique est en retrait par rapport aux propositions du Gouvernement (p. 4063) ; nécessité de rendre équivalentes les sommes effectivement versées aux associations et les sommes déduites par les contribuables (p. 4063, 4064) ; son amendement n° 220 (tendant à ce que soit explicitement prévue par l'article 69 la déductibilité du revenu imposable des dons faits en faveur des organismes à caractère culturel) : adopté ; **article 70 :** s'oppose aux amendements n°s 199 et 200 de M. Robert-André Vivien estimant que l'effort fait par le Gouvernement est financièrement suffisant (p. 4064) ; envisagera le problème du crédit d'impôt lors de la réforme de l'impôt sur le revenu (p. 4065) ; **article 71 :** volonté de ne pas donner des avantages exorbitants aux propriétaires de résidences secondaires louant en meublé [20 novembre 1981] (p. 4070) ; **avant l'article 72 :** partage les préoccupations des auteurs de l'amendement n° 205 pour lutter contre la fraude mais ne pense pas que la création d'un organisme de coordination soit la meilleure solution ; nécessité de créer des emplois supplémentaires pour la surveillance douanière (p. 4072) ; **article 72 :** son amendement n° 221 (suppression dans le paragraphe I de cet article des mots « lorsque le domicile ou le lieu d'établissement du bénéficiaire n'est pas connu avec certitude ») (p. 4073) ; renversement de la charge de la preuve dans la nouvelle rédaction ; amendement n° 221 adopté (p. 4074) ; **article 73 :** demande le retrait de l'amendement n° 107 de M. Michel Inchauspé (p. 4076) ; **article 74 :** s'oppose à l'amendement n° 212 de M. François d'Aubert qui aurait pour conséquence d'inciter certains producteurs à fractionner leurs ventes afin de rester au dessous du seuil de 500 francs (p. 4077) ; **article 66 précédemment réservé :** évidence de la reprise économique ; signe physique de la reprise de la consommation, de la reconstitution des stocks et du redémarrage de l'investissement ; décroissance des charges fiscales et sociales en 1982 par rapport à 1981 ; augmentation de la taxe professionnelle (p. 4081) ; but de cet article : accorder la priorité en matière d'aide publique aux entreprises qui concourent à l'amélioration de la situation de l'emploi ; caractère néfaste de la politique économique des précédents gouvernements ; volonté de la majorité d'aider les entreprises à investir en faisant en sorte que ces investissements soient créateurs d'emplois (p. 4082) ; s'oppose à la dénationalisation de l'Erap (p. 4084) ; absence de similitude entre la situation actuelle et celle qui a précédé la guerre de 1940 (p. 4085) ; **article 75 :** caractère nominatif des parts au porteur des sociétés anonymes aux Etats-Unis (p. 4093) ; son amendement n° 203 rectifié (modifiant la rédaction de cet article) ; obligation de moyens et non de résultats du président directeur général (p. 4094) ; adopté (p. 4095) ; **article 76 :** refus du Gouvernement de répondre aux provocations de M. Jacques Toubon ; caractère frauduleux des transmissions d'héritage d'or ou de bons anonymes sans droits de succession ; soutien du Gouvernement dans la lutte contre la fraude fiscale (p. 4097) ; **article 77 :** oubli par l'Assemblée nationale de l'essentiel du débat (p. 4099) ; absence de risque d'inquisition dans les dispositions de cet article ; nécessité de disposer d'une meilleure connaissance des transactions de certaines professions ; conception fiscale de MM. Toubon et Tranchant tendant à alléger les impôts des gros contribuables (p. 4100) ; attitude contestable de l'opposition vis-à-vis de la lutte menée par le Gouvernement contre la fraude fiscale (p. 4102) ; volonté de l'opposition de favoriser l'utilisation d'objets d'art pour réaliser la fraude fiscale (p. 4104) ; **article 78 :** différentes catégories de fraude fiscale ; possibilité de fraude grâce à l'emploi de l'informatique ; utilisation par les vérificateurs de méthodes aussi modernes que les techniques de fraude utilisées (p. 4106) ; **article 82 :** non-rétroactivité de la loi (p. 4108) ; justice fiscale ; pénalisation nécessaire des capitaux rapatriés ; offre généreuse faite par le Gouvernement aux personnes ayant exporté illégalement des capitaux ; non imprescriptibilité du délit d'exportation illégale de capitaux (p. 4109) ; absence d'amnistie (p. 4110) ; **avant l'article 85 :** son amendement n° 213 (reconduction jusqu'à fin 1982 des dispositions de l'article 37 de la loi du 31 décembre 1970) ; fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale ; amendement n° 213 adopté (p. 4112) ; **article 41 :** problème des services votés ; nécessité d'une plus grande souplesse dans l'élaboration des budgets futurs (p. 4113).

Seconde délibération : **article 42 et état B, titre III :** son amendement n° 1 (majorant les crédits du ministère de l'économie et des finances) ; son amendement n° 2 (majorant

les crédits du ministère de l'éducation nationale) ; son amendement n° 3 (majorant les crédits du ministère de l'environnement) ; son amendement n° 4 (majorant les crédits du ministère des relations extérieures) ; son amendement n° 20 (majorant les crédits du ministère du temps libre) ; son amendement n° 5 (majorant les crédits du ministère du temps libre) ; son amendement n° 6 (majorant les crédits du ministère des transports) ; son amendement n° 7 (réduisant les crédits de l'urbanisme et du logement) ; majorations répondant aux souhaits de l'Assemblée nationale ; mise en place des chambres régionales des comptes ; maintien à domicile des personnes âgées ; formation des travailleurs sociaux ; aide à l'enfance ; éducation populaire ; jeunesse et sport ; crédits du fonds interministériel pour le développement et l'aménagement rural (F. I. D. A. R.) ; entretien des voies navigables ; aide sociale aux émigrants ; office français de protection des réfugiés et apatrides ; association française de normalisation ; société nationale de sauvetage en mer (p. 4116) ; amendement n°s 1 à 7 et n° 20 : adoptés ; **titre IV :** son amendement n° 8 (majorant les crédits des départements et territoires d'outre-mer) ; son amendement n° 9 (majorant les crédits du ministère de l'éducation nationale) ; son amendement n° 10 (majorant les crédits du ministère de l'environnement) ; son amendement n° 11 (majorant les crédits du ministère de l'industrie) ; son amendement n° 12 (majorant les crédits du ministère des relations extérieures) ; son amendement n° 13 (majorant les crédits de la solidarité nationale) ; son amendement n° 14 (majorant les crédits du ministère de la solidarité nationale) ; son amendement n° 15 (majodement n° 21 (majorant les crédits du ministère du temps libre) ; son amendement n° 16 (réduisant les crédits du ministère de l'urbanisme et du logement) ; amendements n°s 8 et 15, n° 21 et n° 16 : adoptés (p. 4117) ; **article 43 et état C, titre VI :** son amendement n° 17 (majorant les autorisations de programme et les crédits du ministère de la mer) ; son amendement n° 18 (majorant les autorisations de programme et les crédits du ministère du plan et de l'aménagement du territoire) ; son amendement n° 19 (majorant les autorisations de programme et les crédits du ministère de la solidarité nationale, de la santé et du travail) ; amendements n°s 17 à 19 : adoptés (p. 4119) ; **article 40 et état A :** son amendement n° 22 (modifiant des évaluations et des opérations à caractère définitif de l'article 40) : adopté (p. 4121).

Explication de vote : qualité du travail effectué par le Parlement (p. 4128) ; unité de la majorité ; rupture avec l'habitude du vote bloqué ; attitude de l'opposition ; conception de la réforme fiscale de l'opposition ; défense des privilèges par l'opposition ; absence de proposition de l'opposition ; héritage laissé par le précédent Gouvernement (p. 4129) ; lutte contre la fraude fiscale ; réforme du système fiscal ; impôts directs et impôts indirects ; réforme de la taxe d'habitation ; importance historique du vote du budget pour 1982 (p. 4130).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 2** *bis* : cas des personnes du Vanuatu [17 décembre 1981] (p. 5035) ; **article 3 :** son amendement n° 121 (assiette de l'impôt sur la fortune) ; prise en compte des enfants mineurs ; adopté (p. 5036) ; situation des personnes qui après avoir divorcé continuent à vivre ensemble ; processus de fraude ; situation fiscale des concubins ; son amendement n° 122 (rédactionnel) ; adopté (p. 5037) ; inclusion des œuvres d'art dans l'impôt sur la fortune ; sanctions ; défense du patrimoine national (p. 5039) ; exemple des timbres-poste (p. 5040) ; définition de l'objet de collection par instruction administrative (p. 5042) ; **article 4 :** son sous-amendement n° 123 à l'amendement n° 30 de la commission (baux à long terme consentis par les groupes fonciers agricoles)) : adopté (p. 5045) ; **article 10 :** intérêts des placements ; référence à la valeur en capital (p. 5051) ; **article 14 :** son sous-amendement n° 126 à l'amendement n° 64 de la commission (précision du caractère d'agrément des frais de croisière et de voyage pour leur réintroduction dans l'assiette de la taxe sur les frais généraux) : adopté (p. 5057) ; **article 16** *ter* : son amendement n° 127 (fixation du taux des redevances communales des mines) : adopté (p. 5059) ; **article 24 :** aide fiscale à l'investissement ; reprise de la consommation (p. 5064) ; **article 26** *bis* : imposition annuelle des gazéoducs et oléoducs (p. 5071) ; **article 27** *bis* : prélèvement pour frais de dégrèvement sur la taxe d'habitation ; avis d'imposition à la taxe d'habitation (p. 5072) ; ressources des collectivités locales (p. 5073) ; seul d'exonération de l'ensemble des successions ; relèvement du plafond de l'exonération ; exonération particulière pour certaines catégories de biens ; divers taux de T.V.A. (p. 5074) ; **articles 40 et état A :** son amendement n° 133 (modification des évaluations de recettes du budget général et des budgets annexes) (p. 5077) ; rétablissement des crédits votés en première lecture par l'Assemblée nationale ; adjonction d'un crédit supplémentaire au titre IV du budget des ministères de la solidarité nationale, de la santé et du travail afin de relever le plafond des rentes mutualistes d'anciens combattants ; ressources supplémentaires des collectivités locales ; majoration en autorisations de programme et en crédits de paiement des crédits d'équipement consacrés aux lycées d'enseignement professionnel ; majoration en autorisations de programme et en crédits de paiement des crédits de subventions d'investissement aux collectivités locales du budget de l'intérieur et de la décentralisation en matière d'assainissement et de voirie locale ; crédits de l'enseignement agricole (p. 5078) ; amendement n° 133 adopté (p. 5079) ; **article 42 et état B :** son amendement n° 129 (majoration des crédits du titre IV concernant l'agriculture) : adopté (p. 5080) ; **article 43 et état C :** son amendement n° 130 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V concernant l'agriculture) : adopté ; son amendement n° 131 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI concernant l'éducation nationale) : adopté ; son amendement n° 132 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI concernant l'intérieur et la décentralisation) : adopté (p. 5082) ; **article 66 :** son sous-amendement n° 134 à l'amendement n° 125 de M. Christian Pierret (dégressivité du taux de la déduction fiscale pour investissement) ; investissements des entreprises publiques et des entreprises privées (p. 5085) ; soutien de l'emploi ; distinction entre les grandes entreprises et les petites et moyennes entreprises ; subordination des aides accordées à un accroissement du nombre des salariés ; nécessité de ne pas accorder une déduction fiscale particulière aux entreprises qui vont licencier (p. 5086) ; concentration du système budgétaire sur l'emploi (p. 5087) ; sous-amendement n° 134 adopté ; définition de la politique d'investissement de la France (p. 5088) ; **article 70 :** son sous-amendement n° 135 à l'amendement n° 104 de la commission (liste des travaux et matériels admis en déduction fiscale) : retiré (p. 5089) ; **article 71 :** son sous-amendement n° 128 à l'amendement n° 107 de la commission (remboursement de la moitié de la T.V.A.) : adopté (p. 5090) ; **article 75 :** caractère anonyme des sociétés et caractère nominatif ou non des parts ; dématérialisation des titres ; amélioration des conditions de travail sans suppression d'emplois (p. 5091) ; **article 87** *bis* **A :** projet de loi de décentralisation (p. 5093) ; **article 95 :** économies budgétaires (p. 5096).

Impôt sur la fortune ; taxe d'habitation ; aide à l'investissement ; fiscalité communale et départementale ; travail parlementaire ; droit d'amendement du Parlement (p. 5098) ; absence de recours au vote bloqué (p. 5099).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jean Foyer (décision prise personnellement par le Président de la République d'exonérer les œuvres d'art de l'impositoin sur la fortune) [29 octobre 1981] (p. 2732).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561).**

Première lecture, discussion générale : ajustement rendu nécessaire par la revision des hypothèses économiques ; augmentation du déficit budgétaire ; caractère erroné de la gestion passive des finances publiques ; ajustement inéluctable résultant des nouvelles hypothèses économiques et de la sous-évaluation de certains crédits ; actions nouvelles (ambassades de France à Washington et réformes foncières en Nouvelle-Calédonie) ; reprise de l'activité ; augmentation récente du chômage ; diminution du rythme d'accroissement du chômage [7 décembre 1981] (p. 4437) ; hausse des prix ; reprise économique en 1982 ; faiblesse des investissements industriels ; croissance de la consommation des ménages ; progression des exportations ; stagnation des investissements des entreprises privées ; établissement de plans sectoriels ; baisse probable des taux d'intérêts en 1982 ; poursuite de la reprise en 1982 et décélération de l'inflation ; continuité de l'action fiscale du Gouvernement ; création d'un impôt sur les grandes fortunes ; dispositions destinées à lutter contre la fraude ; extension du droit

de communication aux comptables chargés du recouvrement des impôts ; extension du privilège du Trésor à l'ensemble des impôts et pénalités ; réforme du sursis de paiement ; modification des modalités de calcul des intérêts moratoires ; développement de l'assistance mutuelle en matière d'assiette et de recouvrement des impôts au sein de la C.E.E. (p. 4438) ; suppression de la taxe d'habitation ; prise de contrôle de la société Matra ; absence d'esprit dogmatique ou idéologique en ce qui concerne cette prise de contrôle ; mise en œuvre réaliste du programme de nationalisations ; impossibilité d'une séparation des branches armement et espace ; exclusion de la prise de contrôle des participations de Matra dans les médias ; limitation du coût de la prise de contrôle pour les finances publiques ; offre publique d'échanges par l'O.N.E.R.A. ; protocole privé entre le Premier ministre et le président de Matra (p. 4439) ; composition du futur conseil d'administration de la société Matra ; droits des travailleurs ; collectif agricole ; conférence annuelle agricole (p. 4440) ; ajustement des crédits de rémunérations gagés par des crédits d'investissement dans le budget de la défense ; ajustement des crédits de politique industrielle ; aciérie de Paris-Outreau ; subventions aux charbonnages ; concours en capital donnés à la sidérurgie ; commission de la concurrence ; complexe scolaire de Valbonne (p. 4452) ; recouvrement de l'impôt ; opérations relatives au groupe Matra ; Creusot-Loire ; aides à l'exportation ; relance par la consommation et relance par l'investissement ; progression de la masse monétaire ; croissance française ; rythme de croissance du produit de la T.V.A. ; « la dépense à-tout-va » ; rigueur budgétaire (p. 4453) ; dépassement du déficit budgétaire de 1982 ; inquisition fiscale ; justice fiscale ; projet de transfert du ministère de l'économie et des finances ; dépenses inconsidérées de téléphone de certains ministères ; certificat de bonne conduite délivré par M. Tranchant à certains régimes d'Amérique du Sud (p. 4454).

Discussion des articles : **article 7** : nécessité de connaître la situation réelle du contribuable ; faculté pour le contribuable ne pouvant faire face à ses échéances d'apporter toutes justifications au comptable public ; possibilité pour l'administration de s'opposer aux manœuvres dilatoires pour éviter le paiement de l'impôt ; meilleure information du contribuable et du comptable (p. 4462) ; **article 9** : sursis de droit en cas de bonne foi du contribuable ; respect des garanties du contribuable ; notion du secret fiscal ; communication périodique au Parlement des conditions d'application des textes (p. 4468) ; **après l'article 11** : son amendement n° 17 de coordination (recouvrement des frais d'aide judiciaire) : adopté (p. 4471) ; **article 12** : possibilité de suppression de la taxe d'habitation ; réexamen de la taxe professionnelle ; réforme d'ensemble de la fiscalité locale (p. 4472, 4473) ; **après l'article 12** : son amendement n° 20 (abrogeant les dispositions limitant à 20 p. 100 le montant de l'augmentation annuelle des ressources fiscales des établissements publics régionaux) : adopté (p. 4474) ; **après l'article 13** : son amendement n° 18 (insérant un nouvel article instituant dans les départements d'outre-mer un système équivalent à la taxe intérieure sur les produits pétroliers) : adopté (p. 4475) ; **article 14** : liberté des salariés d'apporter ou non les actions Matra à l'offre publique d'échange ; cotisations de Matra à l'U.N.E.D.I.C. ; Matra-Harris ; place des salariés dans le conseil d'administration ; future loi sur la démocratisation du secteur public (p. 4477) ; stratégie industrielle ; défense des droits des travailleurs ; extension du secteur public ; **article 15** : assujettissement des fonctionnaires à la cotisation U. N. E. D. I. C. ; assujettissement des fonctionnaires à l'impôt exceptionnel sur le revenu (p. 4478) ; **article 22** : difficultés financières rencontrées par les communes ; dotation globale de fonctionnement (p. 4479) ; réformes des finances locales ; taxe d'habitation (p. 4480) ; **article 23** : opposition de M. Robert-André Vivien aux organisations syndicales ; coût de la dotation (p. 4482) ; **après l'article 23** : contrôle par le Parlement des fonds publics accordés aux entreprises industrielles ; opportunité de la création d'une délégation parlementaire ; rapport sur les conditions générales dans lesquelles les agréments fiscaux ou les interventions fiscales interviennent ; règles du secret fiscal (p. 4484).

Prise de participation dans la société Matra ; dispositions concernant les recettes de recouvrement des impôts ; ajustements consécutifs à l'héritage des précédents gouvernements ; collectif agricole ; remerciements adressés à la commission des finances pour la qualité de son travail (p. 4487).

Deuxième lecture, discussion des articles : **après l'article 12** : son amendement n° 2 (financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) : adopté [18 décembre 1981] (p. 5221) ; **article 20** : son amendement n° 3 (rémunération des porteurs de parts de sociétés à caractère coopératif ou mutualiste) (p. 5222) : adopté (p. 5223).

Troisième lecture, discussion générale : obstruction constituée par l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean Foyer [23 décembre 1981] (p. 5419) ; constitutionnalité des articles évoqués ; défense de certains privilèges par M. Jean Foyer (p. 5420).

— Projet de loi de finances rectificatives pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion générale : mesures destinées à soutenir le revenu des agriculteurs et à favoriser le dynamisme des entreprises argicoles et agro-alimentaires ; caractère volontariste des réformes ; saturation progressive du marché communautaire ; évolution défavorable des prix agricoles ; hausse du coût des facteurs de production ; diminution du revenu agricole moyen par exploitation ; politique d'expédients menée par les gouvernements précédents ; nécessité d'assurer le maintien du pouvoir d'achat des agriculteurs les plus défavorisés ; mise en œuvre d'une politique structurelle de développement du secteur agricole ; organisation des marchés ; valorisation des produits ; extension de la commercialisation des produits ; développement des acquis de l'agriculture française ; refus des usines à lait ; progrès de productivité [15 décembre 1981] (p. 4944) ; ouverture sur l'extérieur de l'agriculture ; nouvelle politique agricole ; véritable justice sociale en agriculture ; fiscalité agricole ; mauvaise connaissance des revenus ; commission Laxan ; meilleure utilisation des transports ; assujettissement de l'agriculture à la T.V.A. ; extension de la portée des obligations déclaratives des exploitants agricoles redevables de la T.V.A. sous le régime réel simplifié ; seuil d'assujettissement à un régime de bénéfice réel ; aide à l'investissement ; monopole du Crédit agricole dans la distribution des prêts bonifiés à l'agriculture ; harmonisation du régime fiscal du Crédit agricole sur celui des autres institutions financières (p. 4945) ; impatience de ceux qui souhaitent la mise en œuvre de réformes structurelles dans l'agriculture ; place de l'agriculture dans le développement de l'économie française (p. 4946) ; baisse du revenu consécutive à la politique agricole des précédents gouvernements (p. 4954) ; allocation sociale de solidarité ; action foncière de nature à faciliter la location des terres ; solidarité à l'égard des agriculteurs ; respect des engagements communautaires ; non-conformité des aides directes assurées par le budget de l'Etat à la réglementation communautaire ; intérêt porté par le Gouvernement à l'agriculture française (p. 4955).

Discussion des articles : **article 5** : son amendement n° 8 (de coordination juridique) ; concertation sur la fiscalisation du Crédit mutuel ; encadrement du crédit ; harmonisation des différents régimes du système bancaire [17 décembre 1981] (p. 5116) ; amendement n° 8 adopté ; imposition des caisses de Crédit mutuel à compter de 1981 (p. 5117) ; **article 6** : assujettissement à la T.V.A. des exploitations agricoles (p. 5118) ; **après l'article 7** : options séparées du bailleur et du métayer pour l'assujettissement de la T.V.A. (p. 5119).

Deuxième lecture, discussion générale : retour au texte adopté par l'Assemblée en première lecture [22 décembre 1981] (p. 5394).

Discussion des articles : **article 6** : possibilité pour toute personne de compter à charge un invalide recueilli à son foyer pour l'impôt sur le revenu ; application des dispositions de l'article 156-2 du code général des impôts pour les ascendants non invalides recueillis par leurs enfants (p. 5396).

Troisième lecture, discussion générale : modifications des ressources du fait de la gestion du domaine de l'Etat par les S.A.F.E.R. [23 décembre 1981] (p. 5427).

— Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).

Commission mixte paritaire, discussion générale : engagements du Gouvernement vis-à-vis des rapatriés [22 décembre 1981] (p. 5392).

FALALA (Jean)

Député de la Marne
(2e circonscription)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gérard Chasseguet tendant à donner vocation à la qualité de combattant aux militaires ayant participé aux opérations de Madagascar entre le 30 mars 1947 et le 30 septembre 1949 (n° 171) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Godfrain visant à étendre aux bénéficiaires de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 établissant le statut du réfractaire et de la loi n° 51-528 du 14 mai 1951 relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire français occupé par l'ennemi, ou en territoire français annexé par l'ennemi, les dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier entre soixante et soixante-cinq ans d'une pension de retraite calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans (n° 253) [1er octobre 1981] (p. 1454).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Anciens combattants) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Emmanuel Aubert et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre en faveur des anciens prisonniers du camp de Rawa-Ruska (n° 348) [20 novembre 1981] (p. 4132).

Rapporteur de la proposition de loi de M. René La Combe et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires par une disposition visant à garantir le droit au travail des militaires retraités (n° 506) [3 décembre 1981] (p. 4404).

Rapporteur de la proposition de M. Pierre-Charles Krieg portant prorogation de certaines dispositions transitoires prévues par la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (n° 509) [3 décembre 1981] (p. 4404).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome II, Anciens combattants **(n° 471)** [16 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **allocation de rentrée scolaire :** montant de l'allocation de rentrée scolaire [14 octobre 1981] (p. 1782) ;

— **attitude des responsables d'entreprise :** « sabotage » des objectifs économiques et politiques du Gouvernement par de nombreux responsables d'entreprise ; situation des entreprises nationalisées [28 octobre 1981] (p. 2660) ; demande à répondre au Gouvernement (p. 2661).

INTERVENTIONS

— **Son rappel au règlement :** déclaration de M. Pierre Mauroy à Antenne 2 le 19 octobre 1981 : « flibuste » organisée par l'opposition dans le débat sur les nationalisations [20 octobre 1981] (p. 2188).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : rétablissement du 8 mai comme fête nationale fériée ; rapport Constant ; attribution de la carte du combattant d'Afrique du Nord ; statut des évadés ; répression contre les profanateurs des monuments commémoratifs des deux guerres et de la Résistance ; campagne double pour les anciens d'Afrique du Nord titulaires de la carte du combattant ; mesures en faveur des veuves, orphelins et ascendants ; relèvement du plafond majorable de la rente mutualiste ; échéancier du rattrapage des pensions ; avis favorable de la commission [9 novembre 1981] (p. 3409).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion générale : intervention de M. François Mitterrand dans le débat du 20 mai 1967 sur les ordonnances ; politique sociale dictée par le conseil des ministres ; chèque en blanc à tirage illimité [8 décembre 1981] (p. 4514) ; œuvre sociale du général de Gaulle et de l'ancienne majorité (p. 4515) ; charges de la sécurité sociale ; différence entre la politique de la France et celle de presque tous les pays ; dégagement d'emplois de façon autoritaire dans la fonction publique ; accroissement des besoins financiers de l'Etat ; nouvelles charges imposées aux entreprises ; danger pour les caisses de retraite complémentaire ; effets de la réduction de la durée du travail décidée en 1936 sur l'emploi et le pouvoir d'achat ; risques analogues pour les trente-cinq heures (p. 4516) ; déclaration de M. Pierre Dreyfus sur les conditions de l'abaissement de la durée du travail ; nécessité de rétablir la confiance ; détaxe de l'investissement productif (p. 4517) ; réintroduction de la lutte des classes par le Gouvernement dans la vie de la nation (p. 4518).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 11 (suppression de l'article) ; article contraire aux garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires et aux intérêts des travailleurs ; menace sur les retraites ; financement des nouvelles dépenses ; remise en cause du principe de la libre administration des collectivités locales [9 décembre 1981] (p. 4569) ; amendement n° 11 rejeté (p. 4570) ; **alinéas 2 à 5 :** garanties quant à la concertation ; concertation branche par branche sur les ordonnances (p. 4580) ; réduction de la durée légale du travail (p. 4583) ; trente-cinq heures hebdomadaires : compensation salariale pour favoriser l'embauche ; cinquième semaine de congé : régime des avantages particuliers antérieurement acquis (p. 4586) ; attitude de l'opposition lors de la discussion des amendements en commission (p. 4593) ; **alinéa 6 :** travail à temps partiel (p. 4599) ; **article 1er** *(suite),* **alinéa 7 :** contrat à durée déterminée et travail temporaire ; charges des entreprises [10 décembre 1981] (p. 4608) ; attitude du Gouvernement et de la majorité à l'égard des amendements de l'opposition (p. 4618) ; reprise par le Gouvernement de dispositions d'amendements présentés par l'opposition (p. 4619) ; traitement des amendements différent selon leur origine politique (p. 4620) ; **alinéa 8 :** système de la préretraite (p. 4626) ; coût de la retraite à soixante ans et des allocations annexes (p. 4627) ; **alinéa 9 :** accord des salariés intéressés pour le dégagement d'emplois ; durée d'application des mesures dérogatoires ; blanc-seing donné au Gouvernement pour le bouleversement des règles relatives à l'embauche et à l'âge de départ à la retraite des fonctionnaires (p. 4636) ; précisions du Gouvernement sur les mesures dérogatoires (p. 4637) ; **alinéa 10 :** cumuls : situation des personnels des armées et de la S. N. C. F. (p. 4640) ; **alinéa 11 :** augmentation du coût de la production induite par les contrats de solidarité (p. 4642) ; financement des contrats de solidarité (p. 4645) ; sa question sur le montant des sommes nécessaires au financement des contrats (p. 4646) ; **alinéa 12 :** financement des contrats de solidarité par les collectivités locales : atteinte à leur liberté (p. 4650) ; **alinéa 13 :** son amendement n° 25 (suppression de l'alinéa) ; précisions du Gouvernement sur la notion d'insertion sociale des jeunes (p. 4651) ; priorité à donner au développement personnel par rapport au développement social (p. 4652) ; caractère vague des propositions gouvernementales ; amendement n° 25 rejeté ; proposition de loi R. P. R. sur la formation en alternance (p. 4653) ; son amendement n° 26 (garantie d'emploi accordée aux jeunes à leur majorité) ; engagement du Premier ministre sur le chômage des jeunes ; amendement n° 26 rejeté (p. 4654).

FAUGARET (Alain)

Député du Nord
(8e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

FAURE (Maurice)

Garde des sceaux, ministre de la justice
Député du Lot
(1re *circonscription*)
Apparenté socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de garde des sceaux, ministre de la justice : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

FEVRE (Charles)

Député de la Haute-Marne
(1re *circonscription*)
U. D. F.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2700).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'ouverture du **droit à pension de veuves de guerre aux veuves des victimes du service du travail obligatoire** morts en jouissance d'une pension temporaire ou définitive correspondant à une invalidité égale ou supérieure à 85 p. 100 ou en possession de droits à cette pension **(n° 406)** [1er octobre 1981].

Proposition de loi relative à l'obligation pour les collectivités locales d'avoir **recours à un architecte (n° 439)** [1er octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **action de la police :** propos tenus par M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, sur les actions de la police sous le précédent septennat [7 octobre 1981] (p. 1556).

— **mesures de blocage des prix :** exemple de l'hôtellerie saisonnière ; régression de l'emploi industriel [25 novembre 1981] (p. 4169).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale : hâte inexplicable dans l'examen du projet de loi ; suppression des tutelles *a priori* [27 juillet 1981] (p. 372) ; surcroît des dépenses publiques ; disparités entre communes ; regroupement communal ; loi de 1971 sur les fusions de communes ; rapport Guichard ; exécutif départemental ; interventionnisme des collectivités locales (p. 373).

Discussion des articles : **après l'article 15 :** son amendement n° 262 (liberté des communes dans les opérations de regroupement de communes) : rejeté [31 juillet 1981] (p. 663) ; **article 18 :** son amendement n° 31 (partage des fonctions de préaration des délibérations relevant du président du conseil général et d'exécution relevant du représentant de l'Etat sous la surveillance du conseil général) [1er août 1981] (p. 694) : rejeté (p. 695) ; **après l'article 18 :** risque de conflit entre le représentant de l'Etat et le président du conseil général dans la fonction de coordination des services de l'Etat et du département (p. 717).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : politique sociale des groupes nationalisables [13 octobre 1981] (p. 1748) ; sa motion de renvoi en commission ; précipitation du Gouvernement [14 octobre 1981] (p. 1827) ; possibilité d'une gestion cohérente des participations industrielles de l'Etat ; possibilité pour l'Etat d'agir sur les groupes nationalisables par sa position de client ; moyens de contrôle du crédit dont dispose actuellement l'Etat ; raison politique des nationalisations ; inadaptation des nationalisations à la lutte contre la crise ; raisons du succès de Renault (p. 1828) ; coût de Renault pour le contribuable ; nationalisation rampante ; patrimoine étranger des banques nationalisables ; rétrocession des actifs industriels de Paribas et de Suez (p. 1829) ; exclusion de la Compagnie générale des eaux du champ des nationalisations (p. 1830) ; rejet par scrutin public de sa motion de renvoi en commission (p. 1833).

Discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** son amendement n° 2 (suppression de l'article) ; bonne santé économique des groupes nationalisables, à l'exception du secteur textile de Rhône-Poulenc ; gestion privée de Renault ; mise en place d'un contrôle des stratégies des groupes par l'Etat ; absence des critères de monopole et de service public [15 octobre 1981] (p. 1860) ; rejeté (p. 1864) ; son amendement n° 3 (participation de l'Etat de 51 p. 100 dans le capital de ces sociétés) (p. 1870) ; moyens d'action de l'Etat par le biais de la Caisse des dépôts et consignations et par sa position de client ; indemnisation ; souplesse et caractère non irréversible de la prise de participation majoritaire (p. 1871) ; caractère politique de la nationalisation à 100 p. 100 (p. 1872) ; amendement n° 3 rejeté (p. 1873) ; **article 2 :** son amendement n° 4 (gestion des participations majoritaires de l'Etat par un institut de participation industrielle) [16 octobre 1981] (p. 1946) : rejeté (p. 1947) ; **après l'article 4 :** son amendement n° 5 (convocation d'une assemblée générale extraordinaire dans les cinq sociétés industrielles nationalisables) ; expiration des fonctions des dirigeants de ces sociétés [17 octobre 1981] (p. 1993) : rejeté (p. 1994) ; son amendement n° 6 (obligations remises dans un délai de six mois à compter de la publication de la loi) : tombe du fait du rejet de l'amendement n° 5, après l'article 4 (p. 1999) ; **article 7 :** son amendement n° 7 (date de cessation de fonction des équipes dirigeantes des cinq sociétés industrielles nationalisables) (p. 2030) ; retiré (p. 2031) ; **article 8 :** soutient l'amendement n° 487 de M. Pierre Méhaignerie : risque d'étatisation (p. 2038) ; son amendement n° 8 (prévoyant que nul ne peut appartenir simultanément à deux conseils d'administration de sociétés nationales) [18 octobre 1981] (p. 2047) : adopté (p. 2048) ; son amendement n° 9 (tendant à ce que les dispositions de la loi de 1966 s'appliquent aux membres des conseils d'administration des sociétés nationalisées) : rejeté (p. 2049) ; **titre II :** nationalisation des banques : **article 13 :** son amendement n° 960 (tendant à supprimer l'article 13) ; égoïsme bancaire et gaspillage les plus manifestes dans les trois banques déjà nationalisées ; exemple du gaspillage de publicité ; dispositif suffisant par la Banque de France, le Conseil national du crédit et les banques déjà nationalisées pour que l'Etat puisse conduire sa politique monétaire ; inutilité de la nationalisation des banques ; décision à caractère électoraliste ; exclusion du Crédit agricole du champ de la nationalisation pour ne pas mécontenter les agriculteurs (p. 2079) ; amendement n° 960 rejeté (p. 2080) ; **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 10 :** son amendement n° 10 (président du conseil d'administration désigné parmi les membres du conseil choisis en raison de leurs compétences) : rejeté [19 octobre 1981] (p. 2172) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 14 précédemment réservé :** son amendement n° 987 : retiré [21 octobre 1981] (p. 2275) ; **après l'article 16 :** son amendement

n° 989 (assemblée générale dans chacune des banques nationalisables pour approuver les comptes sociaux ; cessation de fonction des équipes dirigeantes) : rejeté (p. 2301) ; **article 17 :** son amendement n° 990 (date de remise des obligations indemnitaires) : retiré (p. 2303) ; **article 20 précédemment réservé :** son amendement n° 1010 (responsabilité des administrateurs) : rejeté ; son amendement n° 1011 (interdiction des cumuls de conseils d'administration) [22 octobre 1981] (p. 2337) ; rejeté (p. 2338).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

— *Première lecture, deuxième partie :*

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* installation des jeunes, cotisations sociales [6 novembre 1981] (p. 3292).

— **Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 484).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 1 (extension du caractère non obligatoire de la consultation des C. A. U. E. aux collectivités locales) ; réintroduction des collectivités locales dans le droit commun ; contrôle de l'architecte des Bâtiments de France ; problème des petites communes rurales ; décentralisation [26 novembre 1981] (p. 4245) ; rejeté ; son amendement n° 2 (extension de la suppression de la consultation des C. A. U. E. aux communes de moins de 2 000 habitants) ; amendement de repli ; préservation des sites ; amendement n° 2 rejeté ; approbation du projet de loi par le groupe de l'union pour la démocratie française (p. 4246).

FIEVET (Berthe)

Député du Cher
(3e circonscription)
Socialiste

Elue le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

FILLIOUD (Georges)

Ministre de la communication
Député de la Drôme
(3e circonscription)
Socialiste
Ministre de la communication

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de la communication : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre de la communication (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1787).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean-Paul Fuchs : objectivité à la télévision :** changement des responsables de la radio et de la télévision dans les organismes publics [14 octobre 1981] (p. 1778).

— **M. Alain Madelin : liberté de la presse** [4 novembre 1981] (p. 3082).

orales sans débat de :

— **M. Georges Sarre (n° 103) : incendie du centre FR 3 de la rue Francois-1er à Paris :** projet de modification des locaux de la rue François-1er ; remise en état de l'installation technique du centre Devèze ; projet d'installation définitive dans un immeuble situé dans le même quartier ; transfert de la rédaction d'Antenne 2 près de l'avenue Montaigne [18 décembre 1981] (p. 5157) ;

— **M. Pascal Clément (n° 112) :** donne communication de la réponse de M. Pierre Mauroy, Premier ministre [18 décembre 1981] (p. 5158).

— **M. René La Combe (n° 26) : mines de fer de Segré,** en remplacement de M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie : étude en cours [2 octobre 1981] (p. 1473).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).**

Première lecture, discussion générale : politique à l'égard de la presse avant le changement de majorité [24 septembre 1981] (p. 1288) ; développement anarchique des radios locales ; besoin de communication ; objectifs commerciaux ; limitation de rayonnement de l'émetteur ; contrôle technique par T. D. F. ; obligation de diffuser des programmes propres ; interdiction de constitution de réseaux (p. 1289) ; contrôle des ressources de l'association titulaire de la dérogation ; cahier des charges ; respect du pluralisme ; caractère précaire et révocable des autorisations d'émettre ; maintien du principe du monopole d'Etat ; dérogation accordée par le pouvoir exécutif ; mode de financement (p. 1290) ; publicité ; financement public national ; organismes régionaux aux côtés de la commission étudiant les demandes de dérogations ; dérogations précaires et révocables en vertu de la loi de 1972 (p. 1317) ; pluralisme ; avis technique de T. D. F. ; accord pour réviser les dispositions de la loi de 1901 sur les associations ; s'engage à faire prendre les mesures réglementaires dans un délai de trois mois après le vote de la loi (p. 1318) ; menace pour la petite presse locale ; composition de la commission chargée d'étudier les demandes de dérogations (p. 1319).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Alain Madelin (p. 1320) ; **article 1er ;** *article* 3-1 *de la commission du* 3 *juillet* 1972 : accepte l'amendement n° 2 de la commission : associations p. 1321) ; accepte le sous-amendement n° 44 de M. Jean-Paul Fuchs à l'amendement n° 2 de la commission (p. 1322) ; s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Alain Madelin ; accepte l'amendement n° 3 de la commission ; s'oppose au sous-amendement n° 32 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 3 de la commission : révocation des dérogations par décret ; accepte l'amendement n° 4 de la commission (p. 1323) ; soutient le sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 5 de la commission (une personne physique ou morale, de droit privé, ne peut financer à plus de 25 p. 100 une station de radiodiffusion) : adopté ; soutient l'amendement n° 42 du Gouvernement (intervention financière des collectivités territoriales limitée au quart des dépenses exposées par une radio) : adopté (p. 1324) ; accepte l'amendement n° 6 de la commission : ordonnance du 26 août 1944 ; *article* 3-2 *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : soutient le sous-amendement n° 43 du Gouvernement à l'amendement n° 8 de la commission (couverture de l'émetteur dans les territoires d'outre-mer) : adopté ; s'oppose au sous-amendement n° 41 de M. Gaston Flosse à l'amendement n° 8 de la commission ; *article* 3-2 bis *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : s'oppose aux amendements n° 22 de M. Alain Madelin et n° 29 de M. Jean-Paul Fuchs (compétence gouvernementale pour fixer la composition de la commission chargée d'étudier les demandes de dérogation) (p. 1325) ; s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Gilbert Gantier (p. 1326) ; procédure lente et lourde de l'amendement n° 9 de la commission : consultation des collectivités territoriales sur les demandes de dérogation : domaine réglementaire (p. 1327) ; accepte l'amendement n° 10 de la commission ; s'oppose au sous-amendement n° 34 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 10 de la commission ; s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Gilbert Gantier (p. 1328) ; *article* 3-3 bis *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : soutient l'amendement n° 30 du Gouvernement (exclusion du champ des dérogations des groupes d'intérêt et des organismes poursuivant un but de propagande) (p. 1329) : retiré (p. 1330) ; accepte l'amendement n° 12 de la commission ; *article* 3-4 *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : s'oppose aux sous-amendements

n°s 35 et 36 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 17 de la commission : prohibition de la publicité (p. 1332) ; *article 3-5 de la loi du 3 juillet* 1972 : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Alain Madelin ; accepte l'amendement n° 40 de M. Gilbert Gantier (p. 1333) ; accepte l'amendement n° 18 de la commission : diffusion par T. D. F. (p. 1334) ; accepte l'amendement n° 19 de la commission : rémunération de T. D. F. ; **article 2** : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Alain Madelin : amende maximum de 500 000 francs pour violation de monopole (p. 1334) ; **article 3** : soutient l'amendement n° 31 du Gouvernement (prohibition de la publicité dans les territoires d'outre-mer) : adopté (p. 1335) ; **après l'article 3** : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission : bilan d'application de la présente loi lors de la discussion du projet de loi sur l'audio-visuel (p. 1335).

Deuxième lecture, discussion générale : droits nouveaux accordés aux citoyens ; aménagement du monopole ; caractère associatif des radios libres [30 septembre 1981] (p. 1379) ; publicité ; sanctions pour violation du monopole ; projet de loi ultérieur sur l'ensemble du système audiovisuel ; refus des radios municipales (p. 1380).

Discussion des articles : **article 1er, article 3)** 2 bis *de la loi du 3 juillet* 1972 : rôle uniquement consultatif de la commission chargée d'étudier les demandes de dérogations au monopole (p. 1382) ; composition de cette commission ; ne pas la fixer entièrement par la loi (p. 1383) ; **article 4** : soutient l'amendement n° 16 du Gouvernement (suppression de l'article, injonction au Gouvernement de présenter un bilan d'application de la présente loi) : adopté ; s'engage à présenter à l'Assemblée un bilan de la présente loi (p. 1386).

Troisième lecture, discussion générale : favorable au texte adopté en deuxième lecture par l'Assemblée [2 octobre 1981] (p. 1477).

Quatrième lecture, discussion générale : favorable au texte adopté par l'Assemblée en troisième lecture [2 octobre 1981] (p. 1485).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale :* système national de communication audiovisuelle ; techniques nouvelles de la communication : télédiffusion, vidéogrammes, cassettes, disques, systèmes de télétexte, satellite ; T.V.A. appliquée aux journaux [16 novembre 1981] (p. 3815) ; réforme du statut des entreprises de presse ; agence France-Presse ; redevance-télévision ; politique du personnel ; pigistes ; collaborateurs à contrat à durée déterminée des entreprises de presse ; réintégration de personnels licenciés ; encouragement à la création (p. 3816) ; organisations syndicales ; télédiffusion de France (T.D.F.) ; service juridique et technique de l'information (S.J.T.I.) ; redevance-télévision ; institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) (p. 3817) ; redevance (p. 3832) ; aides à la presse ; charte de l'audiovisuel (p. 3833) ; décentralisation ; abaissement du taux de la T. V. A. (p. 3834).

Examen des crédits : **état E, ligne 71** : caractère de l'amendement n° 125 proposé par M. Jean-Pierre Soisson relatif à la redevance (p. 3837).

FILLON (François)

Député de la Sarthe
(4e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

Secrétaire d'âge.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre IV** : dispositions diverses ; **après l'article 50** : son sous-amendement n° 1434 à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon (recours ouvert aux entreprises de transport auxquelles auront été opposés trois refus successifs de crédit par trois banques nationalisées) : rejeté [26 octobre 1981] (p. 2585).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et réformes administratives. — *Discussion générale :* continuité de la fonction publique niée par le ministre [13 novembre 1981] (p. 3612) ; défiance à l'égard des fonctionnaires ; augmentation limitée des traitements ; volonté de remise en cause des principes de l'administration ; principe de hiérarchie ; neutralité ; modalités des futurs recrutements (p. 3613).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* ralentissement de l'effort financier ; capacité militaire de la France forgée sans le Président de la République et contre lui [13 novembre 1981] (p. 3675) ; incertitudes sur l'avenir ; loi de programmation militaire différée ; débat au printemps 1982 sur la politique de défense ; évolution de la F.N.S. et des forces nucléaires tactiques (p. 3676) ; fabrication de la bombe à neutrons ; promesse électorale de réduction du service militaire ; courte période de classes et volontariat (p. 3677).

Discussion des articles : **article 44** : son amendement n° 172 (réduction de crédits) ; construction du septième S.N.L.E. et du missile tactique Hades ; débat sur la politique de défense ; amendement n° 172 rejeté ; retire ses amendements n° 171 et 173 à 175 ; retire ses amendements n° 176 à 178, 184 et 78 à l'article 45 (p. 3692) [14 novembre 1981] ; **après l'article 45** : son amendement n° 79 (rapport du Gouvernement au Parlement avant le 1er février 1982 sur les orientations retenues pour la modernisation des forces nucléaires stratégiques et tactiques) (p. 3695) ; rejeté (p. 3696).

— **Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 104 (préservation de l'acquis dans les industries d'armement : rejeté ; son amendement n° 105 (diversification des industries d'armement et orientation vers des productions civiles et des opérations de coopération avec les partenaires européens) : rejeté [12 décembre 1981] (p. 4795) ; son amendement n° 46 (mise sur un pied d'égalité des entreprises coopératives et des entreprises privées transformant et distribuant des produits agricoles pour leur participation à la politique de gestion des marchés) : rejeté (p. 4804) ; son amendement n° 131 (utilisation de certaines sources sociales de financement du logement, sous forme de prêts ou de subventions permettant d'alléger directement les charges de remboursements des premières années des prêts composant le plan de financement des accédants à la propriété (p. 4819) : rejeté (p. 4820).

FITERMAN (Charles)

Ministre d'Etat, ministre des transports

NOMINATIONS

Est nommé ministre d'Etat, ministre des transports (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J.O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

REPONSES AUX QUESTIONS

orales sans débat de :

— **M. Robert Malgras (n° 35) : autoroute Metz-Luxembourg :** communications dans la région de Thionville ; consultation des élus pour le tracé ; réalisation rapide après la déclaration d'utilité publique [2 octobre 1981] (p. 1474).

— **M. Raymond Douyère (n° 32) : entreprise de matériel ferroviaire Carel et Fouché :** relance des industries ferroviaires ; développement du trafic ferroviaire [2 octobre 1981] (p. 1476).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale :* développement du rail ; paiement du transport-marchandises à son coût réel ; déréglementation du transport aérien ; relance de l'activité économique et de l'emploi ; investissements de la S.N.C.F. ;

souci d'améliorer la vie quotidienne ; transports collectifs urbains ; déviations et rocades urbaines ; renforcement de la sécurité ; souci d'aménagement équilibré du territoire [7 novembre 1981] (p. 3339) ; desserte de la Corse ; effort de recherche ; institut de recherche des transports ; dément la présence à son ministère d'un coordonnateur de l'activité des quatre ministres communistes ; noyautage de l'administration ; Concorde ; Airbus 320 ; avion de transport régional A.T.R. 42 ; achat éventuel du Boeing 737 par Air France (p. 3340) ; réforme de la S.N.C.F. : projet de loi en automne 1982 ; réforme de la gestion et du financement des transports parisiens ; seuil d'institution du versement transport ; refonte du mode de financement et de gestion des voies autoroutières ; voies navigables ; aviation légère et sportive ; projet de loi d'orientation des transports intérieurs au printemps 1982 (p. 3341) ; politique passée à l'égard de la S.N.C.F. ; réseaux départementaux ; rapports entre la S.N.C.F. et les élus régionaux ; autoroutes et voies rapides (p. 3352) ; nouvelle politique autoroutière ; harmonisation des péages et abaissement de leur coût réel ; rocades ; plan routier breton ; prolongement du métro vers Bobigny et Villejuif ; extension du versement transport et du périmètre de la carte orange ; tramways ; liaison Ermont-Invalides ; canal Rhin-Rhône ; financements européens (p. 3353) ; lancement de l'Airbus 320 ; navigants en chômage ; centre de contrôle de Reims mis en place en novembre 1982 ; négociations dans toutes les grandes entreprises publiques (p. 3354).

Répond à la question de :

— *M. Yves Tavernier :* transports en commun dans la région parisienne ; liaisons de banlieue à banlieue ; tarification de la carte orange ; réforme des transports parisiens au 1er janvier 1983 (p. 3353) ;

— *M. Wilfrid Bertile :* desserte aérienne des départements et territoires d'outre-mer (p. 3359) ;

— *M. Augustin Bonrepaux :* réouverture de lignes S.N.C.F. (p. 3359) ;

— *M. Guy Lengagne :* tunnel sous la Manche ; positions françaises sur la Manche ; autoroute A 26 ; liaison Saint-Omer - Nordausques en 1982 (p. 3360) ;

— *M. Christian Bergelin :* rocades et aménagements périurbains (p. 3360) ;

— *M. Pierre Raynal :* désenclavement du Massif central (p. 3360) ; électrification de la ligne de Clermont-Ferrand (p. 3361) ;

— *M. Jacques Godfrain :* deuxième train type « Cévenol » (p. 3361) ;

— *M. Roland Nungesser :* voies navigables ; schéma directeur ; batellerie (p. 3361) ;

— *M. Jean-Paul de Rocca Serra :* desserte de la Corse (p. 3361) ; ouverture de l'aéroport de Figari (p. 3362) ;

— *M. Jean-Paul Fuchs :* désenclavement du massif vosgien (p. 3362) ;

— *M. Emmanuel Hamel :* agencement des gares ; réglementation des transports routiers ; Renault Véhicules industriels (p. 3362) ;

— *M. Emile Koehl :* circulation à Strasbourg (p. 3363) ;

— *M. Jean Proriol :* plan Massif central (p. 3363) ;

— *M. Dominique Taddei :* liaison Rhin-Rhône (p. 3364) ;

— *M. Robert de Caumont :* liaison avec l'Italie ; loi d'orientation sur les transports au printemps 1982 (p 3364, 3365) ;

— *Mme Martine Frachon :* situation des bateliers (p. 3365) ;

— *M. Jean-Jack Queyranne :* développement routier de l'agglomération lyonnaise ; métro de Lyon (p. 3365, 3366) ;

— *M. Maurice Pourchon :* désenclavement du Massif central ; autoroute A 71 ; plan routier Massif central (p. 3367) ;

— *M. Jean-Pierre Sueur :* désenclavement du Massif central ; électrification de la ligne Clermont-Ferrand ; liaison rapide Orléans—Vierzon—Bourges (p. 3367) ;

— *M. Jean Valleix :* voies navigables ; canal du Midi (p. 3367) ; péages autoroutiers ; liaisons transversales (p. 3368) ;

— *M. Jean de Lipkowski :* liaison de Royan à l'autoroute A 10 ; aérodrome de Rochefort (p. 3368) ;

— *M. Pierre-Bernard Cousté :* métro de Lyon (p. 3369) ;

— *M. Francisque Perrut :* succès remporté par le T.G.V. ; conséquences de sa mise en service pour la desserte de certaines villes (p. 3369) ;

— *M. Yves Tavernier :* contrat d'entreprise entre l'Etat et Air France ; renouvellement de la flotte de moyens courriers ; Concorde (p. 3369, 3370) ;

— *M. Christian Bergelin :* fiscalité des transports routiers ; T.V.A. sur le gazole (p. 3370) ;

— *M. Roland Nungesser :* liaison fluviale Seine—Nord (p. 3370) ;

— *M. Pierre-Bernard Cousté :* liaison Rhin—Rhône ; mise en place des crédits nécessaires aux acquisitions foncières ; aménagement de la Saône (p. 3371).

Examen des crédits : **état B, titre IV** : liaison Rhin—Rhône ; irrecevabilité de l'amendement n° 70 de M. Pierre-Bernard Cousté (p. 3372).

FLEURY (Jacques)

Député de la Somme
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3) [9 juillet 1981] (p. 89).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1981** (n° 3) **(n° 103)** [15 juillet 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : création d'emplois publics pour contribuer à la réduction du chômage et améliorer la qualité des services publics ; création de 1 000 emplois au ministère de la justice ; administration pénitentiaire ; conseils de prud'hommes ; renforcement des programmes de prévention socio-éducative des services pénitentiaires ; création d'emplois dans la police en vue d'affecter plus d'agents à des tâches de sécurité ; acquisition d'avions destinés à la lutte contre les feux de forêt ; aide aux Antilles à la suite du passage du cyclone « Allen » [15 juillet 1981] (p. 130).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Bataille contre le chômage ; formation professionnelle ; actions d'utilité collective ; solidarité nationale ; travail intérimaire ; protection des travailleurs ; contrats temporaires ; aide à l'embauche pour les entreprises ; assainissement du marché du travail [15 septembre 1981] (p. 1069).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* cotisations sociales des petits exploitants ; modulation de ces cotisations [6 novembre 1981] (p. 3282).

FLOCH (Jacques)

Député de la Loire-Atlantique
(3e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. François Autain nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

Membre titulaire du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 65,** posée le 20 octobre 1981 : **handicapés (réinsertion professionnelle et sociale)** (p. 2248) ;

— **n° 82,** posée le 24 novembre 1981 : **constructions navales (emploi et activité)** (p. 4156) : appelée le 27 novembre 1981 : **problèmes de la construction navale française :** aide consentie par les pouvoirs publics ; accroîssement de la compétitivité des chantiers navals français dans le cadre européen (p. 4260).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés aux autres enfants à charge pour le bénéfice des dispositions ouvrant droit au recul de la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat (n° 318).**

Première lecture, discussion générale : montant de l'allocation handicapés adultes ; retarite anticipée à taux plein pour les parents d'enfants handicapés ; refus des mesures de caractère spécifique ; intégration des handicapés ; mesures en faveur du père ou de la mère dès l'apparition du handicap de l'enfant [22 septembre 1981] (p. 1258).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion générale : sa proposition d'assimilation pour l'âge de la retraite des parents d'enfants handicapés aux salariés exerçant des travaux pénibles [9 décembre 1981] (p. 4544).

FLORIAN (Roland)

Député de l'Oise
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

FLOSSE (Gaston)

Député de la Polynésie française
(2e circonscription)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1364).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi relative au **jugement des crimes et délits** commis sur le territoire de la **Polynésie française (n° 270)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à fixer la composition et la formation de l'**Assemblée territoriale en Polynésie française (n° 271)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi relative à l'assurance maladie des **retraités et fonctionnaires** des corps de l'Etat résidant dans un **territoire d'outre-mer (n° 272)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à supprimer les conseils du contentieux administratif des **territoires de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie** et portant **création de tribunaux administratifs** dans ces territoires **(n° 273)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi relative à **l'organisation de la Polynésie française (n° 580)** [3 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale : problème de l'organisation des territoires d'outre-mer ; statut de la Corse adapté à son insularité ; nécessité d'un statut d'autonomie interne pour la Polynésie française ; sa proposition d'un statut adapté à la spécificité géographique et culturelle de la Polynésie française ; abolition de la tutelle sur les communes d'outre-mer ; bénéfice de la dotation globale de fonctionnement et de la dotation globale d'équipement ; décentralisation des décisions économiques ; rôle du président du conseil du Gouvernement, chef du territoire [27 juillet 1981] (p. 367).

Discussion des articles : **après l'article 13 :** son amendement n° 11 (régime applicable aux communes des territoires d'outre-mer) [31 juillet 1981] (p. 655) ; rejeté (p. 656).

Deuxième lecture, discussion générale : nécessité de doter la Polynésie française d'un statut d'autonomie interne ; mise en place d'un comité paritaire « Etat-territoire » ; allègement des charges des collectivités territoriales ; dotation globale de fonctionnement [8 septembre 1981] (p. 822).

Discussion des articles : **avant l'article 61 :** son amendement n° 238 (application aux territoires d'outre-mer des dispositions relatives à l'allègement des charges des collectivités territoriales) : adopté [11 septembre 1981] (p. 991).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : situation particulière des territoires d'outre-mer ; récidive [18 septembre 1981] (p. 1187).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er ;** *article 3-2 de la loi du 3 juillet 1972 :* son sous-amendement n° 41 à l'amendement n° 8 de la commission (couverture de l'émetteur dans les territoires d'outre-mer) : rejeté [24 septembre 1981] (p. 1324).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* hausse des prix de 19 p. 100 en Polynésie française ; balance commerciale déficitaire à 94 p. 100 [5 novembre 1981] (p. 3208) ; investissements productifs créateurs d'emplois ; dotation globale de fonctionnement et d'équipement ; tourisme ; exploitation des richesses de l'océan ; augmentation de la subvention de l'Etat en faveur des producteurs de coprah ; extension du code pénal et du code de procédure pénale à la Polynésie française ; autonomie interne : caractère partial de la procédure suivie par le Gouvernement (p. 3209) ; élection d'une nouvelle assemblée territoriale (p. 3210).

Mer. — *Discussion générale : questions :* compétence de la Polynésie en matière d'exploration de recherche et d'exploitation des richesses naturelles dans la zone économique ; création en Polynésie d'une université de la mer ; constructions navales polynésiennes [9 novembre 1981] (p. 3404).

FONTAINE (Jean)

Député de la Réunion
(2e circonscription)
N. I.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

N'appartient à aucun groupe [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).
Contestation de son élection [7 juillet 1981] (p. 43). Rejet de la requête, décision du Conseill constitutionnel [20 novembre 1981] (p. 4131).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— **Son rappel au règlement** : conditions d'examen du texte relatif au prix du livre [30 juillet 1981] (p. 552).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* avenir institutionnel des départements d'outre-mer ; lois spécifiques ; assemblée unique [5 novembre 1981] (p. 3202).

Solidarité nationale. — *Discussion générale :* application de toutes les lois sociales aux réunionnais ; allocation spéciale vieillesse ; allocation compensatrice en faveur des handicapés dont l'état nécessite l'aide d'une tierce personne ; allocation aux mères de famille ; complément familial ; prestations familiales ; blocage de la dotation du F.A.S.O. (fonds d'action sociale obligatoire) au niveau de 1979 [10 novembre 1981] (p. 3518).

Solidarité nationale-santé-travail. — I. Section commune. — II. Santé, solidarité nationale. — *Discussion générale :* politique de la santé ; centres de santé et de diagnostics publics ou semi-publics ; médecine fonctionnarisée ; gestion hospitalière [16 novembre 1981] (p. 3802) ; maternité ; médecine scolaire réunionnaise (p. 3803).

FORGUES (Pierre)

Député des Hautes-Pyrénées
(1re *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).
Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).
Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (communication) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 7 : **communication :** communication, radio-télévision **(n° 470)** [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion générale : procès d'intention fait par l'opposition [15 juillet 1981] (p. 146) ; mesures sociales et fiscalité ; augmentation du S.M.I.C. (p. 147).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : difficultés de Rhône-Poulenc et de la C.G.E. [13 octobre 1981] (p. 1748).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 31** : suppression par l'ancien Gouvernement d'avantages en matière de détaxe sur le carburant agricole [4 novembre 1981] (p. 3124) ; taux d'intérêt appliqué aux agriculteurs de montagne ; destination des aides directes aux agriculteurs (p. 3125).

Deuxième partie :

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : service juridique et technique de l'information ; future haute autorité de l'audiovisuel ; agence France-Presse ; aides à la presse ; statut des entreprises de presse ; réforme de l'audiovisuel ; besoins financiers de l'audiovisuel ; redevance ; expression régionale et locales ; cumul abusif d'emplois et de rémunération [16 novembre 1981] (p. 3811).

Examen des crédits : **état E, ligne 71 :** caractère démagogique de l'amendement n° 125 de M. Jean-Pierre Soisson relatif à la redevance (p. 3836).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).**

Discussion générale : équité des principes retenus par le Gouvernement ; aide inversement proportionnelle au chiffre d'affaires ; aide à caractère social pour les petits et moyens agriculteurs ; aide à caractère économique pour les agriculteurs ayant réalisé des investissements ; aide à caractère structurel concernant le foncier ; rôle des S.A.F.E.R. [16 décembre 1981] (p. 4982) ; utilisation des excédents du crédit agricole au profit des agriculteurs ; diversité de la situation des agriculteurs français ; exigence de la politique agricole communautaire ; situation des petits agriculteurs des zones de montagne ou des zones défavorisées ; formation ; nécessité d'une véritable politique des revenus prenant en compte les diversités de l'agriculture française (p. 4983).

FORNI (Raymond)

Député du Territoire de Belfort
(2e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).
Président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).
Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie [*J. O.* du 31 juillet 1981] (p. 2103).
Rapporteur du projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310) [8 septembre 1981] (p. 829).
Rapporteur de la proposiiton de loi de M. Pierre Bas tendant à abolir la peine de mort en France (n° 40) [17 septembre 1981] (p. 1180).
Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Bas tendant à créer une peine de remplacement de la peine de mort (n° 41) [17 septembre 1981] (p. 1180).
Rapporteur de la proposition de loi de M. André Lajoinie et de plusieurs de ses collègues tendant à l'abolition de la peine de mort (n° 202) [24 septembre 1981] (p. 1338).
Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).
Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 26 novembre 1981] (p. 3223).
Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Charles Millon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 66 de la Constitution (n° 381) [1er octobre 1981] (p. 1455).
Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [*J. O.* du 13 octobre 1981] (p. 2779).
Président de cette commission [*J. O.* du 15 octobre 1981] (p. 2801).
Rapporteur de la proposition de résolution de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le premier alinéa de l'article 33 du règlement de l'Assemblée nationale (n° 322) [15 octobre 1981] (p. 1890).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 608) [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3423).

Membre de la commission nationale de l'informatique et des libertés [*J. O.* du 20 décembre 1981] (p. 3474).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 310) portant **abolition de la peine de mort** (n° 316) [10 septembre 1981].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République à la suite d'une mission effectuée à Lyon les 29 et 30 octobre 1981, en vue de s'informer des **divers aspects du fonctionnement de la justice (n° 491)** [5 novembre 1981].

Proposition de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de **l'article 331** du **code pénal (n° 527)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi organique tendant à modifier l'article 16 de l'ordonnance n° 58-1271 du 22 décembre 1958 portant loi organique sur le **Conseil supérieur de la magistrature (n° 613)** [16 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77).**

Première lecture, discussion générale : condamnation par la Cour de sûreté de l'Etat à des peines capitales ; suppression de la Cour : respect des engagements pris à l'occasion des campagnes électorales et des grands principes démocratiques [17 juillet 1981] (p. 253).

Deuxième lecture, discussion générale : suppression de l'alternative offerte aux magistrats saisis de renvoyer [29 juillet 1981] (p. 472).

— **Projet de loi relatif à la Cour de cassation (n° 116).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** composition de la formation plénière ; utilisation du scrutin public [22 juillet 1981] (p. 272) ; **après l'article 2 :** son appréciation quant à l'amendement n° 5 de M. Jean Foyer (p. 274).

Deuxième lecture, discussion générale : collaboration du Sénat et de l'Assemblée nationale [29 juillet 1981] (p. 471).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** soutient l'amendement n° 19 de la commission (amnistie du délit punissant les relations homosexuelles consenties avec un enfant mineur de 15 à 18 ans) ; adopté par scrutin public [29 juillet 1981] (p. 496) ; **article 9** *bis* **:** soutient l'amendement n° 25 de la commission (permettant aux condamnés de se désister d'un appel ou d'un pourvoi en cassation) ; adopté (p. 505) ; **après l'article 12 :** confirmation de la volonté politique proclamée par le premier ministre ; circulaire Foyer de 1966 ; problème de la réintégration (p. 510).

Commission mixte paritaire, discussion générale : amnistie des faits ayant donné lieu à sanctions disciplinaires dans les entreprises privées ; réintégration des salariés ; collaboration des deux assemblées [31 juillet 1981] (p. 593).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale : rapidité de la procédure législative ; règlement de l'Assemblée nationale ; **sur le rappel au règlement de M. Jean Foyer :** justification de l'examen du projet de loi ; consultations faites par la commission des lois [27 juillet 1981] (p. 317) ; **son rappel au règlement :** discussion d'une exception d'irrecevabilité (p. 333) ; ses observations sur la question préalable de M. Olivier Guichard ; inertie des précédents gouvernements en matière de décentralisation ; cohérence du projet de loi ; risque de politisation (p. 339) ; ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Charles Millon ; consultation de l'ensemble du corps électoral lors des élections présidentielles et législatives (p. 392).

Discussion des articles : **après l'article 4 :** soutient l'amendement n° 49 de la commission (remise en cause des rémunérations versées par les communes à des fonctionnaires de l'Etat) ; accroissement des disparités dans la fonction publique ; cas des directeurs départementaux de l'équipement [31 juillet 1981] (p. 601) ; amendement n° 49 réservé jusqu'à l'examen du titre IV (p. 602) ; **article 16 :** soutient l'amendement n° 454 de la commission (rédactionnel) retiré [1er août 1981] (p. 679) ; **article 18 :** ses observations sur l'amendement n° 413 de la commission des finances relatif à l'information des présidents de conseils généraux par les représentants de l'Etat (p. 706-707) ; **article 22 :** distinction entre les notions « d'hôtel du département » et « hôtel de la préfecture » [2 août 1981] (p. 747) ; **article 32 :** soutient le sous-amendement n° 456 (rédactionnel) de la commission à l'amendement n° 439 du Gouvernement : adopté ; soutient l'amendement n° 105 (rédactionnel) de la commission (transmission du projet de budget avant la première réunion consacrée à son examen) (p. 781) : adopté ; soutient l'amendement n° 105 (rédactionnel) de la commission : adopté (p. 782) ; **article 37 :** soutient l'amendement n° 107 de la commission (notion de dépenses obligatoires) : adopté ; soutient l'amendement n° 108 de la commission (cas des dépenses inscrites pour un montant insuffisant ; délai d'intervention de la chambre régionale) : adopté ; soutient l'amendement n° 110 de la commission (délai de mandatement d'office) (p. 783) : adopté ; **article 39 :** soutient l'amendement n° 112 de la commission (harmonisation de l'article 39 avec l'article 10 du projet de loi) (p. 784) : adopté après modifications ; soutient l'amendement n° 202 de M. Alain Richard (harmonisation avec l'article 10) : adopté ; soutient l'amendement n° 113 de la commission (appréciation par la chambre régionale du bien-fondé de l'opposition du comptable) retiré ; soutient l'amendement n° 114 de la commission (responsabilité personnelle et pécuniaire de l'ordonnateur) : retiré (p. 785).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur suppléant : découpage de la réforme locale en tranches ; répartition des compétences ; statut des élus et des agents locaux ; finances des collectivités locales ; application à la ville de Paris du droit commun des communes et des départements français ; suppression des tutelles administratives et financières ; responsabilité des élus devant la cour de discipline budgétaire et financière ; rôle des établissements publics de crédit à l'égard des collectivités locales ; comptes régionaux des prêts ; transfert du pouvoir exécutif aux élus ; convention négociée dans chaque département entre le président du conseil général et le préfet [14 décembre 1981] (p. 4866) ; application des statuts actuellement en vigueur pour les personnels concernés ; loi définissant le statut des fonctionnaires locaux ; loi déterminant la répartition des ressources publiques entre l'Etat et les collectivités locales ; création par les conseils généraux d'une agence technique départementale ; transformation des établissements publics régionaux en collectivités locales ; compétences des régions ; transformation du mode d'élection des conseils régionaux ; modification des compétences et des conditions de nomination des comités économiques et sociaux ; Corse ; extension des compétences régionales ; aides financières aux investissements des entreprises concourant au développement régional ; rôle de la région dans la définition de la politique de la formation professionnelle ; élargissement des possibilités de recours à l'épargne régionale pour les investissements publics ; accession des sociétés de développement régional (S.D.R.) aux prêts de la Caisse des dépôts ; participation des régions au capital des sociétés d'économie mixte ; comités régionaux des prêts ; rôle des comités économiques et sociaux ; allégement des charges des collectivités locales ; création d'une dotation de l'Etat aux collectivités locales en matière culturelle ; institution d'une réglementation des rémunérations versées aux agents de l'Etat par les collectivités locales ; concertation avec les élus ; volonté de changement animant la majorité (p. 4867) ; attente des réformes par les élus (p. 4868) ;

Discussion des articles : **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Philippe Séguin ; distribution des amendements (p. 4873) ; **article 1er :** refus de la commission de réserver cet article (p. 4874) ; statut de Paris (p. 4876) ; « injonction au Gouvernement » contenue dans le sous-amendement n° 397 de M. Michel Noir (p. 4877) ; départements d'outre-mer ; pouvoirs du représentant de l'Etat en cas de circonstances exceptionnelles (p. 4879).

Répond à la demande de suspension de séance de M. Charles Millon [9 septembre 1981] (p. 832).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : initiatives passées en faveur de l'abolition ; projet « sécurité et liberté » ; engagement pris devant les électeurs [17 septembre 1981] (p. 1136) ; Déclaration universelle des droits de l'homme ; grâce présidentielle ; référendum ; responsabilité du Parlement ; peine de substitution (p. 1137) ; barbarie du châtiment (p. 1138) ; son opposition à la question préalable ; annonce le dépôt sur le bureau de l'Assemblée par le groupe socialiste d'une proposition de loi portant réforme du code pénal (p. 1148).

Discussion des articles : **article 1er :** s'oppose aux amendements n° 20 de M. Jacques Baumel, 9 de M. Pierre Micaux, 19 de M. Gilbert Gantier, 22 de M. Roland Nungesser, 17 de M. Jacques Chaban-Delmas et 4 de M. Serge Charles ; problème du principe de l'abolition de la peine de mort [18 septembre 1981] (p. 1212) ; s'oppose aux amendements n°s 21 de M. Paul Pernin et 10 de Mme Hélène Missoffe (p. 1213) ; s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Pierre-Charles Krieg ; opposition à une peine réellement perpétuelle (p. 1214) ; soutient l'amendement n° 6, deuxième rectification, de la commission (règles d'exécution des peines déterminées par la loi portant réforme du code pénal) (p. 1215) ; annonce que le groupe socialiste déposera une proposition de réforme du code pénal si le Gouvernement ne présente pas un texte avant la fin 1982 (p. 1218) ; amendement n° 6 de la commission (de rectification), réservé puis adopté (p. 1219) ; **après l'article 2 :** s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Serge Charles (p. 1220) ; **article 6 :** son amendement n° 25 (rédactionnel) : adopté ; après l'article 7 : soutient l'amendement n° 26 de la commission (application de la loi aux six condamnations prononcées avant le 1er novembre 1980) (p. 1221) : adopté (p. 1222).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés aux autres enfants à charge pour le bénéfice des dispositions ouvrant droit au recul de la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat (n° 318).

Première lecture, explication de vote : compétence de la commission des lois ; pas de saisine de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [22 septembre 1981] (p. 1260).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises (n° 314).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** procédure d'expropriation forcée à l'encontre de ceux qui détiennent le capital de l'entreprise [22 septembre 1981] (p. 1243) ; refus de cession décidé par le tribunal ; atteinte au principe régissant le droit de propriété ; rappel du projet de loi de MM. Raymond Barre et Alain Peyrefitte (p. 1244) ; **article 6 :** difficultés entraînées pour le règlement des affaires par l'amendement n° 9 du Gouvernement ; rapidité requise pour une vente à forfait (p. 1246) ; égalité des parties aux procès (p. 1247) ; s'oppose à la possibilité pour toutes les parties de faire appel pour une vente à forfait (p. 1248).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion générale : retrait du texte de l'ordre du jour par le Gouvernement ; demande des précisions sur sa date de discussion [29 septembre 1981] (p. 1342) ; débat intervenu en commission ; libertés reconnues aux immigrés [30 septembre 1981] (p. 1393).

Discussion des articles : **article 1er :** inutilité du sous-amendement n° 72 du Gouvernement à l'amendement n° 6 de la commission ; **article 2 :** soutient l'amendement n° 61 de la commission : efficacité de la sanction ; latitude laissée au juge (p. 1408) ; soutient l'amendement n° 62 de la commission ; interdiction du territoire pour les récidivistes à la législation sur l'entrée des étrangers ; insuffisance et obstacles pratiques d'une interdiction limitée à un an ; caractère excessif d'une interdiction ne pouvant être inférieure à cinq ans (p. 1409) ; **après l'article 2 :** renforcement des sanctions à l'égard des passeurs (p. 1410) ; **article 3,** *article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945* : champ de l'expulsion ; double condition de la menace grave pour l'ordre public et d'une condamnation supérieure à un an d'emprisonnement (p. 1412) ; *article 24 de l'ordonnance du 2 novembre 1945* ; composition de la commission d'expulsion ; caractère juridictionnel ; droit pour l'étranger d'être assisté par un avocat à l'exclusion de tout autre conseil devant la commission d'expulsion (p. 1414) ; publicité des débats de la commission d'expulsion ; s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Roland Renard : danger de pression de l'administration sur l'étranger en cas de graduation des sanctions (p. 1415) ; *article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945* : protection contre l'expulsion des immigrés de la deuxième génération (p. 1417) ; protection contre l'expulsion de l'étranger marié à un ressortissant français : délai minimum (p. 1417, 1418) ; expulsion des trafiquants de main-d'œuvre, marchands de sommeil et proxénètes (p. 1419) ; **article 4 :** son sous-amendement verbal à l'amendement n° 27 de la commission (suppression de l'intervention du préfet en matière d'assignation à résidence) : adopté (p. 1421).

Commission mixte paritaire, discussion générale : travail accompli par les deux assemblées ; coopération entre le législatif et l'exécutif [14 octobre 1981] (p. 1787).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **avant le titre 1er :** politique industrielle de la précédente majorité ; utilisation du traité de Rome dans le débat [15 octobre 1981] (p. 1844) ; conformité du projet aux dispositions du traité de Rome sur les aides publiques ; aides de l'Etat à l'industrie sous le précédent septennat (p. 1846) ; **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** déroulement du débat (p. 1880, 1881) ; **son rappel au règlement :** déroulement du débat : « réunion de groupes à la buvette de l'Assemblée nationale » (p. 1883) ; s'oppose à la consultation des comités d'entreprise sur la nationalisation [16 octobre 1981] (p. 1917) ; **article 8 :** suspicion résultant de l'amendement n° 8 de M. Charles Fèvre à l'égard des dirigeants des sociétés nationales [18 octobre 1981] (p. 2048) ; déficit dans les entreprises nationales ; responsabilité des membres des conseils d'administration (p. 2049) ; non-cumul et répartition des responsabilités (p. 2050) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **après l'article 17 :** solidarité du groupe socialiste [21 octobre 1981] (p. 2310).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 440).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* bilan des réformes depuis le 10 mai ; abolition de la peine de mort ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; formidable avancée juridique constituée par la loi portant amnistie ; pari du désencombrement des prisons ; orientations nouvelles de la Chancellerie en matière pénale ; prévention ; abrogation nécessaire de la loi Peyrefitte dite « sécurité et liberté » [12 novembre 1981] (p. 3596) ; place de la justice dans la trilogie des pouvoirs constitutionnels ; augmentation des effectifs ; développement des moyens mis à la disposition des magistrats ; situation des avocats ; leur indépendance et leur tradition ; propositions tendant à assurer l'égalité d'accès à la justice ; nécessité d'envisager un nouveau régime de l'aide juridique ; création d'un fonds d'informations et d'aide juridique (p. 3597).

— Conclusions du rapport n° 559 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1°) de M. Alain Bocquet tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 19070, dite loi anti-casseurs n° 200 ; 2°) de M. Lionel Jospin tendant à l'abrogation des articles 314 et 184, alinéa 3, du code pénal et à la modification de l'article 108, alinéa 2, résultant de la loi anti-casseurs n° 351.

Discussion générale : abolition de la peine de mort ; travaux de la commission pour l'abrogation de la loi anti-casseurs [25 novembre 1981] (p. 4194) ; suppression d'une législation d'exception ; hommage aux personnes condamnées à tort en vertu des dispositions de la loi anti-casseurs (p. 4197).

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 5 :** abrogation du décret du 18 septembre 1980 relatif à l'inclusion dans les charges locatives de la prise en charge des gardiens d'immeubles [26 novembre 1981] (p. 4232).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er, alinéa 8 :** ses observations sur l'intervention de M. Jacques Barrot [10 décembre 1981] (p. 4626) ; lien entre le minimum vieillesse et le S. M. I. C. (p. 4631).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat (n° 468).**

Première lecture, discussion de l'article unique : **article 3 de l'ordonnance du 31 juillet 1945 :** commission chargée d'examiner les candidatures aux postes de référendaires : majorité de membres extérieurs au Conseil d'Etat ; examen de contentieux administratif pour les candidats référendaires ; indépendance de la commission par rapport au Conseil d'Etat [17 décembre 1981] (p. 5136) ; **après l'article unique :** problème de la nomination des présidents hors classe des tribunaux administratifs au Conseil d'Etat et accélération de la procédure devant le Conseil (p. 5138).

— **Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Raymond Forni tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal.**

Discussion générale : contre la question préalable de M. Jean Foyer ; combat des socialistes depuis des années pour l'abrogation des dispositions de l'article 331, alinéa 2 du code pénal ; engagement du Président de la République [20 décembre 1981] (p. 5374) ; adaptation de la législation à la société ; rupture d'égalité entre les citoyens et entre les victimes avec l'article 331, alinéa 2 ; comportement de l'ancienne majorité, à propos de la loi « sécurité et liberté » ; abrogation n'ayant pas pour effet de créer une impunité pour tous les comportements homosexuels (p. 5375).

Discussion de l'article unique : amendement de M. Jean Foyer dépourvu de tout lien avec la proposition de loi (p. 5377) ; évolution des mœurs depuis la décision du Conseil constitutionnel en 1960 (p. 5378).

— **Ses observations sur le rappel au règlement de M. Charles Millon** (organisation des travaux de l'Assemblée nationale) [20 décembre 1981] (p. 5379).

FOSSE (Roger)

Député de la Seine-Maritime,
(8e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 35). Rejet de la requête [4 décembre 1981] (p. 4427).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [16 juillet 1981] (p. 187).

Prête serment [29 juillet 1981] (p. 476).

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [*J. O.* du 1er août 1981] (p. 2113).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Légion d'honneur, ordre de la Libération) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 [*J. O.* du 24 décembre 1981] (p. 3506).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 48 : **Légion d'honneur ; ordre de la Libération (n° 470)** [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Formation professionnelle. — *Discussion générale :* affectation du produit de la taxe professionnelle aux organismes de formation privée ou professionnelle ; réduction des délais d'admission dans les centres de formation [12 novembre 1981] (p. 3575).

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : stabilité relative de ces budgets ; fonctionnement de la grande chancellerie ; revalorisation des traitements des membres de la Légion d'honneur et des médaillés militaires ; possibilité d'abandon par des légionnaires et des médaillés de leur traitement au profit de leurs associations nationales ; majoration des crédits relatifs au secours [12 novembre 1981] (p. 3580) ; contingent de croix pour les anciens de 1914-1918 ; différend entre la Légion d'honneur et la municipalité de Saint-Denis au sujet de la réalisation d'un ensemble scolaire à Saint-Denis (p. 3581).

FOUCHIER (Jacques).

Député des Deux-Sèvres,
(2e circonscription)
Apparenté U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole [*J. O.* du 1er août 1981] (p. 2113).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

FOURRE (Jean-Pierre)

Député de Seine-et-Marne.
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Représentant suppléant de l'assemblée consultative du conseil de l'Europe [*J. O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

INTERVENTIONS

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : procédure d'implantation nucléaire ; information ; site de Nogent-sur-Seine [7 octobre 1981] (p. 1586) ; énergies nouvelles et économies d'énergie (p. 1587).

FOYER (Jean)

Député de Maine-et-Loire.
(2e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier l'article 334-8 du code civil, relatif à l'établissement de la filiation naturelle (n° 73) [30 juillet 1981] (p. 590).

Rapporteur de sa proposition de loi relative au redressement et à la faillite des entreprises (n° 74) [30 juillet 1981] (p. 590).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie [*J. O.* du 31 juillet 1981] (p. 2103).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Bernard Cousté tendant à la création de sociétés unipersonnelles (n° 26) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle, adoptée par le Sénat, portant révision des articles 28 et 48 de la Constitution (n° 131) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Vincent Ansquer et plusieurs de ses collègues sur l'entreprise personnelle à responsabilité limitée (n° 197) [11 septembre 1981] (p. 1026).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Etienne Pinte tendant à compléter l'article 61 de la Constitution (n° 243) [11 septembre 1981] (p. 1026).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset tendant à favoriser l'adoption plénière, en ramenant de trente à vingt-cinq ans l'âge minimum pour adopter un enfant (n° 256) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset tendant à l'introduction du pacte de famille dans notre droit successoral (n° 262) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Charles Miossec tendant à compléter l'article 353 du code civil afin de préciser les conditions de présentation de la requête d'adoption (n° 355) [*J. O.* du 15 octobre 1981] (p. 1890).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Vincent Ansquer sur les sociétés de partenaires (n° 413) [15 octobre 1981] (p. 1890).

Rapporteur de la proposition de loi de M. André Audinot tendant à modifier l'article 348 du code civil relatif au consentement à l'adoption (n° 415) [15 octobre 1981] (p. 1890).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Henri de Gastines tendant à compléter le code pénal afin d'interdire la présentation de personnes handicapées à des spectateurs (n° 347) [12 novembre 1981] (p. 3603).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Charles Krieg portant modification des dispositions de la loi n° 76-1036 du 15 novembre 1976 complétant les dispositions transitoires de la loi n° 72-3 du 3 janvier 1972 sur la filiation (n° 511) [26 novembre 1981] (n° 4249).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Charles Krieg tendant à modifier l'article 99 du code civil afin de permettre la rectification des actes de l'état civil par le président du tribunal du ressort du domicile du demandeur (n° 513) [26 novembre 1981] (p. 4249).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Marc Lauriol visant à accorder à la femme mariée le droit d'administrer les biens communs en cas d'abandon, par son mari, du domicile conjugal (n° 523) [26 novembre 1981] (p. 4250).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 608) [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3423).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Médecin tendant à l'attribution de bonifications d'ancienneté aux agents titulaires de l'Etat ayant accompli antérieurement à leur titularisation des services civils en qualité d'auxiliaire, de temporaire ou de contractuel dans les administrations de l'Etat, les collectivités locales ou les établissements publics de l'Etat (n° 551) [16 décembre 1981] (p. 5028).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article 334-8 du code civil, relatif à l'établissement de la **filiation naturelle (n° 73)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi relative au redressement et à la **faillite des entreprises (n° 74)** [8 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 73) tendant à modifier l'article 334-8 du code civil, relatif à **l'établissement de la filiation naturelle (n° 547)** [12 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : Centre national de la recherche scientifique : intervention de M. le ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie dans l'administration du C. N. R. S. ; rôle des sciences sociales [4 novembre 1981] (p. 3087).

orale sans débat : n° 18, posée le 24 juillet 1981 : **politique extérieure** (océan Indien) (p. 303) ;

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er :** son sous-amendement n° 68 à l'amendement n° 7 de la commission des finances (maintien de la réduction de 20 p. 100 dans le cas de donations-partages d'immeubles apportées ensuite à un groupement foncier agricole ou faisant l'objet d'un bail de dix-huit ans) : rejeté : son sous-amendement n° 39 à l'amendement n° 7 de la commission des finances (maintien de la réduction pour les biens appelés à constituer l'instrument de travail du donataire) : rejeté [16 juillet 1981] (p. 192).

— Projet de loi relatif à la Cour de cassation (n° 116).

Première lecture, discussion générale : les deux fonctions de la Cour de cassation ; gonflement de la « fonction disciplinaire » par l'affinement de ses décisions ; augmentation des effectifs de la Cour de cassation ; limitation des cas d'ouverture de recours ; quorum d'audience ; formation restreinte ; critique des amendements de la commission ; proposition de réorganisation totale : cours inter-régionales de cassation et cour suprême à l'instar de la Cour des Communautés européennes ; introduction de la procédure des questions préjudicielles ; exemple de la loi de 1972 sur la filiation [22 juillet 1981] (p. 269).

Discussion des articles : **article 1er :** formation juridictionnelle « à géométrie variable » (p. 271) ; **article 2 :** s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission des lois ; vote de l'amendement n° 2 de la commission des lois ; **après l'article 2 :** son amendement n° 5 (possibilité pour les cours d'appel de poser à la Cour de cassation à titre de question préjudicielle les questions d'interprétation de la loi) ; rejeté (p. 274).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : **son rappel ou règlement :** délibération de deux titres ; absence de justification par le précédent du 1er juin 1965 concernant un projet de loi sur les sociétés commerciales ; précipitation de la procédure ; respect des droits du Parlement [27 juillet 1981] (p. 307).

Discussion des articles : **article 4 :** prise de participation par les communes [30 juillet 1981] (p. 545) ; ses observations sur l'amendement n° 206 de M. Michel Noir (avis préalable d'un représentant de l'Etat) ; pression exercée sur les élus locaux (p. 549) ; **après l'article 4 :** nécessité d'introduire l'effet suspensif des délibérations positives dans certains cas ; jurisprudence du conseil d'Etat relative au sursis à exécution [31 juillet 1981] (p. 602) ; **avant l'article 5 :** fonctionnaires de la chambre régionale des comptes ; avis de la chambre régionale sur le budget élaboré par le représentant de l'Etat ; organisation d'un ministère public auprès des chambres régionales des comptes (p. 604) ; **après l'article 18 :** son sous-amendement n° 489 à l'amendement n° 367 du Gouvernement (prise en charge

des dépenses des préfets) [1er août 1981] (p. 719) : rejeté (p. 721) ; **article 21 :** portée de la déconcentration ; interprétation des articles 13 et 72 de la Constitution (p. 728-729) ; **article 28 :** contenu du rapport ; établissements placés sous la dépendance du conseil général ; cas des associations subventionnées ; « transmutation » des deniers publics en deniers privés [2 août 1981] (p. 769) ; **article 31 :** son sous-amendement n° 500 à l'amendement n° 437 du Gouvernement (contrôle de constitutionnalité et de légalité du règlement intérieur par le tribunal administratif) : rejeté (p. 772) ; **article 33 :** son sous-amenement n° 505 à l'amendement n° 100 de la commission (suspension du délai de recours au contentieux) rejeté (p. 777).

Titres III et IV :

Première lecture, discussion générale : extension des attributions des régions ; transfert en matière de planification de certains pouvoirs du préfet de région au conseil régional ; règles d'aménagement du territoire ; région, échelon de déconcentration et échelon de décentralisation dans la loi de 1972 ; institution complémentaire des autres collectivités locales ; composition du conseil régional ; élection de ses membres au suffrage universel direct ; pouvoir donné à l'assemblée régionale de distribuer des crédits ; impôt correspondant voté par le Parlement [8 septembre 1981] (p. 822) ; attributions de la région ; risque de conflit entre la région et les départements ; organisation de l'exécutif régional ; fonctions exécutives confiées au président d'une assemblée ; confusion des pouvoirs ; chambre régionale des comptes ; transfert des pouvoirs de l'autorité préfectorale à des organes juridictionnels ; avantage de l'ancienne tutelle de jouer « préventivement » (p. 823) .

Discussion des articles : **article 47 :** son amendement n° 181 (exécutif régional) [9 septembre 1981] (p. 866) , rejeté (p. 869).

Deuxième lecture, discussion de sarticles : **article 38 :** décision de la chambre régionale des comptes sur les comptes du département [19 décembre 1981] (p. 5261) ; **articles 47** *quinquies* **:** exclusivité des compétences internationales réservée à l'Etat (p. 5290) ; s'oppose à la possibilité pour les conseils régionaux d'organiser des contacts avec les collectivités étrangères ; danger pour l'unité de la République (p. 5291) ; **article 48 :** danger de l'intervention économique des communes ; classification des aides selon leur échelon d'attribution (p. 5292) ; **article 48** *ter* **:** danger de l'installation dans chaque région d'un comité des prêts (p. 5295) ; pouvoir réel d'attribution des prêts transféré de fait au comité ; sa proposition de réduction de la compétence discrétionnaire du délégué régional de la caisse des dépôts et consignations (p. 5297).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion générale : signification de l'amnistie ; problème des contraventions ; atteintes à l'autorité de l'Etat ; amnistie au quantum [29 juillet 1981] (p. 482) ; sanctions atteignant le permis de conduire ; avortement clandestin ; homosexualité ; exclusions ; délits assimilés à la banqueroute ; contraventions d'un employeur au code du travail ; loi d'amnistie inégalitaire (p. 483).

Discussion des articles : **après l'article 12 :** sa circulaire de 1966 ; obligation de réintégration pour l'employeur (p. 510) ; **art. 24 :** son sous-amendement n°**74** à l'amendement n° 32 de la commission (complétant l'alinéa 3 (2°) de l'amendement n° 32) : adopté (p. 520) ; son sous-amendement n° 34 à l'amendement n° 32 de la commission des lois (tendant à faire bénéficier de l'amnistie les personnes déclarées en état de banqueroute mais que le tribunal a relevées des incapacités attachées à la condamnation) ; adopté (p. 521).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; notion de service public ; application de la loi de 1968 (pluri-disciplinarité, autonomie, conseil national de l'enseignement supérieur, participation) [16 septembre 1981] (p. 1093) ; répartition des sièges ; non-participation des étudiants ; politisation ; « quorum étudiant » ; loi de juillet 1980 relative aux maîtres-assistants ; introduction, par la loi, d'une discrimination entre les présidents selon la date de leur élection ; violation du principe d'égalité devant la loi contenu dans la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen ; responsabilités des enseignants de rang magistral (p. 1094) ; suppression du quorum ; agitation dans l'université favorisée par la loi en discussion (p. 1095) ; question préalable rejetée au scrutin public (p. 1097).

Discussion des articles : **article 1er :** distinction entre les conseils scientifiques prévus par la loi d'orientation de 1968 et les assemblées consultatives d'enseignement proposées par l'amendement n° 19 de M. Antoine Gissinger (p. 1118) ; **article 2 :** nécessité d'éviter une révision des statuts impliquée par la réforme du mode de scrutin ; conséquence du mode d'élection directe (p. 1120) ; son hostilité à l'introduction du vote par correspondance dans les élections universitaires (p. 1122) ; diverses conditions de réciprocité en matière de situation des étrangers (réciprocité diplomatique, réciprocité législative et réciprocité de fait) (p. 1123).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** rétablissement de la peine de mort dans certains Etats ; attitude de la gauche sur la peine de mort à la Libération [18 septembre 1981] (p. 1208) ; soutient l'amendement n° 27 de M. Charles Millon ; procédure de l'article 89 de la Constitution (p. 1209).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** délai trop long permis par l'article pour prononcer la nullité de l'association compromettant la situation diplomatique de la France [29 septembre 1981] (p. 1364) ; nécessité de pouvoir dissoudre une association à raison de ses activités à l'encontre d'un pays étranger ; loi du 10 janvier 1936 sur les groupes armés ; son amendement n° 6 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 4 de la commission (p. 1365).

Explications de vote : nécessité de pouvoir dissoudre une association d'étrangers organisant la subversion sur le territoire d'autres Etats ; vote hostile du groupe R. P. R. (p. 1367).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** conditions de travail de l'Assemblée ; retrait de l'ordre du jour du projet de loi [29 septembre 1981] (p. 1342) ; situation des pays de l'Europe occidentale à l'égard de l'immigration ; déficit démographique ; refus d'accomplir les tâches les plus pénibles ; puissances coloniales ; crise économique ; politique de la République fédérale d'Allemagne depuis le début de la crise [30 septembre 1981] (p. 1393) ; droits de la personne humaine ; situation de l'emploi ; refoulement et expulsion ; intervention de l'autorité judiciaire ; proxénétisme ; trafic de stupéfiants ; aide à l'insertion culturelle des immigrés qui décident de s'implanter en France (p. 1394) ; nationalité française (p. 1395).

Discussion des articles : **art. 2 :** son amendement n° 59 (conditions du refoulement) ; non soutenu (p. 1408) ; **article 3.** — *Article 26 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* son sous-amendement n° 60 à l'amendement n° 26 de la commission (expulsion des étrangers proxénètes ou trafiquants de drogue) : non soutenu (p. 1420).

— Son rappel au règlement : application de l'article 49, alinéa 1er, de la Constitution par le Gouvernement lors de sa déclaration sur le programme d'indépendance énergétique : détournement de procédure constitutionnelle [7 octobre 1981] (p. 1573, 1574).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : soulève l'exception d'irrecevabilité ; champ des nationalisations ; référence faite par la majorité au général de Gaulle [13 octobre 1981] (p. 1720) ; contrôle par le Conseil constitutionnel de la validité de la loi par rapport au droit international ; jurisprudence de la Cour de cassation ; Préambule de la Constitution de 1946 ; entreprises visées non assimilables à des monopoles de fait ou à des services publics (p. 1721) ; absence de caractéristiques communes au sein des groupes industriels ; rôle des banques dans la création monétaire ; exclusion du champ des nationalisations du Crédit agricole et des banques étrangères ; incompatibilité du maintien de l'autonomie de gestion avec le critère du service public ;

travaux préparatoires des textes constitutionnels de 1946 ; article 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 1722) ; violation des règles de compétence énoncées par l'article 34 ; nécessité publique (p. 1723) ; succès économiques des pays possédant un faible secteur public ; climat social dans les entreprises publiques ; ouverture de l'économie française sur le monde ; nationalisation présentée comme sanction ; politique des banques à l'égard des entreprises ; viol du principe de l'égalité devant la loi (p. 1724) ; critères des nationalisations des banques ; effets extra-territoriaux des nationalisations projetées (p. 1725) ; dommages économiques causés par la nationalisation des filiales étrangères ; indemnisation au regard de l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme et des règles du droit international ; indemnités réduites du fait de la non-réévaluation des postes du bilan et de la non-prise en considération des comptes consolidés des entreprises (p. 1726) ; discrimination à l'encontre des actionnaires français ; indemnité non préalable ; non-indexation des titres remis en indemnité ; principe de soumission de la loi à la Constitution (p. 1727) ; rejet par scrutin public de l'exception d'irrecevabilité (p. 1738) ; **son rappel au règlement** : propos tenus par M. André Labarrère à l'égard de l'opposition [15 octobre 1981] (p. 1839).

Discussion des articles : **avant le titre Ier** : champ des nationalisations précisé par la loi [15 octobre 1981] (p. 1840) ; **titre Ier** : nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er** : possibilité d'aliénation des filiales étrangères (p. 1857) ; utilisation du procédé de la scission de sociétés (p. 1858) ; critères de choix des cinq groupes nationalisables (p. 1862) ; **après l'article 1er** : rachat par les sociétés contrôlées à plus de 50 p. 100 par des personnes publiques des participations détenues dans ces sociétés par les actionnaires privés si ceux-ci en font la demande [16 octobre 1981] (p. 1935) ; possibilité pour les personnes publiques de se défaire de leurs participations non majoritaires dans des sociétés nationalisées (p. 1936) ; **article 2** : scission de société en cas de participation à l'étranger ; constitution de féodalités (p. 1938) ; **après l'article 3** : ses observations sur l'amendement n° 321 de M. Michel Noir [17 octobre 1981] (p. 1972) ; **article 4** : soutient l'amendement n° 322 de M. Michel Noir ; possibilité de cession des actions d'une filiale ayant son siège sur le territoire national ; effet extraterritorial des nationalisations prévues (p. 1976) ; priorité à accorder aux anciens actionaires dans les opérations de rétrocession ; arrêt Cogema ; conditions du transfert du secteur public au secteur privé ; scission de société (p. 1977) ; effets extraterritoriaux des nationalisations ; voie de fait internationale (p. 1978) ; refus de l'effet extraterritorial de la nationalisation (p. 1979) ; jurisprudence américaine de l'« *Act of State* » (p. 1981) ; effet extraterritorial des nationalisations ; scission de société (p. 1982) ; attitude du rapporteur à l'égard des amendements de l'opposition (p. 1991) ; affectation du produit des rétrocessions à la caisse nationale de l'industrie (p. 1992) ; **après l'article 4** : soutient l'amendement n° 5 de M. Charles Fèvre (p. 1993) ; quitus des dirigeants des sociétés industrielles nationalisées (p. 1994) ; **article 5** : base de calcul de l'indemnisation ; paiement préalable ; article 17 de la déclaration des droits de l'homme ; protocole additionnel à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme ; perte de valeur des obligations remises en indemnité avec le temps ; absence de versement d'intérêts pour 1981 (p. 1997) ; non indexation du nominal de l'obligation remise en indemnité (p. 1999) ; attribution d'un dividende au titre de 1981 aux actionnaires de cinq sociétés industrielles nationalisables (p. 2008) ; **article 6** : indemnisation : petits épargnants touchés par le biais des S. I. C. A. V. ; non-réévaluation des actifs (p. 2012) ; non-consolidation des comptes (p. 2013) ; **article 9** : désignation des membres des conseils d'administration ; droit du personnel des entreprises nationalisées [18 octobre 1981] (p. 2053) ; **titre II** : nationalisation des banques ; **article 13** : traitement appliqué par des établissements bancaires nationalisés à l'égard de certaines entreprises (p. 2070) ; absence de réponse à la question de la justification de certaines exclusions ; application du principe de non-discrimination par rapport aux activités exercées ; absence de justification de la distinction entre les banques sous contrôle français et les banques sous contrôle étranger, entre les banques inscrites et certains organismes à statut spécial, entre les banques privées ayant reçu ou non un chiffre de dépôt supérieur à un milliard de francs, entre celles qui ont reçu la totalité de ces fonds dans leurs établissements métropolitains et celles qui les auraient reçus pour partie à des guichets d'outre-mer ; violation du principe de l'égalité posé par l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme ; utilité de l'économie mixte et du maintien d'un secteur privé relativement important ; conditions d'un climat de confiance nécessaire à la réanimation de l'économie ; conditions de la concurrence ; choix procédant d'une mythologie collectiviste (p. 2071) ; **son rappel au règlement** : accusation de faire de la publicité pour des banques privées lancée à l'égard de députés de l'opposition par des parlementaires de la majorité [19 octobre 1981] (p. 2117) ; soutient le sous-amendement n° 654 de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 de la commission ; défense de positions françaises sur le territoire étranger ; caractère régional de la Banque parisienne de crédit au commerce et à l'industrie (p. 2118) ; soutient le sous-amendement n° 658 de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 de la commission ; importance des participations étrangères dans la banque de l'Union européenne (p. 2119) ; soutient le sous-amendement n° 666 de M. Michel noir ; 53 p. 100 du capital du Crédit du Nord détenu par la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas (p. 2123) ; soutient le sous-amendement n° 668 de M. Michel Noir ; Banque Laydernier, indirectement nationalisée ; représentation du personnel dans les banques (p. 2124) ; ses observations sur le reproche fait par M. Jean-Paul Planchou, à l'opposition d'aller trop vite (p. 2125) ; soutient l'amendement n° 633 de M. Michel Noir (p. 2140) ; nationalisation des titres distribués au personnel des banques (p. 2142) ; soutient l'amendement n° 634 de M. Michel Noir ; modalités des restructurations bancaires déterminées par la loi ; soutient l'amendement n° 613 de M. Michel Noir ; restructuration bancaire soumise pour avis au Conseil économique et social (p. 2149) ; **son rappel au règlement** : possibilité de consultation du Conseil économique et social sur les restructurations dans le secteur bancaire (p. 2150) ; **explications de vote sur l'article 13** : concentration du pouvoir par la nationalisation du secteur bancaire ; vote hostile du groupe du rassemblement pour la République (p. 2151) ; **titre Ier** : nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 12** (*suite*) : caisse nationale de l'industrie : abus de biens sociaux constitué par le principe de la redevance versée par les cinq sociétés industrielles nationalisables [20 octobre 1981] (p. 2191) ; étatisation (p. 2192) ; **titre II** : nationalisation des banques ; **article 19 précédemment réservé** : **son rappel au règlement** : accusation d'hypocrisie formulée par M. Pierre Joxe à son égard [22 octobre 1981] (p. 2330).

Deuxième lecture, discussion générale : son exception d'irrecevabilité ; non-exercice par les sociétés nationalisables d'un monopole de fait ou d'un service public national ; nécessité publique non démontrée par le Gouvernement [1er décembre 1981] (p. 4283) ; « nécessité idéologique » ; discrimination à l'égard des banques nationalisables ; caractère extra-territorial des nationalisations ; modalités et règles de calcul de l'indemnité (p. 4284) ; modalités essentielles du texte non conformes à la Constitution (p. 4285) ; rejet par scrutin public de son exception d'irrecevabilité (p. 4286).

Troisième lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité : choix entre deux logiques constitutionnelles ; violation du principe de l'égalité devant la loi ; extraterritorialité de la nationalisation ; indemnisation ; dividende pour l'année 1981 [18 décembre 1981] (p. 5170) ; rejet par scrutin public de l'exception d'irrecevabilité (p. 5171).

Son rappel au règlement : réunion de l'Assemblée nationale en comité secret afin que le secrétaire d'Etat chargé de l'extension du secteur public puisse informer complètement l'Assemblée, sans porter atteinte aux intérêts de la France [20 octobre 1981] (p. 2206).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 1er** : imposition du capital ; commission Ventejol, Blot et Méraud ; modification du régime des droits de mutation par décès ; création d'un impôt de plus sur le capital sans retoucher la loi sur les plus-values et les droits de mutation par décès ; méconnaissance des enseignements des législations étrangères distinguant selon la nature des biens ; refus de l'indexation [28 octobre 1981] (p. 2683) ; **article 2** : son amendement n° 249 (tendant à substituer à l'imposition de la fortune un dispositif prévoyant que les biens antérieurement soumis aux droits de mutation par décès ou aux droits de donation seront soumis à la taxe de transmission du patrimoine et à la surtaxe sur la fortune de l'héritier ou du

donateur) ; mise en œuvre des conclusions du rapport de la commission Blot, Ventejol et Méraud ; avantages de la modification du régime des droits de mutation par décès : pour les redevables eux-mêmes et pour les finances publiques ; principes de la proposition de réforme de la commission Ventejol : division des actuels droits de mutation par décès en deux impôts nouveaux : taxe sur la transmission du patrimoine et surtaxe sur la fortune de l'héritier ou du donataire (p. 2693) ; régime fiscal des donations-partage ; rejeté (p. 2695) ; son amendement n° 264 (tendant à actualiser chaque année l'abattement de trois millions de francs par un coefficient égal à l'augmentation ou à la diminution du coût de la construction) et son amendement n° 250 (tendant à prévoir que l'assiette de l'imposition est supérieure à un total déterminé chaque année par la loi de finance fixé pour l'année 1982 à trois millions de francs) (p. 2699) ; impossibilité future pour l'Assemblée de proposer par voie d'amendement un relèvement de l'abattement de trois millions de francs en raison de l'article 40 de la Constitution ; constitutionnalité de l'indexation (p. 2701) ; amendement n° 264 retiré (p. 2702) ; amendement n° 250 rejeté par scrutin public (p. 2703) ; **après l'article 2 :** son amendement n° 251 (tendant à insérer un nouvel article après l'article 2 prévoyant que le redevable de droits de mutation par décès ou de droits de donation sur les biens ayant supporté dans le patrimoine du défunt ou du donataire l'imposition sur les grandes fortunes bénéficiera, sur la partie de l'actif successoral excédant la valeur déterminée à l'article 2, d'une déduction égale à la somme des cotisations du défunt ou du donataire à l'impôt sur les grandes fortunes) ; cumul de l'impôt sur le patrimoine et de l'imposition des plus-values [29 octobre 1981] (p. 2718) ; amendement n° 251 rejeté (p. 2719) ; **article 3 :** extension de l'imposition par foyer fiscal à l'impôt sur les grosses fortunes ; inégalité entre les couples mariés et les couples non mariés (p. 2724) ; son amendement n° 16 (tendant à préciser que les valeurs imposables de l'article 3 sont situées en France) : retiré ; assujettissement des personnes ayant leur famille fiscale à l'étranger à l'impôt sur la fortune pour des biens qui sont situés en France) (p. 2737) ; son amendement n° 17 (tendant à prévoir que sont exclus de l'assiette de l'impôt sur la fortune les biens du conjoint et des enfants lorsque les assujettis ont l'administration légale des biens de ces derniers) ; élimination en matière d'impôt sur le patrimoine de la règle de l'imposition par foyer fiscal ; amendement n° 17 rejeté au scrutin public (p. 2738) ; son amendement n° 442 (tendant à ce que dans le cas d'un concubinage notoire, l'assiette de l'impôt soit constituée par la valeur nette des biens, droits et valeurs imposables appartenant aux deux concubins et aux enfants mineurs vivant avec eux) (p. 2741) ; rejeté (p. 2742) ; inconvénients de droits trop importants sur les ventes d'objets d'art en France (p. 2751) ; risque d'écarter du marché français les œuvres d'art venant de l'étranger (p. 2752) ; son amendement n° 474 (tendant à exonérer de l'imposition sur la fortune les bâtiments classés monuments historiques) : rejeté (p. 2764) ; son amendement n° 475 (tendant à ce que les bâtiments classés monuments historiques ne soient compris dans l'assiette de l'impôt que pour la valeur de la partie occupée effectivement par le propriétaire) : rejeté (p. 2766) ; son amendement n° 476 (tendant à établir la valeur des terres agricoles exploitées à un montant égal à dix fois le bénéfice forfaitaire à l'hectare défini par l'imposition des revenus de l'exploitation agricole) : rejeté (p. 2770) ; **article 4 :** son amendement n° 252 (tendant à inclure dans les biens professionnels les parts de sociétés dont le détenteur a la qualité de gérant majoritaire d'une société à responsabilité limitée) : devenu sans objet (p. 2779) ; **article 5 :** contre la soumission à l'impôt sur les grandes fortunes des immeubles sur lesquels ont été constitués un droit d'usufruit, un droit d'usage ou un droit d'habitation [30 octobre 1981] (p. 2798) ; donation-partage (p. 2799) ; charge de l'impôt sur les grandes fortunes ; son amendement n° 254 (imposition du seul montant du capital dans les cas d'assurance sur la vie autres que ceux prévus à l'article 5) : rejeté (p. 2800) ; transposition de l'imposition sur la propriété en matière d'usufruit à l'impôt sur les grandes fortunes (p. 2801) ; son amendement n° 37 (inclusion dans le patrimoine du nu-propriétaire des biens ou droits grevés d'un droit d'usufruitier pour une fraction de leur valeur totale et dans celui de l'usufruit pour le surplus de cette valeur selon les proportions déterminées par le code général des impôts) : retiré (p. 2802) ; son amendement n° 36 (tendant à prévoir que les biens ou droits grevés d'un droit d'usufruit, d'un droit d'habitation, d'un droit d'usage constitué par convention ou par legs après le 2 octobre 1981 sont compris dans le patrimoine de l'usufruitier ou du titulaire du droit pour leur valeur en pleine propriété) (p. 2806) : rejeté ; son amendement n° 253 (tendant à supprimer les références au droit d'habitation ou au droit d'usage) : rejeté ; son amendement n° 38 (tendant à prévoir que lorsque l'usufruit a sa source dans la loi, les biens qui y sont soumis sont imposés dans le patrimoine de l'usufruitier et dans celui du nu-propriétaire dans les proportions fixées à l'article 762 du code général des impôts) (p. 2807) : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 39 rectifié (imposition des biens grevés d'usufruit respectivement dans les patrimoines de l'usufruitier et du nu-propriétaire selon les proportions définies à l'article 762 du code général des impôts lorsque l'usufruit résulte directement de l'application de la loi ou lorsque le droit d'usufruit résulte de l'exercice par le conjoint de l'option ouverte par l'article 1094 du code civil en vertu d'un legs ou d'une donation entre époux portant sur la quotité disponible entre époux) non soutenu (p. 2808) ; **après l'article 7 :** son amendement n° 255 (déduction pour les redevables possédant des immeubles loués ou destinés à la location des sommes employées en travaux à fin d'amélioration des conditions d'habitabilité de l'immeuble) (p. 2836) : rejeté ; son amendement n° 256 (déduction pour les redevables possédant des fonds ruraux donnés à bail des sommes employées à la construction, à l'amélioration ou à la modernisation des locaux d'habitation et des bâtiments d'exploitation) : non soutenu ; son amendement n° 257 (déduction pour les redevables possédant des immeubles loués ou destinés à la location à usage commercial, industriel ou artisanal, ou convenant à l'exercice d'une profession libérale, des sommes employées à l'amélioration, à la transformation ou à la modernisation des locaux) : rejeté (p. 2837) ; **après l'article 8 :** son amendement n° 258 (possibilité pour les redevables de l'impôt sur les grandes fortunes âgés de soixante-cinq ans et éprouvant des difficultés à acquitter le montant de l'impôt à l'aide des revenus de leurs biens, de s'exonérer de cet impôt par l'abandon à l'Etat sous réserve d'un droit d'usufruit d'immeubles ou d'objets d'art dont la valeur sera reconnue égale à douze fois le montant de la cotisation à l'impôt pour l'année en cours) (p. 2842) : rejeté (p. 2843) ; **article 13 :** son amendement n° 259 (suppression de l'article) : rejeté par scrutin public [2 novembre 1981] (p. 2936) ; **article 14 :** son amendement n° 441 (exonération portée à 55 000 francs pour les véhicules de société à moteur diesel) : rejeté (p. 2970) ; **après l'article 18 : son rappel au règlement :** refus d'une demande de suspension de séance par la présidence ; réduction des droits de l'opposition [3 novembre 1981] (p. 3018).

Deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* effets de l'idéologie au pouvoir dans l'ordre judiciaire depuis six mois ; multiplication des démolitions : Cour de sûreté de l'Etat, amnistie, abolition de la peine de mort, suppression des quartiers de haute sécurité ; abrogation par une circulaire de la loi sécurité et liberté ; disparition prochaine des tribunaux permanents des forces armées ; politique de prévention ; aggravation des charges des juridictions administratives et des juridictions judiciaires ; effets de la loi de décentralisation [12 novembre 1981] (p. 3589) ; extension du rôle du ministère public dans les procédures collectives ; mesures proposées pour décharger les magistrats (fiscalisation des contraventions aux règles de stationnement, émission de chèques sans provision ; réparation des dommages causés par les accidents de la circulation) ; insuffisance des effectifs et des équipements existant pour réaliser les réformes annoncées en matière de contrôle judiciaire et de réforme pénitentiaire ; formation concernant les magistrats du corps judiciaire ; réforme du conseil supérieur de la magistrature ; ministère public ; transformation des magistrats du ministère public en fonctionnaires de l'ordre administratif (p. 3590) ; composition de la commission dite « de transparence » ; son droit de regard, de contrôle et de censure ; fin de l'indépendance de la magistrature au profit d'un système de politisation ; situation des auxiliaires de la justice ; suppression des ordres (ordre des avocats) ; modifications des cotisations d'assurances maladie sans concertation préalable ; relèvement des plafonds d'aide judiciaire ; risque de fonctionnarisation de la profession d'avocat (p. 3591).

Services du Premier ministre. — *Discussion des articles :* **après l'article 92 :** son amendement n° 9 corrigé (article additionnel tendant à ce que le contrôle de l'emploi des fonds spéciaux inscrits au budget des services du Premier

ministre soit exercé par les présidents et rapporteurs généraux de l'une et l'autre assemblée qui pourraient demander justification de ces emplois) [18 novembre 1981] (p. 3922) ; rejeté (p. 3923).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** exonération de l'outil de travail du gérant majoritaire [17 décembre 1981] (p. 5044) ; **article 5 :** assujettissement à l'impôt sur les grandes fortunes des usufruitiers et titulaires d'un droit d'usage ou d'habitation ; compatibilité avec l'article 13 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen ; présomption de fraude (p. 5046) ; imposition de l'usufruitier sur la valeur de la nu-propriété lorsque l'usufruitier s'en est réservé le droit d'usage parce qu'il donne son château à une collectivité publique (p. 5047).

Son rappel au règlement : recours au vote bloqué et application de l'article 38 de la Constitution (p. 5099).

Son rappel au règlement : décision prise personnellement par le Président de la République d'exonérer les œuvres d'art de l'imposition sur la fortune [29 octobre 1981] (p. 2732).

Son rappel au règlement : attitude du président de séance, M. Guy Ducoloné, à l'égard de M. Claude Labbé [4 novembre 1981] (p. 3090).

Son rappel au règlement : priorité de la séance plénière de l'Assemblée sur les réunions de commissions [4 novembre 1981] (p. 3091).

Fait personnel : attitude de M. Jean-Paul Planchou à son égard dans sa réponse à son exception d'irrecevabilité [2 décembre 1981] (p. 4373).

— **Discussion des conclusions du rapport (n° 547) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 334-3 du code civil, relatif à l'établissement de la filiation naturelle (n° 73).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : proposition de loi interprétative ; rôle de la possession d'état en tant que mode de preuve de la filiation paternelle naturelle; impossibilité de la preuve absolue en matière de filiation paternelle ; filiation légitime : présomption de paternité pesant sur le mari ; aveu du père exprimé dans la forme solennelle en un acte de reconnaissance prouvant la filiation paternelle naturelle ; réhabilitation de l'enfant naturel ; élargissement de l'action en recherche de la paternité ; action alimentaire ouverte à l'enfant adultérin ou incestueux ; action en recherche de la paternité naturelle; brièveté du délai de deux ans ; interprétation jurisprudentielle de la loi du 3 janvier 1972 ; admission de la possession d'état comme preuve de la paternité naturelle [14 décembre 1981] (p. 4857) ; inutilité de l'action en justice d'un enfant naturel en possession d'état à l'égard de son père pour établir sa filiation ; application de la mesure dans le temps (p. 4858).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).**

Discussion générale : son exception d'irrecevabilité [15 décembre 1981] (p. 4949) ; héritage des précédents gouvernements ; baisse du revenu depuis plusieurs années ; responsabilité du gouvernemental actuel ; augmentation des charges sociales ; soutient des revenus des agriculteurs ; manifestation de mécontentement se multipliant dans le pays ; affectation des crédits ouverts par la loi de finances rectificative (p. 4050) ; mesures à prendre en faveur d'exploitants en état de cessation de paiement ; nécessité d'assurer la compensation des revenus ; insuffisance des mesures proposées par le Gouvernement ; politique d'aide sociale ; politique d'aumône ; réduction du coût des consommations intermédiaires ; excédents du crédit agricole ; non-conformité des mesures proposées avec le deuxième alinéa de l'ordonnance organique sur les lois de finances (p. 4951) ; violation des principes d'égalité ; organisation du monde agricole ; connaissance insuffisante de la réalité agricole par le Gouvernement ; effort indispensable en faveur de l'agriculture (p. 4952) ; rejette le titre d' « aumônier » que lui a donné M. Laurent Fabius ; son exception d'irrecevabilité rejetée (p. 4955).

Discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 7 (substitution de l'article 206-7 du code général des impôts à l'article 207-3 du même code dans les textes législatifs et réglementaires relatifs au Crédit mutuel) ; fiscalisation du Crédit mutuel [17 décembre 1981] (p. 5115) ; amendement n° 7 rectifié rejeté ; « déglobalisation » par la fiscalité et « globalisation » par l'encadrement (p. 5116).

— **Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Raymond Forni tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal.**

Discussion générale : oppose la question préalable ; nouveau mode d'abolition avec la circulaire du garde des sceaux interdisant au Parquet de requérir l'application de l'article 331, alinéa 2, du code pénal ; désir de la majorité de proclamer l'abrogation d'une morale et l'instauration d'une morale différente [20 décembre 1981] (p. 5372) ; homosexualité comme conséquence de prédispositions et d'habitudes acquises ; disparition de la protection d'adolescents à l'égard d'adultes ; conformité de l'article 331 à la Constitution et au droit conventionnel international ; texte confirmé à la Libération ; décision du Conseil constitutionnel ; arrêt Dudgeon de la Cour européenne des Droits de l'Homme ; développement d'une prostitution masculine (p. 5373) ; application des peines de l'article 331, alinéa 2, aux « clients » (p. 5374) ; constitutionnalité de l'article 331, alinéa 2 du code pénal (p. 5375) ; propose la répression de l'attentat aux mœurs sans violence sur un mineur de 18 ans sans aucune distinction de sexe ; aspect préventif de l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal (p. 5376) ; rejet par scrutin public de la question préalable.

Discussion de l'article unique : son amendement n° 1 (répression de l'attentat aux mœurs sans violence sur les mineurs de 18 ans) (p. 5377) ; suppression d'une différence visée par son amendement ; retire l'amendement n° 1 (p. 5378).

— **Son rappel au règlement :** enregistrement d'une de ses communications téléphoniques passées de son domicile à l'Assemblée nationale [22 décembre 1981] (p. 5390).

— **Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** ses observations sur la rédaction de l'amendement n° 3 du Gouvernement ; danger de la libre fixation par les collectivités territoriales du prix des terrains industriels, viabilisés ou non par ces collectivités [23 décembre 1981] (p. 5414).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561).**

Troisième lecture, discussion générale : soulève une exception d'irrecevabilité [23 décembre 1981] (p. 5418) ; cavaliers budgétaires ; apparition de l'article 12 *bis* dans la discussion au cours de la lecture du texte devant l'Assemblée nationale après l'échec de la commission mixte paritaire ; risque de rupture du principe de l'égalité devant la loi avec l'article 9 (p. 5419) ; ses observations sur les paroles prononcées par M. Laurent Fabius à son égard ; rejet de l'exception d'irrecevabilité (p. 5420).

FRACHON (Martine)

Député des Yvelines
(3e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Michel Rocard, nommé membre du Grouvernement [25 juillet 1981] (p. 302).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483) [20 novembre 1981] (p. 4132).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3494).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : objectif économique des nationalisations ; objectif social avec un projet de loi sur la démocratisation du secteur public [14 octobre 1981] (p. 1768) ; grève récente chez Renault ; répression antisyndicale dans les entreprises nationales ; déqualification de l'emploi dans le secteur bancaire ; discrimination à l'égard des travailleurs étrangers dans le secteur public ; intervention quotidienne des salariés sur leur travail ; rôle des comités d'entreprises (p. 1769).

Discussion des articles : **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** liberté d'action des sociétés nationalisées et de leurs filiales [16 octobre 1981] (p. 1935) ; **article 2 :** charge de l'indemnisation réduite par le jeu des participations croisées (p. 1948) ; **article 8 :** soutient l'amendement n° 13 de Mme Marie-France Lecuir : représentation des consommateurs dans les nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles nationalisables [17 octobre 1981] (p. 2039).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale : questions :* batellerie ; transport fluvial ; détaxation des carburants ; exonération de T. V. A. pour les entreprises exportatrices ; abattements fiscaux en faveur des artisans et des bateliers [7 novembre 1981] (p. 3365).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* priorité accordée au temps libre et à la culture ; renforcement des moyens et du rôle des associations ; respect de la loi de 1901 sur les associations ; structure et services du ministère du temps libre mis en place au niveau national, régional et départemental ; difficultés des associations ; autonomie associative ; réforme de l'ensemble du système fiscal pesant sur les associations ; bénévolat ; formation et statut des animateurs professionnels ou bénévoles ; meilleure utilisation des locaux publics, particulièrement des locaux scolaires ; développement des moyens d'information des associations ; construction d'ateliers de reprographie ; temps libre des retraités [19 novembre 1981] (p. 4037).

FRANCESCHI (Joseph).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées

Député du Val-de-Marne

(4e circonscription)

Socialiste

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées ; démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1787).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

REPONSES AUX QUESTIONS

orales sans débat de :

— **Mme Paulette Nevoux (n° 52) : conditions de vie des personnes âgées :** mesures de création de services et d'emplois en faveur de l'aide ménagère, des soins infirmiers à domicile et des établissements médico-sociaux ou sanitaires [16 octobre 1981] (p. 1903, 1904, 1905).

— **M. Georges Hage (n° 95) : insertion des handicapés en milieu professionnel :** actions du Gouvernement en faveur des handicapés ; application insuffisante de la législation actuelle sur les handicapés ; recrutement d'agents handicapés dans la fonction publique ; importance de la contribution des entreprises nationalisées ou nationalisables pour la réalisation des objectifs du Gouvernement ; rôle des entreprises de travail protégé (ateliers protégés et centres d'aide par le travail) [4 décembre 1981] (p. 4421).

— **M. Michel Debré (n° 72) : conseils généraux et régionaux des départements d'outre-mer :** absence de décision du Gouvernement, pour l'instant, sur le nombre d'assemblées par territoire [18 décembre 1981] (p. 5162).

— **M. Robert Chapuis (n° 104) : prise en compte des services accomplis par les fonctionnaires de l'Etat pour les collectivités locales :** non-prise en compte des services accomplis dans une collectivité locale lors de l'entrée en fonction dans une administration de l'Etat d'un agent ayant effectué un certain temps dans les services de ces collectivités ; projet de loi déposé dans le courant de l'année 1982 [18 décembre 1981] (p. 5163).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité nationale. — *Discussion générale :* création d'une structure ministérielle chargée des personnes âgées [10 novembre 1981] (p. 3526) ; solidarité envers les retraités et les personnes âgées ; action sociale et médico-sociale ; garantie de ressources ; augmentation du minimum vieillesse ; majoration des pensions des assurés sociaux ayant pris leur retraite avant le 31 décembre 1974 ; augmentation du taux de réversion des petites pensions ; volonté d'éviter l'exclusion sociale des personnes âgées ; nécessité d'une politique globale de prévention ; situation des personnes âgées dépendantes ; réduction des blocages résultant de la lourde récupération de l'aide sociale sur les successions ; augmentation des crédits consacrés à la transformation des hospices (p. 3527) ; création de petites unités d'accueil intégrées à la vie collective ; création de petits équipements de quartier et de résidences pour hébergement temporaire ; subventions de fonctionnement pour le service à domicile et la participation à la vie sociale ; rénovation de l'habitat ; qualification et formation des personnels ; concertation avec les représentants de la mutualité ; préparation de plans gérontologiques départementaux (p. 3528).

Répond à la question de :

— *M. Marcel Garrouste :* amélioration des conditions de vie des personnes âgées hébergées dans les hospices et maisons de retraite ; augmentation des crédits consacrés au chapitre 47-21, article 40, relatif à la rénovation de l'habitat pour les personnes âgées (p. 3529) ;

— *M. Joseph Menga :* coordination locale nécessaire entre les politiques de maintien à domicile et d'hébergement des personnes âgées ; plans départementaux d'action gérontologique (p. 3530) ;

— *Mme Colette Chaigneau :* amélioration du statut de l'ensemble des aides ménagères (p. 3531) ;

— *M. Hyacinthe Santoni :* situation des vieillards grabataires (p. 3532) ; allocation compensatrice pour tierce personne ; conditions d'hébergement collectif (p. 3533) ;

— *M. Hyacinthe Santoni :* augmentation du fonds national de solidarité ; augmentation du minimum vieillesse ; renforcement des aides à l'amélioration de l'habitat ; création de résidences d'hébergement temporaire ; développement de la vie associative ; mise en place d'un système de télé-alarme à Marseille (p. 3533).

FRAISSE-CAZALIS (Jacqueline)

Député des Hauts-de-Seine
(7e circonscription)
Communiste

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [J.O. du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [J.O. du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Paul Chomat et plusieurs de ses collègues tendant à interdire le contrôle médical patronal (n° 204) [24 septembre 1981] (p. 1337).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à encourager et à accélérer l'évolution vers l'égalité des sexes à travers les manuels scolaires (n° 209) [24 septembre 1981] (p. 1337).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Adrienne Horvath et plusieurs de ses collègues pour le congé de maternité à six mois, pour l'extension des droits à la maternité (n° 208) [20 novembre 1981] (p. 4132).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [J.O. du 20 décembre 1981] (p. 3475).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à encourager et à accélérer l'évolution vers l'**égalité des sexes** à travers les manuels scolaires **(n° 209)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à la création d'un **fonds des pensions alimentaires (n° 211)** [22 juillet 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : conflit de travail aux usines Renault-Billancourt : mouvement des O.S. de Billancourt ; problème de la réintégration d'un membre du syndicat C.G.T. malgré le vote de la loi d'amnistie [14 octobre 1981] (p. 1779).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion des articles : **article 8 :** son amendement n° 22 (création d'un prélèvement sur le chiffre d'affaires hors taxes des filiales des compagnies pétrolières étrangères) : retiré [17 juillet 1981] (p. 216).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 364).**

Première lecture, discussion générale : appartenance de Matra et de Dassault au futur secteur nationalisé [14 octobre 1981] (p. 1801) ; nécessité de la maîtrise de Dassault et de Matra pour l'indépendance nationale, l'aménagement du territoire et la mise en place de politiques sectorielles ; nationalisation des filiales Electronique Marcel Dassault et Europe Falcon Service ; composition tripartite du conseil d'administration de Matra ; coût de la procédure de nationalisation de ce groupe ; maintien et extension des avantages acquis dans les sociétés nationalisables ; garantie de l'emploi (p. 1802).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité nationale. — *Discussion générale :* problème des immigrés ; lois prises en leur faveur concernant l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière, leurs droits d'association, leurs conditions d'entrée et de séjour ; solidarité intercommunale ; problème de la deuxième génération ; aide à l'insertion véritable des populations immigrées [10 novembre 1981] (p. 3518) ; mesures à prendre vis-à-vis des patrons continuant à employer des travailleurs immigrés dits clandestins (p. 3519).

Solidarité nationale, santé, travail. — I. Section commune. — II. Santé, solidarité nationale. — *Discussion générale :* inégalités ; effort en matière de prévention médicale ; santé scolaire ; surveillance de la grossesse et de l'accouchement ; protection maternelle et infantile ; santé au travail ; emplois dits « exposés » ; multiplication du nombre de médecins et étoffement de l'effectif du personnel paramédical ; modification nécessaire de la liste des maladies professionnelles ; réforme des études médicales ; information des médecins sur la contraception ; formation sociale des médecins ; industrie pharmaceutique [16 novembre 1981] (p. 3792).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion générale : urgence de la réduction de la durée du travail pour les femmes ; aménagement du temps de travail et travail à temps partiel ; maintien des droits acquis : travail de nuit et repos dominical [8 décembre 1981] (p. 4528) ; retraite à cinquante-cinq ans pour les mères de famille ayant exercé des travaux pénibles ; bonification en fonction du nombre d'enfants élevés (p. 4529).

Discussion des articles : **articles 1er : alinéas 2 à 5 :** son amendement n° 90 (modification de dispositions du droit du travail : maintien des avantages acquis ; travail de nuit et repos hebdomadaire) [9 décembre 1981] (p. 4596) ; retiré (p. 4597).

FRECHE (Georges)

Député de l'Hérault
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Représentant titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [J. O. du 16 juillet 1981] (p. 1985).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Economie et finances. — **I. Charges communes.** — *Discussion générale :* dégrèvement d'impôt pour les personnes âgées ; révision de l'assiette de la taxe d'habitation ; mensualisation des pensions ; emploi des jeunes ; aide à la création d'emplois par les chômeurs ; minimum vieillesse ; majoration des rentes viagères ; aide aux prêts de réinstallation des rapatriés agriculteurs ; projet de loi sur les meubles meublant [14 novembre 1981] (p. 3700).

FREDERIC-DUPONT (Edouard)

Député de Paris
(5e circonscription)
Apparenté R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [J.O. du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [J. O. du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention du 27 novembre 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (n° 110) [17 juillet 1981] (p. 262).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'**installation d'ascenseur** dans les immeubles soumis aux dispositions de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965, fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis **(n° 174)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à déterminer les mesures régularisant la situation des **personnels des ex-concessions françaises en Chine (n° 175)** [22 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 110) autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention du 27 novembre 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Japon** tendant à éviter les **doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (n° 229)** [24 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à rétablir, sous forme de détaxe, la ristourne sur l'essence en faveur des **chauffeurs de taxi (n° 373)** [17 septembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **article 8 :** enquête de l'institut d'urbanisme de la région d'Ile-de-France sur la situation des chauffeurs de taxi face à l'augmentation du prix de l'essence [16 juillet 1981] (p. 213) ; détaxe du carburant pour les chauffeurs de taxi ; proposition socialiste en octobre 1980 favorable à une détaxe de 100 p. 100 (p. 214).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention du 27 novembre 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (n° 110).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : évolution des législations fiscales nationales ; modèle de convention de doubles impositions sur le revenu et la fortune élaboré en 1977 par l'O. C. D. E. ; négociation franco-japonaise ; définition du champ d'application territoriale de la convention ; évolution récente du droit de la mer ; échange de renseignements entre les administrations fiscales ; imposition des dividendes et régime fiscal des intérêts ; exonération des intérêts des crédits et des prêts liés au commerce international ; liste des organismes pouvant bénéficier de ces dispositions ; mesures protectionnistes ; accès des entreprises françaises au marché japonais [24 juillet 1981] (p. 290).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 18 :** détaxe de 5 000 litres d'essence au bénéfice des chauffeurs de taxi ; amendement socialiste sous la précédente législature ; dégradation de la situation des chauffeurs de taxi [3 novembre 1981] (p. 3004) ; **après l'article 18 :** son amendement n° 94 (suppression de la T.I.P.P. pour les chauffeurs de taxi à hauteur de 5 000 litres de carburant par an ; taxe sur le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières) (p. 3014) ; vote conjoint depuis quatre ans des groupes P. C., P. S. et R. P. R. sur la détaxation du carburant utilisé par les chauffeurs de taxi ; amendement socialiste portant sur 3 000 litres (p. 3015) ; retire son amendement n° 94 ; résultats des scrutins sous la précédente législature sur l'exonération de la T.I.P.P. pour les chauffeurs de taxi (p. 3019) ; **article 39 :** revalorisation des rentes viagères ; position de M. Joseph Franceschi sur l'indexation des rentes viagères [4 novembre 1981] (p. 3140).

Justice. — *Discussion générale* : raisons de son opposition au budget de la justice ; suppression de la mission dissuasive de la justice ; abolition de la peine de mort avant de prévoir des peines de substitution ; volonté de laxisme pénal ; libérations surprenantes à la suite de la loi d'amnistie ; suppression de la Cour de sûreté avant de prévoir les mesures nécessaires pour protéger les jurés soumis à des menaces ; suppression des quartiers de haute sécurité sans prévoir la protection du personnel pénitentiaire ; durée de la garde à vue ; suppression des contrôles d'identité ; permission de sortie ; assassinat d'un magistrat ; transformation du ministère de la justice en un véritable comité de défense des voleurs et des assassins [12 novembre 1981] (p. 3594).

Economie et finances. — I. — Charges communes. — *Discussion générale :* généralisation de la mensualisation des pensions [14 novembre 1981] (p. 3699) ; promesse de mensualisation des pensions en région parisienne faite par le précédent ministre du budget (p. 3701).

Examen des crédits : **état B, titre 1er :** mensualisation des pensions civiles et militaires en région parisienne (p. 3703).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* contradiction entre la vigilance du ministère des relations extérieures en Europe à l'égard de la Russie des Soviets et de sa politique dans le reste du monde ; offensive communiste totale et mondiale [19 novembre 1981] (p. 3984) ; sa menace militaire ; sa désintégration morale ; développement du terrorisme international ; présence de la Russie à Cam Ranh, à Danange, au Viet-Nam, dans la mer de Barentz ; ses visées sur les Caraïbes et l'Afrique australe ; présence de Cubains, d'Allemands de l'Est et de Russes dans les endroits stratégiques d'Afrique ; manifeste de La Havane appelant à la lutte anticolonialiste les populations de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane ; manque d'actions pour la libération des prisonniers politiques cubains ; nécessité pour la défense dans le monde, de la paix, de nos libertés et des droits de l'homme de choisir un autre partenaire que Fidel Castro (p. 3985).

FRELAUT (Dominique)

Député des Hauts-de-Seine
(3e *circonscription*)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 28 juillet 1981] (p. 2079).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Travail) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [*J.O.* du 22 décembre 1981] (p. 3482).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 42 : **Travail** (n° 470) [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 2 :** caractère non confiscatoire de l'impôt sur la fortune ; exonération des chômeurs de la taxe d'habitation [29 octobre 1981] (p. 2717) ; **article 3 :** souci de préserver la création artistique et la vie culturelle dans la nation ; formule de la dation partielle ; spéculation sur l'art ; possibilité pour les œuvres d'art de bénéficier à l'ensemble de la population (p. 2726) ; faiblesse du taux de l'impôt sur la fortune par rapport à la situation des chômeurs et des smicards (p. 2738) ; son sous-amendement n° 546 à l'amendement n° 527 du Gouvernement (tendant à prévoir que les objets d'antiquité, d'art ou de collection ne sont pas compris dans les bases d'imposition à condition que ces objets ne sortent pas du territoire national et que, soit le propriétaire au moment de la détermination du patrimoine s'engage à les léguer à la nation en vue de les faire figurer dans une collection publique, soit au moment de la succession, l'héritier acquitte, en sus des droits de succession, l'impôt sur la fortune dû au titre de ces objets depuis qu'ils sont entrés dans le patrimoine du défunt) (p. 2749) ; nécessité de maintenir les œuvres d'art sur le sol national (p. 2750) ; son sous-amendement n° 547 à l'amendement n° 527 du Gouvernement (tendant à ce que la taxation des transactions sur les objets d'art soit portée à 6 p. 100 lorsqu'elle est acquittée par des personnes imposées au titre de l'impôt sur les grandes for-

tunes) (p. 2751) ; sous-amendement n° 546 rejeté ; sous-amendement n° 547 devenu sans objet (p. 2752) ; **article 4 :** débat parlementaire ; impôt « passoire » ; prélèvement sur les bons anonymes ; rétablissement de la tranche de 65 p. 100 pour l'impôt sur le revenu [30 octobre 1981] (p. 2795) ; **article 6 :** nature du débat parlementaire ; exonération des chômeurs de la taxe d'habitation ; bons anonymes ; institution d'une tranche à 65 p. 100 de l'impôt sur le revenu (p. 2816) ; augmentation de l'investissement ; relance par la solidarité ; création d'une tranche supplémentaire dans le barème de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 2819) ; conséquences de l'impôt sur la fortune (p. 2820) ; **son explication de vote sur l'article 7 :** ralentissement de l'investissement des entreprises privées ; plafonnement des possibilités d'exonération ; crédits du F.D.E.S. et autres encouragements à l'investissement ; exclusion de 98 p. 100 des entreprises françaises de l'impôt sur l'outil de travail ; situation en Pologne et en Union soviétique (p. 2830) ; entreprises nationales ; Renault ; maintien de la compétitivité et de la productivité ; lutte des travailleurs pour la défense de leurs salaires et pour le progrès technique (p. 2831) ; **article 11 :** soutient l'amendement n° 300 de M. Paul Chomat [31 octobre 1981] (p. 2875) ; suppression du plafonnement du quotient familial ; abattement forfaitaire pour charges de famille en matière de taxe d'habitation (p. 2893) ; **après l'article 11 :** abrogation de l'étalement sur l'imposition de la plus-value nette à court terme (p. 2906) ; soutient l'amendement n° 305 de M. Parfait Jans ; difficultés rencontrées par les chômeurs pour acquitter le solde de leur impôt sur le revenu ; exonération et délais accordés par l'administration ; différence existant entre les chômeurs ; nécessité d'unifier la pratique administrative d'un département à l'autre (p. 2908) ; **article 12 :** sous-évaluation du montant du fonds national de chômage ; participation de l'Etat au régime de l'U.N.E.D.I.C. ; problème d'équilibre financier à partir de juin 1982 ; héritage sur le plan économique [2 novembre 1981] (p. 2924) ; financement du déficit de l'U.N.E.D.I.C. par augmentation des cotisations patronales (p. 2929) ; son amendement n° 308 (application de la majoration de 10 p. 100 sur l'ensemble des prélèvements forfaitaires libératoires) : rejeté (p. 2932) ; **article 14 :** dépenses abusives camouflées au chapitre des frais généraux ; caractère scandaleux de certains frais de restauration (p. 2946) ; **après l'article 14 :** son amendement n° 312 (reconduction du prélèvement sur les bénéfices des entreprises de travail temporaire) : retiré au profit de l'amendement n °116 de la commission (p. 2974) ; **article 18 :** désaccord du groupe communiste sur le principe même de l'indexation [3 novembre 1981] (p. 3012) ; **article 22 :** son amendement n° 322 (maintien de la vignette à son niveau actuel pour les véhicules de moins de 8 CV) (p. 3039) : retiré (p. 3040) ; **article 26 :** aides de l'Etat à la presse : indépendance de *L'Humanité* [4 novembre 1981] (p. 3101) ; **après l'article 27 :** exonération de contribution foncière pour les logements sociaux ; aide aux collectivités locales ; inégalités de traitement des collectivités locales liées au caractère géographique de la perception de l'impôt local (p. 3113) ; **avant l'article 30 :** coût du plafonnement de la taxe professionnelle ; rente de situation pour certaines entreprises (p. 3120) ; **après l'article 31 :** son amendement n° 320 (exonération de la taxe sur les salaires des associations employant moins de trois salariés) ; actualisation du barème de la taxe sur les salaires (p. 3126) ; retrait de l'amendement n° 320 (p. 3127) ; **article 36 :** augmentation de 17,87 p. 100 en 1982 des concours de l'Etat aux collectivités locales (p. 3130) ; sur évaluation des recettes du budget 1981 ; son amendement n° 330 (suppression de l'article) (p. 3131) ; surévaluation des prévisions de D.G.F. pour 1981 ; mesures gouvernementales majorant la D.G.F. (p. 3133) ; retrait de l'amendement n° 330 ; refuse de voter son amendement repris par l'opposition (p. 3134) ; **article 77 :** lutte contre la fraude fiscale [20 novembre 1981] (p. 4105) ; **avant l'article 85 :** soutient l'amendement n° 37 de M. André Lajoinie ; fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale (p. 4112).

Seconde délibération : **article 42 et état B, titre III :** équilibre du budget des collectivités locales ; rôle des collectivités locales dans la lutte contre le chômage ; insuffisance de la dotation globale de fonctionnement ; taxe d'habitation (p. 4116).

Deuxième partie :

Travail. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : abandon de secteurs clés de notre industrie ; rénovation du service public de l'emploi ; sous-évaluation du budget 1981 ; travail précaire [13 novembre 1981] (p. 3620) ; A. N. P. E. et A. F. P. A. ; contrats emploi-formation ; chômeurs en fin de droits (p. 3621) ; indemnisation du chômage ; sous-évaluation des crédits prévus pour 1981 (p. 3633).

— **Son rappel au règlement :** agitation troublant le travail parlementaire depuis le rappel au règlement de M. Claude Labbé à propos des suspensions de séance [4 novembre 1981] (p. 3091).

— **Projet de loi de finances rectificatives pour 1981 (n° 561).**

Première lecture, discussion des articles : **article 12 :** bases du taux retenu pour le calcul des impôts locaux ; actualisation des valeurs locatives ; taxe d'habitation et taxe professionnelle ; remboursement aux communes d'une partie de l'indemnité de logement des instituteurs ; augmentation des concours de l'Etat pour 1982 ; dotation globale de fonctionnement ; éventuelle augmentation de la T. V. A. ; besoins sociaux des communes [7 décembre 1981] (p. 4471) ; ses observations sur un amendement rejeté par le Sénat (p. 4473) ; **article 15 :** garantie par l'Etat de l'emprunt U. N. E. D. I. C. (p. 4478, 4479) ; **article 22 :** importance des concours particuliers par rapport à la dotation globale de fonctionnement ; problème des communes-centres et des communes touristiques et thermales (p. 4480) ; héritage du Gouvernement précédent ; difficultés des communes ; réforme de la taxe d'habitation (p. 4481) ; **article 23 :** rémunérations des représentants syndicaux (p. 4482, 4483).

FROMION (Marc)

Député de Seine-et-Marne
(4e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).
Contestation de son élection [7 juillet 1981] (p. 43).
Annulation de son élection [4 décembre 1981] (p. 4430).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

QUESTIONS

orale sans débat (n° 81) posée le 24 novembre 1981 : **énergie (énergies nouvelles)** (p. 4156) : appelée le 27 novembre 1981 : **utilisation énergétique des excédents d'alcool vinicole et de betterave : création d'un stock d'alcool (p. 4257-4258).**

INTERVENTIONS

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 453).**

Discussion : débat démocratique ; dissociation entre la croissance économique et la consommation d'énergie ; relance du charbon remise en cause par le recours au nucléaire ; procédure d'implantation nucléaire ; Nogent-sur-Seine [7 octobre 1981] (p. 1587).

FUCHS (Jean-Paul)

Député du Haut-Rhin
(1re circonscription)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [*J.O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [*J.O.* du 7 octobre 1981] (p. 2734).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J.O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Education nationale : enseignement technique) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Rapporteur de sa proposition de loi sur la vie associative (n° 533) [10 décembre 1981] (p. 4660).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [*J.O.* du 20 décembre 1981] (p. 3475).

DEPOTS

Proposition de loi relative au **statut des langues et cultures régionales** dans l'enseignement, les affaires culturelles, l'éducation permanente, la radio et la télévision **(n° 425)** [1er octobre 1981].

Proposition de loi tendant à faciliter l'**ouverture des locaux scolaires** à des activités extérieures au service public de l'éducation (n° 426) [1er octobre 1981].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450). tome VIII : éducation nationale : **enseignement technique (n° 471)** [16 octobre 1981].

Proposition de loi sur la vie associative (n° 533) [6 novembre 1981].

Proposition de loi relative à l'apprentissage (n° 647) [17 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **objectivité à la télévision :** propos tenus par M. Claude Estier [14 octobre 1981] (p. 1778) ;

— **industrie textile :** mesures à prendre pour sauver l'industrie textile [18 novembre 1981] (p. 3927) ; élaboration d'un « plan textile » (p. 3928).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titre Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale : vie associative ; attachement à la décentralisation pour des raisons culturelles, philosophiques et politiques [27 juillet 1981] (p. 381) ; risques contenus dans le projet de loi ; confusion de compétences entre les trois catégories de collectivités locales ; statut de l'élu ; problèmes de financement ; caractère répressif du contrôle *a posteriori* ; cour de discipline budgétaire ; interventionnisme économique et social des communes ; compatibilité avec le Plan ; disparités entre communes (p. 382).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).**

Première lecture, discussion des articles : **article 24 :** son sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 32 de la commission (exclusion des infractions ayant fait l'objet d'une condamnation pénale réparatrice dans le domaine de l'environnement) : retiré [29 juillet 1981] (p. 527).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).**

Première lecture, discussion générale : effets contradictoires d'une politique du prix imposée en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne ; progression de l'édition française ; apparition de livres nouveaux (format de poche, livres pratiques, encyclopédies) ; formule du prix conseillé introduite en 1945 ; mutation commerciale ; apparition de la F. N. A. C. en 1974 ; régime du prix net établi par l'arrêté Monory en 1979 ; remise qualitative ; avantages fiscaux en faveur des libraires ; critique unanime de l'arrêté Monory ; évolution du prix du livre ; tassement de l'augmentation en volume ; situation de l'exportation ; loi cadre en faveur de la lecture publique ; formes de la distribution ; nécessité d'une compensation [30 juillet 1981] (p. 557) ; effets du discount sur les librairies traditionnelles et la création ; dérogations au principe du prix unique ; remise qualitative ; soldes ; ventes par correspondance ; situation du livre en République fédérale allemande ; formation des libraires ; lecture publique ; nouvelle politique d'exportation du livre (p. 558).

Discussion des articles : **article 4 :** égalité des libraires et des organismes de ventes par correspondance (p. 572) ; **article 5 :** son amendement n° 29 (restriction des possibilités de ventes à prime) : rejeté ; **après l'article 6 :** son amendement n° 28 (sanctions pénales aux infractions aux dispositions de la présente loi) : retiré (p. 580).

Explications de vote : abstention du groupe U. D. F. (p. 585).

— **Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.**

Croissance économique ; maîtrise du chômage ; coopération européenne et internationale ; politique monétaire des Etats-Unis ; choix économiques des pays européens ; choc pétrolier [15 septembre 1981] (p. 1056) ; couverture du déficit de l'assurance chômage par l'emprunt ; financement de dépenses courantes par l'épargne ; déficit budgétaire ; investissements industriels ; amplification et régionalisation de la formation professionnelle ; créations d'entreprises ; fermeture du marché financier international aux résidants français ; impôt sur la fortune ; impôts sur le capital ; faillites ; pactes pour l'emploi ; travail à temps partiel ; emprunt d'Etat à 16,75 p. 100 ; épuration de l'O.R.T.F. ; mutation des préfets ; remplacement des recteurs ; mainmise des socialistes sur les rouages de l'Etat ; impréparation des textes du Gouvernement : décentralisation, radios libres, nationalisations ; contradictions des déclarations gouvernementales : expériences nucléaires, service militaire, vente d'armes, vote des immigrés (p. 1057).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).**

Première lecture, discussion générale : caractère d'urgence de la loi ; communication directe des citoyens ; moyens financiers [24 septembre 1981] (p. 1305) ; composition de la commission chargée d'étudier les demandes de dérogation au monopole ; radios municipales ; mainmise de l'Etat socialiste sur la radio et la télévision (p. 1306).

Discussion des articles : **article 1er ;** *art.* 3-1 *de la loi du 3 juillet* 1972 ; son sous-amendement n° 44 à l'amendement n° 2 de la commission (application des dispositions de cet amendement aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) : adopté (p. 1322) ; *article* 3-2 bis *de la loi du 3 juillet* 1972 : son amendement n° 29 (composition des commissions chargées d'étudier la délivrance, le renouvellement et la vocation des dérogations au monopole) : rejeté (p. 1325).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** difficultés de mise en œuvre d'un système de péréquation des ressources publicitaires ; conditions d'attribution des dérogations ; mainmise du parti socialiste sur les antennes [30 septembre 1981] (p. 1381).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).**

Première lecture, discussion générale : évolution libérale au cours des dernières années ; législation d'exception de 1939 ; déclaration universelle des droits de l'homme ; convention européenne des droits de l'homme ; insertion sociale des populations migrantes ; favorable à la suppression de l'article 1er (nullité de l'association qui compromettrait la situation diplomatique de la France) [29 septembre 1981] (p. 1359).

Discussion des articles : **après l'article 3 :** s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson : application de la loi de 1901 aux départements d'Alsace-Lorraine (p. 1366).

— **Discussion des conclusions du rapport (n° 395) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées (n° 248).**

Première lecture, discussion générale : difficultés des régions de montagne ; exode rural ; accentuation des déséquilibres : déséquilibre global par rapport à l'évolution des autres régions, déséquilibre interne au niveau de l'espace, des activités, des revenus des différentes catégories sociales et de la distribution des pouvoirs ; récession démographique ; déclin des activités traditionnelles ; exemple de l'industrie textile dans les Vosges ; fonction sociale de la montagne ; nécessité de définir une politique de massifs ; schémas d'orientation et d'aménagement ; absence de solidarité des régions et des départements vis-à-vis de leur territoire montagnard ; insuffisance des crédits du fonds interministériel de développement et d'aménagement rural ; législation sur les terres en friches ; réglementation des boisements ; plan d'occupation des sols ; maintien et modernisation de l'agriculture de montagne ; indemnité spéciale de montagne ; diversification des activités ; progression globale des emplois induits par le tourisme ; régression des emplois des activités non liées au tourisme ; structure relativement équilibrée de l'emploi dans le Jura et les Vosges ; amélioration des conditions de vie ; fonctionnement des services publics ; amélioration de l'habitat ; efforts des collectivités locales ; politique de rénovation rurale en montagne ; bilan contrasté de la politique du gouvernement précédent selon les secteurs et selon les massifs ; paradoxe de la création d'une commission d'enquête : situation des régions de montagne largement connue des élus, de l'administration et des montagnards [6 octobre 1981] (p. 1494) ; rapport Brocard ; régionalisation de la politique en faveur de la montagne ; massifs écartelés entre plusieurs régions, exemple des Vosges ; nécessité d'un projet global pour la montagne ; préservation de l'espace ; identité et autonomie culturelle de la montagne ; moyens incitatifs pour lutter contre la spéculation foncière ; installation des jeunes agriculteurs, des jeunes artisans ou d'entreprises ; maintien et développement des activités existantes ; allégement des coûts de production ; maîtrise du développement touristique ; aide aux collectivités locales pour intervenir ; services publics ou privés apportés aux montagnards ; risque de contradiction entre une politique de décentralisation et une politique nationale de la montagne et de la montagne par massifs ; contrats de plans de massifs ; coût d'une telle politique (p. 1495).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale : questions :* désenclavement du massif vosgien [7 novembre 1981] (p. 3362).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale : questions :* zones de montagne : planification au niveau des massifs [7 novembre 1981] (p. 3381).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : problème de l'enseignement technique ; recrutement ; insuffisance de l'encadrement dans l'enseignement technique ; nombre insuffisant de créations d'emplois ; refonte nécessaire des heures et du contenu des enseignements pour la préparation du C. A. P. ; création d'emplois d'enseignants pour les L. E. P. ; résorption de l'auxiliariat ; revision d'ensemble des mécanismes d'aide sociale à l'enseignement technique ; diminution du nombre des boursiers du second cycle ; distorsion entre la rémunération des apprentis et le montant des bourses allouées aux élèves de l'enseignement technique ; octroi d'une allocation d'études pour les élèves de plus de seize ans [9 novembre 1981] (p. 3429) ; gratuité des manuels scolaires ; transports scolaires dans le technique ; progression d'un tiers des crédits d'équipement ; rénovation pédagogique des enseignements technologiques ; souhait de la commission d'obtenir une augmentation plus importante des crédits alloués à l'enseignement technique p. 3430).

Culture. — *Discussion générale :* orchestres nationaux et régionaux ; plan Landowski ; concerts ; disques ; instruments de musique ; sociétés de musique ; inégalité d'accès à la culture ; développement de la vie associative ; reprise de la politique des conventions culturelles ; réduction des inégalités entre Paris et la province ; convention culturelle ; Opéra ; centre Pompidou ; livres ; bilibothèque centrale de prêts ; bibliothèques d'entreprise ; exportation des livres ; statut social de l'écrivain ; musique ; aide aux formations symphoniques et instrumentales ; orchestres régionaux ; création musicale ; écoles de musique [17 novembre 1981] (p. 3880) ; droit à la culture musicale ; musée d'Orsay ; création d'emplois (p. 3881).

G

GABARROU (Jean-Pierre)

Député du Tarn

(2e *circonscription*)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant diverses dispositions du livre V du code de la santé publique et relative à la pharmacie vétérinaire (n° 143) [17 septembre 1981] (p. 1181).

Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Industrie textile dans le Tarn :** souhaite que le Gouvernement présente le plus rapidement possible un plan textile contenant des mesures en faveur de l'industrie de la machine textile [18 novembre 1981] (p. 3932).

GAILLARD (René)

Député des Deux-Sèvres

(1re *circonscription*)

Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Président de cette commission [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Membre de la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole [*J.O.* du 1er août 1981] (p. 2113).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Membre du conseil supérieur de la coopération [*J.O.* du 20 novembre 1981] (p. 3164).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Transports. *Discussion générale : transport de voyageurs ;* paiement du transport marchandises à son coût réel ; situation sociale d'Air France et de la S.N.C.F. ; impact financier de l'intensification de la politique d'investissements de

la S.N.C.F. ; situation financière de la S.N.C.F. [7 novembre 1981] (p. 3346) ; tunnel ferroviaire entre la France et la Grande-Bretagne ; voies navigables ; transports urbains ; redéfinition des conditions de financement des transports urbains ; seuil d'institution du versement transport ; usage de l'automobile en ville ; actions de coopération avec les pays en voie de développement ; vote favorable du groupe socialiste (p. 3347).

GALLET (Jean)

Député d'Eure-et-Loir.

(1re *circonscription*)

Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Georges Lemoine nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

GALLEY (Robert)

Député de l'Aube

(2e *circonscription*)

R.P.R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Didier Julia et plusieurs de ses collègues visant à créer un office pour l'évaluation des options technologiques (n° 305) [17 septembre 1981] (p. 1181).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson et plusieurs de ses collègues tendant à organiser le redéploiement de la sidérurgie et des mines de fer françaises (n° 442) [8 octobre 1981] (p. 1646).

INTERVENTIONS

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Explications de vote : manque de cohérence des propositions gouvernementales [7 octobre 1981] (p. 1595) ; relations entre la croissance économique et l'énergie ; énergie et progrès social ; prix de l'énergie et développement économique ; coût du charbon national (p. 1596) ; dépendance de la France pour le charbon et le gaz ; surrégénérateur ; centre de La Hague ; vote hostile du groupe du rassemblement pour la République (p. 1597).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 3 :** son sous-amendement n° 552 à l'amendement n° 528 du Gouvernement (tendant à ce que les stocks de vins d'origine contrôlée sous l'appellation champagne soient exclus dans la limite de trois années du champ d'application de l'imposition sur la fortune) ; nécessité du stockage pour la fabrication même du produit ; défense de la petite propriété [29 octobre 1981] (p. 2762) ; sous-amendement n° 552 rejeté (p. 2763) ; soutient l'amendement n° 274 de M. Robert-André Vivien (p. 2768) ; **article 35 :** fonds de soutien aux hydrocarbures [4 novembre 1981] (p. 3128) ; **article 36 :** moyens des collectivités locales ; réduction de la portée du projet de loi sur la décentralisation (p. 3129) ; majoration de la D.G.F. inférieure à celle de 1981 ; croissance des charges des collectivités avec l'inflation et le renchérissement des crédits ; évaluation du produit de la T.V.A. (p. 3130).

Deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Examen des crédits :* **article 48 :** son amendement n° 49 (réduction de crédits) ; versement de 3,2 milliards au budget général ; unité du budget annexe [7 novembre 1981] (p. 3324) ; unité des P.T.T. (p. 3325) ; amendement n° 49 rejeté (p. 3326).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* pari des 410 000 logements ; nécessité d'élargir vers le haut le barème des A.P.L. et de ne pas limiter à un revenu minimum de 7 000 francs les chances d'accession à la propriété [12 novembre 1981] (p. 3564).

Examen des crédits : **titre VI, état C :** son amendement n° 129 (réduction des crédits de paiement concernant 170 000 logements P.L.A. ; utilisation de ces crédits pour financer les améliorations techniques liées aux économies d'énergie dans le programme des logements financés à l'aide des P.L.A.) (p. 3568) : retiré (p. 3569).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* exécution de la loi de programmation militaire ; programmes militaires réalisés à plus de 100 p. 100 ; loi de planification ; S.N.L.E. ; porte-avions nucléaires [14 novembre 1981] (p. 3685).

Discussion des articles : **article 45 :** son amendement n° 157 (réduction de crédits) ; contenu de la rubrique « divers » de l'article 10 ; amendement n° 157 rejeté ; son amendement n° 158 (réduction de crédits) ; prise en charge par le budget de la défense du programme civil de défense non conforme à l'ordonnance du 2 janvier 1959 (p. 3694) ; amendement n° 158 retiré (p. 3695) ; **après l'article 45 :** son amendement n° 159 (rapport du Gouvernement au Parlement avant le 1er octobre 1982 sur l'exécution de la loi de programmation militaire 1977-1982) ; connaissance de l'exécution de cette loi pour l'élaboration de la prochaine loi de planification (p. 3696) ; amendement n° 159 rejeté (p. 3697).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* coopération et développement ; relations avec les Etats africains ; élargissement à plusieurs nouveaux Etats de la conférence franco-africaine ; besoins de l'Afrique francophone et de l'Afrique sahélienne ; tentatives de déstabilisation venues de l'extérieur ; aide au développement accordée par la France ; recherche de solutions financières concrètes face au désastre induit par la crise économique [19 novembre 1981] (p. 3987) ; exemple malheureux du Tchad ; faible augmentation du budget de la coopération ; progression du poste budgétaire relatif aux concours financiers ; augmentation nécessaire des créations d'emplois ; manque de techniciens ; hommage à la qualité du personnel de la coopération (p. 3988).

— **Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** établissement d'un tableau des opérations financières associé au plan intérimaire ; cohérence entre les capacités d'épargne du pays et les emprunts sur le marché national [12 décembre 1981] (p. 4765) ; introduction de nouvelles structures de financement des entreprises (p. 4766) ; son amendement n° 89 (réduction de l'écart existant entre le taux de rémunération de l'épargne et le taux d'inflation) : rejeté ; son amendement n° 144 (contrepartie de l'amélioration des revenus nominaux dans la mise en œuvre de la participation des travailleurs aux fruits de l'expansion, l'exercice des responsabilités au sein des entreprises et l'amélioration des conditions de travail (p. 4779) ; rejeté (p. 4780) ; interventions des communes et des départements pour la protection des intérêts économiques et sociaux de la population et règles d'aménagement du territoire (p. 4787) ; ampleur des interventions économiques des collectivités locales ; aides des collectivités locales et distorsions faussant le jeu de la concurrence (p. 4788) ; Massif central : relance de l'élevage ; installation des jeunes ; désenclavement routier (p. 4790) ; Larzac (p. 4791) ; politique du charbon ; prix du charbon importé et du charbon national ; rentabilité des centrales thermiques ; politique énergétique ; prix de l'énergie d'origine nucléaire ; exportations d'électricité (p. 4798) ; extension de l'usine de La Hague ; difficultés des industries de raffinage et capacités de conversion (p. 4799) ; approvi-

sionnement de la France en gaz naturel (p. 4800) ; réglementation du boisement dans le cadre du zonage ; revalorisation des retraites agricoles ; partage de la production et partage du travail dans l'agriculture (p. 4807) ; amélioration de la productivité en aval de l'élevage ; abattoirs (p. 4808) ; son amendement n° 130 (prise en compte, dans la réforme des aides au logement, de l'évolution des ressources des intéressés dans le choix du mode de remboursement afin de ne pas rendre impossible pour des retraités le paiement des annuités) ; adopté (p. 4819) ; son amendement n° 132 (réforme du droit des locataires) ; intention de vendre en fin de bail ; motif sérieux et légitime de non-renouvellement de contrat ; troubles apportés par le locataire à la jouissance paisible du local ou de l'immeuble ou inobservations répétées des conditions de bail ; amendement n° 132 rejeté (p. 4820).

GALLO (Max).

Député des Alpes-Maritimes.

(1re *circonscription*).

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention sur la sécurité sociale du 28 février 1952 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté de Monaco (n° 91) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Membre de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2751).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 91) autorisant l'approbation d'un avenant à la *convention sur la sécurité sociale* du 28 février 1952 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **Principauté de Monaco (n° 463)** [8 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).**

Première lecture, discussion générale : situation de l'auteur ; transformation du livre en objet ; dérision de l'acte d'écrire, de l'acte de lire et de la culture [30 juillet 1981] (p. 563).

GANTIER (Gilbert).

Député de Paris.

(21e *circonscription*).

U. D. F.

Elu le 4 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [9 septembre 1981] (p. 881).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 28 juillet 1981] (p. 2079).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).
Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 3 octobre 1981] (p. 2700).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Education nationale : Enseignement supérieur) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 [*J.O.* du 16 décembre 1981] (p. 3425).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J.O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [*J.O.* du 22 décembre 1981] (p. 3482).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 [*J.O.* du 24 décembre 1981] (p. 3506).

DEPOTS

Proposition de loi organique tendant à modifier l'article L.O. 178 du **code électoral** en vue d'éviter que les élections législatives partielles aient lieu au mois de juillet ou au mois d'août **(n° 78)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 471 du **code de la sécurité sociale (n° 160)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du **code électoral** en vue d'éviter les candidatures uniques au second tour des élections législatives, cantonales et municipales **(n° 161)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à assurer la protection et le contrôle sanitaire de certains **animaux domestiques (n° 162)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à autoriser les clauses d'**indexation** fondées sur le **niveau général des prix (n° 163)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à instituer un **compte de patrimoine familial indexé** et à intéresser le titulaire de ce compte aux progrès du franc sur le marché des changes **(n° 164)** [22 juillet 1981]

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 343 du **code pénal** afin d'aggraver les peines prévues en matière de **prises d'otages (n° 165)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 355 du **code pénal** afin d'aggraver les peines prévues en matière d'**enlèvement de mineurs (n° 166)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à réprimer les **inscriptions sauvages (n° 167)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi destinée à protéger la jeunesse des **publications à caractère licencieux ou pornographique (n° 168)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à assurer l'indemnisation des dommages subis par les **victimes d'attentats (n° 169)** [22 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 14 : Education nationale : **Enseignement supérieur (n° 470)** [15 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **implantation d'un antenne de l'O. L. P.** [15 juillet 1981] (p. 116) ;

— **mouvement neutraliste en Europe :** manifestation pacifiste de Bonn ; surarmement soviétique ; rapports Est-Ouest ; « menace neutraliste » [14 octobre 1981] (p. 1777, 1778) ;

orale sans débat (n° 29), posée le 30 septembre 1981 : **Banques et établissements financiers (livrets d'épargne)** (p. 1427) ; appelée le 2 octobre 1981 : **indexation de l'épargne :** proposition de loi (p. 1465) ; proposition du mani-

feste socialiste ; T. V. A. sur les produits de première nécessité (p. 1466) ; emprunt à 16,75 p. 100 ; un point supplémentaire pour les livrets A de caisse d'épargne (p. 1467).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 43 (déduction de l'avoir fiscal pour la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 1980) : rejeté [16 juillet 1981] (p. 180) ; son amendement n° 45 (non-répercussion du capital-départ pour la retraite anticipée dans le calcul du montant de l'impôt) : rejeté (p. 184) ; **après l'article 1er :** versement des intérêts pour la période comprise entre le moment de la donation-partage et celui du décès (p. 189) ; **article 5 :** son amendement n° 51 (suppression de l'article 5) : rejeté (p. 205) ; son amendement n° 52 (report de l'application de l'article 5) : rejeté (p. 206) ; **article 6 :** vignette sur les motocyclettes (p. 207) ; **article 8 :** son amendement n° 55 (suppression de l'article 8 majorant la taxe intérieure sur les produits pétroliers) : rejeté au scrutin public (p. 214).

Explications de vote : « écrasement » de l'opposition par la nouvelle majorité ; droit d'amendement : exemple de la majoration de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; opposition ni aveugle, ni systématique ; emplois publics ; « stagflation » ; droit de propriété menacé [17 juillet 1981] (p. 234) ; abstention du groupe U.D.F. (p. 235).

Commission mixte paritaire, discussion générale : critique de la politique de relance contenue dans le collectif ; donations-partages ; « impôt sanction » [29 juillet 1981] (p. 463).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion générale : élévation du seuil de l'amnistie au quantum ; surpeuplement des prisons [29 juillet 1981] (p. 485) ; recrudescence de petits délits ; infractions en matière de législation et de réglementation du travail ; ingérence dans les rapports de droit privé ; contraventions de police en matière de circulation ; délit d'avortement (p. 486).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 65 corrigé (exclusion des infractions commises par les professionnels mettant à la disposition des produits ou matériels permettant de provoquer l'interruption de grossesse autrement qu'en milieu hospitalier) : rejeté (p. 495) ; **article 6 :** ses amendements n° 67 et n° 67 (modification du plafond des peines permettant de bénéficier de l'amnistie) : rejetés ; ses amendements n° 68 et n° 69 : devenus sans objet (p. 504).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 13 :** son amendement n° 28 (suppression de l'article 13) : adopté [31 juillet 1981] (p. 655).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 18** *bis :* accord du représentant de l'Etat pour la mise à la disposition du président du conseil général de services extérieurs [18 décembre 1981] (p. 5203) ; **article 18** *quater* **:** coordination des services de l'Etat et du département (p. 5206) ; **article 18** *septies* **:** domaine d'activité de l'agence technique départementale (p. 5209) ; rémunération des services et des prestations fournies par les agences techniques ; concurrence pour le secteur privé ; financement de ces agences (p. 5210) ; **article 21 :** commissaire de la République, seul fonctionnaire habilité à s'exprimer au nom de l'Etat devant le conseil général (p. 5213) ; échange d'informations entre le commissaire de la République, le président du conseil général et les maires, arbitrage en cas de conflit ; pouvoirs de police du représentant de l'Etat (p. 5214) ; circonstances exceptionnelles (p. 5215) ; **article 48** *ter* **:** mode de désignation des élus locaux au comité des prêts ; nécessité de limiter le caractère politique de ce comité [19 décembre 1981] (p. 5297) ; **article 57 :** contrôle de l'utilisation des fonds publics par les syndicats (p. 5334, 5335) ; **article 103 :** application de la présente loi à Paris [20 décembre 1981] (p. 5361).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Première lecture, discussion générale : « Loi Sauvage » ; concertation ; position de la conférence des présidents d'université ; « quorum étudiant » et participation aux élections des étudiants ; développement de la démagogie et ses conséquences sur la politique de recrutement, le fonctionnement et la gestion des universités ; nécessité d'étendre le principe du quorum [16 septembre 1981] (p. 1106) ; présidents d'université : discrimination introduite entre eux selon la date de leur élection ; position de la conférence des présidents d'université sur ce point (p. 1107).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 25 (visant à rétablir le principe de rééligibilité des présidents d'université) : rejeté (p. 1117) ; **article 2 :** principe de l'autonomie des universités ; libre choix du mode de scrutin laissé à ces dernières (p. 1119) ; amendement n° 26 (quorum pour la détermination du nombre de sièges attribués à chaque collège) ; position de la conférence des présidents d'université (p. 1120) : retiré (p. 1121) ; son hostilité à l'introduction du vote par correspondance et à l'éligibilité des étudiants étrangers (p. 1122) ; **article 5 :** son amendement n° 27 (suppression du deuxième alinéa de l'article 5) : distinction faite entre les présidents d'université selon qu'ils ont été élus avant ou après le 1er juillet 1980) ; principe d'égalité (p. 1125) ; portée limitée de l'argument du Gouvernement selon lequel les présidents visés sont rééligibles ; amendement n° 27 rejeté par scrutin public (p. 1126).

Deuxième lecture, discussion générale : autonomie des universités ; mérites de la loi sauvage [1er octobre 1981] (p. 1433) ; abolition du quorum électoral pour le collège des étudiants ; cessation des fonctions de l'ensemble des présidents d'université et directeurs d'U.E.R. élus après le 1er juillet 1980 ; sur-représentation des étudiants par rapport aux professeurs et enseignants dans les conseils ; organisations étudiantes structurées ; extension du quorum étudiant à l'ensemble des collèges électoraux ; discrimination entre les présidents d'université ; principe d'égalité des citoyens devant la loi ; consultation du Conseil constitutionnel ; clause de non-réégibilité des présidents et directeurs ; politisation des universités ; remise en cause de l'autonomie (p. 1434).

Discussion des articles : **article 1er :** composition des conseils d'université ; **article 2 :** prise de position de la conférence des présidents d'université en faveur du quorum pour les collèges électoraux (p. 1436) ; **article 2** *bis* **:** rétablissement par le Sénat de la disposition prévoyant la réégibilité des présidents d'université (p. 1441) ; **article 5 :** distinction apportée par le projet de loi entre les présidents d'université élus avant le 1er janvier 1980 et ceux élus après cette date ; attentat contre la démocratie ; atteinte au principe d'égalité devant la loi ; loi d'exception (p. 1442).

Explications de vote : projet anti-démocratique ; suppression du quorum (p. 1443) ; interdiction de la réélection des présidents d'université ; distinction entre deux catégories de présidents d'université et d'U.E.R. (p. 1444).

Troisième lecture, explication de vote : opposition au projet de loi ; suppression du quorum ; discrimination entre présidents d'université ; saisine du Conseil constitutionnel [2 octobre 1981] (p. 1481).

Troisième lecture, discussion des articles : son vote contre les amendements de la commission et contre les arteiles du projet de loi [2 octobre 1981] (p. 1479).

Explications de vote : vote hostile du groupe union pour la démocratie française ; suppression de tout quorum ; discrimination entre les présidents d'université et d'U.E.R. selon la date de leur élection (p. 1480, 1481).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : discipline de vote à gauche ; suicide de certains criminels à l'étranger ; récidive [18 septembre 1981] (p. 1192).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 19 (maintien de la peine de mort dans certains cas) (p. 1210, 1211) ; rejeté (p. 1212).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Première lecture, discussion générale : dérogations précaires et révocables ; composition de la commission chargée d'étudier les demandes de dérogation au monopole ; financement ; subventions [24 septembre 1981] (p. 1314) ; publicité ; pollution de l'espace hertzien (p. 1315).

Discussion des articles : **article 1er ;** *article* 3-1 *de la loi du* 3 *juillet* 1972 *:* risque d'arbitraire dans l'attribution et la révocation des dérogations (p. 1322) ; *article* 3-2 *bis de de la loi du* 3 *juillet* 1972 *:* son amendement n° 38 (avis conforme de la commission pour accorder une dérogation au monopole) (p. 1325) : rejeté (p. 1326) ; son amendement n° 39 (composition de la commission chargée d'étudier les dérogations) (p. 1328) : rejeté (p. 1329) ; *article* 3-4 *de la loi du* 3 *juillet* 1972 *:* publicité (p. 1332) ; *article* 3-5 *de la loi du* 3 *juillet* 1972 *:* diffusion assurée par l'établissement public de diffusion ; radio des pauvres et radio des riches ; son amendement n° 40 (rôle de T. D. F.) : adopté (p. 1333).

Explications de vote : vote hostile du groupe de l'union pour la démocratie française (p. 1336).

Deuxième lecture, discussion générale : acte de décès des radios libres ; conditions d'attribution des dérogations ; arbitraire éventuel du Gouvernement ; cahier des charges dont le contenu est à la discrétion de l'exécutif ; favorable à un niveau modéré de publicité ; publicité clandestine ; prolifération des radios libres ; mutations intervenues dans l'audiovisuel [30 septembre 1981] (p. 1377).

Discussion des articles : **article 1er,** *articles* 3-2 *bis de la loi du* 3 *juillet* 1972 *:* son amendement n° 14 (nécessité de l'avis conforme de la commission chargée d'étudier les demandes de dérogations) : rejeté (p. 1382) ; *articles* 3-4 *de la loi du* 3 *juillet* 1972 *:* son sous-amendement n° 19 à l'amendement n° 11 de la commission (publicité limitée à deux minutes par heure) : rejeté ; son amendement n° 15 (publicité) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 11 de la commission (p. 1385).

Explications de vote : problème technique ; problème de société ; anarchie des fréquences ; conditions d'attribution des dérogations au monopole ; financement des radios ; délai trop long pour la mise en place d'un fonds de péréquation des ressources publicitaires (p. 1386) ; refus d'un contre-pouvoir ; vote hostile du groupe de l'union pour la démocratie française (p. 1387).

Troisième lecture, discussion des articles : **article 1er :** vote hostile du groupe de l'union pour la démocratie française [2 octobre 1981] (p. 1477).

Explications de vote : vote hostile du groupe de l'union pour la démocratie française ; présence de l'opposition dans l'hémicycle (p. 1478).

— Son rappel au règlement : déroulement du débat sur la dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion pendant que la commission des finances entend le ministre du budget [30 septembre 1981] (p. 1375).

— Son rappel au règlement : déroulement du débat sur la session des commissions mixtes paritaires sur le projet de loi concernant les radios privées et les conseils d'universités; vice juridique qui entache la discussion des deux projets de loi à l'ordre du jour [2 octobre 1981] (p. 1476, 1477).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : opinion publique ; sécurité du nucléaire ; coût des économies d'énergie ; dépendance énergétique [6 octobre 1981] (p. 1543).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).

Première lecture, discussion générale : nationalisation de la sidérurgie limitée au domaine financier ; absence d'amélioration de la situation de la sidérurgie par le projet de loi ; absence de choix de politique industrielle [8 octobre 1981] (p. 1628) ; table ronde pour préparer le futur projet de loi sur l'organisation de la sidérurgie ; modernisation ; crise mondiale ; diminution de la production mondiale d'acier brut ; pertes financières pour toutes les sidérurgies européennes ; actions de restructuration de tous les producteurs d'acier européens ; mesures prises au niveau européen : plan de contingentement autoritaire, accroissement des exportations d'acier de la France, problème du coût pour l'économie nationale ; exemple de la Grande-Bretagne : échec de la nationalisation ; encouragement du sur-emploi ; concurrence pour le minerai de fer de Lorraine; développement de l'industrie automobile ; notables progrès de productivité accomplis par la sidérurgie française ; inutilité de la nationalisation (p. 1629).

— Son rappel au règlement : absence de consultation du Conseil économique et social sur le projet de nationalisation [14 octobre 1981] (p. 1757, 1758).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : archaïsme de la nationalisation ; dénationalisations projetées en Europe [14 octobre 1981] (p. 1773) ; exclusion des intérêts étrangers du champ de la nationalisation ; promesse non tenue pour le groupe Dassault ; nationalisation de petites banques contrairement aux promesses du Gouvernement ; performances comparées des secteurs public et privé ; rôle de Paris comme place financière (p. 1774).

Discussion des articles : **titre II :** nationalisation des banques : **article 13 :** pays ayant procédé à la nationalisation de leur système bancaire : pays communistes et certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique ; absence de nationalisation des banques dans les pays de l'Ouest à gouvernement socialiste ; exclusion du Crédit agricole du champ de la nationalisation ; maintien indispensable d'un secteur privé ; secteur privé réduit à 2,25 p. 100 des dépôts ; seuil de la nationalisation [18 octobre 1981] (p. 2067) ; étroitesse du critère de la nationalisation dans le temps (p. 2068) ; nombre de banques indépendantes (p. 2080) ; ses amendements n° 963, 961 et 962 soutenus par M. Charles Millon (tendant à prendre en compte pour le volume de 1 milliard de dépôt une période de référence) : rejetés (p. 2089) ; soutient le sous-amendement n° 660 de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 de la commission ; 75 p. 100 du capital du Crédit chimique détenu par des personnes publiques du fait de la nationalisation de P.U.K. ; actionnaires étrangers [19 octobre 1981] (p. 2120) : soutient le sous-amendement n° 670 de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 de la commission ; caractère familial de la banque Odier-Bungener-Courvoisier ; mode de calcul du montant des dépôts ; position contraire à la nationalisation prise par le comité d'entreprise (p. 2125 ; **titre I : nationalisation de cinq sociétés industrielles;** ministres communistes de la libération (p. 2168) ; **article 10 :** décentralisation administrative et centralisation économique ; pouvoirs du président du conseil d'administration choisi par le Gouvernement (p. 2169) ; **son rappel au règlement :** mise en cause personnelle par M. Georges Gosnat (p. 2170) ; **article 12 :** redevance versée par les cinq sociétés industrielles nationalisables : charge nouvelle et imprévisible pour ces groupes ; financement de leurs investissements (p. 2181) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27 :** multinationales françaises [20 octobre 1981] (p. 2241) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 17 :** son amendement n° 999 (attribution d'un dividende pour 1981 aux actionnaires des banques nationalisées) : rejeté [21 octobre 1981] (p. 2307) ; **article 18 :** son amendement n° 1004 (exercices pris en compte pour la détermination de la valeur des actions) : rejeté (p. 2316) ; **après l'article 26 :** nationalisation de plus de 96 p. 100 du crédit [23 octobre 1981] (p. 2390) ; soutient l'amendement n° 1104 de M. Charles Millon : ensemble du crédit aux mains de l'Etat ; fonctionnement impartial du système du crédit (p. 2393) ; soutient l'amendement n° 870 de M. Michel Noir (abrogation du contrôle des taux du crédit (p. 2400) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **après l'article 47 :** soutient l'amendement n° 1320 de M. Charles Millon : application de la loi Monory aux obligations remises en indemnité (p. 2424) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 28 précédemment réservé : son rappel au règlement :** intervention de M. Guy Ducoloné ; pays légal et pays réel (p. 2430) ; **article 29 précédemment réservé :** contradiction entre l'article et la nationalisation à 100 p. 100 (p. 2439) ; **article 30 précédememnt réservé :** rétrocession : démembrement d'entreprises (p. 2443) ; abus de biens sociaux ; cadeaux faits à des étrangers par le jeu des articles 30 et 32 (p. 2444) ; **article 31 précédemment réservé :** dividendes 1981 ; niveau de l'indemnisation (p. 2453) ; **article 32 précédemment réservé :** poids trop élevé de la capitalisation boursière dans l'indemnisation ; situation nette consolidée réévaluée ; provisions ; bénéfices consolidés [24 octobre 1981] (p. 2470) : **article 33 précédemment réservé :** article inconstitutionnel ; déman-

tèlement des deux compagnies financières (p. 2481, 2482) ; **article 37 :** hypercentralisation du pouvoir économique entre les mains du Gouvernement ; distribution « d'abbayes » [26 octobre 1981] (p. 2537) ; **article 38 :** filiale suisse de Paribas ; valeurs de 25 milliards de Paribas sur la base du rachat de sa filiale suisse (p. 2539) ; **explications de vote :** Paribas suisse ; vote hostile du groupe de l'U. D. F. (p. 2541).

— **Son rappel au règlement :** mise en cause de M. Michel Debré par M. Michel Berson le 20 octobre 1981 et sa mise en cause par M. Georges Gosnat [21 octobre 1981] (p. 2252).

— **Fait personnel :** proteste contre l'allusion de M. Guy Ducoloné à son ancienne activité professionnelle [28 octobre 1981] (p. 2684).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion générale : prévision dans le budget d'un ralentissement de l'érosion monétaire ; progression des dépenses publiques, du déficit budgétaire et du montant de la dette publique ; relance de l'économie par la consommation et par l'investissement ; investissements publics ; arrêt de cinq chantiers de centrales nucléaires [27 octobre 1981] (p. 2631) ; augmentation des importations par l'augmentation de la consommation des ménages ; difficultés des échanges extérieurs : maîtrise de l'inflation par une stricte politique de limitation des salaires et par une maîtrise des charges improductives de l'Etat ; politique de rigueur monétaire ; politique de collectivisation ; impôt sur le patrimoine (p. 2632).

Discussion des articles : **article 1er :** coloration partisane de l'exposé des motifs des articles du projet de loi de finances pour 1982 ; citation des justifications apportées par le Gouvernement à la création d'un impôt sur la fortune [28 octobre 1981] (p. 2679) ; **article 2 :** impôt sur la fortune et faculté contributive ; impôt sur la fortune et insuffisance des taxes existantes ; désir du Gouvernement de supprimer toute contestation économique (p. 2691) ; caractère inquisitorial de la loi, exemple d'autres pays ; incompatibilité entre un impôt sur la fortune et certains impôts directs tels l'impôt sur le foncier bâti ou la taxe professionnelle (p. 2692) ;

Article 3 : assiette de l'impôt ; notion de foyer fiscal ; risque de double imposition entre les conjoints ; prise en considération du patrimoine de chacun des époux individuellement en cas de mutation par décès ; liquidation de l'impôt ; impôt de solidarité nationale ; absence de diviseur prévu dans le projet actuel d'impôt sur la fortune : addition des patrimoines des époux [29 octobre 1981] (p. 2720) ; avantages fiscaux dont bénéficient les revenus des châteaux historiques et des immeubles classés monuments historiques (p. 2764) ; **article 4 :** décret du Premier ministre réglementant les relations financières des sociétés nationalisables avec l'étranger ; exclusion de l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes pour les œuvres d'art à la demande du Président de la République : atteinte à la séparation des pouvoirs (p. 2771) ; son amendement n° 482 (inclusion dans les biens professionnels des actions de société lorsque leur propriétaire y exerce effectivement des fonctions de direction et possède directement ou indirectement plus de 25 p. 100 du capital et lorsque les actions de ces sociétés représentent dans son patrimoine une valeur excédant la valeur imposable de l'ensemble des autres biens soumis à imposition) ; rejeté (p. 2779) ; son amendement n° 480 (tendant à supprimer la limitation, pour la prise en compte des biens professionnels, à la fraction de la valeur des parts ou actions correspondant aux biens nécessaires à l'exercice de l'activité) ; problème d'appréciation de la valeur des biens professionnels ; liberté d'inscription des biens au bilan des sociétés de capitaux ; mise d'un bien en société et perte de la propriété personnelle ; risque patrimonial ; multiplication des prélèvements fiscaux [30 octobre 1981] (p. 2788) ; amendement n° 480 rejeté (p. 2789) ; soutient l'amendement n° 318 de M. Georges Mesmin ; actions d'une société détenue par les salariés (p. 2790) ; son amendement n° 481 (tendant à prévoir qu'il n'est pas tenu compte pour le calcul de l'impôt de la valeur des droits sociaux détenus dans les sociétés de capitaux ayant un objet industriel ou commercial lorsque les neuf-dixièmes au moins des bénéfices réalisés par celles-ci au cours de l'exercice, clos avant le 1er janvier ont été affectés à un compte de capital, de réserve ou de report à nouveau) ; impôts sur les successions (p. 2796) ; amendement n° 481 rejeté (p. 2797) ; **article 5 :** non-imposition des personnes physiques sur leurs placements financiers lorsqu'elles n'ont pas leur domicile fiscal en France (« disposition émirs ») ; usufruit ; transmission des entreprises familiales (p. 2797) ; **article 6 :** tarif de l'impôt ; imposition sur les biens physiques ; foyer fiscal ; prise en compte par l'impôt sur la fortune des autres impôts ; caractère progressif de l'impôt sur la fortune (p. 2813) ; **article 7 :** cas des biens fondamentaux dont la production est nécessaire à la relance de l'emploi ; problème des entreprises non bénéficiaires ; son amendement n° 483 (déduction des terrains et éléments incorporels du fonds de commerce) : rejeté (p. 2827) ; **article 8 :** son amendement n° 484 (dispense pour le redevable de l'obligation de déclaration lorsque le montant de l'impôt est inférieur ou égal à 200 francs) : rejeté (p. 2839) ; **article 9 :** risques de double imposition ; imputation du montant de l'impôt sur la fortune acquitté par une personne physique à l'étranger sur celui qu'elle devra acquitter en France (p. 2843) ; son explication de vote sur l'article 9 ; règles de territorialité en matière de droit successoral (p. 2848) ; **après l'article 9 :** son amendement n° 485 (tendant à prévoir que l'autorité compétente pour consentir des remises ou modérations en matière de droit d'enregistrement peut sur réclamation du redevable accorder des remises ou modérations de l'impôt sur les grandes fortunes) : rejeté (p. 2849) ; **article 10 :** régime d'imposition des bons anonymes ; application d'un taux maximum de 1,5 p. 100 (p. 2849) ; **après l'article 10 :** son amendement n° 486 (taux d'ajustement de l'imposition selon le code général des impôts) ; inadaptation du taux d'ajustement prévu par le code général des impôts à l'érosion monétaire (p. 2855) : rejeté (p. 2856) ; **article 11 :** politique familiale ; remise en cause du régime fiscal de la participation des salariés aux fruits de l'expansion [31 octobre 1981] (p. 2870) ; concubinage (p. 2872) ; remise en cause du système d'aide au contribuable (p. 2878) ; déduction par enfant ; gage de la décôte ; auto-financement ; réduction du caractère incitateur de l'intéressement ; problème de rétroactivité pour la réduction du montant de la provision pour investissement (p. 2879) ; son amendement n° 366 (suppression du plafonnement des avantages attachés au quotient familial) (p. 2891) ; plafonnement du revenu familial par la progressivité de l'impôt ; finalité du quotient familial : égalisation de la charge fiscale entre les contribuables à revenus égaux et à charges familiales différentes (p. 2892) ; amendement n° 366 rejeté (p. 2893) ; son amendement n° 367 (réévaluation des seuils d'imposition prévue pour les familles au même titre que la première tranche de l'impôt sur le revenu) : rejeté au scrutin public (p. 2898) ; **article 12 :** majorations exceptionnelles instituées par le collectif de juillet 1981 ; 64 p. 100 de l'impôt sur le revenu acquittés par 10 p. 100 des contribuables ; avantages particuliers dont bénéficient certaines professions ; cotisations exceptionnelles sur les salariés du secteur public [2 novembre 1981] (p. 2922) ; son amendement n° 487 (suppression de l'article) (p. 2925) ; rejeté par scrutin public ; son amendement n° 403 (majoration de la partie d'impôt supérieure à 15 000 francs par part) (p. 2930) ; prise en compte de la situation familiale ; amendement n° 403 rejeté (p. 2931) ; son amendement n° 404 (exonération de la majoration de 10 p. 100 pour les personnes ayant bénéficié de la préretraite si cette majoration est entraînée par le versement du capital perçu à ce titre) ; accroissement exceptionnel des revenus des personnes concernées (p. 2932) ; amendement n° 404 rejeté ; **après l'article 12 :** son amendement n° 488 (institution pour une durée d'un an d'une contribution exceptionnelle de solidarité à la charge des agents de l'Etat et des collectivités locales et du secteur public ayant la garantie de l'emploi) : retiré ; **article 13 :** réduction des déductions forfaitaires applicable aux revenus fonciers ; avenir du patrimoine foncier (p. 2933) ; **après l'article 13 :** pénalisation de certaines professions par des amendements ; fiscalité sanction (p. 2939) ; **article 14 :** reconduction et extension de la taxation exceptionnelle du collectif 1981 ; majoration de son taux à 30 p. 100 ; taxe non déductible des résultats ; effets dépressifs sur les secteurs essentiels ; coût des voitures de société (p. 2942) ; taxe exceptionnelle de 10 p. 100 du collectif de 1981 devenue permanente et portée à 30 p. 100 par le budget 1982 ; seuil de 35 000 francs pour les véhicules ; redressement sur les frais généraux non justifiés ; son amendement n° 417 (suppression du premier paragraphe de l'article) (p. 2956) ; réévaluation du seuil de 35 000 francs pour les véhicules de société ; amendement n° 417 rejeté par scrutin public ; ses amendements n°s 418 et 420 (p. 2957) et n°s 421 et 422 (taxe exigible pour la seule année 1981) ; amendement n° 418 rejeté ; amendements n°s 420, 421 et 422 : devenus sans objet ; son amendement n° 520 (exonération des P. M. E. nouvellement

créées) ; alourdissement des charges des entreprises nouvelles (p. 2958) ; taxation de la restauration assurée par l'entreprise ; amendement n° 520 rejeté ; son amendement n° 423 (taxation des frais généraux à partir de 1982) : rejeté (p. 2959) ; son amendement n° 521 (exonération des entreprises faisant l'objet d'une procédure de suspension provisoire des poursuites ou de règlement judiciaire) : adopté (p. 2960) ; son amendement n° 424 (seuil de déclenchement de la taxation des cadeaux en fonction des effectifs de l'entreprise) : rejeté ; son amendement n° 429 (exonération des frais de réception engagés en liaison directe avec l'activité de l'entreprise) (p. 2962) ; rejeté ; son amendement n° 425 (seuil de déclenchement de la taxation des frais de réception en fonction du nombre des salariés de l'entreprise) : rejeté ; son amendement n° 430 (exonération des charges d'immeubles non directement affectés à l'exploitation) : retiré (p. 2963) ; ses amendements n°s 426, 427 et 431 : devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 564 du Gouvernement ; son amendement n° 433 (exonération des frais de congrès et de voyage) ; formation professionnelle ; pénalisation des entreprises de secteurs de pointe (p. 2965) ; pratique des congrès et des voyages ; amendement n° 433 : rejeté (p. 2966) ; son amendement n° 428 (seuil de déclenchement de la taxation des frais de congrès et de voyage en fonction des effectifs de l'entreprise) : devenu sans objet (p. 2967) ; son amendement n° 432 (déductibilité de la taxe du revenu ou du bénéfice) (p. 2968) ; caractère spécieux de la référence à l'existence de taxes non déductibles du revenu ou du bénéfice ; amendement n° 432 rejeté ; son amendement n° 435 (réfaction à la base correspondant à la part du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation) (p. 2969) ; rejeté ; seuil d'exonération pour les véhicules à moteur Diesel (p. 2970) ; **après l'article 14 :** reconduction de taxations exceptionnelles (p. 2974) ; taxation arbitraire d'un secteur, contraire au droit ; conditions de travail de l'Assemblée (p. 2975) ; **article 15 :** son amendement n° 405 (suppression de l'article) ; politique de taxes exceptionnelles ; baisse de la propension à épargner ; amendement n° 405 rejeté ; son amendement n° 406 (prélèvement exceptionnel déductible du bénéfice) : rejeté [3 novembre 1981] (p. 2989) ; **article 16 :** épuisement des gisements de gaz naturel français ; autofinancement des groupes français (p. 2992) ; **article 17 :** son amendement n° 522 (non-rétroactivité de l'article) (p. 2994) : rejeté (p. 2995) ; **article 18 :** taxation à la consommation des produits pétroliers (p. 3002) ; généralisation de la T. V. A. aux produits pétroliers à partir de 1968 ; retour en arrière par le rétablissement d'une taxe sur le fuel lourd ; augmentation et indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers consommés par les ménages ; indexation contraire aux principes de l'annualité budgétaire (p. 3003) ; son amendement n° 407 (suppression de l'article) ; détaxation de 5 000 litres de carburant accordée aux taxis ; détaxation pour les autocars de ramassage scolaire et les transporteurs publics ; prélèvement d'un milliard de francs sur la grosse industrie française par la taxe sur les fuels lourds (p. 3009) ; rejet de l'amendement n° 407 ; son amendement n° 408 (suppression de la taxe sur le fuel lourd) ; rémanences d'impôts ; amoindrissement de la compétitivité par rapport aux concurrents étrangers ; rejet de l'amendement n° 408 ; son amendement n° 409 (non-majoration de la T. I. P. P.) (p. 3010) ; remise en cause du système parlementaire par l'indexation de la T. I. P. P. ; rejet de l'amendement n° 409 (p. 3011) ; **article 20 :** T. V. A. sur les publications non quotidiennes (p. 3027) ; option prévue par la loi du 29 décembre 1976 (p. 3028) ; son amendement n° 523 (maintien de l'option entre la T. V. A. et la taxe sur les salaires pour les publications non quotidiennes) (p. 3029) ; majoration du prélèvement spécial sur les bénéfices retirés de l'exploitation de films ou de représentations à caractère pornographique ; rejet par scrutin public de l'amendement n° 523 (p. 3030) ; **article 22 :** classification périmée des véhicules au regard de la vignette ; exonération des motos de luxe ; vignette inadaptée aux besoins de l'industrie automobile (p. 3037) ; T. V. A. sur l'automobile (p. 3038) ; son amendement n° 524 (modification de la structure du tarif de la vignette) : rejeté ; son amendement n° 525 (réduction de la vignette pour les véhicules de 8 à 11 CV utilisés par des familles nombreuses) (p. 3041) ; obligation de ces familles d'utiliser une voiture relativement puissante ; rejet de l'amendement n° 525 (p. 3042) ; **article 24 :** existence d'une imposition des appareils automatiques ; taxe indifféreneiée proposée par le Gouvernement [4 novembre 1981] (p. 3056) ; inégalité de situation entre les exploitants d'appareils automatiques (p. 3059) ; pose de compteur sur ces appareils (p. 3060) ; **article 26 :** taxes exceptionnelles ; télévisions périphériques ; contrôle de l'effectivité de la diffusion ; situation des programmes diffusés par vidéo-transmission ; évaluation du produit de la taxe (p. 3097) ; texte de l'article inapplicable (p. 3099) ; **article 27 :** déduction forfaitaire sur les dividendes distribués par les sociétés immobilières d'investissement (p. 3110) ; **après l'article 27 :** exonération de contribution foncière : remise en cause de la parole du Gouvernement de la France (p. 3112) ; **après l'article 28 :** multiples augmentations votées par la majorité (p. 3115) ; **après l'article 29 :** son amendement n° 572 (situation fiscale suivant le mode de vie des couples : mariage ou union libre) ; impôt sur les grandes fortunes (p. 3118) ; rejet de l'amendement n° 572 (p. 3119) ; **article 40 :** déficit prévisionnel de 13 p. 100 du montant des recettes ; rétablissement de la possibilité d'octroi par l'Etat d'une garantie de change aux établissements de prêts à long terme pour leurs opérations en devises ; budget inflationniste (p. 3151).

Deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : temps de parole des rapporteurs ; budget de l'enseignement supérieur ne représentant plus que 1,93 p. 100 du budget total de l'Etat ; création de 2 621 emplois ; augmentation des crédits de fonctionnement destinés au matériels ; évolution médiocre des mesures au titre de l'action sociale ; emplois d'assistants ; crédits destinés aux heures complémentaires ; titularisation des vacataires ; action spécifique engagée en faveur du télé-enseignement universitaire, du Conservatoire national des arts et métiers et de la coopération internationale ; effort budgétaire en faveur de la recherche universitaire et l'effort national de recherche ; rattachement du C. N. R. S. au ministère de la recherche ; manque de diffusion de la recherche universitaire vers l'industrie ; renforcement nécessaire de la compétition internationale en matière de recherche ; action sociale en faveur des étudiants [9 novembre 1981] (p. 3425) ; les I. U. T. ; aide indirecte — médecine préventive, sécurité sociale des étudiants, restaurant et cités universitaires — titularisation des enseignants non titulaires ; publication des conclusions de la mission d'étude confiée à M. Quermonne ; réforme de l'enseignement supérieur prévu pour la fin de 1982 ; réexamen des relations entre l'Université, la recherche et le monde professionnel ; contrôle de la qualité de l'enseignement ; titularisation dans l'enseignement supérieur des enseignants non titulaires affectés à la coopération.

Examen des crédits : **titre III, état B :** son amendement n° 73 (affectation des crédits d'administration centrale de l'ancien ministère des universités) [10 novembre 1981] (p. 3472) : rejeté (p. 3474) ; problème de l'unité du service éducatif ; maintien d'un secrétariat d'Etat à la formation professionnelle ; rattachement de l'enseignement de la musique au ministère de la culture (p. 3473).

Economie et finances. — I° Charges communes. — *Examen des crédits :* **état B, titre IV :** suppression des crédits affectés à la caisse nationale des banques et à la caisse nationale de l'industrie ; montant non justifié [14 novembre 1981] (p. 3703) ; nationalisations : dépenses prévisibles de 4 milliards ; caisses indiquées ci-dessus étant condamnées à la « cavalerie » pour 1982 (p. 3704).

Industrie et énergie. — *Discussion générale :* état de l'industrie en 1981 selon le rapport sur le projet de loi de finances [14 novembre 1981] (p. 3751) ; tournant dans le domaine de la politique énergétique ; taxation de l'automobile ; rétablissement de la taxe sur le fuel lourd ; nucléaire sacrifié au profit du pétrole et du charbon ; renchérissement du coût de l'énergie (p. 3752).

Examen des crédits : **état B, titre III :** frais de déplacement de l'administration centrale ; **titre IV :** son amendement n° 42 (réduction de la subvention aux houillères nationales) (p. 3764) ; orientation nouvelle de la politique charbonnière ; amendement n° 42 rejeté ; **état C, titre V :** son amendement n° 43 (réduction des crédits des études industrielles) : rejeté ; **titre VI :** son amendement n° 44 (réduction des subventions à l'A. E. E.) ; ampleur des investissements nécessaires à la politique d'économies d'énergie ; son amendement n° 45 (réduction des crédits du C. I. A. S. I.) ; critères d'attribution des fonds publics aux entreprises en difficulté ; composition du C. I. A. S. I. (p. 3765) ; caractère irréaliste de la politique du « gisement d'économie d'énergie » ; amendements n° 44 et 45 rejetés (p. 3766).

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* liste des organismes de recherche rattachés directement au ministère de la recherche ou soumis à une double tutelle ; rattachement de la délégation à l'innovation et à la technologie et de l'agence nationale de valorisation de la recherche ; problème des doubles tutelles ; exemple de l'institut national de la recherche agronomique, de la recherche médicale, de l'institut national de la santé et de la recherche biomédicale ; loi de programmation de la recherche promise pour 1982 ; son articulation avec le plan de deux ans et le futur plan quinquennal [19 novembre 1981] (p. 4010) ; affaire du C.N.R.S. ; démissions ; principes de respect de l'esprit scientifique ; citation de M. François Mitterrand promettant le dialogue aux chercheurs français (p. 4011).

Examen des crédits : **état C, titre V :** son amendement n° 134 (réduction des crédits) : rejeté (p. 4017) ; **article 67 :** son amendement n° 219 (rédactionnel) : retiré [19 novembre 1981] (p. 4060) ; **article 69 :** son amendement n° 14 (tendant à ce que le droit commun du code général des impôts soit appliqué en matière de déductibilité fiscale aux dons faits en faveur d'associations reconnues d'utilité publique) (p. 4063) : rejeté (p. 4064) ; **article 71 :** son amendement n° 15 (tendant à ce que les revenus provenant d'immeubles d'habitation loués en meublé soient soumis au régime fiscal des revenus fonciers et à ce que les véritables loueurs professionnels inscrits en cette qualité au registre du commerce, et qui réalisent des recettes importantes, soient soumis aux dispositions du droit commun) : rejeté [20 novembre 1981] (p. 4071) ; **article 72 :** justification des commissions versées à l'étranger pour favoriser les contrats ; s'oppose à la volonté du Gouvernement de supprimer la déductibilité pour l'assiette de l'impôt sur les bénéfices pour les entreprises dont le domicile ou le lieu d'établissement n'est pas connu avec certitude (p. 4073) ; inutilité du paragraphe I de cet article si l'on en supprime les mots « lorsque le domicile ou le lieu d'établissement du bénéficiaire n'est pas connu avec certitude » (p. 4074) ; **article 66 précédemment réservé :** rôle essentiel de cet article dans le projet de loi de finances (p. 4078) ; caractère restrictif de cet article éliminant 80 p. 100 des entreprises intéressées par l'aide à l'investissement ; ponction opérée sur les frais généraux des entreprises ; refonte de la participation ; taxation des fuels lourds ; surcharge de la sécurité sociale ; majoration de la taxe professionnelle (p. 4079) ; son amendement n° 92 (tendant à ce que le personnel embauché au titre de l'article 66 le soit à titre permanent) : rejeté ; caractère inopérant et anti-économique de cet article dans sa rédaction actuelle ; problème des petites et moyennes entreprises ; droit de critique de l'opposition ; présentation schématique et tendancieuse faite par M. Christian Pierret de son amendement n° 92 ; blocage des structures ; reprise actuelle de la consommation due à la fuite devant la monnaie (p. 4086) ; **article 75 :** caractère inquisitorial de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 4093) ; **article 76 :** inopposabilité des cessions d'actifs couvertes par l'anonymat ; vente de bons anonymes (p. 4095) ; leur régime ; caractère contradictoire et inconciliable des dispositions prévues par cet article et par l'article 10 (p. 4096) ; **article 83 :** son amendement n° 93 (nomination des membres de la commission départementale de conciliation) (p. 4110) ; commission départementale des impôts (p. 4110, 4111) ; amendement n° 93 rejeté (p. 4111) ; **après l'article 92 :** son amendement n° 17 (présentation par le Gouvernement d'un rapport sur la situation des couples mariés et non mariés au regard de l'ensemble de la fiscalité directe) (p. 4112) ; rejeté ; **article 41 :** services votés ; caractère inadapté de la procédure budgétaire ; Cour des comptes ; actions des ministres responsables (p. 4113).

Seconde délibération : **article 42 et état B, titre III :** absence de crédits nouveaux destinés à l'enseignement supérieur ; esprit partisan de la seconde délibération (p. 4116).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3 :** situation des conjoints pour l'assiette de l'impôt sur la fortune [17 décembre 1981] (p. 5037) ; intégration des châteaux historiques dans l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 5038) ; rétablissement du traitement de faveur pour les stocks de vin et d'alcool détenus par une entreprise industrielle, commerciale ou agricole (p. 5040) ; renouvellement des stocks ; intégration dans l'assiette de l'impôt sur la fortune de la valeur de capitalisation des rentes viagères constituées dans le cadre d'une activité professionnelle ; prise en compte de la périodicité des primes et de la durée des versements ; son sous-amendement à l'amendement n° 19 de la commission (durée du versement des rentes viagères) : rejeté (p. 5041) ; cas d'un collectionneur de voitures automobiles anciennes ; traitement des stocks de vin et d'alcool au regard de l'impôt sur la fortune (p. 5042) ; **article 14 :** frais généraux relatifs à l'exportation ; limitation à 10 000 francs des frais de restaurant qu'il s'agisse d'une P.M.E. ou d'une grande entreprise (p. 5056) ; plafond de réduction des frais de congrès (p. 5057) ; **article 18 :** indexation d'un impôt sur l'érosion monétaire (p. 5060) ; **article 20 :** abaissement du taux de la T.V.A. sur les publications ; faculté de ne pas opter pour l'assujettissement à la T.V.A. pour les publications (p. 5061) ; **article 27 *bis* :** droits de succession ; majoration des tarifs des droits de timbre sur les passeports ou les permis de chasse ; taxation sur la valeur ajoutée des perles fines et des pierres précieuses (p. 5073) ; **article 66 :** reprise de l'investissement ; augmentation de l'aide à l'investissement ; imposition aux entreprises industrielles du maintien du nombre des salariés ; conditions de compétitivité ; bénéfice de la dévaluation ; son sous-amendement n° 136 à l'amendement n° 125 rectifié de M. Christian Pierret (réduction de moitié du montant de la déduction fiscale au cas où l'entreprise ne crée pas d'emploi) (p. 5085) ; relance de la consommation ; compétitivité des industries françaises ; maintien de l'aide à l'investissement pour les entreprises (p. 5086) ; sous-amendement n° 136 rejeté ; amélioration de la situation de l'emploi ; accroissement de la compétitivité de l'industrie française et augmentation des investissements (p. 5088).

Explications de vote : impôt sur le patrimoine (p. 5096) ; indexation de l'imposition sur le patrimoine ; effets pervers de l'impôt sur la fortune ; taxation de l'outil de travail ; politique de la famille ; quotient familial ; taxe supplémentaire sur l'énergie et les carburants ; frais généraux de l'Etat ; rétablissement des taxes sur l'énergie ; aide à l'investissement ; augmentation des dépenses publiques (p. 5097).

Troisième lecture, discussion générale : multiplication des réglementations et des contraintes [19 décembre 1981] p. 5235) ; indexation de la T.I.P.P. sur un impôt direct contraire au principe de l'annualité budgétaire ; vote hostile du groupe U.D.F. ; donations-partages allant dans le sens diffusion de la fortune (p. 5236).

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Première lecture, discussion générale : limitation de la hausse annuelle des loyers ; ménages possédant des logements offerts en location ; priorité nationale en faveur du secteur de la construction [26 novembre 1981] (p. 4215) ; soustraction du logement à l'économie de marché et sur imposition des biens immobiliers et des biens fonciers ; risque de crise de logement et d'un ralentissement de la construction ; abus dans les augmentations de loyer ; rôle de la commission de conciliation départementale ; accords de modération ; critère de l'indice du coût de la construction pour limiter la hausse des loyers ; proposition de recours à un autre indice : index national du bâtiment (p. 4216).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 24 (substitution à l'indice du coût de la construction de l'I.N.S.E.E. de l'index national du bâtiment) ; indexation des loyers et coût de la construction (p. 4227) ; amendement n° 24 rejeté (p. 4228).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er, alinéa 10 :** son amendement n° 87 (limitation du cumul concernant le revenu d'une activité professionnelle en cours) [10 décembre 1981] (p. 4640) : rejeté (p. 4641).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : naissance du premier plan [12 décembre 1981] (p. 4729) ; conclusions du rapport Bloch-Lainé ; croissance économique ; réduction de la durée du travail ; augmentation du revenu des ménages ; accroissement de l'investissement productif et de l'investissement social ; productivité des entreprises ; augmentation de l'endettement extérieur ; inflation et politique de l'épargne ; équilibre des échanges extérieurs (p. 4730).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Troisième lecture, discussion générale : cavalier budgétaire avec l'article 9 modifiant le statut des S.A.F.E.R. [23 décembre 1981] (p. 5427).

GARCIN (Edmond)

Député des Bouches-du-Rhône
6e circonscription
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la composition du conseil d'administration de certaines sociétés anonymes d'économie mixte (n° 140) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi de M. André Duroméa et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 4 *bis* et 6 de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 tels qu'ils résultent de la loi n° 79-5 du 2 janvier 1979 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 218) [24 septembre 1981] (p. 1338).

Membre suppléant du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Jarosz et plusieurs de ses collègues relative à la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public (n° 516) [16 décembre 1981] (p. 5028).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modération des loyers [*J. O.* du 17 décembre 1981] (p. 3440).

Membre de la commission d'enquête sur les actions du service d'action civique [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **trafics d'armes** : arrestation de trafiquants d'armes ; affaires de Broglie, Spaggiari et du S. A. C. [21 octobre 1981] (p. 2259) ;

— **création des comités pour l'emploi** : moyens mis à la disposition des comités locaux pour l'emploi pour lutter contre les licenciements [18 novembre 1981] (p. 3929).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77).

Première lecture, discussion générale : Cour de sûreté de l'Etat, instrument de répression politique au service de l'ancien pouvoir ; rappel de l'action du groupe communiste contre l'institution ; atteinte aux libertés confirmée par la pratique ; solutions répressives aux problèmes régionaux ; délit d'opinion ; autonomistes ; dessaisissement des juridictions compétentes au profit de la Cour de sûreté de l'Etat : attentat de la rue Copernic ; confusion des pouvoirs ; atteintes multiples aux droits de la défense ; inefficacité de la Cour en ce qui concerne la sûreté même de l'Etat ; nécessité de rendre aux juridictions de droit commun leur compétence en matière d'infractions contre la sûreté de l'Etat [17 juillet 1981] (p. 254).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : précipitation dans l'examen du projet de loi ; absence de concertation ; nécessité de mettre en place une mission sur les projets de décentralisation ; suppression de la tutelle préfectorale et de son rôle d'exécutif au niveau départemental ; contrôle juridictionnel ; autocensure des élus locaux ; association des maires de France ; commissaires de la République [27 juillet 1981] (p. 343) ; nécessité d'un exécutif collectif ; répartition des services entre l'Etat et le département ; réforme du mode de scrutin : représentation proportionnelle ; problème des ressources et de la fiscalité propre des collectivités locales ; plan ; taxe d'habitation ; coopération intercommunale ; fonction publique locale (p. 344).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 247 (dispositions relatives aux D. O. M.) [28 juillet 1981] retiré (p. 411) ; **article 12** : son amendement n° 250 : devenu sans objet [31 juillet 1981] (p. 648) ; son amendement n° 254 (intervention du conseil municipal dans la procédure de suspension ou de révocation) (p. 649) ; retiré (p. 650) ; **après l'article 18** : agence technique départementale [1er août 1981] (p. 722, 723) ; **article 35** : soutient l'amendement n° 241 de M. Parfait Jans [2 août 1981] (p. 781) ; **article 42** : ses amendements nos 242 (intervention du conseil général dans la procédure des sanctions) et 243 (rôle et information du conseil général dans la procédure engagée devant la cour de discipline budgétaire) : retiré (p. 787).

Titres III et IV :

Première lecture, discussion des articles : **article 45** : maintien de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale malgré l'organisation des régions [9 septembre 1981] (p. 836) ; **article 57** : contrôle de la chambre régionale des comptes limité à la légalité des actes qui lui sont soumis [11 septembre 1981] (p. 977) ; **article 60** : démocratiser le conseil national des services publics départementaux et communaux (p. 986).

Deuxième lecture, discussion générale : attitude négative du Sénat ; caractère exécutoire des actes pris par les assemblées élues ; abolition du contrôle *a priori* ; exécutif émanant de l'assemblée élue ; régions, nouvelles collectivités locales ; intervention économique du conseil municipal ; notion d'équilibre réel et de sincérité de la prévision appliquée au budget ; création d'agences techniques départementales ; statut des travailleurs de ces agences [14 décembre 1981] (p. 4872).

Discussion des articles : **article 3** : notification des actes administratifs de la commune au commissaire de la République (p. 4884) ; **article 4** : suppression de cet article par le Sénat ; fermeture d'entreprises ; intervention des communes sur le plan économique et social ; pouvoir d'observation économique que doivent avoir les communes ; plan de relance des activités des entreprises élaboré au sein des comités locaux ; élimination des « chasseurs de primes » en cas d'aide financière accordée dans le cadre de la planification [15 décembre 1981] (p. 4893) ; son amendement n° 327 devenu sans objet (p. 4905) ; **article 18** *septies* : son sous-amendemnet n° 328 à l'amendement n° 45 de la commission (agence technique départementale sous la responsabilité technique de la direction départementale de l'équipement) ; situation des personnels des agences techniques ; unité de la fonction publique : sous-amendement n° 328 retiré [18 décembre 1981] (p. 5209) ; **article 34** : intervention économique des départements [19 décembre 1981] (p. 5257) ; **article 47** *bis* **A** : décision du conseil régional sur la présence de présidents de conseils généraux à ses séances (p. 5286) ; **article 50** : durée des sessions extraordinaires du conseil régional ; délégations au bureau (p. 5309) ; **article 57** : contrôle de l'utilisation des fonds publics par les syndicats (p. 5335) ; **article 62** : son sous-amendement verbal à l'amendement n° 581 du Gouvernement (compensation progressive de la charge, pour les communes, du logement des instituteurs) [20 décembre 1981] (p. 5346) : adopté (p. 5347).

Explications de vote : nécessité de certaines améliorations ; vote favorable du groupe communiste (p. 5363).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 12** : application de la majoration de 10 p. 100 aux prélèvements libératoires [2 novembre 1981] (p. 2932) ; **après l'article 13** : fiscalité des liquidateurs judiciaires ; rôle joué par les syndics dans la situation de l'emploi (p. 2939) ; **après l'article 14** : critères du système des sociétés mères et filiales ; perte de recettes (p. 2972).

Justice. — *Discussion générale* : hommage au juge Pierre Michel, assassiné victime de son devoir ; protection des magistrats ; problème de la spécialisation des juges ;

tuerie d'Auriol ; lois indicatives de la volonté de changement : suppression de la cour de sûreté de l'Etat, loi d'amnistie, abolition de la peine de mort ; délinquance en col blanc (banquiers, pétroliers, ententes illicites) ; problème de l'aide judiciaire ; création insuffisante de cinquante emplois ; école nationale de la magistrature ; construction de bâtiments judiciaires ; protection judiciaire de l'enfance ; rôle de l'éducation surveillée [12 novembre 1981] (p. 3592) ; orientation de la politique vers la prévention et non la répression ; ses inquiétudes en ce qui concerne la création de centres d'activités professionnelles et scolaires (p. 3593).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le conseil des communautés européennes, le 13 décembre 1976 (n° 467).

Première lecture, discussion générale : prévention des difficultés des entreprises ; inadaptation des tribunaux de commerce ; émoluments des syndics [1er décembre 1981] (p. 4269) ; information des comités d'entreprise ; compétences des commissaires aux comptes ; institution de la compétence d'une chambre économique du tribunal de grande instance pour la faillite et le règlement judiciaire (p. 4270).

Discussion des articles : **après l'article 10** *bis* : son amendement n° 9 (obligation d'acquisition d'actions de la société par les dirigeants sociaux ayant reçu une rémunération annuelle supérieure à 250 000 francs) (p. 4274) ; retiré (p. 4275) ; **après l'article 23** *bis* : son amendement n° 10 (désignation d'un commissaire aux comptes par le comité d'entreprise) ; son amendement n° 12 (obligation d'établissement et de communication au comité d'entreprise de documents comptables et financiers par les sociétés de plus de cinquante salariés) ; information et contrôle des salariés ; prévention des difficultés des entreprises ; amendements n°s 10 et 12 retirés (p. 4279).

— Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).

Première lecture, discussion générale : situation difficile et injuste des familles de rapatriés [2 décembre 1981] (p. 4363) ; injustice des lois dites « d'indemnisation » de 1970 et de 1978 ; priorité à donner à l'indemnisation des personnes âgées et démunies ; rétablissement du droit des rapatriés en matière de retraite ; problème de l'insertion des Français de confession islamique dans la collectivité nationale ; problème des prêts consentis à la réinstallation (p. 4364).

GARMENDIA (Pierre)

Député de la Gironde
(4e circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre du conseil permanent du service militaire [*J.O.* du 30 octobre 1981] (p. 2974).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— sécurité dans les grandes agglomérations : insécurité dans les grandes agglomérations et les Z.U.P. ; forces de police [14 octobre 1981] (p. 1784) ; compagnies de C.R.S. (p. 1785).

— transfert vers une autre région de l'école de santé navale de Bordeaux : conséquences économiques sur le plan local [25 novembre 1981] (p. 4167).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* effort pour garantir la sécurité [13 novembre 1981] (p. 3670) ; gendarmerie ; lourdeur des tâches administratives ; nécessité d'une participation accrue de la gendarmerie aux fonctions de police dans les petites villes et les Z.U.P. (p. 3671).

GARROUSTE (Marcel)

Député de Lot-et-Garonne
(3e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les dispositions relatives à la répartition des droits à pension de réversion entre les conjoints divorcés et les conjoints survivants (n° 144) [17 septembre 1981] (p. 1180).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* diminution du nombre d'exploitants et du nombre d'habitants dans le Sud-Ouest ; irrigation et drainage ; formation des agriculteurs [6 novembre 1981] (p. 3280) ; augmentation des taux de subvention au drainage (p. 3281).

Solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* problème des personnes âgées ; politique en faveur du maintien à domicile et de l'amélioration de l'habitat ; augmentation des crédits de l'article 40 du chapitre 47-21 relatif à la rénovation de l'habitat des personnes âgées [10 novembre 1981] (p. 3529).

GASCHER (Pierre)

Député de la Sarthe
(5e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Daniel Goulet portant statut des agents de maîtrise (n° 418) [22 octobre 1981] (p. 2382).

INTERVENTIONS

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 41 (réorientation de l'action du réseau de diffusion du progrès technique pour qu'il s'exerce au profit d'un nombre toujours plus grand d'agriculteurs, notamment au moyen d'une plus grande liaison entre les secteurs publics et professionnels de la recherche) : rejeté [12 décembre 1981] (p. 4802).

GASPARD (Françoise)

Député d'Eure-et-Loir
(2e circonscription)
Socialiste

Elue le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (services du Premier ministre : fonction publique) [27 octobre 1981] (p. 2741).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J.O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome V : services du Premier ministre : **fonction publique (n° 474)** [16 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : suppression des lits privés dans les hôpitaux publics : mise en place d'un nouveau statut du médecin public [18 novembre 1981] (p. 3933).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : participation des citoyens ; « socialisme du quotidien » ; bilan du septennat précédent en matière de décentralisation ; « droit à la différence » ; suppression du « parapluie » [27 juillet 1981] (p. 340) ; partage des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales (p. 341).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 40 (non-exclusion des délits d'interruption volontaire de grossesse commis par des personnes appartenant aux professions médicales et paramédicales lorsqu'ils n'ont pas été commis dans un but lucratif) : devenu sans objet [29 juillet 1981] (p. 495).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Lutte contre le chômage ; commerce et artisanat ; P.M.E. et P.M.I. [15 septembre 1981] (p. 1065) ; décentralisation ; bassin d'emplois ; aide à la création d'entreprises ; sauvetage d'entreprises en difficulté, absence de connaissance du monde économique par l'administration ; carte des aides de la D.A.T.A.R. ; technocratie ; travail des femmes ; absence de formation des jeunes (p. 1066).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : supplice ; humanisation du droit pénal ; origines sociales et ethniques des condamnés à mort ; avortement et peine de mort ; problème politique [17 septembre 1981] (p. 1171).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).

Première lecture, discussion générale : vieillissement de la population française dans les années 1950 ; refus des Français d'effectuer certaines tâches ; politique en faveur des familles étrangères ; décret-loi du 12 avril 1939 ; déclaration universelle des droits de l'homme ; convention européenne des droits de l'homme ; droit à la différence ; situation de la deuxième génération d'immigrés ; suppression de la cause de nullité de l'association prévue à l'article 1er (association qui compromettrait la situation diplomatique de la France) [29 septembre 1981] (p. 1361).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion générale : rappel des grandes migrations de population ; besoins de l'industrie française après la deuxième guerre ; classes creuses ; causes de l'immigration ; politique suivie depuis vingt ans ; logement ; scolarisation ; alphabétisation ; absence d'une politique d'aide au retour ; immigration familiale ; ghettos [30 septembre 1981] (p. 1399) ; difficultés de la seconde génération ; contrôle des frontières ; lutte contre le travail au noir ; centre d'Arenc ; budget du fonds d'action sociale ; arbitraire ; limitation du champ de l'expulsion ; garanties juridictionnelles ; relations de la France avec les pays en voie de développement (p. 1400).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 50 (définition par décret de l'autorité administrative compétente pour refuser l'entrée) : adopté (p. 1407).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et réformes administratives. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : bilan de la situation des fonctionnaires à la veille du 6 mai 1981 ; appels à la réduction des emplois publics ; désagrégation de la notion de service public ; désengagement de l'Etat vis-à-vis des collectivités locales [13 novembre 1981] (p. 3607) ; 500 000 agents non titulaires dans la fonction publique de l'Etat ; remise en cause des garanties statutaires ; création d'emplois publics sur le terrain ; relance de la politique contractuelle ; résorption de l'auxiliariat ; remise en ordre de la grille indiciaire ; transparence des rémunérations ; fonds de concours ; place des femmes dans la fonction publique ; prétendu risque de politisation de la haute fonction publique (p. 3608).

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* problème des Français musulmans ; favoriser l'intégration des Français musulmans ; dialogue nécessaire s'instaurant entre musulmans et non-musulmans ; logement des Français musulmans ; problème des jeunes de la seconde génération de Français musulmans ; souhait des Français musulmans de s'intégrer pleinement dans la communauté française et d'être reconnus comme des Français à part entière [18 novembre 1981] (p. 3914).

GASTINES (Henri de)

Député de la Mayenne
(2e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre du comité des prix de revient des fabrications d'armement [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Services du Premier ministre : Secrétariat général de la défense nationale) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant **vocation à la qualité de combattant** aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° **346**) [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à compléter le **code pénal** afin d'interdire la présentation de personnes handicapées à des spectateurs (n° **347**) [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 18 du **code de la route** afin de permettre à l'autorité préfectorale d'assortir du sursis une décision de suspension du permis de conduire ou d'en aménager l'exécution (n° **349**) [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à compléter l'article 175 du code pénal afin de permettre aux **maires et adjoints des communes de moins de 2 000 habitants** de se rendre acquéreurs d'une parcelle d'un lotissement communal en vue de faire construire leur habitation personnelle (n° **352**) [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 relative aux **rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé** (n° **365**) [17 septembre 1981].

Proposition de loi visant à étendre les dispositions de la loi n° 77-774 du 12 juillet 1977 permettant aux **femmes assurées** de percevoir entre soixante et soixante-cinq ans une **pension** calculée au taux normalement applicable à soixante-cinq ans (n° **429**) [1er octobre 1981].

Proposition de loi relative à la situation des **auto-écoles** au regard du champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée (n° **430**) [1er octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450); annexe n° 32: Services du Premier ministre : **Secrétariat général de la défense nationale** (n° **470**) [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 207 (tendant à inclure dans les biens professionnels les parts de sociétés de personnes dont les bénéficiaires sont soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices agricoles, des bénéfices industriels ou commerciaux ou des bénéfices non commerciaux) : rejeté [29 octobre 1981] (p. 2777) ; son amendement n° 208 (tendant à inclure dans les biens professionnels les parts de groupements fonciers agricoles donnant à bail ainsi que les biens agricoles loués par bail à long terme) [30 octobre 1981] (p. 2792) : rejeté (p. 2796) ; **article 13 :** son amendement n° 210 (maintien de la déduction forfaitaire pour les biens ruraux placés sous le régime des baux à long terme) [2 novembre 1981] (p. 2936) ; rejeté par scrutin public (p. 2937).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale,* rapporteur spécial pour le secrétariat général de la défense nationale : problème de la cohérence de la politique de défense ; incohérence dans la définition de la politique française de défense ; mise à l'écart du Parlement et minoration du rôle du Premier ministre dans la politique de défense [18 novembre 1981] (p. 3909) ; non respect du programme socialiste en matière de politique de défense nationale tant au plan diplomatique qu'au plan de l'organisation des forces armées ; perspectives d'un service national de deux ans ; stagnation des crédits affectés aux forces de police, à la gendarmerie, aux sapeurs-pompiers, à l'administration des douanes, au commissariat général à la mobilisation industrielle, au commissariat général aux transports, aux réseaux d'alerte et de transmission, aux stocks énergétiques et de matières premières); construction nécessaire d'abris destinés à la population civile ; construction du septième sous-marin nucléaire lanceur d'engins et nécessité d'une réforme du service national ; incertitudes concernant la politique française de défense (p. 3910).

GATEL (Jean)

Député du Vaucluse
(3e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Rapporteur pour avis de la proposition de loi de M. René La Combe et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires par une disposition visant à garantir le droit au travail des militaires retraités (n° 506) [3 décembre 1981] (p. 4404).

INTERVENTIONS

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : risque pour la sécurité de la privatisation du nucléaire ; rôle du C. E. A. [6 octobre 1981] (p. 1526, 1527).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* office des fruits et légumes ; spéculation foncière ; stockage et transformation ; sociétés multinationales dans l'agro-alimentaire [6 novembre 1981] (p. 3290).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* indépendance de la force de dissuasion nucléaire ; priorité donnée à la F. N. S. [14 novembre 1981] (p. 3688) ; silos du plateau d'Albion ; méfiance des socialistes à l'égard des armes nucléaires tactiques (p. 3689).

Discussion des articles : **article 45 :** trente mesures en faveur des appelés (p. 3694).

GAUDIN (Jean-Claude)

Député des Bouches-du-Rhône
(2e circonscription)
U. D. F.
Président du groupe U. D. F.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française ; président de ce groupe [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [29 septembre 1981] (p. 1369).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J. O. du 4 juillet 1981] (p. 1877).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **retour d'archives en Algérie :** patrimoine national historique ; [21 octobre 1981] (p. 2266).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement et débat sur cette déclaration (n° 11).

Discussion : concentration des pouvoirs par le parti socialiste ; « La République des professeurs » [8 juillet 1981] (p. 55) ; résultats de l'enquête du Credoc : décalage entre le perçu et le réel ; bilan positif de la politique économique du Gouvernement Barre ; critique de la politique économique du nouveau Gouvernement (p. 56) ; nationalisations ; libertés menacées (liberté d'information et liberté d'enseignement) ; attitude de l'opposition ; perspective d'un socialisme étatique (p. 57) ; participation de communistes au Gouvernement « opposition constructive » (p. 58).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Bilan des cent premiers jours du Gouvernement [15 septembre 1981] (p. 1051) ; impréparation des socialistes à diriger le pays ; expériences nucléaires ; accueil par la France des terroristes basques ; durée du service militaire ; vote des immigrés aux municipales ; programme nucléaire ; visite de M. Mitterrand au salon aéronautique du Bourget ; vente d'armes à la Libye ; balance du commerce extérieur ; Etat socialiste ; culte des symboles ; élection des conseils d'université ; conditions d'entrée et de séjour des immigrés ; abolition de la peine de mort ; célébration du 19 mars 1962 ; loi d'amnistie ; nationalisations ; dégradation de la situation économique ; augmentation du chômage ; indice des prix ; chute du franc ; baisse de la production industrielle ; fermetures d'entreprises ; changement de société (p. 1052) ; relance de l'activité par la consommation ; charges sociales ; pression fiscale ; situation en Pologne ; nationalisations ; lutte contre l'inflation pouvoir d'achat des travailleurs ; déficit budgétaire, de l'assurance chômage et de la sécurité sociale ; emprunt à 16,75 p. 100 ; confiance réciproque entre les patrons et l'Etat ; aide aux entreprises ; solidarité nationale (p. 1053) ; création d'emplois dans la fonction publique ; réduction du temps de travail ; préretraite ; reconquête du marché intérieur (p. 1054).

— Son rappel au règlement : impartialité du président de l'Assemblée [7 octobre 1981] (p. 1561).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Jean-Claude Gaudin.

Projet de loi de finances pour 1982 ; contradictions du Gouvernement ; dévaluation du franc ; déficit budgétaire ; gel de dépenses publiques ; hausse des prix ; pression fiscale ; prélèvement exceptionnel sur les gros revenus ; impôt sur le capital ; impôt-chômage ; plafonnement du quotient familial ; taxe sur l'essence ; droits sur les tabacs et alcools ; vignette auto ; redevance télévision ; création d'impôts nouveaux sans diminution des impôts anciens ; liberté des prix ; sécurité sociale : déficit ; politique de l'énergie [12 octobre 1981] (p. 1678) ; prix de l'essence ; augmentation de la taxe intérieure des produits pétroliers ; problèmes des chefs d'entreprises ; solidarité nationale ; financement du déficit budgétaire par la création monétaire : alimentation de l'inflation ; financement du déficit par l'emprunt : ponction sur le marché financier (p. 1679) ; inutilité du programme de nationalisations ; distinction nationalisation - étatisation ; nouvelle politique industrielle ; nationalisation des banques ; dangers des nationalisations pour l'économie ; changement de société ; politique de relance ; politique de taux d'intérêts élevés ; bonnes et mauvaises dévaluations (p. 1680) ; motion de censure rejetée par scrutin public (p. 1704) ;

— Son rappel au règlement : les groupes du R. P. R. et de l'U. D. F. expriment leur sympathie avec leur collègue M. Santoni [17 novembre 1981] (p. 3866).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Explications de vote : motion de censure déposée par le groupe U. D. F. sur les dangers de la politique économique et budgétaire du Gouvernement ; augmentation du chômage ; augmentation du déficit des finances publiques ; aggravation de la pression fiscale ; alourdissement des charges des entreprises ; absence de reprise économique ; absence de relance de l'investissement ; insuffisance de la lutte pour l'emploi ; plan de financement de la sécurité sociale [20 novembre 1981] (p. 4126) ; réduction du pouvoir d'achat ; sacrifice de la solidarité en faveur des collectivités locales ; stagnation de la dotation globale de fonctionnement aux communes ; propositions pour un meilleur travail budgétaire ; utilisation des ordonnances par le Gouvernement (p. 4127) ;

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Deuxième lecture, discussion des articles : **titre II :** nationalisation de banques ; **article 13 : son rappel au règlement :** demande la vérification du quorum sur le vote de l'amendement n° 1 du Gouvernement [1er décembre 1981] (p. 4323) ; **son rappel au règlement :** nouvelle vérification du quorum si la séance devait se poursuivre ; demande la vérification du quorum (p. 4333) ; accepte de retirer sa demande de vérification du quorum si la séance est levée avant une demi-heure (p. 4334).

— Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).

Première lecture, discussion générale : aménagement des prêts contractés par les rapatriés ; indemnisation forfaitaire des meubles meublants ; poursuite par le Gouvernement actuel de la politique des précédents gouvernements ; nécessité d'examiner prochainement les textes sur la révision des carrières et l'indemnisation ; problème de la commémoration du 19 mars ; affaire des archives [2 décembre 1981] (p. 4362) ; drame vécu par les Français rapatriés d'Algérie ; duplicité de l'attitude du Gouvernement à l'égard des rapatriés (p. 4363).

— Ses observations sur l'allocution de fin de session prononcée par M. Pierre Mauroy, Premier ministre.

Solidarité de l'U. D. F. avec le peuple polonais ; ingérence extérieure de l'Union soviétique [23 décembre 1981] (p. 5405) ; nécessaire remise en cause des accords d'Helsinki ; réduction de la crédibilité du Gouvernement français du fait de la présence de ministres communistes (p. 5406).

GENG (Francis)

Député de l'Orne
(2e circonscription)
U. D. F.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p 1876).

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Prestations sociales agricoles) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à définir certaines **obligations des médecins (n° 350)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à faire bénéficier les salariés frappés par des mesures de **chômage technique** d'un déblocage anticipé des droits acquis par eux au titre de l'ordonnance du 17 août 1967 **(n° 361)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à étendre aux salariés âgés de plus de soixante ans privés d'emploi le **bénéfice de l'allocation de logement** instituée par la loi du 16 juillet 1971 **(n° 362)** [17 septembre 1981].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XXIV : Services du Premier ministre : **prestations sociales agricoles (n° 471)** [16 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : difficultés de l'industrie textile : niveau des charges sociales [25 novembre 1981] (p. 4171).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : sort des victimes ; criminels non réadaptables ; peine de substitution [18 septembre 1981] (p. 1200).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; conquête du pouvoir économique par la majorité ; performances respectives du secteur public et du secteur privé ; liberté économique et liberté politique ; procédure lourde, coûteuse et dangereuse de l'appropriation publique [13 octobre 1981] (p. 1738) ; chômage dû à la crise mondiale et non aux structures économiques ; présence des groupes les plus performants dans le champ du projet ; groupes concernés non menacés de passer sous contrôle étranger ; absence d'audition par la commission spéciale du garde des sceaux et du ministre du plan (p. 1739) ; droit de l'Assemblée de délibérer sur le projet ; notion de planification à la française non liée à un secteur public puissant ; contradiction entre l'autonomie de gestion et la nationalisation ; contradiction entre la nationalisation et la décentralisation ; absence de caractère commun aux entreprises nationalisables ; absence de caractère de service public ou de monopole de fait ; absence de défaillance de ces groupes en matière d'emploi ou d'investissement ; contradiction entre la nationalisation et l'internationalisation de l'économie ; moyens à la disposition de l'Etat pour contrôler le crédit (p. 1740) ; faible part du marché détenu par les banques privées ; exclusion du secteur bancaire mutualiste du champ des nationalisations ; risque de politisation du secteur bancaire ; supériorité de l'économie de marché sur l'économie étatique ; inutilité du projet de nationalisation pour le développement de l'expérimentation sociale ; affaiblissement des groupes nationalisables par rapport à la concurrence étrangère (p. 1741) ; obstacle au rôle de Paris comme place financière ; danger des nationalisations pour l'emploi ; coût financier ; coût indirect : moins-values fiscales ; faible efficacité économique et financière du secteur public ; société duale (différence de statut entre les salariés travaillant dans le secteur public et ceux travaillant dans le secteur privé) ; danger pour les P. M. E. (p. 1742) ; changement de société (p. 1743) ; rejet de la question préalable par scrutin public (p. 1748).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : augmentation des crédits du B. A. P. S. A. [6 novembre 1981] (p. 3235) ; allocation de remplacement en cas de maternité ; aides à domicile ; augmentation des cotisations de 23 à 35 p. 100 ; désengagement de l'Etat (p. 3236) ; cotisations : intégration du R. B. E. dans le revenu cadastral, ses observations sur le rappel du règlement de M. Alain Bonnet (p. 3237).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale : question :* système des aides au développement régional ; situation du département de l'Orne [7 novembre 1981] (p. 3382).

GENGENWIN (Germain)

Député du Bas-Rhin
(4e circonscription)
U. D. F.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [J. O. du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J. O. du 4 juillet 1981] (p. 1877).

QUESTIONS

orale sans débat (n° 60) posée le 20 octobre 1981 : **habillement, cuirs et textiles (entreprises : Bas-Rhin)** (p. 2247).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** *article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* son amendement n° 44 (protection contre l'expulsion de l'étranger né en France et y ayant résidé au moins dix ans) : rejeté [30 septembre 1981] (p. 1417).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre II :** nationalisation des banques ; **article 26 précédemment réservé :** restructuration dans le secteur bancaire ; politique du Gouvernement à l'égard des banques (taux) ces derniers mois [22 octobre 1981] (p. 2367).

— Projet de loi relatif aux droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 10 :** soutient le sous-amendement n° 455 de M. Charles Millon à l'amendement n° 20 de la commission : motivation de l'opposition de paiement par le comptable ; soutient le sous-amendement n° 456 de M. Charles Millon à l'amendement n° 20 de la commission : délai d'une semaine accordé au maire pour adresser son ordre de réquisition ; soutient le sous-amendement n° 457 de M. Charles Millon à l'amendement n° 20 de la commission : motivation des décisions prises par l'ordonnateur et le comptable [15 décembre 1981] (p. 4926) ; **article 11 :** soutient le sous-amendement n° 458 de M. Charles Millon à l'amendement n° 25 de la commission : agents ayant la qualité d'ordonnateur ; soutient le sous-amendement n° 460 de M. Charles Millon à l'amendement n° 25 de la commission : agents ayant la qualité d'ordonnateur ; soutient le sous-amendement n° 460 de M. Charles Millon à l'amendement n° 25 de la commission : montant de l'amende susceptible d'être prononcée à l'encontre des agents sanctionnés par la cour de discipline budgétaire (p. 4931) ; **article 12 :** soutient le sous-amendement n° 461 de M. Charles Millon à l'amendement n° 27 de la commission : supprimant le deuxième alinéa de cet amendement ; soutient le sous-amendement n° 462 de M. Charles Millon à l'amendement n° 27 de la commission : supprimant le troisième alinéa de cet amendement (p. 4933).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 21 :** situation du tabac en France [3 novembre 1981] (p. 3033) ; concurrence des multinationales anglo-saxonnes ; système de fixation des prix ; affectation de la nouvelle taxe au S. E. I. T. A. (p. 3034) ; part des importations dans la consommation de tabac de la C. E. E. (p. 3038).

Anciens combattants. *Discussion générale :* non-substitution du gouvernement français aux débiteurs allemands à propos des incorporés de force ; engagement pris par M. Helmut Schmidt en février 1979 [9 novembre 1981] (p. 3416).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion générale : conférence annuelle agricole ; méconnaissance des agriculteurs [17 décembre 1981] (p. 5104) ; baisse du revenu agricole ; aides directes et indirectes ; aides structurelles et économiques ; fiscalisation des excédents du crédit agricole ; balance agro-alimentaire ; situation des agriculteurs alsaciens (p. 5105).

Discussion des articles : **article 5 :** report de l'assujettissement du crédit mutuel à l'impôt sur les sociétés à l'exercice 1982 ; souci d'éviter la brutalité de la fiscalisation (p. 5117) ; **article 6 :** transparence des comptes de l'agriculture ; seuils d'assujettissement à la T. V. A. des exploitations agricoles (p. 5118).

GERMON (Claude)

Député de l'Essonne
(3e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Industrie) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), année n° 17 : **industrie** (n° 470) [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : conséquences négatives sur l'économie française du recentrage sectoriel et de la diversification géographique engagée par les grands groupes industriels ; décroissance interne et croissance externe de l'emploi dans ces groupes ; politique de rentabilité financière au détriment du programme d'investissement : exemple de Saint-Gobain, P. U. K., Rhône-Poulenc [14 octobre 1981] (p. 1764) ; nationalisation et politique de la recherche ; rôle contracyclique joué par les entreprises publiques ; performances économiques du secteur public ; subventions accordées par l'Etat aux cinq groupes nationalisables ; démocratisation de l'entreprise publique (p. 1765).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 7 :** grève chez Renault ; lutte des travailleurs pour améliorer les conditions de travail [30 octobre 1981] (p. 2831) ; **article 9 :** soutient l'amendement n° 512 de M. Michel Berson (p. 2846) ; **article 11 :** suppression de la tranche d'imposition sur le revenu à 65 p. 100 et suppression concomitante de la déduction de la taxe sur les salaires de 5 p. 100 [31 octobre 1981] (p. 2875).

Deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* pose les questions de M. Yves Tavernier [10 novembre 1981] (p. 3470).

Industrie et énergie. — *Discussion générale,* rapporteur spécial pour l'industrie ; disparition de secteurs industriels ; reconquête du marché intérieur ; gestion des banques ; vieillissement de l'outil industriel ; faiblesses structurelles du commerce extérieur ; chute de l'emploi industriel [14 novembre 1981] (p. 3731) ; aide de 34 milliards à l'industrie ; intervention plus efficace au profit des entreprises en difficulté ; politique des matières premières ; développement du « plan métaux » ; démarrage du « programme nodules » ; réajustement des crédits de l'Afnor ; développement de secteurs porteurs ; marché intérieur comme point d'appui du succès à l'exportation ; prise en compte du coût social (p. 3732) ; filière bois ; entreprises en difficulté ; P. M. I. ; sous-consommation des crédits d'aide aux entreprises ; création d'une direction générale des stratégies industrielles ; réorientation de l'épargne vers l'industrie (p. 3733).

Examen des crédits : **état B, titre IV** : frais de déplacement du ministère de l'industrie ; moyens du service de la météorologie (p. 3764) ; diffusion à l'étranger des techniques françaises ; études industrielles (p. 3765) ; **état C, titre VI** : crédits d'aide aux entreprises en difficulté (p. 3766).

— **Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).**

Première lecture, discussion générale : coopération et concertation interministérielles ; liaison entre le ministère du Plan et le ministère de l'industrie ; création d'emplois industriels ; reconquête du marché intérieur ; liaison Plan-industrie par l'intermédiaire du budget, par les stratégies industrielles, et par l'action du secteur public industriel ; choix en matière d'aménagement du territoire ; rôle des entreprises publiques ; liaison Plan-industrie au niveau local ; rôle des directions interdépartementales de l'industrie ; collaboration des services locaux des ministères du Plan et de l'industrie [11 décembre 1981] (p. 4711).

GIOVANNELLI (Jean)

Député du Morbihan
(6e *circonscription*)
N. I.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

N'appartient à aucun groupe [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : information sur le nucléaire [6 octobre 1981] (p. 1546) ; risque et coût du surgénérateur ; autres sources d'énergie (p. 1547).

— **Projet de loi relatif aux droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 100** : son amendement n° 377 (application des dispositions de la présente loi à Paris) : non soutenu ; **article 101** : son amendement n° 378 (suppression de l'article) : non soutenu ; **article 102** : son amendement n° 379 (suppression de l'article) ; non soutenu ; **article 103** ; son amendement n° 380 (suppression de l'article) : non soutenu [20 décembre 1981] (p. 5361).

GISSINGER (Antoine)

Député du Haut-Rhin
(5e *circonscription*)
R. P. R.
Secrétaire de l'Assemblée nationale

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République (*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Robert-André Vivien tendant à assurer la continuité du service public à E. D. F. par l'instauration d'un service minimum prioritaire (n° 44) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Lucien Richard tendant à étendre à l'ensemble des salariés agricoles le bénéfice de la loi n° 75-1279 du 30 décembre 1975 relative aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels (n° 66) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Lucien Richard tendant à modifier la loi n° 61-1448 du 29 décembre 1961 accordant un congé non rémunéré (n° 67) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi de M. René La Combe tendant à élever à 66 p. 100 le taux de la pension de réversion accordée au conjoint survivant (n° 176) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Labbé portant création du contrat d'emploi-insertion (n° 188) [24 septembre 1981] (p. 1337).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre du conseil supérieur du service social [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur de la proposition de loi d'orientation de M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues relative à l'insertion professionnelle des jeunes (n° 254) [1er octobre 1981] (p. 1454).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Weisenhorn tendant à faire bénéficier les Alsaciens-Lorrains évadés pour se soustraire à l'incorporation de force dans l'armée allemande ou déserteurs de celle-ci après leur incorporation de force, des dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 (n° 357) [8 octobre 1981] (p. 1646).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [*J. O.* du 13 octobre 1981] (p. 2779).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Lafleur tendant à assurer la protection sociale des retraités d'un régime métropolitain résidant dans un territoire d'outre-mer (en remplacement de M. Benjamin Brial, démissionnaire) (n° 180) [22 octobre 1981] (p. 2382).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (formation professionnelle) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Philippe Séguin tendant à supprimer la condition de ressources pour la prise en charge des indemnités journalières en cas de cure thermale (n° 497) [3 décembre 1981] (p. 4404).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à prévoir pour la société nationale de radiodiffusion et pour les sociétés nationales de télévision un temps minimum d'antenne permettant la diffusion de **messages d'information des associations de donneurs de sang bénévoles** (n° 54) [8 juillet 1981].

Proposition de loi relative au **travail occasionnel en agriculture** (n° 79) [9 juillet 1981].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XII : **formation professionnelle** (n° 471) [16 octobre 1981].

QUESTIONS

orales sans débat :

(n° 2) : posée le 2 juillet 1981 : **transports fluviaux** (voies navigables) (p. 35) ; appelée le 9 octobre 1981 : **liaison fluviale Nord-Méditerranée :** inscription du projet dans le plan intérimaire de deux ans (p. 1663, 1664).

(n° 96) : posée le 3 décembre 1981 : **produits chimiques et parachimiques (entreprises)** (p. 4405) : appelée le 11 décembre 1981 : **restructuration de la chimie industrielle** : nationalisation du groupe industriel Rhône-Poulenc et des produits chimiques Ugine-Kuhlmann ; disparition de l'E.M.C. ; information des responsables de la région d'Alsace (p. 4668) ; restructuration de l'industrie chimique lourde ; maintien en Alsace des sièges sociaux de M.D.P.A. et de la S.C.P.A. (p. 4669).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale : « pactes pour l'emploi » ; ancienne proposition socialiste non reprise dans le collectif ; maintien de l'esprit du troisième pacte pour l'emploi légèrement aménagé ; mesures en faveur de l'emploi des jeunes : embauche avec exonération et contrats emploi-formation ; compétitivité de l'économie française ; compensation de l'augmentation du S.M.I.C. ; rôle de l'A.F.P.A. [16 juillet 1981] (p. 168).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Première lecture, discussion générale : notion « d'éducation nationale » ; principe de neutralité du service public d'enseignement supérieur ; représentation des étudiants ; conséquence négative du projet de loi du Gouvernement sur le rayonnement international des universités ; « quorum étudiants » ; garantie de la régularité des élections ; responsabilités des professeurs et maîtres de conférences ; « représentation de la compétence » (loi de 1980) ; concertation insuffisante ; communiqué de la conférence des présidents d'université ; discrimination introduite entre les présidents et directeurs selon la date de leur élection [16 septembre 1981] (p. 1098) ; conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (C. N. E. S. E. R.) (p. 1099).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 19 (visant à instituer une assemblée consultative des enseignants) : rejeté ; son amendement n° 20 (visant à permettre aux maîtres de conférences et directeurs de recherche d'accéder sans dérogation à la présidence des conseils d'université) : adopté ; son amendement n° 21 (de conséquence) (p. 1118) : adopté (p. 1119) ; **article 2 :** son amendement n° 22 (visant à maintenir et à aménager le « quorum étudiants ») (p. 1120) et son amendement n° 23 (visant à favoriser la participation des étudiants aux élections) (amendement de repli) : rejetés (p. 1121) ; son hostilité à l'organisation des élections des représentants étudiants sur deux jours) (p. 1122) ; **article 5 :** son amendement n° 24 (visant à maintenir les présidents et directeurs en fonctions jusqu'à l'expiration normale de leur mandat) : rejeté (p. 1125).

Explications de vote : vote hostile du groupe R. P. R. (p. 1128).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 387).

Première lecture, discussion générale : retrait par le Gouvernement du texte adopté par le Sénat relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ; remédier à la précarité de la situation des immigrés ; renforcer le contrôle aux frontières [29 septembre 1981] (p. 1347) ; régularisation des travailleurs clandestins ; entreprises de travail temporaire ; situation des immigrés n'ayant pas d'emploi stable et de ceux arrivés en France depuis le 1er janvier 1981 ; sanctions pour freiner l'immigration clandestine ; condamnations trop lourdes pour les employeurs non récidivistes (p. 1348).

Discussion des articles : **article 1er :** condamnations trop lourdes pour les employeurs non récidivistes ; son amendement n° 10 (possibilité donnée au tribunal de fermer l'entreprise en cas de récidive à la législation sur le travail clandestin) (p. 1349) ; adopté ; son amendement n° 11 (expulsion des employeurs étrangers employant irrégulièrement des travailleurs étrangers en cas de récidive) : retiré (p. 1350) ; **article 2 :** suggère d'assimiler la récidive à la condamnation par un tribunal pour la confiscation du matériel des ateliers clandestins et du produit du travail des salariés clandestins (p. 1350, 1351) ; **article 3 :** son

amendement n° 12 (attribution d'une carte de séjour valable un an aux travailleurs clandestins licenciés) : rejeté ; non-examen en commission des amendements (p. 1351).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).

Première lecture, discussion générale : danger d'intervention politique étrangère dans les régions frontalières [29 septembre 1981] (p. 1361) ; droit de vote des immigrés aux municipales (p. 1362).

— Son rappel au règlement : utilisation par M. Alain Bocquet d'une citation d'un livre de M. Alain Peyrefitte dans le débat du 24 septembre 1981 ; pratiques suivies par les ministres de l'information, tels M. François Mitterrand et M. Gaston Defferre sous la IVe République [30 septembre 1981] (p. 1375).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion générale : problème des maghrébins ; répartition des immigrés par âges, secteurs d'activité et qualifications ; phases de la politique d'immigration française [30 septembre 1981] (p. 1395) ; emploi ; politique de la R. F. A. ; respect des règles du pays d'accueil ; garanties juridiques au refoulement et à l'expulsion ; notion d'urgence absolue ; lenteur de la procédure pénale ; sanctions à l'égard des passeurs ; égalité de traitement entre les immigrés et les nationaux (p. 1396).

Discussion des articles : **article 1er :** conditions d'entrée et de séjour des ressortissants algériens (p. 1405) ; **article 2 :** délai pour procéder au refoulement ; régime applicable à l'intéressé avant qu'il y soit procédé ; soutient l'amendement n° 32 de M. Serge Charles (p. 1408) ; soutient l'amendement n° 33 de M. Serge Charles ; son amendement n° 66 (jusqu'à cinq ans, interdiction du territoire pour les récidivistes à la législation sur l'entrée des étrangers) : retiré (p. 1409) ; **après l'article 2 :** son amendement n° 67 (répression des trafics de main-d'œuvre) : retiré (p. 1410) ; **article 3 :** champ potentiel de l'expulsion (p. 1411) ; *article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 ;* son amendement n° 68 (champ de l'expulsion : marchands de sommeil et trafiquants de main-d'œuvre) : reporté après l'amendement n° 74 du Gouvernement à l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 ; *article 24 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* soutient l'amendement n° 35 de M. Serge Charles (p. 1413) ; *art. 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* son amendement n° 68 devenu le sous-amendement n° 78 à l'amendement n° 74 du Gouvernement (expulsion des marchands de sommeil, proxénètes, employeurs de main-d'œuvre étrangère en situation irrégulière et trafiquants de drogue) : retiré (p. 1419) ; son amendement n° 69 (protection contre l'expulsion de l'étranger titulaire de certaines décorations françaises) : rejeté (p. 1420) ; *art. 26 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* son amendement n° 70 (reconduction à la frontière de l'étranger ayant fait l'objet d'un arrêté d'expulsion) : rejeté ; soutient l'amendement n° 36 de M. Serge Charles (p. 1421) ; **article 7 :** soutient l'amendement n° 37 de M. Serge Charles (p. 1423).

Explications de vote : vote hostile de l'opposition (p. 1424).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** problèmes des agriculteurs ; système d'imposition en vigueur dans certains pays d'Europe ; tableau comparatif du taux d'imposition sur le patrimoine de la France et de l'Allemagne de l'Ouest [28 octobre 1981] (p. 2689) ; méthodes d'évaluation du patrimoine ; urgence d'une harmonisation européenne de l'imposition générale et de l'impôt sur le patrimoine ou sur la fortune ; charges frappant les responsables d'entreprises agricoles, industrielles, commerciales ou artisanales ; danger pour le franc au sein du système monétaire européen (p. 2690) ; **article 29 :** son amendement n° 214 (suppression de l'article) ; remise en cause éventuelle de l'apprentissage ; diminution de moyens disponibles pour le développement des premières formations technologiques ; position sur la formation professionnelle de parlementaires communistes et socialistes en 1978 et 1979 [4 novembre 1981] (p. 3116) ; rejet de l'amendement n° 214 (p. 3117).

Deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale :* pollution de l'eau ; risques de pollution de la nappe phréatique en Alsace ; qualité de l'eau potable ; problème des nitrates ; fonctionnement des stations d'épuration ; augmentation des aides des agences de bassin aux collectivités locales pour la réalisation des stations d'épuration ; nécessité d'une politique d'animation pour les parcs régionaux [10 novembre 1981] (p. 3495).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* mise en place d'équipes mobiles d'ouvriers professionnels appelées à assurer l'entretien de machines et la maintenance des lycées et collèges situés dans une aire géographique déterminée ; difficulté de l'organisation du brevet des collèges au cours de l'année scolaire 1980-1981 [10 novembre 1981] (p. 3472).

Formation professionnelle. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : rappel des conditions passées du développement de la formation professionnelle ; difficultés liées à la situation de l'emploi ; augmentation des contrats d'apprentisssage et des contrats emploi-formation ; pourcentage croissant de femmes faisant appel aux actions de formation financées par l'Etat ; report de l'application de la loi sur l'alternance ; réforme des formations destinées aux jeunes sans qualification ; reconduction des conditions du troisième pacte pour l'emploi ; embauche des jeunes ; importance des crédits proposés pour 1982 [12 novembre 1981] (p. 3571) ; dépenses pour les contrats emploi-formation et pour la rémunération des stagiaires ; développement de la promotion supérieure du travail ; amélioration des moyens du Conservatoire national des arts et métiers ; ouvrir l'ensemble des filières de formation professionnelle aux personnes déjà engagées dans la vie professionnelle ; délivrance des diplômes par unité capitalisable ; communication, à la commission des affaires culturelles, des budgets des organismes bénéficiant d'une affectation de taxe parafiscale pour le financement d'actions de formation professionnelle ; information du Parlement avant toute modification du régime de la taxe d'apprentissage ; réexamen des moyens de l'A. F. P. A. ; actualisation des formations ; dépôt du bilan de l'Association du centre universitaire de coopération économique et sociale (A. C. U. C. E. S.) (p. 3572) ; rémunération des stagiaires ; contrats emploi-formation (p. 3577).

Solidarité nationale, santé, travail. — I : section commune. — II : santé, solidarité nationale. — *Discussion générale :* avenir de la médecine libérale et centres de santé intégrés ; établissements hospitaliers et revision de la carte sanitaire ; prix de journée ; lits privés dans le secteur hospitalier public ; inégalité dans la répartition des vingt-cinq nouveaux scanographes dans les seuls hôpitaux publics [16 novembre 1981] (p. 3793) ; avenir de l'industrie pharmaceutique et de l'équipement hospitalier français (p. 3794).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er : alinéa 7 :** travail temporaire et contrat de travail à durée déterminée [10 décembre 1981] (p. 4615) ; mission de placement temporaire confiée au service public de l'emploi : respect de la concurrence (p. 4620) ; **alinéa 8 :** congé parental d'éducation (p. 4628) ; application des dispositions du 8e alinéa au régime particulier d'Alsace-Lorraine (p. 4630) ; **alinéa 10 :** limitation des cumuls en fonction du nombre de personnes à charge (p. 4639) ; **alinéa 11 :** financement des contrats de solidarité (p. 4647) ; **alinéa 13 :** formation et insertion sociale des jeunes immigrés (p. 4653).

GOASDUFF (Jean-Louis).

Député du Finistère,
(3e circonscription).
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS.

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Membre suppléant du conseil supérieur de l'aménagement rural [*J.O.* du 9 octobre 1981] (p. 2751).

QUESTIONS

au Gouvernement : assignation à résidence de deux basques à Ouessant [4 novembre 1981] (p. 3086).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 453).

Discussion : centrale de Plogoff ; besoins énergétiques de la Bretagne [6 octobre 1981] (p. 1524).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 37 :** fait part à l'Assemblée des observations de M. Charles Miossec [4 novembre 1981] (p. 3138) ;

Deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* enseignement agricole privé [6 novembre 1981] (p. 3278) ; clarification des dépenses budgétaires imputées à l'agriculture (p. 3294).

— Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 484).

Première lecture, discussion générale : crise de l'architecture ; création d'un conseil architectural départemental ; mise en place et rôle des C. A. U. E. ; consultation obligatoire ; insertion de l'avis dans le dossier du permis de construire ; développement de l'information du public ; formation des maîtres d'ouvrage ; adaptation aux particularités locales ; décret du 25 août 1979 approuvant la directive d'aménagement national relative à la protection et à l'aménagement du littoral ; C. A. U. E. du Finistère ; nécessité de trouver une formule engageant l'Etat ; convergence des contraintes de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement ; financement des conseils par une dotation de l'Etat et par une participation du département ; instruction des demandes de permis de construire [26 novembre 1981] (p. 4238) ; information des élus locaux par les C. A. U. E. (p. 4239) ; maintien des C. A. U. E. ; consultation obligatoire des architectes du C. A. U. E. par les maîtres d'œuvre ; dotations allouées aux conseils (p. 4243).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Discussion générale : critique de la politique agricole actuelle ; ségrégation des interventions de l'Etat pénalisant les secteurs les plus productifs et annonçant une détérioration des échanges ; méconnaissance des réalités agricoles ; comparaison entre les mesures décidées lors des conférences annuelles de 1980 et 1981 ; nécessité de tenir compte des réalités économiques et des propositions des agriculteurs ; flou et imprécision de la politique agricole socialiste ; participation de l'agriculture à l'équilibre de la balance commerciale française [16 décembre 1981] (p. 4971) ; problème de la liberté d'entreprise et du droit d'initiative ; paravent de la régionalisation ; effets des nationalisations ; projets de création d'offices fonciers et d'offices agricoles confirmant la pénétration de l'Etat dans les organismes professionnels ; rapport du C. E. R. C. ; améliorations sociales provisoires ; dégradation de la situation économique due à la politique actuelle (p. 4972).

Fait personnel : sa connaissance des difficultés de l'agriculture et des graves problèmes des petits agriculteurs [16 décembre 1981] (p. 4987).

— Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 38 (suppression de la mention d'un niveau aussi élevé que possible pour l'impôt agricole) : rejeté [12 décembre 1981] (p. 4801).

GODEFROY (Pierre)

Député de la Manche
(4e circonscription)
Apparenté au R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Urbanisme et Logement : logement social) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XI : Urbanisme et Logement : **Logement social (n° 471)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres III et IV) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 45 :** son amendement n° 99 (modification des limites et du nom des régions) [9 septembre 1981] (p. 855, 856) ; réservé (p. 858) ; rejeté [11 septembre 1981] (p. 959).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : énergie et progrès social ; centre de La Hague [7 octobre 1981] (p. 1580) ; stockage ; retraitement et débouchés extérieurs (p. 1581).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et Logement. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : progrès réalisés pour le logement des Français depuis 1958 ; réforme de 1977 ; priorité donnée aux aides à la personne sur les aides à la pierre [12 novembre 1981] (p. 3538) ; réhabilitation du parc ancien (cités H. L. M.) ; résorption de l'habitat insalubre ; indexation des aides à la personne ; nécessité d'une politique foncière nouvelle permettant de doter les logements collectifs d'un meilleur environnement culturel, sportif et associatif ; nécessité de doter les programmes de construction H. L. M. d'une variante « énergies nouvelles » ; recherche d'une meilleure adaptation des logements aux besoins spécifiques des personnes âgées et des handicapés (p. 3539).

— Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 50 (moyens financiers nouveaux pour les Safer sans porter atteinte aux prêts fonciers aux particuliers) [12 décembre 1981] (p. 4805) : rejeté (p. 4806).

GODFRAIN (Jacques)

Député de l'Aveyron
(3e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 26 novembre 1981] (p. 3223).

DEPOTS

Proposition de loi visant à étendre aux bénéficiaires de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 établissant le statut du réfractaire et de la loi n° 51-528 du 14 mai 1951 relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire français occupé par l'ennemi, ou en territoire français annexé par l'ennemi, les dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux **anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre** de bénéficier entre soixante et soixante-cinq ans d'une **pension de retraite** calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans **(n° 253)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à réprimer plus sévèrement les infractions à la **législation sur les stupéfiants (n° 410)** [1er octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : raffinage ; énergie et emploi ; économies d'énergie [7 octobre 1981] (p. 1583) ; insuffisance du lancement de six tranches pour 1982-1983 ; dépendance ; information ; exploration pétrolière (p. 1584).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale, **son rappel au règlement :** déroulement du débat [13 octobre 1981] (p. 1743).

Discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** échec des nationalisations britanniques et italiennes ; nationalisation de groupes performants [15 octobre 1981] (p. 1855) ; **article 7 :** éviction des dirigeants des cinq sociétés industrielles nationalisables ; danger pour l'efficacité des entreprises ; nomination d'un administrateur général non choisi par les actionnaires [17 octobre 1981] (p. 2028) ; nationalisation sanction (p. 2029) ; soutient l'amendement n° 355 de M. Michel Noir : cessation de fonction des équipes dirigeantes des cinq sociétés industrielles nationalisables lors de la remise des obligations indemnitaires (p. 2031) ; soutient l'amendement n° 356 de M. Michel Noir (p. 2032) ; **article 8 :** soutient l'amendement n° 358 de M. Michel Noir (représentation des cadres dans les conseils d'administration) ; exemple britannique ; fuite des cerveaux (p. 2038) ; soutient l'amendement n° 361 de M. Michel Noir : représentation des consommateurs dans les nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles nationalisables (p. 2039) ; soutient l'amendement n° 363 de M. Michel Noir ; nécessité d'éviter une politisation excessive des conseils d'administration des sociétés nationalisées [18 octobre 1981] (p. 2050) ; **après l'article 8 :** soutient l'amendement n° 364 de M. Michel Noir ; clause de sauvegarde au profit des salariés en cas de mesure de licenciement (p. 2051) ; **son rappel au règlement :** déroulement du débat (p. 2062) ; **article 9 :** consultation des syndicats sur les dispositions de l'article 9 ; grève dans les entreprises nationales ; système de désignation des représentants du personnel par les organisations syndicales (p. 2063) ; **article 12 :** soutient l'amendement n° 534 de M. Michel Noir ; emprunts de la caisse nationale de l'industrie ; soutient l'amendement n° 396 de M. Michel Noir ; rapport annuel de la Cour des comptes sur le coût des nationalisations et le fonctionnement de la caisse nationale de l'industrie [20 octobre 1981] (p. 2194) ; **après l'article 12 :** soutient l'amendement n° 398 de M. Michel Noir ; protection de l'épargne (p. 2195) ; **avant l'article 13 :** soutient l'amendement n° 612 de M. Michel Noir (p. 2217) ; compétences du conseil national du crédit (p. 2218) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 14 précédemment réservé :** soutient l'amendement n° 698 de M. Michel Noir : activité des banques autres que la collecte de dépôts et la dispense de crédit [21 octobre 1981] (p. 2274) ; soutient l'amendement n° 694 de M. Michel Noir : restructuration dans le secteur bancaire (p. 2279) ; **article 15 précédemment réservé :** étatisation du système bancaire ; personnels des banques (p. 2280) ; soutient l'amendement n° 701 de M. Michel Noir : sécurité de l'emploi et rémunérations dans le secteur bancaire (p. 2282) ; **après l'article 15 précédemment réservé :** soutient l'amendement n° 705 de M. Michel Noir ; secret bancaire (p. 2285) ; **article 16 précédemment réservé :** succès des banques françaises à l'étranger (p. 2295) ; soutient l'amendement n° 707 de M. Michel Noir : rôle des banques françaises à l'étranger ; risque de destruction des réseaux ; rétrocession au secteur privé des participations industrielles des banques (p. 2297) ; **son rappel au règlement :** rejet des amendements d'amélioration du texte présentés par l'opposition (p. 2300) ; **article 17 :** soutient l'amendement n° 713 de M. Michel Noir (p. 2302) ; soutient l'amendement n° 722 de M. Michel Noir : participation des anciens actionnaires aux résultats de l'entreprise (p. 2304) ; soutient l'amendement n° 735 de M. Michel Noir : attribution d'un dividende pour 1981 aux actionnaires des banques nationalisées (p. 2307) ; **article 18 :** soutient l'amendement n° 739 de M. Michel Noir : cours boursiers privilégiés abusivement ; non-prise en compte de l'actif net et consolidé (p. 2311) ; non-prise en compte des provisions (p. 2312) ; **article 19 précédemment réservé :** cessation de fonctions des équipes dirigeantes des banques : sanction [22 octobre 1981] (p. 2330) ; risques pour les banques (p. 2331) ; **article 20 :** niveau du personnel des banques (p. 2334) ; **article 21 précédemment réservé :** soutient l'amendement n° 801 de M. Michel Noir ; risque de nomination au conseil d'administration de syndicalistes étrangers aux problèmes bancaires (p. 2343) ; **article 22 précédemment réservé :** fonctions du président du conseil d'administration (p. 2349) ; retrait de l'amendement n° 819 de M. Michel Noir (p. 2350) ; **article 23 précédemment réservé :** indemnité trop élevée versée aux actionnaires de Suez compte tenu de son passif : nationalisation des dettes (p. 2350) ; passif de la Compagnie de Suez (p. 2353) ; **article 24 :** gestion de la caisse nationale des banques (p. 2354) ; **titre III ;** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 32 précédemment réservé :** grève chez Renault ; progrès de la méthode multi-critères par rapport à la méthode initiale ; statut privilégié attribué aux cours de bourse ; prise en compte de la valeur des actifs détenus ; prise de possession par l'Etat d'actifs à un prix inférieur de huit fois à leur valeur réelle [24 octobre 1981] (p. 2471) ; **article 33 précédemment réservé :** engagement du Premier ministre sur les rétrocessions ; contentieux ; coût pour le contribuable (p. 2480) ; critères des rétrocessions ; nationalisation sanction (p. 2481) ; **article 34 :** congrès de Valence ; épuration (p. 2500) ; nationalisation du canal de Suez ; sous-évaluation de l'indemnisation (p. 2501) ; **article 35 :** audition d'un expert du Conseil économique et social ; auditions de la commission (p. 2506) ; avis du Conseil économique et social et des comités économiques et sociaux régionaux sur les nominations d'administrateurs au titre de leurs compétences (p. 2507) ; six administrateurs salariés au conseil d'administration des compagnies financières (p. 2510) ; représentation des salariés au conseil d'administration (p. 2511) ; durée du mandat des administrateurs (p. 2513) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 40 :** soutient l'amendement n° 1272 de M. Michel Noir ; délai d'application de la loi [26 octobre 1981] (p. 2559) ; **article 42 précédemment réservé :** détenteurs d'obligations convertibles sanctionnés ; obligations convertibles libellées en monnaies étrangères (p. 2562) ; **article 50 :** compétences du conseil national du crédit et de la commission de contrôle des banques à l'égard des établissements de crédit mutualiste (p. 2569) ; **après l'article 50 :** son sous-amendement n° 1421 à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon (recours ouvert aux personnes physiques auxquelles auront été opposés trois refus successifs de crédit immobilier par trois banques nationalisées) (p. 2577) ; rejeté (p. 2578) ; soutient le sous-amendement n° 1425 de M. Roland Nungesser à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon ; liberté de la recherche scientifique (p. 2581) ; soutient le sous-amendement n° 1428 de M. Michel Noir à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon ; menaces sur la liberté de l'enseignement (p. 2583) ; son amendement n° 1362 (délégation parlementaire pour le secteur nationalisé) (p. 2586) ; son sous-amendement n° 1364 à l'amendement

n° 116 de M. Michel Charzat (composition de la délégation parlementaire pour le secteur nationalisé, accès à tous les documents comptables des sociétés nationalisées et de leurs filiales) : devenu sans objet avec le retrait de l'amendement n° 116 de la commission (p. 2587) ; amendement n° 1362 rejeté (p. 2588).

Explications de vote : travail d'amendement de l'opposition ; (p. 2594) ; dissimulation hypocrite du Gouvernement : lois ultérieures ; questions posées par l'opposition ; non-dépôt de l'amendement relatif à Matra ; mise en place de nouvelles féodalités ; menace pour les libertés ; inefficacité accrue de l'économie ; vote hostile du groupe du Rassemblement pour la République (p. 2595).

Deuxième lecture, discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** collectivisation des biens économiques et politique de l'emploi ; question du maintien de l'emploi dans les entreprises nationalisées ; nationalisation : source de déficits comblés par le budget de l'Etat [1er décembre 1981] (p. 4301) ; **article 2 :** nationalisation à 100 p. 100 : choix de collectivisation (p. 4307) ; coût ; participation des salariés au capital (p. 4308) ; acceptation de la lutte des classes par le parti socialiste (p. 4309) ; **article 5 :** son amendement n° 81 (dividende 1981 pour les actions nationalisées) (p. 4311) ; rejeté (p. 4312) ; **article 14 :** infléchissement de l'économie nationale par le biais du secteur bancaire grâce aux nationalisations ; absence de conviction du Gouvernement quant à la justification de la nationalisation des banques ; privilèges exorbitants donnés par la nationalisation aux succursales des banques étrangères [3 décembre 1981] (p. 4379) ; **article 15 :** collectivisation des entreprises publiques ayant l'Etat comme actionnaire unique ; inapplicabilité de la législation commerciale ; **article 16 :** pouvoir exorbitant des administrateurs généraux ; violation par l'article 16 de l'article 34 de la Constitution (p. 4381) ; **article 18 :** demande qu'une commission examine les caractéristiques de chaque banque avant la nationalisation (p. 4383) ; **article 19 :** pouvoirs de l'administrateur général conduisant à établir un proconsulat d'Etat (p. 4384) ; **article 26 :** importance de cet article pour l'avenir économique du pays ; problème des restructurations ; participation des salariés ; sécurité de l'emploi du personnel ; réactions des clients étrangers vis-à-vis des nationalisations ; éventuelle dévaluation du franc (p. 4387).

Explication de vote : inutilité du texte dans la situation économique, sociale et financière, politique et diplomatique de la France (p. 4396) ; inutilité et coût des nationalisations ; aggravation de la situation de l'emploi qui en résultera ; diminution des possibilités d'investissement des entreprises ; inconstitutionnalité de la loi ; problème de la pause dans les réformes ; souci de l'opposition à propos de l'indépendance nationale et du prestige de la France ; statut plus favorable donné par la loi aux succursales d'établissements étrangers en France qu'aux banques françaises ; rapport de la commission du bilan (p. 4397).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 19 :** maintien du plancher de 500 000 francs de chiffre d'affaires pour la T.V.A. dans le secteur agricole [3 novembre 1981] (p. 3027) ; **article 24 :** disparition des appareils automatiques en milieu rural [4 novembre 1981] (p. 3057) ; **article 30 :** dépenses de personnel et de fonctionnement de l'administration des eaux et des forêts (p. 3121) ; incohérence et injustice de la taxe du fonds national forestier discriminatoire (p. 3122).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. *Examen des crédits :* **avant l'article 85 :** coopératives de fonctionnaires gênant le petit commerce en milieu rural [5 novembre 1981] (p. 3189).

Consommation. *Examen des crédits :* **état B, titre III :** création de dix postes de contractuels au ministère de la consommation [6 novembre 1981] (p. 3228).

Agriculture, B.A.P.S.A. *Discussion générale :* action du R.P.R. pour l'agriculture [6 novembre 1981] (p. 3247) ; impôt sur la fortune ; diminution des crédits pour les bourses et le ramassage scolaire ; solidarité géographique ; franc vert ; démantèlement des montants compensatoires monétaires ; éventuel monopole d'accès des Safer aux prêts fonciers bonifiés ; installation des jeunes ; démembrement du ministère de l'agriculture (p. 3248) ; désengagement de l'Etat (p. 3249) ; *questions :* offices de produits ; étatisation de l'agriculture (p. 3298).

Examen des crédits : **état B, titre IV :** rôle des organismes professionnels dans la mise en œuvre de la politique agricole ; animation en milieu rural (p. 3300) ; orientation des Safer (p. 3302).

Transports. *Discussion générale : questions :* création d'un second train type « Cévenol » [7 novembre 1981] (p. 3360).

— Projet de loi relatif à la durée du mandat des membres des chambres d'agriculture (n° 477).

Première lecture, discussion générale : report des élections aux chambres d'agriculture ; fixation par voie réglementaire des modalités de renouvellement du mandat des membres élus en 1983 ; question de la représentation des collectivités locales ; représentation proportionnelle ; inconvénients et avantages du scrutin majoritaire ; consensus au sein des chambres d'agriculture ; représentation de la F.F.A. et du Modef [25 novembre 1981] (p. 4175) ; transformation de la composition des différents collèges électoraux ; régression constante du nombre des salariés agricoles en France ; mise en place d'une certaine bureaucratie (p. 4176).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 157 (aides exceptionnelles pour les communes situées sur le champ d'extension du camp militaire du Larzac) [12 décembre 1981] (p. 4790) : rejeté (p. 4791) ; son amendement n° 40 (objectif de croissance pour un nombre toujours plus grand d'exploitants agricoles et de régions en tenant compte des conditions de travail) : rejeté (p. 4802).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Discussion générale : promesses faites au monde rural ; caractère insuffisant et anti-économique des aides ; carence des services du ministère de l'agriculture ; crédit agricole ; résultat de la conférence annuelle agricole ; conception doctrinaire de l'agriculture ; absence de concertation [15 décembre 1981] (p. 4956) ; nécessité de considérer les agriculteurs avec dignité ; contrainte de la hausse des prix européens et du niveau des coûts de production ; détaxation du carburant agricole ; étalement dans le temps des charges d'emprunt ; intervention sur les coûts des produits phytosanitaires, des soins vétérinaires, des aliments pour le bétail ; dégagement d'un supplément de ressources pour les agriculteurs ; offices par produits ; subventions des Safer ; nationalisation indirecte des terres (p. 4957) ; décapitalisation des entreprises agricoles (p. 4958).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé. Censure des faits ; événements de Pologne ; désenchantement et défiance de nos compatriotes à l'égard de la politique du Gouvernement [16 décembre 1981] (p. 4999) ; critique du système de la lutte des classes et du socialisme ; augmentation du nombre de chômeurs ; développement de la consommation dû à la désépargne des ménages français ; marasme dans le bâtiment ; vote de la loi d'amnistie sélective à l'encontre des entreprises ; institution de l'impôt sur l'outil de travail et la taxe spéciale sur les frais généraux freinant les investissements des entreprises ; prix des nationalisations ; théorie dépassée de Keynes ; relance de la production permettant de mener une politique de justice sociale ; élimination de la participation lors du débat sur les nationalisations (p. 5000) ; accroissement de l'indice des prix ; nécessité de diminuer les charges des entreprises et de réduire les déficits budgétaires ; lutte contre l'inflation ; lutte contre la hausse des prix ; partage du travail sans alourdir les coûts de production ; lutte pour l'emploi : détaxation de l'investissement productif, suppression de la taxe professionnelle, assouplissement de la législation sur l'embauche et le licenciement ; déficit de la sécurité sociale : taxation des employeurs et des salariés ; incohérence de la politique économique du Gouvernement ; nécessité d'équilibrer la balance commerciale ; plan de relance élaboré par le gouvernement de M. Jacques Chirac en 1974 ; nécessité d'assurer la sécurité des Français ; méconnaissance des entreprises agricoles ; critique du développement du secteur tertiaire dans l'agriculture (p. 5001) ; atteintes aux libertés parlementaires en France ; modification des cantons ; lutte des classes ; réforme proposée par le groupe R.P.R. ; tiédeur des déclarations officielles faites au sujet de la Pologne (p. 5002) ; interventions de l'Union soviétique en Pologne et en Afghanistan ; présence de ministres communistes au Gouvernement ; asile politique pour les Polonais (p. 5003).

GOEURIOT (Colette)

Député de Meurthe-et-Moselle
(6e circonscription)
Communiste

Elue le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p.22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1994).

Devient membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1994).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 30 septembre 1981] (p. 2669).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificatives pour 1981 [*J. O.* du 29 octobre 1981] (p. 2966).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 29 octobre 1981] (p. 2966).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **aides publiques** reçues de l'Etat et des banques par les **grandes sociétés** du textile et de l'habillement et notamment par le groupe Willot **(n° 5)** [3 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à la **protection des femmes** victimes de violences ou de sévices de la part de leur conjoint **(n° 210)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi sur le respect de l'application du principe de l'**égalité des sexes (n° 538)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi tendant à l'extension et à la revalorisation des **allocations familiales** et en particulier dès le premier enfant et tant qu'un enfant reste à charge **(n° 542)** [6 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **festival du film italien de Villerupt** : nécessité d'assurer la survie de ce festival « authentiquement populaire » [4 novembre 1981] (p. 3084).

— **état des négociations à Peugeot-Sochaux** : grève de certaines catégories d'ouvriers des usines Peugeot à Sochaux ; nécessité de lever les sanctions contre des ouvriers de cette usine [18 novembre 1981] (p. 3930).

INTERVENTIONS

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement et débat sur cette déclaration (n° 11).**

Discussion : dégradation de l'emploi en France et ses conséquences ; groupe Willot [9 juillet 1981] (p. 77) ; nationalisations ; « activité constructive » des communistes (p. 78).

— **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son appui à l'amendement n° 12 de M. Jean-Jacques Barthe visant à assurer la représentation de l'ensemble des personnels, notamment des personnels non enseignants [16 septembre 1981] (p. 1117).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : discipline de vote ; conception de la société ; inutilité de la peine de mort [17 septembre 1981] (p. 1155) ; irréversibilité ; violence non inhérente à une nature humaine immuable ; changer les rapports sociaux ; réinsertion sociale ; droit de grâce (p. 1156) ; système pénitentiaire (p. 1157).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : risques du sous-équipement nucléaire ; centrale de Golfech ; suspension des troisième et quatrième tranches de Cattenom ; emploi ; avance technologique ; Super-Phénix II [6 octobre 1981] (p. 1519).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).**

Première lecture, discussion générale : problèmes des mines de fer ; réserves de minerais en Lorraine, dans les Pyrénées-Orientales, dans l'Ouest ; teneur du minerai ; menace de fermeture des mines malgré des conditions techniques et économiques très favorables et d'une main-d'œuvre d'une très haute qualification ; productivité élevée [8 octobre 1981] (p. 1625) ; avantages du minerai lorrain sur le minerai importé ; politique de profit des maîtres de forges ; nécessité d'associer les mineurs et les sidérurgistes à l'entreprise de renaissance de la sidérurgie ; localités minières, zones sinistrés ; revalorisation des retraites et des pensions de réversion ; développement de l'I.R.S.I.D. ; passion des mineurs pour leur région et leur métier ; nationalisation des installations minières ; arrêt des fermetures de mines ; reconquête du marché intérieur (p. 1626).

Discussion des articles : **avant l'article 1er** : son amendement n° 23 (tendant à prévoir qu'une commission établira un rapport synthétique sur le bilan des aides publiques à la sidérurgie française et aux mines de fer dans les trois mois suivant la promulgation de la présente loi) : retiré (p. 1642).

Deuxième lecture, discussion générale : sabotage de l'industrie sidérurgique et des mines de fer ; nécessité de la nationalisation des sociétés mères et des filiales ; table ronde sur la politique industrielle dans la sidérurgie ; décision de maintien des emploi ; situation en Lorraine et dans le Bassin parisien ; fermeture de la mine de Rochonvillers [4 novembre 1981] (p. 3107).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : projet de loi sur les droits nouveaux des salariés ; garantie de l'emploi dans les entreprises nationalisées ; lien entre les progrès économiques et les progrès sociaux ; innovation sociale dans les entreprises publiques ; élection du président des entreprises nationalisées par le conseil d'administration composé majoritairement par des représentants des salariés ; création de conseils d'atelier ; création de comités d'entreprise de groupe ; rôle nouveau des comités d'entreprise ; moyens nouveaux des représentants des salariés aux comités d'entreprise [14 octobre 1981] (p. 1762) ; reconnaissance du droit politique dans l'entreprise (p. 1763).

Discussion des articles : **titre Ier** : nationalisation de cinq sociétés industrielles : **article 9 précédemment réservé** : son amendement n° 124 (assimilation du mandat syndical à plein temps à une période d'activité pour la présentation des administrateurs salariés au nouveau conseil d'administration) retiré [19 octobre 1981] (p. 2155) ; son amendement n° 127 (droits et garanties des administrateurs salariés) (p. 2157) : retiré (p. 2158) ; **article 10** : son amendement n° 129 (avis du conseil d'administration sur les nominations aux fonctions de directeur général et aux

emplois de direction) retiré (p. 2174) ; son amendement n° 130 (délibérations du conseil d'administration après avis du comité d'entreprise) retiré ; **après l'article 10 :** son amendement n° 131 (application des dispositions des articles 7, 8, 9 et 10 de la présente loi aux filiales des cinq sociétés industrielles nationalisées) (p. 2175) retiré (p. 2176) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 21 précédemment réservé :** son amendement n° 143 (administrateurs salariés ; prise en compte du mandat syndical exercé à plein temps comme période d'activité) retiré [22 octobre 1981] (p. 2345) ; son amendement n° 141 (moyens des administrateurs salariés) retiré (p. 2346).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie ;

Education nationale. *Discussion générale :* équipements et constructions scolaires ; déficit de 100 000 places ; résultats catastrophiques de la politique d'austérité giscardienne appliquée à l'école ; difficultés d'assurer le développement de la préscolarisation ; faire de l'enseignement technique un secteur prioritaire dans le domaine de la construction ; intégration dans le secteur public des deux écoles privées de Joeuf appartenant aux de Wendel puis à Sacilor (problème visé à l'article 87) [10 novembre 1981] (p. 3460).

Examen des crédits : **article 87 :** intégration des écoles de Ravenne et de Genibois situées à Joeuf ; prise en charge des travaux de réfection par la société Sacilor (p. 4374).

Droits de la femme. *Discussion générale :* objectif prioritaire : développement de l'emploi et de la formation professionnelle ; développement de l'information ; mise en place des expériences pilotes et des actions de soutien dans le domaine de la culture ; emplois féminins et spécialement dans les petites et moyennes entreprises ; discriminations ; contraception ; interruption volontaire de grossesse ; divorce ; importance capitale des femmes dans les négociations pour la paix et le désarmement ; lutte menée par le parti communiste français pour préparer le changement [17 novembre 1981] (p. 3896) ; instauration d'un véritable contrôle des prix et d'un contrôle des changes efficaces ; nécessité de supprimer la T.V.A. sur les produits dits de première nécessité ; nécessité d'une fiscalité plus juste ; proposition de loi déposée par le groupe communiste relative au respect de l'égalité des sexes dans les manuels scolaires et dans les films publicitaires à la télévision ; proposition visant à la protection des femmes victimes de violences et de sévices de la part de leur mari ; proposition tendant à suspendre les mesures de saisies et d'expulsions ; proposition tendant à la création d'un fonds de pension alimentaire ; proposition portant le congé de maternité à six mois ; proposition tendant à l'extension et à la revalorisation des allocations familiales dès le premier enfant ; proposition fixant à cinquante-cinq ans pour les femmes le bénéfice de la retraite à taux plein ; proposition améliorant la législation de l'interruption volontaire de grossesse ; proposition tendant à développer l'éducation sexuelle ; nécessité d'une relance de l'économie et de la consommation populaire (p. 3897).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** précisions apportées par le Gouvernement sur les contrats de solidarité conclus avec les collectivités locales ; système contractuel de cessation anticipée d'activité pour les agents des collectivités locales [9 décembre 1981)] (p. 4554).

GORSE (Georges).

Député des Hauts-de-Seine,
(10e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à supprimer la redevance pour création de **locaux à usage industriel en région d'Ile-de-France (n° 55)** [8 juillet 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 18 :** son amendement n° 350 (détaxation de 1 000 litres de carburant pour les handicapés) [3 novembre 1981] (p. 3013) : rejeté (p. 3014).

GOSNAT (Georges).

Député du Val-de-Marne,
(3e circonscription)
Communiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981) (p. 35).

Rejet de la requête, décision du Conseil Constitutionnel [13 novembre 1981] (p. 2679).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre du comité de gestion du Fonds de soutien aux hydrocarbures [*J.O.* du 17 septembre 1981] (p. 2489).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 26 septembre 1981] (p. 2629).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J.O.* du 26 novembre 1981] (p. 3223).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner le problème des **aides publiques à la presse écrite (n° 560)** [19 novembre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : contre la question préalable opposée par M. Francis Geng ; similitude des arguments de l'opposition de 1945 et de 1981 ; succès des nationalisations de l'après-guerre [13 octobre 1981] (p. 1744) ; nationalisation et lutte contre la crise économique (p. 1745).

Discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 4 :** pouvoir des organes dirigeants des cinq sociétés industrielles nationalisables en matière de cession de filiales et succursales à l'étranger ; éviction des dirigeants actuels de ces sociétés [17 octobre 1981] (p. 1975) ; durée du mandat et attribution de l'administrateur général dans chacune des sociétés industrielles nationalisables (p. 1976) ; **article 7 :** délai fixé pour les deux périodes transitoires (p. 2031) ; **article 8 :** démocratisation du secteur public (p. 2037) ; **titre II :** nationalisation des banques : **article 13 :** danger de la reconstitution de groupes capitalistes, monopolistes privés [18 octobre 1981] (p. 2077) ; volonté de changement manifestée par les Français ; nationalisations des banques [19 octobre 1981] (p. 2136) ; **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 9** précédemment réservé : représentation des salariés au conseil d'administration ; future loi sur l'organisation du secteur public (p. 2153) ; administrateurs salariés : conditions de présentation ; exclusion d'anciens travailleurs de l'entreprise devenus dirigeants d'unions syndicales ; administrateurs salariés : conditions de présentation (p. 2155) ; soutient l'amendement n° 127 de Mme Colette

Goeuriot (droits et garanties des administrateurs salariés) (p. 2157) ; **titre II** : nationalisation des banques ; **article 20 précédemment réservé** : retrait de l'amendement n° 136 de M. Asensi [22 octobre 1981] (p. 2334) ; son amendement n° 137 (5 représentants de l'Etat au conseil d'administration) : retiré au profit de l'amendement n° 68 de la commission ; son amendement n° 138 (5 représentants des salariés au conseil d'administration) : satisfait par l'adoption de l'amendement n° 69 de la commission (p. 2335) ; son amendement n° 139 (5 administrateurs choisis à raison de leurs compétences) : satisfait par l'adoption de l'amendement n° 70 de la commission ; son amendement n° 140 (représentation des usagers, consommateurs et confédérations syndicales les plus représentatives au plan national) : retiré (p. 2336) ; **article 21 précédemment réservé** : retrait d'amendements du parti communiste ; obstruction de l'opposition (p. 2345) ; **article 26 précédemment réservé** : indécence des propos de l'opposition sur les droits des travailleurs (p. 2375) ; nationalisations de la Libération (p. 2376) ; **titre III** : nationalisation de deux compagnies financières ; **article 35** : dépôt le plus rapidement possible du projet de loi sur l'organisation et la démocratisation du secteur public ; manœuvres de diversion de l'opposition avec la reprise par M. Jacques Toubon de l'amendement n° 152 de M. Asensi [24 octobre 1981] (p. 2508) ; **titre IV** : dispositions diverses ; **après l'article 50** : liberté de la presse ; Hersant [26 octobre 1981] (p. 2579) ; moyens nécessaires à la presse d'opinion (p. 2580).

Deuxième lecture, discussion générale : responsabilité du grand capital dans la crise ; développement de la démocratie à l'intérieur de chaque entreprise [1er décembre 1981] (p. 4291) ; tactique de retardement des nationalisations adoptée par l'opposition ; chantage d'une remise en cause de la loi par le Conseil Constitutionnel ; banques étrangères (p. 4292).

Troisième lecture, discussion générale : programme de développement économique et de développement social ; vote favorable du groupe communiste [18 décembre 1981] (p. 5173).

— **Fait personnel** : sa mise en cause par M. Gilbert Gantier [21 octobre 1981] (p. 2287).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 4** : son amendement n° 292 (tendant à substituer au pourcentage de 25 p. 100 le pourcentage de 50 p. 100 pour inclure les actions de sociétés dans les biens professionnels) ; rejeté [29 octobre 1981] (p. 2781) ; **article 11** : son amendement n° 299 (institution d'une tranche à 65 p. 100 de l'impôt sur le revenu ; décôte en faveur des bas revenus) ; retiré [31 octobre 1981] (p. 2874) ; **après l'article 11** : son amendement n° 306 (abaissement à 25 p. 100 du bénéfice de l'avoir fiscal (p. 2904) retiré ; son amendement n° 304 (étalement du paiement de l'impôt sur le revenu pour le conjoint du défunt dans la limite supérieure de la sixième tranche du barème) (p. 2905) ; rejeté (p. 2906) ; **après l'article 15** : rapport Schwartz ; provisions constituées par les sociétés de raffinage [3 novembre 1981] (p. 2989) ; racket des monopoles étrangers ; utilisation des chocs pétroliers par l'ancienne majorité ; situation des sociétés pétrolières ; campagne menée par les trusts pétroliers ; compagnie française de raffinage ; véracité des prix de transferts ; proposition du groupe communiste ; compromis proposé par la commission (p. 2990) ; accumulation de bénéfices par les « majors » (p. 2991) ; absence de véritable approche de la fiscalité pétrolière de la part du Gouvernement (p. 2992) ; **avant l'article 18** : son amendement n° 316 (prélèvement de 10 p. 100 sur le montant des provisions pour fluctuation des cours constituées par les sociétés de raffinage) (p. 3001) ; prix de transfert faussés, non-respect par le groupe socialiste du compromis intervenu en commission des finances ; retrait de l'amendement n° 316 (p. 3002).

Deuxième partie :

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale :* presse écrite ; presse quotidienne et presse périodique ; monopole ; liberté de la presse ; syndicat du livre ; industrie graphique ; droit à l'information [16 novembre 1981] (p. 3824) ; T.V.A. sur la presse ; aides à la presse ; agence France-Presse (p. 3825) ; **article 68** : son amendement n° 29 (tendant à ce que la déduction des revenus imposables de 5 000 francs par foyer fiscal plus 500 francs pour chacun des deux premiers enfants à charge prévue par la loi Monory soit réduite à 2 500 francs par foyer fiscal augmentée de 250 francs pour chacun des deux premiers enfants à charge) [19 novembre 1981] (p. 4061) ; amendement n° 29 retiré (p. 4062).

GOULET (Daniel)

Député de l'Orne,
(1re circonscription)
R. P. R.

Secrétaire de l'Assemblée nationale

Elu le 21 juin 1981.

L'assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [J.O. du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [J.O. du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi portant statut des **agents de maîtrise (n° 418)** [1er octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 463 (tendant à exclure de l'assiette de l'impôt sur la fortune les biens fonds agricoles directement exploités ou loués par bail écrit dans le cadre du statut du fermage, appartenant aux personnes visées à l'article 2 du projet de loi ainsi qu'à leurs conjoints et à leurs enfants âgés de moins de dix-huit ans) ; statut du fermage ; S. A. F. E. R. [29 octobre 1981] (p. 2768) ; amendement n° 463 rejeté (p. 2770) ; **article 5** : son amendement n° 449 (tendant à prévoir que les biens ou droits grevés d'un usufruit sont compris dans le patrimoine de l'usufruitier à condition que les revenus de ces biens ou droits aient été effectivement perçus) [30 octobre 1981] (p. 2806) rejeté ; **article 6** : son amendement n° 450 (réévaluation annuelle, calculée sur la base de la variation de l'indice des prix, des tranches de l'impôt sur la fortune) rejeté (p. 2822) ; **article 8** : son amendement n° 451 (report de six mois du délai de souscription de la déclaration et de paiement de l'impôt en cas de décès du redevable) : rejeté (p. 2840) ; **article 9** : son amendement n° 452 (acquittement de l'impôt au comptant, en espèces, par chèque, virement en valeur d'Etat et en créances sur l'Etat) : rejeté (p. 2848) ; **article 11** : son amendement n° 453 (extension de la déduction prévue pour les personnes âgées et les invalides au profit des commerçants exerçant leurs activités dans les communes de moins de 500 habitants et relèvement à due concurrence du montant de la taxe sur la carte spéciale délivrée aux étrangers exerçant une profession agricole) : rejeté [31 octobre 1981] (p. 2889) ; **article 13** : son amendement n° 454 (taux de déduction forfaitaire de 15 p. 100 pour les revenus fonciers) : rejeté [2 novembre 1981] (p. 2936) ; **article 24** : disparition d'appareils à faible recette situés dans les communes rurales ; chômage de techniciens chargés de l'entretien des machines ; fermeture des usines françaises d'appareils automatiques ; pénalisation des établissements les plus modestes ; retrait d'un amendement socialiste [4 novembre 1981] (p. 3056) ; son amendement n° 455 (taxation des appareils automatiques sur la valeur ajoutée) ; sixième directive des communautés européennes (p. 3059) ; rejet de l'amendement n° 455 (p. 3060) ; **article 26** : son sous-amendement n° 559 à l'amendement n° 534 de M. Adrien Zeller (exonération des messages publicitaires passés pour le compte d'œuvres reconnues d'utilité publique à l'occasion de grandes campagnes nationales) (p. 3098) : retiré (p. 3100) ; **article 29** : inadaptation des qualifications professionnelles aux besoins ; mauvaise orientation à l'issue du système éducatif ; report des dispositions financières de la loi du 12 juillet 1980 relative aux formations professionnelles alternées ; enseignement agricole privé ; formation dispensée par les chambres de métiers (p. 3115) ; refus du monopole

d'Etat sur l'éducation et la formation (p. 3116) ; **article 31 :** son amendement n° 456 (suppression de l'article) : adopté (p. 3125) ; **article 33 :** évolutions divergentes du revenu agricole et des cotisations sociales des exploitants (p. 3127) ; difficultés supplémentaires pour les petites et moyennes exploitations entraînées par la majoration de 21 p. 100 des cotisations au B. A. P. S. A. ; diminution du nombre des exploitants ; principe d'une parité d'effort contributif dans les différents régimes de protection sociale (p. 3128).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* situation des producteurs de lait de Basse-Normandie et de Bretagne [6 novembre 1981] (p. 3293) ; crédits affectés à l'assainissement et à l'hydraulique dans l'Orne (p. 3297).

Relations extérieures. — Affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* Proche-Orient ; assassinat de Louis Delamarre ; espoir sans cesse déçu des peuples libanais et palestinien de recouvrer leur souveraineté ; nécessité pour la France de prendre ou soutenir l'initiative d'un règlement de paix global durable [19 novembre 1981] (p. 3988) ; impossibilité de tenir un double discours en critiquant sévèrement la politique américaine au Proche-Orient et en envisageant de cautionner concrètement la paix israélo-égyptienne ; nécessité pour le peuple palestinien de regagner sa patrie et pour le peuple libanais de recouvrer totalement sa souveraineté ; conséquences de la participation de la France à la force du Sinaï ; accords de Camp David ; plan Fahd ; nécessité pour la France et pour l'Europe de porter devant les Nations Unies l'initiative saoudienne (p. 3989) ; le développement économique par un allégement des charges pesant sur les entreprises et les mesures propres à inciter l'épargne, l'égalité des différentes catégories sociales par une meilleure connaissance des revenus et une répartition aux charges publiques plus juste, la promotion de la famille et la lutte résolue contre la fraude fiscale (p. 4770) : amendement n° 88 rejeté (p. 4771) ; son amendement n° 90 (suppression de la référence aux contrats passés entre l'Etat et les entreprises du secteur public élargi fixant les grandes orientations économiques qui s'imposeront au secteur nationalisé) ; logique dirigiste du plan ; amendement n° 90 rejeté (p. 4784) ; son amendement n° 91 (concours de l'Etat aux collectivités locales par le maintien des structures administratives) (p. 4786) : adopté (p. 4787) ; son amendement n° 92 (suppression de la possibilité d'aide des collectivités locales aux entreprises en difficultés dans certaines conditions) : retiré (p. 4788) ; son amendement n° 93 (définition au sein d'un plan régional des interventions des collectivités territoriales dans le domaine agricole) (p. 4788) ; définition d'un schéma à moyen terme concernant l'agriculture régionale ; amendement n° 93 modifié adopté (p. 4789) ; son amendement n° 96 (modernisation des lignes ferroviaires en Basse-Normandie : Paris—Cherbourg et Paris—Granville, et aménagement des grands axes routiers, notamment l'axe Calais—Alençon—Bayonne et Paris——Caen—Cherbourg ; renforcement des moyens de la formation professionnelle et mesures spécifiques destinées aux régions d'élevage, aux industries agricoles et alimentaires et à la filière bois) ; consultation des sociétés régionales (p. 4792) ; énergie nucléaire en Basse-Normandie ; poursuite de l'usine de La Hague et de Flamanville ; industrie sidérurgique ; amendement n° 96 rejeté (p. 4793) ; son amendement n° 108 (effort de redressement de l'ensemble de la filière bois) (p. 4795) : adopté (p. 4796) ; son amendement n° 110 (identité de l'évolution des revenus agricoles et de l'évolution des revenus des autres catégories sociales) ; conférence agricole annuelle et déception des agriculteurs devant les mesures gouvernementales (p. 4800) ; amendement n° 110 rejeté au scrutin public ; son amendement n° 111 (suppression de la référence à un petit nombre d'exploitations agricoles privilégiées pour l'attribution de l'aide publique) (p. 4801) ; rejeté (p. 4802) ; son amendement n° 112 (extension progressive à l'agriculture de certains principes fiscaux d'application générale) : rejeté ; introduction de la notion de progressivité dans l'adaptation à l'agriculture des règles comptables et fiscales de droit commun : son amendement n° 44 (réforme de l'assiette des cotisations sociales dans l'agriculture) : adopté ; son amendement n° 113 (souci de ménager les nécessaires transitions et de ne pas brusquer les méthodes de gestion des exploitants âgés pour la connaissance du revenu individuel réel des agriculteurs) : retiré (p. 4803) ; son amendement n° 114 (exclusion de toute notion de quantum dans la politique agricole de la France) : rejeté (p. 4804) ; son amendement n° 115 (gestion paritaire des offices du vin, des fruits et des légumes par les producteurs et les distributeurs) : rejeté (p. 4804) ; son amendement n° 116 (réforme des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) ; politique foncière ; amendement n° 116 rejeté (p. 4805) ; son amendement n° 117 (définition par le Gouvernement des mesures d'encouragement à l'épargne visant à orienter celle-ci vers la participation aux groupements agricoles) ; importance de la charge du foncier dans le domaine agricole ; amendement n° 117 rejeté (p. 4806) ; amendement n° 118 (limitation des changements d'affectation de la terre agricole) ; politique de répartition autoritaire des terres ; amendement n° 118 rejeté (p. 4807) ; son amendement n° 119 (modification de la loi de 1973 afin d'élargir le statut d'associé d'exploitation et de reconnaître dans le statut de l'agriculteur ou de l'agricultrice la qualité et les prérogatives de chefs d'entreprise) : rejeté ; son amendement n° 120 (développement de l'enseignement agricole public et privé) (p. 4808) : rejeté ; son amendement n° 121 (application de la politique foncière pour les jeunes agriculteurs et amélioration des conditions de vie des personnes âgées) : rejeté ; son amendement n° 122 (mesures générales visant à améliorer les conditions de vie des personnes âgées) : retiré ; son amendement n° 123 (référence dans le plan intérimaire à la loi d'orientation agricole) (p. 4809) : rejeté (p. 4810) ; son amendement n° 124 (importance du secteur de la distribution dans la reconquête du marché intérieur) ; harmonisation des aides et simplification des procédures, notamment de création d'entreprise ; réforme législative favorisant la constitution de sociétés anonymes et à responsabilité limitée ; définition plus sélective de la notion de sous-traitance ; coopération inter-entreprises ; autorisation de l'inscription simultanée au registre des métiers et au registre de commerce ; extension de l'adhésion aux centres de gestion agréées ; alignement des régimes des cessions de fonds de commerce sur celui des parts sociales ; accroissement des garanties accordées aux commerçants et artisans face à l'administration fiscale ; aide à la constitution ou à la reconstitution des fonds propres, au développement du cautionnement mutuel et au dégonflement du crédit interentreprises ; baisse du taux d'intérêt et suppression de l'encadrement du crédit ; accession aux prêts consentis par la caisse des petites et moyennes entreprises ; stabilisation des charges sociales ; réexamen du problème des seuils au-delà de dix salariés ; poursuite des études sur les différents systèmes de distribution ; prise en compte des problèmes spécifiques aux différents types de commerce ; promotion d'un flux important d'investissements (p. 4810) ; amendement n° 124 rejeté (p. 4811) ; son amendement n° 125 (politique de la famille) ; loi d'orientation sur la politique familiale ; définition des moyens propres à augmenter les ressources des familles et à affermir le rôle des mères de famille ; revalorisation des allocations familiales (p. 4813) ; amendement n° 125 rejeté (p. 4814) ; son amendement n° 127 (politique médicale ; principe du libre choix du médecin, de l'hôpital, de la clinique et des méthodes thérapeutiques) ; poursuite de l'adaptation du secteur hospitalier ; amélioration des structures pharmaceutiques (p. 4814) ; rappel de la liberté médicale ; réforme en profondeur de la gestion des hôpitaux, amendement n° 127 adopté (p. 4815) ; son amendement n° 128 (progressivité dans la connaissance des revenus des agriculteurs et évolution des revenus agricoles conforme à l'évolution moyenne des autres catégories socio-professionnelles) : retiré ; son amendement n° 129 (harmonisation de l'ensemble des régimes de protection sociale au profit des agriculteurs, des commerçants et des artisans) (p. 4817) : retiré (p. 4818) ; son amendement n° 143 (développement du potentiel de défense militaire et des productions civiles) ; réforme du service national ; application de la loi de programmation militaire ; cohérence entre l'effort militaire et l'effort de défense civile ; amendement n° 143 rejeté (p. 4821) ; son amendement n° 142 (croissance des crédits affectés au ministère de la culture afin de développer le bénévolat au service de la vie associative) : rejeté ; son amendement n° 141 (suppression de la critique de la politique culturelle conduite par les précédents gouvernements) : hommage à l'action exceptionnelle d'André Malraux ; amendement n° 141 rejeté ; son amendement n° 140 (politique culturelle) ; pluralisme visant à l'expression de toutes les valeurs et à la préservation du patrimoine dans sa diversité ; rejet de la formule des valeurs les plus hautes en matière culturelle (p. 4824) ; amendement n° 140 adopté ; son amendement n° 139 (suppression de la mention d'une orientation injuste de l'action culturelle par les gouvernements précédents : retiré (p. 4825).

GOURMELON (Joseph)

Député du Finistère
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur pour avis du projet d'orientation autorisant le Gouvernement par application de l'article 38 de la Constitution à prendre des mesures d'ordre social (n° 577) [3 décembre 1981] (p. 4405).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° **39** : posée le 6 octobre 1981 : **Assurance vieillesse : régime général (calcul des pensions)** (p. 1549) ; appelée le 9 octobre 1981 : **retraite à cinquante ans pour les ouvriers du ministère de la défense** : (p. 1655, 1656).

— n° **102** : **affaires culturelles (établissements d'animation culturelle) : Finistère** : posée le 8 décembre 1981 (p. 4537) ; appelée le 18 décembre 1981 : **Palais des arts et de la culture de Brest** (p. 5153).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* construction de porte-avions ; absence de consultation de l'Assemblée préalablement aux décisions du conseil de défense ; régime indemnitaire des sous-mariniers nucléaires ; réduction du temps de travail des personnels civils : décalage entre le discours gouvernemental et la réalité budgétaire [14 novembre 1981] (p. 3684) ; sous-traitance ; nervosité et impatience des personnels des arsenaux (p. 3685).

Discussion des articles : **article 44 :** affectation des crédits des tribunaux permanents des forces armées à la majoration des rentes des veuves de militaires ne bénéficiant pas de pensions de retraite (p. 3693).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion générale : rapporteur pour avis : application des mesures de préretraite aux établissements et arsenaux de l'Etat ; cumuls emploi-retraite ; intérêt pour la défense du principe des carrières militaires courtes ; réglementation du cumul d'un emploi et d'une retraite à partir de soixante ans [8 décembre 1981] (p. 4499) ; avis favorable de la commission de la défense nationale et des forces armées (p. 4500).

GOUX (Christian)

Député du Var
(4e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Président de cette commission [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 28 juillet 1981] (p. 2079).

Président de cette commission [*J.O.* du 29 juillet 1981] (p. 2087).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 26 novembre 1981] (p. 3223).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3425).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3425).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3465).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3466).

Membre titulaire de la commision mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [*J. O.* du 22 décembre 1981] (p. 3482).

Président de cette commision [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

Président de cette commission [*J. O.* du 23 décembre 1981] p. 3495).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 [*J. O.* du 24 décembre 1981] (p. 3506).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 24 décembre 1981] (p. 3506).

QUESTIONS

au Gouvernement : opérations spéculatives sur Paribas : offre publique d'échange lancée par la société Pargesa sur Paribas-Suisse ; cession organisée au profit de milieux financiers étrangers [21 octobre 1981] (p. 2263).

DEPOTS

Dépôt du rapport de la Cour des comptes.

Relation étroites unissant la Cour des comptes au Parlement et particulièrement à la commission des finances ; développement des moyens de la Cour des comptes [8 juillet 1981] (p. 60 et 61).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres III et IV) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **article 45 :** justifie l'exception d'irrecevabilité opposée au sous-amendement n° 174 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 128 de la commission [9 septembre 1981] (p. 849).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : engagement de M. François Mitterrand ; absence d'effet dissuasif ; vengeance ; caractère irréversible ; retard sur l'Europe occidentale [17 septembre 1981] (p. 1169) ; refus de la fatalité d'un homme pervers (p. 1170).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384),**

Première lecture, discussion générale : nationalisation à 100 p. 100 et indemnisation sous la forme d'obligations pour garantir l'irréversibilité de l'extension du secteur public ; charge d'intérêt des obligations remises en indem-

nité, supportée par le compte d'exploitation des entreprises nationales ; modalités de calcul de l'indemnisation [14 octobre 1981] (p. 1811) ; indemnisation favorable aux actionnaires ; charge de l'indemnisation équivalente globalement aux subventions accordées à la sidérurgie depuis cinq ans et annuellement à 5 milliards de francs sur quinze ans (p. 1812).

Discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 6 :** période de référence de la capitalisation boursière ; situation nette ; bénéfice net [17 octobre 1981] (p. 2010) ; période de référence pour la détermination de la capitalisation boursière (p. 2021) ; méthode d'ajustement des cours (p. 2022) ; coefficient multiplicateur du bénéfice net (p. 2023) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27 :** conglomérats ; instruments d'une mauvaise concentration industrielle et commerciale ; recherche du profit à court terme ; spéculation foncière [20 octobre 1981] (p. 2239) ; attitude à l'égard du tiers monde (p. 2240) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 15 précédemment réservé :** déclaration de M. François d'Aubert sur les questions au Gouvernement posées par le groupe socialiste [21 octobre 1981] (p. 2280).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Jean-Claude Gaudin.

Changement fondamental dans le champ économique et social [12 octobre 1981] (p. 1685) ; France, quatrième puissance mondiale, partenaire essentiel des échanges commerciaux et des relations politiques des autres grandes nations ; critique de la logique économique antérieure : recherche d'une sortie de la crise par un sous-emploi des hommes et des machines, lutte contre la hausse des prix par la lutte contre la hausse des salaires, action industrielle limitée au secteur que la logique de la division internationale du travail laisse à la France, politique monétaire sans action structurelle sur les déterminants de la valeur de la monnaie ; contexte international perturbé ; chocs pétroliers ; turbulences commerciales et monétaires ; pénétration des importations sur le marché intérieur des produits industriels ; ralentissement de l'activité ; développement du chômage ; chute du taux d'utilisation des machines ; analyse erronée de l'inflation faite par les gouvernements précédents ; partage de la valeur ajoutée ; réduction des effectifs ; accroissement des cotisations sociales ; baisse des salaires réels et du pouvoir d'achat (p. 1686) ; déclin des secteurs à forte composante de main-d'œuvre face à la concurrence des nouveaux pays industriels ; désinvestissement dans les secteurs intermédiaires ; secteurs ayant bénéficié de l'aide de l'Etat ; freinage des activités en France sur la base du seul critère de coût moins élevé à l'étranger ; logique marginaliste ; politique monétaire ; maîtrise des coûts de production ; extension et généralisation de la liberté des prix ; réduction des marges industrielles à l'exportation et accroissement des prix en France ; ampleur des écarts d'inflation avec l'extérieur ; arrêt de la croissance économique ; recul des investissements ; multiplication des suppressions d'emplois ; organisation du recul du pouvoir d'achat de certaines catégories sociales ; stagnation de la consommation ; déficit commercial ; projection du VIIIe Plan ; attente passive d'une relance extérieure ; déficit de la sécurité sociale de l'U. N. E. D. I. C. et du budget de l'Etat ; priorité accordée par le nouveau Gouvernement à la lutte contre le chômage et à la relance de l'économie ; collectif budgétaire ; projet de loi de finances pour 1982 ; politique de relance ; revalorisation du S. M. I. C., des prestations familiales et des prestations vieillesse ; modifications des perspectives de rentabilité des investissements ; restructurations nécessaires ; modification de l'offre nationale ; conditions de la compétitivité (p. 1687) ; accroissement des crédits en faveur de la recherche et de la transformation des structures industrielles ; reconquête du marché intérieur ; relance de la consommation des ménages ; développement des capacités de production de l'appareil industriel ; impôt-chômage ; déficits inflationnistes enregistrés et accumulés depuis 1974 ; découvert visant à financer de véritables actions de politique industrielle ; nécessité de relancer la croissance pour limiter l'inflation ; croissance du budget pour 1982 en valeur du produit intérieur brut ; croissance en volume et croissance des prix ; contrôle des prix ; gains de productivité ; nouvelles normes sociales ; prise en compte des équilibres macro-économiques pour le choix des investissements ; efforts de recherche ; nationalisation, obstacle à l'internationalisation (p. 1688) ; nationalisation du secteur bancaire ; qualité des produits des entreprises nationales ; alternance en économie (p. 1689).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, discussion générale : politique de sortie de la crise par le haut ; recherche d'une meilleure utilisation des capacités de production ; souci d'employer la plus grande partie possible de la population active ; gains de productivité ; points de passage obligés du développement d'une économie compétitive ; maîtrise des prix et de la monnaie [27 octobre 1981] (p. 2616) ; nationalisations ; budget de relance ; augmentation des dépenses directement affectées à la création d'emplois ; pourcentage de hausse globale des dépenses ; priorité donnée à l'investissement public, à la recherche et aux aides à l'industrie ; priorité aux secteurs d'innovation et au logement ; interventions économiques dans les domaines agricole, du commerce et de la pêche ; contrôle de l'inflation par un gain de productivité ; investissements de capacité ; désinflation progressive ; vigilance sur les prix des produits alimentaires et des services ; politique industrielle ; redressement financier des entreprises ; stagnation de l'impôt sur les sociétés ; modalités de l'impôt sur la fortune ; large exonération de l'outil de travail ; taxation des frais généraux et taxation accrue des banques ; reprise de l'embauche sans effet inflationniste ; niveau du déficit budgétaire inférieur à celui des autres pays (p. 2617) ; capacité de financement des ménages ; besoins de financement des entreprises ; augmentation du déficit intérieur en 1982 sans dégradation vis-à-vis de l'extérieur ; absence de risque constitué par un déficit budgétaire pour un grand pays industriel mais nécessité que le déficit crée les conditions de sa propre résorption (p. 2618).

Première partie :

Discussion des articles : **article 4 :** débat parlementaire ; hommage au rapporteur général du budget et au rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation [30 octobre 1981] (p. 2795) ; **article 14 :** caractère permanent de la taxe sur les frais généraux ; s'oppose à l'exonération des P. M. E. nouvellement créées [2 novembre 1981] (p. 2953) ; **avant l'article 18 :** provisions pour fluctuation des cours [3 novembre 1981] (p. 3001) ; financement des stocks imposés par la législation ; difficultés du secteur du raffinage ; problème de l'existence de prix de cession internes entre sociétés mères et filiales (p. 3002).

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale,* rapporteur suppléant : modification des structures budgétaires ; départementalisation [5 novembre 1981] (p. 3190) ; F. I. D. O. M. ; fragilité des économies dépendantes ; chômage atteignant 30 p. 100 ; problèmes de société des D. O. M.-T. O. M. ; déchirement du tissu social de Nouvelle-Calédonie ; flux migratoire (p. 3191) ; recherche de la parité entre l'outre-mer et la métropole (p. 3192).

Transports. — *Discussion générale :* situation internationale du transport aérien ; déréglementation américaine ; guerre des tarifs [7 novembre 1981] (p. 3333).

Economie et finances. — II : Services économiques et financiers. Comptes spéciaux du Trésor. Budget annexe des monnaies et médailles. — *Examen des crédits :* **état B, titre III :** son opposition à l'amendement de M. Michel Noir tendant à la réduction des crédits [16 novembre 1981] (p. 3775).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme, *discussion des articles :* **état B. titre III :** demande à M. Jean de Préaumont de retirer son amendement n° 127 [19 novembre 1981] (p. 4053) ; **article 66 :** demande la réserve de l'article 66 jusqu'après l'article 80 [19 novembre 1981] (p. 4059).

Seconde délibération : **article 40 et état A :** volonté du Gouvernement et de la majorité de transformer les structures économiques et sociales du pays [20 novembre 1981] (p. 4121) ; prise en compte à travers les recettes de la réalité économique et sociale du pays ; participation de chaque citoyen en fonction de sa faculté contributive ; impôt sur la fortune ; modifications apportées à l'impôt sur le revenu ; création d'un « impôt U. N. E. D. I. C. » ; meilleure connaissance des patrimoines ; justice fiscale ; impôt sur les sociétés ; volonté du Gouvernement de relancer l'économie à travers les dépenses ; nationalisation des groupes industriels, bancaires ou financiers ; délai de mise en œuvre des dépenses budgétaires ; incompréhensions mutuelles entre la majorité et l'opposition ; rapports entre morale et fiscalité (p. 4122) ; déroulement du débat ; durée des temps de parole (p. 4123).

Deuxième lecture, déroulement des débats budgétaires [17 décembre 1981] (p. 5098).

Troisième lecture, discussion générale : constitution de sociétés d'usufruit par des redevables de l'impôt sur la fortune [19 décembre 1981] (p. 5235).

— **Son rappel au règlement :** mise en cause du président de l'Assemblée nationale [4 novembre 1981] (p. 3090).

— **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).**

Première partie, discussion des articles : **titre I : article 1er :** demande à Mme Lydie Dupuy et à M. Paul Pernin de retirer leurs amendements n°s 21 et 18 (rédactionnels) [2 décembre 1981] (p. 4367).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561).**

Première lecture, discussion générale : caractère « non technique » de la reprise économique [7 décembre 1981] (p. 4441).

Discussion des articles : **après l'article 23 :** transparence des interventions financières de l'Etat en faveur des entreprises industrielles (p. 4483) ; mission de contrôle permanent de la commission des finances (p. 4484).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur général suppléant : demande le retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture [23 décembre 1981] (p. 5418).

— **Sur le rappel au règlement** de M. Emmanuel Aubert : application justifiée de l'article 40 de la Constitution dans la procédure de l'article 38 de la Constitution [9 décembre 1981] (p. 4568).

— **Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).**

Première lecture, discussion générale : exigence d'un retour à la planification en période de forts aléas conjoncturels ; caractéristiques de l'économie mondiale ; stagnation de la production ; fluctuations conjoncturelles ; choix entre plan et marché ; exemple de la planification du Japon ; faiblesse des résultats obtenus par les pays ayant accordé une priorité absolue aux mécanismes du marché ; nécessité pour le plan de s'imposer au marché ; rôle de la planification [11 décembre 1981] (p. 4686) ; utilité du marché pour apprécier certains besoins individuels ; stratégie industrielle du plan ; traduction dans les plans précédents de l'alignement sur les normes de production de l'étranger ; changement de stratégie industrielle : maîtrise de l'amont des filières productives ; remise à niveau de l'industrie française des moyens de production ; capacité de l'intervention publique à restaurer la dynamique des secteurs industriels ; nationalisation des principaux groupes industriels (p. 4687).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).**

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur général suppléant : propose à l'Assemblée nationale le vote du texte adopté en deuxième lecture [23 décembre 1981] (p. 5427).

GOUZE (Hubert)

Député de Tarn-et-Garonne
(1re *circonscription*)
Socialiste.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATION

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

GOUZES (Gérard)

Député de Lot-et-Garonne
(2e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter l'article 363 du code civil relatif à l'adoption (n° 124) [30 juillet 1981] (p. 590).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, complétant les dispositions transitoires en matière civile de la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à dix-huit ans l'âge de la majorité (n° 136) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François Grussenmeyer et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 700 du code de procédure civile relatif aux frais de justice (n° 366) [5 novembre 1981] (p. 3220).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Francisque Perrut tendant à l'instauration d'une amende pénale en cas de non-paiement des pensions alimentaires (n° 420) [5 novembre 1981] (p. 3220).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **inondations en Aquitaine et dans le Midi-Pyrénées :** ferme condamnation de la situation en Pologne par le groupe socialiste [16 décembre 1981] (p. 4995) ; inondations dans le Sud-Ouest de la France ; Plan Orsec ; mesures financières envisagées pour porter secours à ces départements sinistrés (p. 4996) ;

INTERVENTIONS

— **Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Jean-Claude Gaudin**

Absentéisme de l'opposition [12 octobre 1981] (p. 1698).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* sa satisfaction devant les orientations nouvelles de la politique [12 novembre 1981] (p. 3587) ; suppression de la peine de mort et de la cour de sûreté de l'Etat ; vote d'une large loi d'amnistie ; réforme des tribunaux militaires, du code pénal et de la loi « Sécurité et liberté » ; suppression de la loi « anti-casseurs » ; création d'emploi ; volonté d'inscrire ce budget dans le cadre de la lutte contre le chômage ; amélioration de l'accès à la justice ; plafond de l'accession à l'aide judiciaire ; intérêt marqué de la prévention ; la réinsertion sociale et l'éducation surveillée ; amélioration de la formation professionnelle des détenus ; moyens des comités de probation et des associations post-pénales ; augmentation des crédits en faveur des victimes de violence, la construction et la modernisation de services pénitentiaires ; construction du tribunal de grande instance de Bobigny ; lenteur de la justice et encombrement des tribunaux ; exemple de la cour de Lyon ; insuffisance de création de postes de magistrats ; propositions de M. Jean Foyer en vue de décharger les magistrats ; « déjudiciarisation » (p. 3588, 3589, 3590).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture :

Discussion générale : vigilance de la gauche à l'égard de l'abus de la procédure des lois d'habilitation ; bon usage de l'article 38 de la Constitution fait par l'actuel Gouvernement [8 décembre 1981] (p. 4518).

GREZARD (Léo)

Député de l'Yonne,
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Travail. *Discussion générale :* santé des travailleurs ; indépendance des médecins du travail ; tiers-temps en atelier ; recherche en pathologie professionnelle ; aménagement de postes pour les handicapés [13 novembre 1981] (p. 3636) ; coût humain, social et financier des accidents du travail et des maladies professionnelles (p. 3637).

GRUSSENMEYER (François)

Député du Bas-Rhin
(7e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Représentant suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Debré tendant à l'interdiction de l'exportation du patrimoine immobilier français (n° 62) [17 juillet 1981] (p. 237).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Cointat relative aux boissons uvales (n° 173) [30 juillet 1981] (p. 590).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la distillation, en franchise de droits, d'une partie de la production des **récoltants-producteurs d'eau-de-vie naturelle (n° 39)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 700 du code de procédure civile relatif aux **frais de justice (n° 366)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à l'institution d'une **taxe communale sur les chiens (n° 368)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 71-588 du 16 juillet 1971 sur les **fusions et regroupements de communes** afin de prolonger le délai d'octroi des majorations de subventions de l'Etat accordées aux communes fusionnées **(n° 500)** [6 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **régime de sécurité sociale d'Alsace et de Moselle :** travailleurs frontaliers alsaciens et mosellans ; application du règlement de conseil des ministres des affaires sociales de la Communauté économique européenne [14 octobre 1981] (p. 1782).

orales sans débat :

— **(n° 44)** posée le 8 octobre 1981 : sécurité sociale **(travailleurs frontaliers)** (p. 1647).

— **(n° 55) posée le 18 octobre 1981 : impôts et taxes (politique fiscale : Alsace)** (p. 2104), appelée le 27 novembre 1981 : **statut fiscal des travailleurs frontaliers alsaciens :** convention fiscale franco-allemande ; nouvelle définition de la zone frontalière (p. 4252) ; augmentation du nombre de travailleurs frontaliers (p. 4253).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale : manque de préparation et de cohésion du texte ; chambre régionale des comptes ; personnel communal : statut, qualification, rémunération, formation [27 juillet 1981] (p. 384) ; maintien du concordat en Alsace ; position du syndicat national des instituteurs ; nécessité d'un statut spécial dans les départements d'Alsace et de Moselle en ce qui concerne les lois locales, le culte et les écoles (p. 385).

Titres III et IV.

Première lecture, discussion des articles : **art. 45 :** son amendement n° 106 (compétences du conseil régional ; collaboration de la région avec des collectivités régionales de pays frontaliers) : rejeté [9 septembre 1981] (p. 349) ; **art. 51 :** son amendement n° 107 devient sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 89 du Gouvernement, [10 septembre 1981] (p. 936).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : protection de l'individu ; peine de substitution [18 septembre 1981] (p. 1201).

— **Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Jean-Claude Gaudin.** Tableau économique et social de la France ; dévaluation ; chute de la confiance auprès de nos partenaires du Marché commun ; nationalisations ; situation de l'Alsace ; détérioration de l'emploi ; augmentation du nombre des travailleurs frontaliers ; nécessité d'amplifier l'effort d'industrialisation des zones frontalières ; relance du bâtiment ; nécessité du retour des taux d'intérêt à un niveau raisonnable ; mesures fiscales d'incitation à bâtir ; développement du secteur agro-alimentaire et des industries exportatrices ; rôle spécifique de l'Alsace, façade rhénane de la France ; épargne locale [12 octobre 1981] (p. 1694).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, discussion générale : politique de l'épargne ; fléchissement de l'épargne ; restriction de la capacité d'épargne dans le contrôle étatique du système bancaire ; nécessité d'une meilleure rémunération de la petite épargne et d'une rémunération progressive pour les sommes bloquées selon la durée du dépôt ; nécessité de privilégier l'épargne locale ; situation du secteur des bâtiments et des travaux publics ; absence de relance effective ; nécessité de majorer les prêts pour l'accession à la propriété ; problèmes des exportations agro-alimentaires ; nécessité de la reprise de l'industrialisation et de l'adaptation à la concurrence internationale ; vocation exportatrice et européenne de l'Alsace ; place de la France dans le Marché commun [27 octobre 1981] (p. 2631).

Première partie :

Discussion des articles : **article 3 :** défend l'amendement n° 85 de M. André Durr [29 octobre 1981] (p. 2743) ; **article 11 :** son amendement n° 180 (augmentation de la limite de déduction fiscale attachée au salaire du conjoint participant effectivement à l'exercice de la profession et institu-

tion d'une taxe spéciale sur les huiles végétales) : rejeté [31 octobre 1981] (p. 2891) ; **après l'article 13 :** soutient l'amendement n° 182 de M. André Durr : régime fiscal des gérants de S. A. R. L. [2 novembre 1981] (p. 2940) ; raisons de la préférence pour le statut de sociétés anonymes (p. 2941) ; **article 15 :** répercussion sur le coût de l'argent ; absence de mesure de revitalisation de l'épargne dans le budget ; épargne populaire ; intérêt du livret d'épargne ; [3 novembre 1981] (p. 2986) ; impôt inique sur le revenu de l'épargne populaire (p. 2987) ; **article 21 :** préoccupations des planteurs de tabacs (p. 3035) ; **article 25 :** raison de son abstention sur le budget pour 1981 ; droit de distiller [4 novembre 1981] (p. 3061) ; distillateurs familiaux (p. 3062) ; **après l'article 25 :** son amendement n° 536 (rétablissement du privilège des bouilleurs de cru) (p. 3063) ; engagement de nombreux députés ; position du Président de la République (p. 3064) ; lettre de M. Christian Pierret s'engageant sur la question des bouilleurs de cru (p. 3065) ; rejet par scrutin public de l'amendement n° 536 (p. 3067) ; **article 31 :** son amendement n° 97 (suppression de l'article) : adopté (p. 3125).

— **Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).**

Première lecture, discussion générale : logement social ; difficultés du secteur de l'habitat privé ; modération des loyers et difficultés des offices d'H. L. M. ; dépenses d'entretien ; dépenses obligatoires de gestion courante ; référence à l'indice du coût de la construction ; indice au-dessous de l'augmentation des coûts réels de la construction ; interdiction pour les propriétaires d'augmenter les loyers après une vacance de location ; solidarité nationale en faveur des plus défavorisés ; lutte contre le chômage et investissements dans l'habitat [26 novembre 1981] (p. 4216) ; concertation avec les organismes d'H. L. M. ; régime de la liberté surveillée des loyers (p. 4217).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 31 (possibilité pour le bailleur de modifier le loyer en cas de changement de locataire s'il a fait effectuer des travaux de réparation importants) : rejeté (p. 4229).

— **Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 484).**

Première lecture, discussion générale : amélioration de la qualité de l'environnement architectural urbain ; moyens des C. A. U. E. ; participation à leurs frais de fonctionnement ; ateliers publics d'aménagement et d'urbanisme ; département du Bas-Rhin ; renforcement du rôle de conseil des C. A. U. E. ; recours à un architecte ; problème du mode de calcul de la surface des constructions ; assistance aux maires des petites communes [26 novembre 1981] (p. 4240) ; instruction des demandes de permis de construire ; pouvoirs des architectes des bâtiments de France (p. 4241).

GUICHARD (Olivier)

Député de la Loire-Atlantique
(7e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale : question préalable ; objet de la loi ; proposition de loi portant décentralisation de l'Etat déposée en 1980 par le groupe socialiste ; tutelle financière ; taxe d'habitation et taxe professionnelle [27 juillet 1981] (p. 334) ; tutelle technique ; exécutif départemental ; régions ; plan ; caractère précipité et partiel du projet de loi ; unité de la République (p. 335) ; sa question préalable rejetée par scrutin public (p. 339).

Discussion des articles : **article 1er :** soutient l'amendement n° 125 de M. Philippe Séguin [28 juillet 1981] (p. 401).

Titres III et IV.

Première lecture, discussion générale : autorisation pour les régions de faire fonctionner les équipements dont elles ont financé l'investissement ; exemple des parcs régionaux ; protection des intérêts économiques et sociaux de la population régionale ; transfert de l'exécutif au président du conseil régional ; collaboration entre le conseil régional et le conseil économique et social ; avis des représentants socio-professionnels ; remplacement des comités économiques et sociaux [8 septembre 1981] (p. 809) ; décentralisation au profit du conseil régional de l'attribution de l'aide financière de l'Etat ; autorisation donnée aux régions de participer au capital des sociétés de développement régional ou des autres sociétés de financement régional ; disparition de la règle du plafonnement des budgets régionaux et du report des excédents ; code de prescription et de procédure technique ; « pouvoir régional » ; absence de décentralisation véritable par le projet de loi ; insuffisance de la loi de 1972 ; déconcentration massive ; transfert de ressources (p. 810).

Discussion des articles : **après l'article 45 ;** son sous-amendement n° 382 à l'amendement n° 237 rectifié de M. Nicolas Alfonsi (caractère insulaire de la région corse) : rectifié puis adopté [9 septembre 1981] (p. 859, 860) ; **article 46 :** étapes de la réforme régionale (p. 862) ; **article 48 :** son amendement n° 193 : devenu sans objet [10 septembre 1981] (p. 907) ; défend l'amendement n° 136 de la commission ; déplafonnement des ressources fiscales des régions (p. 907, 909) ; **article 59 :** nécessité de faire participer les élus locaux à la codification des prescriptions techniques [11 septembre 1981] (p. 982) ; **article 61 :** procédure de répartition de la dotation spéciale instituée par l'article (p. 993).

Deuxième lecture, discussion générale : recherche de l'amélioration du texte ; projet de loi sur les compétences des régions [14 décembre 1981] (p. 4870) ; absence d'urgence ; transfert de compétences dans le logement, l'urbanisme, les transports, l'éducation, la santé et le développement culturel ; mépris du Parlement ; hiérarchie des priorités ; projet de loi Bonnet sur le développement des responsabilités locales ; qualité du texte voté par le Sénat ; statut des élus locaux ; rapport « vivre ensemble » ; coopération inter-communale ; problème des petites communes ; développement des libertés formelles au détriment des libertés réelles ; projet sur les compétences ; finances locales ; taxe professionnelle et taxe d'habitation (p. 4871, 4872).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 331 (répartition des responsabilités, rôle et ressources des collectivités locales) (p. 4874) ; divergence entre la majorité et l'opposition sur les principes les plus simples ; amendement n° 331 rejeté (p. 4876) ; **article 2 :** son sous-amendement n° 332 à l'amendement n° 4 de la commission (pouvoir de substitution et pouvoir hiérarchique du représentant de l'Etat) (p. 4881) ; rectifié adopté (p. 4882) ; **article 3 :** son sous-amendement n° 333 à l'amendement n° 6 de la commission (saisine de la juridiction administrative par les conseils municipaux) : rejeté (p. 4885) ; son sous-amendement n° 334 à l'amendement n° 6 de la commission (nécessité pour le tribunal administratif de statuer dans un délai de deux mois) ; modifié (délai de trois mois au lieu de deux mois) ; adopté (p. 4886) ; **article 4 :** suppression de cet article par le Sénat ; pouvoir d'intervention économique des collectivités locales ; inconvénients de cet article pour les communes et les départements ; cohérence de cet article avec le texte du plan intérimaire [15 décembre 1981] (p. 4891) ; conséquences de cet article pour les petites communes (p. 4892) ; son sous-amendement n° 336 à l'amendement n° 8 de la commission (limitant l'octroi d'aides directes par les communes aux entreprises déposant leur bilan ou reconnues en difficulté par une instance administrative compétente) (p. 4897) ; rejeté par scrutin public ; son sous-amendement n° 337 à l'amendement n° 8 de la commission (permettant aux maires de demander un avis au ministre chargé de l'économie et au ministre chargé du Plan) ; définition des entreprises en difficulté ; sous-amendement n° 337 rejeté

(p. 4899) ; **article 5 :** son sous-amendement n° 341 à l'amendement n° 11 de la commission (permettant à trois conseillers municipaux de saisir le tribunal administratif) : rejeté (p. 4918) ; **article 9 :** renonce à la parole sur cet article (p. 4924) ; **article 10** *bis* **:** nécessité de conserver l'article 10 *bis* tel qu'il a été adopté par le Sénat (p. 4926, 4927) ; **article 10** *ter* **:** nécessité de voter tels qu'ils sont rédigés les articles 10 *ter* et 10 *quater ;* **article 11 :** cour de discipline budgétaire ; inquiétude des maires et des conseillers municipaux quant à leurs responsabilités (p. 4927) ; son sous-amendement n° 346 à l'amendement n° 25 de la commission (soumission des conseillers municipaux à la juridiction de la cour de discipline budgétaire et financière dans le seul cas où ils ont usé de leur droit de réquisition) (p. 4928) ; rôle de l'opposition ; sous-amendement n° 346 rejeté (p. 4929) ; **article 14 B :** nomination d'adjoints aux maires [18 décembre 1981] (p. 5183) ; **article 16 :** création de tutelles nouvelles par les départements à l'encontre des communes (p. 5190) ; son amendement n° 348 (modalités de l'aide des départements aux communes) : retiré et reporté à l'article 59 (p. 5191) ; **article 17 :** délégation des pouvoirs du conseil général au bureau ; suppression de la commission départementale (p. 5192) ; pas de délégation au bureau du conseil général de pouvoirs exécutifs (p. 5193) ; **article 18 :** ses observations sur l'exigence d'un arrêté du ministre de l'intérieur pour l'approbation des conventions passées entre le commissaire de la République et le département ; danger de la création de services par le département (p. 5194) ; son sous-amendement n° 553 à l'amendement n° 39 de la commission (création de services par le département sous réserve qu'ils ne fassent pas double emploi avec des services transférés) : devenu sans objet du fait de l'adoption du sous-amendement n° 466 de M. Charles Millon (p. 5196) ; **article 18** *ter* **:** circulaire prévoyant la mise à disposition des conseils régionaux et départementaux d'agents originaires d'organismes prestataires de services (p. 5204) ; **article 18** *quater* **:** coordination entre les services de l'Etat et du département ; approbation par arrêté du ministre de l'intérieur de l'accord intervenu entre le président du conseil général et le représentant de l'Etat (p. 5205) ; **article 18** *quinquies* : maintien des prestations que se fournissent l'Etat et le département (p. 5206) ; **article 18** *septies* **:** création d'une agence technique départementale (p. 5208) ; **article 21 :** notion d'exercice régulier de leurs compétences par les autorités départementales et communales ; information du président du conseil général et des maires par le représentant de l'Etat (p. 5211) ; pouvoirs de police du représentant de l'Etat (p. 5212) ; **article 22** *bis* **:** son amendement n° 357 (audition du représentant de l'Etat par le conseil général) : rejeté [19 décembre 1981] (p. 5230) ; **article 32 :** son sous-amendement n° 361 à l'amendement n° 60 de la commission (conditions de nullité des délibérations du conseil général) (p. 5254) ; rejeté ; son sous-amendement n° 362 à l'amendement n° 60 de la commission (saisine du tribunal administratif sur une délibération du conseil général ; délais impartis pour statuer ; litiges portés devant le Conseil d'Etat au-delà de deux mois) (p. 5255) ; sous-amendement n° 362 rejeté (p. 5256) ; **article 34 :** son sous-amendement n° 438 à l'amendement n° 61 de la commission (définition des entreprises en difficulté pour l'intervention économique du département) (p. 5257) ; rejeté ; son sous-amendement n° 439 à l'amendement n° 61 de la commission (mesures d'aide aux entreprises en difficulté prises après avis des ministres de l'économie et du Plan) : rejeté (p. 5258) ; **article 40 :** son sous-amendement n° 363 à l'amendement n° 72 de la commission (justiciables de la cour de discipline budgétaire et financière) (p. 5268) : rejeté (p. 5269) ; **article 47** *ter* **:** son amendement n° 364 (compétences du comité économique et social) : retiré (p. 5288) ; **article 48 :** son sous-amendement n° 452 à l'amendement n° 125 de la commission (garanties d'emprunt accordées par les régions) : adopté (p. 5293) ; **article 48** *ter* **:** son sous-amendement n° 365 à l'amendement n° 130 de la commission (rédactionnel) (p. 5296) ; adopté (p. 5297) ; **article 49 :** son sous-amendement n° 366 à l'amendement n° 135 de la commission (nullité des délibérations des autorités régionales) (p. 5305) ; rejeté ; son sous-amendement n° 367 à l'amendement n° 135 de la commission (litiges entre le représentant de l'Etat et la région portés devant le Conseil d'Etat à défaut de décision du tribunal administratif dans un délai de deux mois) : rejeté (p. 5306) ; **article 51 :** son sous-amendement n° 368 à l'amendement n° 141 de la commission (convention entre le président du conseil régional et le représentant de l'Etat sur les services transférés à la région) (p. 5311) ; rejeté (p. 5313) ; **article 52** *bis* **:** son amendement n° 369 (audition du représentant de l'Etat par le conseil régional quand il le juge nécessaire) (p. 5316) ; rejeté (p. 5317) ; **article 55 :** son sous-amendement n° 370 à l'amendement n° 153 de la commission (justiciables de la cour de discipline budgétaire) : rejeté (p. 5319) ; **article 59 :** son sous-amendement n° 371 à l'amendement n° 225 de la commission (conditions d'attribution par l'Etat ou par une collectivité territoriale d'aides ou de prêts) ; respect des seules prescriptions techniques énumérées par l'article [20 décembre 1981] (p. 5342) ; son amendement n° 348 (aide technique du département aux communes) : retiré (p. 5343).

GUIDONI (Pierre)

Député de l'Aude,
(2e circonscription)
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Membre de la commission des affaires étrangères [J.O. du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Vice-président de cette commission [J.O. du 8 juillet 1981] (p. 1904).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président.

Hommage à la mémoire des combattants de la guerre de 1914-1918 [2 août 1981] (p. 768).

Déclare close la session extraordinaire [2 août 1981] (p. 795).

Répond au rappel au Règlement de M. Robert-André Vivien : saisine de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion au sujet de la retransmission des débats [11 septembre 1981] (p. 1024).

Rend hommage à la mémoire de MM. Georges Baugrand, Gabriel Bouthière, René Caillaud, Roger Lefèvre, Joseph Mauroux, Bernard Pluchet, Emile Seitz, Jean Terpend-Ordassière, Lionnel de Tingy du Pouët, anciens députés [8 octobre 1981] (p. 1606).

Ses observations sur la discussion des amendements (projet de loi de nationalisation (n° 384) : application de l'article 100 du Règlement [15 octobre 1981] (p. 1871).

Répond au rappel au Règlement de M. Michel Noir : discussion des amendements [15 octobre 1981] (p. 1872).

Répond au rappel au Règlement de M. Maurice Couve de Murville : déroulement du débat (réserve d'un article) [15 octobre 1981] (p. 1882).

Répond au rappel au Règlement de M. Raymond Forni ; distinction entre le fonctionnemnt normal des groupes et une interruption excessive des travaux de l'Assemblée [15 octobre 1981 (p. 1883).

Répond au rappel au Règlement de M. Emmanuel Hamel : (attaque personnelle à l'encontre de M. François d'Aubert) [15 octobre 1981] (p. 1886).

Répond au rappel au Règlement de M. Guy Bêche : (atteinte à la dignité de l'Assemblée nationale portée par un article du *Figaro Magazine*) [17 octobre 1981] (p. 1988).

Répond au rappel au Règlement de M. Charles Millon : consulte l'Assemblée sur la demande de suspension de séance formulée par M. Michel Noir à la suite des propos tenus par M. André Laignel à l'égard de l'opposition [17 octobre 1981] (p. 1996).

Répond aux rappels au Règlement de M. Michel Noir et de M. François Massot : mise en cause personnelle ; attributions de la présidence [17 octobre 1981] (p. 2007).

Ses observations sur la méthode de discussion de chacun des amendements [17 octobre 1981] (p. 1989).

Discussion des amendements : attribution de la parole à un seul orateur pour répondre à la commission et au Gouvernement [17 octobre 1981] (p. 1992).

Indique au ministre de l'économie et des finances que, dans le cadre de la discussion des articles, une discussion directe entre les députés et le ministre n'est pas prévue par le Règlement [17 octobre 1981] (p. 2003).

Propose à M. François d'Aubert de céder son temps de parole à M. Maurice Couve de Murville pour un fait personnel [17 octobre 1981] (p. 2004).

Ses observations sur l'application de l'article 95, alinéa 2, du Règlement : temps de parole des orateurs inscrits sur un article [17 octobre 1981] (p. 2010).

Distinction entre attaque politique et allusion personnelle ; absence de rappel au Règlement pendant l'intervention d'un parlementaire [17 octobre 1981] (p. 2011).

Répond au rappel au Règlement de M. Charles Millon (suspicion jetée sur des membres de l'opposition par des parlementaires de la majorité) ; application de l'article 58, alinéas 4, 5 et 6 du Règlement [17 octobre 1981] (p. 2011-2012).

Ses propositions sur la mise en discussion des amendements n° 511 à 522 déposés par MM. Charles Millon et François d'Aubert après l'article 12 du projet de loi de nationalisation [20 octobre 1981] (p. 2196).

Répond au rappel au Règlement de M. Jacques Toubon (propos tenus par M. André Billardon à son égard) ; appréciation par la présidence des notions d'injure, de provocation et de menace [20 octobre 1981] (p. 2210).

Donne la parole à M. Pierre Joxe pour un rappel au Règlement après que M. Charles Millon ait demandé, au nom du groupe U.D.F., une suspension de séance ; refuse d'accéder à la demande formulée par M. Charles Millon sans savoir si l'objectif qu'elle vise peut être atteint [20 octobre 1981] (p. 2214).

Estime que l'intervention de M. Charles Millon, sur la liste des banques établie par la commission de contrôle des banques, ne constitue pas un rappel au Règlement [20 octobre 1981] (p. 2216).

Estime que M. Jean Le Garrec n'a pas mis en cause M. Gilbert Gantier en lui répondant [26 octobre 1981] (p. 2540).

Décide l'évocation de faits personnels et reporte la discussion de l'article 40 du projet de nationalisation à la prochaine séance [26 octobre 1981] (p. 2548).

Lors de la discussion de la première partie de la loi de finances pour 1982 : **demande** à M. Antoine Gissinger de grouper son intervention sur l'article 29 et la défense de son amendement [4 novembre 1981] (p. 3116) ; — ses propositions pour le débat sur l'article 31 (p. 3123).

Lors de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1982 (commerce et artisanat) : **annonce** que par décision de la conférence des présidents les temps de parole ont été réduits de 20 p. 100 [5 novembre 1981] (p. 3174) ;

Répond au rappel au Règlement de M. Emmanuel Hamel : temps de parole dans la discussion budgétaire (p. 3175) ;

Répond au rappel au Règlement de M. Serge Charles : ordre du jour de l'Assemblée (p. 3175) ;

Salue la présence du général Biard, grand chancelier de l'ordre de la Légion d'honneur, et du général Simon, chancelier de l'ordre de la Libération, à côté de M. le garde des sceaux [12 novembre 1981] (p. 3580).

Ses observations lors de la discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé : augmentation du volume des interruptions à l'approche du vote sur la motion de censure [16 décembre 1981] (p. 5023).

Ses observations sur la recevabilité des amendements lors de la discussion du projet de loi (n° 468), modifiant l'ordonnance du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat ; application de l'article 98, alinéa 5, du règlement [17 décembre 1981] (p. 5138).

Lors de la discussion en deuxième lecture du projet de loi relatif aux droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105) : **indique** à M. Philippe Séguin qu'il ne voit pas d'objection à l'adoption d'une procédure rapide pour la discussion d'articles introduits par le Sénat [20 décembre 1981] (p. 5351) ; demande à M. Charles Millon d'abréger son propos (p. 5353) ; indique à M. Philippe Séguin que l'amendement n° 278 de la commission a été déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution (p. 5359).

Ouverture de la première session extraordinaire de 1981-1982 [21 décembre 1981] (p. 5385).

En qualité de député.

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres I^er^ et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : inscrit contre l'exception d'irrecevabilité de M. Michel Debré ; titre donné aux délégués du Gouvernement ; article 72 de la Constitution [27 juillet 1981] (p. 328) ; distinction entre contrôle administratif et tutelle ; pouvoirs du commissaire de la République ; article 13 de la Constitution ; confusion entre autorité de l'Etat et cohésion de la République ; unité nationale ; projet de régionalisation de 1969 (p. 329).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre IV :** dispositions diverses ; **après l'article 50 :** procès d'intention fait à la majorité par M. Charles Millon [26 octobre 1981] (p. 2570) ; ses observations sur les amendements déposés par M. Charles Millon (p. 2572) ; régression par rapport aux droits acquis du fait de la nationalisation selon des parlementaires de l'opposition (p. 2573) ; luttes passées dans les entreprises nationalisables (p. 2574) ; déclaration de Léon Blum sur la nationalisation de la presse (p. 2582) ; architecture des trois précédents septennats marquée par la personnalité du Président de la République ; libertés et nationalisation du crédit (p. 2583) ; absurdité des sous-amendements de l'opposition à l'amendement n° 1377 de la commission ; étranglement des petits commerçants par l'absence de crédit (p. 2584) ; ses observations sur les craintes exprimées par M. Michel Noir quant aux libertés (p. 2585).

Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures. — Affaires européennes, coopération et développement, *discussion générale :* organisation des travaux de l'Assemblée nationale [18 novembre 1981] (p. 3972) ; impression de non-continuité donnée par le budget des relations extérieures ; rapports est-ouest ; nécessité de ne pas réduire les relations internationales au conflit est-ouest (p. 3977) ; nécessité de renouer le dialogue au Proche-Orient ; rôle de la France à l'égard de la Namibie ; obstacles à la rénovation des institutions européennes et à la solution des problèmes de la politique agricole commune ; conception française du dialogue nord-sud (p. 3978).

GUYARD (Jacques)

Député de l'Essonne
(2^e^ circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission supérieure des allocations familiales [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703), président de cette commission [*J. O.* du 4 octobre 1981] (p. 2710).

Rapporteur du projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat de certaines cotisations de sécurité sociale au bénéfice d'entreprises opérant une forte réduction de la durée du travail (n° 545) [13 novembre 1981] (p. 3677).

Rapporteur du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 579) [3 décembre 1981] (p. 4404).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [*J. O.* du 20 décembre 1981] (p. 3475), rapporteur de cette commission [*J. O.* du 20 décembre 1981] (p. 3475).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 579) portant diverses **mesures relatives à la sécurité sociale (n° 601)** [10 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses **mesures relatives à la sécurité sociale (n° 659)** [19 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificatives pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale : problèmes de santé et d'action sociale et décentralisation ; création d'emplois d'aide-ménagère ; mesures en faveur des handicapés ; renforcement des Cotorep ; information du Parlement sur les comptes de la sécurité sociale tous régimes confondus ; financement des emplois créés au sein des associations ; personnels non titulaires [16 juillet 1981] (p. 171).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** composition des conseils d'université [1er octobre 1981] (p. 1438) ; **article 2 :** expression de la solidarité entre les étudiants français et les étudiants étrangers (p. 1440).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* recherche universitaire ; création de 1 798 emplois d'enseignants chercheurs ; situation des vacataires, contractuels hors statut, boursiers ; carrière des personnels ; recrutement des chercheurs ; nécessité d'un plan pluri-annuel ; nécessité d'établir des passerelles entre l'enseignement supérieur et les grands établissements de recherche ; création d'une structure de coordination régulière entre le ministère et l'éducation nationale et celui de la recherche ; rôle d'incitation de la mission de la recherche ; carte de la recherche universitaire ; priorité accordée à la recherche fondamentale ; élargissement des thèmes de recherche au service de notre économie [9 novembre 1981] (p. 3446).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : objectif des trente-cinq heures en 1985 ; contrats de solidarité : engagements précis et contrôlés des entreprises ; réduction de la durée du travail : maintien du pouvoir d'achat pour les bas revenus ; négociations dans l'entreprise [9 décembre 1981] (p. 4541).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : organisation de la protection sociale ; augmentation du minimum vieillesse, de l'allocation adulte handicapé, des allocations familiales et de logement ; réorganisation du système de sécurité sociale ; politique de la santé et des hôpitaux ; gestion du risque maladie ; élection directe des conseils d'administration des caisses par les travailleurs ; impact économique des décisions du corps médical ; équipement des hôpitaux ; politique de prévention ; développement des centres de santé intégrés ; mesures concernant la retraite et les allocations familiales ; contrôle du Gouvernement sur l'appareil de la sécurité sociale ; redistribution du revenu national ; villes nouvelles [11 décembre 1981] (p. 4724).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 579).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : réforme de la sécurité sociale ; effort de clarification financière et rétablissement de l'équilibre financier ; poursuite de l'effort de solidarité ; augmentation des allocations familiales, du minimum vieillesse et de l'allocation aux adultes handicapés ; suppression du ticket modérateur d'ordre public ; abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite ; contrats de solidarité ; généralisation et démocratisation de la sécurité sociale ; cas des chômeurs ayant épuisé leurs droits à indemnisation ; établissement de la qualité de demandeur d'emploi effectif ; fraudeurs ; stagiaires de formation professionnelle ; transfert de charges de l'aide sociale à la sécurité sociale ; assurance-vieillesse ; caisses de retraites complémentaires ; suppression du plafond pour l'établissement des cotisations d'assurance veuvage [14 décembre 1981] (p. 4843) ; nécessité d'allouer aux personnes âgées isolées une somme supérieure à la moitié de ce que perçoit un couple ; vide juridique relatif au régime des artistes plasticiens ; contribution prélevée sur le chiffre d'affaires réalisé à l'occasion d'expositions ou de ventes d'œuvres graphiques ou plastiques (p. 4844).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 1 (faisant disparaître la mise en jeu de l'obligation alimentaire pour certains chômeurs) : adopté (p. 4853) ; **article 5 :** son amendement n° 2 (incluant les indemnités de chômage à temps partiel dans le champ des ressources soumises à cotisation) : adopté (p. 4855) ; **article 6** : son amendement n° 3 (de correction) : adopté ; son amendement n° 4 (conséquence de la nouvelle rédaction de l'article 5) : adopté (p. 4856).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 579).

Commission mixte paritaire, discussion générale, rapporteur : précisions apportées par le Sénat ; adoption de l'ensemble du projet par la C. M. P. [19 décembre 1981] (p. 5266).

H

HABY (Charles)

Député du Haut-Rhin
(2e *circonscription*)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à donner la qualité de « pupilles de la nation » aux enfants des sapeurs-pompiers morts en service commandé et qui avaient obtenu à titre posthume la médaille d'or pour acte de courage et de dévouement (n° 76) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Temps libre : Jeunesse et sports) [30 octobre 1981] (p. 2857).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à donner la qualité de « pupilles de la Nation » aux enfants des sapeurs-pompiers morts en service commandé et qui avaient obtenu à titre posthume la médaille d'or pour acte de courage et de dévouement **(n° 76)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi relative à l'attribution d'une **allocation de vétérance** aux anciens sapeurs-pompiers volontaires **(n° 409)** [1er octobre 1981].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XIII : Temps libre : **Jeunesse et sports (n° 471)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion des articles : **article 3**, *article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945* : protection contre l'expulsion des étrangers titulaires de décorations françaises pour acte de courage [30 septembre 1981] (p. 1420).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* règlement communautaire supprimant la dénomination Tokay d'Alsace ; prise en compte de la valeur du stock de vin lors du passage au régime du bénéfice réel ; autonomie de l'institut national des appellations d'origine contrôlée [6 novembre 1981] (p. 3279).

Anciens combattants. — *Discussion générale :* incorporés de force [9 novembre 1981] (p. 3414) ; indemnisation par la R.F.A. ; droits des Alsaciens et Mosellans prisonniers dans les camps russes ; P.R.A.F., P.R.O., évadés réfractaires insoumis (p. 3415) ; cas des incorporés de force (p. 3423).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : augmentation du budget de la jeunesse et des sports ; priorité accordée aux créations d'emplois et aux dépenses d'équipements ; nouveau partage des compétences ministérielles ; rattachement de l'éducation physique et sportive au ministère de l'éducation nationale ; création du ministère du temps libre ; programmation et réalisation des équipements sportifs et maintien des services d'animation sportive au sein du ministère de la jeunesse et des sports [19 novembre 1981] (p. 4022) ; priorité donnée aux activités de jeunesse ; contribution du ministère au Fonjep ; rénovation des centres de vacances ; ouverture de quatre nouveaux centres régionaux d'information et de documentation de la jeunesse ; lutte pour l'emploi des jeunes ; contrats de jeunes volontaires pour des travaux d'intérêt social (assistance, solidarité envers les personnes âgées, défrichage des terres incultes, réparation de locaux vétustes) ; orientation de la nouvelle politique sportive ; avenir des services d'animation sportive ; stagnation des crédits budgétaires de fonctionnement alloués aux mouvements sportifs ; avenir du fonds national pour le développement du sport ; élaboration nécessaire d'une nouvelle loi de programme d'équipements sportifs ; relations contractuelles avec les différentes fédérations sportives ; pratiques sportives de loisirs ; développement du sport de compétition ; préférence donnée à la procédure de conventions passées avec des ministères et des entreprises publiques ou privées (p. 4023).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 54 (suppression de la mention de partage de la production et de partage du travail pour la politique de gestion des marchés agricoles) [12 décembre 1981] (p. 4807) : rejeté (p. 4808).

HABY (René)

Député de Meurthe-et-Moselle
(4e circonscription).
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

QUESTIONS

au Gouvernement : politique immobilière et foncière : priorité à la construction ; extension des droits du locataire ; nécessité de la confiance des investisseurs privés ; consignes données à la Caisse des dépôt et consignations pour ne plus investir dans l'immobilier [25 novembre 1981] (p. 4169).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).

Première lecture, discussion générale : quasi-interdiction de rabais sur un prix unique ; contradiction entre les positions théoriques du parti socialiste et le texte : restriction d'une certaine forme de liberté individuelle, prise en compte d'intérêts particuliers, accroissement probable du prix moyen du livre ; position de la fédération nationale des coopératives de consommateurs (Coop) à l'égard du projet de loi [30 juillet 1981] (p. 562).

Discussion des articles : **article 1er** : son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 1 rectifié de la commission des finances (remise portée de moins 5 p. 100 à moins 10 p. 100) (p. 567) : rejeté ; son amendement n° 6 : devenu sans objet ; **article 2** : développement de la lecture publique supportée par les seuls libraires (p. 569) ; ses réserves quant aux divers amendements visant à élargir le champ des dérogations (p. 571).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Première lecture, discussion générale : « quorum étudiant » ; [16 septembre 1981] (p. 1100) ; politisation ; poids des enseignants dans les conseils ; rôle de l'Université ; responsabilités des professeurs et maîtres de conférences ; « mandarinat politico-syndical » ; exemple de l'Allemagne (p. 1101) ; succès des universités françaises ; rôle des présidents d'université et d'U. E. R. ; discrimination introduite entre les présidents et directeurs selon la date de leur élection (p. 1102).

Discussion des articles : **article 3** : son amendement n° 15 visant à modifier les quotas de représentativité des différentes catégories ; détournement de la loi au profit des « minorités extémistes » ; amendement n° 15 retiré (p. 1124) ; **article 4** : son amendement n° 16 (visant à lier l'effectif des conseils à l'importance des universités) : retiré (p. 1125) ; **article 5** : son amendement n° 17 (visant à ce que les présidents des conseils soient choisis dans la catégorie A) : retiré (p. 1125).

Deuxième lecture, discussion générale : pouvoir de gérer les organismes universitaires ; manque de confiance du Gouvernement dans les enseignants de haute qualification ; suppression du quorum étudiant : comparaison avec la notion de syndicalisme représentatif ; attribution d'un pouvoir universitaire à des organisations minoritaires et extrémistes ; contrôle de l'U. N. E. F.-Renouveau par le parti communiste ; position de l'U. N. E. F. [1er octobre 1981] (p. 1435) ; éligibilité des étudiants étrangers ; problème de constitutionnalité : gestion des universités, exercice de la souveraineté nationale ; dissolution de certains conseils et révocation de certains présidents ; « guillotine administrative » ; politisation de la désignation de personnalités extérieures aux conseils d'universités (p. 1436).

Discussion des articles : **article 2** : éligibilité des étudiants étrangers prévue par la loi de 1968 sous réserve d'accord de réciprocité ; politisation de nombre de milieux d'étudiants étrangers (p. 1440) ; **article 6** *bis :* s'oppose à l'amendement n° 12 de la commission ; intervention des assemblées et des organismes locaux dans la désignation des personnalités extérieures (p. 1443).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* faiblesse de l'augmentation des crédits du budget de l'éducation nationale par rapport à la progression du budget de l'Etat [9 novembre 1981] (p. 3435) ; faible intérêt marqué par le Gouvernement pour la création et l'équipement des ateliers de collèges ; stagnation des crédits d'action sociale ; non-application de la diminution des horaires promis par le Gouvernement au monde du travail ; problème de la résorp-

tion de l'auxiliariat ; moyens de titularisation ; critique du système des « doublettes » ; refus antérieur pour les syndicats du système des stages de responsabilité assurant la formation pédagogique des jeunes ; neutralité scolaire ; recherche d'une solution au problème de l'échec ; réalisation obtenue en vingt-trois ans par la Ve République (p. 3436) ; introduction de la formation professionnelle dans la formation obligatoire (p. 3451).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins (n° 465).**

Première lecture, discussion des articles : **article 10 :** monopole du transport des nodules polymétalliques au pavillon français ; type d'exploitation des nodules [24 novembre 1981] (p. 4152).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion générale : formation et emploi des jeunes : rapport Schwartz ; loi Legendre ; devoir de formation imposé aux entreprises ; nécessité de créer huit à dix mille classes et de mettre en place une quatrième structure scolaire [8 décembre 1981] (p. 4526, 4527).

Discussion des articles : **article 1er, alinéa 13 :** son amendement n° 137 (suppression de l'alinéa) [10 décembre 1981] (p. 4651) : rejeté ; son amendement n° 147 (formation et qualification des jeunes de seize à dix-huit ans non engagés dans un cursus de formation générale) : rejeté (p. 4653).

HAESEBROECK (Gérard)

Député du Nord
(10e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commisison des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

HAGE (Georges)

Député du Nord
(15e circonscription)
Communiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Membre des organismes instituées par la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision [*J.O.* du 24 juillet 1981] (p. 2054).

Rapporteur du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311) [8 septembre 1981] (p. 829).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à assurer une large information sur les problèmes des personnes atteintes d'un handicap (n° 219) [1er octobre 1981] (p. 1454).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Adrienne Horvath et plusieurs de ses collègues visant à garantir le relogement des salariés contraints de quitter l'emploi au titre duquel ils bénéficiaient d'un logement fourni par l'employeur (n° 220) [1er octobre 1981] (p. 1454).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 11 de la loi de finances rectificative n° 73-1128 du 21 décembre 1973 à l'ensemble des travailleurs des mines, minières et carrières ayant fait l'objet d'une mesure de conversion (n° 282) [1er octobre 1981] (p. 1454).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi [*J.O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 4 octobre 1981] (p. 2710).

Membre de la commission chargée de formuler un avis sur les décisions de dérogation accordée pour la diffusion de programme de radiodiffusion sonore [*J.O.* du 18 décembre 1981] (p. 3450).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer une large **information sur les problèmes des personnes atteintes d'un handicap (n° 219)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 11 de la loi de finances rectificative n° 73-1128 du 21 décembre 1973 à l'ensemble des **travailleurs des mines,** minières et carrières ayant fait l'objet d'une mesure de conversion **(n° 282)** [30 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 311) portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la **loi d'orientation de l'enseignement supérieur** du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi **(n° 317)** [10 septembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 397), portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la **loi d'orientation de l'enseignement supérieur** du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi **(n° 399)** [1er octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la **loi d'orientation de l'enseignement supérieur** du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi **(n° 445)** [2 octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 443), portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la **loi d'orientation de l'enseignement supérieur** du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi **(n° 448)** [2 octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 451) modifié par le Sénat en nouvelle et troisième lecture, portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la **loi d'orientation de l'enseignement supérieur** du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi **(n° 452)** [2 octobre 1981].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **(n° 38)** posée le 6 octobre 1981 : **handicapés (politique en faveur des handicapés)** (p. 1549) ; appelée le 9 octobre 1981 : **handicapés :** politique scolaire ; entreprise A.-S. pilote ; embauche dans les services publics (p. 1660, 1661) ;

— **(n° 95)** posée le 1er décembre 1981, **handicapés (réinsertion professionnelle et sociale)** (p. 4343) : appelée le 4 décembre 1981 : non-respect de la législation sur l'insertion des handicapés en milieu professionnel : mise en place de commissions mixtes ; rôle du secteur public pour l'insertion des handicapés en milieu professionnel (p. 4420) ; unification du statut des travailleurs handicapés ; création d'un observatoire national consacré au suivi de la réalisation de l'insertion des handicapés ; importance du travail législatif futur en faveur des handicapés (p. 4421) ;

— **(n° 111) charbon (houillères : Nord - Pas-de-Calais),** posée le 15 décembre 1981 (p. 4963) : appelée le 18 décembre 1981 : **patrimoine immobilier des houillères du Nord-Pas-de-Calais** : nombre de logements pour le département du Pas-de-Calais (p. 5199) ; dépérissement de ce capital ; rentabilité de l'amélioration et de la rénovation ; sa proposition de créer un établissement public (p. 5160) ; volonté de mieux loger les mineurs ; relance de l'exploitation charbonnière (p. 5161).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **article 10 :** absence dans le collectif de mesures en faveur du mouvement sportif ; rattachement de l'éducation physique et sportive au ministère de l'éducation nationale ; rétablissement en faveur des trois heures consacrées à l'animation des associations sportives ; plan Soisson dit « de relance » ; création d'emplois dans ce domaine ; nécessité de titulariser les « reçus collés » du C. A. P. E. S. ; débudgétisation précédente et difficultés financières du mouvement sportif [17 juillet 1981] (p. 221).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : fonction de rapporteur confiée à un élu communiste ; « loi Sauvage » ; son application ; loi d'orientation de 1968 ; nouvelle politique universitaire ; composition des conseils d'université et d'U. E. R. [16 septembre 1981] (p. 1088) ; période transitoire ; représentation réelle des différentes catégories dans les conseils d'université ; défaut du « quorum étudiants » ; « nouvelle citoyenneté » ; mesures d'organisation démocratique du scrutin ; modalités d'élection des présidents d'université et des directeurs d'U. E. R. ; dispositions de la « loi Sauvage » en la matière ; direction collégiale des établissements universitaires ; dispositions transitoires relatives à la modification des statuts ; dissolution des conseils ; organisation de nouvelles élections (p. 1089) ; maintien en fonction de certains présidents et directeurs ; révision de l'ensemble de la politique universitaire française ; élaboration d'un rapport sur le bilan des enseignements supérieurs ; concertation ; multiplication des établissements à statut dérogatoire ; article 62 de la loi du 17 juillet 1978 (« étudiants qualifiés ») ; décentralisation (p. 1090) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Jean Foyer ; représentation des différentes catégories de membres présents dans les conseils d'université et d'U. E. R. (p. 1096).

Discussion des articles : **article 1er :** s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Antoine Gissinger visant à instituer une assemblée consultative des enseignants ; existence des conseils scientifiques prévus par la loi d'orientation de 1968 (p. 1118) ; **article 2 :** soutient l'amendement n° 1 de la commission fixant les modalités d'élection des représentants des catégories appelées à siéger aux conseils d'université et d'U. E. R. (suffrage direct et représentation proportionnelle) ; soutient l'amendement n° 2 de la commission (extension de la possibilité de vote par procuration) ; amendement n° 3 de la commission permettant le vote par correspondance ; amendement n° 4 de la commission relatif aux élections des représentants des étudiants ; possibilité de modifier le mode de scrutin par décret sans déclencher la procédure de révision des statuts (p. 1119) ; amendement n° 1 rejeté (p. 1120) ; son hostilité au rétablissement de la règle du quorum ; amendement n° 2 adopté (p. 1121) ; amendement n° 3 et n° 4 rejetés ; soutient l'amendement n° 5 de la commission relatif à l'élection des étudiants étrangers (p. 1122) : adopté au scrutin public (p. 1123) ; **article 3 :** soutient l'amendement n° 6 de la commission (de forme) : adopté ; soutient l'amendement n° 7 de la commission (de conséquence) : adopté (p. 1124) ; **article 5 :** soutient l'amendement n° 8 de la commission visant à étendre la prorogation des mandats prévue au premier alinéa de l'article 5 à tous les membres des conseils et non aux seuls présidents ou directeurs : adopté (p. 1125) ; soutient les amendements nos 9 et 10 de la commission (de forme) : adoptés (p. 1126) ; **après l'article 6 :** soutient l'amendement n° 11 de la commission (relatif à la participation de personnalités extérieures) : adopté ; soutient l'amendement n° 12 de la commission (rapport sur la situation des enseignements supérieurs élaboré par le Gouvernement et destiné au Parlement) : adopté (p. 1127).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : divergences entre le projet adopté par l'Assemblée et celui retenu par le Sénat ; composition des conseils d'université et d'U. E. R. : fixation de pourcentages impératifs par le Sénat pour la représentation de chacune des catégories ; nombre des personnalités extérieures ; représentation : des professeurs et maîtres de conférence, des maîtres assistants, des assistants, des étudiants, des membres du personnel non enseignant ; suppression de la règle du quorum pour les élections estudiantines ; extension par le Sénat du quorum à l'ensemble des collèges électoraux ; éligibilité des étudiants étrangers ; rééligibilité des présidents d'université ; modifications statutaires [1er octobre 1981] (p. 1432) ; distinction entre présidents d'universités et directeurs d'U. E. R. selon leur date d'élection ; rétablissement du texte adopté par l'Assemblée en première lecture (p. 1433).

Discussion des articles : **article 1er :** soutient son amendement n° 1 (tendant à la suppression de la formule retenue par le Sénat consistant à fixer les parts respectives de chacune des catégories, membres des conseils) (p. 1437) ; amendement n° 1 adopté ; **article 2 :** soutient son amendement n° 2 (tendant à supprimer la généralisation du quorum décidée par le Sénat à tous les collèges électoraux) : adopté (p. 1438) ; soutient son amendement n° 3 (prévoyant l'organisation par les moyens audio-visuels d'une campagne d'information pour les élections aux conseils d'université) ; adopté (p. 1439) ; soutient son amendement n° 4 (tendant à prévoir l'éligibilité d'étudiants étrangers dans les mêmes conditions que les étudiants français contrairement au texte adopté par le Sénat) possibilité théorique pour les étudiants étrangers d'accéder à la présidence d'une université française ; adopté ; **article 2** *bis :* soutient son amendement n° 5 (prévoyant que les présidents d'université ne sont pas immédiatement rééligibles) : adopté ; **article 3 :** soutient son amendement n° 6 (rétablissant l'article 3 du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux dispositions statutaires) : adopté (p. 1441) ; **article 4 :** soutient son amendement n° 7 (tendant à supprimer la disposition nouvelle introduite par le Sénat faisant obligation aux conseils d'université et d'U. E. R. actuellement en fonction d'adapter, avant le 1er janvier 1982, leurs statuts aux nouvelles règles prévues par ailleurs par la seconde chambre pour fixer la composition desdits conseils) : adopté ; soutient son amendement n° 8 (de coordination) : adopté ; **article 5 :** soutient son amendement n° 9 (tendant à rétablir la distinction retenue par l'Assemblée nationale en première lecture entre les présidents d'université et les directeurs d'U. E. R. selon la date de leur élection) : adopté ; soutient son amendement n° 10 (relatif aux dispositions transitoires concernant le mandat des présidents et directeurs) : adopté ; **article 6 :** soutient son amendement n° 11 (tendant à rétablir l'article 6 supprimé par le Sénat relatif à l'obligation pour les nouveaux conseils d'examiner avant le 1er septembre 1983 les dispositions statutaires résultant de l'application de la présente loi) : adopté (p. 1442) ; **article 6** *bis :* soutient son amendement n° 12 (tendant à rétablir l'article introduit par l'Assemblée nationale en première lecture relatif aux personnalités extérieures siégeant dans les conseils d'universités) : adopté (p. 1443).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur : propose, après l'échec de la commission mixte paritaire, à l'Assemblée de reprendre l'ensemble du projet de loi dans la rédaction adoptée en deuxième lecture [2 octobre 1981] (p. 1478).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (tendant à rétablir l'article 13 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 dans sa rédaction antérieure à la loi du 21 juillet 1980, supprimant ainsi la disposition du Sénat fixant les parts respectives de chaque catégorie membre des conseils) : adopté (p. 1479) ; **article 2 :** son amendement n° 2 (tendant à supprimer la généralisation du quorum à tous les collèges électoraux) : adopté ; son amendement n° 3 (tendant à prévoir que des

dispositions seront prises pour assurer une plus large participation électorale des étudiants) : adopté ; son amendement n° 4 (tendant à prévoir l'éligibilité des étudiants étrangers dans les mêmes conditions que les étudiants français) : adopté ; **article 2** *bis* : son amendement n° 5 (tendant à rétablir la clause de non-rééligibilité immédiate des présidents d'universités) : adopté ; **article 3** : son amendement n° 6 (tendant à rétablir l'article 3 relatif aux modifications statutaires) : adopté (p. 1479) ; **article 4** : ses amendements n°s 7 et 8 (tendant à supprimer la disposition du Sénat faisant obligation aux conseils d'universités d'adapter avant le 1er janvier 1982 leurs statuts aux nouvelles règles prévues par le Sénat pour la composition desdits conseils) : adoptés (p. 1480) ; **article 5** : ses amendements n°s 9 et 10 (tendant à rétablir la distinction retenue par l'Assemblée en première lecture entre les présidents d'universités et directeurs d'U. E. R. selon la date de leur élection pour la poursuite de leur mandat) : adoptés ; **article 6** : son amendement n° 11 (tendant à rétablir le texte de l'Assemblée relatif à l'obligation faite aux nouveaux conseils d'examiner avant le 1er septembre 1983 les dispositions statutaires résultant de l'application de la présente loi) : adopté ; **article 6** *bis* : son amendement n° 12 (tendant à rétablir l'article 6 *bis* relatif aux personnalités extérieures siégeant dans les conseils d'universités) : adopté ; **titre** : son amendement n° 13 (relatif à l'intitulé de la loi) : adopté (p. 1480).

Quatrième lecture, discussion générale, rapporteur : échec de la commission mixte paritaire ; demande à l'Assemblée de reprendre le texte voté en troisième lecture et adopté sans modifications [2 octobre 1981] (p. 1486).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés aux autres enfants à charge pour le bénéfice des dispositions ouvrant droit au recul de la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat (n° 318).

Première lecture, discussion générale : caractère social du projet ; retraite anticipée à envisager ; recrutement dans la fonction publique de candidats handicapés [22 septembre 1981] (p. 1257) ; objectif de 3 p. 100 d'emplois réservés y compris dans les entreprises nationalisées ; loi d'orientation de 1975 (p. 1258).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er**, *article* 3-3 bis *de la loi du 3 juillet* 1972 : soutient l'amendement n° 26 de M. Alain Bocquet ; prohibition du financement publicitaire [24 septembre 1981] (p. 1330, 1331).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale* : rénovation des universités ; abrogation de la loi sauvage ; adaptation nécessaire de l'université à la crise ; formation générale et professionnelle ; plan d'intégration des vacataires ; faible croissance du budget ; préparation pour la rentrée 1982 d'une profonde réforme de la loi d'orientation portant sur les structures, les finalités et la place de l'université dans la nation [9 novembre 1981] (p. 3442) ; revalorisation de l'aide sociale ; lutte contre la ségrégation et l'échec ; nécessité d'ouvrir largement les universités aux travailleurs en activité ; développement de la formation continue ; création des conditions d'un véritable pluralisme ; réforme des carrières des personnels dans le cadre de la fonction publique.

Examen des crédits : **état B, titre III** : vote contre l'amendement n° 73 de M. Gilbert Gantier ; se félicite du rattachement des universités au ministère de l'éducation nationale [10 novembre 1981] (p. 3474) ; **après l'article 87** : s'abstient sur le sous-amendement n° 123 de M. Santrot fixant les conditions d'intégration des vacataires dans le corps des assistants (p. 3476).

Solidarité nationale. — *Discussion générale : questions* : situation des personnes handicapées ; nécessité de leur intégration dans la société ; démocratisation et décentralisation des C. D. E. S. et des Cotorep [10 novembre 1981] (p. 3532).

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale* : ségrégation culturelle ; rôle de la radio-télévision pour la création et la diffusion des connaissances ; nécessité d'appliquer à la redevance la taxe de la T. V. A. [16 novembre 1981] (p. 3831).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 24** : modulation de l'application de la taxe sur les appareils de jeux [17 décembre 1981] (p. 5063).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Dépôt d'une motion de censure par l'opposition sans proposer une nouvelle politique [16 décembre 1981] (p. 5014) ; prise en compte par le Gouvernement de la situation catastrophique dans laquelle la gestion de l'opposition avait laissé la France ; lutte pour l'emploi, priorité de l'action gouvernementale ; réformes significatives réalisées par le Gouvernement ; nationalisations permettant d'assurer la maîtrise du développement économique dans les secteurs vitaux pour l'indépendance nationale ; budget pour 1982 permettant de reconquérir le marché intérieur et d'amorcer la lutte contre les inégalités sociales ; abaissement de l'âge de départ à la retraite ; réduction de la durée hebdomadaire de travail ; généralisation de la cinquième semaine de congés payés ; lutte contre le chômage et contre le travail intérimaire ; formation professionnelle des jeunes ; réforme des collectivités locales ; abrogation de la loi « anti-casseurs » et de la loi sauvage sur les universités ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; obstruction pratiquée par la droite ; enjeu des réformes engagées par le Gouvernement et sa majorité : amélioration des conditions de travail et de vie, nécessité d'investir prioritairement en France, de développer et de moderniser toute branche économique, d'assurer l'expansion de l'agriculture et de rechercher l'indépendance énergétique ; combat contre l'inflation : vérité des prix et des coûts de production, gestion démocratique des fonds publics et des crédits ; rôle moteur de la relance de la consommation des familles (p. 5015) ; objectif politique du C. N. P. F. tendant à faire échec à toute tentative de relance ; stagnation de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ; augmentation de 52 p. 100 des crédits d'aide à l'industrie ; discussion en 1982 des projets annoncés par le Gouvernement relatifs à l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises et à la démocratisation du secteur public ; démocratisation de la sécurité sociale ; élargissement des libertés par l'abrogation de la loi dite « sécurité et liberté » ; réforme de la radio-télévision ; orientation en matière de recherche de santé, d'enseignement et de transports ; extension des compétences des collectivités locales (p. 5016).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 7** : application de la T. V. A. au cycle annuel des productions agricoles ; taux de T. V. A. appliqué aux travaux des champs [17 décembre 1981] (p. 5119) ; rapport entre le bailleur et le preneur métayer ; régime d'assujettissement à la T. V. A. (p. 5120).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant validation d'inscriptions d'étudiants dans les unités pédagogiques d'architecture (n° 615).

Première lecture, discussion générale : validation de l'inscription des étudiants ; suppression du système des « reçus-collés » ; réforme d'ensemble de l'Université ; suppression des quotas relatifs aux étudiants étrangers [17 décembre 1981] (p. 5128).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Deuxième lecture, explication de vote : nécessité de recours à des mesures générales sur la durée du travail ; garanties apportées par le Gouvernement pour le maintien des avantages acquis ; mesures particulières pour le départ en retraite des femmes et des travailleurs effectuant des travaux pénibles ; vote favorable du groupe communiste [22 décembre 1981] (p. 5398).

HALIMI (Gisèle).

Député de l'Isère
(4e circonscription)
Apparenté socialiste

Elue le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34), [7 juillet 1981] (p. 43). Rejet des requêtes, décision du Conseil constitutionnel [18 septembre 1981] (p. 1225).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la procédure applicable en cas de faute professionnelle commise à l'audience par un avocat (n° 148) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Godfrain tendant à réprimer plus sévèrement les infractions à la législation sur les stupéfiants (n° 410) [5 novembre 1981] (p. 3220).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Raymond Forni et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal (n° 527) [26 novembre 1981] (p. 4250).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pascal Clément tendant à modifier l'article 25 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971, portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n° 501) [3 décembre 1981] (p. 4405).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 527) de M. Raymond Forni et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger l'**alinéa 2 de l'article 331 du code pénal (n° 602)** [10 décembre 1981].

QUESTIONS

orale sans débat (n° 23) posée le 13 août 1981 : **lait et produits laitiers** (lait) : [8 septembre 1981] (p. 830) ; appelée le 2 octobre 1981 : **prix du lait** : non-application par les industriels et les grandes surfaces de la hausse décidée à Bruxelles (p. 1460) ; bonifications d'intérêt pour les agriculteurs de montagne (p. 1461).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77).

Première lecture, discussion générale : guerre d'Algérie ; pratiques judiciaires contraires aux principes de justice [17 juillet 1981] (p. 251) ; garanties accordées à toute personne livrée à l'autorité répressive ; justice d'exception ; rôle politique de la Cour de sûreté de l'Etat ; caractéristiques de la Cour ; infractions relevant de sa compétence ; droits de la défense ; garde à vue ; principe de droit européen d'un « procès équitable » ; indépendance des juges ; terrorisme international ; moyen de sécuriser et de renforcer les juges (p. 252) ; indépendance de la justice à l'égard de l'exécutif ; raison d'Etat (p. 253).

Discussion des articles : son amendement n° 3 (pouvoir d'appréciation du procureur général près de la cour de cassation, adopté (p. 259).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : position de M. François Mitterrand sur la peine de mort ; caractère irréversible de la sanction ; féminisme et abolition [17 septembre 1981] (p. 1159) ; raisons pour lesquelles les femmes sont favorables au maintien de la peine capitale ; refus d'une peine de réclusion erminelle incompressible (p. 1160).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : **Super-Phénix** [6 octobre 1981] (p. 1528) ; projet du C.E.A. à Saint-Etienne-des-Sports ; sécurité ; coût ; commission d'enquête pour choisir entre le retraitement et le stockage des déchets (p. 1529).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Droits de la femme. — *Discussion générale* : importance des femmes dans la victoire de la gauche ; nécessité de conjurer la dépendance économique des femmes ; importance du taux de chômage des femmes ; faible proportion des femmes ayant une formation professionnelle ; impossibilité de concilier le droit au travail et le droit de choisir les maternités ; nécessité du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse ; forme nouvelle de la lutte contre le viol ; opposition du parti socialiste au travail à temps partiel [17 novembre 1981] (p. 3898, 3899).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Raymond Forni tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal.

Discussion générale, rapporteur : choix individuel de la sexualité ; répression de la violence ; protection de la vulnérabilité des victimes ; loi pour sanctionner un préjudice [20 décembre 1981] (p. 5367) ; homosexualité punissable de mort sous l'ancien régime ; réintroduction du délit d'homosexualité dans la législation pénale par une « loi » de Vichy ; ordonnance du 25 novembre 1960 et loi du 23 décembre 1980 (p. 5368) ; position de l'ancien Gouvernement dénuée de principe sur l'incrimination d'actes impudiques ou contre nature avec un mineur du même sexe ; saisine du Conseil constitutionnel ; incompétence du législateur pour distinguer le normal de l'anormal en matière sexuelle ; création d'une catégorie de sous-citoyens à l'intérieur de chaque sexe par l'article 331 du code pénal ; création d'une double majorité pénale (p. 5369) ; amnistie particulière des délits imputables aux homosexuels par la loi du 4 août 1981 ; arrêt Dudgeon prononcé par la cour européenne des droits de l'homme ; fermeté du Conseil de l'Europe sur la question du traitement pénal de l'homosexualité ; recommandation sur la destruction des fichiers de police et l'égalité de traitement en matière d'emploi ; engagement de M. François Mitterrand (p. 5370) ; droit de choisir sa sexualité ; arsenal du code pénal suffisant pour protéger les victimes ; pas de ghetto pour les homosexuels (p. 5376).

Discussion de l'article unique : amendement de M. Jean Foyer allant à contre-courant de l'évolution des mœurs (p. 5378).

HAMEL (Emmanuel)

Député du Rhône
(8e circonscription)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] p. 1877).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Services du Premier ministre : Droits de la femme) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 19 décembre 1981] (p. 3465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [*J.O.* du 22 décembre 1981] (p. 3482).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 [*J.O.* du 24 décembre 1981] (p. 3506).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 27 : services du Premier ministre : **droits de la femme (n° 470)** [15 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : pacifisme : maintien de la volonté de défense ; rassemblement pacifiste à Pantin ; hégémonie soviétique [28 octobre 1981] (p. 2665) ;

orales sans débat :

— **n° 54,** posée le 13 octobre 1981 : **architecture (agréés en architecture)** (p. 1752) ; appelée le 16 octobre 1981 : **maîtres d'œuvre en bâtiment** : conditions d'application de la loi sur l'architecture du 4 janvier 1977 ; avis des commissions régionales ; attribution du titre d'agréé d'architecture (art. 37-2 de la loi sur l'architecture) et position des conseils régionaux de l'ordre (p. 1910) ; tentative d'obstruction de la part de certains conseils régionaux de l'ordre (p. 1911) ;

— **n° 108 : coiffure (coiffeurs),** posée le 8 décembre 1981 (p. 4538) ; appelée le 11 décembre 1981 : **difficultés des artisans coiffeurs :** liberté des prix de la coiffure ; augmentation de la taxe professionnelle ; progression des charges sociales ; engagement de la profession de revaloriser les salaires ; risque de réductions d'emplois dans la coiffure ; demandes d'accords avec l'administration ; perquisition de la direction de la concurrence au siège de la fédération nationale de la coiffure (p. 4673) ; écart entre l'indice général des prix et la hausse des tarifs ; modernisation et équipement des salons de coiffure ; nécessité d'une fixation des prix en fonction d'une juste répercussion des coûts et des charges d'exploitation (p. 4674) ;

— **n° 113 : famille (politique familiale),** posée le 15 décembre 1981 (p. 4963) — Appelé le 18 décembre 1981 : **politique familiale :** priorité nécessaire pour les aides aux familles nombreuses ; refus du salaire maternel par le Gouvernement ; quotient familial (p. 5154) ; loi d'orientation de la politique familiale ; conditions d'attribution des allocations-logement ; revalorisation des prestations familiales contrariée par la hausse des prix ; pénalisation des familles nombreuses par la taxe d'habitation (p. 5155).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale : priorité donnée à la défense du franc et souci de l'emploi lors du précédent septennat [16 juillet 1981] (p. 157).

Discussion des articles : **après l'article 1er :** son sous-amendement n° 40 à l'amendement n° 7 de la commission des finances (montant de la part à partir de laquelle sera appliquée la suppression des avantages fiscaux attachés à la donation-partage portée à 500 000 francs) : rejeté [16 juillet 1981] (p. 191) ; **article 2 :** soutient l'amendement n° 49 de M. Pierre Micaux (non-application des prélèvements exceptionnels sur certains frais généraux aux entreprises faisant l'objet d'un règlement judiciaire) : adopté (p. 197).

— Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77).

Première lecture, discussion générale : protection de l'Etat ; sécurité des Français ; guerre d'Algérie ; pressions et menaces sur les jurés ; fonction de juge dans les tribunaux d'exception ; défense des libertés ; violence et terrorisme politiques ; soutien au projet de loi [17 juillet 1981] (p. 258).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique allemande relatif au statut et aux modalités de fonctionnement des centres culturels institués par l'accord de coopération culturelle conclu entre eux (n° 94).

Première lecture, discussion générale : musée des huguenots à Berlin ; vote favorable sur le projet de loi [24 juillet 1981] (p. 299).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale ; **rappel au règlement :** impossibilité pour nombre de parlementaires de s'exprimer dans la discussion générale [27 juillet 1981] (p. 350).

Discussion des articles : **article 14 :** soutient l'amendement n° 261 de M. Jacques Barrot [31 juillet 1981] (p. 659) ; **après l'article 15 :** soutient l'amendement n° 262 de M. Charles Fèvre (p. 663).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion générale : exclusion du champ de l'amnistie de toutes les infractions commises en matière de droit du travail par les chefs d'entreprises ; infractions à la législation sociale et fautes contre l'hygiène et la sécurité des travailleurs [29 juillet 1981] (p. 488) ; demande le vote par division de l'article 24 (p. 489).

Discussion des articles : **article 2 :** soutient l'amendement n° 65 corrigé de M. Gilbert Gantier : (p. 495) ; **article 6 :** soutient les amendements n° 66 et n° 67 de M. Gilbert Gantier (p. 504) ; **article 24 :** discrimination à l'égard des chefs d'entreprise (p. 518) ; « nouvelle citoyenneté » (p. 519) ; son sous-amendement n° 72 à l'amendement n° 32 de la commission des lois (non exclusion des infractions à la législation du travail) : rejeté par scrutin public (p. 521) ; soutient le sous-amendement n° 52 de M. Jean-Paul Fuchs à l'amendement n° 32 de la commission (p. 527).

— **Hommage** à la mémoire des combattants de la guerre de 1914-1918 [2 août 1981] (p. 768).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : quasi-abolition de fait ; référendum ; primauté de la personne humaine ; absence de caractère dissuasif [18 septembre 1981] (p. 1195) ; loi du talion ; droit de vie ou de mort de l'Etat ; responsabilité de la société ; peine de substitution (p. 1196).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés aux autres enfants à charge pour le bénéfice des dispositions ouvrant droit au recul de la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat (n° 318).

Première lecture, discussion générale : loi de 1975 [22 septembre 1981] (p. 1259).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (n° 142).

Première lecture, discussion générale : action des parlementaires en faveur du 8 mai ; décision prise en 1975 par M. Valéry Giscard d'Estaing ; signification du 8 mai 1945 ; appel du 18 juin 1940 ; valeur patriotique de la célébration du 8 mai [23 septembre 1981] (p. 1275).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).

Première lecture, discussion générale : France, terre d'accueil ; reconnaissance des droits des étrangers [29 septembre 1981] (p. 1362) ; nécessité de pouvoir dissoudre les associations d'étrangers qui compromettraient la situation diplomatique de la France (p. 1363).

Explications de vote : nécessité de maintenir la possibilité de dissolution judiciaire d'une association compromettant la situation diplomatique de la France ; vote hostile du groupe de l'U.D.F. (p. 1367).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** soutient l'amendement n° 45 de M. Charles Millon [30 septembre 1981] (p. 1406) ; **article 3,** *article 23 de l'ordonnance du 2 novembre* 1945 : champ de l'expulsion ; étranger constituant une menace grave pour l'ordre public sans avoir été condamné à un an de prison (p. 1412) ; **article 7 :** office national d'immigration (p. 1423).

— **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 387).**

Deuxième lecture, explications de vote : vote hostile du groupe de l'union pour la démocratie française [1er octobre 1981] (p. 1447).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : **son rappel au règlement :** temps de parole [6 octobre 1981] (p. 1517).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : positions de l'Eglise catholique sur la propriété [14 octobre 1981] (p. 1813) ; risque de l'étatisation du capital pour les libertés ; attitude de la majorité à l'égard des chefs d'entreprise : exemple de la loi d'amnistie (p. 1814).

Discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er : son rappel au règlement :** attaque personnelle à l'encontre de M. François d'Aubert [15 octobre 1981] (p. 1886) ; **article 2 :** actions des groupes Industriels nationalisables détenues par les salariés [16 octobre 1981] (p. 1951) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** tentation de l'Etat de s'approprier un surcroît de pouvoir ; souci de concilier une utilisation plus efficace et plus sociale de l'argent avec le maintien des libertés fondamentales ; distinction étatisation-nationalisation ; danger de la concentration des pouvoirs financiers et politiques ; possibilité d'action du Gouvernement en matière de politique monétaire : censeur auprès des banques de dépôt, commission de contrôle des banques, encadrement du crédit, autorité personnelle du gouverneur de la Banque de France sur les directeurs de banques [18 octobre 1981] (p. 2076) ; **son rappel au règlement :** sur la prolongation des séances au-delà de minuit (p. 2098) ; tonalité des débats ; soutient le sous-amendement n° 673 de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 de la commission ; nationalisation de Rothschild [19 octobre 1981] (p. 2127) ; soutient le sous-amendement n° 680 de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 de la commission ; vote du 10 mai et nationalisation (p. 2135) ; soutient le sous-amendement n° 683 de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 de la commission ; clientèle de P. M. E. de l'Union de banques à Paris (p. 2137) ; soutient l'amendement n° 940 de M. Charles Millon ; participation des salariés à la gestion des entreprises nationalisées (p. 2141) ; consultation du personnel des banques préalablement à la nationalisation (p. 2145) ; **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 12 :** coût de l'indemnisation, obstacle au financement de l'investissement ; délai d'amortissement des obligations remises en indemnité ; modalités de calcul de la redevance ; emprunt de la caisse nationale de l'industrie ; principe de l'universalité budgétaire ; contrôle de la caisse nationale de l'industrie (p. 2182) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 14 précédemment réservé :** actionnariat ouvrier ; devoir de l'opposition de débattre [21 octobre 1981] (p. 2278) ; **article 16 précédemment réservé :** succès des banques françaises à l'étranger ; déperdition de l'influence de la France dans le monde (p. 2294) ; **article 17 :** appauvrissement des actionnaires des sociétés nationalisées : effet possible sur l'orientation de l'épargne ; amortissement des obligations remises en indemnité ; coût de la nationalisation (p. 2302) ; **article 18 :** discrimination entre les actionnaires selon que leurs actions sont cotées ou non ; période de référence de la capitalisation boursière (p. 2310) ; **article 20 précédemment réservé :** soutient l'amendement n° 1011 de M. Charles Fèvre ; cumul de conseils d'administration [22 octobre 1981] (p. 2337) ; **article 21 précédemment réservé :** désignation des administrateurs salariés ; exclusion des chefs d'entreprise du champ de l'amnistie (p. 2340) ; **article 23 précédemment réservé :** répartition de la charge de l'indemnisation entre l'Etat, les banques et l'emprunt (p. 2351) ; **article 24 précédemment réservé :** calcul de la redevance versée par les banques à la caisse nationale des banques ; recettes de la caisse nationale des banques ; contrôle de son fonctionnement ; gestion mixte (p. 2354) ; **article 25 précédemment réservé :** actionnariat des salariés dans les banques (p. 2357) ; **article 26 précédemment réservé :** débaptisation des banques portant un nom patronymique (p. 2368) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **après l'article 40 :** soutient l'amendement n° 1311 de M. Charles Millon ; affectation des résultats des sociétés nationales au développement industriel [26 octobre 1981] (p. 2560) ; **après l'article 50 :** noms patronymiques portés par des sociétés nationalisées ; soutient l'amendement n° 1369 de M. Charles Millon ; actionnariat des salariés des banques nationalisées (p. 2573) ; soutient le sous-amendement n° 1429 de M. Jacques Marette à l'amendement n° 1377 de la commission ; exemple de certains pays connaissant le monopole du crédit ; évolution de la pensée de Léon Blum (p. 2584) ; soutient l'amendement n° 1373 de M. François d'Aubert ; rapports au Parlement sur la situation du secteur public (p. 2588) ; soutient l'amendement n° 1374 de M. Charles Millon ; risque d'oppression du secteur privé par le secteur public ; soutient l'amendement n° 1375 de M. François d'Aubert ; rapport sur les sommes consacrées par le secteur public à la publicité ; risque que les entreprises nationales privilégient certains médias ; soutient l'amendement n° 1371 de M. Charles Millon ; régularité et impartialité des marchés passés par les entreprises nationales (p. 2589) ; développement des entreprises nationales sans oppression des entreprises privées (p. 2590).

Deuxième lecture, discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 2 :** refus par le Gouvernement et la majorité de la participation des salariés à la propriété des entreprises [1er décembre 1981] (p. 4309) ; **article 49 :** son attachement à l'actionnariat des salariés [3 décembre 1981] (p. 4395).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, discussion générale : connaissance du niveau de la fraude fiscale [27 octobre 1981] (p. 2620) ; augmentation considérable des dépenses publiques ; déficit du budget ; progression vers un taux énorme de pression fiscale et sociale par rapport au produit intérieur brut ; climat de méfiance s'instaurant dans le pays ; processus de changement profond et fondamental de la société ; insuffisance de la croissance du secteur public pour résorber le chômage ; nécessité d'accroître les créations d'emplois dans le secteur privé ; congrès socialiste de Valence ; nécessité de recréer les conditions d'une union nationale (p. 2633).

Discussion des articles : **article 7 :** soutient l'amendement n° 483 de M. Gilbert Gantier ; élargissement de la déduction ; soutient l'amendement n° 351 de M. Claude Wolff ; emprunt pour acquérir un bien professionnel ; règle de la dotation aux amortissements ; prise en compte du prix de revient des investissements hors taxes [30 octobre 1981] (p. 2827) ; **article 8 :** soutient l'amendement n° 484 de M. Gilbert Gantier ; administration des finances (p. 2839) ; **article 11 :** soutient l'amendement n° 369 de M. Claude Wolff : plafonnement du quotient familial et demi-part supplémentaire [31 octobre 1981] (p. 2894) ; soutient l'amendement n° 514 de M. Henri Bayard : indexation du montant pour le plafonnement du quotient familial (p. 2898) ; **article 13 :** réduction des déductions forfaitaires applicable aux revenus fonciers ; découragement des formules de location en matière agricole [2 novembre 1981] (p. 2934) ; accession des jeunes à la fonction d'exploitant agricole (p. 2935) ; **article 14 :** incidence sur l'emploi dans certains secteurs ; dispositions discriminatoires à l'encontre des P. M. E. ; taxe rendue permanente et taux relevé de 10 à 30 p. 100 ; contradiction avec le principe de non-rétroactivité des lois (p. 2945) ; réception d'étrangers par les entreprises (p. 2946) ; **après l'article 14 :** avoir fiscal porté à 100 p. 100 en R. F. A. (p. 2973) ; **article 18 :** rôle de M. Edouard Frédéric-Dupont dans l'exonération des T. I. P. P. des chauffeurs de taxi [3 novembre 1981] (p. 3008) ; **article 21 :** dangers du tabac ; reconversion progressive des planteurs (p. 3035) ; **article 22 :** vignette : exonération des grosses motos ; effet sur la balance des paiements (p. 3039) ; **article 29 :** report des dispositions de la loi de 1980 relative aux formations professionnelles alternées [4 novembre 1981] (p. 3116).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat : son rappel au règlement : temps de parole dans le débat budgétaire [5 novembre 1981] (p. 3174).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* enseignement agricole privé [6 novembre 1981] (p. 3284).

Transports. — *Discussion générale :* voies navigables ; liaison Rhin — Rhône ; financement [7 novembre 1981] (p. 3342) ; économies d'énergie (p. 3343) ; *questions :* situation des petits et moyens transporteurs routiers ; agencement des gares S. N. C. F. (p. 3362) ; fait part des questions de M. Jean Proriol (p. 3363) ; et de M. Francisque Perrut (p. 3369).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* ses observations sur l'heure tardive d'examen du budget [7 novembre 1981] (p. 3372) ; définition de petites zones à aider dans des régions relativement prospères (p. 3380) ; *questions :* fait part de la question de M. Jean Briane (p. 3385).

Anciens combattants. — *Discussion générale :* création d'un ministère des anciens combattants [9 novembre 1981] (p. 3417) ; plafond de la retraite mutualiste ; taux de revalorisation des rentes viagères et mutualistes ; conditions de ressources pour les rentes de réversion ; veuves de guerre ; conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; Alsaciens-Lorrains ; citation de Léon Blum sur le pacifisme dans « *A l'échelle humaine* » (p. 3418).

Education nationale. — *Examen des crédits :* **état B, titre III :** importance du pluralisme scolaire [10 novembre 1981] (p. 3474).

Travail. — *Discussion générale :* baisse des profits et accroissement des charges ; chefs d'entreprise se sentant désignés à la vindicte publique ; séquestration de cadres ; climat de violence et de haine [13 novembre 1981] (p. 3637, 3638).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* fait part des observations de M. Jean-Guy Branger [14 novembre 1981] (p. 3686) ; son vote favorable, à titre personnel (p. 3686) ; développement de la volonté de défense dans la nation ; proposition de loi de Jean Jaurès sur l'organisation de l'armée (p. 3687).

Droits de la femme. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : création du secrétariat d'Etat puis du ministère chargé de la condition féminine et du secrétariat d'Etat à l'emploi féminin ; amélioration de la protection sociale de la femme ; développement de la formation professionnelle des femmes [17 novembre 1981] (p. 3890) ; disparition de toutes les discriminations ; mise à la disposition du ministre de déléguées régionales et départementales ; rôle de la délégation à l'emploi ; nouvelles mesures tendant à ce que 60 p. 100 des contrats emploi-formation soient réservés à des femmes ; égalité d'accès aux emplois publics ; abaissement de l'âge de la retraite des femmes ; généralisation du temps partiel ; problème de l'application de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse ; lutte contre la prostitution et le proxénétisme ; suppression des discriminations sexistes ; lutte contre la violence à l'égard des femmes ; suppression des discriminations en matière d'embauche, de salaire et de déroulement de carrière ; nécessaire insertion des femmes immigrées ; constitution d'une banque de données sur les droits des femmes ; problème des femmes en détresse et des célibataires ; extension de la compétence du ministère ; extension de l'action du ministère aux départements et territoires d'outre-mer (p. 3891).

Examen des crédits : **après l'article 84 :** son avis sur l'amendement n° 198 de Mme Ghislaine Toutain (p. 3900).

Articles et amendements portant articles additionnels non rattachés. — **Article 70 :** soutient l'amendement n° 2 de M. Adrien Zeller ; constate que le système du crédit d'impôt est plus favorable aux personnels disposant de revenus faibles que celui de la déduction du revenu imposable [19 novembre 1981] (p. 4065) ; **article 74 :** s'oppose à cet article conduisant à des contrôles incessants sur les petits vendeurs de fruits et légumes [20 novembre 1981] (p. 4077) ; **article 66 précédemment réservé :** logique de cet article qui lie une aide à l'investissement à l'obligation pour l'entreprise d'augmenter son effectif (p. 4079) ; danger d'accroître la crainte des chefs d'entreprise de se voir interdire le pouvoir de licencier ; importance des aides à l'investissement dans les pays étrangers concurrents de la France (p. 4080) ; **article 41 :** respect du délai prévu pour la discussion budgétaire ; union nationale ; lutte contre le chômage et la crise économique (p. 4113).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).

Deuxième lecture, discussion générale : son approbation du texte [4 novembre 1981] (p. 3107).

Troisième lecture, discussion générale : gravité de la crise sidérurgique ; problème de l'emploi dans la sidérurgie ; reconquête du marché intérieur et redémarrage des exportations [18 novembre 1981] (p. 3939) ; caractère mondial de la crise de la sidérurgie ; légitimité de la conversion en actions des prêts à taux spéciaux consentis par l'Etat à des sociétés en péril ; restructuration ; prochaine table ronde sur la sidérurgie (p. 3940).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : exportation illégitime de capitaux [18 novembre 1981] (p. 3936).

— Conclusions du rapport n° 559 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Alain Bocquet tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970, dite loi anti-casseurs n° 200 ; 2° de M. Lionel Jospin tendant à l'abrogation des articles 314 et 184, alinéa 3, du code pénal et à la modification de l'article 108, alinéa 2, résultant de la loi anti-casseurs n° 351.

Discussion générale : inutilité de la loi anti-casseurs et opportunité de son abrogation ; responsabilité pénale collective ; répression des formes nouvelles de délinquance ; violence collective concertée ; sécurité des citoyens ; interprétation de la loi anti-casseurs ; existence dans le code pénal de dispositions suffisamment efficaces pour réprimer les faits visés par la loi anti-casseurs ; risque d'arbitraire [25 novembre 1981] (p. 4196).

— Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 484).

Première lecture, discussion générale : contrôle de la qualité architecturale ; volonté de liberté des Français et prorogation de la non-obligation de la consultation des C. A. U. E. ; prescriptions des documents d'urbanisme ; rapports entre l'ordre des architectes et les maîtres d'œuvre en bâtiment ; procédure d'agrément [26 novembre 1981] (p. 4243) ; agrément des maîtres d'œuvre (p. 4244).

Son rappel au règlement : réaménagement de l'ordre du jour de l'Assemblée de telle sorte qu'un plus grand nombre de députés puisse s'exprimer sur le projet de loi relatif au plan intérimaire pour 1982-1983 [3 décembre 1981] (p. 4400, 4401).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion générale : augmentation du déficit budgétaire ; dépassement des ressources du marché financier ; financement des investissements des entreprises ; création monétaire ; psychologie des chefs d'entreprise ; absence de reprises des investissements en 1982 ; préjugé défavorable du Gouvernement à l'égard des chefs d'entreprise ; accroissement de la charge fiscale ; libération du Palais du Louvre par les services du ministère des finances ; crédits de téléphone du ministère de l'intérieur ; économies budgétaires ; réajustement en francs des contributions françaises à des organismes internationaux ; politique de rigueur budgétaire ; appréhension éprouvée à l'étranger à propos de la solidité du franc ; risque de guerre en Europe ; réduction des dépenses d'équipements militaires ; prise de contrôle de Matra par l'Etat ; compétitivité du secteur nationalisé [7 décembre 1981] (p. 4448) ; impôts payés par la société Matra ; fraude fiscale ; réforme fiscale d'ensemble ; moyens du contrôle fiscal (p. 4449).

Discussion des articles : **article 7 :** son amendement n° 14 (de suppression) (p. 4461) ; nécessité de doter l'administration fiscale de moyens adaptés ; inquiétude des chefs d'entreprise ; extension au profit des agents des administrations chargées du recouvrement de l'impôt du droit de communication prévu aux articles L. 81, L. 95 du livre des procédures ; augmentation du taux de recouvrement de l'impôt ; mission des corps de contrôle ; emploi de moyens inquisitoriaux par l'administration fiscale ; révision d'ensemble des moyens du contrôle fiscal ; taux de pénalité (p. 4461) ; politique fiscale (p. 4462) ; amendement n° 14 rejeté (p. 4463) ; **article 8 :** son amendement n° 15 (de suppression) ; extension de la procédure d'avis à tiers détenteur et extension du privilège du Trésor à l'ensemble des droits relatifs au principal d'une part, et, d'autre part, aux majorations et aux pénalités d'assiette et de recouvrement ; attente de la réforme d'ensemble de la fiscalité (p. 4466) ; amendement n° 16 (de suppression) ; commissaires du Gouvernement ; fraude fiscale ; contrôle fiscal ; impossibilité de laisser les services fiscaux seuls juges de la bonne foi des contribuables p. 4468) ; amendement n° 16 rejeté (p. 4469) ; **article 14 :** nationalisation de la société Matra (p. 4476) ; dynamisme de Matra ; actionnariat des salariés dans la société Matra ; nationalisation se traduisant par l'expropriation des salariés actionnaires de la société (p. 4477).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** recours aux ordonnances contraire à l'esprit de la Constitution ; absence d'urgence ; accusations du Premier ministre à l'égard de l'ancienne majorité [9 décembre 1981] (p. 4554); climat psychologique d'agression permanente contre l'opposition (p. 4555).

Deuxième lecture, **explications de vote :** vote hostile du groupe U.D.F.; recours à l'article 38 non fondé [22 décembre 1981] (p. 5398).

— **Son rappel au règlement :** drame vécu par la Pologne ; attitude du parti communiste français et du Gouvernement [14 décembre 1981] (p. 4852).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).**

Discussion générale : critique de l'évaluation du montant des aides à l'agriculture ; affirmations du président de la F.N.S.E.A.; critique de la mobilisation des excédents du Crédit agricole ; inquiétude des agriculteurs devant l'aide « sélective » [16 décembre 1981] (p. 4979) ; son inquiétude devant les deux principes de la nouvelle politique de l'agriculture : justice et transparence ; riques de tracasserie administrative et du freinage du dynamisme ; atout considérable représenté par l'agriculture dans la guerre économique mondiale ; dangers d'exclure du bénéfice de la solidarité nationale les agriculteurs performants (p. 4980).

— **Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).**

Première lecture, discussion générale : soutient sa motion de renvoi en commission [12 décembre 1981] (p. 4743) ; bilan économique contenu dans le plan ; non-organisation des nouvelles collectivités territoriales et des nouvelles entreprises nationales ; insuffisance des précisions chiffrées contenues dans le plan ; annonce de projets de la loi porteurs d'incertitudes ; projet de loi fixant les objectifs et les méthodes de la planification ; rapport annexe au projet de loi de finances décrivant l'articulation entre les options du plan intérimaire et les moyens budgétaires ; réforme des aides au logement ; projet de loi relatif au ravalement thermique des logements collectifs ; programme d'économies d'énergie et d'utilisation des énergies nouvelles ; plan « construction » ; réforme du financement des déplacements domicile-travail ; loi d'orientation sur la politique familiale ; contractualisation des rapports entre les établissements publics régionaux et les entreprises dans le secteur public élargi (p. 4744) ; accidents du travail ; financement des régimes sociaux ; mobilisation de l'épargne vers l'appareil productif ; voies navigables ; mesures en faveur de la maternité ; situation des transports routiers ; programmation économique ; prêts bonifiés ; augmentation de la pression fiscale et parafiscale sur l'agriculture ; situation du commerce et de l'artisanat ; modernisation de la distribution ; politique des prix ; évolution des formes de commerce ; financement des investissements ; évasion fiscale des non salariés ; politique du logement ; politique en matière de prix et de tarifs des entreprises publiques ; emprunts à l'étranger ; encadrement extérieur et cours du franc, stabilisation de la charge des impôts et des cotisations sociales (p. 4745) ; réforme des prestations familiales ; prévisions macro-économiques (p. 4746) ; motion de renvoi en commission rejetée (p. 4746).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 160 (définition par la loi de planification militaire des grandes orientations permettant d'assurer aux Français les conditions de leur sécurité jusqu'à la fin du siècle et assurance par le plan quinquennal des cohérences entre les exigences du développement économique et social et celles de la défense nationale) ; politique stratégique et maintien de l'indépendance nationale ; examen du budget de la défense (p. 4757) ; amendement n° 160 adopté (p. 4758) ; crédits affectés aux investissements militaires dans la troisième loi de finances rectificative pour 1981 (p. 4768) ; limitation de la fiscalité nationale à 18 p. 100 du produit intérieur brut (p. 4772) ; modération de l'évolution du pouvoir d'achat des salariés et politique contractuelle ; politique de la formation professionnelle ; pluralisme dans les filières de l'enseignement ; concertation entre les secteurs public et privé (p. 4781) ; propositions de l'assemblée régionale de Bretagne pour le plan intérimaire (p. 4792) ; moyens financiers nouveaux pour les S.A.F.E.R. (p. 4806) ; répartition des responsabilités dans la gestion des régimes de sécurité sociale ; renforcement de la représentation des salariés et desserrement de la tutelle de la caisse nationale sur les caisses locales de sécurité sociale (p. 4813) ; centres de santé intégrés (p. 4815) ; économies dans le coût de la santé ; contrôle des budgets hospitaliers ; tarification hospitalière (p. 4817) ; politique des prestations familiales ; son amendement n° 167 (études des implications que pourrait comporter pour la politique familiale le principe du salaire maternel) ; maintien du principe du salaire maternel par les organisations familiales ; choix pour les femmes de travailler ou de rester au foyer pour se consacrer à l'éducation de leurs enfants ; contribution à la résorption du chômage ; projet de loi-cadre sur la famille (p. 4818) ; amendement n° 167 rejeté ; recours à certaines sources de financement à caractère social pour le logement (p. 4819) ; **explications de vote :** reconnaissance de l'utilité de la négociation ; reconquête du marché intérieur ; approfondissement de la solidarité ; accroissement de l'aide de la France aux pays en voie de développement ; orientations de la politique familiale ; imprécision de la politique agricole ; évolution vers une majoration des charges sociales pour les professions libérales, les commerçants et les artisans ; abaissement de la durée du travail ; accroissement de l'endettement extérieur (p. 4834).

Deuxième lecture, explication de vote : son souhait que le plan intérimaire et le futur plan quinquennal mesurent l'incidence sur l'emploi des infléchissements que suscitera le drame polonais dans nos relations commerciales avec l'Europe de l'Est [23 décembre 1981] (p. 5418).

— **Ses observations sur la fixation de l'ordre du jour :** date des sessions extraordinaires [15 décembre 1981] (p. 4939).

— **Son rappel au règlement :** réclame une communication du Gouvernement sur la politique française face au drame rité avec le peuple polonais [21 décembre 1981] (p. 5386).

— **Son rappel au règlement :** nécessité d'une déclaration du Gouvernement sur la politique française face au drame polonais [22 décembre 1981] (p. 5390).

— **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).**

Commission mixte paritaire, discussion générale : son vote favorable ; question des archives [22 décembre 1981] (p. 5393).

HAMELIN (Jean)

Député d'Ille-et-Vilaine
(6e circonscription)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J.O. du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* office des fruits et légumes ; mesures vis-à-vis de pays tiers [6 novembre 1981] (p. 3289).

HARCOURT (Florence d')

Député des Hauts-de-Seine
(6e circonscription)
Apparenté R. P. R.

Elue le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur pour avis de la proposition de loi de M. Michel Barnier et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une force d'intervention humanitaire (n° 376) [3 décembre 1981] (p. 4404).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à préserver l'identité culturelle des **minorités étrangères (n° 325)** [17 septembre 1981]. Retrait de cette proposition [23 septembre 1981] (p. 1279).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **élèves instituteurs** : formation des élèves instituteurs de première année ; inexpérience de ces derniers [28 octobre 1981] (p. 2658) ;

— **sécurité au bois de Boulogne et à La Défense** : prostitution et travestis ; plan d'action spécifique pour le bois de Boulogne [2 décembre 1981] (p. 4348).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : isolement de la France ; caractère barbare de la peine de mort ; inefficacité ; responsabilité de la société [18 septembre 1981] (p. 1201) ; avortement ; réadaptation des détenus (p. 1202).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* enseignement de l'histoire, de la géographie, de l'instruction civique et de la morale ; votera ce budget parce qu'il ne porte pas atteinte aux crédits de l'enseignement libre [10 novembre 1981] (p. 3471).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* faiblesse des crédits de la défense civile ; activités des unités ; obsolescence des matériels confiés aux réserves ; cumuls emploi-retraite [14 novembre 1981] (p. 3688).

HARCOURT (François d')

Député du Calvados
(4e circonscription)
Apparenté U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à rétablir l'**allocation de franchise** supprimée par les ordonnances n°s 60-907 du 30 août 1960 et 60-1253 à 1256 du 29 novembre 1960 **(n° 224)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à améliorer les conditions d'accès à la **retraite des gendarmes (n° 293)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à instituer une **détaxation du carburant** utilisé par les artisans chauffeurs de taxis **(n° 295)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi portant extension des avantages de la construction des résidences principales à tous les fonctionnaires et salariés bénéficiaires d'un **logement de fonction** pendant leur activité **(n° 327)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à déterminer les **charges déductibles des revenus imposables** des personnes physiques qui emploient du personnel à des tâches familiales ou ménagères **(n° 534)** [6 novembre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion générale : financement de l'augmentation du S.M.I.C. et des mesures en faveur des personnes âgées et des familles nombreuses ; effets inflationnistes de la relance par la consommation [16 juillet 1981] (p. 169) ; avantages liés à une relance par l'investissement ; nationalisations ; réduction des charges et des impositions pour les entreprises et réduction des dépenses publiques (p. 170).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* rattrapage du revenu agricole ; plafonnement des charges sociales ; engagements du Président de la République ; importation des pays tiers ; hausse de 2 p. 100 du taux des prêts bonifiés ; octroi d'un crédit de T.V.A. [6 novembre 1981] (p. 3292).

Mer. — *Discussion générale :* difficulté de la pêche artisanale ; Port-en-Bessin ; prix du carburant réévalué sur la base actuelle en fonction du prix de vente du poisson ; charges sociales ; exonération des plus-values en cas de réinvestissement ; prêts du F.D.E.S. ; protection du marché intérieur ; pensions [9 novembre 1981] (p. 3398).

HAUTECLOCQUE (Nicole de)

Député de Paris
(18e circonscription)
R. P. R.

Elue le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à créer une **agence nationale d'indemnisation (n° 181)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi visant à étendre au **corps des porteurs du service municipal des pompes funèbres de Paris,** le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950, accordant aux agents de réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture des **droits à pensions (n° 371)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à majorer automatiquement les **rentes viagères privées** en fonction de l'évolution de l'**indice du coût de la vie (n° 416)** [1er octobre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 75-4 du 3 janvier 1975 en élevant le montant des **chèques** obligatoirement payés par le tiré **(n° 417)** [1er octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **effectifs de police à Paris : insécurité dans les grandes villes ;** diminution des horaires de travail des policiers ; police de Paris [2 décembre 1981] (p. 4346) ;

— **sécurité au bois de Boulogne et à La Défense** (question posée par Mme Florence d'Harcourt) : gendarmerie à cheval [2 décembre 1981] (p. 4349).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**
Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* missions des policiers ; policiers dans le métropolitain ; voie publique ; criminalité ; cambriolages ; intégration de l'indemnité de sujétion spéciale dans le calcul de la pension de retraite ; pension des veuves de policiers morts en service ; généralisation de la mensualisation du paiement des pensions ; logement des fonctionnaires de police ; service national des fonctionnaires de police ; effectifs de policiers [17 novembre 1981] (p. 3854).

HAUTECŒUR (Alain)

Député du Var
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Vice-président de cette délégation [*J. O. du 23 juillet* 1981] (p. 2046).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [16 juillet 1981] (p. 187).

Prête serment [29 juillet 1981] (p. 476).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (n° 142) [8 septembre 1981] (p. 829).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative au courtage matrimonial (n° 138) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative au règlement par billet à ordre (n° 141) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises (n° 314) [11 septembre 1981] (p. 1026).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur les activités du service d'action civique (S. A. C.) et pour déterminer les complicités dont il a pu bénéficier à tous les niveaux (n° 238) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Rapporteur de la proposition de résolution (n° 249) de M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de l'industrie de la machine-outil en France [17 septembre 1981] (p. 1180).

Rapporteur de la proposition de résolution de Mme Colette Gœuriot et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides publiques reçues de l'Etat et des banques par les grandes sociétés du textile et de l'habillement et notamment par le groupe Willot (n° 5) [24 septembre 1981] (p. 1338).

Rapporteur de la proposition de loi de M. André Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à célébrer le 8 mai comme fête nationale, fériée et chômée (n° 213) [24 septembre 1981] (p. 1338).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Michel Noir tendant à la création d'une commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels, juridiques et financiers posés par les nationalisations (n° 321) [24 septembre 1981] (p. 1338).

Membre suppléant du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Charles Millon et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mouvements de capitaux et les opérations boursières ayant effectué la cotation des titres des sociétés : C.G.E., Rhône-Poulenc, P.U.K., Saint-Gobain, Thomson-Brandt (n° 379) [1er octobre 1981] (p. 1455).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Xavier Deniau tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de l'étude des conditions d'âge exigées pour l'attribution d'une pension de retraite par les différents régimes de protection sociale (n° 459) [5 novembre 1981] (p. 3221).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 modifiée portant loi organique relative aux lois de finances, en vue d'instaurer un contrôle parlementaire sur le budget des organismes de sécurité sociale (n° 476) [5 novembre 1981] (p. 3221).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 26 novembre 1981] (p. 3223).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Guy Bêche et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique du personnel appliquée dans l'entreprise Peugeot (n° 469) [26 novembre 1981] (p. 4249).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'uue commission d'enquête sur les opérations de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas pour soustraire une partie de son patrimoine à la nationalisation (n° 482) [26 novembre 1981] (p. 4249).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Georges Gosnat et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner le problème des aides publiques à la presse écrite (n° 560) [3 décembre 1981] (p. 4405).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Parfait Jans et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évasion des capitaux et les moyens d'y mettre fin (n° 562) [3 décembre 1981] (p. 4405).

Membre de la commission «ad hoc» chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 608) [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3423).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 142), tendant à compléter les dispositions de **l'article L. 222-1 du code du travail (n° 313)** [9 septembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 314), relatif au **droit d'action du ministère public** dans les **procédures collectives d'apurement du passif des entreprises (n° 323)** [16 septembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 396), relatif au **droit d'action du ministère public** dans les **procédures collectives d'apurement du passif des entreprises (n° 401)** [1er octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 238) de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une **commission d'enquête** pour faire toute la lumière sur les **activités du service d'action civique (S. A. C.)** et pour déterminer les complicités dont il a pu bénéficier à tous les niveaux **(n° 402)** [1er octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 249) de M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur l'avenir de **l'industrie de la machine-outil en France (n° 403)** [1er octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 5) de Mme Colette Goeuriot et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **aides publiques** reçues de l'Etat et des banques par les **grandes sociétés du textile et de l'habillement** et notamment par le groupe Willot **(n° 462)** [8 octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 321) de M. Michel Noir, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **problèmes constitutionnels, juridiques et financiers posés par les nationalisations (n° 479)** [28 octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 379) de M. Charles Millon et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mouvements de capitaux et les opérations boursières ayant affecté la **cotation des titres des sociétés C. G. E., Rhône-Poulenc, P. U. K., Saint-Gobain, Thomson-Brandt (n° 480)** [28 octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 459) de M. Xavier Deniau et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête chargée de l'étude des **conditions d'âge exigées pour l'attribution d'une pension de retraite** par les différents régimes de protection sociale **(n° 569)** [26 novembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 469) de M. Guy Bêche et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur la **politique du personnel appliquée dans l'entreprise Peugeot (n° 669)** [22 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 482) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **opérations de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas** pour soustraire une partie de son patrimoine à la nationalisation **(n° 670)** [22 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 562) de M. Parfait Jans et plusieurs de ces collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'**évasion des capitaux et les moyens d'y mettre fin (n° 671)** [22 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 560) de M. Georges Gosnat et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner le problème des **aides publiques à la presse écrite (n° 672)** [22 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : assassinat du juge Michel : sécurité des juges [28 octobre 1981] (p. 2662).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés aux autres enfants à charge pour le bénéfice des dispositions ouvrant droit au recul de la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat (n° 318).

Première lecture, explications de vote : loi de 1975 (décrets d'application non pris) [22 septembre 1981] (p. 1260).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (n° 142).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : action des parlementaires en faveur de la célébration du 8 mai et résistance des Gouvernements précédents [23 septembre 1981] (p. 1264) ; attachement des associations d'anciens combattants à la célébration du 8 mai ; signification du 8 mai ; résurgence du totalitarisme et recrudescence de l'antisémitisme et du racisme ; « combat exemplaire mené par le Parlement » face à l'opposition des gouvernements ; domaine législatif (p. 1265) ; signification de la célébration du 8 mai (p. 1266).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er,** *article 3-3 bis de la loi du 3 juillet* 1972 : demande au Gouvernement de retirer son amendement n° 30 [24 septembre 1981] (p. 1330).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises (n° 314).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : bataille de l'emploi ; augmentation du nombre des dépôts de bilan ; élargissement des pouvoirs du ministère public, représentant de l'intérêt général face aux intérêts particuliers des créanciers et du débiteur ; officialisation de la pratique de l'intervention des pouvoirs publics dans les procédures de sauvetage des entreprises ; mesures de redressement ou de restructuration des entreprises ; nécessité d'une réforme d'ensemble des procédures collectives [22 septembre 1981] (p. 1232) ; réforme des juridictions consulaires, des syndics et administrateurs judiciaires ; présence du ministère public dans les juridictions consulaires depuis la loi du 10 juillet 1970 ; rôle du procureur de la République : pouvoir de surveiller les syndics et les administrateurs provisoires, pouvoir de vérifier l'application des dispositions relatives à la faillite personnelle ; manque de moyens du ministère public ; insuffisance des relations entre ministère public et tribunaux de commerce ; extension de l'ordre public économique ; nécessité du développement d'un parquet économique ; rôle préventif du ministère public ; rétablissement de l'égalité entre les parties ; élargissement des cas d'intervention du procureur de la République en qualité de partie principale : demande d'ouverture d'une procédure de règlement judiciaire, de liquidation de biens ou de suspension de poursuites, de remplacement ou de modification de la mission des curateurs ou de remplacement du syndic (p. 1233) ; autorisation, pour le parquet, de demander au tribunal d'écarter les dirigeants d'entreprise faisant obstacle aux mesures de redressement ; formation commerciale des magistrats (p. 1234).

Discussion des articles : **article 3 :** son opposition à l'amendement n° 3 de M. Charles Millon ; différence entre la liquidation des biens et le règlement judiciaire ; rappel de l'affaire Willot ; désignation de l'administrateur provisoire par le tribunal et non par le procureur de la République ; désignation de l'administrateur provisoire lorsque le comportement des débiteurs ou des dirigeants sociaux le rend nécessaire (p. 1242) ; **article 5 :** neutralisation des dirigeants d'une entreprise ; nombre peu élevé des concordats ; faible proportion des concordats menés à terme ; opposition des intérêts du repreneur et de l'ancien dirigeant (p. 1243) ; défense des petits entrepreneurs ; organisation de leur insolvabilité par certains entrepreneurs ; erreurs de gestion ; cessions de parts (p. 1245) ; **article 6 :** voie de recours contre les jugements ; son amendement n° 2 (tendant à réserver l'appel au procureur de la République et à appeler obligatoirement le procureur de la République et le débiteur en chambre du conseil lorsque le tribunal aura à statuer sur une cession à forfait) : retiré (p. 1246) ; ses observations sur l'amendement n° 9 du Gouvernement (tendant à accorder au procureur de la République un droit d'appel des décisions autorisant les syndics à traiter à forfait) : risque de réduire à néant les possibilités de cession à forfait d'actif ; s'oppose à l'amendement n° 9 du Gouvernement ; possibilité pour le débiteur non satisfait de solliciter l'intervention du procureur de la République (p. 1248) ; **article 12 :** opposition à l'amendement n° 6 de M. Charles Millon (p. 1249).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : droit du ministère public de faire appel du jugement relatif à la nomination ou au remplacement des syndics et des jugements autorisant le syndic à prêter à forfait des actifs du débiteur ; délai de l'appel ; obligation pour la cour de statuer au fond dans un délai de quarante jours [1er octobre 1981] (p. 1430).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Jean-Claude Gaudin.

Explications de vote : droit du Parlement ; recours des gouvernements précédents à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; véritable raison du dépôt de motion de censure par l'U. D. F. [12 octobre 1981] (p. 1703) ; esprit de revanche de l'opposition (p. 1704).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** impôt sur la fortune en Suisse [28 octobre 1981] (p. 2692) ; seuil de l'impôt sur la fortune (p. 2702) ; ses explications de vote sur l'article 2 du projet de loi de finances : approbation du groupe socialiste ; impôt sur la fortune ; participation à la solidarité nationale (p. 2708) ; **article 3 :** son sous-amendement n° 549 à l'amendement n° 527 du Gouvernement (tendant à élever le taux de taxation des transactions sur les objets d'art de 4,5 p. 100 à 6 p. 100 : adopté ; son sous-amendement n° 550 à l'amendement n° 527 du Gouvernement (tendant à ce que la taxation des transactions des objets d'art en cas de vente aux enchères soit portée de 3 p. 100 à 4 p. 100 : adopté [29 octobre 1981] (p. 2752).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion des articles : **article 10 :** projet de modernisation du pari mutuel urbain [17 décembre 1981] (p. 5120).

— Discussion des conclusions du rapport (n° 402) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur les activités du service d'action civique (S. A. C.) et pour déterminer les complicités dont il a pu bénéficier à tous les niveaux (n° 238).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : rappel de l'affaire de la tuerie d'Auriol ; défense du S. A. C. par l'opposition ; création d'une commission d'enquête parlementaire sur le fonctionnement d'une association et de ses activités ; rappel des commissions d'enquête parlementaire créées sur la politique de la montagne, de la machine-outil, sur les incendies de forêts, sur le textile et sur l'emploi ; absence de poursuites judiciaires en cours sur les faits susceptibles de donner lieu à enquête [17 décembre 1981] (p. 5121) ; recevabilité de la demande de création d'une commission d'enquête au regard des textes régissant la matière ; information judiciaire en cours ; rappel de la création et du but du S. A. C. ; service d'ordre des manifestations gaullistes et des campagnes électorales de l'U. D. R. ; source de renseignements parallèles ; affaire Ben Barka ; inculpation de divers membres du S. A. C. lors de différentes affaires ; règlements de comptes ; épurations successives (p. 5122) ; protection du S. A. C. ; problème des témoignages et des preuves (p. 5123).

Discussion de l'article unique : nombre des membres de la commission d'enquête ; engagement d'assiduité des membres de la commission (p. 5125).

HAYE (Kléber)

Député de la Gironde
(7e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

QUESTIONS

orale sans débat (n° 78) : posée le 24 novembre 1981 : **hôtellerie et restauration (aides et prêts)** (p. 4156) : appelée le 27 novembre 1981 ; **prime spéciale d'équipement hôtelier :** renouvellement de la prime spéciale d'équipement hôtelier tendant à encourager la construction ou la rénovation d'hôtels ; demande au ministre du temps libre de veiller personnellement à ce que le décret paraisse rapidement (p. 4262).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* dragage du bassin d'Arcachon ; coordination entre les services intéressés par le milieu marin [9 novembre 1981] (p. 3403).

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* exprime sa satisfaction devant le budget de la recherche et de la technologie et devant l'objectif annoncé pour 1985 de 2,5 p. 100 du P. I. B. ; formation d'équipes nécessaires au développement de la filière électronique ; développement de la microélectronique et des microprocesseurs ; mise en place d'une grande politique industrielle ; concurrence étrangère ; formation d'un plus grand nombre d'ingénieurs et de chercheurs dans ce domaine ; décloisonnement de la recherche ; mobilité du personnel ; centralisation financière excessive ; rôle des I. U. T. dans le développement d'une recherche fructueuse notamment dans le secteur des applications [19 novembre 1981] (p. 4010).

HENRY (André)

Ministre du temps libre

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre du temps libre : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy, décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre du temps libre (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy), décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

REPONSES AUX QUESTIONS

orale sans débat de M. Kléber Haye (n° 78) : prime spéciale d'équipement hôtelier : décision de reconduire le système actuellement en vigueur jusqu'au 31 décembre 1982 [27 novembre 1981] (p. 4262).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* création du ministère du temps libre ; orientations visant à faire du droit aux loisirs un élément fondamental d'équilibre de notre société au même titre que le droit au travail ; réhabilitation de l'éducation populaire ; nouvelle direction du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature ; possibilité d'échanges internationaux ; développement considérable du loisir social, du loisir de proximité et du loisir de randonnées ; promotion du sport de masse ; progression des moyens du budget pour 1982 de plus de 30 p. 100 ; priorité donnée aux créations d'emplois ; augmentation globale des moyens de fonctionnement et d'aide aux associations, crédits pour la section commune ; relèvement des services extérieurs du ministère ; situation des personnels, notamment non titulaires ; effort entrepris en faveur du tourisme associatif [19 novembre 1981] (p. 4026) ; accepte les propositions de M. Christian Pierret relatives aux crédits du budget du ministère du temps libre et permettant de rééquilibrer le secteur du loisir social et de l'éducation populaire ; critique les interventions de MM. Michel Barnier et Jean-Pierre Soisson ; rôle de M. François Abadie, secrétaire d'Etat chargé du tourisme ; aménagement du temps ; négociations sur l'étalement des vacances ; rapport entre le tourisme associatif et le tourisme professionnel ; effort en faveur du loisir social ; priorité donnée aux travailleurs ; démocratisation du loisir de neige, du camping-caravaning, des villages de vacances ; développement d'une grande politique

du tourisme (p. 4050) ; mise en œuvre d'une campagne « vérité des prix » ; campagne « découverte de la France » ; politique de la montagne ; développement du loisir social en montagne et équipement de la montagne ; chèques vacances ; problème des associations et de la promotion de la vie associative ; projet de loi ayant pour objectif de renforcer la liberté et l'autonomie des associations ; étude d'un « statut-cadre » des métiers de l'animation ; intervention « provocatrice » de M. Roger Corrèze (p. 4051) ; organisation des moyens du loisir ; loisirs du troisième âge, des handicapés et des travailleurs immigrés ; concertation permanente avec les élus, les collectivités et les associations ; décentralisation ; le droit au loisir pour tous représentant une grande conquête sociale (p. 4052).

Examen des crédits : **état B, titre IV** : s'oppose à l'amendement n° 190 de M. Charles Millon ; postes Fonjep ; recrutement d'animateurs (p. 4053).

HERMIER (Guy)

Député des Bouches-du-Rhône
(4e circonscription)
Communiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant du comité national de l'enseignement supérieur et de la recherche [*J. O.* du 1er août 1981] (p. 2113).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale* : crise de l'école et de l'université résultant de 23 années de domination de la droite ; asservissement de notre système éducatif aux exigences de profit et aux impératifs de redéploiement du grand capital [9 novembre 1981] (p. 3437) ; volonté du Gouvernement de rompre avec les orientations du passé ; progression de 17 p. 100 du budget de l'éducation nationale ; sa faiblesse par rapport à la croissance de 27,6 p. 100 du budget général ; créations d'emplois ; situation critique des personnels administratifs et de services ; résorption de l'auxiliariat ; aide à la recherche ; ses inquiétudes au sujet de la gratuité et des mesures sociales dans les secteurs scolaires et universitaires ; diminution du nombre des boursiers ; insuffisance des crédits de construction scolaire ; création de dix nouveaux lycées d'enseignement professionnel ; nécessité d'anticiper la réalisation du budget ; nécessaire mutation de notre système d'éducation ; besoins de formation de la jeunesse à l'horizon de l'an 2000 ; faire reculer les inégalités et la ségrégation ; établir des rapports nouveaux entre l'école, la vie sociale et les réalités de la production ; augmenter le nombre des enseignants ; revaloriser leur rôle et leur formation ; rénover la laïcité (p. 3438) ; formation professionnelle ; vote du budget de l'éducation nationale par le groupe communiste (p. 3439).

Culture. — *Discussion générale* : arts plastiques ; métiers artistiques ; théâtre et musique ; cinéma et audiovisuel ; patrimoine, grandes institutions culturelles ; développement de la recherche culturelle ; nouvelle politique culturelle ; créations ; « assises nationales pour la culture » ; « plan national pour la culture » ; décentralisation culturelle ; cultures régionales ; emplois artistiques ; industrie culturelle ; accès de la classe ouvrière à la culture [17 novembre 1981] (p. 3879) ; présence de la culture française dans le monde ; coopération culturelle (p. 3880).

Recherche et technologie. — *Discussion générale* : impossibilité de dissocier le développement des possibilités scientifiques et humaines des choix sociaux fondamentaux ; historique du développement scientifique depuis la Convention ; taux de croissance 29,6 p. 100 choisi pour les crédits de recherche et technologie ; principales orientations de la politique nouvelle ; concertation du travail préparatoire de la loi de programmation ; stimulation de la recherche et de l'innovation par les grands besoins sociaux et nationaux exprimés de façon démocratique ; développement équilibré et pluraliste de la recherche ; recherche fondamentale et recherches technologiques ; maintien et progression des moyens de tous nos grands organismes de recherche ; politique volontariste de l'instrumentation scientifique ; recherches universitaires [19 novembre 1981] (p. 4004) ; nécessité d'opérer des choix et de définir de grands programmes ; priorités définies par le Gouvernement ; diminution de la dotation en crédits de paiement du C.E.A. et du Comès ; recherche industrielle ; déficit de la balance des brevets ; faible développement de la recherche dans les P.M.I. ; disparités entre l'effort fait pour l'aéronautique et d'autres branches de notre industrie, par exemple le secteur agroalimentaire ; régionalisation ; constitution de comités consultatifs pour la recherche aux frais des assemblées régionales élues ; renforcement des pôles de recherches en province ; mise en œuvre d'une grande politique de l'emploi scientifique ; exemple du C.N.R.S. ; démocratisation de la recherche ; libération de l'initiative des travailleurs scientifiques ; décision d'ouvrir le conseil d'administration du C.N.R.S. à des représentants du personnel et aux grandes confédérations syndicales (p. 4005).

HERNU (Charles)

Ministre de la défense

Député du Rhône
(6e circonscription)
Socialiste
Ministre de la défense

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de la défense : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy, décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre de la défense (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy), décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jean-Pierre Michel : objecteurs de conscience :** projet de réforme de leur statut [7 octobre 1981] (p. 1555).

— **M. Christian Bergelin : établissements de l'intendance :** plan de réorganisation de l'armée de terre ; création d'emplois dans la gendarmerie [2 décembre 1981] (p. 4348).

— **M. Georges Sarre : atoll de Mururoa :** prix attaché par le Gouvernement à la sécurité ; haut degré de sécurité garanti par la technique des tirs souterrains ; tirs effectués à plus de 1 000 kilomètres de Papeete [9 décembre 1981] (p. 4560) ; affaissement constaté dû au poids des coraux ; crainte non fondée d'une contamination éventuelle du Pacifique ; information des personnels ; nécessité de poursuivre les essais souterrains de Mururoa (p. 4561).

— **M. Marcel Bigeard : sanction disciplinaire intervenue contre un officier de marine :** devoir de réserve ; mise en cause de la représentation nationale par l'intéressé [9 décembre 1981] (p. 4563).

— **M. Gérard Chasseguet : avenir du collège militaire du Mans :** rumeur infondée de fermeture prochaine ; transformation du collège en une école de la gendarmerie nationale ; maintien de l'emploi [9 décembre 1981] (p. 4565).

orale sans débat de M. Alain Bonnet (n° 15) : nuisances dues aux avions supersoniques : diminution des plaintes enregistrées ; missions de l'armée de l'air dans le cadre de la sûreté aérienne ; concentration des « bangs » dans les zones particulières ; réglementation de 1976 [16 octobre 1981] (p. 1894).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* équilibre des forces ; avantages de l'U. R. S. S. en Europe [13 novembre 1981] (p. 3657) ; danger maximum entre 1984 et 1986 ; installation d'armes américaines choisie par nos alliés européens ; négociations sur le désarmement ; refus de désarmer sans contrepartie ; refus de considérer la force de dissuasion française comme un enjeu dans la discussion entre les superpuissances ; forces d'assistance rapide ; retards dans l'exécution de la loi de programmation (p. 3658) ; objectifs d'activité non atteints dans la marine et l'armée de l'air ; état des casernements ; réalisation des objectifs de la loi de programmation en 1983 ; loi de planification militaire pour la période 1984-1988 ; harmonisation de la planification militaire et de la planification générale (p. 3659) ; augmentation des dépenses militaires dans le revenu national ; participation du budget à la lutte nationale pour l'emploi ; impact économique des dépenses de défense ; priorité accordée aux forces nucléaires (p. 3660) ; S. N. L. E. ; expérimentation nucléaire ; sécurité des personnels de Mururoa et de la population polynésienne ; arme nucléaire tactique ; matériels d'armement classique ; armes anti-chars ; ses engagements d'inscription de commandes au budget 1983 ; équipement de la marine ; commandes de Mirage 2000 ; protection des bases aériennes ; crédits pour la recherche (p. 3661) ; information de l'Assemblée sur les contrats d'exportation d'armes prévoyant l'ouverture d'autorisations de programme ; programmes d'études de l'utilisation de l'espace ; activité des forces (p. 3662) ; exercices des grandes unités ; création d'emplois ; conditions de vie des gendarmes ; nouveau règlement de discipline de la gendarmerie ; accepte d'inscrire 30 millions de francs au budget affectés à des subventions aux collectivités locales pour le logement des gendarmes ; sort des gendarmes blessés en service ; mesures en faveur des personnels ouvriers du ministère de la défense (p. 3663) ; intégration de la main-d'œuvre en régie indirecte ; régime d'évolution des salaires des ouvriers des arsenaux ; retenue pour grève proportionnelle à la durée de l'interruption de travail ; modification du contenu du service national ; reports d'incorporation ; affectations ; ouverture du service national aux jeunes femmes ; prêt du soldat ; création d'une prime de service en campagne pour les appelés ; gratuité totale sur le réseau ferré allemand ; rénovation des casernes situées sur le territoire de la R. F. A. (p. 3664) ; diminution du budget de l'ex-sécurité militaire ; extension de la compétence des commissions régimentaires ; révision du règlement de discipline ; permissions de longue durée pour les appelés agriculteurs et les appelés servant en Allemagne ; suppression des tribunaux permanents des forces armées ; projet de loi sur le statut des objecteurs de conscience ; droit de réclamation des militaires ; suppression de la sécurité militaire ; réforme du fonctionnement des écoles militaires (p. 3665) ; septième S. N. L. E. ; augmentation des autorisations de programme pour la F. N. S. (p. 3674) ; remboursement au ministère de la défense des charges supportées pour des missions de service public ; problème des cumuls ; durée du travail ramenée à trente-neuf heures par semaine dans les arsenaux à compter du 1er janvier 1982 sans réduction de rémunération ; conditions de vie des appelés ; distinction entre commissions régimentaires et syndicats de soldats ; objectif de porter les dépenses militaires à 3,94 p. 100 du P. I. B. marchand n'ayant jamais fait l'objet de déclaration du précédent gouvernement ; enseignement militaire ; durée du service national ; information du Parlement sur les ventes d'armes et les grandes orientations stratégiques [14 novembre 1981] (p. 3691) ; priorité accordée aux F. N. S. (p. 3692) ;

Discussion des articles : **article 44 :** son amendement n° 163 (majoration de crédits) : adopté ; débat sur la politique de défense à l'occasion de la discussion du projet de loi de programmation et de planification militaire (p. 3692) ; suppression des juridictions militaires à compter du 1er juillet 1982 ; maintien de l'administration centrale de la justice militaire ; veuves de militaires ne bénéficiant pas de pension de retraite ; réduction des crédits de la sécurité militaire ; son amendement n° 185 (réduction de crédits) ; participation du ministère de la défense au financement de la construction des logements de la gendarmerie ; amendement n° 185 : adopté (p. 3693) ; **article 45 :** son amendement n° 164 (réduction de crédits) ; financement de mesures en faveur des appelés ; prélèvement sur le titre III et non sur les autorisations de programme et les crédits de paiement ; amendement n° 164 : adopté ; prise en charge par le ministère de la défense des dépenses du programme civil de défense (p. 3694) ; rapport sur la protection de la population ; son amendement n° 186 (réduction de crédits) : adopté ; son amendement n° 187 (majoration de crédits) : adopté (p. 3695) ; **après l'article 45 :** examen du projet de loi de planification militaire au printemps 1983 ; prérogative du président de la République en matière de conseil de défense ; rapport au printemps 1983 sur l'exécution de la loi de programmation 1977-1982 (p. 3696).

HERVÉ (Edmond)

Ministre de la santé
Député d'Ille-et-Vilaine
(1re *circonscription*)
Socialiste
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de la santé : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy, décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy), décret du 23 juin 1981 [*J.O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. André Rossinot : industrie lorraine :** politique charbonnière du Gouvernement ; mission Audibert ; filière bois [21 octobre 1981] (p. 2267) ;

— **M. Théo Vial-Massat : bassin houiller de la Loire ;** plan d'indépendance énergétique de la France ; contrat de programme avec les Charbonnages de France ; Houillères de la Loire [4 novembre 1981] (p. 3084) ;

— **M. Jacques Brunhes : filiales des sociétés sidérurgiques nationalisées ;** réorganisation de certaines activités filiales des groupes nationalisés ; situation du groupe Davum ; cas de la compagnie française d'entreprises métalliques [4 novembre 1981] (p. 3085) ;

— **M. Jean-Louis Masson : difficultés de la raffinerie de Hauconcourt :** difficultés du raffinage en France ; négociations dans la profession ; diversification des approvisionnements et aménagement du territoire [25 novembre 1981] (p. 4164) ;

— **M. Jean-Claude Bois : bassin minier du Nord — Pas-de-Calais :** relance de la production nationale française ; programme d'indépendance énergétique ; développement des investissements et des équipements du bassin du Nord — Pas-de-Calais [2 décembre 1981] (p. 4351) ;

— **M. Serge Beltrame : distribution de carburant en milieu rural :** approvisionnement en carburant des zones rurales ; réglementation relative aux modalités d'approvisionnement des points de vente d'hydrocarbure ; traitement privilégié pour les créations de points de vente en zone rurale [16 décembre 1981] (p. 4997) ; intérêt pour les détaillants en produits pétroliers de développer les éléments non pétroliers de leur activité ; distributeurs tenant également un garage ou un commerce (p. 4997, 4998).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : indépendance énergétique ; promesses du Président de la République ; réconciliation entre l'énergie et les Français ; politique autoritaire et centralisée du précédent Gouvernement ; genèse du projet gouvernemental [6 octobre 1981] (p. 1504) ; création d'un observatoire de l'énergie auprès du ministère de l'industrie ; agences régionales de l'énergie ; commissions locales d'information ; décentralisation ; plans énergétiques régionaux ; contrôles parlementaires et administratifs ; indépendance énergétique ; diversification de l'approvisionnement pétrolier (p. 1505) ; énergie et croissance ; énergie et tiers monde ; économies d'énergie ; énergies nouvelles (p. 1506) ; biomasse ; charbon ; sécurité nucléaire ; usine de La Hague ; prix du pétrole ; industrie du raffinage ; développement du recours au gaz (p. 1507).

Réponse à la question de :

— *M. Jean-Marie Daillet :* centrale de Flamanville ; programmation des deux premières tranches ; tranches 3 et 4 non programmées pour 1982-1983 (p. 1517) ;

— *M. Pierre Micaux :* réseaux de chaleur (p. 1517) ;

— *M. Jean-Marie Daillet :* usine de La Hague ; commission locale d'information (p. 1518) ;

— *M. Gilbert Mathieu :* nucléaire et emploi ; exportation du nucléaire (p. 1518) ;

— *M. Loïc Bouvard :* Plogoff ; engagement du président François Mitterrand ; plan régional énergétique breton (p. 1518) ;

— *M. Louis Odru :* raffinage ; fiscalité des sociétés pétrolières (p. 1519) ;

— *Mme Colette Goeuriot :* passage de neuf à six tranches nucléaires ; défense de l'emploi ; caractère expérimental de Super-Phénix II (p. 1519) ;

— *M. Jean Combasteil :* centrale marémotrice du Mont-Saint-Michel (p. 1520) ;

— *M. Louis Odru :* contrôle des salariés de l'énergie (p. 1520) ;

— *M. Didier Julia :* contrôle parlementaire sur la technologie et la recherche (p. 1522) ;

— *M. Jean-Paul Charié :* inégalités dans la consommation dénergie ; sécurité nucléaire (p. 1523) ;

— *M. Maurice Cornette :* énergie solaire ; déduction fiscale ; compte épargne-énergie (p. 1523) ;

— *M. Jean-Louis Goasduff :* politique nucléaire autoritaire du précédent gouvernement ; engagement du Président de la République au sujet de Plogoff ; plan régional breton (p. 1524) ;

— *M. Bernard Poignant :* agences régionales de l'énergie (p. 1524, 1525) ;

— *Mme Marie Jacq :* énergies nouvelles ; rôle des collectivités locales (p. 1525) ;

— *M. Christian Nucci :* valorisation des sous-produits de l'agriculture ; économies d'énergie dans le secteur agricole (p. 1525) ;

— *Mme Marie-France Lecuir :* utilisation de l'énergie solaire dans les services publics et l'habitat collectif (p. 1526) ;

— *M. Jean-Jack Queyranne :* économies d'énergie ; sensibilisation de l'opinion ; rôle de l'éducation (p. 1526) ;

— *M. Alain Vivien :* centrale de Nogent-sur-Seine (p. 1526) ;

— *M. Jean Gatel :* privatisation du nucléaire et sécurité (p. 1527) ;

— *M. Jean-Jacques Benetière :* décision concernant le projet de Saint-Priest-la-Prugne conforme aux vœux de la population (p. 1527) ;

— *M. Yves Lancien :* engagements internationaux de la France en matière de retraitement et sécurité (p. 1528) ;

— *M. Jean-Charles Cavaillé :* approvisionnement en énergie de la Bretagne ; composition du comité d'action pour le solaire en Bretagne (p. 1528) ;

— *Mme Christiane Mora :* construction entre le Gouvernement, l'industrie pétrolière et les syndicats pour un plan de raffinage (p. 1528) ;

— *Mme Gisèle Halimi :* caractère expérimental de Super-Phénix (p. 1529).

Charbon national ; conditions de travail des mineurs ; six tranches de centrales nucléaires pour 1982-1983 ; sécurité nucléaire ; débat démocratique ; décentralisation de la politique énergétique [7 octobre 1981] (p. 1574) ; politique de l'énergie et emploi ; effort financier pour les économies d'énergie et les énergies nouvelles ; coût social ; coût « de souveraineté » ; rentabilité et caractère social des économies d'énergie ; respect des contrats avec l'étranger ; centrale de Cattenom ; solidarité internationale (p. 1575) ; énergie solaire ; carburants agricoles ; biomasse ; géothermie dans les départements d'outre-mer ; réseaux de chaleur ; choix du précédent gouvernement sur le charbon (p. 1594) ; relance du charbon ; régionalisation (p. 1595).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et énergie — *Discussion générale :* plan d'indépendance énergétique ; utilisation rationnelle de l'énergie ; augmentation des moyens de l'A. E. E. ; mesures fiscales [14 novembre 1981] (p. 3739) ; plan-programme de travaux d'économies d'énergie et d'énergies nouvelles dans le bâtiment ; retour du charbon ; nouveau contrat de programme entre l'Etat et les Charbonnages de France ; développement des techniques de gazéification (p. 3740) ; dégel des sites nucléaires ; projet de loi sur la révision de l'enquête d'utilité publique ; industrie du raffinage (p. 3762) ; agence régionale de l'énergie ; développement des énergies nouvelles ; charbon national ; gaz algérien et soviétique (p. 3763).

HORVATH (Adrienne)

Député du Gard
(3e circonscription)
Communiste

Elue le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Membre du comité de contrôle du fonds forestier national [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

DEPOTS

Proposition de loi pour le **congé de maternité** à six mois, pour l'extension des droits à la maternité **(n° 208)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi visant à garantir le **relogement des salariés** contraints de quitter l'emploi au titre duquel ils bénéficiaient d'un logement fourni par l'employeur **(n° 220)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à suspendre les **mesures de saisie,** d'expulsion ou autres voies d'exécution lorsqu'elles ont pour cause le non-paiement d'une dette due au chômage, à la maladie ou plus généralement à la crise économique **(n° 298)** [30 juillet 1981].

QUESTIONS

orale sans débat (n° 46) posée le 13 octobre 1981 : **agriculture (revenu agricole)** (p. 1751) ; appelée le 16 octobre 1981 : **difficultés des agriculteurs :** prime à la vache allaitante ; taux des prêts bonifiés ; dotation aux jeunes agriculteurs ; proposition de suppression de la détaxe des carburants ; hausse des cotisations sociales prévues au B. A. P. S. A. (p. 1899) ; revenus des agriculteurs (p. 1900) ; répartition des cotisations (p. 1901).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **article 20 :** logement social ; limitation des hausses de loyer ; difficultés financières des H. L. M. ; commission locale chargée de venir en aide aux locataires en difficulté ; aide à la pierre ; prêts accordés aux H. L. M. ; abrogation de la loi de 1977 réformant le financement du logement et instaurant l'obligation de conventionner ; accession à la propriété ; prêts locatifs aidés [17 juillet 1981] (p. 227) ; **article 28 :** participation patronale à l'effort de la construction ; réduction de cette participation par la loi de finances rectificative du 22 juin 1978 ; C. I. L. ; gestion et contrôle des fonds collectés par les travailleurs, notamment par les comités d'entreprise (p. 231).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres I[er] et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** soutient l'amendement n° 249 de M. Daniel Le Meur devenu sous-amendement n° 24 rectifié à l'amendement n° 56 de la commission [31 juillet 1981] (p. 619).

— Discussion des conclusions du rapport (n° 395) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées (n° 248).

Première lecture, discussion générale : accentuation de la désertification des montagnes ; difficultés des communes à survivre ; disparition de nombreuses exploitations agricoles, de commerce, d'artisanat et d'industrie ; exemple de la région Rhône-Alpes ; nécessité d'une revitalisation économique des communes rurales ; développement d'une politique d'installation en matière agricole ; accroissement du rôle des S.A.F.E.R. ; retard dans la modernisation des exploitations ; productions spécifiques de la montagne ; exemple des élevages ovin et bovin, de la production de lait ; maintien du minimum des services indispensables à la vie quotidienne pour lutter contre la désertification ; extension de l'aide spéciale rurale ; moyens des collectivités locales ; exemple des dépenses de déneigement et d'entretien du réseau routier ; approbation de la création d'une commission d'enquête [6 octobre 1981] (p. 1498).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : Houillères des Cévènnes ; importations de charbon ; bassin minier stéphanois [7 octobre 1981] (p. 1578).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 27 :** maintien de la durée d'exonération de contribution foncière pour des immeubles relevant de l'accession à la propriété [4 novembre 1981] (p. 3110) ; rejet en commission d'un amendement concernant les logements aidés par des P.S.I. (p. 3111).

Deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* critique de la politique des gouvernements précédents ; nécessité d'une nouvelle politique du logement tenant compte des besoins de la population [12 novembre 1981] (p. 3544) ; nécessité d'accorder la priorité aux logements locatifs sociaux et de ne plus privilégier l'accession à la priorité ; problème de l'implantation de logements sociaux aux centres des villes ; lutte contre la spéculation immobilière et contre la promotion immobilière à but lucratif ; amélioration de l'habitat existant ; engagement du Premier ministre de mettre fin au conventionnement (p. 3545) ; problème de démocratisation de la gestion des prises de décision concernant le logement ; aides à la personne ; progression du décret du 19 septembre 1980 permettant d'intégrer dans les charges les frais de personnel, d'entretien et de gardiennage des immeubles ; mise en place d'un moratoire des loyers et charges impayés dans les H.L.M. par les chômeurs (p. 3546) ; *questions :* développement de l'habitat rural à titre principal (p. 3566).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 7 :** son amendement n° 2 (modification des taux de la T.V.A. prévus par le code général des impôts pour leur application aux exploitations agricoles) : retiré [17 décembre 1981] (p. 5119).

HORY (Jean-François)

Député de Mayotte
N. I.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

N'appartient à aucun groupe [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 35). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [18 septembre 1981] (p. 1224).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : compétence de l'Assemblée pour délibérer ; autodéfense ; prévention et modification des rapports économiques et sociaux [17 septembre 1981] (p. 1175).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* question des statuts en aval des problèmes de développement ; plan de développement de Mayotte ; priorité à l'agriculture ; désenclavement de l'île ; subvention d'équilibre ; tutelle [5 novembre 1981] (p. 3211) ; transfert de la subvention d'équilibre au budget de l'éducation nationale (p. 3212).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale : questions :* aide à une politique de réorganisation foncière à Mayotte ; conditions d'intervention de l'office national des forêts à Mayotte [6 novembre 1981] (p. 3287).

Education nationale. — *Discussion générale : question :* contribution de l'Etat au fonctionnement de l'enseignement primaire public à Mayotte [10 novembre 1981] (p. 3472).

HOUTEER (Gérard)

Député de la Haute-Garonne
(5[e] circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

HUGUET (Roland)

Député du Pas-de-Calais
(8[e] circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Agriculture : Dépenses en capital) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561) dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [27 novembre 1981] (p. 4264).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome II : **Agriculture :** Dépenses en capital **(n° 475)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : excédent des échanges agro-alimentaires ; endettement croissant et diminution du revenu des agriculteurs ; mécanismes communautaires ; consommations intermédiaires ; politique d'aide des précédents Gouvernements ; coûteuse, inefficace et injuste [6 novembre 1981] (p. 3233) ; stockage et conditionnement ; critères d'attribution de la prime d'orientation agricole ; nouvelle loi foncière ; formule de location de leurs terres par les S.A.F.E.R. ; recherche et enseignement ; remembrement ; crédits en faveur de l'hydraulique (p. 3234).

— Projet de loi de finances rectificatives pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : prise de contrôle par l'Etat de la société Matra ; crédits demandés pour le budget du ministère de l'industrie ; dotations en capital accordées à certaines entreprises publiques ; crédits agricoles ; commission de la concurrence [7 décembre 1981] (p. 4435) ; modalités fiscales de l'offre publique d'échange ; création d'une nouvelle société à laquelle seront confiés les intérêts de Matra dans le secteur des médias ; crédits demandés pour le budget du ministère de l'industrie ; indemnités compensatrices versées aux fabricants de papier journal ; subventions versées aux Charbonnages de France ; postes responsables de l'alourdissement des charges non liées à l'exploitation ; dotations en capital accordées à la sidérurgie, à Air France et à la S.N.C.F. ; rôle et moyens de la commission de la concurrence (p. 4436) ; réforme de la commission de la concurrence ; création de services d'enquête ; élargissement des conditions de saisine de la commission (p. 4437).

Discussion des articles : **après l'article 23 :** son amendement n° 11 (instituant une délégation parlementaire chargée de contrôler l'utilisation des aides publiques aux entreprises industrielles) ; accès aux documents transmis par les entreprises de l'administration financière ; secret fiscal ; rapport Hannoun ; (p. 4483) ; pouvoirs de la commission des finances ; travail des commissions d'enquête ; amendement n° 11 retiré (p. 4485).

HUNAULT (Xavier)

Député de la Loire-Atlantique
(5e circonscription)
N.I.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

HUYGHUES DES ETAGES (Jacques)

Député de la Nièvre
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Services du Premier ministre : Secrétariat général de la défense nationale [27 octobre 1981] (p. 2641).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Défense : Politique de défense de la France) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome I : Défense : Politique de défense de la France ; tomme VII : Services du Premier ministre **(secrétariat général de la défense nationale) (n° 473)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis pour la politique de défense de la France : retards dans l'exécution de la loi de programmation ; septième S.N.L.E. ; porte-avion à propulsion nucléaire ; moyens spatiaux d'observation ; service national ; situation des ouvriers du ministère de la défense : intégration des non titulaires [13 novembre 1981] (p. 3646) ; sélectivité dans l'exportation des armes ; retombées de la recherche militaire ; stratégie d'emploi de l'arme neutronique ; voies de communication ; protection des populations civiles (p. 3647).

Discussion des articles : **article 44 :** son amendement n° 75 (réduction de crédits) [14 novembre 1981] (p. 3692) ; retiré (p. 3693).

I

IBANES (Jean)

Député de l'Ariège
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Secrétaire de cette délégation [*J.O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046).

QUESTIONS

au Gouvernement : dotations du fonds européen de développement économique régional : exclusion de la France métropolitaine des interventions dites sous quota du fonds européen de développement régional au profit exclusif des zones plus gravement affectées par le sous-développement structurel en Europe [18 novembre 1981] (p. 3934).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres III et IV) (n° 105).

Première lecture, discussion de sarticles : **après l'article 48 :** compétences économiques du conseil régional ; propose la coopération des régions avec des régions étrangères [10 septembre 1981] (p. 910, 911).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : rapports du plan intérimaire avec la Communauté économique européenne ; régulation économique par le marché ; inégalités régionales et sociales ; fonds social européen ; interventions du fonds européen de développement régional ; politique agricole européenne ; soutien des prix et des revenus dans l'agriculture ; problèmes posés par les produits méditerranéens ; contraintes extérieures de la France ; maintien de la parité du franc et de l'équilibre des finances publiques ; organisation et soutien des secteurs de pointe ; concurrence au sein de la Communauté européenne ; accroissement de la dépendance à l'égard de l'extérieur ; convergences entre les objectifs du plan et les nouvelles perspectives de la construction européenne ; réduction des disparités régionales ; programmes de formation et d'emploi du fonds social européen ; discipline impliquée par le système monétaire européen ; coopération pour l'exploitation des technologies nouvelles ; mémorandum sur la politique européenne établi par le Gouvernement [11 décembre 1981] (p. 4719).

INCHAUSPE (Michel)

Député des Pyrénées-Atlantiques

(3e *circonscription*)

R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 28 juillet 1981] (p. 2079).

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J.O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 15 octobre 1981] (p. 2800).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Essences) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 [*J.O.* du 16 décembre 1981] (p. 3425).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à supprimer les dispositions du code des débits de boissons relatives à la fermeture administrative des **débits de boissons** et des **restaurants (n° 43)** [8 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 45 : **essences (n° 470)** [15 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : modification des limites des cantons : avis du conseil général [7 octobre 1981] (p. 1559).

orale sans débat (n° 109) : habillement, cuirs et textiles (emploi et activité) posée le 11 décembre 1981 (p. 4727), appelée le 18 décembre 1981 : **industrie de la chaussure et de l'espadrille :** situation du chômage à Mauléon causée par l'importation d'espadrilles chinoises ; échantillons frauduleux ; dumping ; application du plan textile aux espadrilles ; dépôt d'une caution par les importateurs d'articles chaussants (p. 5150) ; système de la caution pour renchérir les importations (p. 5151).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er :** son sous-amendement n° 35 à l'amendement n° 7 de la commission des finances (harmonisation des délais de paiement des droits de donation-partage avec ceux des droits de succession) : déclaré irrecevable [16 juillet 1981] (p. 190).

Commission mixte paritaire, discussion des articles : **article 1er :** délai pour le paiement des droits en matière de donations-partages lorsqu'il s'agit de petites et moyennes entreprises [29 juillet 1981] (p. 467).

Explications de vote : vote défavorable du groupe R. P. R. ; notion d'outil de travail ; impôt sur le capital (p. 468).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 11 :** soutient l'amendement n° 386 de M. Michel Noir (continuité de la société entre l'Etat et les personnes physiques qui viendraient à détenir des actions de la société) [19 octobre 1981] (p. 2177) ; **après l'article 11 :** soutient les amendements nos 387 et 388 de M. Michel Noir ; possibilité de choisir leur employeur accordée aux salariés (p. 2179) ; **article 12 :** redevance sur les sociétés nationalisées ; emprunts de la caisse nationale de l'industrie (p. 2181) ; redevance assise sur les fonds propres ; conseil d'administration de la caisse nationale de l'industrie : représentation des anciens actionnaires ; rapport annuel de la Cour des comptes sur la caisse nationale de l'industrie (p. 2182).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 1er :** justification de la création de l'impôt sur la fortune par son existence dans d'autres pays ; création d'un « enfer fiscal » ; nombre de familles touchées par le nouvel impôt ne représentant que 1 p. 100 de la population du pays ; imposition de l'outil de production ; impossibilité pratique, sauf pour les entreprises individuelles, de la récupération par les investissements et les apports de fonds propres ; atteinte à la notion de famille [28 octobre 1981 (p. 2681) ; **article 2 :** son amendement n° 6 (tendant à prévoir que l'abattement de trois millions de francs doit être révisé s'il y a lieu dans les conditions précisées à l'article 6) (p. 2700) : retiré (p. 2702) ; son amendement n° 11 retiré (p. 2705) ; **article 3 :** son amendement n° 26 corrigé (prévoyant qu'en cas de contrat de mariage de séparation de biens, chaque époux constituera une déclaration personnelle de biens dans la mesure ou chaque patrimoine propre de chacun des conjoints a une valeur supérieure à celle déterminée pour l'abattement de l'impôt sur la fortune) ; rejeté [29 octobre 1981] (p. 2739) ; son amendement n° 22 (tendant à prévoir l'indexation de l'abattement de 2 millions de francs pour les biens professionnels) : retiré (p. 2745) ; soutient l'amendement n° 335

rectifié de M. Pierre Bas (p. 2763) ; **article 4 :** son amendement n° 27 (tendant à exclure de l'imposition sur la fortune les biens nécessaires à l'exercice de toute profession par leur propriétaire) ; problème de la prise en compte des biens professionnels au cas où chaque conjoint exerce une profession distincte et dispose de biens professionnels propres ; amendement n° 27 rejeté (p. 2774) ; soutient l'amendement n° 207 de M. Henri de Gastines (p. 2777) ; son amendement n° 28 (tendant à inclure dans les biens professionnels les parts de sociétés à responsabilité limitée dont le détenteur a la qualité de gérant de la société) : rejeté ; soutient l'amendement n° 205 corrigé de M. Marc Lauriol (p. 2778) ; soutient l'amendement n° 206 de M. Marc Lauriol ; son amendement n° 30 (tendant à inclure dans les biens professionnels les actions représentant 10 p. 100 au moins du capital de la société qui appartiennent au redevable, à son conjoint ou à ses enfants mineurs non émancipés lorsque le redevable ou son son conjoint y exercent effectivement des fonctions de direction, de gestion ou d'administration) : rejeté (p. 2779) ; son amendement n° 32 (tendant à limiter la prise en compte des biens professionnels à la fraction de la valeur des parts ou actions correspondant aux biens nécessaires à l'exercice de l'activité) : devenu sans objet ; régime des sociétés mères [30 octobre 1981] (p. 2789) ; harmonisation avec le code général des impôts son sous-amendement n° 33 rectifié à l'amendement n° 101 rectifié de la commission (caractère de biens professionnels des parts ou actions des sociétés ayant pour activité la gestion de leur propre patrimoine dans le cas où ces sociétés ne comportent qu'un seul actif professionnel réparti entre les membres d'une même famille) : rejeté (p. 2790) ; son amendement n° 34 rectifié (tendant à considérer comme des biens professionnels les participations conférant la qualité fiscale de société mère, les participations dans les groupes fonciers agricoles et les participations dans des sociétés auxiliaires de matériel) (p. 2791) ; rejeté (p. 2796) **article 5 :** son amendement n° 35 (exclusion de la disposition de l'article prévoyant que les biens ou droits grevés d'un usufruit, d'un droit d'habitation ou d'un droit d'usage accordé à titre personnel sont compris dans le patrimoine de l'usufruitier ou du titulaire du droit pour leur valeur en pleine propriété) (p. 2800) ; amendement n° 35 rejeté (p. 2801) ; son amendement n° 40 (division du patrimoine de l'usufruitier ou du droit par le nombre de nu-propriétaires majeurs) (p. 2807) rejeté ; son amendement n° 43 (tendant à prévoir qu'en cas de contrat de mariage de séparation de biens, chaque époux usufruitier constituera une déclaration de biens personnelle indépendamment de celle de son conjoint dans la mesure où chaque patrimoine propre a une valeur supérieure à celle déterminée par cet article et comportant obligation de déclaration) (p. 2812) rejeté (p. 2813) ; **article 10 :** son amendement n° 58 (imposition des bons anonymes pour une durée de douze mois et au prorata des mois courus si l'émission dépasse cette durée) rejeté (p. 2852) ; **article 14 :** son amendement n° 76 (plafonnement de la taxe à 2 p. 100 du bénéfice net) ; limitation à 54 p. 100 de l'impôt sur les sociétés ; amendement n° 76 rejeté [2 novembre 1981] (p. 2969).

Deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* rapporteur spécial pour le budget annexe des essences : insuffisance du rythme d'entraînement des personnels de réserve ; garde des points sensibles ; remise à niveau des stocks de crise [13 novembre 1981] (p. 3645) ; sous-estimation du coût des carburants ; sa position négative à titre personnel sur le budget (p. 3646) ; **article 73 :** son amendement n° 107 (suppression de cet article) : [20 novembre 1981] (p. 4075) ; retiré (p. 4076).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins (n° 465).

Première lecture, discussion des articles : **article 16 :** application des lois dans les territoires d'outre-mer ; consultation des assemblées territoriales [24 novembre 1981] (p. 4153).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 45 (gestion des marchés agricoles) [12 décembre 1981] (p. 4803) : rejeté (p. 4804).

ISTACE (Gérard)

Député des Ardennes
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

J

JACQ (Marie)

Député du Finistère
(4e circonscription)
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale

Elue le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Est nommée vice-président de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe [30 juillet 1981] (p. 552) ;

— Répond à la demande de suspension de séance de M. Charles Millon [9 septembre 1981] (p. 832, 833).

— Répond au rappel au règlement de M. Philippe Séguin (p. 836).

— Répond au rappel au règlement de M. Christian Nucci [23 septembre 1981] (p. 1271).

— Répond au rappel au règlement de M. Jean Brocard : (absence de débat sur l'ordre du jour) ; ordre du jour prioritaire [13 octobre 1981] (p. 1737).

— Répond au rappel au règlement de M. Jacques Godfrain : déroulement du débat (p. 1743).

— Répond au rappel au règlement de M. Charles Millon ; propos ne s'apparentant pas à un rappel au règlement [21 octobre 1981] (p. 2300).

— Application de l'article 100, alinéa 6 du Règlement aux amendements n°s 877 à 892 déposés par M. Charles Millon au titre III du projet de loi de nationalisation [23 octobre 1981] (p. 2415).

— Suspend la séance pendant dix minutes au lieu des quarante minutes demandées par M. François d'Aubert pour réunir le groupe U. D. F. (p. 2415).

— Fixe à une demi-heure la suspension de séance d'une heure demandée par M. Claude Labbé et décide de ne pas réunir le Bureau de l'Assemblée (p. 2416).

— Répond au rappel au règlement de M. François d'Aubert (discussion et mise aux voix des amendements 877 à 892 de M. Charles Millon avant l'article 13 du projet de loi de nationalisation) (p. 2418).

— Consulte l'Assemblée sur la demande de clôture de la discussion sur l'article 45 formulée par M. Pierre Joxe (p. 2419).

— **Demande** à M. François d'Aubert de s'exprimer uniquement sur l'article 28 du projet de loi de nationalisation (p. 2428).

— **Consulte l'Assemblée** sur la clôture de la discussion sur l'article 28 du projet de loi de nationalisation en vertu de l'article 57, alinéas 1 et 3, du Règlement (p. 2429).

— **Ses explications** sur sa décision de retirer la parole à M. François d'Aubert (p. 2431).

— **Répond au rappel au règlement** de M. André Billardon : parole retirée à M. François d'Aubert (p. 2431).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Philippe Séguin : parole retirée à M. François d'Aubert ; « rappel à la question » et non rappel à l'ordre (p. 2431).

— **Indique** à M. Yves Tavernier que les temps de parole non utilisés dans les interventions d'ordre général ne peuvent être reportés sur les questions lors de la discussion budgétaire [7 novembre 1981] (p. 3358).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean Brocard : examen des amendements [26 novembre 1981] (p. 4226).

Lors de la discussion de la deuxième lecture du projet de loi de nationalisation :

— **Evoque** la clôture de la discussion sur l'article 7 [1er décembre 1981] (p. 4314) ;

— **Demande** qu'un seul orateur s'exprime sur chaque article pour l'U. D. F. (p. 4315, 4316) ;

— **Fait état** de la constatation du Bureau sur le quorum ; reporte le vote sur l'amendement n° 1 du Gouvernement à la prochaine séance (p. 4323) ;

— **Indique** à M. Jean-Claude Gaudin que sa demande de vérification du quorum n'empêche pas l'examen des amendements (p. 4333).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Emmanuel Aubert : application de l'article 40 de la Constitution lors de la procédure de l'article 38 de la Constitution [9 décembre 1981] (p. 4568).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Philippe Séguin : déroulement de la séance [15 décembre 1981] (p. 4930).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean Foyer (enregistrement d'une de ses communications téléphoniques passées de son domicile à l'Assemblée nationale) : enquête menée par MM. les questeurs [22 décembre 1981] (p. 5390).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Marc Lauriol (l'accusant de partialité dans l'application du règlement aux orateurs s'écartant du sujet du débat) ; indique à M. Marc Lauriol qu'en qualité de vice-président elle ne lui a jamais coupé la parole (p. 5393).

En qualité de député :

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : énergies nouvelles ; rôle des collectivités locales [6 octobre 1981] (p. 1525).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale* : situation des conjoints [5 novembre 1981] (p. 3180) ; réforme des régimes sociaux, fiscaux et matrimoniaux (p. 3181).

Examen des crédits : **après l'article 85** : augmentation du maximum autorisé pour le droit fixe en matière de taxe pour frais de chambre de métiers (p. 3190).

Consommation. — *Discussion générale* : protection du consommateur ; service de la répression des fraudes ; réforme des labels ; produits dangereux ; simplification et extension des lois sur l'étiquetage ; temps d'antenne imparti à l'I.N.C. [6 novembre 1981] (p. 3225) ; banque de données (p. 3226).

JACQUAINT (Muguette)

Député de la Seine-Saint-Denis
(3e circonscription)
Communiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Jack Ralite, nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303). S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 28 juillet 1981] (p. 2075).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Colette Goeuriot et plusieurs de ses collègues tendant à la protection des femmes victimes de violences ou de sévices de la part de leur conjoint (n° 210) [24 septembre 1981] (p. 1337).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à améliorer la législation de l'interruption volontaire de grossesse (n° 296) [8 octobre 1981] (p. 1646).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [*J. O.* du 20 décembre 1981] (p. 3475).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à améliorer la législation de **l'interruption volontaire de grossesse (n° 296)** [30 juillet 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : augmentation des prix dans l'alimentation et les services : blocage de certains prix au moment de la révision de la parité du franc ; contrôle de la formation des prix industriels [25 novembre 1981] (p. 4161).

orales sans débat :

— **(n° 27)** posée le 30 septembre 1981 : **chômage : indemnisation (allocations)** (p. 1426) ; appelée le 2 octobre 1981 : **chômeurs en fin de droit** : jeunes chômeurs ne touchant pas d'indemnité (p. 1470) ;

— **(n° 47)** posée le 13 octobre 1981 : **logement (allocations de logement)** (p. 1751) ; appelée le 16 octobre 1981 : allocation logement : revalorisation de l'allocation logement ; hausse des loyers du parc d'H. L. M. et des charges locatives ; ensemble du clos Saint-Lazare (p. 1905) « engrenage de la pauvreté » ; « droit à une vie décente » ; suspension du versement de l'allocation logement pour les familles ayant des retards de loyer ; nécessité d'étendre le bénéfice de l'allocation logement et de modifier certaines règles de calcul ; forfait pour charge de chauffage ; alignement des barèmes sur ceux de l'A. P. L. ; position de l'office d'H. L. M. de la ville de Paris (p. 1906).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **article 23** : respect des droits de la minorité [2 août 1981] (p. 754).

Titres III et IV :

Première lecture, discussion des articles : **article 64** : charges de justice supportées par les collectivités territoriales ; nécessité de prévoir une clause de révision et d'inclure la part des investissements financés par les collectivités locales sur leurs ressources propres [11 septembre 1981] (p. 1004).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : géothermie ; potentiel de la région parisienne [7 octobre 1981] (p. 1582).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 11** : soutient l'amendement n° 304 de M. Georges Gosnat : étalement du paiement de l'impôt sur le revenu [31 octobre 1981] (p. 2905).

Deuxième partie :

Solidarité nationale. — *Discussion générale : questions* : droits de la femme ; développement d'une véritable éducation sexuelle et d'une large information sur la contraception ; remboursement de l'I. V. G. par la sécurité sociale [10 novembre 1981] (p. 3531).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 579).**

Première lecture, discussion générale : versement et financement des prestations sociales ; opposition entre patrons et travailleurs sur les questions concernant la sécurité sociale ; réaction des travailleurs après les décisions de rétablir le 1 p. 100 supplémentaire de cotisation sur les salaires et de maintenir les prélèvements sur les retraites et pensions du régime général et des régimes complémentaires ; dimension nouvelle donnée à l'ensemble de la protection sociale ; progrès consécutif aux mesures proposées par le Gouvernement ; volonté de réduction des dépenses sociales voulue par le Gouvernement précédent et le patronat ; conséquences des mesures prises par le Gouvernement précédent ; abrogation du ticket modérateur d'ordre public ; déplafonnement de la cotisation patronale ; dispositions prévues pour les « artistes-auteurs » [14 décembre 1981] (p. 4846) ; relance de la consommation populaire ; lutte contre le chômage et l'inflation ; baisse du pouvoir d'achat des plus défavorisés ; gestion de la sécurité sociale par le patronat depuis 1967 ; modulation de l'assiette-salaire des cotisations patronales en tenant compte de la valeur ajoutée aux salaires versés dans l'entreprise ; maîtrise de la gestion du système de sécurité sociale par les travailleurs (p. 4847).

JAGORET (Pierre)

Député des Côtes-du-Nord
(5e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).
Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [9 septembre 1981] (p. 882).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi portant création d'une **taxe sur les emballages perdus** de boissons alimentaires **(n° 646)** [17 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 18 : rappel au règlement :** laïcité de la République [1er août 1981] (p. 722).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : économies d'énergie ; exemple du secteur du logement ; participation des élèves à la politique d'économies d'énergie ; avantages d'une politique d'énergie conduite par les collectivités locales [7 octobre 1981] (p. 1592).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* absence de planification sous le précédent septennat [7 novembre 1981] (p. 3317) ; politique de confiance aux grands groupes privés ; baisse des effectifs ; besoin de changement de responsables dans l'administration, la recherche et l'industrie ; filiales d'I. T. T. ; usine Soguintel de Guingamp (p. 3318).

Anciens combattants. — *Discussion générale :* reconnaissance des titres de Résistance : modification de la composition des commissions départementales ; application du décret de février 1959 ; création d'une pièce valant état signalétique et des services ; conditions d'attribution de la croix du combattant volontaire 1939-1945 ; volonté de faire oublier le grand combat des années 40 ; indulgence à l'égard des auteurs d'attentats racistes ou fascistes [9 novembre 1981] (p. 3414).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* problème d'intendance pesant sur la politique française d'aide aux pays du tiers-monde ; nécessité d'un choix, la solidarité n'étant pas dispersion ; action prioritaire en faveur de l'Afrique ; augmentation de l'aide de la France aux pays les plus pauvres d'Asie méridionale et d'Amérique latine ; notre attachement aux programmes multilatéraux ; action entreprise avec nos partenaires de la C. E. E. ; croissance sensible des produits affectés à la coopération ; problème des contractuels ; situation des coopérants ; définition des droits syndicaux des coopérants ; problèmes du statut des recrutés locaux ; situation des coopérants en poste au Vanuatu [19 novembre 1981] (p. 3987).

JALTON (Frédéric)

Député de la Guadeloupe
(2e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).
Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 35).
Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [15 juillet 1981] (p. 154).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J. O.* du 7 novembre 1981] (p. 3041).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* situation critique des D. O. M.-T. O. M. ; loi de décentralisation ; désignation d'hommes nouveaux pour la mise en place d'une politique nouvelle ; chômage ; formation professionnelle [5 novembre 1981] (p. 3198) ; racisme en métropole à l'égard des migrants ; enseignement ; énergies nouvelles ; tourisme ; artisans et commerçants exclus du régime de la sécurité sociale ; ressources de la mer ; prix de la tonne de canne ; situation de l'usine Beaufort ; aides apportées à la S. I. C. A.-Assobag (p. 3199).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* agriculture de type féodal dans les D. O. M. ; monoculture ; superpuissance des gros propriétaires ; réforme agraire ; office foncier ; modification du statut du fermage [6 novembre 1981] (p. 3258) ; installation des jeunes : aides aux C. U. M. A. ; prêts à longue durée ; création d'unités à caractère coopératifs ; aide aux producteurs de canne à sucre ; reconversion des planteurs de bananes ; élevage ; offices par produits ; revalorisation de la profession agricole ; aides de la C. E. E. (p. 3259).

JANS (Parfait)

Député des Hauts-de-Seine
(4e *circonscription*)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).
Membre titulaire du comité des finances locales [*J. O.* du 28 juillet 1981] (p. 2075).
Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificatives pour 1981 [*J. O.* du 28 juillet 1981] (p. 2079).
Membre de la commission supérieure des caisses d'épargne [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (économie et finances : budget ; taxes parafiscales) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3425).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [*J. O.* du 22 décembre 1981] (p. 3482).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) ; annexe n° 12 : Economie et finances (tome I) budget, (tome II) **taxes parafiscales (n° 470)** [15 octobre 1981].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'**évasion des capitaux** et les moyens d'y mettre fin **(n° 562)** [20 novembre 1981].

Proposition de loi tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'**élection des conseillers municipaux (n° 638)** [17 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **politique de la D. A. T. A. R. :** « désindustrialisation » de la région parisienne [21 octobre 1981] (p. 2259) ; fonctionnement de la D. A. T. A. R. (p. 2260) ;

— **personnel enseignant du lycée Balzac de Paris :** situation du lycée Honoré-de-Balzac du 17e arrondissement de Paris [28 octobre 1981] (p. 2668) ;

— **évasion des capitaux :** problème de la fuite des capitaux ; mesures urgentes à prendre pour préserver les intérêts de la France [18 novembre 1981] (p. 3929).

orales sans débat :

— **(n° 24), posée le 24 septembre 1981 : enfants (garde des enfants)** (p. 1340) ; appelée le 2 octobre 1981 : **développement des crèches :** financement de l'Etat ; participation patronale ; insuffisance des crédits inscrits au budget 1982 (p. 1462) ; augmentations de tarif imposées par les caisses d'allocations familiales (p. 1463) ;

— **(n° 94), posée le 1er décembre 1981 : pétrole et produits raffinés (taxe intérieure sur les produits pétroliers)** (p. 4343) : appelée le 4 décembre 1981 : **détaxe des carburants utilisés par les taxis :** application des dispositions prévoyant la détaxe des carburants ; nécessité que cette disposition bénéficie plus aux chauffeurs des véhicules qu'aux entreprises employant ces personnels (p. 4426).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion générale : satisfaction des communistes devant ce projet de loi de finances rectificative ; stagnation économique et chômage ; nécessité d'une politique de relance ; restructuration des entreprises nationalisables ; « apurement du passé » ; mesures sociales de solidarité en faveur du monde agricole ; recettes nouvelles destinées à financer ces dépenses ; revalorisation du S. M. I. C. ; chômeurs en fin de droits ; réserve des communistes quant à la majoration de la taxe intérieure sur les produits pétroliers [15 juillet 1981] (p. 136, 137).

Discussion des articles : **article 1er :** explications de vote : vote favorable des députés communistes [16 juillet 1981] (p. 184) ; **après l'article 1er :** versement des ressources nouvelles provenant du prélèvement exceptionnel sur les entreprises de travail temporaire aux chômeurs ayant perdu leurs droits (p. 185) ; **article 8 :** effet négatif d'une majoration des taxes intérieures sur les produits pétroliers (p. 213) ; **article 11 :** logement social dans les D. O. T. M. O. M. [17 juillet 1981] (p. 224) ; **article 24 :** nécessité d'une clarification de l'article 24 (p. 229).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titre Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale : tutelle politique exercée par les préfets ; exemple de la direction des offices municipaux d'H. L. M. ; politique des logements sociaux des collectivités territoriales ; plan d'occupation des sols ; commissions départementales des opérations immobilières et d'architecture ; subventions d'équipement ; zones d'aménagement concerté et de rénovation urbaine [27 juillet 1981] (p. 366) ; tutelles techniques (p. 367).

Discussion des articles : **après l'article 4 :** commissions extra-municipales [31 juillet 1981] (p. 601) ; **article 5 :** méfiance généralisée systématique à l'encontre des élus locaux contenue dans l'amendement n° 139 de M. Philippe Séguin (p. 606) ; **article 8 :** problème d'évaluation des contingents d'aide sociale et des contingents pour la protection contre les incendies (p. 621) ; **article 12 :** soutient l'amendement n° 254 de M. Edmond Garcin (p. 649) ; **article 14 :** soutient l'amendement n° 255 de M. Daniel Le Meur (p. 660) ; **article 21 :** amendement n° 240 (suppression du dernier alinéa de l'article 21) : retiré [1er août 1981] (p. 735) ; **article 22 :** inconvénients d'un système rigide des sessions [2 août 1981] (p. 745) ; **article 35 :** son amendement n° 241 (débat sur les orientations budgétaires départementales) adopté après rectification (p. 781).

Titres III et IV :

Première lecture, discussion des articles : **article 47 :** soutient l'amendement n° 159 de M. Maurice Pourchon ; propose un exécutif régional collégial [9 septembre 1981] (p. 868) ; **après l'article 47 : compétence du comité économique et social** (p. 874) ; **après l'article 48 :** s'oppose au sous-amendement n° 306 de M. André Laignel, à l'amendement n° 83 du Gouvernement : danger d'instaurer une nouvelle tutelle [10 septembre 1981] (p. 916).

Explications de vote : vote favorable du groupe communiste ; nécessité de prévoir une meilleure participation des citoyens et des associations, et de nouveaux moyens, financiers et en personnel, pour les collectivités locales (p. 1018, 1019).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 34 :** abstention du groupe communiste lors du vote de cet article [19 décembre 1981] (p. 5259) ; **article 66 :** besoin de rattrapage au titre des charges transférées aux collectivités territoriales [20 décembre 1981] (p. 5353).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).**

Commission mixte paritaire, explications de vote : réintégration des délégués du personnel et des délégués syndicaux licenciés ; vote favorable du groupe communiste [31 juillet 1981] (p. 598).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion des articles : **titre III :** natlonalisation de deux compagnies financières ; **article 28 précédemment réservé : son rappel au règlement :** application de l'article 57 du règlement ; vote bloqué du temps de l'ancienne majorité [23 octobre 1981] (p. 2430).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, discussion générale : budget de transition ; mesures proposées en faveur de l'emploi ; relance économique ; solidarité ; justice fiscale [27 octobre 1981] (p. 2612) ; hésitations dans le projet de loi de finances ; impôt sur les grandes fortunes ; réduction des déductions forfaitaires applicables aux revenus fonciers ; taxe sur certains frais généraux ; prélèvement sur les banques et établissements de crédit ; aménagement du régime fiscal des des profits de construction ; lutte contre la fraude fiscale : modicité des sommes ainsi obtenues ; levée de l'anonymat sur les transactions d'or ; suppression de l'anonymat des bons ; fiscalité sanction ; exonération en matière d'impôt sur la fortune ; réforme de la fiscalité des sociétés ; écart croissant entre l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés ; taxation du régime des provisions des banques, des sociétés d'assurance et des compagnies pétrolières ; réforme de l'impôt sur le revenu ; plafonnement du quotient familiale ; barème de l'impôt sur le revenu ; décote sur les revenus modestes ; rétablissement de la tranche à 65 p. 100 ; prélèvement exceptionnel pour financer l'indemnisation du chômage (p. 2613) ; ponctions sur la consommation par le relèvement des droits indirects sur les essences, les tabacs, les alcools et les vignettes ; augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 2614).

Première partie :

Discussion des articles : **article 2** : abattements prévus pour l'impôt sur les grandes fortunes pour les fortunes personnelles et pour l'outil de travail [28 octobre 1981] (p. 2697) ; indexation de l'abattement pour l'impôt sur la fortune (p. 2702) ; ses explications de vote sur l'article 2 du projet de loi de finances : approbation du groupe communiste (p. 2708) ; **article 3** : défense par l'opposition d'intérêts de classe ; chômeurs en fin de droits ; situation des mal logés ; nécessité de créer un réseau de solidarité autour des personnes âgées ; échelle mobile pour les grandes fortunes ; exonération des œuvres d'art [29 octobre 1981] (p. 2726) ; différence entre un enfant appartenant à une famille possédant une grande fortune et un enfant dont le père est payé au S.M.I.C. (p. 2740) ; distinction entre les transactions à l'intérieur et les transactions à l'extérieur sur les objets d'art (p. 2751) ; **article 6** : soutient l'amendement n° 293 de M. René Rieubon [30 octobre 1981] (p. 2818-2819) ; **article 7** : similitude entre les sommes inscrites en faveur des investissements et le produit de l'impôt sur les grandes fortunes ; remise en cause de l'impôt sur les grandes fortunes ; proposition que l'avantage accordé par l'article 7 soit lié à la création d'emplois (p. 2825) ; **article 10** : son amendement n° 295 (tendant à prévoir que si la période séparant la date d'émission de la date de remboursement du bon anonyme est inférieure à un an le prélèvement est calculé au prorata de la période considérée) (p. 2852) : retiré (p. 2853) ; utilisation des bons anonymes dans un but frauduleux (p. 2852, 2853) ; **article 11** : plafonnement du quotient familial ; proposition d'un abattement par enfant ; rétablissement de la tranche à 65 p. 100 de l'impôt sur le revenu ; relèvement uniforme de l'ensemble des tranches [31 octobre 1981] (p. 2871) ; soutient l'amendement n° 299 de M. Georges Gosnat ; décote en faveur des bas revenus ; exonération des travailleurs au S.M.I.C. ; tranche d'imposition à 65 p. 100 (p. 2879) ; exonération de certains personnels de l'impôt sur le revenu et augmentation de trois points de la T.V.A. ; dénationalisation (p. 2882) ; limites prévues par le code général des impôts (p. 2890) ; soutient l'amendement n° 302 de M. Paul Chomat ; situation des invalides (p. 2900) ; **après l'article 11** : son amendement n° 305 (suspension du versement du solde de l'impôt sur le revenu pour les contribuables au chômage jusqu'au sixième mois suivant le jour où il exerce un emploi) ; majoration à due concurrence du taux de l'impôt sur le revenu de la dernière tranche ; amendement n° 305 retiré (p. 2908) ; **article 12** : retrait d'un amendement du groupe communiste après le travail effectué par la commission [2 novembre 1981] (p. 2931) ; **article 13** : avantages dont bénéficient les propriétaires (p. 2934) ; **après l'article 13** : fiscalité des syndics ; obligation de dépôt de fonds à la caisse des dépôts et consignations (p. 2940) ; **après l'article 14** : régime des redevances tirées de l'exploitation de droits de propriété industrielle lorsque la société concessionnaire a son siège à l'étranger ; encouragement à l'exportation des droits industriels par la législation actuelle (p. 2971) ; son amendement n° 310 (critères du système des sociétés mères et filiales) (p. 2972) ; retiré ; son amendement n° 307 (abrogation de l'avoir fiscal pour les personnes morales) : rejeté (p. 2973) ; son amendement n° 313 (plafonnement à 2,5 p. 100 du bénéfice et à 0,25 p. 100 du montant des crédits à moyen et long terme de la dotation des provisions pour risque constituées par les banques) (p. 2975) ; gonflement des provisions constituées par les banques et les compagnies d'assurances (p. 2976) ; amendement n° 313 retiré (p. 2977) ; **article 18** : détaxe de 5 000 litres de carburant pour les chauffeurs de taxi [3 novembre 1981] (p. 3004) ; mécanisme d'indexation automatique de la T.I.P.P. : désaisissement du Parlement ; taxe sur le fuel domestique ; création d'une tranche à 65 p. 100 de l'impôt sur le revenu (p. 3005) ; dialogue entre le Gouvernment et Assemblée ; indexation de la T.I.P.P. sur la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu (p. 3013) ; **après l'article 18** : vote bloqué sous la précédente législature sur la détaxation du carburant utilisé par les chauffeurs de taxi (p. 3015) ; **son rappel au règlement** : mise au voix des amendements (p. 3016) ; **article 22** : vignette : situation de l'industrie automobile ; injustice des recettes de poche (p. 3039) ; retire l'amendement n° 322 de M. Dominique Frelaut (p. 3040) ; **après l'article 27** : exonération de contribution foncière ; accession à la propriété sous le régime du P.S.I. [4 novembre 1981] (p. 3112) ; **après l'article 28** : augmentation de la dotation globale de fonctionnement par l'affectation de recettes (p. 3115) ; **avant l'article 30** : son amendement n° 326 (taux des droits sur les opérations dans les bourses de valeur et les bourses de commerce) : rejeté (p. 3121) ; **article 31** : son amendement n° 327 (suppression de l'article) : adopté (p. 3125) ; **article 36** : retire l'amendement n° 330 de M. Dominique Frélaut (p. 3134) ; **article 40** : données de l'accord du groupe communiste avec le Gouvernement ; ses regrets à propos des amendements acceptés par le Gouvernement aux articles comparés à l'impôt sur les grandes fortunes ; amendements déposés par le groupe communiste ; dotation globale de fonctionnement ; indexation de la T.I.P.P. (p. 3152).

Deuxième partie :

Economie et finances. — III : Budget. — Budget annexe de l'Imprimerie nationale. Taxes parafiscales. *Discussion générale,* rapporteur spécial pour le budget et les taxes parafiscales : lutte contre la fraude fiscale ; équipement informatique ; extension du paiement mensuel des pensions ; insuffisance des activités du contrôle fiscal ; exportation physique de capitaux ; contrôle des opérations commerciales [14 novembre 1981] (p. 3708) ; insuffisance du contrôle aux frontières ; lutte contre le trafic des stupéfiants ; institution d'une taxe parafiscale sur les articles d'habillement ; nouvelle réglementation sur la collecte des huiles usées ; suppression de fait en 1981 de la taxe perçue au profit du comité national interprofessionnel de l'économie laitière ; insuffisance des moyens de contrôle de la parafiscalité ; disparition au 31 décembre 1981 des taxes parafiscales créées antérieurement à 1960 et durée limite de cinq ans à celles qui pourraient être créées (p. 3709) ; Unigrains (p. 3710).

Economie et finances. — III : Budget. — *Examen des crédits :* **état B, titre III :** choix pour les personnels des douanes entre une majoration pour heures supplémentaires et une compensation sur la durée du travail (p. 3714) ; **après l'article 86 :** budgétisation des recettes et des dépenses résultant de la procédure des fonds de concours ; régularisation générale (p. 3715) ; **articles et articles additionnels non rattachés : article 68 :** soutient l'amendement n° 29 de M. Georges Gosnat ; volonté de réduire de moitié l'avantage fiscal accordé aux valeurs Monory [19 novembre 1981] (p. 4061) ; souhaite que la commission sur l'épargne parviendra à réduire l'avantage des actions Monory (p. 4062) ; **avant l'article 72 :** son amendement n° 205 (créant un organisme national de lutte contre la fraude et visant à coordonner l'activité et l'échange rapide d'informations entre l'administration des douanes, la direction générale des impôts et la Banque de France) ; résistance de la fraude aux mesures prises par le ministre ; nécessité d'utiliser des techniques modernes pour lutter contre la fraude fiscale [20 novembre 1981] (p. 4072) ; amendement n° 205 retiré (p. 4073) ; **article 72 :** s'étonne qu'une entreprise ou un citoyen puisse déduire des versements effectués à une personne dont il ne connaît pas le domicile (p. 4074) ; **article 66 précédemment réservé :** baisse de la production et multiplication des faillites consécutives à la politique économique du précédent gouvernement ; accélération de la fuite des capitaux ; inutilité des transferts de l'Etat vers les entreprises ; lutte contre le chômage et reconquête du marché français (p. 4078) ; opposition du groupe communiste à l'octroi d'avantages fiscaux aux entreprises mais soutien aux amendements de suppression de l'article 66 ; campagne menée par certains membres du patronat contre les investissements (p. 4082) ; **article 77 :** son opposition à ce que l'or devienne un refuge pour les fraudeurs (p. 4099) ; sort de l'industrie de la bijouterie française ; activité des hommes de paille ; mesures envisagées par le ministre du budget au cas où l'amendement n° 151 de la commission ne serait pas adopté (p. 4103) ; **article 82 :** application de cet article aux affaires concernant M. Moussa et M. Latécoère (p. 4108).

Explications de vote : hommage rendu au personnel de l'Assemblée et aux collaborateurs de la commission des finances ; rupture du budget par rapport aux années précédentes ; moyens supplémentaires donnés aux grandes fonctions collectives et sociales ; relance de l'économie ; impôt sur la fortune ; plafonnement du quotient familial ; réduction des inégalités ; défense des intérêts des nantis par l'opposition ; amélioration du projet de budget grâce aux députés communistes ; alourdissement de la fiscalité indirecte ; démocratisation du système fiscal ; lutte contre la fraude fiscale et l'évasion des capitaux ; demande de création d'une commission d'enquête sur l'évasion des capitaux et les moyens d'y mettre fin (p. 4124).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3 :** extension de la notion de foyer fiscal aux personnes vivant en état de concubinage [17 décembre 1981] (p. 5036) ; son amendement n° 118 (exonération des œuvres d'art de l'impôt sur

les grandes fortunes lorsque le propriétaire s'engage à ne pas les vendre pour l'exportation (p. 5039) ; rejeté ; nécessité d'une autorisation pour qu'une œuvre d'art ou de collection puisse quitter le pays (p. 5040) ; **article 11 :** attribution d'une demi-part supplémentaire aux invalides et aux handicapés mariés avec une personne valide ; industrie du secteur des aliments pour animaux (p. 5053) ; **article 24 :** modulation de la taxe sur les appareils à sous ; superposition d'une taxe nationale et d'une taxe locale ; relèvement des tarifs maximum pour la taxe communale (p. 5064) ; **article 27** *bis :* son sous-amendement n° 119 à l'amendement n° 79 de la commission (caractère définitif des nouvelles dispositions) ; réduction de la durée de l'exonération fiscale sur le foncier bâti ; suppression du prélèvement pour frais de dégrèvement et de non-valeur pris en charge par l'Etat (p. 5072) ; devenir de la taxe d'habitation ; sous-amendement n° 119 retiré (p. 5073) ; **article 66 :** aide fiscale aux investissements et prime aux licenciements ; politique de relance (p. 5086) ; **article 75 :** mise sous forme nominative des titres des sociétés par actions non cotées ; modernisation du régime des titres en proposant leur inscription en compte ; dématérialisation des valeurs mobilières ; conséquence pour l'emploi (p. 5091) ; **article 87** *bis* **A :** remboursement de l'indemnité de logement des instituteurs aux communes (p. 5093).

Explications de vote : exonération des œuvres d'art (p. 5097).

Troisième lecture, discussion générale : vote favorable du groupe communiste [19 décembre 1981] (p. 5236).

— Projet de loi de finances rectificatives pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** fraude fiscale ; poursuites tâtillonnes engagées à l'encontre d'un petit commerçant ou d'un petit industriel ; nécessité d'empêcher les pratiques des gros fraudeurs [7 décembre 1981] (p. 4463) ; **article 14 :** participation majoritaire de l'Etat dans le groupe Matra ; extension du secteur public ; politique giscardienne ; travailleurs de Matra ; mise à l'écart des salariés du conseil d'administration de Matra ; protocole d'accord signé le 12 octobre ; loi sur les droits nouveaux des travailleurs ; développement des activités civiles de Matra ; manœuvres patronales des dirigeants de Matra (p. 4475) ; filiale Matra-Harris ; développement d'une industrie nationale de l'électronique (p. 4476) ; **article 23 :** statut des agents communaux ; rôle de l'association des maires de France (p. 4481, 4482) ; **après l'article 23 :** impartialité nécessaire du président de la commission des finances ; contrôle par les comités d'entreprises de l'utilisation des avantages fiscaux accordés aux entreprises investissant ; droits de contrôle des rapporteurs spéciaux (p. 4485).

Explications de vote : volonté de l'équipe Giscard-Barre-Chirac d'enfoncer la France dans la crise ; volonté du Gouvernement actuel de relancer l'économie et de lutter contre le chômage ; lutte contre la fraude fiscale ; mesures pour faciliter le recouvrement des impôts et des pénalités ; actualisation des valeurs locatives des immeubles industriels ; dotation globale de fonctionnement ; prise de participation de l'Etat dans le groupe Matra (p. 4485) ; absence de participation des salariés au conseil d'administration de Matra ; réactivation de la vie syndicale dans les communes et dans les entreprises (p. 4486).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Deuxième lecture, discussion générale : création de chômage dans la région parisienne et décisions prises par accord entre le Gouvernement et le patronat sous l'ancien septennat ; vote hostile du groupe communiste sur les sous-amendements n°s 4 et 5 à l'amendement n° 3 du Gouvernement [23 décembre 1981] (p. 5411) ; référence à des plafonds préférables à la référence aux zones pour les aides (p. 5412).

Discussion des articles : **article 4 :** aménagement du territoire conçu par l'ancienne majorité comme une sorte de punition contre la classe ouvrière de la région parisienne (p. 5416) ; possibilité de ne pas fixer de zones pour l'attribution des aides indirectes (p. 5417).

JAROSZ (Jean)

Député du Nord
(23e *circonscription*)
Communiste
Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la création d'une carte d'auto-stoppeur (n° 130) [17 septembre 1981] (p. 1181).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Postes, télécommunications et télédiffusion) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 29 octobre 1981] (p. 2966).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XIII : **Postes, télécommunications et télédiffusion (n° 475)** [16 octobre 1981].

Proposition de loi relative à la substitution de la **responsabilité de l'Etat** à celle des membres de l'enseignement public **(n° 516)** [6 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : usine de La Céraver à Tarbes [7 octobre 1981] (p. 1557).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, explications de vote : nombreuses mesures sociales positives ; apurement du passé ; vœu de la fixation d'un S.M.I.C. de 3 000 francs ; soutient la proposition du Gouvernement portant à 250 000 francs l'abattement sur les donations-partages et à l'article harmonisant les actes de donations-partages avec les droits d'enregistrement applicables aux successions ; taxe intérieure sur les produits pétroliers ; taxation des filiales des compagnies pétrolières étrangères ; vote favorable du groupe communiste [17 juillet 1981] (p. 233).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).

Première lecture, discussion générale : définition du mot « nationalisation » ; régions frappées par la « casse » de la sidérurgie ; nécessité de donner aux travailleurs des libertés et des droits nouveaux : emploi, durée du travail, liberté syndicale, gestion tripartite des conseils d'administration dans les filiales comme dans les maisons mères ; consultation, participation et association des travailleurs à la gestion ; pratique patronale anti-sociale ; mauvaises conditions de vie et de travail de la population ouvrière ; espoir constitué par les nationalisations pour les travailleurs [8 octobre 1981] (p. 1633) ; progrès technique au service des hommes (p. 1634).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 10 :** soutient l'amendement n° 295 de M. Parfait Jans ; évasion fiscale ; taux de taxation des bons anonymes ; dispositif excluant de l'assiette de la taxation les bons anonymes d'une durée inférieure à un an [30 octobre 1981] (p. 2852).

Deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : système des fibres optiques ; déracinement des personnels ; réduction du temps de travail ; crédits de fonctionnement ; situation de la poste dans le Nord-Pas-de-Calais [7 novembre 1981] (p. 3311) ; prélèvement de 3,2 milliards sur l'excédent du compte d'exploitation des télécommunications ; charte de gestion à moyen terme ; examen des définitions catégorielles et indemnitaires du personnel dans le cadre de la discussion générale du statut de la fonction publique (p. 3312).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* nombre grandissant des demandes de logement restant insatisfaites dans le bassin de la Sambre ; classement du bassin de la Sambre en zone II [12 novembre 1981] (p. 3561).

Solidarité nationale, santé, travail. — I : Section commune. — II : Santé, solidarité nationale. — *Discussion générale :* inégalités sociales ; espérance de vie des salariés ; tableaux de la solidarité ; prévention ; médecine du travail ; médecine scolaire ; ergonomie ; accidents de travail ; protection maternelle et infantile ; mortalité infantile et périnatale ; éducation sanitaire ; officines pharmaceutiques et pharmacies mutualistes [16 novembre 1981] (p. 3797).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* budget de la politique sportive ; développement du sport de masse ; participation du sport à l'essor économique du pays et de ses entreprises : transparence et équité de la répartition des moyens accordés par l'Etat au mouvement associatif ; sport à l'entreprise : crédit d'heures pris sur le temps de travail, subvention au comité d'entreprise, construction d'équipements à proximité des lieux de travail ; intégration de l'éducation physique et du sport scolaire et universitaire au sein du ministère de l'éducation nationale ; natation à l'école primaire [19 novembre 1981] (p. 4043) ; insuffisance de l'augmentation des crédits relatifs aux subventions aux fédérations, ligues et clubs sportifs et aux actions en faveur de la médecine du sport ; exemple d'un club sportif stéphanois ; possibilité de supprimer la rétribution des forces de police dans les manifestations publiques sportives et de diminuer ou de supprimer les taxes et impôts auxquels sont assujettis les clubs ; insuffisance des crédits relatifs à l'équipement sportif ; financement de six grands stades de football pour la coupe d'Europe des nations se déroulant en 1984 ; progression des moyens extra-budgétaires ; place devant être accordée au sport de haut niveau ; nécessité de promouvoir un véritable statut de l'athlète de haut niveau ; développement du sport de masse ; manque de cadres sportifs ; nécessité de promouvoir une grande politique en faveur du sport et de poser la candidature de la France à l'organisation des prochains jeux olympiques en 1992 et 1996 (p. 4044).

JOBERT (Michel)

Ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J.O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce extérieur. — *Discussion générale :* devenir du commerce extérieur de la France ; réforme du ministère du commerce extérieur ; déficit portant sur des biens de consommation et de production ; fragilité du commerce extérieur français ; insuffisance des capacités de développement ; aggravation du déficit avec les grands pays industriels ; problème de la dépendance énergétique ; concentration des grands contrats avec des pays fragiles (Nigeria, Egypte, Brésil) ; diversification nécessaire de grands projets d'équipement à l'extérieur ; projets spécifiques au textile, au jouet, à l'électronique grand public, aux meubles ; pénétration croissante du marché intérieur français ; résultats positifs du secteur agro-alimentaire ; coût important des grands contrats ; problème de l'automobile ; sélection nécessaire des acheteurs d'armement français ; pays ayant mieux résisté que la France au choc pétrolier : Japon et Allemagne ; insuffisance des ventes de biens d'équipement aux pays industrialisés ; importance du commerce courant ; nécessité de la réforme régionale ; équipement progressif des chambres de commerce pour l'exportation ; réhabilitation des entreprises du secteur du jouet, de la machine-outil et du textile ; économies d'énergie ; poursuite du programme nucléaire ; vigilence à l'égard de l'U.R.S.S., du Venezuela et du Mexique ; création d'une cellule « importation » à la direction des relations économiques extérieures [18 novembre 1981] (p. 3950, 3951) ; carence dans l'utilisation des codes du G.A.T.T. sur les subventions, sur le dumping, sur les commandes publiques et sur les normes ; maniement des clauses de sauvegarde ; insuffisance du contrôle des contrefaçons et du dumping social ; secteurs déficitaires : filière porc, filière bois, électronique grand public ; stimulation de l'investissement grâce à la loi de nationalisation ; nécessité de poursuivre les grands contrats ; revision de l'assurance crédit ; augmentation de l'aide aux petites et moyennes entreprises grâce à l'augmentation des crédits distribués par le centre français du commerce extérieur ; réforme de l'assurance prospection ; développement des transferts de technologie à l'étranger ; prêts du Trésor pour l'achat de biens d'équipement français par les pays en voie de développement ; augmentation des crédits de la Sopexa ; politique des contrats agro-alimentaires à moyen terme avec Cuba, le Maroc, l'Algérie, l'Egypte, l'U.R.S.S. ; accroissement des enveloppes de crédit bonifié pour les entreprises en cours de développement ; développement de la place du français à l'étranger ; création d'une cellule sur la francophonie ; utilisation de la radio et de la télévision en direction des pays étrangers (p. 3952) ; contraintes pesant sur le commerce extérieur (système monétaire européen et système monétaire international) ; importance du codéveloppement ; contrats à long terme avec les pays du tiers monde ; problème du bois, de la pâte à papier et du textile ; développement par les banques de sociétés de commerce international ; échanges avec l'Amérique latine ; exportations d'armes ; état des négociations sur le gaz avec l'Algérie ; relations avec le Japon ; problème du maximum de 3 p. 100 d'immatriculation de voitures japonaises en France (p. 3953).

JOIN (Marcel)

Député de la Gironde
(3e *circonscription*)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de Mme Catherine Lalumière, nommée membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

QUESTIONS

au Gouvernement : amnistie dans la fonction publique : non-application des dispositions de la loi du 4 août 1981 dans certaines administrations [9 décembre 1981] (p. 4559).

JOSEPHE (Noël)

Député du Pas-de-Calais
(11e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres III et IV) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : expérience conduite dans la région Nord - Pas-de-Calais [8 septembre 1981] (p. 817).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. *Discussion générale :* problème de l'accueil des enfants ; critique des classes dites « démontables » ; situation dans le Nord - Pas-de-Calais et la région d'Ile-de-France ; nécessité d'un programme exceptionnel de construction scolaire ; situation des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale [9 novembre 1981] (p. 3452).

JOSPIN (Lionel)

Député de Paris
(27e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à l'abrogation des articles 314 et 184, alinéa 3, du code pénal et à la modification de l'article 108, alinéa 2, résultant de la **loi « anti-casseur » (n° 351)** [17 septembre 1981].

INTERVENTIONS

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement et débat sur cette déclaration (n° 11).**

Discussion : volonté de changement ; approbation par le groupe socialiste du programme d'action du Gouvernement ; bilan du septennat de M. Giscard d'Estaing [8 juillet 1981] (p. 58).

— **Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.**

Accroissement du chômage ; stagnation des investissements ; emplois improductifs ; incidence de la hausse du dollar sur le prix du pétrole ; hausse des tarifs publics ; créations d'emplois dans les hôpitaux ; vaste programme de logements ; missions de la police ; suppression des interdits inutiles dans l'armée ; crise viticole ou laitière ; augmentation du budget de la culture ; négociations syndicales ; immigrés ; bilan de la lutte contre l'inflation [15 septembre 1981] (p. 1048) ; diminution de la durée du travail ; augmentation du S.M.I.C. ; nationalisations ; justice fiscale ; relance économique ; aide au bâtiment, distribution de pouvoir d'achat (p. 1049) ; aide aux petites et moyennes entreprises ; lutte contre les cumuls emploi-retraite ; contrats de solidarité ; contrats volontaires proposés aux jeunes sortant du service national ; budget pour 1982 ; augmentation des transferts sociaux ; relance de la consommation ; concentration capitaliste ; rôle du secteur public dans la croissance française de l'après-guerre ; guerre économique ; justice sociale ; mise du crédit au service de l'intérêt général ; planification ; système monétaire ; marchés internationaux ; mutations technologiques ; plan intérimaire de deux ans ; plan de cinq ans ; décentralisation ; rôle des collectivités locales dans la lutte contre le chômage ; recherche scientifique et technique ; espace social européen (p. 1050) ; malnutrition dans le monde ; entrée dans le développement économique des pays du tiers monde ; bilan du Gouvernement précédent ; explication donnée à la motion de censure (p. 1051).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion des articles : **titre III ;** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27 ; son rappel au règlement** (rappel à l'ordre prononcé à l'égard de M. Michel Berson) ; censure des débats si l'allusion à des réalités sociales et politiques est proscrite sous prétexte de l'existence de liens entre les députés et le monde des affaires ; origine sociale des partis socialiste et communiste [20 octobre 1981] (p. 2236, 2237).

JOSSELIN (Charles)

Député des Côtes-du-Nord
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Président de cette délégation [*J. O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (n° 105) [17 juillet 1981] (p. 262).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Relations extérieures : Services diplomatiques et généraux) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3425).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [*J. O.* du 22 décembre 1981] (p. 3482).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

DEPOTS

Rapport d'information établi au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les **Communautés européennes,** instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 **(n° 308)** [8 septembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982 (n° 450),** annexe n° 24 ; **relations extérieures** ; services diplomatiques et généraux **(n° 470)** [15 octobre 1981].

Rapport d'information établi au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les **Communautés européennes,** instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 **(n° 575)** [26 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : aides à l'agriculture [15 juillet 1981] (p. 115).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** clarification nécessaire de la notion des signes extérieurs de richesse [16 juillet 1981] (p. 210) ; son amendement n° 59 (limitation à l'année 1981 de l'application de la taxe exceptionnelle sur les bateaux de plaisance) : adopté ; nécessité d'une réflexion sur la notion d'éléments de ressources (p. 212).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale. Rapporteur pour avis : décentralisation des pouvoirs ; extension des compétences des élus locaux [27 juillet 1981] (p. 313) ; ressources des collectivités locales ; système de péréquation ; équilibre

entre régions ; disparités intrarégionales ; maintien de l'unité nationale ; Bretagne ; droit à la différence ; démantèlement des tutelles administratives ; plan régional ; suppression des tutelles *a priori ;* transfert de l'exécutif départemental et régional aux élus locaux ; préfets, chefs des services de l'Etat dans le département ; déconcentration ; contrôle *a posteriori :* recours devant le tribunal administratif contre les délibérations et décisions des élus locaux ; comptes des collectivités territoriales ; chambre régionale des comptes ; procédure d'élaboration des budgets communaux et départementaux ; responsabilité des ordonnateurs devant la cour de discipline budgétaire et financière ; besoins financiers des collectivités locales ; dotation spéciale aux établissements publics régionaux ; dotation attribuée aux communes pour atténuer la charge correspondant au logement des instituteurs ; suppression de la contribution communale aux dépenses de police d'Etat ; dotation compensant les dépenses de fonctionnement du service public de la justice (p. 314) ; répartition des recettes fiscales entre l'Etat et les collectivités locales ; intervention des collectivités locales dans le domaine économique et social ; participation des sociétés d'économie mixte ; maintien d'activités dans des zones en voie de désertification ; procédure de nomination des comptables publics locaux ; procédure de rétablissement de l'équilibre du budget communal ; chambre régionale des comptes : possibilité d'autosaisine et organisation ; responsabilité des élus devant la cour de discipline budgétaire ; pouvoir d'interdire les fonctions d'ordonnateur ; montant maximal de l'amende ; droit de réquisition des comptables par les ordonnateurs ; services du conseil général ; mise à la disposition du président du conseil général des services départementaux (p. 315).

Discussion des articles : **article 1er :** soutient l'amendement n° 306 rectifié de la commission des finances (consultation des élus locaux pour l'élaboration des textes annoncés) retiré [28 juillet 1981] (p. 412) ; **article 3 :** soutient le sous-amendement n° 309 de la commission des finances à l'amendement n° 45 de la commission des lois (compétences du président de la chambre régionale des comptes et non du représentant de l'Etat pour connaître tous budgets et comptes administratifs des communes) (p. 433) ; soutient le sous-amendement n° 307 de la commission des finances à l'amendement n° 45 de la commission des lois (réduction des délais de deux à un mois) (p. 434) rejeté par scrutin public (p. 435) ; soutient le sous-amendement n° 308 de la commission des finances à l'amendement n° 45 de la commission des lois (de conséquence) (p. 434), rejeté (p. 435) ; **article 4 :** décentralisation et planification ; intervention économique essentiellement au niveau régional (p. 449) ; soutient l'amendement n° 310 de la commission des finances (extension du champ d'intervention du conseil municipal) [30 juillet 1981] (p. 541) : retiré (p. 542) ; soutient l'amendement n° 311 de la commission des finances (possibilité d'association avec d'autres collectivités territoriales) (p. 547), adopté (p. 548) ; **article 5 :** ses observations sur l'amendement n° 52 de la commission [31 juillet 1981] (p. 607) ; **article 6 :** soutient l'amendement n° 312 de la commission des finances (seuil au déclenchement de la procédure de rétablissement de l'équilibre) : retiré (p. 618) ; **article 10 :** soutient le sous-amendement n° 313 de la commission des finances à l'amendement n° 66 rectifié de la commission : devenu sans objet (p. 626) ; **article 16 :** soutient l'amendement n° 410 de la commission des finances (soutien du département à l'exercice des libertés et responsabilités des communes) (p. 679) : adopté après modifications [1er août 1981] (p. 680) ; **article 18 :** soutient l'amendement n° 411 de la commission des finances (rédactionnel) (p. 695) : rejeté (p. 696) ; **après l'article 18 :** soutient le sous-amendement n° 412 rectifié de la commission des finances à l'amendement n° 80 de la commission (modalités de mise à disposition des services extérieurs de l'Etat) (p. 704) : adopté par scrutin public (p. 705) ; soutient le sous-amendement n° 483 de la commission des finances à l'amendement n° 80 (modalités de mise à disposition du département des services de l'Etat) : adopté (p. 706) ; soutient l'amendement n° 413 de la commission des finances (information des présidents des conseils généraux par les représentants de l'Etat) (p. 706) : retiré (p. 708) ; **article 32 :** sous-amendement n° 414 de la commission des finances à l'amendement n° 439 du Gouvernement non soutenu [2 août 1981] (p. 775) ; **article 33 :** soutient le sous-amendement n° 415 de la commission des finances à l'amendement n° 100 de la commission (délais de recours et d'information) : retiré ; **article 34 :** soutient l'amendement n° 416 de la commission des finances (intervention du département en faveur de la protection et du développement des intérêts économiques et sociaux) : retiré (p. 778) ; soutient l'amendement n° 417 de la commission des finances (association du département à d'autres collectivités territoriales) (p. 780) : adopté (p. 781) ; **article 36 :** soutient l'amendement n° 419 de la commission des finances (seuil de déclenchement de la procédure de rétablissement de l'équilibre budgétaire) : retiré (p. 782) ; **article 39 :** présente le sous-amendement n° 420 de la commission des finances à l'amendement n° 114 de la commission devenu sans objet (p. 785).

Titres III et IV :

Première lecture, discussion générale. Rapporteur pour avis : participation des régions à l'élaboration du plan national ; plan régional [8 septembre 1981] (p. 805) ; compétence des régions vis-à-vis de l'Etat et des autres collectivités ; prise en charge des dépenses de fonctionnement entraînées par des opérations d'intérêt régional ; protection des intérêts économiques et sociaux de la population ; participation de la région à des sociétés de développement régional ; sociétés de financement interrégionales et des sociétés d'économie mixte ; politique des prêts aux collectivités locales ; comité régional des prêts ; équipement public d'intérêt régional ; rôle des comités économiques et sociaux régionaux ; chambre régionale des comptes ; allègement des charges au profit des collectivités locales ; dotation spéciale aux communes au titre du logement des instituteurs ; dotation spéciale aux communes au titre du fonctionnement du service public de la justice ; déplafonnement des ressources des régions ; absence de dispositif de péréquation interrégionale ; égalité entre régions ; caisse des dépôts et consignations ; caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales ; octroi d'agréments fiscaux par les autorités régionales (p. 806).

Discussion des articles : **article 48 :** exonération de la taxe professionnelle [10 septembre 1981] (p. 903) ; **après l'article 48 :** accepte l'amendement n° 83 du Gouvernement ; danger de retarder l'attribution des prêts (p. 915) ; soutient le sous-amendement n° 242 de la commission des finances à l'amendement n° 83 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 916) ; devenu sans objet (p. 921) ; comité des prêts (p. 922) ; **article 61 :** soutient l'amendement n° 367 de la commission des finances (rédactionnel) [11 septembre 1981] (p. 994) ; adopté ; soutient l'amendement n° 371 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté (p. 995) ; **article 62 :** soutient l'amendement n° 368 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté (p. 1001) ; soutient l'amendement n° 369 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté (p. 1002) ; **article 64 :** soutient l'amendement n° 370 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté (p. 1004) ; **après l'article 64 :** s'oppose au déplafonnement des ressources fiscales des régions (p. 1009).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** relations entre la planification et la nationalisation du crédit : impératifs de rentabilité dans le secteur nationalisé ; phénomène de « viscosité » dans l'administration : identité des dirigeants du système bancaire nationalisé et du système bancaire privé ; application du couple « planification-décentralisation » à l'organisation du système bancaire ; sociétés régionales de banque ; articulation des pouvoirs entre élus locaux et représentants des banques nationalisées [18 octobre 1981] (p. 2075) ; **article 26 précédemment réservé :** sollicitude témoignée par l'opposition au personnel des banques [22 octobre 1981] (p. 2375).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, discussion générale : rappel du contre-plan fiscal de 1974 présenté par les partis de gauche ; création d'un impôt sur la fortune et modification du barème de l'impôt sur le revenu ; aménagement du quotient familial ; nécessité d'une politique des revenus ; impôt de solidarité ; augmentation des allocations familiales et de l'allocation-logement ; effort de relance ; déficit budgétaire [27 octobre 1981] (p. 2635) ; aide directe à l'emploi ; création d'emplois publics ; nouveau partage du travail ; transferts au profit des jeunes ; adhésion de l'ensemble des acteurs de l'économie, notamment des entrepreneurs, à la relance ; augmentation considérable des aides à l'industrie ; accroissement des autorisations de programme pour les investissements civils ; crédits en faveur du logement ; prêt pour l'accession à la propriété ; prêt du F. D. E. S. ; nationalisations ; réforme de la taxe professionnelle ; réforme du calcul des charges sociales ; budget de l'agriculture ; collectivités locales ; décentralisation ; dotation globale de fonc-

tionnement ; réforme de la fiscalité locale ; difficultés des collectivités locales pour accéder aux marchés financiers (p. 2636).

Première partie :

Discussion des articles : **article 3 :** encouragement à la famille [29 octobre 1981] (p. 2740) ; soutient le sous-amendement n° 549 de M. Alain Hautecœur à l'amendement n° 527 du Gouvernement ; acceptation du principe de l'exemption, des objets d'art, mais compensation au moment des transactions (p. 2751) ; **après l'article 25 :** privilège des bouilleurs de cru [4 novembre 1981] (p. 3065) ; ravages commis par l'alcoolisme ; baisse de la consommation d'alcool blanc (p. 3066).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. *Discussion générale :* responsabilité de l'ancienne majorité dans la coupure entre les agriculteurs et les autres travailleurs [6 novembre 1981] (p. 3255) ; caractère politique du problème foncier ; offices fonciers ; location de terres par les Safer ; statut du fermage ; crédits destinés aux structures agricoles : remembrement ; hydraulique ; solidarité entre les agriculteurs (p. 3256).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. *Discussion générale :* rapporteur spécial : problème des liens entre le niveau des crédits du ministère des relations extérieures et la politique étrangère de la France ; croissance satisfaisante du budget du ministère des relations extérieures (services diplomatiques et consulaires et contributions internationales de la France) ; accroissement des tâches diplomatiques ; accroissement du nombre et de la durée des conférences internationales ; multiplication des tâches consulaires ; conséquences de l'amplitude des fluctuations monétaires (hausse du dollar et hausse des prix intérieurs dans de nombreux pays) ; place prépondérante des actions culturelles ; critère déterminant la répartition des contributions de la France aux organisations internationales ; grandes actions du ministère des relations extérieures (administration centrale, services extérieurs, relations culturelles, contributions internationales) ; répartition géographique des agents à l'étranger ; valise diplomatique ; construction de l'ambassade de Ryad ; problème des structures de l'administration centrale ; gestion des personnels ; titularisation des agents contractuels ; augmentation des primes et indemnités des différents éléments des émoluments des agents à l'étranger pour les catégories C et D en particulier ; amélioration des conditions de travail ; développement des droits sociaux et syndicaux ; formation professionnelle ; formation des personnels diplomatiques ; problème de carrière des personnels diplomatiques [18 novembre 1981] (p. 3954) ; mise en place d'une structure ministérielle visant à assurer une gestion cohérente des contributions internationales de la France ; relations culturelles ; importance du réseau de centres et d'établissements culturels français à l'étranger dans la diffusion de la culture et de la langue française ; aide culturelle aux pays en voie de développement ; échec de la « réforme » de 1980 des relations culturelles (redéploiement du réseau des conseillers, tentative de promotion des livres français, renouveau de la concertation avec les autres départements ministériels) ; réforme de la direction des relations culturelles ; crédits destinés au Vanuatu ; scolarisation des enfants français à l'étranger ; manifestation artistique à l'étranger ; aides accrues aux pays en voie de développement ; volonté de redéploiement en faveur de l'Afrique non francophone, de l'Asie et de l'Europe de l'Est ; insuffisance des dépenses destinées à la presse, à la formation, à l'assistance et à la solidarité ; volonté antérieure de faire des relations extérieures un domaine réservé ; rôle du Président de la République en matière de relations extérieures, de coopération entre les peuples et de combat pour la paix ; défense de la position du Gouvernement de la France dans les instances internationales ; problème du choix des personnels diplomatiques (p. 3955).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 24 :** modulation de la taxe par type d'appareil de jeu [17 décembre 1981] (p. 5063) ; prise en considération de l'âge des appareils ; taxe locale d'aménagement du territoire (p. 5064).

— Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 484).

Première lecture, discussion générale : caractère d'intérêt public de l'architecture ; « bétonnisation » du pays et maîtrise du foncier [26 novembre 1981] (p. 4241) ; responsabilités des collectivités locales ; temps de vivre ; partage du temps de travail et avancement de l'âge de la retraite ; intérêts professionnels des architectes et des maîtres d'œuvre ; présidence des C. A. U. E. ; diversité selon les départements ; priorité à la pédagogie et à la concertation ; risque à transférer à la collectivité la création architecturale ; problèmes financiers ; décentralisation ; ateliers publics d'architecture et d'urbanisme (p. 4242).

Discussion des articles : **article 2 :** obligation des communes d'avoir recours à un architecte ; critère du volume de la construction (p. 4245).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion des articles : **article 23 :** syndicalisation du personnel des petites communes [7 décembre 1981] (p. 4483).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture : discussion générale : contre la question préalable opposée par M. Michel Debré ; arguments d'ordre politique de M. Michel Debré ; création de chômage dans la logique de la concentration capitaliste [8 décembre 1981] (p. 4502) ; partage du travail : nouvelle application de la solidarité ; loi d efinances particulière pour les moyens de mise en œuvre des ordonnances ; concertation avec les partenaires sociaux (p. 4503).

JOURDAN (Emile)

Député du Gard

(1re *circonscription*)

Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

QUESTIONS

au Gouvernement : industrie textile : importations abusives [7 octobre 1981] (p. 1558).

INTERVENTIONS

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : opposition à l'intégration européenne ; orientations des documents préparatoires du VIIIe Plan ; région, niveau majeur de la planification ; reconquête du marché intérieur ; actions en faveur des régions défavorisées ; consultation des régions pour l'élaboration du Plan ; compétences de l'assemblée régionale en matière d'équipement ; rôle de la région comme coordonnateur des départements ; tranches régionalisées du Plan national ; aide aux départements et aux communes ; concertation avec les P.M.I. ; décentralisation du F.D.E.S. ; comité économique et social régional ; droit à l'information économique ; faculté pour la région de proposer des implantations d'unités publiques ; droit à l'initiative financière ; Languedoc-Roussillon ; document sur l'emploi élaboré par les élus communistes de la région ; problème agricole ; problème énergétique ; charbon du Bassin cévenol ; zone côtière de la région ; besoins de formation de la main-d'œuvre régionale ; moyens financiers accordés aux régions [11 décembre 1981] (p. 4713).

Explications de vote : relance de l'économie française ; reprise de la consommation ; premières mesures sociales du Gouvernement ; augmentation du S. M. I. C. ; développement de l'appareil de production ; reconquête du marché intérieur extension des droits pour les travailleurs dans les entreprises ; financement de la politique nouvelle ; lutte contre les importations excessives ; dispositions douanières ; protection de certains secteurs industriels ; projet de loi relatif aux méthodes de planification [12 décembre 1981] (p. 4833).

JOURNET (Alain)

Député du Gard
(4e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

JOXE (Pierre)

Ministre de l'industrie
Député de Saône-et-Loire
(5e circonscription)
Socialiste
Président du groupe socialiste.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste. Président de ce groupe [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de l'industrie : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Pologne relatif aux instituts français en Pologne et aux instituts polonais en France (n° 89) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à modifier le premier alinéa de l'**article 33 du règlement de l'Assemblée nationale (n° 322)** [16 septembre 1981].

INTERVENTIONS

— **Son rappel au règlement :** intervention de M. Jacques Blanc ne constituant pas un rappel au règlement [3 juillet 1981] (p. 38).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement et débat sur cette déclaration (n° 11).**

Explication de vote : approuve les premières mesures économiques et sociales du Gouvernement ; bilan du Gouvernement Barre ; attitude de la nouvelle opposition [9 juillet 1981] (p. 83) ; nécessité de dresser un bilan détaillé de la politique du septennat de M. Giscard d'Estaing ; avoir fiscal ; confiscation des aides publiques au profit d'une dizaine de grands groupes monopolistes ; problèmes de l'élevage ; emprunt 1973 ; politique de régression du logement social ; atteintes portées au système de sécurité sociale (p. 84).

— **Son rappel au règlement :** question orale sans débat exposée par un orateur et reprise ensuite par un autre [10 juillet 1981] (p. 96).

— **Son rappel au règlement :** répartition du temps de parole entre les groupes lors des questions d'actualité [15 juillet 1981] (p. 112 et 113).

— **Son rappel au règlement :** ordre du jour de l'Assemblée nationale [15 juillet 1981] (p. 134).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er :** soutient l'amendement n° 7 de la commission des finances relatif aux donations-partages [16 juillet 1981] (p. 194) ; **article 8 (suite) :** demande le retrait de l'amendement n° 22 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis visant à instaurer un prélèvement sur le chiffre d'affaires hors taxe des filiales des compagnies pétrolières étrangères [17 juillet 1981] (p. 217).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres I et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **rappel au règlement :** doute sur le résultat du vote à mains levées (vote de l'amendement n° 44 [28 juillet 1981] (p. 423-424) ; **article 31 :** caractère constructif de la discussion du projet de loi ; suspension de séance [2 août 1981] (p. 775) ; **article 44 :** décentralisation contrôlée consacrée par la loi de 1871 ; position de l'opposition à l'égard du projet de loi (p. 791) ; simplification de la seconde partie du débat (p. 792).

Titres III et IV :

Première lecture, discussion générale : **rappel au règlement :** outrages envers l'Assemblée [8 septembre 1981] (p. 827).

Discussion des articles : **article 45 :** s'oppose aux sous-amendements nos 253 et 254 de M. Michel Debré à l'amendement n° 128 de la commission ; compétences spécialisées de la région ; souveraineté nationale [9 septembre 1981] (p. 840) ; **après l'article 47 :** après le vote du sous-amendement n° 186 rectifié de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 133 de la commission : refus du groupe socialiste de participer au vote de l'amendement n° 133 (p. 877).

— **Son rappel au règlement :** nécessité de terminer l'examen du texte sur la décentralisation avant que l'Assemblée nationale ne se sépare ; querelles de procédure [30 juillet 1981] (p. 552).

— **Fait personnel :** propos de M. Charles Millon sur l'utilisation du scrutin public [31 juillet 1981] (p. 663).

— **Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.**

Explication de vote : décentralisation ; nationalisations ; liste des signataires de la motion de censure ; formes diverses du chômage [15 septembre 1981] (p. 1078) ; absence de programme de l'opposition ; restauration de la confiance ; libération de l'économie (p. 1079).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** organisation du débat [17 septembre 1981] (p. 1151).

— **Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Jean-Claude Gaudin.**

Prolongation du temps de parole de l'opposition ; ses observations sur l'intervention de M. Christian Goux [12 octobre 1981] (p. 1688).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : nationalisation conforme à l'article 222 du Traité de Rome [14 octobre 1981] (p. 1826) ; contre la motion de renvoi en commission présentée par M. Charles Fèvre ; don de M. Dassault à l'Etat ; campagne contre les nationalisations ; engagements du Président de la République et de la majorité ; bataille de procédure et saisine de la commission européenne par l'opposition (p. 1831) ; conformité du projet au Traité de Rome (p. 1832).

Discussion des articles : **avant le titre Ier :** débat de procédure mené par l'opposition ; engagements de M. François Mitterrand sur le champ des nationalisations [15 octobre 1981] (p. 1840) ; inconstitutionnalité d'un référendum sur les nationalisations (p. 1841) ; organisation du débat sur les amendements (p. 1844) ; **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 3 : son rappel au règlement :** fixation de l'ordre du jour (séance de l'Assemblée nationale pendant la réunion du comité central du R.P.R.) [17 octobre 1981] (p. 1966) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** estime que M. Philippe Séguin, vice-président, ferme le débat en appliquant l'article 100, alinéa 7, du règlement à la discussion des sous-

amendements de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 de la commission ; traite M. Charles Millon et M. Philippe Séguin, vice-président de « compères » en ce qui concerne le déroulement des séances [19 octobre 1981] (p. 2112) ; **son rappel au règlement :** responsabilité de la minorité dans la défiguration du débat sur les nationalisations ; accord intervenu entre la présidence et M. Michel Noir sur la discussion de ses sous-amendements (p. 2113) ; nationalisation de la Banque de Bretagne ; énumération des sous-amendements à l'amendement n° 49 de la commission, déposés par M. Michel Noir (p. 2114) ; prise de position publique du président du C.C.F. (p. 2115) ; nationalisation de la Banque de Paris et des Pays-Bas et de la Banque d'Indochine (p. 2118) ; nationalisation du Crédit commercial de France ; volonté d'une majorité de Français ; champ de la nationalisation des banques (p. 2121) ; démarche de M. Pierre-Bernard Cousté auprès de l'Assemblée européenne (p. 2122) ; dépôt de sous-amendements par l'opposition : détournement de la procédure parlementaire (p. 2128) ; sous-amendements de retardement de l'opposition (p. 2133) ; vertus de la mutualité découvertes par M. François d'Aubert ; arguments de l'opposition contre la nationalisation des banques (p. 2134) ; prise de participation à 100 p. 100 dans trente-six banques ; nationalisation des banques prévue par les programmes de la gauche (p. 2135) ; manœuvre de retardement de l'opposition (p. 2137) ; nationalisation des banques étrangères proposée par l'opposition (p. 2138) ; consultation des personnels des banques préalablement à la nationalisation ; politique de l'ancienne majorité à l'égard des droits des travailleurs : ordonnances de 1967 sur la sécurité sociale (p. 2146) ; consultation des délégués du personnel des banques préalablement à la nationalisation : manœuvres de l'opposition (p. 2148) ; **titre I^er^ :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **après l'article 12 :** accusation portée par M. Charles Millon en matière de liberté de la presse à l'égard de la majorité [20 octobre 1981] (p. 2211) ; **son rappel au règlement :** interprétation du règlement par M. Charles Millon : artifice de procédure (p. 2214) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27 : son rappel au règlement** (rappel à l'ordre prononcé à l'égard de M. Michel Berson) : description des réalités sociales (p. 2236) ; **son rappel au règlement** (rappel à l'ordre prononcé à l'égard de M. Michel Berson) : injures proférées à l'égard de l'opposition sous la précédente législature ; demande à M. Bernard Stasi de rapporter le rappel à l'ordre (p. 2238) ; **son rappel au règlement** (rappel à l'ordre prononcé à l'égard de M. Michel Berson) : injures proférées à l'égard de l'opposition durant le débat sur le projet « sécurité et liberté » (p. 2239) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 14 précédemment réservé :** responsabilité de ceux qui retardent les nationalisations ; propose de passer à la discussion des amendements [21 octobre 1981] (p. 2273) ; déroulement du débat ; reprise du même débat pour la quatrième fois (p. 2277) ; organisation du groupe socialiste pour débattre (p. 2278) ; **article 19 précédemment réservé : son rappel au règlement :** accusation d'hypocrisie formulée à l'égard de M. Jean Foyer [22 octobre 1981] (p. 2330) ; **après l'article 26 :** procès d'intention au Gouvernement fait par les sous-amendements n^os^ 852 à 866 de M. Michel Noir ; manœuvre politique [23 octobre 1981] (p. 2396) ; **son rappel au règlement :** déroulement du débat ; organisation du groupe socialiste pour siéger nonobstant le congrès de Valence ; prolongation pour retarder le vote des nationalisations ; opérations financières encouragées par cette prolongation ; demande au président de veiller à ce que le débat s'inscrive dans des limites utiles (p. 2406) ; **avant l'article 13 :** dépôt d'amendements sur le titre II : manœuvres de l'opposition ; demande à la présidence de faire respecter l'ordre du jour (p. 2414) ; **après l'article 26 :** non-nationalisation des banques étrangères (p. 2419) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 45 : son rappel au règlement :** clôture de la discussion sur l'article en vertu de l'article 57, alinéa 1, du règlement (p. 2419) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 28 précédemment réservé : son rappel au règlement :** non-conformité au règlement de la demande de suspension de séance présentée par M. François d'Aubert (p. 2430).

Explication de vote : nationalisations de la libération (p. 2595) ; choix des Français ; mise en œuvre d'une politique d'investissement plus rationnelle ; mobilisation des travailleurs et des compétences ; transformation des rapports sociaux ; dimension morale des nationalisations ; événements extérieurs survenus pendant le débat ; application du programme sur lequel les socialistes ont été élus (p. 2596).

Deuxième lecture, discussion des articles : **titre II :** nationalisation de banques ; **article 13 : son rappel au règlement :** décision de la conférence des présidents ; nouvelle vérification du quorum : complicité avec ceux qui cherchent à profiter des retards apportés au vote de la loi [1^er^ décembre 1981] (p. 4333) ; **après l'article 13 :** qualifie M. François d'Aubert d'imposteur à la suite de son intervention sur les déclarations du Premier ministre faites à Dijon le 7 novembre 1981 ; participation de M. François d'Aubert à une campagne de sabotage de l'économie (p. 4338).

— **Son rappel au règlement :** organisation des travaux de les nationalisations [16 octobre 1981] (p. 1915) ; manœuvres dilatoires de l'opposition (p. 1916).

— **Son rappel au règlement :** explication politique de la prise de position de M. Michel Berson le 20 octobre 1981 ; absence d'injures [21 octobre 1981] (p. 2254).

— **Son rappel au règlement :** mise en cause du Président de la République devant l'Assemblée ; examen de l'amendement tendant à l'exonération des œuvres d'art ; modification de la loi de finances par des mesures réglementaires [29 octobre 1981] (p. 2732).

— **Son rappel au règlement :** organisation des travaux de l'Assemblée : réunions de commissions et de groupes de députés alors que l'Assemblée tient séance [4 novembre 1981] (p. 3090) ; provocation d'incidents de séance ; sabotage de la discussion budgétaire ; opérations « de commando » (p. 3091).

— **Conclusions du rapport de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Paul Bladt (n° 619).**

Discussion : opération procédurière constituée par la demande de levée d'immunité parlementaire de M. Paul Bladt ; rejet par le Conseil constitutionnel de la requête de M. Jean-Erich Bousch [18 décembre 1981] (p. 5149).

— **Fait personnel :** convocation du conseil régional de Bourgogne pour débattre du plan intérimaire [12 décembre 1981] (p. 4747).

— **Son rappel au règlement :** organisation de la session extraordinaire [21 décembre 1981] (p. 5386).

JULIA (Didier)

Député de Seine-et-Marne

(5^e^ *circonscription*)

R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives à la **répartition des droits à pension de réversion** entre les conjoints divorcés et les conjoints survivants **(n° 280)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi visant à créer un office pour **l'évaluation des options technologiques (n° 305)** [2 août 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : élections cantonales dans les départements d'outre-mer : préparation des élections cantonales dans les départements français sauf ceux d'outre-mer [28 octobre 1981] (p. 2659).

orale sans débat : (n° 17) posée le 10 juillet 1981 : **assurance vieillesse : généralités** (politique en faveur des retraités (p. 107).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres I^er^ et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : application de la loi à tous les Français y compris ceux des D.O.M.-T.O.M. ; article 73 de la Constitution [27 juillet 1981] (p. 378) ; article 74 de la Constitution ; spécificité des départements d'outre-mer ; fixation des droits de douane au plan départemental et non par un recours à l'administration parisienne ; maintien nécessaire de l'autorité du délégué du Gouvernement ; motion des maires non communistes de La Réunion pour que toutes les lois votées par le Parlement soient appliquées aux départements d'outre-mer comme en métropole (p. 379).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : récidivistes ; peine de substitution incompressible [17 septembre 1981] (p. 1162).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : création d'un office pour l'évaluation des options technologiques [6 octobre 1981] (p. 1522).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* violence en Nouvelle-Calédonie ; réforme foncière ; statut des D.O.M. ; spécificité de chaque D.O.M. [5 novembre 1981] (p. 3197, 3198).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins (n° 465).

Première lecture, discussion générale : conférence internationale sur le droit de la mer ; texte conservatoire en vue de préserver les intérêts français ; îles éparses de l'océan Indien ; départements d'outre-mer [24 novembre 1981] (p. 4246).

JULIEN (Raymond)

Député de la Gironde

(5^e^ *circonscription*)

Apparenté socialiste

Elu le 21 juin 1981

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'agence de coopération culturelle et technique complétant l'accord de siège du 30 août 1972 et relatif au statut de l'école internationale de Bordeaux (n° 6) [9 juillet 1981] (p. 89).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Libéria sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 100) [17 juillet 1981] (p. 262)

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 109) [17 juillet 1981] (p. 262).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 6), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'agence de coopération culturelle et technique complétant l'accord de siège du 30 août 1972 et relatif au statut de **l'école internationale de Bordeaux (n° 111)** [16 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 109), autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Royaume de Norvège** en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'**évasion fiscale** et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'**impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 232)** [24 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 100) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République du Libéria** sur l'encouragement et la protection réciproques des **investissements (n° 233)** [24 juillet 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 87).

Première lecture, discussion générale, rapporteur suppléant : commerce international ; cumul des fiscalités nationales ; conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ; modèle de convention fiscale de l'O. C. D. E. ; conventions avec la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie et la Pologne ; contenu de la convention ; inclusion du trafic routier dans le contenu du trafic international ; définition du bénéfice imputable à l'établissement stable ; imposition exclusive dans l'Etat résidentiel du bénéficiaire des intérêts ; suppression de la retenue à la source dans l'Etat de provenance des intérêts ; exonération dans l'Etat de la source de toute imposition sur les redevances ; pensions sur la sécurité sociale ; exonération sur les gains tirés de l'aliénation d'immeubles ; limitation de la déduction d'intérêts payés par une société française à sa société mère étrangère ; échange franco-hongrois ; politique de l'emploi ; dépassement de l'antagonisme Est-Ouest [24 juillet 1981] (p. 288).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord de coopération culturelle, scientifique et technique et d'un protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire révolutionnaire de Guinée (n° 82).

Première lecture, discussion générale, rapporteur suppléant : décolonisation ; accession à l'indépendance des pays de l'ancien empire français d'Afrique ; relations entre la France et la Guinée ; difficultés agricoles et techniques de l'économie guinéenne ; développement rationnel des infrastructures ; préparation de grands projets industriels ; mise en valeur des possibilités agricoles ; augmentation du nombre de ressortissants français sur le sol guinéen ; aide technologique ; coopération au plan artistique et sportif ; devoir de solidarité internationale [24 juillet 1981] (p. 289).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 109).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : remplacement de la convention de 1953 dénoncée le 30 juin 1980 par la Norvège ; imposition des dividendes versés aux groupes pétroliers français par leurs filiales exploitant en mer du Nord ; bilan des relations économiques franco-norvégienne ; déficit des échanges ; diversification des ventes françaises ; investissements français en Norvège ; investissements norvégiens en France ; coopération énergétique ; importation de pétrole norvégien par les groupes français Elf-Aquitaine et Total [24 juillet 1981] (p. 293) ; attribution de nouveaux blocs en mer du Nord ; contrats d'approvisionnement pétrolier à long terme ; acquisitions

de gaz ; coopération industrielle entre la France et la Norvège dans les domaines de l'aéronautique, de l'espace et de la recherche ; absence de partage de l'imposition sur les dividendes entre l'Etat de la source et l'Etat de la résidence dans la convention de 1953 ; négociation de nouveaux accords fiscaux ; retenue à la source (p. 294).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Liberia sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 100).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : application de la loi de finances rectificative du 24 décembre 1971 : garantie de l'Etat aux investissements à l'étranger, sous réserve de la conclusion préalable d'une convention sur la garantie des investissements pour les pays n'appartenant pas à la zone franc ; perspectives offertes par le Liberia aux investissements français ; déficit des échanges de la France avec le Liberia ; entreprises françaises installées au Liberia ; dispositions de la convention : non-discrimination dans le traitement des investissements, liberté des transferts, principe d'une indemnisation juste et équitable en cas d'expropriation, de nationalisation, recours à l'arbitrage [24 juillet 1981] (p. 296).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures - affaires européennes - coopération et développement, *discussion générale :* lignes essentielles de notre politique étrangère ; diminution des crédits des relations culturelles ; progression des crédits pour les organisations internationales ; politique en faveur des Français de l'étranger [19 novembre 1981] (p. 3989) ; créations d'emplois ; création du fonds de solidarité des Français expatriés pour l'assurance de leurs biens personnels contre les troubles civils et politiques ; situation de la sous-direction de l'état civil ; office français de protection des réfugiés et apatrides ; égalité en matière d'enseignement des Français de l'étranger ; sécurité de nos représentants diplomatiques ; possibilité pour les personnes étrangères à la carrière diplomatique d'entrer au Quai d'Orsay devant en contrepartie permettre aux diplomates d'occuper certains postes dans d'autres administrations ou dans des entreprises nationalisées ; volonté politique d'appliquer les grandes orientations tracées par le Président de la République ; succès de notre politique africaine ; politique du tiers monde orientée vers la paix ; réunion de Cancun ; visite de Mme Indira Gandhi (p. 3990).

JUVENTIN (Jean)

Député de la Polynésie française
(1re *circonscription*)
N. I.

Elu le 5 juillet 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [7 juillet 1981] (p. 41).

N'appartient à aucun groupe [*J. O.* du 9 juillet 1981] (p. 1926).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 31 juillet 1981] (p. 2101).

Membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [*J. O.* du 8 août 1981] (p. 2187).

K

KASPEREIT (Gabriel)

Député de Paris
(7e *circonscription*)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77).

Première lecture, explications de vote : opposition du groupe du Rassemblement pour la République [17 juillet 1981] (p. 260).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Deuxième lecture, explications de vote : son opposition au projet de loi [1er octobre 1981] (p. 1444).

— Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 387).

Deuxième lecture, explications de vote : vote hostile du groupe du Rassemblement pour la République [1er octobre 1981] (p. 1447).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** opposition du groupe R. P. R. à l'article 1er [8 octobre 1981] (p. 1640).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **après l'article 2 :** non-réunion de la commission [16 octobre 1981] (p. 1957) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 26 précédemment réservé :** restructuration dans le secteur bancaire [22 octobre 1981] (p. 2365) ; prise de participations majoritaires ; maintien des règles de la concurrence ; notion de risque ; politique de rentabilité ; mode de refinancement ; règles de fonctionnement imposées aux banques étrangères exerçant en France (p. 2366) ; soutient l'amendement n° 841 de M. Michel Noir : avis des comités d'entreprise et accord des conseils d'administration sur les restructurations (p. 2373) ; soutient l'amendement n° 845 de M. Michel Noir : application de l'article après le vote d'une loi élaborée avec la participation de l'ensemble du personnel (p. 2380) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 35 :** appréciation de la compétence des administrateurs par la commission de contrôle des banques [24 octobre 1981] (p. 2509) ; tolérance de l'opposition à l'égard du ministère chargé des relations avec le Parlement (p. 2515) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **après l'article 50 :** son sous-amendement n° 1426 à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon (recours ouvert aux architectes auxquels auront été opposés trois refus successifs de crédit par trois banques nationalisées) [26 octobre 1981] (p. 2582) ; rejeté (p. 2583).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 21 :** injures adressées par M. le ministre du budget [3 novembre 1981] (p. 3036) ; **article 24 :** intérêt des appareils automatiques pour les petites villes ou les cités touristiques ; existence d'imposition des jeux automatiques ; prolifération de machines à sous interdites ; disparition d'un tiers des appareils en service ; incidence sur le niveau d'emploi de la profession et les rentrées fiscales ; T. V. A. pour les appareils automatiques [4 novembre 1981] (p. 3057) ; son amendement n° 223 (suppression de l'article) ; machines à sous camouflées ; licenciement d'employés ; suppression des appareils les moins rentables ; faible rapport pour l'Etat (p. 3058) ; rejet de l'amendement n° 223 (p. 3059).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* budget de récession ; formalités tracassières accablant les commerçants et artisans ; apprentissage ; diminution des crédits affectés à la prime d'embauche du premier salarié ; avenir du commerce et de l'artisanat en centre de ville ; loyers

commerciaux ; suppression de l'aide spéciale compensatrice ; prêts participatifs bancaires [5 novembre 1981] (p. 3177) ; aggravation des charges des entreprises ; augmentation des défaillances d'entreprises commerciales ; développement du cautionnement mutuel ; sous-traitance ; forme juridique de sociétés personnelles à responsabilité limitée (p. 3178).

Examen des crédits : **état C, titre VI :** augmentation des dépenses somptuaires (p. 3188).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 24 :** taxe sur les appareils automatiques installés dans les lieux publics ; machines à sous interdites par un décret-loi de 1938 [17 décembre 1981] (p. 5063).

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Première lecture : explication de vote : hostilité du groupe du Rassemblement pour la République sur l'ensemble du projet de loi [26 novembre 1981] (p. 4232).

— Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 484).

Première lecture : opposition du R. P. R. au projet de loi [26 novembre 1981] (p. 4246).

— Discussion des conclusions du rapport (n° 402) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur les activités du Service d'action civique (S. A. C.) et pour déterminer les complicités dont il a pu bénéficier à tous les niveaux (n° 238).

Première lecture, discussion de l'article unique : explications de ovte : recherche par la justice de l'implication du S. A. C. dans le crime d'Auriol ; volonté du groupe communiste d'exploiter l'affaire afin d'englober dans l'opprobre l'ensemble des membres du S. A. C. ; inaptitude des commissions d'enquêtes à instruire de telles affaires [17 décembre 1981] (p. 5126).

— Projet de loi relatif à la durée du mandat des membres des chambres d'agriculture (n° 477).

Deuxième lecture, discussion générale : opposition du groupe R. P. R. au projet de loi [17 décembre 1981] (p. 5127).

KOEHL (Emile)

Député du Bas-Rhin
(1re *circonscription*)
(*U. D. F.*)

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).
Représentant suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J. O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

QUESTIONS

orales sans débat :

— (n° 53) posée le 13 octobre 1981 : administration et régimes pénitentiaires (établissements : Bas-Rhin) (p. 1752) ; appelée le 16 octobre 1981 : **construction de la nouvelle prison de Strasbourg :** début des travaux de la nouvelle prison de Strasbourg ; état de la maison d'arrêt de la rue du Fil ; état d'avancement du dossier ; urgence de la construction d'une nouvelle prison soulignée par la commission de surveillance des établissements pénitentiaires (p. 1895) ;

— (n° 91) posée le 1er décembre 1981 : **papiers et cartons (entreprises : Bas-Rhin)** (p. 4342) : appelée le 4 décembre 1981 : **usine de la Cellulose de Strasbourg :** situation critique des usines françaises de pâte à papier ; constitution d'une structure d'entreprise permettant une exploitation et des conditions matérielles et financières satisfaisantes ; contribution des pouvoirs publics pour résoudre les difficultés de la Cellulose de Strasbourg ; nécessité d'investissements importants permettant la reconversion de l'usine de la Cellulose de Strasbourg ; valorisation du massif forestier de l'est de la France ; déficit du commerce extérieur concernant le bois et les produits dérivés (p. 4415).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des départements et des régions (titres III et IV) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : répartition des compétences et des ressources entre les communes, les départements et les régions [8 septembre 1981] (p. 819) ; transfert des ressources de l'Etat vers les collectivités locales ; situation particulière des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; obligation faite par le projet de loi aux autorités communales de notifier au représentant de l'Etat leurs délibérations et arrêtés ; administration des chasses communales ; mesures d'équilibre budgétaire ; pouvoir du préfet de se substituer au maire en matière de maintien de l'ordre ; statut spécial de la Corse (p. 820).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : peine de substitution ; respect de la vie [18 septembre 1981] (p. 1186).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : caractère inutile et dangereux des nationalisations ; risque de remise en cause d'implantations industrielles étrangères en France ; contradiction entre la nationalisation des banques et la décentralisation ; représentation du conseil régional au conseil d'administration des banques nationalisées [14 octobre 1981] (p 1770) ; coût financier des nationalisations ; possibilité d'expérimentation sociale sans nationaliser (p. 1771).

Discussion des articles : **titre II :** nationalisation des banques ; **après l'article 20 :** son amendement n° 1012 précédemment réservé (trois administrateurs nommés sur proposition du conseil régional dans les banques à vocation régionale) : rejeté [22 octobre 1981] (p. 2338) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 50 :** son amendement n° 1368 devient sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 114 de la commission [26 octobre 1981] (p. 2569).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, discussion générale : imposition de la fortune [27 octobre 1981] (p. 2628) ; nécessité de ménager des transitions ; problèmes de l'évaluation du patrimoine de chaque citoyen ; risque d'intensification des contrôles ; nécessité que l'administration procède à une simulation sérieuse et évalue les conséquences des nouvelles dispositions afin d'éviter certains effets cumulatifs de taxation ; nécessité d'harmoniser les dispositions fiscales afin de ne pas peser sur le dynamisme de l'économie ; nécessité de démontrer que les impôts nouveaux payés par le détenteur d'une grande fortune serviront à réduire la pression fiscale sur les salariés moyens ; absence d'exemption de la résidence principale ou d'indexation de la franchise de trois millions de francs ; taxation de l'outil de travail ; exonération des entreprises performantes réinvestissant leurs bénéfices à l'aide de dispositions compliquées ; nécessité de prendre des mesures pour développer l'épargne populaire et les petits patrimoines (p. 2629).

Deuxième partie :

Transports. *Discussion générale : questions :* circulation à Strasbourg [7 novembre 1981] (p. 3363).

Plan et aménagement du territoire. *Discussion générale : questions :* liaison fluviale Rhin—Rhône ; financement des travaux par les recettes tirées de l'hydro-électricité rhodanienne [7 novembre 1981] (p. 3385).

Justice. *Discussion générale :* modernisation et adaptation de l'appareil judiciaire ; difficulté de concilier les exigences de la sécurité et les impératifs de l'humanité ; inquiétude des gardiens de prison devant la suppression éventuelle des quartiers de sécurité ; service pénitentiaire

et service d'éducation surveillée ; création de 515 emplois de surveillants ; institution d'une seconde école d'administration pénitentiaire [12 novembre 1981] (p. 3591) ; « milieu ouvert » ; éducation surveillée ; juges pour enfants ; prévention et réinsertion sociale ; construction de la nouvelle maison d'arrêt de Strasbourg ; création nécessaire d'une troisième chambre correctionnelle au tribunal de grande instance de Strasbourg (p. 3592).

Intérieur et décentralisation. *Discussion générale :* conditions de travail et de sécurité des policiers en civil dans l'exercice de leurs activités ; effectif des policiers ; service de sécurité de la région strasbourgeoise ; mise en place de la décentralisation en Alsace : régionalisme alsacien ; droit local alsacien ; concordat ; bilinguisme ; législation de la sécurité sociale en Alsace ; pêche ; chasse ; régie des domaines forestiers alsaciens [17 novembre 1981] (p. 3849).

— **Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).**

Première lecture, discussion générale : freinage de la hausse des prix ; limitation de la hausse des loyers à un pourcentage de la variation annuelle de l'indice du coût de la construction ; politique de concertation menée entre les pouvoirs publics, les locataires et les propriétaires [26 novembre 1981] (p. 4218) ;dernier indice trimestriel du prix de la construction et coût réel des travaux d'entretien et de réparation des immeubles ; rupture unilatérale des accords de modération ; sanctions pénales contre les bailleurs ; pénalisation des bailleurs projetant au moment de la vacance du logement de faire des travaux de remise en état (p. 4219).

KRIEG (Pierre-Charles)

Député de Paris
(1re *circonscription*)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).
Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [13 novembre 1981] (p. 2680).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 117 et 118 du code de procédure pénale (n° 139) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Edouard Frédéric-Dupont tendant à faciliter l'installation d'ascenseur dans les immeubles soumis aux dispositions de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965, fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis (n° 174) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Edouard Frédéric-Dupont tendant à déterminer les mesures régularisant la situation des personnels des ex-concessions françaises en Chine (n° 175) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Etienne Pinte tendant à garantir la liberté de parole de l'avocat (n° 278) [24 septembre 1981] (p. 1338).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Michel Barnier et Henri de Gastines tendant à compléter les dispositions de l'article 3-2 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal (n° 408) [15 octobre 1981] (p. 1890).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Nicole de Hauteclocque tendant à modifier la loi n° 75-4 du 3 janvier 1975 en élevant le montant des chèques obligatoirement payés par le tiré (n° 417) [5 novembre 1981] (p. 3220).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier l'article 2 du décret-loi du 23 octobre 1935 portant réglementation des mesures relatives au renforcement du maintien de l'ordre public (n° 512) [26 novembre 1981] (p. 4249).

DEPOTS

Proposition de loi organique visant à compléter les dispositions de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **Conseil économique et social (n° 460)** [7 octobre 1981].

Proposition de loi relative à la **protection des gisements fossiles (n° 507)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 24 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif au **versement d'intérêts pour les sommes payées d'avance au propriétaire** à titre de loyer ou de dépôts en garantie **(n° 508)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi portant prorogation de certaines dispositions transitoires prévues par la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du **code des pensions civiles et militaires de retraite (n° 509)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 158 du **code électoral** relatif au cautionnement **(n° 510)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi portant modification des dispositions de la loi n° 76-1036 du 15 novembre 1976 complétant les dispositions transitoires de la loi n° 72-3 du 3 janvier 1972 sur la **filiation (n° 511)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 2 du décret-loi du 23 octobre 1935 portant réglementation des mesures relatives au renforcement du maintien de l'**ordre public (n° 512)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 99 du code civil afin de permettre la **rectification des actes de l'état civil** par le président du tribunal du ressort du domicile du demandeur **(n° 513)** [6 novembre 1981].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **(n° 5)** posée le 2 juillet 1981 : **enseignement secondaire** (examens, concours et diplômes) (p. 35) ; appelée le 10 juillet 1981, exposée par M. Philippe Séguin : **obtention du brevet des collèges par les élèves de l'enseignement privé** (p. 94).

— **(n° 74)** posée le 19 novembre 1981 : **Défense nationale (défense civile : Paris)** (p. 4066) ; appelée le 27 novembre 1981 : **transformation des parkings souterrains en abris anti-atomiques :** problèmes financiers liés à cette transformation (p. 4258-4259).

— **(n° 73)** posée le 19 novembre 1981 par M. Jacques Lafleur : **société Le Nickel** (p. 4066) ; appelée le 27 novembre 1981 : crise économique frappant la société Le Nickel en Nouvelle-Calédonie ; nécessité pour le Gouvernement de mettre en place des mesures soutenant la production et assurant la protection du personnel (p. 4263).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la Cour de cassation (n° 116).**

Première lecture, discussion générale : reprise partielle du projet de loi n° 2308 ; effectifs ; délais de jugement ; banalisation du pourvoi en cassation ; caractères du projet de loi ; critique des amendements de la commission des lois [22 juillet 1981] (p. 270).

Discussion des articles : **article 1er :** critique l'amendement n° 1 de la commission des lois (p. 270) ; nécessité de préciser l'expression « formation élargie » (p. 271) ; **rappel au règlement :** demande de vote par scrutin public ; dépôt par le Gouvernement de sous-amendements en séance (p. 272;) **article 2 :** s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission des lois (p. 273).

Explications de vote : vote négatif du R. P. R. (p. 275).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).**

Première lecture, discussion générale : problème de réinsertion des détenus libérés [29 juillet 1981] (p. 488).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 3 (condamnations à mort commuées en réclusion à perpétuité avec exclusion du bénéfice de la

législation sur l'application et la remise des peines [18 septembre 1981] (p. 1213-1214) ; auto-défense ; amendement n° 3 : rejeté (p. 1214).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **Titre IV :** dispositions diverses ; **après l'article 50 :** son sous-amendement n° 1424 à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon (recours ouvert aux avocats auxquels auront été opposés trois refus successifs de crédit par trois banques nationalisées) : rejeté [26 octobre 1981] (p. 2580).

KUCHEIDA (Jean-Pierre)

Député du Pas-de-Calais
(12e circonscription)
N. I. puis socialiste

En remplacement de M. Henri Darras, décédé le 2 juillet 1981 [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1860).

N'appartient à aucun groupe [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : relance du charbon ; Nord - Pas-de-Calais ; plans des précédents gouvernements ; gazéification [7 octobre 1981] (p. 1588) ; sécurité dans les mines (p. 1589).

L

LABARRERE (André)

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement

Député des Pyrénées-Atlantiques
(1re circonscription)
Socialiste

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de ;

— M. Pascal Clément : coût de l'immobilier à Paris : propos outrageant tenus par M. Pascal Clément [14 octobre 1981] (p. 1777) ;

— M. Louis Odru : coopérative ouvrière de Catel et Farcy : intérêt du Gouvernement pour les coopératives ouvrières de production [14 octobre 1981] (p. 1779, 1780) ;

— M. Bernard Lefranc : Société générale de fonderie : difficultés du groupe [14 octobre 1981] (p. 1784) ;

— M. Gérard Bapt : la faim dans le monde : principe d'un doublement du montant de l'aide accordée aux pays les moins favorisés ; résolution adoptée par l'Assemblée des communautés européennes sur la faim dans le monde ; plan d'action pour lutter contre la faim dans le monde proposé par M. Edgard Pisani [14 octobre 1981] (p. 1784) ;

— M. Parfait Jans : politique de la D.A.T.A.R. : nouvelle politique de la D.A.T.A.R. ; politique d'aménagement du territoire et décentralisation ; renforcement de la planification ; aides au développement régional ; cas de la région parisienne [21 octobre 1981] (p. 2260) ;

— M. Jean Falala : attitude des responsables d'entreprise : politique économique de M. Raymond Barre et attitude des chefs d'entreprise [28 octobre 1981] (p. 2660) ; aide de l'Etat aux entreprises ; plan intérimaire (p. 2661) ;

— M. Georges Sarre : indemnisation des banquiers étrangers actionnaires des sociétés nationalisées ; filiale suisse de Paribas ; décret soumettant à autorisation préalable les cessions ou les échanges d'actifs de filiales à l'étranger des sociétés nationalisables ; indemnisation des actionnaires étrangers [28 octobre 1981] (p. 2661) ; chargé de mission désigné pour engager des conversations exploratoires avec les banques actionnaires et les associés étrangers des banques nationalisables (p. 2662) ;

— M. Jean-Pierre Destrade : plan intérimaire en faveur des régions Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon ; plan intérimaire concernant ces trois régions ; crédit affecté aux investissements ; concertation entre l'Etat et les assemblées régionales [28 octobre 1981] (p. 2664) ;

— M. François d'Aubert : rôle du Parlement : légiférer et contrôler l'exécutif ; vague d'antiparlementarisme [28 octobre 1981] (p. 2665) ;

— Mme Muguette Jacquaint : augmentation des prix dans l'alimentation et les services : maintien du pouvoir d'achat ; amélioration des basses rémunérations ; campagne de modération des hausses des prix ; vigilance des organisations de consommateurs ; information sur les prix au ministère de la consommation et au ministère de l'économie et des finances [25 novembre 1981] (p. 4162) ;

— Mme Hélène Missoffe : manuel scolaire intitulé « Initiation économique et sociale » : liberté de conception des ouvrages scolaires et de leur choix par les chefs d'établissements [25 novembre 1981] (p. 4163) ;

— M. Lucien Richard : difficultés du secteur du bâtiment dans la région des Pays de la Loire : situation du secteur du bâtiment et des travaux publics ; dotation supplémentaire aux régions concernées ; déblocage du fonds d'action conjoncturelle ; nouveaux crédits de la loi de finances rectificative pour 1981 ; hausse des taux d'intérêts ; prêts du F. D. E. S. ; charges sociales ; situation particulière de la région des Pays de Loire ; budget pour 1982 du ministère de l'urbanisme et du logement ; financement de logements sociaux ; programme de réhabilitation de l'habitat ; stabilisation des effectifs dans la construction [25 novembre 1981] (p. 4165) ;

— M. Henri Michel : incendie d'un car de ramassage scolaire : problème de la surveillance des enfants dans les cars de ramassage scolaire ; réglementation du ministère des transports ; concertation avec les collectivités locales afin de compléter la réglementation et d'améliorer la sécurité des enfants [25 novembre 1981] (p. 4166) ;

— M. Pierre Braine : incendie du collège Jean de La Fontaine à Crépy-en-Valois : mesures destinées à pallier la destruction du C. E. S. ; prévention des sinistres ; visite des établissements par les commissions de sécurité ; précautions particulières pour les collèges du type « Pailleron » [25 novembre 1981] (p. 4166) ;

— M. Bernard Lefranc : situation des sociétés de bâtiments et de travaux publics : mesures prises en faveur du bâtiment [25 novembre 1981] (p. 4167) ;

— M. Serge Beltrame : constitution de couvertures de change à terme en vue du paiement des importations de matières textiles : extension au jute brut et au sisal brut

de la possibilité de couverture de change à terme pour l'importation de ces matières premières [25 novembre 1981] (p. 4168) ; réglementation des changes (p. 4169) ;

— **M. René Haby : politique immobilière et foncière :** politique du logement [25 novembre 1981] (p. 4169) ;

— **M. Charles Fèvre : mesures de blocage des prix :** politique des prix ; concertation avec la profession et réglementation ; blocage des prix et des prestations de services ; hausse des prix de détail ; accompagnement de l'ajustement monétaire ; négociations d'accords de régulation entre les pouvoirs publics et les organisations professionnelles ; situation de l'hôtellerie saisonnière [25 novembre 1981] (p. 4170) ;

— **M. Jacques Toubon : réduction des prestations familiales versées aux familles nombreuses :** importance de l'aide aux familles de un ou deux enfants [2 décembre 1981] (p. 4347, 4348) ;

— **M. Gérard Gouzes : inondations en Aquitaine et dans le Midi-Pyrénées :** gravité de la situation provoquée par ces inondations ; mise en œuvre de moyens de secours importants dans les départements sinistrés ; ouverture d'un premier crédit de secours d'extrême urgence ; octroi de différentes subventions et prêts à taux réduit prévu par la loi ; aide des collectivités locales, des établissements publics régionaux et des communautés européennes [16 décembre 1981] (p. 4996).

orales sans débat de :

— **M. Michel Debré (n° 20) : construction de logements à la Réunion :** études socio-économiques ; programme de résorption de l'habitat insalubre ; politique d'habitat social ; crédits budgétaires consacrés au logement social dans les départements d'outre-mer ; cas de la Réunion ; financements aidés par l'Etat ; bidonvilles [16 octobre 1981] (p. 1909) ;

— **M. Emmanuel Hamel (n° 54) : maîtres d'œuvre en bâtiment :** agrément des maîtres d'œuvre en bâtiment [16 octobre 1981] (p. 1910) ; nécessité d'assimiler les agréés en architecture aux architectes ; réforme du mode d'accession au titre d'architecte : enseignement et formation plus complémentaires ; réflexe corporatiste de certains conseils régionaux de l'ordre (p. 1911).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la Cour de cassation (n° 116).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** critique l'utilisation des scrutins publics faite par l'opposition [22 juillet 1981] (p. 271) ;

— **Ses observations** sur la fixation de l'ordre du jour [28 juillet 1981] (p. 430).

— **Fixation de l'ordre du jour** [30 juillet 1981] (p. 578).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Michel d'Ornano relatif à l'information du Parlement sur le programme énergétique français [31 juillet 1981] (p. 616).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Michel d'Ornano : annonce un débat parlementaire sur le programme énergétique du Gouvernement [31 juillet 1981] (p. 616).

— **Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.**

Remerciements à l'Assemblée nationale pour la confiance portée au Gouvernement [15 septembre 1981] (p. 1083).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Christian Bonnet : regrette la modification de l'ordre du jour intervenue le 19 septembre 1981 ; problème du cumul des mandats [30 septembre 1981] (p. 1375).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Antoine Gissinger (action de MM. François Mitterrand et Gaston Defferre comme ministres de l'information sous la IVe République) : proteste contre la mise en cause du Président de la République [30 septembre 1981] (p. 1375).

— **Discussion des conclusions du rapport (n° 395) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées (n° 248).**

Première lecture, discussion générale : fragilité des zones de montagne ; nécessité d'une meilleure prise en compte des problèmes spécifiques des zones défavorisées ; poursuite de l'effort de modernisation de l'agriculture et des petites industries agro-alimentaires de montagne ; installation des jeunes agriculteurs : revalorisation de la dotation d'installation ; problème foncier ; nécessité de réserver par les documents d'urbanisme les sols de faible pente et de meilleure valeur agronomique à l'agriculture ; rôle des associations foncières pastorales ; mise en application de la législation sur les terres incultes ; recherche de voies nouvelles pour affirmer la réalité économique de la production agricole en montagne ; rôle de l'I. N. R. A., du centre national du machinisme agricole du génie rural, des eaux et des forêts, de l'institut national de la montagne : définition de modèles d'exploitation et amélioration des techniques agronomiques adaptées à des massifs différents ; procédure d'élaboration des plans d'aménagement rural ; renforcement de l'impact opérationnel de la directive nationale d'aménagement rural ; intervention du F. I. D. A. R. ; contrats de programme avec les régions concernées ; bilan des actions menées en faveur des zones de montagne et défavorisées ; Gouvernement favorable à la création d'une commission d'enquête [6 octobre 1981] (p. 1491) ; anomalies dans le classement en zones de montagne ; régionalisation (p. 1499) ; rapport Brocard ; primes aux vaches allaitantes ; complémentarité de la régionalisation et de la politique nationale ; situation du Massif Central ; défense des petits exploitants de montagne ; problème de la lavande (p. 1500).

— **Ses observations sur l'ordre du jour** [6 octobre 1981] (p. 1522).

— **Sur le rappel au règlement** de M. Olivier Stirn : déclaration du ministre des relations extérieures au lendemain des obsèques du président Sadate ; attitude de l'opposition à l'égard des ministres [13 octobre 1981] (p. 1710).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : **sur le rappel au règlement de M. Charles Millon** (conditions de travail de la commission spéciale) : volonté du Gouvernement d'avoir un débat parlementaire) [15 octobre 1981] (p. 1838) ; bataille de procédure (p. 1839).

Discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles, **article 8 :** souci du dialogue de la nouvelle majorité [18 octobre 1981] (p. 2047) ; **article 9 :** réserve des amendements à l'article 13 (p. 2057, 2058) ; **après l'article 12 :** évocation par l'opposition de la procédure de l'article 49, alinéa 3 ; mise en cause de l'honorabilité du Premier ministre [20 octobre 1981] (p. 2210) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **après l'article 13 :** demande la réserve de tous les articles et amendements avant l'article 27 (p. 2221) ; **sur le rappel au règlement** de M. Michel Noir (réserve des articles jusqu'à l'article 27 demandée par le Gouvernement) : recours à l'article 49, alinéa 3, non évoqué par le Gouvernement ; déroulement du débat (p. 2228) ; **article 16 précédemment réservé :** ses observations sur le rappel au règlement de M. Charles Millon (absence de réponse aux questions de l'opposition) ; retard apporté par l'opposition aux nationalisations [21 octobre 1981] (p. 2301) ; **article 19 précédemment réservé :** déclaration de M. François d'Aubert qualifiant l'article 19 « d'hypocrite » [22 octobre 1981] (p. 2329) ; **article 26 précédemment réservé :** caractère répétitif des propos de l'opposition ; consultation des comités d'entreprise sur d'éventuelles restructurations ; allusions à des expériences étrangères : Chili (p. 2374) ; **après l'article 26 :** évocation par l'opposition de pays étrangers [23 octobre 1981] (p. 2392) ; objectif d'enlisement des travaux de l'Assemblée visé par l'opposition ; risque d'amputation de la discussion budgétaire ; manœuvres financières (p. 2402) ; **avant l'article 13 :** mise en cause du Gouvernement par M. François d'Aubert ; éventuelle application de l'article 49-3 ; manœuvres de retardement de l'opposition (p. 2414) ; demande la réserve des dix-sept amendements de M. Charles Millon avant l'article 13 et des articles suivants jusqu'à l'article 45 (p. 2415) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 28 précédemment réservé :** rend hommage aux douaniers de la frontière franco-belge pour l'arrestation d'un passeur de billets (p. 2430) ; **après l'article 29 :** amendements homothétiques de l'opposition (p. 2442) ; **article 30 précédemment réservé :** accusation d'ingérence dans le débat formulée par M. Michel Noir à son égard (p. 2446) ; course de lenteur engagée par l'opposition (p. 2451) ; **article 32 précédemment réservé :** responsabilité des incidents financiers intervenus pendant le débat ; attitude du Gouvernement [24 octobre 1981] (p. 2469) ; sérénité du Gouvernement (p. 2470) ; **article 33 précédemment réservé :** assertion de M. Michel Noir selon

laquelle l'opposition aurait préservé la parole du Premier ministre et du Président de la République ; responsabilité des manœuvres financières intervenues pendant le débat (p. 2479) ; mur de l'argent (p. 2480) ; rôle du ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 2482) ; déclarations de M. Charles Millon sur le mur de l'argent (p. 2483) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 46 précédemment réservé :** intervention de M. Philippe Séguin indiquant à la présidence l'absence de la commission (p. 2492) ; invectives de la part de l'opposition ; patience du Gouvernement dans le débat (p. 2493) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 34 :** ses observations sur les déclarations de M. Jacques Godfrain selon lesquelles la France a « froid dans le dos » (p. 2501) ; **article 35 :** nouveaux dirigeants des compagnies financières ; désintéressement des ministres de l'actuel Gouvernement (p. 2506) ; agression du rapporteur par M. Jacques Toubon (p. 2509) ; souhaite que l'allure de la « patache » soit accélérée (p. 2515) ; **article 36 :** respect tant de la majorité que de l'opposition par le Gouvernement (p. 2518) ; non-utilisation de moyens de procédure exceptionnels (p. 2519) ; **article 37 :** attaques portées contre le Gouvernement par M. François d'Aubert [26 octobre 1981] (p. 2536) ; « mitterrandisation » des entreprises (p. 2537) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **après l'article 40 :** déclaration de M. Louis Mermaz ; attaques de l'opposition contre le Président de la République, le président de l'Assemblée nationale et le Gouvernement (p. 2561) ; **après l'article 50 :** procédure d'inscription de nouvelles banques (p. 2571) ; dettes des sociétés nationalisées par la présente loi : appréciation de l'extension de la faillite par les tribunaux (p. 2572) ; noms patronymiques portés par des sociétés nationalisées (p. 2573) ; intention du Gouvernement de demander l'inscription de la discussion du projet de loi de finances à la séance de l'après-midi du 27 octobre (p. 2581) ; nationalisations prévues dans le programme du M. R. P. (p. 2584) ; information du Parlement sur les investissements des entreprises nationales ; contrôle du Parlement sur le secteur public (p. 2588) ; conditions de concurrence entre le secteur privé et le secteur public ; nationalisation et pratique publicitaire (p. 2589) ; dépôt d'un projet de loi précisant les relations entre l'Etat et les entreprises nationalisées (p. 2590).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jean Foyer (réunion de l'Assemblée nationale en comité secret) [20 octobre 1981] (p. 2206).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Michel Noir (réserve des articles jusqu'à l'article 27, demandée par le Gouvernement) [20 octobre 1981] (p. 2228).

— **Sur les rappels au règlement** de M. Michel Debré et Michel Noir (mise en cause de M. Debré par M. Berson) : regrette que le débat ait pris certaines formes [21 octobre 1981] (p. 2252).

— **Sur le rappel au règlement** de M. Pierre Joxe (mises en cause personnelles par M. Michel Berson le 20 octobre 1981) : honorabilité de MM. Debré et Couve de Murville [21 octobre 1981] (p. 2255).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Michel Noir (déclaration de M. Lionel Jospin à l'émission *Face au public* du 21 octobre) [22 octobre 1981] (p. 2326).

— **Ses souhaits** relatifs au déroulement des débats budgétaires [27 octobre 1981] (p. 2620).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel : réduction du temps de la discussion budgétaire du fait du comportement de l'opposition dans le débat sur les nationalisations [5 novembre 1981] (p. 3175).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Philippe Séguin (retrait de l'ordre du jour du projet de loi concernant les conseillers référendaires du Conseil d'Etat) [10 décembre 1981] (p. 4605).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er, alinéa 7 :** ses observations sur l'intervention de M. Philippe Séguin [10 décembre 1981] (p. 4617) ; **alinéa 8 :** ses observations sur la citation, par M. Jacques Toubon, d'un discours du Premier ministre et d'un ouvrage d'entretiens publié par M. Jacques Attali (p. 4624) ; informe l'Assemblée du retard éventuel apporté à la séance des questions orales si l'examen du projet de loi s'achève tard dans la nuit (p. 4631) ; **alinéa 11 :** ses observations sur l'intervention de M. Philippe Séguin (p. 4644) ; **alinéa 12 :** ses observations sur l'intervention de M. Jacques Toubon (p. 4650).

Deuxième lecture, discussion générale : demande à l'Assemblée de voter le texte adopté en première lecture [22 décembre 1981] (p. 5396).

Discussion des articles : **article 1er :** limite d'âge de départ à la retraite pour les membres de la Cour de cassation, de la Cour des comptes et du Conseil d'Etat (p. 5397) ; ses observations sur l'intervention de M. Philippe Séguin (p. 5398).

— **Projet de loi relatif aux droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** compétence des maires de France [15 décembre 1981] (p. 4898).

— **Ses observations** sur la demande de suspension de séance de M. Emmanuel Aubert.

— **Rend hommage** au travail accompli par l'Assemblée nationale [15 décembre 1981] (p. 4914, 4915).

— **Remercie** l'Assemblée d'accepter l'ordre du jour ; hommage rendu par le Gouvernement au travail des députés et du personnel de l'Assemblée [15 décembre 1981] (p. 4938) ; examen du collectif agricole ; discussion de la nouvelle lecture du projet de loi de finances rectificative ; programme de la prochaine session extraordinaire (p. 4938, 4939).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.**

Attitude du Premier ministre sur les problèmes de l'agriculture [16 décembre 1981] (p. 5011) ; drame de la Pologne ; solidarité gouvernementale ; reproche à l'opposition d'utiliser la Pologne à des fins partisanes et de politique intérieure (p. 5013, 5014) ; absence des députés de l'opposition ayant déposé la motion de censure (p. 5016) ; contradictions entre les déclarations de MM. Clément et Labbé au sujet du parti communiste ; électorat de M. le Premier ministre ; majorité consciente et cohérente soutenant un Gouvernement uni (p. 5022) ; citation du compte rendu du débat de 1847 sur le travail des enfants de moins de sept ans (p. 5024).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean Brocard : accusations portées par l'opposition contre le Premier ministre ; défense des droits du Parlement [16 décembre 1981] (p. 5025) ; remercie l'Assemblée de la confiance portée au Gouvernement (p. 5026).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel (demandant une communication du Gouvernement sur les actions à entreprendre en solidarité avec le peuple polonais) ; position du Gouvernement sur les événements de Pologne ; maintien de l'aide alimentaire.

— **Ses observations sur les rappels au règlement** de MM. Pierre Joxe et Michel Barnier (ordre du jour de la session extraordinaire) : examen de textes par le Sénat [21 décembre 1981] (p. 5386).

— **Ses remerciements** à l'Assemblée et à son personnel (p. 5387).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel : (événements de Pologne) ; intervention de M. Pierre Mauroy à l'Assemblée le 23 décembre [22 décembre 1981] (p. 5390).

— **Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).**

Troisième lecture, discussion générale : excellence des débats parlementaires ; ses remerciements au personnel [23 décembre 1981] (p. 5430).

LABAZEE (Georges)

Député des Pyrénées-Atlantiques
(1re *circonscription*)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. André Labarrère, nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 302).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

Membre du conseil supérieur de l'adoption [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

QUESTIONS

au Gouvernement : Industrie des engrais : ententes illicites entre des sociétés d'engrais [9 décembre 1981] (p. 4559).

INTERVENTIONS

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Tissu d'activités agricoles et artisanales dans le monde rural ; développement des communes rurales ; aménagement de l'espace rural [15 septembre 1981] (p. 1067) ; exploitations agricoles ; syndicalisme agricole ; revenu des agriculteurs ; organisation des marchés ; réduction du temps de travail des agriculteurs (p. 1068).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 16 :** harmonisation des taux de redevances communales et départementales sur les hydrocarbures [3 novembre 1981] (p. 2992).

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* enseignement agricole [6 novembre 1981] (p. 3263) ; service public et laïc de l'éducation ; établissements polytechniques ruraux ; recherche (p. 3264).

Examen des crédits : **état B, titre IV :** animation culturelle (p. 3300).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* fiscalité des communes rurales ; « dotation globale d'investissement » ; taxe professionnelle ; prêts bonifiés aux collectivités locales ; remboursement de la taxe à la valeur ajoutée acquittée par les communes rurales sur leurs travaux [17 novembre 1981] (p. 3860).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture :

Discussion générale : cumuls emploi-retraite ; 100 000 personnes devant être concernées ; plafond relatif aux ressources et à l'âge [8 décembre 1981] (p. 4534).

LABBE (Claude)

Député des Hauts-de-Seine
(9e circonscription)
R. P. R.
Président du groupe R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République. Président de ce groupe [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Transports : aviation civile, météorologie) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à créer un **grade de directeur d'école (n° 184)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à créer une commission chargée de se prononcer sur les conditions d'application du principe de la **péréquation des pensions de retraite** aux retraités militaires **(n° 185)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à faire bénéficier d'un **intérêt** les **versements de garantie** effectués par les locataires à leurs propriétaires **(n° 186)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à la reconnaissance des **droits de l'époux travaillant avec son conjoint** dans l'entreprise familiale, artisanale, commerciale ou de prestations de service **(n° 187)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi portant création du **contrat d'emploi-insertion (n° 188)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi sur la formation professionnelle, l'insertion professionnelle et la promotion sociale dans le cadre de l'**éducation permanente (n° 189)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi sur la **famille (n° 190)** [22 juillet 1981].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de l'**industrie de la machine-outil** en France **(n° 249)** [29 juillet 1981].

Proposition de loi d'orientation relative à l'**insertion professionnelle des jeunes (n° 254)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi d'orientation de l'**enseignement de l'architecture (n° 268)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier les lois n° 70-632 du 15 juillet 1970 et n° 78-1 du 2 janvier 1978 relatives à l'**indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens (n° 269)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à abroger les dispositions de la loi n° 76-660 du 19 juillet 1976 portant **imposition des plus-values** et création d'une taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité **(n° 290)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à remplacer la **taxe professionnelle** par une majoration des taux de la **taxe sur la valeur ajoutée (n° 291)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi relative à la promotion des **petites et moyennes entreprises (n° 292)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi relative à l'**intéressement des travailleurs** au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises **(n° 432)** [1er octobre 1981].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1982 (n° 450)**, tome XVIII : Transports : **Aviation civile (n° 475)** [16 octobre 1981].

Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 modifiée, portant loi organique relative aux lois de finances, en vue d'instaurer un **contrôle parlementaire sur le budget des organismes de sécurité sociale (n° 476)** [21 octobre 1981].

Proposition de loi relative au **logement des fonctionnaires de la police nationale (n° 520)** [6 novembre 1981].

INTERVENTIONS

— Rappel au règlement : répartition du temps de parole entre chaque groupe lors des questions d'actualité ; problème soulevé mais non tranché lors d'une conférence des présidents et d'une réunion des présidents de groupe [15 juillet 1981] (p. 112).

— Discussion de la motion de censure, jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Rôle de l'opposition ; modèle de l'Autriche neutraliste [15 septembre 1981] (p. 1043) ; redressement de la situation de l'emploi ; arrêt de la hausse des prix ; contraintes pesant sur l'économie française ; deuxième choc pétrolier ; récession mondiale ; amnistie ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; décentralisation ; déficit budgétaire ; endettement croissant du trésor envers le système bancaire ; emprunt d'Etat à 16,75 p. 100 (p. 1044) ; coût du crédit pour les entreprises ; échec des travaillistes norvégiens ; augmentation de la pression fiscale ; impôt sur le capital frappant aussi l'outil de travail ; recettes affectées ; courbe démographique ; nationalisations ; politique industrielle ; adaptation des entreprises à la compétition internationale droit et liberté du personnel dans les entreprises publiques ; pouvoir syndical : exemple de la République fédérale d'Allemagne ; relance de la croissance (p. 1045) ; nouvelle coopération entre pays industriels consommateurs d'énergie, pays producteurs de pétrole et pays en voie de développement ; réforme monétaire internationale ; rôle de l'or ; compression des dépenses budgétaires ; rétablissement de l'équilibre des comptes publics ; limitation de la politique des subventions ; prélèvements obligatoires ; durée et aménagement du travail ; partage des fruits de la croissance (p. 1046) ; rappel de la politique du général de Gaulle en 1958 ; politique de « bouc émissaire » ; soumission au référendum des projets essentiels ; soumission de la nation aux exigences d'une idéologie (p. 1047).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Jean-Claude Gaudin.

Son rappel au règlement relatif à la tenue des séances ; répartition des temps de parole ; absence du Premier ministre [12 octobre 1981] (p. 1701).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion des articles : **titre II :** nationalisation des banques : **avant l'article 13 : son rappel au règlement :** déclaration de M. André Lajoinie qualifiant les députés de l'opposition de complices de Paribas et du C.N.P.F. ; demande la réunion du bureau de l'Assemblée [23 octobre 1981] (p. 2415).

— **Son rappel au règlement :** tendance des présidents de séance à limiter la durée des suspensions ; suspensions de deux minutes [3 novembre 1981] (p. 3000).

— **Son rappel au règlement :** communiqué de l'Elysée regrettant la mise en cause de M. Roger Frey par M. Michel Berson ; rôle du président de l'Assemblée nationale ; demande la convocation du bureau de l'Assemblée [4 novembre 1981] (p. 3089).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : **son rappel au règlement :** déclaration de M. Laurent Fabius alors député sur l'exercice des fonctions de rapporteur par des membres de l'opposition [7 novembre 1981] (p. 3331, 3332) ; construction aéronautique ; programme Airbus ; poursuite du programme Concorde ; lancement de l'avion régional A.T.R. 42 (p. 3337) ; exploitation du Boeing 737 ; formation des pilotes et des navigants ; concurrence du T.G.V. pour Air Inter (p. 3338).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.**

Explications de vote : inquiétante sollicitude du Gouvernement vis-à-vis des chefs d'entreprises, des agriculteurs, des assurés sociaux et des contribuables ; pause souhaitée par M. Jacques Delors ; satisfecit donné par M. Georges Marchais sur l'action du Gouvernement ; lutte des classes ; composition de l'électorat socialiste ; travail de destruction des richesses ; appauvrissement ; inquiétude du peuple français ; condamnation de l'ensemble de la politique du Gouvernement ; irrésistible dégradation ; progrès du chômage et de l'inflation ; déséquilibre économique ; résultats des élections partielles [16 décembre 1981] (p. 5021) ; développement des manifestations ; motion de défiance vis-à-vis de la politique du Gouvernement ; condamnation du comportement du Gouvernement à l'égard de la Pologne (p. 5022).

LABORDE (Jean)

Député du Gers

(1re *circonscription*)

Socialiste

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Solidarité nationale : Personnes âgées) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XIX : Solidarité nationale : **personnes âgées (n° 471)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 25 :** rôle néfaste des alcools industriels pour la santé publique [4 novembre 1981] (p. 3096).

Deuxième partie :

Solidarité nationale. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : création d'un secrétariat d'Etat chargé des personnes âgées ; coordination nécessaire des actions menées en faveur de la vieillesse ; augmentation du minimum vieillesse ; pensions de reversion [10 novembre 1981] (p. 3508) ; maintien à domicile ; amélioration de l'habitat ; développement des services d'aide ménagère ; création d'un service de soins à domicile ; hébergement des personnes âgées dépendantes ; création de petits établissements d'hébergement temporaire (p. 3509).

LACOMBE (Jean)

Député de l'Hérault

(3e *circonscription*)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

QUESTIONS

au Gouvernement : plan avenir jeunes et statut de l'agence nationale pour l'emploi : nécessité du renforcement de l'A.N.P.E. [9 décembre 1981] (p. 4558).

orale sans débat : n° 88, posée le 1er décembre 1981, **emploi et activité (politique de l'emploi : Hérault)** (p. 4342) : appelée le 4 décembre 1981 ; **restructurations industrielles de la région sétoise :** développement économique et emploi dans la région sétoise ; opposition aux restructurations de la Cofaz et de la K.E.R. (p. 4411, 4412).

INTERVENTIONS

Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* création du ministère de la mer ; productions de la Méditerranée ; pêche ; aide à la remotorisation ; réforme de la commercialisation [9 novembre 1981] (p. 3395) ; aquaculture en Méditerranée ; prévention d'accidents et protection de la Méditerranée ; extension du port de Sète (p. 3396).

Environnement. — *Discussion générale :* protection et gestion des espaces naturels ; protection des zones humides ; dégradation de l'espace littoral ; urbanisation de la zone côtière [10 novembre 1981] (p. 3496) ; mise en œuvre d'un plan général d'assainissement du littoral français ; nécessité de redéfinir le rôle du conservatoire du littoral et des rivages lacustres ; protection du littoral méditerranéen ; « Plan bleu » ; mise sur pied d'une agence de l'espace littoral et maritime pour la région Languedoc-Roussillon (p. 3497).

LA COMBE (René)

Député de Maine-et-Loire

(6e *circonscription*)

R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Labbé, tendant à la reconnaissance des droits de l'époux travaillant avec son conjoint dans l'entreprise familiale, artisanale, commerciale ou de prestations de services (n° 187) [30 juillet 1981] (p. 590).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Environnement) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à élever à 66 p. 100 de la **pension de réversion** accordée au conjoint survivant **(n° 176)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 57-444 du 8 avril 1957 instituant un régime particulier de **retraite** en faveur des **personnels actifs de police (n° 177)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 38 du code des pensions civiles et militaires de retraite afin de porter le taux de la **pension de réversion** des veuves de 50 à 66 p. 100 (n° 178) [22 juillet 1981].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1982 (n° 450)**, tome VII : **Environnement (n° 475)** [16 octobre 1981].

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires par une disposition visant à garantir le **droit au travail des militaires retraités (n° 506)** [6 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : visite de M. Michel Jobert en Chine : amour contrairié par les autorités chinoises entre un diplomate français et une citoyenne chinoise [25 novembre 1981] (p. 4165).

orale sans débat : n° 26, posée le 30 septembre 1981 : **minerais (entreprises : Maine-et-Loire)** (p. 1426) ; appelée le 2 octobre 1981 : **mines de fer de Segré** (p. 1473).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : peine de remplacement [18 septembre 1981] (p. 1191).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (n° 142).**

Première lecture, discussion générale : signification du 8 mai et du 11 novembre ; nécessité de développer l'enseignement de l'histoire de France [23 septembre 1981] (p. 1275, 1276).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : volonté du Gouvernement d'enrayer la désertification de certaines zones rurales et d'assainir les régions fortement industrialisées [10 novembre 1981] (p. 3484) ; insuffisance des crédits destinés aux parcs naturels régionaux ; effort fait en faveur des parcs nationaux ; actions en matière de pêche ; recherche d'une solution à la pollution saline du Rhin ; réglementation de la chasse en France ; sauvegarde du littoral ; lutte contre les pollutions et les nuisances ; augmentation des moyens accordés à l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets ; politique de l'eau ; problème des stations d'épuration en milieu rural ; lutte contre le bruit ; bruit dans les usines (p. 3485) ; recyclage de vieux papiers des assemblées européennes (p. 3488).

Examen des crédits : **titre VI, état C :** son amendement n° 74 (p. 3500)) ; (réduction des crédits du fonds d'intervention pour la qualité de la vie) ; pares nationaux et parcs régionaux (p. 3501).

LAFLEUR (Jacques)

Député de la Nouvelle-Calédonie

(2e *circonscription*)

R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 35). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [18 septembre 1981] (p. 1224).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer la **protection sociale des retraités** d'un régime métropolitain résidant dans un territoire d'outre-mer **(n° 180)** [22 juillet 1981].

QUESTIONS

orale sans débat (n° 73) posée le 19 novembre 1981 : **départements et territoires d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie : minerais)** (p. 4066) ; appelée le 27 novembre 1981 : **société Le Nickel** (p. 4623).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* caricature de la Nouvelle-Calédonie brossée par la presse ; recul constant de l'union calédonienne aux élections [5 novembre 1981] (p. 3203).

LAGORCE (Pierre)

Député de la Gironde

(8e *circonscription*)

Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Représentant titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord de coopération culturelle, scientifique et technique et d'un protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire révolutionnaire de Guinée (n° 82) [17 juillet 1981] (p. 236).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention entre la République française et la République populaire hongroise relative à l'entraide judiciaire en matière civile et familiale, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions ainsi qu'à l'entraide judiciaire en matière pénale et à l'extradition (n° 85) [17 juillet 1981] (p. 236).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 87) [17 juillet 1981] (p. 236).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une disposition complémentaire aux conventions internationales concernant le transport par chemin de fer des marchandises, des voyageurs et des bagages (n° 486) [26 novembre 1981] (p. 4249).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 85), autorisant la ratification d'une convention entre la République française et la République populaire hongroise relative à l'**entraide judiciaire** en matière civile et familiale, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions ainsi qu'à l'entraide judiciaire en matière pénale et à l'extradition **(n° 115)** [16 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 87), autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République populaire hongroise** tendant à éviter les **doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 231)** [24 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 82), autorisant l'approbation d'un **accord de coopération culturelle, scientifique et technique** et d'un protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République populaire révolutionnaire de Guinée (n° 235)** [24 juillet 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : consommation d'huile frelatée : mesures prises par le Gouvernement visant à interdire les importations d'huile espagnole [21 octobre 1981] (p. 2264) ; risque de mesures de rétorsion de la part du Gouvernement espagnol (p. 2265).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **article 7 :** industrie de la navigation de plaisance ; démocratisation de la navigation de plaisance [16 juillet 1981] (p. 209).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* rétablissement réel du rapport constant ; calendrier de mise à jour du rapport ; orientation du projet de budget en faveur de l'égalité de traitement entre les trois générations du feu ; anciens combattants et veuves d'anciens combattants d'Afrique noire [9 novembre 1981] (p. 3415).

LAIGNEL (André)

Député de l'Indre
(2e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 28 juillet 1981] (p. 2079).

Membre suppléant du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [*J.O.* du 8 août 1981] (p. 2187).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Intérieur et décentralisation) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J.O.* du 26 novembre 1981] (p. 3223).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 [*J.O.* du 16 décembre 1981] (p. 3425).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 19 : **Intérieur et décentralisation (n° 470)** [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale : s'oppose à la question préalable de M. Philippe Mestre ; politique de défense de l'emploi [15 juillet 1981] (p. 136) ; « apurement des comptes » ; montant du déficit ; situation de la consommation et de la production industrielle ; coût du chômage (p. 142) ; nécessité d'une politique de la demande, groupe Boussac ; mesures sociales contenues dans le projet de loi de finances rectificative : revalorisation du S. M. I. C. ; prestations sociales (p. 143).

Commission mixte paritaire, explications de vote : vote favorable du groupe socialiste ; contexte économique de crise ; politique économique du nouveau Gouvernement ; lutte contre le chômage ; relèvement du S. M. I. C. ; solidarité nationale [29 juillet 1981] (p. 468).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : distinction entre décentralisation et déconcentration ; droit aux différences ; gestion du développement économique, social et culturel du pays ; aménagement du territoire ; triptyque socialiste ; planification, décentralisation, autogestion ; étapes de la réforme ; problème des finances locales ; méthode de la simulation ; péréquation financière entre les différentes collectivités locales ; libre accès aux caisses publiques d'emprunt ; fonction publique locale ; statut des élus ; formation professionnelle ; rôle du préfet ; interventionnisme économique des départements et communes [27 juillet 1981] (p. 347).

Discussion des articles : **article 17 :** son opposition au principe d'un exécutif collégial [1er août 1981] (p. 687) ; **article 18 :** cohérence et importance de l'article 18 (p. 692) ; **après l'article 18 :** son sous-amendement n° 484 à l'amendement n° 80 de la commission (caractère transitoire des dispositions de l'amendement n° 80) : adopté (p. 701) ; son sous-amendement n° 485 à l'amendement n° 80 de la commission (rédactionnel) (p. 704) : retiré (p. 705) ; **article 22 :** insuffisance des plages de temps offertes par l'amendement n° 402 de M. Charles Millon (rétablissement du système des sessions) [2 août 1981] (p. 476).

Titre III et IV :

Première lecture, discussion des articles : **article 45 :** s'oppose au sous-amendement n° 352 de M. Michel Noir à l'amendement n° 128 de la commission [9 septembre 1981] (p. 841) ; **après l'article 45 :** son sous-amendement n° 378 à l'amendement n° 261 de M. Charles Millon (un an de délai donné aux assemblées régionales et départementales pour faire connaître les modifications qu'elles souhaitent apporter à la délimitation des régions) : réservé ; son sous-amendement n° 379 à l'amendement n° 261 de M. Charles Millon (délai de six mois accordé à une commission d'étude pour déposer un rapport sur la délimitation des régions) : réservé ; son sous-amendement n° 380 à l'amendement n° 261 de M. Charles Millon (délai imparti au Gouvernement pour déposer un projet de loi relatif à la délimitation des régions) : réservé ; **article 46 :** entrée en vigueur de la notion de région - collectivité territoriale » ; étapes de la réforme régionale (p. 861) ; lien entre l'élection au suffrage universel direct et la notion de collectivité territoriale (p. 865) ; **article 47 :** défend les amendements n° 131 de la commission et n° 159 de M. Maurice Pourchon : exécutif régional (p. 867) ; **après l'article 48 :** son sous-amendement n° 306 à l'amendement n° 83 du Gouvernement (rôle du comité des prêts)

[10 septembre 1981] (p. 916) ; devenu sans objet (p. 921) ; **après l'article 45** (*suite*) : ses sous-amendements n° 378, n° 379 et n° 380 à l'amendement n° 261 de M. Charles Millon précédemment réservés (délai pour modifier les limites des régions) : retirés [11 septembre 1981] (p. 957) ; **article 62 :** charges supportées par les communes pour le logement des instituteurs (p. 1000, 1001) ; **article 63** et **article 64 :** caractère positif de la prise en charge par l'Etat des dépenses de police et de justice (p. 1003, 1004).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : contre l'exception d'irrecevabilité de M. Jean Foyer ; interprétation du Préambule de la Constitution : travaux préparatoires des deux projets constitutionnels de 1964 ; article 17 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen ; caractère contingent de la nécessité publique, délimitée par le seul Parlement [13 octobre 1981] (p. 1730) ; rupture de l'égalité devant la loi : champ des nationalisations et indemnisation des actionnaires (p. 1731) ; volonté populaire ; engagement du Président de la République : nationalisation pour permettre à l'Etat de satisfaire l'intérêt général (p. 1732).

Discussion des articles : **avant le titre 1er :** notion de nécessité publique non limitée au monopole de fait ou au service public [15 octobre 1981] (p. 1839) ; **avant l'article 1er :** politique de l'ancienne majorité à l'égard des droits des salariés dans l'entreprise (p. 1853-1854) ; **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** ses observations sur le rappel au règlement de M. Michel Noir (mise en discussion des amendements) (p. 1872) **après l'article 4 :** suppression de l'obligation des quitus [17 octobre 1981] (p. 1994) ; **article 5 :** emprunt 1973 ; indemnisation préalable et équitable ; conception multi-critères (p. 1995) ; amendements de l'opposition visant à réduire la rémunération des obligations ; manœuvres dilatoires (p. 2003) ; inscription à la cote officielle des obligations remises en indemnité : articles 34 et 37 de la Constitution (p. 2005) ; **article 6 :** fixation de l'indemnité à partir de la valeur des actions ; prise en compte des actions et non des actifs ; combinaison de trois critères ; taux d'intérêt variable des obligations remises en indemnité ; déclaration de M. Tricot (p. 2013) ; évaluation de la valeur des actions : premier critère du Gouvernement (p. 2020) ; principe d'égalité devant la loi (p. 2024) ; **article 7 :** responsabilité de l'administrateur général ; période transitoire la plus courte possible avant la mise en place des nouveaux conseils d'administration (p. 2027) ; **article 8 :** composition des nouveaux conseils d'administration des sociétés industrielles nationalisables : période transitoire de deux ans ; représentation des consommateurs (p. 2034) ; représentation des consommateurs et des cadres ; cessation de fonction des anciens responsables (p. 2040) ; suspicion de l'opposition envers les grands représentants de l'Etat [18 octobre 1981] (p. 2047) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** constitutionnalité des nationalisations ; Parlement, seul juge de la nécessité publique ; principe d'égalité ; situation particulière des départements d'outre-mer sur le plan de la politique du crédit ; distinction entre banques françaises et banques étrangères ; jurisprudence du Conseil d'Etat reconnaissant que des personnes, dans des situations de droit ou de fait différentes, peuvent se voir appliquer des règles différentes sans méconnaissance du principe d'égalité ; cas des banques à majorité de capitaux étrangers ; possibilité de déroger au principe d'égalité lorsque cette dérogation est justifiée par des considérations d'intérêt général ; raisons de la nationalisation ; abolition de la prédominance des intérêts privés face à l'intérêt général ; conquête de la citoyenneté économique (p. 2077) ; attitude de l'opposition (p. 2089) ; **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 12 :** caisse nationale de l'industrie ; lien entre le montant de la redevance à acquitter par les cinq sociétés industrielles et leurs résultats [19 octobre 1981] (p. 2130) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27 :** emprise des groupes financiers sur les structures industrielles ; conséquences pour l'économie [20 octobre 1981] (p. 2230) ; capitalisme « moloch » (p. 2231) ; suppression de l'article 33 (p. 2245) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 14 :** rejet de l'amendement n° 698 de M. Michel Noir [21 octobre 1981] (p. 2275).

— **Son rappel au règlement :** intervention de M. Michel Noir sur la déclaration de M. Lionel Jospin à l'émission *Face au public* le 21 octobre [22 octobre 1981] (p. 2326).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, discussion générale : réforme de structures économiques et sociales pour lutter conter le chômage [28 octobre 1981] (p. 2649) ; loi de décentralisation ; nationalisation du secteur bancaire de cinq groupes industriels et de la sidérurgie ; mobilisation de l'ensemble des moyens budgétaires et fiscaux pour la relance économique, maintien du déficit budgétaire dans des limites compatibles avec une gestion rigoureuse ; recherche d'une plus grande justice dans la répartition de la contribution de chacun à l'effort de solidarité ; progression générale des dépenses publiques ; relance de la consommation des ménages ; développement et capacité de production ; doublement des crédits de paiement consacrés aux aides à l'industrie et à l'artisanat ; mesures en faveur des petites et moyennes entreprises ; dépenses susceptibles de favoriser la croissance et l'emploi sans forte progression des importations ; déficit occasionné par des dépenses utiles à la relance économique ; création d'emplois publics ; renforcement des moyens des collectivités locales ; mesures en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes, du reclassement, de la mobilité et du maintien de l'emploi des travailleurs ; actions de formation professionnelle ; aide au développement des investissements ; croissance du budget d'investissements de l'Etat pour les dépenses civiles en capital ; montant des aides à l'industrie ; dotation des prêts du F. D. E. S. ; crédits de politique industrielle ; primes et aides au développement régional ; industries agro-alimentaires ; budget de la culture ; budget de l'éducation nationale ; secteur de la recherche ; A. N. V. A. R. ; énergies nouvelles ; programmes spatiaux et aéronautiques ; concours de l'Etat aux collectivités locales ; effort de solidarité nationale (p. 2650) ; rupture avec le régime du profit maximum ; décote sur les revenus inférieurs au S. M. I. C. ; relèvement de 50 p. 100 des allocations familiales et des allocations logement ; mesures directes en faveur des invalides et des handicapés ; crédits affectés aux programmes d'actions sociales ; impôt sur les grandes fortunes ; moindre imposition des revenus du capital par rapport aux revenus du travail ; distinction par le projet de budget entre les fortunes à taille humaine et les grandes fortunes résultant d'accumulations ; exemples étrangers d'imposition de la fortune ; plafonnement du quotient familial pour l'impôt sur le revenu ; impôt chômage ; majoration exceptionnelle pour combler le déficit de l'U. N. E. D. I. C. ; indexation des tranches du barème de l'impôt sur le revenu sur la hausse des prix ; lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (p. 2651) ; vérification de la cohérence entre l'importance du patrimoine et celle des revenus ; mesures ponctuelles de lutte contre la fraude ; exemple de l'obligation de facturation aux prestataires de services pour les travaux immobiliers réalisés chez des particuliers ; mise des titres des sociétés de capitaux non cotés en bourse sous forme nominative ; cession de biens anonymes ; suppression de l'anonymat sur les transactions d'or ; lutte contre l'utilisation de paradis fiscaux ; infraction douanière et organisation de l'insolvabilité ; actualisation du taux de certaines amendes douanières ; inversion du rapport impôt indirect - impôt direct pour les recettes nouvelles en faveur des impôts directs ; droit au travail ; budget de classe taxant la fortune et exonérant les smicards (p. 2652).

Première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** limite inférieure à l'impôt sur le patrimoine [28 octobre 1981] (p. 2696) ; **article 3 :** exonération de l'impôt sur les grandes fortunes [29 octobre 1981] (p. 2764) ; **article 9 :** son amendement n° 499 (dations en paiement de l'impôt sur la fortune) : retiré [30 octobre 1981] (p. 2848).

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : problème de la sécurité ; collectivités locales [17 novembre 1981] (p. 3839) ; lutte contre les incendies de forêt ; développement des loisirs ; moyens aériens de lutte contre les incendies de forêt ; secours par hélicoptère ; police nationale ; montée de la violence ; création d'emplois et effort de formation des gardiens de la paix ; techniques de l'îlotage ; compagnies républicaines de sécurité (C.R.S.) (p. 3840) ; compagnies républicaines de sécurité (C. R. S.) (p. 3840) ; dotation globales de fonctionnement ; relations financières entre l'Etat et les collectivités locales ; ensemble des concours de l'Etat aux collectivités locales ; fonds de compensation de la T. V. A. ; prêts aux collectivités locales (p. 3841) ; prêts du crédit agricole aux collectivités locales ; livret A des caisses d'épargne ; réseau routier national (p. 3842).

Examen des crédits : **état B, titre III :** s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Jean Proriol relatif à une création d'emplois (p. 3865) ; son avis sur l'amendement n° 206 du Gouvernement tendant à ce que l'administration dispose d'un personnel supplémentaire ; son avis sur l'amendement n° 138 de M. Jean Proriol (p. 3866) ; **état C titre V :** son avis sur l'amendement n° 139 de M. Jean Proriol (p. 3867).

LAJOINIE (André)

Député de l'Allier
(3e circonscription)
Communiste

Président du groupe communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste, président de ce groupe [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à l'**abolition de la peine de mort (n° 202)** [22 juillet 1981].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur les **activités du service d'action civique** (S.A.C.) et pour déterminer les complicités dont il a pu bénéficier à tous les niveaux **(n° 238)** [24 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'**élection des députés (n° 635)** [17 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement et débat sur cette déclaration (n° 11).

Discussion : originalité du groupe communiste dans la majorité ; bilan du septennat précédent ; groupe Willot ; résistances au changement ; impératif du plein emploi [9 juillet 1981] (p. 74) ; nationalisations ; développement des libertés ; représentation proportionnelle ; relations extérieures ; solidarité ministérielle et spécificité du rôle des parlementaires (p. 75) ; démocratisation du fonctionnement de l'Assemblée nationale ; levée des sanctions prises à l'encontre des délégués du personnel et des syndicalistes licenciés ; nécessité d'assurer leur réintégration (p. 76).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Explications de vote : inopportunité de la motion de censure ; gestion économique et sociale du gouvernement précédent ; renforcement de l'austérité et du chômage ; aggravation des inégalités ; gâchis des ressources nationales ; concentrations et restructurations ; exportation des capitaux ; recherche du profit maximal pour les grandes sociétés ; perte d'emplois permanente dans l'industrie et le bâtiment de 1974 à 1980 ; inflation ; pouvoir d'achat des familles ; collectif budgétaire ; concertation avec les organisations syndicales ; loi d'amnistie ; décentralisation ; nationalisations ; relance économique ; budget pour 1982 ; impôt sur les grosses fortunes ; abaissement de l'âge de la retraite ; réduction de la durée du travail ; extension des libertés ; abolition de la peine de mort ; fermetures d'entreprises ; licenciements [15 septembre 1981] (p. 1077) ; relance de la consommation populaire ; augmentation du pouvoir d'achat des bas salaires, des pensions et des retraites ; augmentation du revenu des exploitants agricoles familiaux ; réduction de la durée du travail ; cinquième semaine de congés payés ; abaissement de l'âge de la retraite ; création d'emplois collectifs ; échanges internationaux ; développement industriel au service de l'emploi ; développement équilibré des régions ; indépendance nationale ; progrès de la démocratie sociale ; démocratie politique ; socialisme autogestionnaire (p. 1078).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : objectif de justice sociale et d'efficacité économique des nationalisations ; propositions du parti communiste français ; gestion tripartite de Dassault et de Matra ; nationalisation d'Electronique Marcel Dassault ; mauvais résultats des groupes nationalisables en matière d'investissement et d'emploi en France ; importance des aides accordées par le précédent gouvernement aux groupes nationalisables ; performances du secteur public ; nationalisation et développement général à long terme [14 octobre 1981] (p. 1794) ; nationalisation du système bancaire et contrôle du crédit ; orientation de l'investissement ; accès au crédit pour les P.M.E. ; nationalisation des filiales stratégiques des groupes nationalisables ; nationalisation et reconquête du marché intérieur ; nationalisation et aménagement du territoire ; nationalisation et sous-traitance pour les P.M.E. ; nationalisation et lutte contre l'inflation ; nationalisation et indépendance nationale ; nationalisation et coopération internationale ; réserve sur les modalités d'indemnisation et la rétrocession au secteur privé des filiales industrielles de Suez et de Paribas ; efficacité économique et démocratisation du secteur public (p. 1795) ; renforcement du conseil d'administration des entreprises nationales ; procédure de désignation du P.D.G. ; répartition tripartite des sièges au conseil d'administration des entreprises nationales ; participation des salariés à tous les échelons ; élargissement des compétences des comités d'entreprise (p. 1796).

Discussion des articles : **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27 : son rappel au règlement** (rappel à l'ordre prononcé à l'égard de M. Michel Berson) : injures de l'ancienne majorité sous la précédente législature ; demande à M. Bernard Stasi de renoncer au rappel à l'ordre [20 octobre 1981] (p. 2238) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **avant l'article 13 :** manœuvres d'obstruction de la droite ; complices de Paribas bradant le patrimoine national ; commission d'enquête sur Paribas [23 octobre 1981] (p. 2414) ; **son rappel au règlement :** déroulement du débat sur les nationalisations ; manœuvres d'obstruction de l'opposition [16 octobre 1981] (p. 1914).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, discussion générale : rupture avec les lois de finances précédentes qui ont renforcé l'austérité ; réformes de structure telles que la nationalisation et la création de l'impôt sur la fortune ; caractéristiques de la situation économique actuelle ; contexte international dominé par la politique monétaire des Etats-Unis ; spéculation contre le franc ; attaques contre les nationalisations ; refus des chefs d'entreprise de s'engager dans la nouvelle croissance ; compétitivité économique et charges sociales ; retard constant des salaires sur les prix ; augmentation continue des profits ; fermetures d'entreprises ; licenciements ; profits privés ; réforme démocratique de la fiscalité ; lutte contre les inégalités et augmentation des dépenses de caractère social ; hypothèses économiques retenues par le budget relatives à la croissance, aux investissements, à la consommation des ménages et au nombre des chômeurs ; renouvellement des capacités de production industrielle agricole ; satisfaction des besoins des travailleurs ; développement des atouts de la France ; réduction du temps de travail ; abaissement de l'âge de la retraite ; pouvoir d'achat des petits et moyens salaires ; reprise de la consommation ; déficit extérieur ; lutte contre l'inflation ; clarté sur la formation des prix et des coûts réels ; lutte contre les gâchis matériels ; nécessité du concours des syndicats et des associations ; satisfaction des besoins sociaux prioritaires ; augmentation des dépenses publiques ; dotation en progression pour les grandes fonctions collectives telles que la recherche, la santé, le travail, la formation professionnelle, le logement, la culture et les transports ; accroissement du minimum vieillesse et de l'allocation logement ; amélioration de la consommation populaire [28 octobre 1981] (p. 2644) ; budget de l'éducation ; crédits du F.D.E.S. ; augmentation des aides à l'industrie ; critères de l'emploi ; lutte contre les gaspillages ; contrôle des aides publiques par les comités d'entreprises et les comités locaux de l'emploi ; démocratisation de l'attribution et du contrôle des financements publics accordés aux entreprises créant des emplois ; modification des rapports sociaux par la démocratie économique et sociale ; endettement du secteur public ; augmentation des dotations du budget des entreprises publiques ; création d'un impôt sur les grandes fortunes ; pièce maîtresse de la démocratisation de la fiscalité et de la réduction des inégalités ; limitation des avan-

tages du quotient familial ; revalorisation des tranches de l'impôt sur le revenu en fonction de la hausse des prix ; instauration d'un impôt de solidarité-chômage ; mesures de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ; caractère inégalitaire du système fiscal français ; alourdissement annuel de la charge fiscale pesant sur la grande masse des contribuables ; stagnation de l'impôt sur les sociétés ; forte augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers et de la vignette sur les petites cylindrées : solution de facilité et injustice ; proposition des communistes d'accorder des facilités pour le paiement de l'impôt sur le revenu dû par les chômeurs ; suppression de l'augmentation de la taxe sur les carburants et de la vignette sur les voitures de petite cylindrée ; simplification de la définition de l'assiette de l'impôt sur la fortune ; création d'une tranche à 65 p. 100 d'impôt sur le revenu ; application de la majoration de 10 p. 100 au titre de l'impôt de solidarité à l'ensemble des prélèvements libératoires sur les revenus mobiliers (p. 2645) ; abrogation de l'avoir fiscal ; système d'imposition du capital des sociétés assis sur leur actif net ; lutte contre la stérilisation des richesses ; déficit budgétaire ; satisfaction du pouvoir d'achat supplémentaire par des productions nationales supplémentaires ; lancement d'un emprunt obligataire auprès des banques et des compagnies d'assurances à taux d'intérêt modéré (p. 2646) ;

Deuxième partie : **après l'article 58 :** son amendement n° 37 : réservé [19 novembre 1981] (p. 4054) ; **avant l'article 85 :** son amendement n° 37 (reconduction jusqu'à fin 1982 des dispositions de l'article 37 de la loi du 31 décembre 1970) : retiré [20 novembre 1981] (p. 4412).

LALUMIERE (Catherine)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives
Député de la Gironde
(3e *circonscription*)
Socialiste
Ministre de la consommation

Elue le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy ; décret du 22 juin 1981 *[J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommée ministre de la consommation (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy) ; décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1787).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de M. Pierre Lagorce : consommation d'huile frelatée : mesures prises par le ministère de la consommation ; collaboration avec le service des douanes ; informations du gouvernement espagnol [21 octobre 1981] (p. 2265) ;

orale sans débat de M. Parfait Jans (n° 24) : développement des crèches : diversification des modes de garde ; prestations familiales [2 octobre 1981] (p. 1462).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Première lecture, discussion générale : poids du loyer dans le budget des familles ; augmentation des charges locatives due aux problèmes énergétiques internationaux ; difficultés financières pour un nombre croissant de ménages ; augmentation des crédits budgétaires affectés au logement ; revalorisation de l'aide personnalisée et de l'allocation logement ; réforme du conventionnement ; création de fonds locaux de prévention des impayés ; lutte contre la hausse des prix ; dispositions relatives aux logements H. L. M. ; logements du secteur privé ; projet de loi relatif aux droits et aux obligations des bailleurs et des locataires ; indice du coût de la construction ; répartition équitable des droits et des obligations entre les propriétaires et les locataires ; investissements locatifs [26 novembre 1981] (p. 4210).

Discussion des articles : **article 2 :** évolution des loyers H. L. M. ; équilibre financier des organismes d'H. L. M. ; revalorisation des aides personnelles (p. 4222) ; son amendement n° 13 (possibilité pour les organismes d'H. L. M. dont les loyers pratiqués sont inférieurs au minimum de la fourchette de déroger au taux d'augmentation prévu par la loi) ; amendement n° 13 rectifié adopté ; ordre d'examen des amendements (p. 4224) ; **après l'article 2 :** son sous-amendement n° 34 à l'amendement n° 12 de M. Maurice Ligot (tendant à substituer au pourcentage de 25 p. 100 le pourcentage de 30 p. 100 relatif à la hausse de loyer par rapport au loyer plafond) ; difficultés de certains bailleurs de logements soumis à la réglementation du Crédit foncier ; sous-amendement n° 34 adopté ; son sous-amendement n° 35 à l'amendement n° 12 de M. Maurice Ligot (notification d'augmentation de loyer et délivrance au locataire de la copie du contrat de prêt conclu avec le Crédit foncier) (p. 4225) ; sous-amendement n° 35 adopté (p. 4226) ; **article 3 :** périodicité de revision des loyers (p. 4227) ; indice du coût de la construction (p. 4228) ; son amendement n° 14 (non-application de l'interdiction d'augmenter le loyer en cas de changement de locataire lorsque le dernier bail a pris fin depuis plus d'un an à la date de la nouvelle location) : adopté ; **après l'article 3 :** son amendement n° 15 (tendant à prévoir que la redevance acquittée par toute personne résidant dans un logement-foyer ne peut être révisée en hausse que dans la limite de 10 p. 100) (p. 4229) ; adopté (p. 4230) ; **après l'article 4 :** coefficient applicable à la détermination des loyers lors du renouvellement des baux commerciaux (p. 4230, 4231) ; **article 5 :** son amendement n° 27 corrigé (infraction aux dispositions de la loi) ; amendement d'harmonisation ; adopté ; **après l'article 5 :** son amendement n° 28 (redéfinition des charges récupérables) (p. 4231) ; récupération des charges locatives ; logements du secteur H. L. M. ; amendement n° 28 adopté ; son amendement n° 29 rectifié (extension de l'annulation de la mesure de répercussion d'une partie des rémunérations des gardiens et concierges dans les charges locatives aux logements gérés par des sociétés d'économie mixte et aux logements financés grâce à des primes et prêts du Crédit foncier) : adopté (p. 4232).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Consommation. — *Discussion générale :* création d'un ministère de la consommation ; augmentation des subventions au mouvement consommateur [6 novembre 1981] (p. 3226) ; création des emplois d'initiative locale ; I. N. C. ; accès aux grands médias ; concertation entre professionnels et associations ; comité national de la consommation ; simplification et renforcement de la législation ; application de la réglementation (p. 3227) ; action de coordination entre l'ensemble des départements ministériels ; sécurité des consommateurs ; remise en cause du modèle de consommation (p. 3228).

Examen des crédits : **état B, titre III :** recrutement de contractuels au ministère de la consommation (p. 3228) ; mission interministérielle (p. 3229).

LAMBERT (Michel)

Député de l'Orne
(3e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

LANCIEN (Yves)

Député de Paris

(15e circonscription)

R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J.O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à une **réforme du service national (n° 72)** [8 juillet 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : manifestations neutralistes : mouvement pacifique en Europe ; défense de la France ; orientation du Gouvernement [28 octobre 1981] (p. 2659).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : référendum ; discipline de vote ; choix des 10 mai et 21 juin ; caractère dissuasif de la peine de mort ; récidivistes ; peine de substitution ; autojustice [18 septembre 1981] (p. 1203).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (n° 142).

Première lecture, discussion générale : décision de 1959 supprimant un jour férié chômé ; décision de 1975 déniant le caractère de commémoration officielle à l'anniversaire de la victoire de 1945 ; construction européenne ; action des parlementaires en faveur de la célébration du 8 mai ; position de M. Jacques Chirac lors de la récente campagne présidentielle ; recrudescence du fascisme et du racisme ; appel du général de Gaulle le 18 juin 1940 [23 septembre 1981] (p. 1269).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : retraitement des déchets nucléaires ; usine de la Hague [6 octobre 1981] (p. 1527) ; engagements internationaux de la France (p. 1528).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** soutient le sous-amendement n° 650 de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 de la commission (La Hénin) [19 octobre 1981] (p. 2114) ; soutient le sous-amendement n° 652 de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 de la commission ; orientation de la banque industrielle et mobilière privée vers les P.M.E. ; financement d'associations ; constitution d'un réseau international (p. 2116).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 13 rectifié (tendant à prévoir que l'abattement de trois millions de francs sera révisé au 1er janvier de chaque année, proportionnellement à la variation de l'indice moyen annuel des prix à la consommation) [28 octobre 1981] (p. 2699) ; retiré ; risques de dénaturation, sans indexation, de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 2702).

Deuxième partie :

Fonction publique et réformes administratives. — *Discussion générale :* fait part des observations de M. François Fillon [13 novembre 1981] (p. 3612).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* continuité des différents budgets ; vote hostile du groupe R.P.R. ; exécution de la loi de programmation [13 novembre 1981] (p. 3669) ; revalorisation de la condition militaire à partir de 1975 ; menace plus présente en Europe et à la source de nos approvisionnements ; pacifisme ; SS 20 ; S.N.L.E. ; remplacement du Mirage IV ; arme nucléaire tactique (p. 3670) ; fait part des observations de Mme Florence d'Harcourt [14 novembre 1981] (p. 3688) ; choix nécessaires sur la force de dissuasion, les transmissions, les forces d'intervention, la défense du territoire et le corps de bataille (p. 3688).

Discussion des articles : **après l'article 45 :** association des députés à l'élaboration des grandes orientations de la prochaine loi de planification (p. 3696) ; décision le plus rapidement possible sur les grandes options (p. 3697).

LANG (Jack)

Ministre de la culture

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de la culture : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy ; décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre de la culture (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy) ; décret du 23 juin 1981 [*J.O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— Mme Colette Goeuriot : festival du film italien de Villerupt ; signification du festival de Villerupt ; politique culturelle du nouveau gouvernement [4 novembre 1981] (p. 3084).

— Mme Ghislaine Toutain : avis de la commission européenne sur les aides au cinéma : place limitée accordée aux préoccupations culturelles par le Traité de Rome [9 décembre 1981] (p. 4558) ; concertation avec nos partenaires européens pour l'encouragement du cinéma national ; droit à l'identité dans chacun des pays d'Europe (p. 4559).

orales sans débat :

— M. Gérard Collomb (n° 85) : danse contemporaine française : grandes lignes d'une politique pour la danse ; doublement du budget des activités chorégraphiques en 1982 ; réorganisation d'une structure administrative consécutive à l'expansion exceptionnelle des activités chorégraphiques depuis quelques années [4 décembre 1981] (p. 4417) ;

— M. Louis Darinot (n° 86) : relance des coproductions télévisées : caractère bénéfique de ces coproductions ; relance rapide de la politique de coproductions dans le cadre d'une politique culturelle nouvelle [4 décembre 1981] (p. 4418) ; caractère essentiel de l'industrie du cinéma pour l'identité nationale et culturelle, l'économie et la présence internationale de la France ; bataille de l'audiovisuel (p. 4419) ;

— M. Martin Malvy (n° 89) : dommages subis par les noyeraies du Lot, de la Corrèze et de la Dordogne : indemnisation du fonds national de garantie des calamités agricoles ; taux d'indemnisation majoré accordé aux sinistrés ayant assuré leur verger contre la grêle ; prêts spéciaux du Crédit agricole accordés aux exploitants sinistrés [4 décembre 1981] (p. 4420) ;

— M. Joseph Gourmelon (n° 102) : palais des arts et de la culture de Brest : discussion d'une convention de développement culturel entre la ville et le ministère à la suite de l'incendie survenu au palais des arts de Brest [18 décembre 1981] (p. 5153).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).

Première lecture, discussion générale : conditions d'examen du texte ; caractère exceptionnel du projet de loi ; effets néfastes des lois du marché ; grande tradition artistique de création en France ; mutation commerciale ; concurrence ; arrêté Monory de 1979 établissant la liberté des prix du livre ; ses effets : concentration dans la diffusion,

aggravation de la crise du livre, augmentation du prix du livre ; objectifs de la réforme : égalité des citoyens, maintien d'un réseau de distribution décentralisé, pluralisme de la création et de l'édition [30 juillet 1981] (p. 553) ; politique contractuelle relative à la modération du prix du livre et à la limitation des remises ; prix unique ; prix modéré ; élasticité de la demande ; prix connu ; « aménagement culturel du territoire » ; imprimerie française ; bibliothèques publiques ; commission Pingaud-Barreau (p. 554) ; ses observations sur les interventions des divers orateurs ; exportation du livre français ; concertation ; élargissement de la commission Pingaud ; rejet du laissez-faire comme de la réglementation permanente ; réflexion sur une politique générale de la culture ; concertation lors de l'élaboration du projet de loi (p. 565) ; « chasse aux sorcières » ; création par M. Bassi d'un comité pour la défense des libertés de la presse ; redistribution du pouvoir intellectuel et de la parole (p. 566).

Discussion des articles : **article 1er :** ses observations sur l'amendement n° 1 rectifié de la commission des finances; arrêté de 1977 relatif à la publicité des prix à l'égard du consommateur ; ses réserves quant à l'impression du prix du livre sur la couverture (p. 567) ; ses réserves quant au sous-amendement n° 24 rectifié de M. Etienne Pinte relatif au versement d'arrhes (p. 568) ; **article 2 :** justification de l'article 2 ; nécessité de favoriser la lecture publique (p. 569) ; ses observations sur les amendements visant à élargir le champ des dérogations au principe du prix unique (p. 570, 571) ; **article 3 :** soutient l'amendement n° 33 du Gouvernement (modification du point de départ du délai prévu à l'article 3) : réservé (p. 572) ; **article 4 :** explication du contenu de l'article 4 ; soutient l'amendement n° 34 du Gouvernement (détermination du point de départ du délai prévu à l'article 4) : réservé (p. 573) ; après l'article 4 : ses observations sur l'amendement n° 26 de M. Etienne Pinte (p. 579) ; **article 8 :** ses observations sur l'amendement n° 4 de la commission des finances relatif à la répression des infractions à la législation (p. 581) ; **article 9 :** ses observations sur l'amendement n° 5 de la commission des finances ; priorité donnée à la politique contractuelle (p. 582) ; soutient l'amendement n° 22, deuxième rectification, du Gouvernement (détermination des modalités d'application de la présente loi aux D. O. M. par un décret) : adopté (p. 583) ; **article 3 précédemment réservé :** soutient l'amendement n° 33 du Gouvernement précédemment réservé (modification du point de départ du délai prévu à l'article 3) : adopté ; imprécision des critères de la date de mise en vente et de l'importation des livres édités à l'étranger (p. 584) : **article 4 précédemment réservé :** soutient l'amendement n° 34 du Gouvernement précédemment réservé (détermination du point de départ du délai prévu à l'article 4) : adopté (p. 585).

Explications de vote : coopération entre le Gouvernement et le Parlement ; nouveau mode de relations entre l'Etat et le secteur privé (p. 585).

Deuxième lecture, discussion générale : prix indiqué sur le livre ; interdiction de publicité annonçant des prix inférieurs [31 juillet 1981] (p. 645).

Discussion des articles : **article 1er :** notion de prestations supplémentaires exceptionnelles ; interprétation stricte du texte ; inscription du prix du livre ; **article 2 :** exclusion de la revente de livres achetés par les comités d'entreprise (p. 646) ; problème des centres d'enseignement établis hors de France ; **article 9 A :** compétence de chaque assemblée territoriale des territoires d'outre-mer et non de l'Etat français (p. 647).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* centre Georges-Pompidou ; festival d'Avignon ; réconciliation de l'art et de l'Etat ; droit à la vie ; droit au travail ; effort culturel dans le Nord - Pas-de-Calais ; projet de civilisation ; abolition de la peine de mort ; tiers monde ; droit des travailleurs ; droit de la femme ; communication ; medias ; chaînes de radio et de télévision ; musique ; architecture nouvelle ; politique du livre ; musées ; réanimation du marché de l'art ; décentralisation artistique ; recul de la langue française ; « fondation européenne pour la culture » ; « conseil des peuples méditerranéens » ; « fédération des peuples latins » ; « maison des cultures du monde » [17 novembre 1981] (p. 3870, 3871) ; art de l'habitat ; photographie ; facture instrumentale ; évocation de Jacques Duhamel ; La Villette ; La Défense ; exposition universelle de 1989 ; sauvegarde du patrimoine ; décentralisation (p. 3872) ; création du musée de la mode ; gratuité des musées nationaux le mercredi ; constitution d'un fonds d'incitation à la création pour les arts plastiques ; école pour la création industrielle ; archéologie ; centre national des arts plastiques (p. 3873) ; ville de Paris ; théâtre de l'Est parisien ; généralisation du 1 p. 100 pour la décoration des constructions publiques ; musée d'Orsay ; bibliothèque nationale ; dotation culturelle régionale (p. 3889) ; écoles municipales d'art ; école nationale supérieure des beaux-arts ; La Villette (p. 3890).

LARENG (Louis)

Député de la Haute-Garonne
(3e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382) [24 septembre 1981] (p. 1337).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383) [24 septembre 1981] (p. 1337).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 387) [24 septembre 1981] (p. 1337).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de la loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [*J. O.* du 7 octobre 1981] (p. 2734).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 7 octobre 1981] (p. 2734).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [*J. O.* du 13 octobre 1981] (p. 2779).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Santé) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DÉPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 387) modifiant certaines dispositions du code du travail relatives à **l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 388)** [24 septembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi ; adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 398), modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à **l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 400)** [1er octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à **l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 455)** [6 octobre 1981].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).** — Tome XV : **santé (n° 471)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Première lecture, discussion générale : loi d'orientation de 1968 : contenu et application ; composition des conseils d'université ; leur ouverture aux personnalités extérieures ; participation des étudiants ; rôle des présidents d'université ; représentation des enseignants ; loi Sauvage [16 septembre 1981] (p. 1123).

Deuxième lecture, explications de vote : mise en place de conseils de concertation démocratique dans les universités ; nécessité d'une nouvelle loi d'orientation ; quorum des étudiants ; participation des étudiants ; approuve le projet de loi [1er octobre 1981] (p. 1443).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs en situation irrégulière (n° 387).

Première lecture, discussion générale : rapporteur : lutte contre le travail clandestin ; régularisation des travailleurs « sans papiers » ; fermeté vis-à-vis des trafics de main-d'œuvre ; alourdissement des sanctions dont sont passibles les employeurs ; consécration juridique des droits des salariés clandestins ; arsenal pénal actuellement en vigueur ; mission interministérielle contre les trafics de main-d'œuvre ; réseaux clandestins assurant l'introduction de travailleurs et leur exploitation [29 septembre 1981] (p. 1343) ; peine correctionnelle frappant les employeurs de travailleurs clandestins ; regroupement de l'ensemble des dispositions à caractère pénal ; action en justice des salariés en situation irrégulière ; réfugiés politiques ; abrogation des quotas d'emploi d'étrangers ; confiscation du matériel et de la production des ateliers clandestins ; possibilité de représentation en justice des salariés clandestins par une organisation syndicale ; possibilité pour les associations de se constituer partie civile (p. 1344).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** soutient l'amendement n° 3 de la commission (régularisation de la situation des réfugiés) : adopté ; soutient l'amendement n° 4 de la commission (abrogation des articles L. 342-1 à L. 342-4, L. 342-6 et L. 342-7 du code du travail) : adopté ; **article 1er :** soutient l'amendement n° 5 de la commission (renforcement des sanctions dont sont passibles les employeurs de salariés clandestins) : adopté : soutient l'amendement n° 6 de la commission (renforcement des sanctions pour les employeurs récidivistes) : adopté (p. 1349) ; **article 2 :** soutient l'amendement n° 7 de la commission (démantèlement des ateliers clandestins) (p. 1350) ; adopté avec modification (p. 1351) ; **après l'article 3 :** soutient l'amendement n° 8 de la commission (possibilité d'ester en justice conférée aux organisations syndicales représentatives) (p. 1352) ; adopté ; s'oppose au sous-amendement n° 14 du Gouvernement à l'amendement n° 8 de la commission : faible syndicalisation des travailleurs immigrés ; s'oppose au sous-amendement n° 15 du Gouvernement à l'amendement n° 8 de la commission : difficulté pratique pour avertir le travailleur clandestin que le syndicat engage une action contre son employeur ; soutient l'amendement n° 9 de la commission (exercice par des associations des droits réservés à la partie civile pour les infractions à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère) : adopté (p. 1353).

Deuxième lecture, discussion générale : rapporteur : indemnité accordée aux salariés clandestins pour rupture du contrat de travail ; désaccord avec le Sénat sur la possibilité de constitution de partie civile par les associations à l'occasion d'infractions à l'emploi des étrangers [1er octobre 1981] (p. 1444).

Discussion des articles : **article 3** *ter :* son amendement n° 1 (possibilité pour les associations luttant contre les discriminations de se porter partie civile pour les infractions relatives à la main-d'œuvre étrangère) : adopté (p. 1446).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).

Première lecture, discussion générale : rapporteur pour avis : préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 ; intégration sociale par le biais des associations ; décret-loi du 12 avril 1939 ; régime de l'autorisation temporaire et révocable à tout moment ; discrimination remettant en cause indirectement le droit des nationaux d'adhérer à des associations internationales [29 septembre 1981] (p. 1357) ; situation diplomatique de la France (p. 1358) ;

Discussion des articles : **article 1er :** l'amendement n° 5 de la commission des affaires culturelles : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 4 de la commission des lois (p. 1365) ;

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : processus de déstabilisation de la population étrangère ; immigrés de la seconde génération ; loi Bonnet du 10 janvier 1980 ; contrôle des flux migratoires ; souci de justice et d'équité [30 septembre 1981] (p. 1389) ; humanisation des procédures d'expulsion ; critère de la condamnation pénale ; avis conforme de la commission des expulsions ; étendre la protection à certaines catégories d'étrangers en matière d'expulsion (p. 1390).

Discussion des articles : **article 3,** *article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* soutient l'amendement n° 38 de la commission (protection contre l'expulsion des mineurs de dix-huit ans) : adopté (p. 1416) ; soutient l'amendement n° 39 de la commission (protection contre l'expulsion de l'étranger résidant en France depuis plus de dix ans) : rejeté (p. 1417) ; soutient l'amendement n° 40 de la commission (protection contre l'expulsion des étrangers, conjoints de Français depuis six mois ou parents d'un enfant français résidant en France) : adopté ; soutient l'amendement n° 41 de la commission (protection contre l'expulsion des étrangers parents d'un enfant français, quel que soit l'âge de ce dernier) ; adopté ; soutient l'amendement n° 42 de la commission (protection contre l'expulsion d'un étranger ne satisfaisant pas aux besoins de sa famille) : rejeté ; soutient l'amendement n° 43 de la commission (protection contre l'expulsion de l'étranger victime d'un accident du travail) (p. 1418) ; rejeté (p. 1419).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* situation financière des universités, leur problème de personnel, leur autonomie ; nouvelle loi d'orientation prévue pour l'année prochaine [9 novembre 1981] (p. 3444) ; croissance du budget de l'éducation nationale et du budget de l'Etat ; enseignement médical ; création de 100 postes de chef de clinique dès 1982 ; remise en ordre des statuts de tous les personnels ; autonomie nécessaire aux établissements d'enseignement supérieur ; soutien social aux étudiants.

Solidarité nationale. — *Discussion générale :* mouvement mutualiste ; importance et diversité du mouvement mutualiste dans la région Midi-Pyrénées ; systèmes de prévoyance et de prévention développé par la mutualité ; symbiose nécessaire entre ce mouvement mutualiste et l'organisation de la sécurité sociale ; installation de pharmacies mutualistes ; contribution de la mutualité à l'équipement sanitaire du pays ; son rôle social [10 novembre 1980] (p. 3522).

Solidarité nationale, santé, travail. — I. : Section commune. — II : Santé, solidarité nationale. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : orientation budgétaire du projet de budget de l'Assemblée ; prévention ; création de centres de santé intégrés ; réforme des études médicales ; carrière des médecins hospitaliers ; rôle du médecin généraliste ; formation continue et liens avec l'hôpital ; formation des infirmières ; hospitalisation [16 novembre 1981] (p. 3779) ; visiteurs médicaux (p. 3780) ; fonctionnement des écoles d'infirmières ; conditions de séjour et d'études des élèves infirmières dans ces écoles ; situation sanitaire guyanaise (p. 3802).

Droits de la femme. — *Discussion générale :* ministère des droits de la femme ; rôle capital des femmes dans la victoire de la gauche ; campagne d'information sur

la contraception ; notion de prévention et de bonne santé [17 novembre 1981] (p. 3897) ; information sur les lieux d'implantation des centres de planning familial situés dans les hôpitaux ; volonté de diminuer le nombre d'interruptions volontaires de grossesse ; mise en œuvre d'une politique familiale (p. 3898).

LASSALE (Roger)

Député de l'Yonne

(3e *circonscription*)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Consommation. — *Discussion générale :* démantèlement de la direction générale de la concurrence et de la consommation ; contrôles renforcés de qualité ; surveillance de l'évolution des prix ; associations : consultation, accès à la justice ; vote favorable du groupe socialiste [6 novembre 1981] (p. 3226).

LAURAIN (Jean)

Ministre des anciens combattants

Député de la Moselle

(1re *circonscription*)

Socialiste

Ministre des anciens combattants

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre des anciens combattants : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy ; décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre des anciens combattants (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy) ; décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1787).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (n° 142).

Première lecture, discussion générale : action menée conjointement par les associations d'anciens combattants et par les parlementaires ; engagement pris par le Président de la République lors de la campagne présidentielle ; aspiration unanime des associations d'anciens combattants; reprise d'une proposition de loi du Sénat ; textes précédents concernant la célébration du 8 mai [23 septembre 1981] (p. 1267) ; sensibilité allemande ; action des parlementaires visant à célébrer le 8 mai ; signification du 8 mai 1945 ; particularité du 8 mai par rapport aux autres dates importantes de l'histoire de notre pays (14 juillet, 11 novembre) ; valeur pédagogique d'une telle commémoration ; attentat contre la croix de Thann ; information de la jeunesse française ; revalorisation de l'enseignement de l'histoire contemporaine et de l'instruction civique à l'école ; utilisation des media ; dimension internationale (p. 1268) ; création d'une commission d'information historique pour la paix ; dispositions en matière de législation du travail ; engagement pris par M. Anicet Le Pors d'adresser une circulaire appliquant au personnel de l'Etat des mesures comparables à celles qui sont prises dans le code du travail ; problème du 19 mars 1962 ; éducation civique de la jeunesse ; musée de la Résistance ; « concours de la résistance » (p. 1278) ; problème des forclusions ; rapport constant (p. 1279).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* célébration du 8 mai ; rapport Constant ; dialogue avec les anciens combattants ; ministère de la prévention, de la vigilance et de la défense de la paix ; commission de l'information historique pour la paix ; refus du pacifisme béat et irresponsable ; importance des crédits affectés aux interventions sociales ; application du rapport Constant [9 novembre 1981] (p. 3419) ; appareillage des mutilés ; échéancier de rattrapage des pensions ; mode de calcul du rattrapage ; commémoration du 8 mai ; commission de l'information historique pour la paix : action conduite avec l'aide des associations d'anciens combattants et des associations de jeunesse ; revalorisation de l'enseignement de l'histoire et de l'éducation civique ; office national des anciens combattants et victimes de guerre ; médicalisation de quatre maisons de retraite au cours de l'année 1982 (p. 3420) ; institution nationale des invalides ; reconstruction de l'ensemble immobilier de l'annexe de Bercy ; développement de l'informatique ; renforcement du personnel d'encadrement du ministère ; apurement du contentieux alsacien-lorrain : création d'une mission interrégionale à Metz avec antenne à Strasbourg et installation à Strasbourg de la fondation « entente franco-allemande » ; contentieux des anciens d'Afrique du Nord ; commémoration du souvenir des morts de la guerre d'Algérie : 16 octobre et 19 mars ; conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens d'Algérie : dépôt d'un projet de loi ; campagne double (p. 3421) ; disparition de la mention « hors guerre » des titres d'anciens combattants d'Afrique du Nord ; sort des veuves, ascendants et pupilles ; conditions de ressources pour les pensions des veuves ; retraite mutualiste ; statut des évadés ; répression des profanation de monuments ; pensions des anciens combattants africains ; reconduction du contingent exceptionnel de légions d'honneur pour les anciens combattants de 1914-1918 ; droit au travail des militaires de carrière ; victimes du S. T. O. ; avantages à accorder aux survivants des brigades internationales ; manifestations du souvenir de la déportation ; participation des associations d'anciens combattants (p. 3422) ; femmes incorporées de force dans l'armée allemande (p. 3423).

LAURENT (André)

Député du Nord

(6e *circonscription*)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

LAURIOL (Marc)

Député des Yvelines

(4e *circonscription*)

R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [16 juillet 1981] (p. 187). Prête serment [29 juillet 1981] (p. 476).

Rapporteur de la proposition de loi M. Marc Lauriol et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 4 *bis* et 6 de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 tels qu'ils résultent des articles 2 et 4 de la loi n° 79-5 du 2 janvier 1979 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 198) [15 octobre 1981] (p. 1889).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 608) [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3423).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J.O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [*J.O.* du 22 décembre 1981] (p. 3482).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier les articles 4 *bis* et 6 de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 tels qu'ils résultent des articles 2 et 4 de la loi n° 79-5 du 2 janvier 1979 sur la **pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 198)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi visant à accorder à la **femme mariée** le droit d'administrer les biens communs en cas d'abandon, par son mari, du domicile conjugal **(n° 523)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux **prix (n° 524)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi tendant à introduire la notion de connaissance chez l'auteur des infractions soumises à l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des **infractions à la législation économique (n° 525)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi visant à autoriser le cumul des droits propres et des droits dérivés des conjoints survivants, en matière de **pensions de retraite (n° 529)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi visant à accorder une **amnistie** complète des condamnations et sanctions prononcées en relation avec les événements qui ont conduit à l'indépendance de territoires précédemment placés sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, et à réparer les préjudices subis à la suite de condamations et sanctions **(n° 530)** [6 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : transfert d'archives en Algérie : transfert partiel d'archives d'Aix en Algérie ; création en France d'un centre de documentation contenant les archives de l'Algérie [18 novembre 1981] (p. 3931).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** avoir fiscal [16 juillet 1981] (p. 180).

— Projet de loi relatif à la Cour de cassation (n° 116).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er : rappel au règlement :** demande de scrutin public et contestation de ce droit par le pouvoir exécutif ; [22 juillet 1981] (p. 273).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre II :** nationalisation des banques ; **article 22 précédemment réservé :** soutient l'amendement n° 813 de M. Michel Noir ; président du conseil d'administration nommé par le conseil national du crédit ; garantie de compétence [22 octobre 1981] (p. 2348) ; soutient l'amendement n° 818 de M. Michel Noir : nomination d'un directeur général (p. 2349) ; **article 23 précédemment réservé :** dettes de Suez (p. 2351) ; **avant l'article 13 : son rappel au règlement :** droit d'amendement de l'opposition [23 octobre 1981] (p. 2414, 2415) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **après l'article 50 :** soutient l'amendement n° 1365 de M. Michel Noir ; utilisation de raisons sociales et de noms patronymiques par l'Etat [26 octobre 1981] (p. 2572) ; noms patronymiques portés par des sociétés nationalisées (p. 2573).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 3 :** évaluation du patrimoine ; évolution du niveau des abattements à la base ; notion de foyer fiscal ; transposition des règles successorales [29 octobre 1981] (p. 2723) ; défend le sous-amendement n° 551 de M. Michel Debré à l'amendement n° 527 du Gouvernement (p. 2750) ; **article 4 :** son amendement n° 205 corrigé (tendant à inclure dans les biens professionnels les parts des sociétés dont le détenteur a la qualité de mandataire social ou dans lesquelles il exerce un travail effectif au sens du code général des impôts) : rejeté (p. 2778) ; son amendement n° 206 (tendant à inclure dans les biens professionnels les actions de sociétés anonymes lorsque leur propriétaire possède directement ou par l'intermédiaire de son conjoint ou de ses enfants mineurs plus de 5 p. 100 du capital de la société et y exerce effectivement des fonctions de mandataire social ou un travail effectif au sens du code général des impôts) : rejeté (p. 2779).

Deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* marine marchande ; Compagnie générale maritime ; évolution de la flotte ; lourdeur des frais financiers ; augmentation de capital de la C. G. M. ; évolution des effectifs [9 novembre 1981] (p. 3399).

— Conclusions du rapport n° 559 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Alain Bocquet tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970, dite loi anticasseurs n° 200 ; 2° de M. Lionel Jospin tendant à l'abrogation des articles 314 et 184, alinéa 3, du code pénal et à la modification de l'article 108, alinéa 2, résultant de la loi anticasseurs n° 351.

Première lecture, discussion générale : inopportunité de l'abrogation de la loi anticasseurs ; multiplication des exactions et accroissement de l'insécurité civile ; statistiques sur la criminalité et la délinquance [25 novembre 1981] (p. 4192) ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et de la sécurité militaire ; abrogation de la peine de mort sans peine de remplacement (p. 4193) ; rôle du président de séance (p. 4194).

— Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).

Commission mixte paritaire, discussion générale : **son rappel au règlement :** application sélective du règlement par Mme Marie Jacq aux orateurs s'écartant du sujet du débat [22 décembre 1981] (p. 5393).

LAURISSERGUES (Christian)

Député de Lot-et-Garonne
(1re *circonscription*)
Socialiste
Questeur de l'Assemblée nationale

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

LAVEDRINE (Jacques)

Député du Puy-de-Dôme
(3e circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur pour avis du projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77) [9 juillet 1981] (p. 89).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : conséquences de la disparition de la Cour de sûreté de l'Etat sur la justice militaire ; renvoi en temps de paix de la connaissance des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat aux juridictions de droit commun ; compétences exceptionnelles des tribunaux militaires lorsque les faits poursuivis constituent un crime de trahison ou d'espionnage ou une autre atteinte à la défense nationale ; dessaisissement par la chambre criminelle de la Cour de cassation des juridictions de droit commun ; modification prochaine de l'organisation et du fonctionnement des juridictions militaires ; remplacement des tribunaux permanents des forces armées par des tribunaux militaires ; infractions à caractère militaire ; infractions de droit commun commises par les militaires ; rapport de Mme Edwige Avice en 1980 ; dépôt prochain du projet de loi sur la justice militaire [17 juillet 1981] (p. 245).

LE BAILL (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
(12e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre du conseil supérieur de la sûreté nucléaire [*J. O.* du 1er août 1981] (p. 2113).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : économies d'énergie ; décentralisation ; ralentissement du nucléaire [6 octobre 1981] (p. 1540) ; risque nucléaire ; retraitement ou stockage des déchets ; Super-Phénix ; démocratie dans l'entreprise nucléaire (p. 1541).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : nécessité de la nationalisation de Suez et de Paribas ; internationalisation au détriment d'implantations en France [14 octobre 1981] (p. 1810) ; affaire de Paribas-Suisse ; politique industrielle permettant la reconquête du marché intérieur ; prise de contrôle par la collectivité des filiales de Paribas dans le secteur nucléaire ; rétrocession des participations de Paribas et de Suez en fonction de la logique industrielle adoptée par le pays (p. 1811).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Discussion des articles : **article 66 précédemment réservé :** nécessité de permettre aux entreprises d'investir pour créer des emplois [20 novembre 1981] (p. 4084).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion générale : politique industrielle du Gouvernement ; sidérurgie et métallurgie ; création d'une sidérurgie moderne et compétitive ; politique du précédent gouvernement ; plan de développement des entreprises ; effort de recherche ; restructuration industrielle ; accord entre les pouvoirs publics et les groupes Empain-Schneider ; nécessité d'une prise de contrôle par l'Etat des sociétés Framatome et Novatome ; droits des travailleurs dans ces sociétés [7 décembre 1981] (p. 4445, 4446).

LE BRIS (Gilbert)

Député du Finistère
(8e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Louis Le Pensec, nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité nationale, santé, travail. — I. : Section commune. — II. : Santé, solidarité nationale. *Discussion générale :* politique du logement, du transport, du travail ; politique du cadre de vie ; professions de santé ; lutte contre l'alcoolisme ; réalisation d'établissements pour personnes âgées [16 novembre 1981] (p. 3803) ; architecture bretonne (p. 3804).

LE COADIC (Jean-Pierre)

Député du Val-d'Oise
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

Secrétaire d'âge.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864.)

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie [*J.O.* du 31 juillet 1981] (p. 2103).

QUESTIONS

orale sans débat (n° 62) posée le 20 octobre 1981 : **bâtiment et travaux publics (entreprises : Val-d'Oise)** (p. 2248).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : amnistie de délits prévus à certains articles du code de justice militaire et du code du service national [29 juil-

let 1981] (p. 478) ; amendements proposés par la commission ; droit à l'objection de conscience ; service de défense non armée ; réforme du service militaire (p. 479).

Discussion des articles : **article 3 :** soutient l'amendement n° 8 de la commission de la défense (amnistie de la provocation à désertion) : adopté (p. 502) ; **article 4 :** soutient l'amendement n° 9 de la commission de la défense (amnistie sans condition des citoyens français ayant double nationalité et poursuivis pour insoumission ou désertion) : adopté ; **article 5 :** soutient l'amendement n° 10 de la commission de la défense (amnistie de la provocation à la désobéissance) : adopté ; soutient l'amendement n° 11 de la commission de la défense (amnistie de l'incitation à la non-acceptation, au renvoi ou à la destruction de la carte du service national, du livret individuel ou du fascicule) : adopté (p. 503).

LECUIR (Marie-France)

Député du Val-d'Oise

(4e *circonscription*)

Socialiste

Elue le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [7 juillet 1981] (p. 43). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [20 novembre 1981] (p. 4131).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Vice-présidente de cette commission [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement et débat sur cette déclaration (n° 11).

Discussion : espoir soulevé par la victoire du parti socialiste ; lutte contre les inégalités ; signification de la perspective autogestionnaire ; nécessité de permettre à toutes les catégories sociales d'accéder à des mandats électifs ; promotion du mouvement associatif et syndical ; mouvement des consommateurs et des usagers ; droits des locataires ; propose la création de conseils paritaires des baux d'habitation [9 juillet 1981] (p. 78) ; approuve les projets du Gouvernement sur le temps libre, les loisirs populaires, le sport et la culture ; nouvelle citoyenneté ; transformation du système éducatif et relance de la formation permanente ; politique culturelle ; conditions de vie des immigrés ; nationalisations ; sort réservé au secteur des assurances (p. 79).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** nécessité de réglementer les pratiques des ventes à prime ou le démarchage à domicile ; **article 6 :** justification de la suppression de l'article 6 par le Sénat ; intérêts des consommateurs ; publicité sur la remise de 5 p. 100 autorisée à l'article 1er [30 juillet 1981] (p. 580).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Première lecture, discussion générale : « loi sauvage » ; réforme de la composition des conseils d'université ; concertation ; problème des maîtres assistants et des assistants ; représentation des personnels non enseignants dans les conseils d'université ; représentation des personnalités extérieures ; mode de désignation des conseils d'université [16 septembre 1981] (p. 1114).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : utilisation de l'énergie solaire dans les services publics et l'habitat collectif ; innovation énergétique [6 octobre 1981] (p. 1526).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 8 :** son amendement n° 13 (composition des nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles nationalisables) ; représentation des consommateurs ; retiré au profit de l'amendement n° 33 de la commission [17 octobre 1981] (p. 2039).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* situation des agents de service et de l'administration de l'éducation nationale ; insuffisance des créations de postes ; durée du travail ; organisation de la réduction des horaires ; augmentation des salaires et amélioration des carrières ; situation de ces personnels dans les universités [9 novembre 1981] (p. 3453) ; entretien et garde des gymnases par des agents spécialisés ; retard dans des créations de postes de non-enseignants (p. 3454).

Travail. — *Discussion générale :* engorgement des agences locales pour l'emploi ; constitution d'un grand service de l'emploi ; décentralisation [13 novembre 1981] (p. 3638) ; comités locaux de l'emploi (p. 3639).

Industrie et énergie. — *Discussion générale :* aides aux économies d'énergie ; agence régionale pour l'énergie ; loi de programme sur l'énergie solaire ; production du matériel solaire [14 novembre 1981] (p. 3755) ; tarification d'E. D. F. (p. 3756).

Culture. — *Discussion générale :* « hommes de culture » ; adaptation des formes de théâtre aux années 1980 [17 novembre 1981] (p. 3887) ; budget de la lecture publique ; bibliobus ; centres d'animation culturelle ; maisons de la culture ; troupes de théâtre ; musées ; centre Beaubourg (p. 3888).

LE DRIAN (Jean-Yves)

Député du Morbihan

(5e *circonscription*)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Défense) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 44 : **défense (n° 470)** [15 octobre 1981].

Proposition de loi tendant à étendre le **droit aux congés payés** aux **marins pêcheurs** rémunérés à la part **(n° 641)** [17 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale : priorité donnée à l'emploi ; passif laissé par les précédents gouvernements [16 juillet 1981] (p. 161) ; politique de l'emploi à moyen

et court terme de l'actuel gouvernement ; relèvement du S. M. I. C. ; mesures en faveur de la pêche ; ses réserves quant au doublement des droits frappant certains bateaux de plaisance (p. 162).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale,* rapporteur spécial pour la défense ; incertitude en Europe [13 novembre 1981] (p. 3642) ; autonomie de décision ; équilibre des forces ; retards dans l'exécution de la loi de programmation ; nouvelle loi de programmation ; « tassement » des autorisations de programme ; priorité au nucléaire ; septième S. N. L. E. (p. 3643) ; missile SX ; pause dans l'armement nucléaire tactique ; rattrapage pour les armements conventionnels ; situation matérielle des appelés ; débat sur le service national ; personnels des arsenaux ; nouveau char ; divisions parachutistes ; programme de redressement de la marine (p. 3644).

Discussion des articles : **article 44 :** transformation de la sécurité militaire [14 novembre 1981] (p. 3693) ; **article 45 :** présentation des documents budgétaires (p. 3694) ; **après l'article 45 :** précision par le Gouvernement des choix fondamentaux en matière de défense (p. 3695) ; prochaine loi de planification militaire : rapport sur l'exécution de la loi de programmation 1977-1982 (p. 3696).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins (n° 465).

Première lecture, discussion générale : troisième conférence sur le droit de la mer ; espoir des pays du tiers monde ; rééquilibrage de la répartition des richesses économiques mondiales ; partage des mers ; extensions de juridiction ; intérêt stratégique des ressources des fonds marins ; zone internationale ; rapports Nord-Sud ; principes énoncés dans la résolution de l'O. N. U. relatifs à la zone internationale d'exploitation ; clause antiposition dominante ; mécanismes de prise de décisions au sein du conseil de l'autorité ; modalités d'attribution des mécanismes financiers et des dispositifs du transfert de technologie [24 novembre 1981] (p. 4141) ; législation unilatérale d'initiative américaine ; pression des consortiums américains ; nouvel ordre des mers ; nécessité du projet de loi afin de permettre à la France de participer aux accords de réciprocité (p. 4142).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** mutations et annulations de crédits ; conformité du budget du ministère de la défense vis-à-vis de la loi de programmation ; annulation de commandes par l'armée de terre ; mesures représentatives d'une mauvaise gestion [7 décembre 1981] (p. 4459) ; nécessité d'insérer au départ les crédits supplémentaires dans le budget de la défense ; diminution des dépenses en capital (p. 4460).

LE FOLL (Robert)

Député de la Seine-et-Marne
(3e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés aux autres enfants à charge pour le bénéfice des dispositions ouvrant droit au recul de la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat (n° 318).

Première lecture, discussion générale : faiblesse de l'allocation handicapés adultes ; insuffisance et éloignement des établissements [22 septembre 1981] (p. 1257).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité nationale. — *Discussion générale :* nécessité d'une politique globale de la famille ; son désaccord avec le rapporteur pour avis ; simplification des prestations familiales ; suppression des discriminations entre hommes et femmes ; recours facilité à l'adoption ; développement des équipements d'accueil ; mesures pour la contraception et l'interruption volontaire de grossesse ; efforts en faveur de la prévention ; dépôt d'une loi-cadre [10 novembre 1981] (p. 3520).

LEFRANC (Bernard)

Député de l'Aisne
(5e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. André Audinot tendant à instituer une promotion spéciale dans l'ordre national du Mérite en faveur des anciens combattants de la guerre 1914-1918 (n° 514) [3 décembre 1981] (p. 4404).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— société générale de fonderie [14 octobre 1981] (p. 1783, 1784) ;

— situation des sociétés de bâtiments et de travaux publics : augmentation du nombre des dépôts de bilans ; taux des prêts à la construction ; lancement de logements sociaux [25 novembre 1981] (p. 5166).

LE GARREC (Jean)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre
Député du Nord
(16e circonscription)
Socialiste
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy, décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy), décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1787).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de **M. François Asensi : respect du principe des nationalisations** [15 juillet 1981] (p. 117) : mesures envisagées par le Gouvernement à l'égard des sociétés nationalisables ; nomination de délégués chargés de mission auprès des sociétés nationalisables.

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).

Première lecture, discussion générale : contrôle par l'Etat des deux groupes sidérurgiques Usinor et Sacilor ; drame de la sidérurgie pour les hommes et les femmes de Lorraine ; colère des hauts fourneaux ; historique de la sidérurgie ; toute-puissance du comité des forges ; milliards engloutis par les gouvernements précédents ; politique industrielle ; avancée vers la démocratie économique ; modernisation et déplacement de la sidérurgie mondiale à partir des années 60 ; convention entre l'Etat et le comité de l'industrie sidérurgique du 29 juillet 1966 ; fuite en avant par le lancement du projet de Fos ; sacrifice de la nécessaire modernisation des bassins intérieurs du Nord et de la Lorraine ; incapacité de la sidérurgie française à réagir au défi de la concurrence internationale et à l'augmentation du prix de l'énergie ; énormité de l'endettement ; élévation excessive des coûts de production ; plan de 1978 ; humilité du Gouvernement à l'égard du problème sidérurgique ; dignité du travailleur de la sidérurgie ; prise en compte de la compétition internationale ; conseil d'administration sous forme tripartite ; autonomie et coordination des sociétés Usinor et Sacilor ; organisation prochaine d'une table ronde pour évoquer l'organisation de la sidérurgie ; plan social maximum ; problème des mines de fer, de la sidérurgie en Normandie et à Decazeville ; objectifs d'améliorer la qualité de l'acier, d'investir davantage dans la recherche, de fabriquer des produits nouveaux [8 octobre 1981] (p. 1613) ; concertation avec les intéressés afin de ménager les transitions indispensables (p. 1614) ; répond aux différents intervenants (p. 1638).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** réunion d'une table ronde sur l'organisation de la sidérurgie ; transparence financière ; concertation ; stratégie industrielle ; (p. 1642).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : contre la question préalable soulevée par M. Francis Geng : bataille de procédure menée par l'opposition ; conformité du projet aux engagements électoraux renouvelés depuis 1973 ; conformité à la légalité [13 octobre 1981] (p. 1745) ; nécessité pour le Gouvernement d'agir vite ; nouvelle distribution des pouvoirs ; rôle négatif des banques pour le développement économique sous le précédent septennat ; modification des relations entre l'Etat et le secteur public ; rôle du plan national ; coût social de la gestion capitaliste (p. 1746) ; champ des nationalisations ; indemnisation ; mise en place de conventions entre l'Etat et le secteur nationalisé ; projet de loi sur la démocratisation du secteur public en 1982 ; participation des salariés au niveau de l'atelier dans les entreprises nationalisables ; direction tripartite (p. 1747) ; catastrophisme de l'opposition à propos des nationalisations [14 octobre 1981] (p. 1826) ; respect de la nature des entreprises nationales ; présentation au printemps 1982 d'un projet de loi sur la démocratie économique ; clarification du niveau et de la nature des responsabilités de l'Etat dans l'économie ; nationalisation et emploi (p. 1827) ; s'oppose à la motion de renvoi en commission présentée par M. Charles Fèvre (p. 1832).

Discussion des articles : **avant le titre 1er :** notion de nécessité publique [15 octobre 1981] (p. 1839) ; champ des nationalisations : engagements du Président de la République et du Premier ministre ; politique du Gouvernement en faveur des P.M.E. (p. 1840) ; conformité du projet au traité de Rome ; avis donné par M. Thorn au Gouvernement français (p. 1842) ; **avant l'article 1er :** consultation de représentants des salariés menée par le Gouvernement ; projet de loi sur la démocratie économique en 1982 (p. 1853) ; **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** accords conclus par le Gouvernement avec Dassault et Matra soumis au Parlement dans le cadre de la loi de finances ; critères des nationalisations ; délimitation de la responsabilité des pouvoirs publics (p. 1874) ; déroulement du débat (p. 1878) ; politique industrielle du Gouvernement (p. 1882) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Emmanuel Hamel : attaque personnelle à l'encontre de M. François d'Aubert ; politique industrielle du Gouvernement (p. 1886) ; Thomson-C.S.F. (p. 1887) ; ses observations sur les rappels au règlement de MM. Charles Millon et Michel Noir (organisation du débat sur les nationalisations) : multiplication des amendements ; nationalisation à 100 p. 100 ; moyens de procédure parlementaire à la disposition du Gouvernement [16 octobre 1981] (p. 1916) ; s'oppose à la consultation des comités d'entreprise sur les nationalisations : souveraineté du législateur (p. 1917) ; entrée dans le secteur public de toutes les filiales des sociétés industrielles ; cohérence des groupes industriels (p. 1919) ; refus de la nationalisation-sanction et de la nationalisation des pertes (p. 1922) ; filière de l'aluminium (p. 1923) ; respect par le projet de loi de la convention franco-américaine de 1959 sur l'indemnisation (p. 1927) ; pas de nationalisation à 100 p. 100 de Thomson-C.S.F. mais participation publique supérieure à 51 p. 100 (p. 1928) ; champ des nationalisations (p. 1930) ; **après l'article 1er :** contrôle du Parlement sur les accords conclus ou à conclure avec Dassault et Matra (p. 1931) ; possibilité de transfert du secteur public au secteur privé de filiales des cinq sociétés industrielles nationalisables ; projet de loi définissant les modalités de transfert d'entreprises publiques au secteur privé (p. 1932) ; ses observations sur les paroles de M. François d'Aubert : structures de direction des groupes (p. 1937) ; **article 2 :** engagement de publier une synthèse du rapport juridique établi à la demande du Gouvernement (p. 1941) ; actions des groupes industriels nationalisables détenues par les salariés (p. 1950) ; **après l'article 2 :** transfert du secteur public au secteur privé ; texte de loi en préparation (p. 1952) ; **article 3 :** maintien de la forme juridique des sociétés nationalisées et application du droit commercial (p. 1956) ; application de la loi de 1966 aux cinq sociétés nationalisées (p. 1959) ; **article 4 :** mise en cause de l'action gouvernementale par M. Charles Millon [17 octobre 1981] (p. 1989) ; s'oppose à la cession en priorité aux anciens actionnaires des participations détenues dans des filiales à l'étranger (p. 1992) ; **article 7 :** gestion provisoire après la publication de la loi ; situation transitoire la plus brève possible ; existence en France d'un « club de décideurs » ; refus de l'idée de nationalisation — sanction (p. 2029) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** nationalisation de l'ensemble des activités des banques ; liste des banques nationalisées [19 octobre 1981] (p. 2111) ; nationalisation de la Banque de Bretagne : jeu des critères définis à l'article 13 (p. 2113) ; critère de nationalisation des banques (p. 2114) ; nationalisation de la Banque de Paris et des Pays-Bas ; liste des banques nationalisées (p. 2117) ; réforme du système bancaire (p. 2119) ; crédit de la France ; refus de la nationalisation sanction (p. 2122) ; refus de la prise de contrôle à 51 p. 100 ; mise en place de conseils tripartites ; refus de la nationalisation punitive ; protection de l'emploi (p. 2123) ; cohérence du projet sur la nationalisation des banques (p. 2125) ; nationalisation de la Banque Rothschild ; volonté du Gouvernement de développer l'outil de travail (p. 2126) ; situation des personnels des banques (p. 2133) ; rôle des banques régionales (p. 2134) ; collectivisme (p. 2135) ; diversité des banques (p. 2136) ; sociétés de crédit : Cogelima (p. 2138) ; B. F. C. E. ; non nationalisation des banques étrangères (p. 2140) ; s'oppose aux amendements n°s 540, 541 et 543 à 575 de M. Michel Noir prévoyant la consultation des personnels des banques préalablement à la nationalisation : consultation de l'ensemble des Français lors des dernières élections ; évolution des comités d'entreprise depuis 1945 ; problème de l'emploi dans les banques (p. 2145) ; s'oppose à la consultation des délégués du personnel des banques préalablement à la nationalisation ; consultation des organisations syndicales sur la nationalisation des banques (p. 2148) ; restructuration dans le secteur bancaire (p. 2149) ; **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 12 :** enlisement du débat [20 octobre 1981] (p. 2189) ; redevance acquittée par les sociétés industrielles nationalisables à la Caisse nationale de l'industrie (p. 2190) ; Caisse nationale de l'industrie : produit de la cession de participations ; paiement des intérêts des obligations remises en indemnité (p. 2191) ; redevance versée par les sociétés nationalisables à la Caisse nationale de l'industrie : référence à la Caisse nationale de l'énergie ; dotations en capital (p. 2192) ; emprunts de la Caisse nationale de l'industrie : garantie de l'Etat, marchés extérieurs (p. 2194) ; **après l'article 12 :** application aux cinq sociétés industrielles nationalisables de

la réglementation des sociétés faisant appel à l'épargne (p. 2196) ; participations de Matra et de Dassault dans la presse (p. 2198) ; participations de Matra dans la presse (p. 2208) ; **sur les rappels au règlement** de MM. Michel Noir et Charles Millon : listes des banques établies par le Conseil national du crédit et la commission de contrôle des banques (p. 2215) ; **avant l'article 13 :** s'oppose à la suppression du Conseil national du crédit (p. 2216) ; dépôt d'une loi bancaire au cours de l'année 1982 (p. 2218) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **après l'article 13 :** non-nationalisation du Crédit national et du Crédit foncier ; critères de nationalisation des banques (p. 2219) ; **article 14 précédemment réservé :** objectifs du système bancaire après sa nationalisation ; Conseil national du crédit [21 octobre 1981] (p. 2270) ; transfert à l'Etat des actions détenues par des personnes privées (p. 2272) ; son sous-amendement n° 1395 à l'amendement n° 54 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2276) ; restructuration dans le secteur bancaire (p. 2279) ; **article 15 précédemment réservé :** son sous-amendement n° 1401 à l'amendement n° 1119 de la commission (rédactionnel) (p. 2281) ; adopté ; maintien des statuts des personnels des banques, et des conventions collectives (p. 2282) ; maintien des spécificités bancaires (p. 2283) ; **après l'article 15 précédemment réservé :** secret bancaire (p. 2285) ; **article 16 précédemment réservé :** rôle des banques nationales à l'étranger (p. 2294) ; rétrocession des participations ; discours réthorique de l'opposition sur les rétrocessions (p. 2297) ; **article 17 :** amortissement des obligations remises en indemnité (p. 2302) ; **article 18 :** critères de l'évaluation des actions des banques (p. 2310) ; son sous-amendement n° 1405 à l'amendement n° 63 de la commission (rédactionnel) : adopté ; son sous-amendement n° 1406 à l'amendement n° 63 de la commission (déduction de la valeur d'échange des actions des sommes versées et à valoir sur les dividendes au titre de l'exercice 1981) : adopté (p. 2312) ; son amendement n° 1407 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 1408 (de coordination avec l'article 6) : adopté (p. 2316) ; **après l'article 18 :** s'oppose aux amendements nos 779 et 781 à 786 de M. Michel Noir ; rétrocession de participations détenues par des banques ; suppression de l'article 33 ; arrêt Cogema ; [22 octobre 1981] (p. 2327) ; **article 19 précédemment réservé :** déclaration de M. François d'Aubert qualifiant l'article 19 d'hypocrite ; administrateur général des banques (p. 2329) ; période transitoire de quelques semaines (p. 2330) ; ses sous-amendements nos 1383 (nomination des nouveaux conseils d'administration des banques), 1398 (nomination d'un administrateur général dans les banques déjà nationalisées) et 1386 (nomination de l'administrateur général) à l'amendement n° 64 de la commission (p. 2331) ; adoptés (p. 2332) ; **article 20 précédemment réservé :** son sous-amendement n° 1290 à l'amendement n° 66 de la commission (rédactionnel) : adopté ; son sous-amendement n° 1399 à l'amendement n° 67 de la commission (de coordination avec l'article 13 ; rédactionnel) ; adopté (p. 2334) ; son sous-amendement n° 1384 à l'amendement n° 72 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 2337) ; **après l'article 20 :** représentants des régions aux conseils d'administration des banques régionales (p. 2338) ; **article 21 précédemment réservé :** représentation des salariés par la médiation des organisations syndicales ; projet de loi sur la démocratie économique dans le secteur public au printemps 1982 (p. 2339) ; son sous-amendement n° 1409 à l'amendement n° 73 de la commission (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 1403 (administrateurs salariés désignés compte tenu de la représentativité dans l'entreprise des organisations syndicales représentatives au plan national) : (p. 2343) ; adopté (p. 2344) ; son amendement n° 1334 (administrateurs salariés, ancienneté dans l'entreprise) : adopté (p. 2345) ; son amendement n° 1385 (moyens des administrateurs salariés) : adopté (p. 2346) ; **article 23 précédemment réservé :** poursuite de la société ; responsabilités de l'assemblée des actionnaires confiées aux représentant de l'Etat quand celui-ci est actionnaire unique (p. 2350) ; transcription de l'indemnisation dans la comptabilité publique (p. 2351) ; **article 24 précédemment réservé :** Caisse nationale des banques : référence à la Caisse nationale de l'énergie ; redevance versée par les banques nationales à la Caisse nationale des banques ; contrôle budgétaire sur la Caisse nationale des banques (p. 2355) ; contrôle de la Caisse des dépôts et consignations sur la gestion de la Caisse nationale des banques (p. 2356) ; **article 26 précédemment réservé :** souplesse de l'article ; réseaux bancaires (p. 2365) ; nationalisation sanction ; noms patronymiques portés par des banques (p. 2369) ; développement des réseaux existants (p. 2371) ; respect des droits fondamentaux de l'Assemblée ; nécessité de maintenir les réseaux bancaires ; risque de dégradation du climat économique du fait de la prolongation du débat ; intérêt à continuer de siéger si le personnel de l'Assemblée l'accepte (p. 2378) ; **après l'article 26 :** conception du Plan [23 octobre 1981] (p. 2392) ; conseil national du crédit (p. 2401) ; noms patronymiques portés par des banques (p. 2407) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières : **article 28 précédemment réservé :** reprise d'articles similaires : unité législative dans chacun des titres (p. 2433) ; **après l'article 31 :** s'oppose à l'attribution d'un dividende pour 1981 [24 octobre 1981] (p. 2468) ; cohérence du dispositif pour les groupes industriels, les banques et les deux compagnies financières ; réponses fournies par le Gouvernement aux questions de l'opposition ; technique manipulatoire et de déstabilisation de l'opposition (p. 2472) ; poursuite du débat sans l'utilisation de procédures prévues par la Constitution ; Paribas-Suisse : non respect d'engagements pris vis-à-vis du Gouvernement ; sens des responsabilités des responsables économiques (p. 2473) ; maintien de la base d'évaluation du titre Paribas (p. 2476) ; **article 33 précédemment réservé :** accusations portées au Gouvernement par l'opposition ; constitutionnalité du projet ; quasi-impossibilité du tri préalable ; engagement du Premier ministre sur les rétrocessions (p. 2483) ; dépôt d'un projet de loi sur le transfert de propriété d'entreprises publiques au secteur privé (p. 2484) ; service des intérêts de la dette publique (p. 2485) ; **titre IV :** dispositions diverses : **article 46 précédemment réservé :** taxation des plus-values lors de la cession ou du remboursement des obligations remises en échange des actions ; son amendement n° 1417 (de coordination avec l'amendement n° 91 de la commission supprimant l'article 33) : adopté (p. 2495) ; moins-values - loi Monory-Sicav ; **article 48 précédemment réservé :** son amendement n° 1418 (de coordination avec l'amendement n° 91 de la commission supprimant l'article 33) : adopté (p. 2496) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 34 :** homothétie avec les articles 7 et 19 (p. 2502) ; volonté du Gouvernement de mener le débat jusqu'à son terme ; son sous-amendement n° 1388 à l'amendement n° 92 de la commission (nouveau conseil d'administration : de coordination avec les articles 7 et 19) ; son amendement n° 1387 à l'amendement n° 92 de la commission (nomination de l'administrateur général : de coordination avec les articles 7 et 19) ; adoptés (p. 2503) ; **article 35 :** homothétie avec les articles 8 et 20 (p. 2507) ; hommes compétents dans les entreprises nationalisées ; son sous-amendement n° 1294 à l'amendement n° 94 de la commission (suppression des mots « à titre transitoire ») : adopté (p. 2508) ; son sous-amendement n° 1389 à l'amendement n° 99 de la commission (suppression du mot « transitoire ») (p. 2513) ; adopté ; compétence des administrateurs ; méfiance à l'égard des dirigeants introduite par les amendements nos 1183 et 1184 de M. Michel Noir (p. 2514) ; responsabilité des administrateurs ; emploi par M. François d'Aubert du terme « mitterrandisation » : mise en cause du Président de la République (p. 2517) ; **article 36 :** loi sur la démocratie économique déposée au printemps ; représentation des travailleurs par la médiation de leurs organisations syndicales (p. 2519) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 36** (*suite*) : son sous-amendement n° 1411 à l'amendement n° 1000 de la commission (suppression du mot « transitoire ») : adopté ; son amendement n° 1404 (de coordination avec les articles 9 et 21) : adopté ; auditions du Gouvernement ; son amendement n° 1335 (administrateurs salariés, ancienneté dans l'entreprise) [26 octobre 1981] (p. 2534) ; récusation du terme « d'étatisation » ; amendement n° 1335 adopté ; son amendement n° 1390 (moyens des administrateurs salariés (p. 2535) ; adopté (p. 2536) ; **article 37 :** nomination des dirigeants en fonction de leur capacité ; récusation du terme « d'étatisation » (p. 2538) ; **article 38 :** Paribas Suisse ; principe du traitement égalitaire entre tous les actionnaires ; participation des salariés au pouvoir économique (p. 2540) ; non mise en cause de M. Gilbert Gantier ; indemnisation ; crédit et renom de la France (p. 2542) ; **avant l'article 39 :** s'oppose au jeu de la clause de conscience proposé par Mme Louise Moreau et M. François d'Aubert ; rôle du secteur public dans le développement du pays depuis 1950 (p. 2543) ; son amendement n° 1415 (maintien des cotisations aux Assedic pour les sociétés nationalisées) (p. 2544) ; adopté par scrutin public (p. 2545) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 39 :** loi de 1966 et modification d'un contrat de travail d'un administrateur salarié ; décision préalable du

conseil d'administration sur toute modification du contrat de travail des administrateurs salariés ; renforcement des dispositions en vigueur (p. 2546) ; **article 40 :** actionnariat diffus des sociétés nationalisables (p. 2547) ; structures de décision concentrées entre quelques hommes (p. 2548) ; remboursement des rompus (p. 2559) ; **après l'article 40 :** impossibilité d'identifier les actions en échange desquelles les obligations ont été remises (p. 2560) ; **article 41 précédemment réservé :** attractivité des titres d'indemnisation (p. 2562) ; **article 42 précédemment réservé :** obligations convertibles émises par les sociétés nationalisables ; son amendement n° 1416 (suppression du second alinéa de l'article 42) ; nature réglementaire de ses dispositions ; amendement n° 1416 adopté (p. 2563) ; **article 43 précédemment réservé :** régime des obligations correspondant aux titres non présentés à l'échange ; information des porteurs des actions nationalisables sur leurs droits (p. 2564) ; absence d'obligations convertibles libellées en devises étrangères émises par les sociétés nationalisables ; **après l'article 49 :** participations de l'Etat dans la presse ; engagement du Premier ministre (p. 2565-2566) ; **article 50 :** projets de loi sur la démocratisation du secteur public, l'organisation des rapports entre puissance publique et entreprises nationales et sur l'organisation bancaire ; urgence des nationalisations ; compétences du Conseil national du crédit et de la commission de contrôle des banques (p. 2569) ; **après l'article 50 :** quitus aux dirigeants des sociétés nationalisables (p. 2570) ; diffusion du pouvoir des travailleurs dans l'entreprise (p. 2576) ; sous-amendements de l'opposition à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon destinés à des catégories socio-professionnelles ; suspicion à l'égard du Gouvernement (p. 2578) ; ses observations sur les sous-amendements de l'opposition à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon (p. 2579) ; suspicion illégitime à l'égard du Gouvernement manifestée par les sous-amendements de l'opposition à l'amendement n° 1377 de la commission (p. 2580) ; condamnation d'un système économique les 10 mai et 21 juin ; extension du secteur public et réhabilitation du plan choisies par les Français ; prolongation du débat par l'opposition au-delà du raisonnable ; rôle stabilisateur pour l'investissement joué par le secteur public ; conquêtes sociales ; campagne contre les nationalisations ; réponses du Gouvernement aux questions de l'opposition (p. 2590) ; démocratisation du secteur public ; élection au suffrage universel des représentants des salariés dans le cadre de la loi sur la démocratisation du secteur public ; rôle des comités d'entreprise ; relations entre Etat et secteur public ; nationalisation comme moyen de sortir de la crise (p. 2591).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 14 :** climat serein voulu par le Gouvernement à l'occasion du débat ; souci d'utilité publique auquel répondent les nationalisations ; indemnisation juste et préalable ; respect du principe d'égalité dans le traitement ; saisine du Conseil constitutionnel [3 décembre 1981] (p. 4380) ; **article 16 :** dénationalisations antérieures ; volonté du Gouvernement de faire preuve de rigueur ; pouvoirs de l'administrateur général (p. 4381) ; **article 17 :** son amendement n° 4 (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article) ; adopté (p. 4383) ; **article 26 :** volonté politique du Gouvernement de défendre le franc ; volonté de protéger les réseaux bancaires (p. 4387) ; **article 27 :** absence de responsabilité du Gouvernement dans l'affaire Paribas ; actions irresponsables de M. Moussa au vu des intérêts de la France (p. 4388) ; **article 31 :** son amendement n° 5 (suppression de l'avant-dernier alinéa de cet article) : adopté (p. 4391) ; **article 37 :** rémunération des futurs présidents des compagnies financières nationalisées (p. 4393) ; **article 40 :** son amendement n° 79 (rédactionnel) : adopté (p. 4394) ; **article 51 :** caractère valable des promesses du Gouvernement quant au projet de loi relatif à l'organisation et à la démocratisation du secteur public (p. 4395) ; **article 52 :** son opposition à l'institution d'une structure de recours (p. 4396) ; salue le travail accompli par l'Assemblée nationale sur la loi de nationalisation ; amélioration du projet en deuxième lecture ; utilité des déplacements en province du Premier ministre (p. 4399) ; caractère constitutionnel de la loi de nationalisation ; volonté du Gouvernement de donner plus de responsabilités aux salariés des entreprises ; insertion de la loi de nationalisation dans la politique de réforme entreprise par le Gouvernement (p. 4400).

— **Communication du Gouvernement :** raisons pour lesquelles le dépôt par le Gouvernement d'un amendement sur la rétrocession des participations détenues par Matra dans la presse n'a pu être retenu [20 octobre 1981] (p. 2206).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Gilbert Gantier (mise en cause par M. Georges Gosnat) [21 octobre 1981] (p. 2253) ; danger pour le pays de l'enlisement du débat (p. 2254).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).**

Troisième lecture, discussion générale : nécessité de mettre en place un plan global pour la sidérurgie ; table ronde sur la sidérurgie ; réunion prochainement d'une mission interministérielle en Lorraine [18 novembre 1981] (p. 3941) ; haut niveau technologique de certaines unités sidérurgiques lorraines ; conséquences économiques et humaines de la crise sidérurgique lorraine ; programme national de la résistance de 1946 prévoyant la nationalisation de la sidérurgie (p. 3942).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Deuxième lecture, discussion générale : recours à la procédure d'urgence ; extension du secteur public comme moyen de la reconstruction industrielle ; continuité du fonctionnement des groupes ; droits de l'opposition ; interprétation erronée de la Constitution par l'opposition [1er décembre 1981] (p. 4285) ; 16 p. 100 de la valeur ajoutée sous le contrôle de la puissance publique ; appréciation de la nécessité des nationalisations par la souveraineté nationale ; répugnance du Conseil constitutionnel à se substituer au Parlement ; caractère juste et préalable de l'indemnisation ; banques étrangères (p. 4286) ; ses observations sur les déclarations de M. François d'Aubert ; coût des nationalisations (p. 4292) ; cohérence de la politique générale du Gouvernement : relance, soutien aux entreprises, extension du secteur public ; projet de loi en avril sur la démocratisation économique, les relations entre l'Etat et le secteur public, l'organisation bancaire et la planification ; accord passé avec Matra ; explications à donner au Parlement sur les négociations avec Honeywell-ITT et Roussel-Uclaf ; rapport de M. Edouard Bonnefous constatant en 1977 des nationalisations rampantes (p. 4293) ; reconquête du marché intérieur ; développement d'une démocratie économique (p. 4294).

Discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** nécessité publique de nationaliser ; reconquête du marché intérieur et développement de l'économie par la nationalisation ; coût ; accords internationaux conclus par les sociétés nationalisables ; problème de l'emploi (p. 4303) ; contacts avec l'étranger pour ITT, Honeywell-Bull et Roussel-Uclaf (p. 4305) ; **après l'article 1er :** examen par l'Assemblée des conséquences financières pour l'Etat de l'accord passé avec Matra (p. 4306) ; attitude du Gouvernement dans le débat (p. 4307) ; **article 2 :** actionnariat des salariés ; **article 3 :** son amendement n° 83 (rédactionnel) (p. 4309) ; rejeté par scrutin public ; **article 4 :** rétrocessions (p. 4310) ; **article 5 :** délai de trois mois pour l'échange des actions des entreprises nationalisables ; son amendement n° 2 (suppression de la possibilité de remboursement anticipé des obligations indemnitaires) : adopté ; refus du dividende 1981 (p. 4311) ; **article 6 :** indemnisation juste et préalable (p. 4313) ; **article 7 :** démission d'un P. D. G. d'un groupe nationalisable évoquée par la presse (p. 4315) ; **article 12 :** sa proposition d'achever l'examen du projet dans le courant de la nuit (p. 4317) ; **titre II :** nationalisation de banques ; **article 13 :** son amendement n° 1 (nouvelle rédaction des deux premiers alinéas de l'article : nationalisation des banques dans les D. O. M.) (p. 4322) ; demande que la prochaine séance ait lieu une heure après la levée de la présente séance afin de procéder au vote sur cet amendement (p. 4323) ; amendement n° 1 adopté ; ses observations sur la poursuite du débat (p. 4332) ; **après l'article 13 :** suspicion illégitime introduite par les amendements de M. Michel Noir ; maintien du pluralisme du système bancaire (p. 4337).

Troisième lecture, discussion générale : réponses fournies par le Gouvernement à l'opposition [18 décembre 1981] (p. 5173) ; ensemble cohérent de reconstruction et de reconquête ; exception d'irrecevabilité adoptée par le Sénat ; appréciation de la nécessité publique par le Parlement (p. 5174) ; choix du Gouvernement et des Français de renforcement des pôles économiques, de maîtrise du rôle de l'Etat et de développement de la démocratie économique (p. 5175).

LE GARS (Jean)

Député des Yvelines
(1re *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

LEGRAND (Joseph)

Député du Pas-de-Calais
(14e *circonscription*)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de sa proposition de loi relative à la diffusion à la radio et à la télévision d'informations pour encourager le don bénévole du sang (n° 191) [24 septembre 1981] (p. 1337).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Louis Odru et plusieurs de ses collègues tendant à assurer le paiement mensuel des pensions de retraite ou d'invalidité (n° 206) [24 septembre 1981] (p. 1337).

Membre du Conseil supérieur de la mutualité [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Rapporteur de sa proposition de loi relative à l'organisation de la sécurité sociale dans les mines (n° 215) [1er octobre 1981] (p. 1454).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à élargir les conditions d'attribution de la médaille d'honneur du travail (n° 217) [1er octobre 1981] (p. 1454).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à l'amélioration des prestations sociales minières (n° 283) [1er octobre 1981] (p. 1454).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Emile Roger et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de la majoration de deux ans de la durée d'assurance vieillesse par enfant aux ayants droit du régime minier (n° 284) [1er octobre 1981] (p. 1454).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à étendre aux ayants droit des affiliés au régime minier le bénéfice du régime spécial (n° 285) [1er octobre 1981] (p. 1455).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Bustin et plusieurs de ses collègues portant amélioration des retraites minières (n° 286) [1er octobre 1981] (p. 1455).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Solidarité nationale) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Membre de la commission des comptes de la sécurité sociale [*J. O.* du 30 octobre 1981] (p. 2974).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la diffusion, à la radio et à la télévision d'informations pour encourager le **don bénévole du sang (n° 191)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi relative à l'organisation de la **sécurité sociale dans les mines (n° 215)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à supprimer la **taxe à la valeur ajoutée** sur les **attributions de charbon** aux **agents des houillères (n° 216)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à élargir les conditions d'attribution de la **médaille d'honneur du travail (n° 217)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à l'amélioration des **prestations sociales minières (n° 283)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à maintenir aux ayants droit des affiliés au **régime minier** le bénéfice du **régime spécial (n° 285)** [30 juillet 1981].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XVI : **Solidarité nationale (n° 471)** [16 octobre 1981].

Proposition de loi tendant à assurer le **paiement mensuel des pensions** de retraite ou d'invalidité servies par le régime de sécurité sociale dans les **mines (n° 518)** [6 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : âge de la retraite : promesse du Président de la République concernant le droit à la retraite ; durée des cotisations ; taux des prestations [4 novembre 1981] (p. 3083).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : réserves charbonnières françaises [6 octobre 1981] (p. 1531) ; commission d'enquête pour décider des fermetures de puits ; politique de liquidation des précédents Gouvernements ; médecine et inspection du travail (p. 1532).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 18 :** son amendement n° 319 (T. V. A. non applicable aux attributions de combustible aux personnels des houillères nationales) [3 novembre 1981] (p. 3024) ; injustice faite à ces personnels par les précédents Gouvernements ; rejet de l'amendement n° 319 (p. 3025).

Deuxième partie :

Solidarité nationale. *Discussion générale,* rapporteur pour avis : progression des crédits proposés pour développer les activités sociales ; politique familiale ; relèvement des allocations familiales et de l'allocation-logement ; engagement pris par le Gouvernement de simplifier le système des prestations familiales et d'établir la cohérence de l'ensemble des aides financières et fiscales aux familles ; création de places dans les crèches ; mesures prises en faveur des personnes âgées ; amélioration de la législation relative aux pensions de réversion ; politique du maintien à domicile des personnes âgées ; création d'emplois d'aide ménagères ; réforme des régimes des retraites ; mise en œuvre d'une politique de prévention ; revalorisation du rôle des médecins généralistes ; création d'emplois dans le secteur hospitalier ; nationalisation de l'industrie pharmaceutique ; prévention des accidents du travail ; établissement de nouveaux tableaux pour les maladies professionnelles ; nécessité de mieux contrôler les subventions de l'Etat aux divers régimes de sécurité sociale ; charges supportées par la caisse nationale des allocations familiales au titre du versement des allocations aux handicapés adultes ; amélioration du contrôle parlementaire sur le budget de la sécurité sociale ; fonds de vieillesse du régime des mines ; déficit de la sécurité sociale [10 novembre 1981] (p. 3506) ; financement de ce déficit par un recours prioritaire aux grosses entreprises ; nécessité de confier la gestion de la sécurité sociale aux assurés et à leurs organisations syndicales (p. 3507).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture : discussion générale : « Mieux vaut payer un retraité qu'un chômeur » ; inégalités à l'égard de la retraite [8 décembre 1981] (p. 4519) ; situation de cumuls irréguliers ; possibilité de cessation d'activité à cinquante-cinq ans pour les femmes et les travailleurs soumis à des travaux pénibles et dangereux ; régime financier de la retraite : solidarité à rebours ; amélioration du système des bonifications ; minimum de ressources de 70 p. 100 de la rémunération brute ; généralisation aux régimes spéciaux des majorations pour les mères de famille (p. 4520).

LEJEUNE (André)

Député de la Creuse,
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981 (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J.O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

LE MEUR (Daniel)

Député de l'Aisne,
(2e circonscription)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'un fonds des pensions alimentaires (n° 211) [24 septembre 1981] (p. 1338).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Adrienne Horvath et plusieurs de ses collègues tendant à suspendre les mesures de saisie, d'expulsion ou autres voies d'exécution lorsqu'elles ont pour cause le non-paiement d'une dette due au chômage, à la maladie ou plus généralement à la crise économique (n° 298) [24 septembre 1981] (p. 1338).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, en ce qui concerne les associations dirigées, en droit ou en fait, par des étrangers (n° 382) [24 septembre 1981] (p. 1338).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [*J.O.* du 7 octobre 1981] (p. 2734).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [*J.O.* du 13 octobre 1981] (p. 2779).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modération des loyers [*J.O.* du 17 décembre 1981] (p. 3440).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 382), modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au **contrat d'association** en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des **étrangers (n° 389)** [29 septembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **art. 6 :** inefficacité de la vignette sur les motocyclettes ; nécessité de cesser les poursuites actuellement engagées contre les motards n'ayant pas acquitté la vignette moto [16 juillet 1981] (p. 207) ; industrie française de la moto (p. 208).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion des articles : **art. 13 :** soutient l'amendement n° 5 de M. Guy Ducoloné [29 juillet 1981] (p. 512) ; **art. 19 :** soutient l'amendement n° 7 de M. Guy Ducoloné (p. 517).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **art. 6 :** son amendement n° 249 devenu sous-amendement n° 24 rectifié à l'amendement n° 56 de la commission (subventions exceptionnelles au profit des communes lorsqu'elles connaissent des difficultés financières) : adopté [31 juillet 1981] (p. 619) ; **art. 14 :** son amendement n° 255 (suppression des pouvoirs que détient le préfet de suspendre les maires ou de procéder d'office à certains actes) (p. 660) ; rejeté (p. 661).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).

Première lecture, discussion générale. Rapporteur : régime discriminatoire frappant les associations étrangères établies en France ; décret-loi du 12 avril 1939 [29 septembre 1981] (p. 1355) ; décision du Conseil constitutionnel du 16 juillet 1971 plaçant la liberté d'association au rang des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République ; régime préventif ; autorisation préalable temporaire pouvant être retirée à tout moment par décret ; obligation faite aux étrangers membres de l'association d'être titulaires d'une carte d'identité à durée normale ; contrôle juridictionnel limité sur le régime d'autorisation ; Déclaration universelle des droits de l'homme ; convention européenne des droits de l'homme ; organisation internationale du travail ; insertion sociale des immigrés ; proposition de loi des députés communistes au moment du front populaire ; assouplissement envisagé par le précédent Gouvernement (p. 1356) ; dissolution judiciaire de l'association quand celle-ci compromet la situation diplomatique de la France ; dissolution administrative prévue par la loi du 10 janvier 1936 pour les groupes de combat ; discrimination rétablie par l'article 1er dont la commission des lois demande la suppression (p. 1357).

Discussion des articles : **art. 1er :** soutient l'amendement n° 4 de la commission (suppression de l'article) : adopté (p. 1365) ; **après l'art. 3 :** s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson : ne rentre pas dans le cadre du projet (p. 1366) ; s'oppose aux amendements n° 2, n° 3 et n° 8 de M. Jean-Louis Masson (p. 1367).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** contrôle public majoritaire de Thomson-C. S. F. et des filiales stratégiques non majoritaires des cinq sociétés industrielles nationalisables [15 octobre 1981] (p. 1858).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité nationale. *Discussion générale : questions :* gestion de la sécurité sociale [10 novembre 1981] (p. 3531) ; abrogation des ordonnances de 1967 ; accélération du processus de modification de la gestion des caisses de sécurité sociale ; rôle des travailleurs et des assurés sociaux (p. 3532).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : résistance du patronat ; exigence de la réduction du temps de travail ; cadences infernales ; accidents du travail ; trente-huit heures tout de suite ; trente-cinq heures immédiatement pour les travaux les plus pénibles ; cinquième semaine de congé ; abaissement à cinquante-cinq ans de l'âge de la retraite pour les travailleurs ayant exercé des métiers pénibles ; cinquième équipe ; fléau du travail intérimaire [9 décembre 1981] (p. 4540) ; vote favorable du groupe communiste (p. 4541).

LEMOINE (Georges)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie.

Député d'Eure-et-Loir
(1re circonscription)
Socialiste
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1787).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Didier Chouat : financement des plans de développement en agriculture :** effort du Gouvernement en faveur des agriculteurs : enveloppes complémentaires de prêts spéciaux de modernisation [18 novembre 1981] (p. 3935).

— **M. Pierre Garmendia : transfert vers une autre région de l'école de santé navale de Bordeaux :** restructuration du service de santé des armées ; regroupement des écoles de Lyon et de Bordeaux ; reconstruction de l'école de Lyon ; évolution des effectifs et mode de recrutement des médecins et pharmaciens des armées ; maintien de la vocation militaire de Bordeaux [25 novembre 1981] (p. 4167).

— **M. Augustin Bonrepaux : vol d'armes au camp militaire de Foix :** visite sur place du ministre de la défense ; renforcement de l'ensemble des unités des centres mobilisateurs [25 novembre 1981] (p. 4167) ; renforcement des gardes ; plan d'ensemble pour la garde des installations militaires ; formation des personnels chargés de la protection des casernes (p. 4168).

orale sans débat de M. Joseph Gourmelon (n° 39) : retraite à cinquante ans pour les ouvriers du ministère de la défense à Brest : création d'emplois pour le ministère de la défense au budget de 1982 ; proposition gouvernementale pour rabaisser l'âge de la retraite des ouvriers de la défense [9 octobre 1981] (p. 1656).

LENGAGNE (Guy)

Député du Pas-de-Calais
(5e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J.O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Secrétaire de cette délégation [*J.O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Urbanisme et logement) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 43 : **urbanisme et logement (n° 470)** [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : nationalisation de Matra, Dassault, Roussel-Uclaf, CII-Honeywell-Bull et ITT-France ; caractère stratégique de ces groupes [14 octobre 1981] (p. 1819) ; prudence nécessaire pour la nationalisation des trois groupes dominés par des capitaux étrangers ; influence d'ITT sur l'emploi dans le Pas-de-Calais (p. 1820).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 9 :** amendements ayant pour but de faciliter la fraude [30 octobre 1981] (p. 2845).

Deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale : questions :* tunnel sous la Manche [7 novembre 1981] (p. 3359) ; armement naval de la S.N.C.F. ; électrification de la ligne Calais—Boulogne—Amiens ; autoroute A 26 (p. 3360).

Mer. — *Discussion générale :* création d'un ministère de la mer ; trafic trans-Manche ; pêche maritime ; convention collective de la pêche boulonnaise ; accès aux ressources [9 novembre 1981] (p. 3398) ; sociétés coopératives de production ; prix du carburant (p. 3399).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : constat de la situation antérieure ; importance du budget de l'urbanisme et du logement ; création d'emplois dus aux bâtiments et aux travaux publics ; réforme de l'architecture risquant de conduire à un centralisme excessif ; nécessité d'accélérer l'élaboration des documents d'urbanisme (schémas départementaux d'aménagement et d'urbanisme) ; S.D.A.U. ; plan d'occupation des sols (P.O.S.) ; nécessité d'une véritable réforme foncière et de créer un impôt foncier déclaratif ; situation des villes moyennes ; relance de la construction ; action du fonds d'aménagement urbain (F.A.U.) ; résorption de l'habitat insalubre ; restauration et utilisation du patrimoine ancien ; problèmes du logement [12 novembre 1981] (p. 3536) ; construction de 400 000 logements neufs ; amélioration des H.L.M. grâce aux primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (P.A.L.U.L.O.S.) ; remercie le Gouvernement d'avoir clarifié la situation en renonçant à minorer les prix plafonds ; problème des prêts conventionnés pour l'accession à la propriété ; effet de l'augmentation des taux d'intérêt des livrets A et B des caisses d'épargne sur les prêts au logement ; entretien du parc des H.L.M. ; effort pour l'aide personnalisée au logement ; situation de l'Institut géographique national ; aide consentie en faveur des départements d'outre-mer (p. 3537).

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale :* décentralisation en matière d'audiovisuel et radios locales [16 novembre 1981] (p. 3830).

Culture. — *Discussion générale :* enseignement supérieur ; école nationale de musique ; muséum d'histoire naturelle [17 novembre 1981] (p. 3881).

LEONETTI (Jean-Jacques)

Député des Bouches-du-Rhône
(7e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

LEOTARD (François)

Député du Var
(2e circonscription)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière de douane entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Autriche (n° 93) [24 septembre 1981] (p. 1338).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 93) autorisant l'approbation d'une convention d'**assistance administrative mutuelle en matière de douane** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République d'Autriche (n° 494)** [5 novembre 1981].

INTERVENTIONS

Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* antériorité à 1981 de l'action menée en faveur des rapatriés d'Algérie ; propos tenus sur le 19 mars par le ministre des anciens combattants ; problème du transfert des archives d'Aix-en-Provence relatives à l'Algérie [18 novembre 1981] (p. 3913) ; service national des Français musulmans (p. 3914) ; problème de l'emploi des crédits non utilisés (p. 3916, 3917) ; diminution du budget des rapatriés en francs constants (p. 3918).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* absences de la politique du Gouvernement, absence de hiérarchie dans les objectifs ; déclaration sur le tiers monde ; difficulté de rester l'ami de tout le monde (Inde et Pakistan, Algérie et Maroc, Israël et Syrie) ; difficulté de consacrer aux pays du tiers monde 0,7 p. 100 du produit national brut et de renforcer ses positions au sein de l'alliance atlantique ; construction d'un espace social européen conduisant à la relance des dépenses communautaires ; absence de clarté dans la démarche : exemple du Tchad, livraison d'armes en soutien à la constitution d'une force interafricaine, dégradation rapide de nos positions au Proche-Orient ; constitution éventuelle d'une force internationale du Sinaï ; condamnation de toute ingérence au Salvador ; absence de rigueur dans les alliances : Liban, Israël, Afrique ; communiqué de M. Régis Debray sur la Namibie ; condamnation nécessaire de la présence des soldats cubains et est-allemands en Angola ; livraison d'armes à la Libye [19 novembre 1981] (p. 3983) ; envoi d'une délégation parlementaire auprès du Polisario ; développement du neutralisme et du pacifisme ; nécessité de faire un choix entre la solidarité avec les communistes et la résistance à une puissance totalitaire (p. 3984).

LE PENSEC (Louis)

Ministre de la mer
Député du Finistère
(8e circonscription)
Socialiste
Ministre de la mer

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de la mer : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre de la mer (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1787).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

REPONSES AUX QUESTIONS

orale sans débat de M. Jacques Floch (n° 82) : problèmes de la construction navale française : situation préoccupante des chantiers navals français ; nécessité de porter un coup d'arrêt à la régression ; consolidation des structures existantes et engagement d'une politique de redémarrage fondée sur une vigoureuse action de diversification [27 novembre 1981] (p. 4260).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* budget en progression de 30 p. 100 ; création d'un ministère de la mer ; mer comme support du commerce extérieur : protection du pavillon contre les pratiques discriminatoires ; effort d'équipement portuaire ; lutte contre le détournement de trafic ; plan de charge des chantiers navals ; mer comme gisement de ressources : sauvegarde des droits d'accès à la ressource [9 novembre 1981] (p. 3392) ; plan pluriannuel de pêche ; organisation du marché ; aide au carburant ; cultures marines ; ressources minérales et énergétiques ; mer comme élément du cadre de vie : renforcement de la sécurité et de la circulation maritime ; lutte contre la pollution ; action de prévention ; lutte contre les pavillons de complaisance ; rétablissement de la direction des gens de mer ; plan de rattrapage, sur sept ans, des pensions ; création d'un fonds d'intervention et d'action maritime ; institut scientifique et technique des pêches maritimes ; reconquête de notre fonds de commerce maritime (p. 3393) ; rétablissement de filières françaises dans le secteur maritime (p. 3394) ; trafic trans-Manche : armement naval de la S. N. C. F. ; fonds d'intervention et d'action maritime ; secteur du transport en vrac ; personnels étrangers sur les paquebots ; plan de rattrapage des pensions ; conchyliculture ; regroupement des producteurs ; plan de sauvegarde de l'huître plate ; interdiction du filet pélagique dans certaines zones sensibles (p. 3400) ; protection de la Méditerranée ; pêche artisanale ; aide au carburant et à l'investissement ; gestion des ports ; prêt du F. D. E. S. de trois milliards pour le maintien de la flotte de Basse-Normandie ; négociations communautaires ; plan de consolidation à cinquante navires de la C. G. M. ; maintien de ses lignes du Pacifique ; intérêts de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 3401).

Répond à la question de :

— *M. Jean Peuziat :* société nationale de sauvetage en mer ; école d'apprentissage maritime (p. 3402).

— *M. Jean Beaufils :* indemnité servie aux dockers en chômage ; préretraite ; nouvelle extension du port de Dieppe ; pêche à la coquille Saint-Jacques.

— *M. Kléber Haye :* concertation entre les différents organismes intéressés au problème de la mer.

— *M. Dominique Dupilet :* financement des écoles d'apprentissage maritime ; gestion décentralisée de ces écoles (p. 3403).

— *Mme Colette Chaigneau :* sauvegarde du potentiel de pêche ; préservation des stocks dans le golfe de Gascogne ; réduction de l'activité des pêcheurs espagnols.

— *M. Gaston Flosse :* compétence du territoire de Polynésie sur la zone économique maritime ; contradiction des positions du R. P. R. sur les zones de pêche ; limitation des importations pour les navires neufs (p. 3404).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins (n° 465).

Première lecture, discussion générale : nodules polymétalliques ; Pacifique central Nord ; disparités de développement économique ; nouvel ordre économique mondial ; partage des ressources des océans ; protection des intérêts de la France ; indépendance économique ; intérêts stratégiques des ressources minérales océaniques ; travaux de prospection effectués par le consortium français Afernod ; estimation financière des investissements en mer ; troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer [24 novembre 1981] (p. 4138) ; régime transitoire en attente d'une convention internationale ; riposte aux initiatives juridiques prises par d'autres pays ; harmonisation des régimes juridiques ; accords de réciprocité ; établissement d'un processus de règlement des conflits internationaux ; prise en compte des aspirations des pays en voie de développement ; délivrance des permis d'exploiter les fonds marins ; versement d'une redevance sur les produits extraits ; compte spécial d'affectation de la redevance au profit des pays en voie de développement ; transferts de technologie ; niveau de la technologie française (p. 4139) ; portée politique du projet au regard des pays en développement ; conception extensive des ressources exploitables par la législation ; intérêt de l'opinion publique ; conséquences de la conférence sur le droit de la mer ; position de la nouvelle administration américaine ; soutien aux pays en voie de développement ; établissement d'un régime transitoire afin d'éviter l'accaparement des zones avant l'entrée en vigueur de la convention internationale ; négociations des accords de réciprocité ; majorité détenue par les pouvoirs publics au sein du consortium Afernod ; sécurité des approvisionnements ; risques de pollution (p. 4147) ; permis d'exploitation ; programme « nodules polymétalliques 1982-1985 » ; faisabilité d'une exploitation ; étude du concept de « chantier sous-marin » ; système de ramassage ; réalisation d'une engin pilote ; problème des départements et territoires d'outre-mer ; recherches dans le Pacifique Nord (p. 4148).

Discussion des articles : **article 2** : distinction entre les différentes substances minérales, les mines et les carrières (p. 4149) ; **article 7** : refus de fixer une durée maximale aux permis d'exploitation (p. 4150) ; fixation au 1er janvier 1988 du démarrage de l'exploitation incluse dans les législations des Etats-Unis, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne ; nécessité de l'écoulement d'un temps suffisant pour que la convention sur le droit de la mer entre en vigueur ; législations étrangères sur l'exploitation des fonds marins (p. 4151) ; **article 10** : capacité nationale de prétraitement sur la zone de ramassage ; reconquête du fonds de commerce maritime (p. 4152) ; **article 14** : retrait du permis d'exploration ou d'exploitation ; débat de nature réglementaire (p. 4153) ; **article 16** : consultation préalable des assemblées territoriales des territoires d'outre-mer ; **après l'article 16** : inopportunité de l'inclusion des dispositions du texte dans le code minier ; limitation de la capacité d'exploitation des fonds marins à quatre consortiums internationaux et à l'Afernod ; attente d'une convention internationale (p. 4154).

LE PORS (Anicet)

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.

NOMINATIONS

Est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Michel Sapin : politisation de la fonction publique ; précédente politique de la fonction publique ; réforme de l'E. N. A. ; emplois supérieurs [4 novembre 1981] (p. 3076) ; « clause de conscience » (p. 3077).

— M. Marcel Join : amnistie dans la fonction publique : délai d'un an pour les demandes de réintégration et de réparation ; coordination de l'ensemble de ces opérations confiée au secrétariat d'Etat ; opposition de parlementaires de droite à la réintégration d'un militant syndical de l'office public de H.L.M. de la Mayenne [9 décembre 1981] (p. 4559).

— M. Paul Chomat : règle du trentième indivisible dans les arsenaux et les établissements de l'Etat : arme antigrève ; engagement pris par le Président de la République pendant la campagne électorale ; prochain dépôt d'un projet de loi abrogeant la loi dite sur le « service fait » [9 décembre 1981] (p. 4564).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : hommage à l'ancien ministre communiste du travail, Ambroise Croizat ; suppression de la tutelle a priori sur les collectivités locales ; tutelle a posteriori ; volet financier de la réforme ; maîtrise des collectivités sur leurs ressources ; correction des déséquilibres entre collectivités « riches » et « pauvres » ; administration sous le contrôle des élus du suffrage universel ; bureaucratie ; répartition des compétences ; attributions du commissaire de la République [27 juillet 1981] (p. 321) ; concertation avec les organisations syndicales de fonctionnaires ; conseil supérieur de la fonction publique ; libertés et droits des fonctionnaires ; démarche autogestionnaire ; statut de la fonction publique locale ; protection des fonctionnaires contre les pressions politiques ; principes traditionnels de la fonction publique (p. 322).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés aux autres enfants à charge pour le bénéfice des dispositions ouvrant droit au recul de la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat (n° 318).

Première lecture, discussion générale : ampleur limitée du projet ; améliorer l'insertion des handicapés dans la fonction publique ; carence du Gouvernement précédent [22 septembre 1981] (p. 1256) ; envisager le droit de partir en retraite plus tôt ; annonce le dépôt de nouveaux textes concernant l'insertion professionnelle des handicapés et des mesures en faveur des familles des handicapés (p. 1257) ; refus de l'assistance ; devoirs de la société (p. 1259).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Fonction publique et réformes administratives. — *Discussion générale :* cinq millions de personnes relevant du secteur public au sens large ; sous-administration en France ; création de 37 000 emplois pour 1981, 46 000 pour 1982 dans la fonction publique d'Etat ; circulaires prises depuis juin 1981 ; atteintes portées aux garanties fondamentales par les précédents gouvernements ; diminution de deux heures au 1er janvier 1982 de la durée du travail ; intégration d'un point de l'indemnité de résidence ; extension du système de paiement mensuel des pensions ; cotisation chômage [13 novembre 1981] (p. 3609) ; revalorisation et remise en ordre des rémunérations ; titularisation ; loi d'amnistie ; application de la bureautique ; rénovation du conseil supérieur de la fonction publique ; projet de loi en matière d'hygiène et de sécurité du travail ; projet de loi sur le travail à temps partiel ; exercice des droits syndicaux ; abrogation de la loi relative au « service fait » ; projet d'aménagement de la règle du trentième indivisible ; projet de loi sur les discriminations sexistes ; attributions du ministère ; réformes administratives (p. 3610) ; projet de loi permettant la titularisation progressive des non-titulaires ; prétendue politisation de la fonction publique ; démocratisation de l'E.N.A. ; remise en ordre des rémunérations ; revalorisation différenciée ; réduction de l'éventail hiérarchique ; primes (p. 3611) ; projet de loi pour la résorption des non-titulaires (p. 3617) ; égalité d'accès aux emplois publics ; protection politique des agents de l'Etat ; principe du concours ; risque de bureaucratie ; augmentation de la dotation pour les services sociaux ; décret sur les organismes paritaires (p. 3618) ; loi sur les services faits ; réforme de l'E.N.A. ; haute fonction publique, reflet de la réalité sociale ; concours interne de l'E.N.A. ; modalités du recrutement ; formation permanente ; indemnités ; abaissement de la durée du travail et création d'emplois (p. 3619) ; horaires d'ouverture (p. 3620).

LESTAS (Roger)

Député de la Mayenne,
(3e circonscription)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe d'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset tendant à organiser la lutte contre les termites (n° 263) [17 septembre 1981] (p. 1181).

LIGOT (Maurice)

Député du Maine-et-Loire
(5e circonscription)
Apparenté U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J.O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Vice-président de cette délégation [*J.O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046).

Membre de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [*J.O.* du 1er août 1981] (p. 2113).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er :** distinction entre succession et donation-partage ; intérêt économique et social des donations-partages [16 juillet 1981] (p. 187) ; maintien de la réduction de 20 p. 100 et adaptation de cette réduction à l'inflation (p. 188) ; demande deux votes distincts sur l'amendement n° 7 de la commission des finances relatifs aux donations-partages (p. 191).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 273 (participation des collectivités locales au capital des sociétés d'économie mixte) [30 juillet 1981] (p. 543) ; rôle des sociétés d'économie mixte dans l'aménagement du territoire (p. 543) ; ses observations sur l'amendement n° 429 du Gouvernement (p. 544-545) ; retrait de l'amendement n° 273 (p. 545) ; **article 34 :** son amendement n° 274 (participation dans les sociétés d'économie mixte) : retiré [2 août 1981] (p. 778).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 36 :** bilan favorable de la D.G.F. ; dotation globale d'équipement ; contradiction entre le taux de croissance de la D.G.F. et la volonté affichée de décentralisation [4 novembre 1981] (p. 3130) ; augmentation de 12,5 p. 100 de la D.G.F. par rapport à 1981 ; augmentation des effectifs et des rémunérations des collectivités locales ; hausse des taux d'intérêt ; gage de l'amendement n° 416 de M. Edmond Alphandery (p. 3137).

Deuxième partie :

Urbanisme et logement. *Discussion générale :* réunification du logement et de l'urbanisme ; priorité accordée au logement social ; rôle des sociétés d'économie mixte, notamment dans les D.O.M. ; maîtrise des financements ; irréalisme des prévisions pour 1982 quant au taux d'intérêt et à l'inflation ; loyers ; pénalisation du logement d'initiative privée [12 novembre 1981] (p. 3548).

Fonction publique et réformes administratives. *Discussion générale :* fonction publique au premier plan de l'actualité [13 novembre 1981] (p. 3614) ; politisation et décentralisation ; épuration ; noyautage du parti communiste ; E. N. A. ; transfert de services aux régions : risque de balkanisation de l'administration (p. 3615).

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 2 :** son amendement n° 12 (revision du loyer des logements soumis à la réglementation du Crédit foncier) ; logements gérés par des sociétés d'économie mixte ; politique de loyers très modérés menée par les collectivités locales ; contrats de prêt du Crédit foncier [26 novembre 1981] (p. 4225) ; amendement n° 12 adopté (p. 4226).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion des articles : **article 22 :** son amendement n° 8 (modifiant la définition de la ville-centre) ; inégalité de traitement entre les communes [7 décembre 1981] (p. 4480) ; difficultés financières des communes ; son amendement n° 8 rejeté (p. 4481).

LIPKOWSKI (Jean de)

Député de la Charente-Maritime,
(5e circonscription)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Désistement des requérants [15 juillet 1981] (p. 151).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 3 :** imposition des patrimoines moyens ; prise en compte pour la détermination de l'assiette de l'impôt des stocks agricoles, des troupeaux d'élevage et des pépinières [29 octobre 1981] (p. 2723) ; problèmes financiers des viticulteurs, notamment des viticulteurs bordelais ; droits sur le cognac et autres eaux-de-vie de fruit ; problèmes des stocks viticoles (p. 2724) ; son amendement n° 262 (tendant à exonérer de l'impôt sur la fortune les stocks agricoles, notamment dans le secteur de la viticulture, de l'élevage et des pépinières) ; crise frappant les producteurs (p. 2761) ; amendement n° 262 rejeté ; son sous-amendement n° 553 à l'amendement n° 528 du Gouvernement (tendant à ce que les stocks de vins d'origine contrôlée sous l'appellation cognac, armagnac, calvados et autres eaux-de-vie soient exclus du champ d'application de l'imposition sur la fortune) ; situation de crise de la région de Cognac ; distinction entre prix du marché et prix d'entrée de l'alcool (p. 2762) ; sous-amendement n° 553 rejeté (p. 2763) ; **article 7 :** son amendement n° 263 (déduction de la valeur de l'accroissement du cheptel vif, considéré comme bien professionnel) [30 octobre 1981] (p. 2829) : rejeté (p. 2830).

Deuxième partie :

Transports. *Discussion générale : questions :* liaison entre Royan et l'autoroute Paris—Bordeaux ; aérodrome de Rochefort [7 novembre 1981] (p. 3368).

Plan et aménagement du territoire. *Discussion générale :* ardente obligation du Plan ; aides au développement régional destinées à la création d'emplois ; crédits du F. I. A. T. ; régression des crédits du F. I. D. A. R. ; nouvelle carte des aides ; décentralisation administrative et tertiaire ; contrats de pays ; activités touristiques en milieu rural [7 novembre 1981] (p. 3375) ; primes régionales ; cohérence entre les plans locaux et le plan national ; aérodrome de Royan-Rochefort (p. 3376).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 48 (suppression de la référence à la connaissance des revenus agricoles afin d'établir une sélectivité de l'aide à l'investissement) : rejeté [12 décembre 1981] (p. 4805).

— Ses observations sur l'allocution de fin de session prononcée par M. Pierre Mauroy, Premier ministre.

Ingérence dans les affaires intérieures de la Pologne ; appui logistique des Russes ; nécessité de quitter la conférence de Madrid et de dénoncer les accords d'Helsinki [23 décembre 1981] (p. 5406).

LONCLE (François).

Député de l'Eure
(3e circonscription)
Apparenté socialiste, puis socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'être apparenté [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [15 juillet 1981] (p. 153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [*J. O.* du 30 juillet 1981] (p. 2092).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

QUESTIONS

au Gouvernement : prix de l'acier : décision de Bruxelles ; augmentation des prix de l'acier ; conséquence pour les entreprises utilisatrices [28 octobre 1981] (p. 2662).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : bilan du septennat précédent [27 juillet 1981] (p. 367) ; interventionnisme économique des communes ; loi Boscher ; « nouvelle citoyenneté » (p. 368).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).

Première lecture, discussion générale : effets néfastes du libéralisme économique ; modération des prix par voie contractuelle ; effort de pédagogie au niveau scolaire ; lecture publique [30 juillet 1981] (p. 563).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, érigeant en commune l'ensemble du Vaudreuil (n° 315).

Première lecture, discussion générale : démocratie communale ; envisager un contrat de développement [22 septembre 1981] (p. 1254).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Première lecture, discussion générale : réforme d'ensemble de l'audiovisuel ; éviter l'anarchie et la commercialisation des ondes ; fonds de péréquation des ressources publicitaires ; événements de 1968 ; réforme de 1974 [24 septembre 1981] (p. 1302).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale :* presse écrite ; radio-télévision [16 novembre 1981] (p. 3821) ; loi de 1881 ; publicité à la télévision ; aides publiques ; agence France-Presse ; statut de la presse ; statut des journalistes (p. 3822) ; chaînes de télévision (p. 3823).

— Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : plan d'urgence accordant la priorité à l'emploi ; planification contractuelle ; place des régions ; observations du conseil régional de Normandie ; chômage en Haute-Normandie ; sous-scolarisation et sous-qualification ; dépendances vis-à-vis des centres de décisions ; critères des investissements publics ; développement des ports autonomes et des ports secondaires ; cartes des aides à l'aménagement du territoire ; mécanisme de décisions du C. I. A. S. I. pour les entreprises en difficulté [12 décembre 1981] (p. 4733) ; aménagement d'une liaison fluviale Seine—Est (p. 4741).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** politique de « déménagement du territoire » sous le précédent septennat [23 décembre 1981] (p. 5414).

LOTTE (André)

Député de Saône-et-Loire
(4e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre titulaire du comité des finances locales [*J. O.* du 28 juillet 1981] (p. 2075).

Membre suppléant de la commission d'accès aux documents administratifs [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3493).

LUISI (Jean-Paul)

Député de la Haute-Corse
(2e circonscription)
Apparenté socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

M

MADELIN (Alain)

Député d'Ille-et-Vilaine
(4e circonscription)
U. D. F.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant la pêche dans le lac Léman (n° 95) [24 septembre 1981] (p. 1338).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer un système de **déclaration des revenus et des patrimoines des hommes politiques** exerçant des responsabilités gouvernementales **(n° 159)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à l'approbation des articles 199 et 200 du **code pénal (n° 294)** [30 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 95) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le **Conseil fédéral suisse** concernant la **pêche dans le lac Léman (n° 495)** [5 novembre 1981].

Proposition de loi tendant à exonérer partiellement les **revenus des personnes physiques** qui emploient du personnel à des tâches familiales ou ménagères **(n° 585)** [3 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : liberté de la presse : séquestration par la C. G. T. du Livre du directeur de l'imprimerie de labeur des Dernières Nouvelles d'Alsace et de son chef de fabrication ; « épuration » à la radio et à la télévision ; création d'un nouveau quotidien aux Antilles ; apparition de « quotidiens gouvernementaux » [4 novembre 1981] (p. 3081) ; agissements de la C. G. T. du Livre ; propos tenus lors du Congrès de Valence (p. 3082).

orale sans débat (n° 92) : posée le 1er décembre 1981, **emploi et activité (politique de l'emploi : Ille-et-Vilaine)** (p. 4342) : appelée le 4 décembre 1981 : **lutte contre le chômage dans la région de Redon :** système fondé sur les préretraites ; attente de nouvelles mesures gouvernementales ; insuffisance des contrats de solidarité ; crédits spéciaux du ministère du travail ; nécessité de préserver et de renforcer le tissu industriel dans la région de Redon (Laiterie moderne de Redon) (p. 4422) ; nécessité d'assouplir la mise en œuvre des contrats de solidarité au plan local (p. 4423).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 30 (modalités de saisine du tribunal administratif : deuxième délibération ; sursis à exécution) [28 juillet 1981] (p. 431), rejeté par scrutin public (p. 432) ; **article 4 :** cas des petites communes (p. 447) ; **article 16 :** ses observations sur l'amendement n° 410 de la commission des finances : risque de tutelle politique du conseil général sur les communes [1er août 1981] (p. 680) ; **après l'article 18 :** son sous-amendement n° 468 (rédactionnel) à l'amendement n° 80 de la commission relatif à la mise à la disposition du président du conseil général des services de l'Etat ; rejeté **après l'article 22 :** son sous-amendement n° 482 à l'amendement n° 90 de la commission (audition du conseil régional) [2 août 1981] (p. 751) ; rejeté (p. 752).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** affaire de La Pergola [29 juillet 1981] (p. 495) ; **article 24 :** affaire Hersant ; « amnistie différentielle » (p. 525).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; autorisation d'émettre accordée par le Premier ministre ; subventions et ressources occultes ; étendre aux radios libres les principes du droit en vigueur pour la presse écrite [24 septembre 1981] (p. 1291) ; événements survenus dans les rédactions depuis le 21 juin (p. 1292, 1293) ; rejet de la question préalable (p. 1296) ; financement par la publicité ; objectif de l'indépendance ; subventions (p. 1300, 1301) ; caractère inapplicable de l'interdiction de la publicité (p. 1302).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 21 (suppression du monopole d'émission sur la bande de 88 à 108 mégahertz) (p. 1319) : rejeté (p. 1320) ; **article 1er ;** *article* 3-1 *de la loi du* 3 *juillet* 1972 *:* s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (p. 1322) ; son amendement n° 33 (rédactionnel) : rejeté ; son sous-amendement n° 32 à l'amendement n° 3 de la commission (conditions de révocation des dérogations fixées par la loi) : rejeté ; s'oppose à l'amendement n° 42 du Gouvernement ; contre la création de radios municipales (p. 1323) ; *article* 3-2 bis *de la loi du* 3 *juillet* 1972 *:* son amendement n° 22 (composition de la commission consultée sur la délivrance, le renouvellement et la révocation des dérogations au monopole) : rejeté (p. 1325) ; son sous-amendement n° 34 à l'amendement n° 10 de la commission (composition de la commission chargée d'étudier les dérogations) : rejeté (p. 1328) ; *article* 3-3 bis *de la loi du* 3 *juillet* 1972 *:* s'oppose à l'amendement n° 30 du Gouvernement : pouvoir discrétionnaire du Gouvernement dans l'attribution des dérogations (p. 1329-1330) ; *article* 3-4 *de la loi du* 3 *juillet* 1972 *:* soutient ses sous-amendements n°s 35 et 36 à l'amendement n° 17 de la commission (financement publicitaire ; pluralisme) (p. 1331-1332) : rejetés (p. 1332) ; *article* 3-5 *de la loi du* 3 *juillet* 1972 *:* son amendement n° 23 (conditions de diffusion des émissions) : rejeté (p. 1333) ; son amendement n° 37 (conditions de diffusion par T. D. F.) : retiré (p. 1334) ; **article 2 :** son amendement n° 24 (réduction de 500 000 francs à 100 000 francs de l'amende maximale encourue pour violation du monopole) : rejeté.

Deuxième lecture, discussion générale : contradiction entre le projet de loi et le préambule de la Constitution ; convention européenne des droits de l'homme [30 septembre 1981] (p. 1378) ; autorisation d'émettre accordée discrétionnairement par l'autorité administrative ; privilège accordé aux seules associations contraire au principe d'égalité ; discrimination dans les moyens d'expression du fait de la prohibition de la publicité ; discrimination entre les radios libres selon qu'elles seront aidées ou non par des collectivités territoriales ; publicité clandestine (p. 1379).

Discussion des articles : **article 1er,** *article* 3-2 bis *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : commission chargée d'étudier les demandes de dérogations dominée par les représentants du parti socialiste (p. 1383) ; *article* 3-3 bis *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : pluralisme (p. 1384) ; *article* 3-4 *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : fonds national de péréquation des ressources publicitaires ; nouvelle forme de tutelle ; possibilité pour le Gouvernement de contrôler la publicité (p. 1385).

Quatrième lecture, discussion générale : caractère du texte ; tutelle décentralisée de l'Etat ; recours devant le Conseil constitutionnel ; vote hostile de l'opposition [2 octobre 1981] (p. 1485).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 20 :** régime fiscal des publications des associations [3 novembre 1981] (p. 3031).

Deuxième partie :

Solidarité nationale. — *Discussion générale :* critiques des mesures prises en conseil des ministres pour réduire le déficit de la sécurité sociale ; leurs conséquences : baisse du pouvoir d'achat, diminution des chances éventuelles de reprise, affaiblissement de la compétitivité de nos entreprises ; augmentation croissante des consommations collectives ; récuse une politique qui, sous prétexte de solidarité, vise à construire une société collectiviste [10 novembre 1981] (p. 3521).

Travail. — *Discussion générale :* adaptation de l'offre et de la demande de travail ; plan « avenir jeunes » ; contrats de solidarité [13 novembre 1981] (p. 3629) ; nécessité d'un climat de confiance (p. 3630).

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale :* politique de la communication ; temps de parole de l'opposition à la télévision ; radios locales ; brouillage ; société Télédiffusion de France (T. D. F.) ; Sud-Radio ; Radio Monte-Carlo [16 novembre 1981] (p. 3823).

Examen des crédits : **états E, ligne 71 :** considère que M. Fillioud est « le ministre des faux-fuyants » (p. 3837).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : droit du Gouvernement de recourir aux ordonnances [8 décembre 1981] (p. 4518) ; résultat des solutions de partage du travail mises en œuvre par le Front populaire ; progrès sociaux, conséquence d'un progrès économique ; problème de l'emploi non réductible à un problème de volume ; priorité pour les travailleurs à la recherche d'un emploi depuis un an ou deux ; travailleurs non interchangeables ; partage du travail ; effets pervers sur l'économie (p. 4519).

Discussion des articles : **article 1er, alinéa 1er :** avancée sociale et compétitivité économique [9 décembre 1981] (p. 4573) ; **alinéa 2 à 5 :** son amendement n° 107 (ordonnances prises compte tenu du résultat des négociations sociales et non au vu de ces résultats) ; immixtion du législateur dans la politique contractuelle (p. 4579) ; rôle de la loi par rapport à la politique contractuelle ; amendement n° 107 : rejeté (p. 4580) ; son amendement n° 109 (ordonnances prises compte tenu d'un rapport sur les inégalités en matière de vie de travail) : rejeté ; son amendement n° 110 (nouvelle rédaction des dispositions relatives à la durée du travail, aux congés et au chèque-vacances) (p. 4581) ; regroupement de ces dispositions ; amendement n° 110 : rejeté (p. 4582) ; son sous-amendement n° 172 à l'amendement n° 111 de M. Jacques Barrot (réduction de la durée du travail : priorité aux régions atteintes ou menacées d'un grave déséquilibre de l'emploi) (p. 4584) : retiré ; priorité pour les trente-cinq heures aux travailleurs occupant des emplois pénibles ; son amendement n° 112 (réduction de la durée du travail dans le respect des conditions économiques d'ensemble compatibles avec l'unité de l'espace économique et social européen) : rejeté ; son amendement n° 114 (institution d'un contingent annuel d'heures supplémentaires disponibles sans autorisation préalable après information du comité d'entreprise) : rejeté (p. 4585) ; son amendement n° 117 (suppression du chèque-vacances) ; liberté de choix des utilisateurs (p. 4587) ; urgence non justifiée ; financement (p. 4588) ; amendement n° 117 : rejeté ; son amendement n° 118 (institution du chèque-vacances compte tenu des négociations entre les organisations professionnelles du tourisme, les organisations patronales et syndicales) : rejeté (p. 4589) ; son amendement n° 120 (possibilité pour les salariés de bénéficier directement des sommes destinées aux vacances gérées par les comités d'entreprise) : rejeté ; son amendement n° 121 (institution du chèque-vacances en respectant la liberté de choix des salariés) (p. 4590) : rejeté (p. 4591) ; son sous-amendement n° 173 à l'amendement n° 123 de M. Jacques Barrot (modification de dispositions du droit du travail : meilleure utilisation des équipements) (p. 4593) ; réduction de la durée du travail et maintien de la productivité ; adaptation de l'entreprise à la conjoncture ; sous-amendement n° 173 : rejeté ; son amendement n° 124 (rédactionnel) : rejeté (p. 4594) ; **alinéa 7 :** son amendement n° 127 (conclusion d'une convention collective entre les salariés et les entreprises de travail temporaire) [10 décembre 1981] (p. 4609) : devenu le sous-amendement n° 127 à l'amendement n° 49 de M. Philippe Séguin ; souplesse du marché du travail ; effet pervers d'une réglementation trop étroite des contrats à durée déterminée et du travail temporaire ; aspirations des salariés (p. 4610) ; conventions d'entreprise en matière de travail temporaire avant le 10 mai 1981 ; rejet du sous-amendement n° 127 ; son amendement n° 128 (rédactionnel) : rejeté (p. 4611) ; son amendement n° 130 (exclusion du contrat de travail à durée déterminée du champ de la loi) : rejeté (p. 4612) ; restriction du recours au travail temporaire ; effet positif sur l'emploi du contrat de travail à durée déterminée et du travail temporaire (p. 4613) ; son sous-amendement n° 176 à l'amendement n° 170 du Gouvernement (mission de placement temporaire du service public de l'emploi dans le respect de l'égalité des conditions de concurrence avec les sociétés de travail temporaire) (p. 4617) ; son refus de l'institution d'une agence unique de l'emploi (p. 4619) ; sous-amendement n° 176 rejeté (p. 4620) ; son amendement n° 132 (modification des dispositions relatives au travail temporaire et aux contrats de travail à durée déterminée dans le respect de la responsabilité de l'employeur dans le domaine de l'organisation du travail) : non soutenu (p. 4621) ; **alinéa 8 :** son amendement n° 136 (dispositions dérogatoires de retraite anticipée pour les catégories les moins favorisées et dans les zones les plus touchées par le chômage) : rejeté (p. 4628) ; « retraite-couperet » ; passage progressif de la vie active à la retraite ; harmonisation du régime de la retraite et de la garantie de ressources (p. 4629) ; **alinéa 9 :** désorganisation de certains corps de la fonction publique par un abaissement trop brutal de l'âge de départ à la retraite (p. 4636) ; dispositions dérogatoires et exceptionnelles en matière de recrutement de fonctionnaires (p. 4637) ; **alinéa 10 :** engrenage de la limitation des cumuls ; son amendement n° 140 (dissuasion des cumuls abusifs en fonction de l'âge et des revenus) : rejeté (p. 4639) ; son amendement n° 141 (limitation des cumuls sans porter atteinte à la production d'œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques) ; alignement sur le régime de la fonction publique ; amendement n° 141 rejeté ; son amendement n° 142 (limitation des cumuls suivant des règles qui ne sauraient être moins favorables que les règles applicables aux cumuls de rémunérations par les agents de l'Etat) : rejeté par scrutin public ; son amendement n° 143 (limitation des cumuls : non-prise en compte des pensions versées par les caisses complémentaires de retraite privées) (p. 4641) : rejeté (p. 4642) ; **alinéa 11 :** son amendement n° 144 (adaptation des mesures spécifiques et contractuelles à des industries ou à des bassins d'emplois particulièrement touchés) ; chômeurs à haut risque ; contrats de bassins d'emplois ; amendement n° 144 rejeté (p. 4645) ; son sous-amendement n° 177 à l'amendement n° 145 de M. Jacques Barrot (adaptation des contrats de solidarité aux bassins d'emplois les plus touchés par le chômage) (p. 4648) : rejeté (p. 4649) ; **alinéa 12 :** financement des contrats de solidarité par les collectivités locales : solidarité renversée (p. 4651) ; **alinéa 13 :** son amendement n° 148 (mise en place d'une meilleure organisation des cycles de formation) : rejeté (p. 4654).

— **Fait personnel :** accusation de défendre les intérêts du patronat prononcée à l'égard de députés de l'opposition [10 décembre 1981] (p. 4631).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 156 (suppression de la mention de modération de l'évolution du pouvoir d'achat des salariés) : rejeté [12 décembre 1981] (p. 4781) ; son amendement n° 151 (électrification du réseau féroviaire breton) ; son amendement n° 152 (achèvement du plan routier breton et réalisation de la route des estuaires) ; son amendement n° 147 (programme de valorisation industrielle des recherches effectuées en Bretagne), son amendement n° 155 (développement du potentiel de recherche de la Bretagne) ; son amendement n° 149 (développement de la production énergétique en Bretagne) ; son amendement n° 153 (valorisation de la façade maritime bretonne) ; son amendement n° 154 (renouvellement de la flotte de pêche ; équipements des ports de pêche bretons et assainissement du littoral ; son amendement n° 148 (concertation entre l'Etat et la région Bretagne pour un programme des petites et moyennes entreprises) (p. 4791) ; amendements nos 151, 152, 147, 155, 149, 153, 154 et 148 rejetés (p. 4792) ; son amendement n° 159 (suppression de la mention de diminution des prêts fonciers aux particuliers) rejeté (p. 4806) ; son amendement n° 158 (suppression de la mention d'une conception élargie du développement culturel) : non soutenu (p. 4824).

MADRELLE (Bernard)

Député de la Gironde
(10e circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

MAHEAS (Jacques)

Député de la Seine-Saint-Denis
(9e circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali sur la sécurité sociale (n° 98) [17 juillet 1981] (p. 262).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'île Maurice tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (n° 96) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Islande afin d'éviter la double imposition en matière de transport aérien (n° 487) [26 novembre 1981] (p. 4249).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 98) autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République du Mali** sur la **sécurité sociale (n° 234)** [24 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 96) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'**île Maurice** tendant à éviter les **doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune (n° 571)** [26 novembre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali sur la sécurité sociale (n° 98).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : abrogation de la convention de sécurité sociale du 11 mars 1965 ; adaptation aux modifications du droit français relatif à l'allocation pré et postnatale et à l'assurance vieillesse ; amélioration de la condition des travailleurs immigrés maliens : soins maternité, pension vieillesse, accident du travail, pension de réversion, allocation de vieillesse non contributive des non-salariés et allocation spéciale ; amélioration de la situation de nos ressortissants au Mali : durée du détachement, remboursement de soins, soins et allocation maternité, assurance vieillesse [24 juillet 1981] (p. 297).

MAISONNAT (Louis)

Député de l'Isère
(3e circonscription)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant du comité des finances locales [*J. O.* du 28 juillet 1981] (p. 2075).

Membre du conseil national des services publics départementaux et communaux [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 15 octobre 1981] (p. 2800).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 30 octobre 1981] (p. 2975).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution de la **carte d'interné résistant (n° 192)** [22 juillet 1981].

MALANDIN (Guy)

Député des Yvelines
(8e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p(22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483) [13 novembre 1981] (p. 3677).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modération des loyers [*J. O.* du 17 décembre 1981] (p. 3440).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [*J. O.* du 20 décembre 1981] (p. 3475).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 20 décembre 1981] (p. 3475).

QUESTIONS

au Gouvernement : situation au Nicaragua et au Salvador : ingérence des Etats-Unis dans les pays d'Amérique centrale ; développement des relations de coopération franco-nicaraguayenne [2 décembre 1981] (p. 4349).

orales sans débat :

— **(n° 40)** posée le 6 octobre 1981 : **politique extérieure (Maroc)** (p. 1549) ; appelée le 9 octobre 1981 : **situation au Maroc après les émeutes à Casablanca** (p. 1658, 1659) ;

— **(n° 83)** posée le 24 novembre 1981 : **automobiles et cycles (emploi et activité)** (p. 4157) : appelée le 27 novembre 1981 : **problèmes de l'industrie automobile française :** baisse de la demande ; concurrence internationale ; accroissement du chômage dans ce secteur (p. 4261, 4262).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 263 (relatif aux villes nouvelles) [28 juillet 1981] retiré (p. 412) ; **article 11 :** son amendement n° 263 rectifié (relatif aux villes nouvelles) : adopté avec modification ; spécificité des problèmes des villes nouvelles ; tutelle du Gouvernement à travers le groupe central des villes nouvelles ; tutelle de l'établissement public d'aménagement [31 juillet 1981] (p. 630).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : nouveaux rapports entre les salariés et la production avec les nationalisations ; expression politique sur les lieux de travail ; transformation des rapports hiérarchiques [14 octobre 1981] (p. 1812) ; revalorisation des tâches dans les entreprises nationales ; loi future sur les droits des travailleurs (p. 1813).

Discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 2 :** nationalisation au moyen de la souscription par l'Etat à des augmentations de capital [16 octobre 1981] (p. 1941) ; actions des groupes industriels nationalisables détenues par les salariés ; association capital-travail (p. 1951) ; **article 5 :** droit du législateur de prévoir le remboursement anticipé des obligations remises en indemnité ; comportement de l'opposition [17 octobre 1981] (p. 2004).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale :* nécessité d'amplifier les actions de protection ou de réhabilitation de l'environnement [10 novembre 1981] (p. 3491) ; augmentation de la dotation du fonds interministériel pour la qualité de la vie ; renforcement des moyens relatifs aux études d'impact et aux actions de formation concernant la protection de la nature ; politique de l'eau ; alimentation en eau potable, exemple des Yvelines ; épidémie de gastro-entérite due à la crue de la Mauldre ; prix de l'eau, exemple de deux communes voisines Elancourt et Maurepas ; mise en place d'une direction de l'eau ; volonté du Gouvernement d'aboutir à une péréquation du prix de l'eau ; nombreuses taxes grevant le prix de l'eau ; nécessité d'une loi-cadre allant au-delà de la péréquation du prix de l'eau (p. 3492).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* création d'un fonds national de compensation de la taxe locale d'équipement dans le cadre de la relance des logements P. A. P. et P. L. A. [12 novembre 1981] (p. 3565).

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** augmentation des loyers des H. L. M. [26 novembre 1981] (p. 4222).

MALGRAS (Robert)

Député de la Moselle
(4e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 30 septembre 1981] (p. 2669).

QUESTIONS

orale sans débat (n° 35), posée le 30 septembre 1981 : **voirie (autoroutes)** (p. 1427) appelée le 2 octobre 1981 : **autoroute Metz—Luxembourg :** communications dans la région de Thionville (p. 1474).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : situation particulière des départements de Moselle, Haut-Rhin, Bas-Rhin ; problèmes spécifiques des bureaux d'aide sociale ; statut de l'élu local [27 juillet 1981] (p. 385).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : lien entre l'énergie et la croissance ; énergies nouvelles ; tranches 3 et 4 de Cattenom [7 octobre 1981] (p. 1583).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).

Première lecture, discussion générale : difficultés et perspectives d'avenir de la sidérurgie ; facteurs expliquant l'échec de la sidérurgie française ; anarchie de fonctionnement ; insuffisance des moyens consacrés à la recherche et au développement ; absence d'intégration régionale, industrielle et commerciale ; faiblesse de l'autofinancement et « gabegie » des investissements ; maintien par les puissances capitalistes d'un taux de croissance des profits constants pour poursuivre l'accumulation du capital ; restructuration au niveau mondial des capacités de production ; phase d'anarchie dans la sidérurgie de 1975 à 1976 ; montée du protectionnisme en 1977 ; plans de restructuration successifs ; incohérence économique et industrielle des choix de l'Etat ; accentuation des aberrations du processus de production ; engagements non tenus sur la diversification industrielle ; situation des régions sidérurgiques, notamment la Lorraine et le Nord ; transformation des créances de l'Etat sur Usinor et Sacilor en actions ; nécessité de donner à la collectivité nationale le pouvoir de décision et de contrôle de l'industrie sidérurgique [8 octobre 1981] (p. 1634) ; maintien d'un potentiel sidérurgique, gage de dynamisme et d'indépendance nationale ; relance des produits plats par l'amélioration du pouvoir d'achat ; accroissement de l'effort de recherche ; autonomie des deux groupes sidérurgiques, mais nécessité d'une réelle coordination ; accentuation de l'intégration commerciale ; maintien d'un potentiel sidérurgique rénové et modernisé ; situation particulière de Sollac et de Sacilor ; gains de productivité permis par les modernisations ; plan social ; amélioration des conditions de travail (p. 1635).

Deuxième lecture, discussion générale : vote négatif du Sénat sur le projet de nationalisation de la sidérurgie ; démantèlement progressif de la sidérurgie par le patronat ; diversification industrielle ; modernisation des installations ; définition de la politique industrielle par la réunion d'une table ronde quadripartite ; modernisation de l'entreprise Sollac [4 novembre 1981] (p. 3107).

Troisième lecture, discussion générale : démantèlement de la sidérurgie [18 novembre 1981] (p. 3940) ; nécessité absolue d'engager une véritable diversification industrielle ; mise en place d'industries utilisatrices d'acier ; Sollac ; nécessité de retirer tout pouvoir aux patrons de la sidérurgie ; commission interministérielle chargée de faire le bilan, de définir des perspectives d'avenir et d'étudier l'environnement économique et industriel de la sidérurgie (p. 3941).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* relance de la construction de logement ; accélération du programme d'isolation ; relance de l'action de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat [12 novembre 1981] (p. 3566).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er : alinéas 2 à 5 :** droit au travail bafoué par la politique du passé ; urgence de la réduction du travail [9 décembre 1981] (p. 4575) ; impatience des Français (p. 4576) ; création de la cinquième équipe pour le travail posté (p. 4596).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion générale : place de l'agriculture dans la vie économique et sociale du pays ; analyse du collectif agricole ; manifestations de paysans ; diminution du revenu agricole depuis 1974 ; solidarité nationale ; diversité des problèmes du monde agricole ; aide aux investissements ; assainissement des terres : irrigation et drainage ; aména-

gement des rivières ; financement des zones maraîchères et horticoles nouvelles ; utilisation des eaux chaudes, industrielles ou géothermiques [16 décembre 1981] (p. 4980) ; valorisation de toutes les sources d'énergie ; construction des bâtiments d'exploitation ; mise en place des structures d'organisation des marchés et du domaine foncier (p. 4981).

MALVY (Martin)

Député du Lot
(2e circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale, puis vice-président de l'Assemblée nationale

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [15 décembre 1981] (p. 4937).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450, (Agriculture : dépenses en capital) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 2 : **agriculture :** dépenses en capital **(n° 470)** [15 octobre 1981].

QUESTIONS

orale sans débat : (n° 89) posée le 1er décembre 1981, **fruits et légumes (calamités et catastrophes)** (p. 4342) : appelée le 4 décembre 1931 : **baisse de revenu dont sont victimes les exploitants agricoles à la suite de dommages subis par les noyeraies du Lot, de la Corrèze et de la Dordogne** (p. 4419) ; anomalie du régime fiscal des noyeraies ; caractère exceptionnel des calamités que connaissent actuellement ces trois départements ; insuffisance des indemnités du fonds de garantie des calamités agricoles (p. 4420).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— **Répond au rappel au règlement** de M. Georges Tranchant : présentation par le Gouvernement d'un amendement tendant à introduire un article additionnel lors de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561) [18 décembre 1981] (p. 5215).

— **Clôture** de la première session extraordinaire de 1981-1982 [23 décembre 1981] (p. 5431).

En qualité de député :

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : responsabilité de la société ; inefficacité de la peine de mort ; système pénitentiaire ; échelle des peines [17 septembre 1981] (p. 1176).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 21 :** loi Veil sur la publicité sur les tabacs ; volonté de privatisation du S.E.I.T.A. ; déficit du S.E.I.T.A. [3 novembre 1981] (p. 3035).

Deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : investissements collectifs publics ; reconquête du marché intérieur [6 novembre 1981] (p. 3230) ; disparités dans le monde agricole ; injustice des aides ; augmentation des crédits d'équipement ; irrigation et drainage ; filière-bois ; prime d'orientation agricole ; conditions de stockage ; électrification rurale ; inventaire des terres (p. 3231) ; S.A.F.E.R. ; offices fonciers ; aides au revenu (p. 3232) ; diminution des crédits d'aménagement pour le monde rural sous le précédent septennat (p. 3255).

MARCELLIN (Raymond)

Député du Morbihan
(1re circonscription)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie [*J. O.* du 31 juillet 1981] (p. 2103).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Charles Krieg, tendant à modifier l'article L. 158 du code électoral relatif au cautionnement (n° 510) [26 novembre 1981] (p. 4249).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres III et IV) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 51 :** soutient le sous-amendement n° 170 de la commission à l'amendement n° 92 rectifié du Gouvernement : circonstances exceptionnelles, coordination des services de la région et de l'Etat, représentant de l'Etat [10 septembre 1981] (p. 938 et 939) ; **article 56 :** propose, pendant une période transitoire, l'installation de cours des comptes interrégionales [11 septembre 1981] (p. 961) ; **article 65 :** défend l'amendement n° 152 de la commission (p. 1013, 1014) ; taille modeste de certaines régions ; nécessité de former de nouveaux magistrats (p. 1014).

MARCHAIS (Georges)

Député du Val-de-Marne
(1re circonscription)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 35). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [9 septembre 1981] (p. 881).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1994).

Devient membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1994).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à donner une véritable **liberté d'opinion et d'expression** aux salariés et à leurs représentants dans leurs **entreprises (n° 203)** [22 juillet 1981].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **opérations de la compagnie financière de Paris et des Pays-Bas** pour soustraire une partie de son patrimoine à la nationalisation **(n° 482)** [28 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Bilan des premiers mois du Gouvernement ; héritage des Gouvernements précédents ; lutte contre le chômage ; arrêt des fermetures d'entreprises et des licenciements ; rôle des comités d'entreprise ; revenu des exploitants familiaux ; aide à l'installation des jeunes agriculteurs et aux agriculteurs en difficulté ; création d'emplois dans la fonction publique et d'emplois industriels [15 septembre 1981] (p. 1054) ; formation professionnelle ; participation des banques au redressement économique ; vie régionale et locale ; politique énergétique ; investissements des entreprises ; aide aux P.M.E. ; politique d'équipement ; construction de logements sociaux ; reconquête du marché intérieur ; développement de la consommation ; pouvoir d'achat ; majoration du S.M.I.C. ; politique salariale ; négociations sociales ; durée du travail ; lutte contre l'inflation ; politique de vérité des coûts ; action sur la formation des prix ; blocage des prix ; injustice sociale ; impôt sur la fortune ; fraude fiscale ; impôt sur le revenu ; impôt sur les entreprises ; taxation des banques, des compagnies d'assurances et des compagnies pétrolières ; exonération d'impôt sur le revenu pour les petits contribuables ; création d'une tranche d'imposition supplémentaire ; privilèges fiscaux (p. 1055) ; nationalisations ; maintien des intérêts privés dans les filiales des grands groupes ; gestion démocratique des groupes publics ; discours de guerre froide du secrétaire d'Etat américain à Berlin ; tensions internationales ; politique de la France pour éviter le retour à la guerre froide ; désarmement ; sous-développement ; devoir de solidarité internationale (p. 1056).

MARCHAND (Philippe)

Député de la Charente-Maritime
(4e circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* 8 juillet 1981] (p. 1904).

Rapporteur du projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77) [9 juillet 1981] (p. 89).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [16 juillet 1981] (p. 187). Prête serment [29 juillet 1981] (p. 476).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à faciliter l'exercice du mandat de conseiller général et à compléter la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux (n° 150) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset relative au statut de conseiller général (n° 258) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Lionel Jospin et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation des articles 314 et 184, alinéa 3, du code pénal et à la modification de l'article 108, alinéa 2, résultant de la loi « anticasseur » (n° 351) [15 octobre 1981] (p. 1890).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Henri de Gastines et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article L. 18 du code de la route afin de permettre à l'autorité préfectorale d'assortir du sursis une décision de suspension du permis de conduire ou d'en aménager l'exécution (n° 349) [12 novembre 1981] (p. 3603).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Bocquet et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970 dite loi « anticasseurs » (n° 200), en remplacement de M. Guy Ducoloné [19 novembre 1981] (p. 4066).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 608) [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3423).

Membre de la commission nationale de l'informatique et des libertés [*J. O.* du 20 décembre 1981] (p. 3474).

DEPOTS

Rapport présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 77) portant suppression de la **Cour de sûreté de l'Etat (n° 104)** [15 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 246) portant **suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 247)** [29 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° (n° 200) de M. Alain Bocquet et plusieurs de ses collègues tendant à l'**abrogation de la loi** n° 70-480 du 8 juin 1970 dite loi « **anticasseurs** » ; 2° (n° 351) de M. Lionel Jospin et plusieurs de ses collègues tendant à l'**abrogation des articles 314 et 184 alinéa 3 du code pénal** et à la **modification** de l'article 108 alinéa 2 résultant de la **loi « anticasseurs » (n° 559)** [19 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : meurtre d'un policier à Villeurbanne : nécessaire amélioration des moyens de défense des fonctionnaires de police [4 novembre 1981] (p. 3077).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : historique des juridictions d'exception ; circonstances particulières de la création de la Cour de sûreté de l'Etat [17 juillet 1981] (p. 242) : principe de son organisation ; compétence *ratione materiae* ; compétence *ratione personae* ; abus de compétence ; attentat de la rue Copernic ; procédure ; maîtrise des trois phases par le Gouvernement, enquête de police, instruction préparatoire (p. 243) ; voie de recours ; restitution aux juridictions de droit commun de la compétence en matière d'infraction contre la sûreté de l'Etat ; exception en cas de trahison, d'espionnage ou d'atteinte à la défense nationale ; compétence de la juridiction des forces armées ; dossiers en cours ; transmission aux juridictions de droit commun ; réintégration des magistrats détachés ; cas de criminalité organisée ; remplacement de la loi « sécurité et liberté » par d'autres dispositions (p. 244).

Discussion des articles : position de la commission sur l'amendement de Mme Gisèle Halimi (p. 259).

Deuxième lecture, discussion générale : principe du retour au droit commun ; exception à la compétence des juridictions répressives ordinaires ; modifications apportées par le Sénat à l'article 698, alinéa 2 ; personnels de la Cour de sûreté de l'Etat [29 juillet 1981] (p. 471).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, explications de vote : expression d'une volonté politique ; vote favorable du groupe socialiste [29 juillet 1981] (p. 528).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : confiance en la nature humaine ; historique des propositions socialistes pour l'abolition ; déclaration de M. François Mitterrand pendant la campagne présidentielle ; engagement des candidats socialistes ; exemplarité non prouvée [17 septembre 1981] (p. 1149) ; erreurs d'analyses psychiatriques ; caractère irréparable de la peine de mort ; absence de lien entre peine de mort et criminalité ; transformation nécessaire de la société ; aménagement des peines privatives de liberté (p. 1150).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 25 :** engagement pris par la majorité ; commission d'enquête pour les bouilleurs de cru [4 novembre 1981] (p. 3067) ; situation économique difficile des petits producteurs (p. 3095) ; taxation différentielle selon la qualité ; réduction des droits pour les petits producteurs (p. 3096).

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* effectifs des policiers ; matériels ; régime de retraite des policiers ; syndicat de policiers ; pension des veuves de policiers morts en service ; structures et compétences de la police nationale [17 novembre 1981] (p. 3853).

— Conclusions du rapport n° 559 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Alain Bocquet tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970, dite loi « anticasseurs » n° 200 ; 2° de M. Lionel Jospin tendant à l'abrogation des articles 314 et 184, alinéa 3, du code pénal et à la modification de l'article 108, alinéa 2, résultant de la loi « anticasseurs » n° 351.

Première lecture,

Discussion générale, rapporteur : examen de propositions de loi par le Parlement ; proposition de loi communiste visant à abroger intégralement la loi du 8 juin 1970 et proposition de loi socialiste ayant pour objet d'abroger trois des principales dispositions du même texte ; justifications présentées en 1970 pour l'adoption de la loi « anticasseurs » ; incidents dans les universités ; actions violentes de certaines fractions ; atteinte aux libertés publiques ; atteintes aux principes du droit pénal ; rappel des dispositions de la loi ; institution par l'article 314 nouveau du code pénal d'une responsabilité pénale collective ; atteinte au droit de manifestation [25 novembre 1981] (p. 4184) ; existence dans le code pénal de plusieurs dispositions permettant de réprimer les faits visés par la loi de 1970 ; application de la loi anticasseurs ; cumul des dispositions de la nouvelle loi et de la procédure de flagrant délit ; sévérité des condamnations subséquentes ; application de la loi à l'occasion de manifestations violentes organisées essentiellement par des groupes professionnels ; abrogation de l'alinéa 3 de l'article 184 ; occupation de bâtiments publics ; différences entre la proposition de loi socialiste et la proposition de loi communiste ; amnistie des condamnations prononcées en application de la loi anticasseurs ; effacement par les lois d'amnistie de 1974 et de 1981 des peines infligées aux syndicalistes, aux étudiants et aux membres des groupes professionnels au titre de la loi « anticasseurs » (p. 4185).

MARCUS (Claude-Gérard)

Député de Paris
(8e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés (n° 86) [24 septembre 1981] (p. 1337).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 86), autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le **Conseil fédéral suisse** concernant le **traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés (n° 492)** [5 novembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : personnel de police et des prisons [18 septembre 1981] (p. 1188) ; droit à l'autodéfense de la société ; récidive ; échelle des peines ; peine de remplacement ; mode d'exécution (p. 1188, 1189).

Discussion des articles : **article 1er :** soutient l'amendement n° 20 de M. Jacques Baumel (p. 1210).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).

Première lecture, discussion générale : texte en préparation sous l'ancien gouvernement ; sections de partis politiques étrangers en France ; droit de vote des immigrés aux élections municipales [29 septembre 1981] (p. 1362).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 7 :** pouvoirs de l'administrateur général provisoire [17 octobre 1981] (p. 2028) ; **article 8 :** composition des nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles nationalisables ; nouvelle période transitoire (p. 2035) ; soutient l'amendement n° 357 de M. Michel Noir (limitation à quatre du nombre des administrateurs membres de la fonction publique) ; déclaration de M. Edmond Maire (p. 2038) ; soutient l'amendement n° 360 de M. Michel Noir (composition des nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles nationalisables : nomination de deux administrateurs choisis dans les anciens conseils d'administration) (p. 2039) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** soutient l'amendement n° 627 de M. Michel Noir ; prise en considération, dans la détermination du champ de la nationalisation, du critère essentiel de l'influence de l'étranger que représentent les dépôts [18 octobre 1981] (p. 2097) ; soutient l'amendement n° 628 de M. Michel Noir (p. 2100) ; **article 26 précédemment réservé :** soutient l'amendement n° 843 de M Michel Noir : consultation du personnel des banques sur les restructurations [22 octobre 1981] (p. 2379) ; **après l'article 26 :** soutient l'amendement n° 871 de M. Michel Noir (taux pour les rémunérations des banques privées ou nationalisées proposé par le conseil national du crédit) [23 octobre 1981] (p. 2400).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 25 :** résultats de l'alcoolisme en France [4 novembre 1981] (p. 3096).

Deuxième partie :

Solidarité nationale, santé, travail. — I Section commune. — II Santé, solidarité nationale. — *Discussion générale :* équipement hospitalier ; personnels hospitaliers ; assistance publique [16 novembre 1981] (p. 3799) ; création d'emplois dans le milieu hospitalier ; budget hospitalier ; « budget global » ; consultations externes dans les hôpitaux publics ; « dépenses de souveraineté » (p. 3800).

Culture. — *Discussion générale :* évocation d'André Malraux ; patrimoine architectural ; musées ; politique de la musique menée par M. Marcel Landowski ; maisons de la culture ; théâtre ; troupes théâtrales ; aide à l'art lyrique ; festivals ; arts plastiques [17 novembre 1981] (p. 3877) ; sécurité sociale des artistes ; hommage rendu au président Pompidou ; centre Georges-Pompidou ; décentralisation ; livres et lecture publique ; musée Picasso ; musée du XIXe siècle ; aides au théâtre ; arts plastiques ; marché de l'art ; musées parisiens ; théâtre de la Ville ; nécessité d'une politique culturelle tournée vers le troisième âge (p. 3878).

Articles et articles additionnels non rattachés :

Article 77 : assimilation du paiement par carte de crédit au paiement par chèque [20 novembre 1981] (p. 4103).

MARETTE (Jacques)

Député de Paris
(17e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 [*J.O.* du 16 décembre 1981] (p. 3425).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** taxe conjoncturelle ; impôt sur les plus-values ; imposition des grosses fortunes [16 juillet 1981] (p. 181).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** conditions de l'exécution des peines ; opinion publique [18 septembre 1981] (p. 1207).

— Mise au point au sujet d'un incident de séance : regrette ses propos du 7 octobre 1981 [p. 1556] à l'égard de M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation [9 octobre 1981] (p. 1668).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Jean-Claude Gaudin.

Respect des institutions de la Ve République ; respect de l'opposition ; tentation manichéenne du Gouvernement de rejeter en bloc vingt-trois années de la vie nationale ; continuité de la République ; rejet de la communauté nationale de la moitié de la France ; références à la France socialiste ; dangers des excès de la décentralisation ; [12 octobre 1981] (p. 1689) ; ardente obligation du Plan ; lutte des classes : état de guerre civile compromettant l'unité nationale ; exploitation de l'homme par l'homme et Etat patron ; lois du marché ; lutte contre le chômage ; partage de la pénurie de travail ; activités économiques des petites et moyennes entreprises ; création massive d'emplois de fonctionnaires ; querelle scolaire ; réduction du programme nucléaire ; programme de nationalisations ; néokeynésianisme archaïque ; menaces pour la compétititivité des entreprises ; hésitations, contradictions et incohérences du Gouvernement ; dévaluation ; perte de confiance des décideurs économiques ; déficit budgétaire ; contrôle des prix ; impôt sur les grandes fortunes ; entreprises en difficulté ; aggravation de la charge fiscale sur les personnes physiques ; augmentation des recettes de poche du budget de l'Etat (p. 1690) ; politique des revenus ; politique éttrangère : déclarations du ministre des relations extérieures (p. 1691).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussions des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 8 :** cumul des conseils d'administration ; risque de « lobby » administratif de plusieurs grandes sociétés d'Etat [18 octobre 1981] (p. 2048) ; soutient l'amendement n° 362 de M. Michel Noir (p. 2049) ; responsabilité des administrateurs des sociétés nationalisées ; risque d'endettement des sociétés nationalisées ; rôle de l'entreprise nationale dans une économie socialiste (p. 2050) ; représentants des collectivités locales et représentants de l'Etat dans les conseils d'administration (p. 2051) ; **son rappel au règlement :** discrédit jeté par la majorité sur 23 ans de vie politique (p. 2055) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** critique du fonctionnement du système bancaire par le Gouvernement ; jeu de la logique du profit pour le profit aussi bien dans les banques nationalisées que dans les banques privées ; faiblesse des fonds propres des banques ; rôle de la Banque de France ; nationalisation de banques comme Chaix, Scalbert-Dupont et Hervet ; capital du Crédit national et du Crédit foncier détenu à 100 p. 100 par des actionnaires privés ; contrôle du crédit et nationalisation des dépôts (p. 2073) ; créances de la caisse nationale des banques sur l'Etat ; problème des banques de groupes ; critère d'un milliard de francs de dépôt pour la nationalisation ; problème de l'application du critère de nationalisation dans l'avenir ; rétrocession des filiales ; indemnités différentielles pour les actionnaires étrangers par rapport aux actionnaires français (p. 2074) ; **après l'article 13 :** soutient l'amendement n° 686 de M. Michel Noir ; coût moindre de la nationalisation par l'utilisation des procédures dont dispose le Trésor ; non-nationalisation du Crédit national et du Crédit foncier de France [20 octobre 1981] (p. 2218) ; **article 23 précédemment réservé :** transcription des nationalisations dans la comptabilité publique ; contrat de programme entre la caisse nationale des banques et l'Etat [22 octobre 1981] (p. 2351) ; **article 24 précédemment réservé :** caisse nationale des banques (p. 2354) ; accroissement de la dette publique (p. 2355) ; identification dans la discussion budgétaire de la redevance versée par chaque entreprise à la caisse nationale des banques (p. 2355).

Après l'article 26 : soutient l'amendement n° 847 de M. Michel Noir : inquiétude du personnel des banques ; mutations obligatoires [23 octobre 1981] (p. 2389) ; maintien des avantages acquis (p. 2390) ; soutient l'amendement n° 849 de M. Michel Noir : création d'un conseil national de la concurrence bancaire (p. 2391) ; lobbies créés par le système socialiste (p. 2392) ; soutient l'amendement n° 867 de M. Michel Noir : conséquence pour la valeur des S.I.C.A.V. du déficit du compte d'exploitation du crédit national induit par la politique des taux d'intérêt prêteurs et emprunteurs du Gouvernement ; attribution des fonctions du crédit national à la Banque de France (p. 2397) ; soutient l'amendement n° 868 de M. Michel Noir : dissolution du crédit foncier (p. 2398) ; effet stabilisateur favorable sur le crédit hypothécaire ; décentralisation (p. 2399) ; **son rappel au règlement :** attribution par erreur de propos de M. Mermaz à M. Joxe (p. 2405) ; accusations lancées par la majorité à l'opposition ; responsabilité du Gouvernement dans la prolongation du débat (p. 2406) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 45 :** soutient l'amendement n° 1316 de M. Charles Millon : régime fiscal des actions et des obligations ; mesures gouvernementales sur la réorientation de l'épargne ; franchises de 3 000 et 1 000 francs ; avoir fiscal pour les acomptes sur les coupons 1981 des actions nationalisées ; maintien de la valeur des titres indemnitaires en bourse ; caractère bancable des obligations remises en indemnité (p. 2420) ; franchise de 4 000 francs ; régime fiscal pour 1981 (p. 2421) ; **article 47 :** régime des plus-values résultant de la vente des obligations remises en indemnité (p. 2423) ; **après l'article 48 :** soutient l'amendement n° 1344 de M. Michel Noir ; évaluation de la valeur des actions des sociétés nationalisables (p. 2424) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 32 précédemment réservé :** mise en conformité de l'article avec l'article 33 ; position du Gouvernement sur la demande de M. Georges Marchais : réajustement en baisse de la valeur du titre Paribas compte tenu de la perte de ses actifs en Suisse [24 octobre 1981] (p. 2475) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **après l'article 50 :** son sous-amendement n° 1429 à l'amendement n° 1377 de la commission (recours ouvert aux commerçants auxquels auront été opposés trois refus successifs de crédit par trois banques nationalisées) : rejeté [26 octobre 1981] (p. 2584) ; **son rappel au règlement :** mise en cause de M. Roger Frey par M. Michel Berson [21 octobre 1981] (p. 2255).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 1er :** impôt sur les grandes fortunes [28 octobre 1981] (p. 2679) ; prélèvement conjoncturel ; impôt sur les plus-values ; droits de succession ; cas des pays ayant abrogé l'impôt sur la fortune ; cas des pays ayant refusé d'instaurer un impôt sur la fortune ; insatisfaction devant cet impôt en Allemagne fédérale ; conclusions de la commission Blot, Ventejol et Méraud sur l'opportunité de la création de cet impôt ; coïncidence des pays où la pression fiscale globale sur le patrimoine est la plus forte et de ceux qui n'ont pas d'impôt annuel sur la fortune (p. 2680) ; son amendement n° 5 (tendant à appliquer les dispositions de l'impôt sur les grandes fortunes à l'ensemble des terres émergées de la planète au 1er janvier 1982) ; assujettissement des résidants fiscaux en France sur la totalité de leur fortune dans l'ensemble du monde ; conception planétaire de l'assiette de l'impôt ; amendement n° 5 retiré (p. 2683) ; **avant l'article 2 :** retire l'amendement n° 332 de M. Pierre Bas au profit de l'amendement n° 461 de M. Georges Tranchant (indexation de l'abattement sur l'érosion monétaire) (p. 2686) ; **article 2 :** liquidation de l'impôt sur la fortune sur le modèle de l'impôt sur les successions ; problèmes posés par le principe de territorialité ; assujettissement des résidants fiscaux en France pour la totalité des biens qu'ils possèdent dans le monde ; risque de création de doubles impositions et de découragement des étrangers voulant travailler en France ; exemple de travailleurs étrangers en France : fils Rockefeller, fils du roi Ibn Séoud d'Arabie (p. 2688) ; son amendement n° 229 (tendant à substituer à l'abattement de trois millions de francs un abattement de cinq millions de francs) ; soutient l'amendement n° 465 de M. Michel Noir (p. 2698) ; amendements nos 229 et 465 rejetés (p. 2698) ; son amendement n° 228 corrigé (tendant à prévoir que l'abattement de trois millions de francs est révisé chaque année proportionnellement à la variation de l'indice moyen annuel des prix à la consommation) : retiré (p. 2702) ; formule d'indexation ou fixation chaque année dans la loi de finances d'un nouveau plancher d'imposition (p. 2701) ; son amendement n° 234 (tendant à

l'établissement de l'assiette de l'impôt sur la fortune sous réserve de l'application des accords internationaux tendant à éviter la double imposition) ; soutient l'amendement n° 333 de M. Pierre Bas ; amendement n° 234 rejeté (p. 2703) ; son amendement n° 7 (tendant à exclure du champ de l'impôt sur les grandes fortunes les biens situés hors de France pour lesquels les intéressés justifient avoir été soumis à un impôt sur la fortune dans le pays dont ils sont originaires) (p. 2703) : rejeté ; complexité de l'impôt sur les grandes fortunes ; son amendement n° 8 (tendant à prévoir que les biens situés dans des pays n'autorisant pas le libre transfert des revenus ou du capital en France seront exonérés de l'impôt sur la fortune) ; cas de la République fédérale du Brésil, du Maroc, du Pérou ; amendement n° 8 rejeté (p. 2704) ; son amendement n° 9 (prévoyant qu'en absence de conventions internationales de non double imposition répartissant l'impôt sur le capital entre la France et le pays étranger, l'impôt sur le capital payé à l'étranger au titre des biens détenus hors de France pourra être déduit de l'impôt dû en France sur ces mêmes biens) : rejeté ; son amendement n° 10 (tendant à exclure de l'impôt sur la fortune les contribuables de nationalité française qui justifient être soumis dans le pays où ils ont leur domicile fiscal à un impôt sur la fortune, si cet impôt est au moins égal aux deux tiers de celui qu'ils auraient à supporter en France sur la même base d'imposition) : rejeté ; son amendement n° 12 (tendant à prévoir que le ministre de l'économie et des finances pourra exonérer à titre exceptionnel des personnalités étrangères à raison de leurs biens situés en France ou à raison de leurs biens situés hors de France, les nationaux français et les ressortissants étrangers n'ayant pas leur domicile fiscal habituel en France et faisant dans notre pays un séjour n'excédant pas cinq ans mais entraînant le transfert temporaire de leur domicile fiscal) ; souci d'éviter que l'impôt sur la fortune empêche un certain nombre de personnalités étrangères de venir résider à titre temporaire fiscalement en France (p. 2705) ; amendement n° 12 retiré ; nécessité de la non-application de l'article 180 du code général des impôts sur la taxation d'office à l'impôt sur le revenu pour les personnes n'ayant pas de revenus et devant aliéner des biens pour acquitter l'impôt sur les grandes fortunes ; son amendement n° 265 (tendant à prévoir que les sommes versées dans un compte d'épargne à long terme ne sont pas soumises à l'impôt sur la fortune) (p. 2706) : rejeté (p. 2707) ; justice fiscale ; obligation du chèque barré ; lutte contre la fraude fiscale ; suppression de l'impôt sur les plus-values ; aménagement de l'ensemble des impôts (p. 2708) ; **après l'article 2** : son amendement n° 14 rectifié (tendant à insérer après l'article 2 un article prévoyant que le montant des impôts acquittés du fait de la possession d'un bien ou de la jouissance d'un revenu est plafonné à 90 p. 100 du revenu global imposable des contribuables) ; problème posé par l'impôt aux veuves ou aux retraités possédant des propriétés rurales ; amendement n° 14 rejeté [29 octobre 1981] (p. 2718) ; son amendement n° 15 (tendant à insérer un nouvel article prévoyant que le Gouvernement ouvrira des négociations avec les Etats étrangers auxquels la France est liée par des accords fiscaux de non double imposition, afin d'adapter ces conventions à la création en France d'un impôt sur les grandes fortunes) : devenu sans objet (p. 2719) ; **article 3** : principe de concubinage fiscal et intérêt du divorce pour certains assujettis à l'impôt sur la fortune (p. 2720) ; droits de succession ; évaluation des meubles meublant ; taxation forfaitaire ; création artistique et littéraire (p. 2721) ; succession des assujettis à l'impôt sur le patrimoine ; évaluation des valeurs boursières en l'absence de cotation le 1er janvier (p. 2736) ; problème des résidents fiscaux en France de confession musulmane ; utilisation de l'impôt sur la fortune contre les sectes (p. 2738) ; son amendement n° 19 (tendant à exonérer la résidence principale occupée personnellement par le propriétaire de l'impôt sur la fortune) : rejeté (p. 2742) ; ses amendements nos 20 et 21 (tendant à exclure de l'impôt sur la fortune les biens professionnels) (p. 2743) ; retirés (p. 2744) ; problème de l'évaluation des meubles meublant (p. 2749) ; son amendement n° 23 (tendant à ce que les propriétaires des biens professionnels bénéficient d'un abattement d'assiette forfaitaire égal à 100 000 francs pour chacun de leurs salariés titulaire d'un contrat de travail à durée indéterminée) ; contribution à la lutte contre le chômage ; amendement n° 23 rejeté (p. 2763) ; son amendement n° 25 (tendant à ce qu'un abattement d'assiette de 50 p. 100 soit appliqué à la valeur des immeubles classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ainsi que des immeubles faisant partie du patrimoine national en raison de leur caractère historique ou artistique particulier et qui auront été agréés à cet effet par le ministre de l'économie et des finances et tendant à ce que les propriétaires de ces immeubles soient exonérés de l'impôt sur les grandes fortunes à concurrence du montant des dépenses exposées par la restauration et la réfection des immeubles) : retiré (p. 2765) ; son amendement n° 24 (tendant à exclure de l'assiette de l'impôt sur la fortune : 1° les parts d'intérêt détenues dans un groupement forestier à concurrence des trois quarts de leur valeur vénale ; 2° lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet de plus d'une transaction à titre gratuit et à concurrence des trois quarts de leur valeur, les parts de groupements fonciers agricoles et celles des groupements agricoles fonciers ; 3° lorsqu'ils n'ont pas fait l'objet de plus d'une transaction à titre gratuit et à concurrence des trois quarts de leur valeur, les bois et forêts soumis à un régime d'exploitation normal ; 4° lorsqu'ils n'ont pas fait l'objet de plus d'une transaction à titre gratuit et à concurrence des trois quarts de leur valeur, les biens donnés à bail dans les conditions prévues au code rural ; problème des exonérations prévues en matière agricole au profit des successions en ce qui concerne les forêts, le domaine forestier, les parts de groupements forestiers agricoles et les baux à long terme ; nécessité pour la forêt française d'un traitement particulier (p. 2766) ; amendement n° 24 rejeté (p. 2767) ; **article 4** : capitalisation des brevets d'invention ; capitalisation des droits de propriété littéraire et artistique ; assujettissement des auteurs à l'impôt sur les grandes fortunes à raison de la capitalisation des droits d'auteur (p. 2773) ; soutient l'amendement n° 204 de M. Pierre Raynal ; situation des sylviculteurs et des exploitants des zones de montagne et des zones défavorisées ; considération de la propriété littéraire et artistique comme un bien professionnel (p. 2775) ; soutient l'amendement n° 86 corrigé de M. Emile Bizet (p. 2776) ; son amendement n° 29 (tendant à ce que soient incluses dans les biens professionnels les parts du gérant minoritaire et du principal actionnaire lorsque ce dernier possède plus de 50 p. 100 du capital de la société et qu'ils détiennent à eux deux plus de 75 p. 100 de ce capital) : devenu sans objet (p. 2779) ; son amendement n° 230 (tendant à inclure dans les biens professionnels les actions de sociétés lorsque leur propriétaire possède directement ou avec son conjoint, les frères et sœurs et ascendants et descendants de l'un et l'autre d'entre eux plus de 25 p. 100 du capital de la société) ; nécessité de prendre en compte le groupe familial ; amendement n° 230 retiré (p. 2780) ; inclusion des livres de haute collection dans les œuvres d'art exonérées [30 octobre 1981] (p. 2790) ; réforme de la fiscalité sur le capital ; déroulement du débat parlementaire ; bons anonymes ; convergences entre la majorité et l'opposition ; problème des œuvres d'art ; questions forestières ; problèmes des familles associées au sein des P. M. E. (p. 2794) ; **article 5** : vente en viager ; paradis fiscaux ; exonération « émirs » (p. 2797) ; logements ; parts détenues dans des sociétés immobilières étrangères par des résidents étrangers (p. 2798) ; son amendement n° 41 (démembrement de propriété antérieure au 1er janvier 1981 ou résultant d'une succession) (p. 2801) : rejeté (p. 2803) ; soutient l'amendement n° 36 de M. Jean Foyer (p. 2806) ; soutient l'amendement n° 253 de M. Jean Foyer ; proportionnalité de l'impôt par rapport à l'usage (p. 2807) ; son amendement n° 266 (non-application de la disposition du paragraphe 2 de l'article 5 à l'usufruit au droit d'habitation ou au droit d'usage réservé par le donateur d'un bien ayant fait l'objet d'un don ou legs à l'Etat, aux départements, aux communes, aux syndicats de communes et à leurs établissements publics, ainsi qu'aux associations reconnues d'utilité publique) (p. 2808), rejeté au scrutin public (p. 2809) ; capitaux étrangers et équilibre de la balance des paiements ; exonération des placements à court terme et assujettissement à l'impôt des placements stables (p. 2811) ; son amendement n° 42 (tendant à prévoir que ne sont pas considérées comme des placements financiers les actions ou parts détenues dans une société ou personne morale dont l'actif est principalement constitué d'immeubles ou de droits immobiliers situés sur le territoire français et ce, à proportion de la valeur de ces biens par rapport à l'actif total de la société) retiré (p. 2812) ; **article 6** : actualisation des tranches ; taux de l'impôt ; caractère anti-familial de l'impôt (p. 2813) ; impôt sur le capital (p. 2815) ; exonération des œuvres d'art (p. 2816) ; son amendement n° 44 (fixation du tarif de l'impôt par part de quotient familial) rejeté (p. 2818) ; son amendement n° 45 (exonération de l'outil de travail) devenu sans objet (p. 2819) ; son amendement n° 46 (réévaluation

annuelle des fractions de la valeur nette taxable du patrimoine comme la moyenne des six premières tranches du barème de l'impôt sur le revenu) rejeté (p. 2822) ; « effet Bergman » ; superposition d'impositions ; veuves titulaires de biens agricoles fonciers ; fraude fiscale ; imposition au-delà de 100 p. 100 du revenu (p. 2823) ; **article 7** : microfiscalité ; biens non amortissables (p. 2824) ; notion de capitaux propres ; comptes courants d'associés (p. 2825) ; son amendement n° 47 (tendant à supprimer l'article 7) rejeté ; son amendement n° 235 (proposant que la somme des déductions soit égale au montant de l'investissement net réalisé par l'entreprise au cours du dernier exercice et non seulement au supplément par rapport à la valeur amortissable) rejeté (p. 2826) ; son amendement n° 267 (substitution à la notion de biens amortissables de la notion de biens affectés directement à la réalisation de l'objet de l'entreprise) rejeté (p. 2827) ; son amendement n° 268 (tendant à prévoir que sont regardées comme des investissements de l'entreprise locataire les acquisitions de biens réalisées à son profit par les sociétés de crédit-bail régies par la loi du 2 juillet 1966) rejeté (p. 2828) ; soutient l'amendement n° 263 de M. Jean de Lipkowski (p. 2829) ; **article 8** : son amendement n° 49 (souscription d'une déclaration de la fortune par les redevables tous les deux ans) (p. 2838) : rejeté (p. 2839) : son amendement n° 50 (information et publicité pour les personnes physiques n'ayant pas leur domicile fiscal en France, des conséquences de la loi sur l'imposition de la fortune) : retiré ; **après l'article 8** : son amendement n° 231 (déduction du montant de l'impôt sur les grandes fortunes des frais ou des prestations effectuées par les conseils juridiques et fiscaux) : rejeté (p. 2842) ; **article 9** : son amendement n° 51 (suppression de la référence à l'article 793 du code général des impôts à l'article 9 du projet de loi) : rejeté (p. 2844) ; son amendement n° 57 (tendant à prévoir que pour la déduction des dettes tout mode de preuve acquis en matière commerciale sera accepté par l'administration fiscale) : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 232 (atténuation de la base d'imposition par la prise en considération d'une provision destinée à préserver les sommes dues aux salariés en cas de licenciement pour les sociétés non cotées) (p. 2847) : rejeté (p. 2848) ; **article 10** : son amendement n° 59 (interdiction de toute publicité pour le placement des bons anonymes) : retiré ; son amendement n° 60 (tendant à prévoir que la négociation de l'or sous forme de barres ou de lingots donnera lieu au relevé de l'identité du vendeur et de l'acheteur ; de même pour toutes négociations de pièces d'un montant supérieur à 15 000 francs) ; **après l'article 10** : son amendement n° 233 (indexation de l'abattement pour l'impôt sur la fortune en fonction de l'augmentation de la quatrième tranche du barème de l'impôt sur le revenu (p. 2853) : rejeté (p. 2854) ; **son rappel au règlement** : qualification de l'un de ses amendements par le Gouvernement [31 octobre 1981] (p. 2866) ; **article 11** : barème de l'impôt sur le revenu ; relèvement des tranches dans une proportion égale à la hausse des prix ; exonération des petits revenus ; plafonnement du quotient familial ; diminution des avantages liés à la famille ; diversité des exonérations fiscales (p. 2869) ; son amendement n° 62 corrigé (relèvement des tranches du barème de l'impôt sur le revenu) ; prélèvement exceptionnel sur l'entreprise de recherche et d'activité pétrolières (E. R. A. P.) ; création d'une taxe sur les importations d'huile végétale (p. 2873) ; articulation entre l'impôt sur le revenu et la T. V. A. ; amendement n° 62 corrigé rejeté (p. 2874) ; **son rappel au règlement** : rappel de la création de la tranche d'impôt sur le revenu à 65 p. 100 ; suppléments d'impôt exceptionnels (p. 2876) ; son amendement n° 63 (exonération de l'impôt sur le revenu pour les contribuables dont le revenu imposable est inférieur à 20 000 francs par part et gage de cette exonération par un prélèvement exceptionnel sur l'entreprise de recherche et d'activités pétrolières et par la cession de biens immobiliers appartenant à l'Etat) (p. 2880) ; réduction des frais généraux de l'Etat (p. 2881) ; amendement n° 63 rejeté au scrutin public ; vente d'une partie du patrimoine foncier ou immobilier de l'Etat et nationalisation (p. 2883) ; frais de garde des enfants ; soutient l'amendement n° 513 de M. Pierre Messmer ; centres de gestion agréés ; soutient l'amendement n° 180 de M. François Grussenmeyer ; déduction fiscale du salaire du conjoint du commerçant ou de l'artisan ; son amendement n° 64 (suppression du plafonnement des avantages attachés au quotient familial) (p. 2891) ; rejeté (p. 2893) ; **après l'article 11** : avantages acquis à l'épargne ; nationalisation des banques (p. 2903) ; loi de 1976 sur les plus-values (p. 2907) ; exclusivité des études supérieures dans la ville de Paris (p. 2909) ; **article 12** : son amendement n° 68 (suppression de l'article) ; opposition aux prélèvements prétendus exceptionnels ; phénomène de ressaut ; plafond théorique de 60 p. 100 de l'impôt sur le revenu : plus élevé en pratique ; économies sur le train de vie de l'Etat [2 novembre 1981] (p. 2925) ; affectation des prélèvements exceptionnels ; cotisation chômage pour les fonctionnaires (p. 2926) ; amendement n° 68 rejeté par scrutin public (p. 2930) ; **article 13** : réduction de la déduction forfaitaire applicable aux revenus ruraux ; effets sur le développement du marché locatif agricole (p. 2934) ; son amendement n° 71 (taux de 15 p. 100 de déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers) : rejeté (p. 2936) ; **après l'article 13** : conditions d'exercice de la profession de syndic ; impôt sanction (p. 2940) ; **article 14** : article « catoblépas » ; 5 milliards supplémentaires à la charge des entreprises ; augmentation de fait de 8 p. 100 de l'impôt sur les sociétés ; conséquences sur la restauration et l'hôtellerie ; création de restaurants d'entreprise par les grandes sociétés ; pénalisation de l'exportation ; possibilité pour les grandes entreprises d'échapper à la taxe (p. 2944) ; taxation des sociétés ne réalisant pas de bénéfices (p. 2945) ; accroissement des charges des entreprises ; fiscalité et morale ; stérilisation du dynamisme des entreprises (p. 2955) ; son amendement n° 72 (assiette de la taxe) : retiré ; taxation de la restauration assurée par l'entreprise ; exonération quand les frais ne sont pas engagés par les cinq ou dix dirigeants les mieux payés (p. 2958) ; son amendement n° 74 (prélèvement au titre de la taxe diminue à proportion du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation) (p. 2959) ; définition des entreprises exportatrices ; exonération des frais des étrangers se rendant à Paris ; amendement n° 74 rejeté par scrutin public ; son amendement n° 242 (exonération des entreprises déficitaires) : retiré ; son amendement n° 243 (exonération des entreprises déficitaires à concurrence de l'impôt forfaitaire) : retiré ; son amendement n° 239 (exonération des frais présentant le caractère d'avantages en nature et déclarés par les bénéficiaires à l'impôt sur le revenu) (p. 2960) ; rejeté ; son amendement n° 73 devenu sans objet (p. 2961) ; notion de frais généraux (p. 2962) ; exonération des immeubles non réservés aux 5 ou 10 salariés les mieux payés de l'entreprise (p. 2964) ; ses amendements n° 240 et n° 247 (exonération des frais de congrès) (p. 2965) ; standing des entreprises françaises sur le plan international ; amendements n°s 240 et 247 rejetés (p. 2966) ; son amendement n° 236 (exonération des cadeaux, frais de réception et de croisière exposés dans un but d'exportation) (p. 2967) ; retiré ; son amendement n° 245 (réduction de la base imposable à concurrence du chiffre réalisé à l'exportation pour les entreprises exportant plus de 25 p. 100 de leur production) : retiré ; son amendement n° 248 (taux de la taxe) : retiré ; son amendement n° 75 (taxe non acquittée si elle est inférieure à 3 pour mille du chiffre d'affaires) : rejeté ; son amendement n° 237 (taxe non acquittée si elle est inférieure à 600 francs) : rejeté (p. 2968) ; son amendement n° 238 (plafonnement de la taxe à 3 pour mille du chiffre d'affaires) : rejeté ; son amendement n° 77 (exonération de taxe à hauteur de 1 p. 100 du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation) (p. 2969) ; rejeté : son amendement n° 244 (imputation sur l'impôt au titre des bénéfices de la part de la taxe afférente à des frais généraux réintégrés dans le bénéfice imposable à la suite d'une vérification de comptabilité) : retiré (p. 2970) ; **après l'article 14** : avoir fiscal porté à 100 p. 100 en R. F. A. (p. 2973) ; prélèvement sur les bénéfices des entreprises de travail temporaire : impôt sanction (p. 2975) ; provisions pour risque constituées par les banques ; caractère privé du crédit foncier et du crédit national (p. 2976) ; **article 15** : prélèvement sur les banques : moyen d'assujettir le résidu des banques privées, de toucher les banques étrangères, d'atteindre le crédit agricole ou mutualiste ; sacrifices consentis par les banques [3 novembre 1981] (p. 2986) ; **après l'article 15** : crise du secteur du raffinage (p. 2991) ; **après l'article 17** : régime du bénéfice mondial (p. 2995) ; généralisation (p. 2996) ; **avant l'article 18** : son amendement n° 81 (T. V. A. au taux de 0 p. 100 pour les produits alimentaires ; financement par un prélèvement sur l'E. R. A. P.) : adopté (p. 3001) ; **article 18** : son amendement n° 82 (suppression de l'article) ; corset fiscal avec l'automatisme de l'indexation ; modifications successives de l'article ; question de la constitutionnalité de sa première rédaction (p. 3008) ; indexation de la T. I. P. P. sur la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu ; détaxe des carburants pour les chauffeurs de taxi à concurrence de 5 000 litres (p. 3009) ; rejet de l'amendement n° 82 (p. 3010) ; taxation des goudrons (p. 3013) ; **après l'article 18 : son rappel au règlement** : mise aux voix des amendements (p. 3016) ; réduction de la durée des suspensions de

séance (p. 3017) ; **article 23** : pavillons de complaisance ; étrangers découragés d'accoster en France ; taxation des navires battant pavillon de complaisance [4 novembre 1981] (p. 3051) ; **après l'article 23** : racisme rédactionnel ou fiscal suivant l'origine des amendements (p. 3055) ; **après l'article 25** : accroissement de la taxation des chèques non barrés (p. 3084) ; **article 26** : demande à la majorité de lui donner acte que l'opposition n'a pas pratiqué le « filibustering » évoqué par le Premier ministre (p. 3101) ; durée du débat budgétaire (p. 3102) ; **article 27** : rapport du Gouvernement au Parlement sur le coût des dispositions mentionnées aux paragraphes I et IV, sur la reconduction d'avantages fiscaux consentis aux sociétés immobilières et d'exonération de l'impôt sur les sociétés pour les implantations créatrices d'emplois dans les D. O. M. (p. 3109) ; déduction forfaitaire sur les dividendes distribués par les sociétés immobilières d'investissement ; effet sur le cours des S. I. C. A. V. (p. 3110) ; **après l'article 28** : tour de vis fiscal (p. 3115) ; **avant l'article 30** : son amendement n° 83 (suppression de la taxe professionnelle ; taxe additionnelle à la T. V. A. au profit des collectivités locales) ; relèvement de 2 p. 100 du taux de la T. V. A. (p. 3119) ; mauvais impôts de l'ancienne majorité (p. 3120) ; situation d'opacité et d'incompréhension de l'impôt local ; rejet de l'amendement n° 83 (p. 3121) ; **article 32** : ses observations sur l'organisation du groupe R. P. R. dans la discussion (p. 3127).

Seconde délibération : évaluation du produit de la T.V.A. (p. 3157).

Deuxième partie :

Article 67 : son amendement n° 104 (visant à ce que le paragraphe I de l'article 67 soit rédigé de telle façon que les articles 44 *bis* et 44 *ter* du code général des impôts soient reconduits pour les entreprises créées à compter du 1er janvier 1982 et jusqu'au 31 décembre 1983) [19 novembre 1981] (p. 4059) ; rejeté (p. 4060) ; **sur le rappel au règlement** de M. Edmond Alphandery : souhaite que l'article 66 du projet de loi soit examiné lors de la présente séance [20 novembre 1981] (p. 4068) ; **article 71** : conséquences de cet article : réduction des avantages fiscaux des loueurs de meublés et ralentissement de la construction des résidences secondaires ; volonté du Gouvernement de supprimer la loi sur les plus-values (p. 4069) ; taxation des flims « X » ; nécessité de favoriser la construction à usage touristique dans les régions de montagne (p. 4070) ; **article 72** : problème des commissions versées pour obtenir des contrats à l'étranger ; son amendement n° 105 (supprimant le paragraphe I de cet article, excluant la possibilité de déduction des commissions versées à l'étranger lorsque le domicile ou le lieu d'établissement du bénéficiaire n'est pas connu avec certitude) (p. 4073) ; rejeté ; son amendement n° 106 (supprimant le paragraphe II de cet article dans la mesure où celui-ci ne modifie pas l'article 238-A du code général des impôts) (p. 4074) ; rejeté (p. 4075) ; **article 73** : son amendement n° 108 (supprimant le régime du forfait pour les entreprises artisanales des corps d'état du bâtiment) ; regrette que la commission ait rejeté son amendement tendant à rendre obligatoire pour tous les Français la détention d'un compte chèques postal du crédit agricole ou du crédit mutuel ; amendement n° 108 rejeté (p. 4076) ; **article 74** : son amendement n° 110 (supprimant cet article) : retiré (p. 4077) ; **article 66 précédemment réservé** : conséquence de cet article qui diminuera de près de deux tiers l'aide fiscale à l'investissement ; contradiction entre l'exposé des motifs et le texte de cet article (p. 4079) ; son amendement n° 103 (réservant l'application de cet article aux investissements « non industriels ») ; bilan négatif du front populaire ; état de guerre économique dans laquelle vit actuellement la France ; contre-vérité énoncée par M. Christian Pierret et M. le ministre du budget en ce qui concerne la situation économique de la France ; absence en 1982 d'une reprise mondiale de l'investissement ; augmentation de la pression fiscale sur les entreprises en 1982 (p. 4085) ; amendement n° 103 retiré (p. 4086) ; **article 76** : son amendement n° 111 (modifiant la rédaction de cet article) ; suppression de l'anonymat des bons anonymes ; contradiction entre cet article et la volonté de conserver l'anonymat des bons ; caractère rétroactif des dispositions de cet article (p. 4096) ; amendement n° 111 retiré ; transmission par héritage d'or ou de bons anonymes ; pénalisation des porteurs de bons anonymes ; recherche de l'efficience économique ; caractère stérile des bons anonymes servant au financement du déficit budgétaire et des dépenses de l'Etat ; réorientation de l'épargne vers l'investissement industriel ; efficacité de l'économie libérale (p. 4097) ; **article 77** : inutilité de la deuxième partie de cet article ; déclarations des polices d'assurance ; nécessité pour tout citoyen français de posséder un compte chèque postal ; cadeaux faits par les hommes à leur maîtresse ; interdiction pour les étrangers de posséder des comptes chèques en France (p. 4098) ; son amendement n° 113 (substituant dans le premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 77 la somme de 10 000 francs à la somme de 5 000 francs) : rejeté, manque de coordination des textes fiscaux (p. 4102) ; son amendement n° 114 (exclusion des dispositions du paragraphe 1 de l'article 77 des ressortissants étrangers ne possédant pas de domicile fiscal, ni de compte en banque en France) ; nécessité pour les vendeurs de relever l'identité des étrangers qui leur achètent des objets d'art ou des bijoux (p. 4103) ; amendement n° 114 adopté : son amendement n° 115 (suppression du paragraphe 2 de cet article) (p. 4104) ; rejeté (p. 4105) ; **article 79** : son amendement n° 116 (limitant la solidarité à l'auteur principal du délit et à ses complices au sens pénal) (p. 4107) ; retiré ; son amendement n° 117 (réservant l'abrogation du second alinéa de l'article aux personnes condamnées pour trafic de drogue ou passage illégal de capitaux) : rejeté (p. 4108) ; **article 82** : absence d'un contexte général de confiance (p. 4109) ; caractère délictueux de la détention irrégulière par les résidents français de biens à l'étranger (p. 4110).

Explications de vote : hommage rendu au personnel de l'Assemblée nationale ; rapidité du vote du budget ; méconnaissance par le Gouvernement de la réalité économique ; budget de rupture avec l'économie de marché et le bon sens ; accroissement des dépenses publiques ; évolution de la consommation ; absence de reprise réelle de l'investissement ; socialisation de la France ; ambiguïté de la politique du Gouvernement ; socialisme dogmatique ; dissolution du dynamisme économique et du profit (p. 4124, 4125) ; régime de contraintes, de tristesse et d'hypocrisie mis en place par le Gouvernement ; vide culturel observé en France depuis le 10 mai ; contre-pouvoir culturel (p. 4126).

Deuxième lecture, discussion des articles : **avant l'article 2** : notion de grande fortune et indexation de l'impôt ; **article 2** : prise en compte de l'érosion monétaire dans l'imposition de la fortune [17 décembre 1981] (p. 5034) ; **article 2 bis** : situation des Français du Vanuatu ; **article 2 ter** : plafonnement à un certain montant des revenus de l'imposition globale des Français ; processus de révolte anti-fiscale ; « effet Bergman » ; risque de désinvestissement (p. 5035) ; **article 3** : preuve en matière commerciale (p. 5037) ; efficacité du lobby des objets d'antiquité, d'art et de collection ; problème des timbres-poste de collection (p. 5039) ; non-application de la loi de 1941 aux timbres-poste (p. 5040) ; **article 11** : imposition des nourritures pour animaux domestiques ; situation de l'industrie agro-alimentaire et des propriétaires d'animaux ; accroissement de la pollution de la voie publique dans les grandes villes (p. 5053) ; **article 14** : impôt sur les frais généraux ; réduction des concours d'Etat ; diminution de la participation et de l'intéressement des travailleurs ; baisse des aides à l'investissement ; mise en application du plan comptable européen (p. 5058) ; **article 22** : taxe sur les motocyclettes à partir de six chevaux (p. 5062) ; **article 24** : taxation des flippers (p. 5063) ; **article 27 bis** : réduction des exonérations fiscales dont bénéficient les petites et moyennes successions (p. 5073) ; valorisation des biens immobiliers ; assujettissement à la fiscalité de droit commun des petites et moyennes successions (p. 5074) ; **article 77** : montant à partir duquel le règlement des transmissions doit être effectué par virement bancaire ou postal (p. 5092) ; **article 95** : politique d'économies budgétaires (p. 5096).

Explications de vote : discussion budgétaire ; rôle du Parlement (p. 5098).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).

Deuxième lecture, discussion générale : opposition du groupe R.P.R. au projet de loi [4 novembre 1981] (p. 3107).

Discussion des articles : **article 4** : opposition du groupe R.P.R. à l'ensemble du projet de loi (p. 3108).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion générale : annonce d'un quatrième collectif [7 décembre 1981] (p. 4446) ; nationalisation de la sidérurgie ; participation majoritaire dans la société Matra ; volonté de dépenses du Gouvernement ; déficit ; relance mécanique de la consommation ; entreprises publiques ; quasi-blocage des prix ; absence de réduction du chômage ; reprise de l'investissement productif ; prise

de contrôle de la société Matra : exemple de nationalisation ; manifestation d'un socialisme intelligent ; incohérences du collectif budgétaire (p. 4447) ; crise mondiale ; isolement de la politique française dans le contexte international (p. 4448) ; **son rappel au règlement** : comparaison par *L'Humanité* de l'attitude du général de Gaulle en 1968 et celle du général Jaruzelski en Pologne actuellement [17 décembre 1981] (p. 5042).

MAS (Roger)

Député des Ardennes
(1re circonscription)
Socialiste

Élu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).**

Première lecture, discussion générale : prise de contrôle par l'Etat d'Usinor et de Sacilor ; retards pris par les gouvernements précédents ; notionalisation, moyen de donner le pouvoir aux travailleurs ; situation du département des Ardennes [8 octobre 1981] (p. 1637).

MASSE (Marius)

Député des Bouches-du-Rhône
(8e circonscription)
Socialiste

Élu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

MASSION (Marc)

Député de la Seine-Maritime
(2e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Laurent Fabius nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* réhabilitation du patrimoine H. L. M. ; nouvelle conception de la politique de l'habitat ; volonté d'éviter la ségrégation ; interventions en faveur des économies d'énergie et de l'insonorisation ; lutte pour l'emploi [12 novembre 1981] (p. 3549).

MASSON (Jean-Louis)

Député de la Moselle
(2e circonscription)
R. P. R.

Élu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 29 octobre 1981] (p. 2966).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à adapter la composition des **conseils régionaux (n° 45)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi relative à la **direction des laboratoires d'analyses médicales par des pharmaciens (n° 59)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à introduire au profit des **personnes âgées** des **abattements spécifiques en matière d'impôts locaux (n° 193)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi relative à la modification de l'organisation du **notariat (n° 158)** [22 juillet 1981]. Retrait de cette proposition [23 septembre 1981] (p. 1279).

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner l'opportunité d'une réorganisation des **limites des départements et des régions (n° 225)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi organique visant à interdire certains **cumuls de mandats électifs (n° 319)** [15 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à élever à 65 p. 100 le taux de la **pension de réversion** accordée au conjoint survivant **(n° 354)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi relative au mode de scrutin pour les **élections municipales** dans les communes de plus de 9 000 habitants **(n° 370)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à aménager les dispositions du droit local applicable en **Alsace-Lorraine** en matière de **juridiction prud'homale (n° 372)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à organiser le redéploiement de la **sidérurgie et des mines de fer françaises (n° 442)** [1er octobre 1981].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la **cession d'archives françaises à l'Algérie (n° 598)** [8 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : difficultés de la raffinerie de Hauconcourt : réalisation d'une unité de craquage du fuel lourd ; crise économique en Lorraine [25 novembre 1981] (p. 4163).

orale sans débat (n° 34) posée le 30 septembre 1981 : **pollution et nuisances (agence pour la qualité de l'air)** (p. 1427) ; appelée le 9 octobre 1981 : **vocation de la ville de Metz en matière d'environnement** : engagement du précédent gouvernement d'y créer une agence nationale contre la pollution de l'air ; création à Metz d'un cycle d'information d'ingénieurs et de techniciens pour la lutte contre la pollution (p. 1659, 1660).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres I[er] et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 30 :** son amendement n° 2 (relatif aux conseils d'arrondissement) retiré [2 août 1981] (p. 771).

Titres III et IV :

Première lecture, discussion des articles : **article 50 :** son amendement n° 5 rectifié : devenu sans objet [10 septembre 1981] (p. 932) ; **après l'article 50 :** son sous-amendement n° 400 à l'amendement n° 61 de M. Michel Noir (régime des incompatibilités) : rejeté (p. 934) ; **après l'article 55 :** son amendement n° 1 (rapport du Gouvernement sur le nombre des régions et des départements et leur taille) : réservé [11 septembre 1981] (p. 952) ; son amendement n° 7 (remplacement volontaire des parlementaires conseillers régionaux) (p. 954) ; adopté (p. 955) ; **après l'article 45** (*suite*) : son amendement n° 1 précédemment réservé (p. 958) ; rejeté (p. 959) ; **après l'article 56 :** son amendement n° 6 rectifié (régime des inégibilités des membres de la chambre régionale des comptes) : non soutenu (p. 976) ; **après l'article 65 :** son amendement n° 2 (création d'un chapitre V) : retiré (p. 1014) ; son amendement n° 3 (renouvellement intégral des conseils généraux tous les six ans à compter de 1982) : rejeté ; son amendement n° 4 (rôle des conseils régionaux dans les circonstances exceptionnelles) : retiré (p. 1015).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1[er] juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 3 :** son amendement n° 1 (application de la loi de 1901 aux départements d'Alsace-Lorraine) : rejeté ; son amendement n° 2 (application de la loi de 1901 aux départements d'Alsace-Lorraine) [29 septembre 1981] (p. 1366) ; rejeté ; son amendement n° 3 (possibilité pour les associations des départements d'Alsace-Lorraine de choisir le régime de la loi de 1901 ou celui de la loi de 1908) : rejeté ; son amendement n° 8 (régime d'autorisation des associations dans les départements d'Alsace-Lorraine) : rejeté (p. 1367).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion des articles : **article 3,** *article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* son amendement n° 3 (champ de l'expulsion ; trafic de stupéfiants et proxénétisme) : non soutenu [30 septembre 1981] (p. 1413).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).

Première lecture, discussion générale : mauvaises conditions de travail de la commission spéciale [8 octobre 1981] (p. 1616) ; utilité d'une commission d'enquête parlementaire ou d'une mission d'information sur la sidérurgie préalablement à la présentation d'une loi d'orientation en matière industrielle ; besoins pour la sidérurgie d'un plan industriel de modernisation et d'investissements ; proposition par le Gouvernement d'un mini plan financier conditionné par des finalités politiques et doctrinaires ; record de production de la sidérurgie française en 1974 ; apparition de la crise mondiale ; substitution aux minerais lorrains de minerais d'outre-mer ; réalisation dans la sidérurgie d'un effort prodigieux de modernisation et d'équipement ; concurrence faite aux usines sidérurgiques traditionnelles par les usines implantées le long des côtes ; apparition depuis 1974 de nouveaux pays producteurs et diminution importante de la demande mondiale d'acier ; efforts du gouvernement Chirac : déblocage de fonds nécessaires pour des investissements très importants ; faible diminution des effectifs dans la sidérurgie entre 1974 et 1976 ; politique du Gouvernement suivant : concentration de la sidérurgie dans un certain nombre de zones littorales au détriment des investissements dans la sidérurgie traditionnelle ; absence de mise en œuvre des moyens nécessaires de conversion industrielle ; plan proposé aujourd'hui par le R. P. R. ; arbitrage entre deux stratégies : concentration de la sidérurgie dans les usines côtières ou répartition équilibrée entre sidérurgie côtière et sidérurgie traditionnelle ; choix de la deuxième solution supposant un effort considérable d'investissements et de modernisation et justifiant une participation de l'Etat dans le capital des sociétés sidérurgiques ; nécessité de favoriser la création de grands centres intégrés assurant tout le cycle de production ; circulation de produits entre des usines éloignées ; démantèlement du projet de construction d'une aciérie à l'oxygène à Longwy ; nécessité de concentrer la sidérurgie française autour de six grands pôles, les uns situés dans les zones côtières, les autres à proximité immédiate des gisements de minerai (p. 1617) ; regroupement de la sidérurgie en créant deux grandes sociétés d'économie mixte ; absorption par Sacilor et Usinor de leurs filiales ; « Groupe sidérurgiste de l'Est » ; « Groupe sidérurgiste du Nord » ; investissements prioritaires ; nécessité de valoriser la recherche, de transformer l'I. R. S. I. D. en établissement public, alimenté par une taxe parafiscale ; problème de la cokéfaction ; importations de coke (p. 1618) ; valorisation de la complémentarité pour les Charbonnages de France et la sidérurgie ; nécessité de créer une société à laquelle participeraient Sacilor, Usinor et Charbonnages de France ; valorisation des sous-produits, notamment des gaz de hauts fourneaux et des ciments de laitier ; problème des mines de fer ; intégration des sociétés minières aux sociétés sidérurgiques ; suppression des charges indues supportées par les mines de fer ; proposition de création d'une taxe parafiscale de solidarité ; amélioration du droit minier, notamment du régime des concessions ; lenteur des procédures proposées par le Gouvernement pour assurer le redressement de la sidérurgie ; retard pour les investissements (p. 1619) ;

Discussion des articles : **article 1[er] :** mise en œuvre corrélative à la nationalisation d'un plan industriel ; proposition d'étendre les prises de participation envisagées pour Usinor et Sacilor à toutes les sociétés sidérurgiques et à toutes les sociétés ayant une activité minière en France (p. 1639) ; **article 2 :** amendements du groupe R. P. R. déclarés irrecevables ; mesures de restructuration et de modernisation ; mesures de conversion industrielle ; transformation des prêts et avances de l'Etat à l'ensemble de la sidérurgie ; prises de participation de l'Etat dans toutes les mines de fer ; institution d'une taxe spécifique sur les concessions minières inexploitées ; redéploiement de l'ensemble de la sidérurgie par la constitution de deux groupes se partageant l'ensemble des activités sidérurgiques en France ; investissements prioritaires ; transformation de l'I. R. S. I. D. en établissement public ; augmentation des capacités de cokéfaction et de production de coke sidérurgique ; recherche des moyens nécessaires à la valorisation des sous-produits de la sidérurgie ; valorisation de scories de déphosphoration ; durée de validité des concessions et abrogation des concessions à perpétuité ; suppression de la responsabilité des exploitants pour les dégâts de surface ; suppression des charges sociales indues supportées par les mines de fer (p. 1640) ; **article 3 :** logique et continuité de ses idées (p. 1642) ; **avant l'article 1[er] :** son amendement n° 16 (tendant à prévoir que le Gouvernement présentera au Parlement un rapport sur l'exécution de la présente loi et sur l'importance des engagements financiers qui en résultent (p. 1642) ; rejeté (p. 1643) ; amendement n° 16 : rejeté ; plan de 1978 pour la sidérurgie ; *explications de vote :* opposition du groupe R. P. R. au projet de loi (p. 1644) ;

Troisième lecture, discussion générale : situation actuelle de la sidérurgie ; accord de l'opposition pour une prise de participation majoritaire de l'Etat dans la sidérurgie ; inutilité des sociétés relais créées en 1978 [18 novembre 1981] (p. 3937) ; problème des filiales ; nécessité de mettre en place un plan industriel et un plan d'investissement permettant de rendre la sidérurgie française compétitive ; inefficacité de la nationalisation pour rendre la sidérurgie française compétitive ; création d'une société d'économie mixte regroupant l'ensemble des actifs de la sidérurgie française ; nécessité de valoriser les ressources françaises de minerais de fer par la suppression des charges indues qui pèsent sur les mines et par l'instauration d'une taxe parafiscale de solidarité ; dégradation récente dans la sidérurgie (p. 3938) ; suppression d'emplois ; réunion d'une table ronde visant à mettre en place un plan industriel ; avenir du minerai lorrain ; priorité fondamentale à donner aux investissements nécessaires pour le groupe Sollac ; réduction d'effectifs de la société S.D.A.F. (p. 3939).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 20 :** son amendement n° 220 (T. V. A. au taux réduit pour les travaux de composition, d'impression, de diffusion des écrits périodiques) : rejeté [3 novembre 1981] (p. 3031) ; **après l'article 29 :** son amendement n° 537 (abattement de 15 p. 100 sur la valeur locative pour les personnes âgées de plus de

soixante-cinq ans et ayant élevé trois enfants) : rejeté [4 novembre 1981] (p. 3117) ; son amendement n° 222 (taux maximum de la cotisation uniforme prévue par le code des assurances sociales en vigueur dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) : rejeté (p. 3118).

Deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale* : protection de la nature [10 novembre 1981] (p. 3488) ; difficultés croissantes de gestion de parcs naturels régionaux ; promotion de la qualité de la vie ; régression des conditions d'intervention du fonds interministériel pour la qualité de la vie (F. I. Q. V.) ; exemple de l'aménagement de la vallée de la Canner en Moselle et de la réalisation du train touristique Vigy - Hambourg ; absence de toute politique à long terme relative à la prévention de la pollution ; priorité à donner à la lutte contre la pollution industrielle ; création de l'agence contre la pollution de l'air ; lutte contre le bruit (deux roues) ; nécessité d'une politique spécifique de prévention des pollutions industrielles accidentelles (marée noire, diffusion de produits toxiques) ; lutte contre la pollution du Rhin et de la Moselle par les chlorures ; réduction des rejets de chlorures dans le Rhin et la Moselle par la création d'une saline et d'une soudière en Alsace ; valorisation du sel alsacien ; bilan positif des agences de bassin (p. 3489) ; condamnation de la solution de l'injection de saumures nocives dans le sous-sol alsacien et lorrain (p. 3490).

Recherche et technologie. — *Discussion générale* : recherche appliquée et recherche fondamentale, conditions nécessaires du développement et de la croissance économique ; objectif de 2,5 p. 100 du P. I. B. dès 1985 ; six priorités retenues par le ministère de la recherche ; développement de la recherche fondamentale ; gestion et recrutement du personnel de recherche ; critères de sélection des grandes écoles scientifiques ; élaboration d'un statut du chercheur ; nécessité de donner une priorité absolue à l'aspect qualitatif du recrutement ; utilisation de la langue française comme moyen de communication scientifique ; nécessité de dénoncer le monopole de la fondation américaine Garfield [19 novembre 1981] (p. 4008) ; projet de regroupement et d'augmentation des moyens de l'institut de recherche de la sidérurgie (p. 4009).

Examen des crédits : **après l'article 92** : ses amendements n°s 5, 6, 7 et 8 (politique de défense de la langue française, précisions sur l'I. R. S. I. D.) : retirés (p. 4018) ; **après l'article 84** : ses amendements n°s 4 et 3 rectifié (publications périodiques ayant un caractère et une finalité politiques) [20 novembre 1981] (p. 4111) : retirés (p. 4112).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins (n° 465).

Première lecture, discussion générale : réglementation de l'exploitation des ressources minérales des mers ; application de la loi à toutes les substances minérales ; exemple de l'exploitation des gravières ; nécessité de limiter les dispositions du projet de loi aux seules substances prises en compte par le code minier français ; régime des concessions en droit minier français ; assujettissement des ressortissants français à un régime particulièrement restrictif et absence de contrepartie d'exclusivité ; nécessité d'un minimum d'accords de réciprocité [24 novembre 1981] (p. 4143) ; durée des permis d'exploitation ; spéculation sur les titres miniers ; date d'entrée en vigueur de la loi ; interdiction des permis d'exploitation pour les ressortissants français jusqu'en 1988 ; loi provisoire dans l'attente d'une convention internationale (p. 4144).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 3 (définition de la notion de ressources minérales) : rejeté (p. 4149) ; **article 7 :** son amendement n° 1 (limitation à 50 ans des permis d'exploitation) : rejeté (p. 4150) ; son amendement n° 2 (suppression de la disposition de la loi prévoyant qu'aucun permis d'exploitation n'autorisera le démarrage de l'exploitation avant le 1er janvier 1988) : rejeté ; organisation de la fuite des capitaux par le projet de loi ; **article 14 :** critères économiques pour retirer les permis d'exploitation (p. 4152) ; mesures réglementaires d'application des dispositions législatives relatives au retrait des permis d'exploitation (p. 4153) ; **après l'article 16 :** son amendement n° 4 (prévoyant la codification par décret des articles de la présente loi afin de les incorporer au code minier) rejeté (p. 4154) ; son amendement n° 5 (tendant à prévoir que la loi n'entrera en vigueur que lorsque le tiers au moins des pays membres de l'O. N. U. aura conclu avec la France des accords de réciprocité) ; investissements des capitaux français dans des consortiums étrangers (p. 4154) ; consortiums internationaux capables d'exploiter les nodules polymétalliques ; prise en compte de toutes les substances minérales par le projet de loi (p. 4155).

MASSOT (François)

Député des Alpes-de-Haute-Provence
(1re *circonscription*)
Apparenté socialiste puis socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'être apparenté à ce groupe [*J. O.* du 19 novembre 1981] (p. 3152).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 19 novembre 1981] (p. 3152).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale sur la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Rapporteur du projet de loi relatif à la Cour de cassation (n° 116) [22 juillet 1981] (p. 281).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Membre de la commission « *ad hoc* » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 608) [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3423).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi n° 116 relatif à la **Cour de cassation (n° 156)** [22 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 241) relatif à la **Cour de cassation (n° 245)** [29 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission « *ad hoc* » chargée d'examiner la **demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Paul Bladt** (n° 608) **(n° 619)** [16 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale : « apurement du passé » ; politique de relance [16 juillet 1981] (p. 165) ; formation professionnelle ; rôle de l'A. N. P. E. ; indemnisation du chômage qui paraît prioritaire par rapport aux mesures de relance ; coûts salariaux ; emplois d'utilité collective ; proposition de loi des radicaux de gauche relative à la participation de l'encadrement et des autres salariés aux conseils d'administration et de surveillance des entreprises ; « travail en miettes » ; précarité de l'emploi (p. 166).

— Projet de loi relatif à la cour de cassation (n° 116).

Première lecture, discussion générale, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : encombrement des chambres sociales et criminelles de la cour de cassation ; raisons sociologiques et juridiques de la multiplication des litiges (aide judiciaire, dispense du ministère d'avocat, multiplicité et complexité croissante des lois) ; ses inconvénients : allongement des délais, diminution de la qualité des décisions [22 juillet 1981] (p. 266) ; insuffisance des effectifs ; palliatifs : inscription au « petit rôle »,

division des chambres en sections, rôle d'expédition à la deuxième chambre civile ; loi du 3 janvier 1979 créant dans chacune des chambres de la cour une formation restreinte et ses limites ; quorum d'audience ; avantages d'une réduction du quorum ; ses amendements à l'article 1er du projet de loi ; formation restreinte ; élargissement de ses pouvoirs ; ses amendements à l'article 2 du projet de loi (p. 267).

Discussion des articles : **article 1er :** soutient l'amendement n° 1 de la commission (renvoi devant la chambre réunie en formation plénière) : adopté par scrutin public (p. 270) ; soutient l'amendement n° 2 de la commission (abrogation d'une disposition de la loi du 2 février 1981 fixant à trois magistrats le quorum d'audience de la chambre criminelle statuant sur les pourvois formés contre les arrêts des chambres d'accusation des cours d'appel) : réservé jusqu'après l'article 2 puis adopté (p. 273) ; **article 2 :** soutient l'amendement n° 3 de la commission (renvoi par une formation restreinte de l'examen du pourvoi à l'audience de la chambre soit à la demande des parties, soit de droit de magistrats la composant) : adopté ; soutient l'amendement de forme n° 4 de la commission : adopté (p. 274).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : renvoi de l'affaire à la formation plénière ; domaines de la loi ; cautionnement ; amende de cassation [29 juillet 1981] (p. 470).

Discussion des articles : **article 3 :** soutient l'amendement n° 1 de la commission (suppression de l'amende de cassation) : adopté (p. 471).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : opinion publique ; isolement de la France par rapport à la C. E. E. ; absence de caractère dissuasif de la peine de mort [18 septembre 1981] (p. 1194) ; crise de la société ; réinsertion sociale ; erreur judiciaire (p. 1195).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises (n° 314).

Première lecture, discussion générale : droit de la faillite ; caractère anachronique des procédures collectives en vigueur ; sauvegarde de l'emploi ; nécessité de réformer les professions de syndics et d'administrateurs judiciaires ; saisine du tribunal de commerce par le ministère public d'une demande d'ouverture de règlement judiciaire ou de liquidation de biens ; intervention du procureur de la République en cours de procédure ; demande de remplacement du syndic ; intervention du procureur de la République au moment de la clôture de la procédure ; demande de suppression du droit de vote pour les dirigeants sociaux [22 septembre 1981] (p. 1238) ; nécessité de créer un Parquet commercial ou économique (p. 1239) ; imbrication du droit pénal et du droit commercial (p. 1240).

Discussion des articles : **article 5 :** concordat ; remplacement des dirigeants sociaux (p. 1245).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **son rappel au règlement :** comportement de l'opposition [17 octobre 1981] (p. 2006) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** attention particulière de l'opposition pour la banque Odier-Bungener-Courvoisier [18 octobre 1981] (p. 2103) ; nationalisation de la banque Odier-Bungener-Courvoisier [19 octobre 1981] (p. 2125).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale :* le changement ; lutte contre les inégalités dans l'accès à la justice ; relèvement du plafond des ressources en matière d'aide judiciaire ; amélioration de l'indemnité forfaitaire allouée aux avocats ; triplement des bourses allouées aux élèves du centre de formation professionnelle des avocats ; non-rémunération des commissions d'office ; lutte contre la paralysie de la justice ; amélioration de la procédure devant la Cour de cassation ; augmentation des moyens de la justice sur le plan du matériel et sur celui des personnels ; construction d'un palais de justice à Bobigny ; création d'emplois ; priorité donnée à la politique de prévention ainsi qu'à l'amélioration de la formation professionnelle des personnels pénitentiaires et à la condition des détenus ; éducation surveillée ; insertion professionnelle des jeunes ; trop faible augmentation des effectifs des magistrats [12 novembre 1981] (p. 3595).

— Conclusions du rapport de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Paul Bladt (n° 619).

Discussion, rapporteur : rejet par le Conseil constitutionnel de la requête en annulation de l'élection législative de la sixième circonscription de Moselle introduite par M. Jean-Eric Bousch ; caractère abusif de la plainte formulée par M. Bousch [18 décembre 1981] (p. 5148) ; caractère de la demande de levée d'immunité parlementaire ; conclusion de rejet de la demande de levée d'immunité par la commission (p. 5149).

— Proposition de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal.

Discussion générale : proposition de loi socialiste tendant à l'abolition du deuxième alinéa de l'article 331 du code pénal ; discrimination entre hétérosexuels et homosexuels introduite dans le code pénal ; vote favorable du groupe socialiste [20 décembre 1981] (p. 5377).

Discussion de l'article unique : demande un scrutin public sur l'amendement de M. Jean Foyer tendant au relèvement à dix-huit ans de l'âge de la majorité sexuelle (p. 5378).

MATHIEU (Gilbert)

Député de la Côte-d'Or
(4e circonscription)
Apparenté U. D. F.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er :** son sous-amendement n° 46 à l'amendement n° 7 de la commission des finances (limitation de la réduction de 20 p. 100 dans son assiette à 1 million de francs par part attribuée à chacun des enfants vivants ou représentés) : rejeté ; avantages des donations-partages ; cas des donations-partages en matière agricole ; groupements fonciers agricoles [16 juillet 1981] (p. 190).

Commission mixte paritaire, discussion générale : notion d'outil de travail ; avantage familial et économique des donations-partages ; utilité du partage anticipé dans le domaine agricole ; T. V. A. frappant les hôtels de luxe [29 juillet 1981] (p. 462).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (n° 142).

Première lecture, discussion générale : problème des forclusions ; rapport constant ; enseignement de l'histoire [23 septembre 1981] (p. 1276).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : critique de l'héritage par le Gouvernement : T. G. V. ; nucléaire ; nucléaire et emploi [6 octobre 1981] (p. 1518).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 491 (tendant à compléter l'article 3 par un nouvel alinéa prévoyant que la présomption pourrait être combattue par la production d'un inventaire des meubles meublant, dressée par un notaire ou un commissaire priseur, valable pour cinq ans et dispensée des règles prévues par le code de procédure civile) [29 octobre 1981] (p. 2747) ; conciliation des règles d'estimation des meubles meublant en matière de succession et d'impôt sur le patrimoine ; son

amendement n° 490 (tendant à abaisser à 1 p. 100 la valeur imposable minimum des meubles meublant) (p. 2748) ; amendements n°s 491 et 490 devenus sans objet (p. 2760) ; son sous-amendement n° 554 à l'amendement n° 380 de M. Pierre Méhaignerie (tendant à exclure du champ d'application de l'impôt sur la fortune le stock animal dépendant de l'exploitation d'élevage) ; notion d'instrument de travail en agriculture (p. 2769) ; stock animal ; pénalisation des exploitations devant élever des animaux pendant une longue période ; sous-amendement n° 554 : rejeté (p. 2770) ; **article 4 :** son amendement n° 492 (tendant à inclure dans les biens professionnels les biens donnés à bail à un exploitant agricole, dans le patrimoine du bailleur) [30 octobre 1981] (p. 2791, 2792) : rejeté (p. 2796) ; loi l'orientation agricole ; baux à long terme (p. 2793) ; **article 5 :** son amendement n° 508 (tendant à inclure les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire dans le patrimoine de son titulaire pour une valeur établie conformément à l'article 762 du code général des impôts) (p. 2801, 2802) : rejeté (p. 2803) ; **article 7 :** prise en compte des biens amortissables, à l'exclusion des biens fondamentaux ; exemple du terrain ; secteurs en difficulté ne pouvant bénéficier des dispositions de l'article 7 (p. 2824 ; **article 9 :** seuil d'assiette ; évaluation des meubles meublant ; ventes aux enchères ; inventaires ; mise en concordance du régime d'imposition des successions et de celui d'un impôt sur le patrimoine (p. 2843) ; délai du dépôt des déclarations de succession (p. 2844) ; son amendement n° 510 (application en matière d'impôt sur le patrimoine des dispositions de l'article 793 du code général des impôts concernant les parts de groupement foncier agricole, les biens donnés à bail à long terme, les parts d'intérêts détenues dans les groupements forestiers et les propriétés en nature de bois et forêts) : rejeté (p. 2846) ; **article 13 :** son amendement n° 519 (de suppression de l'article) : rejeté par scrutin public ; son amendement n° 203 (maintien de la déduction forfaitaire pour les biens ruraux placés sous le régime des baux à long terme) [2 novembre 1981] (p. 2936) : rejeté par scrutin public (p. 2937) ; **article 31 :** son amendement n° 540 (suppression de l'article) : adopté [4 novembre 1981] (p. 3125).

Deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* installation des jeunes agriculteurs ; baisse des crédits d'équipement ; franc vert ; montants compensatoires monétaires [6 novembre 1981] (p. 3261) ; enseignement agricole privé ; relèvement des taux des prêts bonifiés ; taux progressifs (p. 3262).

Articles additionnels et articles non rattachés :

Article 66 précédemment réservé : son amendement n° 61 (suppression de l'article : incitation à l'investissement) [20 novembre 1981] (p. 4080) ; rejeté (p. 4084) ; son amendement n° 62 (tendant à ce que les aides publiques à l'investissement soient réservées aux entreprises ne licenciant pas de personnel pendant la période considérée) ; contradiction entre l'exposé des motifs et le texte de l'article (p. 4086) ; amendement n° 62 rejeté ; son amendement n° 63 (extension de l'article aux entreprises agricoles et création d'une taxe spéciale sur les huiles végétales importées compensant la perte de recette résultant de cette mesure) rejeté (p. 4087).

MAUGER (Pierre)

Député de la Vendée
(3e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Essences) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Défense : Section commune) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant **vocation à la qualité de combattant** aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 **(n° 407)** [1er octobre 1981].

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1982 (n° 450)**, tome II : Défense : section commune et budget annexe des **essences (n° 473)** [16 octobre 1981].

QUESTIONS

orale sans débat (n° 98) : taxe sur la valeur ajoutée (déductions) : posée le 4 décembre 1981 (p. 4430) ; appelée le 11 décembre 1981 : **extension du fonds de compensation pour le T. V. A. aux organismes chargés de la gestion des marais :** extension du bénéfice des dotations budgétaires au fonds de compensation pour la T. V. A. aux sociétés syndicales de marais ; aménagement des marais de l'Ouest dans le département de la Vendée par un syndicat mixte (p. 4668).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* constitution d'un ministère de la mer ; pêche artisanale ; effets de l'augmentation du prix du carburant ; stabilisation de la charge de carburant par rapport au prix du poisson ; renouvellement de la flottille ; révision du système de la dotation globale du F. D. E. S. ; réforme du versement des subventions du ministère ; livret d'épargne pour les caisses régionales de crédit maritime [9 novembre 1981] (p. 3396) ; retraite à cinquante ans ; bonifications pour enfants ; pension de reversion des veuves ; accès des navires français dans toutes les eaux communautaires ; entrée de l'Espagne dans le Marché commun ; protection du marché intérieur ; fiscalité des marins pêcheurs (p. 3397).

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis pour la section commune et pour le budget annexe des essences : industrie d'armement ; armement nucléaire tactique ; missile air-sol moyenne portée ; système Hades ; F. N. S. [13 novembre 1981] (p. 3647) ; personnels de l'armement ; service de santé ; médecine appelés ; réorganisation du S. D. E. C. E. ; calcul des crédits affectés au service des essences à partir d'un volume de carburant (p. 3648) ; fait part des observations de M. Roger Corrèze [14 novembre 1981] (p. 3689).

MAUJOUAN DU GASSET (Joseph-Henri)

Député de la Loire-Atlantique
(4e circonscription)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à maintenir l'animation et la vie locale des bourgs ruraux (n° 265) [1er octobre 1981] (p. 1454).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution à prendre des mesures d'ordre social [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3494).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à organiser un système de **formation permanente des élus locaux (n° 199)** [22 juillet 1981].

— **Proposition de loi organique** tendant à assurer la **représentation des professions libérales au Conseil économique et social (n° 236)** [24 juillet 1981].

— **Proposition de loi** tendant à favoriser l'**adoption plénière,** en ramenant de trente à vingt-cinq ans l'âge minimum pour adopter un enfant **(n° 256)** [30 juillet 1981].

— **Proposition de loi** tendant à dégager, en l'absence de faute, la **responsabilité personnelle des magistrats municipaux (n° 257)** [30 juillet 1981].

— **Proposition de loi** relative au **statut du conseiller général (n° 258)** [30 juillet 1981].

— **Proposition de loi** tendant à la création d'un comité chargé d'étudier les problèmes entraînés par **l'acquisition de patrimoine français par des étrangers (n° 259)** [30 juillet 1981].

— **Proposition de loi** tendant à instituer une nouvelle catégorie de **dispense** d'obligation du **service national actif,** dispense fondée sur la défense de l'emploi **(n° 260)** [30 juillet 1981].

— **Proposition de loi** tendant à rendre obligatoire la signalisation de **l'abandon,** par leurs occupants, des **véhicules accidentés (n° 261)** [30 juillet 1981].

— **Proposition de loi** tendant à l'introduction du **pacte de famille** dans notre droit successoral **(n° 262)** [30 juillet 1981].

— **Proposition de loi** tendant à organiser la **lutte contre les termites (n° 263)** [30 juillet 1981].

— **Proposition de loi** tendant à l'officialisation des **chambres des professions libérales** et assimilées actuellement constituées en associations conformément à la loi du 1er juillet 1901 **(n° 264)** [30 juillet 1981].

— **Proposition de loi** tendant à maintenir l'animation et la vie locale des **bourgs ruraux (n° 265)** [30 juillet 1981]

— **Proposition de loi** tendant à la création de **chambres régionales de métiers (n° 266)** [30 juillet 1981].

— **Proposition de loi** tendant à augmenter le nombre des conseillers régionaux pour assurer la **représentation** spécifique des **communes de moins de 30 000 habitants au sein des conseils régionaux (n° 267)** [30 juillet 1981].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **(n° 25) : impôt sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux)** : posée le 29 septembre 1981 (p. 1372) ;

— **(n° 70),** posée le 2 novembre 1981 : **calamités et catastrophes (pluies et inondations)** (p. 2977).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).**

Première lecture, discussion des articles : **article 15** *bis* : situation de certains maraîchers du Pays de la Loire [29 juillet 1981] (p. 514).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 25 :** bouilleurs de cru [4 novembre 1981] (p. 3064).

Deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* situation des producteurs de maïs dans l'Ouest de la France [6 novembre 1981] (p. 3291).

MAUROY (Pierre)

Premier ministre
Député du Nord
(2e circonscription)
Socialiste
Premier ministre

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 24 juillet 1981] (p. 2054).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de Premier ministre : démission de son premier Gouvernement. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé Premier ministre. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3) [3 juillet 1981].

Déclaration du Gouvernement sur sa **politique générale (n° 11)** [8 juillet 1981].

Projet de loi portant **suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77)** [8 juillet 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Pologne relatif aux **instituts français en Pologne** et aux **instituts polonais en France (n° 89)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la **conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (n° 90)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention sur la **sécurité sociale** du 28 février 1952 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **Principauté de Monaco (n° 91)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant la ratification d'une **convention consulaire** entre la République française et la **République démocratique allemande (n° 92)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière de **douane** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République d'Autriche (n° 93)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République démocratique allemande** relatif au statut et aux modalités de fonctionnement des **centres culturels** institués par l'accord de coopération culturelle conclu entre eux **(n° 94)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant la **pêche dans le lac Léman (n° 95)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de **l'île Maurice** tendant à éviter les **doubles impositions** en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune **(n° 96)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la France et le **Canada** sur **l'extradition (n° 97)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République du Mali** sur la **sécurité sociale (n° 98)** [15 juillet 1981].

Projet de loi concernant l'application de **l'accord franco-guinéen** du 26 janvier 1977 relatif au règlement du **contentieux financier** entre les deux pays **(n° 99)** [15 juillet 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République du Liberia sur** l'encouragement et la protection réciproques des **investissements (n° 100)** [15 juillet 1981].

Projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1979 (n° 101)** [15 juillet 1981].

Projet de loi relatif aux droits et libertés des **communes**, des **départements** et des **régions (n° 105)** [16 juillet 1981].

Projet de loi relatif à la **Cour de cassation (n° 116)** [17 juillet 1981].

Déclaration du Gouvernement (n° 306) [2 août 1981].

Projet de loi portant **ratification des ordonnances** prises en application de la loi n° 79-1114 du 22 décembre 1979 autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures rendues nécessaires par la déclaration de l'**indépendance des Nouvelles-Hébrides (n° 309)** [8 septembre 1981].

Projet de loi portant **abolition de la peine de mort (n° 310)** [8 septembre 1981].

Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'**enseignement supérieur** du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi **(n° 311)** [8 septembre 1981].

Rapport sur l'activité du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles **(C.N.A.S.E.A.)** et l'utilisation des fonds qui lui sont confiés (année 1980) [8 septembre 1981] (p. 828).

Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale **(n° 320)** [15 septembre 1981].

Projet de loi de nationalisation (n° 384) [23 septembre 1981].

Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [23 septembre 1981].

Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) [2 octobre 1981].

Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'**indépendance énergétique (n° 458)** [7 octobre 1981].

Projet de loi relatif à la durée du **mandat des membres des chambres d'agriculture (n° 477)** [21 octobre 1981].

Projet de loi relatif aux **droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483)** [31 octobre 1981].

Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des **conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 484)** [31 octobre 1981].

Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la **réinstallation des rapatriés (n° 485)** [31 octobre 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une disposition complémentaire aux **conventions internationales concernant le transport par chemins de fer** des marchandises, des voyageurs et des bagages **(n° 486)** [2 novembre 1981].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République d'Islande** afin d'éviter la **double imposition en matière de transport aérien (n° 487)** [2 novembre 1981].

Projet de loi :

1° Autorisant la ratification d'un accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, signé entre les **Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la République du Zimbabwe ;**

2° Autorisant l'approbation d'un accord interne entre les Etats membres de la Communauté économique européenne, modifiant l'**accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté** signé le 20 novembre 1979 **(n° 488)** [2 novembre 1981].

Projet de loi autorisant la ratification d'un protocole portant amendement de la convention relative à l'**aviation civile internationale** (article 83 *bis*) **(n° 489)** [2 novembre 1981].

Rapport sur l'emploi des jeunes, en application de l'article 10 de la loi n° 79-575 du 10 juillet 1979 portant diverses mesures en faveur de l'emploi [3 novembre 1981] (p. 3043).

Projet de loi relatif à la **prise en charge par l'Etat de certaines cotisations de sécurité sociale** au bénéfice d'entreprises opérant une forte réduction de la durée du travail **(n° 545)** [9 novembre 1981].

Projet de loi relatif à la **modération des loyers (n° 546)** [9 novembre 1981].

Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561) [20 novembre 1981].

Projet de loi approuvant le **plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576)** [26 novembre 1981].

Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement par application de l'article 38 de la Constitution à prendre des **mesures d'ordre social (n° 577)** [27 novembre 1981].

Projet de loi portant diverses mesures relatives à la **sécurité sociale (n° 579)** [2 décembre 1981].

Rapport sur l'exécution, pour l'année 1981, de la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 instituant une **dotation globale de fonctionnement** versée par l'Etat aux collectivités locales et à certains de leurs groupements [3 décembre 1981] (p. 4402).

Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600) [9 décembre 1981].

Lettre rectificative au rapport annexé au projet de loi (n° 576) portant approbation du **plan intérimaire 1982-1983 (n° 607)** [11 décembre 1981].

Projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1980 (n° 652)** [18 décembre 1981].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jacques Rimbault : application de l'augmentation du S.M.I.C.** [15 juillet 1981] (p. 118) ;

— **M. Emmanuel Hamel : pacifisme** ; recherche de la paix ; volonté de défense nationale [28 octobre 1981] (p. 2666) ;

— **M. Jean-Pierre Gabarrou : industrie textile dans le Tarn :** comité interministériel pour prendre des mesures indispensables au soutien des industries textiles [18 novembre 1981] (p. 3932, 3933) ;

— **M. Gustave Ansart : relance de l'industrie textile :** programme d'actions pour le textile et l'habillement ; emploi dans ce secteur ; concurrence internationale ; encadrement des importations ; mandat de la commission des communautés pour la renégociation à Genève de l'accord multifibre ; réduction du commerce international des produits textiles ; pays fournisseurs de la Communauté ; concurrence des pays du Sud-Est asiatique [25 novembre 1981] (p. 4160) ; investissements de modernisation ; réforme des centres de recherches collectifs ; reconquête du marché intérieur (p. 4161) ;

— **M. René La Combe : visite de M. Michel Jobert en Chine :** relations entre la France et la Chine ; développement des échanges économiques et scientifiques ; coïncidence entre la visite à Pékin de M. Jobert et la peine infligée à une citoyenne chinoise fiancée à un diplomate français [25 novembre 1981] (p. 4165) ;

— **M. Francis Geng : difficultés de l'industrie textile :** diminution des charges sociales [25 novembre 1981] (p. 4171) ;

— **M. Jacques Blanc : réformes :** volonté politique de changement du présent Gouvernement ; abolition de la peine de mort ; action en faveur de la sécurité et de la justice ; décentralisation ; nationalisation ; réforme sociale ; taxe professionnelle ; réforme sur la sécurité sociale ; réforme de la fiscalité [2 décembre 1981] (p. 4353) ;

— **M. Bernard Stasi : situation en Pologne :** gravité des mesures décidées en Pologne ; sympathie du Gouvernement et du peuple français ; aide à la Pologne s'exprimant par des prises de position publiques et par une activité diplomatique constante ; notre soutien concret : aide alimentaire exceptionnelle d'urgence ; intervention auprès des pays occi-

dentaux pour tenter d'alléger la peine de la Pologne ; répercussions que pourrait avoir l'internationalisation de la crise polonaise [16 décembre 1981] (p. 4990, 4991) ;

— **M. Olivier Stirn : situation en Pologne :** maintien de l'aide alimentaire à la Pologne ; participation du ministre de l'économie et des finances à une réunion pour discuter de l'aide à apporter à la Pologne et du remboursement de la dette [16 décembre 1981] (p. 4992) ;

— **M. Michel Barnier : situation en Pologne :** sa volonté d'éviter qu'une autre armée vienne s'ajouter à l'oppression exercée par l'armée polonaise en Pologne ; son interrogation sur la société communiste [16 décembre 1981] (p. 4994) ;

— **M. Emmanuel Aubert : situation en Pologne :** renvoie M. Emmanuel Aubert à ses déclarations précédentes sur la situation en Pologne [16 décembre 1981] (p. 4995).

orale sans débat de M. Pascal Clément (n° 112) : difficultés de la Compagnie de matériel ferroviaire à Balbigny : application des règles applicables à la passation de marchés publics pour l'adjudication de la S.N.C.F. [18 décembre 1981] (p. 5158).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement et débat sur cette déclaration (n° 11).

Discussion : élection de M. François Mitterrand, premier Président socialiste de la V^e^ République ; élection d'une majorité parlementaire conforme à la majorité présidentielle ; sens du dépôt par M. François Mitterrand de trois roses au Panthéon ; Jean Jaurès et la naissance du socialisme ; Jean Moulin et la Résistance [8 juillet 1981] (p. 46) ; Victor Schœlcher et l'émancipation des peuples ; volonté de la France de lutter pour un nouvel ordre mondial ; réalité de la crise économique ; construction d'une France solidaire, responsable et entreprenante ; augmentation du chômage et de l'inflation ; commission Bloch-Lainé ; efficacité des mesures prises pour défendre le franc ; relance de l'économie (p. 47) ; nouvelle politique économique centrée sur l'emploi ; préparation d'un plan de deux ans ; création d'emplois publics ; réduction de la durée du travail ; abaissement de l'âge de la retraite ; augmentation du S.M.I.C. ; augmentation des dépenses sociales et contrôle du Parlement ; solidarité à l'égard des personnes âgées et des handicapés ; maintien d'un système de santé libéral (p. 48) ; mise en place de centres de santé ; nécessité de simplifier le système de compensation des charges familiales ; politique du Gouvernement à l'égard des travailleurs étrangers ; limitation des entrées ; réformes de la fiscalité ; création d'un impôt sur les grandes fortunes ; lutte contre la fraude fiscale ; plafonnement des effets du quotient familial ; nouvelle citoyenneté ; place de l'opposition au Parlement (p. 49) ; rôle du Parlement ; restauration de l'indépendance de la justice ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et des tribunaux permanents des forces armées ; abrogation de la loi « sécurité et liberté » ; réforme du conseil supérieur de la magistrature ; écoutes téléphoniques ; rôle de la police ; indépendance de la radio et de la télévision ; projet de loi relatif à la décentralisation (p. 50) ; développement de mouvements de consommateurs et d'usagers ; logement et cadre de vie ; développement du mouvement associatif ; lutte contre la ségrégation sociale dans le domaine du temps libre ; relance de la formation permanente ; transformation du système éducatif et unification du service public d'éducation ; avenir des universités et des grandes écoles ; démocratie dans l'entreprise ; comités d'entreprise ; rôle de la négociation collective et des mesures législatives ; droits syndicaux ; nécessité de stimuler la volonté d'entreprendre ; soutien des petites et moyennes entreprises ; dangers de la politique des Etats-Unis en matière de taux d'intérêt ; volonté d'encourager l'épargne stable et de protéger l'épargne populaire (p. 51) ; absence de remise en cause de la liberté des prix industriels ; politique industrielle visant à une relance de l'investissement productif ; loi de programme sur la recherche et l'innovation technologique ; nationalisation du secteur bancaire avec sauvegarde de l'action internationale des groupes bancaires nationalisables et sans bouleversement des structures ; absence de nationalisation des petites banques indépendantes ; nationalisation de onze grands groupes industriels (p. 52) ; Dassault, Matra, Usinor et Sacilor, Compagnie générale d'électricité, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain - Pont-à-Mousson, Thomson-Brandt, C.I.I.-Honeywell-Bull, I.T.T. France, Roussel-Uclaf ; Indemnisation des actionnaires ; développement de la coopération et de la mutualité ; développement de l'agriculture et des industries agricoles et alimentaires ; pénétration du marché intérieur par les produits étrangers et refus du protectionnisme ; poursuite d'un programme électronucléaire (p. 53) ; volonté de la France de promouvoir un nouvel ordre international et développement des mécanismes de coopération de la C.E.E. ; nécessité d'une relance de la construction européenne ; espace social européen ; fidélité de la France à ses alliances ; maintien de la stratégie de dissuasion ; accroissement du potentiel militaire soviétique et nécessité d'un équilibre des forces ; souhaite le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan ; refus de toute intervention étrangère en Pologne ; problèmes du Proche-Orient, du Cambodge et de l'Amérique latine (p. 54) ; promotion de la solidarité internationale ; renforcement de l'aide publique bilatérale et multilatérale au développement ; nécessité de multiplier les échanges avec les pays en voie de développement ; décision du conseil des ministres autorisant le Premier ministre à engager la responsabilité du Gouvernement sur sa déclaration de politique générale (p. 55) ; respect par le Gouvernement des engagements pris pendant la campagne électorale ; lucidité du discours prononcé en septembre 1969 par M. Chaban-Delmas, Premier ministre ; république des professeurs ; rejette les accusations de collectivisme ; défense des libertés ; prétendu monopole des socialistes [9 juillet 1981] (p. 80) ; réexamen de l'ensemble de la politique de vente d'armes ; nécessité d'une réforme du système monétaire international ; priorité accordée au logement social ; nationalisation ne constituant pas une étatisation ; succès des entreprises nationales existantes ; émulation entre secteur public et secteur privé (p. 81) ; priorité à la recherche et rôle du secteur public élargi ; expansion nécessaire de l'agriculture ; approbation par le Gouvernement des objectifs de la politique agricole commune ; propose de moduler la garantie des prix agricoles en fonction de la dimension de l'exploitation ; agriculture de montagne et méditerranéenne ; disparité entre les revenus agricoles ; création du ministère de la mer ; création du ministère du temps libre ; décentralisation culturelle (p. 82) ; abandon de la centrale nucléaire de Plogoff ; politique énergétique faisant appel à toutes les sources d'énergie ; économies d'énergie (p. 83) ; commission présidée par M. Bloch-Lainé pour dresser le bilan du Gouvernement Barre (p. 84).

— **Associe le Gouvernement** à l'éloge funèbre de MM. René de Branche et Jacques-Antoine Gau, députés de la 6^e^ législature [15 juillet 1981] (p. 111).

— **Associe le Gouvernement** à l'éloge funèbre de M. Henri Darras [27 juillet 1981] (p. 306).

— Allocution de fin de session (n° 306).

Réduction de la durée du travail ; cinquième semaine de congés ; nouvelle répartition de la charge de travail ; gain de productivité ; amélioration de la disponibilité des services publics ; amnistie ; problème de la violence et de la délinquance [2 août 1981] (p. 792) ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; collectif budgétaire ; financement des mesures sociales ; relance de la consommation ; création d'emplois dans la fonction publique ; réforme de la fiscalité ; prix unique du livre ; régionalisation ; suppression de la peine de mort ; extension du secteur public ; indemnisation des actionnaires des entreprises nationalisées ; composition des conseils d'université ; budget ; lutte contre le chômage ; relance économique ; salaires ; plan intérimaire de deux ans ; commission Bloch-Lainé ; politique énergétique ; construction des centrales nucléaires (p. 793) ; abaissement de l'âge de la retraite ; modalités sélectives régissant les cumuls ; immigration ; statut de l'audiovisuel ; négociations sociales ; entreprises en difficultés ; modernisation de la législation sur les dépôts de bilan ; relations du Parlement et du Gouvernement (p. 794).

— Déclaration du Gouvernement, sans débat, sur la politique générale (n° 320).

Bilan de l'action du Gouvernement précédent ; arrêt de l'augmentation du chômage ; crise de production ; prix de l'énergie ; désordre monétaire ; émergence de nouveaux pays industriels ; appauvrissement des pays les moins avancés ; nouvelles croissances [15 septembre 1981] (p. 1032) ; ambition industrielle pour la France ; nouvelle révolution technologique ; inadaptation de notre appareil de production ; retard des relations sociales dans l'entreprise ; inadaptation du système de charges sociales ; répartition de la charge de travail ; droit des femmes à l'emploi ; exode rural ;

dotation d'installation des jeunes agriculteurs ; système de retraites ; développement industriel ; conditions de travail et de vie à l'usine ; progrès social dans l'entreprise ; direction de l'entreprise ; rôle du comité d'entreprise ; information du travailleur ; rôle des syndicats (p. 1033) ; concertation et négociation : voie normale de prévention et de solution des conflits ; petites et moyennes entreprises ; respect des droits des travailleurs ; création d'emplois : rôle des chefs d'entreprise ; compétitivité dans la concurrence internationale ; installation du conseil supérieur du développement industriel ; mesures sociales immédiates décidées le 3 juin ; compensation de l'augmentation des charges ; baisse de l'investissement industriel ; prêts du F.D.E.S. ; taux de base bancaire ; lancement de 50 000 logements sociaux ; réalisation des conditions de la reprise économique ; plan intérimaire de deux ans (p. 1034) ; programme d'économie d'énergie et de promotion des énergies renouvelables dans l'habitat ; budget pour 1982 générateur de relance ; déficit incitateur ; création directe d'emplois dans le secteur public ; politique salariale rigoureuse : maintien du pouvoir d'achat moyen ; minimum vieillesse ; allocations familiales ; allocations logement ; progression du budget de l'urbanisme et du logement ; secteur du bâtiment et des travaux publics ; équipements et transports collectifs ; part des importations dans l'offre de produits industriels ; grands travaux de l'Etat ; petits travaux urbains ; reconquête du marché intérieur ; renforcement du dispositif communautaire du marché européen ; préférence communautaire en matière agricole ; distorsions de concurrence entre les producteurs de la Communauté ; dispositif fiscal plus équitable ; stabilisation du poids de l'impôt sur le revenu pour la majorité des contribuables ; contribution supplémentaire pour les revenus les plus hauts au financement de l'U.N.E.D.I.C. ; plafonnement du quotient familial ; impôt sur la fortune (p. 1035) ; rejet de toute majoration générale de la T.V.A. ; stabilisation de la charge des impôts et des cotisations sociales ; réforme de la sécurité sociale et de son financement ; prise en charge par le budget de l'Etat de la moitié du déficit de l'U.N.E.D.I.C. ; charges sociales des industries de main-d'œuvre ; extension du secteur public ; nationalisations de 1936, 1937 et 1945 ; nationalisations de Dassault et de Matra (p. 1036) ; nationalisation du crédit ; maintien de la concurrence entre les établissements bancaires ; réforme bancaire tournée vers les P.M.E. ; décentralisation ; respect de l'économie de marché ; politique des prix : principe de concurrence, de concertation avec les professionnels, liberté des prix, taxation en cas de dérapage ; mesures en faveur des P.M.E. ; amélioration des fonds propres ; prêts bancaires participatifs ; mise en œuvre de cellules d'animation financière régionales ; participation des compagnies d'assurance au renforcement des fonds propres des P.M.E. ; créations d'entreprises ; mise en place de « centres de formalités uniques » ; détaxation des bénéfices réalisés par les entreprises nouvelles ; aides au développement régional (p. 1037) ; exonérations de taxes professionnelles ; aides à l'innovation ; transmissions de P.M.E. ; harmonisation de la taxation des mutations à titre onéreux ; développement des actions en droit de vote et à dividende prioritaire ; rachat du capital par les travailleurs de l'entreprise ; reprise des P.M.I. par les cadres ; aide fiscale à l'investissement ; réduction de la durée du travail ; objet des trente-cinq heures effectives en 1985 ; accord pour trente-neuf heures au premier janvier 1982, pour la cinquième semaine de congés payés et pour la limitation des heures supplémentaires ; instauration de la cinquième équipe ; aménagement du travail à temps partiel (p. 1038) ; année de congé pour les cadres ; abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans ; transition entre l'emploi et la retraite ; droits à pension en fonction de la durée de carrière ; limitation des cumuls entre une pension de retraite et un revenu ; régime de la garantie de ressources ; fonds national de l'emploi ; chômage des jeunes (p. 1039) ; carte scolaire ; développement des centres d'enseignement professionnel ; contrat de « jeunes volontaires » au terme du service national : mise en valeur du massif forestier, protection civile, lutte contre l'incendie, sauvegarde des parcs régionaux et nationaux ; lutte contre les pollutions ; participation à l'animation des communes les plus petites ; coopération ; développement de la formation professionnelle ; adaptation aux technologies nouvelles ; nécessité des gains de productivité pour financer l'embauche supplémentaire (p. 1040) ; allongement des horaires d'ouverture et de fonctionnement des services ouverts au public ; situation démographique de la France ; « contrat de solidarité emploi » ; comités locaux de l'emploi ; commissions nationales contre le chômage ; exemple de l'Autriche (p. 1041) ; inopportunité d'un dépôt de motion de censure (p. 1042).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Cohésion de la majorité ; chômage ; seuil de prélèvement fiscal [15 septembre 1981] (p. 1074) ; seuil de prélèvements sociaux ; emplois précaires ; travailleurs intérimaires ; contrats à durée déterminée, nationalisation du crédit ; rapport entre les entreprises et les banques ; réorientation du crédit à moyen terme vers les investissements créateurs d'emplois ; réexamen des modalités de l'escompte ; budget de l'Etat ; gouvernement du front populaire (p. 1075) ; répercussion de la démographie sur le chômage ; emploi des femmes (p. 1076).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : dévaluation [7 octobre 1981] (p. 1561) ; relance et création d'emplois ; objectif de 10 p. 100 de hausse de prix en 1982 ; croissance supérieure à 3 p. 100 dès 1982 ; dépendance énergétique ; maîtrise des consommations ; information ; six tranches pour 1982-1983 ; extension du centre de La Hague ; respect des contrats signés avec des partenaires étrangers ; commission scientifique sur le retraitement ; commission locale sur le site de La Hague ; contrainte extérieure ; programme d'aide multilatérale pour les pays en voie de développement (p. 1562) ; ressources nationales ; charbon ; maîtrise des consommations ; sécurité du nucléaire ; information ; décentralisation ; énergies renouvelables ; réseaux de chaleur ; avenir des sites gelés (p. 1563) ; énergie et choix de société (p. 1564) ; nucléaire ; choix des implantations ; décision en dernier ressort du Gouvernement et du Parlement ; consultation de la population (p. 1567).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Jean-Charles Gaudin.

Décentralisation ; collectif budgétaire ; programme de nationalisations ; extension des libertés ; abolition de la peine de mort ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; extension des droits du travailleur ; réduction de la durée du travail ; abaissement de l'âge de la retraite ; réforme de la sécurité sociale ; plan intérimaire de deux ans ; plan avenir jeunes ; justice sociale ; bilan économique du précédent gouvernement : chute de la production industrielle, augmentation du nombre des chômeurs, élévation du rythme d'inflation [12 octobre 1981] (p. 1681) ; dépression de l'économie aggravée par la politique budgétaire ; suppression à la veille des élections présidentielles d'un point de cotisation sociale ; augmentation des prestations sociales ; relèvement du Smic ; relance par l'investissement ; lancement de logements sociaux ; insertion professionnelle des jeunes ; consommation des ménages ; déficit des paiements courants ; endettement extérieur ; nouvelle croissance ; nouveau partage du travail ; dispositif de traitement des entreprises en difficulté ; contexte démographique ; négociations sur l'aménagement du temps de travail ; contrats de solidarité ; exonération des charges sociales ; pré-retraite (p. 1682) ; caractère décentralisé, négocié et adapté des contrats de solidarité ; développement du potentiel industriel ; forces et faiblesses de l'industrie française ; refus de la fatalité de la spécialisation internationale et du sous-investissement ; accroissement du budget public de la recherche ; augmentation du minimum vieillesse ; création d'emplois publics ; développement des investissements de l'Etat ; plan de financement de la sécurité sociale ; dispositif de régulation des dépenses publiques en fonction de l'évolution de la conjoncture ; croissance économe en importations (p. 1683) ; répartition équitable de l'effort fiscal ; impôt sur le revenu ; plafonnement des avantages du quotient familial ; impôt sur les grandes fortunes ; lutte contre la grande fraude fiscale ; situation financière de l'U.N.E.D.I.C. ; contribution au financement de son déficit par les revenus les plus élevés ; aide fiscale aux entreprises nouvelles ; incitation fiscale aux économies d'énergie ; taux de change du franc ; déficit commercial vis-à-vis de l'Allemagne ; réajustement des parités entre les monnaies du système européen ; effet bénéfique du réajustement pour l'économie française et mesures d'accompagnement afin de réduire le rythme de l'inflation ; gel des prix d'un certain nombre de produits de consommation courante ; limitation de la hausse des prix à moins de 10 p. 100 en 1982 ; cadre contractuel fixant les étapes de l'évolution des prix ; régulation budgétaire (p. 1684) ; hausse des prix ; chômage ; nécessité d'une évolution modérée des rémunérations ; cercle vertueux de l'emploi, de la productivité et du ralentissement de l'inflation ; recul des limites de la contrainte extérieure (p. 1685).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : redressement économique et nationalisation ; engagement du Président de la République ; champ des nationalisations [13 octobre 1981] (p. 1715) ; restitution au secteur privé des participations industrielles de Suez et de Paribas ; encyclique de Jean-Paul II ; constitutionnalité des nationalisations ; dynamisme industriel et expérimentation sociale ; nationalisation des banques, de Dassault, de Matra (p. 1716) ; participations de Matra dans la presse ; subventions accordées par les précédents gouvernements aux groupes industriels nationalisables ; nouvelle répartition de l'aide de l'Etat au profit des P.M.E. ; rôle d'entraînement du secteur nationalisé ; rôle de l'Etat au Japon ; cartels allemands (p. 1717) ; réussite des entreprises nationales françaises ; respect des structures des groupes nationalisables ; profit comme indicateur ; autonomie de gestion de l'entreprise nationalisée ; contrat de plan entre l'entreprise et l'Etat ; rôle du secteur bancaire nationalisé dans le développement des P.M.E. ; décentralisation du crédit ; loi d'organisation du secteur bancaire en 1982 ; mise en place du conseil supérieur du développement industriel ; rôle du plan national (p. 1718) ; maintien de la liberté des prix dans les secteurs concurrentiels ; stratégie des filières industrielles ; reconquête du marché intérieur ; indépendance technologique ; politique de sous-traitance des entreprises publiques ; réduction des délais de paiement de l'Etat à trente jours fin de mois ; nouvelle citoyenneté dans l'entreprise ; projet de loi élargissant les droits des salariés ; innovation sociale dans l'entreprise publique ; mise en place au 1er janvier 1982 de conseils tripartites dans les entreprises nationalisables (p. 1719).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion générale : concrétisation des engagements sociaux pris par le Gouvernement et la majorité [8 décembre 1981] (p. 4493) ; rythme de travail de l'Assemblée ; refus des deux millions et demi de chômeurs inscrits dans le VIIIe Plan ; nouveau partage du travail ; reprise de l'activité économique en cours ; création d'emplois en jouant sur la réduction du temps de travail ; quinze lois d'habilitation adoptées depuis le début de la Ve République ; stabilité de la durée du travail depuis 1976 ; nouvelle durée hebdomadaire ; limitation des heures supplémentaires et cinquième semaine de congé par ordonnances en fonction des accords intervenus entre les partenaires sociaux (p. 4494) ; objectif des trente-cinq heures hebdomadaires en 1985 ; travail à temps partiel ; limitation du recours au travail temporaire et au contrat à durée déterminée ; garanties des salariés ; abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite ; nouveau régime de retraite à soixante ans à partir du 31 mars 1983 ; réglementation des cumuls emploi-retraite ; contrats de solidarité ; développement de la formation professionnelle ; aucun jeune de seize à dix-huit ans au chômage dans un délai de un à deux ans (p. 4495) ; mise en œuvre des moyens de changer la vie (p. 4496).

— **Sur le fait personnel de M. Robert-André Vivien :** critique de la façon dont M. Robert-André Vivien accomplit sa tâche de député [16 décembre 1981] (p. 4999).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.**

Asile offert par la France à tous ceux qui sont poursuivis pour des raisons politiques [16 décembre 1981] (p. 5003) ; critique du plan de « refroidissement » mis en place par M. Jacques Chirac ; reprise de l'activité fondée sur la consommation depuis le printemps ; ralentissement de la progression du chômage ; contrôle de la reprise ; non-accélération de l'inflation ; diminution du nombre de défaillance des entreprises ; croissance de nos exportations ; amélioration de notre environnement international ; gel des prix du pétrole et repli du dollar ; compétitivité des produits français ; reprise de l'investissement ; élargissement et modernisation de nos capacités de production ; reprise de l'activité sans accroissement des tensions inflationnistes ; augmentation de la masse monétaire inférieure à la croissance du produit intérieur brut en valeur ; ralentissement du chômage ; réduction de la durée du travail ; respect des démarches contractuelles ; abaissement de l'âge de la retraite ; allongement des congés ; nouvelle législation du travail temporaire et des contrats à durée limitée ; amélioration des droits des travailleurs ; réduction du temps de travail à trente-neuf heures par semaine pour l'ensemble de la fonction publique au 1er janvier 1982 ; priorité donnée aux bas salaires ; revalorisation du S.M.I.C. ; augmentation du minimum vieillesse (p. 5004) ; couverture sociale des chômeurs ; augmentation des prestations familiales ; relèvement des taux de pensions de réversion ; crédits consacrés à l'agriculture ; aides sélectives aux revenus ; meilleure organisation économique des marchés ; soutien aux investissements de modernisation ; création d'offices par produits ; volonté de faire de l'agriculture française un secteur en extension pleinement intégré dans une économie moderne ; campagnes menées sur le thème de l'insécurité ; action du Gouvernement en matière de sécurité (p. 5005) ; souci d'efficacité de la nouvelle politique criminelle ; distinction entre les infractions les plus rares et les petites infractions ; fermeté contre la grande criminalité ; examen dans le cadre de la réforme du code pénal des possibilités de développer les peines de substitution à l'emprisonnement ; amnistie ; suppression de la peine de mort ; réforme pénitentiaire ; réinsertion des détenus libérés ; développement du travail pénitentiaire ; suppression des juridictions d'exception ; abrogation de la loi « anticasseurs » ; prévention de la délinquance ; insertion sociale des jeunes (p. 5006) ; droits aux loisirs et au logement ; politique de solidarité et d'actions sociales en direction des milieux défavorisés ; recrutement de gendarmes et de policiers ; développement social des quartiers ; indemnisation des victimes ; diminution de l'augmentation du chômage ; ralentissement de la hausse des prix ; expansion de l'agriculture française (p. 5007).

— **Allocution de fin de session.**

Marathon parlementaire ; engagement en six mois de la politique voulue par les Français ; décentralisation ; nationalisations ; effets de la politique de relance ; ordonnances sociales ; abolition de la peine de mort ; expériences de radios libres ; indemnisation des rapatriés ; modération des loyers ; projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires en janvier 1982 [23 décembre 1981] (p. 5402) ; initiatives du Gouvernement sur l'affaire polonaise ; implication de l'U.R.S.S. par tout ce qui touche à l'Europe de l'Est ; ingérence réelle de l'Union soviétique ; légitimité populaire du côté de « solidarité » ; France à la pointe de l'action diplomatique en faveur de la Pologne ; réserves de la Grande-Bretagne et de la R.F.A. (p. 5403) ; aide de la France à la Pologne ; maintien de l'aide alimentaire ; éventuelle consolidation des créances publiques et privées sur la Pologne au titre de 1982 ; principe de la non-ingérence ; droit des Etats ne devant pas ignorer ou bafouer le droit des peuples et les droits de l'homme ; réprobation du gouvernement français devant les conséquences du coup de force (p. 5404).

MAYOUD (Alain)

Député du Rhône
(9e circonscription)
U.D.F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Représentant titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à adopter certaines dispositions fiscales et juridiques du métayage et du fermage viticole (n° 195) [30 juillet 1981] (p. 590).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à créer un régime unique d'enrichissement des vins sur le territoire français (n° 301) [17 septembre 1981] (p. 1181).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Commerce extérieur) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Proposition de loi portant suppression de la **taxe professionnelle (n° 46)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi relative à la distillation en franchise de droits d'une partie de la production d'**eau-de-vie naturelle** des exploitants agricoles **(n° 75)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 70-596 du 9 juillet 1970 relative au **service national (n° 179)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article L. 3 du code de la route relatif au **dépistage de l'état alcoolique des conducteurs (n° 194)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à adapter certaines **dispositions fiscales et juridiques du métayage et du fermage viticole (n° 195)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à créer un régime unique **d'enrichissement des vins** sur le territoire français **(n° 301)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi relative à l'attribution de bonifications annuelles pour le calcul de la **retraite des policiers municipaux (n° 353)** [17 septembre 1981].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450). — Tome V : **Commerce extérieur (n° 475)** [16 octobre 1981].

Proposition de loi visant à abroger l'article L. 49 du code des communes, relatif aux **débits de boissons (n° 521)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966, en faveur des titulaires d'une **pension militaire d'invalidité** dont le taux est inférieur à 85 p. 100 **(n° 623)** [17 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : politique agricole : réajustement des monnaies européennes et dévaluation du franc ; revenus des agriculteurs [14 octobre 1981] (p. 1776).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et énergie. — *Discussion générale :* détérioration des conditions de la production ; nouvelle dévaluation inéluctable ; mesures budgétaires nouvelles sur les entreprises [14 novembre 1981] (p. 3756) ; ponction supplémentaire de 15 milliards de francs ; taxe professionnelle ; nationalisations ; plan de sauvetage du textile ; accord multifibres (p. 3757).

Examen des crédits : **état B, titre III :** son amendement n° 40 (réduction de crédits) : rejeté ; **titre IV :** son amendement n° 41 (réduction de crédits) (p. 3764) ; rejeté (p. 3765).

Commerce extérieur. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : augmentation des crédits du ministère du commerce extérieur ; augmentation des crédits du centre français du commerce extérieur ; moyens de l'agence pour la coopération technique, industrielle et économique ; durcissement des contraintes externes ; évolution récessive des pays industrialisés ; stabilisation des excédents financiers des pays de l'O. P. E. P. ; difficultés persistantes des pays en voie de développement ; ralentissement des programmes d'investissement des pays à économie planifiée ; compétitivité de l'économie française ; fragilité de la structure des échanges ; inadaptation de l'offre à la demande intérieure ; dégradation des secteurs à forte intensité technologique ; dégradation des secteurs à forte disparité de coût avec l'étranger (textile et habillement) ; importance de l'endettement extérieur ; élargissement nécessaire des compétences du ministère du commerce extérieur ; amélioration de la spécialisation du ministère ; autorité sur la direction des relations économiques extérieures ; responsabilité exclusive du ministre dans les négociations internationales à caractère économique et part accrue d'initiatives lors de la fixation des orientations du Plan [18 novembre 1981] (p. 3945) ; satisfaction de la demande internationale : reconquête du marché intérieur ; développement du commerce de produits courants ; priorité à donner au redressement du commerce français avec les pays industrialisés ; croissance des échanges avec les pays en voie de développement ; problèmes des secteurs textile et habillement (p. 3946).

— Projet de loi relatif à la durée du mandat des membres des chambres d'agriculture (n° 477).

Première lecture, discussion générale : Importance du rôle des chambres d'agriculture [25 novembre 1981] (p. 4179) ; prolongation d'un an du mandat des membres des chambres d'agriculture qui devraient être réélus en février 1982 et abrègement de deux ans du mandat des membres élus en 1979 ; modifications par voie réglementaire du régime des chambres d'agriculture ; composition des collèges électoraux ; diminution de l'importance relative des salariés d'exploitations au profit des salariés de groupements professionnels ; instauration de la représentation proportionnelle et avantages du système majoritaire ; représentation de la F.N.S.E.A. ; taux de participation aux élections ; attribution des chambres d'agriculture ; prise de contrôle des chambres d'agriculture par les représentants des tendances présentes au Gouvernement (p. 4180).

MAZOIN (Roland)

Député de la Haute-Vienne
(2e circonscription)
Communiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Marcel Rigout, nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 28 juillet 1981] (p. 2075).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

Membre de la commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F. O. R. M. A.) [*J. O.* du 22 octobre 1981] (p. 2885).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Prestations sociales agricoles) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982 (n° 450),** annexe n° 51 : **prestations sociales agricoles (n° 470)** [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Commission mixte paritaire, explications de vote : vote favorable du groupe communiste ; mesures en faveur des handicapés [29 juillet 1981] (p. 468).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 25 :** abstention du groupe communiste sur l'amendement de M. François Grussenmeyer visant à rétablir le privilège des bouilleurs de cru [4 novembre 1981] (p. 3064) ; **son rappel au règlement :** non-distribution d'un amendement communiste sur les bouilleurs de cru (p. 3067) ; **article 40 :** son amendement n° 331 (emprunt obligataire à taux réduit auprès des banques et des institutions financières) : retiré (p. 3156).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : B.A.P.S.A. : hausse des cotisations sociales [6 novembre 1981] (p. 3234) ; amélioration des prestations vieillesse ; installation des jeunes ; congé maternité des agricultrices ; augmentation des taxes de solidarité ; mesures pour une meilleure répartition de la charge de cotisations ; indemnités journalières en cas de maladie ; développement des services de remplacement (p. 3235).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion générale : développement de l'emploi en zone rurale ; problèmes des femmes agricultrices et des femmes vivant à la campagne ; surveillance et éducation des enfants ; insuffisance des structures pré-scolaires et scolaires ; crèches et maisons maternelles ; création d'em-

plois dans le domaine de la santé ; revitalisation des hôpitaux locaux ; développement de la médecine préventive ; modernisation des maisons de retraite ; développement de l'aide médicale et ménagère à domicile ; modernisation de notre appareil de production agricole ; drainage et irrigation des terres ; valorisation du massif forestier ; développement du tourisme ; maintenance des équipements agricoles ; aide aux artisans ruraux ; valorisation sur place des matières premières d'origine agricole et forestière ; développement des entreprises agro-alimentaires ; utilisation des déchets des abattoirs [16 décembre 1981] (p. 4978, 4979).

MEDECIN (Jacques)

Député des Alpes-Maritimes
(2e circonscription)
Apparenté R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à l'**attribution de bonifications d'ancienneté aux agents titulaires de l'Etat** ayant accompli antérieurement à leur titularisation des services civils en qualité d'auxiliaire, de temporaire ou de contractuel dans les administrations de l'Etat, les collectivités locales ou les établissements publics de l'Etat **(n° 551)** [19 novembre 1981].

MEHAIGNERIE (Pierre)

Député d'Ille-et-Vilaine
(3e circonscription)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [*J.O.* du 1er août 1981] (p. 2113).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Relations extérieures : Affaires européennes) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 25 : relations extérieures : **affaires européennes (n° 470)** [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement et débat sur cette déclaration (n° 11).

Explications de vote : approuve la plupart des intentions du Gouvernement ; hostilité de l'U.D.F. aux nationalisations ; politique de recherche des boucs émissaires ; bilan caricatural fait du septennat de M. Giscard d'Estaing ; progrès de la France depuis vingt ans ; archaïsmes et vieilleries idéologiques pesant sur le parti socialiste ; difficultés des chefs d'entreprises ; nécessité de bien gérer le secteur public plutôt que de l'étendre [9 juillet 1981] (p. 86).

— Discussion des conclusions du rapport (n° 395) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées (n° 248).

Première lecture, explications de vote : politique de revenus différenciée entre les agriculteurs ; rôle du F.I.D.A.R. ; relèvement des taux des prêts [6 octobre 1981] (p. 1501).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation des cinq sociétés industrielles, **article 8 :** son amendement n° 487 (composition des nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles nationalisables [17 octobre 1981] (p. 2038) ; rejeté (p. 2041) ; **article 10 :** son amendement n° 496 (élection du président du conseil d'administration par le conseil) rejeté [19 octobre 1981] (p. 2171).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 381 (tendant à exonérer de l'impôt sur la fortune les parts de groupements forestiers dans des conditions identiques à celles de l'article 793 du code général des impôts) ; politique forestière ; non-déduction des investissement de modernisation et de reconversion concernant le potentiel forestier sylvicole ; baux à long terme ; taux d'intérêt pour l'achat de terres agricoles ; amendement n° 381 rejeté [29 octobre 1981] (p. 2767) ; son amendement n° 382 (tendant à exonérer les propriétés en nature de bois et forêts dans des conditions identiques à celles de l'article 793 du code général des impôts) : rejeté ; son amendement n° 380 (tendant à ce que les biens agricoles donnés à bail à long terme soient exonérés dans des conditions identiques à celles de l'article 793 du code général des impôts) ; (p. 2768) : problèmes des baux à long terme ; nécessité de développer la location pour ne pas contraindre l'agriculteur à acheter son capital foncier (p. 2769) ; amendement n° 380 rejeté au scrutin public (p. 2770) ; **article 4 :** son amendement n° 437 (tendant à inclure dans les biens professionnels les parts des sociétés de personnes dont les bénéfices sont soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices agricoles, des bénéfices industriels ou commerciaux ou des bénéfices non commerciaux) : rejeté (p. 2777) ; son amendement n° 438 (inclusion dans les biens professionnels des parts de groupement foncier agricole donnant bail ainsi que des biens agricoles loués par bail rural enregistré) [30 octobre 1981] (p. 2791) : rejeté (p. 2796) ; **article 13 :** son amendement n° 370 (suppression de l'article) : rejeté par scrutin public ; son amendement n° 439 (maintien de la déduction forfaitaire pour les biens ruraux placés sous le régime des baux à long terme) [2 novembre 1981] (p. 2936) ; rejeté par scrutin public (p. 2937) ; **article 31 :** son amendement n° 447 (suppression de l'article) : adopté [4 novembre 1981] (p. 3125).

Deuxième partie :

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* excédent commercial de 25 milliards de francs ; divergence entre l'évolution des prix et celle des coûts [6 novembre 1981] (p. 3240) ; évolution du revenu global de l'agriculture ; prix différenciés ; reconquête des marchés intérieur et extérieur ; agriculture plus économe et plus autonome ; augmentation de l'effort social ; engagements du Président de la République sur les prix agricoles ; installation des jeunes agriculteurs (p. 3241) ; engagements du Président de la République sur les cotisations sociales et sur le revenu agricole 1981 ; aides au revenu ; offices par produit ; prix différenciés ; hydraulique et remembrement ; industries agro-alimentaires ; enseignement agricole privé (p. 3242) ; caractères actuels de l'économie française et politique économique du Gouvernement (p. 3243).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* rapporteur spécial : restructuration budgétaire de la communauté économique européenne (conséquences pour la France des demandes financières de la République fédérale d'Allemagne) ; politique agricole commune ; nécessité de mettre en place une présentation budgétaire plus juste n'intégrant plus les concessions commerciales et l'aide aux pays en voie de développement ; problème des offices par produit

et par région ; « mémorandum français » sur les politiques nouvelles ; menace pesant sur l'Europe ; dépendance énergétique et problèmes de sécurité militaire de l'Europe ; divergence des politiques économiques ; nécessité de poursuivre la construction européenne [18 novembre 1981] (p. 3960).

— **Fait personnel :** sa mise en cause dans le débat sur le budget de l'agriculture ; propose un débat contradictoire au ministre [6 novembre 1981] (p. 3276).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : rapport de la commission Bloch-Lainé ; discussion du Plan devant le Conseil économique et social ; fragilité des hypothèses du Plan ; équilibres financiers ; équilibres extérieurs ; deuxième choc pétrolier ; différence entre le VIII[e] Plan et le Plan intérimaire ; lutte contre l'inflation et progression du budget de l'Etat ; possibilités de l'épargne pour financer les investissements privés et publics ; équilibre des comptes sociaux [11 décembre 1981] (p. 4716) ; course à la dépense dans les ministères ; concentration des moyens financiers sur l'emploi ; réforme de la taxe professionnelle ; diminution des cotisations sociales dans le secteur des entreprises de main-d'œuvre ; contrats de solidarité ; accroissement du déficit budgétaire ; rupture avec l'économie de marché ; socialisation des moyens de production ; subventions et charges fiscales ; décentralisation ; étatisation de l'économie ; moyens de l'impératif industriel et de l'expansion agricole ; réduction de la durée du travail ; accroissement du Smic ; hausse des charges sociales et fiscales ; montée des frais financiers des entreprises ; développement de la recherche (p. 4717) ; amélioration du climat social ; partage du travail ; taux de natalité des entreprises en France ; diagnostic de politique industrielle ; accroissement des inégalités ; évolution des systèmes sociaux ; rapport de la commission Bloch-Lainé (p. 4718).

Discussion des articles : **article 1[er] :** son amendement n °12 (remplacement des chapitres 1 et 2 du document annexé relatifs au bilan par les conclusions de la commission du bilan présidée par M. Bloch-Lainé) [12 décembre 1981] (p. 4751) ; chiffres de l'I.N.S.E.E. ; amendement n° 12 rejeté ; son amendement n° 13 (contribution du secteur public élargi au développement des exportations et financement de ces investissements sans prélèvement de ressources financières sur le marché des capitaux ; nécessité d'un équilibre entre l'économie protégée et non protégée (p. 4752) ; amendement n° 13 rejeté (p. 4753) ; son amendement n° 14 (évolution parallèle des avantages des salariés occupés dans les secteurs de l'administration publique et des entreprises nationalisées et des avantages des salairés occupés dans le secteur privé soumis à la concurrence) partage des bénéfices entre l'Etat, les personnels et les détenteurs de capital ; aggravation des inégalités entre les travailleurs qui bénéficieront d'un statut et les autres ; amendement n° 14 rejeté au scrutin public (p. 4756) ; défense de l'emploi (p. 4761) ; orientation du partage du travail ; problème de la concurrence avec les autres pays européens ; son amendement n° 15 (réduction de la durée du travail et allongement de la durée d'utilisation des équipements) : rejeté ; son amendement n° 17 (modulation de l'abaissement du temps de travail afin d'éviter l'apparition d'obstacles liés à l'insuffisance de personnel qualifié, notamment dans les secteurs de technologie avancée jouant un rôle moteur pour les exportations) : rejeté (p. 4763) ; son amendement n° 16 (application équilibrée de l'abaissement de la durée du travail entre les secteurs abrités et les secteurs soumis à la concurrence étrangère) : rejeté ; son amendement n° 18 (nécessité d'éviter pour le financement du secteur nationalisé de prélever une part excessive de l'épargne devant rester disponible pour le financement des entreprises privées) : rejeté (p. 4764) ; son amendement n° 19 (limitation du niveau des prélèvements fiscaux et parafiscaux de l'Etat, des collectivités locales et des régimes de sécurité sociale au niveau constaté en 1981) : rejeté (p. 4771) ; son amendement n° 20 (limitation de la part du prélèvement de l'Etat dans le produit intérieur brut à un taux de 18 p. 100) : rejeté (p. 4772) ; son amendement n° 26 (utilisation de certaines sources sociales de financement du logement sous forme de prêts ou de subventions permettant de diminuer, sous forme de prêts compensateurs, les charges initiales des remboursement durant les premières années d'accession à la propriété) (p. 4819) : rejeté (p. 4820).

Deuxième lecture, discussion générale : remise en question de toute politique volontariste d'aménagement du territoire par l'amendement n° 3 du Gouvernement ; abandon de la redevance industrielle [23 décembre 1981] (p. 5411).

Discussion des articles : **article 4 :** politique d'aménagement du territoire rendue plus laxiste (p. 5414) ; surenchères sur les prix des terrains ; abandon d'une politique de rigueur sur le choix des régions géographiques bénéficiant des aides (p. 5416).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion générale : nécessité de ce collectif agricole ; chiffrage de la perte de revenus ; clarification des notions de revenu brut d'exploitation et de revenu net d'exploitation ; différence de 11 p. 100 entre l'évolution du budget de l'agriculture et l'évolution du budget général de l'Etat ; affectation des 900 millions de francs consacrés à l'organisation des marchés ; importance de la somme revenant au budget de l'Etat ; modalités de l'aide ; risque de pénalisation du dynamisme ; problèmes de l'élevage ; reconquête du marché intérieur ; définition des notions de petits et de gros agriculteurs [16 décembre 1981] (p. 4968) ; impossibilité d'arrêter l'évolution des structures agricoles en raison des progrès de la technique ; exode rural provenant de l'insuffisance de la politique d'aménagement du territoire ; évolution du revenu agricole ; engagement pris par le Président de la République de ne pas descendre au-dessous de 15 p. 100 d'augmentation des prix agricoles ; aide au coût sous la forme d'une aide aux cotisations sociales et à l'aliment du bétail ; hiérarchisation du taux des cotisations sociales portant remède aux inégalités (p. 4969).

MELLICK (Jacques)

Député du Pas-de-Calais
(9[e] circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (relations extérieures) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome I : **Relations extérieures (n° 472)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : ses observations sur le tout nucléaire imposé par les précédents Gouvernements ; économies d'énergie ; charbon national ; énergies nouvelles ; extension limitée du nucléaire ; information [7 octobre 1981] (p. 1593) ; débat démocratique (p. 1594).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'un plan de politique industrielle accompagnant la nationalisation ; faillite des maîtres de forges ; dégradation de la situation de la sidérurgie de 1977 à 1980 ; augmentation de son endettement ; diminution de la production totale d'acier ; causes structurelles de l'échec : maintien de monoindustries sans modernisation et diversification en temps voulu ; limitation à la production d'acier brut au lieu de fabriquer des machines-outils et des biens d'équipement ; causes conjoncturelles : évolution du marché de l'acier,

absence d'une politique sidérurgique globale prévoyant la modernisation de l'outil existant ; insuffisance de l'aide à la recherche ; faiblesse de l'appareil de formation technologique ; manque de dynamisme commercial ; réponses des Gouvernements précédents par des mesures conjoncturelles ; Plan de 1978 ; modèle de la nationalisation de la sidérurgie autrichienne ; nationalisations, moyen de maîtriser la politique économique et d'améliorer les conditions de travail ; plan acier ; plan d'industrialisation et de commercialisation ; plan social ; contrôle par l'Etat des deux groupes sidérurgiques en préservant leur existence séparée ; transformation des créances de l'Etat en actions ; nécessité de répondre aux besoins exprimés pour les produits à faible valeur ajoutée et de développer les productions demandant la mise en œuvre d'une technologie avancée ; nécessité de développer les aciers spéciaux ; programme de recherches [8 octobre 1981] (p. 1624) ; formation professionnelle ; élargissement des débouchés de la sidérurgie par la relance de la croissance ; liaison entre l'avenir de la sidérurgie et celui des industries d'amont et d'aval ; rôle de la planification ; détermination du type d'implantation industrielle en fonction du tissu industriel sur place ; intégration vers l'aval ; poursuite de la compression des effectifs ; importance du choix des investissements ; nécessité de changer les dirigeants ; plan social maximum ; réduction du temps de travail, passage à la cinquième équipe, abaissement de l'âge de la retraite ; table ronde en vue de la préparation d'une loi d'organisation de la sidérurgie (p. 1625).

Discussion des articles : **article 2 :** cynisme des propositions du R.P.R. ; réunion d'une table ronde sur l'avenir de la sidérurgie (p. 1640) ; **article 3 :** traditions conservatrices et réactionnaires du R.P.R. (p. 1642).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* définition de la politique de l'urbanisme à l'échelon régional ; aménagement urbain et aménagement du territoire ; renforcement de la centralité et du développement de la concertation intercommunale [12 novembre 1981] (p. 3555) ; refus de toute politique sectorialisée ; décentralisation du fonds d'aménagement urbain (p. 3556).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : regroupement du ministère des affaires étrangères et du ministère de la coopération en un ministère des relations extérieures [18 novembre 1981] (p. 3955) ; réforme de structures du ministère des relations extérieures ; insuffisance du budget du Quai d'Orsay sous les précédents Gouvernements et dégradation de l'outil diplomatique qui en est résulté ; « plan de cinq ans » annoncé en 1978 destiné à redonner au ministère des affaires étrangères les moyens d'assumer sa tâche ; émissions de Radio-France internationale et de la Somera ; insuffisance de l'audience des émissions de langue française dans le monde ; mise en chantier des premiers travaux de l'émetteur prévu à Kourou ; construction en association avec la R.F.A. d'un émetteur au Sri-Lanka ; développement de l'assistance et de la solidarité (accueil des réfugiés en France et assistance aux Français de l'étranger) (p. 3956) ; suppression du système des prestations familiales à l'étranger ; problème du déroulement des carrières et de la promotion notamment pour les agents du cadre d'Orient ; indemnisation des ayants droits d'agents décédés à la suite d'un enlèvement, d'un attentat ou d'un acte de terrorisme ; politique extérieure française actuelle renouant avec les grandes traditions révolutionnaires (p. 3957).

MENGA (Joseph)

Député de la Seine-Maritime
(6e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Chargé d'une mission temporaire auprès du garde des sceaux, ministre de la justice [*J. O.* du 29 octobre 1981] (p. 2959).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : réinsertion sociale ; caractère irréversible de la peine de mort ; éducation [18 septembre 1981] (p. 1187, 1188).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* problème des personnes âgées ; mise en place de structures spécialisées d'accueil des personnes âgées : foyer-logement, résidence [10 novembre 1981] (p. 3530).

MERMAZ (Louis)

Ministère de l'équipement et des transports
Député de l'Isère
(5e circonscription)
Socialiste

Président de l'Assemblée nationale

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Est élu président de l'Assemblée nationale [2 juillet 1981] (p. 23).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de l'équipement et des transports : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy, décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Allocutions en qualité de président de l'Assemblée nationale (n° 2) [2 juillet 1981] : **(n° 307)** [2 août 1981] ; **(n° 682)** [23 décembre 1981].

INTERVENTIONS

En qualité de président de l'Assemblée nationale.

— Durée des réponses des membres du Gouvernement lors de la procédure des questions au Gouvernement [4 novembre 1981] (p. 3080).

— **Prie** M. le ministre du temps libre de regagner le banc du Gouvernement en vertu du principe de la séparation des pouvoirs [4 novembre 1981] (p. 3084).

— **Rappelle** aux ministres que leurs réponses aux questions d'actualité doivent être concises [9 décembre 1981] (p. 4561).

— **Allocution** (p. 23) : élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République [2 juillet 1981] ; victoire du parti socialiste aux élections législatives ; crise du capitalisme et bilan économique et social du précédent gouvernement ; rôle du Parlement ; place de l'opposition (p. 24).

— **Répond aux rappels au règlement** de M. Jacques Blanc (allocution du président de l'Assemblée nationale) et de M. Pierre Joxe [3 juillet 1981] (p. 38).

— **Dépôt du rapport de la Cour des comptes :** surcroît de responsabilité pour la Cour des comptes lié au projet de décentralisation ; donne acte du dépôt du rapport [8 juillet 1981] (p. 61).

— **Prononce l'éloge funèbre** de MM. René de Branche et Jacques-Antoine Gau, députés de la 6e législature [15 juillet 1981] (p. 110).

— **Rend hommage** à la mémoire de MM. Jean Albert-Sorel, Fernand Bône, Jean Chassagne, Bernard Chochoy, Pierre Dalainzy, Jean Fraissinet, Joseph de Goislard de Monsabert, Henri-Louis Grimaud, André Lacaze, Marcel Massot, Henri-Maurice Mazo, Arthur Museaux, Henry Sers, Jean Solinhac, Ernest Voyer [15 juillet 1981] (p. 110).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Claude Labbé relatif à la répartition du temps de parole entre chaque groupe lors des questions d'actualité [15 juillet 1981] (p. 112).

— **Rend hommage** à la mémoire de MM. Pierre Beauquier, Raymond Boisdé, Jean Doublet, Joseph Schaff, anciens députés et prononce l'éloge funèbre de M. Henri Darras [27 juillet 1981] (p. 306).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean Foyer lors de la discussion du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [27 juillet 1981] (p. 317).

— **Répond aux observations** de M. Philippe Séguin relatives aux méthodes de travail lors de la discussion du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres I[er] et II) (n° 105) [31 juillet 1981] (p. 620).

— **Allocution de fin de session (n° 307).**

Réforme de la Cour de cassation ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ; prix unique du livre ; loi d'amnistie ; collectif budgétaire ; politique de solidarité nationale ; projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ; travail parlementaire ; relations de l'exécutif et du législatif [2 août 1981] (p. 794) ; droit d'initiative et d'amendement des députés ; équilibre des pouvoirs (p. 795).

— **Ouverture** de la seconde session extraordinaire de 1980-1981 [8 septembre 1981] (p. 800).

— **Rend hommage** à la mémoire de MM. Médard Albrand, Benjamin Catry, Gabriel Citerne, Mohamed Dahalani, Jean Filliol, Charles Naveau, Raymond Poutier, Mme Yvonne Stephan, anciens députés [8 septembre 1981] (p. 800).

— **Ouverture** de la première session ordinaire de 1981-1982 [2 octobre 1981] (p. 1460).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Christian Nucci : déroulement de la procédure des questions orales sans débat [2 octobre 1981] (p. 1461, 1462).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Gilbert Gantier : réunion de commissions mixtes paritaires en dehors de toute session ; non-interruption des procédures législatives en cours du fait de la clôture d'une session [2 octobre 1981] (p. 1477).

— **Rend hommage** à la mémoire du président Sadate [6 octobre 1981] (p. 1515).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel : temps de parole [6 octobre 1981] (p. 1517).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Claude Gaudin : impartialité du président de l'Assemblée [7 octobre 1981] (p. 1561).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Olivier Stirn (déclaration du ministre des relations extérieures au lendemain des obsèques du président Sadate) [13 octobre 1981] (p. 1710).

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation de députés autrichiens [21 octobre 1981] (p. 2258).

— **Rend hommage** aux victimes de l'attentat d'Anvers [21 octobre 1981] (p. 2258).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean Brocard (séance arrêtée vers 20 heures en raison du 11 Novembre) ; décision de la conférence des présidents [10 novembre 1981] (p. 3482).

— **Indique** à M. le ministre de l'environnement que le recyclage des vieux papiers est pratiqué à l'Assemblée nationale depuis plusieurs années [10 novembre 1981] (p. 3488).

— **Rend hommage** à la mémoire de MM. Gerty Archimède René Couturaud, Edouard Depreux, Pierre Elain, Jean Le Gall, Maurice Thiefaine, Furcie Tirolien, Auguste Winter, anciens députés [18 novembre 1981] (p. 3926).

— **Ses observations** lors de l'examen du projet de loi de finances pour 1982 : importance du travail accompli par l'Assemblée nationale ; efficacité du personnel de l'Assemblée nationale [20 novembre 1981] (p. 4130).

— **Retire la parole** à M. Charles Millon [1[er] décembre 1981] (p. 4283).

— **Allocution de fin de session (n° 682)** : mise en œuvre avec promptitude et efficacité des grandes options sur lesquelles ont été élus le Président de la République et la majorité issue des élections législatives ; œuvre législative d'une exceptionnelle densité accomplie depuis le 2 juillet ; respect par le Gouvernement des droits du Parlement ; recours aux ordonnances ; examen de trois propositions de loi dont une de l'opposition ; ses remerciements au personnel et à la presse ; ses vœux pour la liberté du peuple polonais [23 décembre 1981] (p. 5405) ; ses observations sur les demandes de parole formulées après le discours du Premier ministre ; accepte de brèves interventions étant donné les événements de Pologne [23 décembre 1981] (p. 5405).

MESMIN (Georges)

Député de Paris

(20[e] *circonscription*)

U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [16 juillet 1981] (p. 187).

Prête serment [29 juillet 1981] (p. 476).

DEPOTS

Proposition de loi organique portant limitation du **cumul des mandats (n° 391)** [29 septembre 1981].

Proposition de loi organique tendant à compléter l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social, en vue d'assurer la **représentation des associations** de protection de la nature, de défense de l'environnement, de consommateurs et d'usagers des services publics **(n° 392)** [29 septembre 1981].

Proposition de loi portant **création du conservatoire des espèces végétales et des races animales pour l'agriculture (n° 433)** [1[er] octobre 1981].

Proposition de loi tendant à la création du **parrainage éducatif (n° 434)** [1[er] octobre 1981].

Proposition de loi tendant à faciliter l'application de l'**horaire variable (n° 435)** [1[er] octobre 1981].

Proposition de loi tendant à modérer la **densité de construction** dans les grandes villes et à organiser le transfert des droits à construire **(n° 436)** [1[er] octobre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 613-1 du code de la construction et de l'habitation relatif au **sursis à exécution des décisions d'expulsion (n° 437)** [1[er] octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **exercice de la médecine libérale** : études médicales ; suppression du secteur privé des hôpitaux publics [21 octobre 1981] (p. 2267) ;

— **spéculation boursière** : sanction contre une spéculation en bourse sur les titres des sociétés nationalisables [18 novembre 1981] (p. 3928).

orale sans débat : (n° 59) posée le 20 octobre 1981 : **politique extérieure (Cambodge)** (p. 2247).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1[er] :** son amendement n° 44 (non-prise en considération pour l'appréciation du seuil de 100 000 francs des plus-values immobilières mais seulement des revenus réguliers) : **rejeté** [16 juillet 1981] (p. 181).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 133 (prévoyant que sont exonérés de l'impôt sur la fortune les anciens combattants, mutilés et victimes de guerre dont le taux d'invalidité est supérieur à 40 p. 100 : rejeté (p. 2706) ; son amendement n° 134 (tendant à prévoir que sont exonérées de l'impôt sur la fortune les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ne percevant aucune pension versée par un régime obligatoire d'assurance vieillesse ou de retraite) : rejeté [28 octobre 1981] (p. 2706) ; **article 3 :** son amendement n° 136 (tendant à instituer un abattement de 50 p. 100 sur la valeur des immeubles classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire et des immeubles faisant partie du patrimoine national en raison de leur caractère historique particulier à condition que les propriétaires les restaurent ou les conservent) : rejeté ; son amendement n° 137 (prévoyant un abattement de 50 p. 100 sur la valeur des immeubles entrant dans le champ d'application de la loi du 1er septembre 1948) : rejeté [29 octobre 1981] (p. 2766) ; son amendement n° 135 (tendant à prévoir un abattement de 50 p. 100 sur la valeur des domaines agricoles affermés) (p. 2768) ; amendement n° 135 rejeté (p. 2770) ; **article 4 :** son amendement n° 138 (inclusion dans les biens professionnels des actions de société détenue par les salariés) : rejeté [30 octobre 1981] (p. 2790) ; **article 5 :** son amendement n° 139 (inclusion des droits respectifs de chacun dans les patrimoines du nu-propriétaire et de l'usufruitier) (p. 2801) : retiré (p. 2803) ; **article 6 :** son amendement n° 1 (fixation d'un tarif de l'impôt particulier pour les personnes mariées) : rejeté (p. 2820) ; son amendement n° 140 (abattement de un million de francs sur la valeur nette taxable du patrimoine pour chaque enfant dont les parents ont l'administration légale) rejeté ; son amendement n° 141 (révision annuelle des fractions de la valeur nette taxable du patrimoine) (p. 2821) : rejeté (p. 2822) ; **après l'article 7 :** son amendement n° 142 (tendant à prévoir que les redevables possédant des biens patrimoniaux dont l'intérêt public est manifeste et s'engageant à les mettre à la disposition du public par des conventions passées avec les collectivités territoriales peuvent déduire de l'impôt dû, à raison de ces biens matrimoniaux, les sommes nécessaires à la réalisation des objectifs fixés par les conventions, et qu'au cas où la déduction est supérieure au montant de l'impôt la différence peut être reportée) : rejeté (p. 2836) ; **après l'article 10 :** son amendement n° 143 (déduction du montant de l'impôt sur la fortune du revenu imposable de l'année considérée) : rejeté (p. 2854) ; **article 11 :** son amendement n° 144 (tendant à supprimer le plafonnement des effets du quotient familial) : rejeté ; son amendement n° 145 (tendant à relever de 7 500 francs à 10 000 francs le plafond du quotient familial) [31 octobre 1981] (p. 2892) ; rejeté (p. 2894) ; son amendement n° 146 rectifié (indexation sur la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu du plafond du quotient familial) : rejeté (p. 2897) ; **après l'article 11 :** son amendement n° 147 (relèvement de la limite prévue à l'alinéa 2 de l'article 158-4 *ter* du code général des impôts : non soutenu (p. 2904) ; **article 14 :** son amendement n° 187 (seuil de déclenchement de la taxation des cadeaux en fonction du chiffre d'affaires) [2 novembre 1981] (p. 2961) ; frais engagés par les entreprises exportatrices ; amendement n° 187 devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 112 de la commission (p. 2962) ; son amendement n° 188 (fixation du seuil de déclenchement de la taxation des frais de réception en fonction du chiffre d'affaires de l'entreprise) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 113 de la commission (p. 2963) ; ses amendements n°s 189 et 190 devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 564 du Gouvernement (p. 2965) ; son amendement n° 191 (seuil de déclenchement de la taxation des frais de congrès et de voyage en fonction du chiffre d'affaires) : devenu sans objet (p. 2967) ; son amendement n° 148 (déductibilité de la taxe du bénéfice) (p. 2968) ; rejeté (p. 2969) ; **article 20 :** son amendement n° 149 (extension aux publications des associations du régime de la T.V.A. applicable aux quotidiens) [3 novembre 1981] (p. 3030) : rejeté (p. 3031) ; **article 22 :** son amendement n° 150 (réduction de la vignette pour les véhicules de type familial utilisés par les familles nombreuses) : rejeté (p. 3041) ; **après l'article 31 :** son amendement n° 219 (exonération de taxe sur les salaires des associations employant moins de trois salariés) [4 novembre 1981] (p. 3126) : rejeté (p. 3127).

Deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale :* régression des crédits de l'environnement ; diminution des crédits pour le fonctionnement des parcs naturels régionaux, des crédits destinés aux technologies propres, des crédits pour la valorisation énergétique et la réduction des déchets, et des crédits destinés à protéger les populations de la Réunion et des Antilles contre les conséquences des cyclones ; lutte contre la pollution des eaux souterraines ; révision nécessaire de la directive de la Communauté européenne sur les eaux souterraines ; lutte contre les infiltrations lentes (nitrate) ; lutte contre les nuisances causées par le bruit ; nomination d'un responsable de la lutte anti-bruit dans chaque département ; mise au point d'un pot d'échappement indémontable ; renforcement des normes européennes pour les véhicules à moteur ; contrôle annuel [10 novembre 1981] (p. 3491) ; dangers de la pollution de l'eau par les nitrates signalés par de nombreux médecins généralistes (p. 3499).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* devoirs de la France à l'égard du peuple khmer et du peuple laotien occupés par une puissance étrangère et souffrant de la famine ; problème des réfugiés en territoire thaïlandais ; augmentation du contingent mensuel accepté par la France ; nécessité d'une action diplomatique énergique permettant le transfert vers les camps de transit par les autorités thaïlandaises ; recherche d'une solution de remplacement pour l'aide alimentaire dispensée par l'U.N.I.C.E.F. [19 novembre 1981] (p. 3986).

Articles additionnels et articles non rattachés : article 77 : son amendement n° 16 (suppression du paragraphe 1 de cet article) : rejeté [20 novembre 1981] (p. 4102) ; son amendement n° 142 (suppression du paragraphe 2 de cet article) (p. 4104) ; rejeté (p. 4105).

MESSMER (Pierre)

Député de la Moselle
(8e *circonscription*)

R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 29 octobre 1981] (p. 2966).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Seitlinger et plusieurs de ses collègues relative aux régimes locaux de retraite du personnel communal (n° 502) [16 décembre 1981] (p. 5028).

DEPOTS

Proposition de loi portant modification du code du service national pour ce qui concerne le **service militaire des sapeurs-pompiers volontaires (n° 639)** [17 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : absence de consultation des assemblées locales par le Gouvernement [7 octobre 1981] (p. 1569) ; limites des économies d'énergie, des énergies renouvelables et du charbon national ; croissance des besoins ; sécurité du nucléaire et coût modéré ; surrégénérateurs (p. 1570) ; tranches 3 et 4 de Cattenom ; Creys-Malville ; retraitement ; La Hague (p. 1571).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 11 :** son amendement n° 513 (application de l'abattement de 20 p. 100 dont bénéficient les adhérents de centres de gestion et associations agréés à la fraction du chiffre d'affaires ou de recettes ne dépassant pas 255 000 francs et l'abattement de 10 p. 100 à la

fraction comprise entre 255 000 et 610 000 francs et institution d'une taxe spéciale sur les huiles végétales importées compensant la modification des conditions d'application des allégements fiscaux accordés aux adhérents ci-dessus) : rejeté [31 octobre 1981] (p. 2891).

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** son amendement n° 30 (suppression de l'interdiction de la revision des loyers en cas de changement de locataire) [26 novembre 1981] (p. 4228) ; rejeté (p. 4229).

MESTRE (Philippe)

Député de la Vendée
(1re *circonscription*)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Imprimerie nationale) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe 46 : **Imprimerie nationale (n° 470)** [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale : oppose la question préalable ; « apurement du passé » ; manque d'objectivité de l'exposé des motifs du projet de loi ; évaluation par le précédent gouvernement du déficit budgétaire et des dépenses de la loi de finances initiale ; prévisions budgétaires du nouveau gouvernement ; charges supplémentaires et ressources nouvelles [15 juillet 1981] (p. 134-135) ; rejet de la question préalable (p. 136).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Jean-Claude Gaudin.

Projet d'impôt sur les grandes fortunes ; impôt socialement injuste ; impôt discriminatoire ne frappant que les fortunes les plus visibles ; inefficacité de la levée de l'anonymat sur les transactions d'or ; caractère antifamilial de l'impôt sur la fortune ; prime au concubinage ; impôt frappant indistinctement ceux ayant acquis des biens par leur travail et ceux les ayant acquis par héritage ; impôt économiquement dangereux ; atteinte à l'outil de travail ; hésitations et contradictions du Gouvernement ; surtaxe des moyens de production et de distribution ; situation unique de la France en cas de mise en application de l'impôt sur la fortune, seul pays taxant trois fois les immeubles industriels et commerciaux ; incompatibilité avec une politique de développement générale des activités économiques ; risque de provoquer un comportement malthusien ; impôt techniquement complexe ; imprécision de la définition de l'outil de travail et des conditions d'évaluation des biens [12 octobre 1981] (p. 1695) ; inquisition fiscale ; médiocre rentabilité de l'impôt ; nécessité de recruter de nouveaux fonctionnaires pour gérer le nouvel impôt ; mise en œuvre de l'impôt sur le capital dans les autres pays européens ; imposition sur la fortune actuellement en régression dans le monde entier (p. 1696).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 371 (tendant à supprimer les mots « lorsque la valeur de leurs biens est supérieure à 3 millions de francs ») ; définition des personnes imposables, assiette de l'impôt, barème de l'impôt et formalités de déclaration contenues dans les articles suivants ; harmonisation des mesures relatives à l'impôt sur les grandes fortunes avec celles touchant l'impôt sur le revenu [28 octobre 1981] (p. 2695) ; amendement rejeté (p. 2696) ; **article 3 :** son amendement n° 374 (tendant à prévoir que sont exclus de l'imposition sur la fortune les biens appartenant au conjoint et aux enfants des assujettis lorsque ceux-ci ont l'administration légale des biens de ces derniers) : rejeté par scrutin public [29 octobre 1981] (p. 2738) ; son amendement n° 372 (tendant à exclure de l'assiette de l'impôt sur la fortune l'habitation principale) : rejeté (p. 2742) ; son amendement n° 376 (tendant à prévoir que les biens professionnels ne sont soumis à l'impôt sur la fortune qu'après abattement de 2 millions de francs) : retiré (p. 2745) ; son amendement n° 378 (tendant à supprimer les deux dernières phrases de l'article 3 relatives à la détermination de la valeur des biens pour le calcul de l'impôt sur la fortune) ; son amendement n° 373 (tendant à exonérer de l'impôt sur la fortune les objets d'art possédés par l'artiste créateur) : retiré (p. 2748) ; amendement n° 378 rejeté (p. 2749) ; son amendement n° 377 (tendant à ce que soient exonérés les immeubles classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire ainsi que les immeubles faisant partie du patrimoine national en raison de leur caractère historique ou artistique particulier et ayant fait l'objet d'un agrément ministériel) : rejeté (p. 2764) ; **article 4 :** son amendement n° 383 (tendant à établir que tous les biens nécessaires à une profession principale ou à titre accessoire sont des biens professionnels) (p. 2775) : rejeté (p. 2776) ; son amendement n° 384 (tendant à inclure dans les biens professionnels les parts et les actions de sociétés à l'exclusion des parts et actions de sociétés ayant pour activité la gestion du patrimoine immobilier de leur titulaire) : rejeté (p. 2776) ; son amendement n° 385 (tendant à inclure dans les biens professionnels les parts de sociétés dont le détenteur exerce la qualité de gérant) : rejeté (p. 2778) ; son amendement n° 386 corrigé (tendant à inclure dans les biens professionnels les actions de sociétés lorsque leur propriétaire les possède directement ou par l'intermédiaire de son conjoint ou de ses enfants mineurs et exerce effectivement dans cette société des fonctions de direction, de gestion ou d'administration y compris les activités salariées de caractère commercial, technique ou financier) : rejeté (p. 2779) ; son sous-amendement n° 389 rectifié, à l'amendement n° 101 rectifié de la commission (tendant à prévoir que peuvent avoir le caractère de biens professionnels les parts ou actions des sociétés ayant pour activité la gestion de leur propre patrimoine mobilier) : devenu sans objet [30 octobre 1981] (p. 2789) ; son sous-amendement n° 390 rectifié à l'amendement n° 101 rectifié de la commission (tendant à prévoir que peuvent avoir le caractère de biens professionnels les parts ou actions des sociétés ayant pour activité la gestion de leur propre patrimoine si celui-ci est affecté à l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale) : devenu sans objet ; son amendement n° 391 (inclusion dans les biens professionnels des actions et parts de sociétés dont les titres ne sont pas cotés) : rejeté (p. 2790) ; soutient l'amendement n° 438 de M. Pierre Méhaignerie (p. 2792) ; **article 5 :** son amendement n° 392 (répartition de la valeur nette taxable des biens ou droits grevés d'un droit d'usufruitier, d'un droit d'habitation ou d'un droit d'usage accordé à titre personnel, entre le patrimoine de l'usufruitier ou du titulaire du droit et le patrimoine du nu-propriétaire dans des conditions identiques à celles définies par le code général des impôts) (p. 2801, 2802) : rejeté (p. 2803) ; son amendement n° 394 (présomption de propriété à condition de détenir le contrôle effectif de la personne morale) : rejeté (p. 2810) ; son amendement n° 393 (présomption de propriété sauf établissement par la personne qu'elle n'a pas le contrôle de la personne morale en cause) (p. 2810) ; son amendement n° 395 (tendant à supprimer le paragraphe 4 de l'article 5) : rejeté (p. 2811) ; son amendement n° 396 (limitation de l'exonération aux seuls placements de portefeuille) : rejeté (p. 2812) ; **article 6 :** son amendement n° 397 (fixation du tarif de l'impôt à 0,5 p. 100 et abattement de 2 millions de francs pour frais professionnels) (p. 2816) ; principe de solidarité (p. 2817) ; absence d'indexation de l'abattement ; amendement n° 397 rejeté (p. 2818) ; son amendement n° 398 rectifié (augmentation de 3 millions de francs pour le conjoint et de 1,5 million de francs par enfant à charge des limites des tranches de l'impôt sur la fortune) (p. 2819, 2820) : rejeté ; son amendement n° 400 (taxation des biens dans l'ordre choisi par le redevable) ; mécanisme d'imputation sur l'impôt sur la fortune des excédents d'investissement ; calcul du montant de l'impôt des biens professionnels ; amendement n° 400 rejeté (p. 2821) ; son amendement n° 399 (taxation en premier des biens autres que professionnels) : rejeté (p. 2821) ; **après l'article 6 :** son amendement n° 401 (tendant à prévoir que le montant

cumulé des impôts sur la fortune, sur le revenu en matière de taxe foncière et de taxe professionnelle ne peut excéder 70 p. 100 du revenu imposable) ; politique de transfert de la charge fiscale entre les contribuables ; exemples européens ; amendement n° 401 rejeté (p. 2823) ; **article 7 :** son amendement n° 352 (inclusion dans la réduction pour investissement des sommes dépensées pour la formation du personnel de l'entreprise) (p. 2828) : rejeté ; son amendement n° 353 (prise en compte, pour l'excédent de l'investissement ouvrant droit à déduction, de toute somme laissée ou mise à la disposition de l'entreprise par les associés ou les actionnaires) : rejeté (p. 2829) ; son amendement n° 354 (tendant à prévoir que, lorsque la déduction est supérieure au montant de l'impôt et que la différence est reportée, elle peut l'être, au choix du redevable, soit sur l'impôt sur les grandes fortunes exigible au titre de la même année à raison des biens autres que professionnels, soit sur l'impôt sur les grandes fortunes dû au titre de l'année suivante et, en tant que de besoin, au titre des années ultérieures jusqu'à la quatrième inclusivement) : rejeté (p. 2839) ; **article 8 :** son amendement n° 355 (application de l'indemnité de retard en matière d'impôt sur la fortune) ; souci de simplifier et de banaliser le régime des pénalités applicables en cas d'infraction aux obligations de déclaration et de paiement de l'impôt ; durcissement des sanctions ; nécessité de revenir au régime normal ; rétablissement du taux normal des indemnités de retard à 3 p. 100 ; prévisions expresses que le contribuable défaillant de bonne foi pourra bénéficier des « circonstances atténuantes » ; affirmation que la pénalité applicable en cas de taxation d'office sera d'au moins 30 p. 100 seulement si le contribuable n'a pas souscrit de déclaration après mise en demeure de l'administration (p. 2840) ; amendement n° 355 rejeté (p. 2841) ; **article 9 :** son amendement n° 357 (suppression de la référence à l'article 751 du code général des impôts dans l'article 9) : retiré ; son amendement n° 358 (suppression de la référence à l'article 793 du code général des impôts à l'article 9 du projet de loi) : rejeté (p. 2844) ; **article 10 :** son amendement n° 359 (tendant à la suppression de l'article 10) (p. 2850) : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 360 (substitution du taux de 0,5 p. 100 au taux de 1,5 p. 100 pour la taxation des bons anonymes) : rejeté ; son amendement n° 361 (prélèvement de la taxation sur les bons anonymes par l'établissement payeur au moment du paiement des intérêts) (p. 2851) : rejeté (p. 2852) ; **après l'article 10 :** son amendement n° 362 (déduction du montant de l'impôt sur la fortune des revenus tirés des biens mobiliers et immobiliers taxés à l'impôt sur la fortune) : rejeté ; son amendement n° 363 (imputation de l'impôt sur les grandes fortunes acquitté pour un bien ultérieurement cédé sur le montant de l'impôt sur le revenu au titre des plus-values ou des droits de mutation à titre gratuit exigible au moment de la mutation des biens) : rejeté (p. 2854) ; son amendement n° 365 (création de l'impôt sur les grandes fortunes pour une période limitée à deux années et rapport sur l'application de cet impôt remis par le Gouvernement au Parlement avant la fin de septembre 1983) : rejeté ; son amendement n° 364 (adaptation des règles d'imposition des plus-values et des droits de mutation à titre gratuit et de la taxe professionnelle et les taxes foncières afin de tenir compte de l'incidence au plan de la pression fiscale globale de l'impôt sur les grandes fortunes) : rejeté (p. 2855) ; rappel des inconvénients de l'imposition sur la fortune ; taxation de l'outil de travail (p. 2856, 2857).

Deuxième partie :

Economie et finances. — III : Budget. Budget annexe de l'Imprimerie nationale. Taxes parafiscales. — *Discussion générale,* rapporteur spécial pour l'Imprimerie nationale ; mise en place de l'annuaire électronique ; limitation des dépenses de fonctionnement des ministères ; reconversion des cadres et des ouvriers de l'Imprimerie nationale [14 novembre 1981] (p. 3710) ; économies de papier et utilisation du papier recyclé (p. 3711).

METAIS (Pierre)

Député de la Vendée
(2e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p.1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* difficultés de l'agriculture vendéenne ; maîtrise hydraulique et pédologique des plans d'eau [6 novembre 1981] (p. 3280).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion générale : dégradation du climat dans les milieux agricoles [16 décembre 1981] (p. 4974) ; situation et caractéristiques de l'agriculture vendéenne et des pays de Loire ; nécessité d'alléger les charges d'exploitation par une réduction des cotisations sociales et de la T. V. A. appliquée à l'achat des produits de consommation intermédiaire ; nécessité de conforter les revenus par des compléments de prix conformément au principe décidé dans le programme agricole socialiste ; modulation des seuils de revenu agricole retenus pour les différentes affectations des aides ; urgence de la solidarité nationale face à la situation des agriculteurs ; nécessité de démontrer la volonté du changement en proposant les éléments d'une nouvelle démarche de la politique agricole ; lenteur de la mise en place des mesures financières décidées en juillet 1981 (p. 4975) ; mise en application de mesures transitoires ; mise en place de l'ensemble des moyens des mécanismes assurant la réalisation d'une politique agricole renouvelée (p. 4976).

METZINGER (Charles)

Député de la Moselle
(5e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).

Première lecture, discussion générale : dimension économique et culturelle du prix du livre ; auteurs, éditeurs, diffuseurs et usagers concernés par le prix du livre ; lecture publique ; livre commercial ; nécessité d'une incitation à lire plus qu'à consommer ; dérogations au principe du prix unique [30 juillet 1981] (p. 564).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Première lecture, discussion générale : développement du service public ; « loi Sauvage » ; rôle de l'enseignement supérieur ; principe d'une réforme globale de l'Université [16 septembre 1981] (p. 1105) ; nécessité de développer l'innovation pédagogique (p. 1106).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* disparité entre certaines académies et entre départements appartenant à une même académie ; retard du département de la Moselle en matière scolaire ; développement de l'université de Metz [10 novembre 1981] (p. 3470).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* pose la question de M. Guy Malandain [12 novembre 1981] (p. 3565).

Formation professionnelle. — *Discussion générale :* formation professionnelle ; emploi ; préparation aux mutations culturelles en cours ; part de gratuité de toute formation ; importance de la formation continue pour l'insertion professionnelle ; congé formation ; crédits éducation [12 novembre 1981] (p. 3576) ; gestion des actions menées au titre du congé formation et du crédit éducation par des structures régionales ; centre d'éducation professionnelle ; mise en place par l'Etat d'un nouveau modèle de développement économique, social et culturel (p. 3577).

Culture. — *Discussion générale :* musique ; Jeunesses musicales de France ; confédération musicale ; mouvement « A cœur joie » [17 novembre 1981] (p. 3885) ; culture musicale ; culture locale (p. 3886).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant validation d'inscriptions d'étudiants dans les unités pédagogiques d'architecture (n° 615).

Première lecture, discussion générale : augmentation dans les unités d'architecture de la part d'enseignement confiée aux architectes ; stages rémunérés pour les étudiants en architecture auprès d'organismes publics ou parapublics [17 décembre 1981] (p. 5129).

MEXANDEAU (Louis)

Ministre des P.T.T.
Député du Calvados
(1re *circonscription*)
Socialiste
Ministre des P.T.T.

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).
Cesse d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).
Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre des P.T.T. : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre des P.T.T. (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J.O.* du 24 juin 1981] (p. 1787).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1876).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement, de M. Michel Noir : incendie du central téléphonique de Lyon-Sévigné : conséquences qu'aurait pu avoir cet incendie ; hommage rendu aux personnels des P.T.T. ; prévention de ce type d'accident : création d'un service de la sécurité des télécommunications rattaché à la direction des télécommunications [18 novembre 1981] (p. 3932).

orale sans débat de Mme Paulette Nevoux (n° 12) : citizen band [10 juillet 1981] (p. 106, 107).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) :

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* maintien de la commission du suivi des expériences télématiques [7 novembre 1981] (p. 3314) ; concertation avec les parlementaires, les usagers, les personnels ; télématique ; facturation détaillée du téléphone ; unité du service public de la poste et des télécommunications (p. 3319) ; T. D. F. : programme franco-allemand de satellites Antiope ; situation financière de la poste ; insuffisance des créations d'emplois au cours des dernières années ; 18 000 emplois nouveaux en dix-huit mois ; augmentation des crédits de fonctionnement ; réduction des délais de raccordement ; télématique ; installation de l'usine Mitel dans les Vosges (p. 3320) ; marché des télécommunications ; soutien de l'emploi ; automatisation du tri postal ; prise en charge par le budget général d'une partie du déficit induit par les tarifs préférentiels consentis à la presse ; chèques postaux ; taux d'intérêts ; participation de 3,2 milliards de francs demandée au budget annexe des postes et télécommunications au profit du budget général ; caractère exceptionnel de ce prélèvement ; place de la France sur le marché financier international (p. 3321) ; examen des problèmes de gestion à moyen terme des P. T. T. ; mécanisation du tri postal ; rôle et place des services financiers de la poste dans le système bancaire ; charte de gestion à moyen terme ; receveurs-distributeurs ; réintégration de fonctionnaires révoqués pour leurs activités politiques et syndicales (p. 3322).

Examen des crédits : **article 48 :** régionalisation des concours ; financement de création d'emplois à T. D. F. en cours d'année 1981 (p. 3323) ; taxe de base ; unité des P.T.T. (p. 3325) ; recherche, unité du service des P. T. T. ; arrêt d'implantation de téléboutiques (p. 3326) ; polyvalence des bureaux de poste en milieu rural ; maintien de la commission du suivi des expériences télématiques ; lieux d'implantation de tours hertziennes (p. 3327) ; tarifs des télécommunications (p. 3328).

MICAUX (Pierre)

Dépt de l'Aube
(1re *circonscription*)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe de l'union pour la démocraite française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset tendant à l'officialisation des chambres des professions libérales et assimilées actuellement constituées en associations conformément à la loi du 1er juillet 1901 (n° 264) [17 septembre 1981] (p. 1181).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset tendant à la création de chambres régionales de métiers (n° 266) [17 septembre 1981] (p. 1181).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la **répartition des eaux** et à la **lutte contre la pollution (n° 519)** [6 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : magistrature : création d'une « commission de la transparence » ; procédure d'appréciation du mérite et de nomination des magistrats ; illégalité des nominations de magistrats intervenues après consultation de cet oragnisme ; organisations syndicales de magistrats [4 novembre 1981] (p. 3082).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lectre, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 49 (non-application du prélèvement exceptionnel sur certains frais généraux aux entreprises faisant l'objet d'un règlement judiciaire) : adopté [16 juillet 1981] (p. 197).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : caractère dissuasif de la peine de mort [17 septembre 1981] (p. 1171) ; référendum ; les Français non consultés ; peine de substitution (p. 1172).

Discussion des articles : **article 1er :** soutient son amendement n° 9 (maintien de la peine de mort dans certains cas) [18 septembre 1981] (p. 1210) ; rejeté (p. 1212).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion générale : loi du 10 janvier 1981 [30 septembre 1981] (p. 1400) ; politique de la R. F. A. et de l'Autriche depuis la crise économique ; dignité des immigrés ; immigrés clandestins ; composition de la commission d'expulsion ; entrées clandestines consécutives à l'annonce de la loi sur la régularisation ; floraison de pseudo-parents ; faux contrats de travail (p. 1401) ; 150 000 immigrés demandeurs d'emploi ; régularisation de la situation des détenus immigrés ; altération de l'image du travailleur étranger ; fraude fiscale des immigrés ; transfert de revenus à l'étranger ; relations de la France avec les pays en voie de développement ; abus en matière d'avantages financiers et sociaux (p. 1402).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : réseaux de chaleur [6 octobre 1981] (p. 1517).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 469 (tendant à substituer à l'abattement de 3 millions de francs un abattement de 4 millions de francs) : rejeté [28 octobre 1981] (p. 2698) ; **article 3 :** son amendement n° 470 (tendant à exclure de l'assiette de l'impôt sur la fortune les exploitations viticoles et les stocks de vins d'appellation d'origine contrôlée) : rejeté [29 octobre 1981] (p. 2762) ; **article 6 :** son amendement n° 471 (fixation d'un tarif de l'impôt sur la fortune à 0,5 p. 100 entre 4 et 5 millions de francs et à 0 p. 100 en dessous de 4 millions de francs) non soutenu [30 octobre 1981] (p. 2818) ; son amendement n° 472 (relèvement annuel des limites des tranches de barème de l'impôt d'un pourcentage égal à l'évolution de l'indice général des prix) non soutenu (p. 2822).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* limitation d'ouverture de grandes surfaces ; erreur du blocage des prix ; allégement des coûts intermédiaires ; critères d'attribution des primes à l'installation des jeunes artisans ; égalité des droits sociaux et des devoirs fiscaux [5 novembre 1981] (p. 3183) ; statut du conjoint ; relèvement des plafonds de forfait (p. 3184).

Agriculture, B.A.P.S.A. — *Discussion générale :* enseignement agricole privé [6 novembre 1981] (p. 3257) ; électrification rurale (p. 3258).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale : questions :* aides du F.E.D.E.R. à la Grande-Bretagne ; modalités de fonctionnement des S.D.R. [7 novembre 1981] (p. 3382).

Examen des crédits : **état B, titre III :** suppression de crédits de caractère somptuaire ; retrait des amendements de M. François d'Aubert (p. 3386).

Environnement. — *Examen des crédits :* **titre VI, état B :** son amendement n° 59 (réduction des crédits ; majoration des crédits affectés aux parcs naturels régionaux) ; retiré [10 novembre 1981] (p. 3500) ; **titre VI, état C :** son amendement n° 60 corrigé (réduction des crédits ; investissements des parcs ; acquisitions foncières pour le barrage de Villerest) : rejeté (p. 3501).

MICHEL (Claude)

Député de l'Eure

(2e *circonscription*)

Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Rapporteur du projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant ou complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection (n° 80) [17 juillet 1981] (p. 237).

Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600) [10 décembre 1981] (p. 4660).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'exercice de la **profession d'expert en automobile (n° 645)** [17 décembre 1981]).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : sensibilisation du Gouvernement aux difficultés éprouvées par une partie des agriculteurs ; répartition de l'enveloppe globale ; nouvelle politique agricole ; nécessité de réserver l'allocation de solidarité aux agriculteurs moyens et petits ; aide en faveur des investissements [15 décembre 1981] (p. 4942) ; accroissement des enveloppes de prêts bonifiés ; volonté de ne pas favoriser le développement du secteur agricole industriel ; développement harmonieux de l'agriculture ; organisation des marchés ; aide au revenu ; baisse du pouvoir d'achat depuis dix ans ; sélectivité de l'aide aux revenus de 1981 ; contrats emploi-formation-installation ; contrats de solidarité nationale ; développement des services de remplacement ; aide à la création de gîtes ruraux supplémentaires en zones difficiles ; mobilisation du secteur rural en faveur de l'emploi par la création de postes ; expérience d'adaptation des contrats de solidarité aux salariés des exploitations agricoles ; location des terres par les S. A. F. E. R. ; renforcement de l'organisation des marchés ; création d'offices par produits ; réduction des consommations intermédiaires ; programmes d'action portant sur l'hydraulique, la fertilisation des sols, les zones horticoles des maraîchères nouvelles ; aide à la gestion des exploitations agricoles ; assujettissement obligatoire à la T. V. A. des exploitants agricoles au-delà d'un certain seuil (p. 4943) ; inconvénient de la politique d'aides ; contradiction entre le maintien des revenus agricoles par l'aide publique et la politique agricole commune ; conférence annuelle agricole ; relance de la production agricole ; soutien de l'emploi et des exportations (p. 4944).

Discussion des articles : **après l'article 7 :** son amendement n° 5 (option fiscale du métayer) : clarification du mécanisme de l'option fiscale du métayer et du bailleur [17 décembre 1981] (p. 5119) ; retiré (p. 5120).

MICHEL (Henri)

Député de la Drôme

(2e *circonscription*)

Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [15 juillet 1981] (p. 152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Membre de la commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F. O. R. M. A.) [*J. O.* du 22 octobre 1981] (p. 2885).

QUESTIONS

au Gouvernement : Incendie d'un car de ramassage scolaire : sécurité des transports scolaires [25 novembre 1981] (p. 4166).

MICHEL (Jean-Pierre)

Député de la Haute-Saône
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226) [22 juillet 1981] (p. 281).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie [*J. O.* du 31 juillet 1981] (p. 2103).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 31 juillet 1981] (p. 2103).

Rapporteur de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives aux jeux de hasard (n° 145) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre de la commisison d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Justice : administration pénitentiaire et éducation surveillée) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Paul Pernin et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une amnistie complète des condamnations prononcées en relation avec les événements qui ont conduit à l'indépendance des territoires placés sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France (n° 423) [5 novembre 1981] (p. 3221).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 608) [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3423).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 226), portant **amnistie (n° 239)** [24 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant **amnistie (n° 302)** [31 juillet 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : objecteurs de conscience ; examen par l'Assemblée nationale du projet de loi en préparation sur ce sujet [7 octobre 1981] (p. 1555).

orale sans débat (n° 11) : posée le 8 juillet 1981 : **logement** (expulsions et saisies) (p. 67) ; appelée le 10 juillet 1981 : **expulsion de locataires en période de congés payés** (p. 105).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77).

Première lecture, discussion générale : abaissement de la magistrature par la Cour de sûreté de l'Etat ; caractère exceptionnel de la procédure : rôle du pouvoir exécutif ; limitation du rôle du juge ; libertés individuelles ; indépendance des juges ; viol de la règle constitutionnelle de l'inamovibilité des juges du siège ; indemnité financière spéciale attribuée aux magistrats de la Cour de sûreté de l'Etat ; nomination des magistrats ; exemple du procureur général Jonquères dans l'affaire d'Aléria ; affaire des comités de soldats ; hold-up de Condé-sur-Escaut ; attentat de la rue Copernic [17 juillet 1981] (p. 257) ; autonomismes corse ou breton ; soutien au projet de loi (p. 258).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : aspect traditionnel du texte : champ d'application (amnistie réelle, amnistie au quantum, amnistie personnelle, amnistie professionnelle et disciplinaire, exclusions) [29 juillet 1981] (p. 476) ; conséquences classiques de l'amnistie ; innovations importantes ; anticipation sur certaines réformes (atteintes à la sûreté de l'Etat, monopole de la radiodiffusion, infractions militaires) ; esprit de réconciliation nationale (drame algérien, aspirations régionales) ; dispositions relatives aux délits de presse et à la police des étrangers ; élévation du plafond requis pour bénéficier de l'amnistie ; surpeuplement des établissements pénitentiaires ; exclusions du bénéfice de l'amnistie ; mesures administratives relatives au permis de conduire ; modifications apportées par le Sénat (p. 477) ; sanctions disciplinaires dans les entreprises privées (p. 478).

Discussion des articles : **article 2 :** soutient les amendements n° 13 et n° 14 de la commission (rédactionnels) : adoptés (p. 493) ; soutient l'amendement n° 15 de la commission (exclusion des délits de fraude et de corruption électorales et des délits en matière de vote par correspondance et de vote par procuration) : adopté ; soutient l'amendement n° 17 de la commission (exclusion des délits d'apologie des crimes de guerre ou des crimes et délits de collaboration avec l'ennemi) : adopté (p. 494) ; soutient l'amendement n° 18 de la commission (non exclusion de l'amnistie des délits d'interruption volontaire de grossesse commis par des personnes appartenant aux professions médicales et paramédicales n'ayant pas tiré des profits substantiels de l'acte pratiqué) : adopté après modification (p. 495) ; **article 3 :** soutient l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 502) ; **article 6 :** soutient l'amendement n° 21 de la commission (suppression du sixième alinéa de l'article 6) : adopté ; soutient l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté ; soutient l'amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 504) ; **article 9 bis :** soutient l'amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 505) ; **article 11 :** soutient l'amendement n° 26 de la commission (précision des personnes qui se sont distinguées d'une manière exceptionnelle) : adopté (p. 506) ; **article 13 :** soutient l'amendement n° 28 de la commission (réintégration dans l'établissement sous réserve que la poursuite de leurs études ne l'exige pas) : adopté (p. 512) ; **article 15 :** soutient l'amendement n° 29 de la commission (extension du bénéfice de l'amnistie aux conducteurs ayant commis simultanément un délit de conduite en état d'ivresse ou d'imprégnation alcoolique et un délit d'homicide ou de blessures involontaires) ; adopté (p. 513) ; **article 16 :** soutient l'amendement n° 30 de la commission (restitution du matériel confisqué aux personnes ou groupes concernés par l'amnistie des délits relatifs à la radiodiffusion et à la télévision) : adopté (p. 516) ; **article 23 :** soutient l'amendement n° 31 de la commission (effacement de la mention des mesures éducatives du casier judiciaire du mineur dès la date de leur expiration) : adopté (p. 518) ; **article 24 :** soutient l'amendement n° 32 de la commission (exclusion des infractions à la législation et à la réglementation en matière douanière ou de changes et en matière fiscale) (p. 520) ; son sous-amendement n° 38 à l'amendement n° 32 de la commission (exclusion des délits racistes) : adopté (p. 526) ; amendement n° 32 adopté par scrutin public après modification (p. 527).

Commission mixte paritaire, discussion générale, rapporteur : délits et crimes d'apologie de guerre commis par voie de presse ; dispositions relatives à la discrimination homosexuelle ; infractions à la loi sur l'I. V. G. [31 juillet 1981] (p. 592) ; amnistie des faits ayant donné lieu à des sanctions disciplinaires dans des entreprises privées ; réintégration des salariés ; délits d'ingérence (p. 593).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, explication de vote : vote favorable du groupe socialiste [18 septembre 1981] (p. 1222).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises (n° 314).

Première lecture, discussion générale : nécessité d'un projet de loi portant réforme d'ensemble des procédures collectives ; réforme des tribunaux de commerce ; rôle social du parquet ; nécessité d'un parquet commercial ; formation des magistrats ; contact du procureur de la République avec les représentants du personnel de l'entreprise [22 septembre 1981] (p. 1239).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** inefficacité des dispositions envisagées ; risque d'arbitraire ; danger de pression sur le Gouvernement français de la part de gouvernements étrangers [29 septembre 1981] (p. 1364).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion des articles : **article 3,** *article 24 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :* droit pour l'étranger d'être assisté par la personne de son choix devant la commission d'expulsion [30 septembre 1981] (p. 1414).

Explications de vote : programme de M. François Mitterrand ; amélioration du texte du Gouvernement ; vote favorable du groupe socialiste (p. 1424).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : crédits de l'éducation surveillée et de l'administration pénitentiaire ; rapport relatif aux conditions de la détention et aux réformes à apporter à la loi dite « sécurité et liberté » ; définition de la politique criminelle ; volonté d'éviter une nouvelle « inflation pénale » en limitant les détentions provisoires et les peines d'emprisonnement ; développement des peines de substitution : semi-liberté, sursis probatoire, contrôle judiciaire ; protection de la société [12 novempre 1981] (p. 3586) ; création d'un centre de semi-liberté dans le quartier des Brotteaux ; nécessité de munir les tribunaux de grande instance d'un dispositif d'encadrement des condamnés en milieu ouvert ; création de 150 emplois ; abandon des conclusions du rapport Piot relatif aux établissements pénitentiaires ; politique d'équipement pour l'éducation surveillée ; abandon des grands internats à la campagne ; développement des équipements nécessaires auprès des tribunaux pour enfants ; réinsertion sociale des condamnés ; rôle du personnel pénitentiaire ; assurer un meilleur statut au personnel socio-éducatif ; rénovation des équipements des prisons ; développement de la formation professionnelle ; crédits affectés à l'éducation surveillée (p. 3587).

— Conclusions du rapport n° 559 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Alain Bocquet tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970, dite loi anti-casseurs n° 200 ; 2° de M. Lionel Jospin tendant à l'abrogation des articles 314 et 184, alinéa 3, du code pénal et à la modification de l'article 108, alinéa 2, résultant de la loi anti-casseurs n° 351.

Première lecture, discussion générale : proposition de loi socialiste tendant à abroger une partie de la loi anti-casseurs ; révision des autres modifications apportées au code pénal par cette loi dans le cadre de la réforme d'ensemble du code pénal ; amnistie ; hostilité à la loi d'une grande partie de l'opinion et d'une grande majorité de juristes en 1970 ; imprécision de l'incrimination pénale ; absence d'obligation pour les magistrats d'établir un lien de causalité direct entre l'acte répréhensible et son auteur ; interprétation laxiste de la loi ; exemples [25 novembre 1981] (p. 4189) ; condamnation contre des syndicalistes agricoles, ouvriers, enseignants ou étudiants ; combinaison de l'article 314 du code pénal avec la procédure du flagrant délit ; exemple des incidents de Creys-Malleville en août 1977 (p. 4190) ; atteinte au droit du travail et au droit de grève ; atteinte au droit de manifestation, de réunion et à l'exercice des libertés syndicales et des libertés individuelles (p. 4191).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le conseil des communautés européennes, le 13 décembre 1976 (n° 467).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 10 bis :** obligation d'acquisition d'actions de la société par les dirigeants sociaux [1er décembre 1981] (p. 4275).

Explications de vote : vote favorable du groupe socialiste ; harmonisation de la législation avec les troisième et quatrième directives communautaires ; rédaction des futures directives (p. 4280).

MILLON (Charles)

Député de l'Ain

(2e *circonscription*)

U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie [*J. O.* du 31 juillet 1981] (p. 2103).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M Vincent Ansquer et plusieurs de ses collègues tendant à limiter le rôle de l'endettement dans la création de la monnaie et permettre une nouvelle politique économique assurant la résorption du chômage et l'indépendance énergétique (n° 157) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson relative à la modification de l'organisation du notariat (n° 158) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Madelin tendant à instituer un système de déclaration des revenus et des patrimoines des hommes politiques exerçant des responsabilités gouvernementales (n° 159) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gilbert Gantier tendant à modifier certaines dispositions du code électoral en vue d'éviter les candidatures uniques au second tour des élections législatives, cantonales et municipales (n° 161) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gilbert Gantier tendant à réprimer les inscriptions sauvages (n° 167) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset tendant à augmenter le nombre des conseillers régionaux pour assurer la représentation spécifique des communes de moins de 30 000 habitants au sein des conseils régionaux (n° 267) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à faciliter la transmission des entreprises (n° 364) [1er octobre 1981] (p. 1455).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à aménager les dispositions du droit local applicable en Alsace-Lorraine en matière de juridiction prud'homale (n° 372) [15 octobre 1981] (p. 1890).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 26 novembre 1981] (p. 3223).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Micaux tendant à compléter la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution (n° 519) [26 novembre 1981] (p. 4250).

Rapporteur de la proposition de loi de M. André Rossinot tendant à compléter l'article L. 164-9 du code des communes relatif à la dissolution des districts (n° 550) [16 décembre 1981] (p. 5028).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à harmoniser les conditions d'accès à la **retraite (n° 363)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à faciliter la **transmission des entreprises (n° 364)** [17 septembre 1981].

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les mouvements de capitaux et les opérations boursières ayant affecté la **cotation des titres des sociétés** : C. G. E., Rhône-Poulenc, P. U. K., Saint-Gobain, Thomson-Brandt **(n° 379)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'**article 66 de la Constitution (n° 381)** [18 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à limiter à quarante jours les échéances des **effets de commerce** et à assurer la garantie de bonne fin de leur paiement **(n° 582)** [3 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale : politique industrielle fondée sur les nationalisations [16 juillet 1981] (p. 166) : politique monétaire du Gouvernement ; son incompatibilité avec la politique de relance ; politique fiscale ; taxe intérieure sur les produits pétroliers ; régime des donations-partages ; transferts sociaux et inflation (p. 167).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres I[er] et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : projet d'opportunité politique ; renforcement de la tutelle ; déplacement des contrôles ; tutelle technique ; tutelle budgétaire ; contrôle *a priori* ; administration allemande ; pouvoir des juges ; tutelle bienveillante des préfets et sous-préfets ; tutelle *a posteriori* [27 juillet 1981] (p. 341) ; cour de discipline budgétaire ; double responsabilité des élus locaux ; interventionnisme économique des communes ; rôle du Plan ; texte contradictoire ; régions italiennes ; « texte en trompe-l'œil » ; politisation des assemblées locales ; publicité des décisions ; exécutif départemental ; caractère non suspensif du recours juridictionnel ; entreprise Titan-Coder (p. 342) ; **rappel au règlement :** rappel à l'ordre (p. 381) ; dépôt d'une motion de renvoi en commission ; caractère partiel du projet de loi (p. 390) ; précipitation dans l'examen du projet de loi ; absence de consultation préalable ; commission Radcliffe-Maud ; importance des lacunes : répartition des compétences ; transfert des ressources ; statut de l'élu (p. 391) ; fonction publique communale ; motion de renvoi en commission rejetée (p. 393).

Discussion des articles : **article 1[er] :** son amendement n° 298 (subordination de l'application du présent projet de loi à l'adoption de l'ensemble des textes annoncés) [28 juillet 1981] rejeté (p. 400) ; son amendement n° 299 (contenu du projet de loi annoncé par le Gouvernement) retiré (p. 401) ; **article 2 :** son amendement n° 300 (exception du caractère exécutoire des décisions en matière de police) (p. 421), rejeté (p. 422) ; **article 3 :** sursis à exécution ; caractère improvisé de la réforme (p. 427) ; ses observations favorables au sous-amendement n° 307 de la commission des finances (p. 435) ; son sous-amendement n° 301 à l'amendement n° 45 de la commission (modalités de dépôt du mémoire du représentant de l'Etat) retiré (p. 437) ; son sous-amendement n° 302 à l'amendement n° 45 de la commission (instauration d'un délai de trois mois pour que le tribunal administratif statue (p. 437) ; **article 4 :** caractère imprécis de l'article 4 ; danger financier ; pression politique et syndicale sur les élus locaux ; principe de la liberté du commerce et de l'industrie ; principe de subsidiarité (p. 444) ; son amendement n° 303 (de suppression) (p. 446) : rejeté ; problèmes des garanties (p. 446) ; cas des petites communes (p. 447) ; soutient l'amendement n° 257 de M. Claude Wolff (coordination des interventions dans le domaine économique et social) ; soutient l'amendement n° 181 de M. Adrien Zeller [30 juillet 1981] (p. 546) ; **article 4 :** son amendement n° 304 (subordination de l'intervention des communes au respect des règles générales de la liberté du commerce et de l'industrie) : rejeté [31 juillet 1981] (p. 599) ; **article 5 :** son amendement n° 305 (procédure de rétablissement du budget communal) (p. 608) ; rejeté (p. 609) ; **article 6:** caractère improvisé du projet de loi (p. 617) ; son sous-amendement n° 442 à l'amendement n° 56 de la commission (compétence du représentant de l'Etat pour exercer tous les pouvoirs dévolus au conseil municipal en matière fiscale et budgétaire) : rejeté (p. 619) ; **article 12 : rappel au règlement :** utilisation des scrutins publics (p. 648) ; son amendement n° 386 (capacité de saisine de la cour de discipline budgétaire donnée seulement au président de la chambre régionale des comptes) ; distinction entre contrôle technique et contrôle politique (p. 652) ; amendement n° 386 adopté ; son amendement n° 387 (classement de l'affaire après instruction et sur décision motivée du procureur général) : rejeté (p. 653) ; **article 14 :** suppression de l'approbation préalable à la garantie des emprunts (p. 658) ; soutient l'amendement n° 314 de M. Michel Noir et son amendement n° 399 (relatifs aux nullités de plein droit) : rejetés (p. 659) ; **article 16 :** des réformes électorales sur le fonctionnement des conseils généraux (découpage, mode de scrutin) ; date de ces réformes [1[er] août 1981] (p. 674) ; **après l'article 17 :** son amendement n° 400 rectifié (incompatibilité du mandat de président du conseil général avec les fonctions gouvernementales) rejeté par scrutin public (p. 689) ; **article 18 :** coordination des services de l'Etat et des services départementaux : moyens d'action du représentant de l'Etat (p. 691) ; diarchie (représentant de l'Etat-président du conseil général) ; conventionnement ; agences techniques intercommunales (p. 692) ; son sous-amendement n° 465 à l'amendement n° 78 de la commission (élaboration de la convention d'après une convention-type approuvée par décret en Conseil d'Etat) rejeté par scrutin public ; son sous-amendement n° 466 à l'amendement n° 78 rectifié de la commission (application automatique de la convention-type) : retiré ; son sous-amendement n° 470 à l'amendement n° 78 rectifié de la commission (possibilité de création de service qu'après promulgation de la loi sur la répartition des compétences) rejeté (p. 698) ; son amendement n° 398 (création de services conditionnée par la promulgation de la loi sur la répartition des compétences) (p. 699) : rejeté (p. 700) ; **après l'article 18 :** son sous-amendement n° 471 à l'amendement n° 80 de la commission (énumération des services de l'Etat utilisés par le département) rejeté (p. 706) ; son sous-amendement n° 474 à l'amendement n° 82 de la commission (coordination par le représentant de l'Etat) : retiré (p. 707) ; son sous-amendement n° 476 à l'amendement n° 368 rectifié du Gouvernement relatif aux délégations du président du conseil général, devenu sans objet (p. 721) ; agence technique départementale et petites communes ; sous-amendement n° 493 à l'amendement n° 424 rectifié du Gouvernement (application à l'agence technique départementale des dispositions régissant les syndicats mixtes) (p. 723) rejeté ; son sous-amendement n° 477 à l'amendement n° 233 de M. Adrien Zeller (pouvoir de contrôle du président du conseil général sur les services administratifs : devenu sans objet (p. 724) ; **article 21 :** rôle du préfet ; fonctions du commissaire de la République (p. 726) ; son sous-amendement n° 497 à l'amendement n° 86 de la commission (représentation du Gouvernement dans le département par le commissaire de la République) (p. 731) ; rejeté par scrutin public (p. 732) ; son amendement n° 401 devenu sans objet (p. 733) ; **article 22 :** son amendement n° 402 (rétablissement et augmentation du nombre des sessions) [2 août 1981] (p. 745) : rejeté par scrutin public (p. 747) ; protection des droits de la minorité au sein du conseil général (p. 746) ; **après l'article 22 :** son sous-amendement n° 481 à l'amendement n° 90 de la commission (audition du représentant de l'Etat à la demande de celui-ci ou du Premier ministre) : retiré (p. 781) ; soutient le sous-amendement n° 482 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 90 de la commission ; **article 23 :** « régime d'assemblée » ; suppression de l'article 19 du projet de loi ; protection des droits de la majorité et de la minorité (p. 752) ; soutient l'amendement n° 39 de M. Claude Wolff (p. 753) ; son amendement n° 403 (relèvement du quorum d'un tiers à deux tiers) : retiré (p. 754) ; **article 24 :** soutient l'amendement n° 40 de M. Claude Wolff (p. 756) ; demande une nouvelle délibération sur cet article (p. 757) ; **article 29 :** son sous-amendement n° 501 à l'amendement n° 377 du Gouvernement (modification de la date de réunion de plein droit) : retiré ; **article 31 :** nécessité de préciser les dispositions abrogées (p. 771) ; reprend l'amendement n° 98 de la commission précédemment retiré (relatif aux dispositions abrogées) rejeté (p. 773) ; **article 33 :** son sous-amendement n° 404 à l'amendement n° 100 de la commission (mémoire adressé par le représentant de l'Etat au tribunal administratif) : retiré ; **article 34 :** portée du plan ; « caractère indicatif ou impératif » ; interventions concurrentes du département et des communes dans le domaine économique et social ; principe de la liberté du commerce et de l'industrie (p. 777) ; son amendement n° 405 (suppression de l'article 34

rejeté (p. 778) ; retire l'amendement n° 244 de M. Claude Wolff (p. 779) ; son sous-amendement n° 502 à l'amendement n° 102 de la commission (accord préalable du conseil municipal) retiré (p. 780) ; soutient l'amendement n° 235 de M. Jacques Barrot ; son amendement n° 407 (respect du principe de la liberté du commerce et de l'industrie) : rejeté (p. 781) ; **article 42** : qualité des débats ; risque de politisation au niveau local ; texte improvisé ; « féodalité locale » ; tutelle transférée aux départements, au plan et à la Cour des comptes (p. 788) ; transformation des établissements publics régionaux en collectivités territoriales ; problème du statut particulier de la Corse ; répartition des compétences entre les régions et les autres collectivités territoriales ; élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct ; séparation des pouvoirs à la tête des régions ; transfert de l'exécutif du préfet de région au président du conseil régional ; intervention de la région en matière économique ; transformation du contrôle administratif ; détermination des règles de contrôle financier ; circulaire du 12 juin 1981 autorisant les régions à participer aux dépenses de fonctionnement entraînées par le financement d'opérations d'intérêt général [8 septembre 1981] (p. 812) ; régionalisation économique ; protection des intérêts économiques et sociaux de la population régionale ; plan intérimaire de deux ans ; contradiction entre la décentralisation et les nationalisations ; alignement du régime administratif des régions et des départements sur celui des communes ; risque de conflit entre les collectivités territoriales dont les champs d'action se recouvriront ; pouvoir d'arbitrage du commissaire de la République ; émergence d'un centralisme régional (p. 813).

Discussion des articles : **titres III et IV** : **article 45** : compétences des collectivités locales ; multiplication des échelons d'administration [9 septembre 1981] (p. 836) ; importance de la durée du mandat des conseillers régionaux (p. 842) ; son sous-amendement n° 375 à l'amendement n° 128 de la commission (consultation du bureau des assemblées régionales sur le mode d'élection des conseillers régionaux) : rejeté (p. 843) ; favorable au sous-amendement n° 171 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 128 de la commission : compétences de la région (p. 845) ; s'oppose au sous-amendement n° 366 de M. Adrien Zeller à l'amendement n° 128 de la commission ; contradiction entre la décentralisation politique et la nationalisation de grandes entreprises (p. 847) ; **après l'article 45** : son amendement n° 261 (modification des limites territoriales des régions) (p. 855) ; réservé ; son amendement n° 260 (compétence des régions) : rejeté (p. 858) ; **article 46** : conséquence de la transformation de la région en notion de collectivité territoriale ; son amendement n° 262 (suppression de l'article 46) : retiré ; son sous-amendement n° 318 à l'amendement n° 129 de la commission (consultation préalable du bureau des assemblées régionales sur la réforme régionale) (p. 861) ; retiré ; défend le sous-amendement de M. Emmanuel Aubert à l'amendement n° 129 de la commission (p. 864) ; **article 47** : propose un exécutif régional collégial ; **après l'article 47** : Conseil économique et social ; pouvoir exorbitant du président du conseil général (p. 873) ; s'oppose à l'amendement n° 133 de la commission ; surenchère politique (p. 876) ; défend le sous-amendement n° 186 rectifié de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 133 de la commission (p. 877) ; **article 48** : son amendement n° 263 (de suppression) ; participation à des dépenses de fonctionnement ; ressources ; compétences générale ou spécialisée ; conflit de compétences avec d'autres collectivités [10 septembre 1981] (p. 891, 892) ; amendement n° 263 rejeté (p. 892) ; son amendement n° 265 (compétences financières, frais de fonctionnement, mission d'incitation de la région, quatrième échelon administratif) (p. 892, 893) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 303 rectifié de M. Claude Wolff ; coopération interrégionale (p. 894) ; son sous-amendement n° 267 à l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement (interventions économiques, services de la région) (p. 896) ; rejeté (p. 897) ; son sous-amendement n° 383 à l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement (arbitrage du représentant de l'Etat dans le cas d'un conflit de compétence entre collectivités locales) : rejeté (p. 899) ; son sous-amendement n° 268 à l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement (respect du plan régional) (p. 900, 901) ; rejeté ; son sous-amendement n° 269 à l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement (liberté du commerce et de l'industrie) : rejeté ; son amendement n° 319 : devenu sans objet (p. 901) ; son amendement n° 266 (limitation des frais de fonctionnement) : devenu sans objet (p. 904) ; son sous-amendement n° 270 à l'amendement n° 80, deuxième rectification, du Gouvernement (interventions économiques des régions) : rejeté ; son sous-amendement n° 384 à l'amendement n° 80, deuxième rectification, du Gouvernement (arbitrage du représentant de l'Etat en cas de conflit entre les collectivités locales) : rejeté (p. 905) ; son sous-amendement n° 271 à l'amendement n° 80, deuxième rectification, du Gouvernement (respect du plan régional pour les interventions économiques de la région) : rejeté ; son sous-amendement n° 272 à l'amendement n° 80, deuxième rectification, du Gouvernement (liberté du commerce et de l'industrie) : rejeté ; son amendement n° 320 : devenu sans objet ; son amendement n° 273 rectifié (déplafonnement des ressources fiscales des régions) (p. 907) ; retiré (p. 908) ; repris et retiré (p. 909) ; **après l'article 48** : son sous-amendement n° 385 à l'amendement n° 137 de la commission (rôle du conseil régional dans la planification) : rejeté (p. 913) ; son sous-amendement n° 386 à l'amendement n° 137 de la commission (compétence du conseil régional en matière de planification) : rejeté (p. 914) ; **article 49** : risque d'engagement financier de l'Etat par une délibération du conseil régional (p. 923) ; son sous-amendement n° 274 à l'amendement n° 84 rectifié du Gouvernement (seconde délibération à la demande du représentant de l'Etat) (p. 924, 925) ; rejeté ; son sous-amendement n° 275 à l'amendement n° 84 rectifié du Gouvernement (sursis à exécution de la délibération en cas de saisine du tribunal administratif) (p. 925) ; rejeté ; sursis à exécution des délibérations du conseil régional (p. 926) ; son amendement n° 276 (suppression du deuxième alinéa du paragraphe II de l'article 49) : retiré ; engagement de l'Etat par une délibération du conseil régional (p. 927) ; **article 50** : propose d'interdire aux conseils régionaux de se réunir pendant les sessions parlementaires (p. 929) ; convocation du conseil régional (p. 931) ; son amendement n° 277 : devenu sans objet (p. 932) ; **article 51** : confusion des pouvoirs entre le président de l'assemblée régionale et l'exécutif régional (p. 934) ; son amendement n° 294 (une commission élue au sein du conseil régional est l'organe exécutif de la région) : rejeté ; son sous-amendement n° 278 à l'amendement n° 88 du Gouvernement (la liste des services de l'Etat transférés à la région est fixée à partir d'une convention-type) : rejeté ; son amendement n° 279 devient sans objet (p. 936) ; **après l'article 51** : son sous-amendement n° 401 à l'amendement n° 92 rectifié du Gouvernement (coordination des services de l'Etat et de la région confiée au représentant de l'Etat) : rejeté (p. 938) ; son sous-amendement n° 390 à l'amendement n° 93 rectifié du Gouvernement : rejeté (p. 939) ; **article 52** : son amendement n° 321 (le représentant de l'Etat dans la région ne peut être, en même temps, représentant de l'Etat dans le département chef-lieu) : rejeté (p. 943) ; **après l'article 52** : son sous-amendement n° 280 à l'amendement n° 98 rectifié du Gouvernement (audition du commissaire de la République par le conseil régional) (p. 943) : rejeté (p. 944) ; **article 53** : soutient l'amendement n° 334 de M. Claude Wolff ; **après l'article 53** : transfert de directions régionales au chef-lieu de région (p. 945) ; **article 55** : s'oppose au principe de la suspension ou de la révocation d'un mandat électif, à la saisine de la cour de discipline budgétaire par un représentant de l'Etat et conteste l'importance des sanctions dont sont passibles les maires des petites communes (p. 947) ; **après l'article 55** : soutient l'amendement n° 251 de M. Adrien Zeller [11 septembre 1981] (p. 952) ; **son rappel au règlement** : vote des amendements (p. 954) ; **après l'article 45** (*suite*) : son amendement n° 261 précédemment réservé (modification des limites des régions) (p. 957) ; rejeté ; **après l'article 55** (*suite*) : son amendement n° 273, deuxième rectification (ressources des régions) : réservé jusqu'après l'article 64 (p. 959) ; **après l'article 56** : son sous-amendement n° 405 à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin (ministère public de la chambre régionale des comptes) (p. 972) ; rejeté (p. 973) ; son sous-amendement n° 406 à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin (rôle du commissaire du Gouvernement près la chambre régionale des comptes) : rejeté (p. 974) ; **article 57** : son amendement n° 296 (qualité des personnes pouvant interjeter appel des décisions de la chambre régionale des comptes) (p. 978) ; retiré ; son amendement n° 297 (compétences de la chambre régionale des comptes) : adopté (p. 979) ; son amendement n° 298 (compétences de la chambre régionale des comptes) : adopté (p. 980) ; **article 59** : son amendement n° 299 (prescriptions techniques ; normes d'hygiène et de sécurité) : non soutenu (p. 984) ; son amendement n° 322 (application à titre transitoire des prescriptions techniques actuellement en vigueur) : retiré (p. 985) ; **article 60** : son amendement n° 323 (suppression de l'article 60) : rejeté (p. 986) ; adaptation des normes techniques aux conditions locales (p. 988) ; **article 61** : montant des dotations ; injustice

pour les communes de plus de 10 000 habitants dont la police n'est pas étatisée (p. 993, 994) ; son amendement n° 324 (affectation de la dotation spéciale attribuée aux collectivités locales pour l'action culturelle) (p. 996) ; rejeté (p. 997) ; **article 63 :** soutient l'amendement n° 339 de M. Adrien Zeller ; injustice subie par les communes qui ne bénéficient pas de l'étatisation de leur police (p. 1003) ; **après l'article 64 :** son amendement n° 273, deuxième rectification, précédemment réservé (p. 1008, 1010) ; rejeté (p. 1011).

Explications de vote : contradiction entre la régionalisation et la nationalisation des groupes industriels (p. 1020) ; problème des ressources, des compétences, du statut des élus locaux, du cumul des mandats ; création de bureaucraties dispendieuses ; vote hostile du groupe de l'union pour la démocratie française (p. 1021).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** son sous-amendement n° 391 à l'amendement n° 2 de la commission (nouvelles règles de la fiscalité locale) ; son sous-amendement n° 392 à l'amendement n° 2 de la commission (remplaçant dans le deuxième alinéa de l'amendement n° 2 le mot « statutaire » par le mot « fondamentale ») ; son sous-amendement n° 393 à l'amendement n° 2 de la commission (substitution du représentant de l'Etat aux autorités municipales en cas de circonstances exceptionnelles) [14 décembre 1981] (p. 4875) ; sous-amendement n° 391 rectifié adopté ; sous-amendement n° 392 rejeté (p. 4877) ; sous-amendement n° 393 rejeté (p. 4878) ; **article 3 :** son sous-amendement n° 413 à l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 4883) ; son sous-amendement n° 400 à l'amendement n° 6 de la commission (raccourcissant de quinze à dix jours le délai prévu par l'amendement n° 6, premier alinéa) : rejeté (p. 4884) ; son sous-amendement n° 401 à l'amendement n° 6 de la commission (ajoutant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'amendement, après les mots : « et lui communique des précisions » les mots : « sous forme écrite ») : rejeté ; son sous-amendement n° 402 à l'amendement n° 6 de la commission (nécessité pour le tribunal administratif de statuer dans un délai de trois mois) (p. 4885) ; rejeté ; son sous-amendement n° 403 à l'amendement n° 6 de la commission : retiré ; son sous-amendement n° 406 à l'amendement n° 6 de la commission (suppression de la seconde phrase du quatrième alinéa de l'amendement n° 6) : retiré (p. 4886) ; son sous-amendement n° 409 à l'amendement n° 6 de la commission (précisant la portée du sursis à exécution) : rejeté (p. 4887) ; **article 3 bis :** son amendement n° 394 devenu sans objet [15 décembre 1981] (p. 4891) ; **article 4 :** son sous-amendement n° 414 à l'amendement n° 8 de la commission (interdisant aux communes de financer des immobilisations) (p. 4894) ; rejeté (p. 4895) ; son sous-amendement n° 415 à l'amendement n° 8 de la commission (suppression dans le deuxième alinéa de cet amendement les mots « directe ou ») (p. 4895) ; rejeté par scrutin public (p. 4896) ; son sous-amendement n° 420 à l'amendement n° 8 de la commission (limitation de l'octroi des aides indirectes par les communes à des entreprises en difficulté uniquement pour la mise en œuvre de mesures de rétablissement et dans le cadre d'une convention passée entre la commune et l'entreprise) (p. 4897) ; sous-amendement n° 420 rejeté (p. 4899) ; son sous-amendement n° 418 à l'amendement n° 8 de la commission (suppression du paragraphe 3 de cet amendement) : rejeté ; son sous-amendement n° 422 à l'amendement n° 8 de la commission (suppression de la possibilité de déroger aux dispositions interdisant aux communes toute participation dans le capital d'une société commerciale) (p. 4900) ; retiré ; son sous-amendement n° 423 à l'amendement n° 8 de la commission (fixation par la loi et non par décret du maximum de garanties d'emprunt par les communes) (p. 4901) ; rejeté ; son sous-amendement n° 424 à l'amendement n° 8 de la commission (substituant à la fin du sixième alinéa (IV) de cet amendement le mot « investissement » au mot « de fonctionnement ») : retiré (p. 4092) ; **article 5 A :** son sous-amendement n° 425 à l'amendement n° 10 de la commission (fourniture des informations par l'Etat ou un de ses établissements publics) (p. 4915) ; retiré (p. 4916) ; **article 5 :** son sous-amendement n° 433 à l'amendement n° 11 de la commission (établissant un parallélisme entre la procédure du contrôle de l'égalité et celle du contrôle des finances communales) (p. 4917) ; rejeté (p. 4918) ; **article 6 :** son sous-amendement n° 434 à l'amendement n° 12 de la commission (permettant au conseil municipal de décider une modification de nature à réduire le déficit du budget dans un délai de quinze jours après l'information par le représentant de l'Etat de son intention de saisir la chambre régionale des comptes) : rejeté (p. 4920) ; **article 10 :** son sous-amendement n° 455 à l'amendement n° 20 de la commission (complétant le premier alinéa de cet amendement par les mots : « il est tenu de motiver son opposition au paiement ») (p. 4925) ; satisfait par le vote du sous-amendement n° 345 corrigé de M. Philippe Seguin ; son sous-amendement n° 456 à l'amendement n° 20 de la commission (donnant au maire un délai d'une semaine pour adresser son ordre de réquisition) : rejeté ; son sous-amendement n° 457 à l'amendement n° 20 de la commission (complétant la première phrase du deuxième alinéa de cet amendement par le mot « motivé ») : rejeté (p. 4926) ; **article 11 :** son sous-amendement n° 458 à l'amendement n° 25 de la commission (tendant à permettre à la justice de saisir les agents ayant qualité d'ordonnateur) : rejeté ; son sous-amendement n° 459 à l'amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : rejeté ; son sous-amendement n° 460 à l'amendement n° 25 de la commission (montant de l'amende susceptible d'être prononcée à l'encontre des agents sanctionnés par la cour de discipline budgétaire et financière) : rejeté (p. 4931) ; **article 12 :** son sous-amendement n° 461 à l'amendement n° 27 de la commission (suppression du deuxième alinéa de cet amendement ; son sous-amendement n° 462 à l'amendement n° 27 de la commission (suppression du troisième alinéa de cet amendement (p. 4933) ; sous-amendements nos 461 et 462 rejetés (p. 4933 et 4934) ; **article 16 :** son sous-amendement n° 463 à l'amendement n° 36 de la commission (aide du département aux communes dans le respect du principe de la libre administration communale) [18 décembre 1981] (p. 5191) : rejeté (p. 5192) ; **article 18 :** son sous-amendement n° 464 à l'amendement n° 39 de la commission (président du conseil général assisté d'un secrétaire général) : rejeté ; son sous-amendement n° 465 à l'amendement n° 39 de la commission (liste des services de la préfecture transférés au département fixée dans les trois mois suivant la publication de la loi relative au partage des compétences entre l'Etat, les communes, les départements et les régions) : rejeté (p. 5195) ; son sous-amendement n° 491 à l'amendement n° 39 de la commission (transfert au département des seuls services traitant des affaires soumises aux délibérations du conseil général) : rejeté ; son sous-amendement n° 466 à l'amendement n° 39 de la commission (suppression pour le département de la possibilité de créer de nouveaux services) : adopté (p. 5196) ; **article 18 bis :** son sous-amendement n° 467 à l'amendement n° 40 de la commission (mise à la disposition du président du conseil général de services extérieurs de l'Etat en accord avec le représentant de l'Etat dans le département) : retiré (p. 5203) ; **article 18 quater :** son sous-amendement n° 468 à l'amendement n° 42 de la commission (coprésidence d'une réunion des chefs de services de l'Etat et du département assurée par le président du conseil général et le représentant de l'Etat) (p. 5205) : rejeté (p. 5206) ; **article 18 septies :** ses sous-amendements à l'amendement n° 45 de la commission : n° 469 (domaine d'initiative de l'agence technique) et 470 (caractère payant des prestations fournies par l'agence technique) (p. 5209) ; sous-amendement n° 469 retiré ; sous-amendement n° 470 rejeté (p. 5210) ; **article 21 :** ses sous-amendements à l'amendement n° 47 de la commission : n° 492 (commissaire de la République, seul fonctionnaire habilité à s'exprimer au nom de l'Etat devant le conseil général) et n° 493 (pouvoirs de police du représentant de l'Etat) (p. 5212) ; sous-amendement n° 492 rejeté (p. 5213) ; sous-amendement n° 493 rejeté (p. 5215) ; **article 22 bis :** son sous-amendement n° 509 à l'amendement n° 49 de la commission (audition du représentant de l'Etat par le conseil général) : devenu sans objet avec le rejet de l'amendement n° 357 de M. Olivier Guichard ; son sous-amendement n° 496 à l'amendement n° 49 de la commission (lecture par le représentant de l'Etat de messages au conseil général) [19 décembre 1981] (p. 5230) ; rejeté ; **article 23 :** ses sous-amendements nos 497 et 498 à l'amendement n° 50 de la commission (convocation du conseil général en session extraordinaire) : rejetés (p. 5231) ; **article 28 :** ses amendements nos 436 et 437 : devenus sans objet avec l'adoption de l'amendement n° 54 de la commission (p. 5234) ; **article 31 :** son sous-amendement n° 510 à l'amendement n° 59 de la commission (possibilité pour le représentant de l'Etat de suspendre les décisions des autorités départementales en cas d'urgence) : rejeté (p. 5253) ; **article 32 :** son sous-amendement n° 502 à l'amendement n° 60 de la commission (notification des délibérations du

conseil général au représentant de l'Etat à peine de nullité) (p. 5254) ; rejeté ; son sous-amendement n° 503 à l'amendement n° 60 de la commission (communication sous forme écrite de précisions du représentant de l'Etat au président du conseil général en cas de contestation de la légalité des actes du conseil) ; son sous-amendement n° 511 à l'amendement n° 60 de la commission (demande motivée du président du conseil général sur l'intention du représentant de l'Etat de déférer des actes du conseil au tribunal administratif) ; son sous-amendement n° 512 à l'amendement n° 60 de la commission (sursis à exécution des délibérations du conseil général) (p. 5255) ; sous-amendements n°s 503, 511 et 512 rejetés (p. 5256) ; **article 34 :** son sous-amendement n° 547 à l'amendement n° 61 de la commission (mesures d'aide pour les entreprises en difficulté) : retiré (p. 5257) ; **article 39 :** son sous-amendement n° 513 à l'amendement n° 67 de la commission (motivation par le comptable de son opposition à paiement) ; son sous-amendement n° 514 à l'amendement n° 67 de la commission (motivation de l'ordre de réquisition adressé au comptable par le président du conseil général) (p. 5261) ; sous-amendements n°s 513 et 514 rejetés (p. 5262) ; **article 40 :** son sous-amendement n° 515 à l'amendement n° 72 de la commission (responsabilité devant la cour de discipline budgétaire des agents nommés par le conseil général et ayant la qualité d'ordonnateurs) (p. 5268) : retiré (p. 5269) ; **article 42 :** son sous-amendement n° 516 à l'amendement n° 73 de la commission (suppression des trois dernières phrases du troisième alinéa) : rejeté (p. 5270) ; **article 45 :** son sous-amendement n° 517 à l'amendement n° 115 de la commission (outre-mer) (p. 5281) : adopté (p. 5282) ; **article 46 :** son amendement n° 445 (maintien du caractère d'établissement public des régions jusqu'à la première réunion des conseils régionaux élus au suffrage universel et des comités économiques (p. 5283) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 116 de la commission ; **après l'article 46 :** son amendement n° 446 (application de la présente loi à la région Corse) : retiré (p. 5284) ; **article 47 bis :** son amendement n° 447 (délai pour la réforme de la composition des comités économiques et sociaux ; installation le même jour que la première réunion des conseils régionaux élus au suffrage universel) (p. 5286) ; rejeté (p. 5287) ; **article 47 ter :** son sous-amendement n° 506 à l'amendement n° 122 de la commission (saisine du comité économique et social sur toute question entrant dans les compétences de la région) ; son sous-amendement n° 507 à l'amendement n° 122 de la commission (de coordination avec le sous-amendement n° 506) (p. 5288) ; rejetés (p. 5289) ; **article 47 quater :** son sous-amendement n° 508 à l'amendement n° 123 de la commission (exercice de la mission des régions en collaboration avec l'Etat) : rejeté (p. 5290) ; **article 47 quinquies :** ses amendements n°s 449 à 451 : devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 124 de la commission (p. 5292) ; **article 48 :** son sous-amendement n° 548 à l'amendement n° 125 de la commission (référence au Plan pour les interventions économiques des régions) : retiré ; son sous-amendement n° 549 à l'amendement n° 125 de la commission (intervention économique des régions dans l'industrie et l'agriculture) : rejeté ; son sous-amendement n° 550 à l'amendement n° 125 (limitation de la participation des régions au capital des S.D.R. à 30 p. 100 : rejeté (p. 5293) ; **article 48 ter :** son sous-amendement n° 518 à l'amendement n° 130 de la commission (comité des prêts) (p. 5295) ; son sous-amendement n° 551 à l'amendement n° 130 de la commission (composition du comité des prêts) ; son sous-amendement n° 552 à l'amendement n° 130 de la commission (suppression de la possibilité pour les collectivités locales de faire appel devant le comité des prêts d'un refus de crédit) (p. 5296) ; sous-amendement n° 518 rejeté (p. 5297) ; sous-amendements n°s 551 et 552 rejetés (p. 5298) ; **article 49 :** son sous-amendement n° 505 à l'amendement n° 135 de la commission (décision du président du conseil régional portant répartition ou utilisation des crédits d'Etat décentralisés) : retiré ; son sous-amendement n° 519 à l'amendement n° 135 de la commission (notification au représentant de l'Etat des conventions passées par la région sous peine de nullité) : rejeté (p. 5305) ; sons sous-amendement n° 520 à l'amendement n° 135 de la commission (précisions écrites du représentant de l'Etat au président du conseil régional en cas de saisine du tribunal administratif) : retiré ; son sous-amendement n° 504 à l'amendement n° 135 de la commission (saisine du représentant de l'Etat par tout citoyen ayant un intérêt direct à l'annulation des délibérations du conseil régional) : rejeté ; sons sous-amendement n° 521 à l'amendement n° 135 de la commission (conditions du sursis à exécution des délibérations du conseil régional) : rejeté ; son sous-amendement n° 522 à l'amendement n° 135 de la commission (caractère motivé de la demande du président du conseil régional au représentant de l'Etat sur la position de ce dernier quant à une saisine du tribunal administratif (p. 5306) : rejeté ; son sous-amendement n° 524 à l'amendement n° 135 de la commission (conséquences du sursis à exécution) : retiré ; sons sous-amendement n° 523 à l'amendement n° 135 de la commission (délai de trois mois imparti au tribunal administratif pour statuer sur la demande de sursis à exécution) : retiré ; son sous-amendement n° 525 à l'amendement n° 135 de la commission (suppression du premier alinéa du paragraphe II de l'amendement) : rejeté ; **article 49 bis :** son amendement n° 526 (pouvoirs de sauvegarde et sursis à exécution reconnus au représentant de l'Etat) : devenu sans objet (p. 5307) ; **article 50 :** son sous-amendement n° 527 à l'amendement n° 138 de la commission (élection par le conseil régional du président de la commission déléguée) : rejeté ; son sous-amendement n° 528 à l'amendement n° 138 de la commission (nombre et composition des commissions spécialisées fixés par le conseil régional) (p. 5308) ; rejeté (p. 5309) ; **article 50 bis :** son sous-amendement n° 529 à l'amendement n° 140 de la commission (rapport du président du conseil régional aux conseillers régionaux avant les sessions) (p. 5310) ; rejeté ; **article 51 :** son sous-amendement n° 530 à l'amendement n° 141 de la commission (transfert de services de l'Etat à la région au jour des élections régionales) (p. 5311) ; rejeté ; **article 51 bis :** son amendement n° 531 (mise à la disposition du président du conseil régional des services extérieurs de l'Etat avec l'accord du représentant de l'Etat) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 500 de la commission (p. 5313) ; **article 51 ter :** son sous-amendement n° 532 à l'amendement n° 142 de la commission (maintien des règles d'avancement et de mobilité des fonctionnaires des services transférés à la région) : retiré (p. 5314) ; **article 51 quinquies :** son sous-amendement n° 533 à l'amendement n° 144 de la commission (maintien des prestations que se fournissent mutuellement l'Etat, les régions et les départements jusqu'à l'entrée en vigueur de l'ensemble des lois prévues sur les communes, les départements et les régions) : rejeté ; **après l'article 51 quinquies :** son sous-amendement n° 534 à l'amendement n° 145 de la commission (exercice des fonctions de président du conseil régional en cas de vacances par le président de la commission déléguée) : retiré (p. 5315) ; **article 52 :** son sous-amendement n° 535 à l'amendement n° 147 de la commission (maintien du titre de préfet) : retiré ; sons sous-amendement n° 536 à l'amendement n° 147 de la commission (commissaire de la République, seul fonctionnaire habilité à s'exprimer au nom de l'Etat devant le conseil régional) : rejeté ; son sous-amendement n° 537 à l'amendement n° 147 de la commission (pouvoirs du représentant de l'Etat en matière d'ordre public) : rejeté (p. 5316) ; **article 55 :** son sous amendement n° 538 à l'amendement n° 153 de la commission (responsabilité des secrétaires généraux et secrétaires généraux adjoints du conseil régional devant la cour de discipline budgétaire) : retiré ; son sous-amendement n° 539 à l'amendement n° 153 de la commission (sanctions pour les justiciables de la cour de discipline budgétaire) : adopté (p. 5319) ; **article 57 :** son amendement n° 488 (compétence de chambre régionale des comptes à l'égard des établissements, sociétés, groupements et syndicats bénéficiant du concours financier de collectivités ou organismes soumis au contrôle de la Cour des comptes) (p. 5334) ; rejeté (p. 5335) ; **avant l'article 59 :** intitulé du chapitre II [20 décembre 1981] (p. 5342) ; **article 59 :** son amendement n° 489 (rédactionnel) ; devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement verbal de M. Philippe Séguin ; normalisation de la culture ; délai pour la codification des normes techniques existantes (p. 5343) ; **article 61 :** son sous-amendement n° 540 à l'amendement n° 228 de la commission (rédactionnel) ; son sous-amendement n° 541 à l'amendement n° 228 de la commission (libre disposition pour les communes, les départements et les régions de la dotation culturelle de l'Etat) (p. 5344) ; déconcentration administrative et centralisation de fait introduites par l'amendement n° 228 (p. 5345) ; inconvénients de la répartition de la dotation au niveau régional ; sous-amendement n° 540 adopté ; sous-amendement n° 541 rejeté ; **article 62 :** objectif de suppression de l'obligation faite aux communes de prendre en charge l'indemnité de logement ou le logement des instituteurs (p. 5346) ; réclame un engagement de principe au Gouvernement sur la compensation progressive des charges supportées par les collectivités locales au titre du logement des

instituteurs (p. 5347) ; **article 64 bis :** son sous-amendement n° 542 à l'amendement n° 232 de la commission (suppression de la possibilité pour les collectivités territoriales de verser des indemnités supplémentaires aux agents des services extérieurs de l'Etat) ; danger d'un système à l'italienne ; suppression du cumul entre les fonctions de secrétaire de mairie et d'instituteur (p. 5348) ; sous-amendement n° 542 rejeté ; **article 64 ter :** financement par l'Etat de certaines mesures de sûreté (p. 5349) ; **article 66 :** absence de transfert de compétences sans transfert préalable de ressources ; non-ingérence des collectivités territoriales dans les compétences d'autres collectivités ; principe des conventions libres entre collectivités territoriales ; remboursement intégral de la T.V.A. aux communes sous le précédent septennat (p. 5352) ; création de la D.G.F. ; création de la D.G.F. prévue dans le projet de loi Bonnet (p. 5353) ; **article 83 :** ses observations sur le traitement des amendements de l'opposition par le Gouvernement et la majorité (p. 5357).

Explications de vote : refus par le Gouvernement des dispositions sénatoriales ; opération politique de la décentralisation ; affaiblissement du pouvoir central ; « désarticulation » de la France (p. 5363) ; vote hostile des parlementaires U.D.F. qui s'étaient abstenus en première lecture (p. 5364).

— **Ses observations** sur la fixation de l'ordre du jour [28 juillet 1981] (p. 430).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** droit à « l'oubli sélectif » notamment dans le domaine du droit au travail et de la sécurité de l'Etat [29 juillet 1981] (p. 492) ; **article 12 :** caractère insolite de l'amendement n° 41 de M. Michel Suchod ; imprixtion dans les rapports de droit privé ; réintégration (p. 507) ; **après l'article 12 :** « justice privée » ; juridiction prudhomale ; loi d'amnistie de 1937 (p. 509) ; **article 23 :** « amnistie différentielle » (p. 522) ; **article 24 :** son sous-amendement n° 70 à l'amendement n° 32 de la commission (non exclusion des délits et des contraventions commis en matière de législation et de réglementation du travail par les transporteurs routiers) ; rejeté (p. 523).

Explications de vote : « justice de classe » (p. 527) ; abstention du groupe U. D. F. (p. 528).

— **Fixation de l'ordre du jour** [30 juillet 1981] (p. 578).

— **Sa demande de suspension de séance** [9 septembre 1981] (p. 832).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 27 (loi constitutionnelle abolissant la peine de mort) [18 septembre 1981] (p. 1208) : rejeté (p. 1210).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises (n° 314).**

Première lecture, discussion générale : méfiance du Gouvernement à l'encontre des industriels, des commerçants, des chefs d'entreprise, des tribunaux de commerce et des syndics ; procédure commerciale ; intervention du parquet ; information du ministère public ; rôle du parquet dans la procédure ; sanctions contre les dirigeants sociaux ; nomination et révocation des syndics ; suspension provisoire des poursuites [22 septembre 1981] (p. 1236) ; saisine du tribunal ; droit, pour le parquet, de solliciter le remplacement d'un administrateur provisoire, d'un syndic ou d'un curateur ; droit pour le parquet d'interjeter appel ou de former un recours en cassation sur les décisions du tribunal de commerce ; confusion entre les procédures civile et commerciale et les procédures pénales ; intrusion de la magistrature debout dans les affaires civiles ou commerciales ; danger du projet pour la vie des affaires ; volonté d'expropriation et d'éviction des dirigeants sociaux ; distinction entre le règlement judiciaire ou la liquidation des biens et la faillite personnelle des dirigeants ; subordination de l'homologation d'un concordat au remplacement des dirigeants sociaux ; suppression du droit de vote des actionnaires (p. 1237).

Discussion des articles : **article 3 :** son amendement **n° 3** (exigeant un motif grave pour que le tribunal puisse, à tout moment de la procédure du règlement judiciaire, désigner un administrateur provisoire) ; danger des procédures juridiques susceptibles d'entraîner la défiance vis-à-vis de l'entreprise concernée ; question du recrutement et de la nomination des syndics (p. 1242) ; rejeté ; **article 5 :** son amendement n° 4 (de suppression) ; subordination de l'homologation du concordat à l'éviction des dirigeants dont la gestion est principalement à l'origine des difficultés de l'entreprise (p. 1243) ; dépôt de bilan causé par le retard à payer de l'Etat ; faillite sous la pression d'événements internationaux ; définition du concordat ; acceptation de la restructuration par les dirigeants sociaux (p. 1244) ; distinction entre les dirigeants sociaux ayant commis des fautes et ceux qui subissent les aléas de la conjoncture ; opposition de certains dirigeants à des restructurations ; abus possibles de biens sociaux ; rejet de l'amendement n° 4 (p. 1245) ; **article 6 :** nécessité de l'apparition d'un droit de l'entreprise (p. 1248) ; nécessité de maintenir l'égalité entre les parties en cas de cession à forfait ; **article 12 :** son amendement n° 6 (tendant à la suppression de l'article) ; remplacement des dirigeants d'entreprise faisant obstacle à une restructuration ; procédure d'expropriation forcée ; atteinte au droit de propriété ; amendement n° 6 : rejeté (p. 1249) ; retire son amendement n° 7 relatif au plan de redressement et au remplacement des dirigeants sociaux (p. 1250) ; son amendement n° 11 tendant à harmoniser les articles 5 et 12 du projet de loi : adopté ; son amendement n° 8 relatif à la cession ou à la promesse d'achat des droits sociaux : retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 45 (accès du territoire français refusé à tout étranger pour menace à l'ordre public) [30 septembre 1981] (p. 1406) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 6 de la commission (p. 1407) ; **article 3,** *article 24 de l'ordonnance du 2 novembre* **1945 :** son amendement n° 46 (publicité des débats de la commission d'expulsion ; prononcé du huis-clos) : retiré (p. 1415).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale. **son rappel au règlement :** conditions de travail de la commission spéciale et discussion en commission des amendements de l'opposition [15 octobre 1981] (p. 1838).

Discussion des articles : **avant le titre Ier :** son amendement n° 399 (notion de nécessité publique : monopole de fait ou caractère de service public) (p. 1839) ; définition de la nécessité publique par l'Assemblée : rejeté ; son amendement n° 402 (limitation des nationalisations à la liste résultant de la présente loi tant que le pays n'aura pas été à nouveau consulté) ; engagements du Président de la République ; inquiétude des entreprises individuelles d'une nationalisation rampante (p. 1840) ; amendement n° 402 ; rejeté (p. 1841) ; son amendement n° 401 (respect du traité de Rome ; conformité prononcée par la commission européenne) (p. 1842) : rejeté (p. 1843) ; son amendement n° 400 (conformité au traité de Rome, ententes, positions dominantes, aides publiques) (p. 1845) : rejeté (p. 1846) ; **son rappel au règlement :** procès d'intention fait aux membres de l'opposition : opinion dictée par la prise en considération d'intérêts (p. 1846) ; **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** encyclique du pape Jean-Paul II ; avantage du système de la prise de contrôle par rapport à la nationalisation ; absence de définition des critères de la nationalisation (p. 1857) ; son amendement n° 403 (suppression de l'article) ; critères de choix des groupes nationalisables (p. 1861) ; rejeté par scrutin public (p. 1864) ; son amendement n° 528 (participation de l'Etat de 34 p. 100 dans le capital des cinq sociétés industrielles) ; minorité de blocage, suffisante pour exercer une influence déterminante ; coût moindre que la nationalisation (p. 1870) ; mise en discussion des amendements (p. 1871) ; nationalisation à 51 p. 100 de Dassault et de Matra ; nationalisation à 100 p. 100 : changement de société (p. 1872) ; amendement n° 528 rejeté ; son amendement n° 407 (nationalisation dans la mesure où la nécessité publique l'exige) ; son sous-amendement n° 741 à l'amendement n° 190 de M. Maurice Couve de Murville (suppression de la référence au contexte historique de l'arrivée de la gauche au pouvoir) (p. 1873) ; rejeté ; rejet par

scrutin public de l'amendement n° 407 ; son amendement n° 406 (nationalisation des cinq sociétés industrielles après consultation des comités d'entreprise) ; respect des dispositions du code du travail ; nouvelle citoyenneté ; mise en cause par la majorité de députés de l'opposition (p. 1875) ; amendement n° 406 rejeté (p. 1876) ; son amendement n° 413 (rétrocession au secteur privé des sociétés et filiales dont les comités d'entreprise se seraient prononcés contre la nationalisation) ; consultation obligatoire des comités d'entreprise en cas de restructuration : rejeté [16 octobre 1981] (p. 1917) ; son sous-amendement n° 742 à l'amendement n° 199 de M. Michel Noir (rédactionnel) (p. 1918) : rejeté (p. 1920) ; critères de nationalisations (p. 1922) ; effets extra-territoriaux des nationalisations ; conflits de législation (p. 1927) ; *explication de vote :* pouvoir économique et pouvoir politique ; prise de position dominante par l'Etat dans des secteurs non monopolistiques et étrangers au service public ; critères des nationalisations ; politique industrielle ; vote négatif de l'union pour la démocratie française (p. 1930) ; **après l'article 1er :** son amendement n° 416 (obligation faite aux sociétés industrielles nationalisées de rétrocéder au secteur privé leurs participations détenues dans les secteurs autres que la banque, les assurances et les services publics industriels et commerciaux) (p. 1932, 1933) : rejeté par scrutin public ; son amendement n° 414 (obligation faite aux sociétés contrôlées à plus de 50 p. 100 par des personnes publiques de racheter aux actionnaires privés leurs participations dans ces sociétés si ceux-ci en font la demande (p. 1934) : rejeté ; son amendement n° 415 (obligation faite aux personnes publiques détenant moins de 50 p. 100 du capital de sociétés nationalisées de rétrocéder leurs participations aux actionnaires privés de ces sociétés si ceux-ci en font la demande) ; minorité de blocage ; nationalisation rampante (p. 1935) ; amendement n° 415 : rejeté ; son amendement n° 624 (tutelle des cinq groupes industriels nationalisés exercée par le ministère de l'industrie) : retiré (p. 1936) ; **article 2 :** inconvénients de la détention, par des organismes publics, d'actions de sociétés nationalisables ; oligarchies financières étatiques ; conflit entre l'Etat italien et l'I.N.I. ; comportement des banques nationalisées à l'égard de la réglementation sur le crédit et les changes (p. 1937) ; ses amendements n° 419 (définition de la nationalisation : capital détenu par les salariés, les fournisseurs, les clients et l'Etat) et n° 420 (définition de la nationalisation : capital détenu par les salariés et l'Etat) : rejetés (p. 1939) ; son amendement n° 417 (nationalisation au moyen de la souscription par l'Etat à des augmentations de capital) ; avantage d'augmenter les fonds propres ; absence de prise de contrôle total ; image de Paris comme place financière (p. 1940) ; amendement n° 417 : rejeté (p. 1941) ; ses sous-amendements nos 834 et 835 à l'amendement n° 4 de M. Charles Fèvre (composition de l'institut de participation industrielle) ; risque de création d'un organisme plus fort que les pouvoirs publics eux-mêmes (p. 1946) ; rejet des sous-amendements nos 834 et 835 ; son amendement n° 421 (nationalisation à la remise des obligations attribuées en indemnité des actions détenues) : rejeté ; son amendement n° 422 (suppression des deuxième, troisième et quatrième phrases de l'article 2) ; inconvénient de l'éparpillement des participations publiques ; législation sur les participations croisées (p. 1947) ; règles différentes applicables aux sociétés publiques en matière de participations croisées : amendement n° 422 rejeté (p. 1948) ; son amendement n° 423 (critères de l'appartenance au secteur public) (p. 1949) : rejeté (p. 1950) ; **après l'article 2 :** son amendement n° 424 (approbation par le Parlement des actes ou accords ayant pour effet de faire entrer une société dans le secteur public) ; nationalisation rampante ; amendement n° 424 rejeté (p. 1951) ; son amendement n° 425 (approbation par la loi de certains transferts du secteur public au secteur privé) ; rapport Nicolay ; amendement n° 425 : rejeté (p. 1952) ; son amendement n° 453 (création d'un comité des participations publiques saisi pour approbation de certains transferts de propriété d'entreprise du secteur public au secteur privé) (p. 1953) : réservé jusqu'à l'amendement n° 116, après l'article 50 (p. 1954) ; **article 3 :** gestion et fonctionnement des entreprises nationalisées ; application des dispositions de la loi de 1966 sur les sociétés ; nombre minimum d'actionnaires ; nomination des membres et tenue des conseils d'administration ; élection par les actionnaires des représentants des salariés ; tenue et pouvoirs des assemblées générales ; disparition du principe des dotations ; accession des salariés à l'actionnariat ; application de la législation sur le contrôle des sociétés anonymes, sur leur transformation, leur fusion et leur dissolution ; application des dispositions de la loi de 1966 sur les valeurs mobilières ; abus de biens sociaux constitués par la « redevance » prévue à l'article 24 (p. 1955) ; **son rappel au règlement :** dépôt en séance par M. Michel Charzat d'un amendement dont la « commission accepte la discussion » alors qu'elle ne s'est pas réunie (p. 1957) ; travail de la commission spéciale ; application de la loi de 1966 aux cinq sociétés industrielles nationalisables (p. 1959) ; **article 3 :** application de la loi de 1966 aux sociétés nationalisables [17 octobre 1981] (p. 1967) ; propos tenus par M. Guy Bêche à l'égard du droit (p. 1968) ; élaboration d'un statut propre aux sociétés nationalisées ; ses sous-amendements nos 427 à 442 à l'amendement n° 1107 de M. Michel Charzat (application de la loi de 1966 aux sociétés nationalisables) : retirés (p. 1969) ; ses amendements nos 426, 443 et 444 tombent du fait de l'adoption de l'amendement n° 1107 de la commission (p. 1970) ; **après l'article 3 :** ses sous-amendements nos 898 et 899 à l'amendement n° 321 de M. Michel Noir : rejetés ; son amendement n° 445 (mode de gestion des cinq sociétés nationalisables) ; séparation des fonctions de direction et de contrôle : directoire et conseil de surveillance (p. 1972) ; tonalité du débat ; cogestion : expérience de la sidérurgie allemande ; attitude de M. Guy Bêche ; rejet du sous-amendement n° 445 (p. 1973) ; **article 4 :** caractère anticonstitutionnel de l'article ; aliénation de filiales ou de succursales décidée par les organes dirigeants des cinq sociétés industrielles nationalisées ; distinction à opérer entre les filiales et les succursales (p. 1974) ; son amendement n° 447 (regroupement des participations et des actifs extérieurs au champ des nationalisations de chaque société industrielle nationalisable dans une société filiale distincte dont les actions seront remises aux actionnaires de la société nationalisable) (p. 1982) ; coût pour les finances publiques de l'application du droit international en matière de nationalisation ; convention franco-américaine sur l'indemnisation ; amendement n° 447 rejeté par scrutin public (p. 1983) ; son amendement n° 446 (approbation du Parlement sur l'aliénation partielle ou totale des participations dans des filiales étrangères des cinq sociétés industrielles nationalisables) ; respect de l'article 34 de la Constitution (p. 1988) ; rétrocession des participations à l'étranger ; amendement n° 446 rejeté (p. 1989) ; son amendement n° 448 (aliénation des filiales étrangères décidée par les directoires de chacune des cinq sociétés industrielles nationalisables) ; son amendement n° 450 (conditions de l'aliénation des participations à l'étranger majoritaires ou minoritaires détenues directement ou indirectement par les cinq sociétés industrielles nationalisables) (p. 1990) : adopté ; son amendement n° 451 (possibilité d'aliénation des filiales et succursales des cinq sociétés industrielles nationalisables exerçant leur activité sur le territoire national) : rejeté (p. 1991) ; améliorations du texte proposées par l'opposition ; son amendement n° 452 (cession en priorité aux anciens actionnaires des participations dans des filiales à l'étranger) (p. 1992) : rejeté ; **après l'article 4 :** soutient l'amendement n° 693 de M. Adrien Zeller (interdiction de la cession de participations dans des sociétés présentant le caractère de service public ou de monopole) ; son sous-amendement n° 901 à l'amendement n° 693 de M. Adrien Zeller (rédactionnel) : rejeté (p. 1993) ; quitus des dirigeants des sociétés industrielles nationalisables ; **article 5 :** indemnisation injuste ; chute rapide du nominal des titres remis en indemnité (p. 1994) ; indemnisation non préalable ; amendement tendant à ramener à six ans la durée du remboursement ; indexation du principal (p. 1995) ; **son rappel au règlement :** propos tenus par M. André Laignel à l'égard de l'opposition (p. 1996) ; son amendement n° 457 (taux d'intérêt des obligations remises en indemnité : référence aux emprunts émis pour une durée égale ou supérieure à six ans) ; exclusion de l'emprunt émis en juillet 1981 (p. 2002) ; amendement n° 457 : rejeté ; son amendement n° 459 (suppression de la possibilité de remboursement anticipé) ; incompatibilité avec l'ordonnance du 2 janvier 1959 relative aux lois de finances) (p. 2003) ; amendement n° 459 rejeté (p. 2004) ; son amendement n° 465 (attribution d'un dividende au titre de 1981 aux détenteurs d'actions transférées à l'Etat) : rejeté (p. 2008) ; son amendement n° 460 (caractère bancable des obligations remises en indemnité) : retiré (p. 2009) ; **article 6 :** calcul de la valeur d'échange des actions ; méthode multi-critères ; période de référence ; exclusion des notions de consolidation et de réévaluation des actifs ; taux multiplicateur du bénéfice net (p. 2010) ; **son rappel au règlement :** suspicion jetée sur des membres de l'opposition par des parlementaires de la majorité : défense d'intérêts (p. 2011) ; son

amendement n° 466 (évaluation de la valeur d'échange des actions par des experts) : retiré ; son amendement n° 468 (méthode d'évaluation de la valeur d'échange des actions) ; prise en compte de la situation nette consolidée (p. 2018) ; transfert des actifs ; prise en compte des provisions (p. 2019) ; notion de consolidation des bilans ; amendement n° 468 retiré (p. 2020) ; texte gouvernemental inapplicable pour déterminer la capitalisation boursière ; son sous-amendement n° 1281 à l'amendement n° 29 de la commission (période de référence pour la capitalisation boursière) ; son sous-amendement n° 1282 à l'amendement n° 29 de la commission (modalités d'ajustement du cours des actions) ; son sous-amendement n° 1283 à l'amendement n° 29 de la commission (intégration de toutes les provisions dans la situation nette) (p. 2021) ; sous-amendement n° 1282 retiré ; sous-amendements n°s 1281 et 1283 rejetés ; son sous-amendement n° 1284 à l'amendement n° 29 de la commission (évaluation des actions ; coefficient multiplicateur de quinze s'appliquant au résultat net par action) ; son sous-amendement n° 1285 à l'amendement n° 29 de la commission (valeur des actions déterminée à l'entrée en vigueur de la loi) ; bénéfice net et résultat net (p. 2022) ; sous-amendement n° 1285 retiré ; sous-amendement n° 1284 rejeté (p. 2023) ; ses amendements n°s 469, 470, 471, 473, 475, 476 et 477 tombent du fait de l'adoption de l'amendement n° 29 de la commission (p. 2024) ; son sous-amendement n° 1286 à l'amendement n° 923 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 2025) ; **article 7** : conditions de cessation des fonctions des actuels conseils d'administration ; convocation d'une assemblée générale ; pouvoirs abusifs de l'administrateur général nommé par décret ; mise en jeu de sa responsabilité civile et pénale (p. 2026) ; son amendement n° 483 (date de cessation de fonction des équipes dirigeantes des cinq sociétés industrielles nationalisées) ; son amendement n° 485 (rôle de l'administrateur général) ; son amendement n° 484 (rédactionnel) : retiré (p. 2030) ; amendements n°s 483 et 485 devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 30 de la commission ; maintien en fonction des organes représentatifs des salariés dans les cinq sociétés industrielles nationalisables (p. 2031) ; durée des fonctions de l'administrateur général ; explications de vote : administrateur général unique aux pouvoirs étendus (p. 2032) ; concentration de pouvoir ; responsabilité de l'administrateur général ; recours contre ses pouvoirs ; nomination en fonction de critères politiques ; **article 8** : directoire et conseil de surveillance ; douze représentants de l'Etat dans les nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles nationalisables (p. 2033) ; représentation des salariés et des consommateurs au conseil d'administration (p. 2034) ; son amendement n° 486 (administration des sociétés industrielles nationalisables par un conseil de surveillance et un directoire) (p. 2035) ; conflit possible entre les membres du conseil d'administration prévu par l'article ; amendement n° 486 retiré (p. 2036) ; son amendement n° 488 (composition des nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles nationalisables) (p. 2038) ; rejeté (p. 2041) ; danger de la multiplication des périodes transitoires [18 octobre 1981] (p. 2046) ; ses amendements n°s 489 et 490 (tendant à supprimer de l'article la disposition prévoyant que la durée du mandat des membres des conseils d'administration est de six ans) ; disposition superflue car répétant une disposition de la loi de 1966 sur les sociétés ; amendements devenus sans objet ; limitation des cumuls au niveau des sociétés commerciales (p. 2047) ; nécessité que les responsabilités des dirigeants des sociétés nationales ne se dispersent pas entre diverses activités ; son sous-amendement n° 1349 à l'amendement n° 9 de M. Fèvre (relatif à la rémunération des administrateurs) ; problème de l'égalité des administrateurs devant leur rémunération (p. 2048) ; sous-amendement n° 1349 : rejeté ; **après l'article 8** : responsabilité des administrateurs (p. 2051) ; **article 9** : problème de la désignation des représentants des salariés (p. 2052) ; son amendement n° 491 (relatif à la désignation des représentants du personnel dans les conseils d'administration par l'ensemble du personnel) ; reprise du statut actuellement en vigueur à la Banque de France ; représentation de l'ensemble des catégories du personnel au conseil d'administration (p. 2056) ; hommage solennel au personnel de l'Assemblée ; droit d'amendement (p. 2058) ; **son rappel au règlement** : organisation du débat (p. 2061) ; *titre II* : nationalisation des banques ; **article 13** : caractère artificiel de la nationalisation des banques ; existence de mesures plus efficaces pour réformer le système bancaire sans passer par la collectivisation ; exemple des délais de paiement, de la réserve de propriété, du système de caution mutuelle ; critère de la nationalisation : choix du critère des dépôts plutôt que du critère de création monétaire ; contradiction avec les affirmations du Gouvernement ; illogisme de l'exclusion de la Banque internationale pour l'Afrique occidentale et de la Banque française commerciale (p. 2071) ; arbitraire de l'exclusion des banques à caractère mutualiste ou coopératif ; arbitraire de l'exclusion des banques appartenant majoritairement à des personnes ne résidant pas en France ; arbitraire du critère du milliard de francs ; exclusion de la banque Lazard ; discrimination entre Français résidents et Français non résidents ; observation du Conseil d'Etat selon laquelle le projet de loi ne respecterait pas l'égalité devant la loi (p. 2072) ; son amendement n° 895 (tendant à supprimer l'article 13) ; sa suggestion de donner, pendant une période transitoire, aux banques privées actuelles, la possibilité d'opter pour un système mutualiste ou coopératif ; absence de nécessité pour l'Etat de prendre le contrôle des banques à 100 p. 100 ; amendement n° 895 : rejeté (p. 2080) ; son amendement n° 896 (tendant à prévoir que sont nationalisées celles des banques qui, par leurs dépôts et par leurs affaires ou l'extension du réseau de leurs agences, prennent les mêmes caractères que les banques nationalisées) : rejeté (p. 2084) ; retire son amendement n° 902 (rédactionnel) ; retire son amendement n° 903 et se rallie à l'amendement n° 614 soutenu par M. Pierre Bas (p. 2085) ; son amendement n° 908 (tendant à ce que soient nationalisées les banques recevant 10 milliards au plus de dépôts à vue ou de placements liquides ou à court terme au nom de résidents dès lors également que le total de leur bilan dépasse la somme de 25 milliards) : rejeté (p. 2088) ; son amendement n° 906 (visant à substituer au seuil d'un milliard de francs fixé dans le projet de loi à une date déterminée une moynene d'un milliard déterminée sur l'année et tendant à faire intervenir le Conseil national du crédit) (p. 2086) : rejeté ; son amendement n° 907 (tendant à prendre en considération non le montant des dépôts à la fin de l'année 1980 mais la moyenne des quatre trimestres) : rejeté (p. 2088) ; son amendement n° 905 (relatif au critère du seuil de dépôt) : rejeté (p. 2088) ; soutient les amendement n°s 963, 961 et 962 de M. Gilbert Gantier ; son amendement n° 910 (tendant à supprimer la formule en devises à propos des montants des dépôts) ; non-contribution des avoirs en devises à la création monétaire ; amendement n° 910 rejeté (p. 2089) ; retire son amendement n° 911 ; son amendement n° 913 (proposant que soient exclues de la nationalisation les banques dont la majorité du capital appartient cumulativemeent à des sociétés de caractère mutualiste et coopératif, à des personnes physiques ne résidant pas en France, à des personnes morales n'ayant pas leur siège social en France) : rejeté ; son amendement n° 924 (tendant à exclure du champ de la nationalisation les banques dont la majorité du capital appartient à des clients ou à des membres du personnel actif ou retraité de chacune de ces banques) : rejeté (p. 2091) ; retire son amendement n° 915 ; son amendement n° 916 (tendant à exclure du champ de la nationalisation les banques dont la majorité du capital appartient à des membres du personnel actif ou retraité) : rejeté (p. 2094) ; son amendement n° 917 (tendant à prévoir que les banques pourront dans un délai de six mois se transformer en sociétés de caractère mutualiste ou coopératif) (p. 2095) : rejeté ; son amendement n° 922 (tendant à exclure de la nationalisation les banques françaises dont la dimension n'excède pas celle de la plus importante des banques étrangères en France) ; discrimination entre banques françaises et étrangères (p. 2096) ; amendement n° 922 rejeté (p. 2097) ; son amendement n° 926 (rédactionnel) rejeté ; **son rappel au règlement** : divergences sur la conception de l'intérêt général (p. 2100) ; son amendement n° 928 soutenu par M. François d'Aubert (tendant à exclure du champ de la nationalisation les banques dont le capital comporte des participations étrangères à hauteur d'au moins 20 p. 100) : rejeté (p. 2102) ; son amendement n° 918 (tendant à exclure du champ de la nationalisation les banques qui appartiennent au secteur public) ; renforcement du Conseil national du crédit ; amendement n° 918 : rejeté ; son amendement n° 919 (tendant à exclure de la nationalisation les banques possédant au moins deux filiales ou succursales dans des pays étrangers) : rejeté ; son amendement n° 920 (tendant à exclure de la nationalisation les banques dont les deux tiers de l'activité s'exercent à partir d'établissements situés à l'étranger) : rejeté ; son amendement n° 921 (tendant à exclure de la nationalisation les banques dont la moitié au moins de l'activité s'exerce à partir d'éta-

blissements situés à l'étranger) : rejeté (p. 2104) ; son amendement n° 929 (exclusion du champ de la nationalisation des banques dont la majorité du capital est détenue par le personnel ou les clients) ; son amendement n° 930 (exclusion du champ de la nationalisation des banques dont la majorité du capital appartient au personnel ou à des sociétés mutualistes) : retirés [19 octobre 1981] (p. 2110) ; son sous-amendement n° 1382 à l'amendement n° 49 de la commission (suppression des mots « en conséquence » au début de l'amendement) ; critère de nationalisation des banques ; caractère anticonstitutionnel de la liste énumérant les banques nationalisées ; sous-amendement n° 1382 : adopté (p. 2111) ; **son rappel au règlement** : mise en cause de M. Philippe Séguin comme président de séance, par M. Pierre Joxe (p. 2112) ; soutient le sous-amendement n° 655 de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 de la commission ; Banque régionale de l'Ain (critère de nationalisation des banques) ; Banque commerciale pour l'Europe du Nord (p. 2119) ; soutient le sous-amendement n° 662 de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 de la commission ; nationalisation et décentralisation (p. 2121) ; **son rappel au règlement** : attitude de M. Pierre Joxe dans le débat (p. 2124) ; soutient l'amendement n° 675 de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 de la commission (p. 2133) ; soutient le sous-amendement n° 681 de M. Michel Noir ; arbitraire du critère de la nationalisation ; rôle de la banque Tarneaud dans le financement des P. M. E. et des P. M. I. ; 68 p. 100 de son capital contrôlé par le Gouvernement (p. 2136) ; son amendement n° 933 (nationalisation des fonds de commerce de banques exploitées par la Banque française du commerce extérieur) ; ses amendements n°s 934 et 935 (nationalisation de fonds de commerce de banques étrangères) ; discrimination entre banques françaises et étrangères (p. 2139) ; retrait des amendements n°s 933, 934 et 935 ; son amendement n° 936 (nationalisation du fonds de commerce exploité par la Banque nationale de Paris intercontinentale) ; rejeté ; non-nationalisation des banques étrangères ; inutilité de la nationalisation à 100 p. 100 ; son amendement n° 938 (nationalisation des banques par le transfert à l'Etat de 51 p. 100 du capital) : rejeté ; son amendement n° 940 (non-nationalisation des actions détenues par le personnel des trois grandes banques déjà nationalisées) (p. 2140) ; rejeté par scrutin public ; son amendement n° 942 (rédactionnel) : rejeté (p. 2143) ; consultation des délégués du personnel des banques préalablement à la nationalisation non contradictoire avec un vote du Parlement (p. 2148) ; **explications de vote sur l'article 13** : renforcement du pouvoir politique risquant de porter atteinte aux libertés fondamentales ; nationalisation-étatisation ; article anticonstitutionnel ; vote hostile du groupe de l'union pour la démocratie française (p. 2150) ; **titre I^er^** : nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 9 précédemment réservé** : administrateurs salariés : conditions de présentation (p. 2155) ; son sous-amendement n° 1379 à l'amendement n° 1378 du Gouvernement (crédits d'heures accordé aux administrateurs salariés) ; égalité des moyens mis à la disposition des administrateurs (p. 2157) ; sous-amendement n° 1379 : rejeté ; traitement des amendements selon leur origine politique (p. 2158) ; **article 10** : président du conseil d'administration nommé par le Gouvernement ; conseil d'administration « croupion » (p. 2165) ; cumul entre la présidence du conseil d'administration et la direction générale ; mode de nomination des commissaires aux comptes (p. 2166) ; **son rappel au règlement** : attaques personnelles ; rédaction du rappel à l'ordre (p. 2169) ; son amendement n° 493 (élection du président du conseil d'administration parmi les membres du conseil) : rejeté ; son amendement n° 495 (responsabilité du président du conseil d'administration devant celui-ci) : rejeté par scrutin public ; son amendement n° 494 (nomination du président du conseil d'administration sur proposition dudit conseil) : rejeté (p. 2171) ; soutient l'amendement n° 10 de M. Charles Fèvre : nomination du président du conseil d'administration (p. 2172) ; nomination des présidents de conseil d'administration par décret en conseil des ministres ; son amendement n° 497 (exercice des fonctions de directeur général) ; nomination aux emplois de direction) (p. 2173) : rejeté ; son amendement n° 498 (responsabilité du président du conseil d'administration) : retiré ; son amendement n° 537 (nomination aux emplois de direction) : rejeté ; son amendement n° 499 (élection des commissaires aux comptes par l'assemblée générale) : retiré ; son amendement n° 500 (commissaires aux comptes) : retiré (p. 2174) ; son amendement n° 501 (audition des commissaires aux comptes par l'Assemblée nationale et le Sénat) : retiré (p. 2175) ; **article 11** : assemblée générale moins nombreuse que le conseil d'administration ; pouvoir de révocation des administrateurs ; responsabilité des administrateurs (p. 2176) ; son amendement n° 502 (rédactionnel) (p. 2177) : rejeté ; son amendement n° 503 (compte consolidé des cinq sociétés industrielles soumis au Parlement) : retiré ; son amendement n° 504 (exercice des pouvoirs de l'assemblée générale par les représentants de l'Etat, des salariés, des usagers, des clients, des fournisseurs, des sous-traitants et des créanciers) (p. 2178) : rejeté (p. 2179) ; **article 12** : Caisse nationale de l'industrie ; violation de principes du droit budgétaire (p. 2180) ; son amendement n° 505 (suppression de l'article) [20 octobre 1981] (p. 2188) ; rejeté (p. 2189) ; son amendement n° 507 (ressources de la Caisse nationale de l'industrie : produit des rétrocessions ; suppression de la redevance acquittée par les cinq sociétés industrielles nationalisables) ; emprunt pour rembourser des intérêts d'emprunt ; ordonnance de 1959 sur le budget de l'Etat (p. 2190) ; rejet de l'amendement n° 507 ; charge variable des emprunts de la Caisse nationale de l'industrie et exigences de l'ordonnance de 1959 (p. 2191) ; son amendement n° 508 (composition du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'industrie) (p. 2192) ; rejeté ; son amendement n° 509 (composition du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'industrie : deux membres de l'Assemblée nationale et du Sénat) ; rejeté (p. 2193) ; son amendement n° 510 (limitation au marché national et garantie de l'Etat pour les emprunts contractés par la Caisse nationale de l'industrie) ; rejeté (p. 2194) ; **après l'article 12** : son amendement n° 511 (rétrocession des participations détenues dans la presse par les cinq sociétés industrielles nationalisées Matra et Dassault) (p. 2196) ; contrat passé entre Matra et l'Etat ; rejet par scrutin public de l'amendement n° 511 (p. 2201) ; soutient les amendements n°s 518 et 519 de M. François d'Aubert ; nominations intervenues dans l'audio-visuel depuis le changement de majorité (p. 2211) ; son rappel au règlement : confusion entre banques françaises et étrangères introduite par le rapport de la commission de contrôle des banques (p. 2214) ; **son rappel au règlement** : liste des banques établie par la commission de contrôle des banques ; **avant l'article 13** : soutient l'amendement n° 539 de M. Michel Noir ; suppression du Conseil national du crédit (p. 2216) ; **titre II** : nationalisation des banques ; **après l'article 13** : son amendement n° 943 (la part des banques privées dans la collecte des dépôts ne peut être inférieure à un pourcentage fixé par le Conseil national du crédit) (p. 2218) ; rejeté ; son amendement n° 894 (rôle des banques : lutte contre le chômage et l'inflation ; crédits budgétaires pour faire face aux défaillances d'emprunteurs (p. 2219) ; rejeté (p. 2221) ; **titre III** : nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27** : critères de la nationalisation de Suez et Paribas ; nationalisation larvée ; conditions de transfert de participations au secteur privé (p. 2229) ; participations étrangères ; nationalisation après un tri préalable des participations à rétrocéder (p. 2230) ; son amendement n° 1200 (suppression de l'article (p. 2243) : rejeté (p. 2244) ; **titre II** : nationalisation des banques ; **après l'article 13 précédemment réservé** : son amendement n° 893 (objectifs du secteur bancaire nationalisé) [21 octobre 1981] (p. 2269) ; rejeté ; son amendement n° 944 (fixation par le Conseil national du crédit des normes minimales que devront respecter les fonds propres des banques) ; nouveau système de régulation du crédit (p. 2270) ; amendement n° 944 rejeté ; **article 14 précédemment réservé** : restructuration des banques (p. 2271) ; organisation du débat ; amendements à l'article 14 (p. 2273) ; **son rappel au règlement** : déclaration de M. Pierre Joxe sur la responsabilité de ceux qui retardent les nationalisations ; son amendement n° 947 (transfert à l'Etat de la totalité des fonds de commerce de banques exploités par celles-ci sur le territoire européen de la France ; indemnité fixée conformément à la loi de 1941) (p. 2274) ; rejeté ; ses amendements n°s 945, 946 et 948 retirés ; son amendement n° 949 (rédactionnel) : rejeté (p. 2275) ; ses amendements n°s 952, 953 et 955 retirés ; son amendement n° 956 (possibilité de cession des actions des banques transférées à l'Etat) (p. 2276) ; rejeté ; ses amendements n°s 957 et 958 (rédactionnels) : retirés (p. 2278) ; **article 15 précédemment réservé** : ses amendements n°s 968 à 983 retirés, ses sous-amendements n°s 964, 965 et 1400 à l'amendement n° 1119 de la commission (rédactionnels) (p. 2281) ; rejetés ; ses amendements n°s 966 et 967 devenus sans objet ; son amendement n° 986 (application de la seule loi de 1966 aux filiales des banques nationalisées) : rejeté (p. 2282) ; son amendement n° 1003 (égalité de traitement entre les banques de la part des personnes publiques) : retiré au profit de l'amendement n° 703 de M. Michel Noir ;

bonification d'emprunt (p. 2283) ; son amendement n° 985 (application aux banques nationalisées de l'article 274 de la loi de 1966) : rejeté ; consultation des actionnaires sur la nationalisation ; son amendement n° 1049 (application des dispositions du traité de Rome concernant la création et le fonctionnement des établissements de crédit) ; rejeté ; **après l'article 15 précédemment réservé :** son amendement n° 1001 (direction et administration des banques nationalisées, loi de 1966) (p. 2284) ; rejeté ; son amendement n° 1002 (secret professionnel dans les banques nationalisées) (p. 2285) ; retiré ; **article 16 précédemment réservé :** réseaux bancaires français au deuxième rang mondial ; absence d'effet extra-territorial des nationalisations (p. 2286) ; mesures de saisie des actifs français à l'étranger ; situation des quatorze banques françaises exerçant en Suisse (p. 2287) ; aspect anti-constitutionnel du projet (p. 2295) ; rétrocession des participations détenues par les banques ; **article 33 ;** son amendement n° 1018 (regroupement dans des filiales des participations détenues par les banques dans des activités extérieures au champ des nationalisations) (p. 2296) ; rejeté (p. 2297) ; son amendement n° 1019 (cession par priorité aux anciens actionnaires des participations détenues par les banques nationalisables dans les secteurs autres que la banque, les assurances et les entreprises du secteur public) ; son amendement n° 1017 (cession en priorité aux anciens actionnaires des participations détenues par les banques nationalisables à l'étranger) (p. 2298) ; amendements n°s 1017 et 1019 rejetés (p. 2299) ; son amendement n° 1026 (cession au secteur privé des participations détenues par les banques nationalisées dans des banques non nationalisées) : rejeté ; **son rappel au règlement :** absence de réponses aux questions posées par l'opposition (p. 2300) ; **article 17 :** dividendes de l'année 1981 (p. 2301) ; son amendement n° 1030 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 1032 (date de remise des obligations indemnitaires) : rejeté (p. 2303) ; son amendement n° 1036 (taux d'intérêt des obligations remises en indemnité : référence aux emprunts d'Etat émis pour une durée supérieure ou égale à six ans) : rejeté ; son amendement n° 1037 (droit de participation pour dix ans aux bénéfices de la banque nationalisée attaché aux obligations remises en indemnité) (p. 2304) ; rejeté (p. 2305) ; son amendement n° 1040 (suppression de la possibilité de remboursement anticipé des obligations remises en indemnité) : rejeté ; son amendement n° 1041 (inscription à la cote de bourses étrangères des obligations remises en indemnité) : rejeté ; son amendement n° 1044 (attribution d'un dividende pour 1981 aux actionnaires des banques nationalisées) : rejeté (p. 2306) ; son amendement n° 1045 (attribution d'un dividende pour 1981 aux actionnaires des banques nationalisées) : rejeté (p. 2307) ; **article 18 :** évaluation de la valeur des banques ; non-prise en compte des actifs incorporels ; indemnisation au moins égale à l'actif net comptable (p. 2308) ; son amendement n° 1050 (évaluation de la valeur des actions des banques par une commission ; échange des titres anciens contre des titres nouvellement créés) ; son amendement n° 1053 (évaluation de la valeur des actions des banques conformément aux usages) (p. 2310) ; amendements n°s 1050 et 1053 rejetés ; son amendement n° 1052 (mode de calcul de la valeur des actions des banques nationalisables) (p. 2311) ; rejeté ; son sous-amendement n° 1055 à l'amendement n° 63 de la commission (cours boursiers : période de référence) (p. 2312) ; rejeté ; son sous-amendement n° 1056 à l'amendement n° 63 de la commission (évaluation des actions, cours boursiers) : rejeté (p. 2313) ; son sous-amendement n° 1057 à l'amendement n° 63 de la commission (cours boursiers : période de référence) : rejeté ; son sous-amendement n° 1060 à l'amendement n° 63 de la commission (capitalisation boursière : période de référence allant jusqu'au jour de l'échange des actions) : rejeté (p. 2314) ; son sous-amendement n° 1062 à l'amendement n° 63 de la commission (non-prise en compte du bénéfice net) : rejeté (p. 2315) ; son amendement n° 1064 (remboursement aux anciens actionnaires du trop-perçu en cas de rétrocession de leur participation pour une valeur supérieure à celle mentionnée au présent article) (p. 2317) ; rejeté ; bénéfices réalisés par l'Etat sur les opérations de rétrocession (p. 2318) ;

après l'article 18 : rétrocession de participations détenues par des banques ; valeur de nationalisation et valeur de revente par l'Etat [22 octobre 1981] (p. 2327) ; **article 19 précédememnt réservé :** problèmes posés par la cessation de fonctions des équipes dirigeantes (p. 2330) ; son amendement n° 1067 (cessation de fonctions des équipes dirigeantes des banques ; arrêté des comptes sociaux) (p. 2331) ; suppression du conseil d'administration des banques déjà nationalisées ; rejet de l'amendement n° 1067 ; **son rappel au règlement :** dépôts d'amendements par l'opposition ; ses amendements n°s 1068, 1069, 1071, 1073 et 1074 deviennent sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 64 de la commission ; traitement différent des amendements selon leur origine politique ; son amendement n° 1076 (commissaires aux comptes pendant la période transitoire) (p. 2332) : rejeté ; son amendement n° 1077 (validité des pouvoirs conférés aux mandataires des banques) : rejeté (p. 2333) ; **article 20 précédemment réservé :** son amendement n° 1009 (représentation des usagers des banques aux conseils d'administration) rejeté (p. 2336) ; soutient l'amendement n° 1010 de M. Charles Fèvre ; responsabilité des administrateurs (p. 2337) ; son amendement n° 1079 (gratuité des fonctions de membre de conseil d'administration) rejeté (p. 2338) ; **article 21 précédemment réservé :** élection au suffrage universel des représentants des salariés aux conseils d'administration ; contradiction de l'article avec les modes d'élection prévus par la réforme régionale (p. 2339) ; son amendement n° 1081 (présentation par le comité d'entreprise des administrateurs salariés) ; rejeté (p. 2341) ; son amendement n° 1013 (élection par le personnel des administrateurs salariés — transposition des statuts de la banque de France) ; rejeté par scrutin public (p. 2342) ; nomination des administrateurs salariés par les syndicats représentatifs dans la banque (p. 2343) ; son sous-amendement n° 1410 à l'amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 1084 (administrateurs salariés ; ancienneté dans l'entreprise) devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 75 de la commission (p. 2345) ; moyens des administrateurs salariés (p. 2346) ; **après l'article 21 :** son amendement n° 1014 précédemment réservé (représentation des usagers et des clients des banques au conseil d'administration) retiré ; **article 22 précédememnt réservé :** choix du président du conseil d'administration parmi les techniciens de la banque ; son amendement n° 1088 (agrément du ministre à l'élection du président du conseil d'administration) : rejeté ; son amendement n° 1087 (élection par le conseil d'administration de son président sur une liste d'aptitude dressée par le Gouvernement) (p. 2347) ; rejeté ; son amendement n° 1086 (président du conseil d'administration choisi par le Conseil national du crédit parmi les administrateurs justifiant d'une actiivté bancaire, commerciale ou financière pendant une période de cinq années) ; retiré au profit de l'amendement n° 813 de M. Michel Noir (p. 2348) ; nomination du président du conseil d'administration ; son amendement n° 1090 (directeur général nommé par le conseil d'administration sur proposition de son président) ; rejeté (p. 2349) ; son amendement n° 1091 (révocation du président du conseil d'administration) ; rejeté (p. 2350) ; **article 23 précédemment réservé :** son amendement n° 1093 (maintien de la société entre l'Etat et les autres propriétaires d'actions définis à l'article 14) rejeté ; son amendement n° 1096 (exercice des pouvoirs de l'assemblée générale par la commission de contrôle des banques quand l'Etat est actionnaire unique) rejeté ; son amendement n° 1095 (exercice des pouvoirs de l'assemblée générale par les représentants de l'Etat et ceux des salariés quand l'Etat est actionnaire unique) rejeté ; son amendement n° 1099 (voix du président du conseil d'administration prépondérante en cas de conflit entre les administrateurs représentant l'Etat) (p. 2352) ; rejeté (p. 2353) ; **article 25 précédemment réservé :** actions des banques détenues par leurs salariés ; **article 24 précédemment réservé :** assiette de la redevance (p. 2358) ; deux sénateurs au conseil d'administration de la Caisse nationale des banques (p. 2359) ; **article 26 précédemment réservé :** bouleversement des structures bancaires ; non-consultation des personnels (p. 2367) ; son amendement n° 1103 (rédactionnel) rejeté (p. 2370) ; restructuration du réseau bancaire : avis préalable des comités d'entreprise ; mutations imposées (p. 2375) ; **son rappel au règlement :** insinuation par la majorité et le Gouvernement que l'exercice du droit d'amendement et de débattre pourrait être indirectement responsable d'événements extérieurs (p. 2378) ;

après l'article 26 : son amendement n° 1105 (augmentation de capital dans un délai de deux ans permettant aux salariés de détenir un tiers des actions des banques nationalisées) : rejeté [23 octobre 1981] (p. 2389) ; son amendement n° 1104 (création d'une commission arbitrale pouvant être saisie en cas de trois refus de crédit) (p. 2392) ; rejeté (p. 2394) ; **avant l'article 13 :** ses amendements n°s 877 à 892 précédemment réservés (intitulé du titre II) (p. 2413) ; rejetés (p. 2418) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 45 :** son amendement n° 1316 (maintien des avantages fiscaux actuellement en vigueur pour les obligations remises en indemnité jusqu'à leur amortissement) (p. 2420) ; rejeté (p. 2421) ; **article 47 :** son amendement n° 1319 : retiré

(p. 2422) ; **après l'article 47 :** son amendement n° 1320 (opérations sur les obligations remises en indemnité ; détaxation du revenu investi en actions) (p. 2423) ; rejeté (p. 2424) ; **article 49 :** son amendement n° 1321 (possibilité pour les S.I.C.A.V. de détenir plus de 10 p. 100 de leurs actifs en obligations de la caisse nationale de l'industrie ou de la caisse nationale des banques) : rejeté (p. 2426) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 29 précédemment réservé :** son amendement n° 1203 (application des seules dispositions de la présente loi aux deux compagnies financières) (p. 2439) ; non soutenu ; son amendement n° 1219 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 1120 de M. Michel Charzat ; son amendement n° 1221 (application de la seule loi de 1966 aux filiales des deux compagnies financières nationalisées) (p. 2440) ; rejeté ; son amendement n° 1220 (dispositions du traité de Rome relatives à la liberté d'établissement et de la libre concurrence) : retiré (p. 2441) ; **après l'article 29 :** son amendement n° 1223 précédemment réservé (administration des deux compagnies financières nationalisées par un directoire et un conseil de surveillance) : rejeté (p. 2442) ; son amendement n° 1222 précédemment réservé (secret professionnel dans les deux compagnies financières) : rejeté (p. 2443) ; **article 30 précédemment réservé :** son amendement n° 1224 (obligation de rétrocéder les filiales étrangères par priorité aux anciens actionnaires) (p. 2444) ; rejeté par scrutin public (p. 2446) ; **article 31 précédemment réservé :** son amendement n° 1229 (suppression de la possibilité d'amortissement anticipé des obligations remises en indemnité) ; son amendement n° 1230 (caractère bancable des obligations remises en indemnité) ; son amendement n° 1232 (dividende au titre de l'exercice 1981) ; amendements n°s 1229, 1230 et 1232 rejetés (p. 2457) ; **après l'article 31 :** son amendement n° 1234 précédemment réservé (dividende 1981) : rejeté [24 octobre 1981] (p. 2468) ; **article 32 précédemment réservé :** son amendement n° 1235 (valeur d'échange des anciennes actions déterminée à la suite d'une évaluation conformément aux usages) (p. 2473) ; incident survenu le 23 octobre entre son assistante et M. Jean-Paul Planchou ; rejet de l'amendement n° 1235 ; son amendement n° 1237 (évaluation de la valeur d'échange des anciennes actions) : rejeté (p. 2474) ; son amendement n° 1236 (méthode d'évaluation de la valeur d'échange des actions ; consolidation ; provision) (p. 2475) ; rejeté (p. 2476) ; **article 33 précédemment réservé :** inutilité du titre III ; arguments politiques de la nationalisation des deux compagnies financières ; rédaction du titre III responsable des événements survenus en Suisse ; instauration d'une période suspecte (p. 2480) ; demande au Gouvernement de confirmer que le produit des rétrocessions n'est pas inscrit au budget (p. 2485) ; vote hostile de l'opposition sur l'amendement n° 91 de la commission ; ses amendements n°s 1246 à 1250 : devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 91 de la commission (p. 2487) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 46 précédemment réservé :** injustice de la loi ; fait du prince pour les tiers ; injustice du tirage au sort pour l'amortissement des obligations ; sanction d'initiatives fructueuses prises par des entrepreneurs (p. 2494) ; son amendement n° 1317 (S.I.C.A.V. ; moins-values résultant de l'indemnisation ; loi Monory) ; caractère dérogatoire au droit commun de l'exonération des plus-values ; pénalisation des caisses de retraite (p. 2495) ; atteinte à la gestion du patrimoine apporté par le remboursement au tirage au sort ; amendement n° 1317 rejeté ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **après l'article 33 :** participations des deux compagnies financières et de leurs filiales dans des sociétés présentant un caractère de service public ou de monopole de fait (p. 2496) ; nationalisation rampante de toute l'économie française ; **article 34 :** propos tenus à Valence (p. 2497) ; changement de démocratie (p. 2498) ; ses amendements n°s 1251 et 1252 : devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 92 de la commission (p. 2503) ; **article 35 :** son amendement n° 1253 (gratuité des fonctions de membre de conseil d'administration) (p. 2515) ; rejeté par scrutin public (p. 2516) ; **article 36 :** son amendement n° 1254 (désignation des administrateurs salariés par décret sur proposition du comité d'entreprise) : rejeté [26 octobre 1981] (p. 2533) ; son amendement n° 1287 (administrateurs salariés : ancienneté) (p. 2534) : rejeté (p. 2535) ; **avant l'article 39 :** son sous-amendement n° 1438 à l'amendement n° 1415 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 2544) ; rejeté (p. 2545) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 40 :** son amendement n° 1308 (échange des titres et opérations de remboursement des rompus) : retiré ; son amendement n° 1309 (modalités d'échange des titres) : devenu sans objet du fait du retrait de l'amendement n° 1308 (p. 2559) ; **après l'article 40 :** son amendement n° 1311 précédemment réservé (interdiction faite aux sociétés nationalisées de distribuer des dividendes ou de payer des redevances jusqu'à l'amortissement complet des obligations émises par la Caisse nationale des banques et la Caisse nationale de l'industrie) (p. 2560) ; rejeté ; **article 41 précédemment réservé :** valeur à laquelle se feront les rétrocessions (p. 2561) ; **après l'article 49 :** participations de l'Etat dans la presse ; nationalisation réclamée aux *Dernières Nouvelles d'Alsace* (p. 2566) ; **article 50 :** champ de la nationalisation des banques ; inutilité de la nationalisation (p. 2567) ; son amendement n° 1323 devient sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 114 de la commission (p. 2569) ; **après l'article 50 :** son amendement n° 1324 (quitus aux dirigeants des sociétés nationalisées ; approbation des comptes) ; « amendement » de M. Gaston Defferre sur la période suspecte (p. 2570) ; arrêt des comptes au moment de la passation des pouvoirs ; rejet de l'amendement n° 1324 ; son amendement n° 1326 (inscription de nouvelles banques) : rejeté ; son amendement n° 1327 (dettes contractées par les entreprises nationalisées du fait de la présente loi) (p. 2571) ; application de la loi de 1966 aux dettes des sociétés nationalisées : garantie des créanciers sur le patrimoine de l'Etat ; rejet de l'amendement n° 1327 (p. 2572) ; son amendement n° 1369 (négociation pour compenser la suppression du régime d'intéressement) (p. 2573) ; système de la participation ; diffusion de la propriété et démocratie économique ; rejet de l'amendement n° 1369 (p. 2574) ; appropriation des travailleurs par la majorité ; diffusion de la propriété ; présence de petits épargnants parmi les travailleurs (p. 2756) ; **titre I^er^ :** nationalisation de 5 sociétés industrielles ; **après l'article 2 :** son amendement n° 453 précédemment réservé (création d'un comité des participations publiques) : retiré au profit de l'amendement n° 315 de M. Michel Noir (p. 2586) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **après l'article 50 :** son amendement n° 1374 (rapport annuel au Parlement sur les conditions de concurrence entre les entreprises nationales et le secteur privé et sur les interventions économiques des collectivités locales (p. 2588) ; rejeté ; son amendement n° 1371 (régularité et impartialité des marchés passés par les entreprises nationalisées) (p. 2589) ; rejeté (p. 2590).

Explications de vote : remise en cause du système économique ; prise en main par l'Etat de la quasi-totalité de l'économie ; nationalisation symbole (p. 2592) ; coût des nationalisations ; refus de prendre en compte les réalités internationales ; démarche idéologique ; élection des représentants des salariés ; centralisme démocratique ; nomination du président du conseil d'administration ; accusations lancées à certains parlementaires de l'opposition ; échec des nationalisations ; boucs émissaires ; période suspecte pour les dirigeants des sociétés nationalisables ; vote hostile du groupe U. D. F. (p. 2593).

Deuxième lecture, discussion générale : ses observations sur la précision donnée par M. Charzat de la visite d'une délégation française au Chili [1^er^ décembre 1981] (p. 4283) ;

Discussion des articles : **titre I^er^ :** nationalisation de cinq sociétés industrielles, **article 1^er^ :** critères du choix des cinq groupes (p. 4301) ; non-respect des prescriptions constitutionnelles ; coût de la nationalisation ; son amendement n° 52 (suppression de l'article) (p. 4302) ; critère de la nécessité publique non applicable ; coût des nationalisations (p. 4303) ; économie mixte ; amendement n° 52 rejeté (p. 4304) ; **après l'article 1^er^ :** nationalisation des filiales étrangères ; rupture de l'*affectio societatis* ; accord Matra-Gouvernement (p. 4306) ; **son rappel au règlement :** caractère « insensé » de l'application de l'article 56, alinéa 3, du règlement (p. 4307) ; **article 2 :** prise de participation à 51 ou 34 p. 100 ; non-nationalisation des actions appartenant à des personnes publiques (p. 4308) ; **article 3 :** son amendement n° 54 (rédactionnel) (p. 4309) ; rejeté par scrutin public ; **article 4 :** rétrocessions : pouvoirs de l'administrateur général ; violation de l'article 34 de la Constitution (p. 4310) ; **article 5 :** apport de l'opposition : dépôt d'un amendement par le Gouvernement (p. 4311) ; **article 6 :** utilisation de l'article 40 à l'encontre d'amendements de l'opposition pourtant discutés en première lecture ; pénalisation des petits actionnaires ; consolidation ; réévaluation ; dividende 1981 (p. 4312) ; politique de spoliation ; demande au Gouvernement de prendre l'engagement d'aligner l'indemnisation des actionnaires français sur celle des actionnaires étrangers (p. 4313) ; **article 7 :** date de réunion des nouveaux conseils d'administration ; tenue d'une assemblée générale après la publication de la loi (p. 4314) ; son amendement n° 58 (suppression du dernier alinéa de l'article) : retiré (p. 4315) ; **article 9 :** dési-

gnation des administrateurs salariés par les organisations syndicales ; **article 10 :** nomination du président du conseil d'administration : étatisation ; **article 11 :** réunion des administrateurs représentant l'Etat lorsque celui-ci détient toutes les actions (p. 4316) ; Gouvernement investi de tous les pouvoirs ; **article 12 :** ses observations sur l'organisation du travail parlementaire depuis le 26 juin 1981 (p. 4317) ; **titre II :** nationalisation de banques ; **article 13 :** nationalisation de la quasi-totalité du secteur bancaire (p. 4318) ; possibilité de mettre les entreprises en difficulté et de les annexer au secteur public ; distinction entre banques françaises et étrangères ; ses observations sur l'attitude du président de la commission spéciale (p. 4319) ; son amendement n° 61 (suppression de l'article) ; critères de la nationalisation des banques (p. 4320) ; violation du principe de l'égalité devant la loi ; amendement n° 61 rejeté par scrutin public ; son amendement n° 62 (critères de la nationalisation : 3,5 milliards de dépôts) ; territoire européen de la France ; amendement n° 62 rejeté par scrutin public (p. 4321) ; territoire européen de la France (p. 4323) ; **son rappel au règlement :** responsabilités dans le retard des votes de la loi ; décision de la conférence des présidents (p. 4333) ; son amendement n° 64 (suppression de la liste des banques nationalisées par l'article) ; nationalisation de banques non énumérées par l'article du fait de l'adoption de l'amendement n° 1 du Gouvernement : Banque française commerciale et Banque industrielle pour l'Afrique orientale ; amendement n° 64 rejeté (p. 4334) ; **après l'article 13 : son rappel au règlement :** comportement de procureur de députés de la majorité à l'égard de parlementaires de l'opposition (p. 4339) ; **article 14 :** son amendement n° 65 : devenu sans objet en raison du vote de l'article 13 [3 décembre 1981] (p. 4380) ; **article 15 :** son amendement n° 67 (précisant l'article 15) : rejeté (p. 4381) ; **article 19 :** son amendement n° 70 (suppression du dernier alinéa de cet article) (p. 4384) ; rejeté (p. 4385) ; **article 27 :** son amendement n° 72 (décartélisation de la société Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas et de la Compagnie financière de Suez) ; critique du capitalisme d'Etat (p. 4389, 4390) ; amendement n° 72 rejeté (p. 4390) ; **article 29 :** son amendement n° 74 (rédactionnel) : rejeté ; **article 31 :** constate que le Gouvernement en présentant l'amendement n° 5 s'est rallié au point de vue de l'opposition (p. 4391) ; **article 32 :** demande que l'indemnité versée aux actionnaires français soit revisée dans le cas où les actionnaires étrangers obtiendraient une indemnisation supérieure) ; **article 34 :** son amendement n° 78 (suppression du dernier alinéa de cet article) (p. 4392) ; retiré ; **article 37 :** demande au Gouvernement des précisions quant à la future rémunération des présidents des compagnies financières nationalisées (p. 4393) ; **article 41 :** demande au secrétaire d'Etat des précisions à propos du « marché des rompus » à la bourse de Paris (p. 4394) ; **article 51 :** demande au Gouvernement des éclaircissements à propos du projet de loi relatif à l'organisation et à la démocratisation du secteur public (p. 4395).

Explications de vote : acte idéologique de la majorité en dotant le projet de loi de nationalisation (p. 4398) ; violation constante de l'état de droit par la loi de nationalisation ; caractère anticonstitutionnel de cette loi ; coût exhorbitant des nationalisations ; incertitude quant au sort des filiales (p. 4399).

— **Son rappel au règlement :** organisation du débat sur les nationalisations [16 octobre 1981] (p. 1914).

— **Son rappel au règlement :** mise en cause du Conseil constitutionnel par le parti socialiste [22 octobre 1981] (p. 2326).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* importance pour les jeunes de l'intégration du tourisme et du sport dans la vie locale ; critique de l'objectif de ce budget visant à confier à l'Etat le soin de mettre en place un système financier et juridique pour animer le temps libre ; création de postes d'animateurs ; respect de la liberté de choix des animateurs par les associations ; application de la loi de décentralisation au tourisme, aux loisirs et à l'animation de la jeunesse ; liberté pour le citoyen de gérer ses vacances et ses loisirs [19 novembre 1981] (p. 4041, 4042).

Examen des crédits : **état B, titre IV :** son amendement n° 190 (réduction de crédits) ; recrutement de 425 animateurs supplémentaires gérés par le Fonjep ; conception du Gouvernement en matière d' « animation de la jeunesse » ; déconcentration ; amendement n° 190 retiré ; son amendement n° 191 (réduction de crédits) ; tourisme rural ; politique en faveur des gîtes ruraux ou du camping à la ferme ; rejeté (p. 4053).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le conseil des communautés européennes, le 13 décembre 1976 (n° 467).**

Première lecture, discussion générale : travail parlementaire exemplaire ; prise en gage par la société de ses propres actions ; intervention de la société sur le cours de ses propres actions ; vote favorable du groupe U. D. F. [1er décembre 1981] (p. 4269).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 16 (délai supplémentaire de six mois pour régulariser en cas de réunion de toutes les parts sociales en une seule main) ; retiré ; **article 4 :** son amendement n° 17 (transformation d'une société en société anonyme : rôle des commissaires aux comptes) (p. 4271) ; choix des commissaires chargés de déterminer l'actif social en cas de transformation d'une société en société anonyme ; multiplication des catégories de commissaires ; amendement n° 17 rejeté ; **article 5 :** son amendement n° 18 (rôle des commissaires aux comptes) : rejeté ; **article 7 :** son amendement n° 14 (vote des assemblées générales) (p. 4272) ; rejeté ; **article 8 :** son amendement n° 15 (vote des assemblées générales) : rejeté ; **article 9 :** explications de vote : progressivité de l'augmentation de capital ; harmonisation des législations fiscales et sociales avec le droit des sociétés (p. 4273) ; **article 10 bis :** délai pour la reconstitution du capital social (p. 4274) ; **article 14 :** opérations des sociétés sur leurs propres titres : rôle et pouvoirs de la C. O. B. (p. 4277).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion générale : illusion du concept de partage du travail [9 décembre 1981] (p. 4543) ; coût social de la réduction de la durée du travail ; abaissement de l'âge de la retraite en contradiction avec l'évolution observée à l'étranger (p. 4544).

Discussion des articles : **article 1er :** financement par l'ensemble des collectivités locales : d'un système contractuel de cessation anticipée d'activité de leurs agents (p. 4555) ; **alinéas 2 à 5 :** son amendement n° 152 (respect par les ordonnances des accords conclus par les partenaires sociaux) : rejeté (p. 4581) ; son amendement n° 153 (réduction de la durée légale du travail) : rejeté (p. 4583) ; maintien du mécanisme des heures d'équivalence ; secteur de l'hôtellerie et de la restauration (p. 4586) ; institution des chèques-vacances : liberté des utilisateurs (p. 4589) ; nécessité des précisions contenues dans l'amendement n° 119 de M. Jacques Blanc ; maîtrise de leurs vacances par les salariés (p. 4590) ; **alinéa 7 :** travail temporaire et contrat de travail à durée déterminée ; protection sociale du personnel temporaire [10 décembre 1981] (p. 4609) ; ses observations sur l'attitude du rapporteur ; principes du droit du travail : lutte de classes substituée à la négociation (p. 4611) ; rôle des contrats à durée déterminée pour l'emploi dans certaines régions (p. 4612) ; service public de l'emploi (p. 4619) ; politique de l'ancienne majorité pour les droits des salariés (p. 4620) ; **alinéa 8 :** aménagement de la retraite : rapport Lion ; inégalités en matière de retraite (p. 4623) ; son amendement n° 155 (dispositions dérogatoires de retraite anticipée pour certaines catégories) : rejeté ; son amendement n° 156 (passage progressif de la vie active à la retraite) : rejeté ; son amendement n° 157 (harmonisation des dispositions sur la retraite avec la garantie de ressources) : rejeté ; son amendement n° 158 (aménagement de l'imposition sur le revenu lors du départ en retraite) : rejeté (p. 4629) ; **alinéa 10 :** cumuls : fonctions de secrétaire de mairie assurées par des retraités (p. 4641) ; son amendement n° 159 (limitation des cumuls ; respect des droits acquis par les salariés en préretraite ou en retraite à la date de promulgation de l'ordonnance) : rejeté (p. 4642) ; **alinéa 11 :** son amendement n° 161 (rédactionnel) : retiré ; son amendement n° 162 (suppression des mesures « spécifiques et contractuelles ») : retiré (p. 4645) ; son amende-

ment n° 163 (contrats de solidarité ; prêts bonifiés aux entreprises signataires) : rejeté (p. 4647) ; **alinéa 13 :** son amendement n° 164 (modalités de la formation professionnelle des jeunes) : rejeté ; son amendement n° 165 (développement de l'apprentissage) : rejeté ; son amendement n° 166 (développement de la formation professionnelle en alternance) : rejeté (p. 4654).

— **Son rappel au règlement :** organisation des travaux de l'Assemblée ; séance un dimanche alors qu'aucun texte n'est inscrit à l'ordre du jour avant le mardi suivant [20 décembre 1981] (p. 5379).

MIOSSEC (Charles)

Député du Finistère
(5e circonscription)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gérard Chasseguet tendant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs en les exonérant partiellement des cotisations sociales (n° 47) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gérard Chasseguet tendant à permettre aux anciens combattants invalides à 60 p. 100 ou plus de prendre leur retraite à partir de l'âge de cinquante-cinq ans (n° 48) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gérard Chasseguet relative à la profession de psychorééducateur (n° 49) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Rapporteur de la proposition de loi de M. René La Combe tendant à modifier l'article L. 38 du code des pensions civiles et militaires de retraite afin de porter le taux de la pension de réversion des veuves de 50 à 66 p. 100 (n° 178) [24 septembre 1981] (p. 1337).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Labbé tendant à créer une commission chargée de se prononcer sur les conditions d'application du principe de la péréquation des pensions de retraites aux retraités militaires (n° 185) [24 septembre 1981] (p. 1337).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Didier Julia tendant à modifier les dispositions relatives à la répartition des droits à pension de réversion entre les conjoints divorcés et les conjoints survivants (n° 280) [1er octobre 1981] (p. 1454).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Marc Lauriol et Gérard Chasseguet visant à autoriser le cumul des droits propres et des droits dérivés des conjoints survivants en matière de pension de retraite (n° 529) [26 novembre 1981] (p. 4249).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Serge Charles tendant à modifier l'article L. 511 du code de la sécurité sociale, relatif au champ d'application des prestations familiales (n° 541) [3 décembre 1981] (p. 4404).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter l'article 353 du code civil afin de préciser les conditions de présentation de la requête d'**adoption (n° 355)** [17 septembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **dotations à l'enseignement agricole privé** [7 octobre 1981] (p. 1560) ;

— **Incidents lors de la rentrée scolaire :** organisations de parents d'élèves [4 novembre 1981] (p. 3085) ;

orales sans débat :

— **(n° 45),** posée le 12 octobre 1981 : **boissons et alcools (vins et viticulture)** (p. 1706) ; appelée le 16 octobre 1981 : **relations commerciales au sein du Marché commun :** blocage sous douane des vins en provenance d'Italie et situation des entreprises françaises de négoce ; mesures de rétorsion prises par l'Italie et la Grande-Bretagne sur les produits français laitiers et de bétail (p. 1898) ; harmonisation nécessaire des règlements communautaires dans le domaine sanitaire (p. 1899) ;

— **(n° 97),** posée le 3 décembre 1981 : **électricité et gaz (gaz naturel)** (p. 4405) ; appelée le 11 décembre 1981 : **négociations avec l'Algérie :** accord sur la livraison de gaz algérien à la France ; relance de la coopération franco-algérienne ; détérioration de l'excédent commercial avec l'Algérie ; revalorisation du prix du gaz algérien ; principe de la parité gaz-pétrole et formule d'indexation (p. 4671) ; coopération politique et coopération économique (p. 4672).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).**

Première lecture, discussion des articles : **article 15 bis :** situation des commerçants et artisans n'ayant pas acquitté leurs cotisations ; discrimination à l'égard des commerçants et artisans introduite par l'amendement du Gouvernement [29 juillet 1981] (p. 514) ; son amendement n° 50 (conséquences du non-paiement de cotisations sur les biens personnels de certains travailleurs non-salariés) : rejeté (p. 515).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : politique des précédents Gouvernements ; dépendance énergétique ; limites du charbon et des énergies renouvelables [6 octobre 1981] (p. 1539) ; nucléaire ; situation énergétique de la Bretagne (p. 1540).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** soutient l'amendement n° 210 de M. Michel Noir ; absence de caractère stratégique du Joint français ; bon comportement en matière d'investissement et d'emploi [16 octobre 1981] (p. 1920) ; soutient l'amendement n° 219 de M. Michel Noir : absence de position dominante de la société Sogelerg ; soutient l'amendement n° 220 de M. Michel Noir : absence de position dominante de la société Sogreah ; risque de découragement du personnel (p. 1922) ; soutient l'amendement n° 243 de M. Michel Noir : absence de caractère stratégique et monopolistique de la société S. C. A. L. ; absence de commandes de l'Etat (p. 1923) ; soutient l'amendement n° 257 de M. Michel Noir : absence de monopole détenu par la société Aluminio de Galicia ; absence de nécessité publique pour justifier sa nationalisation (p. 1924) ; soutient l'amendement n° 273 de M. Michel Noir ; absence de caractère stratégique de la société A. E. C. (p. 1926).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** dangers de l'impôt sur les « grandes fortunes » pour l'économie ; absence de réflexions d'ensemble pour la mise en œuvre d'un impôt sur la fortune ; absence de stimulation des effets conjugués de l'impôt sur les grandes fortunes, de l'impôt sur le revenu, des droits de succession et de mutation, de l'impôt sur les plus-values et de la taxe professionnelle ; incitation des patrimoines élevés à se fractionner ; entreprises dégageant peu de bénéfices exclues du bénéfice de l'exonération ; impôt nocif pour l'outil de travail ; non-indexation de la base d'imposition ; contentieux sur les méthodes d'évaluation de la fortune ; multiplication à terme des contrôles [28 octobre 1981] (p. 2690) ; **article 13 :** réduction des déductions forfaitaires applicables aux revenus fonciers : découragement de l'investissement rural ; rentabilité très faible des capitaux engagés ; condition d'une main-mise de l'Etat sur le patrimoine agricole français [2 novembre 1981] (p. 2933) ; **article 15 :** conséquences du prélèvement pour le crédit mutuel ; taxe portée de 2 à 3 p. 100 des dépôts ; condamnation à l'asphyxie de caisses locales ; place du crédit mutuel dans le réseau bancaire [3 novembre 1981] (p. 2987) ; **article 18 :** indexation de la T. I. P. P. contraire aux principes de l'annualité budgétaire ; distorsion entre les régions pour la consom-

mation de carburant (p. 3003) ; **article 37 :** dépendance de la France en manganèse, cuivre, nickel et cobalt ; retard dans l'exploitation de nodules ; entrave aux premiers pas du programme français de développement de ces gisements [4 novembre 1981] (p. 3138).

Deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* enseignement agricole ; cotisations sociales ; installation des jeunes [6 novembre 1981] (p. 3288) ; endettement des agriculteurs de l'Ouest ; aide aux agriculteurs en difficulté ; champ d'application de l'aide fiscale à l'investissement (p. 3289) ; hausse des cotisations ; absence de couverture sociale en cas de non-paiement (p. 3296).

Transports. — *Discussion générale :* effort des gouvernements de la Ve République ; contradiction dans les orientations du ministre ; S. N. C. F. et R. A. T. P. [7 novembre 1981] (p. 3344) ; nouveau statut de la S. N. C. F. ; T. G. V. de l'Ouest ; métros de province ; équipement autoroutier ; désenclavement de la Bretagne ; péages autoroutiers ; continuité territoriale pour les îles bretonnes ; axe Rhin-Rhône ; aviation civile et aéronautique (p. 3345) ; contradiction entre le principe du libre choix des usagers et volonté d'un nouvel équilibre entre les différents modes de transport ; question de la compatibilité entre le coût réel du service et le blocage des prix des services publics (p. 3346).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* mesures envisagées pour relancer le secteur du bâtiment et les travaux publics ; allégement nécessaire des procédures [12 novembre 1981] (p. 3564).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins (n° 465).**

Première lecture, discussion générale : exploration et exploitation des fonds marins ; technologie marine ; incertitude des approvisionnements en matières premières stratégiques ; compétitivité des procédés techniques français ; étude de rentabilité économique ; redevance sur les produits extraits ; programme d'exploitation de gisements de nodules polymétalliques [24 novembre 1981] (p. 4146) ; ramassage ; association du secteur industriel privé ; inventaire des fonds ; place de la France (p. 4147).

Discussion des articles : **article 2 :** précision de la notion de ressources minérales (p. 4149) ; **article 7 :** spéculation sur les titres miniers accordés pour une trop longue durée ; progrès de la technologie et nécessité d'être opérationnel rapidement ; danger d'un délai trop long interdisant la délivrance d'un permis d'exploitation (p. 4150).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion générale : absence de disposition prévue pour les travailleurs indépendants ; charges des P. M. E. et des P. M. I. [8 décembre 1981] (p. 4530) ; cumuls emploi-retraite ; cotisation dite de solidarité pour les travailleurs indépendants retraités ; refus par le Gouvernement de l'institution d'une cotisation de solidarité au titre de l'assurance chômeur pour les fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales ; départ à la retraite à soixante ans : risque de développement du travail au noir ; cumul ; remise en cause du déroulement des carrières militaires (p. 4531) ; droit imprescriptible au travail (p. 4532).

Discussion des articles : **article 1er : alinéas 2 à 5 :** son amendement n° 12 (suppression du paragraphe 1er de l'article 1) ; absence de précisions quant à la planification de la réduction du temps de travail ; projet ignorant les travailleurs indépendants [9 décembre 1981] (p. 4575) ; amendement n° 12 rejeté (p. 4576) ; **alinéa 9 :** son amendement n° 17 (suppression de l'alinéa) ; élimination arbitraire de certains fonctionnaires ; neutralité de l'administration [10 décembre 1981] (p. 4634) : rejeté (p. 4635) ; **alinéa 10 :** son amendement n° 20 (suppression de l'alinéa) ; mise en cause du droit au travail ; situation des retraités militaires (p. 4638) : rejeté (p. 4639).

— **Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 39 (rappel dans le plan de la politique agricole suivie par les Gouvernements de la Ve République) : rejeté [12 décembre 1981] (p. 4801).

MISSOFFE (Hélène)

Député de Paris
(24e circonscription)
R.P.R., puis apparentée R.P.R.

Elue le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).
Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 12 septembre 1981] (p. 2450).
S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 12 septembre 1981] (p. 2450).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Labbé sur la famille (n° 190) [24 septembre 1981] (p. 1337).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [*J. O.* du 7 octobre 1981] (p. 2734).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Henri de Gastines et plusieurs de ses collègues visant à étendre les dispositions de la loi n° 77-774 du 12 juillet 1977 permettant aux femmes assurées de percevoir entre soixante et soixante-cinq ans une pension calculée au taux normalement applicable à soixante-cinq ans (n° 429) [22 octobre 1981] (p. 2382).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Henri de Gastines et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 relative aux rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé (n° 365) [12 novembre 1981] (p. 3603).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [*J. O.* du 20 décembre 1981] (p. 3475).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3494).

QUESTIONS

au Gouvernement : manuel scolaire intitulé « Initiation économique et sociale » : endoctrinement de la jeunesse ; commission de contrôle au sein du ministère de l'éducation nationale destinée à préserver l'objectivité des ouvrages scolaires [25 novembre 1981] (p. 4163).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : détention à perpétuité ; droit de la société de se protéger ; récidive ; choix des 10 mai et 21 juin [18 septembre 1981] (p. 1202) ; discipline de vote (p. 1203).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 10 (suspension de la peine de mort pour une période de cinq ans) : rejeté (p. 1213) ; **article 2 :** son amendement n° 11 (suppression de l'article) devenu sans objet du fait de l'adoption de l'article 1er (p. 1220) ; **article 3 :** son amendement n° 12 (suppression de l'article) devenu sans objet après l'adoption de l'article 1er ; **article 4 :** son amendement n° 13 (suppression de l'article 4) : devient sans objet ; **article 5 :** son amendement n° 14 (suspension de la peine de mort pour une période de cinq ans ; application à la juridiction militaire) : devenu sans objet après l'adoption de l'article 1er ; **article 6 :** son amendement n° 15 (suppression de l'article 6) : devenu sans objet ; **après l'article 7 :** son amendement n° 16 (dépôt par le Gouvernement dans un délai de cinq ans d'un rapport sur l'évolution de la criminalité et sur l'opportunité de l'abolition définitive de la peine de mort) : non soutenu (p. 1221).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 387).

Première lecture, explications de vote : vote favorable du groupe du R. P. R. ; exploitation des plus démunis [29 septembre 1981] (p. 1354).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre IV :** dispositions diverses ; **après l'article 50 :** son sous-amendement n° 1427 à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon (recours ouvert aux médecins auxquels auront été opposés trois refus successifs de crédit par trois banques nationalisées) : rejeté [26 octobre 1981] (p. 2583).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* problèmes posés par l'enseignement privé dans le cadre du projet de budget ; application de la loi Guermeur ; priorité donnée à l'égalité des situations entre professeurs de l'enseignement public et professeurs de l'enseignement privé ; sous-estimation des crédits octroyés à la formation des maîtres privés sous contrat [9 novembre 1981] (p. 3448) ; amélioration nécessaire du forfait d'externat ; pluralisme pédagogique ; coexistence de l'école publique et de l'école privée constituant un enrichissement pour la collectivité nationale (p. 3449) ; engagement du Premier ministre relatif au maintien de l'enseignement privé et notamment religieux ; création du centre de formation de l'enseignement privé d'Amiens (p. 3450).

Droits de la femme. — *Discussion générale :* rôle du ministère des droits de la femme ; dimension familiale des problèmes féminins ; problème du troisième enfant ; chômage des femmes [17 novembre 1981] (p. 3894) ; droits propres aux femmes ; généralisation de l'assurance maladie et de la retraite pour les femmes ; problème des femmes chefs de famille, veuves, divorcées ne bénéficiant pas d'une pension alimentaire ; taux des pensions de réversion : limite d'âge ouvrant droit à ces pensions ; coexistence des droits propres et des droits dérivés ; contraception et avortement ; révision de la loi de 1980 sur le travail à temps partiel ; réduction de la semaine de travail à trente-cinq heures ; statut des femmes de commerçants, d'artisans et d'agriculteurs ; problème des épouses de membres de professions libérales (p. 3895).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : loi de 1981 sur le travail à temps partiel [8 décembre 1981] (p. 4527) ; désir des femmes ; travail temporaire : nécessité économique et réponse aux vœux de travailleurs ; limitation à six mois de la durée des missions (p. 4528).

Discussion des articles : **article 1er : alinéa 6 :** son amendement n° 14 (suppression du sixième alinéa de l'article 1er) [9 décembre 1981] (p. 4599) ; rejeté (p. 4600).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 60 (reconnaissance de la liberté d'enseignement) [12 décembre 1981] (p. 4826) : rejeté (p. 4827).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 579).

Première lecture, discussion générale : mesures prises par voie d'ordonnances ; prolongation du système antérieur pour les primo-demandeurs d'emploi ; développement du travail noir ; cotisations assises sur les salariés pour financer l'assurance vieillesse ; problème des caisses d'assurance vieillesse ; altération du système des caisses complémentaires ; déplafonnement des cotisations de l'assurance veuvage [14 décembre 1981] (p. 4847) ; problème des veuves sans enfant ; réforme d'ensemble de la sécurité sociale (p. 4848).

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 6 (suppression du premier alinéa de cet article) ; caractère limité du champ d'application de la loi sur l'assurance veuvage ; déplafonnement de l'assurance veuvage ; problème des veuves sans enfant écartées du champ d'application de la loi ; ouverture du droit à la pension de reversion après le décès du mari (p. 4853) ; amendement n° 6 rejeté par scrutin public ; son amendement n° 13 (substituant le mot « semestriellement » au mot « annuellement » dans le premier alinéa de cet article) ; relèvement du plafond ; amendement n° 13 rejeté ; son amendement n° 7 (affectation des ressources supplémentaires résultant de la suppression du plafond à la couverture de l'assurance veuvage) : rejeté par scrutin public (p. 4854).

Explications de vote : projet de loi « fourre-tout » ; abrogation du ticket modérateur d'ordre public ; chômage partiel (p. 4856).

MITTERRAND (François)

Président de la République

DEPOTS

Message, lu par M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale **(n° 10)** [8 juillet 1981] : ses vœux aux membres de l'opposition et à ceux de la majorité ; rôle du Parlement ; nécessité de faire du contrat le fondement de la démocratie française ; équilibre des pouvoirs ; liberté de l'information ; développement des relations contractuelles en Europe [8 juillet 1981] (p. 46).

MITTERRAND (Gilbert)

Député de la Gironde
(9e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 10 :** président du conseil d'administration ; nomination des commissaires aux comptes selon les règles du droit des sociétés [19 octobre 1981] (p. 2164) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **après l'article 26 :** taux de nationalisation des banques [23 octobre 1981] (p. 2390).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 3 :** discrimination entre les stocks agricoles et les stocks industriels ; nécessité d'éviter la pénalisation des stocks obligatoirement détenus au regard de la qualité du produit et dont la valeur augmente avec le temps [29 octobre 1981] (p. 2761).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion générale : capacité de l'agriculture à devenir un secteur créateur d'emplois ; installation des jeunes ; prêts adaptés et dotations spécifiques ; choix du statut foncier ; formation continue ; intérêt des petites coopératives et mutuelles ; nécessité d'infléchir le système des aides accordées aux agriculteurs dans le sens d'une plus grande solidarité envers les plus modestes ; relèvement de la dotation aux jeunes agriculteurs ; augmentation des crédits accordés à la procédure d'aide aux agriculteurs en difficulté ; prise en charge des intérêts des prêts bonifiés ; aide à l'installation et à la modernisation ; mise en place de prêts bonifiés à annuités progressives ; problème foncier [16 décembre 1981] (p. 4981) ; nécessité d'éviter le démembrement et de maintenir les actifs à la terre ; fixation de la superficie minimale d'installation ; contrôle des cumuls ; opérations groupées d'aménagement foncier ; extension du domaine locatif ; contrat emploi-formation-installation ; création de gîtes ruraux ; amélioration des bâtiments d'exploitation et de l'habitat rural (p. 4982).

MOCŒUR (Marcel)

Député de la Haute-Vienne
(3e circonscription).
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

MONTDARGENT (Robert)

Député du Val-d'Oise
(3e circonscription)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Irlande du Nord** [15 juillet 1981] (p. 117) ;

— **situation de la carrière de gypse exploitée par la société Lambert-Industrie :** mise en décharge de la carrière et risques de pollution ; aménagement d'un parc de loisirs [25 novembre 1981] (p. 4162) ;

— **situation de l'emploi à Thomson :** suppression de 4 500 emplois envisagée par le groupe [9 décembre 1981] (p. 4565).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France (n° 8).**

Première lecture, discussion générale : suffisance des ressources nationales d'uranium pour la satisfaction des besoins militaires français en produits fissiles ; traité de non-prolifération ; attitude plus restrictive à l'égard de l'exportation de matières sensibles ; dispositions supranationales du traité Euratom et menaces pour la souveraineté nationale [24 juillet 1981] (p. 295).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **article 18 :** pouvoir du bureau ; procédure de la délégation ; répartition des services entre l'Etat et les départements ; coopération des services (conférence administrative départementale) [1er août 1981] (p. 693) ; soutient les amendements n° 236 et n° 237 de M. Roland Renard (p. 695).

Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Economie et finances. — I : Charges communes. — *Examen des crédits :* **état B, titre 1er :** inclusion dans le budget des charges communes de crédits devant être du ressort du ministère des relations extérieures [14 novembre 1981] p. 3702).

Industrie et énergie. — *Discussion générale :* rapprochement entre la société française d'équipement pour la navigation aérienne et la société anonyme Crouzet [14 novembre 1981] (p. 3747) ; dénationalisation de la société française d'équipement pour la navigation aérienne ; perte importante de deniers publics au profit du secteur privé (p. 3748).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* intérêt suscité dans le monde par les changements politiques survenus en France ; accroissement des tensions internationales ; course aux armements ; construction d'un nouvel ordre ; place de la France au côté des peuples, de leur combat pour la liberté, pour la paix et la détente ; respect du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ; non-ingérence des affaires intérieures ; droit de chaque peuple à la sécurité ; actions résolues de la France pour la paix, la détente et le désarmement ; déclaration commune des gouvernements français et mexicain sur le Salvador ; intensification de la pression militaire des U.S.A. par le président Reagan ; condamnation par le gouvernement français de l'agression sud-africaine contre la République populaire d'Angola ; volonté de la France de contribuer au règlement politique des conflits en Afrique australe ; enlisement du conflit du Sahara occidental ; politique du gouvernement français de soutien à la résolution de l'O.U.A. reconnaissant le principe d'un référendum d'autodétermination réclamé par le Polisario [18 novembre 1981] (p. 3974) ; rôle de la France au Moyen-Orient ; plan Fahd ; « guerre du Liban » ; règlement politique de la question afghane ; Sud-Est asiatique ; renaissance du Cambodge ; proposition du Viet-Nam pour la création d'une zone démilitarisée à la frontière khméro-thaïlandaise ; nécessité du rétablissement des relations diplomatiques franco-cambodgiennes ; contribution de la France à la mise sur pied d'un nouvel ordre international ; blocage des négociations sur les accords passés par la C.N.U.C.E.D. ; échec de la conférence des Nations-Unies sur les énergies nouvelles et renouvelables de Nairobi ; conférence sur les pays les moins avancés à Paris ; nécessaire démocratisation des relations internationales ; actions de la France dans le domaine du désarmement ; ampleur du mouvement pacifique en Europe (p. 3975, 3976).

— **Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).**

Première lecture, discussion générale : secteur H.L.M. ; dérèglement des loyers et des charges ; politique menée au cours du dernier septennat [26 novembre 1981] (p. 4213) ; augmentation des charges locatives ; prix des locations à Paris et course à la spéculation immobilière ; rente de situation d'un grand nombre de gros propriétaires ; exemple de la société centrale immobilière de la caisse des dépôts ; dérapage des loyers et des charges par rapport aux salaires et aux prestations ; montée des loyers H.L.M. ; baisse de la construction sociale locative ; relèvement des taux des P.L.A. ; hausse conjointe des loyers et des charges ; priorité au logement social ; aides financières aux organismes constructeurs ; dépenses de chauffage ; évolution des impôts sur le fuel (p. 4214) ; spéculation immobilière ; conventionnement ; évolution des loyers H.L.M. pour le premier semestre 1982 ; projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et bailleurs ; priorité en faveur des logements sociaux ; situation financière des offices H. L. M. et réforme du financement du logement H. L. M. ; décret de 1980 incluant dans les charges supportées par les locataires différents frais déjà pris en compte dans les loyers (p. 4215).

Discussion des articles : **article 2 :** hausse des loyers dans le secteur H.L.M. ; aide publique aux offices d'H.L.M. (p. 4222) ; difficulté de fonctionnement des offices H.L.M. ; politique sociale du logement (p. 4224) ; **après l'article 3 :** hébergement des travailleurs immigrés dans les logements-foyers (p. 4230) ;

MORA (Christiane)

Député de l'Indre-et-Loire
(3e circonscription)
Socialiste

Elue le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Membre du conseil supérieur du pétrole [*J.O.* du 1er août 1981] (p. 2113).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : plan de raffinage ; concertation tripartite entre le Gouvernement, l'industrie pétrolière et les syndicats [6 octobre 1981] (p. 1528).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* financement du contrôle laitier [6 novembre 1981] (p. 3281).

MOREAU (Louise).

Député des Alpes-Maritimes
(5e circonscription)
U.D.F.

Elue le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).
Contestation de son élection [7 juillet 1981] (p. 43). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [29 septembre 1981] (p. 1370).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [*J. O.* du 30 juillet 1981] (p. 2092).

Vice-président de cette délégation [*J. O.* du 4 septembre 1981] (p. 2374).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean- Briane tendant à réglementer les manifestations donnant lieu à vente ou échange d'objets anciens ou d'occasion (n° 441) [8 octobre 1981] (p. 1646).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 15 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la **radiodiffusion et à la télévision** en vue d'assurer la réalisation et la diffusion d'émissions à l'intention des sourds et des malentendants **(n° 343)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à la création d'une **caisse nationale des calamités publiques (n° 499)** [6 novembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** s'oppose à l'article 5 du projet de loi de finances rectificative pour 1981 relevant le taux de la T. V. A. sur les hôtels de luxe ; cas de la région Provence - Côte d'Azur - Alpes - Corse ; risques pour l'emploi ; industrie d'équipement ; balance des paiements [16 juillet 1981] (p. 204) ; son amendement n° 53 (report de la date d'application de l'article 5) : rejeté (p. 206) ; **article 7 :** son amendement n° 54 (limitation de la majoration de la taxe sur les bateaux de plaisance aux bateaux de plus de dix tonneaux) (p. 211).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant aministie (n° 226).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 2 :** son amendement n° 37 (dépôt d'un projet de loi tendant à accorder une amnistie complète des condamnations prononcées à l'occasion des événements d'Algérie) : rejeté [29 juillet 1981] (p. 501).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **avant l'article 39 :** son amendement n° 1306 (résiliation à l'initiative du salarié du contrat de travail motivée par la nationalisation [26 octobre 1981] (p. 2542) : rejeté par scrutin public (p. 2544).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale :* réforme de l'audio-visuel [16 novembre 1981] (p. 3827) ; vidéothèque de Provence - Côte d'Azur (p. 3828).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* politique du tourisme ; ouverture du tourisme à toutes les classes sociales ; amélioration de notre balance des paiements ; développement du tourisme international ; création d'emplois dans le secteur du tourisme ; dangers pour l'emploi de la majoration de la T. V. A. sur les hôtels quatre étoiles, de la taxation des frais généraux des sociétés, de l'impôt sur l'outil de travail et du blocage des prix ; politique des congrès internationaux ; possibilité dans l'hôtellerie de rembourser la T. V. A. aux étrangers venant en France en période de basse saison et payant leur séjour en devises [19 novembre 1981] (p. 4036) ; souhaite la création d'un véritable ministère du tourisme (p. 4037).

MOREAU (Paul)

Député du Nord
(17e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* démantèlement provoqué par la privatisation des télécommunications ; unité des P. T. T. ; coût des obligations de service public : transport d'objets de presse, gestion des chèques postaux, création d'emplois [7 novembre 1981] (p. 3318) ; relance des investissements de la poste ; prélèvement de 3,2 milliards sur l'excédent des télécommunications ; faiblesse des mesures indemnitaires ; conditions de travail ; revendications des receveurs et receveurs-distributeurs (p. 3319).

MORTELETTE (François)

Député de Loir-et-Cher
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).
Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Membre de la commission supérieure des caisses d'épargne [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Education nationale : Enseignement primaire et secondaire) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3425).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [*J. O.* du 22 décembre 1981] (p. 3482).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du 4e projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 [*J. O.* du 24 décembre 1981] (p. 3506).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 13 : **éducation nationale** : enseignement primaire et secondaire **(n° 470)** [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** demande le retrait des amendements n° 3 de M. Jean de Préaumont et n° 44 de M. Georges Mesmin [16 juillet 1981] (p. 181).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **article 16 :** développement des responsabilités des élus départementaux ; attitude politique de certains hauts fonctionnaires dans le département [1er août 1981] (p. 673).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : victimes ; foi en l'homme ; erreur judiciaire ; contradiction des décisions des jurys [18 septembre 1981] (p. 1193) ; causes sociales de la criminalité ; tiers monde (p. 1194).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : nécessité d'une juste indemnisation pour les petits porteurs et les fonds communs de placement ; nationalisation éventuelle d'autres groupes ou de banques et de compagnies d'assurances [14 octobre 1981] (p. 1824).

Discussion des articles : **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** article 34 de la Constitution [18 octobre 1981] (p. 2080) ; **titre I :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **après l'article 12 :** liberté de la presse [20 octobre 1981] (p. 2213).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, discussion générale : création de l'impôt sur le revenu ; création de l'impôt sur les grandes fortunes sous la IIIe République ; honneur de la Ve République ; cas des terres louées avec bail à long terme, des œuvres d'art ou des forêts, vis-à-vis de l'impôt sur la fortune ; inégalités sociales [27 octobre 1981] (p. 2623) ; nécessité d'une lutte acharnée contre la fraude fiscale ; suppression de l'anonymat sur l'or ; prélèvement de 1,5 p. 100 sur le capital constitué de bons anonymes mais nécessité de leur suppression ; moralisation de la fortune ; revision de la politique des revenus ; meilleure répartition du patrimoine national ; absence d'oreilles des ventres affamés ; imposition de la fortune, source de solidarité et mise en application de la devise républicaine (p. 2624).

Première partie :

Discussion des articles : **article 6 :** solidarité nationale [30 octobre 1981] (p. 2814) ; **après l'article 13 :** imposition des syndics [2 novembre 1981] (p. 2940) ; **article 14 :** taxation des frais généraux de 1981 (p. 2959).

Deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale ;* rapporteur spécial : solidarité entre les générations ; célébration du 8 mai ; bilan du septennat précédent ; démantèlement du service public ; dégradation des résultats du système scolaire [9 novembre 1981] (p. 3423) ; le projet de budget de 1982 confirmant le retournement de la tendance ; les grands dossiers du moment : résorption intégrale de l'auxiliariat, futur statut des enseignants, politique familiale, avenir de l'enseignement privé, entretien d'établissements scolaires ; état du système éducatif en 1981 ; problème des lycées d'enseignement technique ; budget de l'éducation nationale constituant le plus important des budgets civils de l'Etat ; progression de 17 p. 100 des budgets des enseignements primaire et secondaire ; création de 16 828 postes par rapport à 1981 ; retour de l'éducation physique et sportive au sein de l'éducation nationale ; problème de l'auxiliariat du second degré ; nécessité de mettre fin au recrutement d'auxiliaires ; dégradation de la situation des enseignants du second degré ; problème de formation ; difficultés rencontrées au niveau des écoles normales ; politique d'aide sociale à l'égard des familles ; crédit de transport scolaire ; progression des crédits concernant l'enseignement privé ; nécessité d'édifier un grand service public laïque et unifié de l'éducation nationale sans spoliation ni monopole ; respect de la liberté d'enseignement ; définition de la laïcité : respect et tolérance (p. 3424) ; lutte contre l'échec scolaire ; problème des constructions scolaires ; insertion des jeunes à la sortie du système éducatif (p. 3425).

Examen des crédits : **état B, titre III :** non-examen de l'amendement n° 73 par la commission des finances [10 novembre 1981] (p. 3473).

MOULINET (Louis)

Député de Paris

(13e *circonscription*)

Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de Mme Nicole Questiaux, nommée membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 302).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : nationalisation de Thomson ; monopole de l'électronique professionnelle détenu par Thomson ; développement à partir des marchés de l'Etat ; nationalisation de Thomson-C. S. F. [14 octobre 1981] (p. 1818) ; moyens à accorder aux administrateurs salariés pour remplir leur mandat (p. 1819).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 579).**

Première lecture, discussion générale. suppression du ticket modérateur d'ordre public ; économie sociale ; mouvement mutualiste et mouvement coopératif ; couverture de l'ensemble des chômeurs contre le risque maladie [14 décembre 1981] (p. 4847).

Explications de vote : dispositions légales indispensables pour la sécurité sociale (p. 4856).

MOUTOUSSAMY (Ernest)

Député de la Guadeloupe
(1re circonscription)
Apparenté communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe communiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 35). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [15 juillet 1981] (p. 154).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **(n° 16),** posée le 10 juillet 1981 : **départements et territoires d'outre-mer** (Guadeloupe : produits agricoles et alimentaires) (p. 107).

— **(n° 106) départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : enseignement),** posée le 8 décembre 1981 (p. 4538).

Première lecture, discussion des articles : **article 10 :** situation difficile des Antilles ; division et disparition de nombreuses usines sucrières en Guadeloupe ; chômage des jeunes ; Bumidom ; S.M.I.C. ; baisse du pouvoir d'achat ; fermeture de deux complexes hôteliers Les Alizés et Copatel ; marasme social ; reconnaissance du droit à l'autodétermination [17 juillet 1981] (p. 221).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1982 (n° 3).**

Première lecture, discussion des articles : **article 10 :** situation difficile des Antilles ; division et disparition de nombreuses usines sucrières en Guadeloupe ; chômage des jeunes ; Bumidom ; S.M.I.C. ; baisse du pouvoir d'achat ; fermeture de deux complexes hôteliers Les Alizés et Copatel ; marasme social ; reconnaissance du droit à l'autodétermination [17 juillet 1981] (p. 221).

— **Projet de loi relatif eux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale : séquelles du colonialisme dans les D.O.M. ; effets de la départementalisation ; transferts publics ; scandale de la S.O.D.E.G. à La Guadeloupe ; nécessité de résoudre le « problème colonial de l'outre-mer » [27 juillet 1981] (p. 362) ; situation économique de La Guadeloupe [8 septembre 1981] (p. 815) ; bilan de trente-cinq ans de départementalisation coloniale ; reconnaissance de l'existence d'un peuple guadeloupéen ; confusion dans les départements d'outre-mer du conseil général et du conseil régional (p. 816).

Discussion des articles : **après l'article 45 :** son sous-amendement n° 381 à l'amendement n° 237 rectifié de M. Nicolas Alfonsi (application de la loi à La Guadeloupe) : retiré [9 septembre 1981] (p. 860).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : dépendance pétrolière de la Guadeloupe ; géothermie [6 octobre 1981] (p. 1543) ; énergie à partir de la canne à sucre (p. 1544) .

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion des articles : **titre II :** nationalisation des banques : **article 13 :** paralysie des décisions positives du Gouvernement dans les départements d'outre-mer par les servitudes du système colonial ; placement, par l'article 13 de la loi, de l'outre-mer dans l'inconfortable position du spectateur passif des nationalisations ; exclusion de la nationalisation de la Banque française commerciale, filiale de la Compagnie financière de Suez ; nécessité de la nationalisation de la B. F. P. en Guadeloupe ; Guadeloupe en lutte pour sa libération nationale et sociale [18 octobre 1981] (p. 2070).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* politique passée à l'égard des D.O.M.-T.O.M. [5 novembre 1981] (p. 3205) ; décolonisation ; culture de la banane ; industrie sucrière ; usine de Beaufort ; enseignement et culture ; reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple guadeloupéen ; assemblée unique élue au suffrage universel et à la proportionnelle avec un exécutif collégial (p. 3206).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* problème de l'habitat dans les départements d'outre-mer ; place primordiale des bâtiments et des travaux publics dans la lutte contre le chômage [12 novembre 1981] (p. 3567).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* faiblesse de l'impact du tourisme de luxe sur l'activité économique des Antilles et de la Guadeloupe ; contraste entre le terrain de golf de Saint-François et les locaux consacrés à l'enseignement ; nécessité de repenser la politique touristique de la Guadeloupe [19 novembre 1981] (p. 4046) ; nécessité d'engager une campagne de promotion du tourisme antillais ; révision de la carte touristique de la Guadeloupe ; création de gîtes des foyers ruraux dans les zones de montagne ; création de villages-vacances-famille à l'usage des travailleurs ; aide à l'implantation de petites unités touristiques (p. 4047).

— **Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).**

Première lecture, discussion générale : lutte contre le chômage dans les départements d'outre-mer ; création d'emplois dans les secteurs productifs ; instauration d'une société plus juste ; soutien des grandes productions agricoles d'exportation ; réforme foncière et réforme agraire ; espérance de vie de la population ; abaissement à cinquante-cinq ans de l'âge de la retraite ; retard d'équipement ; tourisme ; création d'un centre de formation en Guadeloupe [11 décembre 1981] (p. 4721).

N

NARQUIN (Jean)

Député de Maine-et-Loire
(1re circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [9 septembre 1981] (p. 881).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. René La Combe tendant à compléter la loi n° 57-444 du 8 avril 1957 instituant un régime particulier de retraites en faveur des personnels actifs de police (n° 177) [24 septembre 1981] (p. 1337).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues relative à l'enseignement de l'architecture (n° 268) [1er octobre 1981] (p. 1454).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* productions horticoles et maraîchères ; menaces sur l'emploi [6 novembre 1981] (p. 3278).

Economie et finances. — **III : Budget.** *Examen des crédits :* **état B, titre III :** choix pour les personnels des douanes entre une majoration pour heures supplémentaires et la compensation sur la durée du travail [14 novembre 1981] (p. 3714).

Industrie et énergie. — *Discussion générale :* politique en faveur des P. M. I. ; agression verbale à l'égard des chefs d'entreprise ; impôt sur la fortune ; rigidité de la législation sociale [14 novembre 1981] (p. 3747).

NATIEZ (Jean)

Député de la Loire-Atlantique
(1re *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Justice) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 [*J.O.* du 16 décembre 1981] (p. 3425).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 19 décembre 1981] (p. 3465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [*J.O.* du 22 décembre 1981] (p. 3482).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 [*J.O.* du 24 décembre 1981] (p. 3506).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie et du Plan, sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 20 : **justice** (n° 470) [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : choix politique ; crise économique ; causes sociales de la criminalité ; réinsertion [18 septembre 1981] (p. 1190).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : débat démocratique [7 octobre 1981] (p. 1581) ; site du Pellerin ; politique d'E. D. F. ; danger de construction de centrales à proximité des agglomérations (p. 1582).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 11 :** avantages fiscaux attachés à la détention d'actions [31 octobre 1981] (p. 2904).

Deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* progression des dépenses de l'enseignement privé ; déclaration du Gouvernement démontrant sa volonté de permettre la réalisation d'une école nationale unique et laïque ; méfaits du dualisme scolaire ; exemple de la Loire-Atlantique [9 novembre 1981] (p. 3454, 3455).

Justice. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : progression de 28,37 p. 100 par rapport au budget initial de 1981 ; transfert des charges de justice pesant jusqu'à présent sur les collectivités locales ; budget de transition marqué par un esprit nouveau ; remise en cause de la création de l'école de Metz pour la formation des personnels pénitentiaires ; désaccord des magistrats quant à la création de magistrats remplaçants ; lutte prioritaire contre le chômage ; création d'emplois ; remplacement des juges vacants ; principe de l'inamovibilité des magistrats ; personnels des juridictions ; redéploiement de 100 emplois de juridiction vers le centre informatique de Nantes ; effort du ministère en matière d'informatique et de traitement des textes ; tribunal de Bobigny ; construction des maisons d'arrêt de Moulins, de Mont-de-Marsan et de la maison centrale de la Plaine-des-Galets, à La Réunion ; effort de décentralisation du Gouvernement ; suppression de la cour de sûreté de l'Etat ; se félicite des mesures de grâce présidentielle et d'amnistie ; diminution des effectifs de détenus ; problèmes de la récidive des amnistiés [12 novembre 1981] (p. 3584) ; amélioration de l'accès à la justice ; aide judiciaire ; importance désormais attachée à la prévention de la délinquance et à la protection de l'enfance ; effort significatif en matière d'éducation et de réinsertion ; lenteur des délais d'instruction des affaires ; vétusté des prisons ; critique de certains archaïsmes : indemnités pour copie de pièce de procédure pénale alimentant un fonds de concours sur lequel les indemnités pour les fonctionnaires des greffes sont prélevées ; nécessité de revoir l'ensemble du système de l'aide judiciaire ; relèvement des plafonds de ressources (p. 3585).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3 :** conciliation des préoccupations culturelles et des exigences fiscales [17 décembre 1981] (p. 5040).

NEIERTZ (Véronique)

Député de la Seine-Saint-Denis
(5e *circonscription*)
Socialiste

Elue le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la France et le Canada sur l'extradition (n° 97) [17 septembre 1981] (p. 1180).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).

Première lecture, discussion générale : égalité des Français et des étrangers devant le droit d'association ; proposition de loi du groupe socialiste en décembre 1980 [29 septembre 1981] (p. 1358) ; insertion des immigrés dans la vie sociale ; suppression du cas de nullité prévu par l'article 1er (action de l'association compromettant la situation diplomatique de la France) (p. 1359).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis suppléant : image de la France à l'étranger ; relations avec le tiers monde ; refus de l'immigration clandestine ; protection des immigrés à l'entrée et au cours de leur séjour [30 septembre 1981] (p. 1390).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* rapports est-ouest ; multiplication des conflits locaux et régionaux de 1945 à

1975 ; paix déterminée par la règle du jeu nucléaire, par l'équilibre de la terreur, par les mécanismes de la détente et de la coexistence pacifique ; différentes analyses entre les socialistes et le parti communiste soviétique ; notion de rapport entre les forces nucléaires existantes ; « parité approximative » ; ampleur des manifestations neutralistes et pacifiques [19 novembre 1981] (p. 3985) ; dégradation de la crédibilité de la protection américaine en Europe ; position actuelle de Moscou ; bombe à neutrons ; miniaturisation et sophistication de l'arsenal nucléaire accroissant les risques de conflits ; déclaration du président américain relative à la possibilité d'une guerre nucléaire limitée au théâtre européen ; fil conducteur de notre politique étrangère : libérer progressivement notre pays et le monde de la logique des blocs pour y substituer une organisation collective de la paix ; lutte pour les droits de l'homme et des peuples ; S. S. 20 et Pershing ; poursuite par la France de sa stratégie autonome de dissuasion ; tradition pacifiste ; contrôle multilatérale des combustibles nucléaires ; adoption de mesures cohérentes et réalistes relatives tant aux forces nucléaires que conventionnelles et aux exportations d'armement ; réunion d'une conférence mondiale sur le désarmement nucléaire ; création de zones régionales dénucléarisées ; conférence européenne sur la sécurité et sur la réduction des forces et des tensions (p. 3986).

NEVOUX (Paulette)

Député du Val-de-Marne
(8e circonscription)
(Socialiste)

Elue le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [*J. O.* du 20 décembre 1981] (p. 3475).

QUESTIONS

au Gouvernement : plan emploi : attitude de certains chefs d'entreprise qui s'opposent à la politique gouvernementale de lutte contre le chômage ; contrats de travail temporaire [4 novembre 1981] (p. 3078).

orales sans débat :

— **(n° 12)** posée le 8 juillet 1981 : **postes et télécommunications** (radio-téléphonie) (p. 68) ; appelée le 10 juillet 1981 : **Citizen-band** : proposition d'annuler le décret du 20 décembre 1980 (p. 106) ;

— **(n° 43)** posée le 7 octobre 1981 : **personnes âgées (politique en faveur des personnes âgées)** (p. 1601).

— **(n° 52)** posée le 13 octobre 1981 : **personnes âgées politique en faveur des personnes âgées)** (p. 1752) ; appelée le 16 octobre 1981 : **conditions de vie des personnes âgées** : politique à l'égard des personnels ; services d'aide ménagère ; foyer-logement (p. 1903).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion des articles : **article 24 :** son sous-amendement n° 43 à l'amendement n° 32 de la commission (exclusion des infractions liées à des sévices et mauvais traitements à enfants) : adopté [29 juillet 1981] (p. 527).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : nationalisation et lutte contre la crise ; nationalisation et expérimentation sociale ; démocratisation du secteur public ; formation des salariés au fonctionnement des entreprises ; renforcement des comités d'entreprise ; intervention des salariés à tous les niveaux de décision ; élection par les salariés de leurs représentants ; rôle des usagers et des consommateurs [14 octobre 1981] (p. 1817) ; création d'un haut conseil du secteur public (p. 1818).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Droits de la femme. — *Discussion générale :* chômage des femmes ; accession des femmes à des postes de responsabilité ; place des femmes dans la fonction publique ; suppression de toute discrimination à l'égard des femmes dans la fonction publique [17 novembre 1981] (p. 3895) ; discriminations positives à l'égard des femmes ; contrats emploi-formation : 60 p. 100 de ces contrats seront réservés aux femmes (p. 3896).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : travail à temps partiel : garanties ; travail intérimaire [8 décembre 1981] (p. 4530).

NILES (Maurice)

Député de la Seine-Saint-Denis
(4e circonscription)
Communiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à étendre aux **fossoyeurs de la ville de Paris** le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des **avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension (n° 640)** [17 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale :* défense et politique de la jeunesse ; revalorisation du contenu du service national ; activité des forces ; problème de la détaxe du carburant ; démocratisation de la P. M. S. ; réserves ; statut général des militaires ; suppression des tribunaux permanents des forces armées ; casernement des troupes ; refus de tout alignement et de toute politique de bloc ; rôle de l'arme nucléaire tactique [13 novembre 1981] (p. 3668) ; accent mis sur la F. N. S. ; conséquences positives de la maîtrise par la nation de son industrie d'armement sur la course aux armements ; refus d'un désarmement unilatéral ; vote favorable du groupe communiste (p. 3669).

NOIR (Michel)

Député du Rhône
(3e circonscription)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Monnaies et médailles) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 26 novembre 1981] (p. 3223).

DEPOTS

Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux **lois de finances (n° 154)** [17 juillet 1981].

Proposiiton de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels, juridiques et financiers posés par les **nationalisations (n° 321)** [15 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à faire participer les **fonctionnaires** civils et militaires de l'Etat et les agents titulaires des collectivités locales au **financement du régime national interprofessionnel d'aide aux travailleurs privés d'emploi (n° 374)** [17 septembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 49 : **Monnaies et médailles (n° 470)** [15 octobre 1981].

Proposition de loi tendant à la création d'une commission chargée de proposer la **liste des filiales des sociétés,** banques et compagnies financières **nationalisables devant être rétrocédées au secteur privé (n° 522)** [6 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : incendie du central téléphonique de Lyon-Sévigné : mesures à prendre pour prévenir une paralysie de l'économie suite à un tel accident [18 novembre 1981] (p. 3932).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale : aspect positif du bilan du précédent septennat ; bilan économique et monétaire de la politique de l'actuel Gouvernement ; incohérence entre politique de relance et politique monétaire du Gouvernement ; danger lié à la priorité donnée à la consommation ; poids de l'Etat ; risques inflationnistes [16 juillet 1981] (p. 163) ; effets récessionnistes de la politique monétaire (p. 184).

Discussion des articles : **après l'article 1er :** soutient le sous-amendement n° 62 de M. Emile Bizet à l'amendement n° 7 de la commission des finances (harmonisation des délais de paiement des droits de donation-partage avec ceux des droits de succession) : déclaré irrecevable [16 juillet 1981] (p. 190).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 187 (subordination de l'application du présent projet de loi à l'adoption de l'ensemble des textes annoncés) [28 juillet 1981] : rejeté (p. 400) ; son amendement n° 188 (exercice des pouvoirs de décision propres des communes « dans le cadre des lois de la République ») : non soutenu (p. 400) ; son amendement n° 189 (dépôt des lois annoncées par le Gouvernement dans un délai d'un an et concertation dans leur élaboration) : non soutenu (p. 401) ; son amendement n° 190 (relatif aux communautés urbaines) : retiré (p. 412) ; son amendement n° 191 (rédactionnel) : retiré (p. 412) ; **article 2 :** son amendement n° 192 (décision exécutoire à l'expiration d'un délai de huit jours après publication) (p. 420) : rejeté (p. 422) ; **après l'article 2 :** son amendement n° 193 (hiérarchie entre les décisions de police au niveau communal et au niveau départemental) (p. 425) : rejeté (p. 426) ; **article 3 :** ses observations favorables au sous-amendement n° 307 de la commission des finances (p. 434) ; ses amendements n° 194 et n° 195 : devenus sans objet (p. 437) ; son amendement n° 197 (sursis à exécution ; décision dans un délai d'un mois) (p. 438) : rejeté (p. 439) ; son amendement n° 196 (pouvoir de substitution en matière de police) : rejeté (p. 439) ; **après l'article 3 :** son amendement n° 285 (délibérations relatives aux surtaxes temporaires et aux droits de port) : rejeté (p. 442) ; **article 4 :** son amendement de suppression n° 198 (p. 446) : rejeté (p. 448) ; son amendement n° 205 (extension du champ d'intervention du conseil municipal) [30 juillet 1981] (p. 541) : retiré (p. 542) ; son amendement n° 206 (avis préalable pour les prises de participation dans les entreprises en règlement judiciaire et des prises de participation à des fonds d'aide ou de secours en faveur de catégories socio-professionnelles touchées par les conséquences des difficultés des entreprises) (p. 549) : rejeté (p. 550) ; **après l'article 4 :** son amendement n° 207 (commissions extramunicipales ayant des attributions consultatives) [31 juillet 1981] (p. 600) : rejeté au scrutin public (p. 601) ; **article 11 :** son amendement n° 208 (rédactionnel) : rejeté (p. 628) ; son sous-amendement n° 421 à l'amendement n° 263 rectifié de M. Guy Malandain (adaptation de la législation applicable aux communautés urbaines) : retiré (p. 630) ; **article 12 :** son amendement n° 210 (rédactionnel) : devenu sans objet (p. 635) ; **après l'article 13 :** son amendement n° 213 (régime d'annulation) : rejeté ; son amendement n° 286 (participation des représentants du Gouvernement aux ententes et aux conférences intercommunales) (p. 656) ; adopté après modification (p. 657) ; **article 14 :** son amendement n° 211 (maintien de certaines dispositions du code des communes relatives à la nullité de plein droit) (p. 658) ; rejeté ; son amendement n° 314 (relatif aux nullités de plein droit) : rejeté (p. 659) ; son amendement n° 214 (procédure selon laquelle sont annulées les délibérations) : devenu sans objet (p. 660) ; son amendement n° 287 (relatif aux ententes intercommunales) : adopté (p. 662) ; **article 16 :** « féodalisme politique et financier » ; unité et indivisibilité de la République ; tutelle politique du président du conseil général ; tutelle financière des chambres régionales des comptes [1er août 1981] (p. 673) ; son amendement n° 362 (exercice des pouvoirs de décision des départements dans le cadre des lois de la République) (p. 678) : rejeté au scrutin public (p. 679) ; ses observations sur l'amendement n° 410 de la commission : retour à une tutelle féodale des départements sur les communes (p. 680) ; **article 17 :** limitation nécessaire des mandats du président du conseil général (p. 688) ; **après l'article 17 :** son amendement n° 363 (institution, organisation et fonctionnement de la commission départementale exécutive) (p. 690) : rejeté (p. 691) ; **article 18 :** son amendement n° 364 (relatif à la commission administrative exécutive) devenu sans objet (p. 695) ; son amendement n° 365 devenu sans objet (p. 696) ; **rappel au règlement :** offices religieux et heures de séance de l'Assemblée nationale (p. 716) ; **article 21 :** son sous-amendement n° 496 à l'amendement n° 6 de M. Louis Besson (relatif au commissaire de la République adjoint) devenu sans objet (p. 734) ; **après l'article 21 :** son amendement n° 172 (institution de délégués de la République dans les arrondissements) : devenu sans objet (p. 735) ; **après l'article 22 :** son amendement n° 217 (possibilité pour le représentant de l'Etat de demander la réunion du conseil général et d'y intervenir) [2 août 1981] (p. 748) : rejeté (p. 750) ; son sous-amendement n° 492 (possibilité pour le représentant de l'Etat d'assister aux réunions) : retiré (p. 752) ; **article 23 :** soutient le sous-amendement n° 498 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 374 du Gouvernement (p. 755) ; **après l'article 30 :** soutient l'amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (p. 771) ; **article 31 :** soutient l'amendement n° 283 de M. Roland Nungesser et son amendement n° 218 (limitation du caractère exécutoire de plein droit des délibérations du conseil général) (p. 772) : rejeté (p. 773) ; son amendement n° 219 (sursis à exécution) : rejeté (p. 774) ; **après l'article 31 :** son amendement n° 220 (pouvoirs de police) : retiré (p. 774) ; **article 33 :** soutient l'amendement n° 284 de M. Roland Nungesser (p. 777) ; **article 34 :** soutient les amendements n° 245 de M. André Rossinot, n° 405 de M. Charles Millon et son amendement n° 223 (suppression de l'article 34) : rejeté (p. 778) ; son amendement n° 224 (action du département en faveur du développement ; utilisation des fonds publics dans les cas difficiles ; avis) : rejeté (p. 778) ; soutient l'amendement n° 274 de M. Maurice Ligot (p. 779) ; **article 36 :** soutient le sous-amendement n° 418 rectifié de la commission des finances à l'amendement n° 106 corrigé de la commission (p. 782) : rejeté (p. 783) ; ses amendements n° 225 et n° 226 (compétence du représentant de l'Etat à l'égard des déficits budgétaires) (p. 782) : devenus sans objet (p. 783) ; **article 37 :** son amendement n° 227 (compétences du représentant de l'Etat et non

de la chambre régionale des comptes) : rejeté (p. 783) ; son amendement n° 228 (compétence du représentant de l'Etat en matière de mandatement d'office) : rejeté (p. 783) ; **article 38 :** son amendement n° 229 (remplacement de la procédure d'agrément par celle d'information préalable) : devenu sans objet (p. 784) ; **article 42 :** son amendement n° 230 (suppression de la sanction d'interdiction) : devenu sans objet ; ses amendements n° 231 et n° 232 (suppression des sanctions de révocation et de suspension) (p. 787) : rejetés (p. 789).

Discussion des articles : **titres III et IV : article 45 :** son amendement n° 8 (compétenees des régions ; dispositions hétérogènes de l'article 45) : rejeté [9 septembre 1981] (p. 836) ; son sous-amendement n° 352 à l'amendement n° 128 de la commission (administration des régions dans le cadre des lois de la République) : rejeté au scrutin publie (p. 842) ; son sous-amendement n° 353 (mandat de six ans des conseillers régionaux) : rejeté (p. 843) ; son sous-amendement n° 341 à l'amendement n° 128 de la commission (comité économique et social) : rejeté ; son sous-amendement n° 354 (exercice des pouvoirs du conseil général dans le cadre des lois de la République) : retiré (p. 844) ; son sous-amendement n° 355 à l'amendement n° 128 de la commission (compétences du conseil régional ; principe de l'autonomie des collectivités locales) : rejeté (p. 846) ; son sous-amendement n° 356 (compétences des régions ; autonomie des collectivités locales) : retiré ; son amendement n° 20 (compétences des régions et collaboration inter-régionale) : retiré ; **après l'article 45** : son amendement n° 21 (modification des limites territoriales et du nom des régions) (p. 856) ; réservé ; retire ses amendements n° 22 à n° 28 (p. 858) ; **article 46 :** son amendement n° 31 (période intérimaire d'application des lois du 5 juillet 1972 et du 6 mai 1976) (p. 862) : devenu sans objet (p. 865) ; **après l'article 47 :** s'oppose à la réduction des compétences du comité économique et social ; composition du comité économique et social (p. 870) ; **article 48 :** compétenees de la région [10 septembre 1981] (p. 889) ; son amendement n° 33 (consultation du comité économique et social) (p. 894) : réservé ; son amendement n° 32 (compétence financière des régions ; prise de participation ; avis préalable du représentant de l'Etat) (p. 895) ; rejeté ; son sous-amendement n° 345 à l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement (consultation du comité économique et social) : rejeté (p. 896) ; son sous-amendement n° 346 à l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement (conformité des interventions économiques de la région aux règles d'aménagement du territoire) (p. 899) ; rejeté (p. 900) ; son sous-amendement n° 347 à l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement : non soutenu ; ses amendements n° 33, n° 34, n° 35 et n° 36 : devenus sans objet (p. 901) ; son amendement n° 37 (compétence des régions ; intervention économique ; avis du représentant de l'Etat) (p. 904) : rejeté ; son sous-amendement n° 348 à l'amendement n° 80 du Gouvernement (consultation du comité économique et social) : rejeté ; son sous-amendement n° 349 à l'amendement n° 80 du Gouvernement (règles d'aménagement du territoire, intervention économique des régions) : rejeté (p. 905) ; son sous-amendement n° 350 à l'amendement n° 80 du Gouvernement (interventions économiques des régions) : rejeté ; ses amendements n° 38, n° 39, n° 40 et n° 41 : devenus sans objet après l'adoption de l'amendement n° 80 du Gouvernement (p. 907) ; **après l'article 48 :** son sous-amendement n° 360 à l'amendement n° 137 de la commission (plan régional quinquennal) : retiré (p. 913) ; son sous-amendement n° 361 à l'amendement n° 137 de la commission (plan régional quinquennal) : retiré (p. 914) ; son sous-amendement n° 351 à l'amendement n° 83 du Gouvernement (p. 916) ; devenu sans objet (p. 923) ; **article 49 :** son amendement n° 46 (deuxième délibération à la demande du représentant de l'Etat ; saisine du tribunal administratif ; sursis à exécution) : retiré ; son sous-amendement n° 357 à l'amendement n° 84 rectifié du Gouvernement (délai de communication des délibérations au représentant de l'Etat) : retiré (p. 924) ; son sous-amendement n° 358 à l'amendement n° 84 rectifié du Gouvernement (sursis à exécution de la délibération en cas de saisine du tribunal administratif par le représentant de l'Etat) (p. 925) ; rejeté ; ses amendements n° 47, n° 48, n° 49 et n° 50 : devenus sans objet après l'adoption de l'amendement n° 84 du Gouvernement (p. 926) ; **après l'article 49 :** son amendement n° 51 (deuxième délibération à la demande du représentant de l'Etat en matière fiscale) : retiré (p. 928) ; **article 50 :** son sous-amendement n° 359 à l'amendement n° 138 de la commission (convocation du conseil régional en session d'urgence) : retiré (p. 930) ; ses amendements n° 54, n° 55, n° 56, n° 52 et n° 53 devenus sans objet après l'adoption de l'amendement n° 138 de la commission ; son amendement n° 57 (réunion par décret du conseil régional en cas de circonstances exceptionnelles) : adopté (p. 932) ; **après l'article 50 :** son amendement n° 58 (possibilité pour le conseil régional de procéder à des auditions publiques) : rejeté ; son amendement n° 59 (création de commissions d'enquête par le conseil régional) : rejeté ; son amendement n° 60 (rapport annuel du président du conseil régional à l'assemblée régionale) : adopté après modification (p. 933) ; son amendement n° 61 (dissolution du conseil régional prononcée par le Gouvernement) : rejeté (p. 934) ; **article 51 :** son amendement n° 62 (le président du conseil régional instruit les questions soumises au comité économique et social) (p. 935) : rejeté (p. 936) ; son amendement n° 63 devenu sans objet ; **article 52 :** son amendement n° 64 (appellation de « haut commissaire de la République ») : rejeté (p. 941) ; son amendement n° 65 (compétences du commissaire de la République en matière de contrôle administratif) : devenu sans objet (p. 942) ; **après l'article 52 :** son sous-amendement n° 362 à l'amendement n° 98 rectifié du Gouvernement (audition du commissaire de la République par le conseil régional) (p. 943) : rejeté (p. 944) ; **après l'article 45 (suite) :** son amendement n° 21 précédemment réservé (modification du nom et des limites des régions) : rejeté [11 septembre 1981] (p. 959) ; **article 59 :** tutelle constituée par l'ensemble des normes et prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire les collectivités ; principe de non-opposabilité des normes techniques sauf dans les cas prévus par la loi ; nécessité d'élaborer et de codifier les normes en concertation avec les élus locaux (p. 981, 982) ; son amendement n° 67 (prescriptions techniques) : retiré ; son amendement n° 68 (nature juridique des prescriptions techniques) : devenu sans objet après le vote de l'amendement n° 414 du Gouvernement (p. 983) ; son amendement n° 69 (comité d'allégement des prescriptions techniques) : retiré (p. 984) ; **après l'article 59 :** son amendement n° 70 (indemnités accessoires et rémunérations versées aux agents de l'Etat par les communes et les départements) : réservé ; son amendement n° 363 (prescriptions techniques ; refus de prêts ou d'aides de l'Etat) : retiré (p. 985) ; **article 61 :** ses dispositions n'auront pas d'intérêt une fois le budget voté (p. 992) ; son amendement n° 71 (dotation spéciale attribuée par l'Etat aux régions pour l'action culturelle) : devenu sans objet (p. 997) ; **après l'article 62 :** son amendement n° 75 (prise en charge par l'Etat des dépenses du contingent d'aide sociale) (p. 1002) ; rejeté (p. 1003) ; **après l'article 64 :** son amendement n° 70 rectifié précédemment réservé (rémunération des agents de l'Etat par les collectivités locales) (p. 1005) ; rejeté (p. 1007).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** son sous-amendement n° 397 à l'amendement n° 2 de la commission (précisant le délai dans lequel seront proposés les projets de loi mentionnés dans le deuxième alinéa de l'article 1er) [14 décembre 1981] (p. 4875) ; rejeté (p. 4877) ; **article 2 :** son sous-amendement n° 398 à l'amendement n° 4 de la commission (caractère exécutoire des délibérations, arrêtés et actes des autorités communales) : rejeté (p. 4881) ; **article 3 :** son sous-amendement n° 399 à l'amendement n° 6 de la commission (nullité des actes des autorités municipales non notifiés dans la quinzaine au représentant de l'Etat) (p. 4883) ; retiré ; son sous-amendement n° 410 à l'amendement n° 6 de la commission (comptes administratifs et comptes de gestion produits par le comptable public) (p. 4884), rectifié : adopté (p. 4885) ; son sous-amendement n° 411 à l'amendement n° 6 de la commission (préjudices irréparables ou difficilement réparables remplaçant la notion de motifs sérieux, sursis à exécution) : retiré (p. 4886) ; **article 3** *bis :* comptabilité du projet de loi avec le principe de la protection du citoyen ; sursis à exécution ; arbitrage du représentant de l'Etat préférable au recours contentieux [15 décembre 1981] (p. 4890) ; **article 4 :** méthode de travail du Gouvernement ; intervention des communes dans le domaine économique ; plan intérimaire ; liberté du commerce et de l'industrie ; risque présenté par cet article ; soumission des maires à des pressions d'intérêts catégoriels d'associations ou de syndicats (p. 4892) ; effet sur l'emploi ; absence de garde-fou ; pression des élus sur la justice commerciale (p. 4893) ; nécessité pour les communes de ne pas se substituer aux entreprises pour des achats d'immobilisation ; liberté d'entreprendre ; aide de la Codefi et du Cidise ; appropriation d'immeubles par la commune (p. 4895) ; son sous-amendement n° 416 à l'amendement n° 8 de la commission (conditions d'octroi des aides directes par les communes) ; utilisation des fonds publics (p. 4896) ; nécessité de requérir à l'avis d'expert ; décision du Ciasi ou du Codefi ; sous-amendement n° 416 rejeté (p. 4897) ; intervention avant le dépôt de bilan ; suspension provisoire

des poursuites (p. 4898, 4899) ; son sous-amendement n° 417 à l'amendement n° 8 de la commission (non-opposabilité des conventions aux décisions du tribunal de commerce) (p. 4899) ; rejeté (p. 4900) ; son sous-amendement n° 419 à l'amendement n° 8 de la commission (création par les conseils municipaux de commissions extra-municipales ouvertes aux habitants de la commune et chargées d'attributions consultatives) (p. 4904) ; retiré (p. 4905) ; **article 5** : son sous-amendement n° 426 à l'amendement n° 11 de la commission (substituant dans le deuxième alinéa de cet amendement les pouvoirs du représentant de l'Etat à ceux de la chambre régionale des comptes) ; fonctions de la chambre régionale des comptes (p. 4917) ; sous-amendement n° 426 : rejeté (p. 4918) ; **article 6** : son sous-amendement n° 427 à l'amendement n° 14 de la commission (permettant au maire de se faire représenter devant la chambre régionale des comptes) (p. 4920) : adopté (p. 4921) ; **article 8** : son sous-amendement n° 428 à l'amendement n° 18 de la commission (complétant le premier alinéa de cet amendement par les mots « en vertu de l'article L. 222-2 du code des communes ») : non soutenu (p. 4924) ; **article 10** : son sous-amendement n° 429 à l'amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 4926) ; **article 11** : son sous-amendement n° 430 à l'amendement n° 25 de la commission (supprimant les troisième et quatrième alinéas de cet amendement) (p. 4931) ; rejeté ; son sous-amendement n° 432 à l'amendement n° 25 de la commission (loi précisant les conditions d'adaptation du présent titre aux communautés urbaines) : retiré (p. 4932) ; **article 12** : son sous-amendement n° 432 rectifié à l'amendement n° 27 de la commission (loi précisant les conditions d'adaptation du présent titre aux communautés urbaines) (p. 4933) : rejeté (p. 4934) ; **article 16** : son amendement n° 435 (exercice des pouvoirs de décision du conseil général dans le cadre des lois de la République) : rejeté [18 décembre 1981] (p. 5190) ; **article 22** : son sous-amendement n° 554 à l'amendement n° 48 de la commission (réunion des conseils généraux à la demande de la moitié au moins de leurs membres) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 356 de M. Philippe Séguin [19 décembre 1981] (p. 5229) ; **article 31** : son sous-amendement n° 555 à l'amendement n° 59 de la commission (sursis à exécution des délibérations et des décisions des conseils généraux en cas de saisine du tribunal administratif) : retiré ; son sous-amendement n° 557 à l'amendement n° 59 de la commission (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'exercice par les représentants de l'Etat du contrôle *a posteriori* des actes des autorités départementales) : retiré ; son sous-amendement n° 556 à l'amendement n° 59 de la commission (pouvoirs du représentant de l'Etat en matière d'hygiène, de sécurité et de circulation) (p. 5253) ; retiré ; **article 32** : son sous-amendement n° 558 à l'amendement n° 60 de la commission (notification des délibérations du conseil général au seul représentant de l'Etat) : retiré (p. 5254) ; **article 34** : son sous-amendement n° 559 à l'amendement n° 61 de la commission (avis préalable du représentant de l'Etat pour l'intervention du département au profit d'entreprises en difficulté) : rejeté (p. 5258) ; **article 37** : son sous-amendement n° 560 à l'amendement n° 65 de la commission (pouvoirs du représentant de l'Etat pour le rétablissement de dépenses obligatoires) : rejeté (p. 5260) ; **article 42** : son sous-amendement n° 561 à l'amendement n° 73 de la commission (suppression de la dernière phrase du dernier alinéa de l'amendement) : retiré (p. 5270) ; **article 45** : érection de la région en collectivité territoriale ; unité de la République ; nécessité d'associer les partenaires économiques et sociaux au sein du conseil régional (p. 5280) ; son sous-amendement n° 562 à l'amendement n° 115 de la commission (représentation des activités économiques au sein du conseil régional) : rejeté ; son sous-amendement n° 563 à l'amendement n° 115 de la commission (exercice de ses attributions par le conseil régional dans le respect des attributions des départements et des communes) : retiré ; son sous-amendement n° 564 à l'amendement n° 115 de la commission (abrogation des dispositions relatives au comité économique et social) (p. 5281) : retiré ; **article 46** : son sous-amendement n° 565 à l'amendement n° 116 de la commission (maintien du caractère d'établissement public des régions jusqu'à l'entrée en vigueur des lois sur les compétences) : retiré (p. 5283) ; **après l'article 46** : application de la loi à la région Corse ; **article 47** : prééminence du président du conseil régional ; féodalisme politique ; insuffisance du rôle des comités économiques et sociaux (p. 5284) ; **article 47 *bis* A** : caractère positif de la participation des présidents de conseils généraux aux séances du conseil régional (p. 5285) ; **article 47 *bis*** : régression des dispositions relatives aux comités économiques et sociaux ; délai prévu pour la réforme des comités économiques et sociaux (p. 5286) ; **article 47 ter** : compétences du comité économique et social ; suppression de la possibilité de réunion conjointe avec le conseil régional (p. 5287) ; avis du comité économique et social sur l'état d'exécution du plan régional (p. 5289) ; **article 47 quater** : exercice des missions de l'établissement public régional en collaboration avec l'Etat ; **article 47 *quinquies*** : organisation par les conseils régionaux de contacts réguliers avec des collectivités décentralisées étrangères (p. 5290) ; **article 48** : participation du conseil régional à des dépenses de fonctionnement ; propose un droit de veto des conseils municipaux et des conseils généraux concernés sur l'intervention économique des régions (p. 5292) ; nécessaire limitation de la participation des régions au capital des S. D. R. (p. 5293) ; **article 48 *bis*** : rôle du conseil régional pour l'élaboration du plan national ; risque d'interférence dans les compétences locales introduites par la coordination des investissements publics dans la région (p. 5294) ; **article 48 *ter*** : féodalisme politique introduit par le comité des prêts (p. 5295) ; réduction du contrôle d'opportunité des demandes de crédit des collectivités locales avec la généralisation de la globalisation des emprunts ; opposition du Gouvernement et de la majorité à l'institution d'une procédure d'appel pour les personnes physiques s'étant vu refuser un prêt (p. 5296) ; **article 48 *quater*** : prêts de la caisse des dépôts et consignations au S. D. R. ; « prêt Minjoz » (p. 5303) ; **article 49** : notification au représentant de l'Etat des conventions passées par la région sous peine de nullité (p. 5305) ; conditions du sursis à exécution des délibérations et actes des conseils régionaux (p. 5306) ; **article 50** : contrôle par le tribunal administratif de la conformité de la loi au règlement intérieur du conseil régional ; réunion du conseil régional à la demande de la minorité ; son sous-amendement n° 567 à l'amendement n° 138 de la commission (bureau du conseil régional élu à la proportionnelle) : rejeté (p. 5308) ; son sous-amendement n° 568 à l'amendement n° 138 de la commission (incompatibilité des fonctions de président du conseil régional avec celles de président du conseil général et de maire de la ville chef-lieu) : rejeté ; son sous-amendement n° 569 à l'amendement n° 138 de la commission (création d'une commission permanente du conseil régional) : retiré ; son sous-amendement n° 571 à l'amendement n° 138 de la commission (création de commissions d'enquête décidée par le conseil régional) (p. 5309) : retiré (p. 5310) ; **article 51** : son sous-amendement n° 572 à l'amendement n° 141 de la commission (instruction par le président du conseil régional des questions soumises au comité économique et social) (p. 5311) : rejeté (p. 5312) ; transfert des services au conseil régional après l'élection des conseils régionaux au suffrage universel ; **article 51 *bis*** : transfert et mise à la disposition de services à la région ; distinction entre les services de la mission régionale et les services extérieurs des administrations (p. 5313) ; **article 52** : maintien du titre de préfet ; pouvoir du représentant de l'Etat en matière d'ordre public (p. 5316) ; **article 52 *bis*** : audition à sa demande du représentant de l'Etat par le conseil régional (p. 5317) ; **article 57** : compétences de la chambre régionale des comptes (p. 5333) ; **article 61** : son sous-amendement n° 573 à l'amendement n° 228 de la commission (dotation spéciale culturelle de l'Etat aux collectivités territoriales s'ajoutant aux aides et subventions et crédits régionalisés) [20 décembre 1981] (p. 5344) : rejeté (p. 5346) ; **sur le rappel au règlement** de M. François d'Aubert : s'indigne que le président qualifie de « péripétie » l'incident survenu lors de l'examen du projet de loi sur les nationalisations par la commission spéciale [2 octobre 1981] (p. 1484).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : droit des parlementaires d'utiliser leurs prérogatives dans le débat [13 octobre 1981](p. 1745) ; vote du 10 mai ; inutilité économique des nationalisations ; affaiblissement du crédit et de l'image de la France à l'étranger ; coût pour les finances publiques ; conséquences sur le marché financier [14 octobre 1981] (p. 1760) ; absence de critères économiques dans la délimitation du champ des nationalisations ; inutilité des nationalisations pour contrôler le système bancaire ; maintien de l'autonomie de gestion des banques et restructuration du système bancaire ; politisation du système bancaire ; demi-spoliation des actionnaires des entreprises nationalisables ; sous-évaluation de la valeur des titres ; non-indexation du nominal des titres remis en indemnité ; disparition de la participation et de l'actionnariat ouvrier dans les entreprises nationalisables (p. 1761).

Discussion des articles : **avant le titre 1er :** son amendement n° 188 (respect du traité de Rome : consultation de la commission européenne) [15 octobre 1981] (p. 1841) : rejeté (p. 1843) ; son amendement n° 182 (respect du traité de Rome : conditions de concurrence) (p. 1843) : rejeté (p. 1844) ; son amendement n° 183 (conformité au traité de Rome : discrimination de la nationalité) (p. 1844) : rejeté (p. 1845) ; son amendement n° 184 (conformité du projet au traité de Rome : monopole) : rejeté (p. 1845) ; son amendement n° 187 (conformité au traité de Rome : positions dominantes) : rejeté (p. 1846) ; son amendement n° 185 (conformité au traité de Rome : liberté d'établissement) (p. 1846) : rejeté (p. 1847) ; son amendement n° 186 (conformité au traité de Rome : concurrence) : rejeté (p. 1847) ; **avant l'article 1er** : ses amendements n° 175, 179, 171, 177 et 173 (consultation par référendum de l'ensemble du personnel des cinq groupes industriels nationalisables préalablement à la nationalisation) (p. 1848) ; suppression de l'actionnariat ouvrier dans les entreprises nationalisables ; mode de désignation des représentants des salariés au conseil d'administration ; précipitation du Gouvernement (p. 1849) ; rejet par scrutin public de l'amendement n° 175 (p. 1851) ; rejet des amendements nos 179, 171, 177 et 173 (p. 1852) ; ses amendements nos 176, 180, 172, 178 et 174 (consultation des délégués du personnel des cinq groupes industriels nationalisables préalablement à la nationalisation) ; demande en ce sens des délégués du personnel de Saint-Gobain ; déclaration d'Edmond Maire contre les nationalisations étatiques (p. 1852) ; élection des délégués des salariés au conseil d'administration ; actionnariat ouvrier ; textes sur la démocratie économique votés par l'ancienne majorité (p. 1853) ; rejet par scrutin public de l'amendement n° 180 ; rejet des amendements nos 176, 172, 178 et 174 (p. 1854) ; **titre 1er** : nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er** : politique industrielle des précédents gouvernements dans les secteurs de pointe ; scission des groupes industriels nationalisables du fait de l'absence d'effets extra-territoriaux de la nationalisation (p. 1859) ; son amendement n° 189 (suppression de l'article) : efficacité du secteur privé par rapport au secteur public (p. 1861) ; absence d'information sur la politique industrielle du Gouvernement (p. 1863) ; rejet par scrutin public de l'amendement n° 189 (p. 1864) ; **son rappel au règlement** : mise en discussion des amendements (p. 1872) ; soutient l'amendement n° 190 de M. Maurice Couve de Murville ; raisons politiques de la nationalisation (p. 1873) ; son amendement n° 191 (exclusion de la C. G. E. du champ des nationalisations) ; absence de critère stratégique ; nationalisation rampante ; pénalisation des entreprises indirectement nationalisées par rapport à la concurrence étrangère (p. 1876) ; amendement n° 191 : rejeté ; son amendement n° 192 (exclusion de Saint-Gobain du champ des nationalisations) ; déroulement du débat ; filiales étrangères de Saint-Gobain (p. 1877) ; stratégie industrielle du Gouvernement ; amendement n° 192 : rejeté ; son amendement n° 193 (exclusion de P. U. K. du champ des nationalisations) ; aide de l'Etat ; absence de caractère stratégique ou monopolistique (p. 1879) ; déroulement du débat ; amendement n° 193 : rejeté (p. 1881) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Raymond Forni : « réunion de groupes à la buvette » (p. 1883) ; déroulement du débat ; son amendement n° 194 (exclusion de Rhône-Poulenc du champ des nationalisations) ; plan social de Rhône-Poulenc dans le textile (p. 1884) ; filiales étrangères de Rhône-Poulenc (p. 1885) ; amendement n° 194 : rejeté ; son amendement n° 195 (exclusion de Thomson-Brandt du champ des nationalisations) (p. 1886) ; politique industrielle du Gouvernement ; déroulement du débat ; nationalisation rampante (p. 1887) ; amendement n° 195 : rejeté (p. 1888) ; discussion des amendements [16 octobre 1981] (p. 1917) ; son amendement n° 199 (exclusion du champ des nationalisations des filiales des cinq groupes ne présentant pas un caractère stratégique) (p. 1918) ; rétrocession au secteur privé des filiales des cinq groupes nationalisables ; jurisprudence Cogema (p. 1919) ; amendement n° 199 : rejeté ; ses amendements n° 201 à 209 (exclusion du champ des nationalisations des sociétés : Laminoirs-Tréfileries-Câbleries de Lens, Contrôle Bailey, Stein Industrie, C. P. O. A. C., Uni B. O., C. G. T. Distribution, S. U. D. A. C., C. E. P. E. M. et Cofpa) : rejetés (p. 1920) ; son amendement n° 210 (exclusion du Joint français du champ des nationalisations) : rejeté ; ses amendements n° 211 à 218 (exclusion du champ des nationalisations des sociétés Safam, Ceraver, Gipeles, Cipel financière, Saft, Filotex, les Câbles de Lyon et S. E. D. I. M.) : rejetés (p. 1921) ; son amendement n° 219 (exclusion du champ des nationalisations de la société Sogelerg) : rejeté ; son amendement n° 220 (exclusion du champ des nationalisations de la société Sogreah (p. 1922) : rejeté ; ses amendements n° 221 et 222 (exclusion du champ des nationalisations de la société E. M. C. C.) : rejetés ; son amendement n° 243 (exclusion du champ des nationalisations de la société S. C. A. L. (p. 1923) ; rejeté ; son amendement n° 249 (exclusion du champ des nationalisations de la société P. U. K. Bâle S. A.) : rejeté ; son amendement n° 257 (exclusion du champ des nationalisations de la société Aluminio de Galicia) (p. 1924) : rejeté ; son amendement n° 258 (exclusion du champ de la nationalisation des filiales de Rhône-Poulenc ne présentant pas un caractère stratégique) ; ses amendements n° 259 à 267 (exclusion du champ des nationalisations de la Compagnie financière pour l'industrie chimique, la société Spécia, la société Rhône-Poulenc fibres, la société Rhovyl, la société des Participations Gardinier, la société Thann et Mulhouse, la société Prolabo, la société Cellatex, la société Théraplix) : rejetés (p. 1925) ; ses amendements n° 268 à 272 (exclusion du champ des nationalisations de la société Institut Mérieux, la Compagnie industrielle et minière, la société Regna Systèmes, la Société générale des engrais S. A., la société Lautier aromatique S. A.) : rejetés ; son amendement n° 273 (exclusion du champ des nationalisations de la société A. E. C.) : rejeté ; ses amendements n° 274 à 277 (exclusion du champ des nationalisations des sociétés Rhône-Poulenc Agrochimie, S. A. F. A., Rhodia A. G., Viscosuisse) : rejetés (p. 1926) ; son amendement n° 278 (exclusion du champ des nationalisations de la société Rhône-Poulenc Inc (U. S. A.) : rejeté ; son amendement n° 279 (exclusion du champ des nationalisations de la société May and Baker) : rejeté ; son amendement n° 280 (exclusion du champ des nationalisations de la société Rhodia S. A. (Brésil) : rejeté (p. 1927) ; son amendement n° 281 (exclusion du champ des nationalisations des filiales de Thomson-Brandt ne présentant pas un caractère stratégique) : rejeté ; ses amendements nos 282 à 306 (exclusion du champ des nationalisations des sociétés caladoise de réfrigération, Ciapen S. A., Esswein S. A., Maugélec, Thomson-Câbles, Bonnet et Froid-Satam-Brandt, de distribution de radio-télévision et du matériel ménager, Unité hermétique, de Coulée, Surmelec, Sodame, Sodeteg, Tréfilerie de Darnétal, Crédit électrique et gazier, Thomson-Lucas, financière électrique, O. R. E. G. A. électronique et mécanique, des moteurs électriques de Normandie, Elindel, romanaise d'électroménager, Solomateg, Jumentier, Covam, tonnerroise d'électronique industrielle, Compagnie des lampes) : rejetés (p. 1928 et p. 1929) ; son amendement n° 657 (règles de la nationalisation de Roussel-Uclaf, I. T. T. et C. I. I. Honeywell-Bull fixées par une loi ultérieure) : rejeté. *Explications de vote :* critères et champ des nationalisations (p. 1930) ; **après l'article 1er** : son amendement n° 307 (accords conclus avec Dassault, Matra, I. T. T., Roussel-Uclaf, C. I. I. Honeywell Bull soumis à l'approbation du Parlement) ; énumération limitative des groupes nationalisables (p. 1931) ; amendement n° 307 rejeté par scrutin public ; son amendement n° 308 (possibilité de transfert du secteur public au secteur privé de filiales des cinq sociétés industrielles nationalisables) (p. 1932) : rejeté ; son amendement n° 309 (obligation faite aux cinq sociétés industrielles nationalisables de rétrocéder au secteur privé leurs participations détenues dans les secteurs autres que la banque, les assurances et les services publics industriels et commerciaux) ; nationalisations rampantes (p. 1933) ; amendement n° 309 rejeté ; son amendement n° 310 (création d'une commission chargée de proposer la rétrocession au secteur privé de filiales des cinq groupes industriels nationalisables) : rejeté (p. 1934) ; **son rappel au règlement :** organisation du débat (p. 1940) ; **article 2 :** son amendement n° 311 (critères de l'appartenance au secteur public) ; arrêt Cogema (p. 1949) ; amendement n° 311 rejeté ; soutient l'amendement n° 313 de M. Maurice Couve de Murville (p. 1950) ; **après l'article 2 :** son amendement n° 315 (création d'un comité des entreprises publiques saisi pour avis sur les rétrocessions au secteur privé) ; participation du Parlement au contrôle de l'activité des entreprises publiques (p. 1953) ; amendement n° 315 : réservé jusqu'à l'amendement n° 116, après l'article 50 (p. 1954) ; **article 3 :** étatisation et nationalisation (p. 1955) ; statut de l'entreprise publique (p. 1956) ; son amendement n° 316 (application des dispositions de la loi de 1966 aux sociétés nationalisées en tant qu'elles ne sont pas contraires à la présente loi) (p. 1957) ; conditions de travail de la commission spéciale (p. 1958) ; rejet de l'amendement n° 316 (p. 1959) ; **son rappel au règlement :** séance de l'Assemblée nationale pendant la réunion du comité central du R. P. R. [17 octobre 1981] (p. 1966) ; son sous-amendement n° 1117 à l'amendement n° 1107 de M. Michel Charzat (application de la loi de 1966 aux

cinq sociétés industrielles nationalisables, sauf dérogation prévue par la présente loi) ; son sous-amendement n° 1118 à l'amendement n° 1107 de M. Michel Charzat (rédactionnel) [17 octobre 1981] (p. 1969) ; rejet des sous-amendements n°s 1117 et 1118 ; ses amendements n°s 317, 531 et 532 devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 1107 de la commission ; son amendement n° 320 (maintien des statuts et des conventions collectives en vigueur dans les cinq sociétés industrielles nationalisables) ; termes « non contraire » et « compatible » : discussion paritaire d'éventuelles modifications (p. 1970) : retiré ; **après l'article 3 :** son amendement n° 321 (décision du personnel des sociétés contrôlées par les cinq sociétés industrielles nationalisables sur le rattachement de leurs entreprises au secteur public) (p. 1971) : rejeté (p. 1972) ; **article 4 :** cession de filiales ou succursales étrangères des cinq sociétés industrielles nationalisables ; son amendement n° 322 (suppression de l'article 4) (p. 1976) ; application de la convention franco-américaine de 1959 sur l'indemnisation ; inégalité devant la loi pour les ressortissants français ; indemnisation basée sur des valeurs d'actifs non réévalués et perçue peut-être plus tardivement ; amendement n° 322 rejeté par scrutin public (p. 1979) ; son amendement n° 324 (approbation par la loi de certains transferts du secteur public au secteur privé de filiales ou succursales étrangères des cinq sociétés industrielles nationalisables) ; communication au Parlement de la consultation de juristes internationaux effectuée par le Gouvernement (p. 1980) ; amendement n° 324 rejeté (p. 1981) ; son amendement n° 323 (aliénation des filiales étrangères des cinq sociétés industrielles nationalisables décidée par la loi) ; article 34 de la Constitution ; amendement n° 323 rejeté (p. 1990) ; son amendement n° 328 (versement à la caisse nationale de l'industrie du produit de l'aliénation des filiales) (p. 1991) : rejeté (p. 1992) ; **article 5 :** non-indexation des obligations remises en indemnité ; amortissement ; possibilité de remboursement par anticipation ; non prise en compte de l'année 1981 pour l'évaluation de l'indemnité ; marché obligataire ; rôle de Paris comme place financière (p. 1996) ; son amendement n° 329 (parts bénéficiaires se substituant aux obligations remises en indemnité) (p. 1999) : rejeté (p. 2000) ; ses amendements n°s 335 (intérêt de 5 p. 100 pour les obligations remises en indemnité) et 336 (modalités de calcul du taux d'intérêt des obligations remises en indemnité) ; soutien du cours des actions des cinq sociétés nationalisables ; taux plancher des obligations (p. 2001) ; amendements n°s 335 et 336 rejetés ; propos de M. Jacques Delors sur le nombre d'actionnaires étrangers (p. 2002) ; son amendement n° 340 (suppression de la possibilité de remboursement anticipé) ; conséquences sur les finances publiques et sur la confiance des détenteurs étrangers d'obligations (p. 2003) ; amendement n° 340 : rejeté ; son amendement n° 342 (suppresion de la négociabilité et de l'inscription à la cote officielle des obligations remises en indemnité) ; rejeté (p. 2004) ; son amendement n° 343 (inscription à la cote officielle de bourses étrangères des obligations remises en indemnité) : rejeté (p. 2005) ; **son rappel au règlement :** mise en cause de parlementaires de l'opposition par des membres de la majorité (p. 2006) ; ses amendements n°s 344 et 345 (attribution d'un dividende au titre de 1981 aux détenteurs d'actions transférées à l'Etat) (p. 2007) : r e j e t é s (p. 2008) ; **après l'article 5 :** son amendement n° 349 (création d'une c o m m i s s i o n chargée d'évaluer les actifs de chaque société des groupes nationalisables) : rejeté (p. 2009) ; **article 6 :** indemnisation ; amélioration du texte grâce au travail de l'opposition en commission ; risque de mise en cause de la France au plan international ; période de référence ; non réévaluation des actifs et non consolidation des comptes ; non prise en considération de certains éléments d'actifs et des plus-values latentes ; valeur de rendement mal appréhendée ; application de l'article 40 aux amendements du groupe R. P. R. (p. 2012) ; son sous-amendement n° 1340 à l'amendement n° 29 de la commission (pondération des éléments pris en compte pour évaluer la valeur des actions) (p. 2020) ; rejeté (p. 2021) ; prise en compte de toutes les provisions pour la détermination de la valeur des actions (p. 2022) ; son sous-amendement n° 1348 à l'amendement n° 29 de la commission (situation nette : calcul de l'écart de réévaluation au 31 décembre 1980) ; convention franco-américaine ; risque de discrimination au profit des actionnaires américains (p. 2023) ; sous-amendement n° 1348 rejeté ; ses amendements n° 351 et 535 tombent du fait de l'adoption de l'amendement n° 29 de la commission (p. 2024) ; **après l'article 6 :** soutient l'amendement n° 646 de M. Serge Charles : actionnariat ouvrier ; mode de désignation des représentants des salariés au conseil d'administration (p. 2025) ; son amendement n° 530 (rétrocession par Saint-Gobain) en priorité aux anciens actionnaires, de sa participation dans la société Rochette-Senta ; métarmophoses successives de l'article 33 ; retrait de l'amendement n° 530 (p. 2026) ; **article 7 :** son sous-amendement n° 1350 à l'amendement n° 30 de la commission (délai d'un mois pour la nomination de l'administrateur général) ; son amendement n° 355 (cessation de fonction des équipes dirigeantes des cinq sociétés industrielles nationalisables lors de la remise des obligations indemnitaires) (p. 2030) ; devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 30 de la commission ; sous-amendement n° 1350 devenu sans objet du fait de l'adoption des sous-amendements n°s 1328 et 1329 du Gouvernement à l'amendement n° 30 de la commission (p. 2031) ; traitement différent par le Gouvernement des amendements selon qu'ils émanent de la majorité ou de l'opposition ; son amendement n° 356 (durée des fonctions de l'administrateur général limitée à trois mois) : rejeté (p. 2032) ; **article 8 :** nationalisation et étatisation ; représentation de la clientèle des entreprises nationalisables ; rôle de l'encadrement ; présence dans les nouveaux conseils d'administration d'un minimum de membres des précédents conseils (p. 2034) ; amendements « élastiques » du parti communiste ; son sous-amendement n° 1355 à l'amendement n° 32 de la commission (suppression de la limitation à deux ans de la période transitoire) ; injonction au Gouvernement (p. 2036) ; **son rappel au règlement :** heures de séance tenues depuis le début de la semaine par l'Assemblée ; obligations religieuses de certains députés ; sous-amendement n° 1355 rejeté (p. 2037) ; son amendement n° 357 (composition des nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles nationalisables : limitation à quatre du nombre des administrateurs membres de la fonction publique) ; son amendement n° 359 (composition des nouveaux conseils d'administration des sociétés industrielles nationalisables : minimum de deux administrateurs choisis parmi les cadres) ; son amendement n° 360 (composition des nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles nationalisables : deux administrateurs au minimum choisis dans les anciens conseils d'administration) ; son amendement n° 361 (composition des nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles nationalisables : représentation des organisations de consommateurs) (p. 2038) ; amendement n° 359 retiré (p. 2039) ; nomination des administrateurs par l'Etat (p. 2040) ; représentation des cadres ; amendement n° 357 rejeté ; amendements n° 360 et 361 : devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 33 de la commission (p. 2041) ; **article 8 :** son amendement n° 362 soutenu par M. Jacques Marette (prévoyant que la durée du mandat des membres des conseils d'administration sera automatiquement interrompue en cas de deux déficits successifs annuels d'exploitation) [18 octobre 1981] (p. 2049) : rejeté (p. 2050) ; son amendement n° 363 soutenu par M. Jacques Godfrain (prévoyant que les représentants de l'Etat ne peuvent être des présidents de conseils régionaux ou généraux, des maires de villes de plus de 30 000 habitants) : rejeté (p. 2050) ; **après l'article 8 :** son amendement n° 364 (relatif au licenciement des administrateurs des sociétés nationalisées) : rejeté (p. 2051) ; **article 9 :** substitution de l'élection des représentants du personnel au conseil d'administration à leur désignation par l'Etat ; politisation des entreprises ; problème de la représentativité des organisations syndicales ; représentation de l'encadrement (p. 2052) ; son amendement n° 365 (relatif aux modalités d'élection des représentants du personnel par l'ensemble du personnel) ; dispositif reposant sur le suffrage universel (p. 2055) ; amendement n° 365 : rejeté (p. 2057) ; son amendement n° 366 (relatif à l'élection des représentants du personnel aux conseils d'administration) : rejeté (p. 2057) ; concertation avec les organisations syndicales ; conditions du travail parlementaire (p. 2058) ; **son rappel au règlement :** ordre du jour de l'Assemblée ; place de l'opposition (p. 2062) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** appropriation du système bancaire par l'Etat ; méfiance des Français à l'égard du pouvoir de l'argent ; remplacement d'un oligopole par un monopole bancaire ; « casse » d'un système bancaire pluraliste qui a réussi ; contrôle par l'Etat de la profession bancaire, fait ancien et établi ; mise au service de l'Etat de l'ensemble de la fonction monétaire ; utilisation de l'activité bancaire pour asservir les entreprises et les particuliers ; gage politique destiné à renforcer la fidélité d'idéologues socialistes (p. 2074) ; pays socialistes et communistes seuls à avoir un système bancaire entièrement nationalisé ; disparition d'un certain nombre de libertés économiques (p. 2075) ; son

amendement n° 614 soutenu par M. Pierre Bas (tendant à exclure de la nationalisation tous les actifs non financiers des trente-six banques concernées) (p. 2084) : rejeté (p. 2085) ; disjonction des départements et territoires d'outre-mer du territoire de la France ; son amendement n° 617 soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à relever le seuil de la nationalisation de un milliard de francs de dépôt à 5 milliards de francs de dépôt) (p. 2087) : rejeté (p. 2088) ; son amendement n° 618 soutenu par M. Pierre Bas (tendant à abandonner le critère du dépôt des résidents pour la nationalisation au profit du critère du bilan de la banque) : rejeté ; son amendement n° 616 soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (tendant à faire prendre en considération la moyenne des dépôts détenus au 1er avril 1980, au 1er juillet 1980, au 30 septembre 1980 et au 2 janvier 1981) : rejeté (p. 2089) ; son amendement n° 619 soutenu par M. Jacques Toubon (tendant à préciser le critère du montant des dépôts tendant à l'exclusion des dépôts du personnel de la banque et de ceux des personnes détenant dans le capital de la banque une participation au moins égale à 10 p. 100) : rejeté (p. 2090) ; son amendement n° 626 soutenu par M. Pierre Bas (tendant à exclure du champ de la nationalisation les banques appartenant à des clients ou à des membres du personnel actif ou retraité de chacune de ces banques) . rejeté (p. 2092) ; **son rappel au règlement** : rôle de l'opposition (p. 2094) ; son amendement n° 635 soutenu par M. Jacques Toubon (prévoyant que les banques pourront dans un délai de 6 mois se transformer en sociétés de caractère mutualiste ou coopératif) : rejeté (p. 2096) ; son amendement n° 627 soutenu par M. Claude-Gérard Marcus (tendant à exclure de la nationalisation les banques qui détiennent plus de 50 p. 100 de fonds déposés par des personnes physiques ou morales non résidentes) : rejeté (p. 2098) ; **son rappel au règlement** : sur la contribution de l'opposition au débat (p. 2099) ; bataille de procédure ; son amendement n° 628 soutenu par M. Claude-Gérard Marcus (tendant à exclure de la nationalisation les banques qui détiennent plus de la moitié de fonds déposés par des associations de la loi de 1901, des fondations ou des syndicats professionnels) (p. 2100) : rejeté (p. 2101) ; son amendement n° 631 soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (tendant à exclure du champ de la nationalisation les banques dont le capital est détenu à plus de 50 p. 100 par des non-résidents) : rejeté ; son amendement n° 621 corrigé soutenu par M. Pierre-Bernard Cousté (tendant à exclure du champ de la nationalisation les banques dont le total des ressources est inférieur à 2 milliards de francs et dont au moins 20 p. 100 du capital est détenu par des banques n'ayant pas leur siège social en France) : rejeté (p. 2102) ; son amendement n° 632 (exclusion du champ de la nationalisation des activités des banques non liées à la collecte des dépôts et à l'octroi des crédits) ; activités de service exercées par le système bancaire [19 octobre 1981] (p. 2110) ; amendement n° 632 rejeté (p. 2111) ; son sous-amendement n° 648 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion de la Banque de Bretagne du champ des nationalisations) ; déroulement du débat sur ses sous-amendements ; accepte que soient considérés comme rejetés, sans débat, ses sous-amendements nos 655 et 656, 664 à 666, 669, 672 et 673, 676 à 678 et 779 ; spécificité des actifs immatériels de chacune des banques nationalisables (p. 2112) ; **son rappel au règlement** : mise en cause de M. Philippe Séguin comme président de séance par M. Pierre Joxe ; qualificatif de « compères » appliqué par M. Pierre Joxe aux députés de l'opposition et au président de séance (p. 2113) ; rejet par scrutin public du sous-amendement n° 648 ; son sous-amendement n° 649 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ des nationalisations de la banque corporative du bâtiment et des travaux publics) : rejeté ; son sous-amendement n° 650 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ des nationalisations de la Banque de La Hénin) (p. 2114) ; rejet du sous-amendement 650 à l'amendement n° 49 de la commission ; son amendement n° 651 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Banque de l'Indochine et de Suez) (p. 2115) ; rejet du sous-amendement n° 651 ; son sous-amendement n° 652 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la banque industrielle et mobilière privée) (p. 2116) : rejeté ; son sous-amendement n° 653 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ des nationalisations de la Banque de Paris et des Pays-Bas) ; article 33 du projet ; cession d'actifs en contradiction avec le titre II (p. 2117) ; rejet du sous-amendement n° 653 ; son sous-amendement n° 654 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Banque parisienne de crédit au commerce et à l'industrie) : rejeté ; son sous-amendement n° 655 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Banque régionale de l'Ain) (p. 2118) ; rejet du sous-amendement n° 655 ; son sous-amendement n° 656 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Banque régionale de l'Ouest) : rejeté ; son sous-amendement n° 658 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Banque de l'union européenne) : rejeté ; son sous-amendement n° 659 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Banque Chaix) (p. 2119) ; rejeté ; son sous-amendement n° 660 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Banque du crédit chimique) : rejeté ; son sous-amendement n° 661 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation du Crédit commercial de France) (p. 2120) : rejeté ; son sous-amendement n° 662 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation du Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine) (p. 2121) : rejeté ; son sous-amendement n° 663 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation du Crédit industriel et commercial) : rejeté ; ses sous-amendements nos 664 et 665 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation du Crédit industriel de Normandie et du Crédit industriel de l'Ouest) (p. 2122) : rejetés ; son sous-amendement n° 666 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation du Crédit du Nord) : rejeté ; son amendement n° 667 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la banque Hervet) (p. 2123) : rejeté ; son sous-amendement n° 668 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Banque Laydernier) : rejeté ; son sous-amendement n° 669 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Monod française de banque) : rejeté (p. 2124) ; son sous-amendement n° 670 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Banque Odier-Bungener-Courvoisier) : rejeté ; son sous-amendement n° 671 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Banque Rotschild) (p. 2125) ; rejeté ; son sous-amendement n° 672 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Banque Scalbert-Dupont) ; risque de rupture des effets de synergie si la part des actifs d'une banque à l'étranger est importante ; participation des personnels ; incohérence juridique de l'introduction d'une liste des banques nationalisées dans l'article (p. 2126) ; nomination par Paris de fonctionnaires à la tête des banques nationalisées ; mise en cause de l'honnêteté intellectuelle et morale des membres de l'opposition ; rejet du sous-amendement n° 672 ; son sous-amendement n° 673 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Société bordelaise de crédit industriel et commercial) ; déroulement du débat (p. 2127) ; comportement de M. Pierre Joxe ; rejet du sous-amendement n° 673 (p. 2128) ; son sous-amendement n° 674 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Société centrale de banque) ; contrôlée à 84 p. 100 par la Société générale (p. 2132) ; P.M.E. bancaire ; rejet du sous-amendement n° 674 ; son sous-amendement n° 675 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Société générale alsacienne de banque) : rejeté ; son sous-amendement n° 676 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Société lyonnaise de dépôt et de crédit industriel) ; rôle des petites banques pour l'emploi ; statut des banques régionales (p. 2133) ; rejet du sous-amendement n° 676 ; son sous-amendement n° 677 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Société marseillaise de crédit) : rejeté ; ses sous-amendements nos 678 et 679 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la S. N. V. B. et de la Société séquanaise de banque) (p. 2134) ; rejetés ; son sous-amendement n° 680 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Sofinco La Hénin) (p. 2135) ; rejeté ; son sous-amendement n° 681 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Banque Tarneaud) (p. 2136) ; rejeté ; son sous-amendement n° 682 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Banque Vernes et Commerciale de Paris) : rejeté ; son sous-amendement n° 683 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de l'Union de banque à Paris) (p. 2137) ; rejeté ; **son rappel au règlement** : fuites

en provenance du Conseil d'Etat dont aurait bénéficié l'ancienne majorité selon M. Pierre Joxe ; son sous-amendement n° 684 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Banque Worms) : rejeté ; son sous-amendement n° 647 à l'amendement n° 49 de la commission (exclusion du champ de la nationalisation de la Banque de La Hénin en raison de ses liens avec la Cogefimo, elle-même contrôlée par le ministère des finances) ; sociétés de réescompte et de crédit à moyen et long terme ; rejet du sous-amendement n° 647 (p. 2138) ; son amendement n° 633 (non-nationalisation des actions détenues par le personnel des trois grandes banques déjà nationalisées) (p. 2140) : rejeté par scrutin public ; nationalisation et étatisation (p. 2142) ; ses amendements n°s 540, 541 et 543 à 575 (consultation du personnel de chaque banque nationalisée avant la nationalisation) ; absence de consultation des personnels concernés par le Gouvernement ; fédération des associations de défense du personnel des banques (p. 2144) ; sécurité de l'emploi dans la banque ; rémunérations ; diversité de carrières ; formation des personnels et promotion (p. 2145) ; rejet par scrutin public de l'amendement n° 540 ; rejet des amendements n°s 541 et 543 à 575 (p. 2146) ; ses amendements n°s 542 et 576 à 609 (consultation des délégués du personnel des banques nationalisables préalablement à la nationalisation) ; emploi dans les banques ; audition de certains syndicats par le Gouvernement ; œuvre de l'ancienne majorité en faveur des droits des salariés (p. 2148) ; rejet des amendements n°s 542 et 576 à 609 ; son amendement n° 634 (modalités de restructuration bancaire déterminées par la loi) : rejeté ; son amendement n° 613 (restructuration bancaire soumise pour avis au conseil économique et social) : rejeté (p. 2149) ; **son rappel au règlement** (boissons servies en séance) (p. 2150) ; **titre Ier** : nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 9 (précédemment réservé)** : son amendement n° 367 (désignation des administrateurs salariés au conseil d'administration) ; présentation par le comité d'entreprise (p. 2151) ; amendement n° 367 : rejeté ; son amendement n° 368 (désignation des administrateurs salariés sur proposition des organisations syndicales représentatives dans l'entreprise) : rejeté ; son amendement n° 371 (désignation des administrateurs salariés au conseil d'administration sur proposition des sections syndicales d'entreprise) ; son amendement n° 372 (rédactionnel) (p. 2152) ; nécessité d'éviter des nominations parisiennes au conseil d'administration à partir des permanences des confédérations syndicales ; appréciation de la représentativité au niveau local et non pas national ; rejet des amendements n°s 371 et 372 ; son amendement n° 373 (rédactionnel) rejeté ; son amendement n° 374 (rédactionnel) devient sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 1330 du Gouvernement ; son amendement n° 375 (représentation des salariés aux nouveaux conseils d'administration des cinq sociétés industrielles nationalisables) devient sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 1330 du Gouvernement (p. 2153) ; son amendement n° 376 (deux sièges réservés aux cadres sur les six sièges attribués aux salariés dans les nouveaux conseils d'administration) : retiré ; suppression de l'obligation pour les organisations syndicales de présenter trois noms pour chaque siège attribué aux salariés dans les nouveaux conseils d'administration (p. 2154) ; son amendement n° 377 (administrateurs salariés : conditions de présentation) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 1331 du Gouvernement (p. 2155) ; incompatibilité entre les fonctions d'administrateurs salariés et les autres mandats de représentation des salariés ; son amendement n° 378 (incompatibilité des fonctions d'administrateurs salariés avec des mandats politiques) (p. 2156) : rejeté (p. 2157) ; son amendement n° 380 (maintien du statut des personnels des cinq sociétés industrielles nationalisées) : rejeté (p. 2158) ; **article 10** : élection du président du conseil d'administration par les membres du conseil ; responsabilité du président du conseil d'administration (p. 2165) ; son sous-amendement n° 1394 à l'amendement n° 41 de la commission (gestion libre des cinq sociétés industrielles nationalisables dans le cadre d'une convention générale) (p. 2172) : rejeté ; son amendement n° 381 (ratification par le conseil d'administration de la nomination de son président) : rejeté (p. 2173) ; son sous-amendement n° 1393 à l'amendement n° 500 de M. Charles Millon (commissaires aux comptes) : devient sans objet du fait du retrait de l'amendement n° 500 ; son amendement n° 382 (publication au *Journal officiel* des rapports des commissaires aux comptes en cas d'exercice social déficitaire) (p. 2174) : rejeté ; son amendement n° 383 (publication au *Journal officiel* d'un compte rendu sur la gestion de l'exercice social écoulé des sociétés industrielles nationalisées) : rejeté (p. 2175) ; **article 11** : nationalisation et étatisation (p. 2176) ; son amendement n° 386 (continuation de la société entre l'Etat et les personnes physiques qui viendraient par la suite à détenir des actions de la société) (p. 2177) : rejeté (p. 2178) ; **après l'article 11** : ses amendements n°s 387 et 388 (jeu de la clause de conscience pour les employés et les cadres des sociétés entrant dans le secteur public ; résiliation du contrat de travail considérée comme étant le fait de l'employeur) : rejeté (p. 2179) ; **article 12** : sous-évaluation de l'indemnisation ; principe de la redevance versée par les cinq sociétés industrielles (p. 2180) ; dotations en capital non prévues au budget 1982 pour les cinq sociétés industrielles nationalisables (p. 2181) ; rétrocession d'actifs des sociétés industrielles nationalisables ; son amendement n° 389 (parts bénéficiaires substituées aux obligations remises en indemnité) : devenu sans objet ; son amendement n° 390 (ressources de la caisse nationale de l'industrie : redevance versée par les sociétés industrielles nationalisées calculée sur la base des capitaux propres) [20 octobre 1981] (p. 2189) : rejeté (p. 2190) ; son amendement n° 533 (représentation des anciens actionnaires au conseil d'administration de la caisse nationale de l'industrie) : rejeté (p. 2193) ; son amendement n° 534 (garantie de l'Etat pour les emprunts contractés par la caisse nationale de l'industrie : rejeté ; son amendement n° 396 (rapport annuel de la Cour des comptes sur le coût de la nationalisation et le fonctionnement de la caisse nationale de l'industrie) (p. 2194) : rejeté ; **après l'article 12** : son amendement n° 398 (application aux cinq sociétés industrielles nationalisables des règlements des sociétés faisant appel à l'épargne) (p. 2195) : rejeté (p. 2196) ; Matra : amendement annoncé par le Gouvernement sur la rétrocession des participations détenues dans le secteur de la presse (p. 2209) ; éventuel recours aux ordonnances de l'article 38 (p. 2210) ; **son rappel au règlement** : nouvelle liste de la commission de contrôle des banques incluant les banques étrangères (p. 2215) ; **avant l'article 13** : son amendement n° 539 (suppression du conseil national du crédit : exercice de ses compétences par la direction du Trésor) (p. 2216) : rejeté ; son amendement n° 612 (abrogation des dispositions relatives au conseil national du crédit) (p. 2218) : rejeté ; **titre II** : nationalisation des banques ; **après l'article 13** : son amendement n° 686 (la part des banques privées dans la collecte des dépôts ne peut être inférieure à un pourcentage fixé par le conseil national du crédit) (p. 2218) : rejeté ; son amendement n° 687 (rôle des banques ; création d'un fonds de garantie bancaire) (p. 2219) : rejeté par scrutin public (p. 2221) ; **titre III** : nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27** : nationalisations rampantes ; conditions de rétrocession des filiales ; revente à un prix supérieur à l'indemnité acquittée (p. 2232) ; **son rappel au règlement** : mise en cause de membres de l'opposition par M. Michel Berson (p. 2236) ; son amendement n° 1112 (suppression de l'article) : les trois quarts de la substance de Suez déjà nationalisés, rétrocession des participations industrielles ; nationalisation de Paribas pour 1,1 milliard de francs ; critères de la nationalisation (p. 2243) : rejeté ; son amendement n° 1113 (nationalisation des deux compagnies financières effective après le regroupement dans des filiales de leurs actifs destinés à être rétrocédés) ; incohérence entre les titres II et III du projet ; **article 33** (p. 2244) ; amendement de suppression de l'article 33 adopté par la commission ; rejet de l'amendement n° 1113 (p. 2245) ; son amendement n° 1114 (nationalisation des seuls actifs bancaires et d'assurances situés sur le territoire français) : rejeté (p. 2246) ; **titre II** : nationalisation des banques ; **après l'article 13 précédemment réservé** : son amendement n° 688 (objectifs du secteur bancaire nationalisé) [21 octobre 1981] (p. 2269) : rejeté ; son amendement n° 689 (fixation par le conseil national du crédit des normes minimales que devront respecter les fonds propres des banques) ; (p. 2270) ; amendement n° 689 : rejeté (p. 2271) ; **article 14 précédemment réservé** : ses propositions pour la discussion des amendements (p. 2272) ; **son rappel au règlement** : organisation du débat ; déclarations de M. Pierre Joxe sur la responsabilité de ceux qui retardent la nationalisation ; son amendement n° 698 (transfert à l'Etat de la totalité des fonds de commerce de banque exploités par celles-ci sur le territoire de la France ; indemnité conformément à la loi de 1941) (p. 2274) : rejeté ; son amendement n° 696 (nationalisation à la date de remise des obligations indemnitaires) : rejeté ; son amendement n° 690 (notion de service public) (p. 2275) : rejeté ; son amendement n° 695 (actionnariat ouvrier) : rejeté ; son amendement n° 697 (possibilité de cession des actions des banques transférées à l'Etat) (p. 2276) : rejeté ; **son rappel au règlement** : déroulement du débat ; répétitions dans le projet de loi (p. 2278) ; son amendement n° 694 (consultation du personnel des banques dont les actions font l'objet d'un apport

à une autre entreprise du secteur public, transfert entériné par une loi) : rejeté (p. 2279) ; **article 15 précédemment réservé :** communication, par le Gouvernement, au Parlement du rapport établi par un cabinet d'affaires américain sur l'aliénation des actifs situés à l'étranger (p. 2280) ; amendements « Shadok » de M. Michel Charzat (p. 2281) ; son amendement n° 700 (application aux banques des lois de 1941 et de 1945) : rejeté ; son amendement n° 701 (maintien en vigueur des statuts des personnels et des conventions collectives dans les banques nationalisées) (p. 2282) : rejeté ; son amendement n° 703 (égalité de traitement entre les banques de la part du secteur public) ; risque d'ingérence politique dans le crédit ; concurrence dans le secteur bancaire ; liberté d'accès au crédit (p. 2283) ; amendement n° 703 rejeté par scrutin public (p. 2284) ; **après l'article 15 précédemment réservé :** son amendement n° 704 (maintien des statuts des personnels dans les banques nationalisées) : rejeté ; son amendement n° 705 (secret professionnel dans les banques nationalisées) (p. 2285) ; retiré ; traitement différent des amendements selon leur origine politique (p. 2286) ; **article 16 précédemment réservé :** imprécision de la rédaction de l'article ; inutilité de l'article (p. 2293) ; doute quant à la possibilité d'aliénation des filiales quand les législations et les pratiques étrangères ne la rendent pas nécessaire (p. 2294) ; son amendement n° 706 (suppression de l'article) (p. 2295) ; rejeté (p. 2296) ; son amendement n° 707 (regroupement dans des filiales des participations détenues par les banques dans des activités extérieures au champ des nationalisations) (p. 2297) ; discrimination selon que les actifs sont situés à l'étranger ou sur le territoire national ; contradiction entre les titres II et III ; article 34 de la Constitution ; amendement n° 707 rejeté ; son amendement n° 708 (cession par priorité aux anciens actionnaires des participations situées hors du territoire national) (p. 2298) ; rejeté ; son amendement n° 710 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 988 de M. André Billardon (p. 2299) ; **article 17 :** son amendement n° 713 (obligations, actions et droits représentant les actifs des succursales à l'étranger remis en indemnité) (p. 2302) ; rejeté ; son amendement n° 714 (date de remise des obligations indemnitaires) : rejeté ; son amendement n° 715 (substitution de parts bénéficiaires aux obligations remises en indemnité) : rejeté ; son amendement n° 717 (mode de calcul de la rémunération des parts bénéficiaires) : rejeté (p. 2303) ; son amendement n° 718 (taux d'intérêt de 16,75 p. 100 pour les obligations remises en indemnité) : rejeté ; ses amendements n°s 719 et 720 (taux d'intérêt des obligations remises en indemnité : référence aux emprunts garantis par l'Etat) : rejetés ; son amendement n° 722 (droit de participation pour dix ans aux bénéfices de la banque nationalisée attaché à chacune des obligations remises en indemnité) (p. 2304) ; rejeté ; son amendement n° 724 (amortissement des obligations remises en indemnité) : rejeté ; son amendement n° 726 (rédactionnel) : rejeté ; discussion d'amendements répétitifs du fait des répétitions du texte de loi ; son amendement n° 728 (caractère bancable des obligations remises en indemnité) : rejeté (p. 2305) ; son amendement n° 729 (suppression de la possibilité de remboursement anticipé des obligations remises en indemnité) : rejeté ; son amendement n° 730 (amortissement par anticipation des obligations remises en indemnité) : rejeté ; son amendement n° 733 (valeur des obligations remises en indemnité en cas d'utilisation pour racheter des titres de participation rétrocédés) : rejeté (p. 2306) ; son amendement n° 735 (attribution d'un dividende pour 1981 aux actionnaires des banques nationalisées) : rejeté ; **après l'article 17 :** son amendement n° 737 (création d'une commission chargée d'évaluer les actifs de chaque banque) : rejeté (p. 2307) ; **article 18 :** risque de contentieux ; convention franco-américaine de 1959 ; non-consolidation des comptes des filiales et des participations ; valeur des fonds de commerce ; non-prise en compte de l'érosion monétaire (p. 2309) ; son amendement n° 740 (évaluation de la valeur des actions des banques nationalisables par des experts) (p. 2310) ; rejeté ; son amendement n° 739 (modalités de calcul de la valeur d'échange des actions des banques nationalisables) (p. 2311) ; rejeté (p. 2312) ; ses sous-amendements n°s 745 et 750 à l'amendement n° 63 de la commission (évaluation des actions : pondération de la capitalisation boursière) : rejetés ; son sous-amendement n° 746 à l'amendement n° 63 de la commission (évaluation des actions : cours moyens ajustés) : rejeté, son sous-amendement n° 747 à l'amendement n° 63 de la commission (évaluation de la valeur des actions : période de référence de la capitalisation boursière) : rejeté (p. 2313) ; ses sous-amendements n°s 748 et 749 à l'amendement n° 63 de la commission (évaluation de la valeur des actions : période de référence de la capitalisation boursière) : rejetés ; son sous-amendement n° 760 à l'amendement n° 63 de la commission (substitution de l'actif net réévalué à la situation nette comptable) : rejeté ; son sous-amendement n° 754 à l'amendement n° 63 de la commission (évaluation de la situation nette) : rejeté (p. 2314) ; son sous-amendement n° 775 à l'amendement n° 63 de la commission (rédactionnel) : rejeté ; ses sous-amendements n°s 766 et 764 à l'amendement n° 63 de la commission (mode de calcul du bénéfice net) : rejetés ; son amendement n° 771 (évaluation de la valeur des actions des banques non inscrites à la cote officielle) (p. 2315) ; mode de calcul retenu pour l'évaluation des successions ; amendement n° 771 rejeté ; son amendement n° 772 (exercices pris en compte pour la détermination de la valeur des actions) : rejeté ; son amendement n° 774 (calcul de la valeur des actions) (p. 2316) ; rejeté ; son amendement n° 775 (attribution d'un dividende pour 1981 aux actionnaires des banques nationalisées) : rejeté par scrutin public ; son amendement n° 776 (mode d'évaluation défini par l'article non applicable aux banques ayant connu une chute du cours de leurs actions suite à des opérations de restructuration) : rejeté ; son amendement n° 777 (création d'une commission spéciale chargée de l'évaluation des actifs nets réévalués de chaque banque) : rejeté (p. 2317) ; **après l'article 18 :** son amendement n° 779 précédemment réservé (rétrocession par priorité aux anciens actionnaires de la participation détenue par la Banque Worms dans la société Entreprises Albert Cochery) ; incohérence entre les titres II et III du projet ; amendement n° 779 rejeté [22 octobre 1981] (p. 2327) ; son amendement n° 781 précédemment réservé (rétrocession par priorité aux anciens actionnaires de la participation détenue par la Banque Worms dans la société Imétal) rejeté ; son amendement n° 784 précédemment réservé (rétrocession par priorité aux anciens actionnaires de la participation détenue par la banque Rothschild dans la société Imétal) : rejeté ; son amendement n° 783 précédemment réservé (rétrocession par priorité aux anciens actionnaires de la participation détenue par le Crédit lyonnais dans la société Bouygues) rejeté ; son amendement n° 782 précédemment réservé (rétrocession par priorité aux anciens actionnaires de la participation détenue par la banque Vernes dns la société Béghin-Say) : rejeté ; son amendement n° 785 précédemment réservé (rétrocession par priorité aux anciens actionnaires de la participation détenue par le Crédit du Nord dans les Editions Bordas) : rejeté ; son amendement n° 786 précédemment réservé (rétrocession par priorité aux anciens actionnaires de la participation détenue par le Crédit du Nord dans la société Campenon-Bernard) : rejeté (p. 2328) ; **article 20 précédemment réservé :** nomination des administrateurs par l'Etat ; rôle de l'encadrement ; élection des représentants des salariés (p. 2333) ; son amendement n° 787 (nomination des administrateurs après agrément par la commission de contrôle des banques) : rejeté (p. 2334) ; son amendement n° 789 (6 administrateurs salariés) : rejeté ; son amendement n° 788 satisfait par l'adoption de l'amendement n° 69 de la commission (p. 2335) ; son amendement n° 791 (représentation des activités libérales aux conseils d'administration) : rejeté ; son amendement n° 792 (représentation des organisations de consommateurs aux conseils d'administration) : rejeté ; son amendement n° 793 (conseils d'administration des filiales de banques) (p. 2336) : rejeté ; son amendement n° 794 (durée du mandat des conseils d'administration) : rejeté ; son amendement n° 795 (renouvellement des conseils d'administration) devenu sans objet avec l'adoption de l'amendement n° 72 de la commission ; son amendement n° 796 (interruption du mandat des membres du conseil d'administration après deux déficits successifs) : rejeté (p. 2337) ; **après l'article 20 :** son amendement n° 797 précédemment réservé (régime du licenciement des anciens et nouveaux administrateurs salariés ; moyens de ces administrateurs) : rejeté (p. 2338) ; **article 21 précédemment réservé :** élection au suffrage universel des représentants des salariés au conseil d'administration (p. 2339) ; son amendement n° 799 élection par le personnel au suffrage universel direct des administrateurs salariés) : rejeté ; son amendement n° 798 (élection par le personnel des administrateurs salariés à partir d'une liste de candidatures présentée par les organisations syndicales les plus représentatives ; candidatures libres au deuxième tour en cas de participation inférieure à 50 p. 100 des inscrits au 1er tour) : rejeté (p. 2341) ; son amendement n° 800 (élection par le personnel des administrateurs salariés ; liberté de candidatures) : rejeté ; son amendement n° 802 (élection par le personnel des administrateurs salariés ; liberté de candidatures au deuxième tour si la participation au premier tour est inférieure à 50 p. 100) :

rejeté ; son amendement n° 801 (désignation des administrateurs salariés ; notion de représentativité) (p. 2342) : rejeté (p. 2343) ; son amendement n° 803 (désignation des administrateurs salariés sur proposition de la section syndicale d'entreprise) : rejeté ; ses amendements n°s 804, 805 et 808 (possibilité de désignation d'administrateurs salariés par les associations de défense des intérêts du personnel) : rejetés ; son amendement n° 806 (de coordination avec l'amendement n° 804) (p. 2344) : rejeté ; son amendement n° 809 (conditions de désignation des administrateurs salariés - contrats de travail de deux ans) : rejeté ; son sous-amendement n° 812 à l'amendement n° 75 de la commission (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 810 (administrateurs salariés, ancienneté dans l'entreprise) devient sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 75 de la commission (p. 2345) ; son amendement n° 807 (de coordination avec l'amendement n° 804) : rejeté ; son amendement n° 811 (maintien des statuts des personnels) : rejeté (p. 2346) ; **article 22 précédemment réservé** : son amendement n° 813 (président du conseil d'administration choisi par le conseil national du crédit parmi les administrateurs justifiant d'une activité bancaire, commerciale ou financière pendant une période de cinq ans) : rejeté ; son amendement n° 814 (nomination du président du conseil d'administration après avis du conseil national du crédit) : rejeté ; son amendement n° 815 (ratification par le conseil d'administration de la nomination de son président) (p. 2348) : rejeté ; son amendement n° 817 (incompatibilité des fonctions de président du conseil d'administration ou de membre du conseil d'administration avec celles de directeur général (règlement des conflits entre le président du conseil d'administration et le directeur général) : rejeté ; son amendement n° 816 (exercice des fonctions de directeur général par le président du conseil d'administration) : retiré ; son amendement n° 818 (nomination d'un directeur général : proposition au conseil d'administration par le président du conseil d'administration) : rejeté (p. 2349) ; son amendement n° 819 (modalités de révocation du président du conseil d'administration) : retiré (p. 2350) ; **article 23 précédemment réservé** : son amendement n° 822 (maintien de la société entre l'Etat et les personnes physiques, membres du personnel en particulier, qui viendraient à détenir des actions dans les banques) : rejeté ; son amendement n° 823 (exercice des pouvoirs de l'assemblée générale quand l'Etat est actionnaire unique) : rejeté (p. 2352) ; **après l'article 23** : son amendement n° 824 précédemment réservé (clause de conscience pour les employés des sociétés entrant dans le secteur public, résiliation du contrat de travail assimilée à un licenciement) : rejeté ; son amendement n° 825 précédemment réservé (clause de conscience pour les cadres supérieurs des sociétés entrant dans le secteur public — résiliation du contrat de travail assimilée à un licenciement) : rejeté (p. 2353) ; **article 24 précédemment réservé** : son amendement n° 826 (création d'un office national des banques) rejeté ; son amendement n° 828 (substitution de parts bénéficiaires aux obligations remises en indemnité) : rejeté ; son amendement n° 831 (mode de calcul de la contribution versée par les banques à la caisse nationale des banques) : rejeté (p. 2356) ; son amendement n° 832 (mode de calcul de la contribution versée par les banques à la caisse nationale des banques) : rejeté ; demande l'application de l'article 92 du règlement à l'amendement n° 81 de M. Michel Charzat ; **article 25 précédemment réservé** : actions des banques détenues par le personnel ; étatisation et citoyenneté économique (p. 2357) ; son amendement n° 833 (garantie de l'Etat attribuée de plein droit aux emprunts émis par la caisse nationale des banques) : rejeté (p. 2359) ; son amendement n° 836 (suppression de l'article) : rejeté par scrutin public ; son amendement n° 837 (clause de conscience pour les salariés dont les attributions comporteraient la divulgation d'informations portée à leur connaissance dans le cadre de l'exercice normal de leur profession) ; rejeté (p. 2364) ; **article 26 précédemment réservé** : restructuration des banques ; associations des personnels ; réduction d'effectifs (p. 2366) ; contribution du secteur bancaire à l'emploi des jeunes (p. 2367) ; son amendement n° 838 (délai de cinq ans imposé à l'Etat avant d'apporter des actions des banques nationalisées à d'autres entreprises nationales) (p. 2370) : rejeté ; restructuration dans le secteur bancaire : crédit chimique (p. 2372) ; son amendement n° 841 (avis des comités d'entreprise et accord des conseils d'administration sur l'apport par l'Etat à une banque nationalisée ou à une entreprise publique des actions d'une banque) (p. 2373) ; refus du Gouvernement de répondre aux questions de l'opposition (p. 2374) ; rejet de l'amendement n° 841 ; son amendement n° 842 (nouveaux conseils d'administration des banques en cas de restructuration) (p. 2376) : rejeté ; **son rappel au règlement** : silence du Gouvernement sur les questions posées par l'opposition (p. 2377) ; son amendement n° 843 (consultation du personnel sur les restructurations ; maintien des réseaux existants et des situations du personnel) (p. 2379) : rejeté ; son amendement n° 844 (restructuration : maintien des contrats de travail et des statuts) : rejeté ; son amendement n° 845 (application du présent article après le vote d'une loi élaborée avec la participation de l'ensemble du personnel) ; contradiction entre l'article et la volonté affirmée par le Gouvernement de maintenir les réseaux bancaires (p. 2380) ; rejet de l'amendement n° 845 (p. 2381) ; **après l'article 26** : son amendement n° 846 (création de nouvelles banques privées) : rejeté [23 octobre 1981] (p. 2388) ; son amendement n° 847 (situation des personnels des banques nationalisées : mutation, avantages acquis) (p. 2389) ; rejeté ; son amendement n° 848 (restructuration : alignement sur les avantages sociaux les meilleurs) (p. 2390) ; rejeté ; son amendement n° 849 (création d'un conseil national de la concurrence bancaire consulté préalablement à toute restructuration) (p. 2391) ; rejeté ; son amendement n° 851 (création au chef-lieu de chaque département d'une instance de recours pouvant être saisie en cas de refus de crédit par trois établissements de secteur public bancaire) (p. 2392) ; liberté d'accès au crédit (p. 2393) : amendement n° 851 rejeté par scrutin public ; ses amendements n°s 852 à 866 (saisine de l'instance départementale compétente en cas de refus de crédit à un usager par trois banques publiques) : devenus sans objet du fait du rejet de son amendement n° 851 ; son amendement n° 850 (composition de la commission de contrôle des banques) ; ses sous-amendements n° 852 rectifié à 861 rectifié et n°s 863 à 865 (prévoyant la possibilité de saisine de la commission de contrôle des banques après le refus d'un crédit par trois banques nationalisées) : sous-amendement n° 852 (refus de crédit immobilier opposé à une personne physique) ; sous-amendement n° 853 (refus de crédit à une entreprise de presse) ; sous-amendement n° 854 (refus de crédit à un pharmacien d'officine) ; sous-amendement n° 855 (refus de crédit à un avocat) ; sous-amendement n° 856 (refus de crédit à un laboratoire pharmaceutique, à un grossiste répartiteur de produits pharmaceutiques, à un biologiste, à un chirurgien dentiste ou à un établissement hospitalier privé) ; sous-amendement n° 857 (refus de crédit à un architecte) (p. 2394) ; sous-amendement n° 858 (refus de crédit à un médecin) ; sous-amendement n° 859 (refus de crédit à une école privée) ; sous-amendement n° 860 (refus de crédit à un commerçant) ; sous-amendement n° 861 (refus de crédit à un artisan) ; sous-amendement n° 863 (refus de crédit à un agent de voyages) ; sous-amendement n° 864 (refus de crédit à une P. M. E.) ; sous-amendement n° 865 (refus de crédit à une entreprise de transport) ; son sous-amendement n° 866 à son amendement n° 850 (possibilité pour tout mutualiste adhérent au réseau des banques populaires de saisir la commission de contrôle des banques en cas de refus de crédit par sa banque locale) ; son sous-amendement n° 862 à son amendement n° 850 (possibilité pour tout exploitant agricole de saisir la commission de contrôle des banques d'un refus de crédit opposé par la caisse régionale ou locale de crédit agricole) (p. 2395) ; sous-amendements n°s 852 à 866 déclarés irrecevables par l'Assemblée en vertu de l'article 98, alinéa 5, du règlement ; amendement n° 850 rejeté ; son amendement n° 867 (dissolution du Crédit national) (p. 2397) ; rejeté ; son amendement n° 868 (dissolution du Crédit foncier) (p. 2398) ; rejeté ; son amendement n° 869 (dissolution du crédit à l'équipement des P. M. E.) (p. 2399) ; rejeté ; son amendement n° 870 (abrogation du contrôle des taux du crédit) : rejeté ; son amendement n° 871 (taux pour les rémunérations des banques privées ou nationalisées proposé par le conseil national du crédit) (p. 2400) ; rejeté ; son amendement n° 872 (compétences du conseil national du crédit : suppression de l'étude de la nationalisation de banques) (p. 2401) ; rejeté ; **son rappel au règlement** : couverture de manipulations financières par les députés de l'opposition selon M. Planchou (p. 2404) ; article 33 et manipulations aux frontières (p. 2405) ; **avant l'article 13** : intitulé du titre II (p. 2418) ; **titre IV** : dispositions diverses ; **après l'article 48** : son amendement n° 1344 (dividendes au titre de 1981 pour les actionnaires des sociétés nationalisées) (p. 2424) ; rejeté ; son amendement n° 1345 (rétrocession aux anciens actionnaires des éventuelles plus-values réalisées sur la revente d'éléments d'actif des sociétés nationalisées) ; caractère juste et préalable de l'indemnisation ; contentieux à l'égard de l'Etat ; amendement n° 1345 rejeté (p. 2425) ; **article 49** : son amendement n° 1346 (suppression de l'article) : rejeté ; son amendement n° 1347 (possibilité pour

les S. I. C. A. V. de détenir plus de 10 p. 100 de leurs actifs en obligations de la caisse nationale de l'industrie ou de la caisse nationale des banques) : rejeté (p. 2426) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **avant l'article 27 :** ses amendements n°s 1108 et 1110 précédemment réservés (consultation par référendum de l'ensemble du personnel de Paribas et de Suez préalablement à la nationalisation) : rejetés ; ses amendements n°s 1109 et 1111 précédemment réservés (consultation des délégués du personnel de Paribas et de Suez préalablement à la nationalisation) : rejetés (p. 2427) ; **article 28 précédemment réservé : son rappel au règlement :** censure des propos de M. François d'Aubert par la présidence alors qu'il s'exprimait sur l'article ; déclarations faites au congrès de Valence (p. 2430) ; son amendement n° 1115 (apport à une ou plusieurs sociétés commerciales des actifs des deux compagnies financières non destinés à entrer dans le secteur public) : rejeté ; son amendement n° 1116 (non-nationalisation des actifs des deux compagnies financières détenus par les salariés) : rejeté ; son amendement n° 1221 (nationalisation à la date de remise des obligations indemnitaires) (p. 2431) : rejeté ; son amendement n° 1122 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 1123 (rédactionnel) : rejeté ; reprise d'amendements de l'opposition par le rapporteur ; son amendement n° 1124 (substitution de parts bénéficiaires aux obligations remises en indemnité) : rejeté ; amendements « shadocks » du rapporteur ; article 33 ; amendements élastiques du parti communiste (p. 2432) ; **article 29 précédemment réservé :** suppression de l'assemblée générale ; nomination de la totalité des membres du conseil d'administration par l'Etat ; non-responsabilité du président du conseil d'administration devant le conseil ; article 33 ; rétrocession des actifs industriels (p. 2438) ; son amendement n° 1125 (dissolution de Paribas et de Suez ; affectation du produit de leur liquidation à l'indemnisation) ; son amendement n° 1126 (dissolution de Paribas et de Suez ; cession de leurs actifs en priorité aux anciens actionnaires) (p. 2439) ; nationalisation de coquilles vides ; amendement n° 1125 rejeté par scrutin public ; amendement n° 1126 rejeté (p. 2440) ; son amendement n° 1127 (maintien des statuts des personnels des deux compagnies financières) : rejeté (p. 2441) ; **après l'article 29 :** jugement porté par le ministre chargé des relations avec le Parlement sur des propos tenus par des parlementaires ; engagement du Gouvernement de communiquer des informations au Parlement ; non-réponse du Gouvernement aux questions de l'opposition (p. 2442) ; **article 30 précédemment réservé :** son amendement n° 1128 (obligation de rétrocéder les filiales étrangères par priorité aux anciens actionnaires) (p. 2444) ; montant de l'indemnisation pour les cessions à l'étranger ; risque d'actions engagées par des Français contre l'Etat en vertu de la convention franco-américaine ; amendement n° 1128 rejeté par scrutin public ; son amendement n° 1130 (autorisation des cessions d'actifs à l'étranger par le ministère de tutelle) (p. 2446) ; rejeté ; son amendement n° 1129 (rédactionnel) : rejeté (p. 2448) ; son amendement n° 1132 (aliénation des participations détenues à l'étranger en faveur des anciens actionnaires) ; différence d'égalité devant la loi introduite par le jeu des articles 30 et 33 ; responsabilités dans l'affaire Paribas-Suisse ; contrôle du Parlement sur les cessions (p. 2450) ; accusations d'obstruction de la part du rapporteur adressées à l'opposition ; amendement n° 1132 rejeté (p. 2451) ; **après l'article 30 :** son amendement n° 1133 précédemment réservé (modalités d'acquisition par les anciens actionnaires des actifs rétrocédés) : rejeté ; son amendement n° 1134 précédemment réservé (restitution aux anciens actionnaires d'éventuelles plus-values réalisées par l'Etat lors de rétrocessions) : rejeté (p. 2452) ; **article 31 précédemment réservé :** son amendement n° 1136 (titres remis en indemnité ; soulte en espèces ; apport à une ou plusieurs sociétés commerciales des actifs n'entrant pas dans le champ des nationalisations) (p. 2453) ; regroupement des actifs devant être rétrocédés ; amendement n° 1136 rejeté par scrutin public ; son amendement n° 1137 (attribution d'obligations et d'actions en échange des actifs transférés à l'Etat) (p. 2454) ; rejeté ; son amendement n° 1142 (suppression du délai de trois mois pour la remise des obligations indemnitaires) ; son amendement n° 1138 (date de remise des obligations indemnitaires) ; son amendement n° 1140 (de coordination avec l'amendement n° 1138) ; son amendement n° 1143 (substitution de parts bénéficiaires aux obligations remises en indemnité) ; son amendement n° 1144 (calcul du taux d'intérêt des obligations remises en indemnité : période de référence aux emprunts d'Etat) ; son amendement n° 1145 (rémunération des parts bénéficiaires) (p. 2456) ; son amendement n° 1146 (taux d'intérêt des obligations remises en indemnité) ; son amendement n° 1141 (taux d'intérêt des obligations : périodes de référence aux emprunts d'Etat) ; son amendement n° 1149 (remboursement des obligations remises en indemnité) ; ses amendements n°s 1155 et 1156 (dividendes au titre de l'exercice 1981) ; rejet des amendements n°s 1138, 1140 à 1146, 1149, 1155 à 1156 (p. 2457) ; **article 32 précédemment réservé :** responsabilité des manœuvres financières intervenues pendant le débat ; boucs émissaires [24 octobre 1981] (p. 2469) ; valeurs d'actifs non réévaluées ; consolidation du bénéfice (p. 2471) ; conséquences de la convention franco-américaine (p. 2472) ; accès du Parlement aux informations préparatoires aux décisions gouvernementales ; indemnisation supérieure pour les actionnaires étrangers ; mise en jeu par des actionnaires de la notion du traitement le plus favorable (p. 2474) ; son amendement n° 1158 (méthode d'évaluation de la valeur d'échange des actions) (p. 2475) ; rejeté ; **après l'article 32 :** son amendement n° 1167 précédemment réservé (assimilation à des actions des obligations remises en indemnité au regard de la loi Monory) (p. 2476) ; rejeté (p. 2477) ; **article 33 précédemment réservé :** problème de constitutionnalité ; rétrocession autorisée par la loi ; transit temporaire dans le secteur public ; méthode du tri préalable ; responsabilité des manœuvres financières intervenues pendant le débat (p. 2479) ; son amendement n° 1168 (suppression de l'article) ; demande la suspension de la discussion des amendements n°s 91 et 1168 en vertu de l'article 92, alinéas 1 et 5 du règlement (p. 2484) ; future loi sur les rétrocessions (p. 2485) ; avatars de l'article 33 responsables de la détérioration du crédit de la France (p. 2486) ; amendement n° 1168 retiré ; ses amendements n°s 1169 à 1175 : devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 91 de la commission (p. 2487) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 46 précédemment réservé :** plus-values et moins-values sur les rétrocessions (p. 2494) ; intégration de la plus-value éventuelle à l'indemnisation (p. 2495) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 34 :** son amendement n° 1176 devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 92 de la commission (p. 2503) ; **article 35 :** son amendement n° 1177 (nomination des administrateurs après agrément par la commission de contrôle des banques) (p. 2509) ; rejeté ; son amendement n° 1179 (six administrateurs salariés au conseil d'administration) (p. 2510) ; rejeté par scrutin public ; son amendement n° 1178 (cinq représentants des salariés au conseil d'administration) : adopté (p. 2511) ; son amendement n° 1180 (un chef d'entreprise de moins de 1 000 salariés parmi les administrateurs désignés à raison de leurs compétences) : rejeté par scrutin public (p. 2512) ; son amendement n° 1181 (suppression du dernier alinéa de l'article) : rejeté ; son amendement n° 1182 (renouvellement du mandat des administrateurs) (p. 2513) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 99 de la commission ; son amendement n° 1183 (interruption du mandat des membres des conseils d'administration en cas de deux déficits successifs d'exploitation) (p. 2514) : rejeté par scrutin public ; son amendement n° 1184 (fin des mandats des membres des conseils d'administration si deux exercices consécutifs font apparaître des pertes nécessitant une introduction de fonds propres) : rejeté (p. 2515) ; **article 36 :** son amendement n° 1186 (élection par les salariés de leurs représentants au conseil d'administration) (p. 2518) ; rejeté ; son amendement n° 1185 (élection des représentants des salariés au conseil d'administration à partir de listes présentées par les organisations syndicales ; candidatures libres au second tour si la participation est inférieure à 50 p. 100 des inscrits au premier tour) (p. 2519) ; rejeté (p. 2520) ; son amendement n° 1188 (élection des administrateurs salariés par le personnel) [26 octobre 1981] (p. 2532) ; ses amendements n°s 1189 (élection des administrateurs salariés par le personnel ; présentation par les organisations syndicales au premier tour) et 1187 (désignation des administrateurs salariés par les organisations syndicales représentatives au sein de la société) ; suffrage universel ; participation des associations de défense des personnels ; représentation par collège ; auditions de représentants syndicaux par le Gouvernement ; rejet des amendements n°s 1187 à 1189 (p. 2533) ; son amendement n° 1190 (désignation des administrateurs salariés sur proposition de la section syndicale d'entreprise) : rejeté ; son amendement n° 1191 (possibilité de désignation des administrateurs salariés par les associations de défense des intérêts du personnel) : rejeté ; son amendement n° 1192 devient sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 101 de la commission (p. 2534) ; administrateurs salariés : ancienneté ; nomination de permanents syndicaux ; son amendement n° 1193 (incompatibilité des fonctions d'administrateur salarié avec celles de président de l'association de défense

des intérêts du personnel) : rejeté (p. 2535) ; incohérence de l'attitude du Gouvernement sur l'introduction de dispositions qui ont déjà valeur légale ; son amendement n° 1194 (maintien des statuts des personnels) : rejeté (p. 2536) ; **article 37** : responsabilité civile et pénale des administrateurs ; féodalités politico-économiques (p. 2537) ; son amendement n° 1195 (conditions de nomination du président du conseil d'administration : exercice d'une profession bancaire, industrielle, commerciale ou financière) : rejeté ; son amendement n° 1197 (nomination d'un directeur général proposée par le président du conseil d'administration) (p. 2538) ; rejeté ; son amendement n° 1196 (exercice des fonctions de directeur général par le président du conseil d'administration) : rejeté ; son amendement n° 1198 devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 107 de la commission ; **article 38** : son amendement n° 1199 (continuation de la société entre l'Etat et les personnes physiques, membres du personnel en particulier, qui viendraient à détenir des actions de la société) ; étatisation et non démocratisation (p. 2540) ; amendement n° 1199 rejeté par scrutin public (p. 2541) ; **avant l'article 39** : son amendement n° 1267 (versement des cotisations aux Assedic par les sociétés nationalisées (p. 2544) : retiré au profit de l'amendement n° 1415 du Gouvernement ; **titre IV** : dispositions diverses ; **article 39** : notion de modification du contrat de travail ; contrôle de ces modifications ; possibilité d'appel (p. 2545) ; contrôle politique sur les représentants des salariés au conseil d'administration ; son amendement n° 1268 (suppression de l'article) ; application des dispositions de l'article 103 de la loi de 1966 aux conventions nouvelles intervenant entre une société et un administrateur salarié (p. 2546) ; dérogation au droit commun ; rejet de l'amendement n° 1268 ; son amendement n° 1269 (maintien des statuts des personnels) : rejeté (p. 2547) ; **article 40** : son amendement n° 1270 (substitution de parts bénéficiaires aux obligations remises en indemnité) : rejeté ; son amendement n° 1272 (paiement des rompus) : rejeté (p. 2559) ; **après l'article 40** : son amendement n° 1274 précédemment réservé : (identification du titre en échange duquel les obligations ont été remises) : rejeté (p. 2560) ; **article 41 précédemment réservé** : obligations admises pour leur valeur nominale en paiement de rétrocession : pratique des frères Willot (p. 2561) ; son amendement n° 1275 (rachat d'actifs : obligations indemnitaires prises en compte pour leur valeur nominale pendant un an) : rejeté ; son amendement n° 1276 (substitution de parts bénéficiaires aux obligations remises en indemnité) : rejeté ; son amendement n° 1279 (majoration des obligations remises en indemnité de la valeur du coupon couru) : rejeté ; **article 42 précédemment réservé** : son amendement n° 1298 (exclusion des deux compagnies financières du champ d'application de l'article) (p. 2562) : rejeté ; son amendement n° 1300 (rédactionnel) : retiré ; son amendement n° 1299 (substitution de parts bénéficiaires aux obligations remises en indemnité) : rejeté ; son amendement n° 1301 devient sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 1416 du Gouvernement ; son amendement n° 1302 (publicité sur la liste des organismes dressée par le ministère des finances) (p. 2563) ; rejeté ; **article 43 précédemment réservé** : engagement du Premier ministre sur l'épargne ; sous-évaluation des actions ; obligations non indexées ; son amendement n° 1303 (parts bénéficiaires substituées aux obligations remises en indemnité) : devenu sans objet ; son amendement n° 1304 (publicité sur le nombre d'actions non présentées à l'échange et sur les modalités de leur échange) : rejeté ; rédaction à la « va-vite » du projet (p. 2564) ; **article 44 précédemment réservé** : son amendement n° 1305 (rédactionnel) : rejeté ; **après l'article 49** : son amendement n° 1367 (interdiction faite à l'Etat de détenir des participations dans la presse) (p. 2565) ; non dépôt de l'amendement Matra par le Premier ministre ; retrait de l'article 33 ; rejet de l'amendement n° 1367 (p. 2566) ; **article 50** : ses amendements n°s 1356 à 1361 deviennent sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 114 de la commission ; **après l'article 50** : son amendement n° 1365 (non utilisation de la raison sociale et des noms patronymiques acquis par l'Etat) (p. 2572) : rejeté (p. 2573) ; son sous-amendement n° 1423 à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon (recours ouvert aux entreprises de presse auxquelles auront été opposés trois refus successifs de crédit par trois banques nationalisées) ; atteinte possible à la liberté d'entreprendre ; enseignement privé ; politique du logement imposée par l'Etat par le biais du contrôle du crédit (p. 2579) ; rejet par scrutin public du sous-amendement n° 1423 (p. 2580) ; son sous-amendement n° 1428 à l'amendement n° 1377 de la commission (recours ouvert aux écoles privées auxquelles auront été opposés trois refus successifs de crédit) (p. 2583) : rejeté (p. 2584) ; soutient le sous-amendement n° 1430 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon ; conséquences de la mise en cause de la liberté d'accès au crédit sur l'exercice des libertés réelles (p. 2585) ; **titre 1er** : nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **après l'article 2** : son amendement n° 315 précédemment réservé (création d'un comité des entreprises publiques) : rejeté (p. 2586) ; **titre IV** : dispositions diverses ; **après l'article 50** : son amendement n° 1363 (délégation parlementaire pour le secteur nationalisé) ; manœuvres du rapporteur de la commission spéciale (p. 2587) ; amendement n° 1363 : rejeté (p. 2588).

Deuxième lecture, discussion générale : participation des entrepreneurs à la politique industrielle ; moyens d'intervention et d'incitation de l'Etat ; liens des entreprises nationalisables avec des partenaires étrangers ; politique sélective du crédit [1er décembre 1981] (p. 4294) ; peu de rapport entre la structure du capital et le climat social ; loi anti-trust ; objectif du Gouvernement et de la majorité de s'emparer de la totalité des pouvoirs (p. 4295).

Discussion des articles : **titre 1er** : nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er** : objection de fond quant à la constitutionnalité de certaines dispositions du projet ; projet de nationalisation idéologique ; coût (p. 4300) ; appartenance de ces groupes aux secteurs de pointe ; risque de perte de personnels, de partenaires et de marchés ; risque de perte de substance pour l'économie française (p. 4301) ; nécessité publique ; nationalisation et dynamisme économique ; son amendement n° 26 (non-nationalisation des filiales) ; participations et actifs des cinq groupes situés à l'étranger ; non-respect du quatorzième alinéa du préambule de la Constitution de 1946 ; information du Parlement sur l'état des négociations en cours avec l'étranger (p. 4304) ; amendement n° 26 rejeté (p. 4305) ; **après l'article 1er** : **son rappel au règlement** : dépôt d'amendements par l'opposition ; rédaction du texte comportant des répétitions (p. 4307) ; **article 3** : termes « non contraires » et « compatibles » (p. 4309) ; **article 4** : engagement du Gouvernement de déposer un texte sur l'organisation de la rétrocession au secteur privé ; non-respect de l'article 34 de la Constitution ; son amendement n° 27 (suppression de l'article 4) : rejeté (p. 4310) ; **article 5** : son amendement n° 28 (suppression du délai de trois mois pour l'échange des actions contre les obligations indemnitaires) : rejeté ; clause de remboursement par anticipation des obligations ; dividende de l'exercice 1981 (p. 4311) ; **article 6** : inconstitutionnalité dans les bases de calcul de l'indemnisation ; indemnisation plus favorable pour les étrangers (p. 4312) ; son amendement n° 29 (détermination de la valeur d'échange des actions par une commission) ; application de l'article 40 de la Constitution ; évaluation cas par cas de la valeur d'indemnisation (p. 4313) ; amendement n° 29 rejeté ; **article 7** : fin des fonctions des dirigeants et des conseils d'administration ; pouvoirs de l'administrateur général (p. 4314) ; son amendement n° 31 (expiration des fonctions des actuels organes dirigeants) : rejeté ; son amendement n° 32 (suppression du dernier alinéa de l'article) : retiré ; **article 8** : nomination des administrateurs par l'Etat ; étatisation et non-démocratisation (p. 4315) ; **article 9** : désignation des administrateurs salariés ; nouveau concept de « nomenklatura syndicale » (p. 4316) ; **article 12** : redevances versées par les sociétés nationalisables à la Caisse nationale de l'industrie ; dotation de l'Etat pour les investissements de ces sociétés ; ses observations sur la proposition du Gouvernement d'achever l'examen du texte dans le courant de la nuit (p. 4317) ; attitude du Gouvernement et du président de la commission spéciale contraire aux décisions de la conférence des présidents (p. 4318) ; **titre II** : nationalisation de banques ; **article 13** : collectivisation bancaire (p. 4320) ; son amendement n° 34 (non-nationalisation des filiales des actifs et participations des banques situées à l'étranger) ; non-extra-territorialité de la loi nationale ; amendement n° 34 rejeté par scrutin public ; son amendement n° 33 (nouvelle rédaction des deux premiers alinéas de l'article ; nationalisation des banques dans les D. O. M.) ; territoire européen de la France (p. 4322) ; amendement n° 33 rejeté par scrutin public (p. 4323) ; **son rappel au règlement** : décision de la conférence des présidents sur l'organisation des débats ; aménagement du texte par le Gouvernement à la suite du débat de première lecture (p. 4332) ; engagement d'une épreuve de force avec l'opposition par le président de la commission spéciale (p. 4333) ; son amendement n° 36 (non-nationalisation des actions des trois banques déjà nationalisées détenues par des personnes privées) ; participation et actionnariat ouvrier ; amendement n° 36 rejeté ; **après l'article 13** : son amendement n° 87 (recours ouvert à tout laboratoire pharmaceutique

en cas de refus de crédit successifs par trois banques nationalisées) (p. 4334) ; son amendement n° 97 (recours ouvert à tout exploitant agricole en cas de refus de crédit par la caisse régionale ou locale de crédit agricole) ; ses amendements instituant un recours en cas de refus de crédit successifs par trois banques nationalisées : n° 88 (pour les médecins et les chirurgiens) ; n° 89 (pour les personnes physiques en matière de crédit immobilier) ; n° 90 (pour les entreprises de presse) ; n° 91 (pour les pharmaciens d'officine) ; n° 92 (pour les avocats) ; n° 93 (pour les architectes) ; n° 94 (pour les écoles privées) ; n° 95 (pour les commerçants) ; n° 96 (pour les artisans) ; n° 98 (pour les agents de voyage) ; n° 99 (pour les P. M. E.) ; n° 100 (pour les entreprises de transport) (p. 4335) ; son amendement n° 101 (recours ouvert à tout mutualiste en cas de refus de crédit par sa banque locale) ; liberté d'accès au crédit ; déclarations officielles du Gouvernement sur de nouveaux critères d'octroi des crédits ; attitude de l'opposition sur la liberté de la presse (p. 4336) ; projet politique de la majorité de système de santé unifié ; rapport de M. Louis Mexandeau sur l'enseignement en 1977 (p. 4337) ; interventions de membres du groupe socialiste dans l'attribution de prêts participatifs ; refus du Gouvernement d'adopter les crédits nécessaires au développement du centre de formation des enseignements privés à Amiens (p. 4338) ; amendements n°s 87 à 101 rejetés (p. 4339) ; **article 14** : ses observations sur l'amendement n° 11 de la commission ; remboursement anticipé des emprunts d'Etat ; distinction entre la France métropolitaine et les départements et territoires d'outre-mer ; coût des nationalisations ne se justifiant que par des motifs idéologiques [3 décembre 1981] (p. 4380) ; **article 15** : nécessité de voter des textes juridiquement plus précis (p. 4381) ; **article 16** : son amendement n° 37 (de suppression) ; pouvoirs de l'administrateur général ; amendement n° 37 rejeté ; **article 17** : son amendement n° 38 (caractère préalable de l'indemnisation) : rejeté (p. 4382) ; **article 18** : son amendement n° 40 (fixation de la valeur d'échange des actions par une commission présidée par le vice-président du Conseil d'Etat) ; inconvénients de l'évaluation forfaitaire (p. 4383) rejeté (p. 4384) ; **article 19** : son amendement n° 42 (tendant à ce que les fonctions des dirigeants des sociétés mentionnées à l'article 13 prennent fin lors de la réunion des nouveaux conseils d'administration désignés conformément à l'article 20) : rejeté ; son amendement n° 43 (suppression du dernier alinéa de l'article 19) (p. 4384) ; rejeté (p. 4385) ; **article 25** : disparition d'un des progrès de la V^e^ République : transfert à l'Etat des actions détenues par les salariés (p. 4386) ; **article 27** : nationalisation de Paribas et de Suez : mythe de la super-puissance financière ; rejet des nationalisations rampantes ; importance des actifs de Paribas à l'étranger ; son amendement n° 44 (suppression de l'article 27) ; objectif du Gouvernement de contrôler l'émission monétaire ; rôle des compagnies financières dans la création de la monnaie (p. 4388) ; responsabilité du Gouvernement dans l'affaire Paribas-Suisse et celles qui surviendraient par la suite ; amendement n° 44 rejeté (p. 4389) ; son amendement n° 45 (excluant des nationalisations les filiales, les participations et les actifs situés à l'étranger) : rejeté (p. 4390) ; **article 30** : son amendement n° 46 (suppression de l'article 30) : rejeté ; **article 31** : son amendement n° 47 (rédactionnel) : rejeté (p. 4391) ; **article 32** : son amendement n° 48 (modification de l'article 32 de telle façon qu'une commission soit créée pour établir la valeur d'échange des actions de chacune des sociétés visées à l'article 27) ; base de calcul permettant l'indemnisation des actions des sociétés nationalisées ; amendement n° 48 rejeté ; **article 34** : son amendement n° 50 (tendant à ce que les fonctions de direction des sociétés mentionnées à l'article 27 prennent fin lors de la réunion des nouveaux conseils d'administration désignés conformément à l'article 35) : rejeté ; son amendement n° 51 (suppression du dernier alinéa de l'article 34) (p. 4392) ; rejeté (p. 4393) ; **article 52** : haut conseil du secteur public ; création dans chaque département d'une instance de recours contre les décisions de refus de crédit (p. 4395, 4396) ; distribution des crédits dans le nouveau système bancaire ; son amendement n° 82 corrigé (création dans chaque département d'une instance de recours devant laquelle pourra se pourvoir toute personne se voyant refuser un crédit par trois établissements du secteur public bancaire) ; place des parlementaires dans le haut conseil du secteur public ; amendement n° 82 rejeté (p. 4396).

— **Son rappel au règlement** : organisation du débat sur les nationalisations : application éventuelle de l'article 49-3 de la Constitution ; information de l'Assemblée nationale sur la politique industrielle du Gouvernement [16 octobre 1981] (p. 1915).

— **Son rappel au règlement** : réserve des articles jusqu'à l'article 27, demandée par le Gouvernement lors de la discussion du projet de loi de nationalisation [20 octobre 1981] (p. 2228).

— **Son rappel au règlement** : mise en cause de M. Michel Debré par M. Michel Berson : rappel au règlement et non fait personnel évoqué par M. Debré [21 octobre 1981] (p. 2252).

— **Son rappel au règlement** : déclaration de M. Lionel Jospin à l'émission *Face au public* le 21 octobre, à propos de l'incident survenu à l'Assemblée le 20 octobre [22 octobre 1981] (p. 2325).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **avant l'article 2** : son amendement n° 461 (tendant à subsituer aux mots « impôt sur les grandes fortunes », les mots « impôt sur le patrimoine ») [28 octobre 1981] (p. 2686) ; rejeté (p. 2686) ; **article 2** : son amendement n° 465 (tendant à substituer à l'abattement de 3 millions de francs un abattement de 5 millions de francs) : rejeté (p. 2698) ; **article 3** : son amendement n° 467 (tendant à prévoir que sont exclus de l'assiette de l'impôt sur la fortune les biens du conjoint et des enfants lorsque les assujettis ont l'administration légale des biens de ces derniers ; élimination en matière d'impôt sur le patrimoine de la règle de l'imposition par foyer fiscal) : non soutenu [29 octobre 1981] (p. 2738) ; son amendement n° 464 (tendant à exclure l'outil de travail du champ d'application de l'impôt sur la fortune) : rejeté (p. 2743) ; son amendement n° 468 (tendant à supprimer les deux dernières phrases du troisième alinéa de l'article 3 relatives à la détermination de la valeur des biens pour l'assiette de l'impôt sur la fortune) (p. 2746) ; rejeté (p. 2749) ; **article 5** : son amendement n° 448 (suppression de la disposition prévoyant que les biens ou droits grevés d'un usufruit, d'un droit d'habitation ou d'un droit d'usage accordé à titre personnel sont compris dans le patrimoine de l'usufruitier ou du titulaire du droit pour leur valeur en pleine propriété) [30 octobre 1981] (p. 2800) ; rejeté (p. 2801) ; **article 6** : son amendement n° 466 (tendant à élever l'abattement à 5 millions de francs) : non soutenu (p. 2818) ; **article 8** : son amendement n° 478 (tendant à prévoir qu'aucune pénalité ni intérêt de retard ne sera applicable au contribuable qui serait considéré comme passible de l'impôt sur les grandes fortunes par l'administration du fait de la détention d'objets d'antiquité, d'art ou de collection ou par sous-estimation de la valeur desdits objets) : devenu sans objet (p. 2841) ; **article 9** : son amendement n° 479 (tendant à insérer les références à différents alinéas de l'article 793 du code général des impôts) (p. 2844) : devenu sans objet (p. 2845) ; **article 18** : taxation du fuel lourd : équipements de chauffage collectif mis en place par les collectivités locales [3 novembre 1981] (p. 3010) ; constitutionnalité de l'indexation (p. 3012) ; **après l'article 18** : son sous-amendement n° 577 à l'amendement n° 575 du Gouvernement (suppression de la T. I. P. P. pour les chauffeurs de taxi à hauteur de 5 000 litres de carburant par an) (p. 3014) ; mise en discussion des amendements : manipulation politique du Gouvernement (p. 3018) ; différence entre la suppression d'une taxe et sa réduction de 100 p. 100 (p. 3019) ; rejet du sous-amendement n° 577 à l'amendement n° 575 du Gouvernement (p. 3020) ; **article 20** : développement de la presse locale périodique (p. 3031) ; **après l'article 25** : son sous-amendement n° 581 à l'amendement n° 501 de Mme Renée Soum (création d'une taxe sur les huiles d'origine végétale importées substituée au gage de l'amendement) ; gage majorant les droits sur les permis de chasser ; augmentation applicable aux cartes d'identité professionnelles des représentants [4 novembre 1981] (p. 3093) ; retrait du sous-amendement n° 581 (p. 3094) ; droits sur les alcools : rôle de M. Robert-André Vivien et de l'ancienne majorité (p. 3096) ; **article 37** : nodules polymétalliques (p. 3139) ; **article 40** : son amendement n° 544 (suppression du prélèvement sur l'excédent du budget annexe des P. T. T.) ; « hold-up budgétaire » (p. 3154) ; compensation par la hausse des tarifs ou l'endettement ; lettre du ministre des P. T. T. adressée au ministre du budget (p. 3155) ; héritage dans le secteur des télécommunications ; déficit de plus de 180 milliards de francs des finances publiques pour 1982 ; rejet de l'amendement n° 544 (p. 3156).

Deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* absence de sincérité du budget : prise en compte des hausses non décidées ; sous-estimation des dépenses ; ralentissement de l'effort de recherche

et des investissements [7 novembre 1981] (p. 3313) ; facturation détaillée ; « hold-up budgétaire » de 3,2 milliards de francs ; emprunts réalisés par les P. T. T. ; valeur de la signature de la France ; endettement de la poste ; création d'une commission du suivi des expériences télématiques ; hausses tarifaires (p. 3314) ; vote hostile du groupe R. P. R. (p. 3315) ; prélèvement de 3,2 milliards sur l'excédent des télécommunications (p. 3321).

Examen des crédits : **article 48 :** son amendement n° 46 (réduction de crédits) ; emplois supplémentaires des services extérieurs des télécommunications ; formation des personnels ; régionalisation des concours (p. 3322) ; son attitude lors de l'examen du précédent budget ; amendement n° 46 rejeté ; son amendement n° 47 (réduction de crédits) ; subvention de T.D.F. par le ministère des P.T.T. (p. 3323) ; amendement n° 47 rejeté ; son amendement n° 48 (réduction de crédits) ; coût du relèvement à 8,5 p. 100 du taux d'intérêt sur les livrets d'épargne ; amendement n° 48 retiré (p. 3324) ; son amendement n° 50 (réduction de crédits) ; recherche ; coût de la facturation détaillée ; amendement n° 50 retiré ; son amendement n° 51 (réduction de crédits) ; communications optiques ; amendement n° 51 retiré ; son amendement n° 52 (réduction de crédits) ; politique des téléboutiques ; polyvalence des bureaux de poste en milieu rural (p. 3326) ; amendement n° 52 retiré ; son amendement n° 53 (réduction de crédits) ; contrôle par le Parlement de la mise en œuvre de la télématique ; création d'une commission ; coût de l'expérience de l'annuaire électronique ; demande au président de séance de saisir le président de l'Assemblée à propos de la désignation de parlementaires à la commission sur la télématique ; amendement n° 53 retiré ; son amendement n° 54 (réduction de crédits) ; lieux d'implantation des tours hertziennes (p. 3327) ; amendement n° 54 retiré ; son amendement n° 95 (réduction de crédits) ; sous-évaluation des dépenses ; surévaluation des recettes ; taxe de base à 0,60 franc du 1er avril au 31 décembre 1982 ; amendement n° 95 retiré (p. 3328).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* politique d'aide à la réhabilitation de l'habitat ancien dans les centres-ville [12 novembre 1981] (p. 3562, 3563).

Economie et finances. — II : Services économiques et financiers. Comptes spéciaux du Trésor. Budget annexe des monnaies et médailles. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : budget annexe des monnaies et médailles ; activité artistique des monnaies et médailles ; difficultés de l'administration des monnaies et médailles ; pièces de 50 francs ; monnaie électronique ; fabrication des monnaies étrangères ; dégradation de la situation des médailles ; stock de monnaies et médailles de collection ; circulation monétaire ; distribution automatique des billets [16 novembre 1981] (p. 3771) ; action commerciale en France et à l'étranger concernant les médailles de collection ; subvention d'exploitation des monnaies et médailles (p. 3772).

Examen des crédits : **état B, titre III :** son amendement n° 18 (proposant de réduire les crédits de 63 millions de francs) : retiré (p. 3775).

Solidarité nationale, santé, travail. — I : Section commune. — II : Santé, solidarité nationale. — *Discussion générale,* rapporteur spécial suppléant ; augmentation des crédits ; tâche d'orientation et de coordination confiée au ministère de la solidarité nationale [16 novembre 1981] (p. 3776) ; information sur la politique sociale du Gouvernement ; nouveau moyen de diffusion de l'information sur le système social français : le vidéotexte Télétel ; « tableaux de la solidarité » (p. 3777).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 14 :** dépenses engagées à l'étranger par les cadres commerciaux des entreprises ; frais d'implantation et de représentation des petites entreprises qui se créent [17 décembre 1981] (p. 5056) ; déduction de la taxe sur les frais généraux des frais d'inscription et de participation se rapportant directement à des congrès ou des manifestations de caractère syndical ou d'intérêt professionnel (p. 5057) ; **article 14** bis : prélèvement sur les bénéfices des entreprises de travail temporaire (p. 5058) ; **article 66 :** diminution des coûts de production ; hausses de productivité ; reconquête de parts du marché intérieur ; reconversion du tissu industriel français ; situation du secteur du textile et de l'habillement ; exemple de l'industrie automobile française ; innovations technologiques et diminution des effectifs (p. 5087) ; aide à l'investissement ; gains de productivité et diminution d'effectifs (p. 5088).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 79 (interdiction de toute nouvelle nationalisation pendant la durée du plan intérimaire) [12 décembre 1981] (p. 4753) : rejeté au scrutin publique (p. 4755) ; son amendement n° 80 (dénationalisation si les objectifs attendus de l'extension du secteur public ne sont pas atteints) (p. 4756) ; rejeté (p. 4757).

NOTEBART (Arthur)

Député du Nord
(5e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [*J.O.* du 5 août 1981] (p. 2142).

NUCCI (Christian)

Député de l'Isère,
(6e circonscription)
(Socialiste)
Vice-président de l'Assemblée nationale

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Se démet de ses fonctions de vice-président de l'Assemblée nationale [11 décembre 1981] (p. 4703).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3) [8 juillet 1981] (p. 65).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier le décret-loi du 17 juin 1938 sur la délimitation de l'aire d'appellation de la « Noix de Grenoble » (n° 128) [17 septembre 1981] (p. 1181).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J.O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Président de cette commission [*J.O.* du 15 octobre 1981] (p. 2800).

Membre titulaire du conseil supérieur de l'aménagement rural [*J.O.* du 9 octobre 1981] (p. 2751).

Chargé d'une mission temporaire [*J.O.* du 9 décembre 1981] (p. 3351).

Nommé haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et dépendances [*J.O.* du 20 décembre 1981] (p. 3472).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **(n° 48)** posée le 13 octobre 1981 : **tabacs et allumettes (Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes)** (p. 1752) ; appelée le 16 octobre 1981 : **politique de la S. E. I. T. A. :** problèmes suscités par l'application de la loi de 1980 portant réforme du S.E.I.T.A. ; politique tabacole de la France ; statut du personnel (p. 1897) ; emploi dans le secteur de la culture tabacole ; reconversion de la production tabacole ; interdiction de la publicité pour les tabacs bruns et son autorisation pour les tabacs blonds (p. 1898).

— **(n° 46) de Mme Adrienne Horvath : difficultés des agriculteurs :** fiscalisation des bénéfices du crédit agricole [16 octobre 1981] (p. 1900).

— **(n° 87)** posée le 1er décembre 1981 : **matières plastiques (entreprises : Isère)** (p. 4342) : appelée le 4 décembre 1981 **Avenir de l'atelier P. V. C. de Roussillon** : nationalisations ; volonté de la direction de Rhône-Poulenc de démanteler l'atelier de P.V.C. à Roussillon (p. 4410) ; rôle des nationalisations dans le développement économique du territoire ; préservation de l'activité économique ; prise en compte de l'intérêt des travailleurs ; politique de Rhône-Poulenc plus soucieuse de l'intérêt du capitalisme international que de celui des travailleurs (p. 4411).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président de l'Assemblée nationale.

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : article 136 du règlement ; question orale sans débat exposée par un orateur et reprise ensuite par un autre [10 juillet 1981] (p. 96).

— **Refuse,** après l'article 1er du projet de loi de finances rectificative, la proposition de sous-amendement de M. Yves Tavernier à l'amendement n° 7 de la commission des finances [16 juillet 1981] (p. 187) ; non-communication du texte à la présidence (p. 188) ;

— **Répond au rappel au règlement** de M. Robert-André Vivien [16 juillet 1981] (p. 195).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon [28 juillet 1981] (p. 413).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Charles Millon relatif à l'utilisation des scrutins publics lors de la discussion du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [31 juillet 1981] (p. 648).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Michel Noir [1er août 1981] (p. 716).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Jagoret : laïcité de la République (p. 722).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Emmanuel Aubert lors de la discussion du projet de loi portant amnistie [29 juillet 1981] (p. 485).

— **Répond aux rappels au règlement** : 1° de M. Roland Nungesser : temps de parole ; 2° de M. Pierre Joxe : temps de parole ; organisation du débat [17 septembre 1981] (p. 1151) ; 3° de M. Guy Ducoloné : temps de parole (p. 1152).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Robert-André Vivien : dépôt de sous-amendements du Gouvernement en séance [24 septembre 1981] (p. 1323).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean Foyer : détournement de procédure constitutionnelle avec l'application de l'article 49, alinéa 1er, de la Constitution par le Gouvernement lors de sa déclaration sur le programme d'indépendance énergétique [7 octobre 1981] (p. 1574).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Gilbert Gantier : absence de consultation du conseil économique et social sur le projet de nationalisation [14 octobre 1981] (p. 1758).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Guy Branger : délai de distribution des amendements ; diligence des services de l'Assemblée [15 octobre 1981] (p. 1839).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Charles Millon procès d'intention fait aux membres de l'opposition [15 octobre 1981] (p. 1846).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Charles Millon discussion en séance publique d'amendements non présentés dans les délais réglementaires [16 octobre 1981] (p. 1957).

— **Non-distribution** d'un sous-amendement lors de la discussion du projet de loi de nationalisation ; hommage au personnel de l'Assemblée [23 octobre 1981] (p. 2447).

— **Accorde une suspension de séance** de dix minutes à M. François d'Aubert pour le groupe U. D. F. alors que sa demande portait sur trente minutes (p. 2449).

— **Donne lecture** de l'article 26 de l'instruction générale du bureau à la demande de M. André Billardon (p. 2455).

— **Retire** la parole à M. Charles Millon [24 octobre 1981] (p. 2474).

— **Demande** à MM. Charles Millon et François d'Aubert de regagner leurs places [24 octobre 1981] (p. 2474).

— **Appréciation** de la recevabilité des amendements dans les conditions prévues à l'article 98 ; amendements de suppression non soumis à la commission des finances [24 octobre 1981] (p. 2485).

— **Accorde** une suspension de séance de deux minutes à M. François d'Aubert pour réunir le groupe U. D. F. alors que sa demande portait sur un quart d'heure [24 octobre 1981] (p. 2485).

— **Applique** l'article 100, alinéa 5, du règlement : un seul vote sur l'ensemble des amendements identiques présentés par des députés [24 octobre 1981] (p. 2487).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Philippe Séguin : application de l'article 26 de l'instruction générale du bureau [24 octobre 1981] (p. 2492).

— **Accorde** une suspension de séance de deux minutes à M. Robert-André Vivien au lieu des dix demandées [24 octobre 1981] (p. 2510).

— **Accorde** une suspension de séance de trois minutes à M. Robert-André Vivien au lieu des quinze demandées [24 octobre 1981] (p. 2511).

— **Donne acte** à M. Philippe Séguin que la présidence n'a pas décompté les voix contre la clôture de la discussion de l'article 36 [24 octobre 1981] (p. 2518).

— **Intervient** sur le problème de la procédure des questions au Gouvernement [28 octobre 1981] (p. 2661).

— **Ses observations** sur la mise en cause du président de l'Assemblée nationale [28 octobre 1981] (p. 2664, 2665).

— **Donne** l'autorisation de téléviser les débats [30 octobre 1981] (p. 2819).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Marette [31 octobre 1981] (p. 2876).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Claude Labbé : limitation par la présidence de la durée des suspensions de séances ; appréciation de la présidence [3 novembre 1981] (p. 3000).

Lors de la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1982 :

— **Refuse la parole** à M. Robert-André Vivien pour un rappel au règlement pendant l'intervention du président de la commission des finances [3 novembre 1981] (p. 3002) ;

— **Refuse la parole** à M. Edouard Frédéric-Dupont pour répondre au Gouvernement dans la discussion de l'article 18 (p. 3008) ;

— **Refuse la parole** à M. Jacques Marette pour un rappel au règlement pendant la présentation des amendements après l'article 18 et pendant la discussion d'un amendement (p. 3015) ;

— **Accorde** une suspension de cinq minutes à M. Jacques Marette alors que sa demande formulée au nom du groupe R. P. R. portait sur quinze minutes (p. 3016) ;

— **Refuse** la suspension de séance demandée par M. Robert-André Vivien au nom du groupe du Rassemblement pour la République ;

— **Considère** que les demandes répétées de suspension de séance sont une obstruction à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée ;

— **Refuse** la suspension de séance demandée par M. Edmond Alphandery au nom du groupe U. D. F. après qu'il eut donné la parole à M. Michel Noir (p. 3017).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean Foyer : refus d'une demande de suspension de séance par le président (p. 3018).

En qualité de député :

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).** Rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges.

Première lecture, discussion générale : dotations systématiquement sous-évaluées dans la loi de finances initiale ; économie d'énergie et production d'énergie de substitution ; aide aux entreprises par l'intermédiaire du C.I.A.S.I. ; prêts du F.D.E.S. ; création d'emplois dans la recherche ; majoration de la dotation aux jeunes agriculteurs ; évolution préoccupante du revenu agricole ; problème des excédents du crédit agricole ; transports maritimes et aériens ; nouvelle politique du logement ; revalorisation de l'aide personnelle au logement ; relance de la construction [15 juillet 1981] (p. 131) ; relance de la politique d'amélioration de l'habitat existante ; aménagement du territoire ; redéfinition nécessaire des zones d'éligibilité du fonds spécial d'adaptation industrielle ; création d'emplois aux P.T.T. (p. 132).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres 1er et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : disparités entre communes ; menace sur la France rurale ; caractère bénéfique de la décentralisation pour le milieu rural ; nécessité d'un système d'assistance technique de qualité ; intervention économique des communes ; compatibilité de la politique de décentralisation avec une politique d'aménagement rural et de développement rural [27 juillet 1981] (p. 388).

Discussion des articles : **article 4** : problèmes des communes de montagne [30 juillet 1981] (p. 542) ; moyens d'intervention des communes dans l'aménagement des zones de montagne (p. 544) ; **article 13** : rappelle l'amendement n° 288 du Gouvernement à l'article 1er : application à Paris des dispositions de la présente loi à la date et dans les conditions fixées par une loi ultérieure [31 juillet 1981] (p. 654) ; **article 16** : pression politique lors de la réhabilitation du vieux quartier Hoche à Grenoble [1er août 1981] (p. 675) ; notion d'unité nationale (p. 678) ; **article 22** : intervention de l'assemblée départementale en cas d'urgence ; cumul des mandats [2 août 1981] (p. 744) ; **après l'article 22** : conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (C.A.U.E.) (p. 750) ; **article 23** : respect des droits de la minorité ; indemnités des conseillers généraux ; réunions du conseil général à la demande d'un tiers des membres sur un ordre du jour et une durée déterminés (p. 753) ; **article 34** : harmonisation des interventions économiques et sociales des départements et des communes (p. 778) ; soutient l'amendement n° 180 de la commission de la production et des échanges [2 août 1981] (p. 779).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (n° 142).

Première lecture, discussion générale : **rappel au règlement** : impossibilité de modifier l'ordre du jour réglé par l'Assemblée ; allusion faite par un député sur le problème du 19 mars 1962 lors d'un débat traitant du problème du 8 mai 1945 [23 septembre 1981] (p. 1271) ; signification du 8 mai 1945 ; enseignement de l'histoire ; signification de la commémoration du 8 mai (p. 1277) ; nécessité de rétablir dans toute sa plénitude l'enseignement de l'histoire (horaires, programmes) ; concours de la Résistance (p. 1278).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er**, *article 3-2 bis de la loi du 3 juillet 1972* : composition de la commission chargée d'étudier les demandes de dérogations ; garanties d'indépendance [30 septembre 1981] (p. 1383).

— Son rappel au règlement : déroulement de la procédure des questions orales sans débat [2 octobre 1981] (p. 1461, 1462).

— Discussion des conclusions du rapport (n° 395) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées (n° 248).

Première lecture, discussion générale : spécificités et différences à l'intérieur de chaque massif montagneux ; nécessité de définir la politique de la montagne d'aval en amont ; économie des zones de montagne fruit des convergences entre différentes activités complémentaires ; exemple de l'agriculture, de l'élevage, du tourisme ; nécessité de repenser la politique du tourisme et de favoriser l'activité artisanale ; rôle de la décentralisation ; orientation générale fixée dans le cadre de la politique globale d'aménagement du territoire ; nécessité pour les collectivités de maîtriser le problème foncier ; création d'offices fonciers ou de S.A.F.E.R. décentralisées ; nécessité d'intégrer la politique de l'agriculture de montagne dans l'ensemble de la politique agricole ; recherche agronomique ; moyens des services départementaux [6 octobre 1981] (p. 1499).

Explications de vote : couverture sociale des agriculteurs ; planification ; participation, à l'échelon local, à l'aménagement politique du territoire communal (p. 1501).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : valorisation des sous-produits de l'agriculture [6 octobre 1981] (p. 1525).

— Son rappel au règlement : intervention de M. Jean Brocard lui demandant de se taire ; privilège de retirer la parole réservé au seul président de séance [13 octobre 1981] (p. 1738).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : politique de Rhône-Poulenc à Péage-de-Roussillon ; création d'emplois par Renault dans des régions rurales ; décentralisation confortée par les nationalisations ; participation des salariés à la gestion de l'outil de travail ; nationalisation et relance de l'activité des P.M.E.-P.M.I. [14 octobre 1981] (p. 1808).

Discussion des articles : **titre 1er** : nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er** : difficultés du textile ; responsabilité des précédents Gouvernements [15 octobre 1981] (p. 1886).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, discussion générale : s'exprime par l'intermédiaire de M. Jean-Claude Cassaing sur les mesures prévues par le budget en faveur de l'économie rurale [27 octobre 1981] (p. 2630).

Première partie :

Discussion des articles : **article 19** : baisse du revenu des agriculteurs [3 novembre 1981] (p. 3026) ; mesures compensatrices ; vote favorable du groupe socialiste (p. 3027) ; **article 20** : projets de loi relatifs à la vie associative (p. 3031) ; **après l'article 20** : difficultés de l'hôtellerie (p. 3032) ; politique d'aménagement de la montagne (p. 3033) ; **article 21** : explications de vote : transformation du S.E.I.T.A. (p. 3036) ; institut national de la recherche agronomique ; reconquête du marché intérieur ; nouvelles utilisations du tabac (p. 3037) ; **article 23** : catégorie de bateaux concernée par la mesure ; répercussion sur l'industrie navale ; montant de la taxe [4 novembre 1981] (p. 3051) ; effort de popularisation de la voile (p. 3053) ; **article 31** : commission d'enquête sur les problèmes des zones de montagne et défavorisées (p. 3125) ; **article 40** : ses remerciements au personnel de l'Assemblée (p. 3157).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. *Examen des crédits* : **état B** : moyens de fonctionnement du ministère [5 novembre 1981] (p. 3188).

Départements et territoires d'outre-mer. *Discussion générale* : faux procès fait à la nouvelle majorité ; conséquences de la politique menée pendant plus de vingt ans dans les D.O.M.-T.O.M. [5 novembre 1981] (p. 3210).

III. — Territoires d'outre-mer. *Examen des crédits* : **après l'article 92** : son amendement n° 72 (rapport du Gouvernement au parlement sur l'emploi des crédits consacrés à la politique culturelle dans les D.O.M.) : retiré (p. 3219).

Agriculture, B.A.P.S.A. *Examen des crédits* : **état B, titre III** : moyens du ministère ; politique d'aménagement rural [6 novembre 1981] (p. 3299) ; enseignement agricole privé ; problème foncier (p. 3302).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. *Discussion générale* : approuve les nouvelles orientations définies par le Gouvernement pour la politique du temps libre, pour les équipements sportifs et pour le tourisme [19 novembre 1981] (p. 4044) ; unités touristiques nouvelles ; bénévolat ; son attachement au mouvement associatif ; désir des élus des sec-

teurs ruraux de disposer d'équipements sportifs et de personnels ; aide aux communes souhaitant faciliter la pratique des boules ; démocratisation de la pratique du ski (p. 4045).

— Projet de loi relatif à la durée du mandat des membres des chambres d'agriculture (n° 477).

Première lecture, discussion générale : prorogation exceptionnelle d'un an du mandat des membres des chambres d'agriculture élus en février 1976 et abrègement de deux ans du mandat des membres élus en février 1979 ; modalités des élections ; syndicalisme ; souci de permettre à toutes les sensibilités du monde agricole de s'exprimer ; pratiques syndicales ; rôle des chambres d'agriculture ; sous-représentation des minorités par le scrutin majoritaire de liste par circonscription ; exemple du département de l'Isère [25 novembre 1981] (p. 4176) ; redéfinition des collèges électoraux ; extension du suffrage universel ; scrutin proportionnel ; démocratisation des chambres d'agriculture ; implantation et reconnaissance des syndicats ; fonctionnement des chambres d'agriculture ; gestion des services et développement de l'agriculture (p. 4177).

NUNGESSER (Roland)

Député du Val-de-Marne
(6e circonscription)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **art. 7. :** démocratisation de la navigation de plaisance ; industrie de la plaisance ; son amendement n° 61 (diversification des droits sur la coque et des droits sur les moteurs et report de la date d'application de la taxe sur les bateaux de plaisance) : rejeté [16 juillet 1981] (p. 209) ; son sous-amendement n° 166 à l'amendement n° 12 de la commission (modification du champ d'application de la taxe sur les bateaux de plaisance) : rejeté (p. 212).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : précipitation dans l'examen du projet de loi ; confusion au niveau régional et départemental ; développement bureaucratique de l'administration départementale ; suppression de la tutelle ; enchevêtrement des compétences entre collectivités locales ; relations entre les collectivités territoriales et l'Etat ; rôle du Plan [27 juillet 1981] (p. 357) ; blocage par les collectivités locales d'initiatives gouvernementales ; relations entre le citoyen et le pouvoir ; caractère exécutoire des décisions ; statut de l'élu local ; coordination des actions locales (p. 358).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 264 (décisions exécutoires à l'expiration d'un délai de quinze jours après leur notification) [28 juillet 1981] (p. 420) rejeté (p. 422) ; **article 3 :** son amendement n° 268 devenu sans objet (p. 437) ; son amendement n° 269 (sursis à exécution) rejeté (p. 438) ; **après l'article 3 :** son amendement n° 270 (coordination et harmonisation entre communes voisines) rejeté (p. 441) ; **article 4 :** son amendement n° 271 (conformité des décisions des collectivités locales avec les orientations du Plan et les objectifs de la politique économique nationale) [31 juillet 1981] (p. 598) ; rejeté (p. 599) ; son amendement n° 272 (création de commissions économiques départementales) : rejeté par scrutin public (p. 600) ; **après l'article 18 :** son sous-amendement n° 467 (rédactionnel) à l'amendement n° 80 de la commission relatif à la mise à disposition du président du conseil général des services de l'Etat : rejeté [1er août 1981] (p. 703) ; son sous-amendement n° 473 (rédactionnel) à l'amendement n° 82 de la commission relatif à la procédure de coordination rejeté (p. 717) ; **article 21 :** son amendement n° 280 devenu sans objet (p. 733) ; son amendement n° 281 (commissaire de la République adjoint et sous-préfet) (p. 734) : retiré (p. 735) ; **après l'article 22 :** son sous-amendement n° 479 à l'amendement n° 90 de la commission (audition du représentant de l'Etat sur la demande d'un ministre) : retiré ; son sous-amendement n° 480 à l'amendement n° 90 de la commission (demande d'audition du représentant de l'Etat par le président, le bureau ou un tiers des membres du conseil général) [2 août 1981] (p. 751) : rejeté par scrutin public (p. 752) ; **article 31 :** son amendement n° 283 (limitation du caractère exécutoire de plein droit des délibérations du conseil général) (p. 772) : rejeté (p. 773) ; **article 33 :** son amendement n° 284 (caractère suspensif du recours) : rejeté (p. 776) ; **après l'article 52 :** son sous-amendement n° 316 à l'amendement n° 98 rectifié du Gouvernement (audition du Commissaire de la République par le conseil régional) [10 septembre 1981] (p. 943) : rejeté (p. 944).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** organisation des débats et temps de parole [17 septembre 1981] (p. 1151) ; absence de consultation des Français ; risque couru par les policiers et les gendarmes (p. 1157) ; caractère dissuasif de la peine de mort ; récidive ; caractère inhumain de la détention perpétuelle et danger pour le personnel pénitentiaire ; mode d'exécution (p. 1158).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 22 (maintien de la peine de mort dans certains cas) ; soutient l'amendement n° 17 de M. Jacques Chaban-Delmas ; soutient l'amendement n° 4 de M. Serge Charles [18 septembre 1981] (p. 1211) ; amendement n° 22 : rejeté (p. 1212) ; **article 2 :** son amendement n° 23 (maintien de la peine de mort dans certains cas) : devenu sans objet après l'adoption de l'article premier (p. 1220) ; **après l'article 2 :** soutient l'amendement n° 5 de M. Serge Charles (p. 1220) ; **article 3 :** son amendement n° 24 (mode d'exécution de la peine de mort) : devenu sans objet après l'adoption de l'article premier (p. 1221).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre IV :** dispositions diverses ; **après l'article 50 :** son sous-amendement n° 1425 à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon (recours ouvert aux laboratoires pharmaceutiques et établissements hospitaliers privés auxquels auront été opposés trois refus successifs de crédit par trois banques nationalisées) [26 octobre 1981] (p. 2581) : rejeté (p. 2582).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 23 :** pénalisation de l'activité économique liée à la construction des bateaux de plaisance ; position de MM. Gaston Defferre, Charles Josselin et Christian Pierret sur ce sujet [4 novembre 1981] (p. 3050) ; processus psychologique dissuasif ; risques d'accidents ; valeur d'achat des bateaux taxés ; barème dégressif en fonction de l'âge du bateau (p. 3053) ; risques d'accidents (p. 3054).

Deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale : questions :* voies navigables [7 novembre 1981] (p. 3361) ; liaison Seine-Nord et Seine-Est (p. 3370).

Transports. — *Discussion générale : questions :* voies navigables [7 novembre 1981] (p. 3361) ; liaison Seine-Nord et Seine-Est (p. 3370).

O

ODRU (Louis)

Député de la Seine-Saint-Denis
(7e circonscription)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'une convention consulaire entre la République française et la République démocratique allemande (n° 92) [17 juillet 1981] (p. 262).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique allemande relatif au statut et aux modalités de fonctionnement des centres culturels institués par l'accord de coopération culturelle conclu entre eux (n° 94) [17 juillet 1981] (p. 262).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 608) [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3423).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer le **paiement mensuel** des **pensions** de retraite ou d'invalidité **(n° 206)** [22 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 94) autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique allemande relatif au statut et aux modalités de fonctionnement des centres culturels institués par l'**accord de coopération culturelle** conclu entre eux **(n° 227)** [24 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 92) autorisant la ratification d'une **convention consulaire** entre la République française et la **République démocratique allemande (n° 230)** [24 juillet 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— coopérative ouvrière de Catel et Farcy [14 octobre 1981] (p. 1779-1780).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique allemande relatif au statut et aux modalités de fonctionnement des centres culturels institués par l'accord de coopération culturelle conclu entre eux (n° 94).

Première lecture, discussion générale : rapporteur : accord relatif au statut et aux modalités de fonctionnement des centres culturels ; critique quant à la non-soumission à l'approbation du Parlement de l'accord de coopération culturelle signée avec la R.D.A. ; acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ; missions des centres ; activités des centres ; statut des directeurs et directeurs adjoints des centres ; exonération des droits et taxes ; choix définitif des locaux [24 juillet 1981] (p. 298).

— Projet de loi autorisant la ratification d'une convention consulaire entre la République française et la République démocratique allemande (n° 92).

Première lecture, discussion générale : rapporteur : resserrement des liens diplomatiques, économiques, industriels et techniques avec la R.D.A. depuis la déclaration commune sur l'établissement de relations diplomatiques du 9 février 1973 ; reprise de l'essentiel des dispositions de la convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963 ; référence à l'acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe [24 juillet 1981] (p. 299).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 12 :** soutient l'amendement n° 2 de M. Guy Ducoloné ; précédents constitués par la loi d'amnistie de 1966, la circulaire Foyer de 1966 et la loi d'amnistie de 1937 [29 juillet 1981] (p. 508) ; soutient les sous-amendements n°s 48 et 49 rectifié de M. Ducoloné à l'amendement n° 27 de la commission (p. 511) ; **article 24 :** soutient le sous-amendement n° 61 de M. Ducoloné à l'amendement n° 32 de la commission ; affaire Hersant (p. 524).

Explications de vote : vote positif du groupe communiste (p. 528).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : inefficacité dissuasive ; conception fataliste de l'individu ; crime légal ; erreur judiciaire ; grâce présidentielle ; prévention ; causes sociales de la violence [17 septembre 1981] (p. 1173).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : capacité de raffinage ; profits des compagnies pétrolières [6 octobre 1981] (p. 1519) ; contrôle des salariés de l'énergie (p. 1520).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre I^er^ :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 5 :** défense des actionnaires par l'opposition [17 octobre 1981] (p. 2008) ; **article 6 :** favorable à une indemnisation basée uniquement sur les cours boursiers ; différente pour les petits porteurs et pour les gros porteurs (p. 2011) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** nationalisation de la Banque Rotschild [19 octobre 1981] (p. 2126) ; **titre I^er^ :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 10 :** nomination de communistes à la tête d'entreprises nationales (p. 2166) ; **après l'article 12 :** liberté de la presse [20 octobre 1981] (p. 2199) ; **titre II :** nationalisation de banques ; **avant l'article 13 : son rappel au règlement :** notion d'injure ; mépris témoigné au parti communiste pendant vingt ans ; sabotage des travaux de l'Assemblée [23 octobre 1981] (p. 2416) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 33 précédemment réservé :** suppression de l'article ; filiale suisse de Paribas ; reconstitution des trusts [24 octobre 1981] (p. 2486) ; **article 36 :** place des travailleurs dans la gestion du pays et des entreprises (p. 2520).

Deuxième lecture, explications de vote : importance des nationalisations dans la lutte contre la crise économique ; loi sur l'organisation et la démocratisation du secteur nationalisé [3 décembre 1981] (p. 4398).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 2 :** institution de l'impôt sur les grandes fortunes ; progrès dans la lutte contre l'injustice fiscale ; part du patrimoine à usage professionnel dans la totalité du patrimoine des particuliers ; affectation de leur fortune par les 230 000 foyers les plus riches [28 octobre 1981] (p. 2687).

Deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* création d'un secteur public pilote dans le bâtiment et les travaux publics ; redéploiement du grand patronat ; volonté de Paribas de regrouper Fougerolle et Spie-Batignolles ; investissements réalisés par les Ciments Lafarge, au Canada [12 novembre 1981] (p. 3562).

— Discussion des conclusions du rapport (n° 402) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur les activités du Service d'action civique (S.A.C.) et pour déterminer les complicités dont il a pu bénéficier à tous les niveaux (n° 238).

Première lecture, discussion générale : implication du S.A.C. dans de nombreuses affaires ; activité de police parallèle ; trafics multiples ; crimes crapuleux ; rôle d'indicateur ; entrave à l'action de la police ; menace pour l'exercice des libertés [17 décembre 1981] (p. 5123).

— Discussion des conclusions du rapport de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Paul Bladt (n° 619).

Discussion : caractère manœuvrier de la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Paul Bladt [18 décembre 1981] (p. 5149).

— Proposition de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 331 du code pénal.

Discussion : protection contre le proxénétisme et défense de l'intégrité de l'adolescence ; principe d'égalité des citoyens ; vote favorable du groupe communiste [20 décembre 1981] (p. 5377).

OEHLER (Jean-André)

Député du Bas-Rhin,
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Représentant titulaire de l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— expulsions de logement après licenciements : situation des locataires d'un immeuble appartenant encore récemment à la société industrielle Spiertz [28 octobre 1981] (p. 2664).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion des articles : **article 15** *bis* : infractions encourues pour le non-paiement des cotisations [29 juillet 1981] (p. 513) ; son amendement n° 54 (éligibilité des travailleurs non salariés amnistiés pour non-paiement des cotisations dans les organismes les concernant) ; adopté (p. 515).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 14 :** statuts locaux particuliers des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (concordat, statut scolaire, sécurité sociale) ; commission de défense des statuts et des droits locaux créée par le conseil régional [31 juillet 1981] (p. 657) ; son amendement n° 447 : devenu sans objet (p. 662).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Condition du chômeur ; signification et richesse du travail ; travaux d'utilité collective [15 septembre 1981] (p. 1072) ; difficultés des entreprises ; lacunes dans la formation des chefs d'entreprise ; accès au crédit des P. M. E. ; assistance technique aux P. M. E. ; compétition économique internationale ; situation de l'emploi dans les régions frontalières ; flux migratoire en Lorraine, en Alsace et en Franche-Comté ; main-d'œuvre vulnérable aux fluctuations de la conjoncture (p. 1073).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Formation professionnelle. — *Discussion générale :* formation professionnelle, instrument privilégié pour relever le défi du chômage et assurer les mutations sociales [12 novembre 1981] (p. 3575) ; insertion professionnelle des jeunes ; critique de la coupure entre le système scolaire et le monde du travail ; harmonisation des cycles de formation avec les mesures prises en faveur de l'emploi ; qualification ; réforme des lycées d'enseignement professionnel ; problème de la formation en alternance ; insuffisance du budget de l'A.F.P.A. ; régionalisation ; réforme de l'apprentissage ; formation des maîtres (p. 3576).

Travail. — *Discussion générale :* rapport sur les droits des travailleurs ; politique de l'ancienne majorité à l'égard du travail manuel [13 novembre 1981] (p. 3639).

OLMETA (René)

Député des Bouches-du-Rhône
(5e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme, *discussion générale :* budget pour le sport ; transfert de l'éducation physique et sportive au ministère de l'éducation nationale ; relations entre le sport fédératif et les collectivités locales ; prise en charge du sport de haut niveau et du sport professionnel ; crédits d'investissement prévus en faveur des établissements d'Etat : institut national des sports, institut national de l'éducation populaire, écoles nationales de voile et de ski ; centres régionaux d'éducation physique ; problèmes du plein emploi et de la gestion des équipements n'appartenant pas aux collectivités locales ; aménagement des rythmes scolaires ; gestion des équipements sportifs [19 novembre 1981] (p. 4042) ; augmentation insuffisante des crédits d'aide au déplacement ; régionalisation et contrôle du fonds national du développement du sport (F. N. D. S.) (p. 4043).

ORNANO (Michel d')

Député du Calvados
(3e circonscription)
U. D. F.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [7 juillet 1981] (p. 43). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [1er octobre 1981] (p. 1456).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modération des loyers [*J.O.* du 17 décembre 1981] (p. 3440).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 : rappel au règlement :** contestation sur le vote de l'amendement n° 44 [28 juillet 1981] (p. 423) ; **article 17 :** ses observations sur le titre de vice-président conféré aux membres du bureau [1er août 1981] (p. 687) ; **après l'article 18 :** son sous-amendement n° 453 à l'amendement n° 367 du Gouvernement (rédactionnel) : retiré (p. 719) ; prise en charge des dépenses des préfets (p. 720).

— Rappel au règlement : information du Parlement sur des mesures prises par le Gouvernement concernant le programme énergétique français [31 juillet 1981] (p. 616).

— Fait personnel : son intervention dans la rénovation du quartier Hoche à Grenoble, que dénonce M. Christian Nucci, justifiée par l'appel au concours financier de l'Etat [1er août 1981] (p. 682).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : tranches 3 et 4 du programme de Flamanville [6 octobre 1981] (p. 1517) ; politique énergétique du précédent Gouvernement [7 octobre 1981] (p. 1564) ; charbon ; nucléaire (p. 1565) ; politique énergétique du parti socialiste ; centre de La Hague ; rationnement ; limites des économies d'énergie (p. 1566) ; financement de la politique énergétique ; nucléaire et emploi ; coût du charbon national ; sécurité du nucléaire (p. 1567) ; évocation de la politique énergétique du précédent septennat à l'occasion du débat sur le plan (p. 1595).

— Projet de loi de finances pour 1981 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* utilisation des crédits du fonds d'aménagement urbain en 1981 [12 novembre 1981] (p. 3558, 3559).

Industrie et énergie. — *Discussion générale :* prélèvement fiscal et social sur les entreprises ; absence de politique industrielle sélective ; direction des entreprises nationalisées ; dotations en capital en faveur du nouveau secteur public [14 novembre 1981] (p. 3744) ; rapport Auroux ; semaine de trente-cinq heures ; double langage du Gouvernement ; objectif de 30 millions de tonnes pour le charbon national ; économies d'énergie ; importation de gaz soviétique (p. 3745) ; subvention de 2,5 centimes par thermie au charbon national ; approvisionnement en gaz (p. 3763).

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Première lecture, discussion générale : rapports entre locataires et propriétaires ; travaux de la commission Delmon [26 novembre 1981] (p. 4219).

Discussion des articles : **après l'article 4 :** discussion des amendements (p. 4231).

ORTET (Pierre)

Député de la Haute-Garonne
(6e circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

OSSELIN (Jacqueline)

Député du Nord,
(3e circonscription)
Socialiste

Elue le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— situation des travailleurs immigrés ne pouvant produire de contrats de travail : situation des Algériens nés en France après le 1er janvier 1963 vis-à-vis du service militaire [18 novembre 1981] (p. 3933, 3934).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : développement des responsabilités des citoyens ; démocratie directe ; constitution de commissions extra-municipales ; dialogue avec les groupes et associations ; réunions de quartiers ; comités de quartiers ; utilisation de questionnaires au moment de l'établissement de budgets ; démarche autogestionnaire [27 juillet 1981] (p. 381).

Discussion des articles : **article 34 :** son sous-amendement n° 499 à l'amendement n° 102 de la commission (avis préalable du conseil municipal) adopté [2 août 1981] (p. 780).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion des articles : **article 16 :** soutient l'amendement n° 42 de M. Pierre Bourguignon [29 juillet 1981] (p. 516).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Première lecture, discussion des articles : **articles 1er ; article 3-1 de la loi du 3 juillet 1972 :** soutient l'amendement n° 2 de la commission : dérogations consenties aux seules associations [24 septembre 1981] (p. 1321).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : débat démocratique ; engagement de M. François Mitterrand ; arbitraire du précédent Gouvernement ; décentralisation de la politique énergétique ; information ; référendum [7 octobre 1981] (p. 1577).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* liens existant entre la bataille pour l'habitat et celle de l'emploi ; nécessité d'inverser les orientations ségrégatives [12 novembre 1981] (p. 3549) ; politique sociale du logement ; agences d'information sur le logement ; opérations de réhabilitation dans le Nord - Pas-de-Calais ; refaire de la ville un lieu d'échanges et de dialogue (p. 3550).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* collectivités locales [17 novembre 1981] (p. 3857) ; démocratie quotidienne ; décentralisation ; concours financiers de l'Etat aux collectivités locales ; dotation globale de fonctionnement ; indemnité de logement des instituteurs ; actions d'ordre culturel des communes ; possibilité pour les communes de concilier l'idée de responsabilité et de décentralisation (p. 3858).

P

PATRAT (Marie-Thérèse)

Député du Rhône
(1re circonscription)
Socialiste

Elue le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

Sinscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Yves Lancien tendant à une réforme du service national (n° 72) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Mayoud tendant à modifier la loi n° 70-596 du 9 juillet 1970 relative au service national (n° 179) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset tendant à instituer une nouvelle catégorie de dispense d'obligation du service national actif, dispense fondée sur la défense de l'emploi (n° 260) [24 septembre 1981] (p. 1338).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Barnier tendant à instituer un service national féminin volontaire de la coopération (n° 326) [8 octobre 1981] (p. 1646).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Francisque Perrut tendant à modifier les conditions d'affectation des appelés du service national (n° 515) [3 décembre 1981] (p. 4405).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** soutient l'amendement n° 40 de Mme Françoise Gaspard [29 juillet 1981] (p. 495).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie : **Défense et budget annexe des essences.** *Discussion générale :* amélioration des conditions de vie des appelés [14 novembre 1981] (p. 3690).

PATRIAT (François)

Député de la Côte-d'Or
(3e circonscription)
N. I.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'être non inscrit [*J.O.* du 5 novembre 1981] (p. 3021).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 5 novembre 1981] (p. 3021).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

QUESTIONS

orale sans débat (n° 99) fonctionnaires et agents publics (durée du travail) posée le 8 décembre 1981 (p. 4537) ; appelée le 18 décembre 1981 : **travail à temps partiel aux ministères de l'économie et du budget :** mise en place en Côte-d'Or ; mesures à prendre pour le remplacement des absences subséquentes au travail à temps partiel (p. 5159).

PEN (Albert)

Député de Saint-Pierre-et-Miquelon
Apparenté socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 7 novembre 1981] (p. 3041).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale : transformation en 1976 des îles Saint-Pierre-et-Miquelon en département d'outre-mer ; suspension des ordonnances fiscales en octobre 1977 ; nécessité de mettre fin à ce régime ; nécessité d'un statut spécial pour les îles Saint-Pierre-et-Miquelon à l'instar du statut de la Corse [27 juillet 1981] (p. 387).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. *Discussion générale :* héritage de l'outre-mer [5 novembre 1981] (p. 3203) ; situation de Saint-Pierre-et-Miquelon : délimitation des zones économiques ; hausse des prix ; remise à parité du secteur public et du secteur privé ; relance du secteur productif ; abandon rapide de la départementalisation ; aberration de l'alignement des allocations familiales sur le régime des Antilles ; situation de la pêche (p. 3204).

Mer. — *Discussion générale :* relance de la pêche industrielle à Saint-Pierre-et-Miquelon [9 novembre 1981] (p. 3399) ; négociations franco-canadiennes sur la délimitation des zones économiques (p. 3400).

PENICAUT (Jean-Pierre)

Député des Landes
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* moyens financiers pour le Modef, la confédération des travailleurs paysans et la fédération française de l'agriculture ; électrification rurale [6 novembre 1981] (p. 3282).

Environnement. — *Discussion générale :* chasse ; association des chasseurs et des protecteurs de la nature ; formation des chasseurs ; aménagement des territoires de chasse ; accroissement du rôle des associations communales de chasse agréées ; démocratisation de la chasse ; chasses traditionnelles et directives communautaires de Bruxelles ; redéfinition nécessaire des règles relatives à la protection des espèces [10 novembre 1981] (p. 3497).

PERBET (Régis)

Député de l'Ardèche
(2e circonscription)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

PERICARD (Michel)

Député des Yvelines
(2e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [*J.O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).**

Première lecture, discussion générale : positions du R. P. R. dans les débats antérieurs [24 septembre 1981] (p. 1296) ; moyens de la liberté des radios ; conditions de fonctionnement de la commission chargée d'étudier les demandes de dérogations ; texte du Sénat ; pluralisme des idées ; financement des radios ; publicité (p. 1297, 1298).

Discussion des articles : **article 1er ; article 3-1 de la loi du 3 juillet 1972 :** s'oppose à l'amendement n° 42 du Gouvernement relatif au contrôle des financements accordés par les collectivités locales (p. 1323) ; **article 3-2 de la loi du 3 juillet 1972 :** soutient le sous-amendement n° 41 de M. Gaston Flosse (p. 1324) ; **article 3-3 *bis* de la loi du 3 juillet 1972 :** s'oppose à l'amendement n° 30 du Gouvernement contraire au préambule de la Constitution (p. 1329).

Explications de vote : vote hostile du groupe du Rassemblement pour la République ; limitation et complication dans l'obtention des dérogations ; aggravation des sanctions (p. 1335).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale :* pluralisme dans l'audiovisuel ; redevance T. V. [16 novembre 1981] (p. 3829) ; radios libres (p. 3830).

Culture. — *Discussion générale :* monuments historiques ; statut des architectes des monuments historiques [17 novembre 1981] (p. 3881) ; centres d'animation culturelle ; piraterie artistique ; liens nécessaires entre la culture et l'audiovisuel (p. 3882).

PERNIN (Paul)

Député de Paris
(11e circonscription)
Apparenté U. D. F.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à accorder une **amnistie** complète des condamnations prononcées en relation avec les événements qui ont conduit à l'**indépendance** des territoires placés sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France **(n° 423)** [1er octobre 1981].

Proposition de loi tendant à compléter l'article 410 du code pénal relatif aux **jeux de hasard (n° 424)** [1er octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son sous-amendement n° 392 à l'amendement n° 288 du Gouvernement (suppression de l'alinéa de l'amendement n° 288 relatif au statut de Paris) [28 juillet 1981] (p. 405) rejeté par scrutin public (p. 406).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 21 (suspension de la peine de mort pour une durée de trois ans) : rejeté [18 septembre 1981] (p. 1213).

— **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).**

Première partie, discussion des articles : **titre Ier, article 1er :** son amendement n° 18 (situation des rapatriés réinstallés par leurs propres moyens sans avoir bénéficié du concours de l'Etat) [2 décembre 1981] (p. 4366) : retiré (p. 4367) ; s'élève contre l'« agressivité » du secrétaire d'Etat aux rapatriés (p. 4367) ; **article 3 :** son amendement n° 19 (complétant le 6e alinéa de l'article 3) (p. 4368) : rejeté (p. 4369) ; **article 7 :** prêts à long terme consentis aux rapatriés (p. 4370).

PERRIER (Paul)

Député de la Savoie
(3e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Jean-Pierre Cot, nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 29 juillet 1981] p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

PERRUT (Francisque)

Député du Rhône
(10e circonscription)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Mayoud tendant à l'abrogation de l'article L. 3 du code de la route relatif au dépistage de l'état alcoolique des conducteurs (n° 194) [24 septembre 1981] (p. 1337).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [*J. O.* du 7 octobre 1981] (p. 2734).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Louise Moreau tendant à compléter les dispositions de l'article 15 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision en vue d'assurer la réalisation et la diffusion d'émissions à l'intention des sourds et des malentendants (n° 343) [8 octobre 1981] (p. 1646).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Charles Millon tendant à harmoniser les conditions d'accès à la retraite (n° 363) [8 octobre 1981] (p. 1646).

Membre de la commission nationale de la caisse nationale de prévoyance [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2751).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à lever les obstacles à l'embauche dans les petites entreprises (n° 369) [22 octobre 1981] (p. 2382).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Charles Fèvre relative à l'ouverture du droit à pension de veuves de guerre aux veuves des victimes du service du travail obligatoire morts en jouissance d'une pension temporaire ou définitive correspondant à une invalidité égale ou supérieure à 85 p. 100 ou en possession de droit à cette pension (n° 406) [12 novembre 1981] (p. 3603).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Mayoud visant à abroger l'article L. 49 du code des communes relatif aux débits de boissons (n° 521) [3 décembre 1981] (p. 4404).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3494).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à adapter certaines **dispositions fiscales et juridiques** du **métayage** et du fermage viticole **(n° 195)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à lever les obstacles à l'**embauche dans les petites entreprises (n° 369)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à l'instauration d'une amende pénale en cas de non-paiement des **pensions alimentaires (n° 420)** [1er octobre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier les conditions d'affectation des appelés du **service national (n° 515)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi tendant à modifier et uniformiser les conditions d'attribution de la **pension de reversion** au conjoint survivant **(n° 583)** [3 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : politique familiale : récentes décisions en matière d'allocations familiales ; problème du troisième enfant ; régression de la solidarité nationale à l'égard de la famille ; problème du renouvellement des générations [2 décembre 1981] (p. 4354).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Première lecture, discussion générale : concertation ; conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (C. N. E. S. E. R.) ; composition des conseils d'université et d'U. E. R. ; problème de la représentation des enseignants ; responsabilité des professeurs d'université ; position de la conférence des présidents ; « quorum étudiant » ; discrimination introduite entre les présidents selon la date de leur élection [16 septembre 1981] (p. 1104) ; politisation des universités françaises (p. 1105).

Discussion des articles : **article 1er :** représentation de la catégorie des personnels non enseignants ; **article 2 :** son amendement n° 14 (visant à fixer un quorum pour la détermination du nombre des sièges attribués à chaque collège) (p. 1120) : rejeté au scrutin public (p. 1121) ; son hostilité à l'amendement n° 5 de la commission introduisant l'éligibilité des étudiants étrangers (p. 1123).

Deuxième lecture, discussion générale : composition des conseils d'université ; sous-représentation des enseignants et notamment des professeurs [1er octobre 1981] (p. 1434) ; part de responsabilité des étudiants dans la gestion et l'administration des universités ; participation des étudiants aux élections ; extension du quorum étudiant à tous les collèges électoraux ; ségrégation entre présidents d'université (p. 1435).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Première lecture, discussion générale : liberté d'expression ; pluralisme ; conditions dans lesquelles sont accordées les dérogations [24 septembre 1981] (p. 1308) ; risque d'arbitraire ; contrôle du pluralisme ; publicité ; ressources occultes ; texte du Sénat (p. 1309).

— Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 387).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3 :** responsabilité du donneur d'ouvrage [1er octobre 1981] (p. 1446).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* office du vin : production d'A. O. C. [6 novembre 1981] (p. 3282) ; attributions de l'institut national des appellations d'origine (p. 3283).

Examen des crédits : **état B, titre III :** son amendement n° 34 (réduction des crédits du titre III) (p. 3298) : rejeté (p. 3300).

Transports. — *Discussion générale : questions :* T. G. V. : desserte des destinations intermédiaires situées sur la voie normale de la S. N. C. F. [7 novembre 1981] (p. 3369).

Formation professionnelle. — *Discussion générale :* effort accompli par les gouvernements précédents pour assurer la formation des jeunes et favoriser leur entrée dans la vie professionnelle ; maintien des pactes pour l'emploi sous l'appellation de « plan avenir jeunes » et des stages de préformation ; création de centres d'enseignement professionnel pour compenser la suppression des formations professionnelles alternées ; formation par l'apprentissage ; détournement de la taxe d'apprentissage de 1 p. 100 payée par les entreprises sur les salaires ; contrôle des sommes versées pour la formation professionnelle ; aide des entreprises aux grandes écoles de formation d'ingénieur ; formation professionnelle agricole [12 novembre 1981] (p. 3574).

Culture. — *Discussion générale :* vie culturelle et artistique de la capitale et des grands centres urbains ; maisons de la culture ; conservatoires nationaux de musique ; emplois artistiques [17 novembre 1981] (p. 3882) ; « association régionale pour la diffusion et l'initiation musicales de la région Rhône-Alpes » ; Opéra de Paris ; Centre Georges-Pompidou ; décentralisation culturelle (p. 3883).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er : alinéas 2 à 5 :** son amendement n° 116 (étalement des congés) : rejeté [9 décembre 1981] (p. 4587) : **article 1er, alinéa 13 :** formation et qualification des jeunes de seize à dix-huit ans non engagés dans un cursus de formation générale [10 décembre 1981] (p. 4653) ; son amendement n° 133 (allègement des contraintes administratives et financières liées aux conditions d'effectifs dans l'entreprise) ; « effets de seuils » faisant obstacle à l'embauche (p. 4654) ; amendement n° 133 rejeté (p. 4655).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 27 (rénovation du système éducatif et maintien du pluralisme dans les filières de l'enseignement) ; concertation en vue d'aboutir à l'amélioration des résultats pédagogiques et à la réduction du taux d'échecs scolaires [12 décembre 1981] (p. 4781) ; amendement n° 27 rejeté (p. 4782).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Explications de vote : inquiétude des Français devant l'orientation de la politique du Gouvernement de la gauche ; rythme des mesures prises en six mois ; déficit budgétaire [16 décembre 1981] (p. 3023) ; contradiction de la politique économique : priorité donnée à la lutte contre le chômage, à la création d'emplois par la relance de l'économie et augmentation des charges des entreprises ; déséquilibre de la situation économique ; prix des nationalisations décidées pour des raisons idéologiques ; rapport limité et effets négatifs sur l'investissement de l'impôt sur le capital ; mesures sociales engagées depuis de nombreuses années ; ordonnances ; politique agricole ; utilisation des fonds de la caisse du Crédit agricole ; lutte des classes ; création des offices ; vote de la motion de censure par le groupe d'Union pour la démocratie française (p. 5024).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).**

Première lecture, discussion générale : aide au maintien à la terre des jeunes ruraux ; nécessité d'une formation adaptée dans le domaine technique et de la gestion ; effort financier pour la formation professionnelle ; désengagement de l'Etat [17 décembre 1981] (p. 5102) ; stages de formation ; installation des jeunes agriculteurs ; conditions d'attribution de l'aide ; revenu des jeunes agriculteurs ; conditions météorologiques ; effort de solidarité nationale ; coût de production et prix de vente des produits agricoles ; hausse des cotisations sociales ; augmentation des prix de vente ; plan intérimaire et relance de l'investissement agricole et agro-alimentaire ; aides sociales réparties entre les agriculteurs ; maintien du pouvoir d'achat des exploitants agricoles (p. 5103) ; conditions de vie des agriculteurs (p. 5104).

PESCE (Rodolphe)

Député de la Drôme
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Membre du conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2751).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (culture) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 251), relatif au **prix du livre (n° 252)** [30 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 303) adopté avec modifications par le Sénat, en deuxième lecture, relatif au **prix du livre (n° 304)** [31 juillet 1981].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome IV : **culture (n° 471)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : engagement électoral du Président de la République ; projet soutenu par le ministre de la culture et non le ministre de l'économie ; loi du marché [30 juillet 1981] (p. 554) ; mise en chantier d'une loi-cadre ou une loi de programme ; régime du prix conseillé établi par l'ordonnance de 1945 ; régime du prix libéré introduit par l'arrêté Monory de 1979 (prix net) ; effets de l'arrêté Monory sur les plans économique et culturel ; discount en faveur des best-sellers ; réduction des stocks ; égalité de tous les Français devant le livre ; suppression par le Sénat de la faculté offerte aux détaillants de majorer ou de diminuer de 5 p. 100 le prix de vente au public ; notion de « remise qualitative » introduite par le Sénat ; mesures relatives aux soldes ; point de départ des délais (p. 555) ; élaboration d'un rapport destiné au Parlement avant le 1er avril 1983 ; aide à la création ; développement du réseau de lecture publique ; politique contractuelle ; adaptation des librairies ; sanctions civiles et non pénales (p. 556).

Discussion des articles : **article 1er :** soutient le sous-amendement n° 32 de la commission à l'amendement n° 1 rectifié de la commission des finances (conditions d'impression du prix du livre fixé par décret) (p. 566) ; soutient le sous-amendement n° 31 de la commission à l'amendement n° 1 rectifié de la commission des finances (service gratuit de commande à l'unité) (p. 567) ; sous-amendements nos 31 et 32 adoptés ; ses observations sur le sous-amendement n° 30 de M. Haby relatif à la remise de prix (p. 568) ; amendements n° 7 et n° 9 de la commission : devenus sans objet ; amendement n° 8 de la commission : satisfait par l'adoption de l'amendement n° 1 rectifié de la commission des finances ; **article 1er *bis*** : principe de remise qualitative ; **article 2 :** justification de l'article 2 : favoriser la lecture publique ; soutient l'amendement n° 10 de la commission (dérogations élargies aux associations facilitant l'acquisition des livres scolaires pour leurs membres) (p. 569) ; soutient l'amendement n° 11 de la commission (extension de la dérogation aux établissements de formation professionnels) ; amendement n° 10 adopté (p. 570) ; soutient l'amendement n° 12 de la commission (extension de la dérogation aux établissements et centres culturels reconnus hors de France) ; amendements nos 11 et 12 adoptés (p. 571) ; **article 3 :** soutient l'amendement n° 14 de la commission (modification du point de départ du délai prévu à l'article 3) : réservé (p. 571) ; **article 4 :** soutient l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté ; soutient l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; soutient l'amendement n° 17 de la commission (interdiction de toute publicité hors des lieux de vente) : adopté (p. 573) ; **article 5 :** soutient l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 580) ; **article 7 :** soutient l'amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 581) ; **article 9 :** soutient l'amendement n° 20 de la commission (livres visés par l'application de la loi) : adopté (p. 582) ; soutient l'amendement n° 21 de la commission (objet du rapport qui sera présenté au Parlemnet par le ministre de la culture) : adopté (p. 583) ; **article 3 précédemment réservé :** soutient l'amendement n° 14 de la commission précédemment réservé (modification du point de départ du délai prévu à l'article 3) : retiré (p. 584).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : adoption par le Sénat des principes essentiels défendus par l'Assemblée nationale (réduction de 5 p. 100, information du public, service gratuit de commande à l'unité, principe des dérogations, régime des primes, domaine d'application de la loi, rapport sur l'application de la loi) ; modifications introduites par le Sénat : prix indiqué « sur le livre », majoration du prix pour prestations spécifiques demandées par l'acheteur, suppression des établissements et centres culturels établis hors de France du champ des dérogations ; pratique des rabais [31 juillet 1981] (p. 644) ; interdiction de toute publicité hors des lieux de vente ; suppression des sanctions pénales ; suppression de la disposition relative à l'intervention d'un décret en Conseil d'Etat pour fixer les règles relatives au calcul des marges bénéficiaires des différentes professions du livre (p. 645).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres III et IV) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale : politique culturelle régionale ; cultures régionales ; inégalités culturelles géographiques et sociologiques à l'intérieur de la région ; danger de centralisme culturel au niveau régional ; diversité des situations entre les régions ; développement des institutions et organismes culturels régionaux ; exemple des orchestres, des troupes théâtrales, des maisons d'édition ; multiplication des lieux de création et de diffusion de la culture ; coordination entre départements et régions ; décentralisation des crédits de l'Etat [8 septembre 1981] (p. 824) ; transfert de charges subi par les collectivités locales ; exemple des écoles d'art ; création d'une dotation spéciale pour l'action culturelle des établissements publics régionaux ; pluralisme culturel ; politique nationale de la culture ; déséquilibre au profit de la région parisienne ; disparité entre régions (p. 825).

Discussion des articles : **article 61 :** son amendement n° 326 (composition de la dotation spéciale affectée à l'action culturelle des collectivités locales) [11 septembre 1981] (p. 995) ; adopté après modification (p. 997).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Relance de l'économie ; partage du travail ; appréciation des problèmes de l'emploi à l'échelon local [15 septembre 1981] (p. 1071) ; nombre des chômeurs ; services locaux de l'agence nationale pour l'emploi ; nécessité de données statistiques au niveau du bassin d'emploi ; situation de la région Rhône-Alpes ; prêts bancaires aux P. M. E. ; système de détection des difficultés des entreprises ; prêts gagés sur les biens personnels de l'emprunteur ; coût du chômage ; question des syndics ; C. O. D. E. F. I. ; C. I. A. S. I. ; décentralisation (p. 1072).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale :* politique culturelle nationale de la radio et de la télévision ; politique régionale [16 novembre 1981] (p. 3830, 3831).

Culture. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : création d'emplois ; décentralisation culturelle ; secteur musical ; création ; formation ; mise en place d'une politique de concertation ; livre ; bibliothèques ; centre national des lettres ; arts plastiques [17 novembre 1981] (p. 3869) ; nécessité de créer au ministère de la culture une direction des arts plastiques ; musée d'Orsay ; loi de programme ; « exclus de la culture » ; cirque ; jazz ; fonds d'action culturelle (p. 3870).

Services du Premier ministre. — *Discussion générale :* engagement du dialogue avec les rapatriés d'Algérie [18 novembre 1981] (p. 3914) ; présentation pour la première fois d'un rapport spécifique consacré aux rapatriés ; amnistie des rapatriés ; nécessité d'améliorer l'information des rapatriés sur les mesures les concernant ; problème des retraites des rapatriés : régime d'assurance vieillesse des anciens salariés d'Algérie ; problèmes liés à l'application de l'accord franco-algérien sur la sécurité sociale ; problème de la « forclusion » ; problème des retraites complémentaires et de l'abattement minorant le droit de 10 p. 100 (p. 3915) ;

PETIT (Camille)

Député de la Martinique
(1re circonscription)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Charles Krieg relative à la protection des gisements fossiles (n° 507) [3 décembre 1981] (p. 4404).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **article 11 :** soutient les amendements nos 57 et 58 du Gouvernement visant à majorer les autorisations de programme, notamment pour la construction de logements sociaux dans les D. O. M.-T. O. M. ; problème du logement dans les D. O. M.-T. O. M. ; F. I. D. O. M. ; F. I. D. E. S. ; maintien des Antilles dans la France [17 juillet 1981] (p. 224).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : caractère bénéfique de la décentralisation dans les départements d'outre-mer ; problèmes économiques et financiers des départements d'outre-mer ; fonds d'investissement des départements d'outre-mer ; complémentarité et non-substitution des actions des fonds européens tel le fonds social à celles de l'Etat [27 juillet 1981] (p. 387) ; cas de la Martinique ; unité nationale (p. 388).

(titres III et IV) :

Première lecture, discussion générale : application du projet de loi aux départements d'outre-mer ; contradiction avec la prévision d'un statut spécifique pour les départements d'outre-mer ; concertation avec les élus locaux [8 septembre 1981] (p. 823) ; dotation spéciale compensant les charges relatives au logement des instituteurs ; dépenses d'aide sociale ; concours financier de l'Etat au développement culturel ; fiscalité locale ; déséquilibre sur le territoire départemental ; action en faveur de l'artisanat ; prime régionale aux entreprises industrielles et aux équipements ; pêche ; aide aux jeunes agriculteurs ; recherche ; préparation des plans régionaux 1982-1983 ; refus de séparatisme par les Martiniquais (p. 824).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* contrats de solidarité et plan avenir-jeunes ; équivalence des droits sociaux avec la métropole ; attachement au statut départemental ; son vote [5 novembre 1981] (p. 3212).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 97 (facilités de crédits pour les entreprises des départements et territoires d'outre-mer) ; son amendement n° 98 (mesures d'encadrement et de soutien des entreprises des départements et territoires d'outre-mer) ; son amendement n° 99 (productions agricoles des départements et territoires d'outre-mer) ; son amendement n° 100 (chômage des jeunes dans les départements et territoires d'outre-mer) ; son amendement n° 101 (concertation des pouvoirs publics avec les instances locales, les élus et les syndicats dans les départements et territoires d'outre-mer) ; son amendement n° 102 (reconnaissance de l'identité culturelle dans le monde rural des départements et territoires d'outre-mer) [12 décembre 1981] (p. 4793) ; amendement n° 99 adopté ; amendements nos 97, 98, 100, 101 et 102 rejetés (p. 4794).

PEUZIAT (Jean)

Député du Finistère
(7e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : exemple de Plogoff [7 octobre 1981] (p. 1575) ; nécessité de porter le débat sur l'énergie devant le pays ; politique du secret du précédent Gouvernement ; réorientation du développement énergétique ; énergie et emploi (p. 1576).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale : questions :* évolution des crédits de la société nationale de sauvetage en mer [9 novembre 1981] (p. 3401) ; formation des marins : conflit à l'E. A. M. d'Audierne (p. 3402).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* sous-évaluation des prix de référence par l'arrêté du 29 juillet 1977 relatif aux prix des logements neufs à usage locatif bénéficiant des prêts de l'Etat ; difficultés des organismes d'H. L. M. ; nécessité de relever les prix de référence [12 novembre 1981] (p. 3565).

PHILIBERT (Louis)

Député des Bouches-du-Rhône
(9e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

PIDJOT (Roch)

Député de la Nouvelle-Calédonie
(1re circonscription)
Apparenté socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [*J.O.* du 8 août 1981] (p. 2187).

DEPOTS

Proposition de loi portant règlement du **problème foncier en Nouvelle-Calédonie (n° 590)** [3 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **situation en Nouvelle-Calédonie** : assassinat de Pierre Declercq ; tension entre les communautés du territoire [14 octobre 1981] (p. 1783).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* héritage légué par vingt-deux ans de néo-colonialisme en Nouvelle-Calédonie ; loi foncière ; révision du statut de la société « Le Nickel » [5 novembre 1981] (p. 3208).

PIERRET (Christian)

Député des Vosges
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur général de cette commission [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 28 juillet 1981] (p. 2079).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 29 juillet 1981] (p. 2087).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251) [30 juillet 1981] (p. 589).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 [*J.O.* du 16 décembre 1981] (p. 3425).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 16 décembre 1981] (p. 3425).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 19 décembre 1981] (p. 3465).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1981] (p. 3466).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [*J.O.* du 22 décembre 1981] (p. 3482).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du 4e projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 [*J.O.* du 24 décembre 1981] (p. 3506).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de l'économie, des finances et du Plan sur le **projet de loi (n° 3) de finances rectificative pour 1981 (n° 88)** [10 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la **commission mixte paritaire** constituée pour l'examen du **projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 242)** [28 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1981,** modifié par le Sénat (n° 240) **(n° 250)** [29 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1981** (n° 299), modifié par le Sénat en deuxième lecture **(n° 300)** [30 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) ; tome I. — Rapport général ; tome II. — Examen de la première partie du projet de loi de finances : Conditions générales de l'équilibre financier ; tome III. — Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances : Moyens des services et dispositions spéciales **(n° 470)** [15 octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1981** (n° 561), **(n° 594)** [3 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1981** (n° 600), **(n° 605)** [10 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances pour 1982 (n° 612)** [15 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982,** modifié par le Sénat (n° 610), **(n° 617)** [16 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1981** (n° 648), **(n° 651)** [18 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1981, rejeté par le Sénat (n° 648), (n° 656)** [18 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982,** rejeté par le Sénat en nouvelle et deuxième lecture (n° 657), **(n° 660)** [19 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1981** (n° 663), **(n° 666)** [22 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1981,** modifié par le Sénat (n° 663) **(n° 667)** [22 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1981** (n° 677) **(n° 678)** [23 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1981** (n° 679) **(n° 680)** [23 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale, rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan: bilan du septennat de M. Giscard d'Estaing en matière économique [15 juillet 1981] (p. 122); recul de la production ; augmentation du chômage ; diminution des revenus disponibles bruts des ménages ; diminution de l'investissement ; inflation accélérée ; déficit des échanges commerciaux avec les grands pays industriels ; évolution des coûts de production ; priorité accordée à l'emploi ; politique économique des Etats-Unis ; sommet d'Ottawa ; création d'emplois publics (p. 123) ; mesures destinées à favoriser l'emploi des jeunes ; compensation par l'Etat d'une partie de l'augmentation du Smic ; majoration d'allocations sociales ; dispositions prises en faveur des agriculteurs et des anciens combattants ; augmentation des crédits du F. D. E. S. ; programme de 50 000 logements sociaux ; effort en faveur des pêches maritimes ; sous-évaluation du déficit prévisionnel pour 1981 ; « apurement du passé » (p. 124) ; déficit budgétaire français inférieur à celui des autres pays européens ; reprise des précédents pactes pour l'emploi ; suppression de la déductibilité de l'impôt sur les sociétés de la taxe exceptionnelle sur certains frais généraux des entreprises ; augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; nécessité d'une réforme fiscale ; relance par la consommation et par l'investissement (p. 125).

Discussion des articles : **article 1er :** s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Serge Charles [16 juillet 1981] (p. 179) ; avoir fiscal (p. 180) ; **après l'article 1er :** amendement n° 6 de la commission (prélèvement exceptionnel de 10 p. 100 sur les entreprises de travail temporaire) : adopté (p. 184) ; entreprises de travail temporaire ; contrat de travail à durée indéterminée ; soutient l'amendement n° 7 de la commission (suppression de la réduction de 20 p. 100 des droits de mutation à titre gratuit applicable aux donations-partages ; abattement porté de 175 000 à 200 000 francs) : adopté au scrutin public (p. 186) ; rapport Blot-Meraud-Ventejol ; évasion fiscale ; alignement du droit des donations-partages sur le droit commun des successions ; non-rétroactivité de l'amendement n° 7 ; modification de la rédaction de l'amendement afin de ne pas pénaliser la transmission du patrimoine agricole par la donation-partage (p. 188) ; **article 2 :** soutient l'amendement n° 8 rédactionnel de la commission : adopté (p. 196) ; soutient l'amendement n° 9 de la commission (exclusion du prélèvement exceptionnel sur certains frais généraux des charges déductibles pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu) : adopté (p. 197) ; **article 3 :** soutient l'amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 198) ; **article 5 :** défend l'article 5 (p. 205) ; soutient l'amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 207) ; **article 7 :** soutient l'amendement n° 12 de la commission (modification du champ d'application de l'article 7 : adopté (p. 211) ; nécessité de réflexion sur les éléments de ressources et du train de vie (p. 212) ; **article 8 :** s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Gilbert Gantier visant à supprimer l'article 8 majorant la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; professions visées par cette mesure (p. 214) ; **article 20 :** soutient l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté [17 juillet 1981] (p. 227) ; **article 22 :** soutient l'amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ; soutient l'amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté ; soutient l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ; soutient l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ; soutient l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 228) ; **article 25 :** soutient l'amendement n° 20 de la commission (application de 5 p. 100 sur le point d'indice et non sur l'indice lui-même) : retiré (p. 230) ; **article 26 :** soutient l'amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 231).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur général : majoration de l'abattement prévu en faveur des handicapés ; article 40 de la Constitution [29 juillet 1981] (p. 528).

Discussion des articles : **article 1er :** soutient l'amendement n° 1 de la commission (impôt correspondant aux plus-values bénéficiant de l'abattement de 75 000 francs) : adopté ; soutient l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) : adopté ; **article 1er *bis* :** soutient l'amendement n° 3 de la commission (visant à rétablir l'article 1er *bis* supprimé par le Sénat et relatif au prélèvement exceptionnel sur les bénéfices des entreprises de travail temporaire) : adopté ; **article 1er *ter* :** soutient l'amendement n° 4 de la commission (suppression de la réduction de 20 p. 100 en matière de donations-partages) : adopté ; soutient l'amendement n° **5** de la commission (date d'application de la disposition) : adopté (p. 529) ; soutient l'amendement n° 6 de la commission (date d'application de la disposition) : adopté ; **article 2 :** soutient l'amendement n° 7 de la commission (champ d'application de la disposition relative au prélèvement exceptionnel de 10 p. 100 sur certains frais généraux) : adopté ; soutient l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; soutient l'amendement n° 9 de la commission (seuil d'application de la disposition) : adopté ; soutient l'amendement n° 10 de la commission (exclusion du prélèvement des charges déductibles pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu) : adopté ; **article 3 :** soutient l'amendement n° 11 de la commission (exclusion du prélèvement exceptionnel sur les banques et les établissements de crédit des charges déductibles pour la détermination du bénéfice imposable pour l'année 1981) : adopté ; **article 5 :** soutient l'amendement n° 12 de la commission (champ d'application de la disposition de l'article 5) : adopté ; soutient l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 530) ; **article 6 :** soutient l'amendement n° 14 de la commission (visant à rétablir l'article 6 supprimé par le Sénat et relatif à la suppression de la vignette moto) : adopté ; **article 7 :** soutient l'amendement n° 15 de la commission (visant à rétablir l'article 7 supprimé par le Sénat et relatif à la modification des droits concernant certains bateaux de plaisance) : adopté (p. 531) ; **article 9 et état A :** soutient l'amendement n° 16 de la commission (de conséquence) : adopté ; **article 10 et état B :** soutient les amendements n° 17, n° 18 et n° 19 de la commission : adoptés (p. 532).

Commission mixte paritaire, discussion générale, rapporteur : relations entre l'Assemblée Nationale et le Sénat ; donations-partages ; majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu ; assistantes maternelles ; entreprises de travail temporaire ; harmonisation du régime fiscal des donations-partages avec celui des successions ; cas de la transmission de l'outil de travail ; groupements agricoles fonciers ; sociétés en situation de suspension provisoire des poursuites ; entreprises exportatrices [29 juillet 1981] (p. 460) ; T. V. A. sur l'hôtellerie de luxe ; vignette moto (p. 461).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur général : modifications apportées par le Sénat [30 juillet 1981] (p. 574).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : disparités entre les communes ; risques pour les finances communales ; nécessité de transférer les recettes fiscales de l'Etat aux collectivités locales ; étapes de la réforme [27 juillet 1981] (p. 376).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : engagement électoral du Président de la République ; arrêté Monory de 1979 établissant la liberté des prix ; faible diffusion du livre en France ; réserve des syndicats

de libraires à l'égard de l'arrêté Monory ; égalité de traitement entre tous les détaillants de livre ; interdiction de publicité sur les rabais ; arbitrage des intérêts en cause par l'Etat ; politique contractuelle [30 juillet 1981] (p. 556).

Discussion des articles : **article 1er :** soutient l'amendement n° 1 de la commission des finances (impression du prix du livre, remise de 5 p. 100) ; carte de fidélité (p. 566) ; ses observations sur le sous-amendement n° 32 de la commission (p. 567) ; amendement n° 1 adopté après modification (p. 569) ; **article 5 :** soutient l'amendement n° 3 de la commission des finances (restriction des possibilités de ventes à prime) : rejeté (p. 579) ; **article 8 :** soutient l'amendement n° 4 de la commission des finances (application de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et à la répression des infractions à la législation économique) : adopté (p. 581).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, discussion générale, rapporteur général : reprise de la production industrielle ; analyse « Keynes plus » ; concentration de l'appareil productif au cours des quinze dernières années ; expansion des firmes transnationales ; réduction de l'impact des instruments nationaux de régulation, notamment des politiques monétaires ; éclatement du système monétaire international ; politiques de stabilisation menées par les grands pays industriels ; renversement de perspectives imposé par la priorité donnée par le Gouvernement au plein emploi ; rôle des services dans le développement économique ; élargissement des déterminations du rythme et du contenu de la croissance aux besoins collectifs ; développement de la demande sans nouvelle flambée inflationniste ; relance de l'investissement productif ; dosage des instruments régulateurs : politique des prix, politique de la concurrence, politique de solidarité et de redistribution, politique des revenus, politique sélective des investissements, planification nouvelle ; plan, lieu de toutes les interactions et du dialogue entre l'Etat et les entrepreneurs [27 octobre 1981] (p. 2604) ; sensibilité accrue de l'économie française à la concurrence internationale ; détérioration des positions de l'industrie française ; déficit des échanges avec les grands pays industriels ; vieillissement ininterrompu de l'appareil productif depuis 1974 ; industries de biens de consommation et de biens intermédiaires ; persistance de la faiblesse des investissements ; baisse des capacités d'autofinancement des entreprises ; asphyxie progressive de l'économie française ; premières décisions économiques du Gouvernement : stimulation de la demande par l'augmentation du S.M.I.C., des allocations familiales, la création d'emplois publics, la relance du marché du bâtiment, la recherche, la meilleure répartition du temps de travail et une plus juste maîtrise des revenus nominaux ; nationalisations ; pôles principaux de la politique budgétaire ; impôt sur les grandes fortunes ; réforme de l'impôt sur le revenu au profit des couches sociales défavorisées ; lutte contre la fraude fiscale ; déficit actif pour l'emploi ; correction des inégalités de patrimoine ; impôt sur le revenu des petits et moyens contribuables ; absence de dispositions dans le projet de budget relatives à l'épargne ; étude globale des problèmes d'épargne par une commission ad hoc ; raréfaction de l'épargne (p. 2605) ; priorité accordée à l'orientation de l'épargne vers l'industrie ; accroissement des concours à l'industrie ; initiatives visant à assurer au secteur des petites et moyennes entreprises des conditions de crédit meilleures ; choix d'une économie ouverte ; réduction des inégalités ; maîtrise de l'inflation par les coûts ; actions structurelles et politique conjoncturelle étroitement liées ; nécessité d'une évolution moins rapide des dépenses publiques dans l'avenir ; ponctions de l'Etat sur le marché financier ; accroissement des ressources de l'Etat par la reprise de l'expansion ; régulation des dépenses du budget social de la nation ; mesures d'accompagnement du réajustement monétaire ; à-coups dans la politique fiscale ; nécessité de ne pas perturber les « micro-plans » des ménages ; desserrement de la contrainte du secteur bancaire sur les entreprises ; partage du travail (p. 2606).

Première partie, discussion des articles : **article 1er :** principe de territorialité en matière fiscale [28 octobre 1981] (p. 2683) ; **avant l'article 2 :** application de l'impôt sur la fortune à une très faible minorité de contribuables ; concentration de la fortune en France entre une minorité de foyers fiscaux ; rappel des données statistiques élaborées par le centre d'étude des revenus et des coûts sur les fortunes en France (p. 2686) ; **article 2 :** rappel des justifications de l'impôt sur les grandes fortunes ; inégalité de patrimoine ; impôt simple et directement applicable pour les contribuables qui y sont assujettis (p. 2691) ; modes d'évaluation du patrimoine (p. 2693) ; réforme des droits de succession (p. 2694) ; exclusion de l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes pour les biens professionnels (p. 2697) ; abattement de 3 millions de francs (p. 2698) ; problème de la constitutionnalité et de l'influence sur l'inflation des mécanismes d'indexation (p. 2700) ; inconstitutionnalité d'une indexation fixée en fonction de l'indice dont la composition et les modifications de composition peuvent être prévues par décision administrative (p. 2702) ; accords internationaux en vue d'éviter les doubles impositions ; règles de réciprocité dans l'application des conventions internationales ; imputation par le code général des impôts de l'impôt payé hors de France sur l'impôt payé en France (p. 2703) ; transfert des principes d'évaluation applicables pour les droits de succession à l'impôt sur les grandes fortunes ; application des principes de l'impôt sur les successions pour les biens frappés d'indisponibilité hors de France (p. 2704) ; illégalité de la détermination de l'assiette de l'impôt par le ministre (p. 2705) ; avantages fiscaux des titulaires de compte d'épargne à long terme ; recouvrement de l'impôt sur la fortune (p. 2707) ; **après l'article 2 :** absence de caractère confiscatoire de l'impôt sur la fortune [29 octobre 1981] (p. 2716) ; possibilité pour l'administration de permettre aux héritiers de s'acquitter sur plusieurs années de certains droits de succession ; déductibilité de l'impôt sur les grandes fortunes de l'assiette des droits de succession (p. 2719) ; **article 3 :** problèmes du recouvrement de l'impôt et de l'évasion fiscale (p. 2736) ; refus de faire un sort particulier aux placements de capitaux à l'étranger ou aux possessions à l'étranger ; application à l'impôt sur la fortune des règles de territorialité concernant les droits de mutation à titre gratuit (p. 2737) ; aménagement et répartition des patrimoines entre les personnes physiques membres du même foyer fiscal (p. 2738) ; exclusion de la plupart des familles nombreuses de l'imposition sur la fortune ; problème de l'appréciation globale du poids de l'impôt (p. 2740) ; enfants invalides titulaires de la carte de grand invalide (p. 2741) ; politique d'encouragement du bâtiment (p. 2743) ; situation de l'hôtellerie (p. 2745) ; nouvelle politique culturelle ; politique du livre ; commandes publiques ; aide aux créateurs ; fonds d'intervention pour l'aide à la recherche ; crédits d'acquisition d'œuvres contemporaines ; activités des manufactures ; réformes du système d'aide aux métiers d'art ; fonds d'encouragement pour les métiers d'art ; conservation du patrimoine national français et maintien sur le territoire national ; nécessité de protéger le marché de l'art ; exclusion des bases d'imposition des objets d'antiquité, d'art ou de collection et élévation des taxes en cas de transactions (p. 2748) ; dispositions particulières aux charges déductibles pour les monuments historiques (p. 2763) ; prise en compte des charges afférentes à l'entretien et à la remise en état des monuments historiques ; crédits de protection, d'entretien et d'amélioration du patrimoine historique de la France dans le projet de budget pour 1982 ; distinction entre éléments du patrimoine à l'état pur et éléments du patrimoine prévoyant une retenue suffisante pour s'acquitter de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 2764) ; définition des immeubles classés monuments historiques ; possibilité de déduction des charges foncières prévue par le code général des impôts ; octroi de subventions par l'Etat pour moderniser et entretenir les immeubles classés monuments historiques (p. 2765) ; dispositions de la loi de 1948 relatives au droit au maintien dans les lieux et à l'évolution contrôlée des loyers (p. 2766) ; durée des baux agricoles (p. 2767) ; problème des baux à long terme (p. 2768) ; exploitation des terres agricoles en faire-valoir direct ; problèmes du fermage (p. 2769) ; **après l'article 3 :** règles d'estimation des biens situés à l'étranger (p. 2770) ; **article 4 :** notion de biens professionnels ; principe de la liberté d'inscription au bilan ; garantie bancaire ; transparence des biens professionnels à l'intérieur du patrimoine social d'une société (p. 2774) ; définition de l'exercice d'une profession à titre principal ; suffisance du seuil de l'abattement de 3 millions de francs pour exonérer l'immense majorité des titulaires d'une pension d'invalidité (p. 2776) ; possibilité pour les G.A.E.C. d'opter pour l'imposition des bénéfices réels ; groupements forestiers ; possibilité pour les exploitants forestiers de demander à être imposés au réel ; sociétés anonymes à responsabilité limitée ; notion de gérant majoritaire ; son amendement n° 89 (relatif aux gérants majoritaires des sociétés à responsabilité limitée) (p. 2777) ; qualité de mandataire social ; exercice du travail effectif ; distinction entre gérant majoritaire et gérant minoritaire ; élargissement de la notion de biens professionnels ; assimilation des gérants de S.A.R.L. mino-

ritaires et majoritaires aux gérants de sociétés de personnes ; limitation des risques pour deux époux ; amendement n° 98 adopté (p. 2278) ; inclusion dans les biens professionnels des activités salariées de caractère commercial, technique ou financier ; barre de 5 p. 100 du capital pour participation effective ; seuil de 10 p. 100 ; titres détenus ayant effectivement le caractère de participation (p. 2779) ; son amendement n° 497 (tendant à inclure dans les biens professionnels les actions de sociétés possédées par le conjoint, les ascendants ou descendants, ou frères et sœurs des propriétaires) ; nécessité de tenir compte de la pratique réelle des petites et moyennes entreprises, adopté ; participation à la direction ou à la gestion d'une société en dessous du seuil de 50 p. 100 de détention des parts (p. 2780) ; limite de la prise en considération du caractère familial de la dispersion des actions (p. 2781) ; liberté d'inscription au bilan de société [30 octobre 1981] (p. 2788) ; son amendement n° 100 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 101 rectifié (tendant à prévoir que seule la fraction de la valeur des parts ou actions nécessaires à l'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale de la société constitue un bien professionnel) ; régime des sociétés mères (p. 2789) ; amendement n° 101 rectifié adopté ; actions d'une société détenues par les salariés ; distinction entre participations effectives et placements financiers (p. 2790) ; utilisation des véhicules privés pour l'activité professionnelle ; biens sportifs ; logement de fonction (p. 2791) ; amendements de l'opposition ; qualité du débat parlementaire (p. 2794) ; souci de favoriser le développement des petites et moyennes entreprises (p. 2796) ; **article 5 :** poids de l'impôt sur les grandes fortunes pour l'usufruitier ; usufruit du conjoint survivant ; situation patrimoniale ; prise en compte des revenus ; cas d'un époux remarié qui a fait à son second conjoint une libéralité en propriété (p. 2799) ; faculté pour les enfants du premier lit de reporter le poids de l'impôt sur les grandes fortunes sur le conjoint survivant ; capitalisation ; possibilité d'évasion fiscale par démembrement du patrimoine (p. 2800) ; impôt sur la propriété à la charge exclusive de l'usufruitier ; articles du code civil sur l'usufruit (p. 2801) ; répartition dans l'imposition sur la fortune entre nu-propriétaire et usufruitier selon l'âge (p. 2803) ; évasion fiscale (p. 2806) ; notion de perception effective de revenu ; droit d'usage et droit d'habitation ; nus-propriétaires majeurs (p. 2807) ; cas des usufruits ayant leur source dans la loi ; son amendement n° 496 (inclusion des biens grevés de l'usufruit ou du droit d'usage ou d'habitation respectivement dans les patrimoines de l'usufruitier et du nu-propriétaire suivant les proportions fixées par l'article 762 du code général des impôts, lorsque la constitution de l'usufruit ou du droit d'usage ou d'habitation résulte d'une mutation à titre onéreux et que l'acquéreur de la nue-propriété n'est pas l'une des personnes visées à l'article 751 du code général des impôts) : retiré (p. 2808) ; charge de la preuve en ce qui concerne les paradis fiscaux (p. 2810) ; exonération des personnes physiques n'ayant pas leur domicile fiscal en France pour les placements financiers qu'elles réalisent en France (p. 2811) ; son amendement n° 102 (rédactionnel) : adopté ; régime de la séparation des biens ; régime matrimonial de droit commun ; notion de foyer fiscal (p. 2812) ; **article 6 :** tarif de l'impôt dans les autres pays ; abattements ; progressivité de l'impôt et dispersion des patrimoines ; abattement supplémentaire pour biens professionnels (p. 2814) ; imposition de la fortune en fonction de l'importance des patrimoines et de la capacité des contribuables ; régime dérogatoire pour les primes d'assurance-vie (p. 2818) ; nécessité d'une progression dans le tarif de l'impôt (p. 2819) ; plafonnement de la contribution sur les grandes fortunes en fonction du revenu ; logique de l'imposition sur les grandes fortunes ; souci de favoriser l'investissement et l'emploi (p. 2821) ; immeubles soumis au régime de la loi de 1948 (p. 2822) ; **après l'article 6 :** réalité sociologique de l'impôt sur la fortune (p. 2823) ; **article 7 :** exonération des entreprises qui investissent ; report sur quatre ans de l'excès d'investissement net par rapport au montant de l'impôt sur une année déterminée ; comptes courants d'associés ; mode de calcul de la déduction ; règles de transparence fiscale en cas de fusion, de scission d'entreprise ou d'apport partiel d'actifs (p. 2825) ; application de l'impôt sur les grandes fortunes et de l'impôt sur les sociétés à des assiettes différentes ; prise en compte de l'effort réel des entreprises : exclusion des investissements de renouvellement (p. 2826) ; son amendement n° 498 (déduction de l'investissement net en biens professionnels exclusivement) : adopté ; détermination des biens amortissables ; mécanisme favorable à l'investissement pour des biens dont la valeur va croissant (p. 2827) ; dotation aux amortissements ; dépenses de formation professionnelle ; loyers acquittés au titre des obligations définies par les contrats de crédit-bail (p. 2828) ; investissement par emprunt et par autofinancement ; notion d'investissement en bien amortissable ; non-application au cheptel (p. 2829) ; **après l'article 7 :** système des fondations (p. 2836) ; déductibilité des charges de propriété du revenu (p. 2837) ; **article 8 :** possibilité de choix entre le 1er janvier et le 31 décembre pour l'appréciation de la valeur des grandes fortunes (p. 2838) ; caractère déclaratif de l'impôt ; absence de seuil au-dessous duquel il n'est pas perçu d'impôt sur la fortune (p. 2839) ; **après l'article 8 :** déductibilité du montant de l'impôt sur les grandes fortunes des rémunérations versées aux conseils juridiques et fiscaux (p. 2842) ; **article 9 :** spécificité de la récolte forestière ; tolérance de sous-évaluation (p. 2845) ; administration de la preuve en matière commerciale (p. 2847) ; bilan des entreprises et provisions destinées à subvenir aux besoins des salariés ; exclusion des valeurs d'Etat comme moyens de paiement de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 2848) ; remise de pénalités (p. 2849) ; **article 10 :** son amendement n° 103 (soumission des bons anonymes à l'impôt quelle que soit leur date d'émission) : adopté (p. 2851) ; date d'appréciation du caractère imposables des bons anonymes ; principe de l'appréciation des fortunes au 1er janvier de chaque année (p. 2852) ; publicité des bons anonymes (p. 2853) ; **après l'article 10 :** mécanisme d'indexation (p. 2854) ; publicité de la liste des contribuables à l'impôt sur les grandes fortunes (p. 2854) ; impôts expérimentaux ; lien entre les impôts existants (p. 2855) ; **article 11 :** participation des salariés [31 octobre 1981] (p. 2870) ; évolution des tranches de l'impôt sur le revenu ; dénationalisation de la société nationale Elf-Aquitaine ; majoration de la T.V.A. (p. 2874) ; création d'une tranche à 65 p. 100 de l'impôt sur le revenu (p. 2875) ; son amendement n° 104 (institution d'une décote à l'impôt sur le revenu ; abrogation de l'article 157 *ter* du code général des impôts ; déductibilité des pensions alimentaires du revenu imposable ; limitation de la déduction par enfant au montant fixé pour l'abattement prévu par l'article 196 B du code général des impôts ; non-cumul pour un même enfant de la déduction d'une pension alimentaire et du rattachement ; soumission à l'impôt sur le revenu des pensions alimentaires versées à un enfant majeur ; charge des personnes titulaires de la carte d'invalidité ; abrogation des dispositions de l'article 196 A du code général des impôts ; abaissement du montant de la provision pour investissement à 25 p. 100 des sommes portées à la réserve spéciale de participation) (p. 2876) ; réduction de la fiscalité des bas salaires et gage de cette réduction (p. 2877) ; participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises (p. 2878) ; indexation annuelle de la déduction par enfant pour l'entretien des enfants majeurs pour les pensions alimentaires ; montant du gage ; avantages de la décote et de l'entrée linéaire dans le barème de l'impôt sur le revenu ; amendement n° 104 rectifié adopté (p. 2880) ; exonération des petits contribuables et relèvement des taux de la T.V.A. (p. 2881, 2882) ; coût de l'exonération ; dénationalisation de la société Elf-Aquitaine (p. 2882) ; extension de la déduction accordée aux contribuables âgés, aux commerçants exerçant leurs activités dans des communes de moins de 500 habitants ; son amendement n° 105 (de coordination) ; suppression de la dispositiin qui exonérait les célibataires dont la moitié au moins des revenus provenait d'un salaire et qui disposaient d'un revenu inférieur ou égal au plafond de la deuxième tranche du barème ; amendement n° 105 adopté ; son amendement n° 106 de coordination (p. 2889) ; adopté ; politique globale de la famille ; réforme générale de l'impôt sur le revenu ; majoration exceptionnelle destinée à financer l'indemnisation du chômage (p. 2890) ; abattement prévu par le système actuel s'appliquant aux bénéfices et au chiffre d'affaires (p. 2891) ; avantages du quotient familial pour les hauts revenus ; plafonnement du quotient familial (p. 2892) ; subvention et politique en faveur des invalides (p. 2894, 2895) ; son amendement n° 108 (prise en compte dans le quotient familial des personnes rattachées) : adopté (p. 2897) ; son amendement n° 109 (augmentation du quotient familial d'une demi-part pour les titulaires de pensions servies en vertu des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, ainsi que pour les titulaires de la carte de combattant âgés de plus de quatre vingt ans au 31 décembre de l'année d'imposition et majoration à due concurrence de la perte de recettes correspondantes du droit de timbre sur les passeports ordinaires) : adopté ; mécanisme de l'abattement de 10 p. 100 sur les pensions et sur les retraites (p. 2899) ; déduction attachée au salaire du conjoint participant à l'exercice de la pro-

fession commerciale ou artisanale (p. 2900, 2901) ; **après l'article 11 :** déduction des charges afférentes à l'habitation principale (p. 2903) ; système de l'avoir fiscal (p. 2904) ; principe de l'étalement du versement de l'impôt sur le revenu par la veuve ou le veuf en cas de décès d'un contribuable) (p. 2905) ; relèvement des limites de l'abattement prévu dans la loi de 1976 relative aux plus-values ; taxe sur les huiles végétales (p. 2906) ; politique agricole du Gouvernement (p. 2907) ; situation des chômeurs vis-à-vis de l'impôt sur le revenu (p. 2908) ; exonération de l'impôt sur le revenu des locations en meublé de pièces annexes d'une habitation principale (p. 2908, 2909) ; système d'aide à la personne en matière de loisirs ; augmentation des droits sur les alcools (p. 2910) ; **article 12 :** principe de la solidarité ; difficulté de financement de l'U. N. E. D. I. C. ; majoration temporaire prélude à une réforme fiscale ; application du prélèvement de 10 p. 100 aux contribuables passibles d'un impôt sur le revenu supérieur à 25 000 francs [2 novembre 1981] (p. 2926) ; calcul de cette majoration à partir de 15 000 francs d'impôts (p. 2927) ; son amendement n° 110 (majoration de 10 p. 100 applicable aux contributions supérieures à 25 000 francs et calculée à partir de 15 000 francs ; prélèvement exceptionnel de 0,5 p. 1 000 du montant des provisions techniques des entreprises d'assurances) ; s'oppose aux amendements n° 403 de M. Gilbert Gantier et n° 69 de M. Jean de Préaumont (p. 2930) ; majoration avant déduction de l'avoir fiscal : pénalisation des salariés ; amendement n° 110 adopté (p. 2931) ; s'oppose à l'application de la majoration de 10 p. 100 à l'ensemble des prélèvements libératoires ; réforme globale de la fiscalité sur l'épargne ; s'oppose à l'exonération de la majoration pour les retraités et veuves de retraités (p. 2932) ; étalement sur les quatre années antérieures du surcroît de revenus induits par le versement d'un capital de départ en pré-retraite (p. 2933) ; **article 13 :** réduction des déductions forfaitaires en matière foncière (p. 2935) ; déduction forfaitaire pour les propriétés rurales ; déduction forfaitaire pour les immeubles soumis à la loi de 1948 ; **après l'article 13 :** s'oppose à l'amendement n° 91 de M. Etienne Pinte : régime fiscal des indemnités de licenciement et de départ volontaire (p. 2937) ; distinction à établir selon le montant de ces indemnités ; régime de l'étalement applicable aux primes de départ volontaire ; s'oppose à l'exonération des plus-values réalisées sur des biens acquis par donation ou par succession ; loi sur les plus-values ; son amendement n° 111 (prélèvement exceptionnel de 10 p. 100 sur les bénéfices des syndics et administrateurs judiciaires excédant 200 000 francs) (p. 2938) ; mode de rémunération des syndics ; croissance de leurs revenus en fonction de l'aggravation des difficultés des entreprises ; réforme d'ensemble de ces professions et du règlement judiciaire (p. 2939) ; réforme de la profession de syndic ; amendement n° 111 adopté (p. 2940) ; avantages de la S. A. R. L. ; taxe spéciale sur les huiles végétales non conforme aux règles de la C. E. E. ; existence de dispositions favorables à l'agriculture de zones défavorisées ; principe de globalité du revenu imposable (p. 2941) ; **article 14 :** dérapage des frais généraux (p. 2946) ; conteste l'augmentation d'impôt sur les sociétés annoncée par M. Marette ; dépenses pesant sur la compétitivité des entreprises ; relèvement des seuils pour les cadeaux et les frais de réception ; avantages consentis aux dirigeants masqués par les frais généraux ; revision du seuil de 35 000 francs pour les automobiles ; exonération des frais de déplacement professionnels à l'étranger ; aides à l'exportation (p. 2947) ; assainissement de l'activité des entreprises (p. 2948) ; prohibition de mesures discriminatoires à l'encontre de constructeurs européens d'automobiles (p. 2957) ; s'oppose au report à 1982 de la taxation des frais généraux ; frais généraux engagés au titre de l'exportation ; exonération des frais de déplacement (p. 2959) ; régime des frais présentant un caractère d'avantages en nature déclarés par les bénéficiaires à l'impôt sur le revenu ; s'oppose à l'exonération des cadeaux de valeur inférieure à 400 francs ; son amendement n° 112 (seuil de 5 000 francs pour la taxation des cadeaux) (p. 2961) ; s'oppose à la fixation en fonction du chiffre d'affaires du seuil de déclenchement de la taxation des cadeaux ; amendement n° 112 adopté ; s'oppose à l'exonération des frais de réception engagés en liaison avec l'activité de l'entreprise ; difficulté d'application ; abus ; s'oppose à la fixation du seuil de déclenchement de la taxation des cadeaux en fonction de l'effectif de l'entreprise (p. 2962) ; son amendement n° 113 (fixation à 10 000 francs du seuil de déclenchement de la taxation des frais de réception) : adopté ; s'oppose à la fixation de ce seuil en fonction du chiffre d'affaires (p. 2963) ; exonération des immeubles non affectés à l'exploitation : cités ouvrières et crèches (p. 2964) ; son amendement n° 114 (exonération des frais de congrès) (p. 2965) ; rejeté (p. 2966) ; régime des frais de voyage et des frais engagés pour l'exportation ; exonération des frais de voyage à l'étranger (p. 2967) ; s'oppose à la déductibilité de la taxe du revenu ou du bénéfice ; existence d'impôts non déductibles ; coût de 2 milliards de francs (p. 2968) ; s'oppose au plafonnement de la taxe en fonction du bénéfice ou du chiffre d'affaires (p. 2969) ; régime des frais généraux réintégrés dans le bénéfice imposable (p. 2970) ; possibilité d'étude des conséquences de la taxe par la commission des finances (p. 2971) ; **après l'article 14 :** s'oppose à l'exonération du régime des plus-values à long terme des redevances tirées de l'exploitation des droits de propriété industrielle lorsque la société concessionnaire a son siège à l'étranger ; abus dans le domaine des brevets ; danger d'inciter des entreprises françaises à transférer la gestion de leurs brevets sur des filiales étrangères ; son amendement n° 115 (critères du système des sociétés mères et filiales) ; éviter la prise en compte de participations s'apparentant à des placements financiers ; transparence fiscale dans le domaine des participations entre société mère et filiales (p. 2972) ; amendement n° 115 rejeté ; rejet par la commission d'un amendement tendant à réduire de moitié les avantages de l'avoir fiscal pour les personnes physiques ; s'oppose à la suppression de l'avoir fiscal pour les personnes morales ; hostilité de la commission au maintien de l'avoir fiscal ; examen de la question lors de la discussion du projet de loi de finances pour 1983 (p. 2973) ; son amendement n° 116 (reconduction du prélèvement sur les bénéfices des entreprises de travail temporaire) ; réduction des possibilités de formation, d'expression et de représentation des salariés travaillant pour ces entreprises (p. 2974) ; amendement n° 116 adopté ; s'oppose au plafonnement des rémunérations, indemnités, allocations et avantages aux dirigeants d'entreprise admis en déduction des résultats imposables ; application de la législation existante (p. 2975) ; provisions pour risque constituées par les banques et les compagnies d'assurances ; remise en ordre globale du système bancaire ; s'oppose à la réintégration dans le bénéfice imposable de provisions pour risque constituées par les compagnies d'assurances ; prélèvement exceptionnel de 0,5 p. 1 000 du montant des provisions techniques des compagnies d'assurances (p. 2976) ; **article 15 :** bénéfices bancaires élevés pour 1981 ; taxe acquittée par toutes les banques ; traitement particulier fait au crédit mutuel ; passage de 2 à 3 p. 1 000 du prélèvement [3 novembre 1981] (p. 2988) ; **après l'article 15 :** son amendement n° 117 (réintégration dans le bénéfice imposable du montant des provisions pour fluctuation des cours constituées par les sociétés de raffinage quand ces provisions excèdent 50 p. 100 du montant théorique) (p. 2989) ; surcapacité des installations de production de raffinage ; endettement élevé ; prélèvement supportable par les entreprises (p. 2990) ; approche globale en matière pétrolière (p. 2991) ; taxe intérieure sur les produits pétroliers pour le fuel domestique ; s'oppose à titre personnel à l'amendement n° 117 de la commission ; amendement n° 117 rejeté par scrutin public ; **après l'article 16 :** son amendement n° 118 (majoration des taux de redevance communale et départementale des mines pour les hydrocarbures) ; variation annuelle en fonction du prix des produits : adopté (p. 2992) ; **article 17 :** rapprochement du régime de droit commun de l'imposition des profits de construction ; sanctions pénales et fiscales évitées en cas d'interprétation de la loi (p. 2994) ; son amendement n° 119 (profits de construction ; sanctions pénales et fiscales) : adopté ; **après l'article 17 :** son amendement n° 120 (étude par le Gouvernement du système fiscal du bénéfice mondial) (p. 2295) : retiré (p. 2296) ; **avant l'article 18 :** s'oppose à l'amendement n° 81 de M. Jacques Marette ; exonération de T. V. A. pour des produits de première nécessité (p. 3001) ; **article 18 :** cohérence de la fiscalité pétrolière avec la politique économique et la politique pétrolière avec la politique économique et la politique énergétique ; taxe sur le fuel lourd ; mécanisme d'indexation de la T. I. P. P. ; non-augmentation de la taxe intérieure sur le fuel domestique pour 1982 (p. 3006) ; amendement visant à exonérer les chauffeurs de taxi de la T.I.P.P. à hauteur de 3 000 litres de carburant par an (p. 3007) ; légitimité de la taxation des fuels lourds (p. 3010) ; son amendement n° 121 (augmentation de 13,6 p. 100 de la T. I. P. P.) : retiré ; son sous-amendement n° 571 à l'amendement n° 518 du Gouvernement indexation de la T. I. P. P. sur la limite inférieure de la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu) ; son sous-amendement n° 566 à à l'amendement n° 518 du Gouvernement (majoration de la T. I. P. P. non appliquée au fuel domestique pour 1982) (p. 3011) ; modes d'indexation de la T. I. P. P. ; indexation sur la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu ;

adoption des sous-amendements n°s 566 et 571 à l'amendement n° 518 du Gouvernement (p. 3012) ; approvisionnement de C. D. F.-Chimie en matière première (p. 3013) ; **après l'article 18 :** son sous amendement n° 573 à l'amendement n° 529 de M. Alain Billon (modification du gage de l'amendement n° 529) (p. 3014) : devient sans objet du fait du retrait de l'amendement n° 529 (p. 3016) ; T. V. A. sur les attributions de combustibles aux personnels des houillères nationales : domaine réglementaire (p. 3025) ; T. V. A. sur la redevance télévision (p. 3026) ; **article 20 :** assujettissement à la T. V. A. au taux de 7 p. 100 de la presse périodique proposé par le précédent Gouvernement et ramené à 4 p. 100 par l'actuel Gouvernement ; publication des associations (p. 3030) ; dépôt de projets de loi sur la vie associative ; régime de la T. V. A. pour les écrits périodiques ; tarifs postaux préférentiels (p. 3031) ; **après l'article 20 :** procès d'intention fait par M. Jean-Pierre Soisson au Gouvernement à propos de la majoration de T. V. A. appliquée aux hôtels quatre étoiles ; faible effet sur les prix ; 1 p. 100 des hôtels concernés (p. 3032) ; T. V. A. au taux de 7 p. 100 sur les matériels destinés à économiser l'énergie : régime d'amortissement favorable pour ces matériels ; subventions de l'agence pour les économies d'énergie (p. 3033) ; **article 21 :** ses amendements n° 122 (de conséquence de l'article 21) (p. 3035) et 123 (de conséquence de l'article 21) : adoptés (p. 3036) ; **article 22 :** s'oppose à l'amendement n° 410 de M. Jean-Pierre Soisson modérant la hausse de la vignette et à l'amendement n° 322 de M. Dominique Frelaut (p. 3040) ; date d'application de la T. V. A. aux profession judiciaires (p. 3041) ; vignette moto : engagement du Président de la République (p. 3042) ; **article 23 :** intérêt dans la lutte contre l'évasion fiscale ; champ d'application de la taxe [4 novembre 1981] (p. 3053) ; **après l'article 23 :** exonération de la taxe spéciale des aéronefs privés biplaces ; taxe spéciale sur les huiles végétales importées ; traitement des amendements par le rapporteur (p. 3055) ; **article 24 :** rentabilité élevée des appareils automatiques ; difficultés de contrôle de la recette ; impossibilité d'instituer une taxe d'Etat modulée en fonction de la taille des communes (p. 3058) ; existence d'une taxe communale sur les appareils automatiques au profit des collectivités locales (p. 3059) ; **après l'article 25 :** surtaxe temporaire au droit de circulation sur les vins (p. 3063) ; bouilleurs de cru : maintien du droit actuel ; lutte contre l'alcoolisme ; position du Président de la République (p. 3064) ; accepte l'amendement n° 501 de Mme Renée Soum sur les vins doux naturels (p. 3093) ; pause fiscale pour les petits producteurs (p. 3095) ; **article 26 :** s'oppose à la taxation des messages publicitaires radiodiffusés (p. 3099) ; craintes de M. Edmond Alphandery quant à l'indépendance de la presse (p. 3100) ; mécanisme de l'article 26 antérieurement pratiqué ; propose l'application de l'article 57 du Règlement (p. 3101) ; **article 27 :** son amendement n° 124 (rapport présenté par le Gouvernement au Parlement sur le coût des dispositions mentionnées aux paragraphes I et IV et sur la reconduction d'avantages fiscaux consentis aux sociétés immobilières) (p. 3108) ; régime fiscal favorable bénéficiant à diverses catégories de sociétés réalisant des placements immobiliers ; retrait de l'amendement n° 124 ; son amendement n° 125 (réduction à cinq ans de l'exonération de l'impôt sur les sociétés pour les implantations créatrices d'emplois dans les D. O. M.) : adopté ; son amendement n° 126 (suppression de la déduction forfaitaire de 15 p. 100 sur les dividendes perçus par les actionnaires des sociétés immobilières d'investissement) (p. 3109) ; expiration au 1er janvier 1982 de cette déduction forfaitaire ; adoption de l'amendement n° 126 ; **après l'article 27 :** son amendement n° 127 (réduction de la durée de l'exonération de contribution foncière) ; augmentation du produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties à hauteur d'un milliard de francs pour les collectivités locales en 1982 ; concours de l'Etat aux collectivités (p. 3110) ; exonération de contribution foncière : accession à la propriété sous le régime du P. S. I. (p. 3112) ; impossibilité technique de distinguer entre les différentes catégories de bénéficiaires (p. 3113) ; adoption de l'amendement n° 127 modifié ; **après l'article 28 :** relèvement des droits de timbre, d'enregistrement et des droits fixes de publicité foncière (p. 3114, 3115) ; **article 29 :** étude de la réorganisation de la formation professionnelle ; **après l'article 29 :** abattement de 15 p. 100 sur la valeur locative pour les personnes âgées de plus de 65 p. 100 et ayant élevé trois enfants (p. 3117) ; gage de l'amendement n° 572 de M. Gilbert Gantier (p. 3118) ; conséquences fiscales du concubinage (p. 3119) ; **avant l'article 30 :** responsabilité de l'ancienne majorité de la mauvaise conception de la taxe professionnelle ; harmonisation des T. V. A. européennes ; réforme de la taxe professionnelle dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale (p. 3120) ; majoration du droit de timbre sur les négociations des bourses de valeur et des bourses de commerce (p. 3121) ; **après l'article 24 :** droits réduits pour les cartes grises délivrées consécutivement à un changement d'état matrimonial (p. 3122) ; **article 31 :** ses propositions pour le débat sur l'article (p. 3123) ; son amendement n° 129 (suppression de l'article) : adopté (p. 3125) ; **après l'article 31 :** barème de la taxe sur les salaires (p. 3126) ; réforme de la vie associative (p. 3127) ; **article 35 :** son amendement n° 130 (suppression de l'article) : retiré (p. 3128) ; **article 36 :** refonte globale du mode de financement des communes ; révision en baisse des évaluations de recettes de la T. V. A. pour 1981 ; responsabilité de l'ancienne majorité ; forte progression en 1982 des subventions de fonctionnement de l'Etat aux collectivités locales (p. 3131, 3132) ; s'oppose à l'amendement n° 543 de M. Roger Corrèze et au sous-amendement n° 583 de M. Jean Royer (p. 3136) ; ses observations sur le gage de l'amendement n° 416 de M. Edmond Alphandery (p. 3137) ; **article 37 :** ses amendements n° 131 (redevance prélevée sur la valeur des produits bruts) et n° 132 (conditions de recouvrement du prélèvement) ; législation à l'étranger sur l'exploitation des nodules ; adoption des amendements n°s 131 et 132 (p. 3139) ; **article 40 :** prélèvement au profit de l'Etat sur l'excédent du budget annexe des P. T. T. ; autofinancement de 70 p. 100 des télécommunications ; contribution du budget général au déficit de la poste (p. 3155).

Seconde délibération de la première partie du projet de loi : ses observations sur les amendements déposés par le Gouvernement en seconde délibération (p. 3157).

Deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale,* rapporteur général : temps de parole des rapporteurs [9 novembre 1981] (p. 3425) ; aspects positifs du projet de budget de l'éducation nationale ; rupture décisive avec la politique d'éducation précédemment pratiquée ; créations d'emplois ; action et travail des agents de l'éducation nationale ; importance de l'enseignement technique pour la grande politique industrielle ; nécessité d'augmenter les dotations budgétaires en faveur de l'enseignement technique et en particulier dans le domaine des bourses ; augmentation de l'effort en faveur de certaines catégories d'élèves défavorisés connaissant des difficultés scolaires ; lutte contre le système de l'échec ; impératifs pédagogiques des classes préprofessionnelles de niveau des C. P. P. N. ; nécessité d'un effort considérable en faveur de l'éducation nationale (p. 3431).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* problème de Chypre ; défense des droits de l'homme dans la partie de l'île placée sous l'administration turque ; nécessité de faciliter les négociations en vue d'associer plus étroitement l'île de Chypre à l'avenir de la Communauté économique européenne [19 novembre 1981] (p. 3993).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale,* rapporteur général : création d'un grand ministère du temps libre ; nouvelle organisation de la société permettant l'enrichissement général de l'individu à travers toutes les activités sociales ; renforcement du fait associatif ; statut social des associations ; rappel des lois de 1936 sur les congés payés, la semaine de quarante heures et l'action de Léo Lagrange ; formation des animateurs ; accroissement des subventions aux associations ; augmentation du nombre de postes Fonjep [19 novembre 1981] (p. 4047).

Articles additionnels et articles non rattachés.

Après l'article 58 : son amendement n° 148 : réservé [19 novembre 1981] (p. 4054) ; **article 67 :** donne son accord au texte présenté par le Gouvernement et fait part de son opposition à l'amendement n° 104 de M. Jacques Marette ; son opposition à l'amendement n° 97 de M. Georges Tranchant ; nécessité d'accorder une aide spécifique aux entreprises industrielles ; son opposition au rétablissement de la vignette moto et à la taxe sur les huiles végétales importées ; son opposition à l'amendement n° 219 de M. Gilbert Gantier (p. 4060) ; **article 68 :** son opposition à l'amendement n° 29 de M. Georges Gosnat ; volonté de voir la reconduction des dispositions Monory ne pas s'accompagner d'une modification du mécanisme existant qui permet de réorienter l'épargne vers les actions françaises ; conséquences de la loi de nationalisation sur les valeurs Monory ; problème de l'amortissement des obligations résultant des nationalisations (p. 4061) ; **article 69 :** s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Jacques Toubon tendant à ce que les entreprises déduisent de l'assiette de l'impôt sur le revenu les dons qu'elles ont effectué au profit d'œuvres d'intérêt

public ou philanthropique et à ce qu'une taxe spéciale sur les huiles végétales importées destinées à l'alimentation humaine et animale soit instituée (p. 4062) ; **article 70 :** s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Adrien Zeller et nie le fait que le crédit d'impôt soit avantageux pour les contribuables de revenus modestes (p. 4065) ; **après l'article 70 :** intérêt porté au développement des gîtes ruraux ; son opposition à l'amendement n° 204 de M. Michel Barnier [20 novembre 1981] (p. 4069) ; **article 71 :** taxation des spectacles pornographiques ; nécessité de mettre fin à l'évasion fiscale importante consécutive à la législation sur les meublés ; maintien du régime antérieur pour les véritables loueurs professionnels (p. 4070) ; s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Gilbert Gantier qui entraînerait la non-application de la taxe professionnelle ; son amendement n° 209 (tendant à ne pas exclure des dispositions de l'article 151 *septies* du code général des impôts les loueurs en meublés non professionnels en raison des plus-values qu'ils peuvent réaliser) : adopté (p. 4071) ; **avant l'article 72 :** appartenance au domaine réglementaire des dispositions prévues par l'amendement n° 205 de M. Parfait Jans (p. 4072) ; **article 72 :** justification du paragraphe II de cet article complétant l'article 238-A du code général des impôts ; **article 73 :** ses observations sur l'amendement n° 107 de M. Michel Inchauspé ; constate que cet article pérennise la règle de fait et ne modifie pas les règles d'imposition (p. 4075) ; lutte contre le travail sans facture et la fraude fiscale ; son opposition à l'amendement n° 108 de M. Jacques Marette qui assimile implicitement le système du forfait à un moyen légal de dissimuler des recettes (p. 4076) ; ses appréciations sur l'amendement n° 109 de M. Robert-André Vivien (p. 4076, 4077) ; **article 74 :** obligation de facturation pour les vendeurs de fruits et légumes ; **après l'article 74 :** son amendement n° 149 (insérant après cet article un nouvel article obligeant les personnes effectuant des versements de toute nature au titre de contrats relatifs à la publicité par panneaux-réclame à déclarer les noms et adresses des bénéficiaires ainsi que le montant des sommes versées lorsque celles-ci dépassent 500 francs) ; favoriser une meilleure connaissance des revenus provenant de la location par les propriétaires d'immeubles des droits d'affichage sur leur propriété ; amendement n° 149 adopté (p. 4077) ; **article 66 précédemment réservé :** s'élève contre la volonté de l'opposition d'encourager tous les investissements indépendamment de leurs conséquences sur l'emploi ; reconquête du marché intérieur ; effets bénéfiques de cet article pour encourager l'investissement ; liaison nécessaire entre aide à l'investissement et création d'emplois ; éviter les fraudes liées à des manipulations de l'emploi (licenciements différés) qui pourraient découler de cet article (p. 4081) ; climat hostile au développement des investissements entretenu par l'opposition ; reproche à l'opposition de chercher à « abattre » systématiquement la reprise économique (p. 4083) ; reprise de la croissance française en 1982 prévue par le B. I. P. E. (Bureau d'informations et de prévisions économiques) (p. 4085, 4086) ; ses observations sur l'amendement n° 92 de M. Gilbert Gantier ; droit de critique de l'opposition ; volonté de l'opposition de créer une aide généralisée à l'investissement quelles que soient les créations nettes d'emplois (p. 4086) ; **article 75 :** son sous-amendement n° 218 à l'amendement n° 203 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 4093) ; conservation par l'amendement n° 203 du Gouvernement du régime des sociétés anonymes ; modernisation du régime des titres ; sanctions pour le président du conseil d'administration du directoire des sociétés en cas de non-respect de cet article ; sous-amendement n° 218 adopté (p. 4094) ; **article 76 :** vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble (V. A. S. F. E.) ; inopposabilité des cessions d'actifs couvertes par l'anonymat ; caractère non rétroactif de la loi ; absence de remise en cause du caractère anonyme des bons et conservation de l'option : système anonyme ou système nominatif ; légalité de la détention anonyme d'or (p. 4096) ; son amendement n° 150 (insérant les mots « quelle que soit leur date d'émission » dans la première phrase du second alinéa de cet article par les mots « code général des impôts) : adopté (p. 4097) ; **article 77 :** intérêt de cet article dans la lutte contre la fraude fiscale ; moralisation de la fiscalité (p. 4100) ; parallélisme entre cet article et la loi validée du 22 octobre 1940 (p. 4101) ; « opération confiance » pour les transmissions entre acheteur particulier et commerçant en bijoux, pierreries, objets d'art (p. 4102) ; son amendement n° 151 (exclusion des dispositions du paragraphe 1 de cet article des ressortissants étrangers ne possédant pas de domicile fiscal ou de compte en banque en France) ; contrôle de l'identité des acheteurs étrangers lors du remboursement de la T. V. A. à la sortie du territoire (p. 4103) ; amendement n° 151 adopté (p. 4104) ; son amendement n° 210 (extension des dispositions du paragraphe 2 de cet article aux compagnies d'assurances étrangères exerçant des activités en France) : adopté (p. 4105) ; **article 79 :** son amendement n° 152 (extension de la solidarité pécunière à toute personne ayant participé au délit) (p. 4107) : retiré (p. 4108) ! **article 82 :** son amendement n° 153 (rédactionnel) ; rapatriement des revenus ; amendement n° 153 adopté (p. 4109) ; **article 83 :** commission départementale de conciliation (p. 4111) ; **avant l'article 85 :** son amendement n° 148 (reconduction jusqu'à la fin 1982 des dispositions de l'article 37 de la loi du 31 décembre 1970) : retiré (p. 4112) ; **après l'article 92 :** réforme globale de l'impôt sur le revenu (p. 4113).

Seconde délibération : **article 40 et état A :** respect du délai constitutionnel ; hommage rendu au personnel de l'Assemblée nationale ; relance économique ; institution de l'impôt sur les grandes fortunes ; modification de l'impôt sur le revenu ; lutte contre la fraude fiscale ; volonté à travers le budget de faire de la France un grand pays industriel ; élaboration démocratique du budget ; entente de la majorité ; hommage rendu au ministre du budget (p. 4123) ; rétablissement de la confiance ; changement voulu par la majorité du peuple français (p. 4124) ; loi d'habilitation pour l'édiction des ordonnances (p. 4127).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur général : rôle de la commission mixte paritaire compte tenu de l'existence de majorités politiques différentes dans les deux assemblées ; aboutissement à un texte de moralisation ; maintien des positions de la majorité élue le 10 mai sur l'impôt sur les grandes fortunes, sur les dispositions relatives au plafonnement du quotient familial et l'indexation sur la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; portée de ce texte [16 décembre 1981] (p. 5026, 5027).

Discussion des articles : **avant l'article 2 :** son amendement n° 1 (dénomination de l'impôt sur les grandes fortunes) ; rétablissement du titre « impôt sur les grandes fortunes » [17 décembre 1981] (p. 5033) ; adopté ; **article 2 :** son amendement n° 2 (substitution au terme « patrimoine » les mots « grandes fortunes ») : adopté ; son amendement n° 3 (suppression de la limitation de l'application de l'impôt sur les grandes fortunes à l'année 1982) : adopté ; son amendement n° 4 (suppression de l'exclusion des biens situés en France pour lesquels les redevables justifient d'un impôt sur la fortune dans leur pays) : adopté ; son amendement n° 5 (substitution de l'annualité de l'impôt à sa limitation à l'année 1982) : adopté ; son amendement n° 6 (prise en compte de la situation de famille dans l'imposition de la fortune) : adopté ; **article 2 *bis* :** son amendement n° 7 (suppression de l'article relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer au regard de l'imposition de la fortune) ; problèmes des rapatriés (p. 5034) ; amendement n° 7 adopté ; **article 2 *ter* :** son amendement n° 8 (suppression de l'article) ; suppression du plafonnement du montant total de l'impôt sur le patrimoine de l'impôt sur le revenu et des impôts fonciers à 80 p. 100 du revenu imposable ; problème de la connaissance des revenus ; lutte contre la fraude fiscale ; amendement n° 8 adopté (p. 5035) ; **article 3 :** son amendement n° 9 (prise en compte de la situation de concubinage notoire) ; action de recherche en paternité (p. 5036) ; amendement n° 9 adopté ; son amendement n° 10 (suppression de la possibilité de justification du passif) (p. 5037) ; adopté ; son amendement n° 11 (suppression de l'abattement sur la valeur de l'habitation principale) : adopté ; son amendement n° 12 (suppression de l'exonération des immeubles réservés par un plan d'occupation des sols au profit d'une collectivité publique) : adopté ; son amendement n° 13 (suppression de l'abattement sur la valeur des immeubles qui entrent dans le champ d'application de la loi du 1er septembre 1948) : adopté ; son amendement n° 14 (suppression de l'exemption des immeubles visés à l'article 156 du code général des impôts s'ils sont ouverts régulièrement au public) : adopté ; son amendement n° 15 (suppression de l'abattement de 50 p. 100 pour les châteaux historiques lorsque seuls les parcs et jardins sont ouverts au public) : adopté ; son amendement n° 16 (imposition annuelle des biens professionnels) : adopté ; son amendement n° 17 (abattements sur les biens professionnels) (p. 5038) ; adopté ; problème de l'exportation des œuvres d'art, d'antiquité et de collection ; couverture par un texte législatif de 1941 (p. 5039) ; son amendement n° 18 (suppression de la non-inclusion des stocks nécessaires à l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale dans le calcul de l'assiette de l'impôt sur la fortune) (p. 5040) ; adopté ; son amendement

n° 19 (exclusion des bases d'imposition de l'impôt sur les grandes fortunes des rentes viagères, dans la mesure où elles peuvent être assimilées à des pensions de retraite) : adopté ; son amendement n° 20 (prise en compte dans les bases d'imposition de l'impôt sur la fortune des plans et comptes d'épargne à long terme) : adopté ; son amendement n° 21 (intégration dans l'assiette de l'impôt sur la fortune des dépôts dans les caisses d'épargne) : adopté (p. 5041) ; son amendement n° 22 (augmentation de la taxe prévue à l'article 302 du code général des impôts pour les ventes de bioux, d'antiquités, d'objets d'art ou de collection) : adopté ; son amendement n° 23 (prise en compte dans l'imposition de la fortune des stocks de vins et d'alcools d'une entreprise industrielle, commerciale ou agricole pour leur valeur comptable) : adopté (p. 5042) ; **article 4** : son amendement n° 24 (extension de la notion de biens professionnels aux parts d'une société à responsabilité limitée détenues par un gérant minoritaire si elles représentent 25 p. 100 du capital de la société) ; réduction de l'écart de traitement entre sociétés à responsabilité limitée et les participations dans les sociétés anonymes (p. 5043) ; adopté ; son amendement n° 25 (extension de la notion de biens professionnels aux actions des sociétés lorsque leur propriétaire possède directement ou par l'intermédiaire de son conjoint ou de leurs ascendants ou descendants, ou frères et sœurs, plus de 25 p. 100 du capital de la société et y exerce effectivement des fonctions de direction, de gestion ou d'administration) : adopté ; son amendement verbal de coordination) : adopté ; son amendement n° 26 (exercice de fonctions professionnelles par le propriétaire d'une société à titre principal) : adopté ; son amendement n° 27 (notion de patrimoine mobilier dans la détermination des biens professionnels) : adopté ; son amendement n° 28 (patrimoine et participation au capital d'une société) (p. 5044) ; adopté ; son amendement n° 29 (prise en compte des biens donnés à bail à long terme) : adopté ; son amendement n° 30 (parts de groupements fonciers agricoles) : modifié adopté ; son amendement n° 31 (suppression parmi les biens professionnels des parts détenues dans un groupement forestier) : adopté ; **article 4 bis** : son amendement n° 32 (suppression de l'article) ; assimilation des invalides et handicapés propriétaires ou usufruitiers de fonds agricoles à l'exploitant direct) (p. 5045) ; adopté ; **article 5** : son amendement n° 33 rectifié (constitution de l'usufruit) ; soumission de l'usufruit à l'imposition sur les grandes fortunes afin d'éviter la fraude (p. 5046) ; revenus résultant de l'usufruit ; biens relevant de dispositions particulières en cas de vente de la nue-propriété (p. 5047) ; amendement n° 33 adopté ; **article 6** : son amendement n° 34 (suppression de la limitation de l'application de l'impôt sur la fortune à l'année 1982) : adopté ; son amendement n° 35 (abattement de deux millions de francs lorsque le patrimoine contient des biens professionnels) : adopté ; son amendement n° 36 (suppression de la disposition prévoyant que l'impôt n'est pas perçu au-delà d'un certain montant) : adopté ; son amendement n° 37 (suppression du relèvement des tranches pour charges de famille) : adopté ; son amendement n° 38 (suppression de la majoration de l'abattement pour biens professionnels tenant compte des charges de famille) : adopté (p. 5048) ; **article 7** : son amendement n° 39 (suppression de la déduction pour investissement dans les filiales) : adopté ; son amendement n° 40 (suppression de la déduction pour investissement net en biens vivants dans les exploitations agricoles) : adopté ; son amendement n° 41 (différence entre la déduction des investissements et le montant de l'impôt afférent aux biens professionnels) : adopté (p. 5049) ; son amendement n° 42 (appréciation de l'excédent d'investissement pour les dirigeants des sociétés mères) : adopté ; **article 7 bis** : son amendement n° 43 (suppression de l'article) ; déduction des taxes foncières de l'impôt sur le patrimoine ; amendement n° 43 adopté ; **article 8** : son amendement n° 44 rectifié (indemnité de retard dans le paiement de l'impôt) : adopté ; **article 9** : son amendement n° 45 (référence au code général des impôts pour l'assiette, le recouvrement et l'acquittement de l'impôt sur la fortune) : adopté ; son amendement n° 46 (substitution des mots « grandes fortunes » au terme « patrimoine ») : adopté ; son amendement n° 47 (évaluation des biens imposables et charge de la) ; adopté ; **article 10** : son amendement n° 48 (imposition des bons émis à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi) : adopté ; levée de l'anonymat sur les bons ; son amendement n° 49 (substitution du mot « patrimoine » aux mots « grandes fortunes ») ; adopté ; son amendement n° 50 (calcul du prélèvement lorsque la période allant de l'émission au remboursement du bon est inférieure à un an) ; risque d'évasion fiscale (p. 5050) ; amendement n° 50 adopté ; obligation déclarative des banques en cas de non-perception du prélèvement de 1,5 p. 100 ; **article 10 bis** : son amendement n° 51 (substitution au mot « patrimoine » les termes « grandes fortunes ») : adopté (p. 5051) ; **article 11** : son amendement n° 52 (réduction d'impôt brut résultant de l'application des dispositions des articles 193 et suivants du code général des impôts) ; plafonnement du quotient familial ; amendement n° 52 adopté ; son amendement n° 53 (abattement pour charges de famille) : adopté ; son amendement n° 54 (extension du bénéfice de la demi-part supplémentaire aux contribuables âgés et aux veuves) (p. 5052) ; adopté ; son amendement n° 55 (demi-part supplémentaire pour les invalides mariés et majoration, comme gage, de la taxe sur la valeur ajoutée pour les opérations portant sur les aliments pour animaux) (p. 5053) ; adopté ; **article 11 *bis* A** : son amendement n° 56 (suppression de l'article) : adopté ; **article 11 *bis*** : son amendement n° 57 (abrogation de dispositions réglementaires) : adopté ; **article 12** : son amendement n° 58 (décote sur la majoration de 10 p. 100 de la cotisation d'impôt sur le revenu) : adopté ; son amendement n° 59 (prélèvement exceptionnel sur les entreprises d'assurance passibles de l'impôt sur les sociétés) (p. 5054) ; adopté ; **article 13 *bis*** : son amendement n° 60 (prélèvement exceptionnel sur les émoluments, honoraires ou remboursements de frais des syndics et administrateurs judiciaires) : adopté (p. 5055) ; **article 14** : son amendement n° 61 (suppression de l'exonération de la taxe de certains frais généraux liés à l'exportation) : adopté ; son amendement n° 62 (suppression de l'exonération pour les petites et moyennes entreprises industrielles récemment créées des frais généraux à l'exportation) : adopté ; son amendement n° 63 (extension des frais généraux réintégrés dans l'impôt aux frais de restaurant) (p. 5056) ; adopté ; son amendement n° 64 (réintroduction des frais de congrès ou de manifestations assimilées dans l'assiette de la taxe sur les frais généraux) : modifié adopté (p. 5057) ; **article 14 *bis*** : son amendement n° 65 (prélèvement sur les bénéfices des entreprises de travail temporaire) : adopté (p. 5058) ; **article 16 *bis*** : son amendement n° 66 (relèvement des redevances départementales et communales des mines sur le propane, le butane, l'essence de dégazolinage et certains minerais de fer à compter du 1° janvier 1982) : adopté ; son amendement n° 67 (inversion des taux de redevances communales et départementales) : adopté ; son amendement n° 68 (non-relèvement de la redevance sur le gaz naturel brut) : adopté ; son amendement n° 69 (redevance sur les minerais de soufre autres que les pyrites de fer) : adopté ; **article 17** : son amendement n° 70 (caractère interprétatif de certaines dispositions de l'article) (p. 5059) ; adopté ; **article 18** : son de consommation sur les produits pétroliers) : adopté ; **article 20** : son amendement n° 72 (T.V.A. sur les entreprises de publications non quotidiennes) (p. 5060) : adopté ; **article 22** : son amendement n° 73 (tarif de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur) : adopté (p. 5061) ; son amendement n° 74 (suppression du rétablissement de la vignette sur les motocyclettes) : adopté ; **article 23** : son amendement n° 75 (droit d'escale pour les navires de plaisance) : adopté ; **article 23 *bis*** : son amendement n° 76 (taxe spéciale sur les aéronefs biplaces) : adopté (p. 5062) ; **article 24** : modulation de la taxe sur les appareils automatiques ; relèvement de la taxe locale (p. 5063) ; son amendement n° 77 (suppression du relèvement de la taxe locale sur les appareils automatiques) : adopté (p. 5064) ; **article 27** : son amendement n° 78 (non-renouvellement d'un privilège fiscal accordé aux sociétés immobilières d'investissement) : adopté (p. 5071) ; **article 27 *bis*** : son amendement n° 79 (suppression du prélèvement pour frais de dégrèvement et de non-valeur sur le montant de la taxe d'habitation et majoration de la T.V.A. sur les perles fines) ; réduction de la portée de l'exonération des droits d'enregistrement des premières mutations à titre gratuit (p. 5071, 5072) ; seuil d'exonération pour les successions et les premières mutations à titre gratuit concernant les immeubles (p. 5073) ; amendement n° 79 adopté au scrutin public (p. 5074) ; **article 40 et état A** : son amendement n° 80 rectifié (modification des évaluations des recettes à l'état A et de l'excédent des charges) ; crédits pour l'enseignement technique et les lycées d'enseignement professionnel ; effort en faveur de l'enseignement agricole (p. 5078) ; amendement n° 80 retiré ; **article 42 et état B** : son amendement n° 81 (réduction des crédits du titre III concernant l'agriculture) : adopté ; son amendement n° 83 (majoration des crédits du titre III concernant le commerce et l'artisanat) : adopté ; son amendement n° 86 (majoration des crédits du titre III concernant les départements et territoires d'outre-mer, section commune) : adopté (p. 5079) ; son amendement n° 88 (réduction des crédits du titre III

concernant l'industrie) : adopté ; son amendement n° 89 (majoration des crédits du titre III concernant les relations extérieures, services diplomatiques et généraux) : adopté ; son amendement n° 90 (majoration des crédits du titre III concernant les transports) : adopté ; son amendement n° 82 (majoration des crédits du titre IV concernant l'agriculture) : adopté ; son amendement n° 84 (réduction des crédits du titre IV concernant le commerce et l'artisanat) : adopté ; son amendement n° 85 (majoration des crédits du titre IV concernant la culture) : adopté ; son amendement n° 87 (majoration des crédits du titre IV concernant les départements et territoires d'outre-mer) : adopté ; son amendement n° 91 (majoration des crédits du titre IV concernant les transports) : adopté (p. 5080) ; **article 43 et état C :** son amendement n° 92 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V concernant l'agriculture) : adopté ; son amendement n° 95 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V concernant la culture) : adopté ; son amendement n° 97 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V concernant les départements et territoires d'outre-mer) : adopté ; son amendement n° 93 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI concernant l'agriculture) : adopté ; son amendement n° 94 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI concernant le commerce et l'artisanat) : adopté ; son amendement n° 96 (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI concernant la culture) : adopté (p. 5082) ; **article 48 :** son amendement n° 98 (majoration des crédits concernant les postes et télécommunications) : adopté ; **article 58 *bis* :** son amendement n° 99 (suppression de l'article) ; taux plancher prévu pour la taxe départementale ; dispositions diverses ; amendement n° 99 adopté ; **article 65 :** son amendement n° 100 (réforme de financement de l'audio-visuel) (p. 5083) ; adopté ; **article 65 *ter* :** son amendement n° 101 (rédactionnel) : adopté (p. 5084) ; **article 66 :** son amendement n° 125 rectifié à titre personnel (subordination du bénéfice de la déduction fiscale pour investissement à la condition que l'effectif des salariés soit maintenu pour les entreprises comptant au plus 100 salariés et que cet effectif soit accru pour les entreprises employant plus de 100 salariés) ; reprise de la consommation ; mesures sociales adoptées depuis six mois ; relais de la croissance par l'investissement ; effet conjoncturel de l'aide à l'investissement ; distinction entre les entreprises en fonction du nombre de salariés (p. 5085) ; suppression d'emplois dans les entreprises en cours d'exercice (p. 5086) ; amendement n° 125 modifié adopté au scrutin public ; son amendement n° 124 (suppression de l'institution de la taxe spéciale sur les huiles végétales importées) : adopté (p. 5088) ; **article 67 *bis* :** son amendement n° 103 (régime forfaitaire de l'imposition des bénéfices commerciaux) : adopté ; **article 70 :** son amendement n° 104 (déduction fiscale pour les dépenses destinées à économiser l'énergie dans les logements ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire ou d'une déclaration préalable de travaux) : adopté ; **article 71 :** son amendement n° 105 (substitution du terme « patrimoine » au terme « grandes fortunes » ; son amendement n° 106 (taxe sur la valeur ajoutée des locations des locaux en meublé) ; son amendement n° 107 (taxe sur la valeur ajoutée grevant des locaux d'habitation destinés à l'hébergement des touristes) (p. 5089) ; remboursement de la T. V. A. ; amendements n°s 105, 106 et 107 adoptés ; **article 74 *bis* :** son amendement n° 108 (seuil au-delà duquel la déclaration des loyers versés par les entreprises d'affichage est obligatoire) : adopté ; **article 75 :** statut des sociétés par actions ; inscription en compte des valeurs mobilières (p. 5090) ; modernisation des méthodes de gestion ; concertation avec les organisations syndicales représentatives du personnel, les organismes bancaires et financiers concernés ; son amendement n° 109 (forme nominative des actions émises en territoire français) (p. 5091) ; adopté ; **article 77 :** son amendement n° 110 (établissement par les sociétés et compagnies d'assurances d'un relevé comportant les noms, prénoms et adresses des personnes ayant assuré des bijoux, pierreries, objets d'art, de collection ou d'antiquités d'un montant supérieur à 100 000 francs) : adopté (p. 5092) ; **article 83 :** son amendement n° 111 (composition des commissions départementales de conciliation prévues par l'article 1653-A du code général des impôts) : adopté ; **article 87 *bis* A :** son amendement n° 112 (dotation spéciale attribuée par l'Etat aux communes pour atténuer la charge supportée par elles pour le logement des instituteurs) (p. 5093) ; rejeté ; **article 88 :** son amendement n° 113 (barème des redevances auxquelles sont assujettis les exploitants des installations nucléaires de base) (p. 5094) ; redevance due au titre du contrôle de sûreté des installations nucléaires de base ; amendement n° 113 adopté (p. 5095) ; **article 94 :** son amendement n° 114 (perception d'une taxe de séjour) : adopté ; **article 95 :** son amendement n° 115 (suppression de l'article) ; réduction des crédits de paiement afin de permettre à l'Etat de réaliser des économies budgétaires ; amendement n° 115 adopté (p. 5096).

Troisième lecture, discussion générale, rapporteur général : ses observations sur les conditions de travail de la C. M. P. ; esprit de conciliation des formations majoritaires à l'Assemblée nationale [19 décembre 1981] (p. 5235) ; dispositions prévues pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale ; augmentation des donations-partages pour échapper à l'impôt sur la fortune (p. 5236) ; montant de la fraude et de l'évasion fiscale (p. 5237).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion générale, rapporteur général : complexe d'enseignement de Valbonne ; annulation des crédits destinés à l'aéroport de Strasbourg ; conséquences financières de la réglementation des loyers en ce qui concerne les sociétés d'investissement immobilières ; crédits au titre de la politique industrielle au ministère de l'industrie ; préoccupation de la commission à propos des crédits du ministère de la défense ; transfert des crédits d'équipement à des dépenses de fonctionnement sous-évaluées ; respect des grands principes de la défense nationale définis par le Président de la République et le Premier ministre ; participation des pouvoirs publics dans Matra ; croissance de cette société [7 décembre 1981] (p. 4432) ; contrôle de Matra par MM. Chassagny, Floirat et Lagardère ; différentes formules envisagées pour assurer la prise de contrôle de Matra ; exclusion du secteur des médias du groupe Matra ; offre publique d'échange des actions Matra ; souscription par l'Etat d'une augmentation de capital de la société Matra ; caractère exemplaire de la prise de participation majoritaire dans la société Matra ; réflexion sur la politique économique du Gouvernement (p. 4433) ; activité économique ; tendance ascendante de la consommation ; stagnation des biens d'équipement ; campagne catastrophiste ; création d'un climat stimulant des investissements ; revision en hausse des prévisions pour 1982 des organismes de prévisions ; nécessité d'éviter que la reprise ne se traduise par une augmentation de l'inflation ; politique de reconquête du marché intérieur ; calcul du déficit budgétaire réel ; rétablissement des grands équilibres ; attitude de passivité du précédent gouvernement ; réalisme et rigueur de la politique actuelle ; refus d'accepter le vieillissement continu de l'appareil productif français ; assainissement de l'appareil économique (p. 4434).

Discussion des articles : **article 2 :** nécessité de faciliter les conditions matérielles de fonctionnement des centrales syndicales représentatives (p. 4458) ; **article 7 :** phobie du contrôle fiscal ; amélioration des procédures de lutte contre la fraude ; taux de recouvrement de l'impôt (p. 4462) ; **article 8 :** ses observations sur l'amendement n° 15 de M. Emmanuel Hamel (p. 4466, 4467) ; son amendement n° **1** (rédactionnel) : adopté (p. 4467) ; **article 9 :** absence d'arbitraire de la part des fonctionnaires des impôts ; sanctions méritées par les fraudeurs ; bénéfice du sursis de paiement ; son amendement n° 2 (complétant le deuxième alinéa du paragraphe I par les mots « et des pénalités y afférentes ») : adopté (p. 4469) ; **article 10 :** son amendement n° 3 (évitant une application rétroactive de l'article : adopté (p. 4470) ; **article 11 :** son amendement n° 12 (étendant à l'impôt sur la fortune les dispositions entre Etats de la Communauté sur l'échange des renseignements relatifs aux impôts) ; recouvrement par les services fiscaux français de la taxe à la valeur ajoutée exigible dans un autre Etat de la Communauté sous condition de réciprocité ; amendement n° 12 adopté (p. 4470) ; **article 12 :** actualisation des valeurs locatives ; évolution de la taxe professionnelle (p. 4472) ; son amendement n° **4** (rédactionnel) : adopté (p. 4473) ; **après l'article 12 :** taux majoré de la T. V. A. sur les hôtels de grand luxe (p. 4473) ; son sous-amendement oral (mettant en place les dispositions de l'amendement n° 13 à partir du 1er janvier 1983) ; sous-amendement adopté (p. 4474) ; son sous-amendement n° 21 (rédactionnel) : adopté (p. 4474) ; **article 14 :** caractère exemplaire de la prise de participation de l'Etat dans la société Matra ; indemnisation en cas de licenciement ; application du régime normal U. N. E. D. I. C. (p. 4477) ; **article 15 :** garanties données par l'Etat à l'emprunt de l'U. N. E. D. I. C. ; **article 22 :** dotation particulière pour les villes-centres ; concours donnés aux petites communes ;

dotation globale de fonctionnement (p. 4480) ; **article 23 :** défense des intérêts des travailleurs par les organisations syndicales représentatives dans de bonnes conditions (p. 4482) ; **après l'article 23 :** information du Parlement ; investigations des rapporteurs spéciaux et du rapporteur général en matière fiscale ; secret fiscal ; pouvoir de contrôle du Parlement sur l'emploi des fonds publics ; attitude des précédents gouvernements (p. 4484).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur général : propose le retour au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture pour les articles 8, 9, 10, 12 et 14 ; adoption par la C. M. P. d'un amendement proposé par le Sénat à l'article 20 [18 décembre 1981] (p. 5215).

Discussion des articles : **article 20 :** son amendement n° 1 (rémunération des parts sociales des coopératives agricoles et de leurs unions) devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 3 du Gouvernement (p. 5223).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Discussion générale, rapporteur général : violence des réactions d'une partie des agriculteurs ; profondeur de la crise agricole ; devoir de solidarité envers les agriculteurs les moins favorisés ; opposition entre la bonne santé de l'agriculture française et les difficultés des agriculteurs ; augmentation des volumes produits ; rôle de l'agriculture dans l'économie française ; progrès de la productivité des exploitations ; dépendance et endettement de l'agriculture ; disparité des situations ; diminution de la valeur ajoutée de l'agriculture [15 décembre 1981] (p. 4939) ; augmentation des revenus des agriculteurs depuis 20 ans ; imputabilité de la crise agricole à l'insuffisance des prix payés aux producteurs ; « ciseau des prix » ; politique agricole commune ; saturation progressive des marchés agricoles ; montants compensatoires monétaires ; orientation technico-économique de l'agriculture ; conditions de gestion des exploitations ; mouvement coopératif ; mauvaise connaissance des revenus agricoles ; commission des comptes de l'agriculture ; agriculteurs retraités ; baisse des revenus agricoles depuis 1974 (p. 4940) ; imposition des exploitations agricoles sur la base d'un forfait collectif ; assujettissement au régime de la T. V. A. agricole ; calcul des cotisations sociales sur le revenu cadastral corrigé par le revenu brut agricole départemental ; soutien de la collectivité à l'agriculture ; importance des dépenses bénéficiant à l'agriculture ; niveau des prix alimentaires ; manque d'efficacité des concours de l'Etat à l'agriculture ; crédits de soutien aux marchés ; crédits de bonification des prêts du crédit agricole ; aides au financement du foncier ; enjeu de la nouvelle politique agricole ; conférence annuelle agricole (p. 4941) ; aide sociale ; rétablissement durable de la situation économique des exploitants agricoles ; crédit de solidarité ; modes de soutien des marchés ; plan de développement ; nouvelle politique agricole basée sur l'organisation économique par la maîtrise du foncier et des autres coûts grâce à la connaissance des revenus agricoles ; amélioration de l'environnement économique de l'agriculture ; maîtrise des marchés ; nécessité d'apporter une solution aux problèmes fonciers ; amélioration du niveau technique de l'agriculture et des agriculteurs ; mise en place d'offices par produits ; mise en place d'instruments nouveaux d'action foncière ; amélioration durable de la situation des agriculteurs français (p. 4942).

Première lecture, discussion des articles, rapporteur général : **après l'article 4 :** absence d'obligation d'affection de ses fonds pour le Crédit agricole [17 décembre 1981] (p. 5107, 5108) ; **article 5 :** définition des attributions du Crédit mutuel ; bénéfice fiscal de référence ; taxation des produits de placement des fonds propres ; normalisation (p. 5116) ; mise à niveau fiscal du Crédit mutuel pour l'exercice 1981 ; **article 6 :** son amendement n° 1 (abaissement des seuils d'assujettissement à la T. V. A. des exploitations agricoles) (p. 5117) ; connaissance des revenus agricoles ; inconvénients et avantages de l'assujettissement de l'agriculture à la T. V. A. ; amélioration de la gestion économique des exploitations agricoles ; amendement n° 1 adopté (p. 5118) ; **après l'article 7 :** extension de la réduction de la T. V. A. à l'ensemble des travaux attachés au cycle annuel de production agricole ; coopérative d'utilisation du matériel agricole ; extension du régime dérogatoire du travail ; déduction de la T. V. A. qui a grevé les charges de productions pour les metayers ou les bailleurs (p. 5119) ; **article 8 :** son amendement n° 6 (rédactionnel) : adopté (p. 5120).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur général : caractère infructueux du travail de la C. M. P. ; retour au texte voté par l'Assemblée en première lecture [22 décembre 1981] (p. 5394).

Discussion des articles : **article 1er à article 6 :** ses amendements n°s 1 à 6 (rétablissement du texte voté par l'Assemblée en première lecture) : adoptés ; personnes titulaires de la carte d'invalidité comptées à charge du foyer fiscal qui les a recueillies pour le calcul de l'impôt sur le revenu (p. 5395) ; problème de la situation des ascendants non invalides avec la suppression de l'article 196 A du code général des impôts (p. 5396).

PIGNION (Lucien)

Député du Pas-de-Calais
(3e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).
Représentant titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J. O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

PINARD (Joseph)

Député du Doubs
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).
Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [*J. O.* du 20 décembre 1981] (p. 3475).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— incidents à la frontière franco-suisse : multiplication des tentatives de fraude ; démantèlement des services douaniers [21 octobre 1981] (p. 2263).

— campagne du C. N. P. F. contre la taxe professionnelle : nécessité de mettre un terme aux injustices de la taxe professionnelle [2 décembre 1981] (p. 4350).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : lourdeur de la tutelle financière ; phénomène de remontée à Paris [27 juillet 1981] (p. 379).

Discussion des articles : **après l'article 53 :** son amendement n° 45 (fixation par décret de la liste des directions régionales ayant leur siège dans chaque région [10 septembre 1981] retiré (p. 945).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (n° 142).

Première lecture, discussion générale : signification du 8 mai ; musées de la Résistance ; enseignement de l'histoire et de l'instruction civique ; colloques internationaux [23 septembre 1981] (p. 1277).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : stratégie des grands groupes privilégiant la rentabilité à court terme [14 octobre 1981] (p. 1769) ; caractère stratégique des groupes nationalisables ; exemple de Rhône-Poulenc à Besançon ; logique privée de la recherche du profit à court terme en contradiction avec le développement à long terme ; renforcement du marché intérieur (p. 1770).

PINTE (Etienne).

Député des Yvelines

(2e *circonscription*)

R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson relative à la direction des laboratoires d'analyses médicales par des pharmaciens (n° 59) [24 juillet 1981] (p. 302).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Debré tendant à reconnaître certains droits supplémentaires à la femme, mère de famille (n° 60) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Debré tendant à l'établissement de l'enseignement obligatoire de l'histoire nationale dans les écoles, collèges et lycées (n° 64) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Lucien Richard tendant à modifier l'article L. 351 du code de la sécurité sociale afin de supprimer les conditions de ressources et de durée de mariage pour l'ouverture du droit à pension de réversion (n° 68) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Antoine Gissinger relative au travail occasionnel en agriculture (n° 79) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi, rejetée par le Sénat, en nouvelle et deuxième lecture relative à la participation (n° 153) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Labbé tendant à créer un grade de directeur d'école (n° 184) [24 septembre 1981] (p. 1337).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à créer une médaille de la famille (n° 275) [1er octobre 1981) (p. 1454).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier l'article L. 531 du code de la sécurité sociale relatif à la majoration des allocations familiales (n° 279) [1er octobre 1981] (p. 1454).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [*J.O.* du 3 ctobre 1981] (p. 2703).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour le'xamen du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi [*J.O.* du 3 ocotbre 1981] (p. 2703).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [*J.O.* du 7 octobre 1981] (p. 2734).

Rapporteur de la proposition de loi de M. André Audinot tendant à améliorer les conditions de vie des victimes d'accidents du travail (n° 414) [22 octobre 1981] (p. 2382).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Paul Fuchs relative au statut des langues et cultures régionales dans l'enseignement, les affaires culturelles, l'éducation permanente, la radio et la télévision (n° 425) [22 octobre 1981] (p. 2382).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Paul Fuchs tendant à faciliter l'ouverture des locaux scolaires à des activités extérieures au service public de l'éducation (n° 426) [22 octobre 1981] (p. 2382).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Labbé et plusieusr de ses collègues relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et la gestion des entreprises (n° 432) [22 octobre 1981] (p. 2382).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Environnement) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Barnier tendant à modifier l'article L. 356 du code de la sécurité sociale relatif aux conditions d'attribution de la majoration de pension accordée aux invalides dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne (n° 540) [3 décembre 1981] (p. 4404).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [*J.O.* du 20 décembre 1981] (p. 3475).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [*J.O.* du 23 décembre 1981] (p. 3494).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter **l'article 61 de la Constitution (n° 243)** [28 juillet 1981].

Proposition de loi organique tendant à modifier l'article 40 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux **lois de finances (n° 244)** [28 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à créer **une médaille de la famille (n° 275)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi relative aux **reculs de limites d'âge** pour charges de famille des **agents non titulaires de l'Etat (n° 276)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 décembre 1921 **rapprochant les fonctionnaires** qui, étrangers au département, sont unis par le mariage soit à des fonctionnaires du département, soit à des personnes qui y ont fixé leur résidence **(n° 277)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à garantir la **liberté de parole de l'avocat (n° 278)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 531 du code de la sécurité sociale relatif à la **majoration des allocations familiales (n° 279)** [30 juillet 1981].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome X : **Environnement (n° 471)** [16 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **suspension d'ouverture d'un centre de formation de l'enseignement privé :** suspension de la création d'un centre de formation de l'enseignement privé par le nouveau recteur de l'académie d'Amiens ; formation des maîtres de l'enseignement privé [4 novembre 1981] (p. 3086).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).**

Première lecture, discussion générale : souhaits formulés par Jacques Chirac en faveur de l'abrogation de l'arrêté sur la liberté des prix ; avantages du régime du prix conseillé ; apparition de nouvelles formes de commercialisation du livre [30 juillet 1981] (p. 559) ; inconvénients de la liberté du prix du livre pour les auteurs, les éditeurs, les libraires traditionnels et le lecteur ; portée du régime du prix fixe du livre ; flexibilité limitée du prix du livre ; remise qualitative ; marché à tarif réduit en faveur de l'Etat, des collectivités locales et d'un certain nombre d'associations (p. 560) ; rétablissement par l'ar-

ticle 3 d'une discrimination entre diffuseurs d'inégale importance ; soldes ; ventes à prime ; absence de représentants de consommateurs dans la commission Pingaud-Barreau ; problème du coût du transport (p. 561).

Discussion des articles : **article 1er :** son sous-amendement n° 24 rectifié à l'amendement n° 1 de la commission des finances (versement d'arrhes) (p. 567) ; rejeté (p. 568) ; **article 2 :** son amendement n° 25 (limitation à 5 p. 100 du rabais accordé aux organismes visés à l'article 2) : rejeté (p. 569) ; **article 4 :** distinction entre la notion de solde et de libération des prix (p. 573) ; **après l'article 4 :** son amendement n° 26 (ventes au rabais organisées par les éditeurs) (p. 578) : rejeté ; **article 5 :** son amendement n° 27 (restriction des possibilités de ventes à prime, nécessité de ne pas accroître les privilèges des clubs) (p. 579) ; amendement n° 27 rejeté (p. 580).

Explications de vote : vote favorable du groupe R.P.R. (p. 585).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** prestations supplémentaires exceptionnelles ; inscription du prix sur le livre [31 juillet 1981] (p. 646).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre IV :** dispositions diverses ; **après l'article 50 :** son sous-amendement n° 1433 à l'amendement n° 1377 de la commission (recours ouvert aux P.M.E. auxquelles auront été opposés trois refus successifs de crédit par trois banques nationalisées) : rejeté [26 octobre 1981] (p. 2585).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 3 :** abattement pour charge de famille à l'impôt sur les grandes fortunes ; son amendement n° 192 (tendant à prévoir que, pour chacun des enfants titulaire de la carte de grand invalide, l'abattement sur l'impôt sur la fortune est majoré de 1 million de francs) : rejeté [29 octobre 1981] (p. 2741) ; **article 11 :** son amendement n° 194 (déplafonnement des demi-parts additionnelles attribuées pour un enfant invalide) [31 octobre 1981] (p. 2894) ; politique en faveur des handicapés ; imposition des grosses fortunes (p. 2895) ; amendement n° 194 rejeté au scrutin public (p. 2897) ; **après l'article 11 :** son amendement n° 198 (modification de l'article 87, alinéa 1er, du code général des impôts tendant à mettre fin à la dispense qu'ont certaines catégories d'employeurs de déclarer les rémunérations qu'elles paient à leurs salariés) ; lutte contre la fraude fiscale (p. 2901) ; amendement n° 198 adopté ; son amendement n° 195 (harmonisation de la législation en matière de primes et d'avantages accordés par l'Etat à deux sortes de promotions immobilières : acquisition en un produit unique d'un terrain et d'une maison et acquisition séparée du terrain et de la maison) ; institution d'une taxe spéciale sur les huiles végétales importées ; amendement n° 195 retiré (p. 2902) ; son amendement n° 199 (actualisation de l'abattement de 3 000 francs par an et par déclarant opéré sur le montant des revenus imposables provenant de valeurs mobilières à revenu fixe et augmentation à due concurrence des droits sur les alcools et les tarifs du droit de fabrication) (p. 2903) : rejeté (p. 2904) ; son amendement n° 196 (relèvement de 20 p. 100 des limites et abattements prévus par la loi du 19 juillet 1976 sur les plus-values et institution d'une taxe spéciale sur les huiles végétales) ; rappelle les objectifs des limites et abattements prévus par la loi de 1976 ; politique d'épargne familiale ; inégalité entre la revalorisation des abattements et des limites prévues en faveur des biens immobiliers et celles des biens mobiliers (p. 2906, 2907) ; amendement n° 196 rejeté (p. 2908) ; **article 13 :** son amendement n° 458 (maintien de la déduction de 20 p. 100 pour les immeubles soumis aux dispositions de la loi de 1948) : rejeté ; **après l'article 13 :** son amendement n° 91 (régime fiscal des indemnités de licenciement et de départ volontaire) [2 novembre 1981] (p. 2937) ; indemnités considérées comme des dommages-intérêts même en cas de démission ou de départ volontaire ; amendement n° 91 rejeté ; son amendement n° 92 (régime des plus-values des biens faisant l'objet de mutation à titre gratuit) : rejeté (p. 2938).

Deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* insuffisance de la progression du budget de l'éducation nationale par rapport à celle du budget de l'Etat ; augmentation des crédits de fonctionnement et des crédits d'équipement ; rééquilibrage amorcé entre les dépenses de personnels et les autres dépenses inscrites au budget ; nouvelle orientation prise en matière de recrutement quantitatif du personnel ; création de di-sept mille postes [9 novembre 1981] (p. 3439) ; problème des titularisations ; recrutement par les rectorats de nouveaux maîtres auxiliaires ; revalorisation des indemnités de logement des instituteurs remplaçants-titulaires ; rôle des groupes d'aide psychopédagogique (G. A. P. P.) ; plan d'étatisation des lycées ; financement des cours de musique à horaire aménagé dans les villes, siège de conservatoire ; aide de l'Etat aux communes organisant des classes vertes ; création d'ateliers annexés aux collèges ; restauration scolaire ; financement de la construction des lycées d'enseignement professionel (p. 3440).

Environnement. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : autonomie retrouvée du ministère de l'environnement ; création de quatre grandes directions, direction de l'eau, direction de l'air, direction des espaces naturels, direction de l'information de l'éducation et de l'innovation, direction de la qualité de la vie [10 novembre 1981] (p. 3483) ; création de postes au ministère de l'environnement ; souci du ministre de l'environnement de décentraliser les responsabilités ; reconquête de la qualité de l'eau ; effort d'assainissement entrepris par les six agences de bassins ; lutte contre les pollutions agricoles et les pollutions accidentelles ; pollution à base de nitrate ; problème du prix de l'eau ; pollution de l'air ; création de réseaux d'alerte, de réseaux de surveillance et d'une agence de l'air ; remise en cause de la création d'une agence de l'air à Metz ; lutte contre le bruit ; coût des dommages dûs à la pollution ; poursuite nécessaire des actions positives entreprises dans le passé (p. 3484).

Culture. — *Discussion générale :* muséographie ; enseignement de la musique ; centre Beaubourg [17 novembre 1981] (p. 3884).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 12 :** son amendement n° 13 (autorisant les villes de 100 000 habitants à instituer un tarif progressif pour les débits de boissons) [7 décembre 1981] (p. 4473) ; amendement n° 13 modifié adopté (p. 4474).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 579).

Première lecture, discussion générale : cotisation d'assurance maladie sur les retraites ; couverture sociale des chômeurs non indemnisés ; coût pour l'U. N. E. D. I. C. des mesures nouvelles [14 décembre 1981] (p. 4845) ; incidence du texte proposé sur le travail noir ; abrogation du ticket modérateur d'ordre public ; institution d'une cotisation d'assurance maladie sur les revenus de remplacement ; modulation du minimum vieillesse entre les couples et les personnes seules ; récupération des cotisations sur les artistes plasticiens ; contribution de l'opposition à l'œuvre législative ; financement de la sécurité sociale ; réforme de la sécurité sociale (p. 4846).

Discussion des articles : **article 4 :** déplafonnement de la cotisation d'assurance veuvage ; extension de l'assurance veuvage aux femmes sans enfant ; relèvement du plafond de ressources ouvrant droit à cette assurance (p. 4853) ; recettes procurées par le déplafonnement ; nécessité d'accorder le bénéfice de l'assurance veuvage aux veuves sans enfant ; relèvement du plafond ouvrant droit à l'assurance veuvage (p. 4854) ; **article 5 :** son amendement n° 8 (excluant de l'assiette des cotisations d'assurance maladie les revenus de substitution provenant du chômaeg à temps partiel) ; chômage partiel dû aux intempéries ; définition du S. M. I. C. horaire ; exonération de toutes les indemnités de chômage partiel des cotisations d'assurance maladie ; extension des cotisations d'assurance maladie à tous les revenus de substitution versés au titre du chômage à temps complet ; amendement n° 8 rejeté par scrutin public ; son amendement n° 9 retiré ; **article 6 :** son amendement n° 10 (suppression du premier alinéa de cet article) (p. 4855) : retiré ; son amendement n° 11 (suppression du deuxième alinéa de cet article) : retiré ; **article 8 :** son amendement n° 12 (de suppression) ; inadaptation de cet article à la gestion de la caisse d'assurance maladie ; artistes plasticiens ; amendement n° 12 rejeté (p. 4856).

PISTRE (Charles)

Député du Tarn
(3e circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Agriculture : dépenses ordinaires) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450). — Tome 1 : **Agriculture :** dépenses ordinaires **(n° 475)** [16 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : soutien aux entreprises en difficulté [15 juillet 1981] (p. 114) : P. M. E. et système bancaire ; C. O. D. E. F. I.

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture B. A. P. S. A. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : carences de la politique agricole commune ; baisse du revenu des agriculteurs en 1981 ; aides directes au revenu ; connaissance du revenu réel des agriculteurs [6 novembre 1981] (p. 3232) ; enseignement agricole public : aménagement de l'espace ; bonification des prêts du crédit agricole ; organisation des marchés ; office des vins et des fruits et légumes ; maîtrise du foncier ; S. A. F. E. R. (p. 3233).

— Projet de loi relatif à la durée du mandat des membres des chambres d'agriculture (n° 477).

Première lecture, discussion générale : prorogation du mandat des membres des chambres d'agriculture renouvelable en 1982 jusqu'en février 1983 et renouvellement complet des chambres d'agriculture à cette date ; caractère inéquitable du mode de scrutin actuel ; représentation proportionnelle ; inconvénients du scrutin majoritaire [25 novembre 1981] (p. 4174) ; chambres d'agriculture et établissements publics administratifs ; répartition des fonds publics ; déviation du pouvoir dans les chambres d'agriculture ; multiplication des organismes agricoles ; simplification des modalités d'intervention de l'Etat ; changement dans la composition des chambres d'agriculture et redéfinition de leurs missions ; développement de la décentralisation et aménagement du territoire ; représentation des collectivités locales dans les chambres d'agriculture ; retour à l'esprit mutualiste ; concertation présidant à la réforme (p. 4175).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : cumuls emploi-retraite [8 décembre 1981] (p. 4532) ; répartition du travail disponible ; institution d'un plafond lié au S. M. I. C. évoluant en fonction des charges de famille (p. 4533).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Discussion générale : conférence annuelle agricole ; comparaison entre les aides de 1980 et celles de 1981 [16 décembre 1981] (p. 4985) ; mise en marché des produits ; poids du foncier ; aide accordée aux jeunes ; utilisation des fonds collectés par le crédit agricole ; révision nécessaire de la conférence annuelle agricole ; exemple du Midi-Pyrénées ; création d'un établissement public foncier régional ; rôle des S. A. F. E. R. et des offices ; prise en considération des différences des agriculteurs et des agricultures (p. 4986).

PLANCHOU (Jean-Paul)

Député de Paris
(31e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 26 septembre 1981] (p. 2629).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Culture) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de nationalisation [*J. O.* du 26 novembre 1981] (p. 3223).

Rapporteur du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576) [3 décembre 1981] (p. 4405).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 [*J. O.* du 24 décembre 1981] (p. 3506).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 24 décembre 1981] (p. 3506).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 9 : **Culture (n° 470)** [15 octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 576) approuvant le **plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 592)** [3 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi approuvant le **plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 676)** [23 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 675) approuvant le **plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 681)** [23 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi (n° 683) approuvant le **plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 685)** [23 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : nationalisation du système bancaire prévue par le programme socialiste depuis 1971 ; nécessité de nationaliser l'ensemble du système bancaire pour contrôler la masse monétaire [14 octobre

1981] (p. 1758) ; pesanteur capitaliste dans le secteur bancaire ; méconnaissance de l'intérêt général du développement industriel par les banques privées ; nécessaire restructuration du secteur bancaire ; orientation vers le financement à long terme ; sélectivité du crédit ; affaire de Paribas-Suisse (p. 1759) ; redéfinition de la politique de la Banque de France et des missions du Conseil national du crédit ; régionalisation de certaines structures bancaires ; création d'une banque regroupant des institutions existantes consacrées au financement à long terme ; future charte du crédit (p. 1760).

Discussion des articles : **avant le titre 1er :** conformité du projet au traité de Rome ; démarche supranationale de l'opposition [15 octobre 1981], conformité du projet aux dispositions du traité de Rome sur la concurrence ; atteinte portée à la concurrence par les multinationales (p. 1843) ; conformité du projet aux dispositions du traité de Rome sur les monopoles (p. 1845) ; **titre 1er :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** nationalisation et politique industrielle dynamique ; politique régionale et politiques de branches (p. 1871) ; critères des nationalisations [16 octobre 1981] (p. 1924) ; **article 2 :** avantages de la détention, par des organismes publics, d'actions de sociétés nationalisables : contrôle pluraliste sur le capital de ces sociétés, moindre coût de la nationalisation pour les finances publiques, maintien du réseau des participations existant (p. 1937) ; **après l'article 2 :** son opposition à l'amendement n° 424 de M. Charles Millon (p. 1951) ; **article 3 :** application du droit commun aux sociétés nationalisées ; prévenir l'étatisation (p. 1955) ; **article 4 ;** cession de filiales ou de succursales des cinq sociétés industrielles nationalisées situées hors du territoire national [17 octobre 1981] (p. 1974) ; son opposition à l'amendement n° 324 de M. Michel Noir (p. 1981) ; situations résultant de l'extraterritorialité (p. 1983) ; propos contradictoires tenus par M. Charles Millon (p. 1989) ; cession des participations détenues à l'étranger (p. 1992) ; **après l'article 5 :** indemnisation (p 2009) ; **article 6 :** transfert de la propriété des actions ; non prise en considération des provisions et des comptes consolidés (p. 2019) ; **après l'article 6 :** projet de loi sur l'extension des travailleurs dans les entreprises (p. 2025) ; **article 9 :** désignation des représentants des salariés dans les conseils d'administration [18 octobre 1981] (p. 2052) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 13 :** raisons de procéder à la nationalisation : expression de la volonté populaire contre l'opposition du « mur d'argent » ; développement du capitalisme et transformation radicale du processus de création monétaire ; glissement de celui-ci de la banque centrale à des banques dites de second rang, elles-mêmes de plus en plus internationalisées ; nécessité de restaurer la souveraineté nationale ; nécessité de mettre l'appareil financier au service du développement économique et social ; réorganisation de la politique du crédit et de fonctionnement des établissements bancaires ; champ des nationalisations ; exclusion du secteur coopératif et mutualiste ; exclusion des banques sous contrôle étranger ; inclusion de banques purement régionales ; critères de la nationalisation : seuil de un milliard de francs ; compatibilité du projet de nationalisation avec le traité de Rome (p. 2068) ; liberté des petites et moyennes entreprises vis-à-vis des banques ; parachèvement de l'œuvre de nationalisation commencée en 1945 (p. 2069) ; intégration des banques régionales dans une sinergie industrialo-financière qui les dépasse (p. 2087) ; implantation des banques nationalisées dans les émirats du Golfe persique (p. 2102) ; liste des banques nationalisées [19 octobre 1981] (p. 2111) ; rôle des banques privées dans le développement régional ; **son rappel au règlement :** comportement de l'opposition ; dépôt de 1 200 amendements (p. 2124) ; critères de la nationalisation des banques (p. 2136) ; restructuration dans le secteur bancaire (p. 2149) ; **explications de vote sur l'article 13 :** nécessité de contrôler la création monétaire ; définition d'autres normes de risque pour le secteur bancaire ; vote favorable du groupe socialiste (p. 2150) ; **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 9** précédemment réservé : permanent syndical (p. 2156) ; **article 10 :** nomination aux emplois de direction du secteur public sous le précédent septennat (p. 2167) ; future loi sur les droits des travailleurs (p. 2168) ; **article 12 :** mode de calcul de la redevance versée à la Caisse nationale de l'industrie par les sociétés industrielles nationalisées [20 octobre 1981] (p. 2190) ; composition du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'industrie (p. 2193) ; **avant l'article 13 :** Conseil national du crédit ; future loi bancaire (p. 2217) ; pluralisme du secteur bancaire (p. 2199) ; objectifs des banques (p. 2220) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27 :** rôle négatif joué par Suez et Paribas ; recherche de plus-values boursières ; financement du commerce extérieur assuré à 70 p. 100 par les banques nationalisées (p. 2234) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **après l'article 13 précédemment réservé :** fonds propres des banques et crédit dispensé par elles [21 octobre 1981] (p. 2270) ; **article 15 :** ses observations (p. 2279) ; **article 16 précédemment réservé :** financement du commerce extérieur par les banques nationales ; placements financiers de Paribas ; recherche de la plus-value boursière (p. 2296) ; **article 26 précédemment réservé :** évolution des structures du système bancaire [22 octobre 1981] (p. 2364) ; modifications structurelles et emploi ; rapport Mayoux ; projet de loi bancaire (p. 2371) ; **après l'article 26 :** projet de loi bancaire [23 octobre 1981] (p. 2399) ; manipulations couvertes par les agissements de parlementaires (p. 2404) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 49 :** mécanisme de subrogation réelle (p. 2426) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **avant l'article 27 :** vote du groupe socialiste contre les sous-amendements (p. 2427) ; **article 28 :** ses observations (p. 2428) ; **article 40 :** ses observations (p. 2443) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 32 précédemment réservé :** ses observations [24 octobre 1981] (p. 2469) ; **article 33 précédemment réservé :** article non conforme aux articles 34 et 37 de la Constitution ; projet particulier consacré à l'article 33 ; délai pour rétrocéder ; (p. 2477) ; Paribas-Suisse (p. 2486) ; **article 34 :** incitation au retrait de fonds faite par des banques à leurs clients (p. 2498) ; pour l'adoption de l'article (p. 2503) ; **article 35 :** contre l'amendement n° 152 de M. François Asensi repris par M. Jacques Toubon (p. 2508) ; contre l'amendement n° 1177 de M. Michel Noir (p. 2510) ; **article 36 :** pour l'adoption (p. 2517) ; déclaration de M. Jacques Toubon sur la liberté (p. 2519) ; **article 37 :** favorable aux dispositions de l'article [26 octobre 1981] (p. 2537) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 39 :** pour l'adoption de l'article (p. 2545) ; **article 50 :** suppression de l'article ; future loi sur l'organisation du crédit ; compétences du conseil national du crédit et de la commission de contrôle des banques ; rénovation des statuts du secteur mutualiste et coopératif ; projet de loi sur l'extension des droits des travailleurs (p. 2566) ; contrôle parlementaire sur la nationalisation (p. 2567) ; **après l'article 50 :** soutient l'amendement n° 1377 de M. André Billardon ; création d'un haut conseil du secteur public (p. 2577) ; recherche de la rentabilité à court terme par le secteur bancaire (p. 2578) ; laboratoires pharmaceutiques et liberté de recherche (p. 2582).

Deuxième lecture, discussion générale : contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean Foyer ; exception d'irrecevabilité rejetée le 13 octobre [1er décembre 1981] (p. 4284) ; rejette l'actuelle exception d'irrecevabilité (p. 4285).

— **Fait personnel :** proteste contre les informations erronées qui ont été publiées et qui l'accusaient d'avoir « fouillé » dans les documents de certains membres de l'opposition [26 octobre 1981] (p. 2548, 2549).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, discussion générale : victoire du Gouvernement sur le chômage : maintien du nombre de chômeurs en-dessous du seuil de deux millions ; inversion de la tendance de l'emploi ; portée et sens politique du déficit budgétaire ; déficit incitateur volontariste [27 octobre 1981] (p. 2626) ; création par le budget de près de 125 000 emplois publics ; aides directes au soutien de l'emploi et à la formation professionnelle ; dépenses civiles en capital : relance des équipements en logement ; réappropriation publique de la recherche ; orientation vers l'emploi productif de biens sociaux ; formation des enfants ; création d'effectifs dans les hôpitaux et les établissements sociaux ; secteur de la construction et du bâtiment : augmentation des autorisations de programme ; modération du déficit budgétaire par rapport au coût national du chômage ; reconquête et maîtrise du droit au travail (p. 2627).

Discussion des articles : **article 10 :** levée de l'anonymat sur les bons anonymes ; protection des petits détenteurs de bons anonymes [30 octobre 1981] (p. 2850) ; **article 12 :** déficit de l'Unedic ; conséquences de la politique de l'ancienne majorité [2 novembre 1981] (p. 2923) ; solidarité à travers l'impôt (p. 2924) ; **article 15 :** différentiel entre la moyenne des taux et le taux du marché monétaire au premier semestre 1981 ; loi bancaire [3 novembre 1981] (p. 2988) ; **après l'article 15 :** provisions constituées par les sociétés de raffinage (p. 2991).

Culture. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : monuments historiques ; bibliothèque nationale ; emplois ; investissements ; métiers d'art ; dotation culturelle régionale ; Paris ; encouragement à la création [17 novembre 1981] (p. 3867) ; art musical ; patrimoine ; Opéra de Paris ; théâtres nationaux ; subventions ; centres dramatiques nationaux ; théâtre de l'Est parisien ; inventaire général ; musées ; gardiens de musée ; musée d'Orsay ; livres ; centre national des lettres ; fonds culturel du livre ; bibliothèque ; bibliothèque nationale ; centre Georges Pompidou ; enseignement des arts plastiques ; cinéma (p. 3868) ; décentralisation culturelle (p. 3869).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : historique de la planification en France ; plan Monnet ; plan de développement économique et social ; « ardente obligation » ; adaptation de la société française aux impératifs du capitalisme mondial [11 décembre 1981] (p. 4676) ; conception nouvelle et originale de la planification ; définition du plan ; relations entre le plan et le marché ; orientation des grands investissements ; planification incitatrice, contractuelle et sélectivement normative ; reconquête du marché intérieur ; rénovation de la notion de service public ; refus de la division internationale du travail pour gagner la bataille de l'emploi ; nécessité d'une projection économique et sociale ; inadaptation des conclusions du VIII[e] Plan ; travail préparatoire au prochain plan quinquennal (p. 4677) ; adéquation entre les finances publiques et l'exécution des priorités du plan ; création de comités tripartites dans les différentes branches industrielles ; agrégats de la comptabilité nationale ; théorème du gouvernement : relance maîtrisée de la demande intérieure — reprise de l'investissement productif — processus de croissance ; recherche d'un meilleur équilibre dans la combinaison des facteurs de production ; substitution capital-travail ; coût salarial ; charges en capital ; adaptation des aides publiques à l'objectif d'emploi ; secteur public ; petites et moyennes entreprises ; grands axes du plan intérimaire ; hiérarchisation des priorités ; effort en faveur de la recherche et de la technologie ; secteur du bâtiment et des travaux publics ; programme d'économies d'énergie ; politique industrielle et politique fiscale ; réduction des délais de paiement des marchés de l'Etat ; crédits interentreprises ; affermissement de l'épargne ; équilibre de la balance commerciale ; relèvement de la compétitivité des produits français (p. 4678) ; gestion des finances publiques axée sur l'investissement ; cycle inflationniste ; promotion de la démocratie ; réhabilitation de la condition des travailleurs et extension de leur droit d'information et d'intervention ; renversement de la tendance à la ségrégation culturelle ; coopération internationale ; crise des administrations sociales (p. 4679).

Discussion des articles : **article 1[er] :** travaux de la commission du bilan [12 décembre 1981] (p. 4751) ; stratégie industrielle et financement des entreprises publiques ; contrats de plan entre l'Etat et les entreprises (p. 4752) ; engagement du Président de la République à ne pas procéder à de nouvelles nationalisations (p. 4754) ; financement public des fonds propres des entreprises publiques et charges de services publics ; programme de partage des revenus dans le secteur public (p. 4755) ; secteur public et nouvelle logique économique (p. 4756) ; engagements du Gouvernement lors de la discussion du budget de la défense (p. 4757) ; reconquête du marché intérieur (p. 4758) ; modification des rapports marchands entre la France et le tiers monde (p. 4759) ; partage du travail (p. 4762) ; accroissement de l'utilisation des équipements ; création d'un service public de l'emploi et adaptation entre les offres et les demandes d'emploi (p. 4763) ; généralisation de la réduction de la durée de travail à tous les secteurs ; financement du solde déficitaire des finances publiques et financement des investissements (p. 4764) ; politique des finances publiques ; cadrage financier du plan intérimaire (p. 4765) ; crédits de la défense nationale ; son sous-amendement n° 162 à l'amendement n° 85 de M. Daniel Goulet (mention concernant l'adaptation de l'effort de défense aux exigences d'un environnement international menaçant) (p. 4767) ; sous-amendement n° 162 rejeté ; programmation des mesures sociales nouvelles ; inégalités de la répartition actuelle des prélèvements obligatoires (p. 4769) ; cohérence entre la fiscalité, les recettes et les charges de l'Etat et des collectivités territoriales et des régimes sociaux ; incitation à l'épargne populaire et à la promotion de la famille ; réforme du quotient familial (p. 4770) ; politique de l'épargne (p. 4779) ; modération des revenus ; remontée des seuils d'application de certaines dispositions du droit du travail dans les entreprises (p. 4780) ; amélioration de l'évolution des salaires et réduction de la hausse des prix ; pluralisme du système éducatif (p. 4781) ; réforme d'ensemble du système scolaire ; enseignement technique et formation professionnelle (p. 4782) ; conclusions des contrats-formation avec les services des collectivités locales ; son sous-amendement à l'amendement n° 31 de M. Jean Royer (référence aux contrats conclus avec les branches professionnelles) (p. 4783) ; adopté autonomie de gestion des entreprises publiques (p. 4784) ; rôle du F.D.E.S. ; son sous-amendement n° 163 à l'amendement n° 91 de M. Daniel Goulet (suppression de la référence à la notion de vie locale) ; vie locale et structures administratives (p. 4785) ; sous-amendement retiré ; planification régionale et orientations nationales du plan (p. 4787) ; interventions économiques des collectivités locales (p. 4788) ; son sous-amendement n° 164 à l'amendement n° 93 de M. Daniel Goulet (intégration au plan régional d'un schéma à moyen terme explicitant la politique que la collectivité entend mener en matière agricole) : adopté ; approche européenne de l'aménagement du territoire (p. 4789) ; problèmes du Massif central ; ; zonage et remembrement (p. 4790) ; situation de la Basse-Normandie (p. 4793) ; problèmes des départements et territoires d'outre-mer (p. 4794) ; exportations d'armements et investissements (p. 4795) ; son sous-amendement à l'amendement n° 35 de M. Jean Royer (extension de l'encouragement à la plantation des feuillus à la plantation des résineux) ; sous-amendement adopté (p. 4796) ; adaptations et reconversions dans la sidérurgie et dans la chimie ; plan alcool (p. 4797) ; production de charbon ; débouchés de la production nationale électrique (p. 4798) ; extension de l'usine de La Hague ; impératifs en matière de sécurité des travailleurs et des habitants (p. 4799) ; fixation du prix du gaz ; revenus agricoles ; principe de l'équité sociale (p. 4800) ; reconversion inscrite dans l'évolution de la vie agricole (p. 4801) ; connaissance du revenu des différentes catégories d'agriculteurs (p. 4802) ; revenu cadastral corrigé du revenu brut agricole départemental ; introduction de la notion de progressivité dans l'adaptation à l'agriculture des règles comptables et fiscales de droit commun ; mode de prélèvement des cotisations sociales dans l'agriculture (p. 4803) ; organisation des futurs offices agricoles par produits (p. 4804) ; aides au secteur agricole ; sélectivité de l'aide à l'investissement agricole (p. 4805) ; moyens financiers nouveaux pour les Safer ; création de groupements fonciers agricoles ; répartition des terres par arbitrage de la profession (p. 4806) ; zonage des forêts ; revalorisation des retraites agricoles (p. 4807) ; situation des abattoirs privés ; création d'emplois dans le secteur agricole (p. 4808) ; mesures prévues en faveur de la filière bois et du développement des feuillus et des résineux (p. 4809) ; professions commerciales ; reconquête du marché intérieur (p. 4811) ; concertation au niveau national entre les partenaires sociaux pour étudier l'évolution relative des prix et des revenus ; décentralisation (p. 4812) ; place prioritaire de la famille (p. 4813) ; droit de la famille et revenus familiaux (p. 4814) ; principe du libre choix du médecin ; centres de santé intégrés (p. 4815) ; réforme des structures des hôpitaux ; harmonisation de l'ensemble des régimes de protection sociale (p. 4817) ; prise en compte de l'enfant dans le projet de plan intérimaire ; institution du salaire maternel (p. 4818) ; amélioration de l'efficacité sociale et économique des interventions publiques d'aides au logement (p. 4819) ; orientation du projet de loi sur les rapports entre propriétaires et locataires ; institution du chèque-vacances et problème de l'étalement des vacances (p. 4820) ; développement du sport ; renforcement de la prévention des risques nationaux ; création et développement des corps de sécurité civile ; réforme du service national ; loi de planification militaire (p. 4821) ; projet de création d'un fonds national des risques naturels (p. 4822) ; service national ou civique dans des pays touchés par des catastrophes naturelles (p. 4823) ; efforts entrepris dans le budget de la culture pour 1982 ; développement du volontariat et du bénévolat au service des associations culturelles ; bilan de la politique culturelle des précédents gouvernements ; régression du budget de la culture au cours des dernières années (p. 4824) ; capacité d'accueil et politique tarifaire de l'Opéra (p. 4825) ; promotion des orchestres régionaux ; système éducatif pluraliste (p. 4826) ; **article 3 :** son amendement n° 1 complété par le sous-amendement n° 168 (création et composition des commissions placées auprès du ministre du Plan et chargées de suivre l'exécution

du plan intérimaire) : adopté (p. 4827) ; cohérence du Plan et rejet des amendements de l'opposition ; politique monétaire ; parité du franc (p. 4834).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : persistance du désaccord entre les deux Chambres du Parlement ; demande l'adoption du texte voté par l'Assemblée en première lecture modifié par les trois amendements déposés par le Gouvernement [23 décembre 1981] (p. 5410).

Troisième lecture, discussion générale : demande à l'assemblée de confirmer son vote de deuxième lecture (p. 5428).

POIGNANT (Bernard).

Député du Finistère
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

QUESTIONS

au Gouvernement : attentants en Bretagne, éventuelle participation de la D. S. T. à des attentats imputés au Front de libération de la Bretagne [7 octobre 1981] (p. 1555).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : agences régionales de l'énergie [6 octobre 1981] (p. 1524).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Discussion générale :* système d'aide à la flotte de pêche ; aides communautaires ; aide au carburant ; subvention au titre des économies d'énergie ; gestion des ports de pêche autonomes [9 novembre 1981] (p. 3397).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* situation des personnels de l'enseignement privé [10 novembre 1981] (p. 3468).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* points d'accueil pour jeunes en vacances ; aires naturelles de camping légèrement équipées à des tarifs modiques permettant la découverte du milieu et l'utilisation du patrimoine en restaurant les constructions rurales ; avantages de cette politique ; respect de l'autonomie ; réglementation du camping sauvage ; protection des sites ; animation des jeunes sur les lieux de vacances ; rapport du professeur Schwartz ; possibilité d'une extension en 1982 dans le grand sud-ouest avec le concours du fonds européen de développement régional et en Bretagne avec le concours de l'établissement public régional [19 novembre 1981] (p. 4041).

— Conclusions du rapport n° 559 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Alain Bocquet tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970, dite loi anticasseurs n° 200 ; 2° de M. Lionel Jospin tendant à l'abrogation des articles 314 et 184, alinéa 3, du code pénal, et à la modification de l'article 108, alinéa 2, résultant de la loi anticasseurs n° 351.

Discussion générale : application de la loi anticasseurs pour réprimer les manifestations de Plogoff ; exemples dans la région Bretagne [25 novembre 1981] (p. 4195) ; loi d'amnistie ; suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat et des tribunaux permanents des forces armées (p. 4196).

PONS (Bernard)

Député de Paris
(22e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

POPEREN (Jean)

Député du Rhône
(13e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement et débat sur cette déclaration (n° 11).

Discussion : « Changement par la loi » et par étapes ; appel aux électeurs en cas de nouvelle étape dans la construction du socialisme [9 juillet 1981] (p. 76) : extension du secteur public ; « République des professeurs » (p. 77).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* minorités nationales ; communauté arménienne en France ; peuple turc ; demandeurs d'emploi de moins de vingt-cinq ans ; Z. U. P. ; travailleurs immigrés ; police nationale ; décentralisation ; statut de la fonction publique [17 novembre 1981] (p. 3850).

PORELLI (Vincent)

Député des Bouches-du-Rhône
(11e circonscription)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [15 juillet 1981] (p. 153).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à la défense de la culture familiale de la lavande et du lavandin et à la création d'un office de la lavande et du lavandin (n° 221) [30 juillet 1981] (p. 590).

Rapporteur de la proposition de loi de M. René Rieubon et plusieurs de ses collègues tendant à abroger la loi n° 57-897 du 7 août 1957 portant interdiction de la pêche dans l'étang de Berre (n° 281) [17 septembre 1981] (p. 1181).

Membre suppléant du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Rapporteur de sa proposition de loi relative au retour au domaine public maritime des étangs salés de la Corse communiquant à la mer (n° 535) [19 novembre 1981] (p. 4066).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 [*J.O.* du 24 décembre 1981] (p. 3506).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la défense de la culture familiale de la lavande et du lavandin et à la création d'un **office de la lavande et du lavandin (n° 221)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi relative au retour au **domaine public maritime** des étangs salés de la **Corse** communiquant avec la mer **(n° 535)** [6 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : licenciements abusifs : poursuite par le patronat d'une politique de casse des usines [2 décembre 1981] (p. 4355).

orale sans débat n° 105 : produits fissiles et composés (entreprises) posée le 8 décembre 1981 (p. 4538) ; appelée le 18 décembre 1981 : **politique nucléaire civile** : restructuration du groupe Empain-Schneider ; nécessité d'une gestion tripartite ; proposition de la C. G. T. pour le contrôle public de Creusot-Loire ; atout du nucléaire (p. 5151) ; nationalisation de l'ensemble de la filière ; extension des droits et des pouvoirs des travailleurs et de leurs organisations syndicales (p. 5152).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 4** : problèmes des petites communes [28 juillet 1981] (p. 444) : stratégie des firmes multinationales ; contrepartie donnée aux communes par l'entreprise aidée ; établissement d'une convention, F. D. E. S. (p. 445) ; son sous-amendement n° 425 à l'amendement n° 311 de la commission des finances (respect des mesures législatives et réglementaires prévues pour la sauvegarde des activités économiques) [30 juillet 1981] (p. 547), retiré (p. 548).

Titres III et IV.

Première lecture, discussion générale : transformation des établissements publics régionaux en collectivités territoriales ; confusion entre l'unité nationale et le centralisme de l'Etat ; déséquilibres régionaux ; élection des conseils régionaux au suffrage universel direct ; position charnière de la région entre le pouvoir central et les collectivités locales ; complémentarité entre les différents niveaux d'administration locale ; participation des régions à la planification ; comités d'entreprise ; organisation de travailleurs ; comité économique et social de la région ; rôle culturel et linguistique de la région ; planification contractuelle décentralisée [8 septembre 1981] (p. 808) ; Etat unitaire décentralisé en perspective autogestionnaire (p. 809).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : indépendance ; arbitraire du précédent gouvernement [7 octobre 1981] (p. 1567) ; importance des besoins à satisfaire ; ressources nationales et technologie française ; charbon ; nucléaire (p. 1568) ; retraitement, contrats avec l'étranger ; surgénérateur ; sept tranches pour 1982-1983 ; contrôle public du nucléaire ; diversification de l'approvisionnement pétrolier ; gaz naturel ; énergies nouvelles (p. 1569).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (p. 385).

Première lecture, explications de vote : besoin d'une industrie puissante et dynamique ; opportunité de la prise de participation majoritaire de l'Etat dans Usinor et Sacilor ; hommage à l'action des sidérurgistes et des mineurs de fer de Lorraine, de Denain, de Fos-sur-Mer, de Dunkerque, de Decazeville et de Normandie ; nécessité d'associer les travailleurs à la gestion du nouveau secteur public ; amélioration des conditions de travail ; association des élus locaux à la gestion des nouvelles entreprises sidérurgiques nationales ; vote du projet de loi par le groupe communiste [8 octobre 1981] (p. 1644).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier** : nationalisation de cinq sociétés industrielle, **article 9** : syndicat indépendant dans la sidérurgie à Fos [18 octobre 1981] (p 2057).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 11** : soutient l'amendement n° 306 de M. Georges Gosnat ; incitation fiscale à l'épargne ; travaux de la commission de l'épargne [31 octobre 1981] (p. 2904) ; **après l'article 18** : réduction à 7 p. 100 de la T. V. A. sur la redevance télévision ; moyens financiers nouveaux pour la radio et la télévision [3 novembre 1981] (p. 3025).

Deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale :* construction aéronautique [7 novembre 1981] (p. 3347) ; Airbus 320 ; avion de transport régional ; desserte de la Corse (p. 3348).

Environnement. — *Discussion générale :* augmentation des crédits consacrés à la lutte contre le bruit ; insonorisation des logements sociaux ; lutte contre la nuisance du bruit dans les entreprises ; politique de l'eau ; aménagement des bassins de la Loire et de la Seine ; études d'un système de péréquation du prix de l'eau ; nécessité de démocratiser les comités de bassin et de rendre aux collectivités et à la nation la maîtrise de la filière eau ; part de l'Etat dans l'aide à l'assainissement de l'eau [10 novembre 1981] (p. 3490) ; pollution du Rhône (p. 3491).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).

Troisième lecture, discussion générale : nécessité d'une prise de participation majoritaire de l'Etat dans la sidérurgie comme premier pas vers la nationalisation ; absence d'indemnisation des maîtres de forge ; problème de Solmer et de Dunkerque ; réalisation d'un laminoir à froid à Solmer ; table ronde sur la sidérurgie [18 novembre 1981] (p. 3940).

— Son rappel au règlement : proteste contre un voyage d'affaires actuel de deux députés au Chili [2 décembre 1981] (p. 4357).

— Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : aide publique aux entreprises privées [12 décembre 1981] (p. 4756) ; stabilisation des charges, des impôts et des cotisations sociales sans distinction entre les petites et moyennes industries et le secteur monopoliste ; distorsion entre les entreprises utilisatrices de main-d'œuvre et les autres ; régression de la part relative des cotisations des employeurs (p. 4760) ; harmonisation progressive de la contribution aux cotisations sociales des différentes catégories d'assurés en fonction de leur revenu (p. 4761) ; part respective de l'effort de l'Etat et des actionnaires dans le plan de financement ; aides publiques au secteur privé, exemple de la Solmer à Fos-sur-Mer (p. 4761) ; secteur de la sidérurgie et de la chimie ; reconquête du marché intérieur (p. 4796, 4797) ; centre médical et médecine libérale (p. 4816).

PORTHEAULT (Jean-Claude)

Député du Loiret
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie et énergie. — *Discussion générale :* réouverture des sites nucléaires gelés ; réforme de l'enquête d'utilité publique ; politique des prix pétroliers ; économies d'énergie : dotation de l'A. E. E. ; incitation ; réglementation ; label « haute isolation » [14 novembre 1981] (p. 3753) ; décentralisation de la politique d'économies d'énergie ; plans énergétiques régionaux ; crédits de la géothermie ; vote favorable du groupe socialiste (p. 3754).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : qualification professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans ; rapport Schwartz ; exemple du Greta d'Orléans-Ouest ; logement des jeunes ; pratique de l'alternance : création d'emplois d'initiative locale [9 décembre 1981] (p. 4543).

POURCHON (Maurice)

Député du Puy-de-Dôme
(1re *circonscription*)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [*J. O.* du 1er août 1981] (p. 2113).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Départements et territoires d'outre-mer [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 10 : **départements et territoires d'outre-mer n° 470)** [15 octobre 1981].

Propositions de loi relative au régime de **retraite des enseignants** des écoles dites **« anciennes écoles Michelin » (n° 642)** [17 décembre 1981).

Proposition de loi portant réforme de **l'organisation régionale du tourisme (n° 643)** [17 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres III et IV) n° 105).

Première lecture, discussion générale : transformation de la région en collectivité territoriale ; historique de l'institution départementale ; mise en place des circonscriptions d'action régionale et des commissions de développement économique régional (C. O. D. E. R.) ; développement de l'idée régionale dans les années 1960-1970 ; référendum de 1969 ; loi de 1972 instituant les établissements publics régionaux ; désignation des membres de l'assemblée régionale ; freinage dans l'application de la loi de 1972 ; désignation des membres des comités économiques et sociaux ; élargissement de la compétence des régions ; élection de l'assemblée régionale au suffrage universel ; composition des comités économiques et sociaux [8 septembre 1981] (p. 811) ; moyens nouveaux à la disposition de l'action régionale ; participation des conseils régionaux aux sociétés de développement régional et aux sociétés d'économie mixte ; répartition des aides régionales par les régions ; déplafonnement des ressources régionales (p. 812).

Discussion des articles : **avant l'article 45 :** son amendement n° 328 (intitulé du titre III) : adopté [9 septembre 1981](p. 833) ; **article 45 :** s'oppose au sous-amendement n° 169 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 128 de la commission (p. 838) ; s'oppose au sous-amendement n° 375 de M. Charles Millon à l'amendement n° 128 de la commission (p. 843) ; s'oppose au sous-amendement n° 255 rectifié de M. Serge Charles ; comités économiques et sociaux (p. 844) ; s'oppose au sous-amendement n° 377 de M. Claude Wolff à l'amendement n° 128 de la commission ; comités économiques et sociaux (p. 845) ; **article 46 :** son amendement n° 157 (période intérimaire d'application des lois du 5 juillet 1972 et du 6 mai 1976) (p. 861) ; adopté (p. 862) ; son amendement n° 158 (rédactionnel) : adopté (p. 865) ; **article 47 :** son amendement n° 159 (ordre de préséance des organes régionaux) (p. 867) ; adopté (p. 869) ; **après l'article 47 :** son amendement n° 160 (compétences et saisine du comité économique et social) (p. 869) ; composition du comité économique et social (p. 869, 874) ; son amendement n° 160 tombe en raison de l'adoption de l'amendement n° 132 corrigé rectifié de la commission (p. 875) ; son amendement n° 161 (renvoi à un décret fixant la composition des comités économiques et sociaux et mettant fin aux mandats des conseillers économiques et sociaux) (p. 875) ; repris par la commission (p. 876) ; s'oppose au sous-amendement n° 186 rectifié de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 133 de la commission (p. 877) ; amendement n° 161 rejeté par scrutin public : **article 48 :** retire son amendement n° 162 (patrimoine de la région) [10 septembre 1981] (p. 894) ; compétences économiques des régions (p. 897) ; compétences de la région ; respect du Plan ; s'oppose au sous-amendement n° 268 de M. Charles Millon à l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement (p. 900) ; s'oppose au déplafonnement des ressources fiscales des régions (p. 908, 909) ; **après l'article 48 :** son amendement n° 163 (compétences du conseil régional ; planification régionale) : devenu sans objet (p. 915) ; son sous-amendement n° 395 à l'amendement n° 83 du Gouvernement : devenu sans objet (p. 923) ; **après l'article 55 :** s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Jean-Louis Masson [11 septembre 1981] (p. 955) ; **après l'article 45** (*suite*) : s'oppose à la'mendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (p. 958, 959) ; **article 61 :** allégement des charges ; charges indues que supportent les collectivités locales (p. 991, 992) ; **après l'article 64 :** s'oppose au développement des ressources fiscales des régions ; n° 273, deuxième rectification, de M. Charles Millon (p. 1009).

Seconde délibération : **après l'article 47 :** favorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement : comités économiques et sociaux (p. 1017).

Explication de vote : restitution du pouvoir aux citoyens ; engagement tenu par le Gouvernement (p. 1021).

Deuxième lecture, discussion générale : modification du projet de loi par le Sénat ; compétences et ressources des différentes collectivités ; définition du statut de l'élu local ; refus du Sénat d'accepter les évolutions nécessaires au pays [14 décembre 1981] (p. 4839) ; statut des départements d'outre-mer ; statut de la Corse ; démagogie des propositions sénatoriales ; institution d'un comité des prêts ; contingent « Minjoz » sur les excédents des caisses d'épargne ; prise de participation des établissements publics régionaux dans les sociétés d'économie mixte ; position du Sénat sur les régions ; institution d'une dotation globale d'équipement ; rôle des collectivités locales dans la lutte pour l'emploi ; loi sur les ressources et les compétences des régions (p. 4870).

Discussion des articles : **article 4 :** suppression de cet article par le Sénat [15 décembre 1981] (p. 4892) ; **article 47 :** comités économiques et sociaux ; **article 47** *bis A :* s'oppose à la participation des présidents de conseils généraux aux séances du conseil régional [19 décembre 1981] (p. 5285) ; **article 47** *ter :* composition et compétences du comité économique et social (p. 5288).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale :* son rappel au règlement : attitude de M. François d'Aubert comme rapporteur ; sa propre attitude, en tant que rapporteur, avant le changement de majorité [7 novembre 1981] (p. 3331) ; *questions :* désenclavement du Massif central (p. 3366).

PRAT (Henri)

Député des Pyrénées-Atlantiques
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 35). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [15 juillet 1981] (p. 152).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre titulaire du comité consultatif du fonds national des abattoirs [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J.O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

PREAUMONT (Jean de)

Député de Paris
(23e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre du Conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [*J.O.* du 9 octobre 1981] (p. 2751).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Temps libre : tourisme) [27 octobre 1981] (p. 3641).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 19 décembre 1981] (p. 3465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 38 : temps libre : **tourisme (n° 470)** [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 3 (non-prise en considération pour l'appréciation du seuil de 100 000 francs des plus-values immobilières mais seulement des revenus réguliers) : rejeté [16 juillet 1981] (p. 180) ; son amendement n° 56 (non-prise en considération pour l'appréciation du seuil de 100 000 francs des plus-values mobilières provenant de l'aliénation d'un fonds de commerce, de l'office ministériel, de la clientèle ou de l'entreprise constituant l'instrument de travail du cédant) : rejeté (p. 181) ; **article 5 :** s'opposé à cet article du projet de loi de finances rectificative pour 1981 augmentant le taux de T.V.A. perçu sur les hôtels de luxe ; disposition doublement inadaptée car globale et abordant le problème du tourisme sous l'angle des loisirs ; effet économique négatif pour la balance des paiements (p. 203) ; son amendement n° 4 (de suppression) : rejeté (p. 204).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 3 :** évaluation de l'actif immobilier pour nombre d'entreprises, notamment dans l'hôtellerie, par rapport à l'ensemble des biens professionnels ; risque de voir l'hôtellerie moyenne passer entre des mains étrangères [29 octobre 1981] (p. 2725) ; son amendement n° 260 (tendant à prévoir que les biens immobiliers figurant à l'actif des entreprises dont l'objet est la fourniture de logements ou exclusivement affectés à cette activité par un bail seront compris dans l'assiette de l'impôt sur la fortune après une réfaction de 50 p. 100 (p. 2745) ; rejeté (p. 2746) ; **article 4 :** reconnaissance du caractère de biens professionnels aux parts de sociétés de personnes dans le cadre desquelles un contribuable exerce son activité professionnelle ; sociétés civiles et immobilières (p. 2772) ; **article 4 :** lien existant entre les parts ou actions détenues par des médecins dans une société d'exploitation d'hospitalisation privée et l'exercice de leur activité professionnelle [30 octobre 1981] (p. 2789) ; **article 6 :** soutient l'amendement n° 44 de M. Jacques Marette ; instauration du régime des parts pour la mise en œuvre de l'impôt sur la fortune (p. 2818) ; **après l'article 11 :** institution d'un titre-vacances ; budget du tourisme pour 1982 [31 octobre 1981] (p. 2910, 2911) ; **article 12 :** signification du seuil de 15 000 francs ; inconvénients d'une majoration exceptionnelle [2 novembre 1981] (p. 2923) ; son amendement n° 69 (majoration calculée sur la partie d'impôt supérieure à 25 000 francs) ; son sous-amendement n° 517 à l'amendement n° 110 de la commission (calcul de la majoration sur la part supérieure à 25 000 francs) ; effet de seuil (p. 2930) ; part relativement modeste des revenus correspondant à un impôt de 15 à 25 000 francs ; sous-amendement n° 517 rejeté ; amendement n° 69 devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 110 (p. 2931) ; **article 14 :** possibilité pour l'administration de refuser la qualification de frais généraux ; plafond de la déductibilité des frais en fonction de la dimension de l'entreprise et de la nature de ses activités ; effets sur la restauration (p. 2943) ; son amendement n° 241 (personnes assujetties à la taxe instituée par l'article) ; pénalisation des petites entreprises ; amendement n° 241 rejeté (p. 2957) ; son amendement n° 225 (exonération des cadeaux de valeur inférieure à 400 francs) ; risque de multiplication d'objets fabriqués à l'étranger ; amendement n° 225 rejeté ; son amendement n° 226 (fixation à 5 000 francs du seuil de déclenchement de la taxation des cadeaux) (p. 2961) ; coût inférieur des articles d'importation ; amendement n° 226 adopté (p. 2962) ; son sous-amendement n° 565 à l'amendement n° 564 du Gouvernement (exonération des dépenses et charges concernant les immeubles ou les travaux réalisés en application des dispositions relatives à la participation des employeurs à l'effort de construction (p. 2963) ; charges d'entretien ou d'amélioration des logements sociaux (p. 2964) ; sous-amendement n° 565 rejeté ; son amendement n° 341 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 564 du Gouvernement (p. 2965) ; **article 24 :** taxation des cabines téléphoniques à jetons [4 novembre 1981] (p. 3058) ; répercussion de la charge de la taxe (p. 3059).

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale :* audiovisuel ; radio-télévision ; réforme de l'audiovisuel ; signature d'une convention collective de l'audiovisuel ; programmation [16 novembre 1981] (p. 3825, 3826).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : progression sensible des crédits du tourisme pour 1982 ne représentant néanmoins que 0,02 p. 100 des dépenses de l'Etat ; manque de clarté des documents budgétaires ; analyse des compétences respectives du ministre du temps libre et du secrétaire d'Etat chargé du tourisme ; ambiguïté de la conception de la politique du tourisme ; nécessité d'ouvrir au plus grand nombre le bénéfice d'une politique du tourisme, des sports, de la culture et des diverses formes de loisirs ; ouverture de deux représentations nouvelles, l'une au Brésil et l'autre en Suède ; coopération nécessaire avec le ministère des relations extérieures et avec celui du commerce extérieur [19 novembre 1981] (p. 4023) ; recul de l'influence des réseaux de promotion tels que « France-information-loisirs » et « Bienvenue France » ; progression des subventions allouées aux organismes touristiques et particulièrement aux associations de tourisme culturel et social au détriment des comités régionaux et des syndicats d'initiative et offices de tourisme ; crédits affectés à l'aménagement touristique de la montagne, du littoral et de l'espace rural ; villages de vacances ; financement très limité accordé aux terrains de camping et de caravaning ; recommandations du rapport

Fenech sur l'hébergement en plein air ; faible progression des crédits d'équipement touristique : aide à l'équipement hôtelier, mission interministérielle d'aménagement ; perspectives préoccupantes de l'équilibre de la balance touristique et de la politique de promotion à l'étranger ; amélioration des structures d'accueil ; ambiguïté du projet de budget pour 1982 exprimant la volonté politique de soutien au tourisme associatif ; atteinte portée au marché français du tourisme d'affaires et de congrès ; relèvement du taux de la T. V. A. sur les hôtels et relais de tourisme de catégorie quatre étoiles et quatre étoiles de luxe (p. 4024) ; choix du tourisme dit « social » ; retard apporté à l'institution du « chèque-vacances » ; nécessité de conférer au secrétariat d'Etat au tourisme une plus grande autonomie (p. 4025).

Discussion des articles : **état B, titre III :** son amendement n° 127 (réduction des crédits du chapitre 31-01 de la section commune, inscription du traitement du secrétaire d'Etat au tourisme et des membres de son cabinet dans la section tourisme) : retiré (p. 4053).

PRORIOL (Jean)

Député de la Haute-Loire
(2e circonscription)
U. D. F.

Secrétaire de l'Assemblée nationale

Elu le 14 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).
Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [12 octobre 1981] (p. 38).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).
Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).
Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'écoonmie rurale dans les zones de montagne et défovorisées [*J.O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).
Rapporteur de la proposition de loi de M. Loïc Bouvard tendant à améliorer la condition des femmes seules chefs de famille (n° 505) [3 décembre 1981] (p. 4404).

QUESTIONS

au Gouvernement : dispositions budgétaires : intégration de l'indemnité spéciale de sujétion dans le calcul des droits à pension des fonctionnaires de police ; mesures similaires à prendre pour la gendarmerie, les douanes, les agents d'administration pénitentiaire et les personnels des services des transmissions du ministère de l'intérieur [18 novembre 1981] (p. 3927).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale : récession dûe au choc pétrolier et au système monétaire international ; politique des taux d'intérêt et ses conséquences négatives accentuées par la politique budgétaire de relance du gouvernement ; pressions sur les sociétés nationales [16 juillet 1981] (p. 159) ; pression fiscale ; taxe intérieure sur les produits pétroliers (p. 160).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : histoire de la décentralisation en France ; projet de loi-cadre du précédent gouvernement visant à renforcer les responsabilités locales ; justification de la lenteur dans l'élaboration de ce texte ; précipitation dans l'élaboration du texte du présent gouvernement ; éloignement des élus, des fonctionnaires de l'Etat, consacré par le projet de loi ; chambre régionale des comptes ; fonctionnaires des préfectures ; statut de l'exécutif départemental ; cumul des mandats [27 juillet 1981] (p.386) ; **(Titres III et IV) :** *discussion générale :* loi de 1972 portant création des régions ; améliorations successives introduites dans la législation en 1976, 1977 et 1980 [8 septembre 1981] (p. 817) ; absence dans le projet de loi de définition des attributions et de répartition des ressources entre la région, le département et la commune ; risque de conflit entre la région et les autres collectivités locales ; problème des limites géographiques des régions actuelles ; risque de tutelle régionale sur les deux autres collectivités locales ; comité régional des prêts ; comité des prêts Minjoz ; attribution par l'établissement public régional d'agréments fiscaux ; inégalités entre les régions ; comités économiques et sociaux ; exemple de la régionalisation en Italie ; élection des conseils régionaux au suffrage universel (p. 818).

Deuxième lecture, discussion générale : refonte de l'administration territoriale ; incohérence du Gouvernement ; généralisation de la sanction juridictionnelle ; transfert de l'exécutif départemental et régional ; fonctionnement des chambres régionales des comptes ; coordination des services de l'Etat et des services des collectivités locales ; approbation du texte voté par le Sénat par le groupe U.D.F. ; attitude constructive de l'opposition ; accentuation par le projet des faiblesses de l'administration française ; « procédure d'urgence » ; rôle économique des collectivités locales ; cohérence générale assurée par le Plan ; critères d'aménagement du territoire ; création d'emplois par les collectivités locales [14 décembre 1981] (p. 4868) ; agences départementales ; transfert de l'exécutif des assemblées régionales et départementales ; aspects financiers ; « nouvel ordre administratif » ; pesanteur du formalisme et de la bureaucratie ; nécessité d'un nouveau partage des compétences et des ressources en réservant pour une phase ultérieure l'aménagement des pouvoirs ; différenciation de la réforme selon la taille des communes ; transformation de la région en collectivité territoriale (p. 4869).

Discussion des articles : **article 1er :** soutient le sous-amendement n° 391 de M. Charles Millon à l'amendement n° 2 de la commission : nouvelles règles de la fiscalité locale ; soutient le sous-amendement n° 392 de M. Charles Millon à l'amendement n° 2 de la commission : garanties accordées aux fonctionnaires ; soutient le sous-amendement n° 393 de M. Charles Millon à l'amendement n° 2 de la commission : substitution du représentant de l'Etat dans le département aux autorités municipales en cas de circonstances exceptionnelles (p. 4877) ; **article 3 :** soutient le sous-amendement n° 413 de M. Charles Millon à l'amendement n° 6 de la commission et le retire (p. 4883) ; soutient le sous-amendement n° 400 de M. Charles Millon à l'amendement n° 6 de la commission : réduisant de quinze à vingt jours le délai prévu par l'alinéa 1er (p. 4884) ; soutient le sous-amendement n° 401 de M. Charles Millon à l'amendement n° 6 de la commission : forme écrite des précisions données au maire par le commissaire de la République ; soutient le sous-amendement n° 402 de M. Charles Millon à l'amendement n° 6 de la commission : litiges portés devant les juridictions administratives (p. 4885) ; soutient le sous-amendement n° 406 de M. Charles Millon à l'amendement n° 6 de la commission : suppression de la deuxième phrase du quatrième alinéa de cet amendement ; sursis à exécution (p. 4886) ; soutient le sous-amendement n° 409 de M. Charles Millon à l'amendement n° 6 de la commission, précisant la portée du sursis à exécution (p. 4887) ; **article 4 :** soutient le sous-amendement n° 414 de M. Charles Millon à l'amendement n° 8 de la commission : financement des immobilisations par les communes [15 décembre 1981] (p. 4894) ; dispositions du Plan ; notion d'aides indirectes ; contradiction entre le texte du Plan et le texte de l'amendement n° 8 ; interdiction des interventions directes des communes (p. 4895) ; soutient le sous-amendement n° 420 de M. Charles Millon à l'amendement n° 8 de la commission : notion d'entreprises en difficulté ; aides indirectes accordées par les communes ; convention passée entre la commune et l'entreprise ; nationalisations rampantes (p. 4897) ; échec dans la tentative d'amélioration du paragraphe 3 de l'amendement n° 8 ; soutient le sous-amendement n° 422 de M. Charles Millon à l'amendement n° 8 de la commission : suppression des dérogations à l'interdiction faite aux communes de participer au capital d'une société commerciale (p. 4900) ; le retire (p. 4901).

Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* jugement de la commission sur l'agriculture [6 novembre 1981] (p. 3251) ; menaces sur l'enseignement agricole privé et

l'agriculture de montagne ; prime à la vache allaitante (p. 3252) ; augmentation des prêts bonifiés ; délai d'obtention des prêts ; montants compensatoires monétaires (p. 3253).

Transports. — *Discussion générale : questions :* désenclavement du Massif Central [7 novembre 1981] (p. 3363).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* conclusions de la commission chargée des bilans relative aux progrès accomplis en matière d'habitat [12 novembre 1981] (p. 3554) ; nécessité de favoriser l'activité du bâtiment ; augmentation du nombre des prêts pour l'accession à la propriété ; décision de privilégier le logement à usage locatif ; inconvénients de la concentration excessive des logements sociaux ; amélioration des logements locatifs sociaux ; conventionnement ; allégement des procédures ; opérations d'acquisition-amélioration ; avenir de l'Anah (p. 3555).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* concours de l'Etat aux collectivités locales ; vie locale ; taxe à la valeur ajoutée sur les investissements ; dotation globale de fonctionnement ; fiscalité locale directe ; commission chargée du bilan de la situation de la France dite « commission Bloch-Lainé » ; subventions d'équipement [17 novembre 1981] (p. 3860) ; emprunts des communes ; endettement des collectivités locales ; statut des agents communaux ; réactions de la police et de la gendarmerie devant le laxisme du garde des sceaux ; loi d'amnistie ; décisions du Gouvernement Barre en ce qui concerne le recrutement des policiers ; veuves des policiers ; prime de sujétion (p. 3861) ;

Examen des crédits : **état B, titre III :** son amendement n° 137 (tendant à réduction des crédits destinés à la création d'emplois de personnel de l'administration centrale par la suppression d'emplois de personnels de préfecture) ; effectifs de l'administration parisienne ; pouvoirs des commissaires de la République (p. 3865) ; amendement n° 137 rejeté (p. 3866) ; son amendement n° 138 (tendant à la suppression des crédits correspondant à l'informatisation des cartes d'identité et des titres de séjour) : rejeté (p. 3866) ; **état C, titre V :** son amendement n° 139 (tendant à réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement de 4 millions de francs destinés à des études pour l'équipement des départements et des communes) : rejeté (p. 3867).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins (n° 465).

Première lecture, discussion générale : historique du droit de la mer ; conférence sur le droit de la mer ; législations unilatérales et conventions internationales ; accords de réciprocité ; urgence d'une législation analogue en France et dans les autres Etats intéressés ; sécurité des investissements ; programme d'exploitation de l'Afernod ; instabilité des approvisionnements mondiaux ; intérêt stratégique des nodules polymétalliques ; problèmes de la pollution liée à l'exploitation [24 novembre 1981] (p. 4145) ; rôle de la Polynésie française ; obligation d'utiliser des moyens de transports nationaux (p. 4146).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : méthode du Gouvernement aux antipodes d'une attitude expansionniste ; fatalité d'un champ de travail limité ; alourdissement des charges des entreprises par la réduction de la durée du travail [8 décembre 1981] (p. 4533) ; coût de la cinquième semaine de congés payés ; liberté d'utilisation du chèque-vacances ; complexité de la procédure des contrats de solidarité ; projet de partage du chômage (p. 4534).

Discussion des articles : **après l'article 1er :** son sous-amendement n° 174 à l'amendement n° 10 de la commission : devenu sans objet avec le rejet de l'amendement n° 9 de la commission [10 décembre 1981] (p. 4656).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Discussion générale : impossibilité pour le Parlement d'approuver les mesures sociales financées par les excédents du crédit agricole ; politique agricole du Gouvernement ; progression de 16 p. 100 du budget de l'agriculture alors que le budget de l'Etat croît de 27,9 p. 100 ; engagement formel pris par le gouvernement précédent de comptabiliser en 1980 les aides accordées au titre de 1980 bien que versées en 1981 [16 décembre 1981] (p. 4973) ; manifestations paysannes actuelles ; critique de la sélectivité des aides allouées aux exploitants en difficulté ; condamnation des exploitations moyennes ; solidarité nationale ; pénalisation des investissements agricoles et agro-alimentaires par le prélèvement de 2,7 milliards au crédit agricole ; élargissement des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural prévu à l'article 9 ; fiscalisation du crédit agricole mutuel prévu à l'article 4 risquant d'entraîner un renchérissement des crédits non bonifiés aux agriculteurs ; publication du rapport sur les revenus et impositions des agriculteurs demandé par le précédent gouvernement ; alourdissement inutile des formalités administratives ; incohérence des modalités envisagées par le Gouvernement pour combler la baisse du revenu agricole (p. 4974).

PROUVOST (Pierre).

Député du Nord
(7e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).
Représentant suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J. O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

PROVEUX (Jean).

Député d'Indre-et-Loire
(4e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [*J. O.* du 7 octobre 1981] (p. 2734).

PROVOST (Eliane).

Député du Calvados
(1re circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Louis Mexandeau nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 31 juillet 1981] (p. 2101).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

Q

QUESTIAUX (Nicole)

Ministre d'Etat, ministre de la solidarité nationale
Député de Paris
(13e *circonscription*)
(*Socialiste*)
Ministre de la solidarité nationale

Elue le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).
Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).
Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).
Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [9 septembre 1981] (p. 879).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre d'Etat, ministre de la solidarité nationale : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommée ministre de la solidarité nationale (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Projet de loi relatif à la **prise en charge par l'Etat de certaines cotisations de sécurité sociale** au bénéfice d'entreprises opérant une forte réduction de la durée du travail **(n° 545)** [9 novembre 1981].

Projet de loi portant diverses mesures relatives à la **sécurité sociale (n° 579)** [2 décembre 1981].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Roland Beix : modification de l'assiette des charges sociales** [15 juillet 1981] (p. 115) : allégement des charges sociales afférentes au salaire ; réforme du financement de la sécurité sociale ;

— **M. François Grussenmeyer : régime de sécurité sociale d'Alsace et de Moselle :** applicabilité du règlement [14 octobre 1981] (p. 1782) ;

— **M. Claude Evin : financement de la sécurité sociale :** consultation élargie ; revalorisation du minimum vieillesse, des allocations familiales et de l'allocation logement ; suppression du point supplémentaire de cotisation maladie sur les salaires ; « déficit » du régime général de sécurité sociale ; principe à prestations égales, cotisations égales ; contribution de l'Etat ; gestion du système de soins ; réforme de l'administration des caisses du régime général [4 novembre 1981] (p. 3079) ; assiette des cotisations (p. 3080).

— **M. Joseph Legrand : âge de la retraite :** consultation élargie ; départ à la retraite ; contrat de solidarité ; régime de base et régime conventionnel ; garantie de ressources [4 novembre 1981] (p. 3083) ;

— **M. Jean Briane : évolution des retraites et des prestations familiales :** menace contre les prestations familiales, les retraites et l'ensemble du système de protection sociale pendant le précédent septennat ; augmentation des allocations familiales, du minimum vieillesse et des petites retraites contributives [18 novembre 1981] (p. 3926).

orales sans débat de :

— **M. Bernard Derosier (n° 100) : délais de paiement des allocations d'aide sociale :** mesures prises pour la réduction des délais d'instruction des demandes et de paiement des prestations ; création d'une régie d'avances dans chaque département [18 décembre 1981] (p. 5154) ;

— **M. Emmanuel Hamel (n° 113) : politique familiale :** mesures annoncées par le Président de la République au congrès de l'U. N. A. F. ; réorientation et simplification du système d'aide à la famille ; loi d'orientation sur la famille [18 décembre 1981] (p. 5155).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).**

Première lecture, discussion générale : élaboration progressive d'une charte des étrangers en France ; droits des immigrés ; inquiétude et précarité engendrées par la pratique ancienne des expulsions ; audience judiciaire ou intervention d'une commission indépendante pour permettre l'expulsion ; contrôle à l'entrée en France effectué sur des critères précis ; droit à l'information de l'immigré ; droit de défense de l'immigré ; présence d'un conseil [30 septembre 1981[(p. 1391) ; reconduction à la frontière par la voie judiciaire ; limitation du droit d'expulser ; critère de la condamnation pénale au moins égale à un an de prison et de la menace grave pour l'ordre public ; protection des mineurs ; accord d'une commission d'expulsion ; expulsion en cas d'urgence absolue ; volonté d'appliquer le texte (p. 1392).

Discussion des articles : **article 1er :** soutient le sous-amendement n° 72 du Gouvernement à l'amendement n° 6 de la commission (refus d'entrer opposé à un étranger tiré d'une mesure d'interdiction du territoire) : adopté (p. 1406) ; **article 2 :** s'oppose à ce que le ministre de l'intérieur puisse décider du refoulement (p. 1408) ; **article 3,** *article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945* : soutient le sous-amendement n° 53 du Gouvernement à l'amendement n° 12 de la commission (suppression de la référence à une infraction passible de plus de trois ans de prison) : devenu sans objet du fait du rejet de l'amendement n° 12 de la commission ; soutient l'amendement n° 73 du Gouvernement (expulsion ; référence à l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : adopté ; pas d'expulsion pour un étranger menaçant l'ordre public et condamné à moins d'un an d'emprisonnement ; limitation du champ d'application de l'expulsion (p. 1412) ; *article 24 de l'ordonnance du 2 novembre 1945* : commission d'expulsion ; rôle libéral des directeurs de l'action sanitaire et sociale ; rôle consultatif de la commission d'expulsion ; s'oppose à l'amendement n° 19 de la commission : droit pour l'étranger d'être assisté par des personnes de son choix, y compris d'un avocat devant la commission d'expulsion (p. 1414) ; s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Roland Renard : danger de la notion d'expulsion avec sursis ; pression sur l'étranger (p. 1415, 1416) ; *article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945* : soutient l'amendement n° 55 du Gouvernement (protection contre l'expulsion de l'étranger résidant en France depuis plus de quinze ans) : adopté ; s'oppose à l'amendement n° 64 de la commission excluant du bénéfice de l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 les étrangers mariés depuis moins de six mois à un ressortissant français (p. 1417) ; pas de protection contre l'expulsion de l'étranger ne subvenant pas aux besoins de sa famille (p. 1418) ; protection contre l'expulsion de l'étranger victime d'un accident du travail ; soutient l'amendement n° 74 du Gouvernement (protection contre l'expulsion de l'étranger qui n'a pas fait l'objet d'une condamnation au moins égale à un an d'emprisonnement sans sursis) ; adopté avec modification (p. 1419) ; protection contre l'expulsion des étrangers titulaires de décorations françaises pour acte de courage ; *article 26 de l'ordonnance du 2 novembre 1945* : soutient le sous-amendement n° 76 du Gouvernement à l'amendement n° 26 de la commission (rédactionnel) ; soutient le sous-amendement n° 56 du Gouvernement à l'amendement n° 26 de la commission (expulsion en cas d'urgence absolue : sécurité publique) (p. 1420) ; sous-amendements n° 76 et n° 56 du Gouvernement : adoptés (p. 1421) ; **article 7 :** office national d'immigration (p. 1423).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité nationale. — *Discussion générale :* justice sociale relevant de la responsabilité de chacun ; solidarité nationale dépendant étroitement de la marche générale de

l'économie ; progression des crédits d'aide sociale et des crédits d'intervention sociale ; création d'emplois, de maisons familiales de vacances, de foyers de jeunes travailleurs ; accueil des réfugiés ; lutte contre la toxicomanie ; aide aux personnes handicapées ; crédits demandés au titre de l'équipement social ; actions en faveur des personnes âgées et des familles ; transformation de l'école nationale de la santé publique de Rennes ; volonté de décentralisation ; compétences des collectivités locales dans le domaine de l'action sociale ; programme d'action pour 1981 et 1982 relatif à la sécurité sociale ; financement de la sécurité sociale ; rétablissement de l'emploi, objectif central de la politique sociale du Gouvernement ; réduction de la durée du travail ; abaissement de l'âge de la retraite [10 novembre 1981] (p. 3510) ; augmentation du minimum vieillesse et de l'allocation aux adultes handicapés ; simplification des prestations familiales ; pensions de réversion ; maîtrise des dépenses de santé ; remboursement de l'audio-prothèse ; soins des dispensaires ; couverture sociale des chômeurs ; majoration de 1 p. 100 de la cotisation des salariés ; efforts demandés aux employeurs ; récupération des dettes patronales ; contribution de l'Etat ; nécessité d'une politique de santé programmée dans le temps ; accidents du travail ; révision du tableau des maladies professionnelles ; réformes du système hospitalier ; réforme tarifaire ; développement d'une politique cohérente de la pharmacie et du médicament ; rapport sur les handicapés ; citoyenneté des personnes handicapées ; orientations données à la réforme d'ensemble de la sécurité sociale ; son financement ; gestion des systèmes de soins ; abrogation des ordonnances de 1967 (p. 3511) ; modification du système de gestion de la sécurité sociale ; élection des conseils d'administration des caisses ; gestion par les assurés (p. 3512) ; développement de la mutualité ; mesures prises en matière de sécurité sociale ; modifications apportées par la décentralisation aux conditions d'attribution de l'aide sociale ; création d'emplois d'aide ménagère ou de travailleuse familiale (p. 3528).

Répond à la question de :

— *M. Michel Coffineau :* procédure d'agrément des conventions collectives dans le secteur social ; nécessité de préserver l'équilibre de la sécurité sociale et de l'aide sociale (p. 3529).

— *M. Daniel Le Meur :* gestion des caisses de sécurité sociale ; réforme de l'ensemble de la sécurité sociale ; démocratisation de la gestion ; abrogation des ordonnances de 1967.

— *M. Georges Hage :* action du Gouvernement en faveur des handicapés ; augmentation de l'allocation ; développement des structures d'accueil ; programme prioritaire consacré aux personnes handicapées ; intégration scolaire ; développement de l'autonomie de vie et insertion professionnelle (p. 3532).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion générale : aspiration fondamentale à l'abaissement de la durée du travail ; contrepartie d'une amélioration de la productivité des entreprises ; respect des conditions de compétitivité par la politique du Gouvernement ; contrats de solidarité ; qualification des jeunes [9 décembre 1981] (p. 4546) ; système contractuel de cessation anticipée d'activité pour les agents des collectivités locales ; abaissement de l'âge de la retraite ; recours à la garantie de ressources ; nouveau régime de la retraite d'ici mars 1983 ; adaptation des régimes complémentaires ; généralisation de la retraite à soixante ans aux autres régimes de base ; attention particulière pour les femmes et les travailleurs ayant effectué des tâches éprouvantes ; libre choix du moment de départ en retraite ; respect des droits acquis dans le cadre de la pré-retraite ; réglementation anticumul en fonction de l'âge et des revenus (p. 4547) ; adaptation ultérieure du régime du cumul et des retraites à l'évolution démographique (p. 4548).

Discussion des articles : **article 1er :** création d'emplois par l'avancement de l'âge de la retraite ; intégration des non-salariés dans le nouveau système ; solidarité entre toutes les collectivités locales (p. 4555) ; **alinéas 2 à 5 :** institution du chèque-vacances (p. 4588) ; consultations pour son institution (p. 4589) ; libre choix des salariés pour son utilisation (p. 4590) ; **alinéa 8 :** retraite ; résolution du Gouvernement de respecter tous les avantages individuellement acquis [10 décembre 1981] (p. 4624) ; choix entre la garantie de ressources et le progrès de la retraite de base ; système fondé davantage sur la durée de carrière (p. 4626) ; dispositions dérogatoires de retraite anticipée pour les catégories les moins favorisées et dans les zones les plus touchées par le chômage (p. 4628) ; aménagement de l'impôt sur le revenu lors du départ en retraite (p. 4629) ; son sous-amendement n° 175 à l'amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; application des dispositions du projet de loi au régime spécial en vigueur en Alsace-Lorraine (p. 4630) ; **alinéa 9 :** recrutements conformes aux règles de la fonction publique (p. 4635) ; dégagement d'emplois ; alignement du secteur public sur les mesures proposées pour le secteur privé (p. 4636) ; absence de mesures dérogatoires en matière de recrutement des fonctionnaires (p. 4637) ; **alinéa 10 :** limitation des cumuls à partir de soixante ans ; situation des anciens militaires (p. 4640) ; cumuls des revenus tirés des œuvres de l'esprit, des licences et des brevets (p. 4641).

Troisième lecture, discussion générale : demande l'adoption du texte voté par l'Assemblée en deuxième lecture [23 décembre 1981] (p. 5407).

— **Partage l'émotion de l'Assemblée** vis-à-vis des événements en Pologne ; effort du peuple polonais pour trouver une voie originale vers la liberté, la justice et la prospérité ; interruption de l'évolution démocratique en Pologne [14 décembre 1981] (p. 4842).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (n° 579).**

Première lecture, discussion générale : qualité du rapport présenté par M. Jacques Guyard ; amélioration des prestations sociales ; revalorisation des prestations destinées aux personnes âgées handicapées ; réforme des prestations familiales ; assurance maladie ; couverture sociale des chômeurs ; amélioration du remboursement des lunettes et des soins dentaires ; prise en compte des soins dans des établissements de long séjour ; couverture du besoin de financement de la sécurité sociale ; répartition équitable de l'effort de financement ; réforme des conseils d'administration des caisses du régime général ; maîtrise des dépenses de santé ; révision de l'assiette des cotisations sociales ; rétablissement des droits sociaux des chômeurs non indemnisés ; couverture sociale des primo-demandeurs d'emploi âgés de moins de vingt-sept ans [14 décembre 1981] (p. 4844) ; abrogation du ticket modérateur d'ordre public ; plafond des cotisations de sécurité sociale ; déplafonnement de l'assurance veuvage ; institution d'une cotisation d'assurance maladie sur les revenus de remplacement ; effort de solidarité nécessaire pour assurer le financement des dépenses de sécurité sociale ; extension de l'assiette des cotisations maladie à la totalité des revenus de remplacement, aux allocations de chômage total ou partiel et aux indemnités de formation servies par les Assedic ; minimum vieillesse des couples (p. 4845) ; place des dispositions soumises au Parlement dans la politique générale de sécurité sociale ; rétablissement des droits des chômeurs ; lenteur de la procédure parlementaire ; impact des problèmes de sécurité sociale sur les rapports sociaux et la politique économique ; augmentation du minimum vieillesse ; « plan famille » ; cotisation sur le salaire déplafonné portant sur les hauts salaires ; indemnités de formation ; notion de recherche effective d'un emploi ; évaluation du nombre des bénéficiaires de la réouverture des droits des chômeurs non couverts ; travail clandestin ; minimum vieillesse (p. 4849).

Discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 5 (assimilant les indemnités de formation aux allocations de chômage du point de vue de l'ouverture des droits à l'assurance maladie) : adopté (p. 4852) ; **article 4 :** imperfection de la loi actuelle sur l'assurance veuvage (p. 4853) ; caractère réglementaire de la fixation et de la périodicité des revalorisations du plafond ; régime d'assurance veuvage (p. 4854) ; **article 5 :** ses observations sur les amendements n° 8 de M. Etienne Pinte et n° 2 de la commission (p. 4855) ; **article 8 :** nécessité de donner une base juridique au régime des artistes plasticiens (p. 4856).

QUEYRANNE (Jean-Jack)

Député du Rhône
(6e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Charles Hernu, nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 15 septembre 1981] (p. 2468).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de la culture [*J. O.* du 29 octobre 1981] (p. 2963).

QUESTIONS

au Gouvernement : conséquences de l'ajustement monétaire du 4 octobre 1981 [7 octobre 1981] (p. 1553).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).

Première lecture, discussion générale : engagement électoral de François Mitterrand et position du parti socialiste ; effets négatifs de l'arrêté Monory de 1979 ; mutation du système de distribution du livre ; développement de la diffusion des best-sellers soutenu par la pratique du discount ; menace sur la création littéraire ; concentration des entreprises d'édition ; concentration des points de vente [30 juillet 1981] (p. 558) ; augmentation du prix du livre ; absence de prix de référence ; politique contractuelle ; engagement de modération des prix par les éditeurs ; productivité des entreprises d'édition ; politique de remise qualitative ; formation des libraires ; aide spécifique pour la création de librairies ; égalité des consommateurs ; nécessité d'une grande politique du livre et de la lecture publique (p. 559).

Explication de vote : amélioration apportée au texte ; vote favorable du groupe socialiste (p. 585).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres III et IV) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 61 :** innovation capitale de la dotation spéciale pour l'action culturelle des régions et des collectivités locales [11 septembre 1981] (p. 992).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Première lecture, discussion générale : communication sociale ; anarchie qui profiterait aux plus forts ; refus de la publicité commerciale ; diversification des financements ; régionalisation de la commission accordant les dérogations ; développement du service public (Radio France et F. R. 3) [24 septembre 1981] (p. 1316).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : sensibilisation des populations aux économies d'énergie ; contrats de progrès énergétique passés avec les entrperises [6 octobre 1981] (p. 1526).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Prcmière lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale : questions :* contournement de Lyon ; métro lyonnais ; péage sur les autoroutes dans les secteurs péri-urbains [7 novembre 1981] (p. 3365).

Culture. — *Discussion générale :* évocation d'André Malraux et de Jacques Duhamel ; maisons de la culture [17 novembre 1981] (p. 3876) ; lutte contre les inégalités culturelles ; décentralisation culturelle ; fréquentation des salles de spectacle ; radio-télévision ; éducation artistique ; « dotation culturelle » ; écoles de musique ; bibliothèques ; salles de cinéma ; cultures régionales ; associations de culture ; créations cinématographiques ; action des comités d'entreprise et des associations de culture populaire en faveur de la créativité (p. 3877).

QUILES (Paul)

Député de Paris
(14e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges sur la **politique de l'énergie (n° 405)** [1er octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion. — Président de la mission d'information de la commission de la production et des échanges, sur l'énergie : travaux de la mission d'information de la commission ; crise du pétrole ; développement du tiers monde ; énergie et souveraineté nationale ; énergie et avenir à long terme ; énergie et remise en cause périodique du pouvoir dans les démocraties ; énergie et société [6 octobre 1981] (p. 1511) ; rareté ; maîtrise de la consommation d'énergie ; croissance sociale ; contrainte du financement ; économies dans le logement et le secteur tertiaire ; coût social ; impact sur l'indépendance nationale (p. 1512) ; diversification des sources d'énergie ; charbon ; énergie renouvelable ; hydraulique ; valorisation des déchets agricoles ; risques du nucléaire (p. 1513) ; retraitement du combustible ; usine de La Hague ; nucléaire et emploi ; information sur l'énergie (p. 1514) ; participation des citoyens ; référendum ; rôle du Parlement dans les choix énergétiques ; contrôle parlementaire ; conseil supérieur des choix technologiques (p. 1515).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : délais d'élaboration du plan ; méthode de réalisation du prochain Plan quinquennal ; volonté de déplanification des gouvernements précédents [11 décembre 1981] (p. 4699) ; concertation avec les partenaires économiques et sociaux ; rôle des régions ; régulation économique et sociale ; instruments du plan ; cohabitation entre le secteur public, le secteur privé et un secteur tiers ; indications de tendances en matière de prix ; articulation entre le plan national et les plans régionaux ; information des Français et participation à la définition du plan ; problème énergétique ; décentralisation ; demande d'énergie ; plan énergétique ; cohérence entre les régions ; accroissement des compétences et des moyens donnés aux collectivités locales ; plans énergétiques régionaux ; décentralisation des grandes entreprises énergétiques (p. 4700) ; agences régionales de l'énergie ; financement des investissements des économies d'énergie ; production nationale de charbon ; partage des responsabilités entre l'Etat et les collectivités locales (p. 4701).

QUILLIOT (Roger)

Ministre du logement
Ministre de l'urbanisme et du logement

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre du logement : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre de l'urbanisme et du logement (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1787).

DEPOTS

Projet de loi relatif aux **droits et obligations des locataires et des bailleurs (n° 483)** [31 octobre 1981].

Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des **conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 484)** [31 octobre 1981].

Projet de loi relatif à la **modération des loyers (n° 546)** [9 novembre 1981].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **Mme Colette Chaigneau : prix des loyers :** relèvement des allocations de logement et de l'aide personnalisée au logement ; fonds de prévention des impayés ; aides de l'Etat ; prochain projet de loi relatif aux droits et obligations des propriétaires bailleurs et des locataires ; rôle des organismes d'H. L. M. [21 octobre 1981] (p. 2266) ;

— **M. Jean Oehler : expulsions de logement après licenciements** ; droit de préemption ouvert au profit des locataires d'un immeuble vendu pour être mis en copropriété [28 octobre 1981] (p. 2664) ;

orales sans débat de :

— **M. Jacques Brunhes (n° 37) : suspension des saisies et expulsions :** revalorisation des aides au logement ; action pour faire connaître aux locataires les aides auxquelles ils ont droit ; projet de loi en 1982 renforçant la protection des locataires ; fonds d'indemnisation des propriétaires [9 octobre 1981] (p. 1657).

— **M. François Patriat (n° 99) : travail à temps partiel aux ministères de l'économie et du budget :** donne communication de la réponse de M. Laurent Fabius [18 décembre 1981] (p. 5159).

— **M. Georges Hage (n° 111) : patrimoine immobilier des houillères du Nord - Pas-de-Calais :** réhabilitation depuis 1968 ; difficultés de financement en cas d'accélération des programmes de rénovation [18 déc. 1981] (p. 5160, 5161).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* objectifs du Gouvernement ; politique ambitieuse de réhabilitation et de reconquête des centres villes ; politique d'accession à la propriété ; financement par le fonds d'action conjoncturelle de 50 000 logements en P. A. P. et en P. L. A. [12 novembre 1981] (p. 3539) ; créations d'emplois dans le bâtiment ; priorité donnée à l'habitat ; situation des personnels du ministère ; solidarité ; lutte contre la ségrégation dans les villes ; insuffisance de la politique foncière ; réforme du financement du logement ; majoration de l'allocation de logement et du montant de l'aide personnalisée au logement ; limitation des hausses de loyers en 1981 ; amélioration des aides à la surcharge foncière ; réforme du financement du logement social ; réforme foncière ; rapports entre propriétaires et locataires (p. 3540) ; représentation des locataires et des propriétaires en tant qu'association ; protection des locataires contre les congés abusifs et les hausses excessives de loyer ; définition de la politique d'urbanisme ; nécessité de rendre aux élus la responsabilité totale de la politique urbaine ; rôle du fonds d'aménagement urbain ; nécessité de relancer la planification urbaine au niveau intercommunal ; réforme de la fiscalité des sols bâtis ou non bâtis ; rôle des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (p. 3541) ; environnement législatif du budget ; loi sur les rapports entre bailleurs et locataires ; indexation des loyers avec une garantie minimum ; évolution des taux des prêts ; conséquences du relèvement du taux de la rémunération du livret A des caisses d'épargne sur le taux des P. L. A. ; relèvement du taux des P. A. P. ; contrainte d'équilibre de la caisse des dépôts ; relèvement du taux des P. L. A. (p. 3557) ; maintien et développement des organismes H. L. M. ; problème des prêts conventionnés ; volonté du Gouvernement de dépasser le cap de 400 000 logements en 1982 ; taux des prêts ; allégement des procédures ; utilisation des crédits du fond d'aménagement urbain (p. 3558) ; mise en place d'une procédure déconcentrée au niveau de la région en 1982 ; priorité accordée aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat dans les zones rurales ; problème de la réforme foncière ; surcharge foncière ; problème des loyers impayés dans les H. L. M. ; statut de la coopération dans le domaine du logement (p. 3559) ; problème de l'amélioration de l'habitat dans le secteur privé ; institut géographique national ; application de l'article 38 de la loi de 1948 ; problème de la délinquance ; choix entre l'accession à la propriété et la location ; sa décision d'abandonner la procédure de conventionnement ; choix laissé aux organismes d'H. L. M. pour les opérations de réhabilitation ; suppression de la cotisation au fonds national de l'habitat ; choix d'une formule de contrats souples liant la puissance publique aux gestionnaires de logements ; unification des aides personnelles (p. 3560).

Répond à la question de :

— *M. Guy Ducoloné :* utilisation de la contribution payée par les employeurs pour participer à l'effort de construction (p. 3561) ;

— *M. Louis Odru :* soutien durable à l'activité du bâtiment ; création d'un secteur pilote dans le bâtiment et les travaux publics ; nomination de représentants de l'Etat au conseil d'administration de la Compagnie générale d'électricité, de la Compagnie Saint-Gobain, de la Compagnie financière Suez-Paribas ; investissements des Ciments Lafarge sur un marché étranger (p. 3562) ;

— *M. Michel Noir :* aide à la réhabilitation de l'habitat ancien ; assouplissement des procédures (p. 3563) ;

— *M. Christian Bergelin :* poursuite de l'amélioration de l'habitat dans les secteurs ruraux dans les mêmes conditions qu'en ville (p. 3563) ;

— *M. Charles Miossec :* allégement des procédures des permis de construire (p. 3564) ;

— *M. Robert Galley :* pari du Gouvernement relatif à la construction de 410 000 logements (p. 3564) ; difficultés prévisibles pour l'accession à la propriété des personnes ne disposant pas d'un revenu supérieur à 7 000 francs (p. 3565) ;

— *M. Jean Peuziat :* étude de la situation dans le Finistère ; réévaluation de 15 p. 100 en un an des prix de référence ; intention du Gouvernement de traduire dans les nouveaux prix de référence les conséquences de la nouvelle réglementation thermique (p. 3565) ;

— *M. Guy Malandain posée par M. Charles Metzinger :* préoccupation du Gouvernement de ne pas peser sur le coût du logement par une taxe locale d'équipement trop lourde ; réforme de la fiscalité foncière (p. 3565) ;

— *M. Robert Malgras posée par M. Michel Cartelet :* amélioration des financements mis à la disposition des maîtres d'ouvrage ; dépôt prochain d'un projet de loi relatif à la nouvelle réglementation pour la construction neuve en matière d'isolation ; obligation d'un ravalement thermique tous les dix ans ; normes de consommation des appareils (p. 3566) ;

— *Mme Adrienne Horvath :* habitat rural ancien ; habitat neuf en zone rurale bénéficiant des mêmes aides que dans les zones urbaines ; construction d'habitat locatif H. L. M. en zone rurale (p. 3566) ;

— *M. Ernest Moutoussamy :* problème du logement social dans les départements d'outre-mer (p. 3567) ;

— *M. Pierre Weisenhorn :* problème d'ensemble de la réforme foncière (p. 3567) ; réserves foncières ; accélération des procédures (p. 3568) ;

Examen des crédits : **titre VI, état C :** demande à M. Robert Galley de retirer son amendement n° 129 ; relèvement de l'aide personnalisée en cas d'augmentation du taux des P. A. P. (p. 3569).

— **Projet de loi relatif aux droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3** *bis :* saisine par tout citoyen du commissaire de la République [15 décembre 1981] (p. 4891) ; **article 4 :** intervention économique des collectivités locales ; approbation de l'amendement n° 8 de la commission par le Gouvernement (p. 4894) ; suppression des tutelles (p. 4897) ; réintroduction de la tutelle (p. 4898) ; concurrence éventuelle faite par les communes aux entreprises privées ; plafonnement des garanties d'emprunt (p. 4901) ; préfère la référence au budget de fonctionnement plutôt qu'au budget d'investissement (p. 4902) ; création de commissions extra-municipales par les conseils municipaux (p. 4905).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant validation d'inscriptions d'étudiants dans les unités pédagogiques d'architecture (n° 615).

Première lecture, discussion générale : mesures prises par le Gouvernement précédent ; abrogation du *numerus clausus ;* suppression du quota de 10 p. 100 des étudiants étrangers ; assouplissement de la règle impérative des trois ans pour obtenir les vingt-quatre unités de valeur du premier cycle ; validation législative de ces décisions ; concertation dans les unités pédagogiques d'architecture et au sein du conseil supérieur de l'enseignement de l'architecture ; défense du niveau des études d'architecture ; garantie du sérieux du diplôme ; nécessité de donner aux enseignants et au personnel les statuts attendus [17 décembre 1981] (p. 5128).

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Commission mixte paritaire, discussion générale : dépôt par le Gouvernement de quatre amendements [18 décembre 1981] (p. 5167) ;

Discussion des articles : son amendement n° 4 (application de la loi à compter du 7 octobre 1981) : adopté ; son amendement n° 1 (redevances des logements foyers) : adopté ; son amendement n° 3 (de coordination) avec l'amendement n° 4 (p. 5168) : adopté ; son amendement n° 2 (nouvelle rédaction de l'article 7) ; récupération sur le locataire des dépenses de gardiennage et du personnel chargé de l'entretien de propreté ; amendement n° 2 adopté (p. 5169).

R

RALITE (Jack)

Député de la Seine-Saint-Denis
(3e *circonscription*)
Communiste
Ministre de la santé

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).
Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).
Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Est nommé ministre de la santé (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy), décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).
Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Georges Mesmin : exercice de la médecine libérale : rôle de la médecine libérale ; nombre des étudiants en médecine ; développement des corps de prévention ; médecins de travail, de P. M. I., scolaires, médecins-inspecteurs de santé ; secteur privé à l'hôpital public ; centres de santé ; formation des médecins généralistes ; système du tiers garant (tiers payant pour les exercices coûteux de médecine libérale) ; charte de la santé [21 octobre 1981] (p. 2268) ;

— Mme Françoise Gaspard : suppression des lits privés dans les hôpitaux publics : suppression du secteur privé à l'hôpital public ; rend hommage au professeur Robert Debré [18 novembre 1981] (p. 3933) ;

— M. Guy Ducoloné : revendications des personnels ouvriers de l'assistance publique : négociations ouvertes au ministère depuis le 20 novembre [9 décembre 1981] (p. 4564) ;

— M. Jean-Jacques Barthe : agents licenciés dans les hôpitaux publics : étude des conditions dans lesquelles la garantie de l'emploi pourra être assurée aux agents non titulaires [16 décembre 1981] (p. 4993) ;

— M. Georges Benedetti : associations de centres de soins : circulaire visant à supprimer la discrimination frappant les centres de soins et les autres centres de santé ; consultation des centres de soins et des organisations les animant pour la préparation de la charte de santé [16 décembre 1981] (p. 4998-4999).

orale sans débat de M. Jacques Barrot (n° 107) : réforme des études médicales : bureau national de l'internat ; formation des médecins généralistes ; médecine des spécialistes de haut niveau et médecine générale ; constitution de grandes régions ; inégalités entre U. E. R. ; remédicalisation des hôpitaux ruraux ; promotion de la médecine générale au rang d'une spécialité ; internat des régions sanitaires ; internat en psychiatrie [11 décembre 1981] (p. 4670).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité nationale, santé, travail. — I : Section commune. — II : Santé, solidarité nationale. — *Discussion générale :* inégalités devant la santé ; maladies professionnelles ; santé scolaire [16 novembre 1981] (p. 3781) ; programmes régionaux de prévention sanitaire ; création d'instances nationales, régionales et locales de promotion de la santé ; création d'un corps de prévention regroupant les professions de santé publique ; reconnaissance du « temps prévention » pour les médecins généralistes ; pathologie du travail ; qualité des soins (p. 3782) ; structures hospitalières ; réhabilitation des hôpitaux locaux et ruraux ; prix de journée (p. 3783) ; commission médicale consultative ; comités techniques paritaires ; personnels hospitaliers ; conditions de travail de ces personnels ; secteur public de la santé ; secteur privé de la santé ; secteur privé de l'hôpital public ; industries biomédicales ; augmentation du nombre de scanographes ou scanners ; nationalisation des grands groupes médicaux pharmaceutiques (p. 3784) ; recherche fondamentale et recherche médicale ; I. N. S. E. R. M. ; recherche en santé publique ; décentralisation ; inflation (p. 3785) ; couverture sociale des chômeurs de longue durée (p. 3786) ; santé scolaire ; médecine du travail ; réforme des études médicales (p. 3805) ; médecine libérale ; dispensaires (p. 3806) ; scanners ; industrie pharmaceutique (p. 3807) ; développement des maternités (p. 3808) ; S. A. M. U. (p. 3809).

Examen des crédits : **article 90 :** remboursement des lunettes ; attribution du complément de l'allocation d'éducation spécialisée (p. 3810).

— Ses observations sur le fait personnel de M. Michel Debré : rend hommage au professeur Robert Debré ; suppression du secteur privé de l'hôpital public [18 novembre 1981] (p. 3936).

RAVASSARD (Noël)

Député de l'Ain
(3e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

QUESTIONS

au Gouvernement : professeurs de lycée d'enseignement professionnel : harmonisation des taux d'encadrement des professeurs d'enseignement général des lycées d'enseignement professionnel avec ceux des collèges et des lycées [16 décembre 1981] (p. 4998) ;

orale sans débat (n° 51) : posée le 13 octobre 1981 : **élevage (veaux : Ain)** (p. 1752) ; appelée le 16 octobre 1981 ; **situation des éleveurs de veaux :** mesures de rétorsion prises par le Gouvernement italien (p. 1902).

RAYMOND (Alex)

Député de la Haute-Garonne
(4e circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) :

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale :* temps de parole des rapporteurs [7 novembre 1981] (p. 3335) ; aviation civile (p. 3350) ; achat des Boeing 737 par Air France ; programme d'Airbus 320 ; lancement de l'avion de transport régional A. T. R. 42 ; météorologie ; situation des navigants techniques en chômage ; navigation aérienne : centre de contrôle de Reims (p. 3351).

RAYNAL (Pierre)

Député du Cantal
(2e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires telle que modifiée par le protocole de 1978 (n° 7) [9 juillet 1981] (p. 89) ;

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine sur l'établissement des postes consulaires (n° 84) [17 juillet 1981] (p. 236).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion au protocole à la convention du 19 mai 1956 relative au contrat de transport international de marchandises par route (C. M. R.) (n° 106) [24 septembre 1981] (p. 1338).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 15 octobre 1981] (p. 2800).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'un protocole portant amendement de la convention relative à l'aviation civile internationale (article 83 *bis*) (n° 489) [26 novembre 1981] (p. 4249).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 7), autorisant l'approbation de la convention internationale de 1973 pour la **prévention de la pollution par les navires** telle que modifiée par le protocole de 1978 **(n° 112)** [16 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 84), autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la **République populaire de Chine** sur l'établissement de **postes consulaires (n° 228)** [24 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 106) autorisant l'adhésion au protocole à la convention du 19 mai 1956 relative au **contrat de transport international de marchandises par route (C. M. R.) (n° 573)** [26 novembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires telle que modifiée par le protocole de 1978 (n° 7).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : prévention de la pollution par les hydrocarbures ; assainissement du parc des pétroliers ; remplacement de la convention de 1954 ; limitation des pollutions accidentelles ; système de contrôle des rejets ; pavillons de complaisance [24 juillet 1981] (p. 292).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine sur l'établissement de postes consulaires (n° 84).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : création d'un consulat de France à Shanghaï et d'un consulat de Chine à Marseille ; retard dans l'installation du consulat de Chine ; application des dispositions de la convention de Vienne sur le statut des membres du consulat et les modalités d'exercice de leurs fonctions [24 juillet 1981] (p. 293).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 9 (précédemment réservé) :** soutient l'amendement n° 367 de M. Michel Noir (présentation des administrateurs salariés par le comité d'entreprise) [19 octobre 1981] (p. 2151) ; soutient l'amendement n° 368 de M. Michel Noir (présentation des administrateurs salariés par les organisations syndicales de l'entreprise) (p. 2152) ; soutient l'amendement n° 372 de M. Michel Noir (notion de travailleurs) (p. 2153) ; soutient l'amendement n° 378 de M. Michel Noir (incompatibilité des fonctions d'administrateurs salariés avec l'exercice de mandat d'élu local) (p. 2156) ; soutient l'amendement n° 380 de M. Michel Noir (maintien du statut des personnels des cinq sociétés nationalisées) (p. 2158) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **après l'article 50 :** son sous-amendement n° 1431 à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon (recours ouvert aux exploitants agricoles auxquels auront été opposés trois refus successifs de crédit par la caisse régionale ou locale de crédit agricole) : rejeté [26 octobre 1981] (p. 2585).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 204 (tendant à supprimer la notion d'exercice à titre principal dans la notion de biens professionnels) : rejeté [29 octobre 1981] (p. 2776) ; **article 18 :** majoration de la taxe sur le fuel lourd ; indexation de la T. I. P. P. : dessaisissement du Parlement ; situation du Cantal à l'égard de l'énergie : consommation, prix [3 novembre 1981] (p. 3004) ; **après l'article 18 :** détaxation des carburants pour les taxis demandée par M. Edouard Frédéric-Dupont ; détaxation des carburants dans les zones de montagne (p. 3013) ; **article 31 :** son amendement n° 213 (de suppression) : adopté [4 novembre 1981] (p. 3125).

Deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* agriculture de montagne ; prêts bonifiés du crédit agricole ; plafonnement de la prime à la vache ; assujettissement des actes vétérinaires à la T. V. A. [6 novembre 1981] (p. 3287) ; pluri-aetivité dans les secteurs agricoles de montagne (p. 3295) ; affectation des excédents d'exploitation de la Caisse nationale du crédit agricole (p. 3297).

Transports. — *Discussion générale : questions :* route nationale n° 9 dans le Cantal, la Lozère et l'Aveyron [7 novembre 1981] (p. 3360).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 59 (programme économique pour le Massif central en matière agricole et de désenclavement routier) :

rejeté [12 décembre 1981] (p. 4790) ; son amendement n° 49 (étude de la situation de chaque agriculteur vis-à-vis de l'aide à l'investissement en tenant compte de son exploitation et des relations existant entre le milieu géographique, la valeur de l'investissement et les objectifs poursuivis ; création d'un système de caution mutuelle) : amendement n° 49 rejeté (p. 4805).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion au protocole à la convention du 19 mai 1956 relative au contrat de transport international de marchandises par route (C. M. R.) (n° 106).

— *Première lecture, discussion générale,* rapporteur : remplacement de l'unité monétaire retenue par la Convention, le franc germinal, par le droit de tirage spécial, unité du fonds monétaire international [17 décembre 1981] (p. 5101).

RENARD (Roland)

Député de l'Aisne
(4e circonscription)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Vice-président de cette délégation [*J. O.* du 23 juillet 1981] (p. 2046).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues tendant à donner une véritable liberté d'opinion et d'expression aux salariés et à leurs représentants dans leurs entreprises (n° 203) [24 septembre 1981] (p. 1337).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Couillet et plusieurs de ses collègues tendant à fixer à soixante ans pour les hommes et à cinquante-cinq ans pour les femmes et les travailleurs des métiers pénibles et insalubres l'âge auquel ils pourront bénéficier de la retraite à taux plein (n° 205) [24 septembre 1981] (p. 1337).

Rapporteur de sa proposition de loi relative à la retraite des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (n° 214) [1er octobre 1981] (p. 1454).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [*J. O.* du 13 octobre 1981] (p. 2779).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **retraite des anciens combattants** en Algérie, Maroc et Tunisie **(n° 214)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant au développement de **l'éducation sexuelle (n° 297)** [30 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant **vocation à la qualité de combattant** aux personnes ayant participé aux opérations effectuées entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 en Algérie, Maroc et Tunisie **(n° 537)** [6 novembre 1981].

QUESTIONS

orale sans débat (n° 58) : posée le 20 octobre 1981 : **fonctionnaires et agents publics (politique de la fonction publique)** (p. 2247).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : projet de loi du précédent gouvernement relatif au développement des responsabilités locales ; rôle du département [27 juillet 1981] (p. 369) ; coopération intercommunale ; participation du département à la définition des objectifs d'intérêts régionaux ; compétences propres du département ; problèmes de ses ressources ; méthode de la simulation ; exécutif départemental ; services extérieurs de l'Etat départementalisés ; statut des personnels départementaux (p. 370) .

Discussion des articles : **article 18 :** son amendement n° 236 (rôle du bureau) retiré ; son amendement n° 237 (exécutif constitué par le président du conseil général et le bureau) : retiré [1er août 1981] (p. 695).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).

Première lecture, discussion générale : discrimination à l'égard des immigrés ; besoin légitime de se regrouper ; régularisation de la situation des clandestins ; conditions d'entrée et de séjour ; loi Bonnet et circulaires Stoléru ; nécessité d'un débat à l'Assemblée nationale ; droit à la différence ; conditions de vie [29 septembre 1981] (p. 1360) ; contrôle des mouvements et des conditions de l'immigration ; accords bilatéraux (p. 1361).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion des articles : **article 3,** *article* 23 *de l'ordonnance du* 2 *novembre* 1945 : son amendement n° 1 (possibilité d'expulsion des étrangers ayant été condamnés à une peine de deux ans ou plus d'emprisonnement) [30 septembre 1981] (p. 1411) ; devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 73 du Gouvernement (p. 1412) ; *article* 24 *de l'ordonnance du* 2 *novembre* 1945 : son amendement n° 47 (avis rendu par la commission d'expulsion ; graduation de la sanction) : retiré (p. 1416) ; **article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 :** son amendement n° 2 (protection contre l'expulsion de l'étranger résidant en France depuis plus de dix ans) : retiré (p. 1417) ; son amendement n° 48 (protection contre l'expulsion de l'étranger dont le conjoint, les ascendants ou descendants vivent en France) : retiré ; son amendement n° 49 (protection contre l'expulsion de l'étranger titulaire d'une distinction pour acte de courage ou de dévouement) (p. 1419) ; rejeté (p. 1420).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier ;** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** mesures prises par les directions de groupes nationalisables pour limiter le champ des nationalisations [15 octobre 1981] (p. 1859).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* anciens d'Algérie ; proposition du groupe communiste ; 19 mars et 16 octobre pour la commémoration de la fin des événements d'Algérie [9 novembre 1981] (p. 3416).

Fonction publique et réformes administratives. — *Discussion générale :* lutte contre le chômage ; résorption de l'auxiliariat ; titularisation de l'ensemble des non-titulaires ; objectif immédiat d'une rémunération minimale de 3 800 francs [13 novembre 1981] (p. 3611) ; prélèvement de 1 p. 100 ; refus de toute politique des revenus : revalorisation des retraites et des pensions de réversion ; unité de la fonction publique ; fonction publique locale ; prétendu noyautage de l'administration par les communistes ; démocratisation de l'E. N. A. ; libertés syndicales (p. 3612).

Travail. — *Discussion générale :* relance de la consommation ; rééquilibrage des échanges extérieurs : mesures temporaires de protection ; utilisation des marchés publics ; partage du travail ; nationalisations ; contrats emploi-solidarité [13 novembre 1981] (p. 3630) ; renforcement des moyens de l'A. N. P. E. et de l'A. F. P. A. ; chômeurs en fin de droits ; contrôle du travail à domicile et du travail temporaire ; développement des luttes (p. 3631).

— **Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (n° 484).**

Première lecture, discussion générale : consultation obligatoire du C. A. U. E. pour les constructions de moins de 170 mètres carrés ; contradiction entre le rôle de conseil et le rôle administratif d'instruction du permis de construire ; loi de 1977 sur l'architecture ; formation des architectes ; limitation de l'intervention des architectes et éclatement de la profession ; moyens financiers des C. A. U. E. ; prise en compte de la qualité architecturale [26 novembre 1981] (p. 4239).

RENAULT (Amédée)

Député de l'Indre
(3e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [16 juillet 1981] (p. 187).

Prête serment [29 juillet 1981] (p. 476).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset tendant à rendre obligatoire la signalisation de l'abandon par leurs occupants des véhicules accidentés (n° 261) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modération des loyers [*J. O.* du 17 décembre 1981] (p. 3440).

RICHARD (Alain)

Député du Val-d'Oise
(1re *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [16 juillet 1981] (p. 187).

Prête serment [29 juillet 1981] (p. 476).

Rapporteur du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes des départements et des régions (n° 105) [17 juillet 1981] (p. 236).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Vincent Ansquer tendant à permettre au conseil régional de fixer librement le total des ressources fiscales que l'établissement public régional peut recevoir en application des dispositions de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions (n° 57) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi M. Vincent Ansquer tendant à substituer aux expressions « conseil général » et « conseiller général » les expressions « conseil départemental » et « conseiller départemental » (n° 58) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative au service extérieur des pompes funèbres et aux chambres funéraires (n° 122) [30 juillet 1981] (p. 590).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie [*J. O.* du 31 juillet 1981] (p. 2103).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 312 du code de l'administration communale (n° 126) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 69 de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux (n° 127) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à autoriser les délégations de vote dans les conseils généraux (n° 129) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi, rejetée par le Sénat, tendant à modifier l'article 62 du code de l'administration communale en vue de faire cesser l'incompatibilité existant entre les fonctions de géomètre du cadastre et le mandat de maire ou d'adjoint (n° 152) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner l'opportunité d'une réorganisation des limites des départements et des régions (n° 225) [11 septembre 1981] (p. 1026).

Rapporteur du projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 79-1114 du 22 décembre 1979 autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures rendues nécessaires par la déclaration de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides (n° 309) [17 septembre 1981] (p. 1181).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M Michel Noir et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (n° 154) [24 septembre 1981] (p. 1338).

Membre du comité national interprofessionnel pour les économies d'énergie [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2752).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset et plusieurs de ses collègues tendant à organiser un système de formation permanente des élus locaux (n° 199) [5 novembre 1981] (p. 3220).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Pierre-Charles Krieg visant à compléter les dispositions de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 460) [5 novembre 1981] (p. 3221).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François Grussenmeyer tendant à modifier la loi n° 71-588 du 16 juillet 1971 sur les fusions et regroupements de communes afin de prolonger le délai d'octroi des majorations de subventions de l'Etat accordées aux communes fusionnées (n° 500) [3 décembre 1981] (p. 4405).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Hugues Colonna et plusieurs de ses collègues relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (n° 528) [3 décembre 1981] (p. 4405).

Rapporteur pour avis du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576) [3 décembre 1981] (p. 4405).

Membre de la commission chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [*J. O.* du 11 décembre 1981] (p. 3377).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 608) [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3423).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modération des loyers [*J. O.* du 17 décembre 1981] (p. 3440).

Président de cette commission [*J. O.* du 18 décembre 1981] (p. 3452).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 [*J. O.* du 24 décembre 1981] (p. 3506).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 105) relatif

aux **droits et libertés des communes, des départements et des régions** (titres I et II) **(n° 237)** [24 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 105) relatif aux **droits et libertés des communes, des départements et des régions** (titres III et IV) **(n° 312)** [8 septembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 225) de M. Jean-Louis Masson, tendant à la création d'une **commission d'enquête** chargée d'examiner l'opportunité d'une **réorganisation des limites des départements et des régions (n° 404)** [1er octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 563), relatif aux **droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des territoires doutre-mer (n° 595)** [4 décembre 1981].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 576) approuvant le **plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 603)** [10 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : transport d'électricité à très haute tension : non-inscription au schéma national des lignes à très haute tension du projet consistant à ceinturer l'agglomération parisienne par une nouvelle connexion à très haute tension ; site classé du Vexin français ; nécessité d'organiser l'information et un débat public [28 octobre 1981] (p. 2663) ;

orale sans débat : (n° 64) posée le 20 octobre 1981 : **électricité et gaz (électricité : Ile-de-France)** (p. 2248).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la Cour de cassation (n° 116).**

Première lecture, explication de vote : vote positif du groupe socialiste [22 juillet 1981] (p. 275, 276).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur : choix d'une méthode législative ; projet de loi de 1979 portant développement des responsabilités des collectivités locales ; méthode du train de réformes ; association nationale des maires de France ; association des présidents de conseils généraux ; difficultés rencontrées par les collectivités locales ; dépendance de droit et de fait vis-à-vis du pouvoir central ; tutelle sur les textes ; approbation préalable ; autorité de tutelle ; pouvoir du préfet [27 juillet 1981] (p. 308) ; tutelle sur les documents financiers des communes ; pouvoir de suspension des maires ; loi de simplification de décembre 1970 rendant exceptionnels les cas d'approbation préalable ; « tutelle du savoir-faire » ; service technique des communes et des conseils généraux ; élaboration de projets locaux par des fonctionnaires de l'Etat ; conséquences : uniformisation des réalisations locales ; « déresponsabilisation » des élus locaux ; mécanisme de facturation aux communes des travaux réalisés pour leur compte par les services de l'Etat ; pénurie de moyens des départements et communes ; fonction publique départementale ; dépendance des collectivités locales pour leur programme financier d'investissements ; mécanisme des subventions ; fiscalité locale ; mise en œuvre de la décentralisation sur la base des institutions existantes : la commune et le département ; maintien des limites actuelles des communes, cadre naturel des services publics ; maintien de la structure départementale (p. 309) ; réforme du mode du scrutin et du statut des élus locaux ; mécanismes de démocratie directe ; émiettement communal ; services publics dans les zones rurales ; nouvelle génération d'élus dans les assemblées locales ; comité de quartier ; commission extra-municipale ; structures de concertation au niveau du canton ; partage des compétences respectives de l'Etat et des collectivités locales ; statut des personnels des administrations des collectivités locales (p. 310) ; statuts spécifiques pour la Corse et les départements d'outre-mer ; statut mixte de la ville de Paris ; villes nouvelles ; quasi-abolition de la tutelle administrative sur les délibérations des conseils municipaux et les arrêtés des maires ; contrôle de la légalité ; modification de la tutelle financière ; nouveaux procédés de redressement des équilibres budgétaires des communes ; chambre régionale des comptes ; rapports entre le comptable communal et l'ordonnateur ; nomination du comptable dans les grandes villes ; intervention économique des communes ; application aux départements de l'ensemble des réformes applicables à la commune ; dévolution de l'exécutif départemental au président du conseil général ; remplacement de la commission départementale par le bureau du conseil général ; répartition des services départementaux ; organisation des travaux des instances départementales (p. 311) ; mesures d'accompagnement de la réforme prises par le Gouvernement ; instructions du Gouvernement aux commissaires de la République quant à l'exercice de la tutelle juridique ; rapport d'information entre les représentants du Gouvernement et les collectivités locales ; rôle des sous-préfets ; moyens des tribunaux administratifs ; réorganisation administrative départementale ; budgets départementaux de 1982 ; finances locales ; transfert des contingents de police ; action culturelle ; nouvelle citoyenneté politique (p. 312) ; ses observations sur l'exception d'irrecevabilité de M. Michel Debré ; article 72, 3e alinéa de la Constitution (p. 331) ; distinction entre la « tutelle » et le « contrôle » ; compétence législative de la loi ordinaire ; article 13 de la Constitution (p. 332).

Discussion des articles : **article 1er :** soutient l'amendement n° 41 de la commission (liste des projets de loi devant compléter le projet de loi en discussion) [28 juillet 1981] (p. 401), devenu sans objet (p. 412) ; analyse des principes contenus dans l'amendement n° 125 de M. Philippe Séguin (p. 402) ; s'oppose aux amendements visant à prévoir l'application immédiate à la ville de Paris de l'ensemble des dispositions du projet de loi ; spécificité de la loi de 1975 relative au statut de Paris (p. 405) ; s'oppose aux sous-amendements à l'amendement n° 288 du Gouvernement relatif à la ville de Paris (p. 407) ; problèmes des villes nouvelles (p. 409) ; soutient le sous-amendement n° 42 de la commission à l'amendement n° 3 de M. Wilfrid Bertile (relatif aux D. O. M.) devenu sans objet (p. 411) ; soutient l'amendement n° 263 de M. Guy Malandain (p. 412) ; **article 2 :** soutient l'amendement n° 43 rectifié de la commission (rédactionnel) adopté (p. 420) ; soutient l'amendement n° 44 de la commission (suppression du second alinéa de l'article 2) rejeté (p. 423) ; nécessité d'énumérer les dispositions abrogées ; « toilette législative » (p. 422) ; **article 3 :** soutient l'amendement n° 45 rectifié de la commission (délai de deux mois pour déférer une délibération éventuellement illégale devant le tribunal administratif ; information du maire par le représentant de l'Etat de son intention de former un recours au moins quinze jours avant de le déposer) (p. 432) : adoption de l'amendement n° 45 après modifications (p. 437) ; reprend le sous-amendement n° 266 de M. Gilbert Bonnemaison à l'amendement n° 45 de la commission (établissement d'un rapport au Parlement sur l'exercice du contrôle *a posteriori* et des représentants de l'Etat) : adopté (p. 437) ; **après l'article 3 :** cour de discipline budgétaire (p. 439) ; **article 4 :** s'oppose aux amendements de suppression de l'article 4 (p. 447) ; soutient l'amendement n° 46 de la commission (rédactionnel), adopté (p. 448) ; ses observations sur l'amendement n° 8 de M. Pierre Bas [30 juillet 1981] (p. 541) ; ses observations défavorables aux amendements n° 310 et n° 205 (visant à étendre le champ d'intervention du conseil municipal) ; problème de coordination et d'harmonisation ; sociétés d'économie mixte locales (p. 542) ; soutient l'amendement n° 47 de la commission (prise de participation dans les sociétés de services communaux et des sociétés d'économie mixte) (p. 543), retiré (p. 544) ; mode d'intervention des communes (p. 543) ; dispositions du traité de Rome ; subventions allouées par des communes à des entreprises (p. 547) ; soutient l'amendement n° 48 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 550) ; **article 4 :** ses observations sur l'amendement n° 271 de M. Roland Nungesser ; compatibilité des interventions financières des communes aux règles d'aménagement du territoire prévues dans la loi approuvant le Plan ; non-formulation des objectifs de politique économique dans un texte ayant valeur législative [31 juillet 1981] (p. 598) ; **après l'article 4 :** élaboration d'un futur projet de loi relatif à la démocratie locale (p. 600) ; ses observations sur l'amendement n° 260 de M. Jacques Barrot relatif à une procédure de suspension d'un acte du conseil municipal (p. 602) ; **avant l'article 5 :** soutient l'amendement n° 50 de la commission

(transfert avant l'article 5 de ce qui figurait à l'article 7 du projet) ; conditions normales de vote du budget de la commune ; règle du douzième provisoire lorsque le budget n'est pas voté le 1er janvier ; budget réglé d'office par le représentant de l'Etat lorsqu'il n'est pas adopté avant le 31 mars (p. 603) ; avis de la chambre régionale des comptes sur le budget élaboré par le représentant de l'Etat (p. 604) ; amendement n° 50 adopté après modification (p. 605) ; **article 5 :** ses observations sur l'amendement n° 139 de M. Philippe Séguin (p. 606) ; soutient l'amendement n° 51 de la commission (notion de budget en équilibre) : adopté après modification ; soutient l'amendement n° 52 de la commission (précision des délais dans lesquels se font la constatation du déséquilibre, la proposition des mesures de rééquilibre et la nouvelle délibération du conseil municipal) (p. 607) : adopté après modification (p. 608) ; soutient l'amendement n° 53 de la commission (fixant des délais laissés au conseil municipal pour redresser son budget et imposer aux représentants de l'Etat une motivation explicite si ses décisions s'écartent des propositions de la chambre régionale des comptes) : adopté (p. 609) ; **article 6 :** soutient l'amendement n° 54 de la commission (définition de l'arrêt des comptes communaux : le compte administratif après la clôture de l'exercice doit être l'objet d'un vote du conseil municipal et non celui d'une simple délibération) (p. 617) ; adopté ; existence de deux procédures : constatation d'un déficit dans le dernier budget voté et constatation d'un déficit dans un précédent budget ; soutient l'amendement n° 55 de la commission (délai d'intervention de la chambre des comptes à partir de la constatation du déficit, limitation du déclenchement de cette procédure de redressement au cas où est apparu un déficit égal ou supérieur à 10 p. 100 des ressources ordinaires de la commune pour l'année considérée) (p. 618) ; adopté après modification (p. 619) ; soutient l'amendement n° 56 de la commission (délai dans lequel la chambre régionale des comptes devra proposer les mesures de résorption du déficit et délai dans lequel le conseil municipal pourra de nouveau se prononcer) : adopté après modification ; **article 7 :** soutient l'amendement n° 57 de la commission (suppression de l'article 7 dont la teneur a été transférée avant l'article 5) : adopté ; **article 8 :** soutient l'amendement n° 58 de la commission (rédactionnel, définition des dépenses obligatoires) (p. 620) : adopté ; soutient l'amendement n° 59 de la commission (cas d'une dépense obligatoire inscrite pour une somme insuffisante) : adopté (p. 621) ; soutient l'amendement n° 60 de la commission (procédure de rectification) : adopté ; soutient l'amendement n° 61 de la commission (rédactionnel) : adopté après modification (p. 622) ; **article 9 :** soutient l'amendement n° 62 de la commission (information préalable du maire à la nomination du comptable) : adopté (p. 623) ; **article 10 :** soutient l'amendement n° 63 de la commission (rédactionnel, définition du cadre juridique dans lequel le comptable peut exercer son contrôle (p. 624) ; adopté après modification (p. 625) ; soutient l'amendement n° 64 de la commission (cas de paiement illégal de la dépense) : adopté (p. 626) ; soutient les amendements n° 65 et n° 66 rectifié de la commission (compétence de la chambre régionale des comptes pour apprécier si la réquisition de payer adressée par l'ordonnateur au comptable après opposition, est légale ou non) : retirés (p. 626) ; **article 11 :** soutient l'amendement n° 67 de la commission (rédactionnel) (p. 628) ; adopté ; son amendement n° 201 : adopté après modification ; soutient l'amendement n° 68 de la commission (accord implicite de l'Etat) (p. 629) ; adopté après modification (p. 630) ; **article 12 :** soutient l'amendement n° 69 de la commission (personnes justiciables de la cour de discipline budgétaire) (p. 634) ; adopté (p. 635) ; soutient l'amendement n° 70 de la commission (fixation du montant maximum des sanctions pécuniaires) : adopté par scrutin public (p. 636) ; ses observations sur les amendements n° 149 et n° 150 de M. Philippe Séguin et n° 254 de M. Edmond Garcin (p. 650) ; **article 13 :** amendement n° 71 de la commission : devenu sans objet ; **après l'article 13 :** soutient l'amendement n° 72 de la commission (régime applicable aux communes des territoires d'outre-mer) (p. 655) : retiré (p. 656) ; **article 14 :** soutient l'amendement n° 73 de la commission (nullité de droit des délibérations ayant le caractère de vœux à caractère politique) : adopté (p. 659) ; retire l'amendement n° 74 de la commission (p. 661) ; soutient l'amendement n° 287 de M. Michel Noir ; amendement n° 75 de la commission : devenu sans objet (p. 662) ; **article 15 :** soutient l'amendement n° 76 de la commission (suppression de l'article 15 relatif à la codification des dispositions concernant les communes) : adopté (p. 663) ; **rappel au règlement :** motif d'une suspension de séance [1er août 1981] (p. 681) ; **article 17 :** ses observations sur l'amendement n° 156 de M. Philippe Séguin relatif à la séparation des fonctions délibératives et exécutives (p. 686) ; soutient l'amendement n° 77 de la commission (conférant le titre de vice-président à tous les membres du bureau) ; adopté (p. 687) ; irrecevabilité de l'amendement n° 251 de M. Philippe Séguin relatif aux incompatibilités attachées à la fonction de président de conseil général (p. 688) ; inconstitutionnalité des amendements n° 253 de M. Adrien Zeller, n° 400 rectifié de M. Charles Millon au regard de l'article 23 de la Constitution (p. 689) ; **article 18 :** ses observations sur l'amendement n° 31 de M. Charles Fèvre visant à établir une séparation des pouvoirs au niveau départemental (p. 695) ; soutient l'amendement n° 78 de la commission (relatif au président du conseil général, chef des services du département, à la procédure de transfert des services de l'Etat, à la création de services par le département) ; rectification de cet amendement (p. 697) : adopté (p. 699) ; soutient l'amendement n° 79 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 700) ; **après l'article 18 :** soutient l'amendement n° 80 de la commission (mise à disposition du président du conseil général des services extérieurs de l'Etat déterminés par un décret en Conseil d'Etat et sur décision du représentant de l'Etat) (p. 701) : adopté après modifications (p. 706) ; ses observations sur le sous-amendement n° 468 de M. Alain Madelin, et n° 467 de M. Roland Nungesser à l'amendement n° 80 de la commission : portée de l'utilisation de l'indicatif présent en droit ; sens du mot « disposé » (p. 703) ; rôle du représentant de l'Etat dans la procédure de mise à disposition du département de certains services extérieurs de l'Etat (p. 704) ; soutient l'amendement n° 81 de la commission (maintien du statut des agents des services visés) (p. 708) : adopté après modifications (p. 709) ; soutient l'amendement n° 82 de la commission (modalités de coordination des services placés sous l'autorité respective du président du conseil général et du représentant de l'Etat) (p. 716) : adopté par scrutin public (p. 718) ; ses observations sur l'amendement n° 367 du Gouvernement (relatif au maintien provisoire des prestations matérielles accordées au préfet) (p. 718-719) ; prise en charge des dépenses des préfets (p. 720-721) ; soutient l'amendement n° 83 de la commission (élargissement à tous les membres du conseil général de la possibilité de recevoir délégation du président du conseil général) (p. 721) : adopté après modifications (p. 722) ; soutient le sous-amendement n° 455 de la commission à l'amendement n° 424 rectifié du gouvernement : adopté ; agence technique départementale (p. 723) ; **article 21 :** ses observations sur l'amendement n° 169 de M. Philippe Séguin relatif à la suppression du premier alinéa de l'article 21 (nomination du commissaire de la République par un décret en conseil des ministres) ; interprétation des articles 13 et 72 de la Constitution (p. 728-729) ; soutient l'amendement n° 86 de la commission (direction par le commissaire de la République des services de l'Etat sous réserve des exceptions énumérées par le décret en Conseil d'Etat) (p. 730) : adopté ; soutient l'amendement n° 87 de la commission (définition des compétences du commissaire de la République) : adopté ; soutient l'amendement n° 88 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 733) ; soutient le sous-amendement n° 89 de la commission à l'amendement n° 6 de M. Louis Besson (commissaire de la République adjoint) : devenu sans objet (p. 734) ; art. 22 : ses observations sur l'amendement n° 402 de M. Charles Millon : avantage du rétablissement des sessions ; problème du statut de l'élu ; période des sessions [2 août 1981] (p. 745) ; **après l'article 22 :** ses observations sur l'amendement n° 217 deuxième rectification de M. Michel Noir (audition du représentant de l'Etat à sa demande) ; soutient l'amendement n° 90 de la commission (audition du représentant de l'Etat sur demande du Premier ministre) (p. 749) : adopté (p. 752) ; **article 23 :** soutient l'amendement n° 91 de la commission (réunion du conseil général à la demande de la majorité des membres du bureau) : adopté ; s'oppose à l'amendement n° 173 de M. Philippe Séguin (relèvement du quorum demandé pour une réunion extraordinaire ; principe du respet des droits de la minorité) (p. 754) ; **article 24 :** soutient l'amendement n° 92 de la commission (de conséquence) : adopté ; soutient l'amendement n° 93 de la commission (durée du mandat du président du conseil général et des membres du bureau portée à trois ans) : adopté (p. 757) ; **après l'article 26 :** ses observations sur l'amendement n° 185 de M. Adrien Zeller (information du public sur les délibérations du conseil général) ; loi du 17 juillet 1978 (p. 758) ; **article 27 :** soutient l'amendement n° 94 de la commission (condition de quorum à la validité des délibérations) : adopté (p. 759) ; **article 28 :** ses observa-

tions sur l'amendement n° 184 de M. Adrien Zeller relatif à l'organisation d'un débat sur le rapport prévu à l'article 28 ; caractère para-administratif de certaines associations privées (p. 768) ; loi de 1978 sur l'accès des citoyens aux documents administratifs ; rôle du règlement intérieur du conseil général ; soutient l'amendement n° 95 corrigé de la commission (compte rendu sur l'état d'exécution de la situation financière du département) (p. 769) : adopté après modifications ; **article 29 :** soutient l'amendement n° 96 de la commission (rédactionnel) deuxième rectification : adopté (p. 770) ; soutient l'amendement n° 97 de la commission (mise en place d'une administration conjointe entre les autorités départementales et le commissaire de la République) : adopté (p. 771) ; **article 31 :** ses observations sur le sous-amendement n° 500 de M. Jean Foyer (instituant un contrôle de constitutionnalité et de la légalité du règlement intérieur) (p. 772) ; soutient l'amendement n° 98 de la commission (suppression de la deuxième phrase relative à la disposition générale d'abrogation) retiré puis repris par M. Jacques Toubon et M. Charles Millon : rejeté (p. 773) ; **article 33 :** soutient l'amendement n° 100 de la commission (délai de recours ; information de l'autorité départementale) (p. 776) : adopté après modifications (p. 777) ; **article 34 :** soutient l'amendement n° 101 de la commission (substitution à la notion de services départementaux celle d'activités d'intérêt général) retiré ; soutient l'amendement n° 102 de la commission (information du conseil municipal de la commune où est localisée l'activité économique du département) (p. 779) : adopté après modifications (p. 780) ; soutient l'amendement n° 103 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 781) ; **article 36 :** soutient l'amendement n° 106 corrigé de la commission (date limite du vote du budget ; règle des douzièmes provisoires) (p. 782) : adopté ; **article 37 :** soutient l'amendement n° 108 de la commission (cas des dépenses inscrites pour un montant insuffisant ; délai d'intervention de la chambre régionale) : adopté (p. 783) ; **article 38 :** soutient l'amendement n° 111 de la commission (remplacement de la procédure d'agrément par celle d'une information préalable) : adopté (p. 784) ; **article 39 :** son amendement n° 202 visant à harmoniser les dispositions de l'article 39 avec celles de l'article 10 : adopté ; son sous-amendement n° 203 à l'amendement n° 114 de la commission relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire de l'ordonnateur devenu sans objet ; **article 40 :** son amendement n° 204 (rédactionnel) : adopté (p. 785) ; soutient l'amendement n° 12 de la commission des affaires culturelles (maintien en vigueur des règles de financement de l'aide sociale ; accord de l'Etat lorsqu'une délibération entraîne une participation de l'Etat) : adopté ; soutient l'amendement n° 115 de la commission devenu sans objet ; **article 42 :** soutient l'amendement n° 117 de la commission (compétence de la cour de discipline budgétaire à l'égard des conseillers généraux non membres du bureau) ; adopté (p. 786) ; soutient l'amendement n° 118 de la commission (montant maximal de l'amende) : adopté (p. 787) ; **article 44 :** soutient le sous-amendement n° 457 de la commission à l'amendement n° 382 du Gouvernement relatif à la démission d'office des conseillers généraux manifestant une absence persistante) : adopté (p. 791).

Titres III et IV : *Discussion générale :* rapporteur : mutation de la région en collectivité territoriale ; élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct [8 septembre 1981] (p. 802) ; renvoi à une loi des dispositions relatives aux mécanismes électoraux, aux modes de scrutin, aux règles de cumul et d'incompatibilité ; application au conseil régional de l'abolition de la tutelle administrative ; partage des services de l'Etat à l'échelon régional ; répartition des compétences entre le département et la région ; adaptation dimensionnelle de la région à la planification et à l'aménagement du territoire ; insuffisance du cadre départemental ; politique d'industrialisation ; coordination des équipements publics ; gestion des grands services sociaux ; institution des I.G.A.M.E. en 1954 ; réorganisation régionale de 1964 ; loi de 1972 instituant les établissements publics régionaux ; attribution aux établissements publics régionaux du pouvoir d'élaboration d'un plan régional ; intervention budgétaire des conseils régionaux ; financement des budgets régionaux ; taxe spécifique ; taxe d'habitation et taxe professionnelle (p. 803) ; dépenses d'investissement et dépenses de fonctionnement ; concours de fonctionnement aux collectivités locales accordé par les conseils régionaux ; compétence de la région pour aider les entreprises en difficulté ; interdiction de prise de participation dans les entreprises en société anonyme, attribution de primes d'aide au développement et d'aide à la création d'entreprise ; comité régional des prêts ; politique de prêts aux collectivités locales ; prêts individuels aux collectivités locales de la région ; caisse des dépôts et consignations ; caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales ; assouplissement des tutelles techniques (p. 804) ; codification des normes techniques ; comité d'allégement des procédures et des prescriptions techniques ; mixité des fonctions des services de l'Etat ; interdiction de toute rémunération directe aux agents des services de l'Etat pour des travaux effectués pour le compte de collectivités locales ; transfert de charges de l'Etat aux collectivités locales ; politique culturelle ; logement des enseignants du premier degré ; dépenses de police (p. 805).

Discussion des articles : **avant l'article 45 :** s'oppose à l'amendement n° 328 de M. Maurice Pourchon [9 septembre 1981] (p. 833) ; **article 45 :** soutient l'amendement n° 128 de la commission (compétences de la région) ; conseil régional élu au suffrage universel direct (p. 835) ; s'oppose au sous-amendement n° 169 de M. Philippe Séguin (p. 837) ; s'oppose aux sous-amendements n° 253 et 254 de M. Michel Debré à l'amendement n° 128 de la commission (p. 838-839) ; s'oppose au sous-amendement n° 352 de M. Michel Noir à l'amendement n° 128 de la commission (p. 841) ; s'oppose au sous-amendement n° 353 de M. Michel Noir à l'amendement n° 128 de la commission (p. 842) ; s'oppose au sous-amendement n° 375 de M. Charles Millon à l'amendement n° 128 de la commission (p. 843) ; s'oppose au sous-amendement n° 341 de M. Michel Noir à l'amendement n° 128 de la commission (p. 844) ; s'oppose au sous-amendement n° 128 de la commission ; primauté du suffrage universel ; s'oppose au sous-amendement n° 171 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 128 de la commission ; s'oppose au sous-amendement n° 377 de M. Claude Wolff à l'amendement n° 128 de la commission (p. 845) ; ses observations sur le sous-amendement n° 365 de M. Adrien Zeller à l'amendement n° 128 de la commission (p. 846) ; s'oppose au sous-amendement n° 172 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 128 de la commission ; s'oppose au sous-amendement n° 355 de M. Michel Noir à l'amendement n° 128 de la commission ; collaboration de la région avec des entreprises (p. 847) ; sur les sous-amendements n° 175 de M. Philippe Séguin et n° 376 de M. Claude Wolff à l'amendement n° 128 de la commission : application de la loi de 1972 sur la collaboration inter-régionale ; s'oppose à l'amendement n° 106 de M. François Grussenmeyer ; compétences du Gouvernement (p. 848) ; **après l'article 45 :** s'oppose aux amendements n° 176 de M. Jacques Toubon, n° 261 de M. Charles Millon, n° 99 de M. Pierre Godefroy, n° 302 de M. Emmanuel Aubert et n° 21 de M. Michel Noir, l'article 45 se bornant à définir de grands principes (p. 856) ; s'oppose à l'amendement n° 260 de M. Charles Millon (p. 858) ; **article 46 :** soutient l'amendement n° 129 de la commission (période intérimaire d'application des lois du 5 juillet 1972 et du 6 mai 1976) (p. 861) ; s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Michel Noir (p. 862) ; amendement n° 129 adopté ; soutient l'amendement n° 130 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 865) ; **article 47 :** soutient l'amendement n° 131 de la commission (ordre de préséance des organes de la région) ; s'oppose aux amendements n° 178 et n° 180 de M. Philippe Séguin, n° 181 de M. Jean Foyer et n° 179 de M. Jacques Toubon (p. 867) ; prééminence du conseil régional (p. 868) ; l'amendement n° 131 tombe avec l'adoption de l'amendement n° 159 de M. Maurice Pourchon (p. 869) ; **après l'article 47 :** s'oppose aux sous-amendements n° 182 et n° 183 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 132 rectifié de la commission ; soutient l'amendement n° 132 corrigé de la commission (compétence et saisine du comité économique et social) (p. 872) ; compétence du comité économique et social ; danger de la consultation tous azimuts (p. 873) ; s'oppose au sous-amendement n° 184 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 132 corrigé de la commission (p. 874 et 875) ; amendement n° 132 rectifié de la commission : adopté ; soutient l'amendement n° 133 de la commission (renvoi à un décret fixant la composition des comités économiques et sociaux et mettant fin aux mandats des conseillers économiques et sociaux) (p. 875) ; rejeté après modification par scrutin public ; soutient l'amendement n° 134 de la commission (compétences de la région) : adopté (p. 878) ; **article 48 :** s'oppose à l'amendement n° 263 de M. Charles Millon [10 septembre 1981] (p. 892) ; s'oppose à l'amendement n° 187 de M. Philippe Séguin et à l'amendement n° 265 de M. Charles Millon (p. 893) ; retire l'amendement n° 135 rectifié de la commission (patrimoine de la région) ; s'oppose à l'amendement n° 303 rectifié de M. Claude Wolff et à l'amendement n° 33 de M. Michel Noir (p. 894) ; s'oppose aux amendements n° 32 de M. Michel Noir et n° 188 de M. Jacques Toubon

(p. 896) ; s'oppose aux sous-amendements n° 267 de M. Charles Millon et n° 194 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement (p. 897) ; s'oppose aux sous-amendements n° 383 de M. Charles Millon et n° 346 de M. Michel Noir ; à l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement : principe de l'égalité, sursis à exécution (p. 899) ; s'oppose au sous-amendement n° 268 de M. Charles Millon à l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement (p. 900) ; accepte les amendements n° 78 et n° 79 du Gouvernement (p. 901) ; s'oppose à l'amendement n° 101 du Gouvernement (p. 902) ; accepte l'amendement n° 393 du Gouvernement (p. 904) ; accepte l'amendement n° 80, deuxième rectification du Gouvernement ; s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Michel Noir ; s'oppose à l'amendement n° 191 de M. Jacques Toubon ; son amendement n° 281 rectifié (patrimoine de la région) : retiré (p. 905) ; amendement n° 136 de la commission (déplafonnement des ressources fiscales des régions) : réservé et reporté après l'article 48 (p. 910) ; **après l'article 48** : soutient l'amendement n° 137 de la commission (compétence du conseil régional ; planification régionale) ; s'oppose au sous-amendement n° 196 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 137 de la commission (p. 912) ; amendement n° 137 de la commission : adopté après modification (p. 915) ; son sous-amendement n° 282 à l'amendement n° 83 du Gouvernement (rôle du comité des prêts) (p. 916) ; devenu sans objet (p. 921) ; accepte le sous-amendement n° 398 du Gouvernement à l'amendement n° 83 du Gouvernement (p. 922) ; **article 49** : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Michel Noir ; s'oppose au sous-amendement n° 274 de M. Charles Millon à l'amendement n° 84 rectifié du Gouvernement (p. 924) ; s'oppose aux sous-amendements n° 358 de M. Michel Noir et n° 275 de M. Charles Millon à l'amendement n° 84 rectifié du Gouvernement (p. 925) ; s'oppose à l'amendement n° 310 de M. Claude Wolff (p. 927) ; accepte l'amendement n° 86 du Gouvernement ; **après l'article 49** : accepte l'amendement n° 154 du Gouvernement (p. 928) ; **article 50** : soutient l'amendement n° 138 de la commission (fonctionnement du conseil régional ; convocation (p. 929) ; s'oppose au sous-amendement verbal de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 138 de la commission (p. 931) ; amendement n° 138 adopté après modification ; s'oppose à l'amendement n° 286 de M. Serge Charles ; accepte l'amendement n° 57 de M. Michel Noir (p. 932) ; **après l'article 50** : s'oppose aux amendements n° 58 et n° 59 de M. Michel Noir ; son sous-amendement n° 264 à l'amendement n° 60 de M. Michel Noir (rédactionnel) : adopté (p. 933) ; s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Michel Noir et au sous-amendement n° 400 de M. Jean-Louis Masson à l'amendement n° 61 de M. Michel Noir (p. 934) ; **article 51** : soutient l'amendement n° 139 de la commission (délégation du président du conseil régional au vice-président) : adopté (p. 936) ; soutient l'amendement n° 391 de la commission (patrimoine de la région) : adopté ; s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Michel Noir ; s'oppose à l'amendement n° 294 de M. Charles Millon ; s'oppose au sous-amendement n° 278 de M. Charles Millon à l'amendement n° 88 du Gouvernement ; accepte l'amendement n° 89 du Gouvernement ; **après l'article 51** : accepte l'amendement n° 90 rectifié du Gouvernement et s'oppose au sous-amendement n° 209 de M. Philippe Séguin (p. 937) ; accepte l'amendement n° 91 rectifié du Gouvernement ; sous-amendement n° 170 à l'amendement n° 92 rectifié du Gouvernement (coordination des services de l'Etat et de la région confiée dans certains cas par le conseil des ministres au représentant de l'Etat) (p. 938) ; modifié et adopté ; s'oppose au sous-amendement n° 210 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 92 rectifié du Gouvernement ; s'oppose au sous-amendement n° 401 de M. Charles Millon ; s'oppose au sous-amendement n° 390 de M. Charles Millon à l'amendement n° 93 rectifié du Gouvernement (p. 939) ; s'oppose à l'amendement n° 211 de M. Philippe Séguin (p. 940) ; s'oppose à l'amendement n° 250 de M. Adrien Zeller ; **article 52** : accepte l'amendement n° 121 du Gouvernement (p. 941) ; s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Michel Noir ; s'oppose au sous-amendement n° 213 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 95 du Gouvernement (p. 942) ; accepte les amendements n°s 96 et 97 du Gouvernement ; s'oppose à l'amendement n° 122 rectifié du Gouvernement ; s'oppose à l'amendement n° 321 de M. Charles Millon (p. 943) ; **après l'article 52** : accepte l'amendement n° 98 rectifié du Gouvernement ; s'oppose à l'amendement n° 214 de M. Philippe Séguin, aux sous-amendements n° 316 de M. Roland Nungesser, n° 362 de M. Michel Noir et n° 280 de M. Charles Millon à l'amendement n° 98 rectifié du Gouvernement (p. 944) ; **article 53** : accepte les amendements n° 108, n° 109 et n° 101 du Gouvernement ; **après l'article 53** : accepte l'amendement n° 45 de M. Joseph Pinard (p. 945) ; **article 54** : accepte l'amendement n° 111 du Gouvernement (p. 946) ; accepte l'amendement n° 112 du Gouvernement (p. 947) ; accepte l'amendement n° 113 du Gouvernement ; soutient le sous-amendement n° 140 de la commission devenu l'amendement n° 140 rectifié (montant maximal de l'amende dont est passible un ordonnateur) : adopté ; s'oppose aux amendements n°s 289 et 290 de M. Serge Charles ; accepte l'amendement n° 115 du Gouvernement (p. 948) ; **après l'article 55** : s'oppose aux amendements n° 251 de M. Adrien Zeller et n° 218 de M. Philippe Séguin [11 septembre 1981] (p. 953) ; s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Jean-Louis Masson (p. 955) ; **après l'article 45** (*suite*) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (p. 958) ; s'oppose au sous-amendement n° 387 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 302 de M. Emmanuel Aubert ; **après l'article 55** (*suite*) : amendement n° 136 rectifié de la commission (ressources des régions) : réservé jusqu'après l'article 64 (p. 959) ; **article 56** : s'oppose à l'amendement n° 219 de M. Philippe Séguin (p. 963) ; accepte l'amendement n° 329 de M. Michel Sapin (p. 969) ; **après l'article 56** : accepte l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin (p. 970) ; inamovibilité des magistrats de la chambre des comptes (p. 972) ; s'oppose au sous-amendement n° 405 de M. Charles Millon à l'amendement n° 330 de M. Michel des comptes ; s'oppose au sous-amendement n° 405 de M. Charles Millon à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin (p. 974) ; s'oppose au sous-amendement n° 410 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin (p. 975) ; s'oppose au sous-amendement n° 411 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin ; accepte l'amendement n° 226 de M. Philippe Séguin (p. 976) ; **article 57** : soutient l'amendement n° 144 de la commission (compétences de la chambre régionale des comptes) : retiré (p. 977) ; s'oppose à l'amendement n° 296 de M. Charles Millon ; domaine réglementaire (p. 978) ; s'oppose à l'amendement n° 228 de M. Philippe Séguin ; soutient l'amendement n° 145 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 979) ; soutient l'amendement n° 146 de la commission (rédactionnel) ; adopté ; soutient l'amendement n° 147 de la commission (suppression de la disposition selon laquelle la Cour des Comptes exerce un contrôle sur les chambres régionales des comptes) : adopté (p. 980) ; **article 58** : soutient l'amendement n° 148 de la commission (rapport annuel de la Cour des Comptes sur la gestion des collectivités locales) : adopté ; **après l'article 58** : soutient l'amendement n° 149 de la commission (référence à une loi ultérieure modifiant la loi du 22 juin 1967 relative à la Cour des Comptes) : adopté (p. 981) ; **article 59** : estime que l'allègement des normes techniques devrait intervenir après leur codification (p. 982) ; s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Michel Noir (p. 983) ; soutient l'amendement n° 150 de la commission (rédactionnel) : retiré (p. 984) ; **article 60** : s'oppose aux amendements n° 231 de M. Emmanuel Aubert et n° 230 de M. Philippe Séguin (p. 987) ; **avant l'article 61** : s'oppose à l'amendement n° 233 de M. Philippe Séguin ; la présente loi renvoie à une loi ultérieure pour ce qui concerne Paris ; spécificité du département de Paris (p. 989) ; s'oppose à l'amendement n° 238 de M. Gaston Flosse (p. 991) ; **article 61** : soutient l'amendement n° 151 de la commission (dotation spéciale affectée à l'action culturelle des collectivités locales) (p. 995) ; accepte l'amendement n° 326 de M. Rodolphe Pesce (p. 996) ; amendement n° 151 de la commission adopté ; son sous-amendement n° 388 à l'amendement n° 326 de M. Rodolphe Pesce (rédactionnel) : adopté (p. 997) ; **article 62** : accepte l'amendement n° 369 de la commission des finances ; **après l'article 62** : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Michel Noir (p. 1002) ; **article 63** : s'oppose à l'amendement n° 339 de M. Adrien Zeller (p. 1003) ; **article 64** : amendement n° 49 de la commission précédemment réservé à la demande du Gouvernement lors de la première séance du vendredi 31 juillet : retiré (p. 1004) ; **après l'article 64** : s'oppose à l'amendement n° 70 rectifié de M. Michel Noir ; accepte le premier alinéa de l'amendement n° 127 corrigé du Gouvernement ; repousse les alinéas suivants (p. 1006) ; accepte le sous-amendement n° 372 rectifié de M. Emmanuel Aubert à l'amendement n° 127 corrigé du Gouvernement ; s'oppose aux sous-amendements n° 373 et n° 374 de M. Emmanuel Aubert à l'amendement n° 127 corrigé du Gouvernement (p. 1007) ; soutient l'amendement n° 136 rectifié de la commission : rejeté (p. 1011) ; s'oppose à l'amendement n° 340 de M. Jacques Toubon ; **avant l'article 65** : son amen-

dement **n° 292** (maintien en vigueur de la loi du 16 juillet 1980 pour les condamnations pécuniaires imposées aux communes) : adopté ; son amendement n° 293 (code général des collectivités locales) : adopté (p. 1012) ; **article 65 :** amendement n° 152 de la commission (création de chambres inter-régionales des comptes pendant une période transitoire) (p. 1013) ; retiré ; soutient l'amendement n° 153 de la commission (institution du contrôle des comptes par la chambre régionale des comptes à compter de l'année civile 1983) : adopté ; **après l'article 65 :** s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson ; renvoi date de renouvellement des conseils généraux (p. 1014).

Deuxième lecture, discussion des articles, rapporteur : **article 1er :** son amendement n° 2 (principe de la libre administration des collectivités locales par des conseil élus) ; renvoie à des lois ultérieures la répartition des compétences et des ressources publiques, l'organisation des régions, les garanties statutaires accordées au personnel des collectivités territoriales ; statut des élus et mode d'élection [14 décembre 1981] (p. 4875) ; amendement n° 2 modifié adopté ; **avant l'article 2 :** son amendement n° 3 (rédigeant ainsi l'intitulé du titre Ier : « Des droits et libertés de la commune ») : adopté (p. 4880) ; **article 2 :** son amendement n° 4 (exercice par le maire, représentant de l'Etat, du pouvoir de police) ; caractère exécutoire des décisions des autorités communales (p. 4881) ; décisions des maires en tant qu'agents de l'Etat ; amendement n° 4 modifié adopté ; **article 2** *bis :* son amendement n° 5 (de suppression) : adopté (p. 4882) ; **article 3 :** son amendement n° 6 (nouvelle rédaction de l'article 3 : notification des actes administratifs de la commune au représentant de l'Etat ; tribunal administratif ; mécanisme du sursis à exécution ; motifs d'annulation) (p. 4883) ; notification des actes administratifs de la commune au commissaire de la République ; comptes administratifs ; chambres régionales des comptes (p. 4884) ; saisine du tribunal administratif ; rapidité de la justice administrative (p. 4885, 4886) ; notion de préjudice irréparable ou difficilement réparable ; sursis à exécution ; procédure de référé (p. 4886) ; sursis à exécution prononcé par le tribunal administratif ; amendement n° 6 modifié adopté (p. 4887) ; **article 3** *bis :* son amendement n° 7 (suppression de l'article 3 *bis*) ; possibilité donnée aux citoyens de demander au représentant de l'Etat d'engager un contentieux ; réintroduction du contrôle d'opportunité ; inutilité de cet article ; amendement n° 7 adopté [15 décembre 1981] (p. 4891) ; **article 4 :** son amendement n° 8 (rétablissement de l'article 4) ; aide et intervention des collectivités locales en faveur des entreprises ; mesures en faveur du développement et mesures destinées à protéger l'emploi dans les entreprises en difficulté ; notion d'entreprise en difficulté ; projet de loi modifiant le droit de la faillite ; répartition des aides au développement ou à l'implantation en fonction des normes résultant du Plan (p. 4893) ; plafonnement des aides ; contrôle exercé par les organismes de la C. E. E. sur les conditions d'aide aux entreprises, sociétés d'économie mixte ; garantie des annuités d'emprunt par les collectivités locales (p. 4894) ; notion d'aide directe et indirecte (p. 4895) ; aides directes accordées par les communes et les régions (p. 4896) ; introduction d'un avis obligatoire du représentant de l'Etat pour l'octroi d'aides directes par les communes ; nationalisation rampante ; convention entre la commune et l'entreprise (p. 4897) ; définition des entreprises en difficulté ; commission départementale placée auprès du commissaire de la République (p. 4898) ; convention passée entre l'entreprise et la commune ; opposabilité de cette convention au tribunal de commerce (p. 4899) ; sociétés d'économie mixte ; interdiction faite aux collectivités de devenir actionnaires d'une entreprise commerciale (p. 4900) ; mauvaise rédaction du sous-amendement n° 374 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 8 de la commission ; sociétés d'économie mixte ; plafond des garanties d'emprunt ; sécurité financière des communes (p. 4901) ; garanties d'emprunt accordées par les communes ; confiance accordée à la responsabilité locale (p. 4902) ; plafonnement des garanties d'emprunt (p. 4903) ; démocratie locale et participation des habitants ; commission extra-municipale créée par les conseils municipaux (p. 4904) ; amendement n° 8 modifié adopté (p. 4905) ; **article 5 A :** son amendement n° 9 (supprimant à la fin du premier alinéa de l'article 5 A après le mot « budget » le mot « primitif ») ; système dit « des douzièmes provisoires » ; amendement n° 9 adopté ; son amendement n° 10 (dispositions prévues lorsque le budget de la commune n'est pas adopté avant le 31 mars de l'exercice auquel il s'applique) ; règlement du budget par le représentant de l'Etat ; propositions de la chambre régionale des comptes (p. 4915) ; fourniture des renseignements par l'Etat ou un de ses établissements publics ; cotisations d'un syndicat intercommunal ; amendement n° 10 rectifié adopté ; **article 5 :** son amendement n° 11 (reprenant le texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture) (p. 4916) ; notion de budget en équilibre réel ; mesures nécessaires pour établir l'équilibre réel du budget ; règlement d'office du budget ; possibilité du transfert d'une part du fonds de compensation de la T. V. A. à la section de fonctionnement (p. 4917) ; pouvoirs de la chambre régionale des comptes ; rétablissement de l'équilibre du budget communal ; vérification de l'observation des règles comptables par la commune ; initiative du représentant de l'Etat ; caractère néfaste d'une éventuelle saisine de la chambre régionale des comptes par un conseiller municipal ; amendement n° 11 adopté (p. 4918) ; **article 6 :** son amendement n° 12 (dans la première phrase du premier alinéa de l'article 6 : substituer la date du 1er août à celle du 1er juillet ; délai dans lequel peut travailler la chambre régionale des comptes ; audition du maire devant la chambre régionales des comptes (p. 4919) ; amendement n° 12 rejeté ; son amendement n° 13 (accordant à la chambre régionale des comptes un délai de deux mois pour soumettre des propositions à la commune) : adopté ; présentation des propositions de rééquilibrage par la chambre régionale des comptes ; son amendement n° 14 (permettant au maire de présenter oralement ses observations devant la chambre régionale des comptes et de se faire assister par une personne de son choix) (p. 4920) ; amendement n° 14 modifié adopté ; son amendement n° 15 (procédure suivie devant la chambre régionale des comptes en vue du règlement de l'équilibre) : adopté ; son amendement n° 16 (éliminant la procédure prévue à l'article 5 lorsque la procédure du quatrième alinéa de l'article 6 est appliquée) : adopté (p. 4921) ; **article 7 :** son amendement n° 17 (autorisant la publication dans le rapport annuel de la Cour des comptes des subventions exceptionnelles accordées en vertu de l'article L. 235-5 du code des communes) (p. 4922) ; publication des subventions exceptionnelles d'équilibre attribuées auparavant de façon discrète ; diffusion de la liste des subventions ; liste des subventions inscrites dans le rapport annuel de la Cour des comptes sur le projet de loi de règlement du budget de l'Etat ; amendement n° 17 modifié adopté (p. 4923) ; **article 8 :** son amendement n° 18 (précisant la procédure suivie pour les dépenses obligatoires) ; mandatement d'une dépense obligatoire ; amendement n° 18 adopté ; **article 9 :** son amendement n° 19 (rédactionnel) (p. 4924) ; présentation des comptes au trésorier-payeur général ; amendement n° 19 adopté ; **article 10 :** son amendement n° 20 (rétablissant le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale) ; rôle du comptable dans l'appréciation de la légitimité des actes du maire comme ordonnateur ; responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable (p. 4925) ; délai d'une semaine accordée au maire pour adresser son ordre de réquisition ; motivation des décisions de l'ordonnateur et du comptable ; amendement n° 20 modifié adopté ; **avant l'article 10** *bis :* son amendement n° 21 (rédactionnel) : adopté (p. 4926) ; **article 10** *bis :* son amendement n° 22 (de suppression) ; divergence de fond avec le Sénat ; suppression de la tutelle technique ; amendement n° 22 adopté ; **article 10** *ter :* son amendement n° 23 (de suppression) : adopté ; **article 10** *quater :* son amendement n° 24 (de suppression) : adopté ; **avant l'article 11 :** son amendement n° 395 (rédactionnel) : adopté (p. 4927) ; **article 11 :** son amendement n° 25 (reprenant pour l'article la rédaction adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale) ; fixation du montant maximum de l'amende susceptible d'être prononcée par la cour de discipline budgétaire ; cour de discipline budgétaire ; sanctions d'un ordonnateur (p. 4928, 4929) ; son avis favorable au sous-amendement n° 479 de M. Emmanuel Aubert à l'amendement n° 25 de la commission ; soumission des fonctionnaires ayant qualité d'ordonnateur à la juridiction de la cour de discipline budgétaire ; montant maximum de l'amende infligée au maire (p. 4931) ; révocation d'un maire ou d'un maire adjoint par la cour de discipline budgétaire et financière ; souci de respecter l'autonomie communale ; amendement n° 25 modifié adopté ; **article 11** *bis :* son amendement n° 26 (de suppression) (p. 4932) ; adopté ; **avant l'article 12 :** son amendement n° 396 (rédactionnel) : adopté ; **article 12 :** son amendement n° 27 (réintroduisant cet article supprimé par le Sénat) ; situation des établissements communaux à caractère hospitalier ou médico-social ; renvoi à une loi ultérieure la transformation des règles particulières des villes nouvelles ; mécanisme

particulier prévu pour les établissements et services publics sanitaires et sociaux (p. 4933) ; communautés urbaines ; amendement n° 27 modifié adopté (p. 4934) ; **article 13** *bis :* son amendement n° 28 (suppression du délai d'un an pour l'application du titre I aux T. O. M.) ; compétence de la Cour des comptes pour les T. O. M. [18 décembre 1981] (p. 5180) ; amendement n° 28 adopté ; **article 13** *ter :* son amendement n° 29 (suppression de l'article) rectifié puis adopté (p. 5181) ; **article 13** *quater :* son amendement n° 30 (suppression de l'article) ; harmonisation de la législation communale des départements de l'ancienne Alsace-Lorraine ; amendement n° 30 retiré au profit de l'amendement n° 305 du Gouvernement (p. 5182) ; **article 14 B :** son amendement n° 31 (suppression de l'article) ; revision ultérieure de la loi de 1884 ; adoption de l'amendement n° 31 (p. 5183) ; **article 14 :** suppression de l'interdiction des vœux politiques ; caisse de retraite des pompiers bénévoles (p. 5185) ; maintien d'une réglementation des tarifs d'ingénierie ; réunion des conseils municipaux en séance extraordinaire à la demande de la majorité du conseil ; suppression de l'interdiction des vœux politiques ; tutelle sur le maire en tant qu'agent de l'Etat ; modalités d'acceptation de la démission d'un conseiller municipal (p. 5186) ; institution d'un taux limite pour les cotisations aux syndicats intercommunaux d'électrification ; cahiers des charges des concessions de service public des communes (p. 5187) ; ouverture d'un nouveau champ de responsabilités pour les groupements et associations de collectivités locales ; caisse de secours en faveur des sapeurs-pompiers non professionnels ; procédure d'agrément des gardes champêtres et agents de police municipaux nommés par le maire (p. 5188) ; **article 14** *bis :* son amendement n° 32 (suppression de l'article) : adopté ; **article 15 :** son amendement n° 33 (abrogation des textes de tutelle) : adopté ; **avant l'article 16 :** son amendement n° 34 (rédactionnel) (p. 5189) : adopté ; son amendement n° 35 (rédactionnel) : adopté ; **article 16 :** exercice des compétences du conseil général dans le cadre de la loi ; son amendement n° 36 (apport par le département aux communes qui le demandent de son soutien à l'exercice de leurs compétences) (p. 5190) ; peu d'accusations de partialité du conseil général dans la gestion des subventions aux communes ; unification des normes techniques ; agences de bassin ; caisses de sécurité sociale (p. 5191) ; ses observations sur les amendements n° 463 de M. Charles Millon et n° 385 de M. Jacques Toubon ; adoption de l'amendement n° 36 ; **après l'article 16 :** son amendement n° 37 (suppression de l'intitulé du chapitre Ier) : adopté (p. 5192) ; **article 17 :** son amendement n° 38 (élection du bureau du conseil général ; délégation au bureau d'attributions du conseil général) ; réglementation des cumuls pour les fonctions de membre du bureau du conseil général ; pas de délégation de pouvoirs exécutifs au bureau du conseil général (p. 5193) ; amendement n° 38 : adopté ; **article 18 :** son amendement n° 39 (président du conseil général, chef des services du département ; convention fixant la liste des services de la préfecture transférés aux départements ; création par le département de tout service nécessaire à l'exercice de ses compétences) (p. 5194) ; approbation par le ministre de l'intérieur de conventions fixant la liste des services préfectoraux transférés de l'Etat aux départements ; accepte la suppression du dernier alinéa de son amendement ; délégation de signature du président du conseil général à des responsables administratifs (p. 5195) ; amendement n° 39 modifié et adopté (p. 5196) ; **article 18** *bis :* son amendement n° 40 (services extérieurs de l'Etat à la disposition du président du conseil général jusqu'à la publication de la loi relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat) (p. 5202) ; extension des moyens d'action du département ; participation du représentant de l'Etat à la décision de mise à la disposition du conseil général de services extérieurs de l'Etat ; amendement n° 40 rectifié et adopté (p. 5203) ; **article 18** *ter :* agents de l'Etat travaillant dans le département : solution du détachement ; son amendement n° 41 (statut du personnel départemental ; règles de recrutement d'agents du département) ; maintien de la situation statutaire de chacun des agents touchés par le redécoupage des services départementaux (p. 5204) ; amendement n° 41 adopté ; **article 18** *quater :* son amendement n° 42 (coordination entre l'action des services départementaux et des services de l'Etat dans le département) (p. 5205) ; s'oppose au sous-amendent n° 468 de M. Charles Millon ; amendement n° 42 adopté ; **article 18** *quinquies :* son amendement n° 43 (maintien des prestations que se fournissent l'Etat et le département (p. 5206) ; « hôtel du département » ; amendement n° 43 adopté ; **article 18** *sexies :* son amendement n° 44 (délégation de compétence du président du conseil général) (p. 5207) : adopté ; **article 18** *septies :* agences techniques départementales : faculté nouvelle ouverte aux départements ; maîtrise de l'agence partagée entre le conseil général et les représentants des communes ; prohibition des formules commerciales ; personnels de droit public ; son amendement n° 45 (agences techniques départementales ; établissements publics administratifs) (p. 5208) ; domaine d'activité de l'agence technique départementale (p. 5209) ; rectifie l'amendement n° 45 ; tarification des interventions des agences techniques départementales ; concurrence avec le secteur privé ; amendement n° 45 adopté ; **article 20 :** son amendement n° 46 (exercice des fonctions de président du conseil général en cas de vacance de la présidence (p. 5210) ; constatation de la vacance du siège de président du conseil général ; amendement n° 46 adopté ; **article 21 :** tradition d'absence de sous-préfet dans les arrondissements chefs-lieux (p. 5211) ; son amendement n° 47 (commissaire de la République ; information du président du conseil général et des maires par le représentant de l'Etat ; pouvoirs de police du représentant de l'Etat) ; notion d'exercice régulier de leurs compétences par les départements et les communes (p. 5212) ; échange d'informations entre représentant de l'Etat et les collectivités locales ; pouvoirs de police ; représentation de l'Etat par le commissaire de la République (p. 5213) ; sanction en cas de refus de fourniture d'un document ou d'une information par le commissaire de la République ; pouvoirs de police du représentant de l'Etat ; s'oppose à la substitution totale du représentant de l'Etat à des autorités municipales (p. 5214) ; amendement n° 47 adopté (p. 5215) ; **article 22 :** son amendement n° 48 (siège et réunion des conseils généraux) : devenu sans objet avec l'adoption de l'amendement n° 356 de M. Philippe Séguin [19 décembre 1981] (p. 5229) ; **article 22** *bis :* modalités d'audition du représentant de l'Etat par le conseil général ; son amendement n° 49 (audition du représentant de l'Etat par le conseil général) (p. 5230) : adopté ; **article 23 :** son amendement n° 50 (réunion des conseils généraux à la demande du bureau ou du tiers des membres du conseil) : adopté (p. 5231) ; **article 24** *bis :* son amendement n° 499 (suppression de l'article) : adopté ; **article 25 :** son amendement n° 51 (suppression de la vérification de conformité du règlement des conseils généraux par le tribunal administratif) ; possibilité de recours de tout contribuable du département contre une délibération du conseil général et contre son règlement intérieur : amendement n° 51 adopté ; **article 26 :** son amendement n° 52 (réunion à huis clos du conseil général) (p. 5232) ; conditions de délégation du droit de vote pour le huis clos ; amendement n° 52 adopté ; **article 27 :** son amendement n° 53 (quorum pour les délibérations du conseil général) : adopté (p. 5233) ; **article 28 :** son amendement n° 54 (communication au conseil général) : modifié ; adopté (p. 5234) ; **article 29 :** son amendement n° 55 (réunion du conseil général après dissolution) ; distinction entre le renouvellement triennal et le renouvellement à la suite d'une dissolution ; amendement n° 55 adopté ; son amendement n° 56 (convocation de chaque conseiller général par le représentant de l'Etat après une disssolution) : adopté ; **article 30 :** son amendement n° 57 (délégation de vote) (p. 5251) ; égalité d'accès des citoyens aux charges électives publiques ; statut des élus ; amendement n° 57 adopté ; **avant l'article 31 :** son amendement n° 58 (rédactionnel) : adopté (p. 5252) ; **article 31 :** son amendement n° 59 (caractère exécutoire des délibérations, arrêtés et actes des autorités départementales) ; harmonisation avec les délibérations des conseils municipaux ; complète l'amendement n° 59 ; sursis à exécution des délibérations du conseil général ; rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'exercice du contrôle *a posteriori* des actes des autorités départementales (p. 5253) ; amendement n° 59 adopté ; **article 32 :** son amendement n° 60 (notification au représentant de l'Etat des délibérations du conseil général ; recours devant le tribunal administratif ; sursis à exécution) ; rectifié ; communication à la chambre régionale des comptes des budgets et non des comptes administratifs (p. 5254) ; communication au président du conseil général par le représentant de l'Etat des précisions relatives aux motifs du recours qu'il envisage ; sursis à exécution des délibérations du conseil général (p. 5255) ; amendement n° 60, modifié, adopté ; **article 34 :** son amendement n° 61 (intervention du département dans le domaine économique) ; mesures d'aide du conseil général à une entreprise après avis préalable de la municipalité (p. 5256) ; garanties d'emprunt accordées par les départements ; ses observations sur l'intervention économique des départements dans le cadre

des C. O. D. E. F. I. (p. 5257) ; ses observations sur la consultation du représentant de l'Etat pour l'intervention du département au profit d'entreprises en difficulté ; s'oppose au sous-amendement n° 390 de M. Jacques Toubon prévoyant l'interdiction de la création ou du développement d'un service public à objet économique sans que la défaillance de l'entreprise privée ait été constatée (p. 5258) ; amendement n° 61, rectifié, adopté ; **article 35** : son amendement n° 62 (débat au conseil général sur les orientations budgétaires) : adopté ; son amendement n° 63 (rédactionnel) : adopté ; **article 36** : son amendement n° 64 (procédure de redressement du budget départemental) (p. 5259) ; adopté ; **article 37** : son amendement n° 65 (dépenses obligatoires des départements, sanction de leur non-inscription au budget) : adopté ; **article 38** : son amendement n° 66 (rédactionnel) (p. 5260) ; adopté ; **article 39** : son amendement n° 67 (contrôle de la légalité exercée par le comptable du département) ; réquisition du comptable par le président du conseil général ; son sous-amendement n° 579, à titre personnel, à l'amendement n° 67 de la commission (obligation faite au comptable de motiver de sa décision quand il suspend un paiement) ; liste des pièces justificatives à présenter par l'ordonnateur au comptable (p. 5261) ; protection des comptables et de l'autonomie des collectivités locales ; inutilité de la motivation de l'ordre de réquisition du comptable ; sous-amendement n° 579 adopté ; amendement n° 67 modifié adopté (p. 5262) ; **article 39** *bis* : son amendement n° 68 (suppression de l'article) : adopté ; **article 39** *ter* : son amendement n° 69 (suppression de l'article) : adopté (p. 5267) ; **article 39** *quater* : son amendement n° 70 (suppression de l'article) : adopté ; **avant l'article 40** : son amendement n° 71 (suppression de l'intitulé du chapitre V) : adopté ; **article 40** : son amendement n° 72 (justiciables de la cour de discipline budgétaire et financière ; montant maximum des amendes ; suspension et révocation des ordonnateurs) (p. 5268) ; notion d'indemnité de fonction ; amendes dont sont passibles les ordonnateurs ; égalité de responsabilité entre les ordonnateurs élus et les ordonnateurs ayant la qualité d'agents nommés ; amendement n° 72 adopté ; **avant l'article 42** : son amendement n° 74 (rédactionnel) : adopté (p. 5269) ; **article 42** : son amendement n° 73 (application des suppressions de tutelles aux établissements publics issus du département) ; maintien des mécanismes de tutelle pour la fixation des prix de journée ; maintien des prérogatives de l'Etat en matière d'organisation du service départemental d'incendie et de secours (p. 5270) ; amendement n° 73, modifié, adopté (p. 5271) ; **article 44** : prise en charge par le budget départemental des dépenses de fonctionnement des services de l'Etat ; suppression de l'interdiction des vœux politiques ; maintien en vigueur de dispositions de la loi du 28 pluviose an VIII ; maintien des droits acquis par les fonctionnaires préfectoraux ; non-imposition aux départements de modèles obligatoires de cahiers des charges ; maintien d'une tarification des contrats d'ingénierie pour dix-huit mois ; maintien des règles actuelles du renouvellement du conseil général (p. 5272) ; **article 44** *bis* : son amendement n° 75 (suppression de l'article) ; suppression de la référence aux D. O. M. ; amendement n° 75 adopté ; **article 44** *ter* : son amendement n° 76 (suppression de l'article) : rectifié adopté ; **article 44** *quater* : son amendement n° 77 (suppression de l'article) : adopté ; **avant l'article 44** *quinquies* : son amendement n° 78 (suppression de l'intitulé du titre II *bis*) (p. 5273) ; demande la suppression du titre nouveau introduit par le Sénat sur la répartition des compétences ; amendement n° 78 adopté ; ses amendements n°s 79 et 80 (supprimant les intitulés des chapitres introduits par le Sénat) : adoptés ; **article 44** *quinquies* : son amendement n° 81 (suppression de l'article) : adopté ; **article 44** *sexies* : son amendement n° 82 (suppression de l'article) : adopté ; **article 44** *septies* : son amendement n° 83 (suppression de l'article) : adopté (p. 5274) ; **article 44** *octies* : son amendement n° 84 (suppression de l'article) : adopté ; **avant l'article 44** *nonies* : son amendement n° 85 (suppression de l'article) : adopté ; **article 44** *nonies* : son amendement n° 86 (suppression de l'article) : adopté ; **article 44** *decies* : son amendement n° 87 (suppression de l'article) : adopté ; **article 44** *undecies* : son amendement n° 88 (suppression de l'article) : adopté (p. 5275) ; ses amendements n°s 89 à 94 (supprimant les **articles 44** *duodecies* **à avant l'article 44** *sedecies*) : adoptés (p. 5276) ; ses amendements n°s 95 à 101 (supprimant les **articles 44** *sedecies* **à 44** *vicies*) : adoptés (p. 5277) ; ses amendements n°s 102 à 105 (supprimant les **articles 44** *unvicies* **à 44** *quatuorvicies*) : adoptés (p. 5278) ; ses amendements n°s 106 à 111 (supprimant les articles depuis **avant l'article 44** *quinvicies* **à l'article 44** *undetrigies*) : adoptés (p. 5279) ; **article 44** *trigies* : son amendement n° 112 (suppression de l'article) : adopté ; **avant l'article 45** : son amendement n° 113 (intitulé du titre III) : adopté ; son amendement n° 114 (suppression de l'intitulé du chapitre I^er^) : adopté (p. 5280) ; **article 45** : son amendement n° 115 (régions, collectivités territoriales ; élection du conseil régional au suffrage universel ; compétences du conseil régional) (p. 5281) ; accepte le sous-amendement n° 44 de M. Philippe Séguin (p. 5282) ; amendement n° 115 modifié adopté ; **article 46** : son amendement n° 116 (maintien du caractère d'établissements publics des régions jusqu'à la première réunion des conseils régionaux élus au suffrage universel) ; s'oppose à la liaison de l'entrée en vigueur de la notion de collectivité territoriale au sort des comités économiques et sociaux (p. 5283) ; amendement n° 116 adopté ; **après l'article 46** : son amendement n° 117 (application de la présente loi à la région Corse) : retiré ; **avant l'article 47** : son amendement n° 118 (modification de l'intitulé du chapitre) : adopté (p. 5284) ; **article 47** : son amendement n° 119 (rédactionnel) : adopté ; **article 47** *bis* **A** : son amendement n° 120 (suppression de la participation des présidents de conseils généraux aux séances du conseil régional) : adopté (p. 5286) ; **article 47** *bis* : son amendement n° 121 (délai pour la réforme de la composition des comités économiques et sociaux) ; parité entre les représentants des salariés et des employeurs ; amendement n° 121 adopté (p. 5287) ; **article 47** *ter* : son amendement n° 122 (compétences du comité économique et social) (p. 5288) ; autosaisine des comités économiques et sociaux ; compétences en matière budgétaire ; ses observations sur le sous-amendement n° 474 de M. Philippe Séguin (p. 5289) ; amendement n° 122 adopté ; **article 47** *quater* : son amendement n° 123 (missions de l'établissement public régional) : adopté ; **article 47** *quinquies* : son amendement n° 124 (conventions entre régions) (p. 5290) ; organisation par les conseils régionaux de contacts réguliers avec des collectivités décentralisées étrangères (p. 5291) ; amendement n° 124, modifié, adopté ; **article 48** : son amendement n° 125 (participation des régions à des dépenses de fonctionnement et d'intervention économique) (p. 5292) ; consultation préalable des conseils municipaux et des conseils généraux concernés ; ses observations sur la limitation de la participation des régions au capital des S. D. R. (p. 5293) ; amendement n° 125, modifié, adopté ; **article 48** *bis* : son amendement n° 126 (compétences de la région dans le domaine de la planification) : adopté ; **article 48** *ter* **A** : son amendement n° 127 (suppression de l'article) : adopté ; projet de loi harmonisant les responsabilités des partenaires sociaux des collectivités locales et de l'Etat en matière de formation professionnelle ; **article 48** *ter* **B** : son amendement n° 128 (suppression de l'article) : adopté (p. 5294) ; **article 48** *ter* **C** : son amendement n° 129 (suppression de l'article) : adopté ; **article 48** *ter* : son amendement n° 130 (institution d'un comité des prêts dans chaque région) (p. 5295) ; établissement d'un dialogue entre les collectivités locales et le délégué régional de la caisse des dépôts et consignations ; seconde discussion au sein du comité des prêts à la demande de la commune en cas de refus de crédit (p. 5296) ; maintien du pouvoir de décision du délégué régional de la caisse des dépôts et consignations ; majorité d'élus au comité des prêts ; accepte le sous-amendement n° 365 de M. Olivier Guichard (p. 5297) ; amendement n° 130, modifié, adopté par scrutin public (p. 5298) ; **article 48** *quater* : son amendement n° 131 (suppression de l'article) : adopté ; **article 48** *quinquiès* : son amendement n° 132 (suppression de l'article) : adopté ; **avant l'article 49 A** : son amendement n° 133 (nouvel intitulé du chapitre II) : adopté ; **article 49 A** : son amendement n° 134 (suppression de l'article) : adopté ; **article 49** : son amendement n° 135 (caractère exécutoire des délibérations, arrêtés et actes des autorités régionales, saisine du tribunal administratif par le représentant de l'Etat ; sursis à exécution) (p. 5304) ; conséquences du défaut de transmission au représentant de l'Etat des conventions passées par la région ; harmonisation avec les autres collectivités locales ; limite impartie au président du conseil général pour la répartition des crédits d'Etat (p. 5305) ; litige entre le représentant de l'Etat et la région porté devant le Conseil d'Etat à défaut de décision du tribunal administratif dans un délai de trois mois ; possibilité pour tout citoyen de déférer une délibération du conseil régional devant le tribunal administratif ; sursis à exécution ; demande motivée du président du conseil régional au représentant de l'Etat sur la position de ce dernier quant à une saisine du tribunal administratif (p. 5306) ; amendement n° 135, rectifié et adopté ; **article 49** *bis* : son amendement n° 136 (abrogation de toutes les dispositions prévoyant l'annulation ou l'approbation par le Gouvernement ou son représentant de délibérations des autorités

régionales) : adopté ; **avant l'article 50 :** son amendement n° 137 (intitulé du chapitre III) : adopté (p. 5307) ; **article 50 :** son amendement n° 138 (règlement intérieur et modalités de réunion du conseil régional) ; s'oppose au scrutin proportionnel pour l'élection du bureau ; élection des vice-présidents du conseil régional ; permanence entre les sessions assurée par le bureau et non par une commission déléguée (p. 5308) ; nombre et composition des commissions spécialisées du conseil régional fixés par le règlement intérieur ; cumul des mandats ; critères de détermination de l'ordre des nominations des vice-présidents fixés par le règlement intérieur ; s'oppose à la possibilité pour le conseil régional de créer des commissions d'enquête (p. 5309) ; amendement n° 138, modifié, adopté ; **article 50 *bis* A :** son amendement n° 139 (suppression de l'article) ; mécanisme de dissolution du conseil régional ; amendement n° 139 adopté ; **article 50 *bis* :** son amendement n° 140 (rapport du président du conseil régional aux conseillers régionaux avant les sessions ; rapport annuel sur la situation de la région) (p. 5310) ; transmission des avis du comité économique et social aux membres du conseil régional ; rapport écrit du représentant de l'Etat au conseil régional ; amendement n° 140, rectifié et adopté ; **article 51 :** son amendement n° 141 (président du conseil régional) (p. 5311) ; possibilité pour le comité économique et social de demander des éléments d'information aux services de l'Etat et à la région ; délégation de signature du président du conseil régional aux responsables des services régionaux ; responsabilité du président du conseil régional devant la cour de discipline budgétaire en cas de délégation de signature ; distinction entre le transfert à la collectivité régionale de certains services de l'Etat et la mise à disposition temporaire de services extérieurs de l'Etat (p. 5312) ; amendement n° 141, modifié, adopté ; **article 51 *bis* :** son amendement n° 500 (mise à la disposition du président du conseil régional de services extérieurs de l'Etat) ; distinction entre les services préfectoraux et les services extérieurs des ministères autres que l'intérieur ; amendement n° 500 adopté ; **article 51 *ter* :** son amendement n° 142 (personnels des services transférés à la région) (p. 5313) ; garantie de stabilité de la situation de ces personnels ; amendement n° 142, modifié, adopté (p. 5314) ; **article 51 *quater* :** son amendement n° 143 (coordination entre l'action des services régionaux et les services de l'Etat dans la région assurée conjointement par le président du conseil régional et le représentant de l'Etat) : adopté ; **article 51 *quinquies* :** son amendement n° 144 (maintien des prestations que se fournissent mutuellement l'Etat, les régions et le département) : adopté ; **après l'article 51 *quinquies* :** son amendement n° 145 (exercice des fonctions de président du conseil régional en cas de vacances) : adopté (p. 5315) ; **avant l'article 52 :** son amendement n° 146 (insertion d'un nouveau titre de chapitre) : adopté ; **article 52 :** son amendement n° 147 (pouvoirs du représentant de l'Etat dans la région) ; s'oppose au maintien du titre de préfet ; détention des pouvoirs de police par les seuls commissaires du niveau départemental ; amendement n° 147, adopté (p. 5316) ; **article 52 *bis* :** son amendement n° 148 (audition du représentant de l'Etat par le conseil régional) : adopté ; **avant l'article 53 :** son amendement n° 149 (insertion d'un titre) : adopté ; **article 53 :** son amendement n° 501 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 150 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 151 (pouvoirs du comptable) (p. 5317) ; rectifié puis adopté ; **article 54 :** son amendement n° 152 (contrôle budgétaire) : adopté ; **article 55 :** révocation des ordonnateurs ; son amendement n° 153 (justiciables de la cour de discipline budgétaire ; sanctions applicables) (p. 5318) ; modifié puis adopté ; **article 55 *bis* :** son amendement n° 154 (suppression de l'article) : adopté ; **article 55 *ter* :** son amendement n° 155 (suppression de l'article) : adopté (p. 5319) ; **article 55 *quater* :** son amendement n° 156 (suppression de l'article) : adopté ; **avant l'article 55 *quinquies* :** son amendement n° 157 (suppression de l'intitulé du titre III *bis*) : adopté ; demande à l'Assemblée la suppression des articles introduits par le Sénat ; **article 55 *quinquies* à article 55 *quadragies* :** ses amendements nos 158 à 202 (supprimant les articles introduits par le Sénat) : adoptés (p. 5320 à 5326) ; **avant l'article 56 A :** son amendement n° 204 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 205 (suppression de l'intitulé d'une section) : adopté ; **article 56 A :** son amendement n° 206 (suppression de l'article) : adopté ; **avant l'article 56 B :** son amendement n° 208 (suppression d'un intitulé) : adopté ; ses amendements nos 209 à 212 (tendant à supprimer les **articles 56 B, 56, 56 D et 56 E :** adoptés (p. 5326, 5327) ; **avant l'article 56 :** son amendement n° 213 (suppression d'un intitulé) : adopté ; **article 56 :** son amendement n° 214 (composition de la chambre régionale des comptes) (p. 5327) ; adopté ; son amendement n° 215 (rédactionnel) : adopté (p. 5328) ; **article 56 *bis* :** son amendement n° 216 (présidents et magistrats de la chambre régionale des comptes) ; accès à la présidence de la chambre régionale des comptes (p. 5329) ; répond à M. Philippe Séguin sur son attitude comme rapporteur de l'amendement n° 216 de la commission ; s'oppose à l'instauration d'un parquet auprès de la chambre régionale des comptes ; amendement n° 216, modifié, adopté (p. 5332) ; nature réglementaire de la création d'un corps d'assistants de vérification auprès des chambres régionales ; **article 57 :** son amendement n° 217 (compétence de la chambre régionale des comptes) ; accepte le sous-amendement n° 486 de M. Philippe Séguin (p. 5333) ; accepte le sous-amendement n° 487 de M. Philippe Séguin ; amendement n° 217, modifié, adopté ; son amendement n° 218 (rédactionnel) : adopté ; conditions de vérification des entreprises locales par la Cour des comptes ; ses observations sur le contrôle de l'utilisation des fonds publics par les syndicats (p. 5334) ; contrôle par la chambre régionale des comptes des comptabilités transférées aux collectivités locales et relevant auparavant de la Cour des comptes ; son amendement no 219 (contrôle des établissements publics de la région par la chambre régionale des comptes) (p. 5335) ; adopté (p. 5336) ; **article 57 *bis* :** son amendement no 220 (suppression de l'article) : adopté ; pouvoir d'avis de la chambre régionale des comptes [20 décembre 1981] (p. 5340) ; **article 57 *ter* :** son amendement n° 221 (suppression de l'article) : adopté ; **article 58 :** son amendement n° 222 (partie du rapport annuel de la cour des comptes concernant les collectivités locales établie sur la base des observations présentées par les chambres régionales des comptes) : adopté ; **article 58 *bis* :** ses amendements nos 223 et 224 (rédactionnels) : adoptés ; son amendement n° 490 (de coordination) : adopté (p. 5341) ; **avant l'article 59 :** son amendement n° 482 (intitulé du chapitre II) : adopté ; son amendement n° 481 (intitulé de la section II) : adopté ; **article 59 :** son amendement n° 225 (prescriptions opposables aux collectivités locales ; conditions d'attribution par l'Etat de prêts ou d'aides ; respect des seules prescriptions de l'article) (p. 5342) ; modifié, adopté ; codification des règles existantes (p. 5343) ; **avant l'article 61 A :** son amendement n° 226 (intitulé du chapitre III) ; application de la loi à la ville de Paris ; amendement n° 226, adopté ; **article 61 B :** son amendement n° 227 (application des dispositions du chapitre III aux communes des T. O. M.) : adopté ; **article 61 :** son amendement n° 228 (dotation culturelle de l'Etat aux régions et aux collectivités locales) (p. 5344) ; présentation par les régions d'un programme d'action culturelle au moment de l'attribution des dotations ; éviter une dispersion trop grande des crédits ; s'oppose à l'assimilation de la dotation culturelle spéciale aux crédits du ministère des affaires culturelles (p. 5345) ; amendement n° 228, modifié, adopté ; **article 62 :** son amendement n° 229 (dotation spéciale de l'Etat aux communes atténuant la charge du logement des instituteurs) (p. 5346) ; accepte le principe de la compensation progressive par l'Etat de la charge du logement des instituteurs ; retire l'amendement n° 229 ; **article 63 :** son amendement n° 230 (suppression de la contribution communale aux dépenses de police dans les communes à police étatisée) : adopté ; **article 64 :** son amendement n° 231 (dotation spéciale attribuée par l'Etat aux collectivités territoriales pour la compensation des dépenses engagées pour le service public de la justice) (p. 5347) : adopté ; **article 64 *bis* :** son amendement n° 232 (rémunération d'agents de l'Etat par les collectivités territoriales ; indemnité spéciale aux agents des services extérieurs de l'Etat au titre des prestations fournies personnellement et en dehors de l'exercice de leurs fonctions) ; s'oppose au sous-amendement n° 542 de M. Charles Millon interdisant toute rémunération d'agents de l'Etat par les collectivités territoriales (p. 5348) ; amendement n° 232, adopté ; **article 64 *ter* :** son amendement n° 233 (suppression de l'article) : adopté ; **avant l'article 65 A :** son amendement n° 234 (intitulé du chapitre IV) : adopté ; **article 65 A :** son amendement n° 235 (exclusion des dépenses obligatoires résultant d'une indemnisation imposée par une décision de justice de la procédure d'inscription et de mandatement des dépenses obligatoires) : modifié et adopté (p. 5349) ; **article 65 B :** son amendement n° 236 (codification des dispositions de la présente loi relatives aux collectivités territoriales et établissement d'un code général des collectivités locales) : adopté ; **article 65** son amendement n° 237 (jugement par la chambre régionale des comptes des comptes des collectivités territoriales à partir de ceux de 1983) ; travail des chambres jusqu'au jugement des premiers comptes ; mise en place des chambres au cours de 1983 (p. 5350) ; jugement des comptes des années 1981 et 1982 par la cour

des comptes ou par les trésoriers payeurs généraux ; amendement n° 237, modifié et adopté ; **après l'article 65 :** son amendement n° 578 (autorité du représentant de l'Etat sur l'ensemble des moyens mis en œuvre dans le cadre des plans Orsec ou des plans d'urgence) : adopté ; **avant l'article 66 :** son amendement n° 238 (suppression de l'intitulé du chapitre V) : adopté (p. 5351) ; **article 66 :** son amendement n° 239 (suppression de l'article) : adopté ; **articles 67 à 70 :** ses amendements nos 240 à 245 (suppression de ces articles) : adoptés (p. 5353) ; **articles 71 jusqu'avant l'article 76 :** ses amendements nos 246 à 251 (suppression de ces articles) : adoptés (p. 5354) ; **articles 76 à 79 :** ses amendements nos 252 à 257 (suppression de ces articles) : adoptés (p. 5355) ; **articles 80 jusqu'avant l'article 83 :** ses amendements nos 258 à 265 (suppression de ces articles) : adoptés ; **article 83 :** principe du lien entre le transfert de compétences et le transfert de ressources (p. 5356) ; accusation de partialité lancée par M. Charles Millon ; **articles 84 à 86 :** ses amendements nos 266 à 269 (suppression de ces articles) : adoptés (p. 5357) ; **avant l'article 87 jusqu'à l'article 92 :** ses amendements nos 270 à 277 (suppression de ces articles) : adoptés ; **avant l'article 93 :** son amendement n° 584 (suppression de l'intitulé du chapitre II) (p. 5358) ; renvoi des règles d'attribution de la D. G. E. à la loi sur les compétences ; propose la suppression des articles 93 à 99 ; mécanisme particulier de répartition ou de globalisation de la D. G. E. en faveur des communes rurales ; article 40 de la Constitution opposé à l'amendement n° 278 de la commission instituant la D. G. E. ; amendement n° 584, adopté (p. 5359) ; **articles 94 à 99 :** ses amendements nos 279 à 284 (suppression de ces articles) : adoptés (p. 5360) ; **article 100 :** son amendement n° 285 (référence à la loi de 1964 sur l'organisation de la région Ile-de-France) : adopté ; règles nouvelles nécessaires pour l'application du droit commun à la ville de Paris ; **titre :** son amendement n° 1 (rédaction du titre du projet de loi (p. 5361) : adopté (p. 5362).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : droit de l'Etat d'ôter la vie ; totalitarisme ; option de civilisation ; fluctuations de l'opinion ; discipline de vote à gauche ; nouvelle échelle des peines criminelles [17 septembre 1981] (p. 1163) ; prévention ; politique pénitentiaire (p. 1164).

Discussion des articles : **article 1er :** favorable à l'amendement n° 6, deuxième rectification, de la commission [18 septembre 1981] (p. 1217).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 3 :** s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson : complexité de l'harmonisation du droit applicable dans les départements d'Alsace-Lorraine avec le droit français [29 septembre 1981] (p. 1366).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion générale : développement culturel des communautés d'immigrés [30 septembre 1981] (p. 1395).

Discussion des articles : **article 6 :** date d'application de l'ensemble de la nouvelle législation aux D. O. M. (p. 1423).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : article 17 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ; notion de nécessité publique [13 octobre 1981] (p. 1723) ; inefficacité de la nationalisation [14 octobre 1981] (p. 1765) ; Contrôle de l'économie française par l'Etat ; performances économiques et financières respectives du secteur privé et du secteur public : exemple de Renault et de Peugeot ; absence de nécessité de nationaliser ; indemnisation ; rigidité induite par la nationalisation du crédit ; défiance de l'étranger à l'égard des nationalisations ; évolution des pays européens vers la privatisation (p. 1766) ; **titre II :** nationalisation des banques : **après l'article 26 : son rappel au règlement :** invocation de l'article 71 du règlement par M. Michel Noir ; injonction faite à la présidence [23 octobre 1981] (p. 2405).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, discussion générale : impasse budgétaire ; principe selon lequel seul un accroissement des dépenses publiques et des charges de l'Etat est en mesure de relancer l'activité économique [27 octobre 1981] (p. 2634) ; politique économique de l'Allemagne ; recours à la création monétaire et donc à la relance de l'inflation ; objectifs d'une politique économique : réduction du chômage et de la hausse des prix, baisse des taux d'intérêts, relance de l'activité par l'investissement dans les entreprises ; recours accru à l'emprunt pesant sur les taux d'intérêts ; alourdissement de la fiscalité ; réforme hâtive et partielle du système fiscal français par l'établissement de l'impôt sur le patrimoine et l'outil de travail ; seuil au-delà duquel la ponction fiscale dissuade des agents économiques d'investir et de produire ; croissance fondée sur une augmentation de la demande et non de l'offre ; augmentation des importations et aggravation de l'inflation ; prévision de déficit du commerce extérieur (p. 2635).

Deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale :* financement des transports en commun ; institution d'un précompte sur la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; prolongement de lignes urbaines de métro ; liaison routière Pontoise—Beaumont-sur-Oise ; carte orange ; aménagement de gares ; relations avec les associations d'usagers [7 novembre 1981] (p. 3350).

Environnement. — *Discussion générale :* rôle des agences de bassin, de l'agence de récupération des déchets et des collectivités locales ; rapport des associations et dialogue démocratique ; vérification de la représentativité réelle des associations ; inclusion dans les documents d'urbanisme des documents relatifs à l'environnement ; publicité des transactions foncières [10 novembre 1981] (p. 3493) ; mécanismes d'enquête publique ; conditions de recrutement des commissaires enquêteurs ; nécessité de séparer obligatoirement le service réalisateur de l'étude d'impact du service ordonnateur des travaux ; politique des déchets ; gestion du traitement des ordures ménagères et des déchets industriels ; incitation financière directe aux collectivités locales pour qu'elles abandonnent les décharges ; application du principe « pollueur-payeur » ; recherche sur la fiscalité ; exemple de la vignette automobile ; utilité des travaux parlementaires en matière d'environnement ; résultats obtenus par deux commissions d'enquête sur les incendies de forêts et les marées noires dues aux naufrages de pétroliers.

Fonction publique et réformes administratives. — *Discussion générale :* fonction publique comme premier prestataire de services et premier employeur de France [13 novembre 1981] (p. 3615) ; création d'emplois ; nécessaire planification de la politique des recrutements ; diversification de l'âge d'entrée dans la fonction publique ; retraite en fonction de la seule durée du service ; temps partiel ; création d'écoles de formation pour la catégorie B ; formation permanente ; concours comme moyen d'accès ; fonds d'action sociale ; échelle des rémunérations (p. 3616) ; maintenir l'attraction de la fonction publique sur certains corps de hauts administrateurs ; décentralisation des commissions techniques paritaires (p. 3617).

Economie et finances. — III : Budget. — Budget annexe de l'Imprimerie nationale. — Taxes parafiscales. — *Discussion générale :* besoins en personnel des services du budget ; départements en expansion démographique [14 novembre 1981] (p. 3711) ; lutte contre la fraude ; nécessité d'une plus grande spécialisation des inspecteurs ; moyens des services du Trésor (p. 3712).

Industrie et énergie. — *Discussion générale :* politiques de branches ; industrie française des composants automobiles et de la motocyclette ; statut de la sous-traitance ; aide à l'innovation [14 novembre 1981] (p. 3760) ; mise en place d'un système public d'expertise industrielle (p. 3761).

— Conclusions du rapport n° 559 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Alain Bocquet tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970, dite « loi anti-casseurs n° 200 » ; 2° de M. Lionel Jospin tendant à l'aboragtion des articles 314 et 184, alinéa 3, du code pénal et à la modification de l'article 108, alinéa 2, résultant de la loi anti-casseurs n° 351.

Explications de vote : approbation du groupe socialiste d'une proposition de loi émanant de ses rangs ; rapport entre l'atteinte aux libertés de la personne et apport en termes de sécurité publique [25 novembre 1981] (p. 4197) ; inutilité de la loi anti-casseurs pour le maintien de la sécurité publique ; utilisation de l'article 314 nouveau du code pénal dans des cas de conflit collectif à base économique ou sociale ; conception de la sécurité publique et politique d'ordre public (p. 4198).

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Première lecture, discussion générale : rapport entre propriétaires et locataires ; protection des locataires ; concertation [26 novembre 1981] (p. 4219) ; rôle du secteur foncier immobilier dans l'inflation française ; modification des conditions de formation des coûts dans l'économie ; intervention de la puissance publique et accords de modération ; différence pour l'évolution des loyers entre les logements locatifs aidés et les autres ; situation des organismes d'H.L.M. ; secteur privé du logement ; règlementation des loyers et des charges H.L.M. ; supériorité au plafond fixé pour l'augmentation des loyers dès lors que l'amélioration des qualités résidentielles du logement est substantielle ; durée de la période transitoire ; exigences de la croissance économique du secteur du logement (p. 4220).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 16 (attribution d'une faculté de dérogation au plafonnement des loyers des organismes d'H.L.M. qui réalisent des travaux lorsque les loyers des logements concernés étaient, avant les travaux, inférieurs à la moyenne des loyers de leur catégorie) ; rectification de l'amendement ; précision du délai (p. 4223) ; travaux de rénovation des H.L.M. ; amendement n° 16 rectifié adopté (p. 4224) ; **article 3 :** application du mécanisme de plafonnement du loyer (p. 4226) ; périodicité des hausses de loyer prévues dans les contrats (p. 4227) ; modalités d'indexation des loyers ; utilisation de l'indice du coût de la construction (p. 4228) ; changement de locataire sans amélioration du logement et changement de locataire après travaux de transformation (p. 4229) ; **après l'article 4 :** coefficient de revalorisation des loyers issus des baux commerciaux (p. 4230) ; examen des amendements par la commission et en séance publique (p. 4231).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : amélioration de l'accès à la justice ; sécurité civile ; développement des responsabilités des collectivités locales ; fixation par la loi des principes d'intervention des collectivités locales en matière économique ; fixation des principes directeurs de l'aménagement du territoire ; solidarité entre les régions ; correction des inégalités économiques ; reconnaissance de la liberté d'intervention des collectivités locales ; aides aux entreprises en difficulté et aides au développement et à la création d'entreprises [11 décembre 1981] (p. 4681) ; aides indirectes ; coordination entre la libre initiative des collectivités locales et l'action régulatrice de l'Etat ; lutte contre les inégalités régionales ; cohérence entre les actions économiques de l'Etat et celles des autres collectivités publiques ; participation des collectivités locales à l'élaboration du plan national ; instauration d'un plan régional ; délégation d'actions sectorielles de politique industrielle aux régions et aux collectivités locales ; risque de duplication des efforts financiers ; établissement d'un barème de référence pour les aides directes consenties par les collectivités locales aux entreprises ; place de la région dans l'aménagement du territoire (p. 4682).

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 135 (conditions de l'aide directe et de l'aide indirecte des départements et des établissements publics régionaux à des entreprises en vue de la création ou de l'extension d'activités économiques) [12 décembre 1981] (p. 4828, 4829) ; aides économies des collectivités locales selon le droit antérieur ; distinctions entre la protection des intérêts économiques et sociaux de la population et les interventions en faveur des entreprises en difficulté ; imposition par la loi de normes d'intervention aux collectivités locales ; offre par les collectivités locales de prestations de services aux entreprises ; mécanismes d'attribution des aides ; distinction entre les aides directes et les aides indirectes ; définition de l'aide directe ; recettes du fonds européen d'aide aux régions (p. 4829) ; fixation de son système d'aide par la collectivité locale ; mécanisme de conventionnement avec l'Etat pour la réalisation d'une politique agricole ou industrielle (p. 4830) ; loi de décentralisation ; règlementation de l'intervention des collectivités locales dans l'économie (p. 4831) ; cas des sociétés d'économie mixte ; bonifications d'intérêts ; aides indirectes des collectivités locales aux industries ; revente de bâtiments ou de terrains (p. 4832).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** son sous-amendement n° 4 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (aide directe des collectivités territoriales aux entreprises) ; son sous-amendement n° 5 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (possibilité pour les collectivités territoriales d'opérer des rabais par rapport aux conditions du marché sur la revente ou la location de bâtiments) ; lien avec la loi de décentralisation [23 décembre 1981] (p. 5415) ; liberté d'intervention des collectivités locales en matière d'aide à la création d'entreprises ; nécessité d'une définition des aides directes ; adoption du sous-amendement n° 4 ; non-encadrement des aides indirectes dans un texte réglementaire mais limitation des aides accordées sous la forme de rétrocession de bâtiments en location ou en revente (p. 5416) ; impossibilité d'établir une réglementation absolue sur la cession des terrains industriels ; conventions entre l'Etat et les collectivités territoriales concernant des actions dans le domaine du tourisme, du secteur tertiaire et de l'artisanat ; risque de régression dans le cadre de l'autonomie des collectivités locales ; adoption du sous-amendement n° 5 (p. 5417).

— Sur le rappel au règlement de M. Philippe Séguin : fixation de l'ordre du jour [15 décembre 1981] (p. 4905).

— Discussion des conclusions du rapport (n° 402) de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur les activités du service d'action civique (S.A.C.), et pour déterminer les complicités dont il a pu bénéficier à tous les niveaux (n° 238).

Première lecture, discussion de l'article unique : explications de vote : contribution à l'information du Parlement ; nécessité de dissiper les doutes concernant les relations entre les membres du S.A.C. et certaines grandes administrations de l'Etat [17 décembre 1981] (p. 5125) ; transparence de la vie politique et qualité de la démocratie (p. 5126).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat (n° 468).

Première lecture, discussion de l'article unique : **après l'article unique :** modification du choix au tour extérieur des membres du Conseil d'Etat [17 décembre 1981] (p. 5139) ; réforme du Conseil supérieur de la magistrature (p. 5140).

— Projet de loi de finances rectificatives pour 1981 (n° 561).

Troisième lecture, discussion générale : contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean Foyer ; procédure de contrôle de la recevabilité des amendements ou des articles additionnels devant le Parlement ne pouvant jouer à plusieurs reprises ; recevabilité d'articles introduits après les travaux de la C.M.P. ; interprétation extensive du principe d'égalité par M. Jean Foyer [23 décembre 1981] (p. 5419).

RICHARD (Lucien)

Député de la Loire-Atlantique
(8e *circonscription*).
Apparenté R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi portant création d'un « comité national de gestion des **œuvres sociales du personnel des communes** et des établissements publics communaux et intercommunaux » (n° **65**) [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à étendre à l'ensemble des salariés agricoles le bénéfice de la loi n° 75-1279 du 30 décembre 1975 relative aux conditions d'accès à la **retraite de certains travailleurs manuels** (n° **66**) [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 61-1448 du 29 décembre 1961 accordant un **congé non rémunéré** (n° **67**) [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 351 du code de la sécurité sociale afin de supprimer les conditions de ressources et de durée de mariage pour l'ouverture du **droit à pension de reversion** (n° **68**) [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à élargir les limites de possibilité de **cumul d'une retraite personnelle et d'une pension de reversion** au conjoint survivant (n° **69**) [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à instituer un système d'**avances sur pensions alimentaires** en faveur des femmes divorcées dans l'impossibilité de recouvrer leur créance (n° **70**) [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 332-1 du code de l'urbanisme relatif aux conditions de détermination de la participation des constructeurs en cas de **dépassement du coefficeint d'occupation du sol** (n° **71**) [8 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à créer la **carte médicale d'urgence** (n° **182**) [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la **retraite à soixante ans** aux personnes ayant cotisé pendant trente-sept ans et demi (n° **183**) [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à faciliter l'**embauche des jeunes demandeurs d'emploi** (n° **358**) [17 septembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : difficultés du secteur du bâtiment dans la région des Pays de la Loire : licenciements et suppression d'emplois ; taux d'intérêts et encadrement du crédit à la construction [25 novembre 1981] (p. 4164).

RIEUBON (René)

Député des Bouches-du-Rhône
(10e *circonscription*)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil Constitutionnel [15 juillet 1981] (p. 153).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Environnement) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 57-897 du 7 août 1957 portant **interdiction de la pêche dans l'étang de Berre** (n° **281**) [30 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 15 : **environnement** (n° **470**) [15 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— atteintes aux libertés à la S. N. I. A. S. de Marignane : « chasse aux sorcières » à l'égard des militants de la C. G. T. et de la C. F. D. T., ainsi que des militants politiques de gauche [28 octobre 1981] (p. 2669) ;

— désulfuration de la centrale de Gardanne : installation indispensable d'un système de désulfuration des fumées avant la mise en service du groupe [2 décembre 1981] (p. 4357).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 6 :** son amendement n° 293 (fixation du tarif de l'impôt sur la fortune à 1,5 p. 100 entre 10 et 15 millions de francs de patrimoine et à 2 p. 100 à plus de 15 millions de francs de patrimoine) rejeté [30 octobre 1981] (p. 2819) ; **après l'article 14 :** son amendement n° 309 (plafonnement des rémunérations et indemnités des dirigeants d'entreprise admises en déduction des résultats imposables) : retiré [2 novembre 1981] (p. 2975) ; **après l'article 23 :** son amendement n° 323 (exonération des avions privés biplaces) [4 novembre 1981] (p. 3054) ; effet dissuasif de la taxe sur les futurs constructeurs ; amendement n° 323 modifié adopté (p. 3055).

Deuxième partie :

Environnement. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : priorités retenues par le Gouvernement ; renforcement de la sécurité et de la qualité de l'environnement ; dotation des parcs nationaux ; abandon du parc national de l'île Chausey ; étude relative au parc national de l'Ariège ; plan de pêche ; sauvegarde de littoral dépendant du ministère du Plan et de l'aménagement du territoire ; surveillance du milieu marin ; lutte contre les pollutions marines accidentelles, particulièrement en provenance des navires ; sécurité de la navigation marine ; politique de l'eau ; péréquation du prix de l'eau ; nouvelles formes de pollution ; nécessité d'activer la mise en place des réseaux d'assainissement dans les villes et de poursuivre le programme d'assainissement des zones littorales en particulier de la Provence - Côte d'Azur [10 novembre 1981] (p. 3482) ; amélioration des grands fleuves ; lutte contre le bruit ; effort d'insonorisation sur 15 000 logements sociaux prévue en 1982 ; lutte contre le bruit sur les lieux de travail ; agence sur la qualité de l'air ; titularisation de l'ensemble du personnel du ministère de l'environnement ; récupération ; agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (p. 3483).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* collectivités locales ; décentralisation ; communes ; assemblées territoriales ; élus locaux ; impôts locaux ; dotation globale de fonctionnement ; indemnité de logement des instituteurs ; subvention de fonctionnement ; subvention d'équipement ; fonds de compensation de la T. V. A. [17 novembre 1981] (p. 3848) ; taxe d'habitation ; financement public auquel font appel les collectivités locales ; endettement des communes (p. 3849).

— Projet de loi relatif aux droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 7 :** communes du golfe de Fos ayant bénéficié de subventions exceptionnelles d'équilibre [15 décembre 1981] (p. 4922).

RIGAL (Jean)

Député de l'Aveyron
(2e *circonscription*)
Apparenté socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 13 octobre 1981] (p. 2778).

RIGAUD (Jean)

Député du Rhône
(7e circonscription)
Apparenté U. D. F.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset tendant à la création d'un comité chargé d'étudier les problèmes entraînés par l'acquisition du patrimoine français par des étrangers (n° 259) [17 septembre 1981] (p. 1181).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Mesmin tendant à modérer la densité de construction dans les grandes villes et à organiser le transfert des droits à construire (n° 436) [8 octobre 1981] (p. 1646).

QUESTIONS

au Gouvernement : prisonniers français en Irak : relations entre le parti communiste irakien et le parti communiste français [21 octobre 1981] (p. 2267).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : précipitation dans l'examen du projet de loi ; communautés urbaines [27 juillet 1981] (p. 383).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* dégradation de l'habitat ancien et de certains logements sociaux [12 novembre 1981] (p. 3556) ; difficulté de rendre opérationnels les projets de logements sociaux en centre ville ; déficit de nombreux organismes H. L. M. ; nécessité d'accorder des moratoires, d'augmenter le plafond des Palulos et d'accorder des prêts P. L. A. à taux réduit et de longue durée ; retard apporté à l'approbation des P. O. S. (p. 3557).

RIGOUT (Marcel)

Député de la Haute-Vienne
(2e circonscription)
Communiste
Ministre de la formation professionnelle

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Est nommé ministre de la formation professionnelle (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy), décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1787).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Formation professionnelle. — *Discussion générale :* mise en place de trois groupes de travail chargés de fournir au Gouvernement les éléments d'une relance de la formation professionnelle ; grandes orientations du budget [12 novembre 1981] (p. 3572) ; immense possibilité de progrès social offerte à une époque de mutation technologique accélérée ; loi de 1971 ; stagnation de la part des entreprises dans l'effort de formation ; articulation constante entre la formation professionnelle et la croissance ; effort particulier fait pour la jeunesse ; poursuite du plan « avenir jeunes » ; financement des mesures nouvelles en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle à la rentrée de 1982 ; provisions globales de deux milliards de francs inscrites au budget des charges communes ; rémunération des stagiaires ; indexation de cette rémunération sur l'évolution du S. M. I. C. ; développement des conditions d'adaptation du fonds national de l'emploi ; mise en place de nouvelles actions de formation dans l'artisanat ; prise en charge des cotisations de sécurité sociale des stagiaires non rémunérés ; rémunération des stagiaires handicapés ; augmentation des crédits de l'A. F. P. A. ; réforme de cet organisme ; formation syndicale ; renforcement du contrôle en matière d'apprentissage et de formation ; création de 70 postes de contrôleur ; effort fait pour la formation professionnelle des femmes ; devoir national de l'organisation de la formation professionnelle (p. 3573) ; budget de redressement dessinant une grande politique de la formation professionnelle ; distinction entre les actions en faveur des jeunes et les autres actions ; augmentation des crédits relatifs aux stages de formation ou aux stages pratiques ; imputation des actions en faveur des jeunes au budget des charges communes au titre de l'emploi et de la formation (p. 3577) ; amélioration des moyens du conservatoire des arts et métiers ; généralisation de la délivrance des diplômes par unité capitalisable ; communication, à la commission des affaires sociales, des budgets des organismes bénéficiant d'une affectation de taxes parafiscales pour le financement d'actions de formation professionnelle ; conditions de répartition et d'utilisation de la taxe d'apprentissage ; réexamen des moyens de la formation professionnelle des adultes ; liste d'attente ; réforme de l'A. F. P. A. ; modernisation et adaptation des sections au marché du travail ; renforcement du contrôle de l'utilisation des ressources de la formation ; création d'un nouveau poste de contrôleur ; décentralisation et remodelage des instances de la formation professionnelle ; éventuelle modulation du taux de la taxe en fonction du secteur et de la taille des entreprises ; problème de l'A. C. U. C. E. S. ; abrogation de la loi Legendre ; développement d'une alternance de qualité ; problème de la formation agricole (p. 3578) ; réforme de l'apprentissage et des maisons familiales après concertation ; taxe professionnelle ; taxe d'apprentissage ; avenir des organismes privés ; amélioration de la formation donnée par les écoles d'entreprise ; création d'emplois industriels ; qualification des jeunes ; création de centres de préparation à la vie professionnelle ; rôle du patronat ; réforme du système scolaire ; amélioration et adaptation de l'enseignement technologique (p. 3579) ; apprentissage ; relance de la formation continue et de l'éducation permanente (p. 3580).

RIMBAULT (Jacques)

Député du Cher
(1re circonscription)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 [*J. O.* du 24 décembre 1981] (p. 3506).

QUESTIONS

au Gouvernement : application de l'augmentation du S.M.I.C. [15 juillet 1981] (p. 117).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Défense et budget annexe des essences. — *Discussion générale* : privatisation et européanisation des fabrications d'armement sous le précédent septennat ; personnels des arsenaux : intégration des ouvriers hors statut et réduction du temps de travail [13 novembre 1981] (p. 3674) ; rémunération des élèves des écoles de formation technique et des écoles de formation technique et des écoles techniques normales ; application de la loi d'amnistie ; nationalisation de l'industrie d'armement (p. 3675).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : lutte contre le chômage et l'inflation ; concertation avec les organisations de travailleurs ; allongement de la durée du chômage ; revenus agricoles ; pouvoir d'achat des salariés ; déficit des échanges extérieurs ; aggravation des inégalités et des conditions de travail ; atteintes aux libertés dans les entreprises ; croissance des pays socialistes ; concurrence des pays en voie de développement ; crise du système capitaliste ; diminution des investissements privés ; redéploiement à l'étranger ; accroissement des financements publics ; élargissement du marché intérieur ; premières mesures sociales ; augmentation du pouvoir d'achat ; reprise de la production industrielle ; relance de la consommation populaire [11 décembre 1981] (p. 4692) ; revalorisation du S.M.I.C. ; réduction des inégalités devant l'impôt ; lutte contre l'inflation ; réduction des coûts excessifs ; assainissement des circuits de distribution et contrôle des prix ; réforme du crédit et nationalisation des banques ; extension du secteur public ; renouvellement des critères de gestion ; reconquête du marché intérieur ; situation de la sidérurgie française et de l'industrie de la chimie ; revalorisation des ressources naturelles nationales : ressources forestières ; secteur de la machine-outil ; développement des secteurs de pointe ; rôle des travailleurs et de leurs organisations (p. 4693) ; diversification des industries de consommation ; bâtiments et travaux publics ; promotion du logement social ; industries agro-alimentaires ; contrôle public de Matra et de Dassault ; aides publiques pour l'emploi ; réforme des C.O.D.E.F.I. ; cotisations sociales des employeurs ; réduction du temps de travail ; abaissement de l'âge de la retraite ; formation professionnelle ; politique énergétique ; situation des exploitants agricoles ; droits des travailleurs ; élaboration et décentralisation du Plan ; création de conseils de branches d'activité (p. 4694).

ROBIN (Louis)

Député de l'Ain
(1re *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Bernard Cousté instituant un report complémentaire d'incorporation en faveur des étudiants bénéficiant des dispositions de l'article L. 10 du code du service national (n° 27) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Brocard et plusieurs de ses collègues tendant à reporter à vingt-sept ans l'âge limite de l'incorporation des étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie (n° 344) [8 octobre 1981] (p. 1646).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561) [3 décembre 1981] (p. 4405).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code du service national (n° 589) [16 décembre 1981] (p. 5028).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du **code du service national (n° 589)** [3 décembre 1981].

Avis présenté au nom de la commission de la défense et des forces armées sur **le projet de loi de finances rectificative pour 1981** (n° 561) **(n° 596)** [4 décembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les propositions de loi : 1° de M. Pierre Bernard Cousté et plusieurs de ses collègues, instituant un **report complémentaire d'incorporation** en faveur des étudiants bénéficiant des dispositions de l'article L. 10 du code du service national ; 2° (n° 344) de M. Jean Brocard et plusieurs de ses collègues, tendant à reporter à vingt-sept ans **l'âge limite de l'incorporation** des étudiants en chirurgie dentaire et en pharmacie ; 3° (n° 589) de M. Louis Robin et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier certaines **dispositions du code du service national (n° 606)** [10 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : modalités de prise de contrôle par l'Etat de Matra ; place de Matra dans l'industrie française d'armement ; contrôle du groupe à 51 p. 100 ; exclusion du secteur des médias de la prise de contrôle ; transfert de crédits d'équipement à des dépenses de fonctionnement au ministère de la défense ; annulation de commandes de matériels ; retard pris dans la réalisation de la loi de programmation [7 décembre 1981] (p. 4435).

Discussion des articles : **article 4 :** nécessité de permettre au ministère de la défense l'accès aux crédits de répartition des charges communes (p. 4460).

ROCARD (Michel)

Ministre d'Etat, ministre du plan et de l'aménagement du territoire
Député des Yvelines
(3e *circonscription*)
Socialiste
Ministre d'Etat, ministre du plan et de l'aménagement du territoire

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22). S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864). Cesse d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre d'Etat, ministre du plan et de l'aménagement du territoire : démission du premier gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J.O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire (deuxième gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Projet de loi approuvant le **plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576)** [26 novembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises (n° 314).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** soutient l'amendement n° 9 du Gouvernement (tendant à accorder au procureur de la République un droit d'appel des décisions autorisant les syndics à traiter à forfait) ; nécessité d'un renforcement du contrôle judiciaire exercé par le ministère public sous forme d'appel des jugements autorisant les cessions à forfait ; mise en place de la procédure devant les cours d'appel [22 septembre 1981] (p. 1247) ; rappel de sa mission au Québec au moment du débat sur la décentralisation ; absence de la notion d'entreprise dans le code du commerce et nécessité de l'y introduire ; identité d'intérêt entre travailleurs et débiteurs (p. 1248) ; amendement n° 9 du Gouvernement : adopté (p. 1249).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, érigeant en commune l'ensemble urbain du Vaudreuil (n° 315).

Première lecture, discussion générale : mesure démocratique ; promesse faite par M. François Mitterrand [22 septembre 1981] (p. 1252) ; mesures de simplification et de retour à la normale ; réforme plus générale du statut des villes nouvelles avant 1983 (p. 1253) ; vote unanime de l'Assemblée nationale (p. 1255).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* ses observations sur l'heure d'examen du budget de son ministère [7 novembre 1981] (p. 3372) ; rattachement dans un même ministère des missions de planification et d'aménagement du territoire ; reconquête du marché intérieur ; croissance plus sociale ; développement du secteur d'économie sociale ; procédure d'élaboration du plan intérimaire ; réforme de la planification (p. 3378) ; plan décentralisé et contractuel ; projet de loi pouvant être examiné à la session de printemps ; autonomie de gestion des entreprises ; contrats de plan pluriannuels ; renforcement des moyens du commissariat général du Plan et des organismes qui lui sont rattachés ; devoir de solidarité à l'égard des régions les moins favorisées ; réforme des aides au développement régional ; carte nationale des aides ; possibilité pour les régions d'accorder des aides propres pour des projets de dimension locale (p. 3379) ; simplification des procédures ; primes régionales à l'emploi et primes d'aménagement du territoire ; traitement des mini-zones dans le cadre de la décentralisation ; fonds d'aide à la décentralisation ; accroissement des crédits du Fiat ; conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ; restructuration des zones minières (p. 3380) ; contractualisation des rapports entre l'Etat et les régions ; développement des zones rurales fragiles ; délégation interministérielle à l'économie sociale ; secteur de la libre entreprise collective (p. 3381).

Répond à la question de :

— *M. Jean-Paul Fuchs :* reconnaissance de l'unicité des massifs de montagne ; polyactivité (p. 3381).

— *M. Francis Geng :* régime des aides ; critères (p. 3382).

— *M. Pierre Micaux :* procédure du F. E. D. E. R. (p. 3382) ; conséquences possibles de l'entrée de la Grèce, puis de l'Espagne et du Portugal dans la C. E. E. ; distribution des aides à travers une politique « éveilleuse de dynamisme » ; S. D. R. ; réflexion sur l'épargne régionale (p. 3383).

— *M. Robert de Caumont :* aide à la montagne ; autodéveloppement ; aides de nature contractuelle (p. 3383, 3384).

— *M. Rolland Carraz :* canal Rhin—Rhône ; financement des flottes ; organisation de la voie d'eau ; schéma directeur des voies navigables (p. 3384).

— *M. Dominique Taddei :* conséquences pour la basse vallée du Rhône de son appartenance à deux régions (p. 3384) ; intervention à des niveaux inter-collectivités (p. 3385).

— *M. Emile Koehl :* canal Rhin—Rhône (p. 3385).

— *M. Jean Briane :* désenclavement de l'Aveyron ; compétence du ministre des transports ; plan routier du Massif Central (p. 3385).

Examen des crédits : **état C, titre VI :** dotation du F. I. D. A. R. (p. 3387).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : division du corps social ; projet de 8e Plan [11 décembre 1981] (p. 4687) ; décentralisation ; extension du secteur public ; besoin de sécurité ; hommage à Jean Monnet, inventeur effectif de la planification française ; récupération des archives de Jean Monnet ; vote des partenaires sociaux au Conseil économique et social ; ébauche de nouveaux principes de planification ; relance de la croissance et réduction des injustices économiques et sociales ; plan, instrument du dialogue ; passage de la logique du consensus à la logique du compromis social dynamique ; contractualisation des rapports sociaux (p. 4688) ; extension de la planification à la politique culturelle ; engagements internationaux dans le domaine de la coopération ; moyens pour atteindre les objectifs du Plan ; objectifs chiffrés dans le domaine social ; effort de recherches et de coopération ; traduction dans le budget des priorités du Plan ; démocratisation du contrôle du Plan ; association du Parlement à une commission du suivi ; contrats de plan ; articulation entre planification et décentralisation ; démocratisation du processus de planification ; stratégie du Plan ; restauration de la situation de l'emploi ; création de 400 à 500 000 emplois pendant deux ans ; relance de la consommation populaire ; amélioration des bas revenus et de certaines prestations familiales ; reprise de la consommation des ménages ; maîtrise de l'inflation ; reprise de l'investissement industriel ; amélioration de la productivité ; réduction de la durée du travail ; concurrence extérieure ; différentiel de croissance entre la France et ses partenaires commerciaux ; desserrement de la contrainte extérieure ; politique d'économies d'énergie, d'investissement et de recherches dans le domaine des énergies nouvelles ; reconquête du marché intérieur ; développement du secteur public (p. 4689) ; partage du travail, des revenus et des responsabilités ; utilisation des moyens de la puissance publique à travers l'extension du secteur public ; positions de l'industrie française face à la concurrence des pays industrialisés ; déficit du solde commercial ; vieillissement de l'appareil industriel ; diminution de l'effort de recherche ; excès du centralisme ; capacité à valoriser la main-d'œuvre ; relations sociales dans les entreprises ; constitution de comités tripartites horizontaux ou par branche ; contrats de plan avec les entreprises nationalisées ; maintien d'une économie ouverte (p. 4690) ; politique de la science et de la technologie ; politique de développement productif ; prise en charge collective par l'ensemble des partenaires sociaux ; nouvelle stratégie industrielle ; maîtrise du marché intérieur ; valorisation des points forts de l'économie nationale ; maîtrise de l'internationalisation de la production ; secteur de la machine-outil ; filière agro-alimentaire ; secteur du bois, de l'ameublement cuir ; industrialisation du loisir et du tourisme ; accroissement du temps libre ; émergence de demandes nouvelles et adaptation de l'offre aux besoins mondiaux de l'an 2000 ; internationalisation de la production et développement international de firmes françaises ; maintien sur le territoire national des bases d'une industrie forte ; négociations sur les conditions et les conséquences de l'internationalisation de la production ; rôle des nationalisations dans les secteurs de base et dans les secteurs à haute technologie ; nationallsation du crédit ; développement des petites et moyennes entreprises et du tissu industriel local ; distinction entre l'artisanat et la moyenne entreprise performante ; renouveau de la solidarité ; réforme du système des prestations familiales ; abaissement de l'âge de la retraite ; politique de prévention ; prise en compte des populations spécifiques ; partage des responsabilités de la gestion de l'appareil des transferts sociaux ; démocratisation de la sécurité sociale ; partage des charges financières (p. 4691) ; ses observations sur les propos de M. Michel Barnier (p. 4699) ; distribution des revenus en France (p. 4704) ; pondération entre différentes contraintes économiques ; taux de croissance de l'économie ; compétitivité de l'appareil productif ; réduction de la durée du travail (p. 4706) ; critiques faites à l'élaboration et à la présentation du plan intérimaire ; rapport de la commission Bloch-Lainé ; bilan de l'action de l'ancien gouvernement contenu dans le plan ; concertation avec les partenaires sociaux ; commission du

plan intérimaire ; consultation des régions sur la politique de l'emploi et la réforme des aides régionales [12 décembre 1981] (p. 4734) ; réforme des méthodes et des procédures de la planification ; objectifs chiffrés du plan intérimaire relatifs à la création d'emploi, le taux de croissance, la réduction de la durée du travail, la croissance du revenu des ménages, l'augmentation des prestations familiales, le relèvement du produit intérieur, la dépense nationale de recherche, la consommation d'énergie, la construction de logements neufs, le budget culturel, le développement de la vie associative, les études des travaux facturés à l'étranger ; engagement quantitatif de stabilisation du poids des charges pesant sur les entreprises ; réduction d'une heure de la durée hebdomadaire du travail ; maintien du pouvoir d'achat moyen des salaires ; programmation de la progression du S.M.I.C. ; mesures budgétaires en référence aux orientations du plan ; politique de l'emploi ; commerce extérieur (p. 4735) ; effort de solidarité nationale ; rénovation de l'appareil productif ; besoins de financement public ; retour à une croissance forte et durable ; recours à l'endettement extérieur ; déficit budgétaire ; extension du secteur public ; décentralisation ; relèvement des prestations sociales et des bas salaires ; réduction de la dépendance énergétique ; promotion des exportations et reconquête du marché industriel national ; lutte contre l'inflation ; politique monétaire et politiques structurelles ; prix du logement et du foncier ; spéculation foncière ; coût de la distribution ; politique de redistribution des revenus ; adaptation de la politique monétaire aux objectifs de la politique économique ; recherche d'un meilleur fonctionnement des marchés ; modération de l'évolution des prix et des revenus (p. 4736) ; charges sociales ; structures de financement ; modifications de l'organisation du circuit financier ; collecte de l'épargne ; affectation de l'épargne à l'investissement ; recherches de nouveaux moyens d'emprunt ; commission de l'épargne ; budgets économiques ; politique économique de la Grande-Bretagne ; relance économique par la demande autonome ; maintien du pouvoir d'achat pour les salaires supérieurs à une fois et demie le S. M. I. C. ; modération des responsables syndicaux ; politique industrielle : effort de productivité et d'innovation technique (p. 4737) ; modération des hausses de revenus nominaux et stabilisation des charges ; reprise du dialogue social sur le plan national et dans l'entreprise ; régulation monétaire par l'ancien gouvernement ; objectif de croissance de la consommation des ménages ; situation économique internationale et nationale ; mobilisation des travailleurs et des chefs d'entreprise ; aides à l'industrie ; crédits à taux bonifiés ; fin du mouvement de déstockage ; division internationale du travail ; compétitivité technologique ; partage des responsabilités entre l'Etat et les entreprises ; autonomie des entreprises nationales (p. 4738) ; reprise de l'investissement ; situation financière de l'entreprise ; mesures visant à conforter les fonds propres ; réformes fiscales ; nationalisation du système bancaire ; aides en faveur des entreprises ; vieillissement de l'appareil productif ; exacerbation de la concurrence internationale ; intervention des pouvoirs publics dans les branches industrielles menacées ; efforts en faveur des technologies qui conditionnent l'avenir ; interventions sélectives en faveur des secteurs qui complètent les points forts de l'industrie nationale ; programme de reconversion dans les secteurs de base ; actions en faveur des secteurs les plus menacés : machines-outils, textiles, habillement, filière bois ; comité tripartite réuni au commissariat général du Plan ; économie agricole ; modifications des rapports de prix entre les céréales et les productions animales ; développement de l'industrie agro-alimentaire (p. 4739) ; interventions publiques dans le domaine agricole ; gestion des marchés ; offices par produits ; aide à l'investissement individuel ; modification de la fiscalité agricole ; articulation entre la conférence agricole annuelle et la planification ; objectifs du plan en faveur des départements d'outre-mer ; problèmes du Cantal, du Massif central et de la région Ile-de-France ; développement autonome des différentes régions ; nouvelle forme du régime des aides et maintien des procédures spécifiques aux régions pauvres ; problèmes de la voie d'eau ; élaboration de schémas directeurs des transports ; canal Rhin—Rhône (p. 4740) ; problèmes des flottes ; aménagement du canal du Midi ; interventions économiques des collectivités territoriales ; négociations sociales (p. 4741) ; décentralisation ; moyens du commissariat général au Plan ; contrats de plan entre l'Etat et les entreprises publiques et les entreprises du secteur privé ; contrats de plan et contrats de solidarité ; politique de développement décentralisé et autocentré ; programme d'incitation locale ou régionale ; modification des relations entre les collectivités décentralisées et l'Etat (p. 4742) ; contrat de plan Etat-régions ; politique de la montagne ; institution d'une commission du suivi du plan intérimaire ; développement régional ; équilibre de la sécurité sociale ; droits à la représentation sociale des personnes âgées (p. 4743) ; information du Parlement (p. 4746).

Discussion des articles : problèmes politiques et juridiques des amendements éventuels au rapport du Plan (p. 4750) ; **article 1er :** travaux de la commission Bloch-Lainé (p. 4751) ; politique industrielle du secteur public élargi ; financement de l'investissement des entreprises publiques (p. 4752) ; appel au marché financier ; bénéfice des entreprises publiques pour le budget de l'Etat ; financement de la S. N. C. F. ; compensation des charges du service public (p. 4753) ; engagement du Président de la République à ne pas procéder à de nouvelles nationalisations (p. 4754) ; compétition du secteur public et du secteur privé ; rôle du mouvement syndical (p. 4755) ; maintien de l'indépendance dans ses aspects militaire, économique et civil (p. 4757) ; reconquête du marché intérieur ; détermination des objectifs de la planification (p. 4758) ; approfondissement de l'effort de normalisation (p. 4759) ; échange des pays développés et des pays du tiers monde ; risques de création de dépendances nouvelles et d'un sous-développement accru ; exemple de l'aide en matière d'équipement énergétique ou d'encouragement aux industries agro-alimentaires ; nécessité de mettre en place une politique de coopération respectueuse des impératifs économiques des pays concernés (p. 4760) ; conditions des aides publiques aux entreprises privées (p. 4762) ; abaissement de la durée du travail ; partage du travail dans la lutte contre le chômage ; rythme d'abaissement de la durée du travail (p. 4763) ; nécessité de ne pas « rigidifier » les dispositions du plan intérimaire (p. 4764) ; situation financière des entreprises françaises et situation des finances publiques et sociales (p. 4764) ; lutte contre l'inflation ; utilisation du solde des finances publiques ; lutte contre la dispersion d'un certain nombre de fonctions de puissance publique ; déficit budgétaire et rigueur dans la gestion ; lutte contre l'inflation par des réformes de structures (p. 4765) ; prévisions économiques et réformes de structures ; objectifs et analyses économiques du Plan ; nationalisation des banques et collecte de l'épargne ; cloisonnement du système bancaire ; tableau des opérations financières (p. 4766) ; effort de défense ; loi de programmation militaire (p. 4768) ; programmation à moyen terme des mesures sociales nouvelles (p. 4769) ; cohérence interne à l'ensemble des fonds publics ; gestion des finances publiques et du financement social par rapport à la situation économique (p. 4770) ; appréciation de la pression fiscale et parafiscale en 1982 ; promotion de la famille ; taux de natalité ; difficultés du logement et chômage ; traitement des problèmes démographiques par une politique de l'emploi et du logement (p. 4771) ; stabilité du prélèvement fiscal et social (p. 4772) ; hiérarchie des taux d'intérêts (p. 4779) ; lissage des seuils en droit du travail et équilibre entre les partenaires sociaux (p. 4780) ; pluralisme de l'enseignement (p. 4781) ; formations alternées ; amélioration de la concertation entre établissements, chefs d'entreprises et organisations de travailleurs (p. 4782) ; apport des collectivités locales et des entreprises publiques pour former les jeunes sans qualification (p. 4783) ; passerelles entre le secteur public et le secteur privé ; contrats entre l'Etat et les entreprises publiques ; rénovation de l'appareil productif (p. 4784) ; prêts du F.D.E.S. ; problème de l'endettement des entreprises ; création de nouvelles conditions d'accès au capital ; fonds propres (p. 4785) ; nouvelle politique nationale d'aménagement du territoire ; aménagement de la Loire (p. 4786) ; politique en faveur de la montagne ; possibilités d'intervention des collectivités locales dans le domaine économique (p. 4787) ; limitation de l'intervention économique des collectivités locales (p. 4788) ; politique de solidarité avec les régions les plus défavorisées ; abandons partiels de souveraineté à la Communauté économique européenne pour les primes d'aides au développement régional ; modification du régime des aides régionales ; limitation à deux primes : prime d'aménagement du territoire et prime régionale à l'emploi (p. 4789) ; politique de la voie d'eau ; orientations du schéma directeur des voies navigables ; liaison Rhin-Rhône (p. 4790) ; établissement d'un schéma directeur de la voie routière (p. 4790) ; communes concernées par l'extension du camp du Larzac ; création d'une mission de caractère interministériel pour étudier le développement du Larzac (p. 4791) ; situation des départements et territoires d'outre-mer ; programmes régionaux (p. 4794) ; alcool et régie des alcools (p. 4797) ; couverture des besoins français en électricité

et débouchés à l'exportation (p. 4798) ; extension de l'usine de La Hague (p. 4799) ; évolution du marché du gaz et stratégie internationale ; évolution des revenus agricoles (p. 4800) ; disparité des revenus dans l'agriculture ; politique des structures agricoles (p. 4801) ; inégalités des exploitations agricoles ; clarté et solidarité dans les mécanismes de redistribution ; connaissance des revenus individuels des agriculteurs ; expression de la solidarité nationale vis-à-vis et au sein de l'agriculture (p. 4802) ; application progressive à l'agriculture des règles comptables et fiscales de droit commun ; obtention d'une plus grande clarté dans la connaissance des revenus agricoles (p. 4803) ; définition de la position de la France dans les négociations agricoles européennes ; principe de garantie dégressive selon la quantité fournie des produits agricoles ; caractère dégressif des aides aux productions agricoles ; projet sur l'organisation des offices agricoles par produits (p. 4804) ; aides à l'investissement agricole (p. 4805) ; moyens supplémentaires donnés aux S.A.F.E.R. en vue de favoriser l'installation des jeunes et conséquences sur les prêts fonciers ; développement de l'accès locatif à la terre (p. 4806) ; modifications de la réglementation sur les cumuls ; installation des jeunes agriculteurs ; agrandissement des exploitations petites et moyennes ; exode rural et concentration agricole au cours des vingt-cinq dernières années ; lutte contre les cumuls pour permettre à des jeunes de s'installer et aux petites exploitations de s'agrandir ; amélioration du rendement des exploitations agricoles ; libération des terres (p. 4807) ; expansion de l'agriculture et partage de la politique agricole ; amélioration de la productivité dans l'ensemble des abattoirs ; statut des agriculteurs et des agricultrices, des associés de l'exploitation (p. 4808) ; éclaircissements des plantations de zones forestières exposées aux incendies ; référence à la loi d'orientation agricole dans le texte du plan (p. 4809) ; situation du commerce ; harmonisation des aides ; simplification des procédures ; recherche d'une détente sur les taux d'intérêt ; assouplissement de certaines rigidités réglementaires, notamment des seuils fiscaux (p. 4811) ; « prudences » fiscales ; transformation du contenu de la conférence annuelle agricole ; tarification téléphonique selon la distance (p. 4812) ; présentation au Parlement de l'ensemble du budget social de la Nation ; modalités d'équilibrage des dépenses pour les recettes de la sécurité sociale (p. 4813) ; augmentation des allocations familiales (p. 4814) ; orientations du Gouvernement en matière de politique familiale ; montée du chômage des jeunes ; droits de l'enfant ; résorption des distorsions dans le système des prestations familiales ; politique démographique ; politique familiale globale ; respect du libre choix des familles quant à leur taille ; développement des services collectifs, notamment en matière de garde, d'accueil et d'éducation des enfants (p. 4814) ; redéfinition des missions respectives de l'hôpital et de la médecine ambulatoire (p. 4815) ; conception de la médecine libérale ; libre choix du médecin, de l'hôpital, de la clinique ; problème des lits libres dans les hôpitaux publics ; nécessité d'une médecine collective en matière de prévention ; installation des jeunes médecins ; interrogation sur la médecine de la maladie par rapport à celle du malade ; négociations conventionnelles de la médecine libérale et de la sécurité sociale (p. 4816) ; mise en place des départements hospitaliers permettant une prise en charge globale des malades ; son amendement n° 171 (définition d'un département hospitalier) : adopté ; condition de paiement des cotisations en proportion des revenus réels précis et conditions de versement des pensions (p. 4817) ; son amendement n° 172 (poursuite des efforts d'harmonisation concernant les agriculteurs, les commerçants et les artisans pour les régimes de pensions de retraite et de réversion) : adopté (p. 4818) ; salaire maternel ; lutte contre le statut infériorisé de la femme ; prise en charge de l'harmonisation de la famille en fonction de la référence au travail (p. 4819) ; rappel de l'objet du chèque-vacances ; contribution des industries du loisir et du tourisme à son financement (p. 4820) ; intensification de la politique sportive dans la préparation du plan quinquennal (p. 4821) ; insuffisance de l'indemnisation des catastrophes naturelles (p. 4822) ; coopération avec les pays touchés par des catastrophes naturelles ou par des conflits ; mise en place d'une formule de volontariat dans la fonction publique et dans le secteur privé ; intensification de la coopération avec les pays du Tiers monde (p. 4823) ; développement de la vie associative ; croissance des crédits de l'État affectés au ministère de la culture (p. 4824) ; mise en œuvre d'une conception élargie du développement culturel ; réduction des inégalités d'accès à la culture ; renforcement de la présence culturelle de la France dans le monde ; notion de pluralisme ; son sous-amendement n° 175 à l'amendement n° 140 de M. Daniel Goulet (aides de l'État à la création sous toutes ses formes et à la préservation du patrimoine dans sa diversité) : adopté ; système d'abonnement et politique tarifaire de l'Opéra (p. 4825) ; programmes de télévision ; enseignement privé (p. 4826) ; **article 4** : réforme des aides dans la loi de décentralisation et dans le plan intérimaire ; concours des collectivités locales à la lutte pour l'emploi ; mise en œuvre d'une véritable politique d'aménagement du territoire ; régime des aides au développement régional ; mécanisme actuel des interventions économiques des collectivités territoriales ; aides aux entreprises en difficulté ; problèmes d'aménagement du territoire ; approbation de la Communauté économique européenne dans les régimes d'aides ; définition des aides directes ; relations entre les collectivités locales et les sociétés d'économie mixte ; bonifications d'intérêts (p. 4830) ; création de services aux entreprises et création de services favorisant le développement dse entreprises (p. 4831) ; bonification d'intérêt ; révision du régime d'aides à l'aménagement du territoire dans le plan quinquennal (p. 4832). Ses remerciements après le vote du projet de loi ; méthodes d'examen du plan intérimaire par le Parlement ; maîtrise des contraintes à moyen terme (p. 4835).

Deuxième lecture, discussion générale : amendements du Gouvernement sur le commerce et les transports collectifs urbains [23 décembre 1981] (p. 5410) ; intégration d'amendements de l'opposition au rapport portant plan intérimaire ; ses observations sur le débat au Sénat (p. 5411) ; aide limitée à un territoire ne couvrant pas plus de 38 p. 100 de la population du pays en vertu de la législation européenne ; mise en œuvre d'un nouvel esprit de décentralisation avec le changement de majorité ; référence à des zones pour les aides (p. 5412) ;

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 1 (reconquête du marché intérieur, commerce, importations à bas prix) : adopté ; son amendement n° 2 (sensibilisation des Français à l'intérêt de réduire l'usage des automobiles en ville, développement des transports collectifs) : adopté (p. 5413) ; **article 4** : son amendement n° 3 (aides directes ou indirectes des collectivités territoriales à des entreprises) (p. 5414) ; prix de cession de leurs terrains par les collectivités locales ; exceptions permises au principe du prix du marché pour la revente ou la location de bâtiment par les communes ; suppression de la redevance industrielle mais maintien de l'agrément ; augmentation de la redevance tertiaire (p. 5415) ; concurrence sauvage entre les collectivités locales sur les cession de terrains industriels ; désir de la C.E.E. de restreindre la politique française d'aide aux régions défavorisées ; actions entreprises par les collectivités locales sur la base de conventions conclues avec l'Etat (p. 5417) ; adoption de l'amendement n° 3 modifié (p. 5418).

Troisième lecture, discussion générale : enrichissement du texte initial (p. 5430).

ROCCA SERRA (Jean-Paul de)

Député de la Corse-du-Sud
(2e *circonscription*)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [6 novembre 1981] (p. 3307).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (solidarité nationale, santé, travail, section commune) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 35 : **solidarité nationale, santé, travail** : section commune **(n° 470)** [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale : questions :* desserte de la Corse [7 novembre 1981] (p. 3361).

RODET (Alain)

Député de la Haute-Vienne
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre du conseil supérieur du pétrole [*J.O.* du 1er août 1981] (p. 2113).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (industrie : énergie) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 18 : industrie : **énergie (n° 470)** [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : régionalisation de la politique énergétique ; ressources du Limousin en uranium ; filière carburol ; rentabilité des économies d'énergie [7 octobre 1981] (p. 1576) ; économies d'énergie et emploi (p. 1577).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* concurrence des grandes surfaces : produits financiers ; circuits bancaires [5 novembre 1981] (p. 3183).

Industrie et énergie. — *Discussion générale,* rapporteur spécial pour l'énergie : maintien et développement de la production nationale de charbon ; accentuation de la politique d'économies d'énergie ; industries de la régulation du chauffage et des équipements économisant l'énergie ; production d'énergies nouvelles ; géothermie ; majoration des redevances dues par les exploitants d'installations nucléaires [14 novembre 1981] (p. 3735) ; industrie du raffinage (p. 3736).

Discussion des articles : **article 88 :** fonctionnement des rapports contractuels entre l'Etat et les Charbonnages de France ; accroissement de l'effort dans le domaine des économies d'énergie (p. 3765).

ROGER (Emile)

Député du Nord
(14e circonscription)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [J. O. du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [J. O. du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la majoration de deux ans de la durée d'**assurance vieillesse** par enfant aux ayants droit du **régime minier (n° 284)** [30 juillet 1981].

ROGER-MACHART (Jacques)

Député de la Haute-Garonne
(1re circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Alain Savary, nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de l'industrie de la machine-outil en France (n° 249) [11 septembre 1981] (p. 1026). Remplacé par M. Alain Hautecœur [17 septembre 1981] (p. 1180).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres III et IV) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **article 48 :** participation de la région au capital des sociétés de développement régional [10 septembre 1981] (p. 902).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : nouveaux rapports entre l'Etat et les services publics ; contrats de programme entre l'Etat et les entreprises nationales ; responsabilité reconnue aux dirigeants des entreprises nationales ; création pour les entreprises nationales d'un interlocuteur unique représentant l'Etat [14 octobre 1981] (p. 1803) ; rôle de l'entreprise nationale dans la négociation du contrat de plan ; contrat de plan d'une durée de trois ans au moins ; appartenance de la CII-HB au secteur public (p. 1804).

ROSSINOT (André)

Député de Meurthe-et-Moselle
(3e circonscription)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [(1er octobre 1981] (p. 1455).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Représentant suppléant de l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J. O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2700).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 164-9 du **code des communes** relatif à la **dissolution des districts (n° 550)** [19 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : industrie lorraine : politique industrielle et sidérurgique ; nationalisation de Sacilor, Sollac et Usinor ; suppression d'emplois ; organisation d'un table ronde [21 octobre 1981] (p. 2267).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : programme des radicaux ; rôle de la région ; principe de répartition des compétences ; statut des personnels locaux ; droit à l'information des citoyens ; caractère hâtif du projet de loi ; risque de confusion du fait des interférences des services ; menace pour la liberté d'entreprise et le droit de propriété ; statut des élus et des fonctionnaires locaux ; cumul des mandats ; cour régionale des comptes ; contrôle juridictionnel [27 juillet 1981] (p. 377) ; demande de scrutin public sur la motion de renvoi en commission de M. Charles Millon (p. 392).

Discussion des articles : **article 4 :** son amendement de suppression n° 199 [28 juillet 1981] (p. 446) : problème des centres de santé intégrés, amendement : rejeté (p. 448) ; **article 34 :** son amendement n° 245 (suppression de l'article 43) rejeté [2 août 1981] (p. 778).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Chômage ; inflation ; mesures de solidarité nationale ; impôt sur les grandes fortunes ; taxation de l'outil de travail ; programme électro-nucléaire ; nationalisations ; politique industrielle ; revalorisation du S.M.I.C., des allocations familiales et de l'aide au logement ; « chasse aux sorcières » dans la presse, l'audiovisuel et l'enseignement [15 septembre 1981] (p. 1071).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : dépendance énergétique ; politique des précédents gouvernements [6 octobre 1981] (p. 1537) ; limites des économies d'énergie, du recours au charbon et des énergies nouvelles ; nécessité du nucléaire ; centrale de Cattenom (p. 1538).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).

Première lecture, discussion générale : contexte historique et international de la crise de la sidérurgie française ; crise mondiale ; chute de la consommation d'acier tant sur le marché intérieur que sur le marché international ; concurrence des pays en voie de développement ; difficulté de la technique sidérurgique à s'adapter à son environnement technologique ; mesures de restructuration intervenues pour limiter les capacités de production ; importance des investissements effectués ; plans de réduction des capacités au Japon, en République fédérale allemande, en Italie ; détérioration de la compétitivité de l'industrie sidérurgique britannique nationalisée ; progrès de compétitivité de l'industrie sidérurgique française ; plan de redressement mis en œuvre en 1978 et conventions sociales attenantes ; vérification des calculs économiques et industriels du Gouvernement et des présidents directeurs généraux d'Usinor et de Sacilor [8 octobre 1981] (p. 1621) ; effondrement des prix sur les marchés mondiaux et européens ; intégration aux firmes sidérurgiques des activités à plus forte valeur ajoutée ; exemple de l'opération Pompey-Sacilor et de la reprise par Usinor et Sacilor des actifs sidérurgiques de P.U.K. et de Creusot-Loire ; démarches adoptées par les pouvoirs publics en 1978 : séparation de deux niveaux de responsabilité entre l'Etat, engageant les finances publiques, et les chefs d'entreprises, bâtissant une stratégie industrielle ; intervention de l'Etat pour atténuer les conséquences sociales et régionales des décisions industrielles ; étapes dans le redressement de la sidérurgie : redressement des comptes, plan industriel, mesures sociales et régionales ; projet de loi actuel dans la même ligne que la démarche de 1978 mais priorité donnée à des objectifs idéologiques ; absence de choix de politique industrielle du Gouvernement ou rétention d'informations à l'égard du Parlement ; nombreuses suppressions d'emplois prévisibles ; plan acier européen (p. 1622) ; problème des mines de fer ; restructuration de l'industrie des aciers spéciaux ; maintien de deux firmes sidérurgiques ; répercussion des choix industriels sur l'aménagement du territoire ; difficultés de la diversification industrielle dans les régions sidérurgiques ; volet social de la démarche du Gouvernement : avantages acquis par les conventions collectives ; mise en place de la cinquième équipe ; mission d'information parlementaire de 1978 ; convention sociale ; proposition d'organisation des sociétés sidérurgiques en une structure double avec un directoire et un conseil de surveillance ; contre-pouvoir passant par les organisations représentatives ; caractère hâtif du projet de loi (p. 1623).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* encadrement éducatif des lycées et collèges ; carence en matière de surveillance [10 novembre 1981] (p. 3468).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* conséquences du budget inflationniste sur les possibilités de prêts pour l'accession à la propriété ; création nécessaire d'un prêt pour l'accession à la propriété des familles nombreuses disposant des ressources modestes [12 novembre 1981] (p. 3546) ; critique du blocage des loyers pénalisant le logement social ; risque de décourager l'investissement dans le logement (p. 3547).

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Première lecture, discussion générale : découragement de l'investissement privé ; politique de l'indice et modération des loyers ; situation des offices publics d'H.L.M. ; risque d'abandon des programmes d'entretien ; interdiction d'augmenter le loyer en cas de départ d'un locataire ; atteinte à la liberté des contrats ; retard du loyer par rapport à l'évolution des autres composants du coût de la vie ; accès à la propriété ; crise du secteur de la construction [26 novembre 1981] (p. 4218).

ROUDY (Yvette)

Ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme.

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy. Décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy). Décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

REPONSES AUX QUESTIONS

orale sans débat de M. Jacques Brunhes (n° 76) : éducation sexuelle à l'école : campagne d'information sur la contraception ; importance de l'école comme lieu privilégié de l'éducation sexuelle ; droit de chacun à maîtriser son corps [27 novembre 1981] (p. 4257).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Droits de la femme. — *Discussion générale :* femme « citoyenne à part entière » ; droit de vote accordé par le conseil national de la Résistance ; conséquences du code Napoléon ; droit pour les femmes de disposer de leur corps ; droit à l'emploi ; action en faveur de la mixité dans tous les domaines ; formation professionnelle ; nécessité d'une discrimination positive en faveur des femmes ; mixité réelle dans les études et la formation professionnelle ; « plan avenir jeunes » ; campagne d'information sur la contraception ; problèmes spécifiques aux françaises d'outre-mer et aux femmes migrantes [17 novembre 1981] (p. 3893) ; nécessaire relecture de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse ; accueil des femmes victimes de violence dans les commissariats de police ; lutte contre le proxénétisme ; « droits propres aux femmes » (p. 3894) ; priorité accordée aux femmes seules ; extension de l'action du ministère jusqu'aux départements et territoires d'outre-mer ; remboursement de l'I. V. G. ; problème de la discrimination dans les manuels scolaires ; travail à temps partiel (p. 3899) ; réversion des pensions alimentaires à 60 % (p. 3900).

Examen des crédits : **après l'article 84 :** son avis sur l'amendement n° 198 de Mme Ghislaine Toutain et demande à celle-ci de le retirer (p. 3900).

ROUQUET (René)

Député du Val-de-Marne.
(4e circonscription).
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Joseph Franceschi nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

Membre suppléant du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [*J.O.* du 8 août 1981] (p. 2187).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à permettre aux régions dans les départements d'outre-mer de s'assurer un complément de ressources au titre de leur participation à leur propre développement (n° 132) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'outre-mer) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Rapporteur de la proposition de Mme Nicole de Hauteclocque et plusieurs de ses collègues tendant à majorer automatiquement les rentes viagères privées en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la vie (n° 416) [5 novembre 1981] (p. 3220).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'outre-mer) [12 novembre 1981] (p. 3603).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale (n° 450), tome VII : Départements et territoires d'outre-mer : de la République sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome VII : Départements et territoires d'outre-mer : **Territoires d'outre-mer (n° 474)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : opposition à toute rupture avec la métropole ; application immédiate des avantages sociaux décidés au lendemain des élections ; coexistence sur un même territoire et pour une même population du département et de la région [5 novembre 1981] (p. 3192) ; taux réel de progression du budget de 16,5 p. 100 ; crédits des ministères techniques ; réforme foncière en Nouvelle-Calédonie ; institutions nouvelles pour la Polynésie française (p. 3193).

Economie et finances. — I. — Charges communes. — *Discussion générale :* satisfaction devant les mesures prises en faveur des personnes âgées ; amélioration de la situation des retraités « avant loi Boulin » ; relèvement du seuil de récupération sur succession ; objectif de 60 p. 100 pour les pensions de réversion [14 novembre 1981] (p. 3699).

ROUQUETTE (Roger)

Député de Paris
(16e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de Mme Edwige Avice, nommée membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

Rapporteur du projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546) [12 novembre 1981] (p. 3603).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modération des loyers [*J.O.* du 17 décembre 1981] (p. 3440).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 18 décembre 1981] (p. 3452).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 546) relatif à la **modération des loyers (n° 558)** [19 novembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 649)** [17 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : rôle des salariés de l'énergie ; usine de La Hague [7 octobre 1981] (p. 1578) ; statut de la C.O.G.E.M.A. (p. 1579).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* problème de la rentrée de 1981 dans la capitale ; insuffisance des classes dans les écoles maternelles et les écoles élémentaires ; problème de l'institut de programmation de l'université de Paris-IV de Jussieu [10 novembre 1981] (p. 3469).

Fonction publique et réformes administratives. — *Discussion générale :* rapport Longuet ; maintien du pouvoir d'achat ; primes ; réduction de la durée hebdomadaire du travail de deux heures à compter du 1er janvier 1982 : compensation par la création de postes ; calendrier de résorption des non-titulaires ; efforts pour la mise en œuvre de la décentralisation [13 novembre 1981] (p. 3617).

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : lutte contre l'inflation ; projet de loi relatif aux droits et obligations des bailleurs et des locataires ; accords de modération entre associations de bailleurs et de locataires et extension à l'ensemble du secteur locatif ; exclusion du champ d'application de la loi du nouveau loyer des logements conventionnés ; possibilité pour les organismes d'H.L.M. d'augmenter de façon moins restrictive les loyers ; caractère rétroactif de la loi ; déplafonnement des loyers [26 novembre 1981] (p. 4207) ; liberté des loyers et augmentation de leurs prix ; logements-foyers ; renouvellement du bail d'un local ou d'un immeuble à usage commercial, industriel ou artisanal ; conditions dans lesquelles peuvent être majorés des logements H. L. M. ; travaux d'amélioration et d'économie d'énergie ; amélioration de la trésorerie de certains organismes d'H. L. M. ; conditions d'augmentation des loyers ; loyers du secteur libre ; principe du libre jeu des clauses contractuelles ; limitation du pourcentage d'augmentation ; interdiction pour l'avenir de toute mesure de rattrapage ; infractions ; caractère rétroactif du plafonnement du loyer (p. 4208).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 1 (tendant à limiter la hausse des loyers des logements-foyers) : adopté ; pression des bailleurs sur les locataires ; son amendement n° 2 (coordination avec l'amendement n° 1) ; inclusion dans les dispositions de la loi des logements-foyers ; amendement n° 2 adopté (p. 4221) ; **article 2 :** son amendement n° 3 (modalités de révision en hausse des loyers lorsque leur évolution a été inférieure à la moyenne des montants minimum et maximum des loyers fixés en application du code de la construction ou que des travaux d'économie d'énergie ont été réalisés dans le logement) : rejeté ; son amendement n° 4 devenu sans objet ; rectification rédactionnelle de l'amendement n° 13 du Gouvernement (p. 4224) ; **article 3 :** son amendement n° 5 (rédactionnel) ; révision aux dates et conditions prévues par le contrat de location du loyer des logements ; amendement n° 5 adopté ; son amendement n° 36, à titre personnel (suppression de la mention du caractère annuel de la

variation de l'indice) (p. 4226) : adopté ; son amendement n° 25 à titre personnel (suppression de la mention de caractère annuel pour la révision des loyers) : adopté ; son amendement n° 6 (règles d'augmentation du loyer lorsque la périodicité des augmentations prévues est inférieure à un an) : retiré (p. 4227) ; index national du bâtiment ; risque d'abus des nouvelles locations (p. 4228) ; son amendement n° 7 (rédactionnel) : devenu sans objet ; **après l'article 3 :** son amendement n° 8 (tendant à prévoir que la redevance acquittée par toute personne résidant dans un logement-foyer ainsi que la redevance acquittée par le gestionnaire du logement-foyer qui a conclu avec le propriétaire un contrat de location ne peuvent être révisées en hausse que dans la limite de 10 p. 100) (p. 4229) : rejeté ; **article 4 :** son amendement n° 26 à titre personnel (nouvelle rédaction de l'article précisant les modalités de révision des loyers) : adopté ; **après l'article 4 :** son amendement n° 9 (fixation du coefficient de revalorisation en cas de renouvellement en 1982 du bail d'un local ou d'un immeuble à usage commercial, industriel ou artisanal) : retiré (p. 4230).

Commission mixte paritaire, rapporteur : adoption unanime d'un texte transactionnel par la C.M.P. ; période d'application de la loi [18 décembre 1981] (p. 5166) ; nouvelles dispositions concernant les logements-foyers ; application de la loi aux nouvelles locations ; détermination des charges récupérables (p. 5167).

Discussion des articles : application de la loi à compter du 7 octobre 1981 (p. 5168) ; récupération sur le locataire des dépenses de gardiennage et du personnel chargé de l'entretien de propreté (p. 5169).

ROUSSEAU (Jean)

Député du Cher
(2e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

ROYER (Jean)

Député de l'Indre-et-Loire
(1re *circonscription*)
N. I.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

QUESTIONS

au Gouvernement : déblocage des prix de réparation du matériel ferroviaire : situation des unités de production de Clermont-Ferrand, Cannes-La-Bocca, Marseille, et Tours-Saint-Pierre-des-Corps [9 décembre 1981] (p. 4567).

orale sans débat (n° 90), posée le 1er décembre 1981 : **entreprises (petites et moyennes)** (p. 4342) ; appelée le 4 décembre 1981 : **entreprises :** lutte contre le chômage et l'inflation ; problème des seuils d'effectifs entraînant des charges supplémentaires pour les entreprises (p. 4424) ; fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) ; importance des contrats interprofessionnels ; rôle subsidiaire des rendez-vous annuels (p. 4426).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** interventionnisme des communes ; sociétés d'économie mixte locales ; application du plan ; problème des garanties [28 juillet 1981] (p. 443) ; ses observations sur l'amendement n° 311 ; C.I.A.S.I. et C.O.D.E.F.I. [30 juillet 1981] (p. 548) ; **article 18 :** conflit d'intérêt entre les collectivités territoriales ; moyens d'arbitrage : cumul des mandats, plan d'aménagement du territoire, représentants de l'Etat ; coopération du représentant de l'Etat et du conseil général [1er août 1981] (p. 693).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Relance de la croissance ; petites et moyennes entreprises ; charges sociales et fiscales ; développement des sociétés de caution mutuelle ; abaissement de la taxe professionnelle ; politique des investissements ; nationalisation des banques ; extension du F.D.E.S. ; situation des grandes entreprises nationales et multinationales ; contrôle des sociétés par l'Etat sans appropriation collective ; sociétés d'économie mixte ; gestion des entreprises nationales [15 septembre 1981] (p. 1061) ; politisation des syndicats ; lutte contre l'inflation ; taxation des prix ; politique contractuelle des prix ; concurrence ; alternance entre enseignement théorique et enseignement pratique en entreprise ; programme de grands travaux ; plan intérimaire ; risque d'augmentation des importations ; contrats avec les pays pauvres ; déficit budgétaire ; part de la production exportée ; dévaluation monétaire ; partage du travail ; pacte pour l'emploi ; travail à la carte ; emploi à mi-temps pour les femmes dans les services publics ; salaire de la mère de famille (p. 1062).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : utilisation de l'alcool comme carburant [6 octobre 1981] (p. 1535) ; utilisation de la biomasse ; loi d'orientation de l'énergie en France (p. 1536).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article Ier :** renforcement du secteur nationalisé préférable à son extension ; développement de la concurrence ; développement du F.D.E.S. préférable à la nationalisation du crédit ; S.E.M. (sociétés d'économie mixte) pour articuler la sous-traitance entre les entreprises nationales et les P.M.E. [15 octobre 1981] (p. 1856) ; son amendement n° 702 (transformation des cinq sociétés industrielles nationalisables en S.E.M.) ; participation de l'Etat de 10 à 35 p. 100 ; maintien des méthodes de gestion ; absence de concentration excessive du capital ; coût moindre que la nationalisation ; participation du personnel à la gestion (p. 1870) ; rejeté (p. 1873).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 8 :** impôt de solidarité nationale ; proposition d'un grand emprunt national ; indexation du plancher d'imposition [30 octobre 1981] (p. 2837) ; imposition du patrimoine professionnel ; choix donné aux contribuables entre l'acquittement de l'impôt et la souscription de l'emprunt (p. 2838). **Article 36 :** son sous-amendement n° 583 à l'amendement n° 543 de M. Roger Corrèze (D.G.F. : prélèvement porté à 16,664 p. 100 des recettes de la T.V.A.) [4 novembre 1981] (p. 3135) ; augmentation de 12,5 p. 100 de la D.G.F. en 1982 ; difficultés des collectivités territoriales en 1982 ; augmentation des frais de personnel et des taux d'intérêt ; limitation d'accroissement du prix de leurs services ; majoration du prélèvement sur les banques (p. 3136) ; rejet par scrutin public du sous-amendement n° 583 (p. 3137).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale :* aide à la formation ; primes d'installation des artisans ; cotisations maladie : distorsion par rapport aux salariés ; aide compensatrice ; abaissement à 200 mètres carrés du seuil pour les implantations commerciales soumises à autorisation ; création de groupements d'intérêts économiques ; politique contractuelle ; seuils sociaux [5 novembre 1981] (p. 3179) ; prêts du F.D.E.S. (p. 3180).

Education nationale. — *Discussion générale :* résorption de l'auxiliariat dans le second degré ; entretien du patrimoine dans le premier et le second cycle [9 novembre 1981] (p. 3446) ; établissement région par région d'une carte des grosses réparations du patrimoine ; formation et préformation professionnelles ; alternances dans l'enseignement des premier et second cycles ; alterner l'enseignement et la pratique en entreprise ; rôle des commissions départementales d'agrément désignant des maîtres artisans ou entrepreneurs capables de former des jeunes ; nécessité d'une loi organisant l'alternance réelle (p. 3447).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* insécurité dans les grands ensembles urbains [17 novembre 1981] (p. 3851) ; vandalisme ; délinquance ; îlotage ; coordination entre polices et municipalités ; « loubards » ; compagnies républicaines de sécurité (C. R. S.) (p. 3852).

Seconde délibération : **article 42 et état B, titre III :** dotation globale de fonctionnement [20 novembre 1981] (p. 4116) ; impôts locaux ; rôle des collectivités locales dans la lutte contre le chômage (p. 4117).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : maintien d'une économie ouverte et d'une économie mixte ; instauration d'une économie contractuelle ; difficultés des P. M. I. ; établissement de seuils pour l'application de certaines dispositions du droit du travail ; abattement de la taxe professionnelle ; rôle du F. D. E. S. ; encouragement à l'innovation des entreprises ; nombre des créations d'emplois ; conditions de la concurrence internationale [11 décembre 1981] (p. 4707) ; barrières protectionnistes ; économie contractuelle ; rapprochement des producteurs, des distributeurs et des consommateurs ; répartition des charges et des marges entre producteurs, grossistes, détaillants et consommateurs ; contractualisation entre l'Etat, les régions, les villes et les départements ; taux d'intérêt des emprunts des collectivités locales ; développement régional (p. 4708).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 29 (révision des niveaux d'effectifs à partir desquels une entreprise ou un établissement se voit appliquer certaines dispositions du code du travail et atténuation des effets de seuils par une redistribution des charges financières) ; incitation des petites et moyennes entreprises à créer des emplois ; statistiques relatives aux effectifs des entreprises [12 décembre 1981] (p. 4780) ; amendement n° 29 retiré (p. 4781) ; son amendement n° 30 (amélioration de l'enseignement technique par une loi cadre permettant aux étudiants des collèges et lycées d'enseignement général et d'enseignement professionnel de participer à la vie de communauté de travail au moyen de stages) ; alternance entre enseignement pratique et enseignement technique ; organisation des stages ; contrôle de l'inspection de l'enseignment technique et des chambres professionnelles (p. 4782) ; amendement n° 30 rejeté (p. 4783) ; son amendement n° 31 (formation des jeunes sans qualification par la voie de contrats avec les services des collectivités locales et avec les entreprises du secteur public afin d'organiser des stages) ; extension des stages emploi-formation au secteur public ; expérience du département d'Indre-et-Loire ; contrat de solidarité (p. 4783) ; amendement n° 31 adopté (p. 4784) ; son amendement n° 32 (financement des investissements des petites entreprises sur des crédits du fonds de développement économique et social) ; accroissement du recours au F. D. E. S. pour contenir l'inflation et augmentation de son rôle auprès des petits commerçants, industriels et artisans (p. 4784) ; recours aux crédits d'Etat ; coût et choix des investissements ; amendement n° 32 adopté ; son amendement n° 33 (aménagement du bassin de la Loire) (p. 4785) ; agence du bassin Loire-Bretagne ; amendement n° 33 rejeté p. 4786) ; son amendement n° 166 (attribution de la prime d'aménagement du territoire pour toutes les régions) ; « zone blanche » de l'aménagement du territoire ; prime d'implantation pour les industries ou les services nouveaux ; interventions du fonds européen de développement régional ; cas de la région de Tours (p. 4789) ; amendement n° 166 rejeté (p. 4790) ; son amendement n° 35 (reboisement des terres incultes) ; développement des plantations de feuillus ; diminution du déficit de la filière bois ; amendement n° 35 adopté (p. 4796) ; son amendement n° 36 (utilisation et fabrication de l'éthanol comme carburant) ; plan alcool ; exploitation de la biomasse ; indépendance énergétique (p. 4797) ; amendement n° 36 rejeté (p. 4798) ; son amendement n° 37 (contrats interprofessionnels entre producteurs agricoles et industriels, entre grossistes et détaillants, et organisation d'une réunion de concertation entre le Gouvernement et les représentants de l'artisanat, de l'industrie et du commerce) rétablissement de l'équité entre les producteurs et les distributeurs ; lutte contre l'inflation et reconquête du marché intérieur ; rapport entre le flux des produits nationaux et le flux des produits importés ; amélioration de la connaissance du marché et de la formation des prix ; établissement de fourchettes des prix ; organisations de consommateurs ; concertation avec les producteurs et les distributeurs (p. 4811) ; accords entre les milieux professionnels de l'agriculture en vertu de la loi de 1974 ; évolution des tarifs publics ; analyse des composantes des prix ; amendement n° 37 rejeté (p. 4812).

S

SABLE (Victor)

Député de la Martinique
(3e circonscription)
Apparenté U. D. F.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Juge titulaire de la Haute Cour de justice [16 juillet 1981]. (p.137).

Prête serment [29 juillet 1981] (p. 476).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J. O.* du 7 novembre 1981] (p. 3041).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer. — *Discussion générale :* avancement de la date du débat ; augmentation des crédits des forces de l'ordre et des crédits destinés aux migrations ; retour au pays natal [5 novembre 1981] (p. 3199) ; application par la Ve République de la loi de départementalisation de 1946 ; autonomistes battus au suffrage universel ; relance de l'industrie sucrière à la Martinique ; programme de modernisation de l'agriculture adopté par l'Assemblée européenne ; intégration des départements d'outre-mer à la Communauté économique européenne ; institutions administratives : département, région (p. 3200) ; indépendance (p. 3201).

SAINTE-MARIE (Michel)

Député de la Gironde
(6e circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Temps libre) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XXIII : **Temps libre (n° 471)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : création du ministère du temps libre correspondant au besoin de maîtriser le temps et non de le subir ; présentation de la structure administrative de ce ministère et de ses moyens [19 novembre 1981] (p. 4019) ; création d'une direction du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature ; mise en place d'un Haut Comité du loisir social ; développement de l'éducation populaire ; Fonjep (fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire) ; décentralisation du fonds sur des agences inter-régionales ; création de nouveaux postes de conseillers techniques et pédagogiques ; formation des cadres animateurs ou des C. T. P. ; arrêté du 15 juillet 1981 fixant les dispositions relatives aux agents communaux affectés aux fonctions d'animation ; inconvénients de cette « municipalisation » ; projet de loi relatif à la promotion de la vie associative ; régime fiscal des associations : tourisme social ; démocratisation des loisirs de neige ; aide aux personnes ayant des parents ou enfants invalides, malades ou handicapés, à charge ; aides financières en faveur du tourisme social ; institution du chèque-vacances (p. 4020) ; développement des investissements touristiques et sociaux ; étalement des départs en vacances (p. 4021).

SANMARCO (Philippe)

Député des Bouches-du-Rhône
(3e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Gaston Defferre, nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 302).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

Rapporteur du projet de loi concernant l'application de l'accord franco-guinéen du 26 janvier 1977 relatif au règlement du contentieux financier entre les deux pays (n° 99) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382) [24 septembre 1981] (p. 1338).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383), [24 septembre 1981] (p. 1338).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 387) [24 septembre 1981] (p. 1338).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 99) concernant l'application de l'**accord franco-guinéen** du 26 janvier 1977 relatif au **règlement du contentieux financier entre les deux pays (n° 572)** [26 novembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 387).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : image de la France à l'étranger ; dignité des travailleurs étrangers ; caractère exceptionnel de la régularisation en cours [29 septembre 1981] (p. 1345).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : cohérence du texte avec la volonté de garantir une situation stable aux étrangers ; réserve sur la nullité des associations portant atteinte à la situation diplomatique de la France [29 septembre 1981] (p. 1358).

SANTA CRUZ (Jean-Pierre)

Député du Jura
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546) [13 novembre 1981] (p. 3677).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modération des loyers [*J.O.* du 17 décembre 1981] (p. 3440).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : lutte contre le chômage ; relance des investissements ; rééquilibrage des rapports entre locataires et bailleurs ; rappel des différents régimes locatifs [26 novembre 1981] (p. 4208) ; rétroactivité du projet de loi ; portée du projet de loi ; évolution de la réglementation des loyers ces dernières années ; règles de modération applicables aux loyers du secteur H.L.M. ; révision des loyers dans les conditions prévues par le contrat de location ; impact économique du projet de loi ; activité du bâtiment et des travaux publics ; lutte contre l'inflation ; rythme de progression des loyers et des charges ; indice des prix ; place du logement dans le budget des ménages ; caractéristiques du secteur de la construction ; investissements en produits du bâtiment et des travaux publics ; aide au bâtiment et aux travaux publics ; programme de réhabilitation des logements ; actions prioritaires du plan intérimaire (p. 4209).

Discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 10 (exclusion des dispositions de la loi des loyers des locaux en meublé dont le montant fait l'objet d'une taxation) ; protection des loueurs en meublé (p. 4221) ; amendement n° 10 adopté (p. 4222) ; **article 3 :** son sous-amendement n° 11 à l'amendement n° 5 de la commission (précision rédactionnelle) : adopté (p. 4226).

SANTONI (Hyacinthe)

Député des Bouches-du-Rhône
(1re circonscription)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [1er octobre 1981] (p. 1456).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

QUESTIONS

orale sans débat : (n° 28), posée le 30 septembre 1981 : **crimes, délits et contraventions (sécurité des biens et des personnes : Bouches-du-Rhône)** (p. 1427) ; appelée le 2 octobre 1981 : **sécurité à Marseille :** racisme ; S.A.C. (p. 1463, 1464, 1465).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** (n° 310).

Première lecture, discussion générale : référendum ; discipline de vote ; laxisme de la justice [18 septembre 1981] (p. 1184, 1185).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité nationale. — *Discussion générale :* questions : situation dramatique des vieillards grabataires ; pénurie de lieux d'hospitalisation spécialisés dans ce domaine [10 novembre 1981] (p. 3532) ; augmentation substantielle du fonds national de solidarité ; exemple donné par la mairie de Paris ; situation des personnes isolées (p. 3533).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* exemple de Marseille ; découragement des policiers ; sécurité des Français ; loi d'amnistie ; permissions ; quartiers de haute sécurité (Q. H. S.) ; décentralisation [17 novembre 1981] (p. 3859).

— **Fait personnel** se rapportant à son rôle d'élu national [17 novembre 1981] (p. 3873).

SANTROT (Jacques).

Député de la Vienne
(1re *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (n° 105) [17 juillet 1981] (p. 262).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Education nationale : Universités) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome VII : Education nationale : **Universités (n° 471)** [16 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : autonomie réelle des collectivités locales [27 juillet 1981] (p. 312) ; répartition des compétences entre les collectivités locales et l'Etat ; détermination des ressources ; simulation de la réforme ; suppression de la tutelle préalable sur les établissements publics communaux et les établissements publics départementaux ; exception pour les établissements hospitaliers, les services publics sanitaires et les institutions sociales et médico-sociales ; système « de financement croisé » entre l'Etat et les collectivités locales ; dispositions transitoires ; dépenses d'aide sociale ; C. E. S. ; lycées (p. 313).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : rattachement du budget de l'enseignement universitaire à l'éducation nationale [9 novembre 1981] (p. 3428) ; taux de croissance de 16,3 p. 100 de ce budget ; création de 2 606 emplois budgétaires et de 161 postes pour les bibliothèques universitaires ; réactualisation des crédits de fonctionnement des universités ; efforts accentués en faveur de la recherche universitaire ; augmentation de la reprise des opérations d'équipement ; insuffisance de l'aide sociale aux étudiants ; préparation de la nouvelle loi d'orientation et élaboration de la carte des formations universitaires ; réorganisation de toutes les catégories de personnel de l'enseignement supérieur ; plan d'intégration des enseignants vacataires (p. 3429).

Examen des crédits : **état B, titre III :** création de postes pour l'enseignement supérieur et pour les bibliothèques [10 novembre 1981] (p. 3474) ; **après l'article 87 :** son sous-amendement n° 123 à l'amendement n° 122 (conditions d'intégration des vacataires dans le corps des assistants (p. 3475) ; adopté (p. 3476).

SAPIN (Michel).

Député de l'Indre
(1re *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

Secrétaire d'âge.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 23 de la Constitution (n° 118) [30 juillet 1981] (p. 590).

Rapporteur de la proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, tendant à modifier certains articles du code électoral, de façon à prévoir le remplacement par des élections partielles, des membres du Parlement dont le siège devient vacant (n° 119) [30 juillet 1981] (p. 590).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier certains articles du code électoral (n° 120) [30 juillet 1981] (p. 590).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie [*J. O.* du 31 juillet 1981] (p. 2103).

Rapporteur de la proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, tendant à compléter l'article 7 de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social (n° 137) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Robert-André Vivien et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social afin de prévoir la représentation des anciens combattants et victimes de guerre (n° 155) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset tendant à assurer la représentation des professions libérales au Conseil économique et social (n° 236) [11 septembre 1981] (p. 1026).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 387) [24 septembre 1981] (p. 1338).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [*J. O.* du 7 octobre 1981] (p. 2734).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [*J. O.* du 13 octobre 1981] (p. 2779).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat (n° 468) [28 octobre 1981] (p. 2709).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Loïc Bouvard tendant à abroger l'avant-dernier alinéa de l'article L. 5 du code électoral qui interdit l'inscription des faillis sur les listes électorales (n° 359) [5 novembre 1981] (p. 3220).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 608) [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3423).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modération des loyers [*J. O.* du 17 décembre 1981] (p. 3440).

Membre titulaire de la commission d'accès aux documents administratifs [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3493).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 468) modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le **Conseil d'Etat (n° 614)** [15 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : politisation de la fonction publique : campagne de presse sur le thème d'une prétendue politisation de la fonction publique : réforme de l'E. N. A., emplois supérieurs, activités politiques dans l'administration [4 novembre 1981] (p. 3076).

INTERVENTIONS

— Projet le loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres III et IV) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 3 :** ses sous-amendements n° 212 et n° 302 à l'amendement n° 45 de la commission des finances (instauration d'un délai de trois mois pour que le tribunal administratif statue) [28 juillet 1981] adoptés (p. 437) ; **article 47 :** exécutif régional [9 septembre 1981] (p. 866) ; **article 48 :** interventions financières de la région [10 septembre 1981] (p. 889) ; **article 56 :** chambre régionale des comptes ; décentralisation juridictionnelle [11 septembre 1981] (p. 960) ; son amendement n° 329 (inamovibilité des membres de la chambre régionale des comptes et caractère collégial de leurs décisions) : adopté avec modification (p. 976) ; **article 57 :** pouvoirs (composition de la chambre régionale des comptes) (p. 970) ; adopté avec modification (p. 976) ; **article 57 :** pouvoirs d'investigation de la chambre régionale des comptes (p. 977) ; son amendement n° 325 corrigé (pouvoir d'investigation de la chambre régionale des comptes) : adopté (p. 979).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 61 :** son sous-amendement n° 577 à l'amendement n° 228 de la commission (utilisation par les régions de la dotation culturelle de l'Etat dans le cadre de programmes déterminés après concertation avec le ministre chargé des affaires culturelles) [20 décembre 1981] (p. 5344) : rejeté (p. 5346).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion des articles : **article 24 :** son sous-amendement n° 45 à l'amendement n° 32 de la commission (exclusion des délits relatifs à l'hébergement collectif) : devenu sans objet [29 juillet 1981] (p. 527).

Commission mixte paritaire, explications de vote : qualité du travail de la C.M.P. [31 juillet 1981] (p. 597) ; réintégration des délégués du personnel et des délégués syndicaux licenciés ; vote favorable du groupe socialiste (p. 598).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises (n° 314).

Première lecture, explications de vote : défense de l'emploi ; nécessité d'une réforme des dispositions régissant les procédures d'apurement du passif des entreprises ; mise à la disposition du parquet des moyens nécessaires en personnel et en matériel [22 septembre 1981] (p. 1250).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 387).

Première lecture, discussion générale, rapporteur pour avis : condamnations plus sévères de l'employeur ; droits nouveaux accordés aux salariés clandestins [29 septembre 1981] (p. 1344) ; entrée en vigueur immédiate des dispositions protégeant les salariés clandestins ; contre la régularisation automatique (p. 1345).

Discussion des articles : **article 1er :** sanctions pour les employeurs étrangers employant des travailleurs clandestins (p. 1350) ; **après l'article 3 :** soutient l'amendement n° 1 corrigé de la commission des lois (protection des travailleurs clandestins qui engagent une action judiciaire contre leur employeur) : rejeté (p. 1352) ; **article 4 :** soutient l'amendement n° 2 de la commission des lois (entrée en vigueur au 1er janvier 1982 de l'article 1er de la présente loi) : adopté (p. 1353).

Deuxième lecture, explications de vote, rapporteur pour avis : ses observations sur les explications de vote de M. Kaspereit ; attitude de l'opposition [1er octobre 1981] (p. 1447).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 71 (attribution d'un titre de séjour de six mois aux salariés clandestins lorsqu'ils demandent au conseil de prud'hommes de constater la relation de travail) : adopté [30 septembre 1981] (p. 1410) ; **article 3,** *article 25 de l'ordonnance du 2 novembre* 1945 : protection contre l'expulsion de l'étranger résidant en France depuis plus de quinze ans (p. 1417).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre II :** nationalisation des banques, **article 24 précédemment réservé :** retrait d'amendements socialistes [22 octobre 1981] (p. 2356).

Troisième lecture, discussion générale : contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean Foyer ; « syndrome de la répétition » [18 décembre 1981] (p. 5170) ; constitutionnalité du projet (p. 5171).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* sécurité et insécurité ; tribunaux administratifs ; magistrats des tribunaux administratifs ; recours devant les tribunaux administratifs ; décentralisation ; commissaires du Gouvernement ; procédure devant les tribunaux administratifs [17 novembre 1981] (p. 3858) ; indépendance des magistrats des tribunaux administratifs (p. 3859).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : observations de Léon Blum sur le mécanisme des ordonnances [9 décembre 1981] (p. 4544) ; réforme du droit des entreprises en difficulté et du rôle des syndics et des administrateurs judiciaires (p. 4545).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat (n° 468).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : développement de la fonction contentieuse du Conseil d'Etat ; réforme de 1953 ; accroissement du nombre des recours devant les tribunaux administratifs ; projet d'augmentation du nombre des rapporteurs devant les formations juridictionnelles du conseil ; institution d'une nouvelle catégorie de fonctionnaires recrutés au tour extérieur à titre temporaire dénommés référendaires et placés en position de détachement ; commission chargée de proposer la nomination des référendaires ; liste des personnes susceptibles d'être nommées référendaires ; causes de l'encombrement du Conseil d'Etat ; insuffisance quantitative et qualitative des services contentieux des administrations ; faiblesse juridique des décisions administratives différées au juge administratif ; état d'esprit de certains responsables et appels manifestement dilatoires frappant des jugements de tribunaux administratifs ; organisation interne du Conseil d'Etat ; effectifs des différentes sections ; procédure d'instruction et du jugement [17 décembre 1981] (p. 5129) ; jugement par les sections seules ; respect de la « statistique » par le rapporteur ; réforme du tour extérieur ; augmentation du nombre des décisions rendues ; principe de bonne gestion de la fonction publique et création d'une catégorie particulière de rapporteurs ; augmentation immédiate par le biais d'un concours spécial du nombre des membres du Conseil d'Etat ; risque de ralentissement du déroulement des carrières ; augmentation du nombre des membres du Conseil d'Etat par la voie normale de l'école nationale d'administration ; limitation au 1er septembre 1986 de l'application du texte ; problème de l'indépendance des rapporteurs ; suppression des inconvénients de la position de détachement (p. 5130).

Discussion de l'article unique : article 3 de l'ordonnance du 31 juillet 1945 : son amendement n° 1 (caractère provisoire du texte) : adopté ; référendaires ou rapporteurs délégués (p. 5134) ; son amendement n° 2 (limitation au nombre de vingt des référendaires au Conseil d'Etat) : adopté ; son amendement n° 3 (nomination des référendaires pour des périodes de deux ans renouvelables) : rejeté ; son amendement n° 4 (composition de la commission chargée de nommer les référendaires et institution d'un examen de contentieux administratif pour les candidats à ces postes) (p. 5135) : adopté ; son amendement n° 5 (liste des personnes pouvant faire acte de candidature au poste de référendaires) (p. 5136) : adopté ; son amendement n° 6 (fin du détachement des référendaires à la demande exclusive de l'intéressé) ; souci de garantir l'indépendance des référendaires (p. 5137) ; amendement n° 6 adopté ; hypothèse du référendaire coupable de faits répréhensibles ; son amendement n° 7 (fin de l'application des dispositions de l'article à compter du 1er septembre 1986) : adopté (p. 5138) ; **après l'article unique :** son amendement n° 8 (prévoyant que parmi les emplois vacants de conseillers d'Etat non pourvus directement par des maîtres des requêtes, un sur quatre est réservé à un président hors classe de tribunal administratif) : rejeté ; son amendement n° 9 (prévoyant que, parmi les emplois vacants de maîtres de requêtes non pourvus directement par des auditeurs de première classe, un sur deux est réservé à un président, à un conseiller hors classe ou à un conseiller de première classe de tribunal administratif) : adopté (p. 5140).

SARRE (Georges)

Député de Paris
(9e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34).
Rejet de la requête, décision du Conseil Constitutionnel [9 septembre 1981] (p. 880).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Indemnisation des banquiers étrangers actionnaires des sociétés nationalisées ;** « affaire Paribas-Suisse » ; parution d'un décret soumettant à autorisation préalable les cessions d'actifs à l'étranger ; filiale belge de Paribas [28 octobre 1981] (p. 2661).

— **Atoll de Mururoa :** pollution de l'environnement ; possibilité de dissémination de corps radioactifs [9 décembre 1981] (p. 4560).

orales sans débat :

— **n° 13 :** posée le 8 juillet 1981 : **ordre public** (attentats : Paris) (p. 68) ; appelée le 10 juillet 1981 : **attentat de la rue Copernic** (p. 105).

— **n° 103 ; radiodiffusion et télévision (chaînes de télévision et stations de radio : Paris) :** posée le 8 décembre 1981 (p. 4538) ; appelée le 18 décembre 1981 : incendie du centre FR 3 de la rue François-Ier, à Paris (p. 5157).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale : loi de 1975 relative au statut de Paris ; commissions d'arrondissements de Paris ; administration communale de Paris « hyper-centralisée » [27 juillet 1981] (p. 371) ; concentration des pouvoirs entre les mains du maire de Paris ; nécessité d'aligner le statut de Paris sur le droit commun (p. 372 et 375).

Discussion des articles : **explications de vote** sur les sous-amendements relatifs à la ville de Paris ; scrutin proportionnel [28 juillet 1981] (p. 406).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole de la radiodiffusion (n° 380).**

Première lecture, discussion générale : inverser le sens de la communication ; gestion par des associations sans but lucratif [24 septembre 1981] (p. 1307) ; son opposition aux radios municipales et à la publicité (p. 1308).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : nouveau lien entre la croissance et la consommation d'énergie ; économies d'énergie ; énergies nouvelles ; charbon ; sûreté du nucléaire et coût modéré [7 octobre 1981] (p. 1571) ; indépendance ; refus du tout-nucléaire ; retraitement, contrats avec l'étranger (p. 1572).

Explications de vote : rupture avec le tout-nucléaire ; économies d'énergie ; relance du charbon et du gaz ; retraitement ; information nucléaire (p. 1597) ; vote favorable du groupe socialiste (p. 1598).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Discussion générale :* prélèvement de 3,2 milliards sur l'excédent du compte d'exploitation des télécommunications ; création d'emplois ; sous-traitance ; réintégration des filiales ; unité retrouvée pour les P.T.T. ; décentralisation [7 novembre 1981] (p. 3312) ; unité du statut ; unicité du recrutement ; P.T.T. comme banc d'essai pour la démocratie dans l'entreprise ; intégration des primes dans le traitement ; mutations ; problème du logement à Paris : gestion du budget social des P.T.T. ; réduction de la durée du travail (p. 3313).

Examen des crédits : **article 48 :** prélèvement exceptionnel de 3,2 milliards de francs au profit du budget général ; loi de finances de 1923 (p. 3325).

Industrie et énergie. — *Discussion générale :* nationalisation ; renforcement de l'industrie française sur le marché intérieur [14 novembre 1981] (p. 3752) ; textile, cuir, bois, poids lourd et machine-outil ; secteurs stratégiques ; expansion des industries de pointe : espace, télématique et exploitation des océans ; autonomie de gestion des entreprises nationales (p. 3753).

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale :* liberté de la presse [17 novembre 1981] (p. 3847) ; sécurité à Paris ; sécurité dans le métro ; problèmes spécifiques des « pervenches » ; drogue (p. 3855).

Commerce extérieur. — *Discussion générale :* individualisation du budget du ministère du commerce extérieur ; recherche d'une nouvelle division internationale du travail par les Etats-Unis comme cause de la crise économique ; importance de la part des importations dans certains secteurs du marché ; engagements à tenir vis-à-vis du G.A.T.T. et de la communauté économique européenne ; nécessaires mesures de protection du marché communautaire ; renégociation de l'accord multifibres ; contingentement des importations de véhicules automobiles d'origine japonaise ; politique commerciale japonaise ; liberté des échanges ; caractère néfaste de la politique des créneaux ; liaison entre la politique extérieure et la politique du commerce extérieur ; importance des problèmes de développement dans nos relations avec les pays tiers ; rupture avec le mercantilisme officiel et les contrats du siècle [18 novembre 1981] (p. 3946).

— **Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.**

Bilan du Gouvernement de gauche [16 novembre 1981] (p. 5007) ; réforme des structures économiques et des structures administratives ; relance de la consommation popu-

laire ; relèvement des bas salaires et du S. M. I. C. ; revalorisation des allocations familiales et de l'allocation logement ; augmentation du minimum vieillesse ; augmentation des aides à l'industrie ; programme en faveur de l'investissement public civil ; dotation de prêts de développement économique et social ; actions menées par le Gouvernement dans le domaine de la création d'emplois ; aides directes à l'emploi ; création d'emplois publics ; assouplissement de l'encadrement des crédits ; réduction des taux ; mise en place des crédits participatifs pour les petites et moyennes entreprises ; rôle moteur des nationalisations ; augmentation du taux de croissance du produit intérieur brut ; décélération du rythme d'inflation ; attitude du patronat ; ordonnances concernant la réduction du temps de travail, l'avancement de l'âge de la retraite et les différentes mesures sociales prévues par la loi d'habilitation ; abrogation des textes en contradiction avec les principes fondamentaux des libertés publiques ; renouveau démocratique ; politique extérieure ; renouveau de l'indépendance et de la coopération ; attitude du Gouvernement face au drame du Salvador et au drame de la Pologne (p. 5008) ; déclaration du Président François Mitterrand à Mexico ; développement des capacités de défense et de dissuasion indépendante pour la France ; politique européenne ; proposition de relance, de renouveau de la politique agricole commune et création d'un espace social et européen ; initiative française dans le Tiers Monde ; efforts de l'opposition pour tenter de déstabiliser l'action gouvernementale ; absence de programme de l'opposition ; utilisation du drame polonais par l'opposition ; poursuite du redressement économique ; appel à la responsabilité des hommes (p. 5009).

SAUTIER (Yves)

Député de la Haute-Savoie
(2e *circonscription*)
U. D. F.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Francis Geng tendant à définir certaines obligations des médecins (n° 350) [8 octobre 1981] (p. 1646).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Loïc Bouvard tendant à la promotion du sport amateur en France (n° 503) [3 décembre 1981] (p. 4404).

SAUVAIGO (Pierre)

Député des Alpes-Maritimes
(6e *circonscription*)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [1er octobre 1981] (p. 1455).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Henri de Gastines et de plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 175 du code pénal afin de permettre aux maires et adjoints des communes de moins de 2 000 habitants de se rendre acquéreurs d'une parcelle d'un lotissement communal en vue de faire construire leur habitation personnelle (n° 352) [12 novembre 1981] (p. 3603).

SAVARY (Alain)

Ministre de l'éducation nationale
Député de la Haute-Garonne
(1re *circonscription*)
Socialiste
Ministre de l'éducation nationale

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Cesse d'appartenir à ce groupe [*J. O.* du 25 juillet 1981] (p. 2065).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [25 juillet 1981] (p. 302).

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de ministre de l'éducation nationale : démission du premier Gouvernement de M. Pierre Mauroy, décret du 22 juin 1981 [*J. O.* du 23 juin 1981] (p. 1779).

Est nommé ministre de l'éducation nationale (deuxième Gouvernement de M. Pierre Mauroy), décret du 23 juin 1981 [*J. O.* du 24 juin 1981] (p. 1786).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'**enseignement supérieur** du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (**n° 311**) [8 septembre 1981].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **Mme Florence d'Harcourt : élèves instituteurs ;** responsabilité d'une classe confiée aux élèves instituteurs ; augmentation des moyens mis à la disposition des écoles ; insuffisance des effectifs des instituteurs titulaires ; recrutement des écoles normales ; nécessité de confier certaines classes aux élèves instituteurs [28 octobre 1981] (p. 2658) ; concertation (p. 2659) ;

— **M. Parfait Jans : personnel enseignant du lycée Balzac de Paris ;** effort consenti par le Gouvernement en matière de création de postes ; cas du lycée Honoré-de-Balzac ; concertation avec les parents d'élèves ; séquestration d'instituteurs et occupation de classes [28 octobre 1981] (p. 2669) ;

— **M. Charles Miossec : incidents lors de la rentrée scolaire ;** séquestration d'instituteurs ou occupation de classes ; répartition des emplois nouveaux [4 novembre 1981] (p. 3085) ;

— **M. Etienne Pinte : suspension d'ouverture d'un centre de formation de l'enseignement privé ;** absence de décision formelle d'ouverture d'un centre pédagogique privé à Amiens ; application par le Gouvernement de la loi telle qu'elle existe, tant qu'elle n'a pas été modifiée [4 novembre 1981] (p. 3086) ;

— **M. Adrien Zeller : langues et cultures régionales :** réunion de Montauban ; effort de sensibilisation dans les écoles normales d'instituteurs [4 novembre 1981] (p. 3088) ; mise en place ultérieure d'enseignements particuliers dans les universités pour permettre la formation de maîtres ; instituteurs itinérants ; politique contractuelle (p. 3089) ;

— **M. Jacques Brunhes : remplacement des instituteurs :** difficultés de prévoir des effectifs de remplacement supérieurs à la moyenne [9 décembre 1981] (p. 4564) ; réflexion pour la réalisation des remplacements dans de meilleures conditions (p. 4565) ;

— **M. Noël Ravassard : professeurs de lycée d'enseignement professionnel :** taux d'encadrement global dans les lycées d'enseignement professionnel et dans les lycées techniques ; effort réalisé par les personnels des L. E. P. afin d'accueillir plus de jeunes à la rentrée de 1981 ; création de plusieurs centaines de postes dès 1982 ; augmentation des bourses de l'enseignement technique ; projet en cours dans le cadre du plan machines-outils et de la contractualisation de projet de construction avec les régions [16 décembre 1981] (p. 4998) ;

orale sans débat de M. Pierre-Charles Krieg (n° 5) : obtention de brevet des collèges par les élèves de l'enseignement privé : volonté du Gouvernement d'appliquer la loi tant qu'elle n'aura pas été modifiée [10 juillet 1981] (p. 94).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).**

Première lecture, discussion générale : rapport des pouvoirs publics et des universités ; principe d'autonomie et de démocratie ; évolution des finalités des universités ; ouverture de nos universités au plus grand nombre possible de citoyens [16 septembre 1981] (p. 1090) ; rôle en matière de recherche scientifique ; Université et vie régionale ; part des universités dans la situation de la France sur la scène internationale ; carte universitaire ; concertation ; moyens financiers et en personnels donnés aux universités ; réforme des structures (U. E. R.) (p. 1091) ; « loi Sauvage » ; situation des maîtres assistants ; représentation de l'Etat et des autres collectivités publiques dans les conseils d'université ; période transitoire ; « quorum étudiants » (p. 1092) ; ses observations sur la question préalable opposée par M. Jean Foyer (p. 1097) ; situation budgétaire préoccupante des universités ; justification de la « hâte » du Gouvernement à faire adopter ce projet de loi ; risque de politisation ; rôle des différentes catégories concourant aux fonctionnement des universités ; « quorum étudiants » et participation ; innovation pédagogique ; poids des syndicats (p. 1115) ; position des présidents d'université ; concertation ; budget des universités ; principe de non-rééligibilité des présidents d'université ; problème des conditions de gestion ; « décret Imbert » ; conseil supérieur des corps universitaires (C.S.C.U.) ; procédures d'habilitation ; réforme globale de l'enseignement supérieur ; fonction des universités (p. 1116).

Discussion des articles : **article 1er :** s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Gilbert Gantier visant à rétablir le principe de rééligibilité des présidents d'université et n° 18 de M. Jean-Jacques Barthe relatif aux personnels non enseignants (p. 1117) ; son accord au principe d'une assemblée consultative des enseignants prévu par l'amendement n° 19 de M. Antoine Gissinger, mais son opposition à l'adoption d'un tel amendement pour des raisons de méthode ; accepte l'amendement n° 20 de M. Antoine Gissinger relatif à la présidence des conseils d'université (p. 1118) ; **article 2 :** sa volonté de renvoyer la revision du mode de scrutin à la discussion générale lors de la refonte de l'ensemble du système universitaire ; nécessité d'engager une concertation sur ce problème ; libre décision du mode de scrutin laissée aux universités au nom du principe de leur autonomie (p. 1119) ; sa volonté de ne pas toucher au statut (p. 1120) ; conception internationaliste de l'Université ; avis favorable du Gouvernement à l'amendement n° 5 de la commission relatif à l'éligibilité des étudiants étrangers (p. 1122) ; **article 5 :** son opposition à l'amendement n° 27 de M. Gilbert Gantier visant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 5 (distinction faite entre les présidents d'université selon qu'ils ont été élus avant ou après le 1er juillet 1980) ; rééligibilité des présidents élus après le 1er juillet 1980 (p. 1126) ; **après l'article 6 :** avis favorable du Gouvernement aux amendements n° 11 de la commission (relatif aux personnalités extérieures) et n° 12 de la commission (prévoyant l'élaboration d'un rapport sur la situation des enseignements supérieurs) (p. 1127).

Deuxième lecture, discussion générale : conditions de la rentrée universitaire ; rappel de l'annonce d'un projet de loi sur les structures et le fonctionnement des universités ; abrogation du quorum étudiants ; troubles universitaires ; représentation des enseignants [1er octobre 1981] (p. 1436) ; éligibilité des étudiants étrangers ; personnalités extérieures dans les conseils ; association des responsables locaux à la vie de l'Université ; convention entre les conseils régionaux et l'Université ; demande à l'Assemblée de confirmer son vote en première lecture (p. 1437).

Discussion des articles : **article 2 :** vote par correspondance, source de contentieux inutile (p. 1438).

Troisième lecture, discussion générale : demande à l'Assemblée d'adopter le texte dans les conditions exposées par le rapporteur [2 octobre 1981] (p. 1478).

Quatrième lecture, discussion générale : demande à l'Assemblée de reprendre le texte voté en troisième lecture [2 octobre 1981] (p. 1486).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* coup d'arrêt à la dégradation continue des dotations budgétaires ; accueil des élèves ; amélioration de la formation des enseignants ; lutte contre l'inégalité et l'échec scolaires ; politique des zones prioritaires ; amélioration des méthodes éducatives ; éducation spécialisée à l'intention des enfants handicapés ; concertation entre les enseignants et les parents, entre ceux-ci et les collectivités locales [10 novembre 1981] (p. 3462) ; communication aux présidents des conseils régionaux des dotations régionales d'équipements ; préparation de la réforme de la loi d'orientation de 1968 sur l'enseignement supérieur ; plan de développement de l'enseignement préscolaire ; abaissement des effectifs à vingt-cinq élèves sur l'ensemble des écoles maternelles et primaires ; amélioration des conditions de remplacement des maîtres en congé ; arrêt de recrutement des auxiliaires ; augmentation du nombre d'élèves recrutés en école normale d'instituteurs ; situation des collèges (p. 3463) ; commission de réflexion présidée par M. Louis Legrand chargée de déterminer les conditions d'une insertion satisfaisante du collège dans l'école de base annoncée dans le programme présidentiel ; création de 3 600 emplois pour les collèges ; développement de l'éducation artistique, de l'éducation manuelle et technique ; classes professionnelles de niveau ; lycées ; développement prioritaire des classes-passerelles ; mise en place d'une aide pédagogique efficace pour les élèves en difficulté ; introduction des technologies nouvelles comme l'informatique ; rééquilibrage des formations des lycées d'enseignement général ; amélioration des liens des lycées avec l'enseignement supérieur ; succès des formations techniques de niveau supérieur ; rénovation du matériel des ateliers ; formation continue ; rôle des conseillers d'orientation dans les lycées d'enseignement professionnel ; création de centres de documentation et d'information ; actions nécessaires pour les jeunes sans formation ; revalorisation des bourses (p. 3464) ; réintégration de l'enseignement supérieur dans le ministère de l'éducation nationale ; élaboration d'un statut des personnels enseignants ; publication du rapport de M. Quermonne sur la situation des personnels enseignants universitaires ; condition étudiante ; accroissement du rôle des universités dans la formation permanente ; développement de la recherche universitaire en liaison avec les grands organismes de recherche ; relations entre la recherche et l'industrie ; problème de l'éducation physique et sportive ; retour de cette activité au sein du ministère de l'éducation nationale ; rétablissement du forfait hebdomadaire de trois heures consacré à l'animation du sport scolaire ; intégration des U. E. R. d'éducation physique et sportive (p. 3465) ; problèmes des personnels administratifs et de services ; création de 3 200 emplois ; problème de l'enseignement privé ; négociations nécessaires ; mise en place sans spoliation ni monopole d'un grand service public laïque et unifié de l'éducation nationale ; application des textes législatifs et réglementaires régissant actuellement les établissements d'enseignement privé ; ouverture du centre de formation de maîtres de l'enseignement prlvé à Amiens ; intégration dans l'enseignement public des écoles privées situées à Jœuf ; politique des personnels ; formation et revalorisation de la condition des enseignants ; conditions de la titularisation des auxiliaires (p. 3466) ; développement des aides sociales sélectives : participation de l'Etat aux dépenses de transports scolaires, aux dépenses d'internat, gratuité des manuels scolaires ; relèvement des plafonds de revenus ouvrant droit à bourses ; naissance d'une réelle politique de culture et de langues régionales ; volonté de changement animant le ministère de l'éducation nationale (p. 3467).

Répond à la question de :

— *M. André Rossinot :* surveillance ; sa volonté de doter les établissements d'équipes éducatives complètes.

— *M. Jean Desanlis :* modalités de financement de la construction des collèges ; règlement du problème de la répartition des crédits dans le cadre de la politique nouvelle de décentralisation par les responsables régionaux, départementaux et communaux.

— *M. Henri Bayard :* effort significatif fait en faveur des I. U. T. à partir de 1982 (p. 3468).

— *M. Bernard Poignant :* situation des personnels de l'enseignement privé ; respect de la loi du 25 novembre 1977 et de ses décrets d'application.

— *M. Michel Coffineau :* mesures prises pour pallier la sous-évaluation du nombre d'élèves dans les départements de l'Essonne et du Val-d'Oise ; examen attentif de la situation de l'académie de Versailles pour la rentrée de 1982.

— *M. Roger Rouquette :* problème de la rentrée 1981 dans la capitale ; effort de construction et d'aménagement de locaux pour les écoles maternelles à accomplir dans la ville de Paris ; préparation de la rentrée scolaire de 1982 ; problème de l'institut de programmation de l'université de Paris-VI (p. 3469).

— *M. Yves Tavernier :* répartition régionale des constructions ; problème des C. F. A. lié au problème de la taxe d'apprentissage ; entretien du parc des machines-outils ; effort consenti en faveur des L. E. P.

— *M. Charles Metzinger :* répartition des moyens pour la rentrée de 1982 ; université de Metz (p. 3470).

— *M. André Durr :* réponse écrite ultérieure donnée à cette question.

— *M. Germain Sprauer :* situation des enseignants de l'enseignement supérieur travaillant dans le cadre de la coopération.

— *Mme Florence d'Harcourt :* formation des futurs citoyens (p. 3471) ; ouverture de l'école sur la vie et sur l'environnement.

— *M. Antoine Gissinger :* constitution de 530 équipes mobiles d'ouvriers professionnels assurant l'entretien des machines et la maintenance des lycées et collèges situés dans une aire géographique déterminée d'ici 1985.

— *M. Jean-François Hory :* contribution de l'Etat au fonctionnement de l'enseignement primaire à Mayotte (p. 3472).

Examen des crédits : **état B - titre III :** demande à l'assemblée de repousser l'amendement n° 73 de M. Gilbert Gantier ; réunification du grand service public de l'éducation nationale se traduisant par la création d'emplois pour les universités et l'augmentation des crédits de recherche (p. 3473) ; **après l'article 87 :** son amendement n° 122 (tendant à insérer un nouvel article) ; conditions d'intégration des vacataires dans le corps des assistants : adopté avec modification (p. 3477) ; s'oppose au sous-amendement n° 124 de M. Germain Sprauer ; problème des enseignants de l'enseignement supérieur en coopération (p. 3476, 3477).

SCHIFFLER (Nicolas)

Député de la Moselle
(1re *circonscription*)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Jean Laurain nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).**

Première lecture, discussion générale : projet de loi de réorganisation de la sidérurgie [8 octobre 1981] (p. 1629) ; institut de recherche de la sidérurgie : nécessité d'un statut nouveau pour cet organisme afin de garantir son développement et son indépendance et de le doter de moyens suffisants ; commercialisation et promotion de l'acier ; tradition industrielle de la Lorraine ; qualification des sidérurgistes ; cohérence dans les investissements grâce aux nationalisations ; minerai de fer lorrain ; conquête de créneaux nouveaux dans le secteur des aciers fins et spéciaux ; choix des hommes à la tête des deux grands groupes nationalisés ; transformation des rapports sociaux dans l'entreprise ; droits nouveaux des travailleurs ; négociations sociales ; création de commissions économiques au sein des comités d'entreprise ; information dans les ateliers ; ouverture de négociations sur la réduction du temps de travail (p. 1630).

SCHREINER (Bernard)

Député des Yvelines
(7e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Rapporteur de cette commission [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre [*J. O.* du 29 octobre 1981] (p. 2959).

Membre de la commission chargée de formuler un avis sur les décisions de dérogation accordée pour la diffusion de programme de radiodiffusion sonore [*J. O.* du 18 décembre 1981] (p. 3450).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3494).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 380) portant **dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 386)** [24 septembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 393), portant **dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 394)** [30 septembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant **dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 444)** [2 octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° 446), portant **dérogation au monopole d'Etat à la radiodiffusion n° 449** [2 octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 453) adopté avec modifications par le Sénat en nouvelle et troisième lecture, portant **dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 454)** [2 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).

Première lecture, discussion générale : nécessité de maintenir un réseau dense de librairies [30 juillet 1981] (p. 564) ; position stratégique des éditeurs ; situation de l'édition après l'arrêté Monory ; difficultés des petites maisons d'édition indispensables car souvent spécialisées ; nécessité d'assurer la diversité de la production ; engagement des éditeurs de modérer les prix sur les livres (p. 565).

Discussion des articles : **article 2** : soutient l'amendement n° 13 de la commission (élargissement du champ des dérogations aux syndicats représentés, comités d'entreprise et bibliothèques accueillant du public pour la lecture et pour le prêt) (p. 570) ; adopté (p. 571).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** notion de prestations supplémentaires exceptionnelles [31 juillet 1981] (p. 646).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : besoin de communication sociale ; radios libres et radios commerciales [24 septembre 1981] (p. 1286) ; multiplication des radios libres depuis 1977 ; nombre de fréquences limité ; urgence à codifier ; coexistence de radios locales de service public avec les radios privées ; presse écrite ; aide à la presse écrite ; prévenir l'invasion des radios commerciales ; forme associative (p. 1287) ; commission consultative étudiant les demandes de dérogation ; cahier des charges ; prohibition de la publicité ; fonds de péréquation des ressources publicitaires (p. 1288).

Discussion des articles : **article 1er**, *article* 3-1 *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : amendement n° 2 de la commission (les dérogations ne sont accordées qu'à des associations déclarées selon la loi de 1901) (p. 1321) : modifié et adopté (p. 1322) ; accepte le sous-amendement n° 44 de M. Jean-Paul Fuchs à l'amendement n° 2 de la commission ; s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Alain Madelin ; soutient l'amendement n° 3 de la commission (dérogations précaires et révocables) : adopté ; s'oppose au sous-amendement n° 32 de M. Alain Madelin à l'amendement n° 3 de la commission ; soutient l'amendement n° 4 de la commission (conséquence de l'attribution des dérogations aux seules associations) : adopté (p. 1323) ; soutient l'amendement n° 5 de la commission (dispositions tendant à prévenir la constitution de réseaux) : modifié et adopté ; accepte l'amendement n° 42 du Gouvernement : financement des collectivités locales (p. 1324) ; soutient l'amendement n° 6 de la commission (application de l'ordonnance du 26 août 1944 aux radios locales) : adopté (p. 1324) ; **article 1er**, *article* 3-2 *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : soutient l'amendement n° 8 de la commission (programmes propres des radios ; couverture de l'émetteur) : modifié et adopté ; *article* 3-2 bis *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : s'oppose aux amendements n° 29 de M. Jean-Paul Fuchs et n° 22 de M. Alain Madelin : attribution des dérogations, compétence gouvernementale (p. 1325) ; soutient l'amendement n° 9 de la commission (consultation des collectivités territoriales avant d'accorder des dérogations) (p. 1326) : modifié et adopté (p. 1328) ; soutient l'amendement n° 10 de la commission (composition de la commission chargée d'étudier les dérogations) : adopté ; *article* 3-3 bis *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : soutient l'amendement n° 11 de la commission (conditions d'octroi des dérogations) : adopté (p. 1329) ; soutient l'amendement n° 12 de la commission (suppression du renvoi à un décret en Conseil d'Etat assurant le respect du pluralisme dans l'attribution des dérogations) : adopté (p. 1330) ; soutient les amendements n°s 13, 14 et 15 de la commission (rédactionnels) ; soutient l'amendement n° 16 de la commission (information sur les changements de personnes intervenus parmi les responsables d'associations titulaires des dérogations : adoptés (p. 1331) ; *article* 3-4 *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : soutient l'amendement n° 17 de la commission (cahier des charges ; prohibition du financement publicitaire) : adopté (p. 1332) ; *article* 3-5 *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : soutient l'amendement n° 18 de la commission (diffusion par T. D. F. ; consultation de la commission chargée d'étudier les dérogations) (p. 1333) : adopté (p. 1334) ; soutient l'amendement n° 19 de la commission (diffusion, rémunération de T.D.F.) : adopté ; **après l'article 3** : soutient l'amendement n° 20 de la commission (présentation, par le Gouvernement, d'un rapport sur l'application de la présente loi lors de la discussion du projet de loi sur l'audiovisuel) : rejeté (p. 1335).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : dérogations réservées aux associations ; durée des dérogations ; modalités de composition et de travail de la commission consultative chargée d'étudier les demandes de dérogation ; échelons régionaux de cette commission ; contraintes de la planification des fréquences ; respect du pluralisme ; nécessité de la cohérence entre le développement des radios libres et celui des radios de service public ; cahier des charges ; publicité ; radios municipales ; fonds de péréquation des ressources publicitaires ; conseils régionaux de l'audiovisuel ; présentation d'un bilan d'application de la loi par le Gouvernement [30 septembre 1981] (p. 1376).

Discussion des articles : **article 1er**, *article* 3-1 *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : soutient l'amendement n° 1 de la commission (dérogations au monopole accordées à des associations) : adopté ; soutient l'amendement n° 2 de la commission (dérogations précaires et révocables) : adopté (p. 1381) ; soutient l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) : adopté ; soutient l'amendement n° 4 de la commission (prohibition du cumul des dérogations au monopole pour une association, du cumul du mandat au sein des associations titulaires de dérogation, conditions du financement des radios par les collectivités locales) : adopté ; *article* 3-2 *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : soutient l'amendement n° 5 de la commission (programme propre à chaque radio ; ouverture de l'émetteur) : adopté ; *article* 3-2 bis *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : soutient l'amendement n° 6 de la commission (consultation des collectivités locales sur les demandes de dérogations au monopole) : adopté (p. 1382) ; accepte l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Sueur (p. 1383) ; *article* 3-3 bis *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : soutient l'amendement n° 7 de la commission (conditions d'octroi des dérogations) : adopté ; soutient l'amendement n° 8 de la commission (suppression du renvoi à un décret en conseil d'Etat fixant les conditions du respect du pluralisme) : adopté ; *article* 3-3 ter *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : soutient les amendements n° 9 et n° 10 de la commission (rédactionnels) : adoptés ; *article* 3-4 *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : soutient l'amendement n° 11 de la commission (cahier des charges ; prohibition de la publicité) (p. 1384) ; mode de financement pluraliste ; fond de péréquation des ressources publicitaires ; amendement n° 11 adopté (p. 1385) ; **article 3 :** soutient l'amendement n° 12 de la commission (prohibition de la publicité ; application aux territoires d'outre-mer) : adopté (p. 1386).

Troisième lecture, discussion générale : rapporteur : désaccord avec le Sénat sur la publicité [2 octobre 1981] (p. 1477).

Quatrième lecture, discussion générale : rapporteur : espace de liberté ; refus de la publicité ; prochaine loi sur l'audiovisuel [2 octobre 1981] (p. 1484).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : énergies renouvelables [7 octobre 1981] (p. 1579) ; décentralisation de la politique des énergies nouvelles ; énergies nouvelles et emploi ; soutien financier (p. 1580).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* refus de l'oubli ; germes de racisme, de nazisme et de fascisme ; diminution de la place de l'histoire dans l'enseignement [9 novembre 1981] (p. 3418) ; projection du film *Le chagrin et la pitié* ; création d'une commission de l'information historique pour la paix (p. 3419).

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale :* radio et télévision ; bilan de la politique du précédent septennat sur la communication ; décentralisation de l'audiovisuel ; radios locales ; fonds d'aide aux journaux à faible capacité publicitaire [16 novembre 1981] (p. 3826, 3827).

Culture. — *Discussion générale :* décloisonnement des activités culturelles ; culture à l'école ; éducation nationale ; relations entre la culture et l'audiovisuel ; radio et télévision ; télématique ; satellites de diffusion directe [17 novembre 1981] (p. 3886).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : travail temporaire et contrats à durée déterminée : nouvelle forme d'esclavage ; rôle de l'A. N. P. E. ; constitution d'un service public régionalisé de l'emploi ; application de l'ordonnance du 24 mai 1945 [8 décembre 1981] (p. 4527).

SEGUIN (Philippe)

Député des Vosges,
(1re circonscription)
R. P. R.

Vice-président de l'Assemblée nationale.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Labbé tendant à faire bénéficier d'un intérêt les versements de garantie effectués par les locataires à leurs propriétaires (n° 186) [11 septembre 1981] (p. 1026).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Etienne Pinte tendant à modifier l'article 40 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (n° 244) [11 septembre 1981] (p. 1026).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gaston Flosse relative au jugement des crimes et délits commis sur le territoire de la Polynésie française (n° 270) [17 septembre 1981] (p. 1181).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gaston Flosse tendant à fixer la composition et la formation de l'assemblée territoriale en Polynésie française (n° 271) [17 septembre 1981] (p. 1181).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gaston Flosse tendant à supprimer les conseils du contentieux administratif des territoires de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie et portant création de tribunaux administratifs dans ces territoires (n° 273) [17 septembre 1981] (p. 1181).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Etienne Pinte tendant à modifier la loi du 30 décembre 1921 rapprochant les fonctionnaires, qui, étrangers au département, sont unis par le mariage soit à des fonctionnaires du département soit à des personnes qui y ont fixé leur résidence (n° 277) [17 septembre 1981] (p. 1181).

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Jean-Louis Masson visant à interdire certains cumuls de mandats électifs (n° 319) [1er octobre 1981] (p. 455).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson relative au mode de scrutin pour les élections municipales dans les communes de plus de 9 000 habitants (n° 370) [1er octobre 1981] (p. 1455).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [*J. O.* du 13 octobre 1981] (p. 2779).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Weisenhorn tendant à modifier les conditions de présentation des candidats à l'élection des conseillers municipaux dans les communes de 30 000 habitants au plus (n° 356) [*J. O.* du 15 octobre 1981] (p. 1890).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'outre-mer) [27 octobre 1981] (p. 2640) ; remplacé par M. René Rouquet [12 novembre 1981] (p. 3603).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Marie Caro et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la vente au déballage à l'occasion de voyages organisés en France et à l'étranger (n° 531) [26 novembre 1981] (p. 4250).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Bernard Cousté tendant à assurer la réparation intégrale des dommages causés aux véhicules automobiles (n° 33) [3 décembre 1981] (p. 4405).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Bernard Cousté tendant à compléter l'article 37 de la loi du 13 juillet 1930 relative aux contrats d'assurances (n° 13) [3 décembre 1981] (p. 4405).

Membre de la commission *ad hoc* chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 608) [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3423).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modération des loyers [*J. O.* du 17 décembre 1981] (p. 3440).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome VI : Départements et territoires d'outre-mer : **Départements d'outre-mer (n° 474)** [16 octobre 1981].

Proposition de loi tendant à supprimer la condition de ressources pour la **prise en charge des indemnités journalières** en cas de **cure thermale (n° 497)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 321-2 du **code du travail** afin de préciser les règles applicables aux mères de famille de trois enfants et plus en cas de licenciement collectif **(n° 587)** [3 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : licenciement au groupe Boussac — Saint Frères : avenir du groupe Boussac — Saint Frères [18 novembre 1981] (p. 3930).

orales sans débat :

— **(n° 5)** de M. Pierre-Charles Krieg ; appelée le 10 juillet 1981 : **obtention du brevet des collèges par les élèves de l'enseignement privé** (p. 94).

— **(n° 6)** posée le 8 juillet 1981 : **habillement, cuirs et textiles** (entreprises) (p. 67) ; appelée le 10 juillet 1981 : **groupe Boussac — Saint-Frères et industrie textile :** dégradation du secteur textile-habillement ; affaire Willot ; mesures préconisées par la commission d'enquête sur l'industrie textile ; mesures d'urgence ; « plan Vosges » (p. 97).

— **(n° 56)** posée le 18 octobre 1981 : **administration et régimes pénitentiaires (établissements : Vosges)** (p. 2104) ; appelée le 18 décembre 1981 : **reconstruction de la prison d'Epinal :** conditions de vie des détenus ; réinsertion des détenus sortant de cette prison ; financement des associations d'aide à la réinsertion (p. 5156).

Ses observations lors de la question orale sans débat de M. Alain Madelin (n° 92) : lutte contre le chômage dans la région de Redon : importance politique des contrats de solidarité [4 décembre 1981] (p. 4424).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président de l'Assemblée nationale :

— Répond aux rappels au règlement de MM. Pierre-Charles Krieg et Guy Ducoloné lors de la discussion de l'article 1er du projet de loi relatif à la cour de cassation [22 juillet 1981] (p. 273).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Raymond Forni : pouvoir du président de l'Assemblée [27 juillet 1981] (p. 334) ; exception d'irrecevabilité rejetée par scrutin public.

— **Répond au rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel (p. 350).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Charles Millon (p. 381).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Robert-André Vivien lors de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [29 juillet 1981] (p. 465).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Xavier Deniau : (avis de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi relatif aux associations dirigées par des étrangers) [29 septembre 1981] (p. 1358).

Allocution de fin de session [1er octobre 1981] (p. 1450).

Clôture de la session extraordinaire [1er octobre 1981] (p. 1454).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Emmanuel Hamel (sur la prolongation des séances au-delà de minuit) [18 octobre 1981] (p. 2098).

Application de l'article 100, alinéa 7, du règlement à la discussion des sous-amendements de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 de la commission ; répond à M. Pierre Joxe qui estime que le président ferme le débat [19 octobre 1981] (p. 2112).

— **Propose** à M. Pierre Joxe d'appeler successivement les trente-six sous-amendements de M. Michel Noir à l'amendement n° 49 de la commission [19 octobre 1981] (p. 2113).

— **Refuse la parole** à M. Pierre Joxe, en application de l'article 100, alinéa 7, du règlement ; accusations portées contre lui par M. Pierre Joxe [19 octobre 1981] (p. 2126).

Ses propositions sur la discussion des amendements nos 540 à 543 et 575 à 609, déposés par M. Michel Noir à l'article 13 [19 octobre 1981] (p. 2143).

— **Refuse la parole** à M. Michel Noir : priorité au premier orateur inscrit y compris par rapport à un rappel au règlement [21 octobre 1981] (p. 2278).

Sur les propositions faites par M. André Billardon (prolongation de la séance de nuit et consultation du personnel) : décision de la conférence des présidents fixant la fin des séances du soir aux alentours de une heure ; tradition d'un délai de huit heures entre la fin de la séance du soir et le début de la séance du jour suivant [22 octobre 1981] (p. 2379).

— **Répond au rappel au règlement** de M. André Billardon : application de l'article 98, alinéa 5, du règlement aux sous-amendements nos 852 à 866 de M. Michel Noir lors de la discussion du projet de loi de nationalisation [23 octobre 1981].

— **Appelle l'Assemblée** à se prononcer sur la recevabilité des sous-amendements nos 852 à 856 de M. Michel Noir lors de la discussion du projet de loi de nationalisation (p. 2397).

— **Modalités** d'application de l'article 56, alinéa 3, du règlement lors de la discussion du projet de loi de nationalisation (p. 2401).

— **Remercie** le ministre chargé des relations avec le Parlement d'avoir informé l'Assemblée de l'intention du Gouvernement de demander l'inscription de la discussion du projet de loi de finances à la session de l'après-midi du mardi 27 octobre [26 octobre 1981] (p. 2581).

Lors de la discussion de la première partie de la loi de finances pour 1982 :

— **Refuse la parole** à M. Jacques Godfrain [4 novembre 1981] (p. 3055).

Organisation de la discussion de l'amendement n° 536 de M. François Grussenmeyer (p. 3065).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Roland Mazoin ; non-distribution d'un amendement sur les bouilleurs de cru ; irrecevabilité en application de l'article 40 de la Constitution (p. 3067).

— **Ses observations** sur les rappels au règlement de MM. Jean Briane, Jacques Toubon, Claude Evin et Guy Ducoloné : événements de Pologne ; transmission au président de l'Assemblée nationale de la demande de suspension des travaux de l'Assemblée [14 décembre 1981] (p. 4842).

— **Ses observations** sur les rappels au règlement de MM. Jacques Toubon, Claude Evin et Jean Briane : manifestation organisée en faveur du peuple polonais ; en application de l'article 52 du règlement, décide la levée de séance [14 décembre 1981] (p. 4842).

Organisation du travail de l'Assemblée nationale (débat sur le collectif agricole) [15 décembre 1981] (p. 4939).

En qualité de député :

— **Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat (n° 77).**

Première lecture, discussion générale : Etat-spectacle ; opposition de la question préalable ; nécessité de la Cour de sûreté de l'Etat ; absence de solution de remplacement ; juridiction d'exception ; juridiction politique ; instruction et jugement des crimes contre la sûreté de l'Etat ; spécialisation des magistrats ; inadaptation de la cour d'assises ; spécificité des affaires d'intelligence avec des puissances étrangères, d'espionnage et de subversion ; nécessité d'un traitement centralisé et d'une procédure adaptée ; parquet unique ; allongement des délais de garde à vue ; exemple du Royaume-Uni ; terrorisme judiciaire [17 juillet 1981] (p. 248) ; incidents à la cour d'assises du Gard dans une affaire impliquant des membres de l'O. A. S. en 1962 ; gang des Lyonnais ; exemple du procès des Brigades rouges à Turin ; défaillance des jurés ; procès reportés ; événements d'Irlande du Nord ; inadaptation du droit français au terrorisme, à l'espionnage et à la subversion jusqu'à la création de la Cour de sûreté de l'Etat ; exemple de la IVe République ; événements d'Algérie ; loi du 16 mars 1956 prévoyant des mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre ; mise en place de tribunaux exceptionnels au début de la Ve République ; création de la Cour de sûreté de l'Etat ; ses caractéristiques (p. 249) ; prédominance de magistrats civils ; fonctionnement ; nomination des juges ; délai de garde à vue conforme à la convention européenne des droits de l'homme ; respect des droits de la défense ; rôle du ministère public dans l'appréciation de l'opportunité des poursuites ; champ de compétence de la Cour ; incriminations : critère de matérialité et critère d'intentionnalité ; institution susceptible de réforme ; danger de sa suppression ; exemples de l'Espagne et de l'Italie ; risques de subversion ; autonomistes guadeloupéens (p. 250) ; autonomistes corses ; terrorismes extérieurs ; retour au droit commun ; dessaisissement de la juridiction ordinaire au profit des juridictions militaires ; droit commun inadapté pour les faits d'espionnage, de trahison et d'atteinte à la défense nationale ; hypothèse de pression sur les jurés d'assises (p. 251).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : bataille de procédure ; inconstitutionnalité de plusieurs dispositions du texte [28 juillet 1981] (p. 398) ; soutient l'amendement n° 187 de M. Michel Noir ; son amendement n° 125 soutenu par M. Olivier Guichard (principes devant être respectés par le Gouvernement quand il présentera les projets de loi annoncés) (p. 401) : retiré (p. 403) ; son sous-amendement n° 388 à l'amendement n° 288 du Gouvernement (suppression de l'alinéa de l'amendement du Gouvernement relatif au statut de Paris) : rejeté par scrutin public ; spécificité des problèmes parisiens (p. 404) ; son sous-amendement n° 390 à l'amendement n° 288 du Gouvernement (maintien d'un régime spécifique pour la Ville de Paris en ce qui concerne les pouvoirs de police et le budget d'investissement) : rejeté ; son sous-amendement n° 391 à l'amendement n° 288 du Gouvernement (statut de Paris ; délai minimal au terme duquel la loi devra être appliquée) (p. 407) : rejeté (p. 409) ; **article 2** : son amendement n° 126 (rédactionnel) ; rejeté (p. 420) ; son amendement n° 127 (suppression du second alinéa de l'article 2) : rejeté (p. 423) ; ses amendements nos 129, 130, 131 (rédactionnels) : rejetés (p. 425) ; **article 3** : avantages et inconvénients des chambres régionales des comptes (p. 426) ; son amendement n° 132 (effet suspensif du recours ; élargissement du droit de saisine) (p. 431) : rejeté (p. 432) ; son sous-amendement n° 133 à l'amendement n° 45 de la commission (rédactionnel) (p. 433) : rejeté ; son sous-amendement n° 134 à l'amendement

n° 45 de la commission (suppression de l'obligation faite au maire d'adresser systématiquement au président de la chambre régionale des comptes tous les actes relatifs au budget) : rejeté (p. 434) ; **après l'article 3 :** son amendement n°' 136 (« certificat de conformité à la loi ») (p. 439) : rejeté par scrutin public (p. 440) ; son amendement n° 135 (annulation ou suspension des pouvoirs de police exercés par le maire en qualité de représentant de l'Etat) ; rejeté ; son amendement n° 137 (procédure spéciale pour les délibérations relatives au budget, avances, emprunt, garantie d'emprunt et marchés) (p. 440) : rejeté (p. 441) ; **article 4 :** son amendement n° 138 (restriction à l'intervention des communes ; consultation préalable en matière d'interventionnisme économique et social des communes) (p. 448) : rejeté par scrutin public (p. 451) ; **rappel au règlement :** ordre du jour de l'assemblée nationale ; prolongation de la session [30 juillet 1981] (p. 540) ; participation communale au développement des activités économiques (p. 542) ; droit des sociétés d'économie mixte (p. 543, 544) ; **rappel au règlement :** suspension de séance (p. 548) ; soutient l'amendement n° 206 de M. Michel Noir ; délai de réflexion donné aux élus locaux (p. 549) ; **article 4 :** notion vague de la loi fixant les orientations du Plan ; soutient l'amendement n° 304 de M. Charles Millon ; soutient l'amendement n° 272 de M. Roland Nungesser [31 juillet 1981] (p. 599) : **rappel au règlement :** explication des raisons pour lesquelles une demande de scrutin public a été faite ; détournement de procédure ; **après l'article 4 :** soutient l'amendement n° 207 de M. Michel Noir ; participation des citoyens ; proposition de loi socialiste n° 1557 (p. 600) ; deux poids et deux mesures suivant l'origine des amendements ; rémunération des agents de l'Etat servant dans les départements (p. 601) ; problème des indemnités versées par les départements (p. 602) ; **avant l'article 5 :** ses observations sur le sous-amendement n° 293 du Gouvernement (p. 604) ; **article 5 :** son amendement n° 139 (nullité immédiate du budget voté en déséquilibre) ; avis motivé de la chambre régionale des comptes sur la situation financière de la commune ; intervention d'une commission de concertation dans la procédure de rétablissement de l'équilibre du budget d'une commune (p. 605) ; amendement n° 139 : rejeté (p. 606) ; portée de l'avis de la chambre régionale des comptes ; son amendement n° 140 (saisine de la chambre régionale des comptes) : devenu sans objet (p. 609) ; **article 6 :** ses observations sur l'amendement n° 54 de la commission ; existence de deux procédures distinctes relatives l'une au déficit dans l'exécution du budget communal, l'autre au budget voté en non-équilibre réel ; vacance judiciaire ; télescopage des deux procédures (p. 617) ; son sous-amendement n° 441 à l'amendement n° 55 de la commission (point de départ du délai pendant lequel la chambre régionale des comptes propose à la commune les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire ; saisine par le représentant de l'Etat de la chambre régionale) (p. 618) : adopté ; son amendement n° 141 devenu sans objet (p. 619) ; **article 7 :** ses observations sur les méthodes de travail : rectification en séance des amendements en discussion, dépôt de sous-amendements verbaux (p. 620) ; **article 8 :** son amendement n° 142 (non-intervention de la chambre régionale des comptes pour constater le défaut d'inscription d'une dépense obligatoire) : rejeté (p. 621) ; son amendement n° 143 : devenu sans objet en raison du rejet de l'amendement n° 142 (p. 622) : **article 10 :** son amendement n° 143 : devenu sans objet en raison du rejet de l'amendement n° 142 (p. 622) ; **article 10 :** son amendement n° 144 (rédactionnel) : rejeté (p. 624) ; son amendement n° 145 (responsabilité propre du maire ayant usé de son droit de réquisition) : rejeté par scrutin public ; non-substitution du maire au comptable lors de l'exercice de son droit de réquisition (p. 625) ; son amendement n° 146 (exercice du droit de réquisition par voie d'arrêté notifié au comptable, affiché en mairie et adressé à la chambre régionale des comptes) : rejeté ; son amendement n° 147 (suppression du dernier alinéa de l'article 10) : retiré (p. 626) ; **article 12 :** son amendement n° 148 (limitation des cas de saisine de la cour de discipline budgétaire à l'exercice du droit de réquisition) (p. 633) : rejeté par scrutin public (p. 634) ; ses amendements n° 149 et n° 150 (suppression des sanctions de suspension et de révocation) (p. 649) : rejetés par scrutin public ; son amendement n° 151 (capacité de saisine de la cour de discipline budgétaire donnée seulement au président de la chambre régionale des comptes (p. 651) : retiré (p. 653) ; **article 13 :** son amendement n° 152 (suppression de l'article 13) : adopté ; ses amendements n°' 153 et 21 rectifiés : devenus sans objet ; **après l'article 13 :** soutient l'amendement n° 11 de M. Gaston Flosse et son amendement n° 154 (régime applicable aux communes des teritoires d'outre-mer) (p. 655) : rejetés (p. 656) ; **article 14 :** reprend l'amendement n° 74 de la commission (abrogation de l'article L. 122-15 du code des communes) : rejeté par scrutin public (p. 661) ; **article 16 : rappel au règlement :** publication de certaines injures inadmissibles [1er août 1981] (p. 676) ; son amendement n° 155 (partage des fonctions administratives du département entre le préfet et le conseil général ; autonomie du département pour les affaires relevant de sa compétence) : rejeté (p. 678) ; **article 17 :** conditions de travail de l'Assemblée (p. 680-681) ; collégialité de l'exécutif ; risque de transformation du président du conseil général en « potentat local » ; son amendement n° 156 (institution d'une commission départementale exécutive distincte du bureau ; séparation des fonctions délibératives et exécutives) (p. 686) : rejeté (p. 687) ; distinction entre les notions de cumul de mandat et d'incompatibilité ; son amendement n° 251 (incompatibilité des fonctions de président du conseil général avec certains autres mandats électifs (p. 687) : déclaré irrecevable puis rectifié et rejeté (p. 688) ; **après l'article 17 :** son amendement n° 252 rectifié (institution, organisation et fonctionnement de la commission départetale exécutive) (p. 690) : rejeté (p. 691) ; **article 18 :** son amendement n° 166 (services communs de l'Etat et du département) (p. 696) : devenu sans objet (p. 699) ; **après l'article 18 :** son sous-amendement n° 472 à l'amendement n° 80 de la commission (mise à disposition du département des services extérieurs de l'Etat sur décision et sous l'autorité du représentant de l'Etat) (p. 704) : devenu sans objet (p. 706) ; portée des butoirs à l'utilisation des services de l'Etat par le président du conseil général (p. 705) ; statut des personnels départementaux (p. 709) ; nécessité d'affirmer la prééminence du représentant de l'Etat sur le président du conseil général (p. 717) ; sous-amendement n° 475 à l'amendement n° 82 de la commission (maintien de l'autorité du représentant de l'Etat jusqu'à promulgation des lois prévues à l'article 1er) (p. 717) : rejeté (p. 718) ; **article 20 :** son amendement n° 165 (pouvoir de contrôle de la commission départementale exécutive) : retiré (p. 724) ; **article 21 :** son amendement n° 168 (rapports entre le représentant de l'Etat et la commission exécutive départementale) : retiré (p. 728) ; son amendement n° 169 (suppression du premier alinéa de l'article 21 relatif à la nomination du commissaire de la République par un décret en conseil des ministres) (p. 728) : rejeté ; son amendement n° 170 (rédactionnel) « délégués du Gouvernement » : rejeté (p. 729) ; son sous-amendement n° 494 à l'amendement n° 86 de la commission (rattachement de la gestion des commissaires de la République au Premier ministre) (p. 730) : rejeté par scrutin public (p. 731) ; son sous-amendement n° 495 à l'amendement n° 86 de la commission (transfert des prérogatives précédemment reconnues au préfet au bénéfice des commissaires de la République) : rejeté par scrutin public (p. 732) ; son amendement n° 171 devenu sans objet (p. 733) ; **article 22 :** séparation du siège du commissaire de la République et du siège du conseil général ; quasi-expulsion du commissaire de la République de la préfecture [2 août 1981] (p. 747) ; **après l'article 22 :** son sous-amendement n° 478 à l'amendement n° 90 de la commission (audition du représentant de l'Etat à la demande de celui-ci) (p. 750) : retiré (p. 751) ; **article 23 :** son amendement n° 173 (relèvement du quorum d'un tiers à un demi) (p. 754) : rejeté par scrutin public (p. 755) ; **article 24 :** ses amendements n° 174 et n° 175 (élection des membres du bureau au scrutin de liste et à la représentation proportionnelle ; commission départementale exécutive) : retiré (p. 757) ; **article 29 :** son amendement n° 176 (mise en place d'une administration conjointe entre les autorités départementales et le commissaire de la République) : retiré (p. 770) ; **article 31 :** absence de volonté d'obstruction de la part de l'opposition (p. 774) ; **article 44 :** amélioration apportée au projet de loi par l'opposition (p. 790).

Première lecture, discussion des articles : **titres III et IV : article 45 : rappel au règlemnet :** article 40 de la Constitution opposé au sous-amendement n° 174 de M. Jacques Toubon [9 septembre 1981] (p. 836) ; son sous-amendement n° 169 à l'amendement n° 128 de la commission (statut des régions) : rejeté (p. 837) ; son sous-amendement n° 171 (compétences du conseil régional) : rejeté (p. 845) ; son sous-amendement n° 172 à l'amendement n° 128 de la commission (compétences du conseil régional) : rejeté (p. 846) ; son sous-amendement n° 173 à l'amendement n° 128 de la commission (compétences du conseil régional) : rejeté ; son sous-amen-

dement n° 175 à l'amendement n° 128 de la commission (association entre régions) : retiré (p. 848) : utilisation de l'article 40 (p. 849-850) ; **article 46 :** son amendement n° 177 (suppression de l'article 46) : retiré (p. 861) ; son sous-amendement n° 239 à l'amendement n° 129 de la commission (p. 862, 863) ; retiré (p. 863) ; **article 47 :** son amendement n° 178 (exécutif de la région) ; son amendement n° 180 (ordre de préséance des organes de la région) (p. 866) ; défend l'amendement n° 179 de M. Jacques Toubon (exécutif régional collégial) ; rejet de ses amendements n°s 178 et 180 ; propose un exécutif régional collégial (p. 869) ; **après l'article 47** : son sous-amendement n° 182 à l'amendement n° 132 corrigé de la commission (saisine du comité économique et social) ; s'oppose à l'amendement n° 132 rectifié de la commission (limitation de la saisine du comité économique et social) (p. 871) ; son sous-amendement n° 184 à l'amendement n° 132 corrigé de la commission (p. 874, 875) ; son sous-amendement n° 183 à l'amendement n° 132 corrigé de la commission (saisine du comité économique et social) (p. 871) ; ses sous-amendements n° 182 et n° 183 : rejetés (p. 874) ; son sous-amendement n° 184 : rejeté (p. 875) ; son sous-amendement n° 185 à l'amendement n° 133 de la commission (renouvellement des comités économiques et sociaux reporté à la promulgation de la loi relative à l'organisation, aux compétences et aux ressources des régions) : rejeté (p. 876) ; son sous-amendement n° 240 rectifié à l'amendement n° 134 de la commission (respect des compétences de l'Etat) : rejeté (p. 878) ; **article 48 :** son amendement n° 187 (participation de la région aux frais de fonctionnement) : retiré [10 septembre 1981] (p. 894) ; son sous-amendement n° 194 à l'amendement n° 77 rectifié du Gouvernement (accord des collectivités locales pour l'intervention économique de la région) (p. 897, 898) ; rejeté (p. 898) ; son amendement n° 189 : devenu sans objet (p. 901) ; son amendement n° 190 (limitation des frais de fonctionnement) : devenu sans objet (p. 904) ; son amendement n° 192 : devenu sans objet (p. 907) ; **après l'article 48 :** défend le sous-amendement n° 196 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 137 de la commission (p. 912) ; son sous-amendement n° 197 à l'amendement n° 137 de la commission (conformité du plan régional au plan national) : adopté (p. 913) ; son sous-amendement n° 199 à l'amendement n° 137 de la commission (conformité du plan régional au plan national) : retiré ; son sous-amendement n° 202 à l'amendement n° 137 de la commission (conformité du plan régional au plan national) : adopté (p. 914) ; **article 49 :** son sous-amendement n° 205 à l'amendement n° 84 rectifié du Gouvernement (saisine du tribunal administratif entraînant le sursis à exécution de la délibération) : retiré (p. 925) ; son amendement n° 206 (un conseil régional ne peut engager l'Etat qu'avec l'accord de ce dernier) : retiré (p. 927) ; **article 50 :** son sous-amendement n° 207 à l'amendement n° 138 de la commission fonctionnement du conseil régional ; convocation) (p. 929) ; retiré ; son sous-amendement n° 208 à l'amendement n° 138 de la commission (délégation du conseil régional pendant les intercessions accordée au bureau) ; son sous-amendement verbal à l'amendement n° 138 de la commission (convocation du conseil régional par la moitié de ses membres ou en urgence par un tiers avec une limite de trois sessions par an) (p. 930) ; devenu sans objet ; **son rappel au règlement :** vote sur le sous-amendement n° 396 de M. Guy Ducoloné à l'amendement n° 138 de la commission revenant sur un accord intervenu en commission (p. 931) ; sous-amendement n° 208 devenu sans objet (p. 932) ; **après l'article 51 ;** son sous-amendement n° 209 à l'amendement n° 90 rectifié du Gouvernement (le président du conseil régional peut, à titre transitoire, disposer des services de l'Etat avec l'accord du représentant de ce dernier) (p. 936, 937) : rejeté (p. 938) ; son sous-amendement n° 210 à l'amendement n° 92 rectifié du Gouvernement (coordination des services de l'Etat, de la région et du département chef-lieu) : rejeté ; son amendement n° 211 (maintien de l'appellation « Préfet de région ») : rejeté (p. 940) ; **article 52 :** son amendement n° 212 (préfet de région) devenu sans objet (p. 941) ; son sous-amendement n° 213 à l'amendement n° 95 du Gouvernement (le commissaire de la République est placé sous l'autorité du Premier ministre) : rejeté (p. 942) ; **après l'article 52 :** son amendement n° 214 (audition du commissaire de la République par le conseil régional) (p. 943) : rejeté (p. 944) ; **article 55 :** amende trop forte pour les maires des petites communes ; indemnités de fonction des conseillers régionaux (p. 948) ; s'oppose à la suspension ou à la révocation du mandat électif à l'initiative de la cour de discipline budgétaire et financière (p. 949) ; **après l'article 55 :** son amendement n° 218 (incompatibilité entre les fonctions de président de chambre régionale et de membre du Gouvernement) [11 septembre 1981] (p. 953, 954) ; retiré (p. 954) ; **article 56 :** nécessité de choisir entre la déconcentration de la Cour des Comptes et la création d'un nouveau degré de juridiction (p. 962, 963) ; son amendement n° 219 (création de chambres régionales au sein de la Cour des Comptes) ; coût élevé du projet gouvernemental (p. 963) ; amendement n° 219 rejeté (p. 964) ; caractère collégial des décisions rendues par les magistrats de la chambre régionale des comptes (p. 969) ; **après l'article 56 :** son sous-amendement n° 407 à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin (président de la Chambre régionale des Comptes) (p. 970) ; retiré ; son sous-amendement n° 408 à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin (président de la Chambre régionale des Comptes) : devenu sans objet (p. 971) ; son sous-amendement n° 409 à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin (inamovibilité des magistrats de la Chambre des Comptes) : retiré (p. 972) ; son sous-amendement n° 410 à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin (fonction d'avocat général près la Chambre régionale des Comptes) (p. 974, 975) ; rejeté (p. 975) ; son sous-amendement n° 411 à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin (détachement d'agents de l'Etat auprès des Chambres régionales des Comptes) : adopté ; son sous-amendement n° 412 à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin : retiré ; son amendement n° 226 (régime des inéligibilités des membres de la Chambre régionale des Comptes) (p. 976) ; adopté (p. 977) ; **article 57 :** son amendement n° 227 (supprimer la disposition selon laquelle la Cour des Comptes statue en appel) : devenu sans objet après adoption de l'article 56 puis retiré (p. 978) ; son amendement n° 228 (compétences de la Chambre régionale des Comptes) : rejeté (p. 979) ; favorable à un contrôle de la Cour des Comptes sur les Chambres régionales des Comptes (p. 980) ; **article 60 :** son amendement n° 229 (suppression de l'article 60) : retiré (p. 986) ; son amendement n° 230 (comité d'allégement des prescriptions techniques ouvert aux représentants des régions) : adopté (p. 987) ; **avant l'article 61 :** son amendement n° 233 (application à Paris des dispositions relatives à l'allégement des charges des collectivités territoriales) (p. 989) ; retiré (p. 991) ; **article 61 :** son amendement n° 234 (interprétations de l'article 61) : retiré (p. 994) ; **article 62 :** son amendement n° 235 (calcul de la dotation attribuée aux communes pour compenser la charge du logement des instituteurs) : retiré (p. 1001) ; son amendement n° 236 (exclusion de la ville de Paris du champ d'application de l'article 62) : devenu sans objet après l'adoption de l'amendement n° 416 du Gouvernement avant l'article 61 : retiré (p. 1002) ; **après l'article 64 :** son amendement n° 177 précédemment réservé (rémunération des fonctionnaires et agents de l'Etat par les collectivités locales) ; fonds de concours ; amendement n° 177 retiré au profit des sous-amendements n° 372 rectifié, n° 373 et n° 374 de M. Emmanuel Aubert à l'amendement n° 127 corrigé du Gouvernement (p. 1006) ; **article 65 :** s'oppose à la création de Chambres interrégionales des Comptes (p. 1013) ;

Deuxième lecture, discussion des articles : **son rappel au Règlement** : distribution des amendements ; **article 1er :** rédaction nouvelle de l'article 1er fixant les principes généraux, définissant une période transitoire pour les départements d'outre-mer et renvoyant à des lois ultérieures le problème de la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales ; problème des ressources des collectivités territoriales [14 décembre 1981] (p. 4873) ; demande la réserve de cet article ; problème de Paris et des départements d'outre-mer ; déférence à l'égard du Sénat (p. 4874) ; son sous-amendement n° 408 à l'amendement n° 2 de la commission (suppression du dernier alinéa de cet amendement n° 2) (p. 4875) ; contradiction entre l'argumentation du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et le président de la commission des lois ; remise en cause du statut des départements d'outre-mer (p. 4878) ; sous-amendement n° 408 (p. 4879) ; **avant l'article 2 :** responsabilités des communes (p. 4880) ; **article 2 :** caractère exécutoire des arrêtés des maires et des délibérations des conseils municipaux ; sursis à exécution (p. 4880, 4881) ; **article 2** *bis* : suppression de cet article ; **article 3 :** principe du sursis à exécution ; double procédure d'annulation (p. 4882) ; soutient le sous-amendement n° 410 de M. Michel Noir à l'amendement n° 6 de la commission ; comptes administratifs et comptes de gestion produits par le comptable public ; Chambres régionales des Comptes (p. 4884) ; son sous-amendement n° 335 à l'amendement n° 6 de la commission (procédure de référé) : rejeté ; notion de motifs sérieux, de préjudices irréparables ou difficilement réparables (p. 4886) ; **article 3** *bis* : possibilité offerte au citoyen de faire recours auprès du représentant de l'Etat pour mettre en œuvre la procédure conten-

tieuse prévue par l'article 3 ; place accordée à la participation du citoyen à la vie municipale dans le projet de loi [15 décembre 1981] (p. 4890) ; **article 4 :** rôle du Sénat ; objection sur le texte de l'article 4 : problème des entreprises en difficulté et des entreprises en développement ; absence de verrous ; absence de protection des collectivités locales contre la demande d'entreprises situées sur leur territoire ; affaire Boussac-Saint-Frères ; difficultés futures rencontrées par les communes voulant passer une convention avec une entreprise en difficulté ; garanties d'emprunt (p. 4894) ; substitution de la commune à l'entreprise ; règles de libre concurrence ; aides directes et aides indirectes (p. 4895) ; comités départementaux ; définition de la notion d'entreprises en difficulté ; intervention avant le débôt de bilan ; son sous-amendement n° 338 à l'amendement n° 8 de la commission (de coordination) : devenu sans objet (p. 4899) ; son sous-amendement n° 339 à l'amendement n° 8 de la commission (de coordination) : devenu sans objet (p. 4899) ; son sous-amendement n° 339 à l'amendement n° 8 de la commission (substituant aux mots « une disposition législative particulière les mots « décret en conseil d'Etat » au début du paragraphe 3 de l'amendement n° 8) ; rôle d'une activité économique dans le prestige de certaines villes (p. 4900) ; sous-amendement n° 339 adopté (p. 4901) ; différence entre garanties d'emprunt et dépenses proprement dites ; détournement par certaines communes de garanties d'emprunt soutien à des clubs sportifs) (p. 4903) ; **article 5 A :** son sous-amendement n° 340 à l'amendement n° 10 de la commission (suppression du deuxième alinéa de cet amendement (p. 4915) ; retiré ; **article 5 :** rétablissement de l'équilibre du budget communal ; risque d'encombrement des Chambres régionales des Comptes ; articulation entre la procédure de l'article 5 et celle de l'article 6 (p. 4916) ; **article 6 :** rétablissement de l'équilibre en cas de déficit apparu lors de l'exécution du budget communal ; remise du compte de gestion par le comptable à la commune ; mission de la Chambre régionale des Comptes ; rythme d'apurement des comptes ; manque d'effectifs de la Cour des Comptes ; extension de la procédure à défaut d'inscription d'une dépense obligatoire (p. 4919) ; soutient le sous-amendement n° 427 de M. Michel Noir à l'amendement n° 14 de la commission : permettant au maire de se faire représenter devant la Chambre régionale des Comptes (p. 4920, 4921) ; **article 7 :** subvention exceptionnelle de l'Etat aux communes ; exemple des communes situées autour de l'étang de Berre ; détail des subventions distribuées au titre du chapitre 67-51 (p. 4921) ; son sous-amendement n° 342 à l'amendement n° 17 de la commission (publication de la liste des communes ayant bénéficié de subventions exceptionnelles et du montant détaillé de ces subventions) (p. 4922) ; rapport public de la Cour des Comptes ; sous-amendement n° 342 adopté ; **article 8 :** appui de l'amendement n° 18 de la commission par le groupe R. P. R. (p. 4923) ; **article 9 :** procédure de nomination du comptable ; caractère juridictionnel de la procédure de contrôle des Chambres régionales des Comptes ; fixation du délai de production de comptes (p. 4924) ; son sous-amendement n° 344 à l'amendement n° 19 de la commission (complétant cet amendement par « à défaut le comptable est condamné à l'amende ») ; parallélisme des procédures entre la Cour des Comptes et celle des futures Chambres régionales des Comptes ; sous-amendement n° 344 retiré ; son sous-amendement n° 343 à l'amendement n° 19 de la commission (complétant cet amendement par « le délai de production des comptes est fixé par décret ») : retiré ; **article 10 :** pouvoir du comptable quant aux actes de paiement ; exercice du droit de réquisition ; tutelle budgétaire ; son sous-amendement n° 345 à l'amendement n° 20 de la commission (complétant le premier alinéa de cet amendement par « il est tenu de motiver son opposition au paiement » (p. 4925) ; rapports entre maire et comptable ; accepte la rectification de son sous-amendement n° 345 par le Gouvernement ; sous-amendement n° 345 rectifié adopté (p. 4926) ; **article 10** *bis* **:** vote des amendements de suppression (p. 4927) ; **article 11 :** soumission des maires à la juridiction de la cour de discipline budgétaire et financière ; tutelle bugétaire devenant « contrôle budgétaire *a priori* » (p. 4928) ; répond aux arguments de M. Chénard ; suppression de la tutelle administrative ; aménagement de la tutelle budgétaire et financière ; exercice du droit de réquisition (p. 4929) ; **son rappel au règlement :** déroulement de la séance (p. 4930) ; son sous-amendement n° 347 à l'amendement n° 25 de la commission (suppression des troisième et quatrième alinéas de l'amendement n° 25) (p. 4931) ; différence faite entre les justiciables nouveaux et anciens de la cours de discipline budgétaire ; faculté donnée à la cour de discipline budgétaire de prononcer la suspension ou la révocation d'un maire ; sous-amendement n° 347 rejeté (p. 4932) ; **article 12 :** soutient le sous-amendement n° 432 rectifié de M. Michel Noir à l'amendement n° 27 de la commission : communautés urbaines (p. 4934) ; **article 13** *bis* **:** délai d'un an pour l'application du titre I^er^ aux territoires d'outre-mer ; adaptation à la spécificité de chaque territoire d'outre-mer ; compétence de la Cour des Comptes pour le contrôle des comptes des communes des T. O. M. ; son sous-amendement n° 494 à l'amendement n° 28 de la commission (adaptation législative nécessaire pour tenir compte de la spécificité de chacun des T. O. M.) : son sous-amendement n° 495 à l'amendement n° 28 de la commission (compétences de la Cour des Comptes pour les comptes des T. O. M.) [18 décembre 1981] (p. 5180) ; retirés ; **article 13** *ter* **:** indécision du Gouvernement sur Mayotte ; contrôle des comptes des communes de Mayotte (p. 5181) ; **article 14 B :** nomination des adjoints aux maires (p. 5182, 5183) ; **article 14 :** risques encourus avec la suppression de toute référence réglementaire pour la rémunération des architectes travaillant pour le compte des communes (p. 5185) ; maintien d'une réglementation des tarifs d'ingénierie (p. 5186) ; cahiers des charges des concessions de service public des communes (p. 5187) ; procédure d'agrément des garde-champêtres et des agents de police municipaux nommés par le maire ; **article 14** *bis* **:** application des dispositions du titre I^er^ aux D. O. M. (p. 5188) ; Chambre régionale des Comptes par D. O. M. ou pour l'ensemble des D. O. M. ; date des élections cantonales dans les D. O. M. ; **article 15 :** codification des dispositions relatives aux collectivités locales (p. 5189) ; **avant l'article 16 :** suppression de la référence aux responsabilités des départements ; **article 16 :** risque de rétablissement d'une nouvelle tutelle par la création d'agences techniques départementales ; notion « d'affaires » du département (p. 5190) ; définition par la loi des domaines dans lesquels les communes peuvent recevoir le soutien du conseil général (p. 5191) ; **article 17 :** principe de collégialité de l'exécutif ; délégations au bureau par le conseil général : menace possible d'affaiblissement de l'autorité du président du conseil général (p. 5192) ; double jeu des délégations des fonctions délibératives et exécutives pour certains membres du bureau (p. 5193) ; nombre trop important de vice-présidents ; **article 18 :** danger de la création de services par les départements ; réticence des administrations d'Etat pour le transfert des compétences (p. 5194) ; secrétaire général pour assister le président du conseil général (p. 5195) ; **article 18** *bis* **:** initiative de ministères tendant à rogner sur les attributions de services créés par les conseils généraux ; remise en cause des attributions des comités départementaux du tourisme (p. 5202) ; conditions et modalités de la mise à la disposition du président du conseil général de services extérieurs de l'Etat ; **article 18** *ter* **:** inquiétude des organisations syndicales des personnels des préfectures (p. 5203) ; **article 18** *quater* **:** son sous-amendement n° 349 à l'amendement n° 42 de la commission (coordination des services de l'Etat du département par accord entre le président du conseil général et le commissaire de la République) : rejeté (p. 5205) ; **article 18** *quinquies* **:** son sous-amendement n° 350 à l'amendement n° 43 de la commission (maintien des prestations assurées aux fonctionnaires du corps préfectoral en poste dans les départements) ; prise en charge le plus tôt possible par l'Etat des frais divers des préfets (p. 5206) ; sous-amendement n° 350 : retiré ; **article 18** *sexies* **:** délégations de compétence du président du conseil général ; son sous-amendement n° 351 à l'amendement n° 44 de la commission (délégations du président du conseil général à des membres du conseil autres que les vice-présidents en cas d'empêchement ou d'absence de ces derniers constatée par le bureau) : retiré (p. 5207) ; **article 18** *septies* **:** prévention vis-à-vis de l'agence technique départementale : risque de double emploi avec d'autres services départementaux (p. 5208) ; domaine d'activité de l'agence technique départementale (p. 5209) ; vocation départementale ; **article 20 :** constatation de la vacance de la présidence du conseil général ; ordre de classement des vice-présidents (p. 5210) ; son sous-amendement n° 352 à l'amendement n° 46 de la commission (vacance de la présidence du conseil général constatée par le bureau) : rejeté (p. 5211) ; **article 21 :** son sous-amendement n° 353 à l'amendement n° 47 de la commission (commissaire de la République placé sous l'autorité directe du Premier ministre) ; son sous-amendement n° 354 à l'amendement n° 47 de la commission (rédactionnel) ; son sous-amendement n° 355 à l'amendement n° 47 de la commission (suppression du paragraphe II de l'amendement) (p. 5212) ; sous-amendement n° 353 : rejeté ; nature

réglementaire de la création d'un secrétaire général et de commissaires adjoints de la République ; sous-amendement n° 354 : adopté ; échange d'informations entre le président du conseil général, les maires et le commissaire de la République (p. 5213) ; sous-amendement n° 355 : rejeté (p. 5214) ; **article 22** : conditions de première convocation du conseil général après un renouvellement triennal ; notion d'hôtel du département ; son amendement n° 356 (siège et réunion des conseils généraux) : adopté [19 décembre 1981] (p. 5229) ; **article 22** *bis* : abolition du droit d'entrée du préfet aux séances du conseil général ; son sous-amendement n° 358 à l'amendement n° 49 de la commission (audition du représentant de l'Etat par le conseil général sous réserve d'accord du président du conseil) : rejeté (p. 5230) ; **article 23** : réunion des conseils généraux à la demande des conseillers (p. 5231) ; **article 24** *bis* : ses réserves sur les délégations consenties aux membres du bureau par le conseil général et le président du conseil général ; **article 25** : règlement intérieur des conseils généraux ; procédure de vérification de conformité à la loi par le tribunal administratif ; recours devant le tribunal administratif contre le règlement intérieur du conseil général ; **article 26** : son amendement n° 359 (réunion à huis clos du conseil général) (p. 5232) ; devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 52 de la commission ; **article 27** : quorum pour les délibérations du conseil général (p. 5233) ; **article 28** : communications au conseil général ; s'oppose à un débat sur le rapport du représentant de l'Etat au conseil général ; son sous-amendement n° 360 à l'amendement n° 54 de la commission (rapport écrit du représentant de l'Etat au conseil général) : retiré ; son sous-amendement n° 574 à l'amendement n° 54 de la commission (débat sur le rapport du président du conseil général) : adopté ; son sous-amendement n° 575 à l'amendement n° 54 de la commission (présence du représentant de l'Etat lors du débat sur son rapport au conseil général) : adopté (p. 5234) ; **article 29** : heure et lieu de la réunion suivant le renouvellement triennal ; convocation par le représentant de l'Etat ; **article 30** : délégation de vote (p. 5251) ; statut des élus ; problème des conseillers généraux salariés pour assister aux réunions de l'assemblée départementale ; voie libre à une minorité active en cas de large possibilité de délégation de vote ; **avant l'article 31** : abrogation des tutelles autres qu'administratives et financières (p. 5252) ; **article 31** : pouvoir du représentant de l'Etat à l'égard des délibérations du conseil général en cas de circonstances exceptionnelles ; sursis à exécution à la suite de la saisine du tribunal administratif par le représentant de l'Etat ; rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'exercice du contrôle *a posteriori* des actes des autorités départementales (p. 5253) ; **article 32** : sursis à exécution des délibérations du conseil général ; conditions de nullité des délibérations du conseil général ; suppression de la notification des délibérations du conseil général au président de la Chambre régionale des Comptes (p. 5254) ; communication au président du conseil général par le représentant de l'Etat des précisions relatives aux motifs du recours qu'il envisage ; demande motivée du président du conseil général au représentant de l'Etat sur l'intention de ce dernier de déférer les actes du département au tribunal administratif ; son sous-amendement verbal (rédactionnel) à l'amendement n° 60 de la commission (p. 5255) ; adopté ; **article 34** : prise de participation par le département dans le capital d'une société commerciale ; garanties d'emprunt accordées par le département (p. 5256) ; intervention économique du département dans le cadre des Codefi et des comités pour l'emploi (p. 5257) ; définition des entreprises en difficulté pour l'intervention économique du département ; avis préalable du représentant de l'Etat ; mesures d'aide aux entreprises en difficulté après avis des ministres de l'économie et du Plan ; interdiction de la création et du développement de services à objet économique en l'absence de défaillance de l'entreprise privée (p. 5258) ; **article 35** : débat sur les orientations du budget au conseil général (p. 5259) ; **article 37** : pouvoirs du représentant de l'Etat pour le rétablissement de dépenses obligatoires ; **article 38** : condamnation du comptable en cas de non-production des comptes (p. 5260) ; **article 39** : liste des pièces à fournir au comptable (p. 5261) ; appréciation de la responsabilité du comptable ; motivation de l'ordre de réquisition (p. 5262) ; **article 39** *bis* : suppression des tutelles techniques sur la conception et l'exécution des travaux des départements ; **article 39** *ter* : suppression des tutelles techniques sur la gestion des services et l'utilisation du patrimoine des départements ; **article 39** *quater* : interdiction faite aux départements de verser des rémunérations aux agents de l'Etat (p. 5267) ; **article 40** : conditions de la responsabilité des ordonnateurs locaux devant la Cour de discipline budgétaire ; responsabilité des ordonnateurs par délégation (p. 5268) ; notion d'indemnité de fonction ; montant de l'amende dont sont passibles les ordonnateurs ; égalité de responsabilité entre les ordonnateurs élus et les ordonnateurs ayant la qualité d'agents nommés (p. 5269) ; **article 42** : présidence de la commission administrative assurée par le représentant de l'Etat (p. 5270) ; **article 44 A** : participation des conseillers généraux à des réunions internationales sur des problèmes de caractère frontalier (p. 5271) ; **article 44** : caractère obligatoire des dépenses d'entretien des préfectures et des sous-préfectures (p. 5272) ; **article 44** *bis* : son attachement à la double assemblée départementale et régionale pour les D. O. M. ; **article 44** *ter* : application de la loi à Mayotte (p. 5273) ; **article 44** *quinquies* : contribution communale aux dépenses de police ; **article 44** *sexies* : répartition des pouvoirs de police entre l'Etat et les communes ; **article 44** *septies* : pouvoirs de police du représentant de l'Etat dans les trois départements de la petite couronne (p. 5274) ; **article 44** *octies* : consultation de la commune concernée en matière d'assignation à résidence sur son territoire ; **article 44** *nonies* : règles de répartition des charges d'aide sociale entre l'Etat, les communes et les départements ; **article 44** *decies* : regroupement dans un budget annexe des dépenses d'aide sociale des départements ; **article 44** *undecies* : création d'un état prévisionnel de l'action sanitaire et sociale de l'Etat dans le département ; **article 44** *duodecies* : convention entre les départements et les communes pour permettre à ces dernières de poursuivre l'exercice de certaines compétences nouvellement attribuées aux départements (p. 5275) ; **article 44** *tredecies* : répartition des compétences pour les procédures d'admission aux différentes formes d'aide sociale ; **article 44** *quatuordecies* : compétence des collectivités territoriales en matière d'éducation ; **article 44** *quindecies* : prise en charge des dépenses de logement des instituteurs ; **avant l'article 44** *sedecies* : répartition des dotations culturelles du fonds d'intervention culturelle (p. 5276) ; **article 44** *sedecies* : création de trois sections du fonds d'intervention culturelle ; **article 44** *septemdecies* : règles générales d'aménagement du territoire définies par la loi ; **article 44** *duodevicies* : établissement par l'Etat des schémas des grands équipements publics en collaboration avec les régions et les départements concernés ; **article 44** *undevicies* : définition par la loi des règles générales d'urbanisme ; **article 44** *vicies* : élaboration par les départements des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (p. 5277) ; **article 44** *unvicies* : procédure d'élaboration des P. O. S. ; **article 44** *duovicies* : établissement d'une carte opposable aux tiers en l'absence de P. O. S. ; **article 44** *trevicies* : instruction des demandes de permis de construire ; **article 44** *quatuorvicies* : attribution aux grandes communes de la responsabilité des opérations d'aménagement urbain (p. 5278) ; **avant l'article 44** *quinvicies* : intervention des communes et des départements en matière économique et sociale en cas de défaillance de l'initiative privée (p. 5279) ; **article 45** : problème de compatibilité entre la collectivité départementale et la collectivité régionale ; mode d'élection des conseils régionaux ; conséquences d'un système de limitation des cumuls de mandat (p. 5280) ; son sous-amendement n° 442 à l'amendement n° 115 de la commission (rédactionnel) : retiré ; son sous-amendement n° 444 à l'amendement n° 115 de la commission (unité de la République) (p. 5281) ; attachement des populations d'outre-mer à la France (p. 5282) ; nuance entre les expressions « unité nationale » et « unité de la République » ; sous-amendement n° 444 adopté (p. 5283) ; **avant l'article 47** : ses observations sur l'amendement n° 118 de la commission (p. 5284) ; **article 47** : comités économiques et sociaux ; **article 47** *bis* **A** : participation des présidents des conseils généraux aux séances du conseil régional (p. 5285) ; présence des présidents de conseils généraux aux séances du conseil ; **article 47** *bis* : composition des futurs comités économiques et sociaux (p. 5286) ; son sous-amendement n° 448 à l'amendement n° 121 de la commission (délai pour la réforme des comités économiques et sociaux) ; mission technique du comité économique et social ; sous-amendement n° 448 retiré (p. 5287) ; **article 47** *ter* : compétences du comité économique et social ; son sous-amendement n° 472 à l'amendement n° 122 de la commission (comité économique et social placé auprès du seul conseil régional) ; son sous-amendement n° 473 à l'amendement n° 122 de la commission (demande d'avis du bureau du conseil régional au comité économique et social) ; son sous-amendement n° 474 à l'amendement n° 122 de la commission (avis annuel du comité économique et social au conseil régional sur la situation de la région, l'exécution du Plan et le projet de budget) (p. 5288) :

autosaisine du comité économique et social ; sous-amendements nos 472 et 473 rejetés (p. 5289) ; sous-amendement n° 474 rejeté (p. 5290) ; **article 47** *quinquies* : organisation par les conseils régionaux de contacts avec des collectivités décentralisées étrangères (p. 5291) ; **article 48** *ter* **A** : concours apporté par la région à la définition de la politique de la formation professionnelle (p. 5294) ; **article 48** *ter* : mode de désignation des élus au comité des prêts (p. 5297) ; **article 48** *quater* : adjonctions du Sénat relevant du domaine réglementaire (p. 5303) ; prêts de la Caisse des dépôts et consignations aux S.D.R. ; **article 49** : sous-amendement de l'opposition (p. 5304) ; contrôle administratif et juridictionnel des contrats des services publics ; conditions de la nullité des délibérations et arrêtés des autorités régionales ; conditions d'intervention de la juridiction administrative (p. 5305) ; précisions écrites du représentant de l'Etat au président du conseil régional en cas de saisine du tribunal administratif ; litige entre le représentant de l'Etat et la région porté devant le Conseil d'Etat à défaut de décision du tribunal administratif dans un délai de deux mois ; saisine du représentant de l'Etat sur une délibération du conseil régional par tout citoyen ayant un intérêt direct (p. 5306) ; **article 49** *bis* : pouvoirs de sauvegarde et de sursis à exécution reconnus au représentant de l'Etat (p. 5307) ; **article 50** : son sous-amendement n° 475 à l'amendement n° 138 de la commission (élection des vice-présidents du conseil régional) : adopté ; élection par le conseil régional du président de la commission déléguée (p. 5308) ; son sous-amendement n° 476 à l'amendement n° 138 de la commission (critères de détermination de l'ordre des nominations des vice-présidents fixés par le règlement intérieur du conseil régional) ; adopté (p. 5309) ; **article 50** *bis* : son sous-amendement n° 477 à l'amendement n° 140 de la commission (rapport spécial écrit du représentant de l'Etat sur la situation de la région) (p. 5310) ; transmission des avis du comité économique et social aux membres du conseil régional ; sous-amendement n° 477 retiré ; **article 51** : sa réticence à l'égard du transfert au président du conseil régional de la responsabilités des services actuellement placés sous les ordres du préfet (p. 5311) ; responsabilité du président du conseil régional devant la cour de discipline budgétaire en cas de délégation de signature ; convention entre le président du conseil régional et le représentant de l'Etat sur les services transférés à la région (p. 5312) ; **article 51** *ter* : nécessité d'un statut de la fonction publique régionale ; respect des droits acquis des personnels des services transférés à la région ; **article 51** *quater* : coordination entre le commissaire de la République, le président du conseil régional et le président du conseil général (p. 5314) ; **article 51** *quinquies* : appréciation de l'ensemble des transferts de compétences et de ressources avant de faire disparaître la contribution de l'Etat au fonctionnement de l'administration régionale (p. 5315) ; **article 54** : maintien du contrôle budgétaire ; **article 55** : révocation des ordonnateurs (p. 5318) ; ordonnateurs régionaux élus soumis à la censure de la cour de discipline budgétaire seulement dans la mesure où ils ont fait usage de leurs droits de réquisition ; distinction entre les fonctions et le mandat ; **article 55** *quater* : statut des T.O.M. (p. 5319) ; **avant l'article 55** *quinquies* : ses observations sur le titre III rédigé et voté par le Sénat (p. 5320) ; **article 56** : problème d'effectifs pour la Cour des comptes entraîné par la ponction au profit des chambres régionales des comptes ; rapports des chambres régionales avec les trésoreries générales (p. 5327) ; maintien en poste des personnels des trésoreries générales affectés au contrôle comptable ; **article 56** *bis* : remise en cause du recrutement de la Cour des comptes par la proposition du Gouvernement ; son amendement n° 484 (présidents et magistrats des chambres régionales des comptes) (p. 5328) ; son sous-amendement n° 485 à l'amendement n° 216 de la commission (fonction de ministère public près la chambre régionale des comptes) (p. 5329) ; ses observations sur l'attitude du rapporteur à l'égard de l'amendement n° 216 de la commission ; impossibilité pour la commission d'accepter par la voix de son rapporteur le sous-amendement n° 324 du Gouvernement (p. 5330) ; chambre régionale placée en position de subordination par le sous-amendement n° 324 du Gouvernement (p. 5331) ; ses observations sur le comportement du rapporteur dans l'affaire du texte sur le Conseil d'Etat ; amendement n° 484 et sous-amendement n° 485 rejetés (p. 5332) ; son amendement n° 381 (création d'un corps d'assistants de vérification des chambres régionales) : rejeté ; **article 57** : ses sous-amendements nos 486 et 487 à l'amendement n° 217 de la commission (compétence de la chambre régionale des comptes) ; contrôle par la chambre régionale des seuls comptes des comptables publics des collectivités locales ; sous-amendement n° 486 rejeté (p. 5333) ; contrôle des comptes des établissements publics régionaux ; sous-amendement n° 487 adopté ; son amendement n° 383 (compétence de la chambre régionale des comptes à l'égard des entreprises publiques) (p. 5334) : rejeté ; son amendement n° 382 (compétence de la chambre régionale des comptes) : rejeté (p. 5335) ; **article 57** *bis* : son opposition à la proédure des avis de la chambre régionale des comptes sur la régularité des opérations budgétaires des collectivités territoriales [20 décembre 1981] (p. 5340) ; **article 58** *bis* : notion de chambre interrégionale des comptes ; **article 59** : conditions d'attribution d'une aide par l'Etat ou une collectivité territoriale ; respect des seules prescriptions mentionnées à l'article (p. 5342) ; son amendement verbal (rédactionnel) : adopté ; aides techniques du département aux communes (p. 5343) ; **article 61 B** : chambre régionale des comptes dans les D.O.M. (p. 5344) ; **article 61** : dotation culturelle spéciale de l'Etat s'ajoutant aux sommes déjà reçues par les collectivités territoriales (p. 5345) ; **article 64** : favorable à l'amendement n° 231 de la commission et au sous-amendement n° 582 du Gouvernement (p. 5347) ; **article 64** *bis* : exercice de la charge de secrétaire de mairie à temps partiel par des fonctionnaires retraités ; **article 64** *ter* : financement par l'Etat de certaines mesures de sûreté (p. 5349) ; **article 65 B** : clarification de la présentation des dispositions relatives aux communes, départements et régions ; **article 65** : son sous-amendement n° 480 à l'amendement n° 237 de la commission (suppression de la seconde phrase du second alinéa de l'amendement) ; risque d'inactivité des chambres régionales des comptes jusqu'en 1984 (p. 5350) ; retire le sous-amendement n° 480 ; **article 66** : intérêt des dispositions insérées par le Sénat (p. 5351) ; transferts de ressources préalablement au transfert de compétences ; organisation de la libre coopération des collectivités territoriales ; création d'une dotation globale d'équipement (p. 5352) ; **avant l'article 93** : opposition de l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 278 de la commission et reprise de son texte par l'amendement n° 243 du Gouvernement ; texte du Sénat autorisant les subventions d'investissements spécifiques aux petites communes (p. 5359).

Explications de vote : amélioration du texte ; risques encourus par l'intervention des collectivités territoriales dans le domaine économique ; pronostic pessimiste sur la compatibilité d'une collectivité départementale et d'une collectivité régionale ; improvisation dangereuse et aventuriste pour la décentralisation de l'appareil de contrôle budgétaire ; traitement réservé à Paris (p. 5362) ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 5363).

— **Rappel au règlement** : mise en cause des présidents de séance [30 juillet 1981] (p. 552, 553).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : abolition sans condition [17 septembre 1981] (p. 1145) ; refus d'une dérobade du Parlement ; dépérissement progressif de la peine de mort ; contradiction entre les jurys ; récidive ; droit de grâce (p. 1146) ; révision du système d'exécution des peines ; détention perpétuelle ; précarité de l'abolition si elle n'est pas suivie par les garanties que l'opinion attend (p. 1147).

Discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 28 (échelle des peines et conditions de leur exécution) 18 septembre 1981] (p. 1214) : rejeté (p. 1216) ; **article 2** : son amendement n° 2 rectifié (peine d'exclusion à vie et période de sûreté) non soutenu (p. 1220).

— **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).**

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er** : son amendement n° 12 (reconduction à la frontière par mesure administrative des étrangers entrés clandestinement moins d'une semaine avant leur appréhension par les services de police) [9 octobre 1981] (p. 1669) ; rejeté (p. 1670) ; **article 3,** *article* 25 *de l'ordonnance du* 2 *novembre* 1945 : non-expulsion des étrangers mariés depuis au moins un an à un ressortissant français et subvenant normalement aux besoins de sa famille (p. 1672).

Explications de vote : abstention du groupe du rassemblement pour la République (p. 1674).

— **Son rappel au règlement** : mise en cause de la liberté de la presse par M. Guy Bêche dans son rappel au règlement sur le *Figaro Magazine* [17 octobre 1981] (p. 1988).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier** : nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 4** : soutient l'amendement n° 328 de M. Michel Noir (versement à la caisse nationale de l'industrie du produit de l'aliénation des filiales) [17 octobre 1981] (p. 1991) ; **titre III** : nationalisation de deux compagnies financières ; **article 28 précédemment réservé : son rappel au règlement** : parole retirée à M. François d'Aubert sur l'article 28 ; rappel à l'ordre [23 octobre 1981] (p. 2431) ; **après l'article 31** : dividende 1981 ; injustice de la déduction de l'acompte versé de l'indemnisation [24 octobre 1981] (p. 2468) ; **après l'article 32** : assimilation des obligations remises en indemnité à des actions au regard de la loi Monory (p. 2476) ; **article 33 précédemment réservé** : qualification des interventions des membres de l'opposition par le ministre chargé des relations avec le Parlement ; responsabilité du Gouvernement dans les manœuvres financières intervenues pendant le débat (p. 2482) ; **titre IV** : dispositions diverses ; **article 46 précédemment réservé : son rappel au règlement** : application impartiale de l'article 26 de l'instruction générale du bureau (p. 2492) ; **titre III** : nationalisation de deux compagnies financières ; **article 34** : période suspecte pour les dirigeants des sociétés nationalisables proposée par M. Gaston Defferre (p. 2503) ; **titre IV** : dispositions diverses ; **après l'article 50** : son sous-amendement n° 1430 à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon (recours ouvert aux artisans auxquels auront été opposés trois refus successifs de crédit par trois banques nationalisées) : rejeté [26 octobre 1981] (p. 2585).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 4** : soutient l'amendement n° 208 de M. Henri de Gastines ; son amendement n° 509 rectifié (tendant à inclure dans les biens professionnels les biens ruraux donnés à bail à long terme dans le patrimoine du bailleur) [30 octobre 1981] (p. 2792) : retiré (p. 2793) ; **article 5** : son amendement n° 507 (substitution du patrimoine du nu-propriétaire au patrimoine de l'usufruitier) (p. 2801) : rejeté (p. 2803) ; **après l'article 18** : son sous-amendement n° 576 à l'amendement n° 575 du Gouvernement (non-majoration des droits de timbre sur les permis de chasse) [3 novembre 1981] (p. 3014) ; devenu sans objet du fait de la rectification de l'amendement n° 575 du Gouvernement (p. 3020).

Deuxième partie :

Consommation. — *Examen des crédits* : **état B, titre III** : dépôt par l'opposition d'amendements visant à réduire les crédits ; article 40 de la Constitution [6 novembre 1981] (p. 3229).

Industrie et énergie. — *Discussion générale* : plan textile annoncé par le Gouvernement : effort de modernisation ; limitation des importations et réduction des charges sociales ; plan de sauvetage de Boussac ; aide à la Société nouvelle Paul Perrin [14 novembre 1981] (p. 3759) ; difficultés de la société Vincey-Bourget (p. 3760).

Economie et finances. — II : Services économiques et financiers. Comptes spéciaux du Trésor. Budget annexe des monnaies et médailles. — *Discussion générale* : répartition des compétences entre les chambres régionales des comptes et les fonctionnaires des trésoreries générales [16 novembre 1981] (p. 3774, 3775).

Troisième lecture, discussion générale : vote hostile du groupe R. P. R. [19 décembre 1981] (p. 5237).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion générale : illégitimité dans le cas d'espèce du recours aux ordonnances [8 décembre 1981] (p. 4520) ; mauvais alibi tiré de l'encombrement de l'ordre du jour du Parlement ; gouvernement prisonnier de « mythes » ; retraite à soixante ans à contre-courant de l'évolution constatée dans le monde occidental et de l'aspiration des personnes âgées ; rapport de M. Robert Lion ; faiblesse du nombre d'emplois susceptibles d'être libérés ; inefficacité de la retraite à soixante ans en cas de maintien de la garantie de ressources ; régression en cas de suppression (p. 4521) ; durée du travail : pas de partage du travail sans partage des revenus ; attachement au système de la garantie des ressources licenciement et démission ; inadaptation du système des contrats de solidarité ; aménagement du temps de travail (p. 4522) ; création d'emplois comme solution au drame du chômage (p. 4523) ; agression du rapporteur à l'égard de l'opposition sur le dépôt d'amendements [9 décembre 1981] (p. 4550) ; règles concernant le dépôt d'amendements et leur examen par la commission (p. 4551).

Discussion des articles : **article 1er** : remise en cause du système de la préretraite ; régression sociale (p. 4552) ; redistribution des revenus au détriment des classes d'âge les plus élevées ; problème de financement lors de l'arrivée de classes moins nombreuses sur le marché du travail (p. 4553) ; anticonstitutionnalité de certaines dispositions du projet ; non-applicabilité de l'article 40 de la Constitution (p. 4569) ; remise en cause de l'autonomie des collectivités locales ; mesures pour la cessation d'activité dans la fonction publique ; intrusion dans le domaine des lois de finances ; mise en cause du principe de la liberté du travail (p. 4570) ; **alinéa 1er** : extension de certaines dispositions du projet à d'autres catégories de travailleurs que les salariés (p. 4571) ; accueil fait aux amendements de l'opposition par le rapporteur et le ministre de la solidarité nationale (p. 4572) ; son amendement n° 31 (rédactionnel) ; précision de la marge de manœuvre et d'intervention du Gouvernement ; amendement n° 31 rejeté (p. 4573) ; traitement différent des amendements selon leur origine politique ; système de préretraite après 1982 (p. 4574) ; réduction de la durée du travail : problème de la compensation salariale ; **alinéas 2 à 5** : son amendement n° 32 (suppression du paragraphe 1 de l'article 1er) ; liberté de négociation ; opération politique de la référence aux trente-cinq heures (p. 4575) ; négociations sur la durée du travail depuis 1978 ; publication du rapport Giraudet ; amendement n° 32 rejeté (p. 4576) ; son amendement n° 171 (nouvelle rédaction des alinéas 2 à 5 ; compensation salariale ; cinquième équipe ; heures supplémentaires) (p. 4578) ; rejeté (p. 4579) ; son amendement n° 33 (réduction de la durée du travail : compatibilité avec compétitivité de l'économie ; compensation salariale) : rejeté ; son amendement n° 37 (voie législative pour la première réduction de la durée du travail) : rejeté ; son amendement n° 38 (réduction de la durée du travail : suppression du mot « première ») (p. 4582) ; réductions de la durée du travail déjà intervenues ; danger du mythe des trente-cinq heures ; amendement n° 38 rejeté ; son amendement n° 39 (réduction de la durée du travail : compensation salariale) (p. 4583) ; respect de l'équilibre de l'économie française ; amendement n° 39 rejeté ; son amendement n° 40 (suppression de la référence à l'objectif des trente-cinq heures hebdomadaires pour 1985) ; absence de valeur législative de cet objectif après le vote de la loi de ratification ; amendement n° 40 rejeté (p. 4584) ; mise à jour du système des heures d'équivalence ; son amendement n° 35 (modification de la législation sur les congés compatible avec la sauvegarde de l'emploi) (p. 4586) ; retiré ; son amendement n° 41 (suppression de l'institution du chèque vacances) ; évaluation du coût du chèque vacances ; moyens de financement ; conditions d'octroi ; danger pour l'ensemble du secteur privé du tourisme (p. 4587) ; démission pure et simple du Parlement (p. 4588) ; amendement n° 41 rejeté ; consultation des organisations syndicales et des organisations professionnelles de tourisme pour l'institution du chèque vacances (p. 4589) ; souhait de l'opposition de voir saisies d'autres commissions ; son amendement n° 36 (modification de dispositions du droit du travail : meilleure utilisation des matériels) ; taux d'utilisation du matériel supérieur à l'étranger dans le textile ; formules tendant à l'augmentation de l'utilisation du matériel ; amendement n° 36 rejeté (p. 4591) ; son amendement n° 34 (cinquième équipe pour le travail posté) (p. 4594) ; rapport de la commission d'enquête sur l'emploi sous la précédente législature préconisant la cinquième équipe (p. 4595) ; amendement n° 34 devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 168 du Gouvernement (p. 4596) ; son amendement n° 42 (adaptation des textes relatifs aux équivalences) (p. 4597) ; déformation du sens de son amendement par le rapporteur ; amendement n° 42 rejeté ; son amendement n° 44 (modification de dispositions du droit du travail : heures supplémentaires et repos compensateur) ; retour à la pénalisation financière ; élargissement de la récupération ; renforcement du contrôle de l'inspection du travail (p. 4598) ; dépôt d'amendements par l'opposition ;

amendement n° 44 rejeté ; **alinéa 6 :** son amendement n° 45 (suppression du sixième alinéa de l'article) ; méconnaissance des réalités du travail à temps partiel ; effets pervers possibles sur l'emploi ; aménagement des seuils sociaux (p. 4599) ; amendement n° 45 rejeté (p. 4600) ; **alinéa 6** : son amendement n° 46 (extension du travail à temps partiel) : rejeté ; droits des entreprises ; coût du travail à temps partiel [10 décembre 1981] (p. 4605) ; ses observations sur l'intervention de M. Claude Evin (p. 4606) ; **alinéa 7** : son amendement n° 48 (suppression de l'alinéa) ; souhaits des travailleurs en matière de gestion de leur temps de travail ; travailleurs ne souhaitant pas occuper un emploi permanent (p. 4608) ; rapport Cousté ; amendement n° 48 rejeté ; son amendement n° 49 (moyens de l'A. N. P. E. en matière de contrats à durée déterminée et de travail temporaire ; indemnisation du chômage à la charge des entreprises de travail temporaire) (p. 4609) ; utilité économique et sociale des entreprises de travail temporaire (p. 4610) ; convention collective dans le secteur du travail temporaire ; amendement n° 49 rejeté (p. 4611) ; contradictions du Gouvernement et de la majorité sur le travail temporaire et le contrat à durée déterminée (p. 4613) ; notion d'emploi ; fixation d'un nombre maximum d'emplois temporaires par entreprise en fonction des secteurs (p. 4614) ; ses observations sur le traitement des amendements de l'opposition ; reprise par le Gouvernement, des dispositions d'un de ses amendements (p. 4617) ; terme de « salariés » et de « travailleurs » (p. 4620) ; **alinéa 8** : son amendement n° 51 (suppression de l'alinéa) (p. 4621) ; ses observations sur la mise en discussion des amendements (p. 4622) ; garantie de ressources ; effet négatif sur l'emploi de la retraite à soixante ans (p. 4623) ; amendement n° 51 rejeté ; garantie de ressources : contradiction entre le ministre de la solidarité nationale et le rapporteur (p. 4624) ; champ de la garantie de ressources (p. 4625) ; son amendement n° 52 (volontariat pour la retraite à soixante ans) ; objectif du Gouvernement d'opérer une redistribution des revenus pour la période allant de soixante ans à soixante-cinq ans (p. 4627) ; amendement n° 52 rejeté ; substitution de la notion de nombre d'annuités à celle d'âge limite (p. 4628) ; retraite et garantie de ressources : inégalité entre les salariés par le jeu des contrats de solidarité ; dispositions fiscales pour les salariés bénéficiant de la garantie de ressources au titre des contrats de solidarité (p. 4629) ; droits acquis par les salariés en préretraite ; risque d'inégalité entre les salariés du fait des contrats de solidarité en cas de disparition de la garantie de ressources en 1983 (p. 4630) ; **alinéa 9** : son amendement n° 56 (suppression de l'alinéa) (p. 4634) ; garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires ; mesures autoritaires de dégagement ; amendement n° 56 rejeté ; son amendement n° 57 (plan de dégagement d'emplois sur cinq ans) (p. 4635) : rejeté ; son amendement n° 58 (rédactionnel) : retiré ; remise en cause de l'architecture de la fonction publique dans certains corps (p. 4636) ; son amendement n° 59 (suppression pour le Gouvernement de possibilité de prendre des mesures dérogatoires en matière de recrutement d'agents publics) : retiré (p. 4637) ; **alinéa 10** : son amendement n° 60 (suppression de l'alinéa) ; droit au travail ; rapport Robert Lion ; développement supplémentaire du travail clandestin ; ses observations sur l'appréciation portée par le président de séance sur ses paroles (p. 4638) ; amputation supplémentaire pour les retraités du revenu tiré d'une activité professionnelle ; amendement n° 60 rejeté ; limitation des cumuls comme conséquence du mauvais coup porté au système de préretraite (p. 4639) ; **alinéa 11** : son amendement n° 61 (suppression de l'alinéa) ; inconstitutionnalité (p. 4642) ; amendement n° 61 rejeté ; son amendement n° 62 (mesures financières au titre des contrats de solidarité) (p. 4643) ; définition des contrats de solidarité dans la loi d'habilitation ; amendement n° 62 rejeté (p. 4644) ; financement des contrats de solidarité ; inégalité entre les salariés introduite par ces contrats (p. 4646) ; **alinéa 12** : son amendement n° 63 (suppression de l'alinéa) ; création d'une charge permanente (p. 4649) ; amendement n° 63 rejeté par scrutin public (p. 4650) ; **alinéa 13** : son amendement n° 64 (suppression de l'alinéa) (p. 4651) ; rapport Schwartz ; âge de la scolarité obligatoire ; avenir des systèmes actuels de formation des jeunes (p. 4652) ; amendement n° 64 rejeté ; son amendement n° 65 (formation professionnelle et insertion des jeunes de seize à dix-huit ans) : retiré au profit de l'amendement n° 147 de M. René Haby (p. 4653) ; son amendement n° 67 (prévention et répression du travail clandestin) (p. 4655) ; légalisation du travail clandestin de voisinage ; amendement n° 67 rejeté (p. 4656) ; **article 2** : son amendement n° 88 (ordonnances soumises à ratification du Parlement avant le 30 avril 1982) : délai entre le dépôt du projet de ratification et le débat ; amendement n° 88 rejeté (p. 4657).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** projets du Gouvernement en matière de départ en retraite dans la fonction publique en contradiction avec la Constitution.

Explication du vote : vote hostile du groupe R. P. R. [22 décembre 1981] (p. 5397) ; refus du Gouvernement de répondre aux questions de l'opposition ; doutes quant à la constitutionnalité de plusieurs des dispositions du texte (p. 5398).

— **Son rappel au règlement :** retrait de l'ordre du jour du projet concernant le recrutement de référendaires au Conseil d'Etat [10 décembre 1981] (p. 4605).

— **Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son amendement n° 53 (application de la réglementation du boisement dans le cadre du zonage ; revalorisation des retraites agricoles et incitation pour les agriculteurs qui en bénéficient de céder leurs exploitations à des agriculteurs plus jeunes) : rejeté [12 décembre 1981] (p. 4807) ; son amendement n° 58 (suppression de la mention du mauvais entretien par ses propriétaires de la forêt française) : rejeté (p. 4809).

— **Son rappel au règlement :** fixation de l'ordre du jour [15 décembre 1981] (p. 4905).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat (n° 468).**

Première lecture, discussion générale : atteinte par le projet de loi aux principes de bon fonctionnement de la fonction publique ; encombrement des formations juridictionnelles du Conseil d'Etat ; faiblesse qualitative et quantitative des services contentieux des administrations, accès des citoyens à la justice administrative ; reproches adressés au Conseil d'Etat ; intervention du commissaire du Gouvernement ; respect de la « statistique » ; répartition des effectifs entre la section du contentieux et la section administrative ; ouverture d'un concours spécial ; création éventuelle d'un corps de rapporteurs adjoints ; formule du recours aux rapporteurs à temps partiel ; « inamovibilité révocable » des référendaires ; augmentation du nombre d'auditeurs recrutés par l'E. N. A. ; motivations de l'entrée au Conseil d'Etat ; absence de moyens d'attirer des candidats référendaires ; possibilité d'intégration ultérieure ; examen d'entrée ; caractère provisoire du texte [17 décembre 1981] (p. 5132) ; abaissement de la limite d'âge au Conseil d'Etat ; maintien en fonction des référendaires dont la période de détachement ne serait pas parvenue à son terme ; appellation des fonctionnaires concernés ; possibilité pour les administrateurs des assemblées parlementaires d'être candidats aux fonctions de référendaire ; indépendance et objectivité du corps des administrateurs des assemblées ; nécessité d'une approche globale de leurs problèmes statutaires (p. 5133).

Discussion de l'article unique : article 3 de l'ordonnance du 31 juillet 1945 : abaissement à 65 ans de l'âge de la retraite des conseillers d'Etat ; son amendement n° 17 (substitution au terme de référendaires du terme de rapporteurs délégués) ; recours à des travailleurs intérimaires (p. 5134) ; amendement n° 17 rejeté (p. 5135) ; durée des fonctions des référendaires (p. 5135) ; composition de la commission chargée de nommer les référendaires ; recrutement sur concours ou sur titre (p. 5136) ; position de détachement et indépendance des référendaires (p. 5137) ; son sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 7 de M. Michel Sapin (prolongation des fonctions des référendaires à cette date jusqu'à l'expiration de leur période de détachement) : devenu sans objet (p. 5138) ; recevabilité des amendements (p. 5138) ; **après l'article unique :** élargissement de l'ouverture du Conseil d'Etat aux membres des tribunaux administratifs (p. 5139).

— **Conclusions du rapport de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Paul Bladt (n° 619).**

Discussion : ses observations sur les propos tenus par le rapporteur et M. Pierre Joxe à l'égard de M. Bousch ; sa proposition de revision de la procédure de demande de levée de l'immunité parlementaire ; son refus de prendre part au vote [18 décembre 1981] (p. 5149).

SEITLINGER (Jean).

Député de la Moselle
(7e circonscription)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à permettre aux communes d'instituer une **taxe sur les chiens (n° 421)** [1er octobre 1981].

Proposition de loi relative aux régimes locaux de **retraite du personnel communal (n° 502)** [6 novembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité nationale. — *Discussion générale :* problème des handicapés ; attribution de bourses ; prêts pour l'accession à la propriété ; situation des travailleurs frontaliers des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; réintégration de ses frontaliers dans le régime local de sécurité sociale [10 novembre 1981] (p. 3519).

SENES (Gilbart)

Député de l'Hérault
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Secrétaire de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Représentant titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J. O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

Rapporteur du projet de loi relatif à la durée du mandat des membres des chambres d'agriculture (n° 477) [29 octobre 1981] (p. 2781).

Rapporteur de sa proposition de loi relative à l'élaboration de produits nouveaux à base de jus de raisin (n° 543) [19 novembre 1981] (p. 4066).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'élaboration de **produits nouveaux à base de jus de raisin (n° 543)** [6 novembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 477) relatif à la **durée du mandat des membres des chambres d'agriculture (n° 549)** [17 novembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 611), relatif à la durée du **mandat des membres des chambres d'agriculture (n° 620)** [17 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : Agence nationale pour l'emploi : conditions de travail du personnel de l'A. N. P. E. [4 novembre 1981] (p. 3078).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** internement des Français par décision administrative lors des événements d'Algérie [29 juillet 1981] (p. 491) ; nécessité d'abroger l'article 16 de la Constitution (p. 492).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Economie et finances. I. — Charges communes. *Discussion générale* : respect des promesses faites aux rapatriés [14 novembre 1981] (p. 3699) ; projets de loi de réinstallation, d'indemnisation et d'amnistie ; situation des Français musulmans (p. 3700).

Industrie et énergie. *Discussion générale :* intervention économique des départements pour les P. M. I. [14 novembre 1981] (p. 3757) ; aides à l'industrie textile ; accès au crédit (p. 3758).

— Projet de loi relatif à la durée du mandat des membres des chambres d'agriculture (n° 477).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : réforme ultérieure des chambres d'agriculture ; report d'un an des élections prévues en 1982 ; application dès 1983 d'un nouveau système électoral ; composition des chambres départementales [25 novembre 1981] (p. 4172) ; différentes catégories représentées ; modalités d'élection ; représentation des différentes sensibilités du monde agricole ; caisses locales de la mutualité agricole et du crédit agricole ; renouvellement de l'ensemble des élus ; prorogation d'un an du mandat de tous les membres des chambres d'agriculture ; nature législative des dispositions relatives à la durée du mandat des membres des chambres d'agriculture ; fixation par voie réglementaire des modalités de renouvellement des mandats des membres élus en 1983 (p. 4173).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : report d'un an des élections aux chambres d'agriculture prévues en février 1982 afin d'appliquer de nouvelles modalités d'élections à l'échéance électorale de février 1983 [17 décembre 1981] (p. 5126).

— Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier, article 3 :** son amendement n° 23 (rédactionnel) : adopté [2 décembre 1981] (p. 4368).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion des articles : **article 6 :** caractère disparate du régime d'assujettissement à la T.V.A. dans l'agriculture ; nécessité d'une meilleure connaissance des revenus agricoles [17 décembre 1981] (p. 5117).

SERGHERAERT (Maurice)

Député du Nord
(13e circonscription)
N. I.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

N'appartient à aucun groupe [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à introduire au profit des personnes âgées des abattements spécifiques en matière d'impôts locaux (n° 193) [11 septembre 1981] (p. 1026).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [*J. O.* du 13 octobre 1981] (p. 2779).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 11 de la Constitution en vue d'étendre la possibilité de recours à la procédure du référendum (n° 324) [5 novembre 1981] (p. 3220).

QUESTIONS

orale sans débat : (n° 110) lait et produits laitiers (entreprises : Nord) posée le 15 décembre 1981 (p. 4963). Appelée le 18 décembre 1981 : **Coopérative laitière d'Hazebrouck :** suppression d'emplois depuis quelques années (p. 5152) ; réponse non satisfaisante de Mme le ministre de l'agriculture (p. 5153).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificatives pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 67 (régime de faveur pour les entreprises exportatrices au regard de la taxe exceptionnelle sur certains frais généraux) : rejeté [16 juillet 1981] (p. 197).

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : peine de substitution ; auto-justice ; mode d'exécution [17 septembre 1981] (p. 1169).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. *Discussion générale :* problème de l'asphyxie des tribunaux, des délais d'inscription au rôle ou du jugement des affaires, de l'insuffisance du personnel, de la situation des greffes et de l'indemnité « copie de pièces » ; sa transformation en indemnité de fonction calculée sur le traitement ; insuffisance des créations d'emplois et de fonctionnaires des greffes ; manque de personnel judiciaire ; situation du tribunal de grande instance de Lille ; opposition des fonctionnaires des cours et tribunaux à la création « d'assistants de justice » [12 novembre 1981] (p. 3593).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** définition des biens professionnels bénéficiant d'un abattement dans l'assiette de l'impôt sur la fortune ; création d'emplois ; pénalisation de l'outil de travail ; exemple de la verrerie-cristallerie d'Arques [17 décembre 1981] (p. 5043) ; problème des sociétés complémentaires (p. 5044).

SICARD (Odile).

Député de l'Isère
(1re *circonscription*)
Socialiste
Elue le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [*J. O.* du 20 décembre 1981] (p. 3475).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).

Première lecture, discussion générale : pouvoir de tuer ; échec de la société ; échelle des peines [18 septembre 1981] (p. 1186).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : caractère stratégique des groupes nationalisables ; exemple de Péchiney Ugine Kuhlmann ; rentabilité à court terme privilégiée ; coûts sociaux [14 octobre 1981] (p. 1816) ; nationalisation comme moyen d'une politique industrielle ; restructuration du secteur de la chimie ; nationalisation des participations de Péchiney Ugine Kuhlmann dans le nucléaire (p. 1817).

Discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** nationalisation de la société Sogreah [16 octobre 1981] (p. 1922) ; **titre II :** nationalisation des banques : **article 13 :** nationalisation des actions détenues par le personnel des banques déjà nationalisées ; dissociation du capital et du pouvoir [19 octobre 1981] (p. 2141).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité nationale-santé-travail. I. — Section commune. II. — Santé, solidarité nationale. *Discussion générale :* prévention ; traitements préventifs ; unité de soins spécifiques pour les jeunes malades [16 novembre 1981] (p. 3801).

Recherche et technologie. *Discussion générale :* augmentation de l'effort financier prévu dans le domaine de la recherche sanitaire et médicale ; nécessité de profondes réformes de structures ; développement de la recherche fondamentale sacrifiée jusqu'à présent au profit d'actions de recherche appliquée ponctuelles ; nécessaire modification des modalités de décision ; création d'équipes pluridisciplinaires au sein des C. H. U. ; liaisons entre ces équipes, les praticiens des hôpitaux non universitaires et les autres établissements hospitaliers ; formation des chercheurs ; pratique systématique d'une politique contractuelle entre l'État et les équipes de recherches fondamentales et recherche appliquée ; développement de la recherche en évaluation des soins et des thérapeutiques ; développement de la recherche épidémiologique et établissement de l'enregistrement des maladies sur le modèle du registre du cancer existant déjà dans le Bas-Rhin, l'Isère et la Côte-d'Or ; recherche des facteurs de risques, de nuisances domestiques ou industrielles ; recherche sanitaire et médicale ne devant plus être liée aux profits pharmaceutiques [19 novembre 1981] (p. 4011).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. *Discussion générale :* tourisme de montagne ; élargissement des possibilités d'accès aux loisirs d'une clientèle sociale en facilitant la création d'emplois et l'activité de l'industrie touristique et en participant à l'aménagement du territoire ; nécessité de considérer le tourisme en montagne sous son aspect économique ; politique des « zones d'accueil » ; octroi de prêts bonifiés ou d'aides aux petites communes construisant des remontées mécaniques ; réhabilitation de l'habitat susceptible d'accueillir les touristes ; révision de la procédure actuelle de contrôle des implantations d'unités touristiques ; unification des systèmes d'aide et de crédit d'investissement ; proposition de contrat de stations permettant à des stations anciennes de s'adapter et de réaliser la complémentarité nécessaire entre les stations et le pays ou la vallée [19 novembre 1981] (p. 4046).

SOISSON (Jean-Pierre)

Député de l'Yonne
(1re *circonscription*)
U. D. F.
Elu le 21 juin 1981.
L'assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [**J.O.** du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions **(titres III et IV)** (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 45 :** compétences des régions en matière touristique [9 septembre 1981] (p. 839).

— **Fait personnel :** mise en cause par M. Pierre Joxe de sa politique comme ministre du tourisme [9 septembre 1981] (p. 850).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : risque de désorganisation de l'économie [13 octobre 1981] (p. 1747).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, discussion générale : politique budgétaire du Gouvernement : volume de dépenses incompressibles et préalablement arrêtées ; revision de ce montant en baisse devant l'importance du déficit ; création d'un fonds d'action conjoncturelle ; contrainte extérieure ; dévaluation [27 octobre 1981] (p. 2621) ; prévisions économiques du Gouvernement relatives au taux de croissance à la hausse des prix, à l'accroissement des dépenses publiques et au déficit budgétaire ; détérioration de la balance commerciale ; élasticités des importations ; objectif irréaliste d'une hausse des prix de 10 p. 100 et d'une réduction des dépenses publiques ; limitation de l'augmentation des tarifs publics ; limitation des ressources propres aux entreprises nationales ; financement des investissements ; épuisement par l'Etat de la totalité des ressources du marché financier ; appel des entreprises publiques aux marchés obligataires dans des proportions plus importantes que les autres ; alternative de l'Etat : « assécher » le marché financier ou recourir à la création monétaire pour financer le déficit budgétaire ; report sur l'avenir d'une partie de la charge ; majoration de la dette publique de 42 p. 100 en un an ; blocage des prix ; contrainte monétaire accrue par le contrôle des revenus (p. 2622).

Discussion des articles : **article 11 :** survie du petit commerce dans les campagnes [31 octobre 1981] (p. 2889) ; soutient l'amendement n° 346 de M. Jacques Barrot ; politique familiale et déficit budgétaire (p. 2897) ; retire l'amendement n° 515 de M. Henri Bayard (p. 2898) ; **après l'article 11 :** insuffisance de la réglementation administrative en matière d'étalement des versements de l'impôt sur le revenu pour les conjoints des défunts (p. 2905) ; son amendement n° 440 (exonération du titre-vacances de l'impôt sur le revenu des bénéficiaires dans une limite fixée par arrêté du ministre de l'économie par entreprise ; dispense du droit de timbre pour les titres-vacances et augmentation à due concurrence des droits sur les alcools) (p. 2909) ; institution du titre-vacances ; charte de la qualité de la vie et charte du tourisme ; équilibre de la balance touristique ; caractère actif du déficit du budget de l'Etat ; équilibre de la sécurité sociale (p. 2910) ; amendement n° 440 rejeté au scrutin public (p. 2911) ; **article 14 :** découragement de l'esprit d'initiative ; conséquences pour la restauration [2 novembre 1981] (p. 2946) ; **après l'article 18 :** décision des membres U.D.F. présents de ne pas prendre part au vote sur l'exonération de la T.I.P.P. pour les chauffeurs de taxi [3 novembre 1981] (p. 3020) ; **après l'article 20 :** son amendement n° 444 (T.V.A. de 7 p. 100 sur les hôtels restaurants « 4 étoiles » et « 4 étoiles luxe ») ; caractère anti-économique de la majoration de T.V.A. (p. 3032) ; rejet de l'amendement n° 444 (p. 3033) ; **article 22 :** son amendement n° 410 (réduction de la hausse de la vignette) (p. 3039) ; pénalisation des français appartenant à des catégories modestes ; rejet de l'amendement n° 410 (p. 3040) ; ses amendements n° 411 (réduction de la taxe spéciale sur les véhicules de 17 CV et plus) n° 412 et n° 413 : retirés (p. 3042) ; **article 23 :** son amendement n° 414 (de suppression) ; gêne pour la gestion des ports de plaisance : détournement de trafic ; risque pour la sécurité ; seuil de huit tonneaux ; pérennisation de la taxe [4 novembre 1981] (p. 3052) ; rejet par scrutin public de l'amendement n° 414 (p. 3054) ; **article 24 :** son amendement n° 415 (de suppression) ; machines à sous ; rendement prévu de la taxe ; difficultés des cafetiers-limonadiers (p. 3058) ; incohérence de l'action du Gouvernement à l'égard de la jeunesse ; rejet de l'amendement n° 415 (p. 3059) ; **article 25 :** rétablissement du privilège des bouilleurs de cru (p. 3063) ; **article 26 :** modalité de distribution à la presse du produit de la taxe sur la publicité télévisée (p. 3098) ; **article 36 :** revision en baisse du budget 1982 de la ville d'Auxerre (p. 3136) ; contradiction entre la décentralisation et le montant de la D.G.F. (p. 3137) ; **article 40 :** prélèvement au profit de l'Etat sur l'excédent du budget annexe des P.T.T. ; conditions d'équilibre du budget annexe compromises ; relèvement des tarifs ; freinage des programmes d'investissements ; dix à quinze mille emplois induits par un milliard de francs d'investissement (p. 3156).

Deuxième partie :

Communication et radio-télévision. — *Examen des crédits :* **Etat E, ligne 71 :** son amendement n° 125 (suppression de la redevance T.V. [16 novembre 1981] (p. 3835) ; décentralisation du système audiovisuel public ; conséquences de l'augmentation de la redevance sur la publicité télévisée (p. 3836) ; amendement n° 125 rejeté (p. 3837).

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale :* dossier du tourisme ; efforts prévus en 1982 pour développer le camping, les hébergements de loisirs et affirmer le rôle du tourisme en espace rural ; augmentation des crédits des délégations régionales et de l'association « France information loisirs » ; stagnation des crédits relatifs à la promotion de la France à l'étranger ; diminution de la dotation du groupement d'intérêt économique « Bienvenue France » [19 novembre 1981] (p. 4030) ; détaxation des prestations rendues à la clientèle étrangère ; son inquiétude devant le déséquilibre de ce budget : effort massif prévu pour le tourisme social et sacrifice de postes essentiels comme la promotion à l'étranger, l'aménagement de la montagne et du littoral ; priorité donnée aux formes de tourisme paracommerciale au détriment du rôle dévolu aux professionnels ; séparation artificielle entre le tourisme social et le tourisme « marchand » ; critique la majoration de la T.V.A. sur les grands hôtels ; répercussion sur la restauration, les agences de voyages et toute l'industrie des congrès de la taxation de 30 p. 100 des frais généraux des sociétés ; arrêté du 8 octobre bloquant l'ensemble des prestations de l'industrie hôtelière ; « titres de vacances » ; aménagement du temps (p. 4031).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** (suite) **alinéa 9 :** son amendement n° 138 (maintien des dispositions particulières existant pour certains corps de la fonction publique) : rejeté [10 décembre 1981] (p. 4636) ; son amendement n° 139 (suppression pour le Gouvernement de la possibilité de prendre des mesures dérogatoires en matière de recrutement d'agents publics) : retiré (p. 4637).

SOUCHON (René)

Député du Cantal
(1re *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques [*J.O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J.O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 15 octobre 1981] (p. 2800). Cesse d'être secrétaire. Président de cette commission [*J.O.* du 11 décembre 1981] (p. 3377).

Membre du comité consultatif pour la gestion du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2752).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Commerce et artisanat : Artisanat) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 5 : Commerce et artisanat : **Artisanat (n° 470)** [15 octobre 1981].

Proposition de loi tendant à encourager le **développement du petit commerce rural (n° 553)** [19 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : petit commerce et grandes surfaces : rétablissement d'une véritable concurrence ; réforme de la loi d'orientation de 1973 [2 décembre 1981] (p. 4351).

INTERVENTIONS

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Relance économique ; bataille de l'emploi ; diminution du temps de travail ; nationalisations ; décentralisation ; situation du Cantal ; désertification des départements ruraux ; concentration urbaine ; politique d'aménagement du territoire ; plan spécial Massif central ; agriculture ; promotion du commerce et de l'artisanat ruraux ; excès des charges sociales ; travail clandestin [15 septembre 1981] (p. 1063).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 11 :** son amendement n° 557 (élévation de la limite de déduction fiscale attachée au salaire du conjoint participant effectivement à l'exercice de la profession indépendante pour les non-adhérents des centres et associations de gestion agréés de 13 500 à 17 000 francs) ; augmentation d'une demi-part du quotient familial prévue à l'article 194 pour les contribuables mariés lorsque l'un ou l'autre des conjoints remplit une des conditions fixées au 1 Ç, D et D *bis* de l'article ; fixation au taux intermédiaire de 17,60 p. 100 de la T. V. A. des opérations portant sur les aliments préparés destinés à la nourriture des animaux ; abrogation de l'article 281 *ter* du code général des impôts ; élévation de 22 francs à 25 francs du tarif prévu au premier alinéa de l'article 968 du code général des impôts [31 octobre 1981] (p. 2900) ; amendement n° 557 adopté (p. 2901) ; **article 17 :** retour au droit commun pour l'imposition des profits de construction ; nouveau régime transitoire [3 novembre 1981] (p. 2994).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : artisanat : augmentation des crédits affectés à la formation professionnelle ; délégations régionales ; rémunérations des délégués régionaux ; progression de 28,8 p. 100 des crédits consacrés à l'assistance technique [5 novembre 1981] (p. 3171) ; prime d'installation et développement artisanal ; artisanat en zone rurale ; conjoints d'artisau et de commerçant ; couverture sociale ; avis favorable de la commission des finances (p. 3172) ;

Examen des crédits : **avant l'article 85 :** son amendement n° 10 (majoration de taxe sur les grandes surfaces au titre du chiffre d'affaires) : adopté (p. 3189).

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 4 :** son amendement n° 23 (tendant à permettre au Parlement de fixer le montant maximal du coefficient de revalorisation des loyers issus des baux commerciaux) [26 novembre 1981] (p. 4230) ; adopté (p. 4231).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : écart entre régions pauvres et riches ; politique d'aménagement du territoire ; transfert de ressources entre régions ; antinomie entre la logique du profit et l'équipement des zones et des régions défavorisées ; planification à partir de 1984 ; politique en faveur des petites et moyennes entreprises ; conséquences de la disparition de ces entreprises pour l'environnement économique et social ; renchérissement et resserrement du crédit [11 décembre 1981] (p. 4703) ; accès au crédit ; rôle du système bancaire nationalisé ; établissement de relations privilégiées entre les groupes nationalisés et les P. M. E. ; implantation d'entreprises en zone rurale ou montagneuse ; problème de l'unicité du coût du carburant sur tout le territoire ; spécificités du secteur artisanal ; relance du bâtiment et des travaux publics ; reconquête du marché intérieur ; allègement des charges sociales ; indemnisation du chômage de l'artisan ; situation du commerce ; modernisation des circuits de distribution (p. 4709).

SOUM (Renée)

Député des Pyrénées-Orientales
(1re circonscription)
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

Elue le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : indépendance énergétique ; débat démocratique ; diversification des sources d'énergie ; danger de la surcapacité nucléaire ; énergie solaire ; régionalisation [7 octobre 1981] (p. 1590).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **après l'article 25 :** son amendement n° 501 (critère et régime fiscal de l'appellation vin doux naturel) ; réglement viticole européen de 1970 [4 novembre 1981] (p. 3092) ; disparition des vins doux naturels avec l'uniformisation de la fiscalité (p. 3093) ; amenment n° 501 modifié adopté (p. 3094).

Deuxième partie :

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale :* des langues régionales [16 novembre 1981] (p. 3831, 3832). des langues régionales [16 novembre 1981] (p. 3631, 3832).

SOURY (André)

Député de la Charente
(3e circonscription)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Combasteil et plusieurs de ses collègues tendant à favoriser la conversion des baux à métayage en baux à ferme (n° 222) [30 juillet 1981] (p. 590).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à favoriser le stockage et la commercialisation du cognac (n° 223) [30 juillet 1981] (p. 590).

Membre suppléant au conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Membre du comité consultatif pour la gestion du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2752).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J. O.* du 7 novembre 1981] (p. 3041).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à favoriser le stockage et la commercialisation du **cognac (n° 223)** [22 juillet 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **prix du lait** [15 juillet 1981] (p. 118) ;

— **Politique agricole** : insuffisance des revenus des agriculteurs ; respect de la préférence communautaire ; sauvegarde des petits producteurs face aux « usines à lait » ; baisse des revenus [2 décembre 1981] (p. 4356).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 1er** : traitement de faveur pour les biens constitués en outil de travail ou en outil de production [16 juillet 1981] (p. 189) ; **article 10 :** problème de l'agriculture ; nécessité de combler les retards accumulés les années précédentes ; financement de la deuxième tranche de compensation des revenus agricoles et des frais de mise en œuvre ; contrôle de l'évolution des coûts et conseils supérieurs d'orientation ; exigence d'une politique des revenus par des prix appropriés ; problème du lait ; réflexions nouvelles sur l'organisation des marchés ; répercussion sur les carburants agricoles de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; stabilité des prix des produits agricoles ; cas des viandes bovines ; décision de Bruxelles ; urgence à modifier le système d'établissement des prix et des gestions du marché ; difficultés des producteurs de vins et d'alcool de fruit ; mesures sociales ; amélioration de la dotation des jeunes agriculteurs ; apurement du passé [17 juillet 1981] (p. 220).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titre III et IV) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles . **article 61** : besoins financiers des communes rurales [11 septembre 1981] (p. 993).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 31** : détaxation de l'essence utilisée à certains usages agricoles [4 novembre 1981] (p. 3125).

Deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale :* baisse du revenu agricole depuis huit ans ; intégration au Marché commun [6 novembre 1981] (p. 3238) ; garantie de progression du revenu pour les exploitants familiaux ; développement du travail coopératif ; coût social de la régression de l'économie agricole ; organisation des marchés : offices par produits ; modification des règlements communautaires ; maîtrise du foncier ; démocratisation des S. A. F. E. R. ; statut du fermage ; installation des jeunes (p. 3239) ; enseignement agricole dans le cadre d'un grand service public de l'éducation ; agriculture de groupe ; pressions communautaires ; opposition à toute taxe de co-responsabilité ; suppression de la taxe sur le lait ; démantèlement des N. C. M. ; arrêt des négociations en vue de l'élargissement du Marché commun à l'Espagne et au Portugal ; dérogation injustifiée consentie à la Grande-Bretagne (p. 3240) ; *questions :* réforme de la P. A. C. (p. 3286).

— **Projet de loi relatif à la durée du mandat des membres des chambres d'agriculture (n° 477).**

Première lecture, discussion générale : rénovation des chambres d'agriculture ; réforme du rôle et du mode d'élection des compagnies consulaires ; exode rural ; déclin des régions agricoles ; rôle des professionnels dans le développement de l'agriculture ; rajeunissement de la population active agricole ; installation prioritaire des jeunes ; formation pour le développement et l'utilisation des technologies nouvelles ; soutien aux secteurs de production et aux régions les plus défavorisées ; renforcement du caractère de service public des chambres d'agriculture ; situation des petits et moyens agriculteurs ; contradictions entre salariés et employeurs ; affectation des fonds publics ; gestion directe des crédits publics ou des fonds dont elles disposent par les chambres d'agriculture ; compétences nouvelles en matière de formation, d'aide à la gestion des exploitations et à la tenue des comptabilités ; moyens nouveaux de développement des exploitants familiaux ; élargissement de la compétence des chambres à l'ensemble du milieu rural ; modification du système électoral [25 novembre 1981] (p. 4177) ; association des coopératives, du crédit agricole, de la mutualité sociale agricole et des groupements de producteurs au fonctionnement des chambres ; inscription sur les listes électorales et campagnes d'information ; frais de présentation des candidatures et de la campagne électorale ; décentralisation et rôle nouveau des chambres régionales (p. 4178).

SPRAUER (Germain)

Député du Bas-Rhin
(8e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Commerce et artisanat : commerce) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 4 : Commerce et artisanat : **commerce (n° 470)** [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : commerce : renforcement de l'appareil statistique ; assistance technique ; développement des stages d'initiation et de perfectionnement à la gestion ; infléchissement d'activité du secteur du commerce ; arrivée de la crise dans le secteur commercial [5 novembre 1981] (p. 3170) ; pause nécessaire dans le rythme de création des grandes surfaces ; accès des commerçants au crédit ; égalité de traitement avec les salariés en matière sociale ; statut du conjoint : avis favorable de la commission des finances (p. 3171).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* situation des enseignants de l'enseignement supérieur travaillant dans le cadre de la coopération [10 novembre 1981] p. 3471).

Examen des crédits : **après l'article 87 :** son sous-amendement n° 124 à l'amendement n° 122 du Gouvernement (titularisation des enseignants de l'enseignement supérieur en coopération) (p. 3474, 3476) ; retiré (p. 3477).

STASI (Bernard)

Député de la Marne
(4e circonscription)
U. D. F.
Vice-président de l'Assemblée nationale

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Est nommé vice-président de l'Assemblée nationale [3 juillet 1981] (p. 38).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Donne lecture du décret portant convocation du Parlement en session extraordinaire [15 juillet 1981] (p. 133).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Marie Daillet visant à la création d'un dispositif de prévention, d'information et de traitement des difficultés des entreprises (n° 42) [11 septembre 1981] (p. 1025).

DEPOTS

Proposition de loi sur le délai dans lequel doit être exercée l'**action en recherche de paternité (n° 427)** [1er octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **droits de l'homme :** rôle de la France ; situation des prisonniers politiques à Cuba ; sort du poète Armando Valladares [4 novembre 1981] (p. 3080) ; droit d'asile ; tradition française (p. 3081) ;

— **situation en Pologne :** incompatibilité entre la liberté et le communisme [16 décembre 1981] (p. 4989) ; devoir pour le Gouvernement de traduire dans sa politique l'indignation du peuple français et sa solidarité à l'égard du peuple polonais ; déclarations de M. le ministre des relations extérieures et de M. le ministre du commerce extérieur ; lâcheté de l'ensemble du monde occidental (p. 4990).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président de l'Assemblée nationale :

— **Ses observations sur les rappels au règlement** de MM. Emmanuel Aubert et Pierre Joxe [15 juillet 1981] (p. 134).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Philippe Séguin [30 juillet 1981] (p. 540).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Dominique Taddei (p. 540).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Philippe Séguin (p. 548).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Philippe Séguin : organisation des débats [10 septembre 1981] (p. 931).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Christian Bonnet : (modification de l'ordre du jour intervenue le 29 septembre 1981) [30 septembre 1981] (p. 1375).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Antoine Gissinger : (utilisation par M. Alain Bocquet d'une citation d'un livre de M. Alain Peyrefitte dans le débat du 24 septembre 1981) [30 septembre 1981] (p. 1375).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Gilbert Gantier (déroulement du débat sur la dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion alors que la commission des finances entend le ministère du budget) [30 septembre 1981] (p. 1375).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Guy Ducoloné : déroulement du débat [14 octobre 1981] (p. 1801).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Michel Noir : heures de séances tenues par l'Assemblée depuis le début de la semaine ; obligations religieuses de certains députés [17 octobre 1981] (p. 2037).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe (rappel à l'ordre prononcé à l'égard de M. Michel Berson) : prise à partie personnelle de certains membres de l'Assemblée [20 octobre 1981] (p. 2236).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Lionel Jospin (rappel à l'ordre prononcé à l'égard de M. Michel Berson) : volonté de M. Michel Berson de porter atteinte à l'honneur des parlementaires qu'il a cités ; propose que M. Michel Berson précise que telle n'était pas son intention [20 octobre 1981] (p. 2237).

— **Répond aux rappels au règlement** de MM. Pierre Joxe et André Lajoinie (rappel à l'ordre prononcé à l'égard de M. Michel Berson) : propose de déclarer l'incident clos si M. Michel Berson déclare qu'il n'a pas voulu insinuer que les positions politiques des parlementaires qu'il a cités étaient dictées par des considérations personnelles [20 octobre 1981] (p. 2238).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe (injures proférées à l'égard de l'opposition sous la précédente législature) [20 octobre 1981] (p. 2239).

— **Rappel à l'ordre :** M. Michel Berson [20 octobre 1981] (p. 2236) ; fait part à l'Assemblée que le bureau a décidé qu'il n'y avait pas lieu de rappeler à l'ordre M. Michel Berson (p. 2239).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Brunhes : responsabilité des rapporteurs [7 novembre 1981] (p. 3331).

— **Informe** l'assemblée que la conférence des présidents a estimé que l'observation de M. Edmond Alphandery, rapporteur spécial de la commission des finances pour les relations avec le Parlement (constitution par le Gouvernement d'un groupe de travail sur les réformes permettant au Parlement d'exercer ses prérogatives avec le maximum d'efficacité) est contestable au regard des principes de la séparation des pouvoirs et au regard de la compétence des organes de l'Assemblée [18 novembre 1981] (p. 3905).

— **Répond** à M. Laurent Fabius (déroulement du débat sur les articles non rattachés) [19 novembre 1981] (p. 4054).

— **Répond** à M. Claude Evin sur les décisions de la présidence relatives à l'ordre d'intervention des orateurs [9 décembre 1981] (p. 4551).

En qualité de député :

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion générale : rejet de la bureaucratie ; mouvement associatif ; phénomène des radios locales ; unité nationale ; décentralisation comme facteur d'efficacité ; allégement de la tutelle *a priori ;* ses réserves quant à la forme du projet ; précipitation dans l'examen du projet de loi ; problèmes non résolus : répartition des compétences et des ressources entre l'Etat et les différentes collectivités locales, solidarité nationale menacée, participation des citoyens à la vie locale ; enchevêtrement des compétences entre les différents niveaux de décentralisation ; politisation du domaine administratif ; problème des nationalisations ; service public unifié de l'éducation ; « socialisme étatique » [27 juillet 1981] (p. 349).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion générale : respect des engagements politiques ; sort des victimes ; sentiment d'insécurité ; faux remède de la peine de mort ; danger de la vengeance privée [17 septembre 1981] (p. 1154) ; prévention de la violence ; système pénitentiaire ; danger d'une peine irréductible de trop longue durée (p. 1155).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale : questions :* office des vins : organisation professionnelle pour le vin de Champagne [6 novembre 1981] (p. 3295) ; avenir du comité interprofessionnel des vins de Champagne (p. 3296).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* son soutien aux principaux axes de politique extérieure de la France [19 novembre 1981] (p. 3991) ; Tiers-monde ; coopération ; campagne menée par Marco Pannella pour appeler l'attention de l'opinion des pays riches sur le scandale représenté par la mort par la faim de 50 millions de personnes par an ; principe de l'augmentation de l'aide de la France aux pays en voie de développement, en particulier aux pays les moins avancés ; fermeté du Gouvernement français devant le neutralisme ; rétablissement de l'équilibre des forces étant

préalable et nécessaire à la consolidation de la paix ; opposition fondamentale existant sur ce point entre les partis de la coalition majoritaire ; Europe ; convictions européennes du Président de la République, du Premier ministre et du ministre des relations extérieures ; modération du porte-parole du groupe communiste ; discrétion de la dimension européenne dans l'expression de notre politique internationale (p. 3992) ; homogénéité dans les conceptions économiques et dans l'organisation de la vie sociale nécessitée par la construction européenne ; situation dramatique du Liban ; rôle de la France ; propos maladroits tenus sur le Liban devant l'assemblée générale des Nations Unies (p. 3993).

STIRN (Olivier)

Député du Calvados
(5e *circonscription*)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [15 juillet 1981] (p. 154).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **situation en Pologne :** ambiguïtés de la politique du Gouvernement ; priorité donnée à la liberté à Varsovie ; aide alimentaire au peuple polonais ; aide financière et coopération monétaire très importante accordées à la Pologne favorisant le renforcement du pouvoir militaire polonais [16 décembre 1981] (p. 4992) ;

orale sans débat : (n° 10) posée le 8 juillet 1981 : **politique extérieure** (communautés européennes) (p. 67) ; appelée le 10 juillet 1981, exposée par M. Edmond Alphandéry : **politique européenne** : isolement de la France ; discordance de voix au sein de l'Europe (p. 94).

INTERVENTIONS

— **Son rappel au règlement :** déclaration du ministre des relations extérieures au lendemain des obsèques du Président Sadate [13 octobre 1981] (p. 1710).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* impression de continuité donnée par le budget des relations extérieures ; continuité en Afrique ; politique étrangère, domaine réservé du Président de la République ; mise à l'écart du parlement ; poursuite des ventes d'armes ; volonté du Gouvernement d'aider certains pays sans que des crédits ne paraissent prévus au budget ; lyrisme tiers mondiste et fascination révolutionnaire du gouvernement ; continuité au Moyen-Orient (conciliation de l'approbation des accords de Camp David et du soutien au plan saoudien) ; poursuite de l'entente franco-allemande ; rapports est-ouest [18 novembre 1981] (p. 3976) ; soumission du parti communiste français à l'influence soviétique ; concessions socialistes aux communistes français ; méfiance des Américains à l'égard de la France (p. 3977).

— **Conclusions du rapport n° 559 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Alain Bocquet tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970, dite loi anti-casseurs n° 200 ; 2° de M. Lionel Jospin tendant à l'abrogation des articles 314 et 184, alinéa 3, du code pénal et à la modification de l'article 108, alinéa 2, résultant de la loi anti-casseurs n° 351.**

Discussion générale : inutilité de la loi anti-casseurs mais inopportunité de sa suppression [25 novembre 1981] (p. 4197).

SUBLET (Marie-Josèphe)

Député du Rhône
(11e *circonscription*)
Socialiste

Elue le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

QUESTIONS

au Gouvernement : difficultés financières des services de travailleuses familiales [2 décembre 1981] (p. 4351) ; conséquence de la politique des gouvernements précédents (p. 4352).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Solidarité nationale. — *Discussion générale : questions :* rôle du service d'aide familiale [10 novembre 1981] (p. 3529) ; rôle des associations et des syndicats de travailleuses familiales dans la politique d'action sociale et préventive (p. 3530) ; pose la question de Mme Colette Chaigneau (p. 3531).

Travail. — *Discussion générale :* inspection du travail : nombre limite de sanctions par rapport au nombre d'infractions ; application égalitaire de la législation [13 novembre 1981] (p. 3638).

SUCHOD (Michel)

Député de la Dordogne
(2e *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie [*J.O.* du 31 juillet 1981] (p. 2103).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions du code de la nationalité française, du code du service national et du code électoral (n° 146) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383) [24 septembre 1981] (p. 1338).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [*J.O.* du 13 octobre 1981] (p. 2779).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 15 octobre 1981] (p. 2801).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 383), relatif aux **conditions d'entrée et de séjour** des **étrangers** en France **(n° 390)** [29 septembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 457), relatif aux **conditions d'entrée et de séjour** des **étrangers** en France **(n° 461)** [8 octobre 1981].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux **conditions d'entrée et de séjour des étrangers** en France **(n° 466)** [14 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : revenus des petits agriculteurs : prix, dévaluation ; prêts bonifiés ; cotisations sociales [7 octobre 1981] (p. 1552).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie n° 226).

Première lecture, discussion des articles : **après l'article 12 :** soutient l'amendement n° 27 de la commission (amnistie des faits ayant donné lieu à des sanctions disciplinaires dans les entreprises privées) [29 juillet 1981] fondement du pouvoir disciplinaire du chef d'entreprise ; règlement intérieur ; précédent constitué par la loi d'amnistie de 1937, la loi d'amnistie de 1966 et sa circulaire d'application ; compétence législative (p. 508) ; adoption par scrutin public de l'amendement n° 27 ; son amendement n° 41 ; devenu sans objet (p. 511).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Première lecture, discussion générale, rapporteur : loi Bonnet [30 septembre 1981] (p. 1387) ; décision du Conseil constitutionnel ; contribution de la population étrangère à la croissance économique de la France et à son enrichissement culturel ; centre d'Arenc ; loi dit « sécurité et liberté » ; modification de l'équilibre des ordonnances de 1945 par la loi du 10 janvier 1980 ; arrêt des expulsions depuis le 27 mai 1981 ; justification de séjour et garantie de rapatriement pour rentrer en France ; reconduction à la frontière ordonnée par une décision juridictionnelle ; expulsion en cas de condamnation pénale définitive d'un an et si le maintien en France de l'étranger constitue une menace grave pour l'ordre public ; expulsion en cas d'urgence absolue ; rétention administrative (p. 1388) ; durée maximum de la rétention limitée à six jours ; droit de l'étranger à entrer en France s'il présente les documents nécessaires ; arbitraire de l'administration ; régularisation de la situation de l'étranger si le tribunal ne prononce pas sa reconduction à la frontière ; seuil de condamnation pénale autorisant l'expulsion ; sûreté de l'Etat (p. 1389).

Discussion des articles : **article 1er :** soutient l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) : adopté ; soutient l'amendement n° 5 de la commission (conditions d'entrée des étrangers en France) : adopté (p. 1406) ; soutient l'amendement n° 6 de la commission (refus d'entrer opposé à l'étranger pour menace à l'ordre public) : modifié et adopté ; soutient l'amendement n° 7 de la commission (motivation de l'ordonnance refusant le droit d'entrer) : adopté ; soutient l'amendement n° 8 de la commission (possibilité pour l'étranger d'avertir le consulat après qu'il se soit vu refuser l'entrée en France) : adopté (p. 1407) ; **après l'article 1er *bis* :** soutient l'amendement n° 9 de la commission (allègement des conditions d'obtention d'une carte de résident privilégié) : adopté ; **article 2 :** refoulement décidé uniquement par une juridiction ; soutient l'amendement n° 10 de la commission (prise en compte de la situation personnelle de l'étranger par la juridiction saisie pour se prononcer sur son refoulement) : adopté ; amendement n° 61 de la commission (possibilité pour la juridiction saisie de prononcer des peines de substitution à l'égard des étrangers séjournant irrégulièrement en France) : adopté (p. 1408) ; soutient l'amendement n° 11 de la commission (régularisation de la situation des étrangers séjournant irrégulièrement en France mais non refoulés) : adopté ; soutient l'amendement n° 62 de la commission (interdiction du territoire de un à cinq ans pour les récidivistes à la législation sur l'entrée des étrangers) : adopté (p. 1409) ; **après l'article 2 :** renforcement des sanctions à l'égard des passeurs lors de la réforme du code pénal (p. 1410) ; **article 3,** *article 23 de l'ordonnance du 2 novembre* 1945 : soutient l'amendement n° 12 de la commission (expulsion en cas de menace grave à l'ordre public, de condamnation à une peine supérieure à un an de prison sans sursis et pour une infraction passible de plus de trois ans d'emprisonnement) : rejeté ; son amendement n° 75 (référence à l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : adopté (p. 1412) ; soutient l'amendement n° 13 de la commission (champ de l'expulsion) : reporté après l'amendement n° 74 du Gouvernement à l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 ; soutient l'amendement n° 14 de la commission (délai de cinq ans pour l'abrogation d'un arrêté d'expulsion) : adopté ; *article 24 de l'ordonnance du 2 novembre* 1945 : soutient l'amendement n° 15 de la commission : adopté (p. 1413) ; soutient l'amendement n° 16 de la commission (composition de la commission d'expulsion) : adopté ; soutient l'amendement n° 17 de la commission (composition de la commission d'expulsion) : adopté ; soutient l'amendement n° 18 rectifié de la commission (fonctionnement de la commission d'expulsion) : adopté ; soutient l'amendement n° 19 de la commission (droit pour l'étranger d'être assisté par un avocat à l'exclusion de tout autre conseil devant la commission d'expulsion) (p. 1414) ; rejeté ; favorable à titre personnel à la présence d'un avocat mais aussi de tout autre conseil ; publicité des débats de la commission d'expulsion (p. 1415) ; *article 25 de l'ordonance du 2 novembre* 1945 : soutient l'amendement n° 20 de la commission (protection contre l'expulsion de tous les mineurs de dix-huit ans) : adopté ; soutient l'amendement n° 21 de la commission (protection contre l'expulsion de l'étranger résidant en France depuis qu'il a atteint l'âge de dix ans ; renversement de la charge de la preuve) : adopté ; soutient l'amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté ; soutient l'amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) : adopté ; soutient l'amendement n° 24 de la commission (protection contre l'expulsion des étrangers résidant en France depuis plus de vingt ans ; renversement de la charge de la preuve) : adopté (p. 1416) ; soutient l'amendement n° 25 de la commission (protection contre l'expulsion de l'étranger résidant en France depuis plus de dix ans) : rejeté ; soutient l'amendement n° 64 de la commission (protection contre l'expulsion de l'étranger marié depuis au moins six mois à un ressortissant français et parent d'un enfant mineur français résident en France) (p. 1417) ; adopté ; pas de protection contre l'expulsion de l'étranger ne subvenant pas aux besoins de sa famille (p. 1418) ; protection contre l'expulsion de l'étranger victime d'un accident du travail ; soutient l'amendement n° 13 de la commission devenu le sous-amendement n° 77 rectifié de la commission à l'amendement n° 74 du Gouvernement (expulsion des marchands de sommeil, proxénètes et employeurs de main-d'œuvre étrangère en situation irrégulière sans condition de condamnation supérieure à un an d'emprisonnement sans sursis) : adopté ; soutient le sous-amendement n° 63 de la commission à l'amendement n° 49 de M. Roland Renard (protection contre l'expulsion de l'étranger titulaire d'une distinction décernée par une autorité française pour acte de courage) (p. 1419) : rejeté ; *article 26 de l'ordonnance du 2 novembre* 1945 : soutient l'amendement n° 26 de la commission (expulsion en cas d'urgence absolue : nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat) (p. 1420) : adopté avec modification ; *article 26 bis de l'ordonnance du 2 novembre* 1945 : exécution des arrêtés d'expulsion ; **article 4 :** soutient l'amendement n° 27 de la commission (assignation à résidence) : adopté avec modification (p. 1421) ; **article 5 :** soutient l'amendement n° 28 de la commission (rétention administrative de l'étranger en instance de départ) : adopté ; soutient l'amendement n° 29 de la commission (rétention administrative : droit de communiquer) : adopté (p. 1422) ; **article 6 :** soutient l'amendement n° 65 de la commission (abrogation de la loi du 10 janvier 1980 dans les D. O. M. mais maintien à titre transitoire de certaines dispositions abrogées sur le territoire métropolitain) : adopté ; date d'application de l'ensemble de la nouvelle législation aux D. O. M. ; **article 7 :** autorisation de mariage pour les étrangers ; soutient l'amendement n° 30 de la commission (de coordination) : adopté (p. 1423).

Deuxième lecture, discussion générale, rapporteur : réglementation de l'accès du territoire ; respect de la liberté individuelle des étrangers ; divergences avec le Sénat : charge de la preuve de la résidence de l'étranger, modalités de mise en œuvre de l'expulsion exceptionnelle ; délai

d'abrogation d'un arrêté d'expulsion ; protection contre l'expulsion des étrangers mariés à un ressortissant français ; rétention administrative [9 octobre 1981] (p. 1668) ; insertion des immigrés en France ; retour dans leur pays d'origine de ceux qui le souhaitent (p. 1669).

Discussion des articles : **article 1er** : s'oppose à la reconduction à la frontière par mesure administrative des étrangers entrés clandestinement moins d'une semaine avant leur appréhension par les services de police ; sanction applicables à l'étranger entré clandestinement (p. 1669) ; **article 2** : son sous-amendement n° 2 à l'amendement n° 1 du Gouvernement (délivrance immédiate par l'administration d'une autorisation de séjour de six mois à l'étranger si le tribunal n'a pas prononcé sa reconduction à la frontière) : adopté (p. 1670) ; s'oppose à ce que l'étranger ayant fait l'objet d'une interdiction du territoire soit automatiquement reconduit à la frontière ; son amendement n° 3 (étranger en situation irrégulière engageant une action pour faire reconnaître une relation de travail ; consultation obligatoire de l'inspection du travail ; régularisation automatique de six mois) : adopté ; **article 3,** *article* 23 *de l'ordonnance du* 2 *novembre* 1945 : son amendement n° 4 (délai ramené de dix à cinq ans pour l'abrogation d'un arrêté d'expulsion) (p. 1671) : adopté ; *article* 25 *de l'ordonnance du* 2 *novembre* 1945 : son amendement n° 5 (protection contre l'expulsion des étrangers résidant habituellement en France depuis l'âge de dix ans ; renversement de la charge de la preuve) : adopté ; son amendement n° 6 (protection contre l'expulsion des étrangers résidant habituellement en France depuis au moins quinze ans ; renversement de la charge de la preuve) : adopté ; son amendement n° 7 (non-expulsion de l'étranger marié depuis au moins six mois à un ressortissant français) : adopté ; protection contre l'expulsion des étrangers n'ayant pas fait l'objet d'une mesure de déchéance de l'autorité parentale (p. 1672) ; *article* 26 *de l'ordonnance du* 2 *novembre* 1945 : son amendement n° 8 (expulsion en cas d'urgence absolue) : adopté ; **article 5** : son amendement n° 9 (autorité compétente pour décider de la rétention administrative) (p. 1673) : retiré ; **article 6** : son amendement n° 10 (régime transitoire applicable aux départements d'outre-mer pour une durée maximale de cinq ans) ; adopté (p. 1674).

Commission mixte paritaire, discussion générale, rapporteur : accord intervenu au sein de la commission ; non-expulsion du salarié clandestin agissant en justice pour faire reconnaître une relation de travail ; justification de la résidence en France : charge de la preuve incombant à l'étranger mais par tous moyens [14 octobre 1981] (p. 1786) ; rétention administrative (p. 1787).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, discussion générale : situation des travailleurs de l'agriculture ; baisse du revenu agricole au cours du septennat précédent ; politique de destruction de la petite agriculture ; inégalités dans ce secteur : inégalités de revenu, inégalités dans les moyens de production et inégalités culturelles ; exigence de solidarité vis-à-vis et à l'intérieur du monde paysan ; procédures d'aides personnalisées ; nouvelle politique des revenus ; garantie de ressources ; existence de deux régimes d'exploitation réclamant des traitements différents ; nécessité d'une réforme fiscale profonde ; lutte contre le chômage dans l'agriculture ; abandon d'exploitations et désertification des campagnes ; aide à l'installation des jeunes ; nouvelle politique foncière ; crédits alloués aux S. A. F. E. R. ; développement d'entreprises agro-alimentaires génératrices d'exportations et d'innovations ; relations commerciales nouvelles avec les pays en voie de développement ; députés « agrariens » [27 novembre 1981] (p. 2632).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Explications de vote : effets catastrophiques de la politique du précédent Gouvernement ; sa responsabilité dans l'augmentation du chômage [16 décembre 1981] (p. 5022) ; volonté du Gouvernement de maintenir les prix sans procéder à des blocages importants ; crise agricole ; disparition d'un million d'exploitations agricoles prévue dans le précédent projet de VIIIe Plan ; sécurité ; emploi des jeunes ; opération d'obstruction parlementaire de l'opposition ; volonté du Gouvernement d'accroître les pouvoirs du Parlement ; nombreux projets restant encore en discussion avant la fin de la session (p. 5023).

SUEUR (Jean-Pierre)

Député du Loiret
(1re *circonscription*)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [15 juillet 1981] (p. 150).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre titulaire du comité national de l'enseignement supérieur et de la recherche [*J. O.* du 1er août 1981] (p. 2113).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi [*J. O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Recherche et technologie : Recherche) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome XIV : recherche et technologie : **Recherche (n° 471)** [16 octobre 1981].

QUESTIONS

orale sans débat : (n° 101) S. N. C. F. (lignes) : posée le 8 décembre 1981 (p. 4537).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** son hostilité au sous-amendement n° 30 de M. René Haby relatif à la remise de prix [30 juillet 1981] (p. 568).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Première lecture, discussion générale : « loi Sauvage » ; conseil supérieur des corps universitaires (C. S. C. U.) ; « décret Imbert » relatif aux étudiants étrangers ; nécessité de réviser les procédures d'habilitation ; principe d'une réforme globale ; rôle régional des universités ; composition des conseils d'université ; sur-représentation des professeurs titulaires ; fonction des universités [16 septembre 1981] (p. 1112) ; formation pédagogique des étudiants ; formation permanente ; problème des formes de sélection ; ségrégation sociale (p. 1113).

Discussion des articles : **article 2 :** nécessité de permettre l'éligibilité des étudiants étrangers (p. 1123).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Première lecture, discussion générale : dérogation au monopole ; caractère transitoire de la présente loi ; régionalisation des procédures de dérogation ; Haut Conseil de l'audiovisuel [24 septembre 1981] (p. 1315) ; ressources des radios locales (p. 1316).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er,** *article* 3-2 bis *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : son amendement n° 13 (composition de la commission chargée d'étudier les demandes de dérogations au monopole : caractère minoritaire de la représentation de l'Etat) : adopté [30 septembre 1981] (p. 1383).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : prévisions de consommation [7 octobre 1981] (p. 1591) ; procédure d'implantation nucléaire ; exportation du nucléaire (p. 1592).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale : questions :* désenclavement du Massif central ; route nationale 20 entre Orléans et Bourges [7 novembre 1981] (p. 3366).

Solidarité nationale. — *Discussion générale :* problème des handicapés ; éducation, accessibilité des logements et des établissements recevant du public, insertion professionnelle ; respect de l'obligation d'embaucher des adultes handicapés par les entreprises privées et par les services du secteur public ; augmentation des moyens des Cotorep [10 novembre 1981] (p. 3519) ; système de calcul de la garantie de ressources dans les centres d'aide par le travail ; refus des conceptions fixistes du handicap (p. 3520).

Recherche et technologie. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : décision du ministère de mener une politique de la recherche en concertation avec l'ensemble des partenaires concernés ; place des sciences humaines et sociales ; future réforme du C. N. R. S. ; part de l'effort de recherche dans le produit intérieur brut en 1985 ; effort particulier fait en faveur des programmes de développement technologique de la promotion de la recherche industrielle et de l'innovation technique dans les entreprises ; financement affecté à la recherche fondamentale devant aller de pair avec les crédits affectés au développement technologique ; omission des sciences humaines et sociales dans les six programmes prioritaires ; refonte des structures et des modalités de la recherche universitaire ; efforts accomplis en matière d'énergies nouvelles ; géothermie ; organisation des assises régionales de la recherche [19 novembre 1981] (p. 4000) ; défense du français comme langue scientifique ; lutte contre « l'obscurantisme moderne » et « l'irrationalisme moderne » à l'égard de la science ; satisfaction de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales devant la progression significative des crédits affectés à la recherche pour 1982 (p. 4001).

— **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).**

Première lecture, discussion générale : partage du savoir, partage du travail, partage du temps de travail ; caractère inacceptable des heures supplémentaires ; cumuls abusifs emploi-retraite ; objectif des trente-cinq heures hebdomadaires pour 1985 ; durée légale et durée réelle du travail ; cinquième semaine de congé ; cinquième équipe ; compensation salariale intégrale pour les bas salaires [8 décembre 1981] (p. 4523).

— **Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).**

Première lecture, discussion générale : nouvelle conception de la planification ; notion de contrat ; recherche et développement technologique ; accroissement de la part de la recherche industrielle ; exemple de la machine-outil ; régression de l'investissement industriel au cours des dernières années ; politique de l'éducation ; solidarité à l'égard des enfants les plus défavorisés ; recherche pédagogique ; décentralisation du service public de l'éducation ; articulation entre l'autonomie des universités et la planification des enseignements et des recherches aux niveaux régional et national [11 décembre 1981] (p. 4725).

T

TABANOU (Pierre)

Député du Val-de-Marne
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

Membre du conseil national des services publics départementaux et communaux [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

TADDEI (Dominique)

Député de Vaucluse
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 19081] (p. 1877).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 8 juillet 1981] (p. 1904).

Membre de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [*J. O.* du 1er août 1981] (p. 2113).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Plan et aménagement du territoire) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 22 : **Plan et aménagement du territoire (n° 470)** [15 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : contrôle des prix : moyens et rôle des associations de consommateurs [7 octobre 1981] (p. 1553).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **son rappel au règlement :** jours de séance [30 juillet 1981] (p. 540).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251).**

Première lecture, discussion des articles : **article 8 :** application de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique [30 juillet 1981] (p. 581) ; **article 9 :** soutient l'amendement n° 5 de la commission des finances (éventualité de la fixation des règles relatives au calcul des marges bénéficiaires par un décret en Conseil d'Etat) ; fondement technique et politique d'une telle mesure (p. 582) ; amendement n° 5 adopté (p. 583).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion générale : composante idéologique, politique et économique de la nationalisation ; nationalisation du secteur bancaire pour financer l'investissement à long terme et pour réguler l'économie à court terme ; nationalisation pour dépasser la contradiction entre l'inflation et le chômage ; plan incitatif ; gestion privée du secteur bancaire nationalisé sous les précédents gouvernements [14 octobre 1981] (p. 1771) ; exception des banques mutualistes ; réforme du système bancaire et financier (p. 1772).

Discussion des articles : **titre II :** nationalisation des banques ; **article 19 précédemment réservé : son rappel au règlement :** dépôt d'amendements ; référence au parti radical italien [22 octobre 1981] (p. 2332).

— **Fait personnel :** déformation par M. Jean-Claude Gaudin de ses déclarations sur les caisses d'épargne [7 novembre 1981] (p. 3355).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale : questions :* liaison Rhin-Rhône [7 novembre 1981] (p. 3363) ; tarification d'E. D. F. à la Compagnie nationale du Rhône (p. 3364).

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale,* rapporteur spécial ; regroupement des crédits du Plan et de l'aménagement du territoire ; crédits du F. I. D. A. R. [7 novembre 1981] (p. 3372) ; crédits du F. I. A. T. ; plan du grand Sud-Ouest ; reventiliation en 1983 du budget des charges communes ; futur régime des aides ; débat au Parlement sur la nouvelle méthodologie de la planification française (p. 3373) ; *questions :* conséquences pour la basse vallée du Rhône de son appartenance à deux régions (p. 3384).

Examen des crédits : **état B, titre III :** décentralisation et aménagement du territoire (p. 3386) ; **état C, titre VI :** crédits du F. I. D. A. R. (p. 3387).

TAVERNIER (Yves)

Député de l'Essonne
(4e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F. O. R. M. A.) [*J. O.* du 22 octobre 1981] (p. 2885).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Agriculture : dépenses ordinaires) [27 octobre 1981] (p. 2640).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 1 : **agriculture :** Dépenses ordinaires (**n° 470**) [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion des articles ; **après l'article 1er :** approuve l'amendement n° 7 de la commission des finances ; problème du foncier agricole ; possibilité d'allègement des droits de successions payés par les agriculteurs par l'utilisation de la formule du bail à long terme ; [16 juillet 1981] (p. 186) ; propose un sous-amendement portant à trois fois la superficie minimum d'installation, le plafond permettant une exonération de 75 p. 100 des taxes de succession) : refusé par le président (p. 187).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : énergie et choix de société ; énergies renouvelables ; biomasse [7 octobre 1981] (p. 1589) ; « cultures énergétiques » (p. 1590).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première partie, première lecture :

Discussion des articles : **article 3 :** volonté d'aider au développement des baux à long terme ; exemption des grands propriétaires ; désertification des campagnes ; valeur vénale et valeur de rendement de la terre ; achat de terres par les S. A. F. E. R. et les offices fonciers [29 octobre 1981] (p. 2769) ; **article 4 :** son amendement n° 493 (tendant à inclure dans les biens professionnels les biens ruraux à condition que la durée du bail soit au minimum de dix-huit ans et que les descendants du preneur puissent bénéficier des dispositions prévues par le code rural) [30 octobre 1981] (p. 2792) ; statut du fermage ; garantie du travail ; baux à long terme (p. 2793) ; amendement n° 493 modifié et adopté (p. 2796) ; **article 9 :** soutient l'amendement n° 494 de M. Roger Duroure (p. 2846).

Deuxième partie :

Agriculture, B. A. P. S. A. — *Discussion générale,* rapporteur spécial ; course effrénée au progrès ; mort de villages ; office du blé créé par le front populaire ; statut du fermage et du métayage voté à la Libération ; offices fonciers ; offices par produit ; recherche agronomique [6 novembre 1981] (p. 3229) ; aide de l'Etat au secteur agricole ; réforme fiscale ; création d'emplois au ministère de l'agriculture ; création d'offices par produits ; enseignement privé ; doublement de la dotation aux jeunes agriculteurs ; prêts bonifiés du Crédit agricole (p. 3230).

Examen des crédits, rapporteur spécial : **état B, titre III :** dépenses nouvelles consacrées à l'informatique ; amélioration des moyens des services du ministère (p. 3299) ; **titre IV :** animateurs socio-culturels en milieu rural (p. 3300) ; subvention de fonctionnement des S. A. F. E. R. ; confusion de deux lignes budgétaires par M. Jacques Blanc ; location de terres par les S. A. F. E. R. ; application de la loi Guermeur ; non-respect par l'ancienne majorité de l'obligation de créer des lycées agricoles dans tous les départements (p. 3301, 3302).

Transports. — *Discussion générale :* **son rappel au règlement :** attitude de M. François d'Aubert comme rapporteur [7 novembre 1981] (p. 3331) ; *questions :* transports collectifs en région parisienne ; transports de banlieue à banlieue ; extension de la zone R. A. T. P. ; T. G. V. Atlantique (p. 3358) ; contrat d'entreprise entre Air France et l'Etat ; Concorde (p. 3369).

Education nationale. — *Discussion générale : questions :* diminution du budget de l'éducation nationale en Ile-de-France pour 1982 ; problème de l'affectation des fonds publics vers l'enseignement professionnel ; entretien du parc de machines-outils des ateliers des L. E. P. ; programmation des L. E. P. de Dourdan et de Breuillet ; construction d'un lycée à Palaiseau [10 novembre 1981] (p. 3470).

Recherche et technologie. — *Discussion générale :* situation des chercheurs en sciences sociales ; nécessité de maintenir une recherche indépendante des impératifs conjoncturels ; nécessaire autonomie de la communauté scientifique ; démocratisation des structures ; nécessité d'abattre les barrières entre disciplines, entre secteurs, entre le public et le privé ; nécessité d'assurer l'équilibre entre les objectifs purement scientifiques et les objectifs économiques et sociaux par la planification ; représentation des scientifiques et des utilisateurs de la recherche au sein des instances de la planification ; assises régionales de la recherche et de la technologie ; recherche fondamentale ; crédits nécessaires à l'institut national de la recherche agronomique ; nombre des entreprises ayant un budget de recherche ; rôle des entreprises nationales dans la recherche et dans l'innovation ; développement de la liaison entre l'appareil de recherche et le tissu industriel ; question concernant le commissariat à l'énergie atomique ; transfert de Tecnicatome de Saclay à Saint-Quentin-en-Yvelines ; intégration des personnels hors statut au sein du C. E. A. ; action de valorisation industrielle entreprise par le C. E. A. [19 novembre 1981] (p. 4009) ; problème de la robotique, de la biotechnologie, de l'énergie solaire, de la biomasse énergétique, de l'énergie éolienne, de l'électronique, de l'informatique et de l'agro-alimentaire (p. 4010).

— **Projet de loi relatif à la durée du mandat des membres des chambres d'agriculture (n° 477).**

Première lecture, discussion générale : prorogation d'un an du mandat de la moitié des membres des chambres d'agriculture et abrègement de deux ans de celui de l'autre moitié des élus ; renouvellement complet des chambres à la suite d'un aménagement des textes réglementaires relatifs aux modalités d'élection et à la composition des assemblées ; création et rôle des chambres d'agriculture ; participation à l'élaboration du droit rural dans le cadre du département ; perception de l'impôt basé sur la propriété non bâtie ; taux de participation aux élections professionnelles dans l'agri-

culture ; fonction consultative des chambres auprès des pouvoirs publics ; expression de la diversité de la paysannerie française [25 novembre 1981] (p. 4178) ; organisations syndicales ; confusion du rôle entre syndicats et chambres d'agriculture ; prise en compte des prolongements économiques et commerciaux de l'activité agricole ; problème de la présence des chambres d'agriculture dans les rencontres entre le Gouvernement et les syndicats agricoles ; rôle consultatif et indépendance des chambres d'agriculture ; régionalisation et renforcement de l'utilité des chambres d'agriculture ; politique de développement agricole menée au cours des dernières années ; utilisation des crédits affectés à la formation des agriculteurs adultes et à l'aménagement rural ; action des chambres d'agriculture sous la tutelle de l'Etat et des collectivités locales ; personnels des chambres (p. 4179).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : difficultés des prévisions dans le secteur agricole ; importance de l'agriculture pour l'équilibre économique du pays ; modernisation de l'agriculture et exode rural ; équilibre démographique et social de la France rurale ; vocation de la France à l'exportation ; industrie de la machine agricole et des engrais ; recherche agronomique ; mécanismes de redistribution sociale ; aide sociale ; modification de la fiscalité : généralisation de l'imposition sur la base du « mini réel » pour les agriculteurs ; création d'offices par produit ; amélioration de la sécurité des revenus des agriculteurs ; crise des marchés ; effet des mécanismes communautaires de garantie des marchés ; politique foncière ; location des terres par les S.A.F.E.R. [11 décembre 1981] (p. 4712).

Deuxième lecture, discussion générale : traduction par le plan des engagements pris devant le pays aux mois de mai et de juin 1981 [23 décembre 1981] (p. 5411).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion générale : son opposition à l'exception d'irrecevabilité de M. Jean Foyer ; examen du texte au regard des dispositions de l'ordonnance organique du 2 janvier 1959 et au regard du principe d'égalité entre les citoyens ; participation du Crédit agricole au financement [15 décembre 1981] (p. 4952) ; désertification des campagnes ; impossibilité pour un jeune de s'installer ; endettement des agriculteurs ; causes structurelles des difficultés de l'agriculture française ; baisse du revenu des agriculteurs ; endettement de l'agriculture ; accroissement de la dépendance financière à l'égard des industries situées en amont et en aval de la production ; augmentation de la part des consommations intermédiaires dans la valeur de la production agricole finale ; conférence annuelle agricole ; renforcement de l'organisation économique des producteurs ; dotation attribuée aux jeunes agriculteurs ; spéculation foncière ; location des terres par les S.A.F.E.R. (p. 4953) ; recherche d'une plus grande justice sociale ; importance de l'enveloppe globale ; pénalisation de la France pour avoir contrevenu à la réglementation de la Communauté économique européenne au cours de la campagne 1974-1975 ; utilisation des excédents du Crédit agricole ; politique d'encadrement du crédit et de limitation des prêts bonifiés aux agriculteurs ; effervescence actuelle des agriculteurs (p. 4954).

TESTU (Jean-Michel)

Député d'Indre-et-Loire
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 juillet 1981] (p. 1903).

TEULADE (René)

Rapporteur du Conseil économique et social

INTERVENTIONS

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : avis du Conseil économique et social ; rôle des partenaires sociaux ; lutte contre la fraude fiscale et l'échec scolaire ; contrôle de l'utilisation des fonds publics ; articulation des programmes en matière de recherche ; politique agricole ; limitation des cumuls emploi retraite ; évolution de la notion de planification ; politique de l'emploi ; reprise de l'activité ; contexte économique mondial ; problèmes énergétiques [11 décembre 1981] (p. 4684) ; situation de l'industrie ; financement des entreprises ; bâtiments et travaux publics ; stabilisation des impôts et des charges sociales ; financement du système des prestations sociales ; secteur de la santé ; politique des revenus ; alimentation de l'inflation ; création d'emplois ; enseignement technique et formation continue ; problèmes de civilisation du deuxième millénaire ; répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales ; quantification des objectifs du plan (p. 4685) ; comptabilité nationale ; fonctionnement du marché du travail ; réduction des inégalités (p. 4686).

THEAUDIN (Clément)

Député d'Ille-et-Vilaine
(1re circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de M. Edmond Hervé, nommé membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).
S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

TIBERI (Jean)

Député de Paris
(3e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à adapter la composition des conseils régionaux (n° 45) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Marc Lauriol et plusieurs de ses collègues visant à accorder une amnistie complète des condamnations et sanctions prononcées en relation avec les événements qui ont conduit à l'indépendance de territoires précédemment placés sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, et à réparer les préjudices subis à la suite de ces condamnations et sanctions (n° 530) [26 novembre 1981] (p. 4250).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la modération des loyers [*J.O.* du 17 décembre 1981] (p. 3440).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J.O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** problèmes de la ville de Paris [28 juillet 1981] (p. 408).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* déception des représentants de l'opposition devant le budget de l'urbanisme et du logement [12 novembre 1981] (p. 3542) ; progression des crédits ; concours financier de l'Etat pour soutenir la réadaptation du patrimoine ; amélioration des futurs logements notamment pour économiser l'énergie et pour améliorer l'urbanisme ; acquisitions foncières de la ville de Paris ; logement des catégories intermédiaires dans le cœur des grandes villes ; lourdeur des procédures administratives pour la délivrance des prêts locatifs aidés et pour l'autorisation des zones d'aménagement concerté ; accroissement des autorisations de programme concernant l'accession à la propriété ; doute que la mise en chantier de 170 000 logements financés par des P.A.P. soit possible en 1982 ; désintérêt pour les départements et territoires d'outre-mer ; revalorisation des aides personnalisées au logement et de l'allocation de logement ; difficultés rencontrées par les offices d'H. L. M. pour recouvrer leurs fonds propres ; conjoncture financière générale rendant l'exécution du budget aléatoire (p. 3543) ; conséquences du relèvement du taux des prêts locatifs aidés et de celui des prêts d'accession à la propriété ; critique de la politique du Gouvernement dommageable à l'entretien et à la construction et décourageant les investisseurs privés (p. 3544).

— Projet de loi relatif à la modération des loyers (n° 546).

Première lecture, discussion générale : rapports entre les bailleurs et les locataires [26 novembre 1981] (p. 4212) ; fluidité du marché locatif ; découragement des investissements ; caractère rétroactif du projet de loi ; limitation des augmentations de loyer ; référence à l'indice du coût de la construction ; lutte contre le chômage et contre l'inflation ; protection des activités des organismes sociaux ; pénalisation des organismes sociaux ; exclusion du champ d'application de la loi des logements vides (p. 4213).

Discussion des articles : **article 2 :** hausse des loyers du secteur social (p. 4222) ; travaux effectués par les organismes H. L. M. et hausse des loyers (p. 4224) ; hausses de loyer dans le secteur des H.L.M. par rapport aux hausses du secteur privé (p. 4225) ; **article 3 :** nécessité de disjoindre le cas des nouvelles locations des autres cas de location au regard du plafonnement de l'augmentation des loyers ; augmentation des loyers et travaux effectués par les propriétaires lors du changement de locataire (p. 4228).

TINSEAU (Luc)

Député de l'Eure
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier : nationalisation** de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** rachat d'actions par les anciens actionnaires [16 octobre 1981] (p. 1936) ; **article 2 :** son opposition aux amendements n° 311 de M. Michel Noir et n° 423 de M. Charles Millon (p. 1950).

TONDON (Yvon)

Député de la Meurthe-et-Moselle
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J.O.* du 29 octobre 1981] (p. 2966).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385).

Première lecture, discussion générale : plan financier pour la sidérurgie de 1978 ; chute de la production en France ; pertes d'emplois de 1977 à 1980 dans l'industrie sidérurgique lorraine et dans les mines de fer ; retard dans les investissements ; baisse des cotisations patronales ; héritage d'un patronat incapable et d'un gouvernement complice ; volonté de la France d'avoir une industrie forte et moderne par la prise de contrôle des deux groupes sidérurgiques ; attente des objectifs industriels du Gouvernement ; nécessité de mesures rapides pour l'embauche des jeunes ; réduction du temps de travail ; cinquième équipe ; cinquième semaine de congés ; création d'emplois ; changement dans les rapports entre les hommes ; droits nouveaux des travailleurs dans les comités d'hygiène et de sécurité et dans les comités d'entreprises [8 octobre 1981] (p. 1636).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Travail. — *Discussion générale : questions :* travail posté ; Usinor-Denain ; maladies professionnelles ; création de la cinquième équipe [13 novembre 1981] (p. 3641).

Industrie et énergie. — *Discussion générale :* stratégie pour la sidérurgie [14 novembre 1981] (p. 3743) ; calendrier des mesures à prendre (p. 3744).

TOUBON (Jacques)

Député de Paris
(19e circonscription)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.
L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).
S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).
Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [15 juillet 1981] (p. 154).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gérard Chasseguet tendant à la reconnaissance de la qualité de comptable aux receveurs-distributeurs et à leur intégration dans le corps des recettes (n° 52) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Debré tandant à compléter les dispositions visant à la suppression des habitations insalubres (n° 61) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Lucien Richard et plusieurs de ses collègues portant création d'un comité national de gestion des œuvres sociales du personnel des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux (n° 65) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Lucien Richard tendant à instituer un système d'avances sur pensions alimentaires en faveur des femmes divorcées dans l'impossibilité de recouvrer leur créance (n° 70) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Lucien Richard tendant à modifier l'article L. 332-1 du code de l'urbanisme relatif aux conditions de détermination de la participation des constructeurs en cas de dépassement du coefficient d'occupation du sol (n° 71) [30 juillet 1981] (p. 589).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant amnistie [*J. O.* du 31 juillet 1981] (p. 2103).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Mayoud portant suppression de la taxe professionnelle (n° 46) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Nicole de Hauteclocque tendant à créer une agence nationale d'indemnisation (n° 181) [11 septembre 1981] (p. 1026).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Loïc Bouvard tendant à modifier la loi n° 67-563 du 17 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes et à instituer un fonds de garantie des créances agricoles (n° 504) [26 novembre 1981] (p. 4249).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Marc Lauriol tendant à introduire la notion de connaissance chez l'auteur des infractions soumises à l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique (n° 525) [26 novembre 1981] (p. 4250).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues relative au logement des fonctionnaires de la police nationale (n° 520) [3 décembre 1981] (p. 4405).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **rôle des syndicats dans la procédure de régularisation de la situation des travailleurs étrangers** [7 octobre 1981] (p. 1558) ;

— **réduction des prestations familiales versées aux familles nombreuses** [2 décembre 1981] (p. 4347).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion des articles : **article 10 :** effort du Gouvernement précédent ; loi d'orientation ou loi d'orientation complémentaire pour l'indemnité viagère de départ et la dotation globale pour les jeunes agriculteurs ; excédent de la dotation globale pour les jeunes agriculteurs ; excédent commercial ; nécessité d'interdire les importations de vins italiens à bas prix et d'imposer le vin à un taux inférieur de la T. V. A. ; subvention de l'Etat destinée à l'enseignement privé agricole [17 juillet 1981] (p. 222).

Deuxième lecture, explications de vote : vote défavorable du groupe R. P. R. [29 juillet 1981] (p. 533).

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er :** participation dans l'élaboration du texte ; texte partiel ; « texte symbole » [28 juillet 1981] (p. 399) ; **explications de vote** sur les sous-amendements relatifs à la ville de Paris (p. 406) ; soutient le sous-amendement n° 389 de M. Pierre Bas (p. 407) ; soutient le sous-amendement n° 390 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 288 du Gouvernement (p. 407) ; **son rappel au règlement :** distribution des amendements (p. 413) ; **article 2 :** problèmes des petites communes (p. 418) ; **article 3 :** inconvénients du contrôle contentieux (p. 427) ; soutient l'amendement n° 19 de M. Serge Charles (p. 438) ; **article 4 :** loi de régularisation et d'expérimentation (p. 442) ; flou des dispositions de l'article 4 (p. 443) ; mesures d'opportunité politique (p. 447) ; soutient l'amendement n° 8 de M. Pierre Bas [30 juillet 1981] (p. 541) ; prêts du F. D. E. S. (p. 547, 548) ; soutient l'amendement n° 8 de M. Pierre Bas [30 juillet 1981] (p. 541) ; prêts du F. D. E. S. (p. 547, 548) ; **article 4 :** soutient l'amendement n° 271 de M. Roland Nungesser ; nécessité pour les petites et moyennes communes d'être éclairées sur la portée de leurs décisions et de disposer d'un certain délai de réflexion [31 juillet 1981] (p. 599) ; agence technique départementale ; création d'une commission économique départementale (p. 600) ; **après l'article 4 :** défaut du caractère directement exécutoire des délibérations (p. 603) ; **article 5 :** défaut du caractère exécutoire des délibérations et d'une procédure purement juridictionnelle ; absence de concertation ; institution d'une sorte de commission de concertation ; caractère technocratique de la procédure (p. 605) ; **article 9 :** inconvénients techniques, psychologiques et politiques de la procédure d'agrément prévue à l'article 9 (p. 622) ; **article 10 :** principe de la liberté-responsabilité contenu dans le texte ; responsabilité du maire ayant usé de son pouvoir de réquisition (p. 623) ; intervention de la chambre régionale (p. 624) ; **article 11 :** soutient l'amendement n° 208 de M. Michel Noir ; soutient l'amendement n° 23 de M. Serge Charles (p. 628) ; soutient l'amendement n° 190 rectifié de M. Michel Noir (p. 629) ; soutient le sous-amendement n° 421 de M. Michel Noir à l'amendement n° 263 rectifié de M. Guy Malandain (p. 630) ; **article 12 :** distorsions entre le statut des élus locaux et celui des fonctionnaires ; « certificat de conformité » ; sanctions civiques ; substitution de la sanction à la négociation (p. 631) ; soutient l'amendement n° 210 de M. Michel Noir ; soutient l'amendement n° 241 de M. Serge Charles (p. 635) ; sanctions disproportionnées (p. 636) ; « justice politique » (p. 651) ; **article 13 :** propos tenus par le ministre de l'intérieur sur le futur statut de Paris (p. 654) ; **après l'article 13 :** soutient les amendements nos 213 et 286 de M. Michel Noir (p. 656) ; **article 14 :** statuts locaux particuliers des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; loi particulière d'adaptation ; soutient l'amendement n° 211 de M. Michel Noir (p. 658) ; soutient l'amendement n° 214 de M. Michel Noir (p. 660) ; **article 15 :** nécessité d'une codification des dispositions relatives aux communes (p. 662, 663) ; **article 16 :** son opposition au principe d'un exécutif départemental élu ; rapport Guichard [1er août 1981] (p. 673) ; risque d'évolution vers une structure fédérale (p. 678) ; **article 17 :** hétérogénéité au sein du conseil général ; commission départementale exécutive (p. 687) ; **article 18 :** non-application des dispositions de la Constitution de 1946 confiant l'exécutif départemental au président du conseil général ; conventionnement entre l'Etat et les collectivités locales pour la mise à disposition et l'organisation des services (p. 691) ; risque de développement illimité des services départementaux (p. 699) ; **après l'article 18 :** soutient le sous-amendement n° 467 de M. Roland Nungesser à l'amendement n° 80 de la commission ; sens du mot « disposé » (p. 703) ; ses observations sur le sous-amendement n° 483 de la commission des finances à l'amendement n° 80 de la commission : « démission de la loi » (p. 706) ; soutient le sous-amendement n° 473 de M. Roland Nungesser à l'amendement n° 82 de la commission (p. 717) ; **article 21 :** renforcement des prérogatives du préfet dans le domaine des services de l'Etat ; autorité du président du conseil général sur les services départementaux (p. 726) ; avantages liés au rattachement de la gestion des commissaires de la République à l'autorité du Premier ministre (p. 731) ; fondement de l'amendement n° 495 de M. Philippe Séguin relatif au transfert des prérogatives précédemment reconnues au préfet au bénéfice des commissaires de la République (p. 732) ; soutient l'amendement n° 181 de M. Roland Nungesser (p. 734) ; **article 22 :** « régime d'assemblée » au niveau départemental ; cumul des mandats [2 août 1981] (p. 744) ; **après l'article 22 :** nécessité d'une coopération entre le représentant de l'Etat et le conseil général (p. 749) ; soutient les sous-amendements n° 479 et n° 480 de M. Roland Nungesser à l'amendement n° 90 de la commission (p. 751) ; **article 23 :** importance des articles 22 et 23 (p. 753) ; soutient l'amendement n° 173 de M. Philippe Séguin (p. 754) ; **article 24 :** son sous-amendement n° 498 à l'amendement n° 374 du Gouvernement (réunion par décret en cas de circonstances exceptionnelles) (p. 755) ; adopté par scrutin public (p. 756) ; **article 25 :** nécessité « d'encadrer » le règlement intérieur (p. 758) ; **article 27 :** condition de quorum à la validité des délibérations (p. 759) ; **article 28 :** limites et apports de l'article 28 (p. 760) ; **article 29 :** nécessité d'encadrer la procédure de dissolution du conseil

général ; soutient l'amendement n° 176 de M. Philippe Séguin (p. 770) ; **article 30 :** accentuation de l'allure d'assemblée parlementaire du conseil général (p. 771) ; **article 31 :** reprend l'amendement n° 98 de la commission relatif aux dispositions abrogées : rejeté (p. 773) ; **article 34 :** imprécision des dispositions relatives à l'interventionnisme départemental ; risque financier (p. 777) ; rapports entre les communes et les départements ; soutient l'amendement n° 10 de M. Pierre Bas (p. 778) ; son sous-amendement n° 503 à l'amendement n° 102 de la commission (avis du conseil municipal) : devenu sans objet (p. 780) ; **article 39 :** responsabilité excessive des administrateurs départementaux (p. 784) ; **article 42 :** inégalités entre les administrateurs départementaux et les autres fonctionnaires (p. 786) ; attitude du Gouvernement et de la commission des lois (p. 787).

Première lecture, discussion générale : **titres III et IV : ses observations sur le rappel au règlement** de M. Pierre Joxe ([8 septembre 1981] (p. 827).

Discussion des articles : **avant l'article 45 :** s'oppose à l'amendement n° 328 de M. Maurice Pourchon [9 septembre 1981] (p. 833) ; **article 45 :** son amendement n° 168 (compétences des régions et composition du conseil régional) : retiré (p. 835) ; décentralisation politique ; régime d'assemblée ; relations entre la région et l'Etat, entre la région et les autres collectivités territoriales ; organes régionaux élus au suffrage universel indirect ; favorable au sous-amendement n° 169 de M. Philippe Séguin ; étapes de la réforme régionale (p. 837) ; soutient le sous-amendement n° 255 rectifié de M. Serge Charles : comité économique et social (p. 843, 844) ; **après l'article 45 :** son amendement n° 176 (modification du nombre, des limites territoriales et du chef-lieu des régions) (p. 855) ; soutient l'amendement n° 302 de M. Emmanuel Aubert (p. 856) ; amendement n° 176 réservé (p. 858) ; **article 46 :** défend le sous-amendement de M. Emmanuel Aubert à l'amendement n° 129 de la commission (p. 864) ; **article 47 :** caractère politique de la décentralisation prévue par le projet de loi ; son amendement n° 179 (rôle du commissaire de la République) (p. 866) ; défend l'amendement n° 178 de M. Philippe-Séguin ; défend l'amendement n° 181 de M. Jean Foyer : exécutif régional (p. 867) ; amendement n° 179 rejeté (p. 869) ; **après l'article 47 :** s'oppose à l'amendement n° 132 corrigé de la commission : compétence du comité économique et social (p. 874) ; son sous-amendement n° 186 rectifié à l'amendement n° 133 de la commission (achèvement des mandats des conseillers économiques et sociaux ayant publiquement soutenu M. Valéry Giscard d'Estaing lors de l'élection présidentielle) (p. 876) ; adopté par scrutin public (p. 877) ; **article 48 :** compétences de la région [10 septembre 1981] (p. 889, 890) ; compétence du comité économique et social (p. 895) ; son amendement n° 188 (compétence financière des régions, limite des dépenses de fonctionnement, conflit de compétences avec d'autres collectivités locales) : rejeté (p. 896) ; agréments fiscaux (p. 903, 904) ; son amendement n° 191 (intervention économique des régions, accord des collectivités locales) : rejeté (p. 905) **après l'article 48 :** rôle de l'Etat dans la planification (p. 911) ; son sous-amendement n° 195 à l'amendement n° 137 de la commission (consultation du conseil régional en matière de planification) : rejeté ; son sous-amendement n° 196 à l'amendement n° 137 de la commission (plan national ; plan régional) : rejeté (p. 912) ; son sous-amendement n° 198 à l'amendement n° 137 de la commission (programme pluriannuel d'équipements collectifs) : rejeté (p. 913) ; son sous-amendement n° 200 à l'amendement n° 137 de la commission (plan régional ; plan national) : rejeté ; son sous-amendement n° 201 à l'amendement n° 137 de la commission (plan régional ; plan national) : rejeté ; son sous-amendement n° 203 à l'amendement n° 137 de la commission (programme pluriannuel des équipements collectifs) : rejeté ; son sous-amendement n° 204 à l'amendement n° 137 de la commission (conformité du plan régional au plan national) : retiré (p. 914) ; **article 49 :** danger d'engagement financier de l'Etat par une région sans l'accord de celui-ci (p. 923) ; **article 50 :** danger de chevauchement des sessions des assemblées régionales avec les sessions parlementaires (p. 928) ; procédures de convocation du conseil régional (p. 930, 931) ; soutient l'amendement n° 286 de M. Serge Charles (p. 932) ; **article 51 :** exécutif régional (p. 934) ; soutient l'amendement n° 62 de M. Michel Noir (p. 935) ; **après l'article 51 :** circonstances exceptionnelles ; coordination des services de l'Etat et de la région confiée au commissaire de la République ; décision du Premier ministre (p. 939) ; appellation « préfet de région » (p. 940) ; **article 52 :** placer le commissaire de la République sous l'autorité du Premier ministre (p. 941) ; soutient l'amendement n° 64 de M. Michel Noir : haut commissaire de la République ; **après l'article 52 :** soutient le sous-amendement n° 316 de M. Roland Nungesser à l'amendement n° 98 rectifié du Gouvernement (p. 943) ; soutient le sous-amendement n° 362 de M. Michel Noir à l'amendement n° 98 rectifié du Gouvernement : audition du commissaire de la République par le conseil régional ; **article 53 :** son amendement n° 215 (suppression de l'article) : retiré ; soutient l'amendement n° 288 de M. Serge Charles (p. 944) ; réquisition du comptable de la région (p. 945) ; **après l'article 53 :** directions transférées au chef-lieu de région ; amendements traités différemment par le rapporteur selon leur origine politique (p. 945, 946) ; **article 54 :** son amendement n° 216 (suppression de l'article) : retiré (p. 946) ; **article 55 :** s'oppose au principe de la suspension ou de la révocation d'un mandat électif à la saisine de la cour de discipline budgétaire par un représentant de l'Etat et conteste l'importance des sanctions dont sont passibles les maires des petites communes ; son amendement n° 217 (suppression de l'article) : retiré (p. 947) ; soutient l'amendement n° 289 de M. Serge Charles (p. 948) ; soutient l'amendement n° 290 de M. Serge Charles : suspension ou révocation des élus par le Gouvernement (p. 949) ; **après l'article 45** (*suite*) : soutient l'amendement n° 302 de M. Emmanuel Aubert [11 septembre 1981] (p. 956, 957) ; son amendement n° 176 précédemment réservé (modification du nom et des limites territoriales des régions) (p. 958) : rejeté ; son sous-amendement n° 387 à l'amendement n° 302 de M. Emmanuel Aubert (consultation obligatoire des conseils régionaux pour modifier les limites des régions) : rejeté (p. 959) ; **après l'article 56 :** rôle du commissaire du Gouvernement près la chambre régionale des comptes (p. 973) ; **son rappel au règlement :** mise aux voix du sous-amendement n° 410 de M. Philippe Séguin à l'amendement n° 330 de M. Michel Sapin alors que l'auteur du sous-amendement demandait la parole (p. 975) ; **article 57 :** contrôle par la chambre régionale des comptes de l'opportunité des actes qui lui sont soumis (p. 978) ; **article 59 :** tutelle insidieuse à travers les normes techniques ; nécessité d'alléger les prescriptions et procédures techniques avant de les codifier (p. 981) ; **article 60 :** comité d'allégement des prescriptions techniques (p. 986) ; son amendement n° 232 (compétence régionale du conseil national des services publics départementaux et communaux et renvoi à une loi ultérieure pour sa composition, son organisation et ses attributions) : retiré (p. 986, 987) ; **article 61 :** caractère symbolique de ses dispositions (p. 992) ; soutient l'amendement n° 151 de la commission : dotation culturelle (p. 996) ; **après l'article 62 :** soutient l'amendement n° 75 de M. Michel Noir : dépenses d'aide sociale (p. 1002) ; **après l'article 64 :** soutient l'amendement n° 70 rectifié de M. Michel Noir : rémunération d'agents de l'Etat par les collectivités locales ; ambiguïté des relations entre l'administration et les élus (p. 1005) ; rémunération d'agents de l'Etat par les collectivités locales, préjudice pour les entreprises privées (p. 1007) ; son amendement n° 340 (mission permanente de la décentralisation) (p. 1011) ; rejeté (p. 1012) ; **après l'article 65 :** soutient l'amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (p. 1014) ; soutient l'amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson (p. 1015).

Explications de vote : vote hostile du groupe du rassemblement pour la République malgré l'amélioration du texte due aux amendements de l'opposition (p. 1019, 1020).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** demande la réserve de l'article 1er [14 décembre 1981] (p. 4874) ; son sous-amendement n° 412 à l'amendement n° 2 de la commission (caractère de collectivités territoriales mixtes des départements d'outre-mer) (p. 4875) ; renvoi de nombreux sujets à des lois ultérieures ; compétences des collectivités locales en matière d'intervention auprès des entreprises en difficulté ; (p. 4876) ; statut des départements d'outre-mer ; attachement des Réunionnais à la République et à la France (p. 4879) ; statut de la Corse ; système de la double assemblée ; sous-amendement n° 412 rejeté (p. 4880) ; **article 2 :** exercice des fonctions de maire en tant qu'agent de l'Etat (p. 4881) ; **article 2 *bis* :** pouvoir de substitution du représentant de l'Etat ; **article 3 :** information du maire par le représentant de l'Etat de son intention de ne pas déférer une délibération au tribunal administratif ; sursis à exécution (p. 4882) ; sursis à exécution ; limite de la liberté des communes (p. 4883) ; adoption de la forme écrite pour toutes les communications

évoquées dans les articles (p. 4885) ; tribunal administratif (p. 4886) ; **article 3** *bis* : protection du citoyen face aux nouvelles libertés et aux nouveaux pouvoirs des collectivités locales ; recours gracieux auprès du représentant de l'Etat ; saisine de la chambre régionale des comptes [15 décembre 1981] (p. 4890) ; recours pour illégalité ; rapports entre les maires et les commissaires de la République (p. 4891) ; **article 4** : projet de plan intérimaire ; aides des communes et des départements aux entreprises en difficulté ; contribution des régions, des départements et des communes au développement économique ; aides directes et aides indirectes (p. 4892) ; son sous-amendement n° 373 à l'amendement n° 8 de la commission (suppression dans le deuxième alinéa de cet amendement des mots « directes ou ») ; nécessité d'éviter que les communes n'accordent des aides directes ; cohérence des mesures étudiées avec les mesures adoptées précédemment (p. 4895) ; aides directes ; sous-amendement n° 373 rejeté par scrutin public (p. 4896) ; pressions destinées à accroître la part des communes dans les affaires économiques (p. 4899) ; nécessité de permettre aux conseils municipaux de résister à certaines revendications (p. 4900) ; son sous-amendement n° 374 à l'amendement n° 8 de la commission (éviter une concurrence des communes aux entreprises privées) ; jurisprudence sur les interventions économiques des collectivités locales ; limitation de la prise de participation en capital ; sous-amendement n° 374 retiré (p. 4901) ; son sous-amendement n° 453 à l'amendement n° 8 de la commission (limitant les interventions économiques des communes à 5 p. 100 de leurs recettes fiscales) ; nécessité de contenir l'intervention économique des communes à l'intérieur de certaines limites ; résistance des communes aux pressions extérieures de caractère politique et social (p. 4902) ; limitation pour les communes de la faculté d'accorder des garanties d'emprunt (p. 4903) ; sous-amendement n° 453 rejeté par scrutin public (p. 4904) ; **article 7** : modification de l'ordre du jour ; publicité des subventions exceptionnelles ; vote systématique par certaines communes de budgets en déséquilibre (p. 4922) ; son sous-amendement n° 375 à l'amendement n° 17 de la commission (supprimant la fin de cet amendement) ; nécessité qu'un maximum de personnes puisse avoir accès aux informations concernant les subventions d'équilibre ; sous-amendement n° 375 rejeté (p. 4923) ; **article 10** : limitation de l'intervention de la cour de discipline budgétaire et financière sur les actes des ordonnateurs locaux élus aux seuls cas de l'exercice du droit de réquisition ; tutelle budgétaire de la chambre régionale des comptes (p. 4925) ; **article 11** : statut des élus locaux (p. 4928) ; son sous-amendement n° 376 à l'amendement n° 25 de la commission (responsabilité des maires devant la cour de discipline budgétaire en cas d'exercice de leur droit de réquisition) ; engagement de la responsabilité des maires devant la cour de discipline budgétaire et financière ; homologie entre la responsabilité et la sanction (p. 4929) ; sous-amendement n° 376 rejeté par scrutin public (p. 4930) ; volonté du gouvernement de faire peser sur les élus une responsabilité correspondant à leurs nouvelles libertés ; suspension et révocation des élus locaux (p. 4932) ; **article 12** : son opposition au rétablissement des dispositions de l'ancien article 11 (p. 4933) ; **article 16** : son sous-amendement n° 385 à l'amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) [18 décembre 1981] (p. 5191) : rejeté (p. 5192) ; **article 17** : son sous-amendement n° 387 à l'amendement n° 38 de la commission (suppression des deux derniers alinéas) (p. 5193) : rejeté (p. 5194) ; **article 21** : son sous-amendent n° 388 à l'amendement n° 47 de la commission (suppression de la dernière phrase du quatrième alinéa du paragraphe 1er de l'amendement n° 47) (p. 5212) : rejeté (p. 5213) ; **article 22** : son sous-amendement n° 389 à l'amendement n° 48 de la commission (première réunion des conseils généraux après le renouvellement triennal) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 356 de M. Philippe Séguin [19 décembre 1981] (p. 5229) ; **article 34** : son sous-amendement n° 390 à l'amendement n° 61 de la commission (interdiction de la création ou du développement d'un service à objet économique sans que la défaillance de l'entreprise privée ait été constatée) : rejeté (p. 5258) ; **article 45** : son sous-amendement n° 443 à l'amendement n° 115 de la commission (constatation de la défaillance de l'initiative privée pour l'engagement d'actions tendant à créer ou à développer des services à objet économique) (p. 5281) : rejeté (p. 5282) ; **article 47** *ter* : son sous-amendement n° 471 à l'amendement n° 122 de la commission (saisines obligatoires du comité économique et social) (p. 5288) ; retiré (p. 5289).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).**

Première lecture, discussion des articles : **article 2** : O. A. S. ; réhabilitation totale et reconstitution complète des carrières ; intention du Gouvernement de déposer un projet de loi sur ce problème [29 juillet 1981] (p. 492) ; **après l'article 12** : circulaire Foyer de 1966 ; inconstitutionnalité des amendements proposés (p. 510) ; **son rappel au règlement** : absence d'état de droit en France (p. 512) ; **article 15** *bis* : non-paiement des cotisations par des associations sportives ou sociales (p. 513) ; **article 19** : conséquences pénales et autres consécutives aux événements d'Algérie (p. 517) ; **article 24** : soutient le sous-amendement n° 74 de M. Foyer à l'amendement n° 32 de la commission (p. 520) ; soutient le sous-amendement n° 34 de M. Foyer à l'amendement n° 32 de la commission ; son sous-amendement n° 71 à l'amendement n° 32 de la commission des lois (exclusion de l'amnistie des délits d'ingérence) : adopté (p. 521).

Explications de vote : inconstitutionnalité du texte ; vote défavorable du groupe R. P. R. (p. 528).

Commission mixte paritaire, explications de vote : qualité du travail accompli par la C. M. P. ; réintégration des délégués syndicaux et des délégués du personnel licenciés ; délits d'ingérence ; vote défavorable du groupe R. P. R. [31 juillet 1981] (p. 597).

— **Fait personnel** : propos de M. Gaston Defferre [1er août 1981] (p. 709).

— **Projet de loi portant abolition de la peine de mort (n° 310).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : exécution des peines criminelles [18 septembre 1981] (p. 1207) ; favorable à l'amendement n° 28 de M. Philippe Séguin ; s'oppose à l'amendement n° 6, deuxième rectification, de la commission (p. 1216, 1218).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises (n° 314).**

Première lecture, discussion des articles : **article 5** : soutient l'amendement n° 4 de M. Charles Millon ; concordat ; liquidation de biens [22 septembre 1981] (p. 1244) ; cession obligatoire des actions (p. 1245) ; **article 6** : s'oppose à l'amendement n° 9 du Gouvernement ; incompatibilité des délais d'appel avec les nécessités de la cession à fortait ; exception au principe d'égalité entre les parties ; absence de droit d'appel du débiteur pour une cession à forfait (p. 1247).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).**

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** : renvoi à une loi ultérieure de la question du financement des radios [24 septembre 1981] (p. 1320) ; radios d'initiative publique ; ministre de la propagande (p. 1321).

— **Projet de loi de nationalisation (n° 384).**

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier** : nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 2** : importance des travaux préparatoires [16 octobre 1981] (p. 1941) ; **article 9** : définition des modalités de participation des travailleurs à la gestion des entreprises [18 octobre 1981] (p. 2053) ; participation des salariés à l'accroissement des valeurs d'actifs ; association des travailleurs à la gestion (p. 2054) ; **titre II** : nationalisation des banques ; **article 13** : soutient l'amendement n° 617 de M. Michel Noir ; entrée, par l'application du critère arithmétique de un milliard de francs de dépôts, de banques ni grandes ni moyennes dans le champ de la nationalisation (p. 2087) ; soutient l'amendement n° 619 de M. Michel Noir (p. 2090) ; soutient l'amendement n° 635 de M. Michel Noir (p. 2096) ; mise en cause des intérêts de la France à l'étranger dans la compétition économique mondiale (p. 2098) ; précision que la banque Ali Bank of Koweit n'est pas une filiale du Crédit lyonnais (p. 2103) ; **son rappel au règlement** : relatif au fait que des députés de la majorité aient empêché des députés de l'opposition de parler (p. 2104) ; **titre Ier** : nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **après l'article 12** : **son rappel au règlement** : propos tenus par M. André Billardon à son égard [20 octobre 1981] (p. 2210) ; **titre II** : nationalisation des banques ; **après l'article 13** : non-nationalisation du Crédit national et du Crédit foncier (p. 2219) ; soutient l'amende-

ment n° 687 de M. Michel Noir : objectifs des banques (p. 2220) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27 :** participations industrielles de Suez et Paribas ; abandon de l'article 33 (p. 2232) ; non-nationalisation de Creusot-Loire (p. 2233) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **après l'article 26 :** dissolution du Crédit national [23 octobre 1981] (p. 2398) ; soutient l'amendement n° 869 de M. Michel Noir (p. 2399) ; contradiction entre la concurrence et l'existence d'organismes spécialisés (p. 2400) ; soutient l'amendement n° 872 de M. Michel Noir : compétences du Conseil national du crédit ; nature des amendements déposés par l'opposition (p. 2401) ; propos tenus par le Gouvernement sur la nationalisation du secteur bancaire (p. 2402) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 29 précédemment réservé :** contradiction entre le maintien de la structure commerciale de droit commun et les modalités de la nationalisation (p. 2439) ; soutient l'amendement n° 1126 de M. Michel Noir (p. 2440) ; soutient l'amendement n° 1127 de M. Michel Noir : participation des personnels aux responsabilités dans l'entreprise (p. 2441) ; **article 30 précédemment réservé :** contradiction entre les articles 30 et 33 ; extra-territorialité de la nationalisation ; litiges internationaux (p. 2444) ; soutient l'amendement n° 1128 de M. Michel Noir : rétrocession des filiales étrangères ; déclaration de M. Gaston Defferre au congrès de Valence (p. 2445) ; soutient l'amendement n° 1130 de M. Michel Noir : contrôle d'opportunité par le ministère de tutelle de la cession d'actifs à l'étranger (p. 2447) ; son sous-amendement n° 1419 à l'amendement n° 1132 de M. Michel Noir (évaluation contradictoire présentée dans la loi de finances des participations cédées par les deux compagnies financières) ; suppression de l'article 33 ; rétrocessions à la sauvette (p. 2450) ; sous-amendement n° 1419 rejeté par scrutin public (p. 2451) ; **article 31 précédemment réservé :** substitution d'actions représentatives d'actifs non nationalisables aux obligations remises en indemnité ; modalités financières de l'indemnisation (p. 2452) ; soutient l'amendement n° 1136 de M. Michel Noir : calendrier de la restitution des filiales bancaires et étrangères ; dividendes 1981 ; soulte en espèces ; exclusion des résultats de 1981 dans le calcul de l'indemnisation ; remise d'obligations portant jouissance au 1er janvier 1981 (p. 2454) ; soutient l'amendement n° 1137 de M. Michel Noir : limitation des obligations à émettre (p. 2455) ; distribution en indemnité d'actions représentant des actifs non nationalisés (p. 2456) ; **article 33 précédemment réservé :** discrimination entre les participations des banques et celles détenues par les compagnies financières ; nouvelle loi sur les rétrocessions [24 octobre 1981] (p. 2481) ; Paribas-Suisse (p. 2486) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 46 précédemment réservé : son rappel au règlement :** déclaration de M. Le Garrec : manipulation et déstabilisation poursuivies par le dépôt d'amendements de l'opposition (p. 2496) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 34 :** liberté économique, fondement de la liberté ; déclarations de MM. Pierre Joxe, Lionel Jospin, André Laignel et Louis Mermaz (p. 2504) ; **article 35 :** critères de compétence pour les administrateurs ; durée de leur mandat (p. 2506) ; reprend l'amendement n° 152 de M. François Asensi ; rejeté (p. 2508) ; représentation des salariés au conseil d'administration des deux compagnies financières (p. 2510) ; un chef d'une entreprise de moins de mille salariés parmi les administrateurs désignés à raison de leurs compétences (p. 2512) ; renouvellement des conseils d'administration (p. 2513) ; responsabilité des dirigeants des entreprises nationales à l'égard du citoyen, de l'Etat, des contribuables et de leurs salariés (p. 2514) ; choix entre la révolution et les tantièmes (p. 2516) ; **explications de vote :** compétence des dirigeants ; démocratie au profit des salariés ; vote hostile du groupe R. P. R. (p. 2517) ; **article 36 :** ses observations sur les propos de M. Laignel (p. 2518) ; élection des représentants des salariés au conseil d'administration ; mode de désignation des administrateurs salariés (p. 2519) ; vocation des syndicats (p. 2520) ; **article 38 :** régression sociale ; participation des salariés ; mise en cause du système de l'actionnariat dans les entreprises déjà nationalisées ; **explications de vote :** vote hostile du groupe R. P. R. ; contradiction entre l'utilisation de la puissance économique des compagnies financières et les dispositions les vidant de leur substance ; gestion de ces compagnies et désignation de leurs dirigeants ; « affaire de l'article 33 » [26 octobre 1981] (p. 2541, 2542) ; **avant l'article 39 :** nationalisation et sécurité de l'emploi (p. 2544) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **article 40 :** nationalisation de la propriété de près d'un million de petits porteurs (p. 2547) ; **après l'article 40 :** soutient l'amendement n° 1274 de M. Michel Noir ; préservation de l'avenir ; dividende et redevance acquittée par les sociétés nationalisées ; déclaration de M. Louis Mermaz sur l'alternance (p. 2560) ; **article 50 :** contrôle de la création monétaire (p. 2567) ; nationalisation des réseaux mutualistes et des caisses d'épargne ; nouvelle loi bancaire (p. 2568) ; **après l'article 50 :** liberté du travail ; participation des travailleurs à la responsabilité (p. 2575) ; soutient le sous-amendement n° 1422 de M. Emmanuel Aubert à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon ; inquiétude des pharmaciens d'officines privées (p. 2578) ; soutient le sous-amendement n° 1426 de M. Gabriel Kaspereit à l'amendement n° 1377 de la commission ; liberté de la création architecturale ; déclaration de Léon Blum sur la nationalisation de la presse (p. 2582) ; soutient le sous-amendement n° 1427 de Mme Hélène Missoffe à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon ; médecine libérale ; installation des jeunes médecins (p. 2583).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 1er :** pourcentage des prélèvements pesant sur l'économie nationale [28 octobre 1981] (p. 2681) ; équilibre général du budget ; problème de financement du déficit ; déficit de la sécurité sociale, des collectivités locales et de l'assurance chômage ; création monétaire ; politique délibérément déficitaire et inflationniste du Gouvernement ; rigueur dans les finances publiques ayant marqué les vingt-trois premières années de la Ve République (p. 2682) ; **article 2 :** complexité de l'impôt sur les successions appliqué à l'impôt sur la fortune (p. 2704) ; **après l'article 2 :** analogie entre l'imposition des successions et l'impôt sur le patrimoine [29 octobre 1981] (p. 2719) ; **article 3 :** assiette de l'impôt ; obligation de régler par chèque les achats d'œuvres d'art d'un montant supérieur à 5 000 francs ; obligation faite aux compagnies d'assurances de communiquer au fisc le nom de leurs clients qui ont assuré des valeurs pour un montant supérieur à 100 000 francs ; motivations des collectionneurs d'art ; conséquences de l'imposition des objets d'art, de collection et d'antiquité sur la nouvelle fiscalité applicable au patrimoine : « mort du marché de l'art en France » (p. 2722) ; exonération de l'impôt sur la fortune des objets d'art de collection et d'antiquité et taxation de ceux faisant l'objet d'une transaction (p. 2723) ; soutient l'amendement n° 468 de M. Michel Noir (p. 2746) ; maintien pour les biens mobiliers des règles d'imposition prévues en matière de droit de succession ; son amendement n° 261 rectifié (tendant à exclure de l'assiette de l'impôt sur la fortune les objets d'art, de collection ou d'antiquité et à prévoir que les transactions sur ces biens sont assujetties à une taxe additionnelle sur les mutations dont le taux est fixé forfaitairement à 5 p. 100) (p. 2747) ; rejeté ; discussion des amendements et des sous-amendements (p. 2749) ; problème de l'exportation des objets d'art ; assiette différée de l'impôt sur la fortune jusqu'au décès de l'intéressé (p. 2751) ; fiscalité des ventes publiques en France (p. 2752) ; **article 11 :** revision des tranches du barème de l'impôt sur le revenu [31 octobre 1981] (p. 2869) ; exonération des petits revenus ; plafonnement du quotient familial (p. 2870) ; hostilité du parti communiste à la famille (p. 2871) ; augmentation de la T. V. A. ; augmentation du nombre des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu (p. 2874) ; soutient l'amendement n° 453 de M. Daniel Goulet ; incitation fiscale à la lutte contre la désertification des campagnes (p. 2889) ; son sous-amendement n° 558 à l'amendement n° 145 de M. Georges Mesmin (revalorisation chaque année en fonction de la hausse des prix du plafond de 10 000 francs et du quotient familial) (p. 2893) ; rejeté (p. 2894) ; indexation du plafond du quotient familial (p. 2898) ; **après l'article 11 :** insuffisance de la réglementation administrative relative à l'étalement du versement de l'impôt sur le revenu pour le conjoint d'un défunt ; **son rappel au règlement :** modification d'un amendement en séance par un sous-amendement verbal (p. 2906) ; rétablissement de l'égalité de la concurrence entre les matières grasses d'origine animale nationales et communautaires et les matières grasses importées ; développement de l'élevage français (p. 2906, 2907) ; **article 18 :** indexation de la T. I. P. P. en fonction de la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu [3 novembre 1981] (p. 3003) ; **après l'article 18 :** détaxation de 1 000 litres de carburant pour les handicapés (p. 3013) ; **son rappel au règlement :** mise en discussion des amendements (p. 3014) ; augmentation du montant du droit de timbre sur les permis de chasse (p. 3019) ; suppression du gage sur les permis de chasse (p. 3020) ; **article 24 :** taxation des appareils automatiques des clubs sportifs [4 novembre 1981] (p. 3059) ; **son rappel au règlement :** demandes de scrutin public par le Gouvernement (p. 3061) ; **après l'article 25 :**

bouilleurs de cru ; promesses des candidats socialistes et communistes ; promesses du Président de la République sur la taxation du vin (p. 3066) ; attitude de prudence des précédents gouvernements sur le régime fiscal des vins doux naturels ; libre commercialisation en France du muscat de Panteleria (p. 3094) ; **article 26 :** nouvelle taxation de l'investissement ; démarches de nature idéologique (p. 3097) ; réception d'émissions transmises par satellites ; création d'un fonds de concours de 10 millions pour la presse d'opinion ; son amendement n° 538 (suppression de l'article) : rejeté (p. 3098) ; taxe sur la publicité télévisée réalisée par des organismes établis sur le territoire national (p. 3099) ; article non indispensable à l'aide de la presse d'opinion (p. 3101) ; **article 40 :** majoration de la taxe sur les transactions concernant les objets d'art (p. 3154) ; taux des derniers emprunts d'entreprises publiques sur le marché financier américain.

Seconde délibération : refus par le Gouvernement de l'exonération de T.V.A. sur les produits de première nécessité (p. 3157).

Deuxième partie :

Solidarité nationale. — *Discussion générale :* réforme de l'aide sociale ; augmentation des crédits pour l'humanisation des hospices ; conditions de recrutement des nouveaux travailleurs de l'action sociale ; plan de redressement de la sécurité sociale ; causes du déficit ; mesures de colmatage envisagées ; augmentation de 1 p. 100 des cotisations des salariés ; déplafonnement de 3,5 points à la charge des employeurs ; matraquage des entreprises ; exonération des retraités du paiement des cotisations ; suppression de la récupération sur les successions des titulaires du minimum vieillesse [10 novembre 1981] (p. 3516) ; réforme du mode de gestion de la sécurité sociale ; place réservée aux représentants des employeurs des conseils d'administration ; remboursement de l'interruption volontaire de grossesse ; déclaration de M. Delors relative au relancement de l'activité des entreprises ; problèmes des retraites ; coût du départ à la retraite pour les hommes à soixante ans et pour les femmes à cinquante-cinq ans ; politique nataliste ou familiale ; mères de plus de trois enfants ; plafonnement du quotient familial ; impossibilité de pratiquer une politique de solidarité avec un postulat idéologique fondé sur la lutte des classes ; volonté du gouvernement d'établir en France une société socialiste irréversible (p. 3517).

Culture. — *Discussion générale :* encouragement à la création artistique ; mécénat à l'intérieur de l'entreprise ; liens entre la culture et l'art [17 novembre 1981] (p. 3888, 3889).

Son rappel au règlement : prévision des crédits relatifs au musée d'Orsay et au centre Pompidou [17 novembre 1981] (p. 3890).

Services du Premier ministre. — *Discussion des articles :* **après l'article 92 :** soutient l'amendement n° 9 corrigé de M. Jean Foyer ; conditions d'utilisation des crédits inscrits au budget des services du Premier ministre ; nécessité de contrôler les fonds spéciaux du Premier ministre ; volonté que les informations couvertes par le secret de la défense nationale ne puissent être divulguées à l'occasion de ces contrôles ; divulgation d'informations concernant le service de documentation extérieure et de contre-espionnage (S.D.E.C.E.) par la presse (p. 3922) ; [18 novembre 1981] (p. 3922) ; s'élève contre le fait que le Gouvernement accepte que le journal *Le Monde* ait divulgué des informations relatives à l'organisation du renseignement et du contre-espionnage français (p. 3923) ; **article 69 :** son amendement n° 21 (tendant à ce que les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés soient autorisées à déduire les versements qu'elles ont effectué au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt public ou philanthropique et tendant à ce que soit institué une taxe spéciale sur les huiles végétales importées destinées à l'alimentation humaine et animale) : rejeté [19 novembre 1981] (p. 4062) ; **article 66 précédemment réservé :** insuffisance des mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre l'inflation et le chômage [20 novembre 1981] (p. 4087) ; **article 76 :** confirmation par le rapporteur général de la légalité de la détention d'or (p. 4096) ; **article 77 :** dispositions fiscales relatives à l'art et à la création artistique (p. 4098) ; encouragement à donner au mécénat d'entreprise et au mécénat individuel ; obligation pour les compagnies d'assurances de déclarer les polices d'un montant supérieur à 100 000 francs (p. 4099) ; obligation du paiement par chèque des transactions portant sur les bijoux, pierreries, objets d'art, de collection ou d'antiquité d'un montant supérieur à 5 000 francs ; motivations soit disant « suspectes » de l'opposition ; idées « confuses » de la commission ; possibilité de justification dans des rapports entre des tiers ou des contractants ; sauvegarde des intérêts de la culture et de la création artistique ; engagement par la majorité d'une « opération méfiance » (p. 4100, 4101) ; son amendement n° 22 (suppression du paragraphe 1 de cet article) ; inversement de la charge de la preuve au détriment des assujettis ; amendement n° 22 rejeté ; son amendement n° 23 (généralisation des dispositions du paragraphe 1 de cet article à toutes les transactions) (p. 4102) ; retiré (p. 4103) ; son amendement n° 24 (suppression du paragraphe 2 de cet article) (p. 4104) ; exonération des objets d'art, de collection et d'antiquité de l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes à la demande expresse du Président de la République (p. 4104, 4105) ; amendement n° 24 rejeté (p. 4105).

— Conclusions du rapport n° 559 de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° de M. Alain Bocquet tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970, dite « loi anti-casseurs » n° 200 ; 2° de M. Lionel Jospin tendant à l'abrogation des articles 314 et 184, alinéa 3, du code pénal et à la modification de l'article 108, alinéa 2, résultant de la loi anti-casseurs n° 351.

Discussion générale : vote du budget [25 novembre 1981] (p. 4191).

— Son rappel au règlement : retransmission télévisée du débat relatif à l'abrogation de la loi anti-casseurs [25 novembre 1981] (p. 4193).

— Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).

Première lecture, discussion générale : transformation des commissions d'aménagement en juridictions d'exception [2 décembre 1981] (p. 4361).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er, alinéa 1er :** son amendement n° 68 (adjonction des termes « travailleurs indépendants ») ; limitation des travailleurs aux seuls salariés par l'idéologie du rapport du ministre de la solidarité nationale ; amendement n° 68 rejeté ; son amendement n° 69 (ordonnance pour prendre une partie de leur travail à ceux qui détiennent un emploi afin de le distribuer à ceux qui n'en ont pas) [9 décembre 1981] (p. 4571) ; rejeté (p. 4572) ; **alinéas 2 à 5 :** son amendement n° 70 (ordonnances prises en concertation avec les organisations syndicales) : rejeté (p. 4580) ; son amendement n° 71 (réduction de la durée légale du travail) : rejeté (p. 4583) ; son amendement n° 72 (réduction de la durée du travail : compensation salariale) : rejeté ; son amendement n° 73 (cinquième semaine de congé : compatibilité avec la capacité d'embauche des entreprises (p. 4586) ; retiré (p. 4587) ; son amendement n° 74 (modification de dispositions du droit du travail pour assurer le maintien de la compétitivité des entreprises) (p. 4592) ; rejeté (p. 4593) ; **alinéa 6 :** travail à temps partiel : besoins des femmes ; institution d'un revenu parental (p. 4600) ; **alinéa 6 :** temps partiel : compétitivité des entreprises ; application de l'article 40 de la Constitution [10 décembre 1981] (p. 4606) ; allocation à la mère de trois enfants ; revenu parental ; salaire maternel (p 4607) ; **alinéa 7 :** son amendement n° 76 (suppression de l'alinéa) (p. 4608) : rejeté (p. 4609) ; consultation des organisations professionnelles et syndicales sur la modification du régime du travail temporaire et des contrats de travail à durée déterminée (p. 4612) ; travail temporaire et contrat de travail à durée déterminée : contradiction entre les amendements n° 6 de la commission et n° 169 du Gouvernement (p. 4616) ; son amendement n° 77 (institution d'une contribution supplémentaire des entreprises de travail temporaire à l'assurance chômage) (p. 4620) : rejeté (p. 4621) ; **alinéa 8 :** mythologie de l'abaissement de l'âge de la retraite ; son amendement n° 78 (maintien des droits acquis résultant de la loi) ; critères d'application de l'article 40 de la Constitution (p. 4624) ; amendement n° 78 rejeté (p. 4625) ; **alinéa 9 :** son amendement n° 80 (suppression de l'alinéa) (p. 4634) : rejeté (p. 4635) ; **alinéa 10 :** son amendement n° 81 (limitation des cumuls en tenant compte de la situation particulière des anciens militaires titulaires d'une retraite proportionnelle) : rejeté (p. 4640) ; **alinéa 11 :** son amendement n° 22 (suppression de l'alinéa) (p. 4642) ; conditions de passation et de financement des contrats de

solidarité ; amendement n° 22 : rejeté (p. 4643) ; son amendement n° 82 (financement des contrats de solidarité sans porter atteinte à la capacité d'investissement des entreprises et au pouvoir d'achat des Français) ; contrat de solidarité signé à la mairie de Lille ; création de 250 emplois à durée déterminée (p. 4646) ; amendement n° 82 : rejeté (p. 4647) ; compensation salariale en cas de réduction de la durée du travail (p. 4648) ; **alinéa 12 :** son amendement n° 83 (suppression de l'alinéa) ; nouvel instrument pour l'instauration d'un pouvoir total par le parti socialiste ; opération d'épuration (p. 4649) ; action menée depuis sept mois par le Gouvernement ; amendement n° 83 : rejeté par scrutin public (p. 4650) ; **alinéa 13 :** son amendement n° 84 (droit à l'insertion professionnelle des jeunes de seize à vingt-cinq ans) : rejeté (p. 4653) ; son amendement n° 85 (aménagement des seuils financiers) : non soutenu (p. 4654) ; son amendement n° 28 (lutte contre le travail clandestin) (p. 4655) : rejeté (p. 4656).

Explications de vote : autoritarisme du Gouvernement ; risque de suppression d'emplois et de régression sociale du fait des ordonnances ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 4658).

— **Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).**

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** aides des collectivités locales aux entreprises en difficulté ; tutelle financière ; risque de concurrence et de surenchère entre collectivités locales dotées de capacités de contribution différentes ; nécessité d'un plafonnement des moyens de l'intervention en matière économique ; participation des collectivités locales au développement économique général [12 décembre 1981] (p. 4828) ; versement, par les communes, d'aides directes aux entreprises en difficulté ; distinction entre aides indirectes et aides directes ; loi de décentralisation ; contrôle de la commission économique européenne (p. 4831).

— **Son rappel au règlement :** événements de Pologne ; attitude du Gouvernement français ; solidarité avec le peuple polonais [14 décembre 1981] (p. 4842).

— **Son rappel au règlement :** demande une suspension de séance afin que la représentation nationale puisse témoigner de sa solidarité au peuple polonais [14 décembre 1981] (p. 4859, 4860).

TOURNE (André)

Député des Pyrénées-Orientales
(2e circonscription)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Louis Maisonnat et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les conditions d'attribution de la carte d'interné résistant (n° 192) [24 septembre 1981] (p. 1337).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 30 octobre 1981] (p. 2975).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 4 novembre 1981] (p. 3013).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la carte du combattant et de la législation sur les victimes de guerre à tous les Français qui combattirent volontairement dans les rangs de l'armée républicaine d'Espagne ainsi qu'à leur famille (n° 536) [17 décembre 1981] (p. 5144).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3494).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à célébrer le **8 mai** comme fête nationale, fériée et chômée **(n° 213)** [22 juillet 1981].

Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la **carte du combattant** et de la législation sur les victimes de guerre à tous les Français qui combattirent volontairement dans les rangs de l'**armée républicaine d'Espagne** ainsi qu'à leur famille **(n° 536)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots « **victimes de la déportation du travail** » et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre **(n° 581)** [3 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion des articles ; **article 10 :** situation des agriculteurs des Pyrénées-Orientales ; calamités agricoles de 1981 ; inactivité de la coopérative de Corneilla-de-Conflent ; disparition de nombreuses conserveries ; maintien de la société coopération Roussillon alimentaire [17 juillet 1981] (p. 220) ; **article 25 :** historique du rapport Constant ; engagement du conseil des ministre du 10 juin « points d'indices supplémentaires » (p. 230).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les dispositions de l'article L. 222-1 du code du travail (n° 142).**

Première lecture, discussion générale : signification du 8 mai 1945 ; résistance des Gouvernements ; extension de la disposition aux fonctionnaires ; arguments invoqués pour refuser que le 8 mai devienne un jour férié [23 septembre 1981] (p. 1272) ; promotion spéciale de médailles militaires ou de légion d'honneur ; problème de la forclusion frappant ceux qui demandent à bénéficier du certificat F. F. I. (1273).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : développement de l'énergie solaire [6 octobre 1981] (p. 1538, 1539).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* veuves de guerre ; rattrapage du rapport constant ; date du 8 mai ; victimes de la déportation du travail [9 novembre 1981] (p. 3412) ; survivants des brigades internationales (p. 3413) ; certificat F.F.I. modèle national (p. 3422).

TOUTAIN (Ghislaine)

Député de Paris
(10e circonscription)
Socialiste

Elue le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [9 septembre 1981] (p. 880).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [*J.O.* du 3 octobre 1981] (p. 2703).

Membre de la commission supérieure des sites [*J.O.* du 9 octobre 1981] (p. 2751).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (services du Premier ministre : droits de la femme) [27 octobre 1981] (p. 2741).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [*J.O.* du 20 décembre 1981] (p. 3475).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) — Tome XXVII : services du Premier ministre : **droits de la femme (n° 471)** [16 octobre 1981].

QUESTIONS

au gouvernement : avis de la commission européenne sur les aides au cinéma : avis de la commission enjoignant aux pays membres de ne plus subordonner l'aide à la production cinématographique à certains critères de nationalité [9 décembre 1981] (p. 4558).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : consensus sur le nucléaire ; économies d'énergie ; six tranches pour 1982-1983 ; nucléaire, emploi et débouchés extérieurs ; coopération avec les pays en voie de développement [7 octobre 1981] (p. 1579).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Discussion générale :* création cinématographique ; nouvelle politique du cinéma ; production des films ; diffusion des films ; nouvelle solidarité entre la télévision et le cinéma [17 novembre 1981] (p. 3887).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Droits de la femme. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : problème de la femme mère de famille ; discrimination dans l'emploi et la formation ; conséquences sur l'emploi féminin de la crise économique et du chômage [17 novembre 1981] (p. 3891) ; sous-qualification et sous-rémunération des femmes ; nécessité de mettre en place une politique spécifique par l'instauration de discriminations positives à l'embauche et dans la formation permanente permettant de combler dans les moins mauvaises conditions possible le retard accumulé ; information sur la contraception ; application totale de la loi de 1979 sur l'interruption volontaire de grossesse ; droits propres à la femme ; développement des centres d'information des droits de la femme ; stages pilotes réservés aux femmes ; problème des femmes seules et des femmes en milieu rural ; répartition des pensions de réversion pour les femmes veuves et divorcées ; projet de loi relatif aux discriminations sexistes ; amendement tendant à rendre obligatoire la signature du conjoint du contribuable au bas de la feuille annuelle de déclaration des revenus (p. 3892).

Examen des crédits : **après l'article 84 :** son amendement n° 198 (tendant à ce que le conjoint du contribuable signe la déclaration d'ensemble des revenus du foyer) ; droits de la femme dans le domaine fiscal ; amendement n° 198 retiré (p. 3900).

TRANCHANT (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
(2e circonscription)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Gorse et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer la redevance pour création de locaux à usage industriel en région d'Ile-de-France (n° 55) [17 juillet 1981] (p. 237).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Vincent Ansquer tendant à la création de chambres des professions libérales (n° 56) [17 juillet 1981] (p. 237).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 23 décembre 1981] (p. 3495).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi n° 68-1179 du 27 décembre 1968 afin de préciser que les **syndicats professionnels** qui peuvent s'organiser librement dans toutes les entreprises peuvent également participer dès le premier tour à toutes les élections professionnelles **(n° 586)** [3 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : suppression des règlements au Trésor sous forme d'obligations cautionnées : remise en cause de l'existence d'entreprises [9 décembre 1981] (p. 4566).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale : taxe exceptionnelle sur les frais de réception des sociétés [15 juillet 1981] (p. 147) ; augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée sur les hôtels de luxe ; suppression de la taxe différentielle sur les motocyclettes de huit chevaux ; droits sur les bateaux de plaisance ; prélèvement de 10 p. 100 en plus sur les bénéfices des sociétés de travail temporaire (p. 148).

Discussion des articles : **article 1er :** soutient l'amendement n° 31 de M. Serge Charles (étalement sur trois ans de la base de référence de la majoration exceptionnelle) rejeté [16 juillet 1981] (p. 178) ; délai de paiement de l'impôt supplémentaire ; son amendement n° 24 (déduction de l'avoir fiscal pour la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 1980) : rejeté ; avoir fiscal (p. 179) ; soutient l'amendement n° 32 de M. Charles Serge (base de référence pour le calcul de la majoration exceptionnelle en ce qui concerne les entreprises individuelles) ; soutient l'amendement n° 33 de M. Charles Serge (extension des délais de paiement de l'imposition supplémentaire pour les entreprises possédant une créance sur l'Etat ou d'autres collectivités publiques) (p. 183) ; **après l'article 1er** : son sous-amendement n° 38 à l'amendement n° 7 de la commission des finances (maintien de la réduction pour les donations-partages portant sur des parts sociales ou des éléments d'actifs d'entreprise) : rejeté (p. 192) ; **article 2 :** son amendement n° 25 (suppression de l'article 2 visant à instituer une taxe exceptionnelle sur certains frais généraux) : rejeté ; caractère rétroactif de cette taxe ; son amendement n° 26 (limitation de la taxe exceptionnelle sur certains frais généraux aux entreprises employant plus de cinquante salariés) : rejeté (p. 196) ; **article 5 :** son amendement n° 27 (suppression de l'article 5) : rejeté (p. 205) ; soutient l'amendement n° 34 de M. Charles Serge (suppression de l'article 5) ; son amendement n° 28 (report de la date d'application de l'article 5) : rejeté (p. 206) ; **article 6 :** son amendement n° 28 (suppression de l'article 6) : rejeté (p. 208) ; **article 7 :** son amendement n° 30 (suppression de l'article 7) : rejeté (p. 210).

Commission mixte paritaire, discussion générale : non-exonération dans le cas des donations-partages d'actions ou de parts sociales ; cas des petites et moyennes entreprises [29 juillet 1981] (p. 461).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion des articles : son sous-amendement n° 406 (visant à éviter un interventionnisme « paracommercial » des communes) [28 juillet 1981] (p. 449) : rejeté (p. 451).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre IV :** dispositions diverses ; **après l'article 50 :** son sous-amendement n° 1432 à l'amendement n° 1377 de M. André Billardon (recours ouvert aux agents de voyages auxquels auront été opposés trois refus successifs de crédit par trois banques nationalisées) : rejeté [26 octobre 1981] (p. 2585).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture :

Première partie, discussion générale : méfiance des dirigeants du parti socialiste à l'égard des chefs d'entreprise ; impôt sur les actifs d'entreprises et le patrimoine [27 octobre 1981] (p. 2636) ; guerre économique mondiale ; augmentation des faillites de 25 p. 100 depuis l'avènement du socialisme en France ; accroissement du taux d'inflation ; financement par le budget d'emplois publics improductifs ; ampleur du déficit budgétaire ; augmentation de la dette publique ; progression des amortissements d'emprunts ; recours à la création monétaire ou à l'émission de bons du Trésor ; budget de découragement de l'initiative privée et de frein à la compétitivité ; multiplication des majorations exceptionnelles ; création de véritables tranches d'imposition supplémentaires ; réduction des déductions sur les revenus fonciers ; seuil de 50 p. 100 du prélèvement de redistribution du produit national brut ; politique contradictoire avec celle des grandes nations industrialisées ; isolement de la France (p. 2637).

Discussion des articles : **avant l'article 2 :** défend l'amendement n° 461 de M. Michel Noir ; impossibilité de qualifier de grandes fortunes un patrimoine de trois millions de francs [28 octobre 1931] (p. 2686) ; **article 2 :** imposition sur la fortune pour les biens possédés à l'étranger ; doubles emplois entre l'impôt sur la fortune et l'impôt foncier, la taxe professionnelle et les impôts sur les transferts de patrimoine ; imposition du capital plus élevée en France qu'en Allemagne fédérale (p. 2689) ; son amendement n° 151 (tendant à supprimer l'article 2) (p. 2690) ; expériences réalisées dans les pays étrangers ; développement d'un système fiscal inquisitorial ; impôt sans rendement économique ; effet des doubles et des triples impositions ; absence d'études sérieuses et de simulations ; découragement de l'entreprise privée et de la constitution de l'épargne (p. 2691) ; problème de l'évaluation de la valeur déclarative du patrimoine ; taux de l'impôt (p. 2692) ; complexité de l'évaluation du patrimoine (p. 2693) ; amendement n° 151 rejeté (p. 2693) ; son amendement n° 152 (tendant à limiter l'imposition de la fortune aux biens non professionnels) ; revenus tirés d'une activité liée à la détention de biens professionnels déjà imposés (p. 2696) ; abattement spécifique de deux millions de francs ; insuffisance des modalités de déduction ; imposition de la « valeur bilan » de l'entreprise ; immobilisations et fonds propres des entreprises (p. 2697) ; son amendement n° 152 rejeté (p. 2697) ; son amendement n° 155 (tendant à prévoir que le montant de l'abattement sera révisé annuellement par la loi de finances sans que l'indexation puisse être inférieure à la hausse des prix) ; soutient l'amendement n° 334 de M. Pierre Bas (p. 2700) ; amendements n° 155 retiré (p. 2702) ; son amendement n° 153 (tendant à exclure du champ d'application de l'impôt sur les grandes fortunes les biens professionnels) : rejeté (p. 2703) ; son amendement n° 154 (prévoyant d'exclure de l'impôt sur la fortune les biens professionnels) : devenu sans objet (p. 2705) ; **article 3 :** son amendement n° 156 (tendant à supprimer l'article 3) ; définition des biens entrant dans le cadre de l'assiette de l'impôt sur le capital ; encouragement au concubinage et à l'immoralité ; taxation de l'outil de travail ; refus du Gouvernement de plafonner le versement de l'impôt au niveau des ressources ; refus de l'indexation ; amendement n° 156 : rejeté [29 octobre 1981] (p. 2735) ; son amendement n° 158 (tendant à exclure l'outil de travail du champ d'application de l'impôt sur la fortune) ; défend l'amendement n° 464 de M. Michel Noir ; amendement n° 158 : rejeté (p. 2743) ; son amendement n° 157 (tendant à porter l'abattement spécifique aux biens professionnels de 2 millions de francs à 3 millions de francs) (p. 2744) ; rejeté ; son amendement n° 159 (tendant à réviser annuellement le montant de l'abattement pour biens professionnels) : rejeté au scrutin public (p. 2745) ; soutient l'amendement n° 474 de M. Jean Foyer (p. 2763) ; soutient l'amendement n° 475 de M. Jean Foyer (p. 2765) ; soutient l'amendement n° 476 de M. Jean Foyer ; inspiration de la législation allemande, autrichienne et luxembourgeoise (p. 2768) ; **après l'article 3 :** soutient l'amendement n° 275 de M. Robert-André Vivien (p. 2770) ; **article 4 :** exclusion de l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes des objets de collection ; patrimoine industriel créateur d'emplois en France ; inclusion de l'outil de travail comme un élément de la fortune ; multiples impositions frappant les actifs professionnels ; détermination des biens professionnels : biens directement affectés à l'exploitation ; exigence que l'activité soit exercée à titre principal (p. 2772) ; son amendement n° 160 (tendant à supprimer l'article 4) : rejeté ; son amendement n° 163 (tendant à substituer à la notion de biens nécessaires à l'exercice d'une profession la notion de biens affectés à l'exercice d'une profession) ; définition des biens nécessaires à l'entreprise ; principe de la liberté d'inscription au bilan ; présence de certains biens à l'actif et garantie bancaire ; dissociation des biens nécessaires à l'exercice d'une profession de l'ensemble des biens figurant à l'actif d'une société (p. 2774) ; amendement n° 163 rejeté ; fraude fiscale ; risque d'inquisition fiscale ; immobilisations des entreprises ; conflit avec les contrôleurs du fisc (p. 2775) ; son amendement n° 161 (tendant à supprimer le quatrième alinéa de l'article 4) ; établissement d'une égalité de traitement entre les détenteurs de droits sociaux des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés anonymes ; amendement n° 161 rejeté au scrutin public (p. 2777) ; son amendement n° 162 (tendant à substituer aux actions les parts ou actions) : rejeté (p. 2780) ; son sous-amendement n° 164 rectifié à l'amendement n° 101 rectifié de la commission (caractère de biens professionnels pour les participations dans les sociétés lorsque les produits de ces participations ouvrent droit au régime fiscal des sociétés mères) [30 octobre 1981] (p. 2789) ; extension au titre de participation de la qualité d'outil de travail ; sous-amendement n° 164 rectifié rejeté (p. 2790) ; **article 5 :** son amendement n° 165 (tendant à supprimer l'article 5) ; difficultés du marché de l'immobilier ; amendement n° 165 rejeté (p. 2800) ; soutient l'amendement n° 443 de M. Michel Noir (p. 2801) ; usufruitiers (p. 2809) ; sociétés ayant investi dans l'immobilier ; paradis fiscaux ; sociétés d'investissements arabes ; injustice fiscale (p. 2810) ; exonération des investissements immobiliers (p. 2811) ; **article 6 :** son amendement n° 166 (tendant à supprimer l'article 6) (p. 2815) : rejeté (p. 2816) ; son amendement n° 167 (exonération de l'outil de travail) ; fortune et solidarité ; amendement n° 167 devenu sans objet ; son amendement n° 168 corrigé (élévation de 2 à 3 millions de francs du seuil d'exonération de l'outil de travail) rejeté (p. 2819) ; **article 7 :** caractère anti-économique des dispositions de l'article (p. 2823) ; déductibilité dans les cas où l'entreprise est prospère ; destruction du tissu économique et industriel national ; absence de distinction entre les S. A. R. L. et les sociétés anonymes (p. 2824) ; son amendement n° 169 (tendant à supprimer l'article 7) rejeté ; soutient l'amendement n° 288 de M. Robert-André Vivien (p. 2826) ; compensation entre amortissement et investissement (p. 2827) ; son amendement n° 171 (substitution à la notion de dotation totale aux amortissements celle de montant total des amortissements fiscalement déduits des résultats) ; amortissements sociaux et amortissements fiscaux ; amendement n° 171 rejeté (p. 2828) ; son amendement n° 170 (visant à étendre les possibilités de déduction aux entreprises qui financent leurs investissements par l'emprunt et non par la seule augmentation de leurs fonds propres) rejeté (p. 2829) ; **son explication de vote sur l'article 7 :** emplois en France ; syndicalisme politique (p. 2830) ; **après l'article 7 :** soutient l'amendement n° 142 de M. Georges Mesmin ; soutient l'amendement n° 255 de M. Jean Foyer (p. 2836) ; soutient l'amendement n° 257 de M. Jean Foyer ; **article 8 :** contraintes imposées aux contribuables ; déclaration annuelle de l'impôt sur le patrimoine ; décès fiscal (p. 2837) ; son amendement n° 172 (suppression de l'article 8) : rejeté ; soutient l'amendement n° 48 de M. Robert-André Vivien ; soutient l'amendement n° 49 de M. Jacques Marette (p. 2838) ; soutient les amendements n°s 297 et 298 de M. Robert-André Vivien ; dispositif de recouvrement de l'impôt déclaratif et autolimité ; catégories de contribuables ; présumés imposables ; mise de l'ensemble des détenteurs de patrimoine sur un pied d'égalité par l'obligation déclarative (p. 2839) ; soutient l'amendement n° 337 de M. Pierre

Bas ; soutient l'amendement n° 451 de M. Daniel Goulet (p. 2840) ; soutient l'amendement n° 343 de M. Robert-André Vivien ; soutient l'amendement n° 344 de M. Robert-André Vivien ; soutient l'amendement n° 502 de M. Robert-André Vivien ; décès fiscal des assujettis (p. 2841) ; soutient l'amendement n° 50 de M. Jacques Marette ; **après l'article 8 :** soutient l'amendement n° 231 de M. Jacques Marette ; rentrées fiscales de l'impôt sur la fortune ; lutte contre la fraude et la dissimulation fiscale ; protection des droits de la défense ; soutient l'amendement n° 258 de M. Jean Foyer ; aide aux personnes âgées ; dations en paiement de l'impôt (p. 2842) ; **article 9 :** règles applicables en matière d'évaluation ; évaluation de l'actif ; dévalorisation, taxation et définition de l'outil de travail (p. 2843) ; son amendement n° 173 (suppression de l'article 9) rejeté (p. 2844) ; soutient l'amendement n° 209 de M. Michel Barnier ; propriété foncière et exploitations forestières ; soutient l'amendement n° 338 de M. Pierre Bas ; détermination de la valeur des biens ; évaluation de la valeur réelle du patrimoine imposable ; soutient l'amendement n° 57 de M. Jacques Marette ; soutient l'amendement n° 232 de M. Jacques Marette ; cas des entreprises faiblement bénéficiaires ou déficitaires ; obligation faite aux entreprises de désinvestir pour permettre aux dirigeants de payer l'impôt (p. 2847) ; sauvegarde des droits des salariés ; répression de la fraude fiscale ; soutient l'amendement n° 452 de M. Daniel Goulet (paiement de l'impôt) (p. 2848) ; **article 10 :** son amendement n° 174 (tendant à supprimer l'article 10) : anonymat des bons de caisse ; taux de l'imposition (p. 2850) : rejeté au scrutin public (p. 2851) ; soutient l'amendement n° 58 de M. Michel Inchauspé ; soutient l'amendement n° 59 de M. Jacques Marette ; soutient l'amendement n° 60 de M. Jacques Marette ; souci de ne pas pénaliser les petits porteurs de pièces ; place financière française du marché de l'or (p. 2853) ; **après l'article 10 :** soutient l'amendement n° 233 de M. Jacques Marette (p. 2853) ; soutient l'amendement n° 289 de M. Robert-André Vivien (p. 2854) ; **article 11 :** difficultés des familles modestes pour acquitter les impôts sur le revenu ; relèvement de la limite de non-prélèvement de l'impôt ; reconduction des dispositions concernant les entreprises exploitant en France les gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux [31 octobre 1981] (p. 2877) ; **article 12 :** indemnisation du chômage : participation des fonctionnaires ; pénalisation des compagnies d'assurances ; cascade d'impôts exceptionnels [2 novembre 1981] (p. 2922) ; contribution des fonctionnaires au financement de l'U.N.E.D.I.C. ; avoir fiscal ; référence au Chili faite par M. le ministre du budget (p. 2928) ; son sous-amendement n° 562 à l'amendement n° 110 de la commission (calcul de la majoration après déduction du crédit d'impôt de l'avoir fiscal) (p. 2930) ; orientation de l'épargne vers le financement des entreprises ; avoir fiscal porté à 100 p. 100 en R.F.A. ; sous-amendement n° 562 rejeté (p. 2931) ; **article 13 :** son amendement n° 176 (suppression de l'article) ; taxation des investissements immobiliers dans le cadre de l'impôt sur le patrimoine ; conséquences sur l'activité dans le secteur des travaux publics et de la construction ; amendement n° 176 rejeté par scrutin public (p. 2936) ; maintien de la déduction forfaitaire pour les propriétés rurales (p. 2937) ; **article 14 :** pénalisation des entreprises de 5 milliards supplémentaires ; commentaires du syndicat national unifié des impôts sur la taxation des frais généraux (p. 2942) ; rôle positif des sociétés de travail temporaire (p. 2943) ; son amendement n° 177 (suppression de l'article) ; fiscalité prévue par l'article inconnue chez nos concurrents (p. 2954) ; injustice de la taxation pour les sociétés ne faisant pas de bénéfices ; présomption de fraude sur des dépenses contrôlées par l'administration fiscale ; effets nocifs sur la restauration (p. 2955) ; amendement n° 177 rejeté par scrutin public (p. 2956) ; son amendement n° 179 (exonération des entreprises de moins de cinquante salariés) : rejeté (p. 2957) ; taxation des frais généraux de 1981 : pénalisation des entreprises nouvellement créées (p. 2959) ; son amendement n° 178 (déductibilité de la taxe du revenu ou du bénéfice (p. 2968) ; rejeté (p. 2969) ; **après l'article 18 :** détaxation de 1 000 litres de carburant pour les handicapés [3 novembre 1981] (p. 3013) ; **article 23 :** son amendement n° 459 (suppression de l'article) [4 novembre 1981] (p. 3052) : rejeté par scrutin public (p. 3054) ; **après l'article 29 :** abattement de 15 p. 100 sur la valeur locative pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et ayant élevé trois enfants ; attitude du Gouvernement et du rapporteur à l'égard de l'amendement n° 537 de M. Jean-Louis Masson (p. 3117) ; taux maximum de la cotisation uniforme prévue par le code des assurances sociales en vigueur dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (p. 3118).

Deuxième partie :

Industrie et énergie. — *Discussion générale :* suppression du libéralisme économique ; moyens de la compétitivité des entreprises ; chômeurs professionnels [14 novembre 1981] (p. 3754) ; effets des nationalisations sur la sous-traitance ; évolution vers un système économique assisté et déresponsabilisé ; limitation de l'aide fiscale à l'investissement ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 3755).

Commerce extérieur. — *Discussion générale :* missions du ministre du commerce extérieur [18 novembre 1981] (p. 3946) ; affaiblissement du potentiel économique de la France ; charges supplémentaires supportées par les entreprises françaises ; réflexions positives de la commission chargée d'établir le bilan de la situation de la France ; déficit des opérations commerciales ; secteur agro-alimentaire ; dévaluation pratiquée par le Gouvernement ; augmentation du déficit du commerce extérieur ; recours au protectionnisme ; nécessité d'une amélioration de la compétitivité des entreprises ; redressement du solde des échanges de produits industriels grâce à un abaissement des coûts de production ; petites et moyennes industries exportatrices ; conseiller commercial auprès des ambassades ; adaptation et simplification des aides ; développement des banques de données internationales et informatiques (p. 3947 et 3948) ; **article 67 :** soutient l'amendement n° 104 de M. Jacques Marette [19 novembre 1981] (p. 4059) ; danger de l'alourdissement du coût des opérations d'augmentation de capital en raison de l'abrogration de l'article 44 *ter ;* son amendement n° 97 (tendant à ce que les motocyclettes soient soumises à la taxe différentielle sur les véhicules à moteur et à ce que soit instituée une taxe spéciale pour les huiles végétales importées, destinées à l'alimentation humaine et animale) ; importance des sociétés de services dans l'économie française ; amendement n° 97 rejeté ; s'oppose à la ségrégation instituée entre entreprises par la rédaction de l'article 67 (p. 4060) ; **article 69 :** soutient l'amendement n° 21 de M. Jacques Toubon (tendant à ce que des facilités soient données aux entreprises en ce qui concerne le versement qu'elles effectuent au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt public ; institution d'une taxe spéciale sur les huiles végétales importées destinées à l'alimentation humaine et animale) (p. 4062) ; **article 73 :** soutient l'amendement n° 107 de M. Michel Inchauspé ; absence d'intérêt de l'obligation d'établir une note pour toute prestation de services comportant travail immobilier [20 novembre 1981] (p. 4075) ; **article 66 précédemment réservé :** son amendement n° 96 (supprimant l'article 66 : incitation à l'investissement) ; rejeté ; place de cet article dans la stratégie globale de *stop and go ;* difficultés financières des entreprises ; augmentation de la pression fiscale ; impossibilité pour les chefs d'entreprise de faire confiance au Gouvernement (p. 4080) ; amendement n° 96 rejeté (p. 4084) ; **article 75 :** suppression des sociétés anonymes par cet article ; responsabilité du président directeur général ; lutte contre la fraude fiscale (p. 4093) ; **article 82 :** problème posé par cet article au regard du droit français et de la Constitution ; exportation clandestine de capitaux ; délai de prescription ; son amendement n° 215 (suppression du paragraphe 2 de cet article) (p. 4109) ; approuve la philosophie de cet article ; caractère délictueux de la détention irrégulière d'avoirs à l'étrangers ; s'oppose à l'imprescriptibilité ; amendement n° 215 rejeté ; son amendement n° 216 (réduction à dix ans du délai prévu par cet article) ; punition sévère du délit d'exportation de capitaux ; amendement n° 216 rejeté (p. 4110).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 3 :** conséquences de l'état de concubinage [17 décembre 1981] (p. 5036) ; moyens de preuve en matière commerciale (p. 5037) ; taxation de l'outil de travail (p. 5038) ; détermination de la qualité d'objet de collection ; appréciation de la valeur comptable d'un stock de vin chez un producteur (p. 5042) ; **article 4 :** notion d'outil de travail attachée aux parts sociales (p. 5044) ; son sous-amendement à l'amendement n° 25 de la commission (suppression de la mention de l'exercice effectif des fonctions de direction) ; cas des sociétés de holding ; sous-amendement rejeté ; cas du propriétaire de parts sociales n'exerçant pas de responsabilités dans une société mais en exerçant dans une société mère (p. 5044) ; **article 10 :** son amendement n° 116 (taxation d'office des bons quelle que soit leur date d'émission) : rejeté (p. 5050) ; **article 14 :** taxation des frais généraux ;

situation des restaurateurs et des hôteliers (p. 5056) ; **article 66 :** déduction fiscale pour investissement ; amortissement des investissements sur cinq ans ; condition de la création d'emplois pour la déduction fiscale (p. 5084) ; liaison investissement-emploi ; gradation de l'incitation à investir (p. 5087) ; **article 75 :** entrée des actions dans l'assiette de l'impôt sur le patrimoine ; obligation pour les entreprises de tenir des assemblées générales extraordinaires ; disparition des sociétés anonymes (p. 5091) ; **article 83 :** défense des contribuables (p. 5093).

Explications de vote : instauration d'un impôt sur le patrimoine ; taxation de l'outil de travail ; taxation de frais généraux indispensables pour les entreprises ; augmentation de la pression fiscale ; majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu ; diminution du quotient familial (p. 5097).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le conseil des communautés européennes, le 13 décembre 1976 (n° 467).

Première lecture, discussion des articles : **avant l'article 1er :** son amendement n° 13 (terme de sociétés nominatives substitué à celui de sociétés anonymes) ; suppression de l'anonymat des actionnaires par l'article 75 du projet de loi de finances pour 1982 ; difficultés d'application de cet article ; amendement n° 13 rejeté [1er décembre 1981] (p. 4270) ; **article 4 :** critères de choix des commissaires chargés de déterminer l'actif social en cas de transformation d'une société en société anonyme (p. 4272) ; **article 9 :** transformation de société : réduction du capital social (p. 4273).

Deuxième lecture, discussion générale : son vote favorable [18 décembre 1981] (p. 5224).

— Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (n° 485).

Première lecture, discussion générale : problème des archives historiques [2 décembre 1981] (p. 4365) ; sort des harkis ; affaire du 19 mars ; érection des commissions de réaménagement des prêts en juridictions (p. 4366).

Discussion des articles : **titre I, article 7 :** son opposition à la politique menée par le Gouvernement socialiste à l'égard des rapatriés (p. 4370).

— Projet de loi de finances rectificatives pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion générale : augmentation des dépenses publiques ; aggravation du déficit budgétaire ; développement de l'injustice sociale ; conférence annuelle agricole ; financement du déficit ; coût des nationalisations ; augmentation du chômage ; subventions des organisations syndicales représentatives [7 décembre 1981] (p. 4450) ; « chasse aux sorcières » ; non-respect des droits de l'homme par le Gouvernement (p. 4451).

Discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 5 (suppression des crédits destinés au financement des organisations syndicales) : rejeté (p. 4458) ; **article 9 :** pouvoir unilatéral de juger de la bonne ou de la mauvaise foi des poursuivis donné aux services fiscaux ; absence d'indemnité prévue en cas d'erreur (p. 4467, 4468) ; son amendement n° 9 (de suppression) ; notion de bonne foi (p. 4468) ; son amendement n° 9 rejeté (p. 4469) ; **article 12 :** son amendement n° 10 (supprimant le paragraphe I de cet article) ; majoration des valeurs locatives des immeubles industriels entraînant une augmentation de la taxe foncière et de la taxe professionnelle (p. 4472) ; suppression de la taxe d'habitation ; réforme de la taxe professionnelle ; son amendement n° 10 rejeté ; **après l'article 12 :** soutient l'amendement n° 13 de M. Etienne Pinte (autorisant les villes de moins de 100 000 habitants à instituer un tarif progressif pour les débits de boissons) (p. 4473) ; modifié et adopté (p. 4474) ; **article 15 :** son amendement n° 6 (de suppression) ; financement de l'U.N.E.D.I.C. ; impôt exceptionnel sur le revenu ; emprunt garanti par l'Etat ; cotisations de tous les salariés à l'U.N.E.D.I.C. ; amendement n° 6 rejeté (p. 4478) ; financement de l'U.N.E.D.I.C. ; non-fiscalisation des charges sociales (p. 4479) ; **article 23 :** son amendement n° 7 (de suppression) ; mode de financement des organisations syndicales (p. 4482) ; amendement n° 7 : rejeté (p. 4483).

Deuxième lecture, discussion générale : **son rappel au règlement :** présentation par le Gouvernement d'un amendement tendant à introduire un article additionnel [18 décembre 1981] (p. 5215).

Discussion des articles : **après l'article 12 :** ses observations sur les contrats de « jeunes volontaires » demandés par le Premier ministre à tous les ministres (p. 5221) ; **article 15 :** s'oppose à l'attribution de la garantie de l'Etat à l'emprunt contracté par l'U.N.E.D.I.C. (p. 5222) ; **article 23 :** financement d'activités syndicales par le biais des communes.

Explications de vote : vote hostile de l'opposition ; perte par les citoyens d'une partie de leurs droits de défense face à l'administration fiscale (p. 5223).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 3 (suppression de la possibilité pour les collectivités locales d'accorder des aides aux entreprises) [12 décembre 1981] (p. 4832) : retiré (p. 4833).

V

VACANT (Edmond)

Député du Puy-de-Dôme
(5e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* création d'un ministère des anciens combattants [9 novembre 1981] (p. 3416) ; reconnaissance du 8 Mai ; rattrapage de 5 p. 100 des pensions ; 5 p. 100 supplémentaires dans le courant 1982 ; attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; moyens des offices départementaux d'anciens combattants ; bénéfice de la campagne double ; retraite mutualiste ; commémoration de la fin des événements d'Algérie ; anciens combattants volontaires de la Résistance ; vote favorable du groupe socialiste (p. 3417).

VADEPIED (Guy)

Député de l'Oise
(5e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34).

Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [18 septembre 1981] (p. 1226).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur du projet de loi : 1° autorisant la ratification d'un accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, signé entre les Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la République du Zimbabwe ; 2° autorisant l'approbation d'un accord interne entre les Etats membres de la Communauté économique européenne, modifiant l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté signé le 20 novembre 1979 (n° 488) [26 novembre 1981] (p. 4249).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 488) : 1° autorisant la ratification d'un accord relatif aux produits relevant de la **Communauté européenne** du charbon et de l'acier, signé entre les Etats membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la **Répuplique du Zimbabwe ;** 2° autorisant l'approbation d'un accord interne entre les Etats membres de la Communauté économique européenne, modifiant l'accord interne relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté signé le 20 novembre 1979 **(n° 591)** [3 décembre 1981].

VALLEIX (Jean)

Député de la Gironde
(1re circonscription)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Représentant titulaire de l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J. O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

QUESTIONS

au Gouvernement : exécutions en Iran : rôle de la France dans la défense des droits de l'homme [21 octobre 1981] (p. 2260, 2261).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre II :** nationalisation des banques ; **après l'article 13 précédemment réservé :** soutient l'amendement n° 688 de M. Michel Noir [21 octobre 1981] (p. 2269) ; **article 18 :** soutient le sous-amendement n° 760 de M. Michel Noir à l'amendement n° 63 de la commission : évaluation de la valeur des titres (p. 2314) ; soutient l'amendement n° 776 de M. Michel Noir : évaluation des actions des banques ayant subi une chute de leurs cours suite à des opérations de restructuration (p. 2317).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Transports. — *Discussion générale : questions :* fait part des questions de MM. Christian Bergelin, Jacques Godfrain, Pierre Raynal, au ministre des transports [7 novembre 1981] (p. 3360) ; inégalités régionales ; liaison Rhin-Rhône ; liaisons Est-Ouest ; canal du Midi (p. 3367).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* problème de l'Iran ; inscription de cette question à l'ordre du jour de la session de janvier du Conseil de l'Europe afin d'obtenir des autorités iraniennes le respect des conventions internationales ; rôle de réflexion de l'Union de l'Europe occidentale (U. E. O.) ; augmentation nécessaire du budget de l'assemblée de l'U. E. O. [19 novembre 1981] (p. 3990) ; insuffisance numérique du personnel du greffe et du secrétariat général de l'assemblée de l'U. E. O. ; développement d'un certain pacifisme destructeur ; clause de solidarité européenne du traité de Bruxelles (p. 3991).

VALROFF (Jean)

Député des Vosges.
(3e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O. du* 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 385) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

QUESTIONS

orale sans débat (n° 79) : posée le 24 novembre 1981 : **justice (conseils de prud'hommes)** (p. 4156) : appelée le 27 novembre 1981 : **justice prud'homale :** suicide de Véronique Claudel : nécessité d'une justice prud'homale plus rapide (p. 4255) ; existence d'un lien direct et évident entre le décès de Véronique Claudel et ses problèmes devant la justice prud'homale (p. 4256).

INTERVENTIONS

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Situation économique des Vosges ; crise du textile ; démantèlement de l'agriculture de montagne ; guerre contre le chômage ; plan Vosges ; fermeture d'entreprises ; situation des P.M.E. et des P.M.I. ; embauche ; droits nouveaux pour les travailleurs ; secteur du bois [15 septembre 1981] (p. 1070).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : ses observations sur l'intervention de M. Pierre Bas ; caractère de la télévision [14 octobre 1981] (p. 1822).

Discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** nationalisation comme moyen d'une politique économique et financière ; indépendance nationale ; conventions entre l'Etat et les entreprises nationalisées ; plan ; démocratie économique [15 octobre 1981] (p. 1855).

— Projet de loi de finances pour 1981 (n° 450).

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 24 :** taxe proportionnelle à la recette réelle ; animation indispensable au maintien de la vie dans les campagnes ; difficulté de l'assujettissement à la T.V.A. ; vote favorable du groupe socialiste [4 novembre 1981] (p. 3057).

Deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* misère des L.E.P. et de leurs personnels ; titularisation des maîtres auxiliaires ; pénurie en machines modernes ou automatisées ; mise en place d'un corps de titulaires remplaçants ; alternance ; construction du C.E.S. de la région de Remiremont [10 novembre 1981] (p. 3461).

Commerce extérieur. — *Discussion générale :* réforme du ministère du commerce extérieur ; reconquête du marché intérieur ; situation des industries textiles ; problèmes spécifiques au département des Vosges ; modernisation de l'industrie textile ; nécessité de développer et de contrôler l'import-export ; accroissement de l'utilisation des procédures de visas ; suppression des mesures dérogatoires en vigueur pour les importations ; suppression des avantages des importateurs qui ne sont pas producteurs ; suppression des mesures de simplification de dédouanement ; diminution du nombre des postes de dédouanement ; veiller à ce que les transactions soient faites sur les prix des produits français ; conclusion d'un nouvel accord multifibres [18 novembre 1981] (p. 3948) ; déficit du marché du bois, de la pâte à papier, de l'équipement ménager et de la machine-outil ; sabotage de certaines industries par les précédents gouvernements ; ministère du commerce extérieur comme régulateur de l'économie française (p. 3949).

VENNIN (Bruno)

Député de la Loire
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877)

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [*J.O.* du 7 octobre 1981] (p. 2734).

Vice-président de cette commission [*J. O.* du 7 octobre 1981] (p. 2734).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [*J.O.* du 13 octobre 1981] (p. 2779).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [*J.O.* du 23 décembre 1981] (p. 3494).

QUESTIONS

orale sans débat (n° 14) : posée le 8 juillet 1981 : **machines-outils** (emploi et activité) (p. 68) ; appelée le 10 juillet 1981 : **industrie de la machine-outil** : situation de l'industrie de la machine-outil ; groupe Liné; nécessité d'un centre technique national de la machine-outil ; nécessité d'engager un dialogue avec les syndicats ; place des P.M.E. et volonté de décentralisation du Gouvernement ; C.O.D.E.F.I. (p. 100).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale : chômage ; politique de plein emploi ; A. N. P. E. et sa réforme ; formation professionnelle ; C. O. D. E. F. I. ; contrats emploi-formation ; emplois d'utilité sociale ; financement des centres sociaux ; C. O. T. O. R. E. P. ; emploi des handicapés [16 juillet 1981] (p. 170, 171).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises (n° 314).

Première lecture, discussion générale : intervention des pouvoirs publics pour la solution des problèmes économiques et sociaux ; participation de l'Etat au développement économique ; accroissement du nombre des procédures de liquidation de biens ou de règlement judiciaire ; cas de la société Manufrance ; accroissement de la complexité des instances ; nécessité de faire prendre en compte par le droit commercial le développement économique et l'intérêt collectif ; liquidation des actifs pour apurer les passifs ; répercussion négative sur les entreprises des conditions de liquidation des actifs ; exemple des fabricants de « velours stéphanois » ; ralentissement de la procédure par la superposition des intervenants ; procédure de vérification des créances ; subsistance de la juridiction commerciale fondée sur l'échevinage ; fonctions de syndics : rapport de la Cour des comptes de 1979 ; nombre insuffisant des syndics [22 septembre 1981] (p. 1240) ; coût élevé des procédures ; nécessité de créer une curatelle nouvelle ; prévention des difficultés des entreprises ; comités locaux de l'emploi ; participation des travailleurs et de leurs organisations au plan de la prévention (p. 1241).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 387).

Première lecture, discussion générale : arbitraire de l'administration pour le renouvellement des titres de séjour et de travail ; trafic de main-d'œuvre ; concurrence pour le travail régulier ; fraude à l'égard du fisc et de la sécurité sociale ; caractère dissuasif du projet de loi ; démantèlement des ateliers clandestins ; protection des travailleurs clandestins ; intervention judiciaire des organisations syndicales et des associations [29 septembre 1981] (p. 1347).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Travail. — *Discussion générale :* indemnisation du chômage ; reclassement des travailleurs handicapés ; renforcement des moyens de l'A. N. P. E. et de l'A. F. P. A. [13 novembre 1981] (p. 3633) ; travail intérimaire et contrats à durée déterminée ; décentralisation du service public de l'emploi ; renforcement de l'inspection et des contrôles du travail ; plan « action jeunes » ; contrats de solidarité ; moyens juridiques et financiers des syndicats ; projet de loi sur les nouveaux droits des travailleurs ; violation de la loi par Peugeot : affaire Diego-Soler ; entraves aux fonctions représentatives ; médecine du travail et amélioration des conditions de travail (p. 3634) ; négociations collectives ; modification des dispositifs légaux et réglementaires (p. 3635).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : trente-cinq heures hebdomataires en 1985 ; cinquième semaine de congés payés [8 décembre 1981] (p. 4523) ; portée des conquêtes ouvrières ; éclatement de l'horaire collectif de travail ; contrôle administratif et sanction juridictionnelle pour l'application des textes sur la durée du travail ; pouvoir des comités d'entreprise quant aux décisions de réduction et d'organisation du travail (p. 4524).

VERDON (Marc)

Député de la Vienne
(2e circonscription)
Socialiste

En remplacement, le 24 juillet 1981, de Mme Edith Cresson, nommée membre du Gouvernement [25 juillet 1981] (p. 303).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 juillet 1981] (p. 2085).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J. O.* du 10 septembre 1981] (p. 2429).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [*J. O.* du 20 décembre 1981] (p. 3475).

VIAL-MASSAT (Théo)

Député de la Loire
(4e circonscription)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Représentant suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J. O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (n° 90) [17 septembre 1981] (p. 1180).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 90) autorisant l'approbation d'une convention sur la **conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (n° 493)** [5 novembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : bassin houiller de la Loire : production charbonnière ; cas des Houillères de la Loire [4 novembre 1981] (p. 3084).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* rattachement de l'éducation physique et du sport scolaire et universitaire au ministère de l'éducation nationale ; rétablissement du forfait de trois heures pour l'animation des associations sportives ; création de 1 650 postes d'enseignants [9 novembre 1981] (p. 3452) ; démocratisation du sport ; nécessité d'un plan pluriannuel de recrutement de professeurs d'E. P. S. formés par l'Université ; intégration des professeurs adjoints ; problème des maîtres auxiliaires ; nécessité de doter chaque académie d'une U. E. R. d'éducation physique et sportive ; financement des équipements sportifs scolaires ; formation des maîtres et des cadres sportifs ; habilitation de sept U. E. R. pour la préparation d'une maîtrise en activité physique et sportive (p. 3453).

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale :* espoirs suscités dans les pays en voie de développement par les changements politiques intervenus dans notre pays ; succès du sommet franco-africain [19 novembre 1981] (p. 3982) ; nécessité d'entreprendre la « décolonisation économique » et de parvenir à une coopération novatrice ; réorientation de l'effort en faveur d'actions directement tournées vers le développement économique des pays bénéficiaires ; priorité à l'aide bilatérale ; décision de consacrer à l'aide aux pays en voie de développement 0,7 p. 100 de notre produit national brut ; conférence de Cancun ; relance du dialogue Nord-Sud ; juste régularisation des cours des matières premières et principes de non-ingérence (p. 3983).

VIDAL (Joseph)

Député de l'Aude
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre du comité national interprofessionnel pour les économies d'énergie [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2751).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Urbanisme et logement. — *Discussion générale :* nécessité de réhabiliter et d'accroître le parc du logement social [12 novembre 1981] (p. 3541) ; occasion de s'engager dans une voie nouvelle grâce à la décentralisation ; rénovation de l'habitat insalubre ; nécessité de réformer la procédure de conventionnement ; financement des grands travaux d'amélioration et d'isolation dans les H. L. M. ; importance du secteur du logement pour la relance de l'emploi ; risque d'alourdir le coût du financement du logement social par la répercussion de la hausse de la rémunération des livrets A des caisses d'épargne ; répartition et affectation de la participation des entreprises à l'effort de construction (le 1 p. 100) ; rôle moteur des organismes d'H. L. M. pour la création d'emplois (p. 3542).

VILLETTE (Bernard)

Député de la Charente
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation de l'assemblée nationale pour les communautés européennes [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

VIVIEN (Alain)

Député de Seine-et-Marne
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre du comité directeur du fonds d'aide et de coopération [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Relations extérieures : Coopération et développement) [27 octobre 1981] (p. 2641).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450) annexe n° 26 : relations extérieures : **coopération et développement (n° 470)** [15 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : attentats d'Anvers ; attentat antisémite à Anvers ; « internationale noire » en Europe [21 octobre 1981] (p. 2264).

orale sans débat (n° 41) : posée le 6 octobre 1981 : **sectes et sociétés secrètes (activités) (p. 1549).**

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **article 10 :** description du contenu des crédits de la coopération ; crédits destinés à pallier les défaillances financières passagères de deux pays africains ayant adhéré au système de globalisation des dépenses de l'assistance technique ; extension du régime d'allocations familiales en vigueur en France au personnel d'assistance militaire technique ; création de cent emplois nouveaux de volontaires pour le progrès [17 juillet 1981] (p. 219) ; nécessité d'aider le Tchad ; caisse centrale de coopération économique ; consolidation en partie de l'avance consentie à un pays africain (p. 220).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : conséquences de la loi Bosher pour les villes nouvelles ; nombreux problèmes demeurant en suspens : émancipation des organes élus,

groupe central des villes nouvelles, tutelle des établissements publics d'aménagement ; nécessité de réinsérer les schémas directeurs des villes nouvelles dans le cadre général du Plan ; participation spéciale du budget de l'Etat ; simplification des structures de gestion et notamment des formes de syndicalisation intercommunale ; fiscalité excessive dans les villes nouvelles [27 juillet 1981] (p. 384).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers (n° 382).**

Première lecture, discussion générale : contrôle des sectes politico-religieuses [29 septembre 1981] (p. 1359, 1360).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).**

Discussion : centrale de Nogent-sur-Seine [6 octobre 1981] (p. 1526).

— **Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).**

Première lecture, première partie :

Discussion des articles : **article 14 :** conséquences de la taxation des frais généraux ; financement par les contribuables à 50 p. 100 des dépenses de restaurant [2 novembre 1981] (p. 2945).

Deuxième partie :

Relations extérieures, affaires européennes, coopération et développement. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : multiplicité et diversité des institutions chargées de définir et de gérer la politique d'aide au développement (ministère des affaires étrangères, ministère de la coopération, caisse centrale de coopération économique, ministère de l'économie) ; succession d'idées nouvelles mais stériles du gouvernement précédent (dialogue nord-sud, fonds de solidarité pour l'Afrique, fonds spécial du désarmement pour le développement ; trilogue) ; place de la France dans l'aide au développement [18 novembre 1981] (p. 3960) ; augmentation de l'aide au développement ; réforme des structures administratives d'aide au développement ; création d'une cellule d'évaluation des programmes ; croissance modérée des rémunérations à l'administration centrale ; nécessité de pourvoir d'urgence à des créations d'emplois et au renforcement des crédits de vacataires ; croissance soutenue des crédits destinés aux rémunérations et au fonctionnement des services de coopération (augmentation des dépenses liées aux charges sociales) ; croissance modérée des crédits d'entretien immobilier ; baisse des dépenses de capital ; parc automobile ; problème posé par l'évolution des prix en Afrique ; progression des crédits des centres culturels (construction du centre culturel de Bamako) ; progression mesurée de l'aide militaire ; aide au fonctionnement des armées nationales ; croissance du réseau de coopérants ; amélioration de la situation des coopérants ; priorité accordée aux bourses et aux organisations internationales non gouvernementales ; conséquences des erreurs de la gestion des gouvernements passés ; nécessité d'accroître le soutien de la France aux pays les plus nécessiteux ; obligation de rétablir des économies dont la situation est en partie liée aux erreurs de la politique antérieure de la France (République centrafricaine, République des Comores) ; accroissement des autorisations de programme du fonds d'aide et de coopération (p. 3961) ; changement dans l'esprit et la méthode de la coopération (p. 3962).

VIVIEN (Robert-André)

Député du Val-de-Marne

(7e *circonscription*)

R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre des organismes institués par la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision [*J. O.* du 24 juillet 1981] (p. 2054).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1981 [*J. O.* du 28 juillet 1981] (p. 2079).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Transports : Aviation civile. — Météorologie) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer la continuité du service public à **E. D. F.** par l'instauration d'un **service minimum prioritaire (n° 44)** [8 juillet 1981].

Proposition de loi organique tendant à compléter l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social afin de prévoir la **représentation des anciens combattants et victimes de guerre (n° 155)** [17 juillet 1981].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982 (n° 450),** annexe n° 41 : transports : **aviation civile, météorologie (n° 470)** [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— **Son rappel au règlement :** questions orales [15 juillet 1981] (p. 113).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).**

Première lecture, discussion générale : amendement sur les donations-partages [15 juillet 1981] (p. 138) : baisse de la demande interne et externe (p. 139) : politique des taux d'intérêt et baisse de la consommation et de la production ; politique budgétaire et économique du Gouvernement et inflation (p. 140) : politique de taux d'intérêt des Etats-Unis (p. 141).

Discussion des articles : **après l'article 1er :** entreprises de travail temporaire ; dépôt d'un projet de loi ; rapport Cousté [16 juillet 1981] (p. 185) ; **son rappel au règlement :** indépendance du rapporteur général (p. 189) ; **son rappel au règlement :** vote positif du groupe U.D.F. à l'égard du sous-amendement n° 69 du Gouvernement mais vote négatif quant à l'amendement n° 7 de la commission des finances relatif aux donations-partages (p. 195) ; **article 6 :** T.V.A. sur les motocyclettes ; tarifs nouveaux des contrats d'assurance (p. 209) ; **article 7 : son rappel au règlement :** impossibilité pour le rapporteur général de retirer tout ou partie des amendements de la commission (p. 212) ; **article 9 : son rappel au règlement :** réunion de la commission sur les amendements de conséquence (p. 218) ; **article 14 :** nécessité de détailler la ligne unique relative à la direction générale des télécommunications ; contrôle du Parlement (p. 226).

Explications de vote : remise d'un dossier sur l'indemnisation des rapatriés ; D.D.O.F. traitant de ces problèmes ; loi de finances rectificative « fourre-tout » ; intolérance de la nouvelle majorité ; refus de voter l'ensemble du texte [17 juillet 1981] (p. 235).

Commission mixte paritaire, discussion générale : absence de liberté d'expression des députés socialistes [29 juillet 1981] (p. 463) ; taxe sur les bateaux de plaisance ; surtaxe sur l'aviation légère ; difficultés de l'industrie de l'aviation légère ; entreprise Robin (p. 464) ; **son rappel au règlement :** inscription dans la discussion générale en cours de séance d'un député (p. 465).

— **Son rappel au règlement :** examen du projet de loi de finances pour 1982 par la commission des finances [8 septembre 1981] (p. 802).

— **Fait personnel :** son absence dans l'hémicycle ; conditions de travail de la commission des finances [11 septembre 1981] (p. 998).

— **Son rappel au règlement :** retransmission des débats parlementaires par la télévision [11 septembre 1981] (p. 1024).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).**

Première lecture, discussion générale : financement publicitaire [24 septembre 1981] (p. 1303) ; liberté de la presse ; financement des radios libres (p. 1304).

Discussion des articles : **article 1er ;** *article* 3-1 *de la loi du* 3 *juillet* 1972 *:* **son rappel au règlement :** dépôt de sous-amendement du Gouvernement en séance (p. 1323) ; *article* 3-2 *bis de la loi du* 3 *juillet* 1972 : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission ; difficulté de consulter les collectivités locales (p. 1327).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Quatrième lecture, explications de vote : indique que le groupe du rassemblement pour la République votera contre ce texte [2 octobre 1981] (p. 1487).

— Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (n° 387).

Commission mixte paritaire, explications de vote : vote hostile du groupe du rassemblement pour la République [9 octobre 1981] (p. 1665).

— Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 383).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 1er :** vote favorable du groupe R.P.R. sur l'amendement n° 12 de M. Philippe Séguin ; **article 2 :** vote hostile du groupe R.P.R. sur le sous-amendement n° 2 de la commission à l'amendement n° 1 du Gouvernement [9 octobre 1981] (p. 1670) ; **article 3,** *article* 23 *de l'ordonnance du* 2 *novembre* 1945 : vote hostile du groupe R.P.R. sur l'amendement n° 4 de la commission ; *article* 25 *de l'ordonnance du* 2 *novembre* 1945 : vote hostile du groupe R.P.R. sur cet article (p. 1672).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre II :** nationalisation des banques ; **après l'article 26 : son rappel au règlement :** déclaration de M. Labarrère sur le retard apporté à l'examen du projet ; retrait d'amendements par le R.P.R. [23 octobre 1981] (p. 2402) ; retraits d'amendements (p. 2403) ; **son rappel au règlement :** retard dans la publication du projet de loi de finances ; déclaration de M. Laignel sur la discussion de la loi de finances ; droit d'amendement des parlementaires (p. 2407) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 28 précédemment réservé : son rappel au règlement :** clôture de la discussion sur l'article ; application de l'article 57 du règlement (p. 2429) ; **article 34 :** déclarations de M. Estier sur la presse au congrès de Valence [24 octobre 1981] (p. 2501) ; nouveau Goebbels (p. 2502).

Troisième lecture, discussion générale : ses observations sur les déclarations de M. Lionel Jospin quant à une éventuelle décision du Conseil constitutionnel [18 décembre 1981] (p. 5174).

— **Fait personnel :** propos de M. Claude Estier sur l'audiovisuel ; déclare ne pas être intervenu sur le contenu de l'information en tant qu'administrateur d'Antenne 2 ; son souhait que M. Claude Estier ne devienne pas un nouveau « Goebbels » [26 octobre 1981] (p. 2549, 2550).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, première partie, discussion générale : augmentation de près de 86 p. 100 pour les rémunérations principales du Premier ministre, des ministres et des secrétaires d'Etat et de 96 p. 100 pour les indemnités et allocations diverses [28 octobre 1981] (p. 2674).

Discussion des articles : **article 1er :** absence de simulation préalable à la création de l'impôt sur la fortune ; impôt sur la fortune et impôt sur le patrimoine ; répartition du patrimoine national entre les Français ; fiscalité-fiction ; absence d'évaluation chiffrée du patrimoine national [28 octobre 1981] (p. 2680) ; patrimoine des collectivités publiques et patrimoine des autres agents économiques (p. 2681) ; **article 2 :** impôt sexiste ; impôt antifamilial ; impôt anti-personnes âgées ; augmentation de la vignette de la 2 CV du retraité et suppression de la vignette des motos de luxe (p. 2687) ; étude de la répartition des contribuables par catégorie sociale au regard de l'impôt sur la fortune ; situation des agriculteurs ; interrogation sur les personnes non frappées par l'impôt sur la fortune (p. 2688) ; impôt sexiste ; impôt anti-vieux (p. 2692) ; son amendement n° 342 (tendant à remplacer les mots : « impôt sur les grandes fortunes », par les mots : « impôt universel sur le patrimoine ») ; création du nouvel impôt sans avoir dressé le bilan complet du système fiscal ; création d'une imposition unique sur l'ensemble des biens détenus par les personnes privées ; caractère injuste de l'impôt sur les grandes fortunes ; système inquisitorial (p. 2695) ; proposition d'une taxation à taux unique de 1 p. 100 accompagnée d'un plancher de perception de 100 000 francs ; relèvement de l'ensemble des tranches du barème de l'impôt sur le revenu ; caractère inégalitaire d'un impôt sur la fortune ; son amendement n° 342 retiré (p. 2696) ; son amendement n° 61 (tendant à prévoir que les conditions d'assujettissement à l'impôt sur la fortune sont appréciées à la demande du contribuable au 1er janvier ou au 31 décembre de l'année d'imposition) : rejeté (p. 2707) ; ses explications de vote sur l'article 2 du projet de loi de finances ; hostilité du groupe R. P. R. (p. 2707, 2708) ; **article 3 :** détenteurs de fortunes insaisissables et improductives ; risque de focalisation du contrôle fiscal sur les fraudeurs en matière d'impôt sur la fortune ; simulation de l'application de l'impôt ; comité de conciliation compétent pour réviser l'évaluation de la fortune faite par les services fiscaux [29 octobre 1981] (p. 2721) ; son amendement n° 18 (tendant à prévoir que l'assiette de l'impôt est constituée par la plus faible des valeurs nettes calculées, soit au 1er janvier, soit au 31 décembre de l'année d'imposition de l'ensemble des biens) (p. 2735) ; rejeté (p. 2736) ; son amendement n° 271 (tendant à exclure de l'imposition sur la fortune les biens des conjoints et des enfants des assujettis lorsque ceux-ci ont l'administration légale des biens de ces derniers) (p. 2737) ; rejeté au scrutin public (p. 2738) ; son amendement n° 272 (prévoyant qu'un abattement supplémentaire de trois millions de francs est accordé, d'une part, aux femmes mariées, d'autre part, aux veuves et veufs lorsqu'ils ont l'administration légale des biens de leurs enfants) ; souci d'assurer l'égalité de traitement du citoyen indépendamment de son statut civil ; amendement n° 272 : rejeté (p. 2739) ; son amendement n° 287 (tendant à prévoir que les biens professionnels des petites et moyennes entreprises, au sens des comptes de la nation, sont exclus de l'assiette de l'impôt sur la fortune) : non soutenu ; son amendement n° 273 (tendant à ce que la valeur des biens soit déterminée suivant les règles en vigueur en matière de droits de mutation à l'exception des règles pour lesquelles le décès intervient comme fait générateur de la méthode d'évaluation) : non soutenu ; (p. 2746) ; son amendement n° 274 (tendant à exclure de l'assiette de l'impôt sur la fortune les terres agricoles exploitées en faire-valoir direct) : rejeté ; **après l'article 3 :** son amendement n° 275 (détermination de la valeur des biens situés hors de France) : rejeté (p. 2770) ; **article 4 : son rappel au règlement :** courtoisie des membres du Gouvernement à l'égard des députés (p. 2772) ; détermination des biens professionnels ; problème des gérants et des associés minoritaires de S. A. R. L. ; seuil de 25 p. 100 pour le bénéfice de la définition des biens professionnels ; immixtion de l'administration dans la gestion des entreprises ; taxation de l'épargne investie dans l'entreprise (p. 2773) ; son amendement n° 256 (tendant à inclure dans les biens professionnels pour les professions agricoles les biens des titulaires d'une pension d'invalidité du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre à 100 p. 100 ou d'une pension d'invalidité du travail qui, du fait de cette invalidité, ne peuvent exploiter eux-mêmes ce patrimoine et sont dans l'obligation de l'affermer) : rejeté (p. 2776) : son amendement n° 31 (tendant à étendre au conjoint, pour l'inclusion dans la catégorie des biens professionnels, la condition d'exercice effectif de la profession) : rejeté (p. 2781) ; son amendement n° 276 (inclusion des livres dans les biens professionnels) : rejeté [30 octobre 1981] (p. 2790) ; son amendement n° 277 (inclusion dans des biens professionnels de la part de la résidence principale affectée par le contribuable à la récupération de la fatigue liée à son activité professionnelle) : rejeté ; son amendement n° 278 (inclusion dans des biens professionnels des véhicules privés des salariés à due proportion de leur emploi pour le travail et pour les trajets entre le domicile et le lieu de travail) : rejeté ; son amendement n° 279 (inclusion dans les biens professionnels des biens nécessaires à l'exercice de la compétition par les sportifs qui font effectivement de la compétition) : rejeté ; son amendement n° 280 (inclusion dans les biens professionnels des œuvres d'art signées et stockées dans l'atelier ou pour le compte de l'artiste) : devenu sans objet ; son amendement n° 506 (tendant à inclure dans les biens professionnels les logements de fonction des travailleurs logés par nécessité de service) : rejeté (p. 2791) ; justice fiscale (p. 2796) ; **article 5 :** assujettissement des polices d'assurance ; impôt sur les grandes fortunes (p. 2799) ;

son amendement n° 505 (non-application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 5 aux personnels civils et militaires des trois armes pour les biens meubles et immeubles situés sur le lieu de travail dont le droit d'usage est accordé à titre personnel et gratuit par l'Etat) : rejeté ; son amendement n° 283 (exclusion de l'assiette de l'imposition sur le patrimoine des propriétaires en titre des biens ou droits visés à l'alinéa 2 du paragraphe 2 de l'article 5) ; souci d'éviter une double imposition des biens ou des droits grevés d'un usufruit, d'un droit d'habitation ou d'un droit d'usage ; amendement n° 283 : rejeté (p. 2809) ; son amendement n° 284 (tendant à supprimer le paragraphe 4 de l'article 5) (p. 2811) : rejeté (p. 2812) ; **article 6 :** nécessité d'indexer les seuils d'exonération pour corriger les effets de l'inflation ; caractère progressif de l'impôt sur la fortune (p. 2813, 2814) ; son amendement n° 269 corrigé (fixation du tarif de l'impôt à 0,5 p. 100 de la valeur nette taxable du patrimoine et non-perception de l'impôt en dessous d'un montant de mille francs) (p. 2816) ; rentabilité nette d'un actif et montant de l'actif (p. 2817) ; amendement n° 269 corrigé rejeté ; son amendement n° 503 (fixation du tarif de l'impôt à 0,5 p. 100 de la valeur nette taxable du patrimoine, à 0,25 p. 100 de la valeur des primes d'assurance-vie et à 0,10 p. 100 de la valeur des obligations à plus de cinq ans émises par l'Etat) rejeté (p. 2818) ; son amendement n° 286 (plafonnement de l'impôt dû relatif aux actifs professionnels) ; revenu négatif ; macro-économie et micro-économie ; fixation de son salaire par le P.D.G. ; situation des P.M.I. ; amendement n° 286 rejeté (p. 2821) ; son amendement n° 504 (tendant à ce que le tarif moyen applicable aux immeubles bâtis donnés en location aux terres agricoles et aux forêts ne puisse excéder le quart du taux de rendement brut) ; surtaxe pour les immeubles locatifs soumis au régime de la loi de 1948 ; amendement n° 504 rejeté (p. 2822) ; **article 7 :** son amendement n° 288 (déduction de l'impôt dû au titre des biens industriels, des bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt sur les sociétés) : rejeté (p. 2826) ; **après l'article 7 :** son amendement n° 457 (déduction de l'impôt sur les grandes fortunes de la taxe foncière et de la taxe professionnelle calculées sur la valeur des biens patrimoniaux des entreprises ; détaxe des véhicules à moteur et de la taxe annuelle sur les navires de plaisance) : rejeté (p. 2837) ; **article 8 :** son amendement n° 48 (relatif à la date de déclaration de la fortune par les redevables) : rejeté (p. 2838) ; son amendement n° 297 (substitution de la notion de propriétaires d'immeubles ou d'entreprises à la notion de redevables) : rejeté ; son amendement n° 298 (tendant à supprimer la déclaration si la somme des bases de taxe foncière est inférieure à 150 000 francs) : rejeté (p. 2839) ; son amendement n° 343 (tendant à appliquer au régime de l'impôt sur la fortune le contentieux du régime des mutations par décès) : rejeté ; son amendement n° 344 (application du contentieux des droits de mutation par décès à celui des infractions à l'impôt sur la fortune) : rejeté ; son amendement n° 502 (tendant à prévoir qu'en cas de décès du contribuable dans l'année d'imposition, le paiement des droits de succession vaut également paiement de l'impôt sur la fortune) : rejeté (p. 2841) ; **après l'article 10 :** son amendement n° 289 (publicité des personnes assujetties à l'impôt sur les fortunes) (p. 2854) : adopté (p. 2855) ; **article 11 :** impôt de solidarité et indemnisation du chômage ; économie sur les dépenses de fonctionnement de l'Etat ; cotisation chômage à la charge des fonctionnaires ; doublement du budget de la culture ; déficit budgétaire [31 octobre 1981] (p. 2869) ; débat parlementaire sur la politique en faveur des invalides (p. 2896) ; son amendement n° 66 (augmentation d'une demi-part du quotient familial pour les titulaires de pension militaire d'invalidité et de victime de guerre, pour les titulaires de la carte de combattant âgés de plus de quatre-vingts ans et majoration à due concurrence de la perte de recettes du droit de timbre sur les passeports ordinaires) : satisfait ; son amendement n° 65 (doublement du plafond de l'abattement de 10 p. 100 sur les pensions et sur les retraites lorsque seul l'un des deux conjoints du foyer fiscal est retraité ou pensionné et augmentation des tarifs du droit de timbre à due concurrence de la perte de recettes correspondante) : rejeté (p. 2899) ; son amendement n° 67 (exonération de l'impôt sur le revenu pour les pensions de longue maladie) : rejeté (p. 2900) ; **article 12 :** effet de seuil de la majoration exceptionnelle ; entreprises considérées comme des vaches à lait ; imposition du secteur productif ; taxe sur les frais généraux ; réduction de la provision pour investissement [2 novembre 1981] (p. 2923) ; référence au Chili faite par M. le ministre du budget ; irresponsabilité de la nouvelle majorité ; causes du chômage (p. 2928) ; économies sur le train de vie de l'Etat (p. 2929) ; son amendement n° 290 (exonération de la majoration de 10 p. 100 pour les retraités et veuves de retraités) : rejeté (p. 2932) ; **article 13 :** réduction des déductions forfaitaires applicables aux revenus fonciers : dissuasion des achats de logement à des fins locatives ; fait part à l'Assemblée des observations de M. Roger Corrèze (p. 2934) ; amélioration de l'habitat ; option entre la déduction forfaitaire et la déduction des frais réels (p. 2935) ; **article 14 :** taxe démagogique ; possibilité pour l'administration fiscale de refuser la déduction des frais généraux ; non prise en compte de la dimension de l'entreprise ; relations avec l'étranger ; fait part à l'Assemblée des observations de M. Roger Corrèze (p. 2943, 2944) ; **article 17 :** volonté d'appauvrir le secteur aidé privé du logement ; municipalisation des sols et des parcs de logement du secteur privé ; moralisation de la profession de promoteur [3 novembre 1981] (p. 2993) ; découragement de l'acquisition de logement à fins locatives (p. 2994) ; loi de 1948 (p. 2995) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Claude Labbé : réduction de la durée des suspensions de séance [3 novembre 1981] (p. 3000) ; **après l'article 18 :** réduction de la durée des suspensions de séance (p. 3017) ; **article 20 :** T. V. A. de 4 p. 100 sur les hebdomadaires et périodiques : menace pour la survie de certaines publications (p. 3028) ; situation des petites entreprises de presse (p. 3029) ; **article 22 :** son amendement n° 291 (exonération de la vignette pour les véhicules d'une puissance égale ou inférieure à 4 CV ; anticipation de l'application de la T. V. A. aux professions judiciaires) : rejeté (p. 3041) ; **article 26 :** critiques de M. Christian Goux sur la pratique des recettes affectées ; risque de diminution des recettes de la presse écrite ; fonds de péréquation [4 novembre 1981] (p. 3097) ; **après l'article 27 :** exonération de contribution foncière réservée aux H. L. M. ; municipalisation des sols et de la pierre (p. 3111) ; amendement de confiscation de la commission (p. 3112) ; **article 40 :** hypothèse gouvernementale sur la croissance ; nationalisations ; charges fiscales nouvelles sur les entreprises ; déficit budgétaire supérieur au chiffre annoncé ; financement de ce déficit ; crédit de la France réduit à zéro (p. 3151) ; impossibilité de couverture de l'impasse par le marché obligataire (p. 3152).

Deuxième partie :

Consommation. — *Examen des crédits :* **état B, titre III :** son amendement n° 26 (réduction des crédits des services économiques et financiers) [6 novembre 1981] (p. 3228) ; retiré (p. 3229).

Transports. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : **son rappel au règlement :** exercice des fonctions de rapporteur par un membre de l'opposition [7 novembre 1981] (p. 3332) ; caractères du budget (p. 3334) ; attentisme pour le transport aérien ; ses observations personnelles sur les conséquences pour les transports de la politique économique gouvernementale ; crise du transport aérien ; politique de déréglementation ; alourdissement des charges d'Air France ; Air Inter ; concurrence du T.G.V. (p. 3335) ; avenir de Concorde ; réseau court et moyen courrier d'Air France ; construction aéronautique civile ; lancement de l'Airbus 320 ; service de la navigation aérienne (p. 3336) ; situation de l'aviation légère (p. 3337).

Travail. — *Discussion générale :* indemnisation du chômage ; chômeurs en fin de droits ; plan « avenir jeunes » [13 novembre 1981] (p. 3631) ; emprunt national anti-chômage ; fonds national pour l'emploi ; U.N.E.D.I.C. (p. 3632) ; vote hostile du groupe R.P.R. (p. 3633).

Communication et radio-télévision. — *Discussion générale :* FR 3 Nice - Côte-d'Azur [16 novembre 1981] (p. 3817) ; Sofirad ; S. N. E. P. (p. 3819) ; défense de la presse ; presse nationale ; T. V. A. appliquée à la presse ; radio et télévision ; redevance télévision ; FR 3 ; droit de grève des journalistes à la télévision ; primauté du service public sur le droit de grève (p. 3820) ; redevance ; presse écrite ; loi de 1974 ; salles de cinéma (p. 3821).

Examen des crédits : **article 58 précédemment réservé :** augmentation de la redevance (p. 3837, 3838) ; **son rappel au règlement :** attitude des rapporteurs et des membres du Gouvernement [19 novembre 1981] (p. 4053, 4054).

Articles additionnels et articles non rattachés : son rappel au règlement : déroulement du débat sur les articles non rattachés [19 novembre 1981] (p. 4054) ; **article 67 :** création par l'article 67 d'un climat de défiance parmi les chefs d'entreprise : marche à suivre pour gagner la confiance des chefs d'entreprise ; réduction des mesures

spécifiques et ponctuelles concernant les P. M. E. et les P. M. I. ; encouragement à la création d'entreprises ; nécessité de reporter le déficit fiscal dégagé au bout de la quatrième année suivant l'année de création sur les bénéfices des exercices ultérieurs ; son amendement n° 168 (suppression de l'article 44 *ter* du code général des impôts ; possibilité donnée aux sociétés de ne payer pendant les quatre premières années de leur création l'impôt sur le revenu que sur 50 p. 100 de leurs bénéfices ; report du déficit fiscal dégagé au bout de la quatrième année suivant l'année de création sur les bénéfices des exercices ultérieurs ; institution d'une taxe sur le chiffre d'affaire des compagnies pétrolières exerçant en France) : rejeté [19 novembre 1981] (p. 4059) ; **article 68 :** conséquences des mesures de nationalisation sur la confiance des épargnants envers les investissements en valeurs mobilières ; anéantissement des efforts de l'ancienne majorité pour faire de Paris une place financière internationale ; loi Monory ; conséquences de l'existence d'un marché financier sur le développement des affaires et l'emploi ; protection des petits actionnaires ; nécessité de maintenir les dispositions de la loi Monory et de les rendre définitives ; indexation des plafonds d'investissement prévus (p. 4061) ; **article 69 :** s'oppose à la rédaction de cet article (p. 4062) ; son amendement n° 170 (tendant à ce que les entreprises puissent déduire de l'assiette de l'impôt sur les sociétés les versements effectués au profit d'associations reconnues d'utilité publique et à ce que la perte de recette résultant de ces dispositions soit compensée par l'augmentation des droits de timbre sur les cartes d'identité) (p. 4062, 4063) ; amendement n° 170 retiré (p. 4063) ; **article 70 :** son amendemeut n° 199 (tendant à ce que la déduction supplémentaire de 1 000 francs par personne à charge pour les dépenses destinées à économiser l'énergie soit portée à 1 500 francs et à ce que la perte de recette en résultant soit comblée par une augmentation des tarifs des droits de timbre de dimension) : rejeté ; son amendement n° 200 (tendant à ce que la faculté de déductibilité soit étendue à la résidence secondaire du contribuable ; compensation de la perte de recette par une augmentation du droit de timbre de dimension) : rejeté (p. 4064) ; **article 71 :** remercie le ministre du budget de dialoguer avec l'opposition [20 novembre 1981] (p. 4070) ; son amendement n° 192 (intégrant dans le droit commun de cet article les personnes retirant de la location de locaux d'habitation meublés plus de 50 p. 100 de leurs revenus) ; rejeté (p. 4071) ; **article 73 :** son amendement n° 109 (supprimant le paragraphe II de cet article) ; efficacité des dispositions de la loi du 11 juillet 1972 pour lutter contre le travail clandestin (p. 4076) : rejeté (p. 4077) ; **article 66 précédemment réservé :** nécessité de ne pas limiter dans le temps les mesures d'incipation à l'investissement (p. 4078) ; son amendement n° 119 (supprimant l'article 66) ; différence entre les investissements créateurs d'emplois et les investissements de remplacement de matériel démodé ou peu performant (p. 4080) ; réquisitoire du ministre du budget contre l'opposition ; campagne d'intoxication de la majorité concernant une éventuelle reprise économique (p. 4083) ; refus du Gouvernement de prendre des mesures réellement incitatrices à l'investissement ; amendement n° 119 rejeté ; son amendement n° 167 (autorisant les entreprises industrielles, commerciales ou artisanales à intégrer leurs immobilisations amortissables dans les comptes au 31 décembre 1981) (p. 4084) ; rejeté (p. 4085) ; **article 75 :** conséquence de la création de l'impôt sur la fortune ; inquisition fiscale menée par le Gouvernement ; responsabilité du président directeur général (p. 4092) ; son amendement n° 193 (supprimant l'article 75) : rejeté (p. 4093) ; **son rappel au règlement :** volonté de voir le débat se dérouler normalement (p. 4094) ; son amendement n° 120 devenu sans objet (p. 4095) ; **article 76 :** son amendement n° 194 complétant cet article par la phrase « Les dispositions ci-dessus ne sont applicables qu'à la date du 1er janvier 1982 ») (p. 4097) : rejeté ; **article 77 :** exclusion de l'assiette de l'impôt sur la fortune des objets d'art ; opposition de la nouvelle majorité à la loi Sécurité et liberté ; refus d'assimiler la lutte contre la fraude fiscale à l'inquisition fiscale ; « vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble » (V. A. S. F. E.) ; déclaration des polices d'assurances (p. 4098) ; son amendement n° 195 (suppression de l'article 77) ; absence de valeur des exemples donnés par le ministre du budget (p. 4100) ; amendement n° 195 rejeté (p. 4101) ; **article 78 :** son amendement n° 214 (suppression de la dernière phrase du paragraphe 1 de l'article) ; son amendement n° 196 (modifiant le deuxième alinéa du paragraphe 1er de cet article) ; son amendement n° 211 (complétant les dispositions du paragraphe 1er de cet article par un avis motivé de la commission nationale de l'informatique et des libertés) (p. 4105) ; protection de la propriété privée ; inconstitutionnalité de cet article (p. 4106) ; caractère litigieux de l'argumenitation du ministre du budget ; amendements nos 214, 196 et 211 rejetés (p. 4107) ; **après l'article 84 :** soutient les amendements nos 4 et 3 rectifié de M. Jean-Louis Masson ; amélioration de l'information générale des élus locaux (p. 4111, 4112).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 *bis* :** défense des grands invalides de guerre et pensionnés militaires [17 décembre 1981] (p. 5046) ; **article 11 :** industries agro-alimentaires ; personnes âgées (p. 5053) ; **article 14 :** problèmes de la restauration (p. 5057) ; **article 24 :** marché des appareils automatiques ; nécessité d'une réglementation complémentaire ; interdiction des appareils dont le fonctionnement repose uniquement sur le hasard (p. 5064) ; **son rappel au règlement :** recours au vote bloqué sous la Ve République (p. 5099).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 561).

Première lecture, discussion générale : accroissement du déficit budgétaire ; rythme de la création monétaire ; redémarrage des achats de biens de consommation courante ; gestion des finances ; « reprise technique » ; caractère artificiel de la relance économique [7 décembre 1981] (p. 4440) ; poids de la bureaucratie d'Etat socialiste ; poids des charges fiscales et sociales ; création monétaire ; politique du Japon ; déclin de l'investissement industriel ; augmentation des importations ; renversement de la tendance positive du commerce extérieur de 1980 ; renforcement des pressions inflationnistes (p. 4441) ; financement des dépenses de consommation ; place de l'Etat sur le marché financier ; déficit des régimes sociaux ; mouvement de déstockage ; indispensable modernisation de l'appareil productif (p. 4442).

Discussion des articles : **article 1er :** prise de contrôle étatique de la société Matra ; hausse de rémunérations des agents de la fonction publique ; entreprises publiques (p. 4457) ; **article 7 :** renforcement des prérogatives de l'administration face aux contribuables ; aveuglement du Gouvernement face aux difficultés des entreprises ; fraude fiscale ; défense des petits contribuables ; impôt sur la fortune (p. 4461) ; recouvrement de l'impôt (p. 4462) ; impôt sur la fortune ; augmentation des pouvoirs des services d'inquisition fiscale (p. 4463) ; **après l'article 12 :** ses observations sur l'amendement n° 13 de M. Etienne Pinte et le sous-amendement oral de M. Christian Pierret (p. 4474) ; **article 14 :** opération Matra ; coût des nationalisations ; supériorité de la prise de participation sur les nationalisations (p. 4477) ; **article 23 :** financement des organisations syndicales par les contribuables ; contrôle du Parlement sur ce financement ; projet de loi relatif aux statuts des agents communaux (p. 4481) ; montant des concours attribués par les communes aux organisations syndicales ; répartition entre les principales fédérations d'agents communaux ; non-consultation des maires de l'opposition sur le texte relatif aux statuts des agents communaux (p. 4482) ; **après l'article 23 :** attitude des précédents gouvernements ; droits des rapporteurs spéciaux (p. 4484) ; rapport Hannoun ; efficacité du contrôle parlementaire ; pouvoirs d'investigation des rapporteurs spéciaux ; rapport Feron sur les entreprises nationales (p. 4485).

Explications de vote : ampleur de l'impasse budgétaire ; augmentation des rémunérations des fonctionnaires ; péril des relances économiques brutales ; prise de participation de l'Etat dans la société Matra ; gestion catastrophique du Gouvernement (p. 4486, 4487).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : réunion de la commission des finances ; rythme de travail inhumain [11 décembre 1981] (p. 4719).

— Projet de loi relatif aux droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (n° 105).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 11 : son rappel au règlement :** déroulement de la séance et de la discussion [15 décembre 1981] (p. 4930).

— Fait personnel : interprétation de l'expression « mauvais député » prononcée à son égard par le Premier ministre ; son action en tant que président de la commission des finances ; mise en œuvre d'un programme destiné à résorber les courées du Nord [16 décembre 1981] (p. 4999).

VOUILLOT (Hervé)

Député de la Côte-d'Or
(2e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre titulaire du conseil national de la statistique [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Temps libre : Section commune, loisir social, éducation populaire et activités en pleine nature) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 36 : **Temps libre :** Section commune, loisir social, éducation populaire et activité de pleine nature (n° 470) [15 octobre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement : accès aux marchés publics des entreprises en difficulté : accès des entreprises en difficulté passagère aux marchés publics organisés par l'Etat [18 novembre 1981] (p. 3934).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion générale : bilan de la politique économique du précédent septennat ; politique de forte relance par le budget [16 juillet 1981] (p. 158).

Commission mixte paritaire, discussion générale : entreprises Socata et Robin [29 juillet 1981] (p. 464).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : droit au travail et droit au temps de vivre ; signification politique de la création d'un grand ministère du temps libre [19 novembre 1981] (p. 4013) ; inégalité et précarité de la situation des personnels ; continuation de l'œuvre du Front populaire ; nécessité d'assurer une vision globale et cohérente du temps libre : sport, vie associative, tourisme et loisirs ; action en faveur des loisirs scientifiques et techniques ; villages de vacances ; priorité à accorder aux centres d'accueil polyvalents ; priorité reconnue aux associations et à l'environnement ; crédits de la section « Loisir social, éducation populaire et activités de pleine nature » ; création de postes de conseillers techniques et pédagogiques et de postes Fonjep ; nécessité de renforcer les moyens des administrations déconcentrées et d'orienter l'action du ministère vers les services d'animation de terrain ; statut des conseillers techniques et pédagogiques ; loi sur les associations ; projet de chèques-vacances (p. 4019).

Discussion des articles : **état B, titre III :** s'oppose à l'amendement n° 127 de M. Jean de Préaumont tendant à conférer plus d'autonomie à l'administration du tourisme (p. 4052) : **titre IV :** s'oppose à l'amendement n° 190 de M. Charles Millon ; propose le rejet de l'amendement n° 191 de M. Charles Millon ; dotation budgétaire des organismes à vocation touristique (p. 4053).

Deuxième lecture, explications de vote : impôt sur les grandes fortunes ; impôt sur le revenu ; fraude fiscale ; budget de croissance [17 décembre 1981] (p. 5097).

— Discussion de la motion de censure déposée par M. Claude Labbé.

Reprise de la croissance économique due à la mise en œuvre de la politique du Gouvernement ; relance progressive ; reprise de la consommation ; stabilisation des demandes d'emplois non satisfaites [16 décembre 1981] (p. 5019) ; progression du P. I. B. ; aide à la consommation, aux collectivités locales, au système de santé ; stabilité de l'ensemble des prélèvements fiscaux et sociaux ; politique du partage du travail ; dynamique de la procédure des contrats de solidarité ; normes des trente-cinq heures réalisées en 1985 ; aides spécifiques aux entreprises ; lutte contre le chômage ; croissance de la productivité ; ralentissement de l'inflation (p. 5020).

VUILLAUME (Roland)

Député du Doubs
(3e circonscription)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues relative à la promotion des petites et moyennes entreprises (n° 292) [17 septembre 1981] (p. 1181).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'agriculture et de l'économie rurale dans les zones de montagne et défavorisées [*J. O.* du 8 octobre 1981] (p. 2741).

Membre suppléant du conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2752).

W

WACHEUX (Marcel)

Député du Pas-de-Calais
(10e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Plan et aménagement du territoire. — *Discussion générale :* restructuration des bassins miniers du Nord-Pas-de-Calais ; rénovation des cités ouvrières [7 novembre 1981] (p. 3377) ; taux de chômage de 15 p. 100 pour le secteur de Bruay-en-Artois (p. 3378).

Industrie et énergie. — *Discussion générale :* objectif de 30 millions de tonnes de charbon national en 1990 [14 novembre 1981] (p. 3758) ; inventaire des réserves ; rôle du Nord-Pas-de-Calais dans la nouvelle politique charbonnière ; implantation d'une usine de gazéification au Havre et d'un gazéificateur pour le maintien du complexe chimique de Mazingarbe (p. 3759).

WAGNER (Robert)

Député des Yvelines
(6e circonscription)
R. P. R.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Première lecture, discussion générale : création d'emplois par les radios libres ; éviter l'implantation anarchique d'émetteurs [24 septembre 1981] (p. 1307).

WEISENHORN (Pierre)

Député du Haut-Rhin
(3e *circonscription*)
R. P. R.

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 35). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [15 juillet 1981] (p. 154).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre du conseil supérieur du pétrole [*J. O.* du 1er août 1981] (p. 2113).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à instaurer une commission des commandes publiques (n° 375) [8 octobre 1981] (p. 1646).

Membre du comité national interprofessionnel pour les économies d'énergie [*J. O.* du 9 octobre 1981] (p. 2752).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Maurice Cornette et plusieurs de ses collègues relative au régime de production, d'utilisation et de taxation de certains carburants biochimiques (n° 498) [19 novembre 1981] (p. 4066).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Michel Cointat et Pierre-Bernard Cousté relative aux industries de main-d'œuvre (n° 552) [4 décembre 1981] (p. 4427).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier les conditions de présentation des candidats à l'élection des **conseillers municipaux** dans les communes de 30 000 habitants au plus **(n° 356)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à faire bénéficier les **Alsaciens-Lorrains** évadés pour se soustraire à l'incorporation de force dans l'armée allemande ou déserteurs de celle-ci après leur incorporation de force des dispositions de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 **(n° 357)** [17 septembre 1981].

Proposition de loi tendant à instaurer une **commission des commandes publiques (n° 375)** [17 septembre 1981].

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique et débat sur cette déclaration (n° 458).

Discussion : effort nucléaire de la Ve République ; réseaux de chaleur ; charbon importé ; conséquences de l'organisation politique de l'Italie sur la politique nucléaire de ce pays ; organisme parlementaire pour la technologie [6 octobre 1981] (p. 1533) ; plans régionaux ; récupération de la chaleur des centrales nucléaires et thermiques ; centre de retraitement de La Hague (p. 1534).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Discussion générale :* application du rapport constant ; statut des évadés ; anciens d'Afrique du Nord : bénéfice de la campagne double ; commission de l'information historique ; attentats commis contre la mémoire des anciens combattants ; commémoration de la fin du conflit algérien ; contingent de mille Légions d'honneur destinées aux anciens combattants de 1914-1918 ; cumul emploi-retraite ; indemnisation des incorporés de force [9 novembre 1981] (p. 3411) ; populations d'Alsace-Lorraine ; retraite à soixante ans pour les P. R. A. F., P. R. O. et évadés réfractaires insoumis (p. 3412).

Urbanisme et logement. — *Discussion générale : questions :* taux du financement complémentaire nécessaire à la réalisation du programme de logement aidé ; accroissement des phénomènes de rétention des terrains de construction ; risque de voir les projets fiscaux du Gouvernement détourner l'épargne de l'immobilier [12 novembre 1981] (p. 3567).

Economie et finances. — III. Budget. — *Examen des crédits :* **après l'article 86 :** procédure des fonds de concours pour le recouvrement des amendes et des pensions alimentaires [14 novembre 1981] (p. 3715).

Industrie et énergie. — *Discussion générale :* dégradation de la situation économique ; démantèlement des pouvoirs du ministère de l'industrie ; comparaison des performances de Renault et de Peugeot [14 novembre 1981] (p. 3742) ; déduction pour investissement ; effets néfastes de l'impôt sur la fortune sur l'investissement ; recul du chapitre relatif aux P. M. I. ; accord multifibres ; charges sociales dans le textile ; textile d'Alsace (p. 3743).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion générale : taux de croissance prévu par le Plan ; augmentation de la consommation des ménages ; exportations et contraintes extérieures ; conjoncture dépressive de l'économie occidentale ; relance de l'investissement [11 décembre 1981] (p. 4722) ; déficit budgétaire ; autofinancement des entreprises ; déficit des finances locales ; emprunts de l'Etat ; prêts du F. D. E. S. ; dotations du C. I. A. S. I. aux entreprises en difficulté ; nécessité d'aider les trésoreries des entreprises afin de favoriser l'investissement et la création d'emplois ; reconquête du marché intérieur ; époque de l'automatisation ; déduction fiscale des investissements ; emprunts à l'étranger ; rôle d'entraînement sur les entreprises privées des entreprises nationalisées ; investissements des entreprises publiques ; exemple de Renault ; carence de la diversification du groupe Renault ; actions régionales du plan de deux ans ; situation de l'Alsace ; travaux de l'axe fluvial mer du Nord-Méditerranée ; absence de prévision d'un T. G. V. pour l'Est ; augmentation du chômage en Alsace ; travailleurs frontaliers ; manque de générosité de la D. A. T. A. R. ; exode rural et densification des grandes cités ; décentralisation et régionalisation (p. 4723) ; localisation des entreprises ; volonté du Gouvernement d'installer la lutte des classes (p. 4724).

Discussion des articles : **article 1er :** effets des nationalisations ; expérience française du secteur nationalisé ; comparaison des performances de Renault et des autres fabricants français d'automobiles [12 décembre 1981] (p. 4753) ; comparaison des rentrées fiscales provenant de Renault et de Peugeot ; échec de l'effort de diversification du groupe Renault (p. 4754) ; assistance de l'Etat aux entreprises nationalisées par la dotation en capital et la contribution aux charges d'exploitation ; exemple de la S. N. C. F., de la R. A. T. P., d'Air France et des Charbonnages de France (p. 4756).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Discussion générale : multiplication des collectifs ; nécessité de réévaluer en hausse le budget agricole pour 1982 ; conséquences redoutables de la politique engagée par le Gouvernement sur l'endettement de l'Etat ; problèmes de l'agriculture française coincée entre la fixation des prix européens imposés et l'augmentation du coût des biens de consommation intermédiaire et des charges fiscales et sociales [16 décembre 1981] (p. 4977) ; résultats positifs de la politique « de la chaise vide » des gaullistes ; augmentation des aliments pour animaux, du prix des engrais, des insecticides

et des dépenses vétérinaires ; nécessité de relancer l'investissement agricole et agro-alimentaire par une politique incitative des taux d'intérêt ; atteinte portée aux principes généraux du mutualisme et de la coopération par la fiscalisation totale du crédit agricole mutuel et du crédit mutuel ; déclaration de M. Laurent Fabius à ce sujet lorsqu'il était député de l'opposition ; aide de plus en plus importante apportée aux S. A. F. E. R. ; manifestations des agriculteurs (p. 4978).

WILQUIN (Claude)

Député du Pas-de-Calais
(4e circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981]

S'inscrit au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Représentant titulaire de l'assemblée consultative du conseil de l'Europe [*J.O.* du 16 juillet 1981] (p. 1985).

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances de 1982 (n° 450) (Temps libre : Jeunesse et sports) [27 octobre 1981] (p. 2641).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), annexe n° 37 : temps libre : **jeunesse et sports (n° 470)** [15 octobre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Temps libre, jeunesse et sports, tourisme. — *Discussion générale,* rapporteur spécial : création du ministère du temps libre auquel le ministère de la jeunesse et des sports est rattaché ; rôle du rapporteur : « examen critique d'un budget » ; rattachement de l'ensemble de l'éducation physique et sportive au ministère de l'éducation nationale ; rôle moteur d'incitation et de coordination du ministère délégué à la jeunesse et aux sports ; création et équipement d'espaces réservés aux jeunes ; réponse à la demande croissante de loisirs sous des formes aussi bien socio-éducatives que sportives ; mise à la disposition des clubs sportifs et des mouvements associatifs de certains personnels ; augmentation des crédits destinés à favoriser les déplacements des jeunes spécialement vers les pays du tiers monde ; participation des athlètes aux grandes compétitions internationales ; développement du sport de masse ; priorité donnée aux équipements ; création d'emplois : conseillers techniques et pédagogiques ; emplois pour les établissements du temps libre comme l'institut national du sport et de l'éducation physique ou l'école nationale d'équitation ; création d'un centre de loisirs et de sports pour les handicapés mentaux ; importance du sport pour la résinsertion des handicapés [19 novembre 1981] (p. 4021) ; développement des échanges internationaux ; stagnation des participation et des échances des deux offices traditionnels : office franco-allemand et office franco-québécois ; réorientation de la politique du Gouvernement vers le développement des échanges de jeunes avec les pays du tiers monde ; remarque au sujet des crédits du fonds national pour le développement du sport ; participation du P. M. U. et du loto ; subventions aux collectivités locales pour la réalisation d'équipements sportifs ; modernisation des équipements ; succès de la première tranche de l'opération « cinq mille courts de tennis » ; création d'emplois pour le ministère ; développement du sport de masse (p. 4022).

WOLFF (Claude)

Député du Puy-de-Dôme
(2e circonscription)
U. D. F.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes [*J. O.* du 17 juillet 1981] (p. 1993).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Pierre-Bernard Cousté tendant à reviser les articles 39, 40, 44, 45 et 69 de la Constitution pour accorder aux membres du conseil économique et social l'initiative des lois et le droit d'amendement (n° 4) [30 juillet 1981] (p. 589).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Gilbert Gantier tendant à modifier l'article L. O. 178 du code électoral en vue d'éviter que les élections législatives partielles aient lieu au mois de juillet ou au mois d'août (n° 78) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gilbert Gantier tendant à assurer l'indemnisation des dommages subis par les victimes d'attentats (n° 169) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450) (Intérieur et décentralisation : Administration générale et collectivités locales) [27 octobre 1981] (p. 2640).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François Grussenmeyer et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution d'une taxe communale sur les chiens (n° 368) [5 novembre 1981] (p. 3220).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Jean Seitlinger et Gilbert Gantier tendant à permettre aux communes d'instituer une taxe sur les chiens (n° 421) [5 novembre 1981] (p. 3221).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de suspension des poursuites engagées contre un membre de l'Assemblée (n° 608) [*J. O.* du 16 décembre 1981] (p. 3423).

Membre de la commission d'enquête sur les activités du service d'action civique [*J. O.* du 19 décembre 1981] (p. 3464).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1982** (n° 450), tome III : **Intérieur et décentralisation :** administration générale et collectivités locales **(n° 474)** [16 octobre 1981].

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'**enseignement du secourisme (n° 630)** [17 décemrbe 1981].

Proposition de loi tendant à assouplir les conditions d'attribution de la **pension de réversion au conjoint survivant (n° 634)** [17 décembre 1981].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : problème des ressources des collectivités locales ; précipitation de l'examen du projet de loi ; étude partielle de la réforme ; œuvre de la Ve République : dotation globale de fonctionnement, remboursement de la T.V.A., allègement du contrôle *a priori,* avances par douzièmes, indemnités de

logement aux instituteurs [27 juillet 1981] (p. 360) ; nécessité de consulter les élus locaux ; étapes de la réforme ; statuts de la Corse et de Paris ; absence de contact avec les fédérations de fonctionnaires et avec le conseil supérieur de la fonction publique ; précipitation excessive ; disparités entre les communes ; contrôle juridictionnel ; confusion des compétences ; problème des moyens techniques et financiers des collectivités locales (p. 361).

Discussion des articles : **article 3 :** son sous-amendement n° 256 à l'amendement n° 45 de la commission (délai donné au maire pour justifier ou modifier le cas échéant l'acte incriminé) [28 juillet 1981] rejeté (p. 436) ; son amendement n° 34 devenu sans objet (p. 437) ; **article 4 :** son amendement n° 257 (exclusion de la mise en place des services propres destinés à représenter les intérêts généraux, commerciaux, industriels ou chargés d'intervenir dans l'organisation, la promotion, l'animation des entreprises à but lucratif) [30 juillet 1981] (p. 545) retiré (p. 546) ; **article 4 :** son amendement n° 35 (régularisation *a posteriori* des aides consenties par les communes) : rejeté [31 juillet 1981] (p. 599) ; **article 5 :** son sous-amendement n° 258 à l'amendement n° 51 de la commission (possibilité d'imputer sur la section fonctionnement du budget les versements reçus au titre du fonds de compensation de la T.V.A.) : rejeté (p. 607) ; **article 7 :** ses amendements n° 36 et n° 37 : devenus sans objet en raison de la suppression de l'article 7 (p. 620) ; **article 20 :** son amendement n° 38 devenu sans objet [1er août 1981] (p. 725) ; **article 23 :** son amendement n° 39 (réunion du conseil général à la demande de deux tiers des membres du bureau ou d'un tiers des membres du conseil général) : retiré [2 août 1981] (p. 753) ; **article 24 :** son amendement n° 40 (durée du mandat du président du conseil général et des membres du bureau porté à trois ans) (p. 756) : adopté (p. 757) ; **article 34 :** son amendement n° 244 retiré (p. 779).

Première lecture, discussion des articles :

Titres III et IV : **article 45 :** son sous-amendement n° 377 à l'amendement n° 128 de la commission (compétences du conseil régional) : rejeté [9 septembre 1981] (p. 845) ; son sous-amendement n° 376 à l'amendement n° 128 de la commission (association entre régions) : retiré (p. 848) ; **article 48 :** son amendement n° 303 rectifié (coopération interrégionale) : rejeté [10 septembre 1981] (p. 894) ; son amendement n° 304 : devenu sans objet (p. 901) ; son amendement n° 305 : devenu sans objet (p. 907) ; **article 49 :** ses amendements n° 307, n° 308 et n° 309 : devenus sans objet (p. 926) ; son amendement n° 310 (engagement de l'Etat par une délibération du conseil régional) : rejeté (p. 927) ; **article 50 :** son amendement n° 311 : devenu sans objet (p. 932) ; **article 51 :** ses amendements n° 312, n° 313, n° 314 et n° 315 devenus sans objet (p. 936) ; **article 53 :** son amendement n° 334 (comptable régional) : adopté (p. 944) ; **article 54 :** son amendement n° 335 (rédactionnel) non soutenu (p. 947) ; **article 57 :** son amendement n° 331 (compétences de la chambre régionale des comptes) ; retiré [11 septembre 1981] (p. 977) ; son amendement n° 332 (rédactionnel) : adopté (p. 979) ; **article 58 :** son amendement n° 333 (publication des réponses des collectivités aux observations formulées par les chambres régionales des comptes) : non soutenu (p. 980) ; **article 65 :** son amendement n° 336 (application des règles de contrôle des comptes actuellement en vigueur jusqu'au 31 décembre 1980) : non soutenu (p. 1014).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** contradiction entre le texte du Plan et cet article ; intervention directe des communes ; autorisation des interventions directes pour les régions ; soutient le sous-amendement n° 423 de M. Charles Millon à l'amendement n° 8 de la commission ; garanties des annuités d'emprunt par les communes ; modification du plafond en cours d'année [15 décembre 1981] (p. 4901) ; soutient le sous-amendement n° 424 de M. Charles Millon à l'amendement n° 8 de la commission et le retire (p. 4902) ; **article 5 A :** soutient le sous-amendement n° 425 de M. Charles Millon à l'amendement n° 10 de la commission : risque d'interprétation extensive du deuxième alinéa de l'amendement n° 10 ; fourniture des informations par l'Etat ou un de ses établissements publics ; retire le sous-amendement n° 425 ; **article 5 :** utilisation des excédents du fonds de compensation pour couvrir une partie des intérêts des annuités d'emprunt (p. 4916) ; son sous-amendement n° 454 à l'amendement n° 11 de la commission (donnant aux communes la possibilité de transférer à la section de fonctionnement une part des fonds de compensation) : retiré (p. 4917) ; soutient le sous-amendement n° 433 de M. Charles Millon à l'amendement n° 11 de la commission ; parallélisme entre la procédure du contrôle de légalité et celle du contrôle des finances communales (p. 4918) ; **article 6 :** soutient le sous-amendement n° 434 de M. Charles Millon à l'amendement n° 12 de la commission (possibilité donnée au conseil municipal de décider une modification de nature à réduire le déficit du budget) (p. 4920).

— Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification de l'article 14 de ladite loi (n° 311).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 13 (visant à maintenir et aménager le quorum étudiants) : retiré [16 septembre 1981] (p. 1121).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles ; **article 1er :** risque de nationalisation de fait des entreprises privées avec la nationalisation du crédit et la réforme fiscale ; menace pour la libre entreprise ; danger de politisation du crédit ; coût des nationalisations [15 octobre 1981] (p. 1854) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 37 :** désignation des commissaires aux comptes [26 octobre 1981] (p. 2539) ; **titre IV :** dispositions diverses ; **après l'article 40 :** possibilité d'identifier le titre en échange duquel les obligations ont été remises (p. 2560) ; **après l'article 50 :** soutient l'amendement n° 1325 de M. François d'Aubert ; amélioration de l'information du Parlement sur les budgets d'investissement des entreprises publiques (p. 2588).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, discussion générale : impasse budgétaire ; volonté du Gouvernement de lutter contre le chômage et de relancer l'économie ; record de la pression fiscale ; aboutissement à une proportion de transferts dans le revenu national de l'ordre de 50 p. 100 ; amplification du phénomène par l'environnement économique mondial ; affectation de la compétitivité de l'appareil productif ; augmentation du chômage ; création de l'impôt sur le patrimoine des Français ; taxe sur les frais généraux des entreprises ; taux de l'emprunt de l'Etat traduisant des estimations élevées sur le taux d'inflation ; coût des nationalisations ; modifications intervenues dans l'établissement de la loi de finances ; contradictions du Gouvernement ; exemple de la suppression de la taxation des plus-values [27 octobre 1981] (p. 2627) ; seuil de l'impôt exceptionnel pour le chômage ; augmentation prévisible des impôts locaux ; aggravation fiscale du régime d'intéressement des salariés allant à l'encontre de l'idée même de participation ; contradictions interministérielles (p. 2628).

Première partie, discussion des articles : **article 7 :** son amendement n° 351 (précisant que l'investissement net en biens amortissables, donnant droit à déduction, est effectué sur fonds propres, ou emprunt ou paiement à terme) : rejeté [30 octobre 1981] (p. 2827) ; **article 9 :** son amendement n° 356 (tendant à considérer comme dette grevant un patrimoine imposable les impôts directs dus au 1er janvier de chaque année) : non soutenu (p. 2847) ; **article 11 :** son amendement n° 369 (déplafonnement de la demi-part supplémentaire accordée pour le troisième enfant) : rejeté [31 octobre 1981] (p. 2894).

Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation. — *Discussion générale,* rapporteur pour avis : problème des tribunaux administratifs ; procédure devant les tribunaux administratifs ; comité consultatif de règlement des dommages engageant la responsabilité de l'Etat et des établissements publics de l'Etat n'ayant pas un caractère industriel et commercial ; « modérateur » ; répartition des compétences entre les tribunaux judiciaires et les tribunaux administratifs ; création d'une juridiction fiscale autonome ; rattachement éventuel des tribunaux administratifs au ministère de la justice ; personnels

des préfectures [17 novembre 1981] (p. 3842) ; système de fabrication des cartes nationales d'identité ; commission nationale de l'informatique et des libertés ; « conseillers publics » ; concours de l'Etat aux collectivités locales ; dotation globale de fonctionnement (p. 3843) ; fonds de compensation de la T.V.A.; subvention d'équipement (p. 3844).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Première lecture, discussion des articles : **article 4 :** son amendement n° 145 (modalités d'aides aux entreprises par les collectivités locales) ; son amendement n° 146 (garanties exigées du bénéficiaire de l'aide de la collectivité locale) [12 décembre 1981] (p. 4832) ; amendements n°s 145 et 146 retirés (p. 4833).

WORMS (Jean-Pierre)

Député de Saône-et-Loire
(1re circonscription)
Socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la durée du mandat des délégués des conseils municipaux (n° 133) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la responsabilité des communes et des départements (n° 134) [11 septembre 1981] (p. 1025).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset tendant à dégager, en l'absence de faute, la responsabilité personnelle des magistrats municipaux (n° 257) [17 septembre 1981] (p. 1180).

Membre du conseil national des services publics départementaux et communaux [*J.O.* du 25 septembre 1981] (p. 2610).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : droits fondamentaux des citoyens face au pouvoir organisé ; responsabilité entière des collectivités locales de base pour résoudre leurs problèmes ; autogestion ; contradiction apparente entre le développement de la solidarité et le développement des libertés ; vingt-trois ans de société bloquée ; nécessité d'une participation active ; « nouvelle citoyenneté » ; problème de la conciliation entre unité nationale et autonomie des collectivités locales ; risque de remise en cause de l'unité administrative ; cumul des mandats [27 juillet 1981] (p. 359) ; clarification des pouvoirs : fin de la « politique du parapluie » ; interventionnisme économique et social des collectivités locales ; ses limites ; rôle de la planification (p. 360).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** son amendement n° 53 (bénéfice de la loi d'amnistie quelle que soit la juridiction appelée à se prononcer sur l'infraction) : adopté [29 juillet 1981] (p. 493).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er** *suite,* **alinéa 11 :** ses observations sur l'amendement n° 62 de M. Philippe Séguin [10 décembre 1981] (p. 4644).

Z

ZARKA (Pierre)

Député de la Seine-Saint-Denis
(2e circonscription)
Communiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **article 22 :** situation des jeunes ; contrats emploi-formation ; pactes pour l'emploi du Gouvernement Barre ; travailleurs précaires ; inspection de l'apprentissage ; C.F.A. ; éducation nationale : droit de regard reconnu aux organisations syndicales [17 juillet 1981] (p. 228).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *Discussion générale :* insuffisance des dotations de l'éducation nationale particulièrement dans le secteur des enseignements techniques et des lycées d'enseignement professionnel ; manque de place en L. E. P. ; complémentarité de la formation générale et des formations techniques, technologiques et professionnelles ; accès des jeunes filles dans les L. E. P. ; ouverture de l'école sur la vie ; lutte contre l'échec scolaire ; formation professionnelle des jeunes et insertion sociale ; mise en place d'expériences avec des L. E. P., des lycées techniques associés à de grandes entreprises du secteur public industriel et commercial ; formation des jeunes chômeurs sans qualification [9 novembre 1981] (p. 3446).

Formation professionnelle. — *Discussion générale :* chômage des jeunes ; précarité de l'emploi érigée en système d'embauche ; développement des entreprises de travail temporaire ; déqualification générale de l'embauche [12 novembre 1981] (p. 3574) ; bilan de la gestion des affaires du pays par la droite : un million et demi de jeunes sans aucune formation professionnelle ; effort de lutte contre le chômage passant par la promotion d'emplois industriels de haute technicité ; promotion professionnelle ; développement de la formation professionnelle de masse et de haut niveau ; stages de qualification et contrats emploi-formation ; insertion professionnelle des jeunes dans un emploi stable ; centre d'enseignement professionnel ; innovation pédagogique ; apprentissage de la haute technologie ; utilisation des écoles professionnelles d'entreprise ; rénovation de l'apprentissage ; démocratisation de la gestion et du contrôle des centres de formation d'apprentis ; situation discriminatoire vécue par les femmes face à la formation professionnelle ; rôle des agences locales pour l'emploi ; décentralisation ; contrôle des fonds de la formation professionnelle ; formation permanente ; congé formation (p. 3575).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture :

Discussion générale : engagement du Premier ministre sur la résorption, d'ici fin 1982, du chômage des jeunes de seize à dix-huit ans ; formation continue ; formation professionnelle initiale ; postes de stages d'insertion et de qualification pour les jeunes ; lutte contre la précarisation de l'emploi ; mise en œuvre de formations alternées ; rénovation

de l'apprentissage [8 décembre 1981] (p. 4525) ; éviter que les nouvelles mesures pour l'emploi ne conduisent à une nouvelle marginalisation des jeunes ; meilleur contrôle de l'utilisation des fonds pour la formation (p. 4526).

ZELLER (Adrien)

Député du Bas-Rhin
(6e circonscription)
N. I.

Elu le 14 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant le Gouvernement à approuver l'accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel (n° 83) [17 juillet 1981] (p. 236).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (n° 384) [*J. O.* du 25 septembre 1981] (p. 2611).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 11 de la Constitution en vue d'étendre la possibilité de recours à la **procédure du référendum (n° 324)** [16 septembre 1981].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 83), autorisant le Gouvernement à approuver l'**accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel (n° 464)** [8 octobre 1981].

Proposition de loi visant à l'**étatisation de la police municipale** dans toutes les communes de France **(n° 539)** [6 novembre 1981].

Proposition de loi tendant à abroger les articles L. 242-1 et L. 242-2 du code des assurances instaurant l'obligation de l'**assurance-dommage en matière de construction (n° 584)** [3 décembre 1981].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **langues et cultures régionales :** enseignement des langues régionales ; position du Gouvernement et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur ce problème ; consultation des collectivités territoriales ; formation des maîtres dans les écoles normales ; études statistiques [4 novembre 1981] (p. 3088).

— **droit local d'Alsace et de Moselle :** suppression du régime particulier relatif aux prud'hommes ; attachement du comité économique et social d'Alsace au maintien et à l'amélioration du droit local ; extension au régime de sécurité sociale d'Alsace et de Moselle des avantages prévus en matière d'abaissement de l'âge de la retrait et d'organisation de la sécurité sociale ; concertation préalable avec les élus et les forces sociales de la région [25 novembre 1981] (p. 4171).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 3).

Première lecture, discussion des articles : **article 2 :** soutient l'amendement n° 67 de M. Maurice Sergheraert (régime de faveur pour les entreprises exportatrices au regard de la taxe exceptionnelle sur certains frais généraux) [16 juillet 1981] (p. 197) ; **article 6 :** son amendement n° 2 (suppression de l'article 6) : retiré (p. 208).

— Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (titres Ier et II) (n° 105).

Première lecture, discussion générale : excès d'un Etat centralisé [27 juillet 1981] (p. 373) ; élèves de l'E. N. A. ; suppression de la tutelle *a priori* du préfet mais maintien des tutelles indirectes techniques ; exécutif départemental ; transferts de services ; politisation de l'administration locale (p. 374).

Discussion des articles : **article 1er :** son sous-amendement n° 381 à l'amendement n° 288 du Gouvernement (dépôt d'un projet de loi sur le développement de la participation des citoyens dans la vie locale) [28 juillet 1981] (p. 403) ; adopté (p. 404) ; son amendement n° 121 (contenu de la loi prévu à l'article 1er) non soutenu (p. 412) ; **article 2 :** son amendement n° 122 (décisions exécutoires dès leur publication) (p. 421) rejeté (p. 422) ; **article 3 :** son amendement n° 123 (communication au maire des observations du représentant de l'Etat) retiré (p. 439) ; **article 4 :** dispositions du traité de Rome relatives à la concurrence (p. 450, 451) ; son amendement n° 181 (contrôle de l'intervention d'une commune en faveur d'une entreprise) [30 juillet 1981] (p. 546), rejeté (p. 547) ; **après l'article 17 :** son amendement n° 253 (incompatibilité des fonctions de membre du Gouvernement avec celles de président du conseil général ou de membre du bureau de l'assemblée départementale) rejeté [1er août 1981] (p. 689) ; **après l'article 18 :** son sous-amendement n° 462 à l'amendement n° 80 de la commission (autorité sous laquelle sont placés les divers services) (p. 701) : retiré ; son sous-amendement n° 463 à l'amendement n° 80 de la commission (rédactionnel) : rejeté (p. 702) ; son amendement n° 233 (pouvoir de contrôle du conseil général sur les services administratifs de l'Etat) retiré (p. 724) ; **après l'article 26 :** son amendement n° 185 (mise à disposition du public des délibérations du conseil général) rejeté [2 août 1981] (p. 758) ; son amendement n° 186 (respect des règles générales et publiques) rejeté (p. 759) ; **article 28 :** son amendement n° 184 (contenu du rapport : information sur les activités des établissements placés sous la dépendance directe du conseil général ; débat sur le rapport) (p. 768) : adopté (p. 769) ; **article 32 :** son amendement n° 504 (délai d'information de l'intention du représentant de l'Etat de former un recours) rejeté (p. 776).

Titres III et IV :

Première lecture, discussion des articles : **article 45 :** son sous-amendement n° 365 à l'amendement n° 128 de la commission (compétences du conseil régional ; notion d'identité régionale) : adopté [9 septembre 1981] (p. 846) ; son sous-amendement n° 366 à l'amendement n° 128 de la commission (compétences du conseil régional ; association de la région avec des entreprises publiques) : rejeté (p. 847) ; **article 48 :** compétences de la région ; création d'établissements publics [10 septembre 1981] (p. 891) ; déplafonnement des ressources fiscales des régions (p. 909) ; **après l'article 48 :** conditions d'octroi des prêts consentis par la région (p. 915) ; ses sous-amendements n° 337 et n° 338 à l'amendement n° 83 du Gouvernement (rôle du comité des prêts) (p. 916) ; s'oppose au sous-amendement n° 398 du Gouvernement à l'amendement n° 83 du Gouvernement : risque de tutelle du comité des prêts (p. 922) ; sous-amendements n° 337 et n° 338 : devenus sans objet (p. 923) ; **après l'article 51 :** son amendement n° 250 (création d'un conseil régional des langues et cultures régionales) (p. 940) : rejeté (p. 941) ; **après l'article 55 :** son amendement n° 251 (incompatibilité entre les fonctions de membre du Gouvernement et de président de conseil régional ou de membre de bureau de l'assemblée régionale) [11 septembre 1981] (p. 952, 953) ; adopté (p. 954) ; **article 63 :** son amendement n° 339 (suppression de l'article 63) : rejeté (p. 1004).

— Discussion de la motion de censure jointe à la demande d'interpellation de M. Claude Labbé.

Explications de vote : mesures de justice sociale ; partage du travail [15 septembre 1981] (p. 1081) ; relance de l'économie ; déficit budgétaire ; accélération de l'inflation ; tenue du franc ; taxation de la fortune et de l'outil de travail ; réduction massive des charges pesant sur les P.M.I. et sur les P.M.E. ; création d'emplois dans la fonction publique, nationalisations (p. 1082).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (n° 380).

Première lecture, discussion des articles : **article 1er ;** *article* 3-2 bis *de la loi du* 3 *juillet* 1972 : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission ; inutilité de la consultation des élus locaux [24 septembre 1981] (p. 1327, 1328).

— Projet de loi de nationalisation (n° 384).

Première lecture, discussion générale : justification de certaines nationalisations [14 octobre 1981] (p. 1808) ; nationalisation non indispensable au progrès économique et social ; faillite des entreprises nationales autrichiennes ; action des entreprises nationales parfois non conforme à l'intérêt général ; dessaisissement par l'Etat de ses participations non stratégiques ; sanction de la gestion des entreprises nationales ; exclusion des intérêts étrangers du champ de la nationalisation ; exclusion de la compagnie générale des eaux et de la compagnie lyonnaise des eaux ; nationalisation d'entreprises déjà performantes au plan social ; participation des salariés (p. 1809) ; tutelle des entreprises nationales et décentralisation ; tutelle unique des entreprises nationales ; perte pour l'Alsace de centres de décisions régionaux avec la nationalisation des banques privées ; présence de responsables régionaux dans les entreprises nationalisées régionales ; régionalisation des entreprises nationalisées (p. 1810).

Discussion des articles : **titre Ier :** nationalisation de cinq sociétés industrielles : **après l'article 4 :** son amendement n° 693 (interdiction de la cession de participations détenues dans les sociétés présentant le caractère d'un service public ou d'un monopole) : rejeté [17 octobre 1981] (p. 1993) ; **titre II :** nationalisation des banques ; **article 18 :** son amendement n° 1000 (évaluation de la valeur des actions des banques non inscrites à la cote officielle) : rejeté [21 octobre 1981] (p. 2316) ; **titre III :** nationalisation de deux compagnies financières ; **article 27 :** prise de contrôle par la puissance publique de la distribution d'eau potable [20 octobre 1981] (p. 2240) ; **article 20 précédemment réservé :** son sous-amendement n° 1008 à l'amendement n° 71 de la commission (administrateurs nommés en raison de leurs compétences proposés par les conseils régionaux) : non soutenu [22 octobre 1981] (p. 2336) ; **après l'article 33 :** son amendement n° 1266 (interdiction faite aux deux compagnies financières et à leur filiales de céder des participations dans des sociétés présentant un caractère de service public ou de monopole de fait) [24 octobre 1981] (p. 2496) ; rejeté (p. 2497).

— Projet de loi de finances pour 1982 (n° 450).

Première lecture, discussion générale : relance économique ; lutte contre le chômage ; recherche de la justice fiscale ; accroissement massif des dépenses publiques ; création de très nombreux emplois publics ; croissanee des investissements publics ; réduction temporaire du chômage par effet de dopage de l'économie ; observations du professeur Lesourne, membre de la commission du bilan : nécessité de bannir toute action de relance globale [27 octobre 1981] (p. 2622), nécessité de lutter contre le chômage par une réduction des charges sociales pesant sur les entreprises susceptibles d'embaucher ; insuffisance du budget en ce domaine ; déficit budgétaire ; déficit croissant de la sécurité sociale et de l'U.N.E.D.I.C. ; baisse de la part du revenu des entreprises dans la valeur ajoutée globale ; nécessité de la plus grande prudence en ce qui concerne la politique salariale y compris les bas salaires ; compensation de ceux-ci par un accroissement des prestations familiales ; exemple de l'Autriche : hausse des salaires moins rapide que celle des prix ; principe de l'impôt sur la fortune ; limitation des effets du quotient familial pour les très hauts revenus ; mesures de justice et de vérité fiscale ; indexation de la taxe sur les produits pétroliers ; taxe professionnelle ; exemple des Etats-Unis : incitation fiscale généralisée pour favoriser l'emploi ; économies d'énergie ; baisse du taux d'épargne (p. 2623).

Première partie, discussion des articles : **article 6 :** comparaison avec les pays étrangers ; absence de politique de diffusion de la propriété [30 octobre 1981] (p. 2815) ; son amendement n° 215 (relèvement des tranches de l'impôt en fonction des personnes à charge) (p. 2819, 2820) rejeté (p. 2821) ; **après l'article 6 :** nécessité de prêter attention à toutes les situations pouvant se présenter (p. 2823) ; **article 18 :** transports en commun en milieu rural ; réaction de l'ancienne opposition à la répercussion des hausses décidées par l'O.P.E.P. [3 novembre 1981] (p. 3009) ; réduction généralisée de la T.V.A. sur l'ensemble des produits et services concourant aux économies d'énergie ou à l'utilisation d'énergies nouvelles (p. 3010) ; son sous-amendement n° 570 à l'amendement n° 518 du Gouvernement (plafonnement de la majoration du prix des produits pétroliers soumis à la T.I.P.P. à la hausse des prix à la consommation) ; son sous-amendement n° 569 à l'amendement n° 518 du Gouvernement (vote du Parlement sur l'augmentation de la T.I.P.P. si son indexation entraîne une hausse du prix des produits pétroliers supérieure à l'indice général des prix) ; reprend l'amendement n° 121 de la commission (fixant à 13,6 p. 100 l'augmentation de la T.I.P.P. pour 1982) : rejeté (p. 3011) ; risque de relance de l'inflation du fait de l'indexation ; question du maintien de l'indexation en cas de hausse du dollar ; rejet des sous-amendements nos 569 et 570 à l'amendement n° 518 du Gouvernement ; ses amendements nos 200 et 201 deviennent sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 518 du Gouvernement (p. 3012) ; **après l'article 20 :** son amendement n° 530 (T.V.A. au taux de 7 p. 100 sur les matériels destinés à économiser l'énergie ou à réaliser des économies de matières premières) ; rapport préparé par M. Saint-Geours ; rejet de l'amendement n° 530 (p. 3033) ; **article 22 :** son amendement n° 531 (vignette moto) : rejeté (p. 3042) ; **article 24 :** son amendement n° 532 (réduction à 1 000 francs de la taxe d'Etat) ; nouveau barème de la taxe communale sur les appareils automatiques ; rejeté par scrutin public [4 novembre 1981] (p. 3060) ; **après l'article 24 :** son amendement n° 533 (exonération de taxes sur les permis de conduire et les cartes grises lorsque la délivrance de ces pièces est consécutive à un changement d'état matrimonial) : réservé (p. 3061) ; **article 26 :** son amendement n° 534 (taxation de la publicité radiodiffusée) (p. 3098) ; moyens d'aide à la presse régionale d'opinion ; décentralisation (p. 3099) ; rejet de l'amendement n° 534 (p. 3100) ; **après l'article 24 :** son amendement n° 533 (précédemment réservé) : (non-exigibilité des taxes sur les permis de conduire et les cartes grises lorsque leur délivrance est consécutive à un changement d'état matrimonial) modifié adopté (p. 3122) ; **après l'article 31 :** son amendement n° 217 (relèvement de 13,5 p. 100 des limites des tranches pour la détermination de la taxe sur les salaires) (p. 3125) ; réévaluation du barème une fois en huit ans ; budgets des associations et des hôpitaux touchés par l'inflation et le mécanisme de la taxe ; rejet de l'amendement n° 217 ; son amendement n° 218 (exonération de taxe sur les salaires des associations employant moins de trois salariés) (p. 3126) ; tarifs postaux pour les associations ; retrait de l'amendement n° 218 (p. 3127) ; **article 70 :** son amendement n° 2 (tendant à ce que la déduction accordée pour les dépenses destinées à économiser l'énergie soit remplacée par un crédit d'impôt égal à 20 p. 100 du montant de ces dépenses) [19 novembre 1981] (p. 4064) ; retiré (p. 4065).

— Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (n° 577).

Première lecture, discussion générale : conditions pour que le partage du travail débouche sur une réduction du chômage ; limitation du cumul emploi-retraite ; imprudence de l'objectif des trente-cinq heures pour 1985 ; instauration d'une priorité en faveur des emplois pénibles [8 décembre 1981] (p. 4524) ; sa proposition de réduction des impôts des P. M. E. en cas d'accroissement des effectifs d'une année sur l'autre ; politique de retour temporaire au foyer d'un des conjoints ; régime local de vieillesse de l'Alsace et de la Moselle (p. 4525).

Discussion des articles : **article 1er, alinéas 2 à 5 :** son amendement n° 95 (semaine de trente-cinq heures : priorité pour les travailleurs occupant des emplois pénibles) : rejeté [9 décembre 1981] (p. 4585) ; **alinéa 6 :** son amendement n° 96 (congé parental d'éducation) : [10 décembre 1981] (p. 4606) ; rejeté ; son amendement n° 97 (congé pour convenance personnelle) : rejeté (p. 4607) ; **alinéa 8 ;** son amendement n° 98 (congé parental d'éducation) : rejeté (p. 4628) ; son amendement n° 99 (application des dispositions du huitième alinéa au régime particulier d'Alsace-Lorraine) (p. 4630) : rejeté (p. 4631) ; **alinéa 10 :** son amendement

n° 100 (limitation des cumuls en fonction du nombre de personnes à charge) (p. 4639) : adopté (p. 4640) ; **alinéa 13 :** son amendement n° 102 (formation et insertion sociale des jeunes immigrés) : rejeté (p. 4653).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1981 (n° 600).

Première lecture, discussion des articles : **article 5 :** son amendement n° 11 (report de l'assujettissement du crédit mutuel à l'impôt sur les sociétés à l'exercice 1982) : rejeté [17 décembre 1981] (p. 5115).

— Projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (n° 576).

Deuxième lecture, discussion des articles : **article 4 :** son sous-amendement n° 6 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (convention conclue entre l'Etat et les collectivités territoriales sur des actions dans le domaine du tertiaire, du tourisme et de l'artisanat) [23 décembre 1981] (p. 5415) ; possibilité d'interventions économiques des collectivités locales dans les secteurs tertiaire, touristique et artisanal (p. 5417) ; rejet du sous-amendement n° 6 (p. 5418).

ZUCCARELLI (Jean)

Député de la Haute-Corse
(1re circonscription)
Apparenté socialiste

Elu le 21 juin 1981.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 juillet 1981] (p. 22).

S'apparente au groupe socialiste [*J. O.* du 3 juillet 1981] (p. 1864).

Contestation de son élection [2 juillet 1981] (p. 34). Rejet de la requête, décision du Conseil constitutionnel [6 novembre 1981] (p. 3305).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J. O.* du 4 juillet 1981] (p. 1877).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, portant amnistie (n° 226).

Première lecture, discussion générale : condamnations lourdes prononcées par la Cour de sûreté de l'Etat désormais supprimée ; distinction entre les détenus de droit commun et les autonomistes corses condamnés [29 juillet 1981] (p. 487).

403819997 — 000282 Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix.